

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉVÉNEMENT DISCURSIF PAUPÉRISTE
LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET REDÉFINITION DU POLITIQUE EN
AMÉRIQUE LATINE :
CHILI, MEXIQUE, VENEZUELA (1910-2006)

THÈSE

PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

VOLUME I

PAR
RICARDO PEÑAFIEL

JANVIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Aux *pobladores*, ces « pauvres » du Chili qui m'ont, les premiers, fait remarquer que : « nous les pauvres », « nous ne sommes pas pauvres ».

À mon directeur André Corten, pour sa lecture toujours critique qui, en bon sur-destinataire, m'a accompagnée tout au long de ma rédaction, m'obligeant à une écriture sans complaisance.

Au comité d'évaluation de mon projet de doctorat qui par ses commentaires critiques m'a permis de restreindre et préciser la portée de ce doctorat, sans quoi je serais sans doute encore à tenter de démontrer l'incommensurable.

Au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC), pour son appui financier à cette recherche doctorale.

À tous les adjuvants qui m'ont soutenu pendant ces longues années d'épreuves qualifiantes.

À mes enfants qui ont contribué à la recherche en se privant de leur compagnon de jeu.

À ma femme, pour tout.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	xiv
Introduction	1
Apparition ou transformation du thème de la pauvreté ?	8
Des discours de lutte contre la pauvreté à la formation discursive paupériste	12
Discours de lutte contre la pauvreté et langue politique.....	16
Conditions de formation du discours de lutte contre la pauvreté	18
La formation discursive populiste	25
Du populisme au post-populisme	31
Énoncé de thèse et plan de l'argumentation	39
Plan de l'argumentation.....	41
 Chapitre I	
L'augmentation de la pauvreté : Les chiffres et les choses	45
1.1- Introduction au premier chapitre	45
1.2- « Ce qui est abject va de soi » : Fétichisation et déproblématisation de la pauvreté	50
1.2.2- L'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté : Naturalisation et déproblématisation.....	53
1.3- Précision de la mesure : Une forme de « problématisation non-problématique ».....	55
1.4- Pauvreté humaine : Une conception « qualitative » de la pauvreté?	60
1.4.1- Le développement en tant qu'expansion des libertés : Divergences et convergences entre les indicateurs du PNUD et la pensée Sen	64
1.4.2- Approches en termes d'exclusion	70
1.4.3- Induction des besoins à partir d'enquêtes participatives	72

1.5- Pauvreté et redéfinition du politique : Bonne gouvernance et transitologie	73
1.6- Études de la pauvreté ou ingénierie sociale ?.....	78
1.7- Le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 : Augmentation de la pauvreté ou changement de paradigme ?	79
1.8- Conceptions antérieures de la « pauvreté » dans la littérature scientifique latino-américaine	81
1.8.1- Représentations et conceptualisations de la pauvreté selon les époques.....	83
1.8.2- Pauvreté, citoyenneté et développement	84
1.9- De la réification de la pauvreté et de l'incapacité du savoir contemporain à situer le changement	86
1.10- Conditions de possibilité du savoir sur la pauvreté.....	90
1.11- Conclusions du premier chapitre : De l'étude de la pauvreté à l'analyse du discours de lutte contre la pauvreté.....	95

Chapitre II

Événement discursif, relations hégémoniques et langue politique :

Cadre théorique et méthodologie.....	100
2.1- Introduction au deuxième chapitre : Lutte contre la pauvreté et luttes pour le sens ..	100
2.2- Les événements discursifs.....	104
2.2.1- L'événement discursif paupériste	106
2.2.2- Événement discursif, conditions de possibilité et champ discursif.....	106
2.2.3- L'événement discursif paupériste : une formation discursive.....	109
2.2.4- Analyse de discours et formations discursives : Hétérogénéité et interincompréhension constitutive	111
2.2.5- Marques de dialogisme	112
2.3- Analyse discursive des rapports de force	112
2.3.1- Ernesto Laclau : Hégémonie et pratiques articulatoires	114
2.3.2- Discours et représentation du politique.....	123
2.3.3- Effet de récit, processus de mise en acceptabilité, version narrative et langue politique	125
2.3.4- La langue politique.....	127
2.3.5- La langue politique : un système de sens auto-référentiel	128
2.3.6- Exclusion constitutive de la langue politique et son extérieur	130
2.4- Articulation du cadre théorique à l'analyse de l'événement discursif paupériste.....	132

2.4.1- La formation discursive paupériste	133
2.4.2- La formation discursive populiste	141
2.5- Méthodologie	146
2.5.1- Construction des corpus nécessaires à la démonstration.....	147
2.5.1.1- Premier Corpus : La formation discursive paupériste.....	147
2.5.1.2- Deuxième Corpus : le changement de langue politique.....	152
2.5.2- Formations discursives, positions énonciatives et modèle actantiel	156
2.5.2.1- Théories de l'énonciation Entre langue et parole : le discours.....	157
2.5.2.2- Principe dialogique, transtextualité et polyphonie	158
2.5.2.3- De la polyphonie à l'interdiscours	165
2.5.2.4- Auto-dialogisme, modalisation et paraphrasage	169
2.5.2.5- Scénographie et institution discursive.....	171
2.5.3- Le modèle actantiel et le programme narratif	173
2.5.3.1- Les fonctions narratives de base	176
2.6- Conclusions du deuxième chapitre.....	179

Première partie

La formation discursive paupériste (Chapitres III à VI) 181

Introduction à la première partie La formation discursive paupériste.....	181
---	-----

Première partie Chapitre III

L'oscillateur sémantique du discours de lutte contre la pauvreté :

L'exemple paradigmatique du

Rapport sur le développement dans le monde 1990..... 188

3.1- Le Rapport sur le développement dans le monde 1990 en tant qu'exemple paradigmatique de l'oscillateur sémantique.....	188
3.2- La légitimation des Programmes d'ajustement structurel en tant que macro-acte directif du RDM/90.....	193
3.2.1- Subversion de la critique aux PAS : Prolepse, effet d'évidence et occultation des traces de l'interdiscours	195
3.2.2- Un ajustement, nécessaire, qui va de soi et qui ne peut que produire de bons résultats	200
3.2.3- L'ajustement en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté	202

3.3- La lutte contre la pauvreté :	
Un impératif moral assumé pleinement par la Banque mondiale	203
3.3.1- Effet de Compassion	204
3.3.2- Modalisation déontique : l'impératif des faits	205
3.4- Dépassement de la Pauvreté	206
3.5- Registre énonciatif pédagogique-doctrinal	209
3.5.1- La Banque en tant que juge universel	213
3.5.2- La position énonciative du maître vis-à-vis de ses élèves.....	215
3.6- Un savoir nécessaire à la lutte contre la pauvreté	217
3.6.1- Ciblage et restriction du rôle de l'État	219
3.6.2- Opposition pauvres/non-pauvres : Aide aux pauvres ou droits citoyens ?.....	222
3.7- Promouvoir l'action de l'État afin de mieux la restreindre	225
3.7.1- La nécessité de l'intervention de l'État.....	225
3.7.2- L'intervention de l'État n'est pas toujours efficace	226
3.7.3- Restructurer l'État en faveur des pauvres	228
3.8- Scénographie mercantile et dépolitisation du domaine public	229
3.8.1- L'État en tant que prestataire de services	232
3.8.2- Le pauvre comme vendeur de sa force de travail.....	234
3.8.3- Facteurs de développement humain et gestion des ressources humaines	235
3.9- Captation-subversion des thèmes du développement.....	237
3.9.1- « Élargir » pour restreindre l'accès à la terre, au crédit, à l'infrastructure et aux facteurs de production.	238
3.9.2- Les Programmes d'ajustement structurel comme forme de participation des pauvres à la croissance.....	243
3.9.3- Participation des pauvres aux prises de décision : Retrait de l'État et mobilisation forcée du travail et de « l'épargne » des pauvres	245
3.10- Nouvelle scène, nouveaux acteurs :	
ONGs, secteur privé et acteurs internationaux	248
3.11- Synthèse des principaux mécanismes du RDM/90	252
3.11.1- Les fonctions narratives de base	252
3.12- Conclusions du troisième chapitre :	
Principaux mécanismes de la stratégie illocutoire du RDM/90	254

Première partie Chapitre IV

Les positions d'énonciation de la lutte contre la pauvreté :

Le maître et ses élèves 257

4.1- Introduction au quatrième chapitre	257
4.2- L'institutionnalisation de l'effet de compassion par l'effet de circulation	261
4.2.1- La priorité des besoins de base : Un objectif qui vient de loin	262
4.2.2- Effet de compassion et impératif catégorique.....	266
4.2.3- Institutionnalisation de l'impératif catégorique	268
4.3- Dépassionnalisation de la pauvreté	273
4.3.1- Contrainte constitutive de quantification	274
4.3.1.1- Savoir quantitatif et qualitatif sur les causes de la pauvreté.....	277
4.3.2- Effet de bouclage (miroir légitimant).....	279
4.4- Registre énonciatif pédagogique-doctrinal : Maître et... élèves	285
4.4.1- Effet de scientificité	286
4.4.2- Effet d'évidence	291
4.4.2.1- Déplacement de l'instance assertive vers les faits eux-mêmes	292
4.4.3- Modalisation déontique : l'impératif des faits.....	295
4.4.4- Effacement des marques de l'interdiscours : Un débat peut en cacher un autre	296
4.4.5- Modalisation axiologique et juge universel	299
4.5- Position énonciative du Maître.....	301
4.6- Locuteur local, énonciateur international : ONGs et position énonciative du maître	302
4.7- Co-énonciateur : le bon élève et la récitation de la leçon.....	303
4.8- Conclusions du quatrième chapitre	304

Première partie Chapitre V

La Scénographie :

Temps, espaces et personnes de la lutte contre la pauvreté 309

5.1- Introduction au cinquième chapitre : Une scénographie gestionnaires postulant le marché.....	309
5.2.1- Les temps de la lutte contre la pauvreté	312
5.2.2- Les espaces de la lutte contre la pauvreté	315
5.2.3- Les acteurs de la lutte contre la pauvreté	317

5.3- Scénographie mercantile ou gestionnaire ?	325
5.3.1- Scénographie mercantile	326
5.3.2- Postulat des effets bénéfiques de la mondialisation et de la croissance	328
5.3.3- Inefficacité des marchés et action correctrice du politique	331
5.4- Conclusions du cinquième chapitre :	
Une scénographie gestionnaire qui postule le marché	333

Première partie Chapitre VI

Les principales figures de la lutte contre la pauvreté :

Égalité, Bonne gouvernance et participation..... 338

6.1- Introduction au sixième chapitre :	
Oscillateur sémantique, égalité, bonne gouvernance et participation	338
6.2- L'équité dans et par le marché : La croissance favorable aux pauvres	343
6.2.1- L'égalité par la libéralisation du commerce	348
6.2.2- Égalité et ciblage : Prioriser les pauvres	350
6.2.2.1- Opposition pauvres / non-pauvres et besoins / demandes	356
6.3- Bonne gouvernance et ingénierie politique.....	360
6.3.1- Savoir préalable et modalités du pouvoir : Efficacité, renforcement des capacités et registre énonciatif pédagogique-doctrinal	365
6.4- Décentralisation et participation	368
6.4.1- Participation au marché.....	374
6.5.2- Promouvoir la participation aux décisions politiques (à travers les programmes de lutte contre la pauvreté...).....	376
6.5- Conclusions du sixième chapitre.....	380

Conclusion de la première partie

La formation discursive paupériste :

Une forme anti-politique de représentation du politique 382

Programme narratif de base de la formation discursive paupériste	395
Version narrative active et déplacement des frontières de l'acceptable :	
Une langue politique anti-politique.....	400

Deuxième partie

La formation discursive populiste :

Mexique, Chili et Vénézuéla (chapitres VII à IX)..... 404

Introduction à la deuxième partie	404
Analyse des discours présidentiels : Chili, Mexique Vénézuéla 1910-2006.....	407
Populisme et discours populistes.....	410
Populisme politique et populisme d'État :	
Logiques de l'équivalence et de la différence.....	413
Demande, désir et surinvestissement.....	418
La formation discursive populiste en Amérique latine	
Généalogie du peuple : La mémoire des mots	421
Le populisme : une période historique en Amérique latine ?	423
La légitimité du peuple et celle du <i>demos</i>	425
La formation discursive populiste :	
Une forme hégémonique de représentation du politique ?.....	426
Les transitions démocratiques et l'éclipse de la formation discursive populiste.....	428

Deuxième partie Chapitre VII

Le discours populiste de la Révolution mexicaine :

Peuple en armes, gouvernement pour le peuple et institutionnalisation

de l'action protagonique du peuple 430

7.1- Le peuple et la révolution mexicaine	430
7.2- De Villa et Zapata à Carranza : L'institutionnalisation du peuple	435
7.3- Lázaro Cárdenas :	
Du gouvernement pour le peuple au gouvernement par le peuple	441
7.4- Le discours populiste au Mexique.....	448
7.4.1- L'appel à l'insurrection populaire	448
7.4.2- Le constitutionnalisme et le gouvernement pour le peuple.....	452
7.4.3- L'action du peuple institutionnalisé.....	455
7.5- L'événement discursif paupériste	
au sein de la langue politique populiste mexicaine	456
7.5.1- La pauvreté dans le discours populiste.....	457
7.5.2- La thématization de la pauvreté dans les discours présidentiels mexicains	458

Deuxième partie Chapitre VIII

La figure du peuple protagoniste au Chili :

Léthargie, irruption, répression et disparition.....	469
8.1- Introduction au huitième chapitre	469
8.2- Les références au peuple dans les discours présidentiels au Chili	472
8.3- <i>El pueblo lo llama Gabriel</i> : La figure de légitimation du peuple	477
8.3.1- La peur de l'insurrection et le retour de l'Unité nationale	481
8.4- De Frei à Allende en passant par <i>Patria y Libertad</i> et Pinochet :	
Une langue politique populiste.....	483
8.4.1- Révolution en liberté et Promotion populaire :	
L'organisation du peuple pour sa libération.....	484
8.4.2- Confrontation entre Démocratie chrétienne et Unité populaire :	
Règles de dispersion et relations polémico-consensuelles	492
8.4.3- L'exploitation : Axe de la <i>prolétarisation</i> du peuple	495
8.4.4- Le peuple contre la violence des institutions	499
8.5- <i>Patria y Libertad</i> , Pinochet et les <i>Protestas</i> :	
Hégémonie et langue politique populiste.....	506
8.6- Changement de langue politique :	
La dénonciation de la violence et le dépérissement de la figure du peuple	512
8.7- Le retour de la démocratie	
et le surgissement d'une langue politique post-populiste.....	516

Deuxième partie Chapitre IX

L'éternel retour du peuple : Le passage du populo-consociationnisme

au populo-paupérisme dans la représentation du politique au Vénézuéla 525

9.1- Introduction	525
9.2- Le peuple-nation et le gouvernement au service du peuple (1936-1945)	530
9.3- Le peuple-Nation-électorat de la « Révolution » d'octobre (1945-1948)	532
9.4- Du Triennat au <i>puntofijismo</i> :	
Renforcement de la figure du Peuple-Nation-électorat.....	537
9.5- La figure du peuple au sein du <i>puntofijismo</i> :	
Le peuple-Nation-électorat et la consolidation démocratique.....	540
9.5.1- Les besoins populaires et l'action sociale de l'État.....	543
9.5.2- La souveraineté nationale et la frontière interne/externe	545

9.6- Crise de la dette, lutte contre la pauvreté, réformes de l'État et remise en question de la frontière interne/externe.....	547
9.6.1- La lutte contre la pauvreté et la réforme de l'État.....	549
9.6.2- De Pérez à Caldera : Dernières chances du puntofijismo et consolidation des réformes de l'État.....	554
9.7- Le discours populo-paupériste d'Hugo Chávez : Le surgissement du « peuple-pauvre » dans la scène politique vénézuélienne.....	561
9.7.1- Programme narratif du bolivariisme : La révolution populaire.....	564
9.7.2- Scénographie révolutionnaire.....	566
9.7.3- Le Peuple en tant que figure de légitimation	569
9.7.4- Peuple en tant que distributeur de valeur modale	572
9.7.5- Peuple en tant qu'acteur.....	574
9.7.6- Glorification du Peuple	575
9.7.7- L'instrumentalisation du peuple.....	579
9.7.8- Le besoin et la demande.....	581
9.7.9- Figures d'opposition	584
9.8- Le discours populo-paupériste de la révolution bolivarienne	586
9.8.1- Le populo-paupérisme et les discours présidentiels vénézuéliens	587
Conclusions de la deuxième partie	591
Le peuple en tant que figure de légitimation distributrice de valeur modale	595
Protagonisme populaire (armé ou civique).....	595
Institutionnalisation du protagonisme populaire	596
Le gouvernement en faveur du peuple	597
Dimension sémantique des invariants et des règles de dispersion	597
Le peuple travailleur : équivalents semi-corporatistes du peuple.....	599
Le bien-être populaire, la demande et les catégories des besoins ou de l'aide.....	599
Étatisme, ouvriérisme et industrialisation par substitution d'importation.....	602
Scénographie du populisme : la libération du peuple.....	604
Programme narratif des discours populistes.....	607
Tableau des fonctions narratives de base	610

Conclusion Le passage du populisme au post-populisme.....611

Introduction à la conclusion	611
La topologie de l'événement discursif paupériste :	
Technicisation, internationalisation et privatisation des scènes politiques	613
Le paupérisme : un imaginaire politique engendrant des « effets de réalité »	617
La topologie de l'événement discursif paupériste	624
Positions d'énonciation et rapports de force	630
Au-delà de l'opposition entre populisme et post-populisme	636

Bibliographie 642

Pièces de Corpus..... 676

Institutions internationales	676
Sommets et contre-sommets des Amériques	678
ONGs, organisations privées et religieuses	679
Partis, organisations et plate-formes politiques	679
Discours ou déclarations présidentielles	681
Chili	681
Mexique.....	684
Venezuela	686
Sous corpus contextuel.....	690

RÉSUMÉ

Cette thèse cherche à analyser les conséquences politiques du surgissement du thème de la lutte contre la pauvreté dans les années 1980 en Amérique latine, notamment dans l'espace public du Chili, du Mexique, et du Venezuela. L'opinion courante et la littérature scientifique dominante sur le sujet voient, dans le surgissement d'un consensus mondial autour de l'éradication de la pauvreté, une prise de conscience du problème sous l'effet de l'aggravation des indices de pauvreté, un gage de son éventuelle solution et une remise en question des Programmes d'ajustement structurel ou du Consensus de Washington. Pourtant, comme il est montré dans cette thèse, le surgissement du thème de la lutte contre la pauvreté répond à des *conditions de possibilité* (Foucault, 1969) particulières qui – loin de représenter une remise en question des réformes économiques et politiques (*Market Oriented Reforms*) implantées dans les années 1980 et une réhabilitation du rôle de l'État – tendent à construire une forme de *représentation du politique* (Corten, 1999) qui permet la légitimation, la pérennisation, l'approfondissement et l'internalisation desdites réformes. Le consensus mondial sur la lutte contre la pauvreté est alors interprété comme un *événement discursif* (Foucault, 1969) qui tend à *professionnaliser* (*techniciser, dépassionnaliser*), à *internationaliser* et à *privatiser* les différentes *langues politiques* (Faye, 1971 ; Corten, 1999) du continent, déplaçant ainsi les *frontières du politique*. L'événement discursif paupériste acquiert ainsi une valeur de *version narrative active* (Faye, 1971) qui assume le passage d'une forme populiste de représentation du politique – fondée sur la figure légitimante du peuple et sur l'*énoncé originaire de la demande* (Corten, 1999) – vers une nouvelle forme de *langue politique post-populiste* structurée autour des figures de la stabilité, de la bonne gouvernance et de la pauvreté, soutenant l'instauration d'un nouvel *énoncé originaire* : celui de l'aide et de son corollaire, les besoins. L'événement discursif paupériste assume ainsi, à travers son processus de *circulation* et de *mise en acceptabilité* (*effet de récit*) (Faye, 1971) un profond déplacement des *positions énonciatives* (Sarfati, 2005) et *actantielles* (Greimas, 1983) constitutives de la *scène de représentation des forces* et se présente comme une *force hégémonique* (Laclau et Mouffe, 1985) dans un *champ discursif* (Maingueneau, 1983) peuplé d'autres versions narratives concurrentes avec lesquelles il entre en *lutte pour le sens*.

Pour soutenir cette thèse, nous avons développé une méthodologie, basée sur les théories de l'énonciation – telles qu'interprétées par l'école française d'analyse du discours – ainsi que sur le modèle actantiel – propre à la sémiotique de l'école de Paris –, que nous avons appliquée à deux corpus de textes. Le premier de ces corpus, se rapportant aux principaux locuteurs de la pauvreté (institutions internationales, gouvernements, partis politiques, ONGs, etc.) entre 1980 et 2006, permet d'aborder le fonctionnement du discours de lutte contre la pauvreté (*formation discursive paupériste*) ; alors que le deuxième corpus, se référant aux discours présidentiels du Chili, du Mexique et du Venezuela entre 1910 et

2006, permet non seulement d'identifier et d'établir le fonctionnement de la formation discursive populiste – avec laquelle le discours de lutte contre la pauvreté entretient d'intenses relations dialogiques (Bakhtine / Todorov, 1981) et antagoniques (Laclau) –, mais surtout d'analyser le passage d'une forme populiste vers une forme post-populiste de représentation du politique.

L'analyse comparée de ces deux périodes et de ces trois pays nous permet de montrer comment, dans les trois cas abordés, l'impératif catégorique de lutter contre la pauvreté permet d'induire de profonds changements dans la représentation – et par le fait même dans les pratiques – du politique sans avoir toutefois à les justifier autrement que comme une contrainte morale relative au caractère outrageant de la pauvreté. Ainsi, alors que dans le discours populiste la légitimité des acteurs politiques s'établissait en fonction de leurs capacités à porter ou à répondre à des *demandes* sociales (ou populaires), établies en fonction de catégories semi-corporatistes structurant les rapports de forces autour de relations de *production* ou de *pouvoir* (haut/bas, interne/externe, public/privé) médiatisées par l'*État*, à l'inverse, dans le discours paupériste, la légitimité des acteurs politiques s'établit en fonction d'un *savoir* abstrait et général sur les *besoins* (c'est-à-dire sur des seuils minimaux de *consommation*), élaboré par des experts *internationaux*, statuant sur les meilleurs moyens pour réduire la pauvreté dans un contexte postulant l'efficacité et la nécessité d'un *marché* ouvert et libéralisé ou mondialisé, ainsi que l'inefficacité ou l'inaptitude de l'*État*, et du politique en général, à agir sur le plan économique.

Le surgissement du thème de la lutte contre la pauvreté se dévoile ainsi comme une force idéologique engendrant une nouvelle langue politique tendant, paradoxalement, à dépolitiser (techniciser) les rapports entre « forces ». Bien au-delà des variations des niveaux de pauvreté, les enjeux politiques du consensus mondial autour de la lutte contre la pauvreté se situent sur le plan de la construction des scènes politiques dans leur ensemble, déterminant qui seront leurs acteurs légitimes, leurs objets de valeur et leurs enjeux cruciaux.

Mots clés : Amérique latine ; Lutte contre la pauvreté ; populisme / post-populisme ; Analyse du discours ; idéologies et comportements politiques ; représentation du politique ; changements de langue politique.

INTRODUCTION

Depuis une vingtaine d'années, on constate en Amérique latine, comme ailleurs dans le monde, le développement d'un intérêt accru envers la pauvreté. Le président mexicain Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) a fait de son programme de lutte contre la pauvreté « *Solidaridad* » la pierre angulaire de son gouvernement et l'assise principale de sa stratégie de re-légitimation (après les élections controversées de 1988). Son successeur, Ernesto Zedillo (1994-2000), en fera de même à travers le programme PROGRESA, repris également par Vicente Fox, premier président mexicain en 70 ans à ne pas être issu du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI). Au Chili, les trois gouvernements de la *Concertación de Partidos por la Democracia* [Concertation de partis pour la démocratie]¹, reprennent le lemme de la « croissance avec équité » dont on trouvait déjà les premières formulations au temps de la dictature d'Augusto Pinochet. Au Brésil, le gouvernement de Lula Da Silva se fait le héraut mondial de la lutte contre la pauvreté, diffusant cette priorité dans les forums internationaux et centrant son programme de gouvernement sur son plan « faim zéro ». En Équateur, le Président Lucio Gutiérrez annonçait dans son discours d'investiture (le 15 janvier 2003) que la priorité de son gouvernement serait la lutte contre la pauvreté, tout comme son successeur, Rafael Correa² qui affirme lors de son discours d'investiture (15 janvier 2007) : « *liberaremos al país con una clara opción preferencial por los más pobres y postergados* ». Au Pérou, le Président sortant, Alejandro Toledo, parlait quant à lui d'une « guerre frontale contre la pauvreté », alors que le nouveau président Alan García déclare lors de son discours d'investiture (28 juillet 2006) : « *Ganan los pobres o perdemos todo* ». Au

¹ Coalition de centre-gauche, au pouvoir depuis la fin du régime militaire en 1990.

² Après la destitution de Gutiérrez sous les pressions de la rue, en avril 2005.

Vénézuéla, alors que Carlos Andrés Pérez (1989-1993) puis Rafael Caldera (1994-1998) faisaient de la lutte contre la pauvreté l'un des principaux axes de leur politique de modernisation de l'État (dit corporatiste, corrompu et inefficace), depuis 1998, le Président Hugo Chávez s'appuie sur la même évocation du caractère infâmant de la pauvreté mais, à l'inverse de ses prédécesseurs, s'en sert pour fonder une politique « rédemptrice », basée sur la figure du peuple et opposée à cette modernisation « néolibérale » de l'État. Ainsi, malgré les différences idéologiques notoires qui peuvent exister entre ces différents gouvernements latino-américains, l'idée de lutter contre la pauvreté semble être devenu un pilier incontournable de la légitimation de l'exercice du pouvoir.

Cette insistance sur le thème de la lutte contre la pauvreté se constate également au niveau des institutions internationales. En effet, immédiatement après la publication en 1987 de l'étude subventionnée par l'UNICEF intitulée *Adjustment with a Human Face*³, considérée comme le catalyseur des débats de l'époque autour du lien entre ajustement et pauvreté⁴, la Banque mondiale (avec la Banque Africaine de Développement et le Programme des Nations Unies pour le Développement) adopte un programme d'activités pour l'Afrique appelé les « Dimensions sociales de l'ajustement ». Depuis lors, les initiatives en faveur des pauvres se multiplient à tous les niveaux des institutions et forums internationaux. Ainsi, depuis la publication de son Rapport sur le développement dans le monde (RDM) de 1990, dédié entièrement à la lutte contre la pauvreté, la Banque mondiale a fait de l'éradication de la pauvreté son objectif principal. En 1995, le Sommet mondial pour le développement social, mieux connu comme le Sommet de Copenhague, réunit l'ensemble des États membres de l'Organisation des Nations Unies autour de l'objectif « promouvoir le développement social et à assurer le bien-être de tous ». Les Nations unies consacrent ensuite les années 1996 et

³ Giovanni Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (éds.), *Adjustment With Human Face*, Vol. 1 *Protecting the Vulnerable and Protecting Growth*, et Vol. 2 *Country Case Studies*, Oxford, 1987 et 1988.

⁴ L'importance de cette étude ne provient pas tant de la « découverte » du phénomène (de paupérisation relative aux programmes d'ajustement structurels) qui était déductible de ces mesures d'austérité en elles-mêmes et qui avaient effectivement été dénoncé de maintes manières avant et pendant leur application. L'importance de cette étude provient de l'autorité morale et institutionnelle de son énonciateur collectif (UNICEF). Son efficacité, elle provient du fait qu'elle reprend pratiquement la même argumentation que tenait la Banque mondiale dans son rapport de 1980, ce qui rendait la critique facilement assimilable par cette organisation. À ce sujet, voir Peter Gibbon, «The World Bank and African Poverty, 1973-91», *The Journal of Modern African Studies*, vol. 30, n° 2, 1992, pp. 193-220.

1997 « années internationales de lutte contre la pauvreté » puis décrètent que la décennie 1997-2006 sera une « décennie pour l'élimination de la pauvreté ». En 1997, le PNUD change le nom de son Indicateur de pénurie de capacités (IPC) par celui d'*Indice de pauvreté humaine* (IPH). De même, le 26 septembre 1999, le Comité intérimaire du FMI et de la Banque Mondiale, change le nom du programme *Facilité d'ajustement structurel renforcée* (FASR) par *Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance* (FRPC). Plus récemment, l'ONU est même parvenue à faire signer par ses 191 membres la « Déclaration du millénaire », engageant l'ensemble des pays derrière huit objectifs généraux et dix-sept objectifs spécifiques constituant un agenda contraignant, établissant des objectifs « réalistes » et quantifiables, assortis de mécanismes de vérification et d'évaluation périodique, afin de réduire de moitié (par rapport à 1990) la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici 2015.

Cet intérêt accru envers la pauvreté ne se limite d'ailleurs pas aux gouvernements et aux institutions internationales. On le constate également dans les déclarations de la plupart des ONGs, de l'Église catholique, des groupes « altermondialistes » et des partis politiques, de gauche comme de droite, ainsi que dans le traitement de l'information effectué par les médias de masse, qui diffusent volontiers les données produites par les statistique et positions relatives à ce thème. Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples parmi tant d'autres, nous pouvons mentionner comment la *Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza* [Fondation nationale pour le dépassement de la pauvreté] (au Chili) affirme dans sa « *Propuesta para la futura política social* » [Proposition pour la future politique sociale] qu'elle « veut donner à tous les candidats à la Présidence, aux partis politiques et à la société en général, une proposition établissant les minimums sociaux qu'il est nécessaire de garantir pour avancer sur la voie de cet objectif [de lutte contre la pauvreté] partagé par tous »⁵. De même, la CELAM (Conférence des évêques latino-américains), déclare, par l'entremise de son président, Mgr Oscar Rodríguez, qu'elle « cherche des “chemins concrets” pour dépasser

⁵ « busca entregar a todos los candidatos a la primera magistratura de la Nación, a los partidos políticos y a la sociedad en general, una propuesta sobre cuáles serían los mínimos sociales que es necesario garantizar para poder avanzar en esta meta compartida ampliamente por todos ». Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, *Podemos superar la pobreza y lograr mayor equidad, Propuesta para la futura política social*, Santiago, Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, 1999.

le problème de la pauvreté dans le “continent de l’espoir” »⁶. De son côté, le FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale), parti politique issu de l’ex-guérilla salvadorienne, inscrivait en 2002 la pauvreté au centre de sa plate-forme électorale en affirmant que « La pauvreté continue à être le principal problème de la nation »⁷. De même, la première déclaration des Sommets des Peuples (Santiago, 1998), soutient l’idée que « Les sommes dégagées par la réduction des budgets militaires chez les nations plus puissantes devraient être réaffectées à une guerre mondiale contre la pauvreté »⁸.

Dans ce vaste consensus mondial pour libérer l’humanité de ce fléau plusieurs fois séculaire, tout un savoir scientifique est mis à contribution. S’attellant à la tâche de décrire, de mesurer, de quantifier, de disséquer la pauvreté de manière à bien la cerner (ou la « cibler »), à en comprendre les mécanismes et en établir les causes, les études sur la pauvreté sont devenues l’un des angles privilégiés d’analyse du développement et un des principaux critères d’évaluation scientifique des sociétés du Tiers monde. Que ce soit pour dénoncer les effets paupérisants (appauvrissants) de la mondialisation financière⁹ ou l’inefficacité des politiques de lutte contre la pauvreté¹⁰ ou, à l’inverse, pour promouvoir des stratégies de lutte contre la pauvreté basées sur la croissance et des stratégies de croissance basées sur la libéralisation des échanges et de l’investissement¹¹ ; que ce soit pour montrer que la

⁶ « busca “caminos concretos” para superar el problema de la pobreza en el “continente de la esperanza” ». AFP, « CELAM busca soluciones a la pobreza en el continente », *La Prensa*, Honduras, 1^{er} juillet 1998.

⁷ « La pobreza continúa como el principal problema de la nación ». Comisión Política y Consejo Asesor del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional, *DEMOCRACIA, PROSPERIDAD Y JUSTICIA SOCIAL: Documento de Consulta para la Construcción de un Proyecto de País*, Sans Salvador, FMLN, août 2002.

⁸ Réseau québécois sur l’intégration continentale, Alliance for Responsible Trade *et al.*, *Des alternatives pour les Amériques, Vers un accord entre les peuples du continent*, Version préliminaire, Octobre 1998.

⁹ Houtart, François (dir), *Comment se construit la pauvreté ?*, Paris, L’Harmattan/Centre Tricontinental, 2000

¹⁰ Rubén Lo Vuolo (dir.), Alberto Barbeito, Laura Pautassi et Corina Rodríguez, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999 ; Julio Boltvink et Damián Araceli, “La pobreza ignorada. Evolución y características”, *Papeles de población*, n°29, juillet-septembre 2001, pp. 21-53.

¹¹ Pour une revue critique de cette littérature, voir : Frédéric Lapeyre, « Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté », *Le défi social du développement* – Projet conjoint IUED, UNRISD et SES, dans le cadre du RUIG, <http://www.unige.ch/iued/new/recherche/ruig-dsd/docs/EPO-NG-03-FL.pdf>

diminution de la pauvreté dépend de la stabilité institutionnelle¹² et de la bonne gouvernance¹³ ou de facteurs « structurels » comme l'accès à l'éducation, à la santé et aux services sociaux¹⁴ ; ou encore pour montrer que la pauvreté ne dépend qu'indirectement du revenu et promouvoir une conception de celle-ci basée sur les capacités, les potentialités ou la liberté¹⁵ ; ou à l'inverse pour promouvoir des stratégies de développement axées sur la main d'œuvre¹⁶... , dans tous les cas, l'objectif de lutter contre la pauvreté se présente comme un « impératif catégorique »¹⁷ qui doit orienter toute réflexion sur le social, le politique, l'économie et le développement.

D'emblée, on ne peut qu'être d'accord avec l'idée d'éliminer la pauvreté. Cependant, la valeur d'*impératif catégorique* que possède cette idée fait en sorte que l'on ne se questionne que sur les meilleurs *moyens* pour la « réduire », négligeant ainsi une étape préalable et fondamentale : celle de la justification de cet impératif en tant *objectif ultime* des États et, plus largement, du politique dans son ensemble. Cet impératif moral de « réduction » de la pauvreté est d'autant plus lourd de conséquences qu'il comporte un second postulat intrinsèque : celui de sa nécessaire *quantification*. En effet, comment pourrait-on « réduire » quelque chose qui n'a pas préalablement été transformé en *quantum* ? Ainsi, même les études critiques mettant en évidence les limites des définitions économicistes et unidimensionnelles de la pauvreté¹⁸ et proposant à leur place des définitions *multidimensionnelles*¹⁹ – incluant les

¹² Dani Rodrik, Arvind Subramanian et Francesco Trebbi, « Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development », *CEPR Discussion Papers*, n° 3643, novembre 2002, <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksg/institutionsrule.%205.0.pdf>

¹³ PNUD, « La Gouvernance : le chaînon manquant », chapitre 5 de *Vaincre la pauvreté humaine. Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000.

¹⁴ Pierre Salama, « Des pauvretés en général et de la pauvreté en particulier dans le tiers-monde : évaluations et mesures », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde ...*, pp. 35-64.

¹⁵ Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003

¹⁶ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990, Pauvreté*, Washington, Banque mondiale, 1990.

¹⁷ L'*impératif moral* est *catégorique* : il lie la volonté à la loi par la seule maxime dont il fait le principe de l'action. Emmanuel Kant, *Fondement pour la métaphysique des mœurs*, Paris, Hatier, 2000.

¹⁸ Qui réduisent le problème à une question de revenus.

aspects psychologiques, culturels, politiques et sociaux relatifs au dénuement ou à l'exclusion sociale²⁰ – ne conduisent pas moins à l'élaboration de nouveaux indicateurs contribuant à une seule et même entreprise de traduction de la pauvreté en variables quantitatives qui pourront ensuite être incorporées dans des raisonnements économétriques guidant la prise de décision, non seulement économique, mais également politique et sociale, des États.

Il n'y a aucun problème intrinsèque à la traduction de la pauvreté en données quantitatives. Il peut y avoir des raisons méthodologiques liées à une discipline, comme, par exemple, l'économie politique du développement²¹, qui justifient parfaitement une telle opération. Il peut également y avoir des raisons institutionnelles faisant en sorte que les organismes onusiens ou les institutions de Bretton Woods s'intéressent d'abord et avant tout à un type de connaissance pouvant s'appliquer de manière générale, sous forme de conseils ou de contraintes (conditionnalités), à l'ensemble des pays du globe dans le but d'atteindre une certaine stabilité du système international. Le problème de la contrainte constitutive de quantification réside dans le fait que ces considérations méthodologiques et institutionnelles, poussant à la traduction de la pauvreté en séries statistiques, tendent à contaminer l'objet d'étude qui n'est alors plus perceptible autrement que comme quantum à dénombrer et à « réduire ». Cette *fétichisation* de la dimension quantitative de la pauvreté fait donc en sorte que les intérêts ou perspectives particulières de certaines institutions de développement et de financement international tendent à se confondre avec la pauvreté en soi et il devient pratiquement impossible d'aborder la pauvreté sans postuler l'existence et la nécessité de ces institutions et de leurs objectifs, sans donner une caution scientifique à leurs intérêts particuliers²².

¹⁹ Voir par exemple les critiques adressées par le PNUD à la définition dite monétaire de la pauvreté notamment dans ses Rapports mondiaux sur le développement humain, depuis 1990. Voir également Sen, *Un nouveau modèle économique...*

²⁰ Voir, par exemple, Ajit Bhalla et Frédéric Lapeyre, *On Poverty and Social exclusion in a Global World*, London, Macmillan, 1999.

²¹ Fortement influencée par les raisonnements économétriques comme le montrent, entre autres, Michel Beaud et Gilles Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Éditions du Seuil, 1996 ; voir également Gérard Azoulay, *Les théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.

²² Au sujet du rapport entre la connaissance et les conditions sociales de sa production, voir Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, 1976, pp. 88-104, notamment, p. 92.

Ainsi, même en dénonçant les politiques néolibérales, la mondialisation financière ou les programmes de lutte contre la pauvreté en fonction de leur incapacité à réduire « réellement » la pauvreté, la critique se fait tout de même imposer les termes du débat. Elle tend à postuler ce qui, justement, pose problème : à savoir, que l'on parle de plus en plus de pauvreté plutôt que d'autres chose. En effet, malgré l'évidence du caractère inacceptable de la pauvreté et la force de l'impératif moral qu'engendre cette situation intolérable, rien ne permet de déduire de la pauvreté (en elle-même) les discours et les pratiques qui lui sont actuellement rattachées. Ce n'est pas la pauvreté en soi qui exige d'être quantifiée, comme s'il n'y avait que cette dimension qui pouvait être interprétée de manière scientifique : ce sont des pratiques relatives à des positions et à des situations historiques particulières qui font en sorte que la pauvreté a été transformée en *quantum* et que cette quantification tende actuellement à se confondre avec *la chose en soi*.

Ce n'est donc pas en nous appuyant sur les connaissances et les problématiques du savoir contemporain sur la pauvreté que nous parviendrons à comprendre le sens de ce récent intérêt envers la pauvreté, puisqu'il participe du même consensus, partage les mêmes prémisses, les mêmes méthodes et les mêmes données que l'objet d'étude que nous cherchons à analyser. Ce n'est pas non plus en opposant à cette conception intrinsèquement quantitative de la pauvreté une nouvelle conception qualitative de celle-ci que nous pourrions dépasser cet enfermement dans l'autoréférentialité de la pauvreté. Car, ce faisant, nous ne serions pas parvenu à référer le phénomène à autre chose que lui-même ; nous serions tout de même en train de postuler que la pauvreté ne peut se comprendre que par elle-même et qu'elle constitue un angle d'approche incontournable pour interpréter le social. Or, ce qui pose problème dans l'apparition du thème de la pauvreté au sein de l'espace public latino-américain²³ c'est justement sa relative « non existence » antérieure. Subséquemment, si nous prenions ce point d'arrivée comme point de référence, nous ne pourrions que constater les « erreurs » ou les « manques » ayant fait en sorte que l'on ne parvienne pas à saisir antérieurement ce qui nous apparaît aujourd'hui comme une évidence.

²³ Bien qu'on pourrait objecter qu'il n'existe pas UN espace public latino-américain mais des espaces publics, généralement nationaux, différents et distincts les uns des autres, nous employons ici et ailleurs dans la thèse l'expression « l'espace public latino-américain » pour désigner les convergences ou les points communs pouvant exister entre ces divers espaces.

Ce qu'il faut parvenir à interpréter, ce sont plutôt les conditions sociales, idéologiques, institutionnelles et historiques ayant fait en sorte qu'apparaisse ce nouvel objet d'étude, ce nouvel objet de valeur, ce nouvel objet sémiotique qu'est la pauvreté. Il faut également rendre compte du type de réalité que cette nouvelle forme de représentation du social tend à créer : Qui parle de pauvreté ? En poursuivant quels buts ? Selon quels paramètres ? Qui peut, et qui ne peut pas, en parler de manière légitime ? De qui et de quoi parle-t-on, lorsqu'on parle de pauvreté ? Quelle réalité est-on en train de faire émerger et quelles autres sont ainsi rendues inénonçables, effacées du social ? Quelles rapports de nécessité s'établissent autour de l'urgence de lutter contre la pauvreté ?... Ce n'est certainement pas en essayant de rendre compte de la pauvreté « en tant que telle » que nous pourrions rendre compte de ces conditions sociales d'existence puisque celles-ci ne dépendent pas de la pauvreté « en elle-même » mais des institutions et des règles sociales qui régissent son usage dans une aire sociale et historique déterminée. En d'autres termes, notre objet d'étude n'est pas la pauvreté mais les discours de lutte contre la pauvreté qui la construisent d'une certaine manière dans la période contemporaine.

Ainsi, alors que la littérature scientifique sur le sujet part de l'évidence que le thème de la pauvreté apparaît dans les années 1980 comme conséquence de la détérioration des indices de pauvreté (ou de développement), elle tend à déproblématiser le fait que, pour que la pauvreté soit traduite en indices, et pour que ces indices tendent à se confondre avec la pauvreté en tant que telle, il est nécessaire que toute une série d'institutions, de méthodes, de pratiques et de forces se soient imposées comme la vérité des faits, comme l'objectivité même du social. C'est ce processus, postulé dans le truisme de la pauvreté, que nous chercherons à analyser en abandonnant toute question sur ce qu'est la pauvreté « en tant que telle » ou sur les meilleurs moyens de la réduire, pour nous donner plutôt comme objet d'étude les *conditions de possibilité* d'une telle évidence.

Apparition ou transformation du thème de la pauvreté ?

Une première précision s'impose. Le thème de la pauvreté n'est pas « apparu » dans les années 1980. Thème central des évangiles, la pauvreté se retrouve au centre de plusieurs

mouvements et formes de représentation du social, tant au Moyen âge²⁴ que dans le romantisme allemand, dans les mouvements pentecôtistes ou dans la théologie de la libération²⁵. Le thème de la pauvreté peut même être considérée comme un fondement de la définition de la citoyenneté et de l'État moderne²⁶, de même que de la notion de développement²⁷. On retrouve également ce thème chez divers mouvements socialistes du monde, laissant sa trace jusque dans l'hymne de l'Internationale : « Debout les **damnés** de la terre... », qui sera d'ailleurs traduit en plusieurs langues comme « Debout les **pauvres** du monde ».

Ce qui est « apparu » dans les années 1980 n'est donc pas tant le *thème* de la pauvreté qu'une nouvelle manière d'en rendre compte, circulant dans des espaces où il ne se trouvait que de manière marginale ou non *thématisée*. Cette nouvelle forme de représentation de la pauvreté et ce nouvel espace de circulation sont précisément ceux qui se trouvent *naturalisés* ou *déproblématisés* par la littérature scientifique se donnant comme principal objectif la mesure de la pauvreté en vue de sa réduction. D'emblée nous pouvons noter que, dans la plupart des cas mentionnés ci-dessus de représentations antérieures de la pauvreté, il n'est pas tant question de « pauvreté » que de « pauvres ». Ce subtil glissement entre deux termes en apparence liés de manière paradigmatique par leur radical commun indique cependant un immense déplacement : ainsi, alors que les pauvres se trouvaient en position de *sujets* ou d'*actants* dans les « anciennes » formes de mise en discours, ils se situent actuellement dans une position d'*objets* (du traitement de la pauvreté).

Cette objectivation ou cette chosification des pauvres n'est malheureusement pas qu'une vue de l'esprit. Car, en abordant le monde d'une certaine manière, en l'énonçant, en se donnant certains interlocuteurs, certains objets et certains sujets, en établissant son espace de circulation, cette forme particulière de *représentation* de la pauvreté tend à constituer ou à

²⁴ Bronislaw Geremek, *La potence ou la pitié, L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Paris Gallimard, 1987.

²⁵ André Corten, *Le pentecôtisme au Brésil, Émotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995

²⁶ Giovanna Procacci, *Gouverner la misère, La question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Seuil, 1993.

²⁷ Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.

instituer la *réalité* (concrète ou matérielle) au sein de laquelle elle fonctionne. Si la pauvreté n'est plus perceptible qu'en tant qu'indicateurs – ne pouvant être identifiée ou formulée qu'en fonction de tout un appareillage méthodologique et institutionnel – ce sont des groupes et des réalités concrètes qui tendront à disparaître, à perdre toute existence sociale, du fait de leur étrangeté par rapport aux règles générales de cette nouvelle représentation. La pauvreté comme souffrance quotidienne ou comme fruit de l'exploitation, par exemple, ne pourra exister (socialement) qu'une fois traduite dans des indicateurs qui annulent une grande part de l'*excès de sens de la souffrance* et qui excluent l'idée d'exploitation au profit d'une conception gestionnaire ne concernant que les parts de budgets sociaux alloués aux pauvres. En outre, ce ne seront pas les mêmes « réalités » ou les mêmes « acteurs » qui sont institués. Les *sujets en souffrance*²⁸ seront traités en tant qu'objets d'un traitement technique de la pauvreté ; les travailleurs et les luttes sociales ou syndicales, loin de représenter des formes d'action légitimes contre une pauvreté issue de l'exploitation, seront considérés comme des opposants de la lutte contre la pauvreté, détournant les ressources de l'État à leur profit, bref, ils seront considérés comme *cause* de pauvreté. Dans le même mouvement, les investisseurs étrangers et les institutions internationales, elles, deviendront des « adjuvants » de la lutte et des acteurs légitimes et même nécessaires, augmentant ou consolidant leur capacité d'action sur les scènes nationales...

Ainsi, le surgissement du thème de la lutte contre la pauvreté dans les années 1980, doit être abordé en fonction de ses manières particulières d'être énoncé (mis en discours) mais également en fonction des réalités sociales et politiques qu'il tend à créer, ainsi que de celles, au contraire, qu'il rend inénonçables, qu'il tend à expulser de la sphère de la représentation sociale. Ces *Autres* réalités, antérieures ou concomitantes, contre lesquelles se déploient ces discours et ces pratiques de la lutte contre la pauvreté, ne seront d'ailleurs pas nécessairement, ni même principalement, des représentations de la pauvreté. Si le thème de la lutte contre la pauvreté « surgit » dans les années 1980, c'est précisément parce qu'il n'existait pas, comme tel, avant cette époque. Ce qui ne signifie aucunement que cette forme de représentation apparaisse dans un champ vierge, rempli de vides et de silences sur une réalité qui n'aurait pas encore trouvé ses formulations justes et raisonnables. Au contraire,

²⁸ Gilbert Vincent (éd.), *Sujets en souffrance : l'économie de la violence dans les sociétés administrées*, Strasbourg : Presses universitaires de Strasbourg, 1995.

cela signifie que le discours de lutte contre la pauvreté apparaît dans un champ qui se trouvait signifié *autrement*. Il ne s'agit pas alors « exactement » du même champ, puisque, en étant redéfini en fonction de l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté, ce champ se trouve *surdéterminé*²⁹ d'une nouvelle manière : il change de place et de valeur. Cependant, ce qui se trouve re-signifié par le discours de lutte contre la pauvreté était néanmoins signifié, autrement et ailleurs, par d'autres types de locuteurs, dans d'autres contextes historiques.

Ce champ, donc, au sein duquel surgit le discours de lutte contre la pauvreté n'est pas le champ des discours de la pauvreté mais plutôt celui de la *représentation du politique*. En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, s'il est à ce point nécessaire de traduire la pauvreté en des séries statistiques, c'est que son champ d'application est principalement celui de raisonnements économétriques guidant la prise de décision des gouvernements. Par exemple, en fonction des corrélations établies entre les indices de pauvreté et l'investissement (public comme privé) dans l'éducation (primaire, secondaire, ou universitaire), on établira les politiques éducationnelles et les parts de budget que « devraient » accorder les États aux différents niveaux d'enseignements, aux différentes strates sociales (définies en fonction de seuils de pauvreté) ou aux différents échelons (local, municipal, régional, public, privé, etc.). De même, en déterminant les corrélations (vertueuses ou vicieuses) pouvant exister entre les niveaux d'inégalité et la stabilité économique, politique ou sociale, on établira le type de politiques sociales, fiscales, budgétaires, commerciales, etc. que « devraient » élaborer les gouvernements voulant atteindre les *Objectifs du millénaire*, une croissance soutenue, une bonne gouvernance ou tout autre objectif relatif à la lutte contre la pauvreté.

Plus que de pauvreté, ce dont il est question lorsqu'on parle de ce sujet actuellement c'est d'une *redéfinition normative de l'État*. Plus largement – en fonction notamment de la mise en exergue de la multidimensionnalité de la pauvreté – on parle d'une redéfinition du social et du politique (mais également du culturel, de l'économique, du psychologique, etc.) en fonction du critère de réduction de la pauvreté. Ainsi, sans que la représentation du politique soit le seul champ au sein duquel le discours de lutte contre la pauvreté engendre des déplacements, des transformations, des redéfinitions (bref, de nouvelles réalités), ce

²⁹ Au sujet de la surdétermination, voir Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategies*, Londres, Verso, 1985, notamment, pp. 111 et suivantes.

champ constitue sans aucun doute son principal point d'ancrage. À partir de lui, il serait par exemple possible d'aborder les dimensions psychosociales de la mise en disponibilité de nouvelles formes d'identité ou d'identification « offertes » ou imposées aux chômeurs, aux paysans sans terre, aux femmes ou aux autochtones ; il serait également possible de voir, dans le domaine de la création littéraire, télévisuelle, cinématographique, picturale ou musicale, l'apparition (ou non) du thème de la lutte contre la pauvreté ; et ainsi de suite, il aurait été possible de suivre les modifications apportées ou les résistances opposées dans le *discours social*³⁰ à cette nouvelle forme de mise en discours. Toutefois, puisque le champ d'application et de circulation du discours de lutte contre la pauvreté est, d'abord et avant tout, celui des représentations du politique, c'est autour de ce premier cercle de pratiques que nous avons orienté la présente étude.

Des discours de lutte contre la pauvreté à la formation discursive paupériste

Que les gouvernements, les partis politiques (de gauche comme de droite), les ONGs, les groupes militants, les Églises, les médias, les organismes internationaux, les chercheurs en sciences sociales, etc., parlent de plus en plus de pauvreté ne signifie pas nécessairement qu'ils en parlent tous de la même manière. Si nous avons insisté plus haut sur le fait que le thème de la pauvreté n'était pas suffisant pour désigner le *domaine d'application* du discours de lutte contre la pauvreté, ce même principe s'applique – *a fortiori* – pour en identifier l'unité. L'apparente unité engendrée par le surgissement simultané d'un thème dans des espaces idéologiques, géographiques et sociaux relativement éloignés les uns des autres, voire même parfois opposés dans leurs visées ou intérêts, aurait très bien pu occulter d'intenses combats et positions irréconciliables entre deux ou plusieurs formes concurrentes de représenter la pauvreté. Cependant, malgré de profondes différences, il s'avère que ces diverses positions partagent une série de règles énonciatives faisant en sorte que l'on n'ait pas à parler de plusieurs discours antagoniques se disputant la définition d'un même objet, mais plutôt d'une *formation discursive*³¹, c'est-à-dire de *règles de dispersion* permettant la *convergence stratégique de positions divergentes*.

³⁰ Marc Angenot, *1889 : un état du discours social*, Longueuil, Le Préambule, 1989.

³¹ Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, notamment, pp. 44-54.

En effet, que ce soit la Banque mondiale – qui cherche à promouvoir une redéfinition des relations sociales et politiques au sein des pays débiteurs de manière à permettre leur incorporation au sein d'un marché mondialisé ou libéralisé – ou la déclaration du Sommet des peuples de Santiago (1998) – qui dénonce « la forme dominante de mondialisation, telle qu'elle nous est imposée de l'extérieur »³² – ou encore les évêques latino-américains – qui déclarent que « s'attaquer à la corruption est un prérequis indispensable pour combattre la pauvreté »³³ – dans pratiquement tous les cas, aussitôt que l'on réfère à la lutte contre la pauvreté, apparaissent une série de règles énonciatives précises présidant à sa mise en discours. Les deux premières règles de dispersion – sans aucun doute les plus fondamentales – sont celles que nous avons évoquées plus haut en parlant de « l'impératif catégorique » et de la « contrainte constitutive de quantification ». Ainsi, d'une part, on affirme qu'il « *ne peut y avoir*, pour les gouvernements du monde entier, de *tâche plus urgente* que de faire reculer la pauvreté »³⁴ et, d'autre part, qu'il « *est essentiel* de disposer d'*indicateurs* sociaux pertinents [pour] *aider* les pays en développement à formuler leurs propres plans de développement humain »³⁵.

En fonction de ces deux principes fondamentaux, découlera une série de règles énonciatives et des relations sémantiques contraignantes, partagées par l'ensemble des énonciateurs de la pauvreté. Partant de l'idée qu'il « ne peut y avoir de tâche plus urgente que de faire reculer la pauvreté », c'est l'ensemble des autres considérations constitutives du social ou du politique qui doit être subordonné à cet impératif. C'est ainsi que les *demandes* des syndicats ou de mouvements populaires tendront désormais à être considérées comme irrecevables, en fonction du critère de « favoriser les plus pauvres » qui « exige » d'affecter les « maigres ressources de l'État » à la satisfaction de leurs *besoins*³⁶. À cette opposition,

³² Sommet des peuples de Santiago (Réseau québécois sur l'intégration continentale, Alliance for Responsible Trade *et al.*), *Des alternatives pour les Amériques...*, p. 11

³³ « atacar la corrupción es un requisito indispensable para combatir la pobreza ». AFP, « CELAM busca soluciones a la pobreza en el continente », *La Prensa*, Honduras, 1^{er} juillet 1998.

³⁴ Banque Mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Banque Mondiale, Washington, 1990, p. 6. À partir de maintenant, ce rapport sera désigné par l'abréviation RDM/90.

³⁵ Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, Paris, Economica, 1990, p. 7.

³⁶ Par exemple : « Esto significa también que los **sindicatos** y los **gremios** deben comprender que hay que dedicar una parte sustancial de los recursos públicos a los programas sociales y no tanto a las reclamaciones de contrato. Esto significa, sobre todo, que la **sociedad civil organizada** debe dar una

tacite ou explicite, entre *demandes* et *besoins* correspondent d'autres couples oppositions qui lui sont « solidaires », soit : oppositions entre pauvres et non-pauvres³⁷, entre l'économique et le politique³⁸ (qui correspond à une opposition entre le nécessaire et l'arbitraire, entre le naturel et l'artificiel³⁹) et même entre « aides ciblées » et « droits citoyens ».

Bien entendu, ces couples d'opposition ne sont pas nécessairement assumés explicitement par tous les locuteurs de la lutte contre la pauvreté. Ils se trouvent néanmoins incorporés dans l'implicite d'autres énoncés, circulant avec d'autant plus de facilité qu'ils semblent d'emblée opposés à ces négations de droits, de demandes ou d'interventions étatiques. L'opposition entre pauvres et non-pauvres, par exemple, n'est pleinement assumée que par la Banque mondiale. Elle se trouve néanmoins reproduite par l'ensemble des autres locuteurs de la pauvreté du fait de sa présence dans l'implicite du critère de « favoriser les plus pauvres ». C'est ainsi que, par exemple, Oxfam international ou l'ancien Président du Chili (1990-1994) Patricio Aylwin, affirmeront à des moments, dans des lieux et dans des situations historiques parfaitement distinctes et distantes :

« L'aide a également des **avantages intrinsèques** : si elle est **bien gérée**, elle peut **cibler les populations** qui en ont **le plus besoin**. »⁴⁰ ;

« Una de nuestras preocupaciones permanentes es que el **gasto social** efectivamente **favorezca a quienes lo necesitan** »⁴¹

demonstración de su vocación solidaria al promover mecanismos que permitan afrontar de una manera mejor las condiciones que la **pobreza** genera. » (Ramón José Velásquez , *Discours d'investiture comme Président du Venezuela*, 28 janvier 1994, p. 15. (Velásquez a été le Président intérimaire du Venezuela après la destitution de Carlos Andrés Pérez en 1993).

³⁷ Par exemple : « Comme elles [les politiques de lutte contre la pauvreté] signifient une **plus grande part de revenu et d'avantage de dépenses publiques pour les pauvres**, le principal **arbitrage** surtout dans l'immédiat, consiste à choisir entre les intérêts des **pauvres** et ceux des **non-pauvres** » (RDM/90, p.4)

³⁸ « S'il est possible de définir des stratégies socio-économiques ayant le double effet de **réduire la pauvreté** et de contribuer à la **croissance**, pourquoi n'y a-t-il pas eu d'avantage de pays à l'adopter? Parce que **politiquement** cela n'était pas possible. Les choix que font les gouvernements expriment à la fois des préoccupations **économiques** et des préoccupations **politiques**. [...] Les **non-pauvres** sont généralement **politiquement puissants** et ils exercent une forte influence sur le choix des orientations » (RDM/90, p. 60)

³⁹ « Les **obstacles artificiels** ont quant à eux été atténués par l'assouplissement des barrières douanières (droits de douane, quotas, et ainsi de suite) et du contrôle des changes. », Programme des Nations unies pour le développement PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain* 1997, Paris, Economica, 1997, p. 91.

⁴⁰ Oxfam, *Le prix à payer, Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans la guerre contre la pauvreté*, Oxford, Oxfam international, 2005., p. 9.

⁴¹ Patricio Aylwin, *Mensaje Presidencial*, Sesión del Congreso Pleno, 21 mai 1991, p. 29.

Dans ces deux exemples, on affirme que les dépenses sociales ou l'aide (qui vient pallier les manques de ces dépenses sociales) doivent être ciblées sur « ceux qui en ont le plus besoin ». Le *présupposé*⁴² de ces deux affirmations est que ces dépenses pourraient être détournées vers ceux qui n'en ont pas « réellement » besoin. D'où la « nécessité » de « disposer d'**indicateurs sociaux pertinents** [afin] **aider** les pays en développement à formuler leurs **propres** plans de développement humain ». Car ces dépenses sociales ne seront efficaces et bien gérées qu'en autant qu'elles se trouvent « ciblées » sur les populations les plus pauvres, c'est-à-dire, en autant qu'elles ne sont pas dirigées vers d'autres fins, vers d'autres groupes sociaux ou politiques, ou vers l'ensemble de la population.

Ainsi, que l'on établisse ou non une relation antagonique entre pauvres et non-pauvres ou entre aides ciblées et droits citoyens, étant donné le fait que ces oppositions se trouvent dans l'implicite de ces deux énoncés de base du discours de lutte contre la pauvreté (*favoriser les pauvres et détenir des indicateurs pertinents afin de cibler les ressources de l'État sur ceux-ci*), l'ensemble des énoncés et des pratiques engendrées par ce discours tendra à consolider un retrait de l'État de domaines comme la santé curative universelle, le droit à éducation supérieure, les subventions à l'agriculture ou à des entreprises nationales, la nationalisation d'entreprises étrangères ou la création d'entreprises publiques, la sécurité sociale mutualiste et universelle, la fixation d'un salaire minimum, la réglementation des relations de travail, entre autres domaines. Et ce, avec une efficacité d'autant plus grande que ce retrait est énoncé par un discours faisant la promotion de l'intervention étatique, dans le cadre d'une critique aux programmes d'ajustement structurel. De fait, pour être efficace, pour parvenir à accomplir ce retrait de l'État, il est nécessaire de ne pas rendre explicite cette contrepartie négative. Il faut à tout prix occulter le fait que l'aide aux plus pauvres puisse s'opposer aux droits citoyens. Au contraire, il est nécessaire de redéfinir la notion des droits, en affirmant que ceux-ci ne pourront être effectifs qu'en autant que l'État concentre ses ressources sur ceux qui en seraient systématiquement dépourvus. En d'autres termes, pour assurer des « droits à tous », l'État doit cesser d'offrir des droits à tous..., pour ne fournir que des « aides » ciblées sur les besoins précis des plus pauvres. Comme il sera montré dans

⁴² Oswald Ducrot, « Présupposés et Sous-entendus », in *Stratégies discursives*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978. Voir également, « Esquisse d'une théorie polyphonique de l'énonciation », In *Le dire et le dit*, Paris, Minuit, 1984, pp.171-223.

l'analyse, les pauvres n'auront pas pour autant droit à l'éducation supérieure, à la santé curative, à un travail sécuritaire et bien rémunéré ou à la sécurité sociale, puisqu'il ne s'agit pas là de « besoins précis de pauvres » : ils n'auront « droit » qu'à des « aides » prédéfinies en fonction de critères minimaux de survie permettant l'intégration au travail dans un marché déréglementé et ouvert.

Discours de lutte contre la pauvreté et langue politique

Par ailleurs, comme nous l'avons noté plus haut, les effets du discours de lutte contre la pauvreté ne concernent pas exclusivement la redéfinition normative de l'État. En plus des effets collatéraux déductibles de cette manière de légitimer et d'opérationnaliser le retrait de l'État d'une série de domaines qui constituaient jadis ses prérogatives – affectant nécessairement d'immenses pans de la population se voyant retirés des droits, des subventions ou des canaux d'acheminement des demandes – les effets du discours de lutte contre la pauvreté touchent directement aux modes d'institution et de fonctionnement des scènes politiques concrètes. En d'autres termes, ce ne sont pas seulement les politiques de l'État qui se trouvent altérées par cette manière consensuelle de représentation de la pauvreté mais bien l'ensemble des acteurs constitutifs des scènes politiques, qui se verront redéfinis en fonction de ces nouveaux critères, de ces nouvelles catégories de sens qui émergent autour du consensus de lutte contre la pauvreté.

En effet, le politique n'est pas qu'une question de politiques sociales ou de droits. De fait, dans une conception schmittienne du politique⁴³, entendu en tant que rapport entre forces souveraines – n'ayant donc qu'elles-mêmes comme référent, n'étant pas soumises à la contrainte ou à la sujétion vis-à-vis d'une autre force – le politique se situerait exactement à l'extérieur de la codification juridique de rapports sociaux. Néanmoins, sans être soumises à d'autres forces, ces forces ne sont pas moins en « rapport » (de forces). Le politique serait alors le code qui s'établit entre ces forces du fait de leur confrontation. Même la guerre connaît ses règles. Même l'ennemi a un statut d'État souverain. « L'ennemi n'est pas un

⁴³ Carl Schmitt, *La notion du politique : Théorie du partisan*, Paris, Callman-Lévy, 1972.

criminel [...] d'où la possibilité de conclure une paix normalement assortie d'une clause d'amnistie »⁴⁴.

Plus qu'un « code », à repérage fermé et fixe, le politique fonctionne d'avantage comme une langue⁴⁵, c'est-à-dire comme un système de sens suffisamment large, souple et changeant pour permettre la formulation d'un nombre indéterminé de positions. Cependant, bien que souple et perpétuellement changeante, cette grammaire⁴⁶ générative d'énoncés politiques, cette syntaxe⁴⁷ permettant la reconnaissance mutuelle et la confrontation entre forces, n'est pas moins constituée d'une série de règles. Ces règles, comme celles de toute langue, sont perpétuellement redéfinies en étant actualisées. En étant investies et incorporées par des forces concrètes, elles se trouvent altérées tout en étant confirmées. Ces changements sont en général imperceptibles, ils ne touchent qu'à une infime partie du sens ou des règles utilisées. La langue politique peut alors être perçue métaphoriquement comme un *magma de significations*⁴⁸, qui, tout en bougeant continuellement, ne le fait que de manière extrêmement lente, inégale et discontinue, se figeant temporairement en certains endroits, se liquéfiant ailleurs... « Il y a des coulées plus épaisses, des points nodaux, des zones claires ou plus sombres »⁴⁹. Il arrive cependant que les règles d'une langue politique changent radicalement. Soit qu'à force de bouger on ne parvienne plus à reconnaître le paysage jadis formé par ce magma de significations, soit que, du fait de l'entrechoquement entre discours contradictoires – telles des plaques tectoniques qui, elles aussi, bougent imperceptiblement – il se dégage, à un moment précis, une immense quantité d'énergie accumulée, engendrant des tremblements de terre, des raz de marée... des irrutions volcaniques! Bref, des révolutions.

⁴⁴ Ibid., p. 46

⁴⁵ Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972.

⁴⁶ Ernesto Laclau, *La guerre des identités, Grammaire de l'émancipation*, Paris : La Découverte/M.A.U.S.S., 2000.

⁴⁷ André Corten, *Discours et représentation du politique* (version originale, en français, de : "Discurso e Representação do Político", in Indursky, Freda, Leandro Ferreira, Maria Christina (eds.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999, pp. 37-52), disponible sur le site du GRIPAL, <http://www.gripal.ca...>; voir également, « Imaginaires de la vie ordinaire en Amérique latine : cadre conceptuel », *Cahiers des imaginaires*, Montréal, éditions du GRIPAL, 2004

⁴⁸ « Le langage est langue en tant qu'il signifie, c'est-à-dire qu'il se réfère à un magma de significations ». Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, p. 351.

⁴⁹ Castoriadis, *L'institution imaginaire...*, p. 333

L'irruption du discours de lutte contre la pauvreté dans le champ des représentations du politique ou des langues politiques ne procède pas autrement. Il survient dans un champ préalablement sémiotisé par des règles énonciatives relativement stabilisée et procède à des déplacements, parfois violents, parfois imperceptibles mais qui, par cumul, vont avoir des effets durables et extrêmement radicaux. C'est de ces changements dont nous voulons rendre compte, en analysant les conditions de formation de ce discours ainsi que ses effets sur le champ dans lequel il surgit. De manière plus précise, il s'agira de voir comment le discours de lutte contre la pauvreté est parvenu à procéder à un radical changement au niveau de la représentation du politique, faisant passer les diverses langues politiques du continent latino-américain d'une forme générale fortement marquée par la figure du peuple, l'étatisme et l'énoncé originaire de la demande, vers une nouvelle forme de langue politique structurée autour des figures de la pauvreté et du marché, et fondée sur un nouvel énoncé originaire, celui du besoin ou de l'aide.

Conditions de formation du discours de lutte contre la pauvreté

Le contexte historique d'apparition du discours de lutte contre la pauvreté est celui de la crise de la dette, qui se manifeste de manière évidente à partir de 1982⁵⁰, entraînant à des degrés et à des moments divers l'intervention ou la mise sous tutelle des pays débiteurs par le Fonds monétaire international (FMI) et par la Banque mondiale, ces derniers imposant alors des plans de stabilisation et des programmes d'ajustement structurels comme condition à l'octroi de nouveaux prêts, au rééchelonnement et à la reconversion de la dette extérieure des pays concernés. Ces plans d'austérité (exigeant une contraction de la demande interne, le gel des salaires, des dévaluations de la monnaie nationale, la réduction des dépenses publiques et de l'appareil d'État, l'ouverture des frontières à la concurrence externe, la libéralisation des relations de travail, entre autres conditions) engendrent alors de nombreuses résistances, allant de la protestation plus ou moins déterminée des gouvernements concernés – se voyant retirer de larges pans de leur souveraineté et de leurs capacités de légitimation – jusqu'aux

⁵⁰ Lorsque le Mexique, le Brésil et l'Argentine (représentant ensemble 85% de la dette extérieure de l'Amérique latine) menacent simultanément d'entrer en défaut de paiement.

émeutes de la faim (telles le *Caracazo* au Venezuela⁵¹), en passant par les manifestations populaires ou les grèves syndicales.

Parmi ces nombreuses et diverses formes de résistance face aux programmes d'ajustement structurel, l'une d'entre elles, issue principalement des organismes onusiens d'aide au développement, est parvenue à s'élever au rang de vérité historique incontestable et à surdéterminer l'ensemble des autres critiques. Cette *version narrative active*⁵² qui est parvenue à écrire l'histoire au quotidien peut être référée à l'étude *Adjustment with a Human Face*⁵³, dont nous avons parlé au début de cette introduction, établissant un lien direct entre les PAS et l'augmentation de la pauvreté au cours des années 1980.

Les effets de cette étude ou de la position défendue par les groupes qui la soutiennent (Unicef, PNUD, Oxfam, etc.) sont tout à la fois immédiats et profondément durables. Ainsi, c'est en fonction de cette critique que la Banque mondiale en vient à s'intéresser aux *Dimensions sociales* « désormais prise[s] en compte dans tous les programmes d'ajustement »⁵⁴ que cette institution subventionne. C'est également en fonction du consensus engendré par cette étude que l'ensemble des gouvernements et des institutions internationales adoptera une série d'accords et de plans de lutte contre la pauvreté. Or, bien que cette critique onusienne se présente comme une remise en question des conceptions néolibérales à la base des ajustements structurels, son efficacité à susciter un changement provient, au contraire, des nombreuses « concessions » faites à la libéralisation des sociétés et à la reconnaissance des ajustements comme un fait inéluctable⁵⁵ – dont on trouve les traces jusque dans le titre de cette étude (*Adjustment with a Human Face*) qui ne cherche pas tant à remettre en question les ajustements qu'à leur ajouter (*with*) une dimension « humaine » ou sociale. Cette manière de « questionner » les PAS en fonction de leurs effets néfastes sur les indicateurs de pauvreté en viendra à éclipser toutes les autres critiques. À travers ce que l'on peut appeler un *effet de*

⁵¹ Pour une recension de ces émeutes, voir Serge Cordellier et Hélène Arnaud (Eds.), *Le Nouvel état du monde : bilan de la décennie 1980-1990*, Montréal, Boréal, 1990.

⁵² Faye, *Langages totalitaires...*

⁵³ Giovanni Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (éd.), *Adjustment With Human Face*, Vol. 1 *Protecting the Vulnerable and Protecting Growth*, et Vol. 2 *Country Case Studies*, Oxford, 1987 et 1988.

⁵⁴ RDM/90, p. 119.

⁵⁵ À ce sujet, voir, Gibbon, «The World Bank and African Poverty...

récit ou de circulation⁵⁶ – à force d’être reprise ou investie par un nombre de plus en plus grands et dans des milieux de plus en plus étendus – cette critique exercera à la fois une incitation au discours sur la lutte contre la pauvreté et une raréfaction des autres versions narratives concurrentes qui critiquaient les PAS ou le Consensus de Washington en fonction, notamment, de leurs effets sur la souveraineté nationale, la dénationalisation et la décapitalisation des économies, la chute des salaires réels, la détérioration des conditions de travail, la marchandisation des relations sociales, le dépérissement du politique, etc.

Le discours de lutte contre la pauvreté parvient ainsi à se perpétuer au-delà de la conjoncture de la crise de la dette et des politiques d’ajustement structurel. Il n’est désormais plus une « critique » – définie négativement en fonction de ce à quoi elle s’oppose – mais bien un « objectif » *positif*, partagé par la majorité des acteurs politiques. Cependant, le discours de lutte contre la pauvreté conserve des marques de cette conjoncture « originaire » et de son repoussoir (les PAS). Ainsi, la contrainte constitutive de quantification et la tendance à insérer ces « indicateurs » de pauvreté dans des raisonnements économétriques guidant (exigeant) la prise de décision politique se relie directement ou généalogiquement à ce débat avec les programmes d’ajustement structurels au sein duquel, pour être audible et efficace, il était nécessaire de traduire la pauvreté dans les mêmes termes que ceux des pratiques contestées (comme les *conditionnalités*), de manière à promouvoir des pratiques alternatives. Ce faisant, le discours de lutte contre la pauvreté tend à confirmer non seulement les PAS, mais également l’ensemble des rapports de force ou de subordination et des relations institutionnelles que présupposent ces programmes.

Ayant restreint la critique au domaine des variations des indices de pauvreté, l’ingérence des organisations internationales et la redéfinition du rôle de l’État par ceux-ci peuvent se présenter comme *légitimes*, à condition de chercher à pallier la pauvreté. Ainsi légitimée, la redéfinition de l’État peut également se *pérenniser* puisque, contrairement aux programmes de stabilisation et d’ajustements structurels, présentés comme techniques, exclusivement économiques et passagers (puisque liés à un problème de déséquilibre de la balance des paiements), la lutte contre la pauvreté permet de poursuivre les réformes de l’État au-delà de l’atteinte d’un éventuel équilibre. Finalement, la lutte contre la pauvreté permet un

⁵⁶ Faye, *Langages totalitaires...*

approfondissement des réformes, puisqu'en investissant les dimensions sociales des ajustements, en proclamant le caractère multidimensionnel de la pauvreté, en assumant (tout en le redéfinissant) le caractère politique du problème à travers des notions comme la bonne gouvernance, la participation ou la décentralisation, elle permet aux institutions internationales ou à tout autre locuteur se saisissant de la légitimité accordée par la détention du savoir sur la lutte contre la pauvreté, de statuer sur un nombre croissant de domaines (politiques, sociaux, culturels, économiques, institutionnels, etc.).

Ces caractéristiques expliquent en partie l'immense capacité de circulation du discours de lutte contre la pauvreté dans le milieu des organismes internationaux. Elles rendent compte notamment de la facilité et la rapidité avec laquelle la Banque mondiale est parvenue à faire de cet objectif le centre de son existence. Elles rendent compte également de l'intérêt que peuvent avoir les autres organisations internationales à investir un tel discours qui leur permet d'exercer une influence considérable sur les pays du Tiers monde, sans posséder les fonds ou le rôle institutionnel déterminant que peuvent avoir le FMI ou la Banque mondiale par rapport à la solvabilité de ces pays. Cependant, ces caractéristiques ne sont pas suffisantes pour expliquer la circulation de ce discours dans d'autres milieux, tels que ceux des gouvernements, des partis politiques, des organisations militantes ou des ONGs. Si le discours de lutte contre la pauvreté n'était qu'une forme de légitimation des réformes néolibérales de l'État (*Market Oriented Reforms*), s'il n'était qu'un discours portant sur l'ouverture et la déréglementation, il ne pourrait aucunement être repris par des gouvernements de gauche ou de centre-gauche, comme ceux de Lula au Brésil ou de la *Concertación de Partidos por la Democracia* au Chili, par des Partis politiques comme le FMLN au Salvador ou le PRD au Mexique, par des groupes *Alter-mondialistes* ou des ONGs dénonçant les inégalités et les asymétries du système international, pas plus qu'il ne pourrait être prononcé par l'UNICEF ou le PNUD.

La particularité et la force du discours de lutte contre la pauvreté réside dans le fait contradictoire qu'il procède au retrait de l'État tout en en faisant la promotion, en ne parlant pratiquement que de la réhabilitation du rôle de l'État – par le biais de la promotion de la démocratie, de la participation, de la décentralisation, de la bonne gouvernance de la transparence, de l'investissement social, de l'égalité (hommes/femmes, riches/pauvres, ou

entre pays), des droits humains, de la protection de l'environnement, etc. – mais en en parlant de telle sorte que l'espace de l'action publique et du politique en général se voit réduit à quelques mesures palliatives aux ratés d'un *marché immanent*⁵⁷, subsumant l'ensemble des activités humaines. La « réhabilitation » de l'État en fonction de l'impérative lutte contre la pauvreté ne signifie donc pas le retour à d'anciennes prérogatives (antérieures à la période de la crise de la dette et des PAS) : *elle tend à créer une nouvelle forme d'État (l'État contre la pauvreté) et une nouvelle représentation du politique qui altère profondément les rapports sociaux et politiques des sociétés dans lesquelles elle se déploie*. Comme l'expriment Gilles Bourque et Jacques Beauchemin :

« On assiste ainsi à un mouvement de transformation des modalités de la régulation étatique des rapports sociaux qui entend resituer la place de l'État au sein de la société. La stratégie néo-libérale qui inspire principalement cette dynamique implique en conséquence un vaste procès de réinstitutionnalisation des rapports sociaux qui vise non seulement la redéfinition des rapports entre le privé et le public, mais aussi la production de nouvelles institutions sociales susceptibles d'assurer la prise en charge des problèmes sociaux. »⁵⁸

Il n'est pas tant question de redonner à l'État ses « fonctions » productives, de planification, de régulation, de médiation et de distribution⁵⁹ que de redéfinir son rôle en fonction de ce nouvel objectif de combattre la pauvreté. Ainsi, l'enjeu principal de l'apparition du thème de la pauvreté s'avère être moins la réduction de la pauvreté comme tel que l'apparition d'une nouvelle forme de représentation du politique structurée autour de l'impératif de la combattre.

La force et la place prépondérante que prend le discours de lutte contre la pauvreté au sein des différentes langues politiques du continent s'explique par cette capacité à constituer le terrain de rencontre, le code ou la syntaxe commune, permettant une convergence entre des positions et des intérêts en apparence irréconciliables, antinomiques. Cette improbable convergence est rendue possible, non seulement grâce aux deux mécanismes fondamentaux que sont l'impératif catégorique et la contrainte constitutive de quantification, mais

⁵⁷ Marcel Gauchet *La religion dans la démocratie*, Paris, Gallimard, 1998, pp. 85-90.

⁵⁸ Gilles Bourque et Jacques Beauchemin, « La société à valeur ajoutée ou la religion pragmatique », *Sociologie et société*, vol. 26, n° 2, 1994, p. 34.

⁵⁹ Comme le formule Thomas Biersteker dans sa critique aux Programmes d'ajustement structurel, « Reducing the Role of the State in the Economy : A conceptual Exploration of IMF and World Bank Prescriptions », *International Studies Quarterly*, n° 34, pp. 477-492.

également en fonction de la puissance que semble accorder la position énonciative de l'énonciateur légitime de la pauvreté au locuteur qui s'en saisit. En effet, le discours de lutte contre la pauvreté permet à celui qui tient la position de l'énonciateur de « faire la leçon » aux gouvernements, aux entreprises ou aux organismes internationaux qui se montreraient fautifs par rapport à un de ses principes. Calquant le principe de conditionnalité des Programmes d'ajustement structurels pour le faire fonctionner en tant qu'impératif moral, le discours de lutte contre la pauvreté permet d'en démocratiser l'accès et même de le tourner contre ceux qui l'ont engendré. Cependant, il en porte toujours les traces et les modalités.

C'est ainsi que l'*Appel mondial à agir contre la pauvreté (Global Call for Action Against Poverty)* peut se permettre de réprimander la Banque mondiale, le FMI ou les pays de l'OCDE, en les plaçant face à leurs engagements en matière de lutte contre la pauvreté et en mettant en évidence les incohérences de leurs actions. Cependant, pour tenir cette position de l'énonciateur légitime, cette position du maître faisant la leçon à ses élèves, pour opérer ce renversement des positions, le locuteur collectif *Global Call for Action Against Poverty* est contraint de montrer les marques de sa *compétence énonciative*⁶⁰. Il est contraint de se référer au même savoir sur la pauvreté construit par ces organismes internationaux qu'il rappelle à l'ordre, de reconnaître et d'endosser les *Objectifs du millénaire* et l'agenda précis et restrictif que ceux-ci représentent⁶¹, de reconnaître également la place de ces pays et institutions en tant qu'acteurs légitimes et nécessaires des scènes politiques nationales, c'est-à-dire leur droit et même leur devoir d'ingérence.

Le même phénomène se produit avec les déclarations des Sommets des Peuples dans lesquels participent des groupes populaires et des syndicats nationaux et qui donc, contrairement au *Global Call for Action Against Poverty*, ne se trouvent pas directement liés à la sphère internationale. Par exemple, lorsque la déclaration de Santiago affirme :

⁶⁰ Dominique Maingueneau, « Une compétence discursive », in *Genèse du discours*, Paris, Minuit, 1984, p. 45-79. Voir également, Patrick Charaudeau, « De la compétence sociale de communication aux compétences de discours », *Didactique des langues romanes, le développement des compétences chez l'apprenant*, Louvain-la-Neuve, De Boeck-Duculot, pp. 41-54.

⁶¹ Frédéric Lapeyre « Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales? », *Alternatives Sud*, Vol. XIII 2006 / 1, numéro thématique intitulé *Objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, Centre tricontinental et Syllepse, 2006.

« Les pays doivent également satisfaire leurs **obligations internationales** en matière **d'équité**, instaurer des **programmes sociaux** et intensifier la **coopération internationale** pour atteindre cet objectif. »⁶²

La stratégie déployée dans cet énoncé est, bien entendu, de promouvoir l'instauration de programmes sociaux. Cependant, en s'appuyant sur la valeur contraignante des « obligations internationales », ces programmes sociaux tendront à être formulés dans les termes définis par ces accords, réduisant les prérogatives de l'État à l'attribution d'aides ciblées sur les besoins des plus pauvres (ceux qui en ont besoin) au détriment des salariés (non-pauvres), demandes populaires ou des droits à vocation universelle. De même, en exigeant l'intensification de la « coopération internationale », on reconnaît encore une fois un statut d'acteur légitime à des instances internationales qui ne détiennent ce rôle qu'en autant qu'elles soient reconnues par les autres forces des scènes nationales.

Aussi, lorsque cette même déclaration du Sommet des Peuples de Santiago affirme son opposition à « la forme dominante de mondialisation, telle qu'elle nous est imposée de l'extérieur », elle n'est pas moins contrainte de préciser du même souffle que cette opposition « n'implique pas non plus pour autant que nous souhaitons revenir en arrière, **fermer nos économies** et établir des **barrières protectionnistes**, voire pousser pour des **politiques commerciales isolationnistes** »⁶³. En d'autres termes, la nécessité ou de l'inéluctabilité d'un marché mondialisé, opposé à l'arbitrarité ou à l'inefficacité des interventions étatiques visant une protection de leur industrie nationale, se trouve postulée telle une évidence sur laquelle on ne peut revenir sans risquer de perdre toute crédibilité au sein des espaces dans lesquels on cherche à produire des effets. Le fait même que l'on cherche à produire des effets sur les tables de négociation des accords internationaux, plutôt qu'auprès des populations ou sur les scènes politiques nationales est également un des effets fondamentaux du discours de lutte contre la pauvreté (ainsi que d'une série d'autres discours sur lesquels ce dernier prend appui). On assiste alors à une *internationalisation* des scènes politiques nationales tout autant qu'à une *technicisation* de celles-ci, puisque l'argument suprême sur lequel prend appui le discours de lutte contre la pauvreté est celui des accords et d'un *savoir technique* sur les meilleurs *moyens* de réduire la pauvreté.

⁶² Sommet des peuples de Santiago (1998), *Des alternatives pour les Amériques...*, p. 14

⁶³ *Ibid.*, p. 11

C'est ainsi qu'en étant repris par un nombre impressionnant d'acteurs politiques et sociaux, le discours de lutte contre la pauvreté en vient à imposer une certaine représentation du politique constitutive des scènes politiques concrètes. Des acteurs jadis considérés comme des ennemis ou comme des non-acteurs, comme des « étrangers », se transforment en acteurs légitimes et incontournables, tandis que d'« anciens » acteurs légitimes se transforment en « opposants », en « ennemis internes », privés de voix ou d'existence dans leur propre espace national. C'est ainsi que des enjeux et des objets de valeur apparaissent et disparaissent en fonction du surgissement de cette nouvelle forme de représentation du politique.

La formation discursive populiste

Quels sont ces acteurs et ces enjeux expulsés de la scène politique ? Si, comme nous l'avons dit plus haut, le politique ne peut aucunement être « pré-dit » – puisqu'il se rapporte à l'action souveraine de forces qui, pour être souveraines, ne peuvent être rapportées à une logique externe qui les surdéterminerait en dernière instance – alors ces acteurs et ces enjeux « expulsés » par le discours de lutte contre la pauvreté ne peuvent pas être postulés. Il ne s'agit pas d'opposer une forme « normale » de représentation du politique à une nouvelle forme « altérée », mais bien de prendre acte de ce changement et d'établir les effets politiques qui s'y rapportent. Ainsi, lorsque nous constatons que la catégorie des *besoins* (de base non-satisfaits) en vient à remplacer la catégorie de la *demande*, nous ne prétendons pas que les demandes (sociales, populaires ou syndicales) soient plus vraies ou plus authentiques que les besoins non-satisfaits. Seulement, ces deux types de catégories nomment et construisent des scènes politiques totalement différentes. Ce ne sont pas les mêmes acteurs ni les mêmes actions qui seront prescrites selon que l'on cherche à légitimer l'action politique au nom des demandes populaires ou selon qu'on le fait plutôt en fonction des besoins. La demande exige un certain rituel pour être formulée, elle présuppose un destinataire et un destinataire, tandis que le besoin se satisfait à lui-même, il n'a pas à être formulé par celui qui en pâtit mais peut être établi de manière abstraite à travers un certain savoir par le biais d'indicateurs de pauvreté.

Cependant, ces distinctions ne sont pas tant inhérentes aux *lexèmes* de la « demande » et du « besoin » comme tels, que relatives à leurs formes concrètes de construction dans deux contextes sociaux, historiques, idéologiques ou discursifs précis. Ainsi, il est tout à fait

concevable de définir le besoin comme un manque « ressenti » par un individu ou relatif à une culture, ne pouvant aucunement être formulé de manière abstraite et générale⁶⁴. De la même manière, il est possible et même fréquent, de prédéfinir les demandes à travers des canaux précis d'acheminement et de formulation qui tendent à neutraliser la part du destinataire (censé formuler la demande). Il ne suffit donc pas de constater des différences lexicales entre une période et une autre, mais de rendre compte du fonctionnement des discours qui, à des périodes historiques données, leur ont attribué un sens et une valeur sociale précis.

Pour montrer les acteurs et les enjeux politiques qui se trouvent déplacés par le discours de lutte contre la pauvreté, nous nous référerons aux « discours populistes » ayant servi de manière notoire à représenter le politique en Amérique latine au cours de la période précédant le surgissement d'un discours paupériste⁶⁵. En effet, bien que l'Amérique latine ait connu plusieurs autres formes de représentation du politique, la forme populiste se retrouve d'une manière suffisamment intense et étendue pour servir à caractériser, de manière métonymique, l'ensemble du continent dans la période antérieure à l'*événement discursif paupériste*⁶⁶. Notons immédiatement que le concept de « discours populistes » ne renvoie pas ici exclusivement aux gouvernements ou mouvement qualifiés de populistes dans la littérature scientifique. Il se rapporte aux discours politiques faisant reposer la légitimité des acteurs (politiques ou sociaux) sur la relation qui les unit à la figure (légitimante) du peuple. Cette forme « populiste » de représentation du politique se retrouvait tant au sein des

⁶⁴ Cet argument est d'ailleurs commun dans la littérature scientifique et institutionnelle sur la pauvreté. Il ne sert pourtant qu'à contester la valeur d'un indicateur unique et monétaire de pauvreté pour en proposer de nouveaux, multidimensionnels et croisés, bien que tout aussi abstraits et généraux.

⁶⁵ Nous avons créé ce concept à partir de la juxtaposition du préfixe « pauper », du latin « pauvre », et le suffixe substantif « isme » ou « iste » renvoyant à une organisation théorique structurée autour de ce thème. Nous reprenons ainsi les fondements étymologiques du *paupérisme* (tendance générale à l'appauvrissement) pour rendre compte du développement d'un système de sens se construisant autour du thème de la pauvreté. Cependant, le paupérisme tel que nous l'entendons ici, ne renvoie pas directement au paupérisme du XIX^{ème}, que l'on retrouve chez Sismondi, Rodbertus, Lassalle ou Marx mais plutôt aux discours de lutte contre la pauvreté qui se développent à partir de 1982.

⁶⁶ Nous développerons plus en détail cette notion d'« événement discursif paupériste » au cours du deuxième chapitre. Mentionnons immédiatement qu'elle réfère d'une part à l'apparition d'un nouveau discours dans le champ des représentations du politique et, d'autre part, au caractère « événementiel » ou contingent des discours, c'est-à-dire à l'absence d'une nécessité extra discursive expliquant leur apparition ou leur fonctionnement. Sur la notion d'événement discursif, voir Foucault, *l'Archéologie du Savoir...*, notamment pp. 38-53 ; de même que pp. 61-62.

gouvernements libéraux « radicaux » – comme ceux d’Yrigoyen en Argentine, de Battle en Uruguay, de Cerda au Chili ou de Madero au Mexique – que dans les gouvernements « proprement » populistes – comme ceux de Perón en Argentine, de Vargas au Brésil, de Cárdenas au Mexique ou de Betancourt au Vénézuéla. On retrouvait également cette forme populiste de représentation du politique dans des mouvements qui, sans nécessairement être considérés comme populistes, ne tendaient pas moins à construire une représentation du politique structurées autour de la figure du peuple. Nous pensons par exemple au Parti socialiste ouvrier de Luís Emilio Recabarren ou à l’Unité populaire au Chili, à l’APRA (*Alianza Popular Revolucionaria Americana*) de Víctor Raúl Haya de la Torre au Pérou, ou encore aux différentes formes de guérilla qui se développent sur le continent, notamment à partir de 1960. Par ailleurs, la figure du peuple n’est pas non plus l’apanage de la gauche ; on la retrouve également dans le discours conservateur du Parti de la Révolution institutionnalisée (PRI) au Mexique ou dans celui du *Puntofijismo*⁶⁷ au Vénézuéla (1958-1998⁶⁸) ou encore dans le discours réformiste de la Démocratie chrétienne du Chili des années 1960 et début ’70 et même, bien que de manière passablement « subvertie » dans des discours d’extrême droite comme ceux du groupe para-militaire *Patria y Libertad* ou de Pinochet au Chili⁶⁹.

Malgré les immenses différences pouvant exister entre ces divers gouvernements, partis ou mouvement politiques investissant la figure légitimante du peuple, il existe néanmoins une série de postulats communs qui permettent de parler d’un seul discours populiste ou d’une

⁶⁷ Le *puntofijismo* fait référence au système de partis et de clientèles issu du pacte du *Punto Fijo*. Signé entre les principaux partis politiques du Venezuela, peu avant la chute de la dictature de Pérez Jiménez (1948-1958)

⁶⁸ Bien que le système politique issu du pacte du *Punto Fijo* s’effondre totalement à partir de l’élection d’Hugo Chávez à la présidence, on peut noter un relatif abandon de la figure de légitimation des demandes populaires à partir notamment des gouvernements de Lusinchi (1984-1989) et de Pérez (1989-1993). Plus qu’un abandon, il faut parler d’une resignification de ces « demandes populaires » qui, tout en conservant le nom se transformeront en « besoins des plus pauvres » qui se verront opposées aux demandes « corporatistes ».

⁶⁹ Les discours de Pinochet et de *Patria y Libertad* ne peuvent pas être considérés comme des discours populistes. Néanmoins, étant donné l’importance de cette figure à l’époque de la production de ces discours, ils sont contraints de l’investir, non pas comme repoussoir, mais comme une catégorie positive dont on cherche à capter la légitimité dans le but de la « subvertir », de la faire fonctionner au sein d’un autre système de sens qui n’est pas, lui, organisé autour de la figure du peuple et qui poursuit des objectifs contradictoires vis-à-vis des discours ayant, jusque là, construit cette figure. La même chose se produit avec Salinas au Mexique ou avec Jaime Lusinchi au Vénézuéla.

seule formation discursive autour de laquelle convergeaient des stratégies divergentes. Si le peuple est devenu, au cours du XX^{ième} Siècle en Amérique latine, un objet de valeur duquel cherchaient à se saisir les acteurs politiques pour profiter de ses effets légitimants ou « instituants », c'est précisément parce qu'il possède une « valeur » au sein de certains discours dont on ne peut capter la légitimité qu'en se pliant, ne serait-ce que partiellement, à leurs critères. Ainsi, comme nous le verrons en détails aux chapitres 7 à 9, pour devenir un locuteur légitime du peuple, il est nécessaire de s'effacer derrière lui. Les acteurs politiques cherchant à bénéficier des effets légitimants de la figure du peuple « doivent » présenter leurs actions comme étant exécutées en fonction de l'intérêt ou de la volonté populaire ou alors, comme étant des actions émanant du peuple lui-même.

Ainsi, l'ensemble des discours populistes se transforme en une règle énonciative contraignant (en grande partie) l'énonciation des discours actualisant ou réinvestissant cette position⁷⁰. Ces règles minimales ou générales, que nous appelons, à la suite de Michel Foucault, des *règles de dispersion*, se structuraient principalement, dans le cas du discours populiste latino-américain, autour des équivalents (sémantiques) semi-corporatistes de la figure du peuple et de l'*énoncé originaire de la demande*⁷¹, ainsi que d'une scène de représentation des forces profondément nationale ou nationaliste et étatiste, construite sur des frontières rigides entre l'interne et l'externe, de même qu'entre secteur public et secteur privé.

Le lexème peuple ne porte pas en lui-même ces catégories de sens. Alors que le peuple peut être défini ailleurs en fonction d'un critère ethnique, fondée sur le sang, la race, ou la pureté des peuples originaires (comme le Volk), la figure du peuple dans le discours populiste latino-américain est plutôt fondée sur une distinction bas/haut ou peuple/oligarchie qui la renvoie à des relations de pouvoir directement politiques et socioéconomiques. C'est dans cette mesure que ses équivalents sémantiques seront semi-corporatistes, c'est-à-dire qu'ils renvoient, d'un côté, à des catégories corporatistes ayant trait aux relations de travail (ouvriers, paysans, employés, corporations professionnelles et, même, entrepreneurs

⁷⁰ Ce qui n'empêche aucunement la possibilité de stratégies de subversion, détournant le sens du discours « capté » en le faisant fonctionner au sein de toutes nouvelles règles, comme dans le cas de Salinas au Mexique, que nous aborderons au chapitre 7, ou celui de Pinochet et du *gremialismo* que nous analyserons au chapitre 8.

⁷¹ André Corten, *Discours et représentation du politique...*, pp. 8 et suivantes.

nationaux) et, d'un autre, à des catégories sociales ayant trait à l'intégration de groupes marginalisés (femmes, pauvres, jeunes, mal-logés, chômeurs, etc.) mais également à des institutions « représentatives » de l'unité nationale (militaires, Église, appareil d'État, etc.).

La forme d'intégration de ces diverses catégories est celle de l'*énoncé originaire de la demande* qui, selon la conceptualisation qu'en fait André Corten, consiste en une justification rétrospective de l'État, non pas en fonction d'un contrat, comme dans le récit hobbesien sur l'origine du *Léviathan*, mais bien en fonction de sa capacité à répondre aux demandes émanant de catégories « nommées » par lui⁷². Ainsi, le discours populiste latino-américain est profondément étatique⁷³, puisque la manière par laquelle tendent à se constituer les différents acteurs politiques est structurée autour de cet axe constitutif, unissant une population à un État (réel ou imaginaire), *destinataire* universel de toutes les demandes sociales. Ceci est vrai, tant pour l'*État Nourricier*, conceptualisé par Corten et Tahon pour rendre compte des États populo-corporatistes, que pour les mouvements extraparlimentaires signifiant les groupes sociaux sur lesquels portent leurs actions en fonction de ces même catégories semi-corporatistes. Les « justes demandes du peuple » au nom desquelles, par exemple, on a combattu les dictatures ou en fonction desquelles on a promu des réformes ou des révolutions, sont pratiquement les mêmes que celles à travers lesquelles les États populo-corporatistes cherchaient à se légitimer tout en *pré-disant* (prescrivant) le surgissement de « demandes » autonomes ou spontanées surgissant de l'univers sauvage des « besoins »⁷⁴. La différence réside principalement dans le fait que, alors que dans le second cas, ces demandes sont adressées à un État concret, dans le premier ces « demandes » ne sont pas tant des demandes (dans les sens de requêtes) que des « exigences »⁷⁵. Elle ne sont donc pas adressées à un État concret mais se rapportent néanmoins, de manière symbolique, à un État imaginaire

⁷² André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier: Mexique/Algérie*, Paris, l'Harmattan, 1988.

⁷³ Comme le note également Ernesto Laclau dans « Populismo y transformaciones del imaginario político en América latina », *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, N°42, juin 1987, p. 38.

⁷⁴ Le terme « besoin » est ici utilisé en tant que manque pur, non sémiotisé, ni par un discours sur la demande, ni sur un discours sur les besoins ou, mieux dit, sur les indicateurs de besoins de base non satisfaits.

⁷⁵ Au sujet de la distinction entre demandes (adressées à un État) et exigences (autosuffisantes), voir Ernesto Laclau *The Populist Reason*, Londres et New York, Verso, 2005.

qui ne pourra y répondre qu'une fois les réformes ou les changements révolutionnaires advenus.

Cette unité qui s'établissait à travers la concurrence entre gouvernements et mouvements politiques pour détenir la position énonciative du locuteur légitime du peuple, faisait en sorte qu'une série d'acteurs, d'enjeux, d'objectifs ou de « réalités » deviennent communs pour l'ensemble des acteurs des scènes politiques partageant ce référent. L'un de ces objectifs était la mobilisation des acteurs semi-corporatistes (syndicats, mouvements populaires, corporations, femmes, militaires, etc.) en fonction du simulacre de leurs « demandes ». Ceci s'applique évidemment aux mouvements politiques cherchant à prendre le pouvoir par la mobilisation populaire ou électorale. Mais il faut également considérer comme une forme de mobilisation des masses la manière paradoxale à travers laquelle les gouvernements « populistes » cherchaient à prédire le surgissement de demandes spontanées par une « incitation à la demande », puisque, plutôt que de nier cette mobilisation, de lui enlever toute légitimité au nom d'un impératif absolu de stabilité, ils cherchaient à la devancer. Ils tendaient ainsi à construire un espace de légitimité, d'acceptabilité ou de normalité, s'appliquant même aux demandes exclues ou réprimées par lui. Ils tendent ainsi à instituer les « demandes » sociales (concernant principalement la définition des rapports de production et l'intégration sociale) en tant qu'objectif ultime du politique.

D'autres catégories sémantiques tendaient à se consolider de manière contraignante au sein des relations polémico-consensuelles se déroulant au sein de la formation discursive populiste, autour de la captation de la valeur légitimante de la figure du peuple. C'est ainsi que la frontière interne / externe constitutive d'une forme de nationalisme anti-impérialiste plus ou moins ritualisé, s'érigait en contrainte énonciative devant être respectée jusque par les gouvernements cherchant à faire appel aux investissements étrangers. En effet, au-delà des mouvements ou des gouvernements explicitement anti-impérialistes ou nationalistes, marquant leurs distances vis-à-vis des capitaux ou des puissances étrangères par des actes ostentatoires de souveraineté – telles les nationalisations d'entreprises étrangères ou les prises de position ouvertement hostiles à la politique étasunienne – les gouvernements plus conciliants n'étaient pas moins contraints de justifier leurs décisions en marquant la subordination du capital étranger aux lois et aux intérêts nationaux. De même, l'appel au

capital privé pour la promotion d'un développement national ne se faisait qu'en montrant sa compatibilité avec les plans de développement conçus par l'État. Un développement induit par les forces du marché et l'investissement étranger⁷⁶ était tout simplement inénonçable dans le cadre de ce système de représentation, où le responsable universel de la satisfaction des demandes sociales était l'État (concret ou imaginaire).

Du populisme au post-populisme

Et pourtant, ce qui apparaissait encore il y a quelques années comme inconcevable, imprononçable, inacceptable, est actuellement accepté comme une réalité, non seulement inéluctable, mais souhaitable et, inversement, ce qui pouvait sembler d'une telle évidence et transcendance devient accessoire, disparaît ou est combattu comme un mal politique. Ainsi, alors que les ouvriers, les paysans, les syndicats ou les corporations apparaissaient dans le discours populiste comme des acteurs incontournables qu'il fallait chercher à mobiliser ou à coopter à travers les catégories de la demande, ils apparaissent au contraire dans le discours paupériste comme des « anti-sujets », opposés aux pauvres dans une relation de concurrence pour l'attribution des ressources de l'État. À l'inverse, l'idée d'un développement induit par les forces d'un marché ouvert et libéralisé qui, comme nous venons de le mentionner, constituait un tabou énonciatif pour le discours populiste, se retrouve aujourd'hui jusque dans les déclarations du Sommet des Peuples ou dans le programme du candidat défait à la présidence du Mexique, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), pourtant taxé de populiste. Comme on peut le voir dans les deux exemples suivants :

« ...promouvoir un **développement juste et durable** des activités économiques engagées **sous l'égide du secteur privé**. »⁷⁷ ;

« El propósito de estos nuevos programas debe ser **apoyar a los pobres, eliminando restricciones y dotándolos** de elementos y de recursos para “poder hacer” e interactuar en mejores condiciones con otros **agentes económicos**. »⁷⁸

Dans ces deux cas, des positions explicitement opposées à la « marchandisation du monde » tendent néanmoins à référer le développement et l'activité sociale dans son ensemble à un

⁷⁶ Qui caractérise le discours de lutte contre la pauvreté, au sein duquel le rôle de l'État n'est pas de produire, de planifier ou d'encadrer la production mais de se concentrer sur la question sociale, définie de manière minimaliste en fonction des besoins précis des plus pauvres.

⁷⁷ Sommet des peuples de Santiago (1998), *Des alternatives pour les Amériques...*, p. 9

⁷⁸ Coalición « Por el bien de todos », *Plataforma electoral 2006*, p. 25.

marché immanent. C'est ainsi que le développement « juste et durable » n'est conçu qu'en fonction « des activités économiques engagées sous l'égide du secteur privé » et que l'« appui aux pauvres » tendra à en faire de meilleurs « agents économiques » en les dotant de ressources (c'est-à-dire d'actifs ou de capital culturel et social).

Le contraste entre ces deux formes de représentation du politique peut difficilement être plus tranché. Alors que, dans le populisme, la légitimité des acteurs politiques s'établissait en fonction de leurs capacités à porter ou à répondre à des *demandes* sociales établies en fonction de catégories semi-corporatistes structurant les rapports de forces autour de relations de *production* ou de *pouvoir* (haut/bas, *interne*/externe, *public*/privé) médiatisées par l'*État*, à l'inverse, dans le discours paupériste, la légitimité des acteurs politiques s'établit en fonction d'un *savoir* abstrait et général sur les *besoins* (c'est-à-dire sur des seuils minimaux de *consommation*), élaboré par des experts *internationaux*, statuant sur les meilleurs moyens pour réduire la pauvreté dans un contexte postulant l'efficacité et la nécessité d'un *marché* ouvert et libéralisé ou mondialisé, ainsi que l'inefficacité ou l'inaptitude de l'*État*, et du politique en général, à agir sur le plan économique.

Ce contre-parallélisme se perçoit mieux en exposant les catégories fondamentales de ces deux discours en deux séries parallèles :

Populisme	Paupérisme
État	Marché
National	International (mondial)
Public	Privé
Demande	Savoir sur les besoins
Peuple	Pauvres
Catégories semi-corporatistes	Indicateurs de pauvreté
Production	Consommation (minimale)

Ce radical renversement des *frontières de l'acceptable* ne peut pas être interprété simplement comme une conséquence de l'influence d'un courant de pensée ou d'une

*vulgate*⁷⁹ néolibérale. Si tel était le cas, on ne retrouverait pas sa trace dans des discours de gauche ouvertement opposés aux politiques néolibérales. C'est pour cela qu'il faut considérer le discours de lutte contre la pauvreté comme une *force idéologique privilégiée* dans le processus de mise en acceptabilité de cette nouvelle forme de représentation du politique que nous qualifierons de « post-populiste », en fonction des intenses relations *dialogiques*⁸⁰ qu'elle entretient avec le populisme lui servant de repoussoir.

En effet, cette mise en parallèle entre le populisme et le paupérisme ou le post-populisme n'est pas seulement produite par l'analyse. Le discours de lutte contre la pauvreté et la nouvelle forme de représentation du politique qu'elle tend à instituer se présentent explicitement comme étant opposés au populisme. Comme on peut le voir dans ces deux exemples :

« Rechazo al **populismo** que cede ante lo inmediato y hace retroceder a la sociedad. Lucharemos contra la desigualdad de manera realista, permanente y duradera. »⁸¹

« Tenemos perfecta conciencia de estos problemas. Y los afrontamos como siempre lo hemos hecho: con responsabilidad, **sin populismos** de ninguna especie y sin caer en recetas fáciles. Gobernamos con seriedad y con la mirada puesta en la vida cotidiana de la gente, especialmente de las familias más humildes, y no hipotecamos las perspectivas de crecimiento del país. »⁸²

Cependant, cette mise à distance explicite du populisme ne fait que sceller une longue chaîne de relations dialogiques qui permettent de concevoir le paupérisme comme un discours construit en réponse ou en confrontation constitutive avec le populisme. C'est donc en fonction de cette chaîne, et non pas de l'opposition explicite au populisme, que nous développons le concept de langue politique post-populiste. Il peut très bien y avoir des textes issus de la formation discursive paupériste qui ne réfèrent pas directement et explicitement au populisme sans que cela vienne contredire la relation dialogique privilégiée existant entre ces deux discours. Symptomatiquement, le rejet explicite du populisme est beaucoup plus marqué dans les discours présidentiels latino-américains que dans celui des institutions

⁷⁹ Béatrice Hibou, « Economie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne, Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les Études du CERI*, N° 39 - mars 1998, pp. 4-5, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude39.pdf>

⁸⁰ Tzvetan Todorov, *Mikhaïl Bakhtin, le principe dialogique*, Paris, Seuil, 1981.

⁸¹ Miguel de la Madrid, *Mensaje de Toma de Posesión*, 1982, <http://www.inep.org>, p. 4

⁸² Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Sesión del Congreso Pleno, 21 mai 1999, p. 4

internationales, moins liées au champ discursif immédiat du populisme latino-américain⁸³. Il n'en reste pas moins que les catégories générales du discours de lutte contre la pauvreté s'opposent pratiquement en tous points au discours populiste et laissent paraître les traces d'une intense lutte pour le sens de l'histoire et de la réalité.

Si le discours de lutte contre la pauvreté assume, en Amérique latine, ce passage du populisme au post-populisme c'est, comme nous l'avons dit précédemment, en fonction de sa capacité à constituer le terrain de rencontre permettant une convergence entre des positions et des intérêts divergents, du fait de la *juxtaposition oxymorique* qu'il établit entre libéralisation et promotion du rôle de l'État. Le discours de lutte contre la pauvreté fonctionne ainsi comme un *oscillateur sémantique*⁸⁴, c'est-à-dire comme une forme d'énonciation qui, en juxtaposant deux éléments contradictoires, fait éclater leur unité idéologique, engendrant ainsi de nouveaux sens, déplaçant les frontières de l'énonçable et de l'acceptable, créant une nouvelle forme de production ou de narration de l'histoire, une nouvelle *langue politique*. Cependant, pour être efficace, cette juxtaposition ne doit pas être apparente : comme pour l'ironie⁸⁵, son efficacité dépend de sa capacité à *occulter les traces de subversion* des discours qui se trouvent détournés de leurs sens originaires. D'où l'importance d'une analyse de l'*implicite*⁸⁶ ou du *présupposé*⁸⁷ pour comprendre le fonctionnement de ce mécanisme.

⁸³ En effet, bien que le discours des institutions internationales se trouve également en lutte contre le discours populiste, il ne se trouve pas dans une confrontation aussi directe que les discours présidentiels qui, eux, doivent entreprendre l'extirpation de ce « mal » logé dans leur contexte immédiat d'énonciation. Et ce, avec d'autant plus de véhémence que le discours populiste constituait bien souvent le registre énonciatif à partir duquel énonçaient ceux-là mêmes qui aujourd'hui le renient. Par ailleurs, il faut préciser que le discours international ne peut pas se permettre des marques trop explicites de rejet vis-à-vis du populisme ou d'un quelconque autre discours ; ce qui s'explique en fonction de ce que Gilbert Rist appelle le « style formulaire » (« Le prix des mots », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale, Cahiers de l'IUED*, n° 13, Paris, PUF, 2002, p. 15.). C'est-à-dire que, pour établir un « consensus », le discours international est contraint d'adopter un *langage allusif*, au sein duquel on énonce comme si tout le monde s'entendait sur l'essentiel ; ce que nous analyserons aux chapitres 3 et 4 à partir du concept d'occultation des marques de l'interdiscours. Cette occultation n'enlève rien à l'opposition constitutive, elle ne fait que contraindre à une formulation particulière mais non moins efficace.

⁸⁴ Faye, *Langages totalitaires...*, p. 8.

⁸⁵ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours : Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, pp. 149-151.

⁸⁶ Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'implicite*, Paris, Armand Colin, 1986.

⁸⁷ Ducrot, « Présupposés et Sous-entendus...

Ce détournement du sens de termes comme la démocratie, l'égalité, la participation, le développement et même la pauvreté – en fonction duquel s'effectue le changement de la représentation du politique – procède principalement à partir de l'instauration d'un savoir (abstrait et général) sur les « bonnes » politiques de lutte contre la pauvreté qui se décline ensuite comme un savoir sur la « bonne » gouvernance, la croissance et la stabilité, elles-mêmes conçues comme essentielles et intrinsèquement liées à la réussite de cette lutte. Ainsi, en s'appuyant sur l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté et sur la contrainte constitutive de quantification qui porte en elle-même le postulat du ciblage, le discours de lutte contre la pauvreté en vient à réduire le rôle de l'État et les enjeux du politique à la sphère strictement délimitée des besoins de base. D'autres enjeux, relatifs par exemple à la définition des relations de travail, à l'insertion nationale dans un espace international, aux objectifs généraux du développement et, plus largement, de l'*être-ensemble*, se trouvent par le fait même évacués. Ils se trouvent en fait *surdéterminés*, subordonnés à cet impératif et à ce savoir qui postule que la croissance ne peut être atteinte que par la privatisation, l'ouverture et la libéralisation des économies nationales ; qu'il ne peut y avoir d'autre forme de vivre en société que celle d'une économie de marché où chaque agent tend à se définir en fonction de ses aptitudes au travail ou à l'investissement (comme des « *agentes económicos* » [agents économiques]) ; que l'espace national se trouve inéluctablement contraint par la « mondialisation », à laquelle on ne peut que s'adapter mais qui, heureusement, apporte son lot d'opportunités qu'il faut partager de manière équitable ; etc.

En luttant pour l'augmentation des dépenses sociales, les différents acteurs sociaux et politiques qui investissent ce discours de lutte contre la pauvreté, en pensant donner une plus grande légitimité et efficacité à leurs revendications, se trouvent à confirmer cette restriction de l'espace public, cette paradoxale représentation du politique qui tend à dépolitiser les rapports sociaux en les subordonnant tous à un savoir positif qui surdétermine la valeur que « doivent » avoir les différents acteurs (sanctionnant ainsi ceux qui y dérogent) en les référant, par ailleurs, à une seule et même logique d'un marché immanent. En effet, que ce soit en ciblant les pauvres ou en ne référant la pauvreté qu'aux politiques sociales, le discours de lutte contre la pauvreté tend à *autonomiser* l'économique vis-à-vis du politique ; car, bien que les causes de la pauvreté soient identifiées comme étant le fruit d'une « mauvaise répartition des ressources », la rectification de ces inégalités, elle, n'est conçue qu'à travers

une augmentation « relative » des investissements publics dans les programmes sociaux destinés exclusivement aux pauvres. Par « relative », on entend « en relation aux autres groupes sociaux », c'est-à-dire les non-pauvres. Ainsi, en référant la pauvreté exclusivement aux politiques sociales, en faisant la promotion de « ce » rôle de l'État, on élimine d'emblée l'idée que cette mauvaise répartition des ressources pourrait provenir, par exemple, des rapports de propriété, de production ou des relations commerciales ou financières internationales. Comment est-ce que le marché pourrait engendrer de la pauvreté alors que, par définition, c'est lui qui produit la richesse ?

Ainsi, plus on parle du rôle de l'État dans le discours de lutte contre la pauvreté et moins il lui reste de sphères d'action légitimes en-dehors de celle du ciblage des besoins précis des plus pauvres parmi les pauvres. De même, plus on parle des « dimensions politiques » (culturelles, sociales ou psychologiques) de la pauvreté et plus le politique tend à se restreindre à une ingénierie de gestion sociale postulant le marché en tant que seul cadre possible de vie en société. Chaque mot, chaque concept, chaque pratique sociale qui entre dans cette machine narrative⁸⁸ tendra ainsi à être resignifiée comme un élément de cette *scénographie gestionnaire postulant le marché*⁸⁹. L'État deviendra prestataire de services au même titre et en concurrence avec d'autres compagnies privées ; les pauvres se transformeront en micro-entrepreneurs ou en vendeurs de leur force de travail, auxquels il conviendra d'offrir des ressources et des actifs, du capital social et culturel, pour en faire de meilleurs agents économiques ; la participation (populaire, des pauvres ou des citoyens) tendra à ne signifier qu'une exécution « décentralisée » de programmes de lutte contre la pauvreté permettant « la transmission d'information, la transparence et la confiance nécessaire à l'investissement et réduisant les coûts de transaction »⁹⁰ ; et ainsi de suite.

⁸⁸ André Corten, *L'alchimie politique du miracle: Discours de la guérison divine et langue politique en Amérique latine*, Montréal, Balzac, 1999.

⁸⁹ Concept que nous développerons au chapitre 5 de cette thèse.

⁹⁰ Bhalla et Lapeyre, *On Poverty and Social exclusion...*, p. 35.

Le discours de lutte contre la pauvreté procède ainsi à une *technicisation*, à une *internationalisation*, et à une *privatisation* des langues politiques :

- a) Technicisation, dans la mesure où l'action des acteurs politiques se justifie moins en fonction des demandes sociales ou de la souveraineté nationale ou populaire qu'en fonction d'un savoir technique à vocation universelle sur la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté et les équilibres économiques. Ce faisant, on habilite des acteurs en fonction de leur capacité à produire ou à mobiliser un savoir précis et on en « censure » d'autres, ne possédant pas la capacité ou refusant de se référer à ce savoir.
- b) Internationalisation dans la mesure où ce savoir, produit en grande partie au sein d'un débat entre des organismes internationaux, tend à imposer non seulement l'inéluctabilité et la nécessité de ces institutions mais également celle d'une série d'autres préoccupations, acteurs ou forces contraignantes issus de cette perspective tels que la mondialisation, la croissance par la libéralisation et l'ouverture des économies, les investisseurs étrangers, les accords internationaux, l'aide au développement, etc. Les scènes politiques nationales tendent ainsi à incorporer ces enjeux et ces « acteurs » internationaux comme partie intégrante et constitutive d'elles-mêmes et à se définir en fonction d'eux.
- c) Privatisation, dans la mesure où une série des prérogatives dévolues à l'État (populiste ou non) se trouvent transférées (décentralisées selon l'euphémisme correspondant) vers des acteurs privés. Privatisation également dans la mesure où des *droits* se transforment en *besoins*, « devant » être comblés à travers le marché pour les non-pauvres, ou en *aides*, pour les pauvres, pouvant être acheminées de manière décentralisées à travers des ONGs ou des organisations privées d'assistance ou d'auto-assistance. Privatisation, surtout, car les acteurs des scènes politiques tendent à être resignifiés en tant qu'éléments d'un marché immanent, au sein de ce fétichisme de la marchandise inhérent à la scénographie gestionnaire postulant le marché.

Bien que ces caractéristiques du discours de lutte contre la pauvreté s'appliquent de manière générale un peu partout sur le globe, leurs effets varieront selon les contextes concrets dans lesquels elles s'inscriront. Dans le contexte de l'Amérique latine, que nous aborderons dans cette thèse à travers les cas du Chili, du Mexique et du Vénézuéla, ce triple mouvement de technicisation, internationalisation et privatisation de la représentation du politique se traduira par un *déplacement* des frontières populistes de l'acceptable qui faisaient du peuple, de la demande et de l'État (nationaliste) les principaux axes de cette représentation. Précisons cependant que ces trois autres axes (le peuple, l'État et la demande) ne sont pas constitutifs du politique *en tant que tel* mais correspondent à une forme historique particulière de représentation du politique. En effet, le politique peut être représenté de

n'importe quelle manière et il n'y a pas à établir laquelle de celles-ci serait la plus « juste » ou exacte. Si la démarche de cette thèse met en contraste le paupérisme en fonction du populisme, ce n'est donc pas parce que le populisme serait la « bonne » ou la seule forme de représentation du politique, que le paupérisme serait venu altérer, mais simplement parce que, dans le contexte latino-américain, c'est en grande partie *contre* cette *Autre* forme particulière de représentation du politique que s'érige le paupérisme et en fonction d'elle qu'il engendre des *déplacements*. Les « anciennes » figures populistes du peuple, de l'État et de la demande sont tout aussi « surdéterminées » que celles de la pauvreté de l'aide et du marché ; elles ne sont que d'autres manière de contrôler le surgissement des *dangereux événements*⁹¹ que constituent les discours, les symboles, les représentations ou les forces inédites, non pré-dites.

Si le politique ne se trouve pas dans la forme populiste que vient « chasser » le paupérisme ou le post-populisme, alors où se trouve-t-il ? S'il ne peut pas être prédit, peut-il au moins être nommé ou saisi ? Le politique ou plutôt, la valeur politique du surgissement du discours de lutte contre la pauvreté, sera cherchée dans cette thèse au sein des écarts, des déplacements mais également des luttes et des entrechoquements que génère cet événement discursif paupériste, du fait de son surgissement dans un espace préalablement signifié. Au-delà d'autres enjeux politiques que nous pourrions identifier, la confrontation entre paupérisme et populisme signale un des lieux privilégiés où se déroulent actuellement d'intenses luttes pour établir le sens de l'histoire, du social et de la représentation du politique en Amérique latine.

Si nous parlons de *lutte pour le sens*, c'est également parce que le déplacement du discours populiste par le discours paupériste n'est pas un fait *irréversible*. Enfoui, oublié, « sous une coulée de lave », le populisme peut également remonter à la surface, même refoulé sous une série de couches « sédimentées » de discours convergents. C'est le cas, par exemple, du discours *populo-paupériste*⁹² du Président vénézuélien Hugo Chávez, qui

⁹¹ Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, pp. 10-11.

⁹² Ricardo Peñafiel, « Le discours d'Hugo Chávez au Venezuela : Imaginaire populo-paupériste et suture d'un système politique disloqué », in André Corten (dir.), *La clôture du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, pp. 139-155. Voir également, « Venezuela : Un escenario político antagonista, El pueblo y la pobreza en el discurso de Chávez », *Versión*, n° 13 décembre 2003, pp. 143-185.

subvertit ou « phagocyte »⁹³ les catégories gestionnaires de la lutte contre la pauvreté pour les faire fonctionner au sein d'un discours rédempteur et passionnel (non-technique), fondé sur la figure du peuple. Cependant, l'intérêt pour l'analyse politique ne réside pas tant dans cet « éternel retour du même » que dans les écarts, dans les manières à travers lesquelles « revient » ce discours relativement transfiguré, ainsi que dans les déplacements et les transformations, dans les *effets de réalité*, engendrés par cette *réactivation*⁹⁴ de la confrontation entre ces deux discours concurrents.

Au-delà de cet exemple – qui prend ici une certaine valeur paradigmatique dans l'illustration du caractère contingent des discours et du politique, interdisant l'instauration de trames historiques linéaires – ce qu'il faut chercher à voir dans ces écarts c'est également le surgissement d'autres figures, d'autres imaginaires qui pourront permettre de percevoir le politique autrement qu'à travers le seul prisme de l'État ou d'un gestionnaire international.

Énoncé de thèse et plan de l'argumentation

Avec ces commentaires introductifs nous avons les éléments suffisants pour formuler un énoncé de thèse articulé au cadre théorique et à la méthodologie que nous emploierons pour la démonstration des hypothèses avancées jusqu'ici. En fonction de cet énoncé, nous exposerons brièvement le plan de cette argumentation.

Ainsi, contrairement à l'opinion courante et la littérature scientifique *dominante*⁹⁵ sur la pauvreté qui voient dans le surgissement du thème dans les années 1980 une prise de conscience du problème sous l'effet de son augmentation, un gage de son éventuelle solution et une remise en question des Programmes d'ajustement structurel ou du Consensus de Washington, nous chercherons à montrer que :

*Le surgissement du thème de la lutte contre la pauvreté dans l'espace public latino-américain répond à des conditions de possibilité, d'émergence ou d'existence ou encore, à des règles de formation*⁹⁶ particulières qui, loin de représenter une remise en question des réformes économiques et politiques (*Market Oriented Reforms*) implantées dans les années

⁹³ Corten, *L'alchimie politique du miracle...*, pp. 71-80.

⁹⁴ Ce concept est notamment développé dans « Hegemony and Radical Democracy », chapitre 4 in Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, London : Verso, 1985, pp. 149-194.

⁹⁵ Bourdieu, « Le champ scientifique... », notamment, pp. 96 et suivantes.

⁹⁶ Michel Foucault, *l'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.

1980 et une réhabilitation du rôle de l'État, tendent à construire une forme de **représentation du politique**⁹⁷ qui permet leur légitimation, pérennisation, approfondissement et internalisation. Le consensus mondial sur la lutte contre la pauvreté est alors interprété comme un **événement discursif**⁹⁸ qui tend à professionnaliser (techniciser, dépassionnaliser), à internationaliser et à privatiser les différentes **langues politiques**⁹⁹ du continent, déplaçant ainsi les **frontières du politique**¹⁰⁰. L'événement discursif paupériste acquiert ainsi une valeur de version **narrative active**¹⁰¹ qui assume le passage d'une forme populiste de représentation du politique – fondée sur la figure légitimante du peuple et sur l'**énoncé originaire de la demande**¹⁰² – vers une nouvelle forme de langue politique post-populiste¹⁰³ structurée autour des figures de la stabilité, de la bonne gouvernance et de la pauvreté, soutenant l'instauration d'un nouvel énoncé originaire : celui de l'aide (et des besoins). L'événement discursif paupériste assume ainsi, à travers son processus de **circulation** et de **mise en acceptabilité (effet de récit)**¹⁰⁴ un profond déplacement des **positions énonciatives**¹⁰⁵ et **actantielles**¹⁰⁶ constitutives de la **scène de représentation des forces** et se présente comme une **force hégémonique**¹⁰⁷ dans un **champ discursif**¹⁰⁸ peuplé d'autres versions narratives concurrentes avec lesquelles il entre en **lutte pour le sens**.

⁹⁷ André Corten, *Discours et représentation du politique* (version originale, en français, de : "Discurso e Representação do Político", in Indursky, Freda, Leandro Ferreira, Maria Christina (eds.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999, pp. 37-52). disponible sur le site du GRIPAL, <http://www.gripal.ca>

⁹⁸ Foucault, *l'Archéologie du Savoir*..., notamment pp. 38-53 ; et pp. 61-62

⁹⁹ Faye, *Langages totalitaires*... ; voir également, Corten, *Discours et représentation du politique*...

¹⁰⁰ André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006. Voir notamment l'introduction à cet ouvrage collectif, écrite par Corten (pp. 7-24) ; ainsi que les textes de Vanessa Molina, Julie Girard-Lemay et André Corten, « La clôture du politique, comparaison Castoriadis/ Laclau », (chapitre 1, pp. 27-46) et d'Ernesto Laclau « existe-t-il une clôture du politique ? (chapitre 2, pp. 47-55)

¹⁰¹ Faye, *Langages totalitaires*...

¹⁰² Corten, *Discours et représentation du politique*..., p. 9

¹⁰³ Ricardo Peñafiel, « Le post-populisme en Amérique latine : Une réflexion théorique pour une périodisation historique », in Victor Armony, *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2007 (à paraître) ; voir également, André Corten, « Une langue politique post-populiste : l'épilogue de l'affaire Pinochet », *Politique et société*, Vol. 22, n° 1, 2003, pp. 3-25.

¹⁰⁴ Faye, *Langages totalitaires*...

¹⁰⁵ Pour une synthèse des théories de l'énonciation, articulée à l'École française d'Analyse du discours que nous utiliserons ici, voir George-Élia Sarfati, *Éléments d'analyse du discours*, Paris, Armand Colin, 2005 ; notamment le chapitre 5 « mise en perspective de l'analyse du discours », pp. 88-112.

¹⁰⁶ Jean-Claude Coquet (dir.), *Sémiotique : L'école de Paris*, Paris, Hachette, 1982, pp.151-172 ; voir également, Algirdas-Julien Greimas, *Du sens II : essais sémiotiques*, Paris, Seuil, 1983.

¹⁰⁷ Laclau et Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategies*...

¹⁰⁸ Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*... Notamment le premier chapitre, « Primauté de l'interdiscours », pp. 25-43.

Plan de l'argumentation

Dans un premier chapitre nous aborderons les principales formes de conceptualisation de la pauvreté pour montrer comment celles-ci reposent actuellement sur l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté et sur la contrainte constitutive de quantification. Dans ce même chapitre, nous mettrons ensuite en parallèle cette forme particulière de conceptualisation de la pauvreté avec d'autres formes antérieures de représentation et de conceptualisation de la pauvreté, du développement et du social, pour montrer les limitations ainsi que le caractère autoréférentiel de cette conception contemporaine tendant à fétichiser et à déproblématiser les indicateurs de pauvreté, la rendant ainsi amnésique vis-à-vis de toute une littérature antérieure ou concomitante.

Dans un deuxième chapitre, nous chercherons à élaborer une nouvelle perspective, afin d'aborder le phénomène du surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 sans en postuler le sens et sans déduire le développement, le social et le politique à partir de la pauvreté. Nous aborderons principalement les notions « d'événement discursif », de « conditions de possibilité », de « formation discursive » et de « règles de dispersion », à partir de la conceptualisation qu'en fait Michel Foucault dans *L'Archéologie du savoir*. Nous chercherons ensuite à donner une acception d'avantage politique qu'historique à ces notions, en les articulant à la conceptualisation des relations hégémoniques développée par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe dans *Hegemony and Socialist Strategies* (et, ailleurs, par Laclau de manière individuelle) à partir des concepts de « surdétermination », de « négativité constitutive du social », des « forces antagoniques », des « points nodaux » et des « signifiants vides ». Nous préciserons ensuite ces notions en les articulant à la conceptualisation de la « représentation du politique » développée par Corten en s'appuyant sur les concepts d'« effet de récit » et de « langue politique » empruntés à Faye. Ensuite, nous chercherons à articuler ces éléments théoriques à l'analyse concrète de l'événement discursif paupériste, en justifiant l'usage des théories de l'énonciation et du modèle actantiel pour interpréter deux corpus de textes se rapportant, l'un aux principaux locuteurs de la pauvreté (institutions internationales, gouvernements, partis politiques, ONGs, etc.) et l'autre, aux discours présidentiels du Chili, du Mexique et du Vénézuéla entre 1910 et 2006.

Cette élaboration théorique et méthodologique nous conduira à analyser – dans une première partie, constituée par les chapitres 3 à 6 – le fonctionnement de la formation

discursive paupériste. Nous analyserons d'abord, au chapitre 3, la stratégie illocutoire du *Rapport sur le développement dans le monde 1990* de la Banque mondiale, considéré en tant qu'exemple paradigmatique de la *version narrative active* assumant le déplacement des frontières de l'acceptable. Cette analyse d'une seule pièce de corpus nous permettra d'aborder, dans les trois chapitres suivants, la circulation de cet *oscillateur sémantique* permettant la mise en acceptabilité des réformes du politique induites par les programmes d'ajustement structurel à travers leur mise en équivalence avec une stratégie de lutte contre la pauvreté. Nous aborderons ainsi les règles de dispersion permettant la convergence d'une série de positions contradictoires (institutions internationales, gouvernements, partis politiques, ONGs, groupes militants, etc.) autour de certaines positions énonciatives (chapitre 4), d'une certaine scénographie (chapitre 5) et de certaines figures discursives communes, telles la lutte contre les inégalités, la bonne gouvernance, la décentralisation et la participation (chapitre 6).

Dans une deuxième partie de l'analyse (chapitres 7 à 9), en fonction des marques de dialogisme identifiées lors de la première partie, nous aborderons la *formation discursive populiste*, à travers l'analyse des discours présidentiels d'investiture et de fin de mandat, prononcés entre 1910 et 2006 au Mexique (chapitre 7), au Chili (chapitre 8) et au Vénézuéla (chapitre 9). De manière à mieux situer le surgissement des différentes versions du discours populiste dans des conjonctures, des espaces géographiques et des moments historiques précis et distants, nous suivrons de manière chronologique les principaux changements advenus dans les discours présidentiels de chacun de ces pays. Ce n'est qu'après avoir abordé de manière séparée ces différents moments du discours populiste que nous chercherons à le caractériser en fonction de ses règles de dispersion.

Lors d'un dernier chapitre de conclusion, nous chercherons à mettre en parallèle le fonctionnement de ces deux formations discursives, afin d'analyser de manière dynamique les déplacements introduits par l'événement discursif paupériste du fait de son surgissement dans le champ particulier des représentations du politique en Amérique latine. C'est ainsi que nous chercherons à dégager la valeur politique du discours de lutte contre la pauvreté, en tant que force idéologique, en tant que version narrative qui, par son effet de récit, par sa circulation, assume une transmutation de l'acceptable et un déplacement des frontières du

politique, allant même jusqu'à en ébranler les fondements... En effet, la nouvelle forme de représentation du politique qui surgit de l'événement discursif paupériste se présente, paradoxalement, comme une langue politique *anti-politique*¹⁰⁹, qui tend à saper les bases sinon *du* politique, du moins de *la* politique¹¹⁰. En référant le politique à un savoir technique sur les « meilleurs » *moyens* pour réduire la pauvreté ou pour atteindre une « bonne » gouvernance, le discours de lutte contre la pauvreté tend à retirer de la sphère publique l'essentiel des questions concernant les *fins* ou les fondements de *l'être ensemble*, puisque celles-ci se trouvent postulées par *l'impératif catégorique* (c'est-à-dire moral) de lutte contre la pauvreté qui exige ou force un *consensus* sur les fondements minimaux et procéduraux de la « démocratie », pour ne cantonner les débats publics que sur *l'efficacité* à les atteindre. Les « forces politiques » ne peuvent alors exister que sous la forme de « non forces », subordonnées à un savoir technique, immédiatement instrumental¹¹¹, sur les « équilibres » économiques, politiques et sociaux, sur la « bonne » gouvernance, sur les « dotations de départ », les « potentialités », les « opportunités » ou les « fonctionnalités »¹¹² à partir desquelles les « individus » pourraient être « libres » de poursuivre leurs objectifs « personnels » sur lesquels ni l'État ni le politique ne « devraient » avoir d'emprise.

Face à ce « consensus », ou plutôt, à cet « effet de consensus » engendré par la manière particulière par laquelle s'énonce le politique dans le cadre des règles du discours de lutte

¹⁰⁹ James Ferguson, *The Anti-Politics Machine: "Development", Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; voir également, Gilbert Rist, (dir.), *Les mots du pouvoir...* ; ou encore, Hibou, « Economie politique du discours... » ; ou Bruno Lautier et Pierre Salama, « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde », *Revue Tiers-Monde*, N° 142, avril-juin 1995, p. 245.

¹¹⁰ La distinction que nous utilisons ici entre le politique et la politique se rapporte à celle établie par Marcel Gauchet (*La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005, p. 532) qui réserve la notion *du* politique pour désigner la dimension instituante de la représentation de *l'être-ensemble* (propre à toute société) et emploie le concept de *la* politique pour caractériser l'émergence dans les sociétés démocratiques contemporaines d'un domaine politique particulier « où les citoyens se réunissent pour débattre de la chose publique et peser sur elle dans le cadre d'une compétition ouverte pour le pouvoir ». *Idem*.

¹¹¹ Max Horkheimer et Theodor Adorno, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983 ; Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel: Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Ed Minuit, 1968

¹¹² Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique · développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

contre la pauvreté, tout conflit¹¹³, toute forme de position alternative apparaît comme un « mal politique », non pas comme un adversaire ou un concurrent mais comme un *anti-sujet politique* : « la peur du conflit logée au cœur du nouveau contrat social et l'idée que l'opposition ami / ennemi est antipolitique, empêche un débat public ouvert à tous et sur toute matière »¹¹⁴. Certes, le politique ne peut pas être aboli. Fantasme des totalitarismes¹¹⁵ tout autant que de l'autoritarisme¹¹⁶, la prétention à l'élimination du politique conduit à l'élimination de *la* politique démocratique – c'est-à-dire à l'élimination de l'explicitation sur une scène agonistique¹¹⁷ de concurrence entre adversaires se reconnaissant mutuellement comme égaux dans leur lutte pour établir le fondement de l'*être ensemble*. Toutefois cette prétention ne pourra jamais abolir les rapports de forces, qui tendront alors à s'exprimer sur d'autres scènes, en d'autres lieux et sous d'autres formes.

¹¹³ Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, Londres, Verso, 2000, notamment, « Carl Schmitt and the Paradox of Liberal Democracy », pp. 36-59.; voir également, « John Rawls : une philosophie politique sans politique », in *Le politique et ses enjeux, Pour une démocratie plurielle*, Paris, La découverte/M.A.U.S.S., 1994, pp. 91-119 ; ou encore, Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005, notamment, pp. 82 et suivantes.

¹¹⁴ André Corten, « Une langue politique post-populiste : l'épilogue de l'affaire Pinochet », *Politique et société*, Vol. 22, N° 1, 2003, p. 3.

¹¹⁵ Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972 ; notamment au chapitre IV, « Idéologie et terreur : Un nouveau type de régime », pp. 203-232.

¹¹⁶ Brian Loveman et Thomas Davies, (éds), *The Politics of Anti-Politics. The Military in Latin America*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 1978

¹¹⁷ Chantal Mouffe, *Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism*, Political Science Series no 72, Vienna, Institute for Advanced Studies, December 2000 ; voir également, « The "end of Politics" and the Challenge of Right-wing Populism », in Francisco Panizza, *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres et New York, Verso, 2005, pp. 50-71 ; ou encore,

CHAPITRE I

L'AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ : LES CHIFFRES ET LES CHOSES

1.1- Introduction au premier chapitre

L'apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public de la plupart des pays latino-américains vers la fin des années 1980, se présente généralement comme une conséquence de l'augmentation de la pauvreté dans ces mêmes années sous l'effet, selon certains, de la crise économique¹ et, selon d'autres, des Programmes d'ajustement structurel (PAS) et des politiques monétaristes qui leur sont liées². Ce lien entre augmentation de la pauvreté et recrudescence du thème semble presque trop « évident » pour poser problème. Néanmoins, il tait le fait que le thème de la pauvreté est apparu dans les années 1970, avec l'Approche des nécessités de base (*Basic Needs Approach*)³ à une époque où les principaux indicateurs de pauvreté n'avaient pourtant jamais cessé de progresser. Ce lien présuppose également que la pauvreté serait un phénomène relativement transparent et, donc, que son augmentation ou diminution engendrera des effets sociaux et intellectuels directement déductibles de celle-ci. Cette manière de déduire un savoir de son objet ou d'une situation empirique tenue pour

¹ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Washington, Banque mondiale, 1990.

² Richard Jolly, « Adjustment with a human face: A UNICEF record and perspective on the 1980s », *World Development*, vol.19, no.12, pp. 1807-1821 ; François Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté ?*, Paris, L'Harmattan/Centre Tricontinental, 2000, p. 15 ; Richard Poulin et Pierre Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde, Économie et sociologie de la pauvreté*, Hull, Vents d'Ouest, 1998.

³ Dag Hammarskjöld Foundation, *What now? Another development*, Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1975 ; Dharam Ghai, Azizur Rahman Khan, E.L.H. Lee et Torkel Alfthan, *Basic-needs Approach to Development: Some Issues Regarding Concepts and Methodology*, Genève, OIT, 1977.

relativement neutre ou évidente conduit ainsi à la *réification* des outils conceptuels ayant servi à créer une représentation particulière du phénomène.

En d'autres termes, le truisme de la pauvreté masque le fait que, pour pouvoir parler *d'augmentation ou de diminution* de la pauvreté, il faut préalablement avoir des outils théoriques, méthodologiques, techniques et institutionnels pour recueillir de l'information, la traiter et l'interpréter. Il faut notamment, dans le cas contemporain qui nous concerne, que celle-ci ait préalablement été transformée en *quantum* et que cette quantification de la pauvreté tende à se confondre avec la chose en soi, qu'elle ait perdu l'apparence d'une traduction, d'une mise en équivalence, pour se présenter comme la qualité principale et intrinsèque de la pauvreté. Sans ce travail préalable de quantification effectué sur la pauvreté, son *augmentation* ou sa *diminution* ne serait pas perceptible ; il ne serait pas possible de suivre son évolution sur une base mondiale, nationale, régionale et locale, comme on prétend le faire actuellement sur le plan de la localisation (focalisation ou ciblage) de la pauvreté, ou bien, au niveau temporel, sur une base mensuelle, trimestrielle ou annuelle ; ces variations ne pourraient pas être mises en (co)relation avec d'autres éléments comme la crise économique, les politiques dites d'ajustement structurel, les indices d'inégalité, le taux d'investissement social, la corruption, etc. Comme l'exprime Martin Ravallion, un éminent spécialiste de la pauvreté :

« S'il est important de mesurer la pauvreté, c'est probablement moins pour pouvoir la quantifier à une **date** et en un **lieu** donnés que pour **comparer** son ampleur dans **différentes situations**, c'est-à-dire évaluer quelle **situation se caractérise** par une pauvreté plus **prononcée**. Ces **comparaisons** peuvent être ordinales ou cardinales. Des comparaisons ordinales permettent de répondre à des questions telles que : la pauvreté s'est-elle **intensifiée** au **cours des ans**? Est-elle plus **prononcée** en un **lieu** qu'en un autre? Est-elle plus **importante** lorsque certaines **mesures relevant de l'action publique** sont ou ne sont pas prises? »⁴ (Nous soulignons).

Il est tout à fait normal que la mesure de la pauvreté soit essentielle pour cet auteur, directement impliqué dans la production de statistiques et de programmes internationaux de lutte contre la pauvreté. Ce qui est plus problématique c'est la manière par laquelle l'ensemble des études contemporaines incorpore cette dimension quantitative en tant qu'élément intrinsèque à la pauvreté.

⁴ Martin Ravallion, « Comparaisons de la pauvreté, concepts et méthodes », *Living Standards Measurement Study Working Paper*, n° 122F, Washington D.C., World Bank, 1995, p. 1.

Cette consubstantialité entre la définition et la mesure de la pauvreté est notée par plusieurs analyses critiques du phénomène⁵, sans toutefois que cette critique n'entraîne une remise en question radicale de cette tendance incorporée dans l'objectif de faire « diminuer » la pauvreté. Au contraire, aux « mauvaises » mesures, « unidimensionnelles » ou « monétaires », sont opposées de nouvelles définitions, en général tout aussi quantitatives mais pourtant qualifiées de subjectives par contraste avec les autres. Questionnant la validité de certaines mesures partielles, cette critique confirme néanmoins la nécessité d'une « bonne mesure ». Nous ne cherchons pas ici à questionner le fait que la crise des années 1980 et/ou les Programmes d'ajustement structurels et les politiques orientées vers le marché (*Market-Oriented Policies*) aient pu détériorer les indices de pauvreté et que cette régression ait pu engendrer une réaction généralisée dans une série d'institutions ainsi que dans des milieux académiques. Ce que nous remettons en question c'est la naturalité avec laquelle on parle de l'augmentation ou de diminution de quelque chose qui n'est pas nécessairement quantifiable, négligeant alors de justifier ou de questionner un élément antérieur et sans doute beaucoup plus fondamental, à savoir, l'*existence* même desdits indicateurs de pauvreté et leurs effets sur la définition non seulement de la pauvreté mais du développement, du politique et du social.

En effet, ces indicateurs ne peuvent aucunement être considérés comme de simples données « empiriques » (neutres) étant donné les postulats et les implications théoriques et institutionnelles qui président à leur formation et à leur usage. Comme le suggère Blandine Destremau, malgré le souci de faire reposer les catégories de la pauvreté sur des caractéristiques « objectivement repérables » (biologiques, économiques, sociales, d'habitat, etc.), les seuils et les mesures ne sont pas exemptes de valeur normative. Elles « font partie du système de représentations qu'une société a d'elle-même, de la façon dont elle légitime la détention du pouvoir et des richesses et dont elle présente son projet social et sa cohésion »⁶.

⁵ Voir, par exemple, Marguerite Bey, « Recherches sur la pauvreté : État des lieux, Contribution à la définition d'une problématique », *Revue Tiers-Monde*, n° 160, sept.-déc. 1999, pp. 871-895 ; ou encore Blandine Destremau, « Comment définir la pauvreté », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, pp. 27-34.

⁶ Destremau, « Comment définir la pauvreté... », p. 31.

« Classer n'est donc pas seulement observer des différences mais les instaurer »⁷. Il ne s'agit pas d'une simple affaire de statistique, mais d'une opération stratégique dans laquelle l'énoncé de « problèmes » et de « solutions » ne constitue pas le résultat de l'enquête, mais le principe d'une classification grâce à laquelle les « données » s'organisent et trouvent leur intelligibilité.

Ainsi, en expliquant l'apparition du thème de la pauvreté dans les années 1980 à partir de l'évocation de son augmentation dans ces mêmes années, le savoir contemporain sur la pauvreté se trouve à incorporer, telle une évidence, un ensemble de postulats idéologiques, de méthodes et d'intérêts particuliers, à la base de la production des statistiques sur la pauvreté. Comme nous le verrons au cours de ce chapitre, le premier de ces postulats est la valeur d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté. En partant du principe selon lequel il ne peut y avoir d'objectif plus urgent et prioritaire que de réduire et d'éventuellement éliminer la pauvreté, on tend à déproblématiser cet objectif pour ne débattre qu'au sujet des meilleurs « moyens » pour l'atteindre. Le deuxième de ces postulats est que la pauvreté ne pourra être réduite et éliminée sans disposer des « bonnes » mesures pour la saisir (contrainte constitutive de quantification).

Ces deux postulats, qui, effectivement, semblent trop évidents pour poser problème, sont pourtant lourds de conséquences. D'abord, la valeur d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté conduit à éluder une justification épistémologique à propos du changement que représente l'introduction de ce critère au sein des études du développement et de manière plus large, du social et du politique, mais également de la culture, de l'économie, de la psychologie sociale et ainsi de suite. Ce faisant, elle conduit à ignorer ou à dénigrer les « anciennes » formes de conceptualisations de la pauvreté, limitant fortement la distance critique et la réflexivité nécessaire pour aborder de manière scientifique le phénomène. En problématisant à partir d'une mise à distance des conceptions les plus simplistes et en grande partie caricaturées des définitions « monétaires » ou « néolibérales » de la pauvreté, le savoir contemporain insistant sur le caractère multidimensionnel de celle-ci en vient à ignorer de nombreuses questions déjà traitées précédemment, telles que

⁷ Christian Topalov, *Naissance du chômeur – 1880-1910*, Albin Michel, Paris, 1994, p. 215 ; cité par Destremau, « Comment définir la pauvreté... », p. 32.

l'intégration sociale ou les dimensions politiques, sociales, culturelles ou structurelles de la pauvreté. Ces « anciennes » questions parfaitement identifiées et conceptualisées depuis des années, se présentent alors comme de grandes découvertes issues d'une supposée « prise de conscience » du phénomène dans les années 1980 et de l'avancement des connaissances (c'est-à-dire des statistiques) sur la pauvreté. Il ne s'agit pourtant pas du simple « retour » de ces thèmes : en étant réintroduits à partir d'un débat autour des meilleurs indicateurs de pauvreté, ces « anciens » thèmes abordés jadis à partir d'un certain holisme méthodologique, se voient maintenant traités à partir d'un *individualisme méthodologique rationaliste et utilitariste*⁸ qui s'ignore.

Ce renversement épistémologique – qui ne sera pratiquement jamais justifié du fait de la valeur d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté – conduit à produire un savoir *technique* (amnésique et autoréférentiel) autour des meilleurs *moyens* pour réduire la pauvreté et tend à *universaliser* la perspective *particulière* des institutions financières et de développement international. Cet enfermement du savoir sur lui-même conduit à une *fétichisation* de la dimension quantitative de la pauvreté. Fétichisation qui, à travers la proclamation de la multidimensionnalité de la pauvreté, s'étend à la définition du développement, du social, du politique, du culturel, etc. Ainsi, les changements politiques (idéologiques, institutionnels, etc.) introduits par le surgissement du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain au cours des années 1980 sont difficilement perceptibles à partir du savoir contemporain sur la pauvreté puisque ce dernier procède de ce même changement, participe du même consensus, partage les mêmes prémisses, les mêmes méthodes et les mêmes données que l'objet d'étude que nous cherchons à aborder ici.

Ce n'est qu'en abandonnant l'évidence du lien entre augmentation de la pauvreté et croissance de l'intérêt envers celle-ci que nous pourrions aborder directement le phénomène de l'apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain sans en postuler (prédéterminer) le sens. Plutôt que l'augmentation de la pauvreté en tant que telle, ce qui semble être la principale condition de possibilité de la montée de l'intérêt envers ce thème serait justement sa traduction en séries statistiques permettant sa manipulation au sein des mêmes raisonnements économétriques sur lesquels se basent les programmes d'ajustements

⁸ Raymond Boudon, *L'idéologie. L'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1992, p. 313.

structurels auxquels ce thème semble s'opposer⁹. En effet, ce n'est qu'à partir du moment où la pauvreté (et à travers elle le développement, le social, le politique, etc.) a été traduite en « indicateurs » de développement¹⁰, qu'elle est parvenue à s'inscrire au sein des débats de l'époque sur les équilibres (et déséquilibres) structurels issus de la crise de la dette. Cette contrainte institutionnelle, relative à un contexte et à des positions particulières, ne peut certainement pas servir d'assise pour un savoir scientifique. Ce n'est pas la pauvreté en tant que telle qui « exige » d'être traduite en indicateurs de développement mais les stratégies particulières d'institutions et d'acteurs politiques concrets, qui ne pourront être abordés de manière critique qu'en mettant entre parenthèses (en cessant d'universaliser) leur perspective (particulière), pour chercher au contraire à situer les processus idéologiques à travers lesquels ils ont pris valeur de « réalité ».

1.2- « Ce qui est abject va de soi » :

Fétichisation et déproblématisation de la pauvreté

« Ce qui est abject injuste ou révoltant va de-soi », nous rappelle Blandine Destremau¹¹ en critiquant la manière « cynique » par laquelle la Banque mondiale s'appuie sur le caractère inacceptable de la pauvreté pour imposer ses « exigences opérationnelles et les présupposés idéologiques du libéralisme de marché »¹². Pourtant, le même effet légitimant peut être constaté chez pratiquement tous les auteurs et institutions situés dans le champ de études sur la pauvreté, qui tendent à asseoir la pertinence de leur savoir sur le caractère outrageant des mesures et démesures de la pauvreté. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple

⁹ Peter Gibbon, «The World Bank and African Poverty, 1973-91», *The Journal of Modern African Studies*, 30, 2, 1992, pp. 193-220.

¹⁰ Comme nous le verrons plus bas, les débats de l'époque vont se cristalliser autour d'une étude en deux volumes commandée par l'UNICEF :Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (ed.), *Adjustment With a Human Face*, Oxford, Oxford University Press, 1987. Cette étude montre en détail une relation de causalité directe entre les politiques de stabilisation et d'ajustement structurel et l'augmentation de la pauvreté. Elle entraînera des effets considérables en ce qui a trait à la prise en considération des dimensions sociales des ajustements, notamment par la Banque mondiale. Cependant, ces répercussions sont conditionnelles au fait que l'étude ne fait que surajouter une dimension sociale (transformée en variable économétrique) aux mêmes calculs économiques et les mêmes postulats idéologiques guidant ces ajustements. Voir à ce sujet, Gibbon, « The World Bank and African Poverty...

¹¹ Blandine Destremau, « Les indices de la pauvreté dans les approches de la Banque mondiale et du PNUD : Une analyse critique », in Poulin et Salama, (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, p. 71-72.

¹² Destremau, « Les indices de la pauvreté... », p. 72.

parmi tant d'autres, dans l'éditorial de l'ouvrage collectif intitulé *Comment se construit la pauvreté ?*, le Centre tricontinental affirme :

« L'humanité est confrontée à une insoutenable barbarie. Environ *le quart* de sa population vit dans un état de **pauvreté extrême** alors que la **production de la richesse** est parvenue à des sommets inégalés »¹³ (Nous soulignons).

Utilisant les statistiques des organismes internationaux établissant les seuils et les mesures permettant d'établir que le quart de l'humanité (un milliard trois-cent mille personnes) vit dans un état d'extrême pauvreté (moins d'un dollar par jour par personne) le Centre tricontinental en vient à insérer, au cœur même de la problématique générale de son ouvrage collectif, des postulats et des considérations provenant d'organismes dont la vocation ou l'orientation idéologique ne concorde pas nécessairement avec la sienne. Cette convergence implicite est assumée un peu plus loin dans l'éditorial, lorsqu'on affirme :

« La pauvreté sous toutes ses formes demeure, plus que jamais, un problème actuel. L'intérêt récent dont fait l'objet la thématique sociale, jusqu'au cœur des plus **hautes instance internationales**, en témoigne ».¹⁴

Ainsi, la maxime selon laquelle « Ce qui est abject va de soi » peut s'appliquer à l'ensemble du champ des pratiques et du savoir sur la pauvreté. Elle s'applique d'abord à la masse d'études produites par ou autour des organismes internationaux producteurs d'une connaissance « légitimante » directement liée à la promotion des objectifs particuliers de ces organismes¹⁵. Elle s'applique également aux chercheurs qui, malgré leur autonomie institutionnelle vis-à-vis des institutions financières ou de développement international, intègrent sans grande distance critique les données et les postulats idéologiques de ces institutions¹⁶. Mais elle s'applique encore à toute une littérature « critique » qui, indépendamment du fait qu'elle identifie le caractère limité ou instrumentalement

¹³ Centre tricontinental, « éditorial », in Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté...*, p. 5.

¹⁴ Centre tricontinental, « éditorial », in Houtart (dir), *Comment se construit la pauvreté...*, p. 5.

¹⁵ Voir à ce sujet, Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Cahiers de l'IUED, n° 13, Paris, PUF, 2002.

¹⁶ Voir, par exemple, Olivier Dabène, *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Complexe, 1997, pp. 43-45. Cherchant à évaluer le degré de démocratisation des pays latino-américains, Dabène affirme au sujet des programmes de lutte contre la pauvreté : « Des fonds d'« investissement social » ont aussi été créés un peu partout, financés en grande partie par la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale, et destinés à des projets de santé, d'éducation ou d'infrastructure. **Leur succès est indéniable**, même si leur articulation avec les activités des ministères sociaux laisse à désirer ».

surdéterminé des politiques de lutte contre la pauvreté, persiste à évaluer ces politiques en fonction du critère « universel » de la *diminution* de la pauvreté¹⁷. Ainsi, indépendamment du fait que certaines études fassent la promotion de stratégies de lutte contre la pauvreté basées sur la libéralisation des échanges et de l'investissement dans le but de stimuler la croissance (approches dites *monétaires*)¹⁸ et que d'autres, à l'inverse, dénoncent ces stratégies¹⁹ en montrant, par exemple, comment elles postulent et cautionnent une conception « néolibérale » du monde qui engendre plus qu'elle ne réduit la pauvreté²⁰, ces deux pôles du champ des études de la pauvreté se rencontrent dans leur argumentation « économétrique »²¹ cherchant à établir des corrélations vertueuses entre diverses variables dont la quantification est une contrainte méthodologique constitutive, sans laquelle il est impossible d'établir de corrélation. Alors que certains s'attardent à l'analyse des effets « paupérisants » (appauvrissants) de la mondialisation financière²² ; d'autres mettent en évidence comment la diminution de la pauvreté dépend plutôt de la stabilité institutionnelle²³ et de la bonne gouvernance²⁴, de facteurs « structurels » comme l'accès à l'éducation, à la santé et aux

¹⁷ Voir par exemple, Houtart (dir.), *Comment se construit la pauvreté ?...*; Pedro Francke, « Políticas públicas y pobreza en el Perú de los noventa », in Emir Sader (coord.), *El ajuste estructural en América latina, Costos sociales y alternativas*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp. 29-50 ; Rubén Lo Vuolo (dir.), Alberto Barbeito, Laura Pautassi et Corina Rodríguez, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999 ; etc.

¹⁸ Pour une revue critique de cette littérature, voir : Frédéric Lapeyre, « Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté », *Le défi social du développement* – Projet conjoint IUED, UNRISD et SES, dans le cadre du RUIG, <http://www.unige.ch/iued/new/recherche/ruig-dsd/docs/EPO-NG-03-FL.pdf>

¹⁹ Rubén Lo Vuolo (dir.), Alberto Barbeito, Laura Pautassi et Corina Rodríguez, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999 ; Julio Boltvink et Damián Araceli, « La pobreza ignorada. Evolución y características », *Papeles de población*, n°29, juillet-septembre 2001, pp. 21-53.

²⁰ Voir, par exemple : Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, *Régime de croissance, vulnérabilité et protection sociale en Amérique latine. Les conditions macro de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté*. CEPAL, série *Financiamiento del desarrollo* N°140, 2003.

²¹ Voir par exemple, Denis Cogneau, *Inégalités et développement - Quatre études économétriques*, Thèse de doctorat présentée à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2001.

²² Houtart (dir.), *Comment se construit la pauvreté ?...*

²³ Rodrik, Dani, Subramanian, Arvind et Trebbi, Francesco, « Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development », *CEPR Discussion Papers*, n° 3643, novembre 2002, <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksgh/institutionsrule,%205.0.pdf>

²⁴ PNUD, « La Gouvernance : le chaînon manquant », chapitre 5 de *Vaincre la pauvreté humaine, Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000.

services sociaux²⁵ ; d'autres encore élaborent une conception non monétaire du développement insistant sur l'expansion des capacités ou des potentialités humaines, conçues comme le fondement abstrait de l'exercice de la liberté²⁶ ; etc. Par contre, bien que l'introduction de nouveaux indicateurs, de nouvelles définitions plus « humaines » de la pauvreté ou de nouvelles variables explicatives puisse représenter d'importantes avancées en ce qui concerne l'acuité de la mesure, il n'en reste pas moins que toutes ces variables, pour exister et avoir une quelconque valeur dans l'argumentation, doivent nécessairement être traduites en indicateurs quantitatifs du développement. Du fait de leur insertion dans un débat autour de l'*efficacité* des politiques de lutte contre la pauvreté à la faire *diminuer*, ces diverses dimensions subissent une contrainte constitutive de quantification.

La question qui se pose alors est de savoir si, en investissant le domaine des institutions internationales productrices de données statistiques sur la pauvreté, les auteurs, pour critiques qu'ils soient, ne se sont pas fait imposer l'essentiel de la réflexion ; s'ils ne sont pas en train de postuler ce qui justement pose problème, à savoir, le fait même que l'on parle de pauvreté plutôt que d'autre chose. Comme l'exprime l'Institut d'études du Développement Économique et Social de la Sorbonne (IEDES) :

« [...] l'échec réitéré des politiques "d'éradication" de la pauvreté ne se double-t-il pas d'un réel succès, politique celui-ci, dans le domaine du déplacement du champ de réflexion et d'intervention dans et sur les [pays en développement] ? »²⁷.

En dénonçant les politiques néolibérales, la mondialisation financière ou les programmes de lutte contre la pauvreté en fonction de leur incapacité à faire réduire « réellement » la pauvreté, la critique n'est-elle pas en train de se faire imposer les termes du débat, en train de postuler ce qui, justement, pose problème ?

1.2.2- L'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté :

Naturalisation et déproblématisation

L'objectif de lutte contre la pauvreté se présente alors comme un « impératif catégorique » – c'est-à-dire moral²⁸ – devant orienter toute réflexion sur le social, le politique,

²⁵ Pierre Salama, « Des pauvretés en général et de la pauvreté en particulier dans le tiers-monde : évaluations et mesures », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde ...*, pp. 35-64.

²⁶ Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

²⁷ Document de présentation du Centre de recherche de l'IEDES, axe de recherche : pauvreté, 2004.

l'économie et le développement. La valeur d'*impératif catégorique* que possède cette lutte conduit le savoir scientifique à se questionner principalement sur les *moyens* d'atteindre cet objectif, laissant de côté la réflexion préalable et fondamentale sur la justification et l'évaluation critique de cet *objectif* en lui-même. Faisant porter la réflexion sur les *moyens* plutôt que sur les *fins*, les études contemporaines sur la pauvreté tendent alors à universaliser les termes particuliers à travers lesquels la pauvreté est représentée aujourd'hui, dans un contexte précis, lié aux organismes financiers ou de développement international. La contrainte technique et institutionnelle de production d'indicateurs s'infiltré ainsi dans l'ensemble de la réflexion, servant de donnée ou d'argument non seulement aux approches dites objectives, monétaires, matérielles ou basées sur le revenu²⁹, mais également aux approches dites subjectives, structurelles, humaines, des carences ou des capacités³⁰.

Se trouvant en présupposés, la primauté de la lutte contre la pauvreté ainsi que la consubstantialité de sa mesure et de sa définition, cantonnent la réflexion sur la pauvreté à ses dimensions pratiques ou instrumentales, constituant ainsi un « savoir utile » ou « technique », cherchant moins la perspective universelle et la distance critique nécessaire à tout savoir scientifique que l'utilité particulière et immédiate de ce savoir pour l'établissement de politiques étatiques présupposant le caractère inéluctable des contraintes sociales et politiques du *statu quo*. Le statut d'*impératif catégorique* que possède la lutte contre la pauvreté sert ainsi de fondement à une Raison pratique se questionnant sur les meilleurs moyens de « réduire » la pauvreté, sans questionner le bien-fondé de cet impératif. Comme on peut le réfléchir à partir de l'École de Francfort³¹, la réduction de l'objet à ce qui peut être quantifiable et manipulable tend à évacuer ou à subordonner les questionnements éthiques, politiques, esthétiques, etc. à des considérations d'efficacité et d'utilité immédiate, postulant

²⁸. L'*impératif moral et catégorique* : il lie la volonté à la loi par la seule maxime dont il fait le principe de l'action. Emmanuel Kant, *Fondement pour la métaphysique des mœurs*, Paris, Hatier, 2000.

²⁹ Comme celles de la Banque mondiale, de la CEPAL et de l'OCDE ainsi que des nombreux et influents auteurs et « Think Tanks » qui leur sont liés de manière plus ou moins institutionnelle.

³⁰ Comme le PNUD, l'UNICEF et l'OIT ainsi que les auteurs « critiques » généralement influencés par les thèses du prix Nobel d'économie, Amartya Sen.

³¹ Voir, par exemple, Martin Jay, *L'imagination dialectique. Histoire de l'École de Francfort*, Paris, Payot, 1977 ; Max Horkheimer et Theodor Adorno, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983 ; Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Ed Minuit, 1968 ; ou encore, Theodor W. Adorno, *Dialectique négative*, Paris, Payot, 1978.

le caractère inéluctable du *statu quo*. Il y a donc dans cette objectivation une grande part de subjectivité ; c'est-à-dire que le découpage que l'on impose au réel ainsi qu'au sujet observant n'est pas dans la *nature* de l'objet mais dans la *volonté* de ne regarder qu'un certain type de données et de rejeter les autres. L'*être en tant qu'être* est rejeté par cette nouvelle forme de métaphysique qui part de l'*être en tant qu'instrument*. « Si ça fonctionne, ça existe ! ». Une fois prouvée son « efficacité », cette conception œuvre *a priori*, elle prédétermine l'expérience, elle organise le tout. Le sujet observateur est en fait sujet manipulateur qui sur-détermine la nature et l'homme comme instrument (*a priori* technologique). La raison pratique et la raison théorique ne font plus qu'un, dans le projet de dominer la nature. Ne se donnant plus comme objectif de réfléchir le bien fondé de la science-technologie, la raison théorique devient immédiatement pratique, unidimensionnel³².

1.3- Précision de la mesure : Une forme de « problématisation non-problématique »

D'emblée, on ne peut qu'être d'accord avec l'idée d'éliminer la pauvreté. C'est justement cette évidence qui permet la cohabitation des analyses montrant du doigt les politiques d'ajustement structurel en tant que responsables de la croissance de la pauvreté avec celles qui, à l'inverse, font de la libéralisation des économies un facteur déterminant dans la réussite de la lutte contre la pauvreté. Par contre, comme nous venons de le mentionner, le consensus (moral) autour de l'idée abstraite consistant à s'attaquer à ce fléau pluriséculaire, entraîne la plupart du temps l'incorporation de la contrainte constitutive de la quantification, induite par l'usage des données produites par les organismes de développement international. Cette manière d'incorporer *en implicite*³³ une conception quantitative de la pauvreté, dérive paradoxalement d'un débat questionnant la fiabilité et même la pertinence des mesures sur la pauvreté.

La critique la plus commune concerne la mesure *monétaire* de la pauvreté qui aborde cette question à travers l'établissement d'un seuil unique de pauvreté fondé sur le revenu ou, ce qui revient au même, de deux seuils : l'un d'indigence et l'autre de pauvreté. Les seuils les plus fréquemment utilisés et critiqués sont ceux de la Banque mondiale, établissant le seuil de

³² Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*...

³³ C'est-à-dire de manière faiblement problématisée, telle une donnée de base objective et empiriquement incontestable.

pauvreté à deux dollars étasuniens quotidiens *per capita* (en parité de pouvoir d'achat de 1987) et le seuil de l'extrême pauvreté ou de l'indigence à un dollar quotidien *per capita*. On reproche généralement à cette approche « unidimensionnelle » de la pauvreté de déduire la consommation à partir des revenus ; de surestimer la pauvreté dans les pays où les revenus non monétaires sont particulièrement importants³⁴ ; de ne pas tenir compte des différences de prix³⁵ ou des différences géographiques³⁶ à l'intérieur et entre les pays ; de reposer sur un indice de parité de pouvoirs d'achat (PPA) dont le mode de calcul est totalement opaque ou alors sur des données statistiques techniquement peu fiables³⁷ ; mais aussi de ne pas tenir compte de la distribution des revenus³⁸ ; de n'être qu'un indicateur indirect de la pauvreté ne rendant compte ni de la disponibilité ni de l'accessibilité des biens et services fondamentaux (éloignement, insuffisances, discrimination, accès au crédit, fluctuation de prix...), ni des choix effectués dans leur utilisation, ne reflétant donc pas l'impact de cette disposition monétaire sur le bien-être³⁹. Ainsi, selon le PNUD, les indicateurs de revenu ne prennent en considération qu'un moyen – et non les fins – du développement, c'est-à-dire la satisfaction des besoins des populations. Destremau va plus loin en affirmant que :

« [...] le choix de la consommation privée, exprimée en termes monétaires comme critère de définition de la pauvreté procède d'une vision normative commandée par les exigences opérationnelles et présupposés idéologiques du libéralisme de marché. La

³⁴ Pierre Salama et Jacques Valier, *Pauvretés et inégalités dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1994, p. 262. Il est à noter que cette précision conduit à réduire les niveaux de pauvreté des régions dont les revenus non-monétaires comptent pour une part importante de la subsistance. Dans une approche dite « qualitative », cette réduction des indices de pauvreté conduit à valoriser les interventions gouvernementales au niveau des services de santé, d'éducation ou de salubrité. Dans l'application concrète qui est faite des indicateurs de pauvreté, cela peut conduire à exclure tout un pan de la population qui, passant du statut de pauvre à celui de non-pauvre se verrait exclu des cibles établissant les lieux d'intervention légitime ou prioritaire des gouvernements.

³⁵ Bey, « Recherches sur la pauvreté : État des lieux... », p. 874.

³⁶ Jyotsna Jalan et Martin Ravallion, « Geographic Poverty Traps? A Micro Model of Consumption Growth in Rural China », *Journal of Applied Econometrics*, vol. 17, n° 4, 2002, pp. 329-346 ; Voir également, Philippe De Vreyer, Javier Herrera et Sandrine Mesplé-Somps, « Consumption growth and spatial poverty traps: an analysis of the effects of social services and community infrastructures on living standards in rural Peru », *Document de travail DIAL / Unité de Recherche CIPRE*, http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2002-17.pdf

³⁷ Bruno Lautier, « Sous la morale, la politique, La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique Africaine*, n°82, juin 2001, pp. 170-171.

³⁸ Salama et Valier, *Pauvretés et inégalités...*, p. 29.

³⁹ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain* (RMDH), Paris, Economica, 1996, p. 41.

notion même de « niveau de vie minimum » exclut la prise en compte des fonctions sociales de la dépense en tant que forme et vecteur de lien social »⁴⁰.

La critique de ce seuil unique international de un dollar quotidien *per capita* permet alors à divers auteurs critiques de « problématiser » la pauvreté et de développer une série d'améliorations et de précisions qui se présentent comme autant d'avancements scientifiques ou de rapprochements entre le savoir et la réalité⁴¹. Par exemple, en définissant le *seuil d'indigence* en fonction de l'évaluation de la valeur monétaire d'un panier de biens nécessaires à la reproduction de l'individu (ou du foyer) – plutôt qu'en fonction d'un revenu universellement applicable – et en ajoutant un *multiplicateur* dit « *de Engel* » à cette ligne pour tenir compte de l'habillement, du transport et du logement et ainsi obtenir la *ligne de pauvreté*⁴², il devient possible de faire varier le seuil selon les régions et les situations concrètes. De nombreuses précisions et critiques viendront s'ajouter à cette nouvelle mesure prétendument plus précise et malléable⁴³. Par exemple, Julio Boltvinik et Araceli Damián⁴⁴ vont questionner le seuil utilisé par le gouvernement mexicain, en ajoutant des variables telles que les *Nécessités de base insatisfaites* (PNUD), ou en pondérant différemment la composition du *Panier de biens nécessaire*, pour montrer la sous-représentation de la pauvreté urbaine ainsi que la sous-évaluation de la pauvreté en général.

D'autres précisions à la mesure de la pauvreté sont également introduites par l'usage d'indicateurs équité (ou d'inéquité) telles que :

⁴⁰ Destremau, « Les indices de la pauvreté... », p. 72.

⁴¹ Pour ne donner qu'un exemple, dans une entrevue accordée au *Devoir* (26 mars 2005, p. F6), James Galbraith, chercheur principal du *University of Texas Inequality Project* et fils de l'illustre économiste John Kenneth Galbraith, commentait que l'une des principales difficultés auxquelles ont jusqu'à présent été confrontés les chercheurs dans ce domaine tient à « l'extrême pauvreté de données statistiques de qualité ». Tout le travail de son groupe de recherche repose sur l'établissement de « meilleures » données statistiques, reprenant pourtant la plupart des formules créées par le PNUD depuis 1990.

⁴² Martin Ravallion, « La mesure de la pauvreté », *problèmes économiques*, n° 2508, (numéro spécial intitulé *Pauvreté et exclusion*), février 1997, p. 4.

⁴³ Les analyses réalisées par le GIS DIAL (Groupement d'intérêt scientifique, Développement et insertion internationale), par exemple, contestent cette méthode basée sur les normes alimentaires définies par la FAO en fonction du fait qu'elle ne tient pas compte des « variations journalières de l'équilibre énergétique » pas plus que des variations intra- et inter-individuelles des besoins énergétiques ou de la consommation effective. Cité par, Bey, « Recherches sur la pauvreté... » p. 875.

⁴⁴ Boltvinik et Damián, « La pobreza ignorada... » pp. 21-53.

- a) Le *coefficient de Gini* qui établit, à partir de la *courbe de Lorenz*, l'aire se trouvant entre la *ligne d'égalité parfaite* et la *courbe de Lorenz*, en tant que pourcentage se trouvant entre la *ligne d'égalité parfaite* (équivalente à 0) et la *ligne d'inégalité parfaite* (équivalente à 1).
- b) L'*indicateur d'équité*, mettant en rapport les revenus du 40% (ou 20%) de la population ayant les revenus les plus bas avec les revenus du 10% (ou 20%) de la population ayant les revenus les plus hauts, évaluant ainsi la concentration des revenus.
- c) L'*indice de Theil*, permettant de caractériser les inégalités en fonction des variables de l'éducation, l'âge, l'emploi, etc. ou bien entre déciles⁴⁵.
- d) L'*indice de Sen* qui calcule : 1) le nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté absolu exprimé en termes monétaires, 2) la distribution des revenus dans la population à bas revenus et 3) l'intensité de la pauvreté par l'écart moyen des bas revenus⁴⁶.

En explorant diverses formes d'inégalités, les études montrent comment ce facteur d'inégalité peut être déterminant pour que la croissance entraîne une baisse substantielle de la pauvreté⁴⁷. La multiplication d'indicateurs donne alors l'impression que la mesure de la pauvreté est de plus en plus exacte, que l'invention de nouveaux indices ou leurs croisements permettront de se rapprocher de la multidimensionnalité de la pauvreté⁴⁸. Cette problématisation de la mesure conduit ainsi à la production d'un nombre infini d'études pour préciser ou questionner la valeur de chaque mesure ou la valeur des variables isolées. Au-delà des oppositions entre les auteurs qui voient dans la mondialisation ou la libéralisation des échanges une voie privilégiée pour l'élimination de la pauvreté et ceux qui voient dans le même processus de mondialisation financière la cause de l'augmentation et l'intensification de la pauvreté, l'usage commun d'indicateurs de pauvreté et leur mise en relation avec d'autres variables permettant des prises de décision politiques, fournit un terrain commun sur lequel discutent ces études.

⁴⁵ Blandine Destremau et Pierre Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, p. 30.

⁴⁶ Amartya Sen, « Poverty: An Ordinal Approach to Measurement », *Econometrica*, Vol.44, n°2, mars 1976, pp. 219-231

⁴⁷ Voir, par exemple, CEPAL, PNUD et IPEA (Instituto de Pesquisas Econômicas Aplicadas, Brésil), *Hacia el objetivo del milenio de reducir la pobreza en América Latina y el Caribe*, Santiago, Nations unies, 2003 ; voir également, David de Ferranti, Guillermo Perry, Francisco Ferreira et Michael Walton, *Desigualdad en América Latina y el Caribe: ¿ruptura con la historia?*, Washington, Banque mondiale, 2003.

⁴⁸ Destremau et Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté...*

De manière illustrative, nous pouvons noter comment Pierre Salama, auteur critique des politiques « monétaires » de réduction de la pauvreté, affirme :

« On montre ainsi [grâce à l'indice de Theil] que l'éducation, plus précisément l'insuffisance d'éducation, est le facteur qui expliquerait le plus les inégalités (une politique publique qui favorisant l'éducation dans le budget pourrait donc permettre de diminuer les inégalités et ce faisant la pauvreté) ». Cette conclusion est aussi-tôt contredite par une précision capitale : « Évidemment, l'éducation, le type d'emploi, etc. ne sont pas en eux-mêmes explicatives. Le niveau d'éducation trop faible résulte aussi de la pauvreté et la colinéarité est trop importante pour donner une pertinence statistique suffisante »⁴⁹.

La question se pose alors de savoir pourquoi Salama – à l'instar d'Amartya Sen, du PNUD et de la plupart des auteurs critiques au sein de la littérature sur la lutte contre la pauvreté⁵⁰ – déduit l'effet positif des politiques publiques d'éducation à partir d'une corrélation métonymique dont il constate lui-même la limite ?

Une réponse à cette interrogation nous est fournie par Destremau et Salama dans leur ouvrage *Mesures et démesures de la pauvreté*, lorsqu'ils affirment : « La mesure de la pauvreté est supposée donner un contour quantitatif à ce problème, de façon à prendre, par la suite, les décisions qui s'imposeront en connaissance de cette mesure »⁵¹. Précisant que l'importance concrète ou politique du problème dépendra de l'importance de sa mesure, ces auteurs montrent comment les hypothèses sous-jacentes à cette mesure détermineront le sens de ce qui sera mesuré :

« La mesure de la pauvreté se voit ainsi attribuer une finalité noble s'il en est : témoigner de la démesure de la misère comme violation des droits de l'homme, et contribuer à la satisfaction de ces droits. Paradoxalement, c'est dans cette perspective ambitieuse qu'elle se révèle le plus incapable de rendre compte des dimensions les moins quantifiables de la misère et des souffrances qu'elle produit inévitablement, sauf à multiplier et à croiser les critères de façon à se rapprocher de leur multidimensionnalité. »⁵²

La production d'indices recouvre ainsi une dimension politique qui explique (sans nécessairement justifier) cette production et reproduction systématique de mesures et corrélations de la pauvreté. C'est autour de la légitimation de différents modèles politiques ou

⁴⁹ Pierre Salama, « Des pauvretés en général... », p. 43.

⁵⁰ Il importe de spécifier qu'il n'est question ici que des études critiques s'inscrivant dans le champ spécifique des études sur la pauvreté. Le commentaire n'inclut donc pas les études critiques ayant pour objet les pratiques institutionnelles se développant au nom de la lutte contre la pauvreté.

⁵¹ Destremau et Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté...*, p. 146.

⁵² Destremau et Salama, *Mesures et démesure de la pauvreté...*, p. 149.

sociaux que s'affrontent indirectement les différentes mesures de la pauvreté. La question qui persiste est encore de savoir si, en habilitant certaines politiques publiques (sur le plan de l'éducation, de la santé ou de l'alimentation, par exemple) par la démonstration de leur plus grande « efficacité » à réduire la pauvreté, ces auteurs et institutions ne se sont pas fait imposer l'essentiel de la réflexion, surdéterminant ou subordonnant leurs résultats à une forme d'utilitarisme postulant les intérêts des populations concernées, les priorités gouvernementales, les formes d'intervention et le contexte social, politique et économique dans lequel doit se dérouler cette action. Loin de permettre un regard critique sur le phénomène, la multiplication des indices et des croisements et l'introduction de la « multidimensionalité » de la pauvreté dans la réflexion ne serait-elle pas en train d'élargir à chaque fois l'emprise de cette *raison instrumentale*⁵³ sur des pans de plus en plus vastes du social ? En d'autres termes, en problématisant la pauvreté à travers les erreurs ou les insuffisances de ses mesures, n'est-on pas en train de déproblématiser le fait même que l'on doive nécessairement traduire cette pauvreté par des indicateurs quantifiables subordonnés à des contraintes institutionnelles relatives à la gestion de la pauvreté ?

1.4- Pauvreté humaine : Une conception « qualitative » de la pauvreté?

La critique du réductionnisme lié à la mesure monétaire de la pauvreté tout comme la recherche d'indicateurs composites cherchant à embrasser la « multidimensionnalité » à laquelle font référence Destremau et Salama dans la citation précédente, rejoint les efforts déployés par le PNUD pour élaborer des *Indicateurs de développement humain* qui incorporent dans la définition de la pauvreté de multiples dimensions (psychologiques, sociales, politiques, etc.). Cette convergence se fait autour des travaux du prix Nobel d'économie (1998) Amartya Sen, qui définit le développement, non pas en fonction de la croissance du PNB ou des revenus, pas plus qu'en relation à l'industrialisation, le progrès technologique ou la modernisation, mais plutôt comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus⁵⁴. À sa suite, le PNUD définit le développement comme un processus visant à élargir les possibilités offertes aux individus. Selon ces principes, la pauvreté possède une multiplicité de visages et va bien au-delà d'une insuffisance de revenus.

⁵³ Marcuse, *L'homme unidimensionnel*...

⁵⁴ Amartya Kumar Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003, p. 15.

La pauvreté se reflète aussi dans les mauvaises conditions de santé ou d'éducation, dans le manque d'accès au savoir et aux possibilités de communication, dans l'impossibilité d'exercer des droits politiques et de faire valoir les droits de la personne humaine et dans l'absence de dignité, de confiance et de respect de soi-même⁵⁵.

Cependant, participant à la même économie politique des statistiques que les autres intervenants de la pauvreté, le PNUD, tout comme Sen et la plupart des auteurs critiques sur la question de la pauvreté, vont subordonner leur critique à la *contrainte constitutive de quantification*. En 1990, par exemple, dans son premier *Rapport mondial sur le développement humain*, le PNUD va créer un *Indicateur de développement humain* (IDH) censé refléter la position d'un pays par rapport à l'unité du progrès humain évalué en fonction de possibilités fondamentales dont devraient disposer les personnes pour s'intégrer à la société et lui apporter leur contribution. Bien que, sur le plan de la définition abstraite de la notion de *possibilités* ou de *capacités*, le PNUD incorpore des dimensions très larges comme les libertés civiques et politiques ainsi que les droits humains, l'IPH, lui, ne retiendra que les trois principales possibilités, sans lesquelles « un grand nombre d'autres opportunités restent inaccessibles ». Ces trois possibilités sont celles de mener une vie longue et saine, d'acquérir des connaissances et d'avoir accès aux ressources nécessaires pour disposer d'un niveau de vie décent. Une fois traduites en Indicateur de développement humain, ces trois possibilités se transforment en la moyenne arithmétique entre trois éléments : la longévité (mesurée par l'espérance de vie à la naissance) ; le niveau d'éducation (mesuré par une combinaison du taux d'alphabétisation des adultes et du taux de fréquentation scolaire aux trois niveaux) ; et le niveau de vie (traduit par le PIB en termes réels, exprimé par dollars PPA)⁵⁶. Le PNUD va également produire, en 1995, un *Indicateur sexospécifique du développement humain* (ISDH) et un *Indicateur de participation des femmes* (IPF), de manière à mettre l'accent sur les inégalités sociologiques entre les sexes. En 1996, il élabore un *Indicateur de pauvreté humaine* (IPH), d'abord nommé *Indicateur de pénurie de capacités* (IPC), cherchant à rendre compte, comme son premier nom l'indique, de la pénurie de *capacités* vécues par les individus et non pas, comme le fait l'IDH, du niveau moyen de capacités atteint par un pays en relation à une norme. L'IPC « se fonde sur les paramètres représentant les dimensions les

⁵⁵ PNUD, RMDH/ 97, Paris, Economica, 1997, p. iii.

⁵⁶ À ce sujet, voir Destremau, « Les indices de la pauvreté... », p. 76.

plus élémentaires des manques et déficits affectant la vie humaine : faible longévité, manque d'éducation de base et absence d'accès aux ressources privées et publiques »⁵⁷. Les variables sur lesquelles s'appuie l'IPH sont :

« [...] le pourcentage d'individus risquant de décéder avant quarante ans, le pourcentage d'adultes analphabètes et les services procurés par l'économie dans son ensemble, cette troisième variable est représentée par trois critères : le pourcentage d'individus n'ayant pas accès aux services de santé et à l'eau potable et le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition. »⁵⁸.

La conception de la pauvreté se dégageant des indicateurs du PNUD est qualifiée de qualitative⁵⁹, de subjective et de structurelle⁶⁰, en fonction du contraste patent et explicite entre ces indicateurs et la mesure monétaire de la pauvreté : qualitative, car ces indicateurs ne conçoivent pas la pauvreté uniquement comme un manque matériel mais également comme un manque de droits, de libertés et de perspectives, de dignité... ; subjective, car ces indicateurs prétendent rendre compte du dénuement vécu par les personnes, plutôt que d'utiliser un indicateur indirect comme le revenu ; structurelle, enfin, car, en s'intéressant aux facteurs conçus tout autant comme une cause que comme une conséquence de la pauvreté, ces indicateurs permettraient de s'attaquer aux structures mêmes de la pauvreté, chose que ne feraient pas les indicateurs de développement fondés sur le revenu ou sur le PNB⁶¹.

Il est toutefois étonnant que l'on désigne comme *qualitatif*, un indicateur *quantitatif* de carences ou de besoins ; comme *subjective*, l'*objectivation* du dénuement ; et comme *structurelle*, une description de la pauvreté définissant ces « structures » en fonction de catégories statistiques reprenant directement et exclusivement des catégories *administratives* de l'État (soit la santé, l'éducation, la salubrité et les services)⁶², sans rapport direct à la

⁵⁷ PNUD, RMDH/ 97, p. 5.

⁵⁸ PNUD, RMDH 97, p. 15

⁵⁹ Pierre Salama, « Des pauvretés en général... », p. 56.

⁶⁰ Marguerite Bey, « Recherches sur la pauvreté... », p. 885.

⁶¹ Les arguments pour soutenir cette limite du PNB ainsi que des indicateurs de revenu, répétés à satiété dans la littérature sur la pauvreté, sont, d'une part, qu'un fort taux de pauvreté monétaire peut coïncider avec une pauvreté humaine limitée, ou l'inverse (PNUD, 1997 : 42 et suivantes) ; et, d'autre part, que le revenu n'est qu'un indicateur indirect qui ne rend compte ni de la disponibilité ni de l'accessibilité des biens et services fondamentaux (éloignement, insuffisances, discrimination, accès au crédit, fluctuation de prix...), ni des choix effectués dans leur utilisation, et ne reflète donc pas l'impact de cette disposition monétaire sur le bien-être.

⁶² « La structure des principaux facteurs déterminant les niveaux de pauvreté (éducation, emploi, accès à la propriété et nombre de personnes par foyer) et leur distribution n'ont pas changé de manière

structure sociale ou productive. Les causes « structurelles » de la pauvreté ne réfèrent alors qu'au type et à la quantité de dépenses sociales de l'État, n'incorporant les éléments habituellement considérés comme structurels – tels les que rapports sociaux, de pouvoir ou de production⁶³ ou encore le type d'insertion des économies du Tiers monde dans la Division internationale du travail – qu'une fois traduits au sein d'indicateurs de développement postulant la normalité et la désirabilité d'une forme particulière des structures sociale, politique et économique.

En mettant l'emphasis sur les *capacités de base insatisfaites* dans l'élaboration de ses paramètres, il est clair que le PNUD poursuit d'autres buts que ceux de la Banque mondiale. Alors que l'indicateur de pauvreté monétaire de la Banque Mondiale soutient implicitement une conception du développement basée la croissance économique par la libéralisation des échanges et des rapports de production⁶⁴, les indicateurs de capacités du PNUD, eux, impliquent surtout une intervention des pouvoirs publics et une réduction des inégalités. Le PNUD accorde en effet une attention particulière à la structure des dépenses publiques en évaluant d'une part, le rapport entre la dépense publique et le PNB et d'autre part, le montant des dépenses sociales et des dépenses sociales prioritaires⁶⁵. Cependant, on aurait tort d'opposer ces deux conceptions du développement et de la pauvreté. Le PNUD ne prétend pas que le revenu n'ait aucune incidence sur les possibilités offertes aux individus et ne se prive pas d'utiliser des indicateurs monétaires comme le PIB, comptant pour un tiers de l'IDH. Il utilise les revenus pour établir des indices d'équité ou pour développer un seuil de pauvreté monétaire variable selon les régions⁶⁶. Quant à elle, la Banque mondiale ne prétend

significative; en d'autres termes, la région ne s'est pas encore défaite des structures sociales qui perpétuent la pauvreté d'une génération à l'autre. ». José Antonio Ocampo et Juan Martin (éds.), *Une décennie d'ombres et de lumières, L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, Santiago du Chili, CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) / IEHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), 2003.

⁶³ À l'exception de ses formes les plus abjectes comme le servage, l'esclavage ou le travail des enfants.

⁶⁴ Destremau, « Les indices de la pauvreté dans les approches de la Banque mondiale et du PNUD : Une analyse critique », in Poulin et Salama, (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, pp. 65-89.

⁶⁵ PNUD, RMDH/ 96, p. 79.

⁶⁶ En se basant sur des « sondages concernant le budget, le revenu ou les dépenses disponibles des ménages » (PNUD, RMDH/ 97, p. 261), le PNUD établit le seuil de pauvreté, à deux dollars (en Parité de pouvoir d'achat de 1985) quotidiens *per capita* pour les pays d'Amérique latine, à quatre dollars (PPA 1990) pour les pays d'Europe de l'Est et la CEI et à 14,5 \$ pour les pays industrialisés et de un dollar pour le reste des pays.

pas que les dépenses sociales ou les inégalités n'aient aucune importance, loin s'en faut. Par exemple, justifiant l'investissement en santé ou en éducation en fonction de leurs effets positifs sur la croissance, la Banque place les dépenses sociales au centre de ses préoccupations et de ses stratégies de lutte contre la pauvreté. Elle s'intéresse également aux effets pervers de l'inégalité en ce qui a trait à l'objectif de réduction de la pauvreté et va même jusqu'à développer, comme nous le verrons plus loin, des « Évaluations participatives de la pauvreté », s'appuyant sur les perceptions qu'auraient les pauvres eux-mêmes de leur condition.

Ainsi, bien que ces deux institutions aient des conceptions fort différentes du développement, s'expliquant entre autres par leurs différentes fonctions ou vocations (la Banque mondiale étant, après tout, une banque), la convergence autour de l'idée de lutte contre la pauvreté et de la nécessité d'une mesure de celle-ci font en sorte que ces deux institutions, tout comme la masse d'auteurs discutant autour des données qu'elles leur fournissent, tendent à ne pouvoir concevoir la pauvreté autrement que comme quantité à réduire à travers de « bonnes » politiques. Prétendant humaniser la vision économiciste du développement, les approches dites humaines ne seraient-elles pas en train d'« économétriser » l'humain, cherchant à l'insérer dans des suites statistiques permettant son suivi, sa hiérarchisation, sa manipulation en fonction d'objectifs institutionnels et de méthodes précises et contraignantes ?

1.4.1- Le développement en tant qu'expansion des libertés :

Divergences et convergences entre les indicateurs du PNUD et la pensée Sen

Bien que les indicateurs de pauvreté du PNUD reprennent le vocabulaire et les orientations idéologiques ou éthiques exprimées par Amartya Sen (qui participe d'ailleurs personnellement à l'élaboration d'études pour cette institution), il ne serait pas juste de ne considérer les propositions de cet auteur qu'à partir de l'usage qu'en fait le PNUD dans ses indicateurs, contraints par des conditions de production particulières. La conception du développement en tant que « processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus »⁶⁷, se veut une vision large intégrant « des données politiques, économiques et sociales hétérogènes qui mettent en jeu toutes sortes d'institutions ainsi que leurs

⁶⁷ Sen, *Un nouveau modèle économique* ..., p.15.

interactions »⁶⁸.. La pauvreté n'est alors qu'un facteur parmi d'autres pour rendre compte du développement. Et sa définition en tant que « privation de capacités de base »⁶⁹ est censée permettre de l'aborder, au-delà d'un manque de revenu, en fonction du critère ultime du développement : la liberté. La pauvreté est alors considérée comme un déni de liberté, au même titre « que la tyrannie, l'absence d'opportunités économiques comme les conditions sociales précaires, l'inexistence de services publics autant que l'intolérance ou la répression systématique exercée par les états autoritaires »⁷⁰..

En tant qu'objectif constitutif du développement, la liberté possède une valeur en soi, indépendamment de ses effets sur la croissance. Néanmoins, les thèses de Sen cherchent à montrer que la liberté constitue également un des principaux vecteurs de développement. S'opposant à l'idée selon laquelle il serait nécessaire de générer d'abord la richesse pour ensuite pouvoir la distribuer, Sen cherche à montrer comment les *capacités* (conçues en tant que potentialités nécessaires à l'exercice concret des libertés) peuvent être élargies indépendamment du PNB par habitant et, plus encore, comment l'élargissement de ces capacités a des effets bénéfiques sur le PNB. Cette convergence entre les libertés « substantielles », c'est-à-dire valorisées en soi et pour soi, et les libertés instrumentales, c'est-à-dire générant des effets positifs sur la croissance, est rendue possible grâce à une définition des libertés « substantielles » dans les mêmes termes que ceux des indicateurs (quantitatifs)⁷¹ de développement. Cela permet ensuite l'insertion de ces libertés substantielles dans des déductions économétriques permettant des prises de décisions politiques (*policy making*) qui posent l'économie de marché comme contexte nécessaire et inéluctable, bien que, somme toute bénéfique. En effet, Sen accorde aux mécanismes de marché une valeur de « liberté naturelle », au même titre que la liberté de parole ou que les échanges entre individus :

⁶⁸ *Ibid.*, p.13.

⁶⁹ *Ibid.*, p.36.

⁷⁰ *Ibid.*, p.16.

⁷¹ « La privation de capacités élémentaires se traduit par une mortalité prématurée élevée, de la malnutrition (surtout pour les enfants), une morbidité persistante, un fort taux d'illettrisme et autres problèmes ». *Ibid.*, p. 36.

« Certes, le mécanisme de marché contribue de façon significative à la croissance économique, mais cet aspect est secondaire, dès lors que l'on admet l'importance directe d'échanger des mots, des biens, ou des cadeaux »⁷².

On pourrait voir dans cette référence à la parole et au don⁷³ (*échanger des mots des biens ou des cadeaux*), une prise de distance vis-à-vis de l'utilitarisme dominant la pensée développementaliste anglo-saxonne. Pourtant, en mettant en équivalence le don, la parole, et les échanges de biens, Sen n'est-il pas plutôt en train de naturaliser l'échange marchand ? N'est-il pas en train de le faire entrer dans la même catégorie de sens que la parole et les échanges entre personnes ? Reste à établir si cette « relecture » du marché le conduit, comme pour Marcel Mauss, à revoir la nature des échanges marchands en y incorporant leur dimension symbolique⁷⁴ ou si, au contraire, il ne tendrait pas plutôt à faire entrer l'ensemble des échanges (de mots, de biens et de cadeaux) entre les personnes au sein d'une logique immanente du marché. Déjà la concession rhétorique (« Certes ») faite au début de cette citation à une conception du marché en tant que mécanisme d'optimisation de l'allocation des ressources (« le mécanisme de marché contribue de façon significative à la croissance économique ») nous donne un certain indice. Cependant, c'est l'ensemble des postulats et des positions soutenues par Sen qui nous permet de trancher cette question.

En effet, alors que dans la citation précédente l'échange se présente de manière abstraite et générale, comme faisant partie de la nature humaine, dans la plupart des cas chez l'auteur, l'échange fonctionne de manière très concrète, en relation aux institutions d'une société marchande qui se voit ainsi naturalisée :

« Refuser la liberté de participer au marché du travail est l'une des manières de maintenir les gens dans une situation de sujétion et d'asservissement... »⁷⁵ ;

⁷² *Ibid.*, pp.19-20.

⁷³ Marcel Mauss, « Essai sur le don, Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1968, p. 145-284.

⁷⁴ Caillé, Alain, « Don et symbolisme », in M.A.U.S.S., *Plus réel que le réel, le symbolisme*, Paris : La Découverte/M.A.U.S.S., 1998.

⁷⁵ Sen, *Un nouveau modèle économique...*, p. 20. Dans la conception de Sen, il est impossible que le marché puisse engendrer des formes indignes serviles ou dégradantes de production puisque ces formes sont définies comme étant non marchandes, mais plutôt esclavagistes, féodales, archaïques. Cette forme de dualisme permet une conception ontologiquement bonne du marché, lui attribuant exclusivement les bénéfices relatifs aux industries modernes et performantes et déplaçant la responsabilité des aberrations engendrées par les formes de propriété pourtant nécessaires à l'existence d'une économie de marché, vers des retards sur le plan culturel ou politique.

« Des limitations arbitraires imposées au mécanisme de marché peuvent conduire à une restriction des libertés, conséquence directe de l'absence de marché. Un déni d'opportunités économiques – celles offertes par l'existence du marché – équivaut à un déni de libertés. »⁷⁶.

Ainsi, en définissant les rapports marchands et salariés comme des libertés substantielles et fondamentales, et en définissant le marché comme un mécanisme vertueux engendrant nécessairement la croissance des biens et des opportunités sociales, il n'est pas étonnant que l'on retrouve des corrélations positives entre la « liberté » (« en soi et pour soi ») et la croissance économique.

Le même phénomène se constate dans la manière de construire les dimensions sociales et politiques du développement en tant que liberté :

« Les libertés politiques (libre expression et élections) favorisent la sécurité économique. Les opportunités sociales (l'accès à l'éducation et à la santé) facilitent la participation économique. L'ouverture économique (la possibilité de participer à la production et aux échanges) aide à améliorer le niveau de vie individuel ainsi qu'à dégager des fonds publics pour les services sociaux »⁷⁷

Les libertés politiques, déjà restreintes aux élections et à la liberté d'expression, se voient mises en relation directe avec la « sécurité économique ». De même, les opportunités (libertés) sociales se voient réduites à la santé et à l'éducation et valorisées en fonction de leurs effets sur la « participation économique ». Inversement, la libéralisation économique se voit confirmée en tant que mécanisme par excellence pour accroître le bien-être et la richesse des nations.

Plutôt que d'enrichir la conceptualisation et l'analyse des échanges et du développement, en y incorporant des dimensions « humaines », non-utilitaristes, éthiques, sociales ou politiques, ce que fait la pensée sénienne c'est plutôt d'appauvrir la notion de liberté en la contraignant systématiquement à fonctionner au sein de raisonnements « néo-utilitaristes », naturalisant le marché et le salariat, postulant les effets bénéfiques de la libéralisation des échanges, réduisant non seulement l'utilité mais la liberté et le désir à la généralisation d'un type de société fétichisant la marchandise. Les « nouvelles » dimensions (sociales, politiques, familiales, symboliques) du développement ne viennent que se

⁷⁶ *Ibid.*, p. 43.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 25.

surajouter au postulat d'un marché qui les subsume et leur donne le cadre nécessaire au sein duquel elles doivent s'exercer :

« On imagine mal comment un réel processus de développement pourrait prendre place sans un recours massif au marché, mais on ne doit pas pour autant relativiser le rôle du soutien social, de la réglementation, ou même des orientations gouvernementales lorsque celles-ci visent à enrichir les vies humaines »⁷⁸.

C'est ainsi que la liberté peut s'intégrer harmonieusement dans le marché et que ces deux dimensions d'un seul processus peuvent se renforcer mutuellement :

« L'absence de libertés économiques favorise le déni de libertés sociales tout comme l'absence libertés sociales ou politiques facilite le déni de libertés économiques »⁷⁹

La pensée de Sen s'oppose pourtant explicitement à l'utilitarisme. Reprenant la critique que Rawls adresse à ce courant et incorporant de manière remaniée la notion de « dotations minimales de départ », Sen cherche à s'éloigner d'une conception abstraite et générale de l'utilité ou du bonheur, pour introduire à sa place les notions de « potentialités », de « capacités » et de « libertés » qui, elles, n'auraient pas à préjuger de ce que les gens désireraient ou réaliseraient concrètement. Sen va plus loin, en cherchant également à dépasser ces notions (de capacités ou de potentialités), jugées trop abstraites ou générales, en leur critiquant le fait qu'elles ne permettent pas d'établir si les individus exercent réellement ces potentialités. Il développe alors la notion de *fonctionnalité* qui cherche à rendre compte, par des résultats *mesurables*, des effets concrets engendrés par ces potentialités. Et c'est justement par là que les principes abstraits d'un type d'*individualisme méthodologique rationnel et utilitariste*⁸⁰ – donnant valeur universelle à une conception normative particulière – sur « ce que les gens ont raison de désirer »⁸¹ seront réintroduits dans l'analyse.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 21.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 22.

⁸⁰ Pour une distinction entre l'*individualisme méthodologique de type rationnel et utilitariste* et ceux de type *rationnel mais non utilitariste* et de type *irrationnel*, voir Raymond Boudon, *L'idéologie. L'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1992, p. 313.

⁸¹ On reconnaît bien dans cette formule, répétée à satiété dans les textes de Sen, la trace de l'individualisme méthodologique qui ne cherche pas à expliquer les phénomènes sociaux à partir d'une rationalité commune à chaque individu. Voir à ce sujet, Dan Sperber, *Individualisme méthodologique et cognitivisme*, in Raymond. Boudon, François. Chazel et Alban. Bouvier (eds.) *Cognition et sciences sociales*. Paris: Presse Universitaires de France, 1997, pp. 123-136.

En effet, Sen entend interpréter le développement à partir d'une « base factuelle, centrée sur les libertés réelles dont les gens veulent – avec raison – bénéficier »⁸². Cependant, il n'y a pas à proprement parler de méthode pour établir « ce que les gens ont raison de désirer ». Ces désirs sont déduits des postulats généraux, dont nous venons de parler, au sein desquels l'économie de marché (ouverte et libéralisée) se trouve élevée au rang d'une liberté fondamentale intrinsèque à la nature humaine, au même titre que le langage et les liens sociaux. Ainsi, pour Sen, la « liberté d'échanges et de transactions [est une] de ces libertés élémentaires auxquelles **les gens ont raison d'aspirer** »⁸³. De même, les indicateurs de développement comme les taux de mortalité, d'alphabétisation, de scolarisation, de fécondité, de croissance, etc. se transforment en autant d'objectifs et d'aspirations « auxquelles les gens ont raison d'aspirer » ; ce qui conduit à réduire la liberté aux indicateurs de développement comme la mortalité, le taux d'alphabétisation, le taux de fécondité, le taux de croissance, etc. Les pauvres se voient alors chosifiés dans des indicateurs de carences (ou de capacités) et le rôle d'« agents » qui leur est attribué se trouve réduit à l'application de ces principes universels, établis de manière abstraite, sans égard pour les aspirations concrètes qu'ils pourraient effectivement avoir.

De la même manière, Sen prend ses distances vis-à-vis de la notion de *capital humain* en montrant comment celle-ci tend à réduire l'humain à un facteur de production⁸⁴, argumentant que sa méthode valoriserait l'humain en soi et pour soi, en fonction du bien-être que les capacités (constitutives de la notion de capital humain) offrent aux individus en leur permettant de développer leurs aspirations. Par contre, en réduisant ces capacités à des indicateurs de développement (comme le taux d'alphabétisation, de morbidité ou de natalité) il ne parvient pas à faire en sorte que cette position de principe se traduise, sur le plan de l'analyse, en une incorporation d'aspirations concrètes se situant ailleurs que ces facteurs de développement et, ultimement, de production. « Ce à quoi les gens ont raison d'aspirer » ne peut être que la réalisation d'une économie de marché, tempérée par des interventions étatiques guidées par un savoir abstrait et général sur les indicateurs de développement.

⁸² Sen, *Un nouveau modèle économique...*, p. 35.

⁸³ *Ibid.*, p. 19.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 382 et suivantes.

Ainsi, bien que Sen prétende fonder son argumentation sur une « base factuelle, centrée sur les libertés réelles dont les gens veulent – avec raison – bénéficier »⁸⁵, il apparaît que ces libertés, loin d'être « concrètes » et « désirées » par les gens, sont plutôt déduites d'une conception particulière (utilitariste), tendant à s'universaliser à partir d'un individualisme méthodologique postulant les désirs des populations. Loin d'être « concrète », la méthode utilisée par Sen pour établir les aspirations des populations s'appuie sur une conception « abstraite » et minimale de ce que les « individus » (et non pas les populations concrètes) « devraient » désirer. Cette manière de postuler les désirs des populations analysées tend ainsi à évacuer toute analyse des aspirations sociales concrète et à imposer une forme particulière de vie en société travestie en désir ultime des individus.

1.4.2- Approches en termes d'exclusion

La même manière de postuler les aspirations des populations en fonction de la contrainte constitutive de quantification se constate également au sein d'approches fondées sur la notion d'*exclusion sociale*. Bien que cette notion ait surtout été développée pour aborder la pauvreté dans les pays industrialisés⁸⁶, des auteurs comme Bhalla et Lapeyre ont cherché à en faire une adaptation permettant d'y intégrer les pays du Tiers monde. Tout comme Sen, ces auteurs critiques travaillant sur le thème de la pauvreté critiquent le caractère limité de la notion de pauvreté – réduisant le problème à ses dimensions monétaires ou matérielles – et cherchent à développer une conception multidimensionnelle qui permette d'incorporer dans un seul et même concept les dimensions économiques, sociales et politiques de l'exclusion sociale de certaines populations. Selon ces auteurs, bien que la pauvreté soit fortement corrélée aux deux autres dimensions de l'exclusion sociale, elle ne permet pas, à elle seule, de rendre compte des autres dynamiques pouvant l'engendrer. Une bonne performance sur le plan des indicateurs sociaux (alphabétisme, mortalité, pauvreté, etc.), par exemple, ne permet pas de préjuger du respect des libertés civiques et politiques, des effets psychosociaux du chômage endémique, de l'absence de discrimination fondée sur la race, l'ethnie, le genre, l'âge, etc. À l'inverse, disent-ils, la pauvreté matérielle ne signifie pas nécessairement l'exclusion sociale :

⁸⁵ *Ibid.*, p. 35.

⁸⁶ Voir à ce sujet, Bey, « Recherches sur la pauvreté...

« People can be poor and not be excluded from certain basic needs ; they may continue to enjoy some access to the labor market, to some physical resources and to political rights and obligations. »⁸⁷.

La notion d'exclusion sociale cherche ainsi à rendre compte de l'effet cumulatif de diverses dimensions du social pouvant entraîner l'exclusion, la marginalisation ou le décrochage d'un secteur donné ou, au contraire, faciliter son intégration.

Cependant, au moment de l'application de ces principes à des études concrètes, le recours aux mêmes indicateurs quantitatifs de pauvreté décrits précédemment s'impose de lui-même, réduisant considérablement leur portée. Le fait que ces auteurs reprennent intégralement les indicateurs d'inégalité ou de pauvreté humaine en tant qu'indicateurs de la dimension économique et sociale de l'exclusion rend superflue une démonstration supplémentaire à ce sujet. Toutefois, il est important de montrer comment la notion d'exclusion sociale, appliquée à l'analyse des sociétés du Tiers monde, tend à étendre cette contrainte jusqu'aux dimensions dites politiques ou « relationnelles ». En cherchant à quantifier (négativement) la participation sociale, par exemple, on tend à réduire cette dimension à des taux de criminalité censés rendre compte de la désagrégation du tissu social :

« Extent of social participation reflected in the extent of weakening of social fabric, as measured by greater crime, juvenile delinquency and homelessness, and so on [...] captures relational aspects – relations among individuals as well as between the citizens and the State. »⁸⁸.

N'étant qu'un indicateur indirect et négatif de la participation, la criminalité reste tout aussi abstraite que les autres indicateurs critiqués plus haut et conduit ainsi au même type de déductions qui, tout en prétendant incorporer « la perception que les gens ont de leur propre situation et besoins »⁸⁹, ne fait que légitimer, universaliser ou fétichiser un type particulier d'organisation sociale ou de projet de développement.

De la même manière, les dimensions culturelles, associatives ou communautaires se voient traduites en fonction de leur impact économique, en tant que capital social⁹⁰. Elles peuvent favoriser « la transmission d'information, la transparence et la confiance nécessaire à

⁸⁷ Ajit Bhalla et Frédéric Lapeyre, *On Poverty and Social exclusion in a Global World*, London, Macmillan, 1999, p. 13.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 22.

⁸⁹ « ...rooted in peoples own analysis of their situation and needs », *Ibid.*, p.29.

⁹⁰ Guy Hermet, *Culture et Développement*, Paris, Presses de sciences po, 2000.

l'investissement et réduisant les coûts de transaction » ou constituer des polices d'assurance contre le risque ou facilité la recherche d'emploi ou la mobilité sociale⁹¹.

1.4.3- Induction des besoins à partir d'enquêtes participatives

Cette tendance à la déduction des intérêts, des comportements et des désirs des pauvres à partir d'une conception utilitariste de leurs besoins semblait pourtant avoir été remise en question au sein de la littérature sur la pauvreté dès la fin des années 1990. Inspirées par l'étude en trois volumes dirigée par Deepa Narayan, intitulée *La parole est aux pauvres*⁹², plusieurs études cherchent à *induire* les besoins et aspirations des pauvres à partir d'enquêtes d'opinion participatives (*Évaluation participative de la pauvreté*) plutôt qu'à les *déduire* à partir de conceptions générales sur ce que devraient désirer les pauvres. L'étude *La parole est aux pauvres* précise ainsi :

« Nous avons procédé par induction pour découvrir les dimensions de la pauvreté que les pauvres jugent importantes et pour saisir leur perception de la pauvreté. À cet effet, nous avons dû faire abstraction de nos idées préconçues sur divers sujets : ce que les pauvres estiment important, le rôle de secteurs particuliers dans la lutte contre la pauvreté, les différences entre les régions et entre les sexes, et le cadre conceptuel le plus adapté pour comprendre la pauvreté. »⁹³.

Devant tant d'ouverture, il est étonnant de constater que les conclusions de l'enquête aboutissent aux mêmes catégories que celles des études procédant par déduction. Ainsi, les principales conclusions de l'enquête établissent que la pauvreté est un « phénomène **pluridimensionnel** aux éléments interdépendants » ; que la pauvreté est définie par les pauvres comme un « **manque** de ce qui est nécessaire au **bien-être matériel**, en particulier la nourriture, mais aussi le logement, les terres et les autres **actifs** » ; que les pauvres « souffrent particulièrement de l'absence **d'infrastructure de base** » ; etc. Ainsi, en procédant à des généralisations par abstraction, en fonction des mêmes catégories génériques préexistantes, l'énorme masse de matériel d'entrevues ouvertes et participatives, loin de permettre un

⁹¹ Voir Bhalla et Lapeyre, *On Poverty and Social exclusion...*, p. 35 et suivantes.

⁹² Le premier volume, *Écoutons-les*, rassemble les témoignages de plus de 40 000 pauvres interrogés dans le cadre des évaluations participatives de la pauvreté effectuées par la Banque mondiale dans 50 pays ; le deuxième volume, *Il faut que cela change*, repose sur une nouvelle étude comparée portant sur 23 pays ; et le dernier, *De tous les horizons*, présente des analyses régionales et des études de cas par pays. En tout, on parle d'un total de 60 000 pauvres interviewés dans 60 pays différents.

⁹³ Deepa Narayan, *La parole est aux pauvres (Vol. I), Écoutons les*, Paris, ESKA/Banque mondiale, 2001, p. 35.

dépassement des « idées préconçues » semble plutôt servi à donner une plus grande légitimité empirique aux catégories antérieurement déduites.

Par ailleurs, l'ouverture qui aurait pu être faite à des analyses qualitatives de la représentation que les pauvres ont de la pauvreté se voit annulée par les objectifs préconisés par l'ensemble du reste de la littérature scientifique de ce champ, comme on le voit ici :

« Les méthodes participatives ont initié un dialogue qui en mobilisant différents acteurs permettent une appropriation des politiques. Cette approche présente toutefois un certain nombre de limites. Les premières découlent du caractère trop descriptif des informations recueillies qui sont peu adaptées pour les prises de décision. Les décideurs souhaitent en effet le plus souvent des informations quantitatives pour aider à la définition des politiques. »⁹⁴.

Les résultats de ces enquêtes sur la perception que les pauvres auraient d'eux-mêmes ou de la pauvreté sont ainsi réinsérés dans les mêmes raisonnements économétriques cherchant à établir les meilleures corrélations entre un nombre limité de variables (éducation, santé, salubrité, bonne gouvernance, culture ou participation politique⁹⁵, etc.) et la croissance économique ou la diminution de la pauvreté. Cette réinsertion est d'autant plus facile que les résultats des « inductions » reprennent la même terminologie que les principes abstraits déduits de conceptions « utilitaristes » des besoins ou de la rationalité humaine.

1.5- Pauvreté et redéfinition du politique : Bonne gouvernance et transitologie

Comme on peut le voir dans la critique faite aux méthodes participatives en fonction de leur faible capacité d'adaptation aux « prises de décision » (évoquée ci-haut), la contrainte constitutive de quantification de la pauvreté est le corollaire d'un second présupposé, selon lequel la mesure de la pauvreté serait nécessaire à l'élaboration et à l'évaluation de *bonnes politiques* pour la combattre. L'élimination de la pauvreté se présente alors comme *LA* tâche principale des gouvernements et, du fait de son caractère *primordial*, comme le fondement de leur légitimité. Plus qu'une connaissance empirique de la pauvreté, le savoir contemporain sur ce thème se présente alors en tant que dispositif de définition normative du politique.

⁹⁴ Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, « Pensez-ils différemment?, La "voix des pauvres" à travers les enquêtes statistiques », *Document de travail du DIAL* (Développement et insertion internationale), DT/2001/13, pp. 6-7

⁹⁵ Qui, comme nous l'avons montré, du fait de leur traduction en indicateurs, perdent pratiquement toute relation aux notions de culture ou de participation.

Le lien le plus explicite entre le thème de la lutte contre la pauvreté et cette redéfinition normative du politique peut être situé au niveau de l'apparition du thème de la Bonne gouvernance, assumé explicitement par le PNUD en 1997 puis par l'Assemblée générale du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale en septembre 1999. Circulant antérieurement dans les débats de la communauté intellectuelle des études du développement, le thème de la Bonne gouvernance (*governability*) cherche à expliquer les échecs réitérés des politiques de lutte contre la pauvreté en les imputant au manque d'efficacité, de crédibilité ou de stabilité des institutions ou gouvernements du Tiers-monde⁹⁶. Face à l'incapacité des politiques pro-pauvres à apporter la croissance et la baisse de la pauvreté escomptée, on prône leur renforcement plutôt que leur remise en question par le biais de nouvelles conditionnalités dites de « réformes institutionnelles », c'est-à-dire des réformes affectant le système politique en tant que tel. Telle la pratique de la saignée qui s'est perpétuée pendant plus de deux millénaires malgré l'absence d'une quelconque efficacité thérapeutique, en invoquant le fait que si le malade mourrait c'était dû au fait qu'on l'avait saigné trop tard ou trop peu, les programmes de lutte contre la pauvreté peuvent se poursuivre et même se renforcer, indépendamment de leurs nombreux ratés, en déplaçant au niveau du politique l'instance prenant en charge les échecs⁹⁷.

De plus, le concept de « bonne gouvernance » permet de statuer explicitement sur les réformes politiques « imposées » aux pays débiteurs et d'*inverser le sens des conditionnalités*⁹⁸ en ne subventionnant que les pays s'étant préalablement engagés à mener à bien des réformes par la production de *Documents stratégiques de réduction de la pauvreté* (DSRP)⁹⁹. Ainsi, comme l'indique le *World Development Report 2000-2001* :

⁹⁶ Voir, par exemple, Rodrik, Subramanian et Trebbi, « Institutions Rule: The Primacy of Institutions... » ; voir également, Paul Cammack, « What the World Bank Means by Poverty Reduction, and why it matters », *New Political Economy*, Vol. 9, n° 2, juin 2004, pp. 189-211.

⁹⁷ Nous traiterons en détail cette question au cours des chapitres 3 à 6.

⁹⁸ Si nous parlons d'inversion du sens des conditionnalités, c'est que celles-ci n'ont plus besoin de se présenter comme des « conditions » mais comme des « aides » à des pays s'étant préalablement engagés « de leur propre gré » à lutter contre la pauvreté par l'élaboration des *Documents stratégiques de réduction de la pauvreté* ou d'autres types de plans conformes à cet objectif.

⁹⁹ Pour une synthèse des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'insertion des DSRP en leur sein, voir Julien Cerqueira et Claire Brodin, *La lutte contre la pauvreté : Acteurs, modalités, enjeux*, Paris, Haut Conseil de la coopération internationale, 2004, <http://www.hcci.gouv.fr/lecture/upload/lcp.pdf>

« Aid should be directed to countries with high levels of poverty. But that should be only part of the criteria for allocating aid. Also essential is having the right policy and institutional framework in place to make poverty reduction a success. »¹⁰⁰.

Cette volonté d'influer sur le « cadre institutionnel » nécessaire à la lutte contre la pauvreté implique alors une influence directe des *conditionnalités* (ou de l'*aide*) sur l'élaboration de politiques publiques spécifiques. Elle peut aussi aller jusqu'à engendrer une intromission dans le processus législatif lui-même, comme le suggèrent Holmes, Knack et *al.* :

« There is reason to assume that the architecture of the State, including the relationships between the executive, legislative, and judiciary branches and other institutional arrangements for the transfer of power between governments, including voting arrangements and electoral laws, affect the performance of the public sector in responding to poverty. »¹⁰¹

Ainsi, certaines institutions internationales ont élaboré des outils destinés à soutenir les gouvernements désireux d'entreprendre des réformes institutionnelles mais faisant face à une opposition parlementaire importante. La Banque mondiale présente notamment sur son site web des documents visant à aider les divers gouvernements à identifier et à court-circuiter les oppositions parlementaires et extra-parlementaires aux réformes institutionnelles, y compris par des modifications à la Constitution¹⁰². Des auteurs réfléchissant la gouvernance alimentent cette conception en prônant la mise en place de mécanismes de « lock-in », destinés à enchâsser dans les corpus constitutionnels des mesures empêchant que les réformes institutionnelles adoptées ne soient ensuite annulées par des gouvernements ayant d'autres orientations politiques¹⁰³. Cette orientation interventionniste sur le processus de décision

¹⁰⁰ Bonnie Campbell, Marie-Christine Doran et Samia Kazi Aoul, "Good Governance, Institutional Reform, and Poverty Reduction in Africa" " in Haroon Akram-Lodhi, Robert Chernomas, Ardesir Sepehri (Eds), *Globalization, Neo-conservative Policies and Democratic Alternatives*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishers, 2005, p. 239.

¹⁰¹ Malcolm Holmes, Stephen Knack, Nicholas Manning, Richard Messick, Jeffrey Rinne, *Governance and Poverty Reduction. Background paper for World Bank*, 2000. World Development Report 2000-2001: Attacking Poverty, Washington, World Bank, 2000, p. 28.

¹⁰² Marie-Christine Doran ,Bonnie Campbell et Samia Kazi Aoul, « Quelques enjeux autour de « Bonne gouvernance, lutte contre la pauvreté et réformes institutionnelles en Afrique », *Courrier du Forum de Delphes*, (Paris), no 47, avril-mai 2002. .

¹⁰³ Voir notamment cette conception développée par Larry Diamond dans *Prospects for Democratic Development in Africa* (Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Palo Alto, 1997 et reprise dans l'ouvrage collectif dirigé par le même auteur, notamment dans l'article de Paul Collier, « Learning from Failure : The International Financial Institutions as Agencies of Restraint in Africa », in Andreas Schedler, Larry Diamond, Marc F. Plattner, (eds), *The Self-restraining State. Power and Accountability in New Democracies*, Boulder and London : Lynne Rienner Publishers, 1999, pp. 313-332.

politique est justifiée par l'argument de la nécessité de la lutte contre la pauvreté. Pourtant, comme l'indiquent Campbell, Doran et Kazi Aoul en analysant les effets de la relation entre réformes institutionnelles et lutte contre la pauvreté en Afrique :

« The institutional reforms propounded by the World Bank offer a conceptualization of the working of political processes predicated upon stability and system persistence. Despite the official rhetoric, this view emphasizes top-down strategies laid out by the executive, and minimizes the role of elected officials, political parties, and parliaments. It is a particularly technocratic approach to democracy, based upon seeking to depoliticize the political, and, in so doing, could be argued to be creating a substantial distance from the liberal and pluralist model of democracy that many in Africa would seek. Finally, there is serious reason to believe that the nature of debt reduction mechanisms, conditional as they are on the introduction of specific institutional reforms, and which are considered as the central feature of poverty reduction strategies, by contributing to the "locking in" of African states may well represent a new restriction on the notion of their sovereignty. »¹⁰⁴

En assumant de manière explicite le lien entre la lutte contre la pauvreté et les réformes du politique, nommées « réformes institutionnelles », le thème de la bonne gouvernance consacre l'idée de lutte contre la pauvreté en tant qu'objectif central et inquestionnable du politique.

L'influence du paradigme paupériste déborde cependant de la sphère des études et des institutions de développement. Il se retrouve également dans ce que Guy Hermet qualifie du plus important apport des sciences politiques latino-américaines : la « transitologie »¹⁰⁵. Au sein de ces études cherchant à partir d'un minimalisme méthodologique les conditions abstraites (minimales) pour l'implantation d'un système démocratique, la pauvreté et les inégalités apparaissent comme des contraintes négatives, empêchant la consolidation des institutions démocratiques. La lutte contre la pauvreté et les inégalités se présente alors comme un critère de légitimité des régimes politiques¹⁰⁶. Sans être faux, ce diagnostic conduit à déduire les conditions de légitimité des régimes à partir des critères techniques issus du débat sur les bonnes mesures et les bonnes politiques de lutte contre la pauvreté. La légitimité

¹⁰⁴ Campbell, Doran, Kazi Aoul, *Good Governance, Institutional Reform...*, p. 263.

¹⁰⁵ Guy Hermet, « L'Amérique latine face à la théorie démocratique », in Marques Pereira, Bérangère (ed.), *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, Cahiers GELA-IS N° 1, 2001.

¹⁰⁶ Sur ce sujet, voir, Ducatenzeiler et al, *La consolidation de la démocratie : nouveaux questionnements*, *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, n°2, 2001 ; voir également, André Corten, « La démocratie et l'Amérique latine : théories et réalités », in *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Cahiers du GELA-IS, N° 1, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 42 et suivantes.

politique tend alors à se réduire à l'application de politiques « efficaces » de réduction de la pauvreté et des inégalités, de croissance économique et de bonne gouvernance (transparence, comptabilité (*accountability*), stabilité, etc.), c'est-à-dire, à une question d'« efficacité » politique économique ou sociale¹⁰⁷. Comme l'exprime Doran :

« [...] On va parfois jusqu'à établir que la demande d'efficacité est le seul élément pouvant empêcher une perte d'intérêt pour le politique dans son ensemble, et, par conséquent, que pour regagner la légitimité, qui est vue comme s'effritant, l'efficacité d'un gouvernement est posée comme étant la condition suffisante. Cette efficacité est définie autour de deux grands axes : la gestion des politiques sociales ciblées sur les besoins des plus pauvres et la tenue d'élections sur une base régulière. »¹⁰⁸

Pour parler d'*efficacité politique*, il est nécessaire que le politique se constitue en un objet de savoir « positif ». Ce qui revient à le nier : à transformer une science des rapports de force en une technique de gestion sociale¹⁰⁹. En effet, si l'on postule d'avance les objectifs du politique, si l'on établit d'avance que la stabilité politique, économique et sociale est l'objectif suprême de tout gouvernement ou organisation politique et que l'on établit de manière tout aussi précise les moyens à travers lesquels on peut atteindre cet objectif, il ne reste plus rien à analyser des objectifs ou aspirations que peuvent se donner les populations ou les organisation politiques concrètes. Il ne reste plus qu'à classer les mouvements ou actions concrètes des acteurs politiques en fonction de cet axe moral permettant de départager la « bonne » de la « mauvaise » politique. Cette manière de procéder peut difficilement permettre de problématiser la lutte contre la pauvreté et d'aborder, précisément, ses dimensions *politiques*. Faisant partie des postulats, des critères d'évaluation et des solutions aux problèmes, il ne s'agira que d'établir la distance séparant tel gouvernement ou telle institution de cet objectif ultime et « inquestionnable ». Partageant avec les élites politiques

¹⁰⁷ Voir par exemple, Joseph Nye, « Globalization's Democratic Deficit », *Foreign Affairs*, Vol. 80 n° 4, juillet-août 2001, pp. 2-6; ou Andreas Schedler, Larry Diamond et Marc Plattner (dirs.), *The Self-restraining State. Power and Accountability in New Democracies*, Boulder et Londres : The Lynne Rienner Publishers, 1999.

¹⁰⁸ Doran, *Légitimité et processus démocratiques...*, p. 41. Voir également : Couffignal, Georges (dir.) *Réinventer la démocratie ; le défi latino-américain*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

¹⁰⁹ À ce sujet, Bruno Lautier et Pierre Salama parlent d'une stratégie de dépolitisation des inégalités, c'est-à-dire d'une façon de les traiter en terme d'organisation et de techniques, et non de pouvoir et de droits politiques : « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde », *Revue Tiers-Monde*, N° 142, avril-juin 1995, p. 245. Voir également James Ferguson, *The Anti-Politics Machine : « Development », Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

une même conception du bon gouvernement, ces analyses scientifiques comportent une large part de normativité politique, prenant parti pour un modèle particulier de gestion du social, au détriment d'une conception ouverte (indéterminée) de la démocratie et du politique¹¹⁰.

1.6- Études de la pauvreté ou ingénierie sociale ?

À la lumière de ce survol des principales formes contemporaines de conceptualisation de la pauvreté, il apparaît que le champ des études de la pauvreté s'intéresse moins à la *compréhension* de la pauvreté en tant que telle qu'à l'élaboration d'une série de *prescriptions* politiques en fonction du critère de lutte contre la pauvreté¹¹¹. En d'autres termes, la pauvreté n'est abordée qu'en fonction de sa manipulation, monitoring ou instrumentalisation par les gouvernements¹¹². C'est cette caractéristique qui pousse la production de connaissances sur la pauvreté vers l'identification ou la création de variables pouvant être insérées dans des raisonnements économétriques permettant d'évaluer l'impact des institutions, de l'investissement social, de la culture, etc. sur la croissance, la stabilité ou la *réduction* de la pauvreté. Par contre, étant donné le statut d'impératif catégorique que possède la lutte contre la pauvreté, la dimension politique de ce savoir se verra masquée par l'apparente technicité ou neutralité de ses raisonnements. Se questionnant sur la fiabilité de la mesure plutôt que sur la nécessité ou l'*utilité* de celle-ci, ce savoir tend à fétichiser (réifier) cette conception quantitative, technique et économétrique non seulement de la pauvreté mais aussi et peut-être encore d'avantage, du politique, qui se voit alors réduit à n'être qu'une ingénierie sociale fondée sur des corrélations vertueuses entre variables du développement, évacuant de la réflexion, les acteurs, les intérêts, les conflits, les rapports de force... bref, le politique.

¹¹⁰ Claude Lefort, *L'Invention démocratique. Les Limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

¹¹¹ Comme le montrait John Kenneth Galbraith, dans *Théorie de la pauvreté de masse* (*The Nature of Mass Poverty*, 1979), Paris, Gallimard, 1980 ; ou comme le montre Bruno Lautier dans « Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », in, Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde*, pp. 93-123 ; ou encore Destremau dans « Comment définir la pauvreté... ; ainsi que dans « Les indices de la pauvreté... »

¹¹² Comme le montre Gibbon, « The World Bank and African Poverty... »

1.7- Le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 : Augmentation de la pauvreté ou changement de paradigme ?

Cette fétichisation de la pauvreté fait en sorte qu'il soit pratiquement impossible pour le savoir contemporain sur la pauvreté de problématiser le surgissement du thème dans les années 1980. Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, le récent engouement pour la pauvreté est expliqué en fonction du caractère inacceptable des niveaux de pauvreté (*impératif catégorique*) et/ou de leur augmentation conjoncturelle dans les années 1980 sous l'effet de la crise et/ou des Programmes d'ajustement structurel. Bruno Lautier et Pierre Salama établissent même une loi plus générale et universelle en affirmant que « la pauvreté ne revient au centre du discours politique que dans les moments de crise intense »¹¹³. Or, à toute crise, à toute pauvreté ou à toute augmentation de celle-ci n'a pas toujours correspondu un discours ou un savoir portant directement sur elle¹¹⁴ ; encore moins le type précis de savoir consistant à chiffrer la pauvreté et à l'insérer dans des raisonnements économétriques permettant la prise de décisions politiques. Dans les années 1930, par exemple, au moment où l'Amérique latine connaissait une crise de ses réseaux d'exportation, le problème de la crise n'était pas du tout posé en fonction de l'augmentation de la pauvreté mais plutôt en termes de rapports commerciaux internationaux, d'industrialisation et de modernisation des rapports sociaux¹¹⁵. Ce débat se concrétise dans l'après guerre avec l'élaboration, notamment au sein de la CEPAL, de thèses sur la détérioration des termes de l'échange et sur l'industrialisation par substitution d'importations¹¹⁶, ou encore sur la dépendance¹¹⁷ ou sur le processus de

¹¹³ Lautier et Salama, « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde... », p. 245.

¹¹⁴ Il est intéressant de noter que le thème de la pauvreté se développe, au sein du champ des études du développement dans les années 1970, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'Approche des besoins de base (*Basic Needs Approach*), sans aucun lien direct avec une quelconque crise économique, dans un contexte de constante amélioration des indicateurs de développement. Nous aborderons plus en détail cette approche au quatrième chapitre.

¹¹⁵ Alain Rouquié, *Amérique Latine, Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1987, pp. 285-286.

¹¹⁶ Raúl Prebisch, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, México, Fondo de Cultura Economica, 1971 (c1963).

¹¹⁷ Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, Presses universitaires de France, 1978 ; voir également, Fernando Henrique Cardoso, *Les idées à leur place, Le concept de développement en Amérique latine*, Paris, A.M. Métailié, 1984, notamment le chapitre 2 « La dépendance revisitée », pp. 71-110 ; ou encore, André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine*, Paris: Maspero, 1972.

modernisation¹¹⁸, d'intégration¹¹⁹, de lutte¹²⁰ ou d'action¹²¹, sans que jamais la pauvreté ne soit traitée de manière particulière, comme un phénomène *en soi*.

La figure du pauvre ou de la pauvreté est également largement absente du discours politique à la même époque. Bien que l'on retrouve des expressions comme « le père des pauvres » ou « la abanderada de los pobres » pour désigner respectivement Getúlio Vargas au Brésil et Eva Perón en Argentine, cette figure du pauvre est subordonnée à la logique d'opposition entre le peuple ou « los de abajo » et le « pouvoir » la « domination » l'« oligarchie corrompue »¹²²... Il s'agit, par ailleurs de la figure des *pauvres* et non pas de la *pauvreté* qui, comme nous le verrons, dans les chapitres suivants, entretiennent entre elles des rapports faussement paradigmatiques¹²³. La question sociale est subsumée par celle de modernisation ou de révolution et semble devoir se régler par un processus de salarisation ou de « prolétarianisation »¹²⁴ généralisée de la population et d'universalisation des droits sociaux¹²⁵, sans que les pauvres ou la pauvreté ne fassent l'objet d'un traitement systématique, central ou thématique.

¹¹⁸ Gino Germani, *Politique société et modernisation*, Paris, Duculot, 1971

¹¹⁹ Roger Vekemans et Ramón Venega, *Marginalidad, incorporación e integración*, Santiago: DESAL, 1966; José Nun, «Marginalidad y otras cuestiones», *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, N°4, décembre 1972, FLACSO, p.97-127; etc.

¹²⁰ Gunder Frank, *Le développement du sous-développement...*; Nun, « Marginalidad y otras cuestiones...

¹²¹ Alain Touraine, *Actores sociales y sistemas políticos en America latina*, Santiago, Éd. PRELAC, 1987.

¹²² Ernesto Laclau, «Populismo y transformación del imaginario político en América latina», *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 42, junio 1987, p. 29.

¹²³ Bien que l'on puisse croire que « pauvre » et « pauvreté » entretiennent des rapports paradigmatiques, c'est-à-dire de substituabilité, en fonction de leur partage du radical « pauvre », l'analyse de leur fonctionnement discursif montre comment ces termes peuvent fonctionner de manière totalement distincte, limitant leur rapports associatifs à une simple racine lexicale commune. Pour synthétiser, la pauvreté réfère à une « objectivation » d'un phénomène abstrait tandis que le pauvre correspond à une « subjectivation » d'un groupe social, accédant par-là au statut d'acteur ou de sujet politique. Ainsi, l'idée de pauvreté « exclue » celle de pauvre...

¹²⁴ Dans le sens développé par André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier: Mexique/Algérie*, Paris, l'Harmattan, 1988.

¹²⁵ Bruno Lautier, « Une protection sociale mutualiste et universelle: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », in Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions «macro» de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », *CEPAL – SERIE Financiamiento del desarrollo* N° 140, pp. 45-70.

1.8- Conceptions antérieures de la « pauvreté » dans la littérature scientifique latino-américaine

Ainsi, le surgissement de la pauvreté dans l'espace conceptuel latino-américain entraîne des changements épistémologiques d'envergure, ignorés en fonction de ce que nous avons appelé plus tôt, le truisme de la pauvreté. Le social et le politique jadis abordés en Amérique latine par le biais des catégories *structuro-fonctionnalistes*, *marxistes* (*historico-structuralistes*) ou *mouvementalistes*, sont maintenant analysés à travers la catégorie de pauvreté qui n'existait préalablement dans aucun de ces trois corps théoriques antérieurs. En effet, le fonctionnalisme abordait le secteur le plus pauvre de la population à travers le concept de *marginal*¹²⁶ ; les interprétations marxistes, reprenant ce concept de marginal¹²⁷, le convertissaient en une modalité de la catégorie plus large du prolétariat (définie comme *surpopulation relative non-fonctionnelle*¹²⁸ ou *secteur tertiaire*¹²⁹ entendu comme commerce informel) ; enfin, les théories des mouvements sociaux abordaient ce même secteur à travers le concept d'*acteur* et d'*identité*¹³⁰. Ces différences lexicales ne peuvent être réduites à de simples différences de termes pour désigner la même « réalité ». Les tranches de la population comprises dans chacune de ces catégories ne se recoupent pas nécessairement ; pas plus que la *signification* de chacune de ces différentes catégories ne peut être homologuée. L'interprétation de ce qu'on appelle aujourd'hui la pauvreté n'est pas la même selon qu'on l'analyse avec l'une ou l'autre de ces catégories. Ainsi, le concept de marginalité faisait notamment référence au dysfonctionnement d'une partie de la population ne participant pas aux « naissances » structures modernes des sociétés latino-américaines,

¹²⁶DESAL, La marginalidad en America Latina : un ensayo de diagnóstico, Barcelona, Herder, 1969; de même que, *La marginalidad urbana: origen, proceso y modo*, Buenos Aires: Troquel, 1970. Voir également les premières études ayant introduit le concept de marginalité, d'abord en tant que concept relatif à la migration, à l'habitat et au comportement : José Matos Mar, « Migración y urbanización, "Las barriadas limeñas, un caso de integración a la vida urbana" », in *Urbanización en Latinoamérica*, UNESCO, 1962, puis comme phénomène plus large lié au développement : Rubén Utría, « El problema de la vivienda y las condiciones de desarrollo latinoamericano », in *Urbanización en Latinoamérica*, Santiago: CEPAL, 1966.

¹²⁷Pour une revue critique des différentes conceptions de la marginalité voir Aníbal Quijano, *Imperialismo y "marginalidad" en America latina*, Buenos Aires: Mosca azul Editores, 1967.

¹²⁸José Nun, « Marginalidad y otras cuestiones... »

¹²⁹Gunder Frank, « Instabilité et intégration dans les zones urbaines d'Amérique latine », in *Le développement du sous-développement...*, p. 282.

¹³⁰Alain Touraine, *La Parole et le sang, Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988 ; Vicente Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, ECO, Santiago, 1987.

appelant ainsi à des politiques globales d'intégration, tant au niveau civique, politique et culturel que social, urbain¹³¹ et économique. Quant à elle, l'analyse de ce segment de population à travers la catégorie de sous-prolétariat urbain impliquait une participation de ce secteur à la lutte révolutionnaire, aux côtés du prolétariat¹³². Enfin, les théories des mouvements sociaux prônaient la potentialisation de projets historiques autonomes d'acteurs sociaux particuliers¹³³.

Ainsi, en justifiant la production de connaissances sur la pauvreté en fonction du caractère outrageant de cette dernière (impératif catégorique) et en problématisant la question en fonction du caractère limité des conceptions « néolibérales », « unidimensionnelles » ou « monétaires » de la pauvreté, la littérature contemporaine sur ce thème fait l'économie d'une justification épistémologique de ses outils théoriques et de ses données empiriques par rapport à un savoir antérieur ignoré ou tenu pour nul ou dépassé. Cette amnésie est particulièrement frappante si l'on considère le fait que les théories de la marginalité incorporaient tout autant ladite « multidimensionnalité » de la pauvreté (ou plutôt du social) que la perspective de l'exclusion et de l'intégration sociale que se targue d'avoir inclus la littérature sur la lutte contre la pauvreté. La principale distinction entre ces deux types de conceptions de l'exclusion sociale se situe sur le plan méthodologique : l'« ancienne » s'appuyant sur un holisme méthodologique postulant l'interdépendance entre différentes structures du social, tandis qu'à l'inverse, la contemporaine repose sur un individualisme méthodologique déduisant le comportement à partir d'une conception universalisante de ce que « les gens ont raison de vouloir » – plutôt que d'une analyse des structures sociales. Un débat sur les avantages ou les inconvénients de ces différentes perspectives n'entre pas dans le cadre de cette thèse. Cependant, rappelons simplement au passage que la conception

¹³¹ Martha Schteingart montre (dans « La urbanización popular, Interpretaciones teóricas y orientación de los estudios », in Schteingart (coord.), *Pobreza, condiciones de vida y salud en la ciudad de México*, El Colegio de México, Mexico, 1997.) comment la catégorie de pauvre n'existait pas dans les études de l'habitat urbain populaire (marquées par la catégorie de « marginal ») et comment le thème de la pauvreté n'apparaît qu'à la fin des années 80. Les premières études sur la marginalité proviennent justement d'urbanistes qui identifiaient le développement d'occupations irrégulières de terrains à la périphérie des villes à un phénomène de migration de la ville vers la campagne.

¹³² Manuel Castells, *Luttes urbaines*, Paris: Maspero, 1973.

¹³³ Touraine, *Actores sociales y sistemas políticos...*; de même que dans *La parole et le sang...*; voir aussi Daniela Sánchez, « Instituciones y acción poblacional: seguimiento de su acción en el periodo 1973-1981 », in FLACSO, *Espacio y poder: los pobladores*, Santiago: FLACSO, 1985, pp.123-170.

« marginaliste » tendait également à imposer une représentation normative de l'être en société en fonction de l'universalisation de l'idéal type de la société moderne (occidentale, industrialisée). Il ne s'agit pas de chercher à établir laquelle de ces conceptions de la pauvreté serait la plus appropriée à rendre compte de ce qu'est ou n'est pas la pauvreté mais simplement de constater la coupure épistémologique¹³⁴ survenue par l'introduction du thème de la lutte contre la pauvreté dans le domaine de la sociologie du développement et l'incapacité du savoir contemporain à situer et à justifier cette coupure du fait du *truisme de la pauvreté*, c'est-à-dire des formes de *déproblématisation* relatives au débat sur les bonnes mesures de la pauvreté et les meilleurs moyens pour la combattre tendant à postuler la lutte contre la pauvreté en tant qu'objectif universel, qu'impératif catégorique.

1.8.1- Représentations et conceptualisations de la pauvreté selon les époques

Cette distinction entre le nouveau *savoir-pouvoir*¹³⁵ sur la pauvreté et les anciennes formes de connaissance et de pratiques sur celle-ci ne concerne pas exclusivement la période d'après-guerre en Amérique latine. La nouvelle approche de la pauvreté, en tant que fléau à éradiquer, constitue également une nouveauté par rapport à pratiquement toutes les autres formes de représentation de la pauvreté jusqu'à maintenant¹³⁶. Par exemple, dans son étude sur les « sentiments » face à la pauvreté du Moyen Âge jusqu'à nos jours, Bronislaw Geremek montre comment, au Moyen Âge, la pauvreté était « sanctifiée » : elle était soit perçue comme une vertu (la pauvreté volontaire) soit comme un moyen pour les riches d'atteindre le salut. Ce n'est qu'à partir du XVI^e siècle que commence la période « moderne » du traitement de la pauvreté et, avec elle, une perception purement négative de celle-ci, en tant que statut dégradant. La perception des pauvres par la société oscillera alors, selon Geremek, entre « la potence ou la pitié »¹³⁷, entre attitude répressive et caritative. Cependant, tant au Moyen Âge qu'à l'époque moderne, la définition de la pauvreté reposait davantage sur la distinction entre « bons » pauvres (méritant un soutien) et « mauvais » pauvres

¹³⁴ Notamment le passage d'un holisme méthodologique constitutif du structuro-fonctionnalisme vers un individualisme méthodologique (rationnaliste et utilitariste).

¹³⁵ Michel Foucault, *Histoire de la sexualité* v.1 : *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976,

¹³⁶ Comme le mentionne Lautier dans « Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine...

¹³⁷ Bronislaw Geremek, *La potence ou la pitié, L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Paris Gallimard, 1987.

(indignes), que sur leur dénombrement, sans aucune référence à l'idée d'éradication de la pauvreté. Ce même rapport « moral » – bien qu'abordé de manière « utilitariste » – se constate également dans les débats autour des *Poor Laws* en Angleterre. En effet, ces débats portaient sur les effets que l'aide pouvait avoir sur le comportement des pauvres, cherchant alors à hiérarchiser les *types* de pauvres selon leur degré d'aptitude au travail, toujours sans chercher systématiquement et prioritairement à quantifier la pauvreté et encore moins à l'éradiquer. Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que Charles Booth¹³⁸ invente la « ligne de pauvreté » et, encore, l'usage qui en est fait est davantage descriptif qu'analytique. Cette ligne de pauvreté constitue un moyen de repérage plus qu'un outil « prescriptif » ou normatif déterminant le traitement de la pauvreté ou le politique en général. De même, la réflexion menée par l'économie politique classique du XVIII^e et du XIX^e siècle – notamment par Sismondi, Rodbertus, Lassalle, Smith Ricardo et Marx – va établir un lien entre paupérisme (tendance générale à l'appauvrissement) et fonctionnement du système économique mais cette réflexion est menée au sein d'une argumentation historique, typique de l'économie politique de l'époque, plutôt que quantitative ou économétrique¹³⁹ comme c'est le cas actuellement. Le paupérisme est interprété comme la conséquence (passagère ou permanente) du passage d'un type de société ou de mode de production à un autre.

1.8.2- Pauvreté, citoyenneté et développement

Ainsi, malgré le fait que la pauvreté soit un thème et une réalité récurrente dans l'histoire, elle n'a pas toujours été abordée en termes de pauvreté et encore moins en tant que quantum à dénombrer¹⁴⁰, à réduire et à éliminer. Pour donner un dernier exemple, bien que la question de la pauvreté se retrouve très tôt dans les fondements de l'État moderne, sa conception était subordonnée à l'idée de citoyenneté. Comme le montrent Lautier et Salama dans leur article « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde », à partir de la Révolution française, la question de la pauvreté est formulée en fonction de la

¹³⁸ Charles Booth, Albert Fried (éd.) et Richard M. Elman (ed.), *Charles Booth's London : a portrait of the poor at the turn of the century, drawn from his life and labour of the people in London*, New York, Pantheon Books, 1968.

¹³⁹ Denis Cogneau, *Inégalités et développement - Quatre études économétriques*, Thèse de doctorat présentée à l'École des Hautes études en sciences sociales, Paris, 2001.

¹⁴⁰ « L'histoire réelle a pu être transformée par la manière de conter – ou de compter », Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972, p. 3.

contradiction entre le principe républicain d'égalité des citoyens et l'impossibilité pour les pauvres de jouir de leurs droits naturels. « En dépit de leur misère les pauvres ne peuvent pas ne pas être égaux, puisqu'ils participent du même statut juridique que tous les autres citoyens. Déjà au niveau formel de l'égalité donc, l'impossibilité d'en exclure les pauvres, fait de la misère dans l'ordre libéral un problème de toute autre nature par rapport à la vieille question de la mendicité. En particulier, cela rend caduc le régime de tutelle dans lequel étaient maintenus les mendiants. Il faut désormais penser une voie d'accès des pauvres au droit. »¹⁴¹.

Ce raisonnement peut ressembler à s'y méprendre aux thèses avancées par Amartya Sen, selon lesquelles la pauvreté est une négation de *statut* plus que de *revenu*. En effet, comme nous l'avons vu plus tôt, la conception senienne cherche à élargir le spectre des capacités des plus démunis afin de leur permettre d'exercer leur statut de citoyen. Il y a cependant une différence fondamentale entre ces deux manières de concevoir la citoyenneté et la pauvreté qui tend à inverser les termes du débat et illustre le changement incorporé par ce nouveau savoir sur la pauvreté. Alors que dans le cas des débats politiques entourant la révolution française, le contraste entre la citoyenneté et le (non)statut des pauvres s'établit en fonction d'une conception précise de la citoyenneté, basée sur les droits naturels, au contraire, dans la conception senienne, la citoyenneté tend plutôt à être définie de manière minimaliste, à partir des *carences* ou, au mieux, des *capacités*, des *potentialités* ou des *fonctionnalités*. Accéder à la citoyenneté est alors défini en fonction du dépassement d'un certain seuil de carences plutôt que comme l'accès à un statut juridique et politique établi en fonction d'une conception transcendante de la nature humaine et du politique.

Le même phénomène peut être remarqué sur le plan du développement. Malgré le fait que le thème de la pauvreté se retrouve au fondement de l'idée moderne de développement économique¹⁴², durant la période précédant la thématization de la lutte contre la pauvreté, le développement n'était pas défini en fonction de la pauvreté, comme aujourd'hui, mais bien l'inverse. Alors que les indicateurs de pauvreté avaient un statut d'*indicateur* de développement, c'est-à-dire d'indices d'autre chose qu'eux-mêmes, désormais, le développement est conçu prioritairement sinon exclusivement en fonction de ces indicateurs,

¹⁴¹ Giovanna Procacci, *Gouverner la misère, La question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Seuil, 1993, p. 16, cité par Lautier et Salama, « De l'histoire de la pauvreté... », p. 248.

¹⁴² Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996.

qui passent donc du statut d'indicateur à celui de substance même du développement¹⁴³. Plutôt que de chercher à « rattraper les retards »¹⁴⁴ sur le plan économique, politique, comportemental et culturel¹⁴⁵ en se basant sur l'action volontariste de l'État, on ne cherche plus aujourd'hui qu'à réduire la pauvreté en subordonnant la souveraineté nationale et étatique à une ingénierie sociale, économique et politique.

1.9- De la réification de la pauvreté et de l'incapacité du savoir contemporain à situer le changement

Ces quelques commentaires sur les principales formes antérieures de représentation (et parfois de non-représentation) de la pauvreté concourent à établir une précision fondamentale qui devra guider notre analyse du surgissement du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain dans les années 1980 : ce *surgissement* ne signifie pas tant que l'on parle *d'avantage* de pauvreté mais plutôt que l'on en parle *ailleurs* et *autrement*. En effet, cette *recrudescence* ne concerne qu'un type particulier d'approches de la pauvreté, lié aux institutions internationales et aux études du développement. D'autres approches (en plus de celles déjà mentionnées), comme celle de la « culture de la pauvreté »¹⁴⁶ développées à partir des travaux d'Oscar Lewis dans les années '60¹⁴⁷ ou encore, l'étude des marginaux aux États-Unis à la même époque ou, dans un autre domaine, l'investissement de ce thème à travers l'idée de la « force historique des pauvres »¹⁴⁸ au sien de la théologie de la libération, sont, soit tombées en désuétude, soit en perte de vitesse notoire¹⁴⁹ peut-être même sous l'effet de l'importance que prend la nouvelle approche de la pauvreté en termes de « fléau à

¹⁴³ Par exemple, en faisant référence aux Objectifs du millénaire, Frédéric Lapeyre parle d'un « appauvrissement du débat sur le développement ». Dans « Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales? », *Alternatives Sud*, Vol. XIII 2006 / 1, numéro thématique intitulé *Objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, Centre tricontinental et Syllepse, 2006, p. 10.

¹⁴⁴ Gérard Azoulay, *Les théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.

¹⁴⁵ Germani, *Politique société et modernisation...*

¹⁴⁶ Eleanor Burke Leacock, *The Culture of poverty- a critique*, New York, Simon and Schuster, 1971.

¹⁴⁷ Oscar Lewis et Oliver La Farge, *Five families : Mexican case studies in the culture of poverty*, New York, Basic Books, 1959.

¹⁴⁸ Gustavo Gutierrez, *La force historique des pauvres*, Paris, Cerf / Montréal, Fides, 1986.

¹⁴⁹ Voir à ce sujet voir, Michael Löwy, *La guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine*, Paris, Éditions du félin, 1998, notamment son chapitre de conclusion « La théologie de la libération est-elle morte ? », pp. 177-201.

éradiquer». À ce sujet André Corten montre comment l'usage de « pauvre » et de « pauvreté », dans une version dénonciatrice de la pauvreté et solidaire des pauvres, a été soumis à un processus de « raréfaction discursive » pendant les années '60 et '70, tandis qu'avec le *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (pièce emblématique de la période contemporaine), on assiste à une « incitation au discours » sur la pauvreté, exprimée cependant dans des termes « aseptisés », vidant la pauvreté de sa charge émotive et même de son effet référentiel¹⁵⁰.

Ce constat que nous établissons entre la représentation actuelle de la pauvreté et la (non) représentation antérieure est corroboré par Bruno Lautier qui affirme que « le pauvre est l'exclu [du] modèle »¹⁵¹ d'intégration à la normalité salariale et de généralisation des droits sociaux de la modernité. De son côté, Geremek parle d'un parcours semblable pour la littérature « occidentale » sur la pauvreté :

« ...la crise des programmes philanthropiques, l'évolution de la conscience sociale des masses et des mutations dans les structures de la vie politique font que le terme de pauvreté (et de misère) est pratiquement éliminé du langage économique et social »¹⁵².

Cependant, cette absence du thème de la pauvreté est généralement interprétée au sein de la littérature contemporaine sur la pauvreté comme une tare de la conscience que le développement d'une connaissance de plus en plus précise sur la pauvreté tendrait « heureusement » à rectifier. Le Groupe d'experts en statistiques sur la pauvreté des Nations unies (*UN Expert Group on Poverty Statistics*), par exemple, s'exprime ainsi sur cette question :

« The growing awareness and concern with the problems of poverty, expressed in recent years in several summit conferences and the growing presence of the poverty issue in the agenda of national governments and international organizations has led to a renewed need to measure and understand the realities of poverty in its different manifestations, as a first step to devise policies to reduce it or at least to respond to its more dire consequences, and to monitor its course. »¹⁵³.

¹⁵⁰ André Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n°85, septembre 1998, pp. 6-24; voir notamment pp. 22-23.

¹⁵¹ Bruno Lautier, « 'Les malheureux sont les puissants de la terre' : Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, N° 42, avril-juin 1995, p. 386.

¹⁵² Geremek, *La potence ou la pitié...*, p. 6.

¹⁵³ Simon Schwartzman, "Poverty Statistics: The Issues", *United Nations Expert Group on Poverty Statistics*, <http://www1.ibge.gov.br/poverty/pdf/issues.pdf>, p. 2.

Moins lié à un organisme international, Pierre Salama affirme également : « Plus profonde et plus inégalitaire, [la pauvreté] devient plus difficile à traiter. Sa connaissance approfondie devient alors essentielle »¹⁵⁴. De son côté, Frédéric Lapeyre, de l'Institut d'Etudes du Développement de l'Université Catholique de Louvain, cherche à expliquer l'absence du thème de la pauvreté dans les années d'après-guerre :

« Si le débat sur le développement à la sortie de la seconde guerre mondiale était marqué par le souci de créer un monde meilleur libéré du drame humain des guerres et de la pauvreté, il n'y avait cependant pas de réflexion proprement dite sur la pauvreté. Ce paradoxe apparent était dû au fait que la relation entre croissance et pauvreté dans les années 1950 et 1960 était dominée par : d'une part, l'hypothèse de « trickle down » selon laquelle les retombées positives de la croissance assurèrent automatiquement l'amélioration des conditions de vie des populations [...] et d'autre part, l'hypothèse de Kuznets selon laquelle les inégalités tendent à augmenter dans les premières phases du développement du fait des changements dans la structure économique puis ces inégalités tendent à baisser par la suite »¹⁵⁵

Jugeant une période antérieure en fonction du paradigme du moment, on s'étonne de l'absence de ce qui apparaît aller de soi aujourd'hui. De même, critiquant la conception de la pauvreté que l'on retrouvait dans la position officielle de la Banque mondiale dans les années '70, Gibbon affirme :

« The World Bank demonstrated **little interest** in the actual condition of the **very poor and needy**. The **origins of poverty** remained **undiscussed**, and most strikingly **absent** were any clear ideas of how it could be **measured** »¹⁵⁶

La catégorie de l'extrême pauvreté (*very poor and needy*) se présente dans cette citation comme un critère universel permettant de juger le savoir développé par la Banque mondiale à l'époque, tout comme sa « mesure » et ses « origines » (qui, comme nous l'avons vu plus haut, se confondent avec les paramètres de sa mesure).

Déduisant l'intérêt (*growing awareness and concern*) de la pauvreté à partir des prémisses ayant permis le surgissement de cet intérêt, le savoir scientifique n'est donc pas en mesure de poser une question pourtant centrale : à savoir, pourquoi la pauvreté structurelle de masse¹⁵⁷ du Tiers monde a engendré ces dernières années un discours et un savoir sur la pauvreté plutôt qu'un discours sur la libération ou la souveraineté nationale ou populaire, ou

¹⁵⁴ Pierre Salama, « Des pauvretés en général... », p. 55.

¹⁵⁵ Lapeyre, « Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté... »

¹⁵⁶ Peter Gibbon, « The World Bank and African Poverty, 1973-91 », *The Journal of Modern African Studies*, 30, 2, (1992), p. 195.

¹⁵⁷ John Kenneth Galbraith, *Théorie de la pauvreté de masse*, Paris, Gallimard, 1980.

encore sur l'exploitation, la dépendance, la citoyenneté...? Plutôt que de déduire l'intérêt envers la pauvreté de la pauvreté comme telle, ne faudrait-il pas plutôt se demander comment en est-on venu à créer la pauvreté en tant qu'objet d'étude et surtout en tant qu'objet sémiotique fonctionnant et engendrant des effets idéologiques et pratiques dans la construction de l'espace public.

L'étude critique de l'avènement du thème de la lutte contre la pauvreté peut donc difficilement être entreprise au sein de la littérature contemporaine sur la pauvreté puisqu'elle participe au même consensus, partage les mêmes prémisses, les mêmes méthodes et les mêmes données que l'objet que nous cherchons ici à problématiser. C'est ainsi que, malgré l'absence de résultats (et même parfois face à des résultats régressifs¹⁵⁸), après plus d'une décennie de consensus international engageant résolument un nombre impressionnant d'acteurs politiques, intellectuels et sociaux derrière cet objectif de lutter contre la pauvreté, le consensus reste inébranlable. Le manque de résultats, loin de décourager et de remettre en question cette vaste entreprise mondiale, ne fait que renforcer la volonté de chaque intervenant et faire apparaître comme étant de plus en plus pertinente et urgente la production de connaissance en la matière. Peu importe le nombre de cas infirmant l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté ou l'absence de résultats obtenus par les nouvelles politiques pro-pauvres, la croyance en la justesse de la cause, des stratégies et des connaissances sur la pauvreté permet de relancer continuellement le débat sur les mêmes rails. D'abord parce que l'objectif de lutter contre la pauvreté – en tant qu'impératif catégorique – est pratiquement inattaquable et qu'en cela il « habilite » les savoirs et les actions qui se déploient autour de lui ; ensuite, du fait de la profonde imbrication entre les pratiques de lutte contre la pauvreté et la production d'un savoir sur la pauvreté comme tel, qui rend extrêmement improbable le questionnement des unes par l'autre ou *vice versa*. Dans ce même ordre d'idées, les « faits » pourraient difficilement remettre en question cet

¹⁵⁸ Pour une étude de l'évolution des indicateurs de pauvreté entre 1990 et 2000, voir notamment : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, Banque Mondiale, Washington, 2002. Dans ce Rapport, l'institution déclare : « Au cours des 10 dernières années, les pays n'ont pas atteint, en moyenne, les rythmes de progrès nécessaires pour réaliser les objectifs, mais les avancées obtenues dans certains pays et régions montrent que ce n'est pas une utopie ». En traduisant la forme euphémistique d'expression de la Banque mondiale, cette déclaration fait référence au fait que, mise à part la Chine et quelques rares exceptions, l'ensemble des pays a connu une augmentation des indices de pauvreté et qu'en moyenne le nombre de pauvres a augmenté malgré une application généralisées des programmes de lutte contre la pauvreté pendant plus de dix ans.

ensemble de connaissances et de pratiques institutionnelles interdépendantes, puisqu'ils sont créés par ce même ensemble. En expliquant les succès et les échecs des politiques de lutte contre la pauvreté à partir des postulats qui leur ont permis d'exister, il ne fait pas de doute que les causes des échecs seront toujours ailleurs. Les politiques conçues pour favoriser les plus pauvres ne pouvant être envisagées comme engendrant de la pauvreté, les causes des échecs ne peuvent que se situer du côté des « erreurs » de ciblage, de la « mauvaise » définition de la pauvreté, du « manque » d'engagement de la part des gouvernements, du « manque » de temps avant de voir les résultats...

1.10- Conditions de possibilité du savoir sur la pauvreté

Revenons donc maintenant à la question de départ : Qu'est-ce qui expliquerait le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 ? Jusqu'ici nous avons surtout cherché à récuser l'évidence selon laquelle ce thème serait surgi à partir de l'augmentation de la pauvreté dans ces mêmes années. En revenant en amont de cette évidence, nous avons voulu montrer qu'elle reposait sur un impératif catégorique qui dispense le savoir contemporain sur la pauvreté d'une justification de la plus grande pertinence de cet angle d'approche par rapport à d'autres interprétations du social, du politique du développement ou de la pauvreté, faisant de celui-ci un savoir amnésique, autoréférentiel, faiblement problématisé¹⁵⁹. Nous avons également cherché à montrer comment cet enfermement du savoir sur lui-même conduisait à une fétichisation de la dimension quantitative de la pauvreté. C'est-à-dire que la pauvreté et, à travers elle, le social, le politique, le culturel, etc. (multidimensionnalité) tendent à n'être perçu qu'à travers le prisme particulier et réducteur des indicateurs de développement qui imposent ainsi leur contraintes méthodologiques et institutionnelles à l'objet d'étude. Nous avons précisé qu'il ne s'agissait pas tant du surgissement comme tel du thème mais bien de l'apparition d'une forme particulière de représentation (conceptualisations et pratiques) de la pauvreté dans un champ (celui du développement) au sein duquel il se trouvait déjà.

¹⁵⁹ Destremau parle de la pauvreté comme d'une « notion faiblement *conceptualisée* » mais, en fait, les conceptualisations de la pauvreté ne manquent pas. Toutes les tentatives pour la traduire en indicateurs de développement constituent des formes de conceptualisation tout à fait acceptables et même innovantes. Le défaut de ces conceptualisations est plutôt d'être faiblement *problématisées*, conduisant à l'enfermement d'un type de savoir sur lui-même (autoréférentialité) et à une fétichisation de ses méthodes, qui tendent alors à se confondre avec l'objet d'analyse lui-même.

Il ne s'agit donc pas tant d'analyser le « surgissement » d'un thème pluriséculaire mais de situer le changement et le déplacement de ce thème. Nous avons noté en introduction que, même dans le champ des études du développement, la thématisation de la pauvreté a débuté, non pas dans les années 1980, sous l'effet d'une détérioration des indicateurs de développement, mais dans les années 1970 à partir de ce qui s'est appelé « la *crise de la théorie du développement* mais aussi des politiques et des stratégies mises en œuvre qui n'ont pas contribué globalement à une convergence des performances »¹⁶⁰. Deux tendances se font face dans les débats de l'époque : d'un côté les *New Development Strategies* et de l'autre la *Basic-Needs Approach*. Toutes deux remettent en question le modèle de rattrapage fondé exclusivement sur la croissance et proposent un nouveau modèle de développement axé sur les résultats évalués en fonction de l'élévation des conditions de vie des pauvres. Cependant, alors que les *New Development Strategies*, développées notamment par la Banque mondiale, conçoivent cette valorisation des pauvres à partir d'un investissement dans des activités à forte intensité de main d'œuvre (développement rural) et par certains transferts de revenus ciblés sur les plus pauvres, la *Basic-Needs Approach*, elle, prétend remettre en question les « structures du pouvoir », en analysant de manière plus ou moins critique la Division internationale du travail, les structures de propriété et les rapports de production, la structure du pouvoir des sociétés (participation des personnes au processus de prise de décision, libertés civiles et politiques, etc.), les relations de dépendance des pays du Tiers monde vis-à-vis des pays industrialisés, etc. en insistant sur le principe de « *self-reliance* » (développement endogène ou auto-soutenu)¹⁶¹.

Ainsi, si les *New Development Strategies* peuvent présenter une énorme similitude avec les stratégies contemporaines de lutte contre la pauvreté, le débat de l'époque ne peut aucunement être assimilé au consensus actuel, du fait de la présence au sein de la *Basic-*

¹⁶⁰ Gérard Azoulay, *Les théories du développement...*, p. 21 ; voir également Albert O. Hirschman, *Essays in Trespassing. Economics to Politics and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

¹⁶¹ Pour une synthèse critique de la BNA, voir Dharam Ghai, Azizur Rahman Khan, E.L.H. Lee et Torkel Alfthan, *Basic-needs Approach to Development: Some Issues Regarding Concepts and Methodology*, Genève, OIT, 1977. Précisons cependant que toutes les positions regroupées derrière l'appellation de BNA ne partagent pas nécessairement le même degré de radicalité dans leur remise en question des structures du pouvoir ou dans leur capacité à incorporer les dimensions politiques relatives, par exemple, aux luttes de libération nationale ou aux mouvements sociaux.

Needs Approach (BNA) de positions critiques vis-à-vis de cette conception réifiant une économie de marché ouverte et libéralisée, en tant que contexte naturel au sein duquel doivent nécessairement s'exercer ces stratégies. La thématization de la pauvreté dans le cadre de la BNA nous permet alors de préciser certains points. D'une part, que le surgissement du thème de la pauvreté n'a pas besoin d'un contexte de détérioration des indicateurs de développement pour surgir. Et, d'autre part, que ce thème n'a pas « nécessairement » à être abordé à partir d'une contrainte constitutive de quantification. Ou, pour le dire autrement, « comprendre » la pauvreté n'implique pas nécessairement que l'on ait à disposer des mesures « précises » du nombre de pauvres, de leur localisation ou de l'ampleur des inégalités. Ce n'est pas non plus le thème de la pauvreté qui conduit « en lui-même » à postuler les objectifs du politique et les techniques (moyens) pour atteindre la stabilité (politique, économique et sociale) et la bonne gouvernance (transparence, *accountability*, etc.). Ce n'est que dans le contexte actuel que ces éléments se transforment en autant d'évidences qui, du fait de l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté, n'auront pas à justifier leur plus grande valeur heuristique par rapport aux « anciennes » formes de conceptualisation de la pauvreté.

La question qu'il faut poser n'est donc pas « comment le thème de la pauvreté a-t-il pu surgir dans les années 1980 ? » mais plutôt, « comment ce type particulier de représentation de la pauvreté a-t-il pu s'imposer de telle sorte qu'il en vienne à éclipser presque totalement tous les autres ? ». Pour commencer à répondre à cette question, il est nécessaire d'abandonner ou du moins de mettre entre parenthèses le débat sur les bonnes mesures de la pauvreté et sur les meilleurs moyens (politiques) pour la combattre. Non pas que ces questions soient dénudées d'intérêt en soi. Toutefois, en fonction de leurs postulats qui bloquent la réflexion à un niveau qui semble poser problème, il devient nécessaire de les mettre de côté afin d'aborder les conditions historiques, idéologiques politiques et institutionnelles ayant permis leur apparition.

Ce contexte d'apparition est celui du débat, au sein des organismes onusiens de développement, portant sur les effets « appauvrissants » des Programmes de stabilisation et d'ajustements structurels, implantés un peu partout dans le Tiers monde et, en particulier, en

Amérique latine, à partir de ce qui s'est appelée « la crise de la dette » (1982)¹⁶². L'étude en deux volumes commandée par l'UNICEF en 1985 et parue en 1987 sous le titre *Adjustment With a Human Face*¹⁶³, est considérée comme le catalyseur de ce débat amorcé dès 1983. Établissant un lien direct entre les programmes d'ajustement structurel et l'augmentation de la pauvreté, cette position se présente comme une remise en question des politiques monétaristes ou néolibérales. Cependant, comme le montre Peter Gibbon¹⁶⁴, l'efficacité du document *Adjustment with a Human Face* à susciter un consensus au sein de la « communauté internationale » repose sur sa façon d'incorporer dans sa conception de la pauvreté¹⁶⁵ les postulats néolibéraux à la base des programmes d'ajustement.

Par ailleurs, le principe de la lutte contre la pauvreté, loin de représenter une remise en question du « Consensus de Washington », se retrouve dès l'origine de celui-ci. Comme on peut le lire dans le fameux article de John Williamson, « What Washington Means by Policy Reform » :

« Policy reform with regard to public expenditure is thus perceived to consist of switching expenditure from subsidies toward **education and health** (especially to benefit the **disadvantaged**) and infrastructure investment. »¹⁶⁶.

Le passage des subventions vers l'aide ciblée sur les besoins précis des plus pauvres est au cœur de la conception « paupériste » du développement et préside à l'importance accordée à la quantification et à l'isolement de variables dans le but d'identifier leurs effets sur la

¹⁶² Lorsqu'en 1982 le Mexique, le Brésil et l'Argentine (représentant ensemble 85% de la dette extérieure de l'Amérique latine) menacent simultanément d'entrer en défaut de paiement, on craint l'effondrement du système financier international. Cet événement marque symboliquement le « début » de la crise. Mais en parlant de « la crise de la dette » on réfère généralement à la mise en place, à partir de 1982, de politiques d'austérité (compression de la demande, gel des salaires et de l'épargne, dévaluations monétaires, réduction des dépenses publiques), au freinage brutal des apports de capitaux extérieurs et au recul général de l'activité économique. Ces facteurs ont conduit à désigner les années 1980 comme la « décennie perdue ».

¹⁶³ Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (ed.), *Adjustment With a Human Face*, Oxford, Oxford University Press, 1987. Pour une analyse critique de ce Rapport, de même que du contexte et de la relation ambiguë qu'il entretient avec les programmes d'ajustement structurel et avec la Banque mondiale, voir Gibbon, «The World Bank and African Poverty...».

¹⁶⁴ Gibbon, «The World Bank and African Poverty...».

¹⁶⁵ Notamment, en reprenant les grandes lignes de l'argumentation développée par la Banque mondiale dans son *Rapport sur le développement dans le monde 1980*.

¹⁶⁶ John Williamson, « What Washington Means by Policy Reform », in Williamson (dir.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened*, Institute for International Economics, Washington, 1990, p.9.

réduction de la pauvreté ou sur l'augmentation du PIB. L'idée largement répandue selon laquelle l'intérêt envers la pauvreté représenterait une remise en question du Consensus de Washington relève ainsi d'une exagération ou d'un syllogisme, qui conduit à conserver l'ensemble de ses postulats tout en se présentant comme sa remise en question.

Les organisations internationales et les ONGs (telle Oxfam) soutenant les stratégies développées au sein du document *Adjustment With a Human Face* sont intéressées prioritairement par des considérations « pragmatiques », cherchant à engendrer, « sur le terrain », des « résultats tangibles », le plus rapidement possible. Elles ont effectivement réussi, en assez peu de temps, à attirer l'attention sur les effets que pouvaient avoir les programmes d'ajustements structurels (PAS) sur les pauvres et à contraindre les responsables de ces programmes – notamment la Banque mondiale – à incorporer la pauvreté au centre de leurs préoccupations. Cependant, l'efficacité de cette stratégie à engendrer un consensus autour de la lutte contre la pauvreté est à la mesure des concessions faites à leur repoussoir néolibéral. Pour le dire autrement, ce n'est qu'en traduisant en indicateurs de pauvreté les phénomènes sociaux et politiques sur lesquels on veut attirer l'attention, en permettant leur incorporation en tant que variables de raisonnements économétriques postulant l'ajustement structurel¹⁶⁷, que ceux-ci ont pu être insérés dans les débats de l'époque sur les équilibres (ou les déséquilibres) structurels. De plus, puisqu'il ne s'agissait pas seulement de traduire la « pauvreté » mais plutôt de rendre compte d'un ensemble de malaises (politiques, sociaux, économiques, culturels, etc.) en justifiant leur intérêt au nom de l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté, ce sont tous ces domaines fondamentaux de la vie en société qui tendront à être incorporés au sein de ce savoir et de ces pratiques postulant, non seulement les programmes d'ajustement structurel, mais surtout le type particulier de relations sociales, politiques et institutionnelles qui les rendent possibles.

C'est cette décision « stratégique », consistant en une série de concessions faites à la conception néolibérale constitutive des PAS, qui se trouve universalisée dans le consensus institutionnel et intellectuel autour de la lutte contre la pauvreté et qui se projette aujourd'hui, au-delà de cette conjoncture, dans la redéfinition de l'État, du développement, du politique et

¹⁶⁷ Le titre de ce document est d'ailleurs assez révélateur, puisqu'il postule l'ajustement (c'est-à-dire sa nécessité) tout en voulant y incorporer l'idée d'un « visage humain ».

du social, à travers un savoir sur la multidimensionnalité de la pauvreté, sur la bonne gouvernance, la stabilité et la consolidation démocratique, pétrifié dans les évidences de l'impératif catégorique et de la contrainte constitutive de quantification. En effet, comme nous l'avons mentionné plus haut, l'intérêt envers les pauvres est avant tout la marque d'un débat sur l'État. Au nom de la pauvreté, on cherche à définir son rôle dans les processus de développement, dans ses rapports avec sa population de même qu'avec son environnement national et international. Ainsi, l'enjeu principal de l'apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public des sociétés latino-américaines, est moins la *réduction* de la pauvreté comme telle que l'*apparition* d'une nouvelle forme de représentation du politique, structurée autour de l'impératif de la combattre et ce, d'une manière particulière incorporant une série de postulats néoclassiques. Le critère de réduction de la pauvreté perd ainsi pratiquement toute valeur analytique, puisque les effets politiques de cette nouvelle forme « paupériste » de représentation de l'État ne se relie qu'indirectement à cette réussite. Le rapport se trouve en fait inversé puisque, plus un gouvernement parviendrait à enrayer la pauvreté, plus la nouvelle forme de représentation et de légitimation du pouvoir se verrait renforcée. Chercher à critiquer les programmes de lutte contre la pauvreté (ou les réformes libérales) en fonction de leur incapacité à réduire la pauvreté ne ferait donc que confirmer ce critère et détournerait l'analyse de ses dimensions proprement politiques, qui se situent justement dans la capacité à rendre incontournable ce critère d'évaluation des « performances » politiques qu'est devenu la pauvreté.

1.11- Conclusions du premier chapitre :

De l'étude de la pauvreté à l'analyse du discours de lutte contre la pauvreté

Ainsi, tant que l'on persistera à considérer la pauvreté comme une donnée empirique évidente, comme l'objet parfaitement constitué d'une science qui n'aurait qu'à en rendre compte, comme le terrain solide à partir duquel il devient possible de poser des questions et d'accumuler des connaissances positives, on ne pourra que confirmer les hypothèses et les institutions qui lui ont donné naissance en tant que fait social, objet de discours, de pratiques et de connaissances. Ce faisant, on ne pourra que concevoir les autres formes de conceptualisation du développement, du social ou du politique comme des erreurs à éviter ou, au mieux, comme des savoirs complémentaires ou comme les premiers jalons, encore balbutiants, de ce savoir de plus en plus exact sur les « vraies » causes de la pauvreté

Si l'on veut établir le sens social, politique et historique de cette récente apparition du thème de la pauvreté dans l'espace public latino-américain, il faut alors mettre en suspens les questions sur ce qu'*est* la pauvreté *en soi* et cesser de postuler le caractère prioritaire de la lutte pour son éradication, pour se donner comme objet d'analyse le fait-même que l'on parle de pauvreté plutôt que d'autre chose. Les études sur la pauvreté cessent alors d'être conçues comme la conséquence logique du lent cheminement de la Raison vers une approximation constante d'un objet d'étude ou d'un référent stable, pour être considérées plutôt comme une position particulière et non nécessaire qui crée l'objet d'étude duquel, par conséquent, elle ne peut que se rapprocher. Le travail que nous entreprenons consiste alors à rendre compte des conditions historiques, idéologiques et institutionnelles ayant permis l'émergence d'un tel objet de connaissance, d'un tel objet sémiotique, de cette manière particulière de rendre compte du monde pour mieux s'en approprier et agir sur lui. Il faut également rendre compte des institutions et comportements que ce discours de lutte contre la pauvreté tend à créer : Qui parle de pauvreté ? En poursuivant quels buts ? Selon quels paramètres ? De qui et de quoi parle-t-on, lors qu'on parle de pauvreté ? Quelle réalité est-on en train de faire émerger et quelles autres sont ainsi discréditées ou rendues inénonçables ? Quels rapports de nécessité s'établissent autour de l'urgence de lutter contre la pauvreté ? ...

Ce déplacement épistémologique et méthodologique ne cherche en aucun cas à remettre en question l'*existence* de la pauvreté concrète, telle que vécue par un large pan de l'humanité, pas plus qu'il ne prétend amoindrir le caractère dramatique et urgent de cette situation qui condamne à une vie de souffrance une large portion de la population mondiale¹⁶⁸. Ce déplacement cherche à questionner les évidences qui se développent autour d'une forme particulière (bien que présentée comme universelle) de rendre compte de la pauvreté (ou, plutôt, de rendre compte du social en fonction du prisme particulier de la lutte contre la pauvreté), pour explorer les effets politiques (institutionnels, sociaux, économiques, etc.) qui s'y rattachent. Conséquemment, nous n'opposerons pas à cette « déconstruction » du discours de lutte contre la pauvreté une conception *vraie* de ce que serait la pauvreté ou le pauvre. Nous mettrons plutôt en relation cette conception particulière du monde, construite

¹⁶⁸ André Corten, *Planète misère : chroniques de la pauvreté durable*, Paris, Autrement, 2006.

autour de l'objectif de lutte contre la pauvreté, avec le *champ discursif*¹⁶⁹ au sein duquel elle surgit. Nous chercherons ainsi à dégager le sens de cet *événement discursif paupériste* en montrant, d'un côté, quels sont les discours sur lesquels il fait reposer sa légitimité, son droit à l'existence ou sa prétention à dire le vrai sur le monde et, de l'autre, quels sont les discours qu'il récuse ; les institutions et rapports de nécessité qu'il présuppose (et requière pour exister) ainsi que celles et ceux contre qui il doit disputer le droit ou la capacité à dire le vrai – à énoncer ce qui se présente comme vrai à un ensemble social donné – de manière à dégager les luttes pour le sens (social) qui se développent à partir et autour de la lutte contre la pauvreté.

Cette démarche se situe dans la ligne d'autres études déjà entreprises dans ces termes. En plus des auteurs déjà évoqués – tels que Destremau¹⁷⁰ qui montre comment les statistiques sur la pauvreté sont constitutives du système de représentations et de légitimation du pouvoir au sein des sociétés, ou encore Lautier¹⁷¹ qui soutient que l'intervention sociale de l'État sur les pauvres est constitutive en Amérique latine d'un mode de *régulation* de la pauvreté tendant à la reproduction des structures sociales qui l'engendrent plutôt qu'à son dépassement¹⁷² – d'autres auteurs ont développé de profondes critiques aux pratiques et discours de lutte contre la pauvreté. Pour ne prendre que les exemples les plus marquants, pensons à Gilbert Rist qui, dans l'édition de 2001 de son ouvrage classique *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, ajoute un nouveau chapitre dont le titre en dit long sur ses conclusions : « La lutte contre la pauvreté : Slogan ou alibi »¹⁷³. Dans ce chapitre Rist affirme, entre autres :

« Au nom de la "lutte contre la pauvreté" – dont les connotations émotionnelles et morales suffisent à former un large consensus international – ne serait-on pas en train de

¹⁶⁹ Maingueneau, Dominique, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984.

¹⁷⁰ « Comment définir la pauvreté », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, pp. 27-34.

¹⁷¹ « Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », in, Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde*, pp. 93-123.

¹⁷² Plusieurs autres auteurs de l'Institut d'Études du développement économique et social (IEDES) soutiennent des thèses semblables. Voir, par exemple le dossier paru dans la *Revue Tiers-Monde*, n° 142, avril-juin 1995 ; ou encore l'ouvrage collectif dirigé par Poulin et Salama cité ci-dessus ; voir également Bey, « Recherches sur la pauvreté...

¹⁷³ Paris, Presses des sciences po., 2001, pp. 407-422.

justifier une sérieuse reprise en main des politiques de "développement" (ou des politiques tout court) par les organisations internationales ? »¹⁷⁴.

Rist dirige ensuite un numéro des *Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement* intitulé *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*¹⁷⁵ où une série d'auteurs (parmi lesquels on notera les contributions de Dominique Maingueneau¹⁷⁶, Frédérique Lapeyre¹⁷⁷, Marie-Dominique Perrot¹⁷⁸ et Francine Mestrum¹⁷⁹) s'attardent à déconstruire le discours international pour montrer le « vide de la pensée », voire le « non-sens » le caractérisant¹⁸⁰. Dans ce même ordre d'idées, mentionnons également les travaux de Ferguson¹⁸¹ qui, à partir d'une étude détaillée de projets de la Banque mondiale au Lesotho, montre comment cette institution tend à dépolitiser les questions de l'inégalité sociale et de la pauvreté¹⁸². De même, Béatrice Hibou montre comment « le discours proposé par les institutions de Bretton Woods est construit autour de trois principes plus ou moins implicites : l'introduction de la norme libérale de l'Etat minimum et notamment de la norme libre-échangiste ; la recherche de la simplicité à tout prix ; et la volonté de circonscrire le politique »¹⁸³.

Ces études se caractérisent, justement, par le fait qu'elles ne se donnent pas la pauvreté comme objet d'analyse mais plutôt les pratiques intellectuelles et institutionnelles liées à l'idée de lutter contre la pauvreté. C'est cette perspective critique ou cette réflexivité qui leur permet de se dégager des contraintes institutionnelles inhérentes au thème de la pauvreté pour

¹⁷⁴ Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance...*, p. 417.

¹⁷⁵ *Cahiers de l'IUED*, Paris, PUF, 2002.

¹⁷⁶ « Les rapports des organisations internationales : Un discours constituant ? », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 119-132.

¹⁷⁷ « Le rêve d'un développement sans conflit », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 101-118.

¹⁷⁸ « Mondialiser le non sens », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 43-66.

¹⁷⁹ « L'utilité de la 'lutte contre la pauvreté' pour le nouvel ordre mondial », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 67-83.

¹⁸⁰ « ...l'absence d'analyse historique, la multiplicité des contradictions et l'idée, présentée comme dogme, selon laquelle 'faire plus', c'est nécessairement 'faire mieux' (pour tous évidemment) ». Gilbert Rist, « Le prix des mots », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, p. 20.

¹⁸¹ Ferguson, *The Anti-Politics Machine...*

¹⁸² Notons également, dans cette même ligne d'idées, l'ouvrage collectif édité par David B. Moore et Gerald J. Schmitz, *Debating Development Discourse : Institutional and Popular Perspectives*, New York, St Martin's Press & Londres, Macmillan, 1995.

¹⁸³ Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne, Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les Études du CERI*, N° 39 - mars 1998, pp. 4-5, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude39.pdf>

redonner aux dynamiques sociales, politique ou idéologiques une place centrale dans l'analyse. Toutefois, ces études en restent trop souvent à une analyse partielle du champ discursif au sein duquel prend place le phénomène « lutte contre la pauvreté ». Ainsi, en prenant des cas relativement localisés (discours de la Banque mondiale, ou des institutions internationales), ces études négligent une dimension pourtant essentielle à l'analyse de l'efficacité ou de la performativité des discours : celle de leur circulation, transformation ou subversion. En nous appuyant sur les bases créées par ces études, nous chercherons donc à analyser les « conditions de possibilité » de ce discours international, en cherchant à le mettre en relations avec d'autres positions qui le reproduisent, (l'investissent) ou, au contraire, le combattent (entraînant des luttes pour le sens). En d'autres termes, au-delà de l'analyse des effets de sens engendrés par le discours d'une institution ou même par une série d'institutions (organismes internationaux), il faut encore mettre en relation ces locuteurs privilégiés du discours de lutte contre la pauvreté avec d'autres relais ou espaces de circulation.

CHAPITRE II

ÉVÉNEMENT DISCURSIF, RELATIONS HÉGÉMONIQUES ET LANGUE POLITIQUE :

CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

2.1- Introduction au deuxième chapitre :

Lutte contre la pauvreté et luttes pour le sens

Nous avons vu au dernier chapitre comment la littérature scientifique sur la pauvreté interprète le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 comme étant la conséquence de l'augmentation de la pauvreté à cette époque. Nous avons vu comment cette déduction en apparence toute simple conduit à postuler le sens de la pauvreté, notamment en fonction de la valeur d'impératif catégorique (moral) attribuée à la lutte contre la pauvreté qui pousse cette littérature scientifique à ne chercher que les *moyens* de sa « réduction » induisant à son tour une contrainte constitutive de quantification. Cette « prise de conscience » du caractère impératif et prioritaire de l'éradication de la pauvreté se présente comme une remise en question des Programmes d'ajustement structurel et du Consensus de Washington et comme une réhabilitation de l'État. Pourtant, nous avons vu comment, pour devenir impérative, pour s'insérer dans les débats de l'époque, la pauvreté¹ devait nécessairement être traduite en séries statistiques insérables dans des raisonnements économétriques postulant les Programmes d'ajustement structurel, la croissance au sein d'une économie de marché ouverte et libéralisée ; tendant ainsi à consolider les réformes de l'État (« *Réformes*

¹ Rappelons également que le thème de la pauvreté fait partie intégrante du Consensus de Washington.

institutionnelles ») par le fait même de l'exigence d'un « renforcement » de son « rôle ». En d'autres termes, la *réhabilitation* du rôle de l'État à travers l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté, marque davantage la *redéfinition* de son rôle que son *renforcement* ; et, cela, avec une force d'autant plus grande que cette redéfinition de l'État se fait dans l'implicite, à partir d'un savoir amnésique et faiblement problématisée (du fait de l'impératif catégorique) qui ignore ou rejette comme périmé le savoir antérieur sur le développement et la pauvreté mais également sur le social, le politique, le culturel, le psychologique et l'économique. Nous avons vu finalement comment cette fétichisation d'une forme particulière (quantitative) de représentation de la pauvreté² empêchait d'aborder les dimensions politiques, sociales et idéologiques impliquées dans son surgissement, puisqu'elle tend à naturaliser ou à réifier ce qui doit justement être problématisé. En d'autres termes, en s'appuyant sur une conception particulière de la pauvreté pour évaluer les performances des États ou des sociétés ou pour chercher à partir d'elle les meilleurs moyens pour la combattre, il devient impossible pour ce savoir de se questionner sur la légitimité ou la pertinence de ce critère (postulé). Même les recherches mettant en lumière les échecs des politiques de lutte contre la pauvreté tendent à confirmer ce critère, puisque c'est à partir de lui que sont évaluées les réussites et les échecs. De plus, les effets de ce fétichisme de la pauvreté ne concernent pas exclusivement l'analyse de la pauvreté (en elle-même et pour elle-même) puisque, en fonction du caractère multidimensionnel de celle-ci, cette analyse de la pauvreté se transforme en angle d'approche privilégié de l'ensemble des relations sociales (politiques, économiques, etc.) qui s'y rapporteraient.

En fonction de ces considérations, il devient nécessaire d'élaborer un cadre théorique permettant d'aborder le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 sans en postuler le sens, ou sans déduire le sens du social et du politique à partir de celle-ci. Dans les pages qui vont suivre, nous chercherons à préciser la valeur des principaux concepts utilisés dans l'énoncé de thèse formulés en introduction. Cet énoncé de thèse est le suivant :

Le surgissement du thème de la lutte contre la pauvreté dans l'espace public latino-américain répond à des *conditions de possibilité*, d'émergence ou d'existence ou encore,

² Faisant en sorte que la pauvreté ne puisse plus être perçue autrement que sur sa forme de quantum à dénombrer et à réduire.

à des *règles de formation*³ particulières qui, loin de représenter une remise en question des réformes économiques et politiques (Market Oriented Reforms) implantées dans les années 1980, tendent à construire une forme de *représentation du politique*⁴ qui permet leur légitimation, pérennisation, approfondissement et internalisation. Le consensus mondial sur la lutte contre la pauvreté est alors interprété comme un *événement discursif*⁵ qui tend à professionnaliser (techniciser, dépassionnaliser), à internationaliser et à privatiser les différentes *langues politiques*⁶ du continent, déplaçant ainsi les *frontières du politique*⁷. L'événement discursif paupériste acquiert ainsi une valeur de version *narrative active*⁸ qui assume le passage d'une forme populiste de représentation du politique – fondée sur la figure légitimante du peuple et sur l'*énoncé originaire de la demande*⁹ – vers une nouvelle forme de langue politique post-populiste¹⁰ structurée autour des figures de la stabilité, de la bonne gouvernance et de la pauvreté, soutenant l'instauration d'un nouvel énoncé originaire : celui de l'aide (et des besoins). L'événement discursif paupériste assume ainsi, à travers son processus de *circulation* et de *mise en acceptabilité* (*effet de récit*)¹¹ un profond déplacement des *positions énonciatives*¹² et *actantielles*¹³ constitutives de la *scène de représentation des forces* et se

³ Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.

⁴ André Corten, *Discours et représentation du politique* (version originale, en français, de : "Discurso e Representação do Político", in Indursky, Freda, Leandro Ferreira, Maria Christina (eds.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999, pp. 37-52). disponible sur le site du GRIPAL, <http://www.gripal.ca>

⁵ Foucault, *L'Archéologie du Savoir*..., notamment pp. 38-53 ; et pp. 61-62.

⁶ Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972 ; voir également, Corten, *Discours et représentation du politique*...

⁷ André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006. Voir notamment l'introduction à cet ouvrage collectif, écrite par Corten (pp. 7-24) ; ainsi que les textes de Vanessa Molina, Julie Girard-Lemay et André Corten, « La clôture du politique, comparaison Castoriadis/ Laclau », (chapitre 1, pp. 27-46) et d'Ernesto Laclau « existe-t-il une clôture du politique ? (chapitre 2, pp. 47-55)

⁸ Faye, *Langages totalitaires*...

⁹ Corten, *Discours et représentation du politique*..., p. 9.

¹⁰ Ricardo Peñafiel, « Le post-populisme en Amérique latine : Une réflexion théorique pour une périodisation historique », in Victor Armony, *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2007 (à paraître) ; voir également, André Corten, « Une langue politique post-populiste : l'épilogue de l'affaire Pinochet », *Politique et société*, Vol. 22, n° 1, 2003, pp. 3-25.

¹¹ Faye, *Langages totalitaires*...

¹² Au sujet des positions énonciatives, on se référera aux théories de l'énonciation auxquelles sont associés les noms de Bally, Jakobson, Benveniste et Culioli. L'usage de ces théories en Analyse du discours est généralement associé à ce qu'il est convenu d'appeler l'École française (d'Analyse du discours), dont l'« acte fondateur » serait la parution du n° 13 de la revue *Langages*, édité par Dubois et Sumpf en 1969 ainsi que la publication, cette même année par Michel Pêcheux, de son ouvrage *Analyse automatique du discours*, Paris, Dunod. Pour une synthèse des travaux de cette école, voir George-Élia Sarfati, *Éléments d'analyse du discours*, Paris, Armand Colin, 2005 ; notamment le chapitre 5 « Mise en perspective de l'analyse du discours », pp. 88-112.

présente comme une *force hégémonique*¹⁴ dans un *champ discursif*¹⁵ peuplé d'autres versions narratives concurrentes avec lesquelles il entre dans une *lutte pour le sens*.

Les concepts utilisés dans cet énoncé de thèse se rapportent à différentes formes de conceptualisation de l'intime relation existant entre les institutions sociales et les discours qui en seraient le fondement. Ils répondent cependant à des approches différentes de cette même « rhétoricité »¹⁶ généralisée du social et/ou du politique. Leur intégration au sein d'une seule recherche appelle non seulement leur explication particulière mais également la justification de leur cohabitation en fonction des dimensions qu'ils permettent d'aborder en palliant aux limites de chacune d'elles.

Dans ce chapitre nous aborderons d'abord les concepts d'événement discursif, de champ discursif, de conditions de possibilité et de formation discursive, tels qu'élaborés par Foucault dans *L'archéologie du savoir* ; nous aborderons ensuite la conceptualisation des relations hégémoniques, que réalise Laclau à partir des notions, notamment, de la surdétermination, de la négativité constitutive ou de l'impossible suture du social, des forces antagoniques, des points nodaux et des signifiants vides ; nous préciserons ensuite le sens que nous donnons à ces notions à partir de la conceptualisation de la représentation du politique développée par Corten s'appuyant sur les concepts d'effet de récit et de langue politique empruntés à Faye. Ensuite nous chercherons à articuler ces éléments théoriques à l'analyse concrète de l'événement discursif paupériste en justifiant l'usage des théories de l'énonciation et du modèle actantiel pour interpréter deux corpus de textes. Le premier de ces corpus se rapportant aux principaux locuteurs de la pauvreté (institutions internationales, gouvernements, partis politiques, ONGs, etc.) entre 1980 et l'actualité, à partir duquel nous

¹³ Pour les fonctions actantielles on se référera à la dite École de Paris qui, autour des travaux de Greimas, s'intéresse à une formalisation des processus sémantiques (de génération du sens) dans le but de dégager une théorie des systèmes sémiotiques. Voir notamment, Jean-Claude Coquet (dir.), *Sémiotique : L'école de Paris*, Paris, Hachette, 1982, pp.151-172. Pour le modèle actantiel, voir Algirdas-Julien Greimas, *Du sens II : essais sémiotiques*, Paris, Seuil, 1983.

¹⁴ Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy, Towards a Radical Democratic Politics*, Londres : Verso, 1985.

¹⁵ Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984. Notamment le premier chapitre, « Primauté de l'interdiscours », pp. 25-43.

¹⁶ Laclau « Existe-t-il une clôture du politique?... », pp. 48-50. Voir également Laufer Romain, « Rhétorique et politique », in Meyer, Michel (éd.), *De la métaphysique à la rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1986, pp.189-203.

aborderons le fonctionnement de la formation discursive paupériste ; et le deuxième corpus se référant aux discours présidentiels du Chili, du Mexique et du Vénézuéla entre 1910 et 2006, en fonction duquel nous aborderons non seulement le fonctionnement d'une formation discursive privilégiée au sein du champ discursif des discours de lutte contre la pauvreté (la formation discursive populiste) mais surtout le passage d'une forme populiste vers une forme post-populiste de représentation du politique.

2.2- Les événements discursifs

Le concept d'*événement discursif* a été élaboré par Michel Foucault, principalement dans *L'Archéologie du savoir*. Ce concept cherche à fonder un nouveau rapport à l'*objet* de l'histoire des idées. En traitant les idées, les concepts et les pratiques (bref les discours) comme des « événements », sans cause nécessaire ou immédiate, Foucault cherche à se dégager des catégories habituelles de l'histoire des idées – telles que la tradition, l'origine, le genre, l'œuvre, l'objet, le thème, l'auteur, etc. – qui donnent une unité fictive à des processus historiques déliés les uns des autres.

« Il faut renoncer à tous ces thèmes qui ont fonction de garantir l'infini continuité du discours et sa secrète présence à soi dans le jeu de l'absence toujours reconduite. Se tenir prêt à accueillir chaque moment du discours dans son irruption d'événement ; dans cette ponctualité où il apparaît, et dans cette dispersion temporelle qui lui permet d'être répété, su, oublié, transformé, effacé jusque dans ses moindres traces, enfoui bien loin de tout regard, dans la poussière des livres. Il ne faut pas renvoyer le discours à la lointaine présence de l'origine ; il faut le traiter dans le jeu de son instance »¹⁷.

Mais cette mise en suspens des formes immédiates de continuité, ne doit pas conduire à un éclatement des objets d'étude. Il ne s'agit pas de prétendre que tout change perpétuellement et qu'il n'y aurait rien à connaître mais de chercher à identifier pourquoi et comment les idées (les discours, les pratiques ou les énoncés) apparaissent, se transforment et disparaissent. On comprendra que si l'unité d'un discours est donnée par la tradition, par l'influence, par le genre, par l'objet ou par le thème auquel elle se réfère, et ainsi de suite, alors cette unité ne peut pas être problématisée. Par contre, bien que cette unité soit problématique, elle n'existe pas moins pour autant. Ce que le concept d'événement discursif cherche à indiquer, c'est la fragilité et la contingence de phénomènes qui apparaissent pourtant avec une profonde stabilité et nécessité.

¹⁷ Foucault, *L'archéologie du savoir*... pp. 36-37.

« Il s'agit en fait de les arracher à leur quasi évidence, de libérer les problèmes qu'ils posent ; de reconnaître qu'ils ne sont pas le lieu tranquille à partir duquel on peut poser d'autres questions [...] mais qu'ils posent par eux-mêmes tout un faisceau de questions »¹⁸

Il s'agit de reconstruire des unités discursives, en les référant à leurs propres règles de *formation* plutôt qu'aux catégories immédiates de la *permanence* (la tradition, l'origine, la discipline, l'objet, le thème...). « Ainsi apparaît le projet d'une description des *événements discursifs* comme horizon pour la recherche des unités qui s'y forment »¹⁹.

Et nous-mêmes, nous n'avons pas fait autre chose lorsqu'au premier chapitre nous avons montré comment l'« objet »²⁰ empirique ou même le thème général de la pauvreté ne pouvait constituer le fondement à partir duquel on pourrait comprendre ses implications sociales et politiques (discursives) contemporaines, dans la mesure où à la « même » pauvreté n'a pas toujours correspondu le même discours ou consensus. Quel lien ou unité y a-t-il entre la pauvreté « sanctifiée » du Moyen-âge et la perception constitutivement négative de la pauvreté en tant que « manque » ou fléau à éradiquer ? Quel rapport peut-il y avoir entre les pauvres en tant que position de sujet de l'histoire et de leur propre libération et la pauvreté en tant qu'objet de thérapeutique ou de régulation sociale ? Quel déduction « inhérente » à l'objet peut-on faire à partir de la pauvreté si, dans les années 1960 en Amérique latine, elle appelait à une industrialisation volontariste stato-centrée à travers la substitution des importations alors que cette « même » pauvreté appelle aujourd'hui à un retrait de l'État de la sphère productive et à une croissance par l'ouverture économique ? S'agit-il de la même pauvreté à chaque fois ? Est-ce que l'objet « pauvreté » reste toujours le même, indépendamment des manières qu'on aurait de le signifier ? En quoi cette pauvreté « en soi » pourrait-elle être le fondement des savoirs et des discours qui se déploient autour d'elle s'ils sont à ce point différents selon l'époque ou le contexte ? Pour le dire autrement : plutôt que de déduire un savoir, une pratique ou un processus social en fonction de la réalité ou des thèmes qu'il aborde, ne faudrait-il pas plutôt définir l'objet ou la réalité en fonction de ses manières à travers lesquelles elle a été signifiée ?

¹⁸ Foucault, *L'archéologie du savoir...* p. 37.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 38-39.

²⁰ Pour une réflexion plus approfondie au sujet de l'impossibilité de fonder l'analyse des discours ou des sciences humaines sur leurs sujets voir *Ibid.*, p. 45-47.

2.2.1- L'événement discursif paupériste

Chercher à relier l'avènement du thème de la pauvreté aux règles énonciatives internes qui lui donnent une existence sociale concrète, revient ainsi à le traiter en tant qu'*événement discursif*. Par contre, le sens que donne Foucault à sa notion d'*événement discursif* est davantage d'ordre méthodologique que substantiel. Il ne cherche pas tant à découvrir un ou plusieurs événements discursifs qu'à dégager un angle d'approche pour interpréter des énoncés, non pas en tant que matériel pour rendre compte des règles de fonctionnement d'une langue, comme le fait la linguistique, mais dans la singularité de leur « événement », c'est-à-dire de leur discursivité ou de leur contingence²¹. Dire que le discours de lutte contre la pauvreté est un événement discursif, sans montrer les changements que nous apportons au concept foucauldien d'événement discursif, reviendrait à confondre ce changement épistémologique ou méthodologique avec un changement ontologique. En d'autres termes, si tout énoncé est un événement, alors les énoncés autour des pauvres le sont également. Mais cette qualité d'événement ne le distinguerait en rien des autres énoncés également considérés comme tels. Lorsque nous parlons d'un *événement discursif paupériste* en Amérique latine, nous qualifions d'événement l'apparition d'un « discours » (et non pas d'un énoncé) particulier en lieu et place d'un autre. En d'autres termes, nous parlons du déplacement d'un discours par un autre ou d'une formation discursive par une autre. De manière plus concrète, nous cherchons à montrer comment l'événement discursif paupériste est venu déplacer du champ de la représentation du politique la forme populiste qui a marqué de diverses manières le sub-continent depuis les années 1910 jusqu'aux années 1980, et comment cet événement a rendu possible la mise en acceptabilité d'une nouvelle langue politique post-populiste. Il s'agit bien d'un événement mais pas d'un événement perpétuel comme peut l'être l'*inscription* de tout énoncé dans la conceptualisation foucauldienne.

2.2.2- Événement discursif, conditions de possibilité et champ discursif

Bien que Foucault réserve la notion d'événement discursif pour rendre compte de la singularité ou de la contingence de tout énoncé, il n'en poursuit pas moins son élaboration conceptuelle au-delà de l'énoncé (événementiel).

²¹ « ...un énoncé est toujours un événement que ni la langue ni le sens ne peuvent tout à fait épuiser ». *Ibid.*, p. 40.

« Faire apparaître dans sa pureté l'espace où se déploient les événements discursifs, ce n'est pas entreprendre de le rétablir dans son isolement que rien ne saurait surmonter ; ce n'est pas le refermer sur lui-même ; c'est se rendre libre pour décrire en lui et hors de lui des jeux de relation »²²

Les événements discursifs (énoncés) sont ainsi l'unité d'analyse d'ensembles d'énoncés solidaires. Cependant, en les définissant à partir de la contingence des événements discursifs, on préserve la possibilité de leurs divergences, de leurs transformations et de leur disparition ; on ne les enferme pas dans une règle de nécessité issue de leurs caractéristiques communes²³. L'analyse de ces ensembles d'énoncés (discours ou formations discursives) est ainsi « l'analyse de leur coexistence, de leur succession, de leur fonctionnement mutuel, de leur détermination réciproque, de leur transformation indépendante ou corrélative »²⁴.

La méthode développée par Foucault pour saisir les événements discursifs, pour dégager leurs *positions* au sein d'un *champ discursif*²⁵ plus large, repose sur la notion de *conditions de possibilité*. Qu'est-ce qui fait qu'un tel énoncé apparaisse à tel endroit et qu'aucun autre ne puisse y prendre sa place ?

« Il s'agit de saisir l'énoncé dans son étroitesse et la singularité de son événement ; de déterminer les conditions de son existence, d'en fixer au plus juste les limites, d'établir ses corrélations aux autres énoncés qui peuvent lui être liés, de montrer quelle autre forme d'énonciation il exclut »²⁶.

L'*identité* ou l'*unité* de l'événement discursif, ses caractéristiques qui le distinguent de tout autre énoncé (et par extension, de tout autre discours ou formation discursive), est donnée par ses *conditions de possibilité*, c'est-à-dire ses rapports d'*inclusion* et d'*exclusion* avec les autres énoncés (discours). Ce principe d'identification ne correspondant pas à une loi ou une règle *nécessaire* (d'où le caractère événementiel de l'événement), les conditions de possibilité

²² *Ibid.*, p. 41.

²³ On reconnaît bien là l'influence que Nietzsche a pu avoir sur Foucault. Pensons, par exemple, à la critique du concept que Nietzsche déploie dans *Le livre du philosophe* dans lequel il montre comment la métaphysique se demande « Quelle est l'abstraction susceptible d'embrasser la multiplicité des choses ? » et attribue à cet acte de la pensée la cause ontologique du monde en soi. L'exemple classique repris par Nietzsche est l'élément aqueux universalisé par Thalès (« humide est le monde entier, donc être humide est le monde entier »). Friedrich Nietzsche, *Le livre du philosophe : études théorétiques*, Paris, Aubier-Flammarion, 1969, paragraphes 141 et suivants.

²⁴ Foucault, *L'archéologie du savoir...*, p. 42.

²⁵ Le concept de champ discursif est surtout développé par Maingueneau, notamment dans *Genèses du discours...*, pp. 27-29.

²⁶ Foucault, *L'archéologie du savoir...* p. 40.

ne peuvent être identifiées qu'*a posteriori*. Car un discours engendre lui-même ses propres conditions de possibilité à travers notamment la fiction des ses conditions d'énonciation²⁷.

Ainsi, en cherchant les conditions de possibilité de l'événement discursif paupériste nous ne cherchons pas à voir ce qui l'a rendu possible en tant que nécessité (historique, structurelle ou autre), mais à voir ce qui, dans le contexte discursif (idéologique) dans lequel surgit un certain discours sur la pauvreté, a rendu possible la diffusion et la place qu'on lui connaît aujourd'hui. Les conditions de possibilité appellent ainsi la notion de *contexte* mais il ne s'agit pas de n'importe quel contexte. Il ne s'agit pas d'un contexte extra linguistique (par exemple la détérioration des conditions de vie) ou même d'un contexte idéologique²⁸ (par exemple, le néolibéralisme et/ou la lutte contre ses effets) qui aurait attendu ou exigé son surgissement. Le discours de lutte contre la pauvreté serait alors conçu comme une nécessité qui s'expliquerait et se justifierait par ce contexte, ne laissant pratiquement aucune place pour sa transformation, disparition ou pour l'analyse des effets qu'il produit et qui lui sont propres (qui ne lui sont pas données par ce contexte mais créés par son apparition intempestive et son arbitraire existence). Le contexte dont il est question ici est un contexte créé principalement par le discours lui-même qui « choisit » ou « impose »²⁹ les termes dans lesquels il s'énonce et donc la manière à travers laquelle il doit être reçu et reproduit. Ce pourquoi il est préférable de parler de *champ discursif*³⁰.

²⁷ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, p. 113.

²⁸ Dans les faits, il s'agit bien d'un contexte idéologique mais abordé à partir d'une définition large et généralisée de l'idéologie : une conception du réel en tant que rhétorique généralisée. Le contexte idéologique que nous tenons à distance concerne les grandes idéologies stabilisées et structurées de manière cohérente et totalisante telles le libéralisme, le néolibéralisme, le communisme, l'anarchisme, le fascisme... Voir à ce sujet le chapitre 5 « Mort et résurrection de la théorie de l'idéologie », dans Ernesto Laclau, *La guerre des identités, Grammaire de l'émancipation*, Paris : La Découverte/M.A.U.S.S., 2000.

²⁹ Il faut se méfier de l'anthropomorphisation inhérente à la langue française qui, comme d'autres, à travers notamment de la fonction grammaticale du sujet, donne vie et volonté à des phénomènes qui se produisent indépendamment d'une quelconque conscience. Le discours « choisit » ou « impose » les termes dans lesquels il s'énonce est une forme imagée visant à rendre compte du fait que, puisque le discours n'existe qu'en fonction des règles qui lui sont propres, le contexte dans lequel il fonctionne est donné à l'analyse par ces mêmes règles. Il n'est pas possible de référer le discours à un contexte qui existerait en dehors de ces règles et qui expliquerait son fonctionnement et son contenu.

³⁰ Maingueneau, *Genèses du discours...*

Les conditions d'existence de l'événement discursif paupériste dépendent ainsi des rapports que ce nouveau discours entretiendra avec les autres éléments du *champ discursif* dans lequel il surgit et circule ou, plus exactement, qu'il crée du fait de son surgissement. Les discours ne fonctionnant pas en vase-clos, l'événement discursif tend nécessairement à confirmer les *critères de crédibilité, d'acceptabilité, de véracité* ou de *légitimité* déjà en place, en même temps qu'il les transforme en introduisant de nouvelles formes de les faire fonctionner. Ces transformations peuvent même aller jusqu'à la subversion totale des critères sur lesquels il prend appui. C'est ce que Maingueneau permet d'analyser à travers la distinction qu'il établit entre la *deixis fondatrice* et la *deixis instituée*³¹, c'est-à-dire, d'un côté, l'ensemble des situations d'énonciations antérieures (*deixis fondatrice*), revendiquées par un discours, à partir desquelles il tire une grande partie de sa légitimité et d'un autre côté, les nouvelles conditions d'énonciation instituées par le discours en s'énonçant (*deixis instituée*), engendrant de nouveaux critères de légitimité qui ne se trouvent pas nécessairement dans les anciennes situations d'énonciation ré-articulées par le discours.

2.2.3- L'événement discursif paupériste : une formation discursive

L'analyse de l'événement discursif, de ses conditions de possibilité et de son champ discursif, nous conduit à décrire le discours de lutte contre la pauvreté en tant que *formation discursive*. Le concept de formation discursive permet de mettre en évidence la *régularité dans la dispersion* des règles de fonctionnement ou des positions énonciatives propres à ce discours. Une formation discursive ne peut pas être réduite à un seul discours avec des règles de fonctionnement unique. Le concept de formation discursive fait référence à un ensemble de discours entretenant entre eux des rapports *polémico-consensuels*³². Il ne s'agit pas tant de repérer *UNE* règle de fonctionnement parfaitement cohérente, mais d'effectuer une interprétation des écarts, des oppositions, des substitutions, des transformations en fonction des règles de dispersion qui rendent possible leur cohabitation stratégique.

³¹ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours...*, p.112-114 ; voir également, *Les Livres d'école de la République, 1870-1814, discours et idéologie*, Paris, Le Sycomore, 1979.

³² Nous avons développé ce concept en nous inspirant de la conceptualisation faite par Greimas des relations confrontationnelles, contractuelles et polémico-contractuelles qu'entretiennent le sujet et l'anti-sujet du modèle actantiel. Voir Greimas, *Du sens II : essais sémiotiques...*

En effet, en cherchant à développer une conceptualisation des formations discursive à partir de l'unité analytique des événements discursifs, Foucault avance que l'unité d'un discours n'est pas faite par la permanence et la singularité d'un objet mais par l'espace où divers objets se profilent et continuellement se transforment. Il cherche la « règle d'émergence simultanée ou successive des divers objets qui y sont nommés, décrits, analysés, appréciés ou jugés » :

« De manière paradoxale, définir un ensemble d'énoncés dans ce qu'il a d'individuel consisterait à décrire la dispersion des objets, saisir leurs interstices qui les séparent, mesurer les distances qui règnent entre eux – en d'autres termes, formuler leur loi de répartition ; le système qui régit leur répartition, l'appui qu'ils prennent les uns sur les autres, la manière dont ils s'impliquent ou s'excluent, la transformation qu'ils subissent, le jeu de leur relève, de leur disposition et de leur remplacement. »³³

Ce que Foucault cherche à caractériser et individualiser c'est la coexistence de ces énoncés dispersés et hétérogènes ; le jeu de leur apparition et de leur dispersion ; les différentes possibilités de ranimer des thèmes déjà existants, de susciter des stratégies opposées, de faire place à des intérêts inconciliables, de permettre, avec un jeu de concepts déterminés, des parties différentes ; des possibilités stratégiques diverses qui permettent l'activation de thèmes incompatibles ; bref, des systèmes de dispersion (d'énoncés)³⁴

« On appellera règles de formation les conditions auxquelles sont soumis les éléments de cette répartition (objets, modalités d'énonciation, concepts, choix thématiques). Les règles de formation sont les conditions d'existence (mais aussi de coexistence, de maintien, de modification et de disparition) dans une répartition discursive donnée. »³⁵

C'est ainsi que, de notre côté, nous chercherons à dégager, par-delà les oppositions de surface pouvant exister entre le PNUD et la Banque mondiale ou entre l'*Appel mondial à agir contre la pauvreté* (*Global Call for Action Against Poverty*) et les gouvernements de l'OCDE ou encore entre le Sommet des Peuples et le Sommet des Amériques, les règles communes qui rendent possible l'existence d'un débat. À l'inverse, en fonction de ces règles communes, il deviendra également possible d'établir des critères de reconnaissance permettant d'identifier les « contre-discours » tendant à subvertir ou à sortir des règles de dispersion de cette formation discursive instaurant ainsi une lutte pour le sens. En d'autres termes, il

³³ Foucault, *L'archéologie du savoir*... pp. 46-47.

³⁴ *Ibid.*, pp. 46-53.

³⁵ *Ibid.*, pp. 53.

deviendra possible d'analyser les dimensions politiques relatives au discours de lutte contre la pauvreté.

2.2.4- Analyse de discours et formations discursives :

Hétérogénéité et interincompréhension constitutive

Ainsi, l'identification des règles de formation ou de dispersion constitutives d'une formation discursive donnée implique qu'il n'y aura pas qu'*UN* seul sens possible, qu'un seul consensus exprimant une fois et pour toutes *LE* sens précis que tous les énonciateurs doivent nécessairement attribuer à la pauvreté. À travers les concepts reliés à la théorie de la *polyphonie* de Ducrot³⁶, il est possible de rendre compte de la présence de plusieurs énonciateurs dans un énoncé qui se rapporte pourtant à un seul discours. Loin de remettre en question l'unité ou l'identité d'un discours, la présence de diverses voix en son sein doit nous conduire à caractériser ce discours selon les manières qu'il a d'incorporer ces *Autres* au sein de son propre système de sens. Nous parlons alors d'une hétérogénéité constitutive de l'unité ou de l'identité d'un discours mais également d'une interincompréhension constitutive³⁷, car la voix de l'*Autre* ne sera jamais restituée intégralement. Même dans un discours rapporté direct (citation), le fait d'extraire un énoncé de son co-texte et de l'insérer dans une nouvelle suite d'énoncés altérera profondément sa valeur. La « subversion » du sens de l'*Autre* ne dérive pas d'un accident mais du processus même qui définit l'identité d'un discours : il s'agit d'« un malentendu systématique et constitutif de l'archive »³⁸. L'analyse de la formation discursive paupériste cherchera ainsi à rendre compte de cette cohabitation polémico-consensuelle de divers discours, divergeant sur plusieurs points mais convergeant néanmoins autour de certaines règles de dispersion et de formation d'énoncés.

³⁶Oswald Ducrot, «Esquisse d'une théorie polyphonique de l'énonciation», In *Le dire et le dit*, Paris, Minuit, 1984, p.171-223.

³⁷Maingueneau, *Genèses du discours...*, notamment chapitre 4 « La polémique comme interincompréhension », pp. 109-133.

³⁸Maingueneau, *L'analyse du discours...*, p.164. Maingueneau développe dans cette introduction à l'analyse du discours la notion d'archive qui n'est rien d'autre qu'un synonyme de discours que Maingueneau a inventé (en s'inspirant de Foucault) pour distinguer entre plusieurs niveaux de discursivité.

2.2.5- Marques de dialogisme

L'analyse des mécanismes constitutifs de l'événement discursif et de la formation discursive paupériste implique ainsi d'emblée l'étude de ses rapports avec son *champ discursif* et de ses conditions de possibilité qui ne sont que des moments d'un seul et même phénomène que nous distinguons analytiquement pour mieux rendre compte des divers moments de son fonctionnement. Nous accèderons à ces dimensions à travers notamment des *marques de dialogisme*³⁹. Une attention particulière sera portée sur la trace des autres discours mobilisés par l'événement discursif paupériste, non pas pour débusquer les altérations volontaires et ainsi restituer la pureté du discours antérieur mais bien pour caractériser l'événement par la manière de resignifier l'espace sémiotique dans lequel il surgit. Ces marques de dialogisme nous permettront, d'un côté, d'identifier les « autres » discours (*deixis fondatrice*) revendiqués par le discours de lutte contre la pauvreté et sur lesquels repose en grande partie sa légitimité et, d'un autre côté, les discours récusés ou mis à distance par ce discours de manière à cerner les conditions de possibilité de l'événement discursif paupériste. Nous y reviendrons dans la partie méthodologique de ce chapitre (section 2.5).

2.3- Analyse discursive des rapports de force

Le champ discursif n'est pas nécessairement un « champ de bataille ». Au contraire, il est constitué, comme nous venons de le dire, de rapports polémico-consensuels entre divers discours concurrents, partageant néanmoins entre eux des règles communes de formation et de dispersion d'énoncés, tendant ainsi à produire une seule et même formation discursive plutôt qu'une myriade de discours contingents ou antagoniques. Même l'*Autre* ou l'*ennemi*, que le discours met à distance en le nommant comme externe, lui est tout autant interne que ce qu'il revendique comme propre, puisqu'il est signifié au sein de ses propres règles énonciatives. Il constitue un *moment*⁴⁰ d'un seul et même système de différences. Ainsi, si nous en restions à la description des règles de dispersion d'une seule formation discursive, nous ne ferions que reproduire ce qui a maintes fois été reproché au structuralisme. Nous

³⁹ Mikhaïl Bakhtine, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Ed. Minuit, 1977 ; voir également, Tzvetan Todorov, *Mikhaïl Bakhtin, le principe dialogique*, Paris, Seuil, 1981.

⁴⁰ Laclau et Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy...*

serions en train de donner trop d'importance à la structure, se reproduisant sur ses propres bases, et pas suffisamment à la précarité de cette structure, à son caractère événementiel, « arbitraire »⁴¹, non nécessaire et donc altérable, faisant de celle-ci un objet de luttes (pour le sens).

À partir d'ici, il n'est plus possible de travailler exclusivement à partir des éléments élaborés par Foucault qui, bien qu'ayant insisté sur le caractère contingent aléatoire ou événementiel des formations discursives, s'intéresse principalement à leur « fonctionnement » (plus qu'à leur changement et encore moins à leurs conflits). Ceci n'est pas étranger à la conception foucauldienne du politique, qui plutôt que d'interpréter le pouvoir sous le modèle transcendant de la monarchie, le conçoit comme une multitude immanente de relations de pouvoir⁴². Par ailleurs, Foucault privilégie les temps longs afin d'éviter de subir les influences des catégories (comme celles de l'œuvre, du style, tradition, de l'influence, de l'origine, de l'objet, du thème, de l'auteur, du sujet, etc.) qui induiraient une unité immédiate aux formations discursives.⁴³ Ce qui a pour effet d'exclure de l'analyse les relations contingentes de concurrence et de lutte entre formations discursives. Il s'agit davantage pour Foucault de rendre compte des divergences, des transformations et des disparitions d'énoncés au sein d'une formation discursive que d'aborder directement la lutte ou la concurrence entre deux ou plusieurs formations discursives (d'où la distinction que nous avons établie entre notre acception de l'événement discursif et celle de Foucault).

Si, au contraire, nous cherchons à élaborer une analyse politique à partir d'une conception discursive de la réalité, si nous voulons établir les luttes pour le sens se déployant autour d'une pratique discursive donnée, il est nécessaire de chercher les contre-pouvoirs ou les contre-discours ailleurs que dans les mécanismes internes à la formation discursive de référence. Les traces de l'interdiscours ou les marques de dialogisme ne sont pas moins importantes pour l'identification des points névralgiques (nœuds) de cette lutte pour le sens car elles peuvent constituer l'indice d'une contradiction (contre-diction), c'est-à-dire d'une

⁴¹ Ferdinand de Saussure, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1982, pp. 97-103.

⁴² Michel Foucault, *Histoire de la sexualité* t. I : *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, pp. 107-120.

⁴³ Foucault, *L'Archéologie du savoir...*, pp. 42-43.

contre-position que le discours cherche à neutraliser en l'incorporant au sein de ses propres règles énonciatives ou, pour le dire dans les termes de Laclau, en transformant cette opposition radicale ou cet antagonisme en une simple différence au sein d'un seul et même système de différences. Les marques de dialogisme vont donc nous servir non seulement à repérer les conditions de possibilité, les relations polémico-consensuelles et donc les règles (internes) de dispersion d'une formation discursive, mais également à dégager les *points nodaux*⁴⁴ autour desquels s'élaborent les luttes pour le sens. Toutefois, sans référer aux fonctionnements des « autres » discours concurrents et potentiellement antagoniques, il est impossible de déterminer parmi ces marques de dialogisme lesquelles sont l'indice d'une règle de dispersion interne et lesquels sont plutôt l'indice d'une lutte.

Sans avoir nécessairement à retourner à une conception transcendante du pouvoir⁴⁵ ou à une réification des forces ou des acteurs de la scène politique, il est possible de créer une conceptualisation discursive des rapports de force en ayant recours aux outils théoriques développés par Ernesto Laclau, André Corten et Jean-Pierre Faye.

2.3.1- Ernesto Laclau : Hégémonie et pratiques articulatoires

La question des luttes pour le sens, des antagonismes et changements politiques ou du passage d'une forme d'organisation sociale à une autre, dans une perspective discursive a été théorisée avec une grande minutie par Ernesto Laclau dans divers ouvrages⁴⁶. Dans *Hegemony and Socialist Strategy*, Laclau et Chantal Mouffe cherchent à élargir l'usage du concept d'hégémonie, en le débarrassant du déterminisme structurel ou de classe qu'il possédait dans les conceptions marxistes antérieures, de manière à asseoir l'analyse sur l'antagonisme en lui-même, en fonction de ses propres conditions de possibilités, instaurées ou *surdéterminées* par lui, et non pas en fonction d'une nécessité extérieure qui lui donnerait son principe unifiant et explicatif. Comme le montrent Laclau et Mouffe, le concept d'hégémonie surgit au sein de la littérature marxiste (notamment dans les débats théoriques

⁴⁴ Laclau et Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*..., pp. 112 et suivantes.

⁴⁵ Foucault, *La volonté de savoir*..., pp. 107-120.

⁴⁶ Voir notamment, Laclau et Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*... ; Ernesto Laclau, *New Reflections on the Revolution of Our Time*, Londres: Verso, 1990 ; *La guerre des identités, Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte / M.A.U.S.S., 2000 (chapitre 5 « Mort et résurrection de la théorie de l'idéologie »); ainsi que *The Populist Reason*, Londres, Verso, 2005.

de la deuxième internationale) comme réponse au problème de l'unité politique de la classe et/ou du mouvement socialiste. Face à une croissante complexification sociale et à une diversification et segmentation politique de la classe ouvrière, il devient de plus en plus difficile pour les auteurs de l'époque de déduire mécaniquement l'unité et le sens de l'action de la classe ouvrière à partir uniquement de sa position vis-à-vis des moyens de production, sa situation particulière dans une téléologie historique ou de ses intérêts objectifs. Les débats autour de l'idée d'hégémonie cherchent donc à résoudre ce problème de l'unité et de la centralité de la classe ainsi que du sens de son action, en investissant le domaine de l'intervention volontaire (et donc contingente) sur le plan symbolique (Rosa Luxembourg), stratégique (Lénine), mythique (mythe de la grève générale chez Sorel) ou idéologique (Gramsci). Cependant, comme le font remarquer Laclau et Mouffe, l'introduction de cette contingence restera confinée dans une pensée dualiste subordonnant le domaine plus ou moins large de l'indétermination politique des sujets et du sens de leur action à la nécessité ontologique de la lutte des classes et du rôle historique de la classe ouvrière. Le caractère contradictoire ou paradoxal de ce dualisme saute aux yeux : si l'infrastructure économique n'est pas suffisamment déterminante pour assurer l'unité de la classe (et/ou du mouvement socialiste, la centralité du sujet historique prolétarien et le sens de son action), au nom de quoi devrait-on cantonner la réflexion sur les modes contingents de construction de cette unité à la sphère particulière et précise (et non nécessaire) de la lutte des classes ?

Cette remise en question du caractère structurellement ou ontologiquement nécessaire de la lutte des classes ne signifie pas que la classe ouvrière ne puisse assumer un rôle de sujet historique. Cela signifie seulement que, lorsqu'elle a effectivement assumé ce rôle dans des situations historiques concrètes, cela dépendait strictement de sa capacité politique à *surdéterminer*⁴⁷ le sens de diverses positions contradictoires en les articulant à une représentation « classiste » des rapports sociaux. Cette manière de reformuler la question de l'hégémonie en retirant à la classe ouvrière ce privilège épistémologique ou cette nécessité ontologique, implique de reconnaître que cette surdétermination aurait également pu être le

⁴⁷ Nous reviendrons plus loin sur le sens attribué par Laclau au concept de surdétermination. Contentons-nous pour l'instant mentionner qu'il sert à montrer comment un sens ou une détermination précise se surajoute aux autres sens ou déterminations partielles, les contraignant à fonctionner de manière convergente.

fait de mouvements nationalistes, populistes, fascistes, religieux, ethniques, communautariens, écologistes, pacifistes, féministes, etc. En des termes plus généraux, il faut reconnaître aux relations hégémoniques un domaine propre, qui ne dépend pas de la lutte des classes, pas plus que de la nécessité d'une destinée nationale, d'une nature raciale religieuse ou ethnique, d'une différence de genre ou d'un quelconque essentialisme.

Il faut également reconnaître que si les lieux, les formes et les acteurs du changement social ne peuvent pas être établis en fonction d'une structure sociale sous-jacente, c'est principalement dû au fait que le sens du social n'est pas, lui non plus, fixe, nécessaire, transparent ou positivement déterminable. Il faut donc entreprendre préalablement une conceptualisation du social en tant que construction discursive contingente, plutôt que comme une « réalité » structurelle, une nécessité ontologique ou un devenir téléologique. La relative fixité du social est alors conçue par Laclau et Mouffe comme l'effet de « formations discursives » fixant momentanément le sens d'éléments qui n'ont pas de relation de nécessité entre eux. Pour le dire autrement, l'unité du social est donnée par l'effet de discours qui suspendent le jeu infini des significations en établissant entre divers éléments du social des « articulations » ou des relations de nécessité. Ces « éléments » ainsi articulés n'existent pas en dehors de la *surdétermination* de leur sens par un discours donné mais sont le produit de cette surdétermination (symbolisation) constitutive du social.

Pour Freud, la notion de surdétermination sert à montrer comment les formations de l'inconscient (symptôme, rêve, fantasme, lapsus...) sont déterminées, non pas par un seul facteur, mais par plusieurs facteurs (volontés motivations) organisés de manière différente et autonome les uns des autres⁴⁸. Ce qui structure l'ensemble de ces déterminations partielles et indépendantes est l'activité créatrice de l'inconscient⁴⁹ qui, en *surinvestissant* des objets

⁴⁸ « ...chaque élément du contenu manifeste du rêve est *surdéterminé* par le matériel des pensées du rêve, il ne dérive pas d'un seul élément des pensées du rêve, mais de toute une série d'entre eux, lesquels n'ont nullement besoin d'être proches les uns des autres dans les pensées du rêve mais peuvent appartenir aux domaines les plus divers du tissu des pensées ». Sigmund Freud, *Sur le rêve*, Paris, Gallimard, 1988, p. 81 ; cité par Molina, Girard-Lemay et Corten, « La clôture du politique, comparaison Castoriadis/ Laclau...

⁴⁹ Ou de l'imaginaire radical, dirait Castoriadis qui définit cet imaginaire comme une pure capacité de mise en relation. Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975. Pour une interprétation croisée de Laclau et Castoriadis, voir Molina, Girard-Lemay et Corten, « La clôture du politique, comparaison Castoriadis/ Laclau...

partiels, en projetant sur eux un excès de sens les reliant « arbitrairement » à une série de phénomènes qui n'ont pas de relation de nécessité ou même de proximité entre eux, les fait converger autour de « termes-carrefour », de « points de condensation », de « capiton », ou « nodaux ». L'inconscient est ainsi la cause de ses multiples causes, il est la seule raison de leur convergence autour de points nodaux arbitrairement établis par le surinvestissement. Lorsque cet appareillage conceptuel est déplacé vers l'analyse des relations sociales, il devient essentiel de situer qu'est-ce qui tient lieu d'« inconscient » (collectif). Car si le corps humain offre en certain substrat matériel pour fonder du moins l'illusion⁵⁰ d'une unité de la psyché, le « corps social », lui n'existe qu'en tant qu'illusion ou projection spéculaire, en tant que représentation. Et c'est justement là l'enjeu des luttes hégémoniques au sein desquelles deux ou plusieurs positions s'affrontent pour occuper le Centre du social. En fait, pour créer *ex nihilo* ce centre à travers l'illusion de la positivité du social. La position de l'inconscient est donc occupée par la formation discursive établissant, de manière précaire, l'ordre symbolique créant l'illusion de l'objectivité et de l'unité du social.

Pour donner une idée du fonctionnement et de l'effectivité de ces principes abstraits, prenons l'exemple d'une population donnée, que l'on peut signifier en tant que peuple, en tant que population d'un État, en tant que nation... ; ou alors, la définir en fonction de frontières internes de classe, de genre, ethniques, de statut social, de revenus... ; ou encore en la reliant à l'humanité, au prolétariat, à la mondialisation, etc. À chacune de ses représentations ou mises en discours de cette « même » population correspond un « objet » ou un référent différent. Il s'agit à chaque fois de la même « population » mais son sens, ses implications, ses relations avec d'autres ensembles ou catégories signifiantes, bref, sa *valeur* ou sa réalité sociale variera en fonction du système de différence qui lui attribuera (surdéterminera) ce sens : il s'agira donc à chaque fois d'un nouvel objet ou d'un nouveau référent (d'une nouvelle population). En d'autres termes, ce n'est pas l'objet « population » qui, en fonction de ses caractéristiques « objectives », *détermine* les discours ou représentations qui en sont faites mais plutôt les discours qui *surdéterminent*, de manière souveraine et contingente, l'existence (sociale) de l'objet (sémiotique) « population ». Cette

⁵⁰ Au sujet de cette illusion, voir Jacques Lacan, notamment « Le stade du miroir comme formateur de la fonction du Je telle qu'elle nous est révélée dans l'expérience psychanalytique. (1949) ». In, *Écrits*. Paris, le Seuil, pp. 93-100.

« définition » ou cette « représentation » n'est pas une simple vue de l'esprit. En fonction de ces mises en discours, vont se déployer des « actes de paroles »⁵¹, des « jeux de langage »⁵², des pratiques sociales, des institutions, qui doivent tout autant être interprétées comme étant du discours que les énoncés oraux ou écrits servant à leur représentation, dans la mesure où leur existence et leur reproduction dépendent du sens ou de la valeur qu'ils possèdent dans un ensemble social (discursif) (sur)déterminé.

Ainsi, puisque l'unité du social dépend de cette relative fixation discursive du sens, il est impossible d'établir un centre ou un principe d'interprétation unique, déterminant une fois pour toutes et de l'extérieur le sens du social, pas plus qu'il n'est possible de déterminer d'avance quel sera le sujet social ou historique qui pourrait remettre en question cette relative stabilité du social. L'ordre social est toujours le fruit de tentatives nécessairement vouées à l'échec pour *suturer*⁵³ une surface discursive ouverte de part en part. Les identités sociales, tout comme les « intérêts », les acteurs politiques ou les sujets historiques, n'ont donc aucune fixité ou nécessité, ils dépendent de jeux de langage instituant des *positions de sujet* concurrentes et aléatoires.

« Les identités politiques seront donc toujours « surdéterminées », c'est-à-dire qu'elle ne peuvent être comprises comme le résultat d'une cause unique et ontologiquement nécessaire mais qu'elles seront, comme l'inconscient chez Lacan, toujours « semblables au langage », relatives à une structure signifiante qui leur donne sens en les faisant converger autour de déterminations partielles contingentes et arbitraires, relatives à une projection imaginaire « fantasmagorique ». Les manifestations politiques sont, comme les manifestations de l'inconscient, surdéterminées par une série de déterminations partielles qui ne se rencontrent qu'au sein et à partir du point de capiton que constitue l'imaginaire (ou l'inconscient) et ne peuvent donc pas être référées à une réalité externe qui les expliquerait en dernière instance⁵⁴ ».

Si le social n'était pas ainsi constitutivement désaxé ou négativement constitué, jamais pleinement suturé, s'il était une positivité pleine, il serait impossible de concevoir le changement social. Si le social était un « fait » objectif pleinement constitué, il se reproduirait toujours de manière égale à lui-même, à son essence ou à son devenir. Le principe de la

⁵¹ Austin, John L., *Quand dire c'est faire*, Paris, Éditions du Seuil, 1991.

⁵² Ludwig Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus ; suivi de Investigations philosophiques*, Paris, Gallimard, 1986.

⁵³ Laclau et Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy...*, p. 88.

⁵⁴ Laclau, « Existe-t-il une clôture du politique... », p. 55.

négativité constitutive du social permet ainsi de concevoir le changement mais il ne permet pas (en fait, il interdit) de prédire ni le lieu ni le sujet, ni la forme concrète de la lutte pour ce changement. Néanmoins, le travail conceptuel de Laclau permet d'établir la forme abstraite ou les conditions générales pour le surgissement des antagonismes sociaux et des relations hégémoniques qui peuvent introduire ce changement. Ainsi, pour qu'il se développe une *réactivation* (remise en jeu) du social, un antagonisme et un rapport hégémonique au sein d'une unité sociale donnée (surdéterminée), il est nécessaire qu'un élément « externe » à cette unité sociale –ou, pour le dire de manière plus précise, à la formation discursive lui donnant son sens– établisse une ré-articulation des *moments* ou des positions différentielles de ce système de sens ; notamment, en établissant des relations d'équivalence entre ces positions différentielles et en construisant une frontière antagonique de démarcation qui divise le social en deux camps adverses. Cette force contre-hégémonique doit nécessairement être « externe » dans la mesure où, si le questionnement d'une réalité sociale donnée procédait à l'intérieur des règles constitutives du système de sens « questionné », cette remise en question n'aurait pas pour effet le changement mais la reproduction de ce système. Elle doit également être extérieure dans la mesure où elle doit nommer la *limite* de la formation sociale remise en question ou la *contingence* de ce qui apparaît comme une « objectivité ». Cette limite ne peut être nommée de l'intérieur, puisque la limite d'un système de sens implique de voir son extérieur et que l'extérieur d'un système de sens c'est justement le non-sens, l'innommable⁵⁵. Cette extériorité ne peut cependant pas être totalement « monadique » vis-à-vis de ce système de sens, sans quoi elle se trouvera parfaitement isolée, comme le discours « souverain » des schizophrènes⁵⁶. Elle doit être partiellement interne puisque sa fonction est de s'approprier du sens ou de la matérialité du social. La force contre-hégémonique doit ainsi être en mesure de ré-articuler les « anciennes » positions différentielles du système de sens remis en question. Par contre, cette réarticulation aura pour effet de modifier radicalement la

⁵⁵ Ernesto Laclau, « De l'importance des signifiants vides en politique », in., *La guerre des identités...*, pp. 93-107. Notons que cette définition du politique comme « innommable » rejoint la réflexion de Legendre, Pierre, *Le désir politique de Dieu, Étude sur les montages de l'État et du droit*, Paris, Fayard, 1988.

⁵⁶ Gilles Deleuze et Félix Guattari, *L'anti-Œdipe, Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Éditions de Minuit, 1972.

valeur et l'identité des éléments articulés⁵⁷, de les extérioriser pour les faire fonctionner dans un nouveau système de sens les valorisant autrement, leur donnant une nouvelle identité.

Ainsi, au sein d'un ensemble social relativement stable, où l'ensemble des positions différentielles se trouve incorporé au sein d'un seul système de différences ou de dispersions (d'une formations discursive ou d'un ordre symbolique donné), le politique (la lutte hégémonique ou la réactivation du social) survient au moment où une force antagonique parvient à faire converger ces positions différentielles autour d'une série de signifiants vides constitutifs de *chaînes d'équivalence*. Pour donner un exemple paradigmatique précis⁵⁸, lorsqu'un groupe particulier formule une demande à l'État, loin de le remettre en question, cette demande est en train de confirmer son existence et son rôle de médiateur universel. Cette demande permet de reproduire le social plutôt que de le « réactiver » (politiser). Elle n'est qu'une différence de plus au sein d'un seul système de différences. Cependant, devant une situation où plusieurs demandes partielles ne se verraient pas satisfaites par l'État ou son organisation sociale sous-jacente, surgit la possibilité pour une force contre-hégémonique de mettre en relation ces diverses demandes particulières insatisfaites à travers leur équivalence (négative) commune vis-à-vis du système de différences (État et/ou organisation sociale) perpétuant leur marginalisation ou leur insatisfaction⁵⁹.

Pour que puisse exister une telle convergence de positions partielles autour de chaînes d'équivalence, il est nécessaire qu'une des positions partielles (particulières), assume la double fonction métonymique et catachrétique⁶⁰ de représenter l'ensemble. Métonymique dans la mesure où une *partie* (le prolétariat, le peuple, la nation, la croissance, etc.) prend

⁵⁷ Tout comme dans la conceptualisation gramscienne de l'hégémonie au sein de laquelle la confrontation entre deux blocs historiques fait passer les populations dans un camps ou dans l'autre des deux pôles de la lutte hégémonique.

⁵⁸ Tiré de Ernesto Laclau, « Populism What's in a Name », in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso, 2005.

⁵⁹ Laclau, *The Populist Reason*...

⁶⁰ La catachrèse est une figure de rhétorique qui consiste en l'emploi métaphorique d'un mot pour désigner un objet ou phénomène pour lequel la langue ne possède pas de terme littéral. Les pattes d'une table, le bec d'une bouilloire, etc. Par extension, Laclau montre (dans « Existe-t-il une clôture du politique... ») comment la clôture du politique consiste à nommer l'ensemble ou la *plénitude absente* à partir de termes qui lui seront nécessairement « impropres » mais qui sont pourtant la seule manière de le nommer.

valeur du *tout* et catachrétique dans la mesure où un terme nécessairement « impropre » est utilisé pour représenter l'irreprésentable totalité⁶¹. C'est ce qui se produit, par exemple, au moment où le prolétariat assume symboliquement la tâche historique de libérer une nation ou l'humanité ; mais on retrouve le même processus dans des cas où la nation, le peuple, la race, l'appartenance ethnique, identitaire (de genre, territoriale, etc.) ou religieuse, assume cette fonction. Une immense série de problèmes ou aspirations partielles semblent alors trouver leur traduction et leur solution dans une seule et même représentation commune (symbole) de l'ensemble, qui se voit alors surinvestie par cette myriade de désirs. Mais pour qu'une telle convergence soit possible, la position particulière assumant la fonction métonymique et catachrétique consistant à nommer la totalité doit nécessairement se vider tendanciellement de son sens particulier ; elle doit de moins en moins référer à elle-même, à son « identité » propre ou à ses « intérêts » particuliers, pour pouvoir référer à l'ensemble contradictoire des positions différentielles mises en équivalence. D'où la « vacuité » du signifiant (vide) qui « symbolise » l'ensemble. Pour que cette mise en équivalence se transforme en une force antagonique qui instaure une relation hégémonique, il faut également qu'elle établisse une frontière antagonique (rapports ami / ennemi) entre l'« ancien » système de différences (vis-à-vis duquel les positions différentielles se présentent comme négativement équivalentes) et le nouveau camp créé par ces chaînes d'équivalence.

Voici comment Laclau illustre ces principes à travers l'exemple du surgissement de l'aprisme⁶² au Pérou :

« ...au début du vingtième siècle dans le Nord du Pérou, se développe un processus de croissante monopolisation de la production sucrière. Cela conduit à la « disruption » généralisée des articulations sociales existantes : d'un côté, la vieille classe dominante des « planteurs » n'est pas parvenue à survivre au processus de concentration mis de l'avant par les compagnies étrangères, d'un autre côté, les petits agriculteurs n'ont pu survivre à la monopolisation de facto des systèmes d'irrigation par ces grandes entreprises ; les communautés indigènes se sont vues profondément affectées par le système d'enganche destiné à fournir de la main d'œuvre à ces compagnies ; les commerçants ont été littéralement éliminés par les circuits de distribution intra-firme ; et une masse de migrants internes « sans statut » s'entassent dans les faubourgs des grandes

⁶¹ Nous avons mentionné plus haut pourquoi cette totalité est irreprésentable. Pour nommer la totalité du social il faudrait être en mesure de nommer sa limite et son extérieur. Or, si le social est conçu en tant que système de signification, cet extérieur serait l'absence de signification.

⁶² L'aprisme fait référence au mouvement engendré par l'APRA (*Alianza Popular Revolucionaria Americana*), fondée au Mexique en 1924 par le Péruvien Víctor Raúl Haya de la Torre.

villes... Cette profonde marginalisation de vastes secteurs sociaux n'a pas été remplacée par l'émergence d'une nouvelle structure capable d'articuler ces secteurs « mobilisés » à un nouveau cadre symbolique stable. Ces vastes secteurs ne trouvent aucune forme d'insertion dans le processus productif pas plus que dans les relations sociales en général. Dans ces circonstances, que l'on peut appeler de dislocation, le populisme de l'APRA parvient à doter les masses d'une nouvelle surface d'inscription au sein d'un langage qui leur permet de devenir des acteurs sociaux effectifs. La notion d'intérêt s'avère ici de peu d'utilité puisque, en présence d'un processus social de dislocation, il devient pratiquement impossible pour ces différents secteurs de négocier des arrangements corporatistes de ré-insertion au sein d'une structure productive en processus accéléré de désintégration. La sortie de crise ne peut être engendrée par et dans les catégories sociales et symboliques existantes ; elle requière la création de nouvelles formes imaginaires de signification. Ce n'est donc pas la somme des intérêts « à représenter » qui peut donner son sens à la chaîne d'équivalence qui tend à les représenter mais l'inverse. Ce n'est qu'au moment où cette multitude de positions disloquées se voient reconstituées par l'aprisme qui assume la tâche de les re-symboliser qu'elles pourront être représentées. Ce n'est qu'à partir du moment où cet ensemble éthéré de demandes insatisfaites trouve une nouvelle surface d'inscription, un nouvel horizon imaginaire, une clôture politique, une « positivation » de la négativité, que ces dernières prennent sens, peuvent « s'identifier » et devenir le fondement d'un mouvement politique. »⁶³.

De cet exemple il est possible de tirer une série de conclusions essentielles pour une analyse des rapports de forces qui ne postule pas la nature du social ou le mouvement de l'histoire, pas plus que les sujets ou acteurs de celle-ci. C'est-à-dire une conception du politique qui cherche à restituer une valeur de « force » à ces acteurs, en ne les représentant pas comme les « sujets » d'une force supérieure (assujettis à une logique qui les dépasserait) mais en les prenant comme principes explicatifs de leur propre existence. Car si l'on cherchait à interpréter l'aprisme à partir des catégories sociales qu'il articule ou en fonction d'une conception précise de la lutte des classes ou encore de la fonctionnalité de la structure, ce ne serait pas la catégorie de peuple (qui dans ce cas permet le regroupement de ces intérêts derrière une logique commune et rassembleuse) qui surgirait mais des catégories « externes » ou étrangères au phénomène interprété. La catégorie de peuple apparaîtrait alors comme une mystification masquant ou déformant les catégories de classe ou d'intérêt. On n'aurait pas avancé davantage si on attribuait à la catégorie de peuple une valeur ontologique, c'est-à-dire si on déduisait ce discours sur le peuple à partir de la « réalité » populaire. Ce n'est qu'en traitant le discours populiste de l'APRA à partir de sa contingence, de sa non-nécessité (de sa valeur d'événement, dirait Foucault) et donc à partir de lui-même, des catégories qu'il

⁶³ Laclau, « Existe-t-il une clôture du politique..., pp. 54-55.

construit (surdétermine) et à partir desquelles peuvent surgir et se reconstituer de nouveaux rapports de forces qu'il devient possible d'aborder le politique sans lui postuler un sens et une forme (en fonction desquels le discours de l'APRA ne serait qu'une mystification) et sans pour autant réifier les catégories constitutives de l'objet d'étude.

Les symboles et les discours ou les signifiants vides seront nécessairement « impropres » à rendre compte de l'ensemble social, puisque cet ensemble ne peut être représenté. Cependant, ils ne sont pas moins essentiels à la représentation et finalement à l'existence concrète du politique et de tout ensemble social, puisque, pour exister de manière relativement cohérente, cet ensemble requiert d'un système de signification qui fixe (toujours de manière momentanée et contingente) le jeu infini des renvois de sens. Ainsi, plutôt que de critiquer l'aspect partiel, arbitraire ou manipulateur des discours, il convient plutôt d'entreprendre l'analyse de leurs luttes (hégémoniques) pour nommer cet ensemble. Nous ajoutons à cela, en incorporant les principes relatifs à l'événement discursif et aux formations discursives, que pour entreprendre cette analyse il est nécessaire de comprendre le fonctionnement interne à chacune des positions constitutives de cette lutte mais également leurs rapports réciproques, d'inclusion, d'exclusion, de contamination, de transformation.

2.3.2- Discours et représentation du politique

Malgré l'extrême cohérence de la théorie de Laclau sur les relations hégémoniques, il subsiste une certaine contradiction ou une trop grande simplification au niveau de l'explication ou du postulat d'une certaine « unité » du social. Laclau affirme à maintes reprises que le social n'existe pas (en dehors de sa construction discursive). Et pourtant il cherche à expliquer son « apparente » unité. Même relative et aléatoire, cette recherche de l'unité du social le conduit à poser que « le social » serait le produit d'une « formation discursive ». Bien que le concept de formation discursive désigne une « régularité dans la dispersion » – qu'il ne réfère pas à un seul sens et à une seule règle mais à une grammaire générative d'énoncés permettant la cohabitation de positions contradictoires –, l'immensité de la toile discursive constitutive du social est trop élargie et trop contradictoire pour que l'on puisse y identifier une règle unique, même de dispersion, l'unissant dans un seul et même système de sens.

Laclau peut se permettre cet usage « métaphorique » (déplaçant radicalement le lieu d'application) du concept de formation discursive étant donné le fait qu'il ne cherche pas à l'opérationnaliser méthodologiquement. Il peut ainsi référer à l'idée d'une certaine régularité dans la dispersion des énoncés pour fonder l'idée d'un ordre symbolique constitutif du social – ou, pour le dire autrement, il peut ainsi remplacer l'idée récusée du « social en tant que tel » par l'idée du social en tant que résultat d'un « système de différences » – sans avoir à montrer les formes concrètes à travers lesquelles cette formation discursive postulée construirait le social. Or le social n'est pas le résultat d'*UN* système de différences mais le lieu de création et de cohabitation de milliers de systèmes de différences, contradictoires et irréconciliables les uns avec les autres, même à travers la souplesse de notions comme celle d'une régularité dans la dispersion. Comme le fait remarquer Foucault, l'analyse des formations discursives implique le choix empirique d'un « domaine où les relations risquent d'être nombreuses, denses, et relativement faciles à décrire »⁶⁴. Ce qui n'est absolument pas le cas du social pris dans son ensemble.

Laclau aurait toujours pu faire usage du concept de « discours social » dans le sens développé par Marc Angenot⁶⁵ pour rendre compte des règles communes de génération du sens et de la vraisemblance à une époque donnée. Par contre, même si ces deux auteurs s'appuient sur le concept gramscien d'hégémonie, Laclau situe son analyse à un niveau plus strictement politique alors que Angenot entreprend une analyse du « social » qui rend pratiquement impossible l'usage des concepts de forces antagoniques ou contre-hégémoniques. Pour que la conceptualisation que fait Laclau des pratiques articulatoires puisse avoir une application méthodologiquement justifiée, il est nécessaire de mieux baliser l'espace ou le domaine au sein duquel se produisent ces pratiques articulatoires, c'est-à-dire : la *représentation du politique*. L'ensemble des exemples donnés par Laclau réfèrent effectivement à ce domaine précis et relativement bien balisé de l'activité discursive ou sociale. Il traite des cas strictement politiques comme la Révolution française, la Révolution bolchevique, le populisme, le fascisme, le charisme, etc. Dans ces exemples, les positions différentielles sont fréquemment signifiées comme des « demandes » adressées à l'État, et

⁶⁴ Foucault, *L'Archéologie du savoir...*, p. 42.

⁶⁵ Marc Angenot, *1889 : un état du discours social*, Longueuil, Le Préambule, 1989.

non pas comme n'importe quel désir souverain, se situant au-delà du cadre policé imposé par une scène politique donnée. De même, les positions antagoniques ou d'équivalence se situent sur le plan des luttes politiques contre cet État. Bien qu'il soit possible d'établir la manière « performative » à travers laquelle le politique « engendre » le social ou du moins comment il le contraint à fonctionner au sein d'une série de règles hiérarchiques, il n'est pas possible de réduire le social à ces contraintes. C'est même de l'impossibilité de ces représentations du social (ou du politique ?) à embrasser l'ensemble des « événements » contradictoire constitutifs du social que surgit la constante possibilité d'une remise en question de telles représentations. Ce que Laclau tend à analyser c'est donc moins les formes de construction et de changement de l'unité du social que les changements de la clôture ou de la *représentation du politique*, comme nous allons l'expliquer.

2.3.3- Effet de récit, processus de mise en acceptabilité, version narrative et langue politique

Pour pallier cette limite de la conceptualisation du social développée par Laclau, il nous est apparu nécessaire de référer à la conceptualisation de la *représentation du politique* entreprise par André Corten dans *Discours et représentation du politique*. Dans ce texte Corten définit la scène politique (et non pas le social) comme le résultat de sa propre représentation.

« Par représentation du politique, on désignera ici la scène des forces politiques construite par le discours. C'est la scène où les éléments qui traversent la société sont vues comme "forces" et vues comme "forces politiques". On dira donc que le politique est la réalité de ces forces telles que celles-ci se découpent de façon plus ou moins nette à la vue de tous. Ce découpage dans notre horizon est le produit de processus de circulation discursive. Par scène de représentation, il ne faut donc pas comprendre une scène qui réfléchirait autre chose. C'est le discours dans sa circulation qui construit le montage et délimite la clôture de la scène. »⁶⁶.

La scène politique est ainsi conçue comme le résultat d'une représentation particulière qui peut être située et comprise à travers la notion de circulation discursive, elle-même relative à la notion d'effet de récit développée par Jean-Pierre Faye.

Dans *Langages totalitaires*, Faye met en évidence comment « l'histoire même tend à être produite à mesure par son propre récit »⁶⁷. Il n'est pas question pour l'historien

⁶⁶ Corten, *Discours et représentation du politique...*, pp. 1-2.

⁶⁷ Faye, *Langages totalitaires...*, p. 7

d'abandonner la recherche des faits ou de la vérité, mais de prendre en considération que, au moment de l'action, ce qui est déterminant est moins la vérité des faits comme tel que la version narrative qui tient lieu de vérité. L'objet d'étude est alors constitué par les *versions narratives* des faits qui sont *actives* au moment où ils se produisent, c'est-à-dire par le sens qu'ils prennent pour les personnes qui les exécutent mais également pour l'ensemble social qui les reçoit. Pour soutenir cette idée, Faye illustre son propos à partir de l'exemple de l'incendie du Reichstag (février 1933.) Trois versions narratives tendent à « expliquer » cet événement. L'une, attribuée à la troisième internationale, établissant que l'auteur, Van der Lukke (« jeune exalté un peu simple d'esprit »), a été manipulé par les nazis ; la deuxième voulant que ce même auteur ait agi de sa propre initiative ; et la troisième – qui deviendra, par son effet de récit ou sa circulation, la version active qui construira l'histoire – voulant que ce même auteur ait été manipulé par les communistes. Faye précise que, de ces trois versions narratives, seule l'une d'entre elles peut être vraie. Il se peut qu'aucune de ces versions ne le soit, mais, par contre, elles ne peuvent être vraies toutes les trois en même temps. Or, indépendamment de la vérité des faits, c'est la troisième version qui parviendra à s'imposer au quotidien comme étant la vérité des faits, entraînant alors l'interdiction du Parti communiste et, de manière plus générale, un réaménagement des positions énonciatives de la *topographie* du champ politique allemand.

La topographie d'un champ politique est donnée par l'ensemble des positions énonciatives à partir desquelles s'énonce le politique. L'effet de récit doit être compris, d'un côté, comme le résultat de la circulation d'une certaine version narrative active au sein de ces positions énonciatives ou idéologiques⁶⁸ mais, d'un autre côté, il doit surtout être compris à

⁶⁸ Bien que Faye précise que les positions de cette topographie ne sont pas des positions sociologiques mais des lieux idéologiques, sa manière de rendre compte de ces positions reste, à notre avis, trop liée aux acteurs politiques concrets. Ceci conduit la démonstration à une forme biographique de description qui peine à s'arrimer aux postulats discursifs constitutifs de cette conceptualisation. Il nous apparaît alors plus conséquent de reprendre la conception foucaldienne du discours, qui neutralise méthodologiquement toute référence au « sujet » (énonciateur) comme origine du sens pour référer ce sujet et son discours ou les règles énonciatives contraignant son énonciation, c'est-à-dire à des « positions énonciatives » s'appliquant indépendamment des sujets parlants. Nous verrons plus loin, comment cette nouvelle manière de rendre compte de l'effet de récit et de la version narrative active se rapporte moins à un événement concret (comme l'incendie du Reichstag) qu'à un « événement discursif » disséminé dans un champ (également discursif) et se rapportant à des règles de formation qui peuvent s'étendre sur plusieurs années et différer dans leur ordre d'apparition.

partir des modifications de l'ensemble des positions des énonciateurs du politique et donc du système d'articulations entre les énoncés du champ politique. Non seulement il devient possible d'énoncer des choses jadis inacceptables (comme l'État total ou la solution finale, dans le cas du nazisme) mais les positions constitutives de la topographie du champ politique tendent à changer de valeur les unes par rapport aux autres ; certaines positions vont même simplement disparaître tandis que de nouvelles positions, inexistantes jusqu'alors, vont apparaître. L'effet de récit peut même aller, comme dans le cas du procès de mise en acceptabilité de l'État totalitaire, jusqu'à la disparition de la scène de représentation du politique⁶⁹. L'analyse de l'effet de récit ou du procès de circulation ou de mise en acceptabilité n'est donc plus une simple étude de la topographie d'un champ discursif mais une étude de sa *topologie*, c'est-à-dire une étude des déplacements engendrés par la version narrative active. En procédant à ces déplacements des frontières de l'acceptable, l'effet de récit est conçu par Faye comme une langue politique.

2.3.4- La langue politique

Le caractère politique de cette langue provient de ce déplacement de la frontière de l'acceptable ou, pour le dire dans des termes schmittiens, de sa capacité de trancher des situations décisives⁷⁰ et à créer des situations d'exception (imprévues et imprévisibles, dépendant de la volonté d'une force souveraine). Cependant, cette langue, pour politique qu'elle soit, n'est pas moins une langue, c'est-à-dire un système de différences et donc de règles. Nous nous trouvons alors face à deux manières de conceptualiser la *langue politique*. La première, se rapportant à Faye, qui la conçoit en fonction de ses « effets » (politiques), c'est-à-dire en fonction des *déplacements* des frontières de l'acceptable introduits par la *version narrative active* ; et la deuxième, qui insiste davantage sur son « fonctionnement », en tant que syntaxe distribuant les places légitimes des acteurs politiques ou, pour reprendre les termes de Corten, en tant que « syntaxe qui règle les opérations discursives distribuant les actants d'une société en rapports de forces politiques »⁷¹. La première acception se situe ainsi au niveau de l'*ouverture* ou de la *réactivation* (remise en question) – non pas du social,

⁶⁹ Corten, *Discours et représentation du politique...*, p. 14.

⁷⁰ Carl Schmitt, *La notion du politique : Théorie du partisan*, Paris, Callman-Lévy, 1972, p. 80.

⁷¹ Corten, « Imaginaires de la vie ordinaire...

comme dirait Laclau, mais plutôt des positions constitutives de la scène politique –, tandis que la deuxième se situe au niveau de la *clôture* du politique, de sa stabilisation au sein de nouvelles règles qui, sans être juridiques ou institutionnelles, n'assument pas moins une certaine reproductibilité (régularité) des énoncés et des pratiques politiques. Il y a ainsi un caractère paradoxal à cette deuxième conception de la langue politique dans la mesure où, en nommant les forces (en tant que langue, syntaxe ou règle), en les soumettant à une logique (syntaxe) « externe » et générale, elle leur enlève une grande partie de leur « autonomie »⁷², de leur capacité de trancher et de produire des situations exceptionnelles (Schmitt).

De ce fait, la langue politique n'est jamais aussi politique qu'au moment de sa fondation, c'est-à-dire au moment où elle « réactive »⁷³ *le social* en montrant comme *contingent* ce qui apparaissait comme *nécessaire*, en assumant le passage d'une forme d'acceptabilité ou d'énonciation à une autre. Elle reste cependant politique par la suite étant donné le fait qu'elle continue à nommer et à instituer des « forces » ou des acteurs politiques légitimes (leur donnant leur valeur d'acteur de même que leur capacité d'action ou valeur modale) mais également en fonction du fait que, en tant qu'hégémonie, elle se trouve en lutte perpétuelle, bien qu'implicite, contre toute autre forme (contre-hégémonique) de mise en discours ou de la scène de représentation des forces. Pour éviter cette confusion entre ces deux acceptions de la langue politique, nous préférons les termes d'effets politiques, d'effet de récit, d'ouverture ou de *réactivation* pour parler du procès de mise en circulation ou d'acceptabilité (Faye) et réserver l'usage du terme langue politique pour parler des syntaxes ou des grammaires « génératives » constitutives des scènes politiques (Corten).

2.3.5- La langue politique : un système de sens auto-référentiel

Nous parlons alors de langue dans le sens saussurien du terme, c'est à dire comme un système de sens auto-référentiel établissant des rapports de différence entre ses éléments. Cette langue est politique dans la mesure où elle établit des rapports de différence entre des « forces ». Pour que ces forces « existent » elles doivent s'énoncer en tant que forces. C'est la

⁷² Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1975.

⁷³ Notons que l'usage que fait Laclau du terme de *réactivation* le réfère à une remise en question de l'apparente objectivité du social. Il ne faudrait pas confondre avec l'usage fait en analyse du discours du concept de réactivation en tant que *réinvestissement* d'un discours.

langue politique qui fixe les règles à partir desquelles certains regroupements humains acquerront un statut de force et d'autres non. Pourtant, cette langue n'a d'autre forme d'existence que l'usage qu'en font ses énonciateurs. Elle se construit en fonction des formes de reconnaissance (ou de non-reconnaissance) mutuelle entre les acteurs de scènes politiques données. Fondement tout autant que résultat de la scène politique, la langue politique possède un statut semi-figuratif⁷⁴ dans la mesure où elle ne figure pas des réalités qui existeraient ailleurs que dans la représentation permise au sein de cette langue.

La circularité ou le caractère tautologique de ce raisonnement ne pose problème qu'en fonction d'une conception « pré-saussurienne » du langage, postulant que celui-ci « traduirait » un monde existant de manière autonome, ailleurs. En isolant le processus de *signification* (en le déliant de cette relation constitutive à un monde extralinguistique) grâce à la définition de ce processus de signification comme une relation entre un signifiant et un signifié intrinsèquement liés⁷⁵, Saussure nous permet (malgré lui⁷⁶) d'analyser le sens des phénomènes sociaux en fonction de leur règles énonciatives internes, sans référer à une « réalité » externe en tant qu'origine du sens. Saussure utilise la métaphore du jeu d'échec pour illustrer le caractère autoréférentiel de la langue. Les pièces d'un jeu d'échec n'ont de sens qu'au sein des règles qui les unissent, qui établissent des rapports de différence entre elles ainsi que les règles qui régiront leurs rapports. En dehors d'un échiquier et du contexte d'une partie d'échec entouré des autres pièces, le cavalier n'est qu'un morceau de bois ou d'ivoire rappelant vaguement un cheval. Ce sont les règles du jeu qui *instituent* cette pièce en cavalier. Si l'on ajoute des cases ou des pièces au jeu, que le type de mouvement permis change, alors la *valeur* (le sens) de ce cavalier et de toutes les autres pièces changeront également. Quelle serait la valeur de la reine si toutes les pièces avaient la même latéralité dans leurs mouvements ? Sa différence par rapport aux autres pièces ne serait que

⁷⁴ André Corten, *Discours et représentation du politique...*, pp. 16-19.

⁷⁵ Saussure, *Cours de linguistique générale...*

⁷⁶ Nous précisons que les effets engendrés par Saussure dans la philosophie et les sciences sociales (ce qu'il est convenu d'appeler le tournant linguistique) n'ont pas été prévus ou souhaités par lui. Au contraire, en cherchant à donner un fondement scientifique à la linguistique, Saussure prend l'exemple des sciences sociales qui, selon lui, avaient un objet d'étude parfaitement déterminé (« donné d'avance » (sic.) !). Voir notamment, Saussure, « Objet de la linguistique », chapitre III, in, *Cours de linguistique générale...*, p. 23.

morphologique. À l'inverse si l'on change l'apparence des pièces en les codifiant par des signes sur une surface bidimensionnelle ou en les représentant de manière davantage figurative avec des visages, des armes et des attributs, rien n'aura changé quant à leur valeur. En d'autres termes, ce qui donne leurs valeurs au cavalier, à la reine ou à une toute autre pièce du jeu d'échec, ce sont l'ensemble des règles qui les unissent. Leurs différences physiques ne sont que des accessoires de reconnaissance. De la même manière, ce qui donne valeur à un signe ce n'est pas tant l'objet ou la « réalité » qui semble lui être attachée que le système de sens qui lui permet de *signifier* cette « réalité », en tant que réalité (la relations entre le signifiant et le signifié dans un seul et même processus de signification autoréférentiel). Le rapport à une réalité extra discursive pour comprendre la langue est tout aussi utile que l'analyse des caractéristiques morphologiques des pièces pour comprendre le jeu d'échecs. Ainsi, pour comprendre la scène politique à travers le concept de langue politique, il serait vain de l'aborder en fonction d'acteurs ou de réalités « objectives » ou structurelles comme si ces dernières existaient indépendamment de leurs formes de mise en récit.

2.3.6- Exclusion constitutive de la langue politique et son extérieur

Pourtant, le monde ne se réduit pas aux forces. Il existe une multiplicité de dimensions que l'énonciation politique tend à nier. Cette négation systématique de la plupart des autres dimensions du monde vécu n'empêche aucunement la langue politique de fonctionner de manière cohérente. Au contraire, comme nous l'avons vu avec Laclau, cette exclusion est fondatrice de son unité en tant que système. Et c'est en fonction de cette unité systémique (auto-référentialité) que nous pouvons en parler en tant que langue (*système* de sens) particulière. Mais c'est aussi en fonction de cette exclusion (unité) que nous pouvons identifier les effets politiques engendrés par cette construction discursive sur la reproduction (surdétermination) d'un ensemble social plus large. Car s'il existait une parfaite équivalence entre ce qui *est dit* et ce qui *est*, il n'y aurait pas lieu de parler de rapports de force ou de relations hégémoniques mais plutôt de rapports de nécessité ou de gestion du social. Ce n'est qu'en la référant aux autres « réalités » exclues, que cette forme de représentation particulière prend valeur de « force » au sein d'un espace conflictuel disputé par d'autres forces et, de manière plus large, de « force hégémonique » surdéterminant le sens de l'ensemble.

Quel sera le statut théorique donné à cette extériorité constitutive de la langue politique? La tentation est grande d'attribuer aux « forces » ou aux non-forces qui ne trouvent pas de traduction directe dans la langue politique, un statut d'authenticité plus élevé qu'aux formes de représentation permises par cette langue. La confrontation de ces deux éléments théoriques, l'un construit comme une *représentation* (surdétermination) *du monde* et l'autre comme *le monde en soi*, se solderait nécessairement par la réification des croyances ou préférences personnelles du chercheur. Celles-ci se présentant sur le plan théorique comme *le monde en-soi*, au détriment de la langue politique qui se présenterait comme sa traduction plus ou moins heureuse. Pour éviter cet écueil, les « forces » exclues de la scène de représentation des forces doivent alors avoir le même statut théorique et méthodologique que la langue politique que nous analysons, c'est-à-dire celui d'« autres discours », d'autres représentations particulières du monde et non pas de la réalité en soi. La construction d'une analyse abstraite, universalisable et méthodologiquement justifiée des rapports de force doit ainsi se faire par la mise en relation des discours se disputant le privilège de nommer et d'ainsi *instituer* la réalité.

Si nous n'incorporons pas cette dimension à l'analyse, l'étude de l'événement discursif paupériste (de son fonctionnement en tant que formation discursive et de ses effets sur la construction des langues politiques) se condamnerait à un auto-enfermement dans les catégories propres de ce discours particulier. Si notre analyse s'arrêtait à l'identification de ce système de sens relativement cohérent qui déploie ses effets en se montrant comme la totalité et l'objectivité même du social, nous ne serions qu'en train de confirmer l'événement discursif ; incapables de nommer le monde autrement qu'à partir des catégories de sens du paupérisme. Il ne suffit pas d'affirmer théoriquement la « négativité » constitutive de cette formation discursive, puisqu'il s'agit là d'une condition constitutive de tout discours. Déconstruire le discours de lutte contre la pauvreté (c'est-à-dire un ensemble de positions qui tendent à construire une représentation du politique structurée autour de l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté) est sans aucun doute une partie essentielle de l'analyse critique du phénomène mais ce travail restera incomplet sans l'élaboration d'une certaine forme de « reconstruction » du politique de manière indépendante de cet élément de départ.

Cette reconstruction se fera, comme nous l'avons dit plus haut, à travers la mise en relation de la formation discursive avec son champ discursif. Cependant, bien que ce champ soit relativement circonscrit et identifiable à partir des marques de dialogisme, le nombre de discours externes ou contradictoires avec la formation discursive paupériste est encore trop grand pour pouvoir en rendre compte de manière méthodologiquement contrôlée. Il est encore nécessaire de délimiter un *espace discursif*⁷⁷, en fonction d'hypothèses concrètes qui permettent de décrire de manière plus détaillée les relations de concurrence et plus précisément les relations hégémoniques (hégémonie / contre-hégémonie) qui se développent entre la formation discursive paupériste et une autre formation avec laquelle elle entretient des rapports dialogiques privilégiés : la formation discursive populiste.

2.4- Articulation du cadre théorique à l'analyse de l'événement discursif paupériste

Avec ces commentaires sur les principaux éléments théoriques impliqués dans l'énoncé de thèse, nous sommes à même de reprendre cet énoncé pour l'articuler à une méthodologie concrète et ainsi expliquer la démarche analytique que nous entreprendrons dans les prochains chapitres. Ainsi, en affirmant que *le consensus mondial sur la lutte contre la pauvreté doit être interprété comme un événement discursif*, nous cherchons à problématiser le rapport de causalité immédiat établi entre l'augmentation de la pauvreté et son surgissement dans l'espace public des pays d'Amérique latine (et sans doute de la plupart des pays du globe). Plutôt que de déduire le discours de la réalité ou des thèmes qu'il aborde, nous chercherons plutôt à définir l'objet en fonction de ses manières d'être signifié. Il faut d'abord chercher à comprendre : de quelle pauvreté parle-t-on ? Qui en parle ? En poursuivant quels objectifs ? En engendrant quels effets ? Dans quels contextes peut-on ou doit-on parler de pauvreté ? Quelles sont les autres « réalités » qui ne peuvent surtout pas être énoncées en fonction des contraintes relatives à ce discours ? Bref, « Qu'est-ce qui fait qu'un tel énoncé apparaisse à tel endroit et qu'aucun autre ne puisse y prendre sa place ? »

Au-delà de cette précision méthodologique, l'événement discursif paupériste est considéré comme un événement en fonction de son étrangeté (extériorité) par rapport à d'autres règles énonciatives antérieures se situant dans le champ de la représentation du

⁷⁷ Au sujet de la distinction entre univers, champ et espace discursif, voir Maingueneau, *Genèses du discours...* ; notamment, pp. 27-29.

politique dans lequel il surgit. Autrement dit, nous n'aurions rien démontré s'il ne s'agissait que d'affirmer la singularité du discours de lutte contre la pauvreté puisque cette singularité est donnée par le principe méthodologique et la position épistémologique que nous adoptons, postulant la singularité de tout discours. L'intérêt envers l'événement discursif paupériste tient en grande partie à sa position privilégiée au sein d'un champ particulier du social (celui de la représentation du politique) et aux déplacements des frontières de l'acceptable (effet de récit) auxquels il procède. En introduisant des changements dans les « anciennes » (ou concurrentes) formes de représentation du politique, le discours de lutte contre la pauvreté prend alors valeur de *version narrative active* qui, en déplaçant les frontières du politique, tend à instaurer une nouvelle langue politique ou nouvelle forme de représentation du politique.

2.4.1- La formation discursive paupériste

C'est ainsi que nous verrons au cours des prochains chapitres comment l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté permet de légitimer, d'approfondir et de pérenniser les réformes de l'État introduites à partir du début des années 1980 comme conséquence des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel et du principe de conditionnalité qui leur était lié. Nous verrons précisément, au troisième chapitre, comment le *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (RDM/90)⁷⁸ de la Banque mondiale parvient à rendre équivalents la lutte contre la pauvreté et les Programmes d'ajustements structurels (PAS). Ce rapport n'a valeur que d'exemple paradigmatique de la version narrative active qui assume le déplacement des frontières de l'acceptable. Cette version narrative fonctionne comme un *oscillateur sémantique*⁷⁹, c'est-à-dire en tant que moment ou position particulière à partir de laquelle le sens des termes se voit altéré du fait de l'introduction d'un élément nouveau et contradictoire⁸⁰. Le déplacement de la frontière de l'acceptable consiste ainsi (entre autres) à rendre acceptable ces ajustements qui, présentés en tant que programmes d'austérité, de contraction de la demande interne, de retrait de l'État, de privatisation et de conditionnalité,

⁷⁸ Ayant un titre tout à fait révélateur du thème qui le traverse de part en part, soit, tout simplement : *La pauvreté* (Poverty)

⁷⁹ Faye, *Langages totalitaires...*, p. 8.

⁸⁰ Ce qui est contradictoire, si besoin est de le préciser, c'est bien entendu que les ajustements structurels puissent être une stratégie de lutte contre la pauvreté...

rencontraient de sérieuses résistances, tant de la part des gouvernements qui devaient les appliquer que des populations qui les subissaient ainsi que des ONGs et des organismes onusiens (PNUD, UNICEF, etc.).

Ce que permet le principe de lutte contre la pauvreté, une fois articulé aux ajustements structurels par l'oscillateur sémantique ou par la version narrative active, c'est l'incorporation des principes constitutifs de ces ajustements par des positions qui leurs semblaient pourtant opposés. Cependant, l'exemple paradigmatique du RDM/90 ne doit pas être vu autrement que comme un exemple. La version narrative active ne débute pas en 1990 avec ce *Rapport*. Dès 1982 et même au-delà, dès 1976 dans le cas du Chili, on peut retrouver cette articulation entre réformes néolibérales et lutte contre la pauvreté. Toutefois, il ne s'agissait pas encore d'un « consensus ». Plusieurs autres conceptions de la pauvreté, du développement et du politique cohabitaient avec cette version narrative et entretenaient avec elle des relations de concurrence. Ce qui se produit à partir de 1982 et qui s'intensifie dans les années 1990, c'est une incitation au discours de lutte contre la pauvreté⁸¹. Cette incitation n'est possible qu'en fonction de cette construction particulière (version narrative) de la pauvreté. En d'autres termes, on n'incite pas à parler de la pauvreté de n'importe quelle manière, par qui que ce soit et en tous lieux. On incite à la reproduction d'un discours particulier sur la pauvreté qui ne peut être ainsi mis en disponibilité qu'une fois surdéterminé par l'incorporation en implicite du caractère inéluctable (voir même souhaitable) des ajustements structurels ou de la croissance dans une économie libéralisée.

S'il ne s'agissait que d'un texte de la Banque mondiale ou encore de la position générale de cette institution et que celle-ci était contestée et neutralisée par d'autres contre-positions définissant la pauvreté d'une manière radicalement opposée, il n'y aurait pas lieu de parler de formation discursive ou d'événement discursif paupériste. Au-delà de cette précision, s'il ne s'agissait que d'un phénomène concernant les institutions internationales et que celui-ci n'était pas repris par les gouvernements latino-américains, les principaux partis politiques, les chercheurs, les médias de masse, les ONGs internationales et nationales, des groupes militants et ainsi de suite, il y aurait peut-être lieu de parler d'une formation

⁸¹ André Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n°85, septembre 1998, pp. 22-23.

discursive mais dont les effets ne se situeraient pas sur le plan des langues politiques. Ce n'est qu'en fonction de la *circulation* de cette version narrative au sein de ces diverses positions (qui ne sont qu'une approximation illustrative de cet espace de circulation) que nous pouvons parler d'un « effet de récit » et d'un changement de langue politique.

Pour rendre compte de ce processus de mise en acceptabilité, c'est-à-dire de l'effet de récit ou de circulation engendré par cette version narrative active, nous chercherons à montrer les règles de dispersion qui permettent la cohabitation stratégique de positions divergentes au sein d'un ensemble ou d'une unité discursive qui les subsume (la formation discursive paupériste). C'est ce à quoi seront dédiés les chapitres 4, 5 et 6, traitant des règles de dispersion qui permettent la convergence stratégique, non seulement du PNUD et de la Banque mondiale ou de l'OCDE et de l'UNICEF ou de l'OIT mais également des pays débiteurs et des pays créanciers, des gouvernements et des partis d'opposition ou des ONGs locales, du *Global Call for Action Against Poverty* et du Sommet de Davos, du Sommet des peuples et du Sommet des Amériques, et ainsi de suite. Il ne s'agit pas seulement de montrer que ces positions diverses et divergentes se rencontrent derrière le *thème* de la lutte contre la pauvreté mais surtout de montrer comment, malgré les écarts et les divergences, elles partagent des règles énonciatives communes qui rendent possibles ces jeux de langage, ces écarts, ces transformations, ces déplacements, ces réinvestissements, dans des contextes différents et par des positions divergentes.

Le concept de formation discursive s'avère particulièrement propice pour rendre compte de l'oscillateur sémantique et des effets qu'il peut engendrer à travers sa circulation. En effet, la juxtaposition de deux éléments en apparence contradictoires (et même opposés explicitement), à laquelle procède l'oscillateur sémantique, rejoint parfaitement les critères énoncé par Foucault pour reconnaître et analyser les formations discursives. On se souviendra comment Foucault propose d'identifier les formations discursives en fonction :

« ...[des] différentes possibilités qu'[elles] ouvre[nt] de ranimer des thèmes déjà existants, de *susciter des stratégies opposées*, de faire place à des *intérêts inconciliables*, de permettre, avec un jeu de concepts déterminés, des parties différentes »⁸².

⁸² Foucault, *L'Archéologie du savoir...*, p. 51.

Ou encore en fonction « des possibilités stratégiques diverses qui permettent l'activation de **thèmes incompatibles** »⁸³. Nous devons signaler ici une importante différence entre la méthode que nous utilisons pour rendre compte de cet effet de récit et celle utilisée par Faye. En effet, bien que Faye définisse la topographie d'un champ politique comme l'ensemble des « positions énonciatives » à partir desquelles s'énonce le politique à une époque et dans un lieu déterminé, ces positions « énonciatives » se confondent, au moment de l'analyse, avec les positions des partis et des mouvements politiques, traitées en fonction des changements de leur contenu idéologique, plutôt qu'en fonction de leurs « règles énonciatives ». En cherchant à rendre compte de l'effet de circulation à travers ses règles de dispersion nous cherchons à atteindre un plus grand degré d'abstraction et de généralisation que ce que peut offrir la méthode utilisée par Faye. Le concept de formation discursive permet en effet de ne pas postuler les places constitutives des topographies politiques et d'appliquer cette même méthode à n'importe quel énoncé produit à n'importe quel endroit du social ou, plus largement, de l'univers discursif⁸⁴.

Cependant, en ne postulant pas les places constitutives de la scène politique, il devient hasardeux de parler de « déplacement ». Si, comme le dit Laclau, le social est surdéterminé par la formation discursive qui lui impose son sens (comme résultat précaire des relations hégémoniques) mais également son centre, ses objets, ses sujets et les règles qui les unissent, alors comment établir ce qui lui serait « antérieur » ? En d'autres termes, si le discours est (comme l'inconscient) le principe explicatif de lui-même – la seule cause de ses multiples causes –, alors au nom de quoi devrions-nous préétablir le champ de son surgissement et les discours auxquels il s'oppose ou fait suite ? Ainsi, puisque l'existence des formations discursives ne dépend pas d'un contexte qui leur serait extérieur (ou antérieur) mais de leur propres règles énonciatives qui imposent (surdéterminent) le champ discursif au sein duquel elles s'inscrivent, ces formations discursives « antérieures » ne peuvent être établies qu'à *posteriori* : une fois que l'analyse des marques de dialogisme nous auront permis d'établir ce

⁸³ Foucault, *L'Archéologie du savoir*..., p. 53.

⁸⁴ Qui ne connaît ni d'avant ni d'après, ni d'ici ni d'ailleurs, c'est-à-dire qui peut construire le social en fonction de relations nationales, internationales ou transnationales, transcendantes ou immanentes, en référant à des situations historiques millénaires tout autant qu'à l'immédiateté du temps des affaires, et ainsi de suite

champ. Ce pourquoi notre analyse des effets politiques ou des « déplacements » de la frontière de l'acceptable ne pouvait débiter par l'analyse d'une topographie (des positions idéologiques) donnée que le discours de lutte contre la pauvreté viendrait déplacer ou altérer mais plutôt par l'analyse de ses propres règles énonciatives, d'apparition, de dispersion et de transformation.

Ce n'est pas la pauvreté, en soi, qui appelle un discours sur les réformes de l'État. C'est l'analyse du discours de lutte contre la pauvreté qui nous indique que ce lien entre pauvreté et réformes de l'État constitue l'une des positions constitutives de ce discours : un point nodal à partir duquel on cherche à surdéterminer le social et en fonction duquel, ce discours s'engage dans une relation dialogique (de concurrence) avec d'autres positions ne partageant pas cette mise en équivalence. De même, les couples d'opposition construits par le discours de lutte contre la pauvreté (pauvres / non-pauvres ; aide / demande ; économique / politique ; etc.⁸⁵), ne constituent pas une donnée intrinsèque à la pauvreté mais d'autres positions constitutives de cette formation discursive, et en fonction desquelles nous avons pu établir ses conditions de possibilité, c'est-à-dire le champ discursif dans lequel elle surgit. Pour le dire de manière plus générale, ce n'est qu'en fonction de l'analyse des différentes figures, postulats, positions énonciatives et fonctions actantielles que nous sommes parvenus à établir contre quelles positions « antérieures » ou concurrentes (champ discursif) se construisait le discours contre la pauvreté.

Il faut alors préciser que les textes analysés pour rendre compte de la formation discursive paupériste (institutions internationales, gouvernements, partis politiques, ONGs, etc.) ne sont pas non plus considérés en fonction du fait qu'ils émaneraient d'« acteurs » des scènes politiques. Il ne s'agit pas d'établir les positions idéologiques de ces « acteurs » et encore moins de leur attribuer d'avance un statut de force politique en fonction d'une préconception de ce qui serait en soi des acteurs politiques ou sociaux⁸⁶ ou encore de leur reconnaissance dans des systèmes politiques institutionnalisés. Il sont simplement traités comme des ancrages empiriques nous permettant d'établir les règles énonciatives de cette

⁸⁵ Que nous analyserons aux chapitres 3 à 6.

⁸⁶ À ce sujet, voir Jean-Jacques Courtine, « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, A propos du discours communiste adressé aux chrétiens », *Langages* n° 62, 1981, pp. 9-127 ; notamment, pp. 24-29.

formation en fonction de laquelle nous chercherons à rendre compte de la scène de représentation des forces qu'elle tend à construire. Car la scène de représentation des forces n'est pas équivalente aux institutions politiques⁸⁷ formelles servant à la régulation du politique ou de la cité (État, gouvernement, parlement, système juridique, partis politiques, groupes d'intérêt, etc.). Elle ne leur est pas totalement étrangère puisque leur légitimité et conditions d'existence dépendent de leur capacité à se présenter comme étant nécessaires et désirables et à être reconnu comme telles (c'est-à-dire à être incorporées dans leurs discours et leurs pratiques) par d'autres forces non institutionnalisées. La scène de représentation des forces est le produit de la langue politique, c'est-à-dire des règles énonciatives (syntaxe) permettant la reconnaissance mutuelle entre des forces instituées par elle. Dans cette mesure, il n'est pas possible d'établir d'avance quelle institution aura valeur de « force » ou d'acteur légitime au sein d'une scène politique donnée.

Par exemple, la reconnaissance, par le discours de lutte contre la pauvreté, des investisseurs étrangers ou des organismes internationaux en tant qu'acteurs légitimes de la scène politique, n'est pas une donnée que l'on aurait pu postuler. Ce n'est qu'à partir du moment où la reconnaissance par les investisseurs étrangers⁸⁸ du bien-fondé des politiques de bonne gouvernance et de stabilité sociale, politique et économique (à laquelle participe les politiques de lutte contre la pauvreté) se transforme en argument pour justifier et modeler le comportement des acteurs politiques, que ces investisseurs recouvrent une valeur d'acteurs légitimes au sein d'une scène politique concrète. De même, ce n'est qu'à partir du moment où les institutions internationales (financières ou de développement) se transforment en guide pratique pour établir les « bonnes » politiques, non seulement économiques, mais également sociales et institutionnelles, que celles-ci acquièrent un statut d'acteur légitime d'une scène (nationale) de représentation des forces. Autrement, sans statut, sans reconnaissance, sans être instituées par une langue politique donnée, elles ne peuvent être considérées comme des acteurs de cette scène. Ces institutions peuvent bien exister et exercer une influence ou même des contraintes lors de négociations avec des gouvernements précis, mais elles n'exerceront pas de fonctions dans la construction et la reconnaissance des forces politiques entre elles,

⁸⁷ Corten, *Discours et représentation du politique...* ; notamment pp. 17-18.

⁸⁸ Reconnaissance se manifestant par les flots de capitaux.

tant que leur statut et légitimité ne seront pas reconnus au sein d'une langue politique concrète.

Pour donner un contre-exemple, au moment de la crise de la dette, tant le Mexique que le Vénézuéla se voyaient confrontés à un défaut de paiement qui poussait en faveur de leur intervention par le FMI qui, lui, mettait de l'avant des plans d'austérité basés sur la contraction des dépenses publiques, la privatisation des industries d'État, la contraction de la demande interne, la libéralisation des relations de travail et l'ouverture économique, impliquant notamment la souscription de ces pays aux accords du GATT. Cependant, en 1982, la légitimité de ces institutions et de ces politiques n'était pas reconnue au sein des langues politiques de ces pays et la réaction des gouvernements, indépendamment de leurs positions idéologiques⁸⁹, a été, dans les deux cas, un rejet de ces avenues perçues comme des menaces à leur souveraineté. Ce n'est qu'après un long travail idéologique, rendu possible en grande partie par la traduction des principes d'austérité, de privatisation et d'ouverture économique en tant que formes privilégiées pour atteindre la croissance et la baisse de la pauvreté, que les mêmes solutions rejetées quelques années auparavant sont devenues non seulement « nécessaires » mais souhaitables ; autrement dit, légitimes, acceptables ou énonçables. Ce faisant, les marchés extérieurs, les institutions internationales, l'action privée et le retrait de l'État de la sphère productive ont envahi l'imaginaire politique latino-américain, surdéterminant les objets, les sujets et les enjeux politiques, distribuant des places et des capacités d'action ou des contraintes à certains « acteurs politiques » – tout en ignorant ou en combattant d'autres –, établissant des relations hiérarchiques entre ces divers éléments, etc.

Ainsi, indépendamment des « déplacements » des frontières du politique, que nous analyserons dans la deuxième partie de cette recherche (chapitres 7, 8 et 9), il est possible et nécessaire d'analyser les effets politiques du processus de circulation en identifiant les manières par lesquelles la formation discursive paupériste « surdétermine » le sens du social ou de la représentation du politique : les acteurs politiques qu'elle institue, les valeurs et relations hiérarchiques qu'elle établit entre ceux-ci, les relations de nécessité ou d'interdiction

⁸⁹ Au Vénézuéla, par exemple, le Président Herrera Campins (1979-1984), qui en 1979 présente un programme néolibéral de réduction de la taille de l'État, ne s'est pas moins opposé aux politiques du FMI.

qu'elle établit entre différents éléments du social, et ainsi de suite. En d'autres termes, l'analyse de la formation discursive, qui est le résultat en même temps que le révélateur du processus de circulation de la version narrative active ou de l'oscillateur sémantique (effet de récit), nous permet de rendre compte (du moins partiellement) des *langues politiques* qu'elle tend à produire. Cependant, nous parlons ici de langue politique en tant que « syntaxe qui règle les opérations discursives distribuant les actants d'une société en rapports de forces politiques »⁹⁰ et non pas, comme le fait Faye, en fonction du déplacement de la frontière de l'acceptable (chose à laquelle nous procéderons dans la deuxième partie de cette thèse).

Pour que cette syntaxe institue les forces ou les acteurs légitimes de scènes politiques données, elle ne peut pas être le discours d'une seule position (pour puissante qu'elle soit), au risque de revenir à une conception personnifiée ou monarchique du pouvoir ; elle ne peut pas être le discours de la Banque mondiale ou d'un gouvernement mais doit être la syntaxe commune à l'ensemble des positions d'une scène politique déterminée qui, en fonction de leur reconnaissance ou de leur non-reconnaissance mutuelle, institue ces forces ou leur refuse le statut d'acteurs politiques. Malheureusement, nous ne pouvons entreprendre, dans le cadre de cette étude, l'analyse des langues politiques concrètes que tend à produire la formation discursive paupériste. Pour ce faire, il aurait fallu établir une série de corpus détaillés pour chaque époque et chaque pays abordé, incluant non seulement les discours présidentiels et des partis d'opposition mais également une série d'autres acteurs politiques et sociaux, d'imaginaires et de représentations sociales concurrentes, qui nous aurait conduit à un étalement dépassant les possibilités d'une seule étude. Les règles de dispersion que nous aurons établies à partir de ces quelques pièces de corpus (que nous détaillerons plus bas) restent néanmoins un indice de ces langues dans la mesure où elles sont partagées par un nombre significatif de positions dont la convergence ne pouvait être déduite de leurs « intérêts » ou de leur positionnement sur un axe idéologique gauche / droite ou sur un axe du pouvoir dominant / dominé ou même sur un axe géo-politique interne / externe ou centre / périphérie. La présence et la reproduction élargie (circulation) de la formation discursive paupériste nous indique ainsi une position essentielle, et sans doute souvent hégémonique, au sein des langues politiques concrètes mais elle ne permet pas de faire

⁹⁰ Corten, « Imaginaires de la vie ordinaire... », p. 1.

l'économie de autres positions et stratégies à travers lesquelles ces règles énonciatives seront investies, altérées, subverties ou simplement ignorées, oubliées, dépassées.

2.4.2- La formation discursive populiste

L'autre manière de rendre compte de la valeur politique de l'événement discursif paupériste consiste, comme nous l'avons dit plus haut, à montrer les déplacements qu'il engendre au sein du champ discursif dans lequel il surgit. Nous avons vu pourquoi, en fonction du principe de surdétermination et du caractère autoréférentiel des discours, ce champ discursif ne peut être établi qu'en fonction des règles d'apparition et de dispersion de la formation discursive paupériste. Cette autoréférentialité des discours ne doit cependant pas conduire l'analyse à un auto-enfermement dans les catégories du discours analysé. L'identification de ces règles de dispersion implique d'emblée une analyse des écarts et des transformations des énoncés et des positions énonciatives s'inscrivant au sein de cette formation discursive. Cela implique également l'identification des marques de *dialogisme*, c'est-à-dire des rapports qu'entretient le discours de lutte contre la pauvreté avec d'autres discours qu'il peut tout autant mobiliser à son compte – en s'appropriant de leur légitimité – que récuser et rejeter à l'extérieur de ses frontières (*scénographie*⁹¹) ; ce qui revient à repérer la présence de « plusieurs discours » au sein d'un même discours (ou formation discursive). Cependant, en identifiant la présence d'« autres » discours au sein d'un même discours (*polyphonie*) nous ne faisons rien d'autre que comprendre l'*identité* (le fonctionnement interne) du discours qui les mobilise ; nous n'accédons pas à ces autres discours. Pour le dire en fonction de notre objet d'étude, les marques de dialogisme nous permettent de caractériser le discours de lutte contre la pauvreté en fonction de sa manière d'investir un discours sur les équilibres économiques politiques et sociaux, sur la bonne gouvernance ou sur la croissance à travers un marché libéralisé (pour ne prendre que ces exemples) ; ces marques permettent également d'identifier ce discours en fonction de sa mise à distance (subversion) du populisme, du protectionnisme, des demandes corporatistes, et ainsi de suite. Ces marques de dialogisme nous indiquent le champ discursif au sein duquel s'inscrit le discours mais elles ne nous permettent pas d'analyser le fonctionnement des autres discours constitutifs de ce champ.

⁹¹ Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, pp. 112-114.

Ce n'est qu'en incorporant dans l'analyse ces « autres » discours, non plus en fonction de leur manière d'être signifiés par le discours de lutte contre la pauvreté, mais en fonction de leurs propres règles de formation (ou conditions de possibilité), que nous pourrions entreprendre une analyse des « rapports de force » qui se jouent autour de certains points nodaux constitutifs de la surdétermination paupériste. On comprendra qu'en fonction de la profusion de relations dialogiques relative à tout discours, il est impossible de toutes les traiter en leur appliquant la même méthode qu'au discours de lutte contre la pauvreté. Cela aboutirait à une multiplication exponentielle d'analyses appelant, chacune d'elles, d'autres discours et ainsi de suite. Il est donc nécessaire de délimiter au sein de ce champ discursif, un *espace discursif* particulier en fonction duquel on poursuivra l'analyse.

L'espace discursif, selon la conceptualisation qu'en fait Maingueneau⁹², délimite un sous-ensemble du champ discursif en liant au moins deux « archives »⁹³ en fonction d'hypothèses de recherches relatives aux relations privilégiées pouvant exister entre elles. Comme nous l'avons précisé plus haut, cette autre « archive » en fonction de laquelle nous chercherons à analyser les effets politiques du *déplacement des frontières de l'acceptable* par l'événement discursif paupériste est la *formation discursive populiste* ; qui, justement, semble entretenir non seulement des relations de concurrence avec la formation discursive paupériste mais surtout, entre lesquelles il semble exister des *relations hégémoniques*⁹⁴. Les enjeux politiques liés au surgissement de la figure de la pauvreté dans l'espace public latino-américain dépassent énormément cette relation dialogique précise entre populisme et paupérisme. Cependant, ce choix ne s'est pas opéré au hasard. Il répond, d'abord, à des hypothèses qui se justifient en fonction de la quantité, de l'intensité et de la centralité des

⁹² Dans, *Genèses du discours...* ; voir également Maingueneau, *L'analyse du discours...*, pp. 57-59.

⁹³ Rappelons que pour Maingueneau, le concept d'archive sert à tempérer la polysémie du terme de discours. Ce concept que Maingueneau développe en s'inspirant de *L'archéologie du savoir* (Foucault) fait référence à un niveau plus profond ou plus pérenne de la discursivité, c'est-à-dire aux discours qui sont conservés (« archivés ») et transmis « comme un trésor » mais aussi qui entretiennent des rapports étroits avec la reproduction du pouvoir (*archeion*). Indépendamment de ces considérations, ce qui importe pour la réflexion que nous menons ici, c'est simplement de considérer que l'« archive » fonctionne ici comme un synonyme de discours. Au sujet du concept d'archive, voir notamment, Maingueneau, *L'analyse du discours...*, pp. 21-24.

⁹⁴ Laclau et Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy...*

marques de dialogisme⁹⁵ que l'on retrouve dans les discours de lutte contre la pauvreté vis-à-vis du populisme. En effet, plusieurs des figures centrales du discours de lutte contre la pauvreté semblent être construites en « opposition » à cet autre discours. Au-delà de l'opposition explicite au populisme⁹⁶, les couples d'opposition créés par le discours de lutte contre la pauvreté – entre pauvres et non-pauvres, entre aide et demande, entre libéralisation et interventionnisme, entre ouverture et protectionnisme, entre économique et politique, entre stabilité et mobilisation, et ainsi de suite – sont autant de manières de décliner dans l'implicite cette même opposition fondamentale entre paupérisme et populisme.

Mais il y a, ensuite, des raisons « historiques », relatives au champ discursif dans lequel surgit le discours de lutte contre la pauvreté, qui permettent de justifier ce choix de l'entrechoquement entre le discours populiste et le discours paupériste comme espace discursif privilégié. En effet, le discours de lutte contre la pauvreté s'inscrit, en grande partie, dans le champ des discours politiques. Comme le précise Corten, les discours politiques ne sont pas équivalents à la représentation du politique (ou à la langue politique) qui, elle, implique des énonciateurs et des figures débordant largement du cadre institutionnel et disciplinaire au sein duquel s'exerce le genre discursif des « discours politiques » :

« Les discours politiques, comme suites d'énoncés, sont entendus dans un sens plus restreint que d'une part la langue politique [dans son acception générative] et d'autre part la topologie [comme découpage et combinaison des formations discursives]. Ainsi compris, les discours politiques s'inscrivent sur le champ de la persuasion. Ils doivent, par leur effet perlocutoire, faire bouger des « objets » (l'opinion publique, les électeurs). Mais ils ne peuvent éviter de prendre comme référent la scène de représentation bien qu'ils ne soient pas le seul à la façonner. Ainsi définis, les discours politiques se situeraient dans une marge entre la « vie politique » telle qu'elle se développe dans les institutions politiques d'une part et la scène de représentation des forces politiques d'autre part.

⁹⁵ Todorov, *Mikhaïl Bakhtin, le principe dialogique...*

⁹⁶ Par exemple : « Es el modo de frenar a los oportunistas, a los del *populismo prematuro*, a los nostálgicos de la polarización y de la violencia. Todos los chilenos deben saber que la **estabilidad política** es una indispensable condición para el **crecimiento económico**. Todos, especialmente los **más pobres**, deben saber de qué manera el **desarrollo social** depende del **crecimiento económico**. Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1994, p. 31.

Le discours de lutte contre la pauvreté n'est pas un discours politique comme tel. Il est produit et circule dans des espaces et des milieux qui débordent largement des « rituels »⁹⁷ constitutifs des discours politiques. Il n'en est pas moins devenu un élément constitutif (de ces discours politiques) dans la période contemporaine, en fonction de l'effet qu'exerce la formation discursive paupériste sur la langue politique ou, dans les termes de Corten, sur la scène de représentation des forces et, à travers elle, sur les discours politiques comme tel. Ainsi, alors que la pauvreté était un thème relativement marginal au sein des discours politiques latino-américains mais surtout, alors que le thème précis de la lutte contre la pauvreté n'existait carrément pas avant le milieu des années 1970, il est aujourd'hui pratiquement impossible de penser prendre le pouvoir ou agir sur la scène politique institutionnalisée sans référer à cette lutte.

Or, ce champ des discours politiques n'était pas vierge. Ce n'est pas parce qu'on ne parlait pas de lutte contre la pauvreté que l'on ne parlait de rien d'autre à sa place. Ce champ des discours politiques (et plus largement de la représentation du politique) était occupé en Amérique latine, de manière notoire, bien que non exclusive, par des discours se donnant le peuple (plutôt que la pauvreté) comme figure de légitimation. Cependant, tout comme pour les discours de lutte contre la pauvreté, le sens de ces discours « populistes » ne peut être déduit de l'objet ou du thème ou du lexème qu'ils investissent et qui les caractérise. Il est donc nécessaire d'entreprendre une deuxième étude, basée sur un nouveau corpus, de manière à exposer « de quel peuple il est question » dans les discours populistes qui ont marqué, de différentes manières et à des degrés divers, la représentation du politique en Amérique latine.

Il faut immédiatement préciser que, lorsque nous parlons de discours populistes, nous n'entendons pas les discours qui émaneraient de leaders, de mouvements ou de régimes considérés comme « populistes » dans le sens habituellement développé par les sciences

⁹⁷ « La forme la plus superficielle et la plus visible de ces systèmes de restriction est constituée par ce qu'on peut regrouper sous le non de rituel ; le rituel définit la qualification que doivent posséder les individus qui parlent [...] ; il définit les gestes les comportements, les circonstances, et tout l'ensemble de signes qui doivent accompagner le discours ; il fixe enfin l'efficace supposée ou imaginée des paroles, leur effet sur ceux auxquels elles s'adressent, les limites de leur valeur contraignante. » Michel Foucault, *L'ordre du discours*, p. 41.

politiques⁹⁸. Par discours populiste nous entendons tout discours politique⁹⁹ faisant reposer sa légitimité sur la figure du peuple. Évidemment, les discours émanant des mouvements politiques habituellement considérés comme « populistes » risquent d'entrer dans cette catégorie mais, en fonction du critère de reconnaissance que nous lui donnons, elle embrasse également des mouvements qui, sans être considérés comme populistes dans la littérature scientifique, ne se donnent pas moins la figure du peuple comme fondement de leur légitimité. Nous parlons alors d'une formation discursive populiste, dans la mesure où, tout comme pour la formation discursive paupériste, nous chercherons à voir s'il existe des règles de dispersion permettant la convergence stratégique d'un large éventail de discours se disputant le privilège de nommer le peuple, de le surdéterminer pour agir sur lui et sur le social à travers la légitimité que pouvait dispenser cette figure discursive.

L'analyse des règles de formation (d'apparition, de dispersion, de transformation et de disparition) de cette formation discursive populiste que nous entreprendrons au cours des chapitres 7, 8 et 9, nous permettra de montrer les *changements* introduits par l'événement discursif paupériste au sein de cette forme de représentation du politique. En d'autres termes, il nous sera possible d'élaborer une *topologie* de cet événement discursif, c'est-à-dire d'apprécier de manière dynamique les déplacements mais également les disparitions et les apparitions d'acteurs politiques, d'objet désirables, d'objectifs, d'enjeux et de règles de concurrence inter-reliant ces éléments, en fonction de ce point de référence.

Nous verrons ainsi comment la *professionnalisation* (*technicisation, dépassionnalisation*), la *privatisation* et l'*internationalisation* de la scène de représentation

⁹⁸ Voir, par exemple, Margaret Canovan, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1981 ; voir également, Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique, XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2001 ; ou encore, Michael L. Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1982 ; ou Ernest Gellner & Ghita Ionescu, *Populism : Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1969. De plus grandes précisions sur cette littérature seront apportés dans l'introduction à la deuxième partie de l'analyse (chapitres 7, 8 et 9).

⁹⁹ Dans cette recherche nous n'aborderons que certains discours politiques se donnant la figure de légitimation du « peuple ». En fonction des hypothèses sur la circulation des discours et sur l'effet de la scène de représentation du politique, il serait toujours possible d'élargir l'analyse à d'autres discours ou imaginaires construisant la figure du peuple. Les chansons, la littérature, la science, les récits de vie et ainsi de suite pourraient ainsi être pris en considération dans une analyse plus détaillée des discours populistes. Il ne s'agirait donc plus exclusivement de discours politiques mais de l'ensemble des discours (politiques ou non) se donnant comme centre la figure du peuple.

des forces procède d'une série de déplacements des frontières (« antérieures » au discours de lutte contre la pauvreté) entre, l'économique et le politique, entre le public et le privé et entre l'interne et l'externe, assumés par l'événement discursif paupériste. Cependant, ces déplacements, qui concernent la relation entre le paupérisme et le populisme, ne sont que des indices des langues politiques. Bien que le paupérisme soit parvenu à s'imposer de manière notoire, cela ne signifie pas qu'il ait éliminé le référent populiste ou qu'il n'existe pas d'autres positions concurrentes, externes à cette opposition ou encore que le rapport de forces sera toujours favorable à cette forme post-populiste de représentation du politique. Cette analyse nous indique un des lieux du politique ; un des emplacements des luttes pour le sens ; mais elle ne nous permet pas (ne doit pas nous permettre) de déduire le résultat de ces luttes ou de postuler les autres espaces et formes du politique. Cette analyse ne vise qu'à dégager les implications politiques de l'événement discursif paupériste en cherchant à le situer par rapport au champ conflictuel des représentations du politique qui le dépasse et le subsume ; elle permet de cerner les effets que tend à produire ce discours sur la représentation du politique du fait de sa circulation (effet de récit) mais elle ne cherche pas à fixer, figer ou centrer le politique en fonction de ses effets de sens particuliers. Autrement, les langues politiques seraient perçues comme des codes et il aurait été inutile de développer tout un appareillage conceptuel cherchant à ne pas postuler de centre, d'essence, de nécessité ou de linéarité au politique. Ainsi, ce que nous découvrons à partir de cette étude c'est l'emplacement d'une lutte pour le sens ou d'une relation hégémonique existant entre le paupérisme et le populisme et non pas le *remplacement* de l'un par l'autre.

2.5- Méthodologie

Jusqu'à maintenant, nous avons cherché à articuler les principes théoriques, issus d'une perspective discursive d'interprétation du social ou du politique, à l'objet concret de notre étude, sans toutefois préciser la méthodologie utilisée pour identifier les positions énonciatives ou les règles de dispersion censées donner leur unité aux formations discursives. Les prochaines pages s'attardent à préciser la valeur théorique et méthodologique de divers éléments que nous avons utilisés de manière « sauvage » (libre) jusqu'à maintenant. Nous débuterons par la justification des deux corpus utilisés pour rendre compte du paupérisme et du populisme, pour ensuite aborder la méthodologie concrète que nous appliquerons à ces

deux corpus, de manière à rendre compte de leurs « positions énonciatives » et de leurs règles de formation.

2.5.1- Construction des corpus nécessaires à la démonstration

Selon l'élaboration théorique que nous avons développée, l'événement discursif paupériste possède une valeur politique en tant que formation discursive tendant à surdéterminer la scène de représentation des forces (langue politique). Il engendre également des effets politiques dans la mesure où il procède à un déplacement des frontières de l'acceptable se présentant alors comme une *version narrative active* assumant le passage d'une forme populiste de représentation du politique vers une nouvelle langue politique post-populiste. Ce qui implique alors, l'élaboration de deux corpus. L'un pour montrer l'existence et le fonctionnement de la formation discursive paupériste et l'autre pour montrer les déplacements introduits par l'événement (avènement) de cette nouvelle forme de représentation politique au sein d'une topographie politique construite par une ancienne forme – populiste – de représentation du politique.

2.5.1.1- Premier Corpus : La formation discursive paupériste

Ainsi, dans une première approche des règles constitutives de l'événement et de la formation discursive paupériste (chapitre 3) nous aborderons le cas « paradigmatique » du *Rapport sur le développement dans le monde 1990* de la Banque mondiale, pour ensuite le mettre en relation avec les autres pièces d'un seul et même corpus des discours de lutte contre la pauvreté (chapitres 4, 5 et 6). La priorité donnée à ce *Rapport* ne doit pas cependant donner l'impression que la Banque mondiale aurait une sorte de paternité sur le discours de lutte contre la pauvreté. Comme nous l'avons précisé plus haut, ce *Rapport* – tout comme les autres déclarations officielles ou études de la Banque mondiale – n'est qu'un des maillons d'une longue chaîne d'interventions qui, à force de reproduire les mêmes règles énonciatives, ont acquis la stabilité suffisante pour pouvoir être identifiées comme un discours ou comme une formation discursive. Comme tout discours, celui de la lutte contre la pauvreté n'a pas de source unique ; il s'agit d'une série de règles partagées et reconnues par une série d'énonciateurs et de co-énonciateurs dans un espace discursif donné. Lorsque nous abordons ce discours à partir d'un texte officiel de la Banque mondiale, c'est moins les positions de cette institution qui nous intéressent que les mécanismes discursifs qui contribuent à générer

et/ou à entretenir une vision particulière du monde circulant avec antériorité et dépassant largement les *stratégies illocutoires*¹⁰⁰ particulières que nous pourrions identifier au cours de l'analyse discursive de cette pièce de corpus.

Deux raisons président au choix du *Rapport sur le développement dans le monde 1990*. D'abord, en fonction du rôle déterminant joué par ce *Rapport* et par cette institution dans le processus de circulation. En effet, en fonction de ses immenses ressources financières et de son rôle institutionnel déterminant dans les processus de renégociation de la dette extérieure des pays débiteurs mais également en fonction de ses ressources intellectuelles et de sa capacité à saturer l'espace public de données et de recherches, la Banque mondiale est parvenue à devenir un locuteur privilégié et l'un des principaux *producteurs* de ce discours de lutte contre la pauvreté. Notons que cette place de locuteur privilégié n'est pas tant déductible de cette puissance économique, institutionnelle et intellectuelle que de la reconnaissance de cette institution par l'ensemble des autres locuteurs de la pauvreté, en tant qu'interlocuteur incontournable au sein des polémiques entourant la définition, la mesure et le traitement de la pauvreté. L'autre justification pour cette priorité accordée au RDM/90 est relative à la *densité*¹⁰¹ de mécanismes qui s'y retrouvent. En effet, pour des raisons simplement méthodologiques, il est préférable de recourir à des pièces thématissant fortement la pauvreté de manière à pouvoir repérer aisément les mécanismes à travers lesquels celle-ci se trouve sémiotisée plutôt que des pièces où ces mêmes mécanismes peuvent être repris, mais de

¹⁰⁰ Le concept de stratégie illocutoire réfère évidemment au fameux ouvrage de John Austin, *Quand dire c'est faire...* En même temps, il déborde largement de cet ouvrage dans la mesure où, en s'inspirant de la distinction établie par Austin entre les énoncés performatifs (accomplissant quelque chose du fait même de leur énonciation : condamner, baptiser, jurer, etc.) et la force illocutoire de tout énoncé (même « constatif » dans la mesure où, en décrivant le monde d'une certaine manière ces énoncés accomplissent également quelque chose mais de manière « oblique » ou plus complexe), toute une série de recherches ont été développées dans divers champs de l'analyse du discours, de la philosophie et de la linguistique, que l'on regroupe par commodité sous le nom de « LA pragmatique ». Au sein de ces divers champs, nous utiliserons ici, principalement, les outils développés par l'École française d'analyse du discours, qui cherche à lier les actes de langage (Searle) à leurs conditions de possibilité, historiquement situées (Foucault), notamment à travers le recours aux théories de l'énonciation permettant d'établir les places ou les positions énonciatives à partir desquelles « doit » être énoncé un acte de discours donné. À ce sujet, voir notamment, Catherine Orecchioni, *Les actes de langage dans le discours, Théorie et fonctionnement*, Paris, Armand Colin, 2005, pp. 1-52 ; voir également, Dominique Maingueneau, *L'Énonciation en linguistique française*, Paris, Hachette, 1999, pp. 5-17.

¹⁰¹ Foucault, *L'Archéologie du savoir...*, p. 42. Nous reviendrons plus bas sur ce critère de densité en justifiant les autres pièces de ce corpus.

manière partielle ou implicite, disséminés dans un entremêlement de stratégies illocutoires diverses.

Sur le plan de la démonstration, le fait de s'attarder longuement sur l'analyse d'une seule pièce de corpus nous permet de montrer le détail des diverses *stratégies illocutoires* déployées par le RDM/90. Cette méthode d'analyse et de démonstration, qui permet de conserver la *cohérence* interne des textes¹⁰², présente cependant l'inconvénient de son exposition. Si nous montrions toutes les stratégies illocutoires que l'on retrouve au sein de chaque pièce de corpus suivant le même mode d'exposé que celui que nous avons utilisé pour le RDM/90, nous serions confronté à une masse incommensurable et, somme toute, répétitive de stratégies locales. L'exposé des caractéristiques discursives des autres pièces de ce corpus partira donc des mécanismes généraux (positions énonciatives et scénographie) à partir desquels se déploie la stratégie illocutoire l'analyse du RDM/90 pour chercher à dégager les relations polémico-consensuelles se structurant autour d'eux. Nous chercherons ainsi à établir les formes d'investissement, de captation, de transformation, mais aussi de subversion, de ces règles énonciatives par d'autres locuteurs que la Banque mondiale. Les éléments constitutifs de ce premier corpus sont :

- 1- Les **Institutions financières et de développement international**, abordées principalement à travers la relation polémico-consensuelle existant entre le PNUD et la Banque mondiale. Pour rendre significative cette relation nous aborderons de manière comparative les Rapports sur le développement dans le monde de 1980, 1990, 1997 2000 et 2005, et les Rapports du PNUD sur le développement humain de 1990, 1997 et de 2005. Nous incorporons également dans cette partie du corpus, le document de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (OIT), *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*¹⁰³ ; le Rapport de l'UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2005, L'enfance en péril*¹⁰⁴ ; le Rapport de la CEPAL, *Panorama social de América Latina 2005*¹⁰⁵ ; le Rapport de l'OCDE, *Faire reculer la pauvreté, Le rôle de*

¹⁰² Au sujet de la cohérence textuelle, voir, Jean-Michel Adam, «Pour une pragmatique textuelle : l'exemple du discours giscardien», dans, Catherine Kerbrat-Orecchioni, et Maurice Mouillaud, *Le discours politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, pp.167-211 ; voir également, «Types de séquences textuelles élémentaires», *Pratiques*, n°56, décembre 1987, pp.54-79.

¹⁰³ Genève, BIT, 2004.

¹⁰⁴ New York, UNICEF, 2005.

¹⁰⁵ Santiago du Chili, CEPAL, 2006.

*l'OCDE dans le partenariat pour le développement*¹⁰⁶ ; et la déclaration (du 5 avril 2006,) du Réseau du CAD (Comité d'aide au développement) sur la réduction de la pauvreté (POVNET), *Croissance favorable aux pauvres*.

- 2- Les **déclarations des Sommets internationaux**, abordées à partir des déclarations du Sommet de Copenhague (1995)¹⁰⁷, du Millénaire (2000)¹⁰⁸ et de Monterrey (2002)¹⁰⁹ ; de même qu'à travers les déclarations des Sommets des Amériques : à partir des Déclarations de Miami (1994)¹¹⁰, de Santiago (1998)¹¹¹, de Québec (2001)¹¹² et de Mar del Plata (2005)¹¹³.
- 3- Les **gouvernements latino-américains**, abordés à travers les cas des discours présidentiels à la nation, d'ouverture et de fin de mandat, du Chili, du Mexique et du Vénézuéla, entre 1980 et 2005.
- 4- Les **partis politiques d'opposition**, abordés à partir des plateformes électorales des coalitions *Alianza por Chile*¹¹⁴, *Por el bien de todos* (Mexique)¹¹⁵ et *Atrévete*¹¹⁶ (Vénézuéla).
- 5- Les **discours des ONGs internationales et nationales**, abordés à travers les cas d'Oxfam international et de la campagne Action mondiale contre la pauvreté¹¹⁷ ; de

¹⁰⁶ Paris, OCDE, 2005.

¹⁰⁷ Sommet mondial pour le développement social, *Déclaration de Copenhague sur le développement social*, New York, Nations Unies, A/CONF.166/9, 19 avril 1995.

¹⁰⁸ Assemblée Générale des Nations Unies, *Déclaration du Millénaire*, New York, Nations Unies, A/RES/55/2, 13 septembre 2000.

¹⁰⁹ Conférence Internationale sur le financement du développement, *Rapport sur la Conférence Internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002*, New York, Nations unies, A/CONF.198/11, 2002.

¹¹⁰ Premier Sommet des Amériques, *Déclaration de Principes*, Miami, 11 décembre 1994.

¹¹¹ Deuxième Sommet des Amériques *Déclaration de Santiago*, Santiago du Chili, 19 avril 1998.

¹¹² Troisième Sommet des Amériques *Déclaration de Québec*, Québec, 22 avril 2001.

¹¹³ Quatrième Sommet des Amériques, *Déclaration de Mar del Plata . Créer des emplois pour faire face à la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique*, Mar del Plata (Argentine), 5 novembre 2005.

¹¹⁴ *Un Chile libre, grande y justo: Se Puede*. Programme de Sebastián Piñera, candidat au deuxième tour (15 janvier 2006) des élections présidentielles au Chili, appuyé par la coalition des partis de droite *Alianza por Chile*.

¹¹⁵ *Plataforma electoral 2006*. Soutenant la candidature de Andrés Manuel López Obrador pour les présidentielles de 2006.

¹¹⁶ *Plan de Gobierno*. Soutenant la candidature de Manuel Rosales pour l'élection présidentielle du 3 décembre 2006.

¹¹⁷ Oxfam, *Le prix à payer, Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans la guerre contre la pauvreté*, Oxford, Oxfam international, 2005.

la *Fundación Pobreza* (Chili)¹¹⁸ ; de la *Fundación Vamos* (Mexique)¹¹⁹ ; et de la *Asociación Nacional de Organizaciones de la Sociedad Civil/Sinergia* (Vénézuéla)¹²⁰ .

- 6- ainsi que des **Déclarations des Sommets des Peuples**, de Santiago (1998), de Québec (2001) et de Mar del Plata (2005).

Deux critères ont été considérés au moment d'élaborer ce corpus. D'abord, en suivant le principe de « densité » des relations entre énoncés. Comme le précise Foucault, « il faut, empiriquement, choisir un domaine où les relations risquent d'être nombreuses, denses, et relativement faciles à décrire »¹²¹ . C'est dans cette perspective que nous avons accordé une telle importance aux organismes financiers et de développement international ainsi qu'aux déclarations des sommets internationaux, en privilégiant ceux qui portaient explicitement sur la lutte contre la pauvreté. C'est également en fonction de ce critère de densité que nous avons choisi des ONGs nationales et internationales thématiques la lutte contre la pauvreté. Cependant, cette approximation primaire du corpus nous aurait conduit à ignorer d'autres positions investissant le discours de lutte contre la pauvreté mais au sein de textes ou déclarations ne portant pas directement ou exclusivement sur elle.

Nous avons alors établi un deuxième critère, en fonction des hypothèses sur les discours politiques et la représentation du politique à partir duquel nous avons incorporé les discours présidentiels d'ouverture et de clôture des gouvernements du Chili, du Mexique et du Vénézuéla entre 1980 et 2006 ; tout comme les programmes électoraux des principales forces d'opposition et les déclarations des Sommets des peuples. Ces textes incorporés au corpus, non pas en fonction de leur nécessaire thématisation de la pauvreté, mais en fonction de leur rapport privilégié dans la production de discours politiques rend d'autant plus significative l'apparition (transformation, disparition) du thème de la pauvreté puisque, en dehors des règles imposées par ce discours, il n'existe pas une loi universelle établissant que tout discours politique doit nécessairement incorporer la figure de la lutte contre la pauvreté. L'élargissement du corpus vise ainsi à mieux cerner l'ère de circulation ou d'application des

¹¹⁸ Fundación Pobreza, *Podemos superar la pobreza y lograr mayor equidad. Una propuesta de política social para Chile*, Santiago, Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, 1999.

¹¹⁹ http://www.vamosmexico.org.mx/docs/portal/f_contenido_a.jsp?FID=3

¹²⁰ <http://www.sinergia.org.ve/>

¹²¹ Foucault, *L'Archéologie du savoir*..., p. 42.

règles identifiées ainsi que leurs formes d'adaptation, de modification ou de subversion. Il permet de dépareiller les stratégies locales, liées à une position institutionnelle particulière (Banque mondiale ou discours international) au sein de l'événement, des règles communes permettant la cohabitation de multiples stratégies divergentes.

Bien entendu, l'aire de circulation du discours de lutte contre la pauvreté est sans équivoque beaucoup plus large. Il aurait été possible d'incorporer les déclarations de l'ensemble des partis (en plus de celles des principales forces d'opposition) ou des mouvements politiques extraparlimentaires ; nous aurions également pu aborder les manières à travers lesquelles la pauvreté est construite dans la littérature de fiction, les téléromans, dans les récits de vie, etc. Cependant, étant donné l'ampleur déjà considérable du corpus et les difficultés inhérentes à un traitement systématique des nouveaux corpus potentiellement intégrables à l'analyse, nous avons limité cette étude à quelques positions représentant une palette significative des locuteurs du discours de lutte contre la pauvreté, permettant de parler, non plus d'une position particulière assimilable à une position institutionnelle précise, mais bien d'une formation discursive transversale, unissant des positions différentes, au sein de règles de dispersion permettant leur cohabitation stratégique. À partir de ces mécanismes il sera toujours possible d'aborder ces autres corpus, dans des études ultérieures, afin de préciser les contours de cette formation discursive et de dégager de nouveaux enjeux.

2.5.1.2- Deuxième Corpus : le changement de langue politique

Pour montrer le changement de langue politique, nous avons établi un deuxième corpus, diachronique, cette fois-ci, cherchant à rendre compte du changement de représentation du politique à travers le cas des *discours présidentiels à la nation, d'ouverture et de fin de mandat, du Chili, du Mexique et du Vénézuéla entre 1910 et 2006*¹²². Il est certain que la représentation du politique ou la langue politique ne peut aucunement être réduite aux discours présidentiels. Cependant, l'objectif de ce deuxième corpus n'est pas tant de montrer le détail des règles de formation, de dispersion et de circulation de la formation discursive

¹²² Il existe un léger chevauchement entre ce corpus et la partie du premier corpus construit pour rendre compte de la formation discursive paupériste concernant les discours présidentiels de 1989 à aujourd'hui. Ce chevauchement s'explique par le caractère diachronique de ce second corpus cherchant à identifier les déplacements dans les positions énonciatives constitutives de la scène de représentation des forces.

populiste et des langues politiques qu'elle tend à produire que de montrer le « changement » ou le passage d'une forme générale de représentation du politique vers une autre. En concentrant notre analyse sur les discours emblématiques que constituent les discours inauguraux à la nation (de passation du pouvoir) et les discours de clôture ou les Rapports d'évaluation rétrospective en fin de mandat (*Informes de Gobierno*), nous cherchons une manière de neutraliser d'autres variables contextuelles afin d'identifier les caractéristiques générales d'une époque par rapport à une autre. Les discours présidentiels ne constituent qu'un maigre indice de l'ensemble des enjeux concrets et conjoncturels au sein desquels ils se trouvent plongés. Néanmoins, ces indices paraissent suffisamment significatifs pour pouvoir situer quelques enjeux relatifs à leur fonctionnement, dispersion et disparition ou neutralisation sous l'effet du surgissement de la figure de la pauvreté en lieu et place de celle du peuple.

La manière de rendre significatifs ces indices ne se réduit pas au contraste pouvant exister entre, d'un côté, les discours présidentiels faisant reposer leur légitimité sur la figure du peuple et, de l'autre, ceux qui, surgissant à partir de 1982, s'appuient plutôt sur la figure de légitimation de la stabilité et de l'efficacité technique à bien gouverner (bonne gouvernance), à assurer la croissance par l'investissement étranger et l'ouverture économique et à réduire la pauvreté. Les discours présidentiels peuvent également être considérés comme « significatifs » de la langue politique au sein de laquelle ils fonctionnent dans la mesure où, même s'ils ne sont qu'une position partielle et en lutte contre d'autres positions au sein de cette langue, ils ne sont pas moins contraints par les règles énonciatives de celle-ci. Ce principe peut être ramené au couple conceptuel du Prince possible et du Prince réel, développé de manières distinctes mais convergentes par Michel de Certeau¹²³, Louis Marin¹²⁴ et André Corten¹²⁵. Ces auteurs montrent comment le Prince réel est captif ou tributaire de son récit, dont il tire son pouvoir et sa légitimité.

« C'est le discours dans sa circulation qui construit le montage et délimite la clôture de la scène. Cette scène présente une fiction, la fiction du "prince possible". C'est en fonction

¹²³ Michel de Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975: « L'historien dépend du "prince de fait" et il produit le "prince possible" ». p. 15.

¹²⁴ Louis Marin, « Pouvoir du récit et récit du pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 25, janvier 1979, pp. 23-43.

¹²⁵ Corten, *Discours et représentation du politique...*

de cette fiction que nous nous orientons "rationnellement". Cette fiction est le politique ou la représentation du politique. Elle se veut être un récit cohérent des actions du prince réel. Elle est pourtant toujours distincte de ce dernier. La fiction du "prince possible" pas plus qu'elle n'est le miroir de l'action du prince, n'en clôt le champ d'action. Mais là où le politique existe, le prince ne peut se passer de ce récit. Le "prince réel" lui-même ne peut se passer de la fiction du "prince possible". »¹²⁶

Les discours ou les actions des « souverains » ne sont donc pas totalement « souveraines ». Les « souverains » ne sont pas libres de dire ou de faire ce qu'ils veulent dans la mesure où le *Prince réel* a besoin du *Prince possible* (c'est-à-dire de son récit) pour pouvoir exercer son pouvoir. Ces métaphores du Princes se rapportent à Machiavel qui, dans *Le Prince* (justement!), traite de « Ce que c'est que l'État, comment on le gagne, comment on le maintient, comment on le perd »¹²⁷. Or, comme le souligne Corten, bien que la conservation du pouvoir dépende principalement de la capacité militaire, cette capacité militaire dépend, elle, de la capacité à « garder la foi de ses sujets et ne pas s'en faire haïr » c'est-à-dire de « la façon dont auront été racontés les gestes et exploits du prince »¹²⁸.

Pour de Certeau autant que pour Marin, ce récit du Prince ou ce prince possible est principalement l'œuvre des historiographes (du Roi) ou des conseillers du Prince. Cet usage est bien sûr métaphorique mais, sans une précision de sa valeur théorique, il comporte un danger de « personnalisation » du pouvoir et de processus discursifs anonymes. L'analyse que fait Marin de la manière à travers laquelle Pellisson (historiographe du Roi Louis XIV) parvient à piéger le Roi en lui montrant l'effet que son récit engendrera sur ses (futurs) auditeurs montre bien que ce qui est central dans ce piège ce n'est ni Pellisson, ni le Roi mais le discours. D'abord, il montre comment ce n'est pas le Roi qui institue Pellisson comme locuteur légitime de l'historiographie royale mais la force du discours au sein duquel le Roi se perçoit comme étant admiré et légitimé dans son exercice absolu du pouvoir absolu. Ce ne sont pas non plus les sujets du Roi (destinataires du discours) qui instituent le Roi ou Pellisson, puisqu'ils ne sont qu'un artéfact de la machine narrative utilisée par Pellisson. Mais ce n'est pas non plus Pellisson qui s'auto-institue historiographe, puisqu'il est lui-même tenu d'adopter un certain discours s'il veut exercer le pouvoir sur et à travers le Roi. C'est

¹²⁶ Corten, *Discours et représentation du politique...*, p. 2.

¹²⁷ Machiavel, Nicolas, *Oeuvres complètes*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1952, p. 6. Cité par Corten, *Discours et représentation du politique...*, p. 12.

¹²⁸ Corten, *Discours et représentation du politique...*, p. 12.

exactement ainsi que fonctionne la notion de langue politique avec l'avantage du dépassement de la métaphore du Prince et de son conseiller, ce qui permet alors de se dégager d'une conception « monarchique » du pouvoir¹²⁹.

En regard de ces considérations, il devient possible de mieux situer la valeur théorique et méthodologique des discours présidentiels. Ils ne sont pas considérés comme instituant le politique mais plutôt comme la trace des processus sous-jacents qui les ont institués, c'est-à-dire en fonction de leur nécessaire soumission à certaines règles énonciatives, qu'ils peuvent, certes, modifier, mais auxquelles ils ne sont pas moins soumis, au même titre que les autres locuteurs de la scène politique. Si les discours présidentiels ne sont qu'une trace ou une conséquence de la langue politique qui les subsume, et que les places des acteurs de la scène politique (président, gouvernement, partis politiques, mouvements sociaux, etc.) sont surdéterminées par cette même langue, alors ce à quoi nous accédons à travers l'analyse des discours présidentiels c'est au montage de cette scène, aux règles énonciatives qui président au récit du Prince et de ses sujets (le prince possible). Notons que ce Prince possible ne sera pas nécessairement le président ou le gouvernement mais qu'au contraire, la place du souverain peut tout aussi bien être tenue par la figure du Peuple, auquel se soumet le gouvernement, par celle du parlement, par celle d'un mouvement politique, par celle d'un savoir sur la pauvreté et la bonne gouvernance, par celle du marché ou de la mondialisation et ainsi de suite. C'est là tout l'intérêt de cette analyse des discours présidentiels, dans la mesure où il est impossible d'établir d'avance quel sera ce souverain, qui seront ses sujets, quel sera son environnement et quels seront ses rapports avec ceux-ci. Ces positions d'acteurs, ces enjeux ou ces relations normales et souhaitables, ne sont pas déductibles des positions institutionnelles ou d'intérêts objectifs : elles dépendent de la manière qu'elles auront d'être signifiées à une époque et dans une « aire sociale, économique, géographique ou linguistique donnée »¹³⁰.

Ainsi, à travers les discours présidentiels, nous n'accédons pas directement à la langue politique mais à un moment où celle-ci se voit prise en charge par un discours politique privilégié. Ce que nous cherchons à analyser n'est pas le détail des divers modes de formation

¹²⁹ Foucault, *La volonté de savoir...*, pp. 107-120.

¹³⁰ Foucault, *L'Archéologie du savoir...*, p. 154.

des nombreuses langues politiques qu'a pu connaître le continent, mais le passage d'une forme générale de représentation du politique à une autre. Pour aborder un siècle de représentation du politique, il est nécessaire d'adopter une position macroscopique justifiée théoriquement et contrôlée méthodologiquement ; c'est ce que nous permet l'ellipse des discours présidentiels. Maintenant, ce qui nous intéresse dans ces discours présidentiels n'est pas non plus l'analyse de tout ce qui a pu être dit dans ce cadre au cours du siècle mais le fonctionnement (ou non) de la formation discursive populiste, qui se justifie en fonction des hypothèses guidant la construction de l'espace discursif de l'entrechoquement du paupérisme et du populisme. Comme l'exprime Maingueneau dans *Genèses du discours* :

« Pour nous, dès lors que les corpus de référence occupent une positions stratégique et que la réflexion se développe sur un plan de généralité suffisante on doit se résigner à parler de tous les discours en ne parlant que de quelques-uns, mais aussi à ne parler que de quelques-uns en pensant parler de tous »¹³¹

2.5.2- Formations discursives, positions énonciatives et modèle actantiel

Afin d'opérationnaliser les différents éléments théoriques et analytiques élaborés jusqu'ici, nous avons opté pour une méthodologie basée sur deux approches particulières en analyse du discours, soit : 1) la perspective « pragmatique » telle que développée par l'École française d'analyse du discours à partir des théories de l'énonciation et au sein de laquelle nous retiendrons principalement la notion de scénographie ; et 2) le modèle actantiel élaboré par la sémiotique greimassienne (aussi appelée l'École de Paris¹³²). L'objectif derrière l'usage de ces deux approches est de parvenir à une abstraction méthodologiquement justifiée des principaux mécanismes discursifs permettant, d'un côté, l'identification des règles de dispersion constitutives de chacune des deux formations étudiées, de même que des *pratiques discursives*¹³³ s'y rapportant ; et, d'un autre côté, la comparaison entre celles-ci.

Précisons immédiatement que le recours à la sémiotique est, pour ainsi dire, « accessoire », dans la mesure où l'ensemble de l'analyse reposera principalement sur les catégories relatives aux théories de l'énonciation (comme celles d'énonciateur, de co-

¹³¹ Maingueneau, *Genèses du discours*, p. 19.

¹³² Coquet (dir.), *Sémiotique : L'école de Paris...*

¹³³ Foucault, *L'Archéologie du savoir...*, p. 153 ; voir également Maingueneau, *Genèses du discours...*, p. 13 ainsi que le chapitre 5 de ce même ouvrage, « Du discours à la pratique discursive », pp. 135-156.

énonciateur, de modalisation, d'instance assertive, de scénographie et ainsi de suite) plutôt que sur le projet greimassien d'une *théorie des systèmes sémiotiques*¹³⁴. Le recours à la sémiotique concerne principalement l'usage du modèle actantiel¹³⁵, dans un objectif d'homogénéisation des différentes formations discursives, afin d'en faciliter la comparaison.

2.5.2.1- Théories de l'énonciation

Entre langue et parole : le discours

Si l'énoncé, comme l'affirme Foucault, est un événement unique et non nécessaire, alors comment pourrait-il y avoir un système (ou des règles) de formation ? N'est-il pas alors l'équivalent de ce que Saussure désigne comme la *parole*, c'est-à-dire la réalisation « individuelle » du système linguistique ? En fait, non. Si l'on met à distance la « nécessité » des énoncés ce n'est que pour cesser de les considérer comme la conséquence de causes extérieures qu'ils ne feraient que refléter ou re-présenter. Bien que les énoncés soient autonomes d'un monde extralinguistique, c'est-à-dire qu'ils dépendent de leurs propres règles et non pas de celles d'un « ailleurs » qui les détermineraient en dernière instance, ils ne sont pas moins contraints par des règles. L'énoncé n'est pas un acte (événement) individuel qui serait accompli par un sujet parfaitement autonome vis-à-vis du social, qui choisirait à chaque fois dans le stock infini de possibilités de la langue. Si en définitive, si peu de choses sont dites, c'est que tout ne peut pas être dit par quiconque et en tous lieux. Il existe des règles sociales régissant l'exercice d'énonciation (et plus largement de signification). Et ces règles laissent une trace dans les énoncés qu'elles rendent possibles ou prescrivent (pré-scribent). C'est cela que nous appelons discours, c'est-à-dire un « système de contraintes qui régissent la production d'un ensemble illimité d'énoncés à partir d'une certaine position sociale ou idéologique »¹³⁶. Ce qui n'est équivalent ni à un acte individuel accompli librement, ni aux règles grammaticales d'une langue.

¹³⁴ Voir, par exemple, Coquet (dir.), *Sémiotique : L'école de Paris...* ; ou encore, Algirdas-Julien Greimas et Joseph Courtès, *Sémiotique, Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette, 1993.

¹³⁵ Greimas, *Du sens II : essais sémiotiques...*

¹³⁶ Cette définition du discours est énoncée par George-Élia Sarfati (*Éléments d'analyse du discours...*, p. 14), en reprenant le sens que lui donne Maingueneau et qu'il rapporte de manière plus large à l'École française d'analyse du discours.

Il s'agit de règles relatives à des espaces sociologiques et historiques précis auxquels nous ne pouvons accéder qu'en déchiffrant leurs propres « codes ». Il ne s'agit donc pas de partir d'une préconception du social, d'emprunter son découpage conventionnel ou institué, pour chercher à rendre compte de ses particularités – bien que cela soit aussi possible. L'option que nous prenons est plus radicale. Il ne s'agit pas de rendre compte du discours de la Banque mondiale, des gouvernements ou de telle classe ou groupe social pour le caractériser en fonction de leurs manières d'énoncer. Il s'agit, au contraire, de rendre compte du social à partir des catégories construites par le discours lui-même qui, bien qu'il puisse s'appuyer sur des institutions existant avec antériorité¹³⁷, ne tend pas moins à surdéterminer leur sens et à permettre (contraindre) une reproduction particulière de celles-ci, conformément à leurs manières d'être signifiées.

2.5.2.2- Principe dialogique, transtextualité et polyphonie

Ainsi, ce que nous cherchons à identifier à travers les pièces de corpus analysées, ce n'est pas la *position* des groupes ou des *auteurs* ayant produit tel ou tel texte mais la *position énonciative* à partir de laquelle peuvent et doivent être énoncés ces textes et pour lesquelles, les auteurs concrets sont interchangeables. En d'autres termes, nous cherchons les règles énonciatives expliquant la régularité d'énoncés produits dans des lieux géographiques, sociologiques et idéologiques distincts et distants. Pour situer ces positions énonciatives (fonctionnant de manière indépendante des positions sociologiques, institutionnelles, géographiques, idéologiques¹³⁸, etc.) nous chercherons à identifier quels sont les énonciateurs que l'on retrouve dans les textes de nos deux corpus. Si « énonciateurs » est ici au pluriel, ce n'est pas parce qu'il y aurait plusieurs textes analysés ou que ceux-ci seraient produits par des institutions ou des « locuteurs » collectifs mais plutôt pour signifier ce qu'Oswald Ducrot

¹³⁷ Et qui n'existent par ailleurs qu'en autant qu'elles ont été instituées par d'autres discours.

¹³⁸ Le concept d'idéologie tient alors une position paradoxale, dans la mesure où ce que nous faisons n'est rien d'autre que d'identifier la position idéologique à travers laquelle s'énoncent les textes. Seulement, cette position idéologique ne correspond pas au découpage habituel ou spontané des positions idéologiques. Pour ne donner qu'un exemple, l'opposition tranchée entre les promoteurs d'une intervention étatique et les conceptions néolibérales de la lutte contre la pauvreté se voit effacée par les règles énonciatives (idéologiques) communes qui gouvernent l'énonciation contemporaine de la lutte contre la pauvreté.

appelle la polyphonie¹³⁹, c'est-à-dire la présence de plusieurs énonciateurs au sein d'un seul énoncé se rapportant pourtant à un seul auteur (collectif ou individuel) et à une seule règle d'énonciation.

La théorie polyphonique de Ducrot établit des distinctions opératoires entre le *sujet parlant* – c'est-à-dire l'être parlant de chair et d'os ou encore la personne morale ayant produit le texte – que l'on nommera également *auteur* ; le *locuteur*, constitué par le « personnage » (*être de discours*) tenu pour responsable des énoncés produits par le sujet parlant ; et les *énonciateurs*, qui sont ces êtres qui sont censés s'exprimer à travers l'énonciation, sans que l'on puisse nécessairement leur attribuer des mots précis. Par exemple, un discours présidentiel est en général rédigé par une équipe de conseillers qui seront alors les *auteurs* concrets du texte ; le Président serait alors le *locuteur*, c'est-à-dire le personnage prenant en charge les énoncés. Ce cas est toutefois contre-paradigmatique, dans la mesure où, en général, les auteurs concrets sont également les sujets parlants. Supposons donc qu'un discours présidentiel est rédigé par la personne physique du Président (c'est-à-dire qu'il en est l'auteur) : la distinction entre sujet parlant et locuteur persiste encore et peut être généralisée à l'ensemble des cas dans la mesure où la *personne* du Président ne se confond pas avec son *personnage*. Ce dernier peut en effet se présenter comme la parole du Peuple, ou comme un bon gestionnaire qui permettra au pays d'atteindre la croissance économique, ou encore comme le représentant de la Nation (sans connotation populaire), et ainsi de suite. Ces « qualités » associées au Président n'ont strictement rien à voir avec sa personne : elles se rapportent aux règles énonciatives constitutives du personnage présidentiel dans une ère idéologique (historique, géographique et sociale) donnée. En changeant d'époque, il arrive que les mêmes personnes (Présidents) tiennent un discours diamétralement opposé à celui qu'elles tenaient auparavant. Pensons par exemple à Carlos Andrés Pérez¹⁴⁰ qui entre 1979 et 1989, est passé d'être un « nationalisateur » intempestif (nationalisant un nombre pharamineux d'industries) à un « privatisateur » tout aussi intempestif. Plutôt que de chercher à débusquer dans ce changement un quelconque opportunisme ou double discours de la part de Pérez, la perspective que nous adoptons cherchera à montrer comment les règles

¹³⁹ Oswald Ducrot « Esquisse d'une théorie polyphonique de l'énonciation », in, *Le dire et le dit...*, pp. 171-233.

¹⁴⁰ Que nous aborderons au chapitre 9.

énonciatives du discours présidentiel ont pu changer entre une période et une autre (en un laps de temps aussi court).

À cette distinction entre *sujet parlant* et *locuteur*, s'ajoute celle des multiples énonciateurs présents dans un discours. La présence de ces multiples énonciateurs se constate de manière évidente dans le *discours rapporté direct*¹⁴¹, au sein duquel les marques explicites (guillemets ou paraphrases : « selon *un tel* », « d'aucuns penseront », etc.) ne laissent aucun doute sur la présence de ces *Autres* énonciateurs. Les usages du discours rapporté direct sont extrêmement nombreux et divergents. L'usage des guillemets peut tout aussi bien marquer une *mise à distance*¹⁴² qu'une *mise en exergue* – cherchant à attirer l'attention sur un terme ou une expression pour des raisons pédagogiques, esthétiques, stylistiques (bris ou changement de style ou de registre), illustratives, etc. Ainsi, les marques de discours rapporté directe (comme les guillemets ou la citation) peuvent avoir une valeur polémique tout autant que doctrinale ou épigraphique ; elles peuvent servir comme argument d'autorité¹⁴³, tout autant que comme artéfact d'une dérision. Bref, elles peuvent servir tout autant à revendiquer qu'à rejeter la parole d'un *Autre*. C'est ce qui donne à l'analyse du processus d'énonciation une telle importance puisque, en dehors de leurs ancrages dans des situations d'énonciation concrètes, ces marques n'ont aucun sens ou valeur en soi. Indépendamment de leur valeur, cependant, elles montrent à chaque fois la présence de plusieurs discours au sein d'un même discours. Le travail d'analyse consiste alors, non seulement à établir le sens concret que prennent ces marques dans des situations particulières, mais surtout à caractériser un discours en fonction de ses formes récurrentes d'intégrer (ou de récuser) certains discours.

Le champ couvert par cette présence de multiples (poly) voix (phonie) dans un seul discours ne se réduit pas aux seuls discours rapportés directs. Notons d'abord sa présence dans le discours rapporté *indirect* qui, en calquant le style ou le vocabulaire d'un autre

¹⁴¹ Ann Banfield, « Narrative Style and the Grammar of Direct and Indirect Speech », *Foundations of Language*, 10, 1973, pp. 1-39. ; Jacqueline Authier-Revuz, « Les formes du discours rapporté, Remarques syntaxiques et sémantiques à partir des traitements proposés », *DRLAV*, n° 17, 1978, pp. 1-78.

¹⁴² Jacqueline Authier-Revuz, « Paroles tenues à distance », in Bernard Connein *et al.*, *Matérialité discursive*, Presses universitaires de Lyon, 1981, p. 128.

¹⁴³ Au sujet de la citation directe ou indirecte, voir Sarfati, *Éléments d'analyse du discours...*, pp. 65-72 ; ou encore, Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, pp. 133-151.

discours, peut également chercher à s'approprier de sa légitimité (pastiche) ou alors le tourner en dérision (ironie, sarcasme). L'absence de marques explicites d'hétérogénéité¹⁴⁴ n'indique pas une « faute » par rapport à une règle universelle de « référence » ou d'« authentification » ; il se peut qu'un discours « doive » masquer les marques explicites de la présence d'un autre texte en son sein, sans quoi l'effet de sens recherché serait nul. C'est le cas notamment de l'ironie dont l'effet ne peut être atteint qu'en feignant se plier à une règle énonciative « externe » (au discours rapportant) de telle sorte qu'un auditoire ou destinataire (avec lequel on établit une forme de connivence) pourra décoder l'écart ou la distance entre les deux discours, et rire de cet Autre discours que l'on vient de piéger ou de désamorcer. Si les marques de mise à distance sont trop explicites, l'ironie ne peut fonctionner. Il y a ainsi des règles régissant cette manière d'enfreindre ou de subvertir d'autres règles. Notons par ailleurs que le discours rapporté *direct* ne peut pas non plus être considéré comme restituant l'intégrité du discours cité puisque, placé dans une situation d'énonciation nouvelle, il change de valeur. Encore, une fois, ce qui intéresse l'analyse du discours n'est pas de *rétablir* l'exactitude de la citation ou de l'évocation d'un autre texte mais plutôt d'*établir* les règles à partir desquelles certains discours mobilisent d'autres discours ainsi que les effets de sens et pratiques discursives que celles-ci tendent à générer.

D'autres marques de la présence d'un Autre dans le discours se rapportent au phénomène de la présupposition ou de l'implicite. À partir de la théorie polyphonique, il devient possible de voir dans la présupposition la présence de deux énonciateurs. L'un qui énonce le posé et l'autre le présupposé. Ainsi, dans l'exemple, évoqué plus haut, de l'« ajustement à visage humain », le présupposé est que l'ajustement n'avait pas de visage humain auparavant. Un deuxième énonciateur « anonyme » prend alors en charge l'énoncé implicitement rejeté par le premier. Dans cet exemple, il se peut que les locuteurs de cet énoncé ne puissent ou ne veulent pas s'opposer explicitement aux organisations faisant la promotion des ajustements structurels ; qu'en fonction de leurs stratégies illocutoires, ils ne doivent absolument pas entrer dans une relation trop polémique (et encore moins antagonique) avec leurs « opposants », de manière à agir sur leur comportement. D'ailleurs,

¹⁴⁴ Jacqueline Authier-Revuz, Hétérogénéité montrée et hétérogénéité constitutive : éléments pour une approche de l'autre dans le discours », *DRLAV*, n° 26, 1982, pp. 91-151.

comme nous le faisons remarquer plus haut, l'ajustement se trouve en tant que « postulat »¹⁴⁵ des deux énoncés : tant dans celui qui est assumé par le locuteur (le posé) que dans le présupposé. Ce n'est que l'analyse de l'ensemble du système d'énonciation impliqué dans cet énoncé qui nous permet d'émettre des hypothèses sur ces présupposés. Mais les marques de présupposition, elles, restent identifiables par quiconque.

Comme pour l'ironie ou pour l'implicite, l'efficacité du présupposé réside justement dans le fait qu'il n'a pas à être assumé explicitement. L'implicite n'est pas une lacune dans un raisonnement qui « devrait » être explicite mais une forme courante et efficace d'énonciation qui permet d'engendrer, entre autres, un effet d'évidence. Comme le montre Catherine Kerbrat-Orecchioni¹⁴⁶, ce n'est pas la même chose d'affirmer « je trouve ça beau » que de dire « c'est beau ». Dans le premier cas l'évaluation est assumée explicitement par le locuteur, tandis que dans le deuxième, ce n'est pas le locuteur qui prend en charge l'énoncé évaluatif mais un « on » relatif au sens commun ou à l'évidence. Dans des cas ayant des implications normatives plus grandes que dans ces énoncés d'opinion, la distinction devient fondamentale. En effet, ce n'est pas la même chose de dire « Je considère qu'il faudrait réduire la pauvreté » que d'établir de manière univoque et impérative « il ne peut y avoir de tâche plus urgente que de réduire la pauvreté »...

La polyphonie nous conduit alors à embrasser la question de l'*instance assertive* ou de l'*agent vérificateur*, c'est-à-dire l'instance qui valide la vérité des énoncés. Pour cela, il faut admettre que « toute assertion est *prise en charge* explicitement ou implicitement par un *sujet énonciateur* et c'est pour ce *sujet*, d'abord qu'elle est vraie »¹⁴⁷. L'absence d'une prise en charge directe des énoncés par le locuteur (c'est-à-dire leur prise en charge par un énonciateur anonyme ou par un autre énonciateur) devient alors significative de positions énonciatives particulières. C'est ainsi que l'on pourra, par exemple, caractériser le discours de lutte contre

¹⁴⁵ Il y aurait lieu de parler encore de présupposé mais cette fois-ci dans un sens ordinaire, non lié aux théories linguistiques, en tant qu'état de choses tenu pour acquis ». Ou encore en tant que présupposé logique, dans la mesure où si « ajustement » n'est pas tenu pour vrai ou inéluctable, aucun des deux énoncés sur le fait qu'il doive ou non avoir un visage humain ne peut être énoncé.

¹⁴⁶ Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation, De la subjectivité dans le langage*, Paris, A. Colin, 2006, p. 167.

¹⁴⁷ Catherine Kerbrat-Orecchioni, « Déambulation en territoire aléthique », in *Stratégies discursives*, Presses universitaires de Lyon, 1978, p. 56. Cité par Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, p. 129.

la pauvreté en fonction de sa manière de masquer les marques de polémique et de faire reposer la légitimité du locuteur sur un savoir univoque (d'où l'absence de polémique) portant sur les « meilleurs » moyens de combattre la pauvreté. Cette absence de prise en charge, de même que l'effacement des polémiques concernant les nombreuses interprétations que l'on pourrait produire au sujet de situations équivoques, loin de représenter des « fautes » par rapport à une forme scientifique d'argumentation, se dévoile comme une condition de possibilité de ce discours et plus précisément du « consensus » autour de la lutte contre la pauvreté.

La négation peut également faire l'objet d'une analyse en termes de polyphonie. Dans l'analyse que nous entreprendrons dans les prochains chapitres, nous aborderons principalement la *négation descriptive*¹⁴⁸, c'est-à-dire une forme de négation – parfaitement solidaire du mécanisme d'effacement des polémiques et de l'effet d'évidence dont nous venons de parler – qui consiste à réfuter en bloc toute forme de contre-position pour n'affirmer que la position défendue. La négation descriptive se distingue ainsi de la *négation polémique* qui s'oppose explicitement à un énoncé effectivement prononcé que l'on mettrait en scène dans l'énonciation. C'est aussi dans l'analyse de ce type de négation que la découverte de l'énonciateur anonyme pour rendre compte de la présupposition s'avère déterminante, puisque l'énoncé ou la position rejetée est « absente » : elle doit donc être reconstruite par l'analyse afin de la rendre présente. Par exemple, lorsque la première déclaration du Sommet des peuples (Santiago 1998) affirme, « Nous ne nous opposons pas à l'établissement de règles qui s'appliqueraient aux échanges et aux investissements internationaux », la position à laquelle s'oppose cette négation n'est nulle part rendue explicite. Cependant, pour pouvoir être prononcée, cette négation présuppose un énoncé « absent », prononcé par un énonciateur anonyme qui affirmerait que « Le Sommet des peuples s'oppose à l'établissement de règles qui s'appliqueraient aux échanges et aux investissements internationaux ». L'absence de polémique permet de répondre, par prolepse,

¹⁴⁸ Ducrot, *Le Dire et le Dit...*, pp. 217 et suivantes. Dans ces pages, Ducrot établit trois formes de négations, soit : la *négation métalinguistique*, qui réfute le présupposé d'une contre-position tout en acceptant une partie du posé ; la *négation polémique* qui réfute l'ensemble d'un énoncé clairement identifié ; et la *négation descriptive* (aussi appelée *contre-doxale*) ou contre-doxique qui n'identifie pas l'énoncé qu'elle réfute, l'ensemble des positions n'entrant pas dans la contre-partie positive de la négation.

à un ensemble de critiques ou de préjugés que l'opinion courante pourrait avoir sur le Sommet des peuples, sans avoir à entrer en confrontation avec aucun d'eux. Elle permet ainsi au locuteur (collectif) de ce texte d'élaborer des stratégies pour s'incorporer au « consensus » et plus précisément pour être reconnu aux tables de négociation.

Cette manière d'adapter la mise en discours d'une certaine réalité aux circonstances ou aux milieux dans lequel « doit » circuler l'énoncé nous conduit à considérer un autre énonciateur impliqué dans le processus d'énonciation : le *co-énonciateur*. En effet, la polyphonie ne concerne pas exclusivement la manière d'incorporer d'autres discours à l'acte d'énonciation ou encore l'instance assertive prenant en charge la validité des énoncés. Elles touchent également à la manière de représenter les interlocuteurs du discours. Comme le fait remarquer Antoine Culioli¹⁴⁹, même le destinataire d'un discours doit être considéré comme un énonciateur dans la mesure où sa position énonciative est prescrite par les mêmes règles énonciatives que celles du destinataire (locuteur, énonciateur, auteur) ; le destinataire et le destinataire sont ainsi *corrélatifs* l'un à l'autre. Bien que Culioli ait développé ce concept de co-énonciateur en fonction des dialogues où les places de destinataire et de destinataire changent constamment, sa conceptualisation s'applique également aux textes écrits puisque, en écrivant, le locuteur est également contraint de prendre en considération et d'adapter son propos en fonction de son destinataire idéalisé. Si l'on écrit un texte de vulgarisation, par exemple, ce ne seront pas les mêmes termes et les mêmes formules qui seront employées que dans un texte scientifique. Ainsi, bien que l'interlocuteur ne soit pas « présent » physiquement au moment de l'écriture, celle-ci n'est pas pour autant un geste à sens unique. Au moment d'écrire, l'auteur non seulement doit se tenir à sa place, c'est-à-dire accepter la place que le discours lui prescrit pour être investi du pouvoir que celui-ci confère ; il doit également tenir compte de son lecteur, « codifié » par le discours (règles énonciatives) dans des positions solidaires ou *corrélatives* à sa propre place d'énonciateur. Ces positions étant toutes deux prescrites par les mêmes règles d'énonciation, nous utilisons les termes d'énonciateur et de co-énonciateur pour désigner ce qu'en langage courant on appelle l'auteur et le lecteur. Pour donner un autre exemple, issu de l'analyse du discours de lutte contre la pauvreté : lorsque le locuteur se donne (assume) la position énonciative d'un maître

¹⁴⁹ Antoine. Culioli « Sur quelques contradictions en linguistique », *Communications*, n° 20, 1973, pp. 83-91.

transmettant un savoir univoque aux gouvernements qui doivent appliquer les politiques déduites à partir des raisonnements économétriques portant sur les meilleurs moyens pour combattre la pauvreté, la position corrélatrice du co-énonciateur ne peut être que celle d'un élève recevant, puis récitant la leçon. Ces positions prescrites par le discours peuvent ne pas être assumées par les gouvernements au moment où ils deviendront locuteurs à leur tour ; cependant, en analysant le processus de circulation de ce discours (chapitres 4, 5 et 6), nous verrons comment, en s'inscrivant au sein du consensus de lutte contre la pauvreté, les gouvernements tendent effectivement à accepter cette position énonciative et à s'« auto-représenter » comme étant soumis et au savoir et aux accords sur la réduction de la pauvreté.

2.5.2.3- De la polyphonie à l'interdiscours

Les diverses marques de polyphonie que nous avons présentées jusqu'à présent ne concernent que les traces d'autres discours ou énonciateurs au sein d'un même énoncé. Elles rendent compte de l'hétérogénéité constitutive des discours qui oblige l'analyse à référer à d'autres textes ou positions énonciatives que celles qui seraient strictement « internes » au discours. Aussi, puisque cette hétérogénéité est « constitutive » de tout discours, il n'existe pas à proprement parler de discours « purs » ou parfaitement autonomes vis-à-vis de leur contexte. Bien que ce contexte ne « détermine » pas le discours « en dernière instance », bien que ce contexte soit au contraire « surdéterminé » par le discours lui-même qui le « choisit » et établit ses manières de se positionner en son sein, le discours n'est pas moins perpétuellement habité par lui¹⁵⁰. Il doit constamment négocier sa place dans un interdiscours serré, habité par d'autres discours qui le précèdent et le suivent, sur lesquels il fait reposer une part de sa légitimité (tout en les altérant du fait de leur réinscription dans de nouveaux contextes) ou contre lesquels il se démarque ; qu'il récuse, tout en tirant également de cette mise à distance une autre part de sa légitimité.

Tous ces concepts de polyphonie, d'interdiscours ou d'hétérogénéité constitutive, se rapportent d'une manière ou d'une autre au *principe dialogique* de Bakhtine, mis en lumière notamment par Tzvetan Todorov, dans son anthologie sélective intitulée *Mikhail Bakhtin, Le*

¹⁵⁰ Dans les termes de Bakhtine : « En aucun cas la situation extra verbale n'est uniquement la cause extérieure de l'énoncé, elle n'agit pas du dehors comme une force mécanique [mais entre dans l'énoncé comme] un constituant nécessaire de sa structure sémantique ». Le principe dialogique..., p. 67 ; cité par Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, p. 188.

*principe dialogique*¹⁵¹. Todorov n'est cependant pas le premier à s'intéresser au principe dialogique chez Bakhtine. À la fin des années 1960, on constate l'influence de ce principe dans la notion d'*intertextualité* développée de diverses manières par le groupe *Tel Quel*, au sein duquel on trouve des auteurs comme Foucault, Derrida, Barthes, Sollers ou, Kristeva¹⁵². Dans tous les cas, le principe dialogique ou d'intertextualité sert à rendre compte du fait que « Tout texte se situe à la jonction de plusieurs textes dont il est à la fois la relecture, l'accentuation, la condensation, le déplacement et la profondeur »¹⁵³. Dominique Maingueneau donnera une formulation systématique et méthodologique à ce principe, en 1976 dans *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*¹⁵⁴, puis en 1984 dans *Genèses du discours*. C'est à partir de cette systématisation que nous aborderons la mise en relation de nos deux corpus, définis comme des espaces discursifs privilégiés au sein de cet interdiscours ou champ discursif.

Si avec la théorie polyphonique nous cherchions les diverses positions énonciatives constitutives de l'identité d'un discours, le travail sur l'interdiscursivité cherche plutôt à situer la position d'un discours (préalablement identifié) dans un champ discursif (sur)déterminé. Ces deux perspectives ne s'opposent d'aucune manière puisque l'identité d'un discours est tout autant (sinon davantage) donnée par les discours auxquels elle s'oppose que par ceux qu'elle revendique. Cependant, le concept d'interdiscursivité¹⁵⁵ vise à sortir de l'isolement des règles énonciatives d'un seul discours (texte ou énoncé) pour aborder ses dimensions intertextuelles, paratextuelles, transtextuelles ou hypertextuelles¹⁵⁶. C'est-à-dire pour aborder le texte au-delà du texte, dans ses relations non plus avec le simulacre de ses conditions d'énonciation mais dans ses interactions avec des discours concrets qui réagissent

¹⁵¹ Tzvetan Todorov, *Mikhaïl Bakhtin*... Paris, Seuil, 1981.

¹⁵² Voir notamment *Théorie d'ensemble*, Paris, Seuil, 1968 que ces auteurs co-signent ; voir également, Julia Kristeva, *Séméiotikè : recherches pour une sémanalyse*, Paris, Seuil, 1969.

¹⁵³ Philippe Sollers, « Écriture et révolution », in *Tel Quel, Théorie d'ensemble...*, p. 75. (Reprenant textuellement Bakhtine).

¹⁵⁴ Dominique Maingueneau, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours* Hachette, Paris, 1976.

¹⁵⁵ Maingueneau, « Primauté de l'interdiscours », in *Genèse du discours*, Paris, Minuit, 1984, pp. 25-43.

¹⁵⁶ Au sujet des différents niveaux de transtextualité, voir Gérard Genette, *Palimpsestes*, Paris, Seuil, 1982, notamment pp. 7-12.

à sa présence à travers une interincompréhension constitutive¹⁵⁷ ; telles des monades qui, sans jamais avoir accès l'une à l'autre, s'incorporent mutuellement en se traduisant mutuellement dans leurs propres termes¹⁵⁸.

Comme l'a montré Courtine en étudiant le discours communiste adressé aux chrétiens¹⁵⁹, ou encore Maingueneau à travers l'étude des discours janséniste et humaniste dévot¹⁶⁰, l'identité de chacun de ces discours est profondément marquée par cette opposition constitutive à un Autre qui occupe une position privilégiée dans son champ discursif. De la même manière, l'opposition au « discours populiste » semble également constitutive de l'identité et du fonctionnement du discours paupériste. Nous verrons également, au huitième chapitre, comment, au Chili, le discours démocrate chrétien et celui de l'Unité populaire se répondent, s'influencent et se contaminent mutuellement ; ou encore, au chapitre 9, nous verrons comment le chavisme est redevable vis-à-vis de son repoussoir le « puntofijismo » pour une grande part de sa légitimité, et également, comment l'« opposition démocratique » est contrainte à reprendre une part des catégories de sens et des pratiques du chavisme (comme la figure du peuple, la Constitution ou les grands rassemblements populaires) afin de lui disputer la légitimité à exercer le pouvoir.

Nous ne reviendrons pas sur la distinction entre *univers*, *champ* et *espace discursifs* dont nous avons parlé précédemment. Insistons cependant sur le processus de réinvestissement et d'interincompréhension constitutive que nous venons d'évoquer. Par interincompréhension constitutive, Maingueneau n'entend pas un problème de mésinterprétation ou malentendu fortuit mais plutôt un système d'incompréhension parfaitement cohérent et constitutif des discours à travers lesquels les termes des autres discours « doivent » nécessairement être traduits pour être réinvestis. Pour l'illustrer en fonction de l'analyse que nous développons ici, le discours populiste, bien qu'incorporé systématiquement par le discours paupériste, ne peut absolument y pénétrer sans que ses

¹⁵⁷ Maingueneau, « La polémique comme interincompréhension », in *Genèses du discours...*, pp. 109-133.

¹⁵⁸ Maingueneau, *Genèses du discours...*, p. 110 et suivantes.

¹⁵⁹ Courtine « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques...

¹⁶⁰ Maingueneau, *Sémantique de la polémique*, Lausanne, L'âge de l'Homme, 1983.

catégories de sens, ses postulats, ses positions énonciatives, etc. – incompatibles avec celles du paupérisme – n'aient été neutralisées ou « traduites » dans les termes de la lutte contre la pauvreté. Cependant, l'incompréhension systématique des autres discours ne concerne pas exclusivement ni même principalement les discours récusés. Elle s'applique également aux discours revendiqués qui se verront tout autant altérés du fait de leur importation dans de nouvelles situations d'énonciation. Ainsi, bien que le discours de lutte contre la pauvreté reprenne une grande partie des postulats néolibéraux, il ne s'agit aucunement du même discours. Ses temps, ses espaces, ses objets et ses locuteurs de même que les règles qui les unissent ne sont pas les mêmes ; ce discours « revendiqué » ou du moins utilisé (réinvesti) n'entre dans le système de sens qu'une fois traduit, c'est-à-dire « mésinterprété », incompris. Mais cette « erreur » n'est pas une. Elle est la condition même d'existence du discours de lutte contre la pauvreté qui ne pourrait se démarquer, ne pourrait circuler avec l'efficacité qu'on lui connaît (et ne pourrait être identifié), s'il ne faisait que reprendre intégralement les énoncés de ces autres discours.

Maingueneau parle alors de *captation* de la valeur d'un discours, lorsque le locuteur d'un discours s'efface derrière la légitimité du discours revendiqué et de *subversion* lorsque le sens de ce discours est dirigé dans un sens inverse de celui de la structure exploitée¹⁶¹. Comme pour l'ironie ou pour le pastiche, ces mécanismes n'ont pas nécessairement à s'exprimer par des marques explicites. En fonction de la *compétence discursive*¹⁶² des membres d'une certaine communauté de discours, l'usage d'un certain vocabulaire ou d'un certain « genre » discursif est suffisant. Plus encore, pour que les réinvestissement ou les subversions soient efficaces, il est souvent nécessaire de masquer les écarts, transformations ou détournements que l'on fait subir à ces autres discours mobilisés. Pour altérer le sens attribué à un terme ou à une réalité, il ne faut surtout pas rendre explicite cette opération. Au contraire, il est nécessaire d'exprimer ce nouveau sens comme s'il était le sens intrinsèque du phénomène auquel il réfère.

¹⁶¹ Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, p. 155. Précisons que la *subversion* implique nécessairement une forme de captation et que la captation, n'opérant jamais exactement dans le même sens que le discours ou l'énoncé mobilisé, implique également une certaine transformation (sans que celle-ci puisse être considérée comme une subversion).

¹⁶² Dominique Maingueneau, « Une compétence discursive », in *Genèse du discours...*, Paris, Minuit, 1984, p. 45-79.

Par ailleurs, si l'on parle d'*inter*-incompréhension c'est bien entendu parce ces autres discours n'incorporeront le discours paupériste qu'en le traduisant à leur tour à travers leurs propres catégories. C'est le cas, par exemple, du discours populo-paupériste de Chávez (chapitre 9), qui reprend plusieurs dimensions du discours de lutte contre la pauvreté mais en les faisant entrer dans une trame révolutionnaire et passionnelle qui subvertit ou *phagocyte*¹⁶³ les catégories technicistes de ce discours « réinvesti ». À travers l'analyse des écarts entre les diverses formations discursives qui s'affrontent dans un champ ou un espace discursif donné, nous serons à même d'opérationnaliser les catégories abstraites de *points nodaux* et de *luttas pour le sens* introduites par Laclau. Ces écarts peuvent être identifiés et analysés à travers les règles énonciatives qui prescrivent certaines places (positions) aux locuteurs, énonciateurs, co-énonciateurs et instances assertives de chacun des discours.

2.5.2.4- Auto-dialogisme, modalisation et paraphrasage

Toutefois, le discours ne fait pas que se situer par rapport à d'autres discours. Il se situe également par rapport à son propre dire. Ce que Jacqueline Authier-Revuz désigne à travers la formule paradoxale de l'*auto-dialogisme*, qui réfère au phénomène de l'autonymie c'est-à-dire :

« la propriété fondamentale du langage humain qu'est sa réflexivité, à savoir sa capacité à se prendre lui-même pour objet, le fait autonymique, assurant, en tout système de signes de langue naturelle la possibilité de se référer à ces signes mêmes »¹⁶⁴.

Cette manière de commenter ce que l'on est en train de dire renvoie à la distinction établie par Charles Bally entre *dictum* et *modalité*. Le *dictum* est ainsi défini comme le contenu d'un énoncé, alors que la modalité réfère à « la forme linguistique d'un jugement intellectuel, d'un jugement affectif ou d'une volonté qu'un sujet pensant énonce à propos d'une perception ou d'une représentation de son esprit »¹⁶⁵. Le domaine ouvert par cette distinction renvoie alors à

¹⁶³ André Corten, *Alchimie politique du miracle: Discours de la guérison divine et langue politique en Amérique latine*, Montréal, Balzac, 1999, pp. 71-80.

¹⁶⁴ Jacqueline Authier-Revuz, « Le fait autonymique : Langage, langue, discours –Quelques repères », *Actes du colloque : Le fait autonymique dans les langues et les discours*, Université de la Sorbonne Nouvelle Paris 3, France, 5-7 octobre 2000, p. 1, <http://www.cavi.univ-paris3.fr/ilpga/autonymie/theme1/authierrel.pdf>

¹⁶⁵ Charles Bally, *Linguistique générale et linguistique française*, Berne, Francke, 1965, p. 38.

la « subjectivité dans l'énonciation »¹⁶⁶. Par « subjectivité » il n'est pas question de réintroduire l'illusion d'un auteur parfaitement libre vis-à-vis du social qui serait alors considéré comme « l'origine du sens » mais, au contraire, de considérer que « c'est dans et par le langage que l'homme se constitue en sujet »¹⁶⁷. Cette subjectivité s'exprime ou se crée à travers l'usage des pronoms à la première personne (je ou nous) mais également à travers l'ensemble des pronoms qui définissent, par contrastes ou relations de différence, l'*intersubjectivité*, c'est-à-dire la place du sujet parlant par rapport aux personnages qui l'entourent. Mais il n'y a pas que ces embrayeurs de personne qui servent à exprimer ou faire advenir la subjectivité dans le langage. Les déictiques de lieux d'espace et de personne (outre les embrayeurs), ainsi que les différentes formes de *modalisation*, permettent également au sujet parlant de se situer, de définir sa position (non seulement déictique mais également émotive et appréciative) vis-à-vis de tout ce qui l'entoure¹⁶⁸.

Le fait autonymique peut également être perçu et analysé grâce à la notion de *métadiscours*¹⁶⁹ renvoyant au travail d'ajustement des termes utilisés par le locuteur à son entourage ou ses visées (« pour ainsi dire », « en quelque sorte », « pour parler en jargon », « devrais-je dire », etc.). Au sein des multiples opérations métadiscursives, nous nous intéresserons plus particulièrement au *paraphrasage* dans la mesure où, à travers lui, il devient possible d'accéder aux réseaux de synonymie établis par le discours. En effet, les reformulations (« c'est-à-dire », « autrement dit », « il faut entendre », « plutôt », etc.) permettent d'établir des relations d'équivalence qui ne sont pas données par la langue mais établies par le locuteur. En constatant la présence d'une relation d'équivalence et de substitution entre deux termes ou, plus largement, d'un réseau de synonymie au sein d'une chaîne d'équivalences s'appliquant systématiquement d'un texte à l'autre, il n'est plus

¹⁶⁶ Émile Benveniste, « De la subjectivité dans le langage », chapitre XXI in *Problèmes de linguistique générale I*, Paris, Gallimard, 1966, pp. 258-266 ; voir également, Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation, De la subjectivité dans le langage...*

¹⁶⁷ Benveniste, « De la subjectivité dans le langage... », p. 260.

¹⁶⁸ Poussant plus loin l'espace de recherche ouvert par Benveniste, Catherine Kerbrat-Orecchioni, établit des distinctions entre diverses formes de subjectivité : implicite, explicite, déictique, affective, évaluative (ou appréciative) axiologique ou non axiologique, etc. Elle arrive à la conclusion que la subjectivité se trouve partout dans le langage, variant cependant à l'extrême en ce qui a trait à son intensité ou à ses marques explicites. *L'énonciation, De la subjectivité dans le langage...*

¹⁶⁹ Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, pp. 145-148.

question de parler d'un choix personnel du locuteur mais d'un système de sens valorisant d'une certaine manière les termes. Dans les mots de Michel Pêcheux :

« Il faut admettre que les mots, expressions et propositions littéralement différents peuvent à l'intérieur d'une formation discursive donnée, "avoir le même sens". »¹⁷⁰

Ainsi, tout comme pour les autres marques de « subjectivité », ce qui nous intéresse n'est pas la « position » appréciative de l'auteur mais les « positions énonciatives » prescrites par un discours donné. Si la subjectivité est construite « dans et par le langage » et que l'énonciation est contrainte par des règles relatives à certains discours ou formations discursives, ce n'est pas tant à la « subjectivité » à laquelle nous accédons à travers ces marques, qu'à la singularité d'une position énonciative abstraite pour laquelle les auteurs concrets sont substituables ou « indifférents » : nous accédons à des *positions de sujet* et non pas à la *subjectivité* (psychologique) des « sujets » parlants. En ce sens, il faudrait parler non pas d'intersubjectivité mais d'*interobjectivation*, dans la mesure où tant l'identité du sujet parlant que celle des autres « sujets » avec lesquelles il interagit (interlocuteurs) ne surgissent qu'en tant qu'objets sémiotiques d'un discours déterminant les positions de sujet que doivent tenir ses énonciateurs et co-énonciateurs.

2.5.2.5- Scénographie et institution discursive

De manière à éviter ces confusions autour de la notion de subjectivité, nous préférons parler d'une *scène d'énonciation*¹⁷¹ ou d'une *scénographie*¹⁷², déterminant tout autant les personnes que les temps et les espaces de l'énonciation ainsi que les valeurs modales et les relations hiérarchiques, de pouvoir ou de nécessité, unissant les différents éléments de cette scène. En référant à une scénographie plutôt qu'à la subjectivité énonciative nous voulons mettre l'accent sur le fait que ces positions de sujet sont prescrites par le discours qui se « met en scène », attribuant des « rôles »¹⁷³ à ses « personnage », construisant des « scénarios » au sein desquels ils doivent se mouvoir. Les marques de « subjectivité » ne sont alors plus

¹⁷⁰ Michel Pêcheux, *Vérités de la Palice*, Maspéro, 1975, p. 145.

¹⁷¹ Voir à ce sujet, Dominique Maingueneau, « Scène d'énonciation », in Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau (dir.), *Dictionnaire d'Analyse du discours*, pp. 515-518.

¹⁷² Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, pp. 112-114.

¹⁷³ Oswald Ducrot, « De Saussure à la philosophie du langage », Préface à *Les Actes de langage*, de John R. Searle, Paris, Hermann, 1972, p. 4.

considérées comme la manière à travers laquelle un sujet parlant ou pensant se situerait par rapport à ce qu'il dit ou ce qui l'entoure (situation d'énonciation), puisque ce qu'il dit (*le dictum*), tout autant que la modalisation du sujet vis-à-vis de ce qu'il dit, de même que la situation d'énonciation au sein de laquelle procède l'acte de parole, sont tous également prescrits ou *institués* par le discours. En d'autres termes, les déictiques de lieu, d'espace et de personne, servent moins à situer le discours dans un contexte extra-discursif qu'à construire le simulacre de ses propres conditions d'énonciation en « signifiant » (attribuant un sens à) cet environnement et en créant les places des personnes (locuteurs et interlocuteurs) qui pourront participer en droit et en pratique à cet acte d'énonciation.

Nous avons illustré ce principe en montrant, par exemple, comment à une même « crise » pouvait correspondre des « réalités » différentes selon que celle-ci est signifiée comme une conséquence d'un trop grand engagement des États du Tiers monde dans la vie économique et sociale, plutôt que comme une cause de la dégradation des indices de pauvreté ou alors comme un problème relatif aux relations de dépendance. À chacun de ces trois discours au sujet d'une « même » réalité, correspondront des acteurs et des contextes différents, des relations de nécessité et des évaluations (modalisations) différentes de la part de ses locuteurs. La crise en elle-même, que nous venons d'accepter comme un référent stable, n'est pas non plus une donnée externe au discours ; elle peut même ne pas exister en tant que crise dans des contextes surdéterminés par des discours particuliers. Par exemple, en 1983 au Chili, ce qui était vécu ailleurs comme une « crise de la dette » ou une « récession mondiale », a été pour ainsi dire « ignoré » par un discours anti-dictatorial, mettant en équivalence la terreur d'État et le modèle néolibéral, appelant à une mobilisation populaire généralisée contre le régime, sans que les considérations économiques ou financières ne recouvrent une quelconque « réalité » pour l'action ou l'interprétation de ce contexte ¹⁷⁴.

¹⁷⁴ Il y a bien un lien entre la crise économique et l'efficacité des convocations anti-dictatoriales mais le contenu, la forme et les énonciateurs de ce(s) discours ne peuvent aucunement être déduits de cette crise. Pas plus qu'ils ne peuvent être déduits du contexte dictatorial, d'ailleurs, puisque ces positions lui sont « absolument » externes. Elles ne lui sont que négativement redevables. D'aucune manière la positivité de ce discours peut être établie en fonction de son repoussoir (qui ne sert qu'à dire ce qu'il n'est pas). La définition de ce qu'est ou doit être la position « anti-dictatoriale » ou « démocratique » n'est pas une donnée déterminée mais un objet de lutte (indéterminé) qui changera selon les lieux et les périodes. Voir à ce sujet, Marcelo Solervicens, *Mouvement sociaux et représentation du politique. Le discours sur la participation dans la transition du régime militaire au régime civil au Chili dans les*

L'intérêt envers le discours ne réside pas dans le fait qu'il nous donnerait accès simplement à des formes particulières de percevoir, interpréter et rendre compte (exprimer) du monde mais dans le fait qu'à travers ces régimes particuliers de perception, interprétation et d'expression, le discours est constitutif de « pratiques discursives », c'est-à-dire qu'il institue le réel, qu'il crée les institutions matérielles et les pratiques sociales qui le reproduiront et qui existeront en le reproduisant. En abordant la scénographie d'un discours nous n'accédons pas exclusivement à sa forme « imaginaire » de re-présentation du monde mais à toute sa matérialité ; puisqu'en nommant certaines réalités, en désignant certains « acteurs » comme étant des locuteurs légitimes, en ignorant d'autres acteurs ou en les mettant à distance, en les identifiant comme les « mauvaises » formes qu'il ne faut surtout pas reproduire, en situant son dire au sein d'un certain espace (de circulation) et dans une certaine temporalité, le discours est ainsi en train donner corps, âme et existence aux institutions sociales concrètes à travers lesquelles il sera mis en pratique : il est en train d'instituer la *communauté discursive* qui lui permet de circuler et qui existe en le reproduisant.

En d'autres termes, nous cherchons à rendre compte de la dimension sociale ou pragmatique des discours en conceptualisant ce contexte sociologique, non pas comme une réalité externe au discours, mais en fonction des manières à travers lesquelles le discours les institue.

2.5.3- Le modèle actantiel et le programme narratif

En ramenant une dispersion de mécanismes discursifs (positions énonciatives, marques de dialogisme, modalisations, paraphrasages, etc.) à l'unité d'un discours qui les structure, le concept de scénographie permet également de rendre compte de la cohérence qui existe entre les différents repères de la situation d'énonciation. Il permet ainsi de montrer comment les déictiques de temps, d'espaces et de personnes s'articulent de manière solidaire au sein d'un seul système de sens et facilite ainsi la reconnaissance, individuation et comparaison entre divers discours. De la même manière, en rapportant la diversité protéiforme des énoncés contradictoires constitutifs d'une formation discursive à leur *structure actantielle* commune,

années 90, thèse de doctorat présentés à l'UQÀM en octobre 1995 ; voir également, Marie-Christine Doran et Ricardo Peñafiel, *Discours fusionnel et représentation du politique: les pobladores dans le mouvement des protestas au Chili (1983-1989)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1998.

nous seront à même de procéder à une synthèse méthodologique qui nous permettra de rendre compte de l'unité des formations discursives paupériste et populiste afin de mieux situer leur permanence et leur changement.

Le *modèle actantiel* développé par Greimas en s'inspirant de la formalisation des contes russes entreprise par Vladimir Propp¹⁷⁵, permet de rapporter toute narration, tout récit et plus largement toute mise en discours, à un modèle canonique de génération du sens. En effet, bien que Greimas ait lui-même montré les limites d'un tel modèle en analysant la *sémiotique des passions*¹⁷⁶, l'intérêt pour l'analyse réside dans l'universalité des fonctions narratives construites de manière « hypothético-déductive » à partir d'une abstraction apriorique (confrontée systématiquement à des situations énonciatives concrètes) des mécanismes ou des articulations logiques nécessaires à l'apparition de tout sens¹⁷⁷. Ce modèle actantiel peut ainsi être identifié dans n'importe quel « récit » – entendu de manière extrêmement large comme tout passage d'un état premier vers un état second – ce qui facilite la synthèse et la comparaison sur une base méthodologique commune de pièces de corpus extrêmement diversifiées. Comme l'exprime Greimas :

« N'ayant l'ambition au départ que de s'occuper de la seule classe des discours narratifs, [la sémiotique narrative] a cherché, naturellement, à se construire une syntaxe narrative. On s'est aperçu alors que celle-ci pouvait être utilisée et rendait indifféremment compte de toutes sortes de discours: tout discours est donc narratif. La narrativité se trouve dès lors vidée de son contenu conceptuel »¹⁷⁸.

Mais son aire d'application s'en trouve par le fait même universalisée.

Le programme narratif de base implique, comme nous venons de le mentionner, un *état initial* dans lequel un *sujet narratif* est séparé d'un *objet du désir*. Pour que cet objet soit valorisé comme tel, il est nécessaire qu'un *Destinateur syntaxique* instaure un *axe du désir* ;

¹⁷⁵ Vladimir Propp, *Morphologie du conte*, Paris, Seuil, 1973.

¹⁷⁶ Jacques Fontanille et Algirdas-Julien Greimas, *Sémiotique des passions : des états de choses aux états d'âme*, Paris, Éditions du Seuil, 1991.

¹⁷⁷ Comme le montre l'exemple extrême de « La soupe au pistou » (texte paru dans le n° 5 des *Documents de recherche du G.R.S.L.* (EHESS-CNRS), 1979, repris dans Greimas, *Du sens II : essais sémiotiques...*, pp. 157-169). Dans cette célèbre analyse narrative de la soupe au pistou, Greimas parvient à montrer la narrativité contenue dans l'énoncé du « *comment confectionner* » et tend à montrer par-là l'immense champ d'application (universalité) des principes abstraits du modèle actantiel.

¹⁷⁸ Greimas, *Du sens II*..., p.18.

en d'autres termes, qu'il attribue sa mission au sujet. Sans cet axe du désir, le sujet de l'état premier ne se transformerait jamais en sujet narratif. Il resterait perpétuellement un *sujet d'état* se contentant de jubiler ou de subir cet état, sans chercher à passer d'un *état premier* à un *état final* dans lequel il se trouvera uni ou réuni avec l'*objet du désir*. Ces « objets de valeur » sont constitutifs de l'identité même des sujets. Comme le fait remarquer Greimas, dans l'analyse des contes merveilleux, les objets magiques sont des formes figuratives des « principales sphères de souveraineté divine ou, ce qui revient au même, des attributs essentiels de la compétence humaine, instaurant, justifiant et rendant possible, sur le mode de l'imaginaire, le faire de l'homme »¹⁷⁹. « L'objet visé n'est alors qu'un prétexte, qu'un lieu d'investissement des valeurs, un ailleurs qui médiatise le rapport du sujet à lui-même »¹⁸⁰. En effet, sur le plan sémantique, le sujet n'existe que parce qu'il est en rapport avec un objet, son premier investissement sémantique n'est autre chose que la valeur située dans l'objet. Le nom « Pierre », par exemple, peut bien désigner un sujet, mais il est dépourvu de sens tant qu'il n'est pas mis en relation avec un objet. La phrase « Pierre est riche », par exemple, engendre un sens du fait de la mise en relation (à travers le verbe être) du sujet Pierre avec l'objet « richesse ». Le verbe n'est pas en lui-même suffisant, puisque « Pierre est » n'a de sens qu'en tant qu'énoncé métaphysique substantialisant l'*être* (qui n'a donc plus valeur de verbe mais d'objet).

Un sujet uni à un objet constitue un *sujet d'état*. Mais ce sujet reste statique, il n'est pas impliqué dans un « récit », il n'est pas un sujet du *faire* ou de l'*action*. Il est alors nécessaire de définir un *opérateur syntaxique* qui rende compte de la circulation des objets d'un sujet à l'autre. Et qu'est-ce qui fait courir des sujets derrière des objets sinon le fait que ceux-ci sont désirables et que ceux-là sont compétents? Ces remarques, qui peuvent sembler triviales, sont pourtant le fondement (hypothético-déductif) justifiant la définition des sujets à partir des *opérateurs modaux* qui définissent leur *existence modale* et leur *compétence modale*. En effet, s'il veut assumer le passage de l'état premier à l'état second, s'il veut réaliser la valeur virtuelle investie dans l'objet du désir, le *sujet narratif* doit acquérir la compétence modale, la capacité d'action, qui lui fait défaut dans l'état premier.

¹⁷⁹Greimas, *Du sens II...*, p.19.

¹⁸⁰Greimas, *Du sens II...*, p.21.

2.5.3.1- Les fonctions narratives de base

Un récit peut donc être considéré comme une chaîne de *virtualisations* et de *réalisations* de valeurs, impliquant une origine (*Destinateur syntaxique, axe du désir*) et une destination (*mission, état final*). Le passage d'une valeur virtuelle à une réalisation implique également l'existence d'un deuxième sujet qui se trouve dans une relation de réciprocité ou de solidarité avec le premier énoncé¹⁸¹. Cette relation de réciprocité est appelée par Greimas une *jonction paradigmatique*. Ce qui implique que toute narrativisation, aussi simple soit-elle, comporte l'existence de deux programmes narratifs inverses. L'actant sujet est en relation avec un objet de valeur qui se trouve en relation inverse avec un deuxième sujet solidaire ou réciproque, l'anti-sujet. De manière plus générale, puisqu'à chaque sujet narratif correspond un objet de valeur le définissant et un faire transformateur, impliquant un Destinateur syntaxique, à chaque *actant* (fonction narrative) correspondront deux deixis, l'une positive et l'autre négative :

sujet positif	VS	sujet négatif (anti-sujet)
objet positif	VS	objet négatif
Destinateur positif	VS	Destinateur négatif
destinataire positif	VS	destinataire négatif

À côté de ces disjonctions structurales qui constituent la dramatisation de la narration et de ces disjonctions syntagmatiques qui, en tant que projections du faire humain virtuel, permettent de figurer son déroulement, il faut ajouter les catégories de la compétence modale qui permettent de complexifier et d'affiner la structure actantielle. Ces catégories s'articulent autour de la *compétence*, définie comme le *devoir* et/ou, le *vouloir* et/ou le *pouvoir* et/ou le *savoir* faire, que présuppose la *performance*, c'est-à-dire le *faire*, comme tel. Ce qui donne le schéma suivant des modalisations ou des parcours syntaxiques prévisibles :

¹⁸¹Un sujet qui perd (virtualise) ce que le premier gagne (réalise) et qui gagne ce que le premier perd.

compétence		Performance
<i>modalités virtualisantes</i>	<i>modalités actualisantes</i>	<i>modalités réalisantes</i>
devoir-faire	pouvoir-faire	faire être
vouloir-faire	savoir faire	
instauration du sujet	qualification du sujet	réalisation du sujet

Ces différentes modalités du faire ne sont que les étapes nécessaires à la réalisation d'un même actant. Ce qui nous conduit à préciser qu'un même acteur peut assumer un nombre indéfini de rôles actantiels. Inversement, la compétence peut parvenir au sujet par un autre acteur qui sera alors un auxiliaire, tantôt *adjuvant*, tantôt *opposant*. De même, le Destinateur peut être son propre destinataire, le sujet et l'anti-sujet peuvent mener une lutte intérieure au sein du même acteur, et ainsi de suite. Tout rôle actantiel est susceptible de s'investir dans des acteurs disjoints et autonomes et inversement, tout acteur peut assumer un nombre indéfini de rôles. Dans *Sémiotique des passions*, Greimas et Fontanille montrent comment ce principe s'applique dans des récits concrets au sein desquels l'objet du désir peut devenir un sujet narratif, le sujet peut devenir anti-sujet ou objet de désir d'un autre sujet et ainsi de suite, comment diverses narrations se superposent et changent en cours de route selon les perceptions et désirs des sujets qui ne sont pas donnés une fois pour toute.

Le schéma narratif n'est qu'un ensemble de déductions logiques nécessaires à la formation de toute narration et plus largement de tout énoncé d'action. Ainsi, tout passage d'un état à un autre implique un désir dont la fonction est représentée par le Destinateur syntaxique qui institue le sujet en tant que sujet du désir, qui cherche à changer d'état, à se joindre à un nouvel objet, et qui, pour ce faire, doit devenir compétent. Tout énoncé de *faire* implique nécessairement que le sujet soit qualifié, même lorsque cette étape n'est pas rendue explicite par une figure du discours. La fonction sera toujours là. Prenons l'exemple d'une narration condensée du type : *Le peuple a conquis la démocratie*. Cette simple phrase implique que le peuple (*sujet*) était d'abord disjoint de l'objet de valeur « démocratie » (*état initial*), que cet objet était monopolisé par un anti-sujet (dictature ou oligarchie, par exemple) et que, ayant réussi, le sujet narratif était devenu compétent (*modalités du pouvoir*), apte à

devenir performant. Le Destinateur, qui se trouve également absent en tant qu'acteur ou figure discursive concrète, n'en reste pas moins nécessaire puisqu'il est le principe moteur qui va instituer le peuple en tant que sujet de désir, assumant son passage d'un état premier à un état final. La conquête implique également qu'il y avait des opposants et des adjuvants qui ont empêché ou facilité cet acte.

Les textes abordés sont évidemment beaucoup plus complexes et vont rendre explicites les différents rôles actantiels dans des figures du discours. Ainsi, pour donner un exemple, dans le programme narratif de la lutte contre la pauvreté, la fonction du *sujet* est assumée par les gouvernements ; institués en tant que sujets narratifs par l'impératif, catégorique (*devoir-être*) de la lutte ; et dont les modalités du pouvoir sont relatives à la détention et à l'application du savoir technique sur les meilleurs moyens pour réduire la pauvreté. Dans ce programme narratif, les pauvres, loin d'être des sujets, ne remplissent que la fonction d'objets négatifs du désir ; l'État populiste tient le rôle de l'anti-sujet et, de manière plus générale, de l'anti-Destinateur, en tant que faux objectif, détournant le sujet de sa mission ; les entrepreneurs privés tiennent le rôle d'adjuvants et même de juges, statuant sur l'efficacité des politiques gouvernementales de lutte contre la pauvreté, de stabilité et de bonne gouvernance, en les gratifiant de leurs investissements. Cette manière d'investir sémantiquement les fonctions narratives peut alors être mise en parallèle avec celle des discours populistes, pour qui la fonction du sujet narratif est tenue par le peuple – et ce, même lorsque l'acteur concret des énoncés du faire est la figure des gouvernements, dans la mesure où la légitimité de cet acteur lui provient du brouillage établi entre celui-ci et le peuple. La fonction du Destinateur syntaxique est également tenue par la « volonté » ou le « bien du peuple » ; de même, l'objet du désir n'est autre que la réalisation de la plénitude des valeurs populaires. Dans ce schéma, les investisseurs étrangers, loin de représenter des adjuvants, seront tantôt des opposants, tantôt des anti-sujets. Bien qu'il arrive fréquemment que ceux-ci soient « réhabilités » en tant qu'adjuvants potentiels, la présence d'une valeur négative implicite, obligera constamment les énonciateurs voulant faire appel aux capitaux étrangers à justifier cette « concession » en fonction de leur subordination aux lois et aux intérêts nationaux.

Nous voyons bien dans ces exemples comment le fait de rapporter ces deux types de discours à des opérateurs syntaxiques absolument abstraits, se trouvant nécessairement dans n'importe quel énoncé de faire, peut faciliter leur comparaison. La systématicité de ces catégories permettra une mise en parallèle à partir de tableaux comparatifs synthétisant les différentes manières de remplir de sens chacune des fonctions narratives mentionnées ci haut.

2.6- Conclusions du deuxième chapitre

En cherchant à analyser le surgissement du thème de la lutte contre la pauvreté dans les différents espaces publics latino-américains sans en postuler le sens, nous avons entrepris une conceptualisation du social et du politique en tant que résultat contingent de rapports idéologiques ou hégémoniques entre divers discours ou formations discursives se disputant le privilège de nommer ou de surdéterminer le sens du social. Cette conception du social nous conduit à considérer l'avènement du thème de la pauvreté comme un événement discursif qui doit être abordé, d'un côté, en fonction de ses propres règles de formation et, d'un autre, en relation aux autres discours contre lesquels il doit disputer sa place et sa légitimité, son droit à l'existence. Pour opérationnaliser ce principe général, nous avons identifié – au sein du champ discursif dans lequel surgit le discours de lutte contre la pauvreté – un espace discursif privilégié déterminé par les intenses relations dialogiques existant entre les discours paupériste et populiste. Pour le dire d'une manière plus concrète, l'événement discursif paupériste est abordé en fonction des déplacements des frontières de l'acceptable qu'il introduit au sein du champ de la représentation du politique fortement marqué, en Amérique latine, par la présence d'un discours politique populiste, contre lequel se définit en grande partie le discours de lutte contre la pauvreté.

Conséquemment, nous chercherons à établir dans les prochains chapitres les positions énonciatives à partir desquelles se constituent ces deux formations discursives entretenant entre elles des relations hégémoniques, de manière à pouvoir les identifier, les caractériser et à établir à partir de celles-ci les différents enjeux et situations concrètes qu'elles tendent à engendrer. Une première partie (chapitres 3 à 6) s'attardera sur les mécanismes constitutifs de la formation discursive paupériste de manière à établir ses règles de formation et ses conditions de possibilité. Rappelons qu'en fonction du principe de « surdétermination », ce n'est qu'à partir des mécanismes internes à ce discours que nous pouvons établir ses

conditions de possibilité, puisque le discours « impose » son « contexte » du fait de son surgissement (événementiel) à partir du simulacre de ses conditions d'énonciation, c'est-à-dire de sa manière de signifier son environnement. C'est donc à partir de l'analyse de ses marques de dialogisme et du champ discursif instauré par le discours de lutte contre la pauvreté dans son processus même d'énonciation que nous pourrions aborder dans une deuxième partie (chapitres 7 à 9) trois cas illustratifs du fonctionnement du discours populiste en Amérique latine, à partir de l'analyse des discours présidentiels du Mexique (chapitre 7), du Chili (chapitre 8) et du Venezuela (chapitre 9), entre 1910 et 2006. Ces discours ne seront donc pas tant abordés en soi et pour soi mais en fonction des écarts et des points d'entrechoquement qu'ils présentent vis-à-vis de la formation discursive paupériste.

PREMIÈRE PARTIE

LA FORMATION DISCURSIVE PAUPÉRISTE

(Chapitres III à VI)

Introduction à la première partie

La formation discursive paupériste

L'événement discursif paupériste, marque un changement dans la forme générale de représentation du politique en Amérique latine. Non seulement le thème de la pauvreté passe de la marge au centre du système de sens constitutif de cette représentation mais, en plus et surtout, la représentation de la pauvreté change également, comme condition de possibilité de ce déplacement. Nous avons vu au chapitre premier comment, pour devenir un objet de l'économie politique du développement, la pauvreté subissait une contrainte constitutive de quantification. Ce n'est qu'en devenant une variable quantitative que la pauvreté et avec elle la culture, le politique et le social entrent dans les raisonnements économétriques constitutifs de ce savoir, notamment à partir de ladite crise de la dette et des ses « solutions » monétaristes centrées sur les équilibres structurels. Auparavant, en effet, la pauvreté, le développement, la culture et le politique étaient interprétés à partir de différentes conceptions sociologiques (structuro-fonctionnalisme, historico-structuralisme, mouvementalisme, etc.) qui ne référaient que de manière indirecte à des théories économiques, elles-mêmes encore influencées par une conception plus historiciste qu'économétrique de l'économie politique du développement¹.

Ce même processus, abordé au premier chapitre à partir de considérations davantage épistémologiques que discursives ou idéologiques, sera maintenant interprété, au cours des quatre

¹ Michel Beaud, Gilles Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

prochains chapitres, à partir de ses *conditions de possibilité*². Pour ce faire, il est nécessaire d'entreprendre une analyse des principaux mécanismes constitutifs du discours ou plutôt de la formation discursive de la lutte contre la pauvreté. En tant que formation discursive, l'événement discursif paupériste ne peut être référé à un seul discours mais plutôt à son système de dispersion et de transformation. Néanmoins, notre étude débutera par l'analyse de la stratégie illocutoire d'un seul texte : le *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (RDM/90), de la Banque mondiale (chapitre 3). Cependant, les mécanismes discursifs que nous identifierons au cours de cette analyse ne doivent pas être confondus avec le système de dispersion que nous aborderons dans l'analyse du processus de circulation ou de mise en acceptabilité du discours de lutte contre la pauvreté dans son ensemble (chapitres 4, 5 et 6).

Le RDM/90 ne constitue aucunement un « acte inaugural » pour la formation discursive paupériste. Il n'est ni le premier ni le dernier des discours à entreprendre une thématisation de la pauvreté dans le cadre de l'économie politique du développement. Il joue cependant un rôle fondamental dans ce processus de mise en acceptabilité de l'événement discursif paupériste dans la mesure où il procède au renversement de la relation de causalité négative existant entre les Programmes d'ajustement structurels et la détérioration des indicateurs de pauvreté. Le RDM/90 fonctionne ainsi comme une *version narrative active* ou comme un *oscillateur sémantique*³, c'est-à-dire en tant que moment ou position particulière à partir de laquelle le sens des termes se voit altéré de par l'introduction d'un élément nouveau et contradictoire. Dans le cas du RDM/90, l'élément contradictoire qui fera éclater le noyau symbolique ou idéologique de la pauvreté sera la mise en acceptabilité des *Programmes d'ajustement structurel* à travers leur mise en équivalence avec une stratégie de lutte contre la pauvreté.

Bien que cette articulation particulière engendre de nouveaux sens, il n'en reste pas moins que le RDM/90 s'inscrit dans une chaîne discursive qui le précède et qui se poursuit jusqu'à nos jours. Ainsi, la stratégie illocutoire du RDM/90 consiste à capter la légitimité d'un discours de lutte contre la pauvreté qui le précédait (deixis fondatrice) pour en altérer le sens (deixis instituée). Mais il ne suffit pas que la Banque mondiale entreprenne de créer une équivalence entre les programmes d'ajustement structurel et la lutte contre la pauvreté. Il faut encore que cette équivalence soit reconnue et reproduite par les autres positions de son champ discursif. Ce champ

² Voir Michel Foucault, *l'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, notamment pp. 46-53.

³ Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972, p. 8.

est en grande partie déterminé ou surdéterminé par le discours lui-même qui, à travers le simulacre de ses conditions d'énonciation, construit un certain environnement, certains co-énonciateur et une certaine temporalité. Il choisit ainsi avec ou contre qui il parle et de quoi et comment on doit en parler.

Le mécanisme d'occultation des marques de l'interdiscours, que nous développerons au cours de l'analyse, est ainsi une puissante stratégie permettant à la parole du locuteur Banque mondiale de se protéger contre les incursions de discours étrangers ou antagoniques. Elle établit ainsi avec *qui* elle accepte de parler (ses interlocuteurs) et dans quels termes. Mais, dans le processus de circulation, ces interlocuteurs peuvent très bien refuser les places et les termes qui leur sont ainsi imposés⁴. En devenant locuteurs à leur tour (comme nous le verrons aux chapitres 4, 5 et 6), les co-énonciateurs du discours de lutte contre la pauvreté de la Banque mondiale peuvent établir de nouvelles conceptions de la pauvreté, du développement, de l'État ou de la société. Ils peuvent par ailleurs ignorer complètement le discours de la Banque mondiale en ne s'y référant pas ou, sinon, en le présentant comme une contrainte extérieure, voir même comme une position ennemie⁵. Par ailleurs, il peut également y avoir des nouveaux locuteurs qui font irruption dans le champ. C'est le cas, par exemple, de la figure de la société civile qui – bien qu'elle puisse par ailleurs signifier une forme de surdétermination et d'instrumentalisation de l'action de mouvements populaires, à travers leur « ONGisation » – ne manque pas d'être réinvestie par ces mêmes mouvements afin de se donner une certaine légitimité d'intervention sur la place publique (notamment au Mexique) et même une représentation (identité) commune, unificatrice de leur action⁶ dans un sens plus ou moins antagonique, opposé à l'État, à la « mondialisation néolibérale » ou à l'« impérialisme ».

⁴ Les stratégies de contournement des conditionnalités sont bien connues. Un pays peut très bien signer des engagements afin d'obtenir un prêt de la part du FMI ou de la Banque mondiale puis, ensuite, ne pas les respecter, sans que cela ne remette en cause le prêt ou même l'octroi de nouveaux prêts. Par contre, ce n'est pas de ce type de stratégies dont il est question ici car, même en ne respectant pas l'ensemble de leurs engagements, les gouvernements peuvent néanmoins incorporer une certaine conception du monde et de leur rôle ou de la relation qui les unit à leur population, à l'économie nationale et mondiale, à leur souveraineté, etc.

⁵ Ce que nous aborderons en détail aux chapitres 7 et 9, avec les cas de José López Portillo y Pacheco au Mexique et de Luís Herrera Campins au Venezuela.

⁶ Voir à ce sujet Daniel Mato, (2004) « Redes transnacionales de actores globales y locales en la producción de representaciones de ideas de sociedad civil ». En Daniel Mato (coord.), *Políticas de ciudadanía y sociedad civil en tiempos de globalización*. Caracas: FACES, Universidad Central de Venezuela, 2004, pp. 67-93; voir également: Joachim Hirsch, « The State's New Clothes, NGOS and the Internationalization of States », *Rethinking Marxism*, Vol. 15, number 2, April 2003, pp. 237-262.

L'efficacité sociale et politique de la *version narrative active* dépendra donc de sa capacité à déplacer ou à surdéterminer les places des locuteurs de la pauvreté. Tant que les positions énonciatives déployées par la stratégie illocutoire du RDM/90 ne sont pas reprises par d'autres positions au sein de son champ discursif, on pourra dire que cette stratégie illocutoire n'a pas engendré les effets perlocutoires escomptés. Inversement, si nous rencontrons une convergence suffisamment notoire entre les différentes formes contemporaines d'énonciation de la pauvreté et ces stratégies illocutoires, nous pourrions parler d'une formation discursive et identifier les mécanismes à travers lesquels cette *version narrative active* est parvenue à déplacer les frontières de l'acceptable.

En apparence, on pourrait croire que la convergence n'a pas eu lieu. En ne restant qu'au niveau du débat entre le PNUD et la Banque mondiale, on constate immédiatement comment le PNUD⁷ met à distance la conception réductionniste, simpliste et purement économique de la pauvreté, imputable à la Banque ou à une conception néolibérale des sociétés⁸. Cependant, comme nous l'avons déjà mentionné, une analyse de leurs mécanismes discursifs respectifs laisse voir qu'il existe beaucoup plus de convergences que de divergences entre ces deux positions. Nous verrons au cours de l'analyse de l'ensemble de la formation discursive paupériste (chapitres 4, 5 et 6), comment ce débat autour de la définition de la pauvreté est même une des principales *conditions de possibilité* de cette convergence (*règle de dispersion*). En effet, cette convergence procède notamment par l'incorporation de la position de l'*Autre* dans les postulats propres à chacune des positions du débat. Ainsi, de la même manière que le RDM/90 fera une place à la conception multidimensionnelle de la pauvreté promue par le PNUD⁹, ce dernier concèdera volontiers que la croissance économique soutenue par l'entreprise privée et l'ouverture des marchés sont des composantes « essentielles » à la réussite de la lutte contre la pauvreté. Cependant, s'il ne s'agissait que de ce seul exemple, il n'y aurait pas lieu de parler de formation discursive. C'est à partir de la convergence entre une série de mécanismes (comme la naturalisation du marché, l'opposition entre pauvres et non-pauvres ou entre besoins et demandes, la limitation du rôle de l'État à des aides ciblées sur les pauvres, ou la surdétermination des

⁷ Au sein de laquelle nous retrouvons la plupart des positions critiques comme celles des ONGs, des groupes militants, des chercheurs indépendants (voir chapitre 1), des autres institutions et forums onusiens, ainsi que des gouvernements et partis politiques se déclarant unanimement pour une « croissance avec équité »

⁸ Au sein de laquelle on peut également placer l'OCDE et le FMI.

⁹ Et cette reconnaissance n'ira qu'en s'accroissant au cours des *Rapports* ultérieurs.

espaces de participation par leur limitation aux programmes de lutte contre la pauvreté...) que nous pouvons parler d'une même formation discursive.

Mais, encore, s'il ne s'agissait que d'une convergence entre le PNUD ou l'ensemble des organisations de développement international et la Banque mondiale, nous serions sans doute face à une formation discursive mais qui ne rendrait compte que des caractéristiques du discours de ces institutions. Or, ce qui fait que la formation discursive paupériste ait un intérêt pour l'analyse politique et une incidence dans la construction des scènes politiques, c'est précisément sa capacité à transcender l'espace des institutions internationales pour s'inscrire dans le discours des gouvernements, des partis politiques, des ONGs, des groupes militants, des médias, etc. Cette convergence – et la force de pénétration de la formation discursive paupériste qui s'en suit – se produit en grande partie par l'incorporation de figure de l'*égalité* et de la *participation* qui, comme nous le verrons au chapitre 6, est encadrée par une *scénographie gestionnaire* postulant les effets bénéfiques du marché et de la mondialisation (chapitre 5).

L'événement discursif paupériste surgit ainsi d'une relation dialogique polémico-consensuelle entre divers discours qui, du fait même de leur polémique, en viennent à partager une série de règles énonciatives surdéterminant le temps, l'espace et les personnes de l'énonciation. Bien qu'il s'agisse de règles de *dispersion*, permettant des polémiques et des divergences, celles-ci ne convergent pas moins autour d'un noyau commun qui rend possible cette dispersion. L'analyse de la formation discursive paupériste que nous développerons aux chapitres 4, 5 et 6 cherchera ainsi à montrer les conditions de possibilité ainsi que les effets idéologiques et politiques de ce noyau commun. Nous montrerons ainsi comment le registre énonciatif pédagogique-doctrinal qui attribue, au locuteur des discours de lutte contre la pauvreté, la position privilégiée d'un maître vis-à-vis de ses élèves, permettant de statuer de manière abstraite et générale sur le « bon » comportement des acteurs politiques ou sociaux, est commune tout autant aux organismes financiers ou de développement international faisant la promotion d'une réforme de l'État qu'aux groupes militants *opposés* à celle-ci. Le savoir technique et quantitatif sur la pauvreté, mais également sur la bonne gouvernance, se transforme ainsi en figure centrale de légitimation et de distribution de valeur modale (capacité d'action) pour les acteurs des scènes politiques, déplaçant alors d'autres figures de légitimation, comme celles du « peuple », de « la base », de « l'organisation » ou de « la lutte » qui servaient, et peuvent encore servir, à représenter le politique en Amérique latine (montrant ainsi une lutte pour le sens encore active).

Nous montrerons également comment cette position énonciative, relativement abstraite, transporte en son sein toute une série de postulats et de présupposés qui ne peuvent pas être traités séparément de celle-ci. En effet, pour pouvoir occuper la position énonciative du maître, il faut être en mesure de montrer sa *compétence énonciative*¹⁰. Il faut montrer qu'on contrôle le savoir à partir duquel on pourra statuer sur le comportement des Gouvernements, des institutions internationales ou des acteurs sociaux et politiques. Cette convergence abstraite, issue d'une lutte pour occuper la position énonciative du maître (afin de la faire converger vers des objectifs divergents) se traduit ainsi par une convergence plus concrète, sur le plan sémantique, autour de figures particulièrement connotées. Nous verrons ainsi comment le sens attribué aux figures de « l'égalité », de la « croissance favorable aux pauvres », de la « bonne gouvernance », de la « décentralisation » et de la « participation », tend ainsi à être surdéterminé en fonction d'une seule scénographie gestionnaire tendant à techniciser, privatiser, et internationaliser la scène de représentation des forces. Pour ne donner qu'un exemple : en cherchant à critiquer l'action des gouvernements et des organismes internationaux, certains groupes militants utilisent la position énonciative du maître qui – en fonction d'un savoir technique sur les meilleurs moyens pour réduire la pauvreté et pour démocratiser les sphères locales, nationales et internationales – leur permet de montrer les incohérences existant entre les Déclarations internationales sur la lutte contre la pauvreté et les actions concrètes des gouvernements et organismes concernés, afin de les « contraindre » à respecter leur parole. Ce faisant, ces groupes militants en viennent à incorporer l'ensemble des critères de crédibilité de ce discours techniciste produit par les gouvernements et les organismes auxquels ils s'opposent. Ils reconnaissent non seulement l'existence et la nécessité (le caractère inéluctable) de ces critères du discours techniciste, mais aussi toute une série de postulats idéologiques sur la place des États, de l'économie, de la sphère internationale et des populations au sein d'une représentation normative de la scène politique qui tend ainsi à se concrétiser, à prendre corps, à s'incorporer au sein d'un spectre de plus en plus large d'acteurs

¹⁰Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984, p. 53. Maingueneau parle en fait de *compétence discursive*, qui se distingue de la *compétence linguistique* introduite par Chomsky en référant à l'aptitude d'un sujet historiquement défini à produire et interpréter des énoncés qui relèvent d'une formation discursive déterminée, plutôt que de la langue. Nous restreignons ici encore davantage le sens du concept de compétence en parlant de compétence énonciative, dans la mesure où nous ne voulons faire ressortir de ce concept de compétence que l'aptitude à « produire » des énoncés. Évidemment, cette aptitude implique la compétence discursive ou la capacité à reconnaître des formations discursives afin de se situer par rapport à celles que l'on « doit » revendiquer ou, au contraire, récuser. Voir également le concept de compétence situationnelle de Patrick Charaudeau, « De la compétence sociale de communication aux compétences de discours », *Didactique des langues romanes, le développement des compétences chez l'apprenant*, Louvain-la-Neuve, De Boeck-Duculot, pp. 41-54.

reconnaissant sa naturalité ou sa « réalité » (scénographie gestionnaire postulant la libéralisation économique et la mondialisation).

Avec cette analyse des effets de sens engendrés par le surgissement d'une version narrative active (chapitre 3) engendrant un certain consensus autour de la nécessité et de la manière de s'attaquer à la pauvreté, nous serons en mesure de montrer le fonctionnement de la formation discursive paupériste (chapitres 4, 5 et 6). Cependant, pour parler d'un *déplacement des frontières de l'acceptable*, il faudra encore pouvoir référer ce discours à un autre discours « antérieur » ou concurrent. Or, il existe énormément de discours ou de positions idéologiques entrant en contradiction ou même en confrontation avec la formation discursive paupériste. Parmi celles-ci, nous avons privilégié une forme particulière de représentation du politique, caractéristique de l'Amérique latine dans la période précédant cet événement discursif : le discours populiste. Tout comme le discours de lutte contre la pauvreté, les discours sur le peuple (que nous appelons « discours populistes ») ne peuvent être déduits simplement et directement à partir de la présence du référent « peuple ». Il est nécessaire de procéder à une nouvelle étude de manière à identifier les diverses formes de représentation du peuple et, en fonction de celles-ci, chercher à établir les mécanismes communs permettant de parler d'une seule formation discursive ou d'un discours populiste caractéristique du continent. Ce n'est qu'après cette étude, que nous entreprendrons dans une deuxième partie de la thèse correspondant aux chapitres 7, 8 et 9, que nous pourrons montrer, dans un dernier chapitre de conclusion, la *topologie* de l'événement discursif paupériste, c'est-à-dire la *dynamique des déplacement des frontières de l'acceptable et de l'inacceptable sur le plan de la représentation du politique*.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE III

L'OSCILLATEUR SÉMANTIQUE DU DISCOURS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ :

L'EXEMPLE PARADIGMATIQUE DU RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE 1990

3.1- Le Rapport sur le développement dans le monde 1990 en tant qu'exemple paradigmatique de l'oscillateur sémantique

Comme nous venons de le préciser dans l'introduction à la première partie, le discours de lutte contre la pauvreté ne doit aucunement être perçu comme une création de la Banque mondiale qui aurait ensuite été reprise par d'autres institutions et gouvernements ; pas plus qu'on ne devrait considérer le *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (RDM/90)¹ comme son *acte originel*. Les premières formes de thématization de la pauvreté dans le contexte des études ou des pratiques du développement remontent au début des années 1970, au sein de l'Approche des nécessités de base (*Basic Needs Approach*)². Dans ces mêmes

¹ Banque Mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Banque Mondiale, Washington,. Afin de ne pas alourdir la lecture, la référence au *Rapport....1990* sera présentée sous la forme de son abréviation « RDM/90 ».

² Dag Hammarskjöld Foundation, *What now? Another development*, Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1975; Dharam Ghai, Azizur Rahman Khan, E.L.H. Lee et Torkel Alfthan, *Basic-needs Approach to Development: Some Issues Regarding Concepts and Methodology*, Genève, OIT, 1977.

années, le régime dictatorial de Pinochet procédera à une restructuration des politiques sociales du Chili en fonction du prisme de la pauvreté, sous l'influence des dits *Chicago boys* et plus particulièrement de l'économiste ultra-libéral Miguel Kast qui développera entre 1975 et 1986, à partir de la ODEPLAN (*Oficina de Planificación Nacional*) et de l'Institut d'économie de l'Université catholique du Chili, les *Mapas de la extrema pobreza* (Mappes ou Cartes de l'extrême pauvreté)³. Dans les années 1980, ce sera l'UNICEF, le PNUD, l'OIT et d'autres ONGs internationales oeuvrant notamment en Afrique qui utiliseront le thème de la pauvreté, cette fois-ci, pour remettre en question les Programmes d'ajustement structurels, mis de l'avant justement et paradoxalement par cette même Banque mondiale.

Ce dernier paradoxe, au sujet du fait que l'accusé (Programmes d'ajustement structurels promus par la Banque mondiale) se transforme en principal défenseur de la lutte contre la pauvreté, s'explique par le fait que le RDM/90 agit comme un *oscillateur sémantique*, c'est-à-dire en tant qu'énoncé (forme d'énonciation) oxymorique assumant le passage d'une forme d'acceptabilité vers une autre. Le concept d'*oscillateur sémantique* est développé par Jean-Pierre Faye pour rendre compte du moment ou du lieu où une version narrative particulière est incorporée par un élément externe et contradictoire, faisant ainsi éclater son unité idéologique. L'exemple oxymorique du national-bolchevisme, donné par Faye, rend bien compte du détournement du sens premier (internationaliste) du bolchevisme par l'incorporation du terme « national » du National socialisme, et permet de rendre compte du processus de mise en acceptabilité de l'inacceptable solution finale et de l'État totalitaire, jusque dans les milieux qui lui étaient les plus éloignés. En d'autres termes, l'oscillateur sémantique juxtapose deux éléments en apparence contradictoires qui, du fait de leur juxtaposition, engendrent un sens nouveau, une nouvelle réalité historique⁴. Dans le cas qui nous concerne, l'oscillateur sémantique se situe au niveau de la mise en acceptabilité des Programmes d'ajustement structurels (PAS), par leur mise en équivalence avec une stratégie de lutte contre la pauvreté.

³ ODEPLAN et Instituto de Economía Universidad Católica, *Mapa de la extrema pobreza*, Santiago : ODEPLAN, de 1975 à 1986 (Rapports annuels).

⁴ Un autre exemple donné par Faye concerne la « Révolution conservatrice » qui fonctionne de la même manière, par la juxtaposition de deux termes contradictoires. Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972, p. 8.

Nous l'avons déjà mentionné, les PAS mis de l'avant par la Banque mondiale en tant que réponse au problème de la crise de la dette⁵ ont d'abord été contestés par les gouvernements des pays débiteurs, du fait des limitations imposées à leur souveraineté par le principe de *conditionnalité*, ainsi qu'à leurs capacités de développement (mais également de cooptation ou de légitimation à travers leur pouvoir de dépenser) par les principes d'austérité budgétaire, de réduction de la taille de l'État et de contraction de la demande interne. D'un autre côté, l'Unicef, le PNUD et une série d'institutions onusiennes et d'ONGs internationales ont produit le fameux document *Adjustment With Human Face*⁶ (AWHF), établissant un lien direct entre les politiques de stabilisation et d'ajustement structurel et l'augmentation de la pauvreté⁷. Cette étude est considérée comme le catalyseur des préoccupations de l'époque car, bien qu'elle n'ait été publiée qu'en 1987, elle a été commandée en 1985 et reflète l'opinion circulant dès 1983 dans d'autres études, provenant de ce même milieu du développement international.

Face à cette remise en question des Programmes d'ajustement structurels (PAS), la Banque mondiale va produire une version des faits (*version narrative*) qui concède de manière indirecte l'existence d'une relation entre les PAS et l'augmentation de la pauvreté dans les années 80, mais en faisant porter la responsabilité sur la crise économique et sur les « mauvaises » politiques économiques des gouvernements du Tiers monde n'ayant pas tenu compte de l'impact des ajustements sur leurs populations pauvres (sans mentionner, évidemment, que ces politiques avaient été imposées ou suggérées par le FMI ou la Banque elle-même). Ce faisant, le RDM/90 en vient même à présenter les PAS comme une solution aux problèmes de pauvreté plutôt que comme leur cause.

⁵ Interprétée en tant que conséquence d'un déséquilibre structurel engendrant des balances commerciales et financières négatives requérant un apport constant de liquidité empruntée... Paul Mosley, Jane Harrigan, John Troye, « World Development and International Finance since 1970, in *Aid and Power, The World Bank and Policy Based Lending* (vol. 1), Londres et New York, Routledge, 1991, pp. 3-26.

⁶ Andrea Cornia, Richard Jolly et Frances Stewart (ed.), *Adjustment With a Human Face*, Oxford, Oxford University Press, 1987. Pour une analyse critique de ce Rapport, de même que du contexte et de la relation ambiguë qu'il entretient avec les programmes d'ajustement structurel et avec la Banque mondiale, voir Peter Gibbon, « The World Bank and African Poverty », 1973-81, *Journal of Modern African Studies*, Vol.30, no.2, 1992, pp. 200 et suivantes.

⁷ Frédéric Lapeyre, « Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté », *Le défi social du développement – Projet conjoint IUED, UNRISD et SES*, dans le cadre du RUIG, p. 5, <http://www.unige.ch/iued/new/recherche/ruig-dsd/docs/EPO-NG-03-FL.pdf>

De même, la réponse de la Banque mondiale face aux critiques de ses politiques de réduction de la taille de l'État, consiste à développer un discours explicite sur le rôle de l'État en définissant de manière extrêmement précise et restrictive les (seules) sphères d'action légitime des pouvoirs publics en fonction du critère de « favoriser les plus pauvres ». Plutôt que d'affirmer « l'État doit se retirer », tel que formulé au début des années 1980 dans les politiques de type « plan d'austérité » ou « thérapie de choc », on affirme maintenant que l'État doit intervenir (exclusivement) au niveau de la satisfaction des besoins précis des plus pauvres, là où le marché ne peut le faire. L'État peut également « intervenir » en offrant un cadre légal « transparent » et exempt de « distorsions » ainsi que l'infrastructure nécessaire à l'investissement⁸. Autrement dit, l'État « doit » intervenir... en se retirant et en laissant aux « forces du marché » un cadre adéquat pour l'investissement privé.

Cette manière d'incorporer la problématique de la pauvreté un cadre théorique néoclassique, sans en changer un iota, a été dénoncée, notamment par le PNUD⁹. Toutefois, l'opposition entre la Banque mondiale et ses « partenaires » du développement international n'est pas aussi irréconciliable qu'il n'y paraît. Comme le fait remarquer Gibbon, l'efficacité du document *Adjustment with a Human Face* (AWHF) à susciter un consensus autour de la lutte contre la pauvreté réside dans le fait qu'il a été rédigé dans les mêmes termes que le *Rapport sur le développement dans le monde 1980*, c'est-à-dire en incorporant le thème de la pauvreté dans un argumentaire postulant une série de principes néoclassiques. Les ingrédients de base de la stratégie illocutoire du RDM/90 se trouvaient donc déjà dans la critique qui leur était adressée par les organismes de développement.

Par ailleurs, la critique des PAS en fonction de leurs effets sur les indices de pauvreté tend également à renforcer le pouvoir discrétionnaire des bailleurs de fonds internationaux contenu dans le principe de « conditionnalité » – en contradiction flagrante avec celui de

⁸ «...l'État doit être responsable des interventions d'intérêt public (pureté de l'air et sécurité routière, par exemple) ou qui, en plus des avantages qu'elles ont pour les particuliers, profitent à la collectivité (comme la vaccination contre les maladies contagieuses). Ensuite, dans le domaine de la médecine curative, le rôle principal de l'État en tant que prestataire de services devrait consister à fournir des services de base aux régions qui ont peu de chances d'être desservies par le secteur privé » : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990*, Washington, Banque mondiale, 1990.

⁹ *The Social Dimensions of Adjustment Project : an Interim Evaluation*, New York, PNUD, 1990.

souveraineté des États¹⁰. Par exemple, comme le montre encore une fois Gibbon¹¹, la critique formulée par Oxfam au *Rapport sur le développement dans le monde 1990* insiste principalement sur le besoin de contraindre de manière plus explicite les dirigeants du Tiers-Monde à adopter les programmes de réduction de la pauvreté. En critiquant les PAS en fonction de leurs effets paupérisants, la critique onusienne laisse intacts voire renforce d'autres problèmes tout aussi fondamentaux engendrés par ces programmes, comme celui de l'ingérence dans les sphères de souveraineté de l'État ainsi que celui de la redéfinition de son rôle ou de ses prérogatives par les organismes financiers internationaux. Ainsi, en restreignant la critique au domaine des variations des indices de pauvreté, l'ingérence et la redéfinition de l'État peuvent se présenter comme *légitimes*, à condition de chercher (car elles ne semble pas tenue de réussir...) à pallier à la pauvreté. Ainsi légitimée, la redéfinition de l'État peut également se *pérenniser* puisque, contrairement aux programmes de stabilisation et d'ajustements structurels, présentés comme techniques, exclusivement économiques et passagers (liés à un problème de déséquilibre de la balance des paiements), la lutte contre la pauvreté permet de poursuivre les réformes de l'État, au-delà de l'atteinte d'un éventuel équilibre. La lutte contre la pauvreté permet finalement un approfondissement des réformes, puisque ces dernières cessent de se présenter comme étant exclusivement économiques et s'assument pleinement comme politiques et sociales¹². Au nom de la lutte contre la pauvreté, il devient possible pour les institutions internationales de statuer sur les fondements mêmes de l'État, à travers des notions comme la bonne gouvernance, la participation, la décentralisation ou la définition des besoins, et de diffuser ces nouvelles normes en fonction de l'impératif catégorique de combattre la pauvreté. Cette nouvelle manière de légitimer et d'articuler les réformes de l'État permet même d'inverser le sens des conditionnalités. Ayant été assumées (internalisées) par la plupart des gouvernements, les bailleurs de fonds peuvent maintenant, au nom de l'efficacité, destiner l'aide prioritairement aux pays ayant

¹⁰ Voir Gilbert Rist (dir.), « Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale », *Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement*, Paris, PUF, 2002.

¹¹ Gibbon, « The World Bank and African Poverty... », p. 216 et suivantes.

¹² Bonnie Campbell, Marie-Christine Doran et Samia Kazi Aoul, « Good Governance, Institutional Reform, and Poverty Reduction in Africa », in Haroon Akram-Lodhi, Robert Chernomas, Ardeshir Sepehri (Eds), *Globalization, Neo-conservative Policies and Democratic Alternatives*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishers, 2005, pp.240-245.

préalablement adopté une stratégie de lutte contre la pauvreté, enlevant ainsi aux réformes de l'État toute trace d'ingérence.

Ainsi, bien que le RDM/90 constitue un moment charnière ou un renversement radical en ce qui concerne la mise en équivalence entre les PAS et la lutte contre la pauvreté, il est essentiel de se rappeler que l'ensemble des éléments utilisés par le RDM/90 pour procéder à ce renversement se trouvaient préalablement construits dans une série de discours antérieurs et concomitants. Ce sont ces institutions discursives ou ces convergences idéologiques (entre positions en apparence opposées) qui permettront la circulation massive de cet oscillateur sémantique qui fera éclater la notion de pauvreté pour la contraindre à fonctionner de manière subordonnée aux principes néoclassiques dominant l'économie politique contemporaine¹³. Ces considérations relatives à la circulation seront abordées en détail aux chapitres 4, 5 et 6, après avoir analysé les stratégies illocutoires¹⁴ relatives au RDM/90, dans le présent chapitre.

3.2- La légitimation des Programmes d'ajustement structurel en tant que macro-acte directif du RDM/90

La stratégie illocutoire du RDM/90 consiste à renverser la relation de causalité établie entre les PAS et l'augmentation de la pauvreté. Ce renversement constitue le *macro-acte directif* de ce Rapport, c'est-à-dire l'acte de langage fondamental donnant leur cohérence à l'ensemble d'effets de sens des énoncés ou des séquences plus particulières ou locales. La notion de macro-acte directif a été élaborée par Jean-Michel Adam dans le but de permettre une analyse de la cohérence pragmatique unissant une série d'actes locaux, situés dans des séquences textuelles particulières, structurées néanmoins autour d'une macro-structure pragmatique¹⁵. Or, l'ensemble de stratégies illocutoires que nous retrouvons dans le cas du RDM/90 converge vers un seul et même *macro-acte directif* cherchant à réhabiliter les PAS en les rendant équivalents à une « stratégie de lutte contre la pauvreté ».

¹³ Michel Beaud, Gilles Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

¹⁴ La stratégie illocutoire désigne l'ensemble des mécanismes mis en œuvre par un discours pour générer des effets ou des actes de parole.

¹⁵ Jean-Michel Adam, «Pour une pragmatique textuelle : l'exemple du discours giscardien», in Catherine Kerbrat-Orecchioni, et Maurice Mouillaud, *Le discours politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, pp.167-211.

Jean-Michel Adam, «Types de séquences textuelles élémentaires», *Pratiques*, n°56, décembre 1987, pp.54-79.

En tant que structure générale, ce macro-acte directif se retrouve dans l'ensemble du texte. Il est possible, cependant, d'identifier certaines séquences particulières synthétisant cette structure. Nous allons aborder ici une longue citation qui contient les principaux les mécanismes de base de la stratégie illocutoire du RDM/90, que nous analyserons par la suite de manière plus détaillée en abordant ces mécanismes les uns à la suite des autres :

« Durant les années 80, beaucoup de pays en développement ont eu à faire face à des **crises macro-économiques**. Leur expérience a appelé l'attention sur un nouveau sujet de préoccupation : la nécessité de tenir dûment compte des **besoins des pauvres** dans la conception des **politiques d'ajustement**. Pour beaucoup de pays en développement une période **d'ajustement macro-économique** douloureuse était **inévitable**. À long terme la **restructuration économique** dont s'accompagne l'ajustement est parfaitement **conforme** à la **stratégie** [de lutte contre la pauvreté] en deux parties préconisées ici. À court terme, toute fois, beaucoup de pauvres risquent d'en souffrir. Durant la période de transition, les pauvres pourront être protégés par un dosage judicieux de **politiques macro-économiques** (on réformera, par exemple, la politique des prix afin de favoriser les paysans pauvres) et de **mesures** tendant à atténuer la baisse de la consommation privée. **L'expérience** montre aussi qu'il est possible de **réaménager** les **dépenses publiques** en **faveur des pauvres**, même en période d'austérité budgétaire, et de mieux **cibler** les transferts. On peut, en outre, faire servir ce qu'il entre de **capitaux supplémentaires** dans le pays à amortir l'impact de **l'ajustement** sur les **pauvres**. » (RDM/90, p. 3 et 4)¹⁶.

Nous voyons dans cette citation comment la politique d'ajustement se trouve en *présupposé*¹⁷, ce qui permet d'engendrer un *effet d'évidence*¹⁸ imposant l'ajustement tel un fait accompli ou allant de soi. Par exemple, dans l'énoncé « ...la nécessité de tenir dûment compte des **besoins des pauvres** dans la conception des **politiques d'ajustement** », le posé se situe au niveau de « la nécessité de tenir dûment compte des **besoins des pauvres** », tandis que les politiques d'ajustement, elles, se trouvent en *présupposé*, tel une réalité non-questionnée, dont on ne cherche qu'à établir les modalités et non la pertinence en soi.

Immédiatement après, l'habilitation des PAS est effectuée à travers l'usage d'un *connecteur logique*¹⁹ *contraignant* : « une période d'ajustement macro-économique

¹⁶ Dans un objectif de clarté et de concision, les pages seront référées à la fin de chaque extrait de corpus cité, à la suite de la source (référée par son abréviation), sans note de bas de page.

¹⁷ Les travaux sur la présupposition montrent comment cette manière d'énoncer permet à l'énonciateur de déplacer l'instance qui prend en charge l'énoncé vers un asserteur anonyme, un « on » de l'évidence. Voir notamment, Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'Implicite*, A. Colin, 1986, pp.25-38.

¹⁸ Cet effet d'évidence sera explicité plus loin en abordant le *registre énonciatif pédagogique-doctrinal*.

¹⁹ Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau (dirs.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris Seuil, 2002, p. 128.

douloureuse était **inévitable** ». Pour ensuite terminer en affirmant la conformité (à long terme) entre la restructuration économique et la lutte contre la pauvreté. Il y a bien une reconnaissance des effets néfastes (à court terme) de l'ajustement (« amortir l'impact de **l'ajustement** sur les **pauvres** »). Cependant, cette concession rhétorique se voit aussitôt neutralisée par la modalisation méliorative des *politiques macro-économiques* par le qualificatif « dosage judicieux », transformant les politiques d'ajustement macro-économiques « judicieusement dosées » en un palliatif contre la douloureuse bien qu'inévitable période **d'ajustement macro-économique** (l'ajustement comme solution à l'ajustement...) et, ultimement, en mécanisme de lutte contre la pauvreté. Nous verrons plus loin comment les « politiques de ciblage favorisant les pauvres » doivent être entendues comme autant d'euphémismes servant à ne pas dire « contraction des dépenses publiques ». Contentons-nous, pour l'instant, de souligner comment, dans cette même phrase, la « période d'austérité budgétaire » est également placée en présupposé dans un énoncé ne concernant que les manières d'atténuer leur impact sur les pauvres, présentant ainsi l'austérité comme une réalité allant de soi.

Finalement, pour finir l'analyse sommaire des principaux mécanismes que l'on retrouve dans cet énoncé synthétique, il est possible de constater comment on postule que les réformes auront comme effet nécessaire « l'entrée de capitaux supplémentaires », réduisant ainsi la tension existant dans tout énoncé prospectif entre le présent et le futur. Bien entendu, ces capitaux supplémentaires que ne manqueront pas d'attirer les réformes macro-économiques pourront, encore une fois, servir pour atténuer l'impact de ces mêmes réformes sur les pauvres...

3.2.1- Subversion de la critique aux PAS :

Prolepse, effet d'évidence et occultation des traces de l'interdiscours

Cet énoncé synthétique affirmant que *l'ajustement va de soi, qu'il est inévitable mais qu'il produit nécessairement de bons résultats économique, en plus d'être une composante nécessaire de la lutte contre la pauvreté*, se retrouve un peu partout dans le RDM/90, construisant ainsi un système de sens (ou de valorisation) permettant la production d'énoncés partiels mais solidaires les uns des autres se renforçant mutuellement pour produire le macro-acte directif dont nous venons de parler. L'un des mécanismes essentiels pour construire cette stratégie illocutoire consiste à répondre aux accusations qui pèsent contre les Programmes

d'ajustement structurel quant à leur responsabilité dans l'augmentation de la pauvreté pendant les années 80. La stratégie du RDM/90 cherchera alors à faire porter la responsabilité d'une telle augmentation par les « chocs extérieurs » et les « mauvaises politiques économiques des gouvernements », se déresponsabilisant ainsi de l'effet néfaste des PAS, allant même jusqu'à pouvoir les poser comme condition pour l'élimination de la pauvreté. Comme on peut le constater dans la citation suivante :

« Handicapés par des **événement extérieurs défavorables** et par une **politique économique inadaptée**, certains pays ne parviennent pas à remonter la pente [...] Ce que l'avenir réserve à ces pays dépend de leur aptitude à procéder à une **réorientation plausible** de leur **politique économique**... » (RDM/90, p. 17).

Il est possible d'apprécier dans cette citation un mécanisme du *registre énonciatif pédagogico-doctrinal* (que nous détaillerons plus loin) qui consiste à masquer systématiquement les traces de polémique et/ou d'interdiscours²⁰. En effet, dans la dernière citation, aucune *marque de polémique*²¹ n'apparaît puisqu'il ne s'agit que d'une simple description ne faisant pas intervenir la voix d'un tiers. Et pourtant, en faisant référence aux difficultés de certains pays à remonter la pente, la Banque se trouve en fait à répondre aux critiques portant sur les effets paupérisants des PAS. C'est là toute la force de la stratégie illocutoire du RDM/90 qui cherche à répondre, par prolepse, à une critique qui restera autant que possible informulée.

Trois mécanismes particuliers sont alors employés. Le premier, dont nous venons de voir une illustration, consiste à présenter la position soutenue par la Banque au sein d'une simple *description*, plutôt que de donner la parole à la critique en l'énonçant sur un mode polémique. Comme on peut l'apprécier dans les trois exemples illustratifs suivants :

²⁰ Le concept d'interdiscours sert à rendre compte du fait qu'aucun discours n'est insulaire, qu'il apparaît au sein d'un champ discursif dans lequel il négocie sa place. Les traces de cet interdiscours peuvent être explicites, comme dans le cas d'une polémique montrée dans laquelle on fait intervenir la voix de l'autre pour s'y opposer. Mais ces traces peuvent également être implicites, en se référant, par exemple, à un thème connoté, sans référer directement aux énonciateurs de ce thème. Le registre énonciatif pédagogico-doctrinal à partir duquel est énoncé le RDM/90 –mais également les autres documents officiels de la Banque mondiale ainsi que la plupart des textes de la formation discursive paupériste– masque les traces de cet interdiscours et crée ainsi un effet d'évidence ou d'univocité, créant l'apparence qu'il n'existe qu'une seule manière de nommer les choses.

²¹ Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation, De la subjectivité dans le langage*, Paris, A. Colin, 1980, p. 88.

« Les **régressions** des années 80 ont lourdement atteint certaines régions. Durant cette décennie, beaucoup, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, ont subi une **baisse de revenu**, et l'**incidence de la pauvreté y a augmenté**... » (RDM/90, p. 2).

« RETABLIR LA STABILITE : Les **perturbations** entraînées dans les années 80 par la **flambée des taux d'intérêt** et la **détérioration des termes de l'échange** ont fait **régresser le revenu réel** dans la plupart des pays en développement » (RDM/90, p. 12).

« Les **changements** intervenus dans la situation **nutritionnelle** peuvent donner une autre mesure des **effets de la récession** » (RDM/90, p. 51).

Dans ces descriptions, ce ne sont pas les PAS mais bien « la récession », « les régressions » et « les perturbations » des années 80, « la flambée des taux d'intérêt et la détérioration des termes de l'échange », etc. qui sont responsables de l'augmentation de la pauvreté. Cette manière de répondre à la critique est d'autant plus efficace qu'elle se fait dans l'implicite, affichant ainsi *de facto* sa véracité intrinsèque. L'*instance assertive*²², qui prend en charge la valeur de vérité des faits, n'est pas le locuteur institutionnel Banque mondiale mais l'évidence des faits s'énonçant d'eux mêmes. N'ayant pas à assumer explicitement la position défendue au sein d'une polémique, le discours fait en sorte que ce soit le co-énonciateur qui ait à assumer le présupposé, créant ainsi un *effet d'évidence* autour de la position soutenue par la Banque.

Le deuxième mécanisme de cette stratégie illocutoire d'*occultation des traces de l'interdiscours* consiste à évoquer l'existence d'une *polémique* mais d'une manière tellement *évasive*²³ qu'il devient impossible d'identifier ni qui la formule, ni à qui elle est adressée. Comme on peut le constater dans l'extrait suivant :

« De **nombreux observateurs** ont soutenu que la **récession** et l'**ajustement** des années 80 ont été particulièrement **dommageables** pour les **pauvres** [...] **Les statistiques** mettent en évidence la continuité du **progrès** dans plusieurs pays d'Asie de l'Est et du Sud [...] Dans les **régions** les plus gravement touchées par la **récession**, cependant, la **pauvreté** s'est aggravée. » (RDM/90, pp. 48-49).

²² Alain Berrendonner, *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Minuit, 1981, p. 63.

²³ Voir à ce sujet, la notion de « style formulaire » mise de l'avant par Gilbert Rist dans « Le prix des mots », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale / Cahiers de l'IUED*, n° 13, Paris, PUF, 2002, p. 15. Cette notion réfère au fait que, pour établir un « consensus », le discours international est contraint d'adopter un *langage allusif*, au sein duquel on énonce comme si tout le monde s'entendait sur l'essentiel. Rist s'inspire alors des études dirigées par Maurice Bloch sur le « langage formalisés » ou « cérémoniel » utilisé notamment dans les villages malgaches pour contraindre l'interlocuteurs à accepter ce qui est dit sans lui laisser aucune remise en question possible. Voir, Maurice Bloch, *Political Language and Orality in Traditional Society*, Londres, New York, San Francisco, Academic Press, 1979.

Dans ce cas, la critique portant sur les effets « paupérisants » des PAS est diluée par la référence concomitante à la récession. D'emblée, donc, la responsabilité est partagée par la récession et l'ajustement (*la récession et l'ajustement des années 80 ont été particulièrement dommageables*). Cependant, par la suite, il ne sera plus question que de l'effet de la récession sur l'aggravation de la pauvreté, sans que l'ajustement ne soit mentionné (*Dans les régions les plus gravement touchées par la récession*). Entre ces deux moments, on enlève de la portée à cette même critique (déjà diluée) en invoquant les « statistiques »²⁴ qui montrent la « continuité du progrès ». La critique se trouve ainsi, neutralisée, contredite et finalement niée. En fait, la critique ne sera jamais mise en discours sous la forme d'une critique. D'une part, en utilisant un déictique de personne parfaitement allusif (*de nombreux observateurs*²⁵), il devient impossible de situer l'énonciateur de la critique, celle-ci pouvant être référée à n'importe qui et à personne en même temps. D'autre part, cette critique sera diluée ou occultée, comme dans la première stratégie (descriptive), en la signifiant comme une « préoccupation » ou comme des « observations », perdant ainsi tout caractère polémique. Ce mécanisme est encore plus clair dans le prochain exemple où toute référence aux PAS a simplement disparu au profit de la récession en tant que seule cause possible de l'augmentation de la pauvreté :

« Récemment, les **préoccupations** se sont portées surtout sur l'effet que la **récession** du début des années 80 a pu avoir sur la fourniture des services sociaux aux pauvres. En Afrique Subsaharienne et en Amérique Latine, les deux régions les plus **touchées par la récession**, près de la moitié des pays pour lesquels on dispose de renseignements ont subi des baisses substantielles de la dépense réelle d'éducation et de santé par habitant. » (RDM/90, p. 51).

Ces énoncés cherchant à lier l'augmentation de la pauvreté à la récession sont une manière de répondre à la critique onusienne (interdiscours) sans pour autant l'évoquer. À l'énoncé « la pauvreté a augmenté sous l'effet de la récession » correspond un second énoncé, un interdiscours sciemment occulté par la stratégie illocutoire du RDM/90 statuant que « la pauvreté a augmenté sous l'effet des PAS ». Cette « anti-polémique », consistant à argumenter en ne présentant que la position soutenue par la Banque doit encore masquer le

²⁴ Nous verrons plus loin comment « les statistiques », « les faits », « l'expérience » ou « les études » sont systématiquement utilisées par la Banque mondiale pour se construire un statut de locuteur scientifique ou d'autorité.

²⁵ Ailleurs dans le texte on parlera de « beaucoup », de « on » ou des « préoccupations », pour référer à la critique.

fait que cette position puisse être perçue comme une position (impliquant donc d'autres positions ou interprétations possibles). La mise en discours de cette « position » sous un mode descriptif, permet alors d'engendrer une confusion (*effet de brouillage*²⁶) entre la position de la Banque et les faits eux-mêmes.

Le troisième mécanisme visant à répondre à la critique tout en préservant l'effet d'évidence consiste à déplacer l'instance qui prend en charge les PAS.

« lorsque les **problèmes structurels** sont passés au premier plan, **on** ne s'est pas beaucoup préoccupé des conséquences que cela pouvait avoir pour les **pauvres** [...] **beaucoup** pensaient que de nouvelles perspectives de croissance n'allaient pas tarder à s'ouvrir pour l'économie [...] **Les preuves** d'une diminution des revenus et d'une réduction des services sociaux ont commencé à s'accumuler. De **nombreux observateurs** ont appelé l'attention sur cette situation, mais c'est l'UNICEF qui, la première, l'a placé au cœur du débat sur la conception et les effets de l'**ajustement**. A la fin des années 80 toutes les institutions avaient reconnu l'importance de la question, désormais prise en compte dans tous les programmes d'ajustement financés par la Banque mondiale. Comme l'UNICEF l'a recommandé, on étudie à la fois les répercussions que les politiques d'ajustement ont sur les pauvres et ce qu'il est possible de faire pour en amortir le coût dans l'immédiat » (RDM/90, p. 119).

Cet extrait représente pratiquement le seul cas où le RDM/90 fait référence explicitement au débat sur les effets de l'ajustement sur la pauvreté. Cependant, bien que l'on nomme explicitement l'UNICEF²⁷, la stratégie illocutoire employée ici consiste à faire porter la responsabilité des effets néfastes des ajustements par des déictiques de personne tout aussi évasifs que ceux ayant servi à énoncer la critique (*on ne s'est pas beaucoup préoccupé ; beaucoup pensaient que*). Ce n'est donc pas la Banque qui se porte garante des effets des PAS mais un « on » impersonnel diluant la responsabilité dans une sorte de consensus généralisé.

Dans la deuxième partie de cette citation, la transmutation des responsabilités atteint son paroxysme, puisque la Banque devient responsable de la position de l'UNICEF, montrant le bon exemple aux autres institutions qui ont finalement reconnu l'importance de la question « désormais prise en compte dans tous les programmes d'ajustement financés par la Banque mondiale ». La critique se trouve ainsi parfaitement subvertie. D'opposant (occulté derrière le

²⁶ George-Élia Sarfati, *Éléments d'analyse du discours*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 42.

²⁷ Sans toutefois nommer explicitement les autres énonciateurs des critiques : « *De nombreux observateurs ont appelé l'attention...* » Et en ayant préalablement pris soin de référer la critique aux « problèmes structurels » plus qu'au nécessaire ajustement.

« on » et le « beaucoup »), la Banque se transforme en adjuvant de la lutte contre la pauvreté, et la responsabilité pour les effets néfastes des Programmes d'ajustement structurels se voit diluée dans la masse anonyme de l'opinion courante (reléguée d'ailleurs dans les « erreurs du passé »), puis subvertie par le fait que les Programmes d'ajustements structurels prennent désormais en compte la perspective des pauvres dans leur élaboration.

3.2.2- Un ajustement, nécessaire, qui va de soi et qui ne peut que produire de bons résultats

Ayant volontairement omis de faire référence aux Programmes d'ajustement structurels dans sa réponse aux « préoccupations » pour l'augmentation de la pauvreté, la Banque peut ensuite se permettre de les introduire en tant que condition nécessaire à sa réduction, sans pour autant avoir à laisser paraître le paradoxe. En effet, lorsque l'ajustement entre en scène, il possède déjà une place de choix dans le système de sens construit par le discours. L'ajustement est ainsi mis en scène comme une réalité inéluctable, allant de soi et engendrant nécessairement de bons résultats.

Ainsi, les ajustements structurels sont d'abord mis en scène comme un fait qui va de soi, en exprimant simplement les modalités de leur application (dosage, moment, rythme, etc.)²⁸ :

« ...le **dosage** des mesures d'ajustement et le **moment** où elles sont appliquées sont déterminants » (RDM/90, p.122).

« Il est indispensable d'agir **rapidement** en matière de restructuration économique. La question des **prix relatifs** et celle de la **gestion des ressources** du secteur public, y compris le **budget** et les **entreprises publiques**, sont particulièrement importantes à cet égard » (RDM/90, p. 123).

« le **rythme** des réformes déterminera la gravité des bouleversements sociaux... » (RDM/90, p.163).

Comme nous l'avons montré plus haut, en abordant l'effet d'évidence, les ajustements se trouvent en présupposé au sein d'énoncés portant sur les meilleures manières de les appliquer. Ensuite, les politiques d'ajustement sont explicitement posées comme une nécessité :

« La **nécessité** de comprimer les dépenses publiques... » (RDM/90, p. 120).

²⁸ Comme nous l'avons montré à la section 3.2.1 en abordant l'effet d'évidence engendré par l'implicite.

« Même si les années 90 se révèlent moins brutales que la décennie précédente, **l'ajustement** demeurera une **nécessité** dans de nombreux pays. Certains subiront de **nouveaux chocs** et **beaucoup poursuivront le processus d'ajustement** amorcé dans les années 80 » (RDM/90, p. 139).

Les PAS sont également placés au sein de relations causales qui présupposent un effet positif.

Pour tout problème, l'ajustement est une panacée :

« Nombre de pays [...] se sont **finale**ment résolus à dévaluer fortement leur monnaie et à entreprendre de profondes **réformes** de leurs politiques commerciale et de leur politique économique intérieure » (RDM/90, p. 13).

« Ce que l'avenir réserve à ces pays **dépend** de leur aptitude à procéder à une **réorientation plausible** de leur **politique économique**... » (RDM/90, p. 17).

« Et encore, si peu engageant qu'il soit, ce scénario suppose-t-il que les pays d'Afrique Subsaharienne **persisteront dans leur effort d'ajustement**... » (RDM/90, p. 20).

Tout succès est alors dû aux ajustements :

« Les pays, notamment en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, ont peiné pour se remettre, **par l'ajustement**, de la récession mondiale » (RDM/90, p. 3).

« Ces **succès** sont le **résultat d'un ajustement réussi** » (RDM/90, p. 124).

« ...**politiques** qui ont **permis** à l'investissement, à la productivité et aux exportations de **progresser** rapidement dans les années 80... » (RDM/90, p. 20).

Tout espoir d'amélioration dépend des ajustements :

« ...la région **devra poursuivre**, et même **intensifier**, les **réformes** entreprises afin de **rationaliser** le régime d'incitations, de développer l'infrastructure, de diversifier l'appareil de production et d'accroître l'**efficacité** des investissements » (RDM/90, p. 20).

« Mais pareil effort **devrait** être **subordonné** à la mise en place de **réformes** par ces pays car, en absence de cadre macro-économique approprié, ni l'aide ni l'allègement de la dette ne seront d'aucune utilité » (RDM/90, p. 146).

« Le taux de croissance de 6,8% du PIB projeté pour les années 90 **suppose la poursuite** des **réformes internes** » (RDM/90, p. 160).

Finalement, comme on peut le voir dans les prochains exemples, les PAS seront systématiquement modalisés de manière méliorative, du fait de leur mise en relation ou de leur substitution par leurs effets positifs escomptés, ou encore par des termes connotés positivement dans la langue ou dans le système de sens construit par la Banque :

« ...une baisse soudaine des termes de l'échange, qui pourra être suivie par l'application de **mesures** pour y **remédier**... » (RDM/90, p. 40).

« ...utilisation plus efficace de ce facteur de production [la force de travail de pauvres]... » (RDM/90, p. 61).

« On prévoit que les pays d'Asie de l'Est poursuivront les politiques **macro-économiques prudentes** et **souples** qui leur ont si **bien réussi** jusqu'à présent » (RDM/90, p. 20).

« Ces succès sont le résultat d'un ajustement réussi » (RDM/90, p. 124).

« ...**politiques** qui ont **permis** à l'investissement, à la productivité et aux exportations de **progresser** rapidement dans les années 80... » (RDM/90, p. 20).

Une analyse exhaustive de tous les mécanismes tendant à générer une représentation absolument positive des ajustements alourdirait trop le texte. Contentons-nous de retenir que puisque la représentation des ajustements est faite à partir de leurs *résultats positifs escomptés*, ils ne peuvent produire d'effets négatifs : ils sont ontologiquement bons. De plus, cette représentation ne pourra jamais être démentie car, dans l'éventualité où les ajustements ne produiraient pas ce qu'ils « devraient » produire, la Banque, en tant que *judicateur universel*²⁹, pourra en tout temps déplacer la responsabilité de tels échecs vers un autre élément³⁰. Un signe d'échec dans l'application des réformes appellera alors à davantage de réformes...

3.2.3- L'ajustement en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté

En s'appuyant sur ces stratégies illocutoires tendant à subvertir la critique voulant que l'ajustement ait engendré une régression des indices de pauvreté, le RDM/90 peut alors « prononcer l'imprononçable », « rendre acceptable l'inacceptable » et présenter l'ajustement comme une condition nécessaire à la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, la Banque utilise, par exemple, des connecteurs logiques comme « à condition » ou « ne... que si », qui empêchent une conséquence d'advenir sans la présence de la condition :

« ...effort [de **lutte contre la pauvreté**] qui n'aboutira **que si** les gouvernements s'engagent plus résolument sur la voie des **réformes**... » (RDM/90, p. 6) ;

« Dans les années 90, il faudra, pour prévenir une nouvelle dégradation des conditions de vie, mobiliser de plus gros apports de capitaux extérieurs ; à condition que l'effort de réforme soit poursuivi, une telle démarche sera justifiée » (RDM/90, p. 129).

Mais cette relations de nécessité *sine qua non* peut également s'exprimer par la description des effets constatés ou escomptés dans des énoncés purement descriptifs (*description*

²⁹ Nous empruntons le terme de *judicateur* au concept greimassien de *destinateur judicateur*. Ce concept se réfère à la compétence d'un actant (le Destinateur) à trancher entre le probant et le non-probant et ainsi à statuer sur la réussite ou non d'une épreuve. Voir Greimas, *Du sens II...* Voir également Eric Landowski, « Vérité et véridiction en droit », *Droit et société*, n° 8, 1988, p. 48. Le concept de *judicateur universel* est toutefois relatif à la position énonciative du locuteur dans le registre énonciatif pédagogique-doctrinal que nous aborderons un peu plus loin.

³⁰ Comme dans l'exemple suivant : « Cependant, les **exportations** et les **investissements** n'ont dans bien des cas **réagi** que **lentement** à ces mesures, peut-être parce que des **doutes** subsistaient quant à la **détermination** des **gouvernements** » (RDM/90, p. 13).

*performative*³¹), tant pour expliquer pourquoi la pauvreté n'a pas reculé, que pour expliquer les progrès en la matière :

« Même lorsqu'elle a été dirigée vers les **pauvres**, les résultats en ont été **décevants**— surtout dans les pays où l'effort de lutte contre la pauvreté **ne trouvait pas** à s'appuyer sur un **cadre macro-économique approprié** » (RDM/90, p. 4).

« Ce **recul de la pauvreté** sera rendu possible par une croissance soutenue et la **poursuite des réformes** » (RDM/90, p. 161).

3.3- La lutte contre la pauvreté :

Un impératif moral assumé pleinement par la Banque mondiale

Bien entendu, la Banque mondiale peut bien affirmer dans son *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (RDM/90) que les réformes économiques sont nécessaires à la réduction de la pauvreté, cela ne signifie pas que l'ensemble des gouvernements et partenaires internationaux interpellés par ce *Rapport* accepteront sans rechigner un tel diagnostic. La crédibilité et l'efficacité de ce *Rapport* pour s'inscrire dans le débat de l'époque autour de la relation entre ajustement et pauvreté, et ainsi en subvertir les termes, réside sans doute davantage dans sa manière de représenter la pauvreté que dans sa manière d'affirmer les vertus des réformes. Il s'agira alors pour la Banque de construire l'objet sémiotique « pauvreté » dans les mêmes termes que ceux de l'ajustement structurel de manière à pouvoir les rendre substituables l'un par l'autre (*effet de bouclage*). Ainsi, plutôt que d'affirmer qu'il est nécessaire de poursuivre l'application des PAS, la Banque peut se contenter d'établir qu'il est nécessaire d'appliquer sa stratégie de lutte contre la pauvreté tout en référant aux mêmes politiques contenues dans les PAS.

³¹ « Des *statements* performatifs » dirait Austin, en se référant à la distinction entre « constatif » (*statement*) et « performatif ». Le concept de *description performative* que nous avançons est donc un oxymoron dans la mesure où il juxtapose deux concepts qui s'excluent l'un l'autre. Mais comme tout oxymoron, le sens qui ressort de cette oscillation, nous dévoile un paradoxe. À savoir que l'on peut accomplir des choses, produire des effets de vérité, convaincre et faire-faire, à travers des descriptions. Le terme exact devrait être « force illocutoire de la description » mais cela ne référerait qu'à l'énoncé. En analysant ses effets à travers ses reproductions dans d'autres conditions d'énonciations, nous affirmons que ces descriptions sont effectivement performatives dans la mesure où elles engendrent les effets de leur propre reproduction. Il n'est pas nécessaire d'affirmer « je décrète que la pauvreté n'est qu'une question d'indicateur » pour qu'elle le soit ainsi ; au contraire il est strictement nécessaire de ne pas utiliser un performatif pour que la force illocutoire engendre des effets perlocutoires.

3.3.1- Effet de Compassion

Le premier élément de cette stratégie illocutoire concernant la lutte contre la pauvreté vise à générer un *effet de compassion* qui donnera à cette lutte un caractère impératif et urgent. L'effet de compassion est généré en grande partie par l'utilisation de *modalités appréciatives* correspondant, selon la typologie de Jean-Claude Milner³², à des *adjectifs affectifs*, c'est-à-dire des adjectifs qui dénotent une réaction émotionnelle de l'énonciateur à l'égard de l'objet. Dans les quelques exemples qui suivent, on peut percevoir, à travers le choix des adjectifs utilisés, l'intensité de l'émotion vis-à-vis de la pauvreté que l'énonciateur collectif « Banque mondiale » cherche à créer :

« La condition des femmes pauvres est **préoccupante** en soi » (RDM/90, p. iii).

« Que, dans ces conditions, plus de 1 milliard d'êtres humains connaissent encore la pauvreté dans le monde en développement est donc d'autant plus **affligeant** —et d'autant plus **infamant** » (RDM/90, p. 1) ;

« Des contrastes aussi **saisissants** permettent de mesurer ce que le monde compte encore de **déshérités** » (RDM/90, p. 1).

« ...une situation déjà **intolérable** se **dégraderait** encore plus » (RDM/90, p. 6).

« ...conditions de vie **épouvantables** » (RDM/90, p. 36).

« La situation des personnes âgées et des infirmes dans les pays en développement **inquiète** de plus en plus »

La relation qui unit l'énonciateur à un objet de son énoncé n'est pas la même lorsqu'il évalue que la pauvreté est *grande* que lorsqu'il l'évalue comme *infâme*. La charge émotive contenue dans ces qualificatifs, génère un surplus de sens difficilement contrôlable mais extrêmement puissant puisque, devant tant de souffrance et devant l'indignation que celle-ci génère, il est impossible de rester indifférent : des actions s'imposent. Comme nous le verrons plus loin, l'effet de compassion servira d'appui à des *modalisation déontiques*³³, stipulant de manière explicite les « actions qui s'imposent », contrôlant ou canalisant ainsi l'excès de sens de la souffrance.

Il est à noter que ces exemples ne contiennent pas exclusivement de adjectifs affectifs, mais également des noms comme « déshérités » ou des verbes comme « dégraderait ». En effet, les adjectifs affectifs ne sont pas l'unique manière de modaliser la distance qui existe

³² Jean-Claude Milner, *De la syntaxe à l'interprétation*, Paris, Seuil, 1978.

³³ Les modalités déontiques couvrent le champ de la permission, de l'obligation, de l'interdiction, à travers des verbes, des tours impersonnels, etc. qui dépendent de la manière dont s'investit l'énonciateur : Maingueneau, *L'analyse du discours...*, p. 122.

entre l'énonciateur et ce qu'il énonce³⁴. L'utilisation des adverbes superlatifs (extrême, très, etc.) ou comparatifs (plus, moins, davantage, etc.) tout comme celle de noms, verbes ou adverbes, impliquant un mouvement de comparaison ou bien une gradation (défavorisé, extrêmement, plus, énorme), ou encore de noms, comme « fardeau », « souffrance », « catastrophe », ou de verbes comme « dégrader » ou « inquiéter », qui possèdent une charge émotive en eux-mêmes, servent également à signifier la position de la Banque par rapport à la pauvreté :

« Les progrès [...] ne doivent pas faire perdre de vue cet **énorme fardeau** de pauvreté qui continue à **peser** sur le monde » (RDM/90, p. 1).

« ...ces faits ne disent pas les **souffrances** des **plus démunis** » (RDM/90, p. 7).

« Pour beaucoup des **plus pauvres d'entre les pauvres**, les années 80 ont été une **décennie perdue** » ; une véritable **catastrophe** » (RDM/90, p. 7).

« La situation des **personnes âgées** et des **infirmes** dans les pays en développement **inquiète de plus en plus** »

Cette modalisation engage également le co-énonciateur qui est invité à reconnaître avec le locuteur (Banque mondiale) le caractère « infamant » des « souffrances » des « plus démunis » pour susciter chez lui un sentiment de *compassion*. Dans ce contrat énonciatif tacite entre la Banque et ses co-énonciateurs se trouve l'efficacité de *l'effet de compassion*. En énonçant de la sorte, la Banque peut considérer cet effet comme réussi et l'utiliser comme raison suffisante pour donner à son entreprise de lutte contre la pauvreté un caractère impératif.

3.3.2- Modalisation déontique : l'impératif des faits

Ainsi, l'acte d'énonciation n'est pas tant l'expression des idées de l'auteur que la négociation d'une place dans un interdiscours et l'établissement d'une relation entre l'énonciateur et le co-énonciateur³⁵. Si cette relation est moins apparente dans la description d'une réalité et la modalisation affective de celle-ci par l'énonciateur, elle se perçoit de manière plus évidente dans la *modalisation déontique*. Pour qu'un ordre puisse être effectif, il est nécessaire que les co-énonciateurs soient en mesure de reconnaître la légitimité de celui qui l'énonce, qu'ils puissent reconnaître en vertu de quoi l'ordre devrait être respecté. Dans la

³⁴ Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation...*, p. 79 et suivantes.

³⁵ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, p. 107 et suivantes.

stratégie illocutoire du RDM/90, c'est l'effet de compassion qui prend en charge les ordres énoncés impératifs (modalisation déontique). Ainsi, la modalisation passionnelle de la pauvreté ne doit pas tant être interprétée comme l'expression d'un sentiment ressenti par l'institution qu'une stratégie pour faire reconnaître par le co-énonciateur le caractère infamant de la pauvreté en vertu de quoi la lutte contre la pauvreté peut être modalisée de manière déontique (impérative) :

« **Il ne peut y avoir**, pour les gouvernements du monde entier, de **tâche plus urgente** que de faire reculer la pauvreté » (RDM/90, p. 6).

« Pour briser ce cercle vicieux [de la pauvreté], **il faut** que les gouvernements se donnent comme priorité en soi d'atteindre **à tout prix** le pauvres » (RDM/90, p. 92).

« Cela veut dire qu'**il faut** considérer l'effet produit sur les pauvres par l'ensemble des mesures appliquées par les gouvernements... » (RDM/90, p. 154).

« ...il **faut** que les pays de la région **s'engagent** à changer radicalement de politique » (RDM/90, p. 161).

« ...il faut encore qu'elles soient soigneusement calculées pour répondre aux besoins précis des pauvres » (RDM/90, p. 4).

Et cette tâche, de lutte contre la pauvreté, n'est pas seulement impérative, elle est urgente :

« ...le problème le plus **pressant** de l'heure pour la communauté du développement : comment faire reculer la pauvreté » (RDM/90, p. iii).

« Il ne peut y avoir, pour les gouvernements du monde entier, de tâche **plus urgente** que de faire reculer la pauvreté » (RDM/90, p. 6).

3.4- Dépassement de la Pauvreté

Une fois créé l'impératif de lutter contre la pauvreté à travers l'effet de compassion, le discours doit chercher à contrôler le sens de l'objet sémantique « pauvreté » pour que la compassion qu'il génère ne vienne pas miner de l'intérieur l'action qu'il tend à légitimer. Le deuxième mouvement de la stratégie illocutoire du discours de lutte contre la pauvreté que l'on retrouve dans le RDM/90 consiste alors à aseptiser ou *dépassement* la pauvreté, principalement à travers sa quantification, présentée comme une condition *sine qua non* pour son élimination. Cette entreprise de quantification a pour effet de délimiter, de manière serrée et précise, ce qu'*est* ou ce que *n'est pas* la pauvreté, ainsi que les stratégies de lutte jugées efficaces, de manière à éviter que l'effet de compassion ne donne assise à une augmentation des dépenses publiques qui irait à l'encontre des ajustements structurels. On cherchera donc à établir « avec précision » un « indice unique de pauvreté » :

« Tout d'abord, il importe de cerner de plus près la **notion** de pauvreté [...] Être pauvre, au sens du rapport, c'est ne pas pouvoir atteindre un niveau de vie minimum. Cette

définition **n'a d'utilité qu'à condition** de répondre à trois questions. Comment mesure-t-on le niveau de vie « minimum »? Qu'entend-on par niveau de vie minimum? Et, ayant ainsi identifié les pauvres, comment exprimer globalement, en une **mesure** ou un **indice** unique, le **degré** de pauvreté? » (RDM/90, p. 30).

La justification de cet indice porte toutes les traces d'une justification scientifique (« notion », « mesure », « indice », « degré »...) et s'inscrit pleinement au sein de la position d'autorité dont jouit la Banque en matière d'études sur le développement. Cet *effet de scientificité* est également renforcé par la capacité de la Banque à produire de la connaissance :

« On a, chaque fois que l'on a pu, utilisé les **résultats d'enquêtes** sur les revenus et les dépenses connues pour leur **fiabilité**. Ces enquêtes ont porté sur **2,5 milliards de personnes**, soit près de 75% du total ». (RDM/90, p. 32).

Et pourtant, malgré une apparence de scientificité, le discours de la Banque mondiale ne s'inscrit pas dans un *genre discursif scientifique*³⁶. Il s'agit, plutôt d'un *effet de scientificité* qui s'inscrit au sein de ce que nous avons appelé le *registre énonciatif pédagogique-doctrinal*. Comme nous l'avons vu plus tôt³⁷, la Banque ne cherche pas à situer son dire par rapport à un interdiscours³⁸ scientifique avec lequel elle entretiendrait un débat ou encore duquel elle se réclamerait (*occultation des traces de l'interdiscours*) ; elle ne cherche pas à établir que sa méthode serait plus appropriée qu'une autre pour trancher entre des faits problématiques puisque ses positions théoriques et méthodologiques se trouvent en *présupposé* (*effet d'évidence*) ; elle n'utilise que des études internes et ne cite pratiquement aucun auteur (pas

³⁶ À ce sujet, voir Maingueneau, *L'analyse du discours...*, pp. 190 et suivantes. Voir également Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, 1976, pp. 88-104 ; Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, pp. 31 et suivantes ; Algirdas Julián Greimas, *Sémiotique et sciences sociales*, Paris, Éditions du Seuil, 1976 ; Greimas *et al.*, *Introduction à l'analyse du discours en sciences sociales*, Paris, Hachette, 1979.

³⁷ À la section 3.2.1 intitulée « Subversion de la critique aux PAS : Prolepse, effet d'évidence et occultation des traces de l'interdiscours ».

³⁸ Selon la conception de l'hétérogénéité constitutive des discours, développée par Maingueneau, la distinction entre l'intra et l'extra-discursif devient problématique. La mobilisation d'un discours par un autre discours (citation, référence indirecte, etc.) ne doit pas être perçue comme une contamination de la pureté d'un discours qui serait insulaire, mais au contraire comme une stratégie interne au texte dont l'apparition dévoile non seulement l'identité même du discours, mais également des lieux de conflit. Ainsi, pour exister, tel discours doit se distinguer de tel autre avec lequel il entretient des rapports de concurrence. Cette opposition, loin de montrer une étrangeté d'un discours par rapport à un autre, montre que les deux se disputent pour un même terrain, une même position. Voir à ce sujet, Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984. Notamment le premier chapitre, « Primauté de l'interdiscours », pp. 25-43.

même des auteurs issus de son propre paradigme)³⁹ et, lorsque malgré tout elle fait intervenir une voix qui ne soit pas la sienne, elle le fait dans des termes tellement évasifs qu'il est impossible de situer avec précision à qui ou à quoi elle se réfère (*déictiques évasifs de personne*).

Avec une autre méthodologie, Béatrice Hibou arrive globalement aux mêmes conclusions. Après avoir effectué une confrontation systématique entre les soubassements théoriques des réformes et les textes et documents d'analyse de la Banque, elle affirme :

« ... une confrontation de ces démonstrations aux textes académiques de référence montre très clairement que : 1) une partie seulement des théories mentionnées sont utilisées ; 2) seules certaines conclusions sont retenues ; et 3) il est sans cesse fait appel à des *empirical evidences* et autres considérations d'ordre pratique pour trancher entre diverses solutions. De sorte qu'on ne peut parler de théories sous-jacentes aux réformes préconisées, mais bien d'un discours qui inspire les politiques économiques. [...] Ce discours offre, et tente parfois d'imposer, une certaine vision de la réalité économique ; il cherche à transmettre une vulgate économique. »⁴⁰.

Cependant, ce qui importe pour l'analyse de la vraisemblance et des effets pragmatiques du RDM/90, c'est moins l'authenticité de son discours « scientifique » que l'effet de scientificité qu'il produit. Jumelé aux autres mécanismes que nous venons de mentionner (*effet d'évidence, effacement des traces de l'interdiscours*, etc.) cet effet de scientificité engendre un *registre énonciatif pédagogique-doctrinal* qui permet à la Banque de statuer de manière univoque sur la redéfinition normative de l'État, du développement, de l'économie, du politique, etc. en s'appuyant sur son « expertise », sur les « preuves empiriques », sur « l'expérience », sur l'*impératif des faits*... Ainsi, indépendamment de la valeur scientifique que l'on puisse accorder aux études de la Banque mondiale, ce qu'il importe de retenir pour l'analyse de la stratégie illocutoire du RDM/90 c'est l'instance qui prend en charge une série d'impératifs (*modalisations déontiques*) contraignant la réforme de l'État, soit : un savoir univoque sur les causes de la pauvreté.

Ces mécanismes sont trop fondamentaux pour pouvoir être abordés aussi succinctement. Aussi, il s'avère nécessaire d'interrompre l'analyse des mécanismes à travers

³⁹ Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne, Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les Études du CERI*, N° 39 - mars 1998, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude39.pdf>

⁴⁰ Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale... », p. 4-5.

lesquels la quantification de la pauvreté permet de justifier l'application des programmes d'ajustement structurels pour nous attarder pendant quelques pages à l'analyse détaillée de cette position énonciative particulière qui traverse l'ensemble des énoncés du Rapport sur le développement dans le monde 1990 ainsi que des autres publications de la Banque mondiale⁴¹

3.5- Registre énonciatif pédagogique-doctrinal

En mettant en évidence le paradoxe entre l'usage ostentatoire d'un appareillage scientifique (secondé par la présence en très grand nombre de chercheurs ou de consultants de renom au sein de l'institution) et les sérieux manquements aux principes de base d'une démonstration scientifique, nous ne cherchons pas à discréditer la connaissance produite par la Banque mondiale mais plutôt à situer la position énonciative à partir de laquelle sont énoncés ses documents. En d'autres termes, ce paradoxe nous permet d'établir que le co-énonciateur du discours de la Banque mondiale n'est pas la communauté scientifique mais, comme l'a montré Corten⁴², les gouvernements des pays du Tiers Monde et les autres institutions internationales.

En les nommant ici en tant qu'institutions concrètes, il ne s'agit pas encore de co-énonciateurs mais simplement d'interlocuteur du discours. La notion de co-énonciateur fait référence au fait que le discours, à travers le simulacre de ses conditions d'énonciation, attribue des places à partir desquelles il peut et doit être reçu. Or, si nous savons que cette place n'est pas celle d'un « pair » scientifique, nous n'avons pas encore établi quelle est la place attribuée par ce discours à ses interlocuteurs idéaux (co-énonciateurs) et, par le fait même, quelle est la place de l'énonciateur.

Nous avons vu à la section 3.2.1 comment la stratégie illocutoire du RDM/90 tendait à *effacer les marques d'interdiscours* en se référant de manière évasive aux polémiques auxquelles elle répondait, à travers notamment l'usage de *déictiques de non-personne non*

⁴¹ Nous verrons dans les prochains chapitres (4, 5 et 6) comment ce registre énonciatif est également partagé par la plupart des autres locuteurs de la formation discursive paupériste.

⁴² André Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n°85, septembre 1998, pp. 6-24.

définie⁴³, comme « il », « on », « beaucoup » ou « certains » ; ou encore en énonçant la position défendue de manière descriptive, sans faire intervenir la parole d'un *Autre*, comme s'il n'existait qu'une seule interprétation possible à des événements pourtant controversés (*effet d'évidence*). Voyons à nouveau comment fonctionnent ces mécanismes dans un nouvel extrait :

« **Les années 80** —dont **on** a souvent dit qu'elles ont été pour les pauvres une « décennie perdue »— **n'ont pas, en réalité démenti** la tendance globale au progrès » (RDM/90, p. 7).

Dans cet exemple, nous pouvons constater la présence d'une citation en discours indirect⁴⁴ qui déplace la prise en charge de l'énoncé vers un « on » indéfini qui semble désigner l'opinion courante, que la Banque cherche à corriger. La trace d'un travail sur le sens se constate entre autres à travers la marque de paraphrasage⁴⁵ « en réalité », qui réfute l'opinion courante exprimée par « on » (« malgré ce que *on* en dise »), pour y opposer la bonne interprétation : « les années '80 n'ont pas démenti la tendance globale au progrès ». L'instance qui prend en charge la correction n'est pas la Banque ou une quelconque étude mais « Les années 80 » qui « n'ont pas [...] démenti ». Ce sont les faits qui s'énoncent d'eux-mêmes sans qu'un travail d'analyse ou d'interprétation ne semble nécessaire.

Cet effacement des marques de polémique ou de l'interdiscours engendre alors un *effet d'évidence* où la position soutenue par la Banque perd toute apparence de « position » au sein d'un débat, mais se confond avec les faits eux-mêmes, avec « l'expérience », « les statistiques », « les faits d'observation », etc. : « Les événements semblent se raconter eux-mêmes. »⁴⁶.

⁴³ Au sujet des déictiques de non-personne non définie, voir, Dominique Maingueneau, *L'Énonciation en linguistique française*, Paris, Hachette, 1999, p. 23-27.

⁴⁴ Ann Banfield, « Narrative Style and the Grammar of Direct and Indirect Speech », *Foundations of Language*, 10, 1973, pp. 1-39.

⁴⁵ Le paraphrasage (*c'est-à-dire, autrement dit, en réalité, etc.*) marque une identité entre deux termes qui ne sont pas reconnus comme tels par la langue. Comme tout métadiscours, le paraphrasage cherche à contrôler le glissement de sens appréhendé en fonction de la polysémie ouverte par la langue et l'interdiscours. Le *sujet-énonciateur* limite ainsi l'infinité de sens que peut avoir un terme en lui imposant celui qu'il veut instituer à partir d'une « position d'énonciateur « autorisé », capable de maîtriser les signes. Voir Michel, Pêcheux, *Analyse automatique du discours*, Paris, Dunod, 1969 ; ainsi que *Les vérités de la Palisse*, Paris, Maspero, 1975, p.145.

⁴⁶ Émile Benveniste, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966, p. 241.

Formellement, la Banque (en tant qu'auteur institutionnel du texte) reste tout de même le garant de ces affirmations, mais la manière d'énoncer tend à créer l'impression qu'il n'y a pas de distance entre les mots et les choses. En énonçant de la sorte, la Banque se donne comme position énonciative la place de la *Vérité révélée*. Elle est non seulement capable de dire le monde tel qu'il est, mais en plus, personne ne semble pouvoir lui disputer cette place, puisqu'elle évite systématiquement de discuter avec d'autres sur l'exactitude des faits rapportés. Pour créer cette position énonciative le discours de la Banque ne doit pas seulement éliminer la parole des autres, il doit présenter sa propre parole comme étant la seule. La Banque ne doit donc surtout pas chercher à établir que sa position est la meilleure, elle doit insérer sa position en présupposé dans des énoncés purement descriptifs. Voyons comment fonctionne cette position énonciative dans une série d'exemples :

« ...une période **d'ajustement macro-économique** douloureuse **était inévitable**. » (RDM/90, p. 3).

« Ces chances seront bien plus grandes si **l'inflation** est faible, les **taux d'intérêts réels** moins élevés et les **politiques commerciales** plus **libérales** » (RDM/90, p. 7).

« La crainte de **l'inflation** ne *s'était* pas dissipée mais des politiques de **rigueur monétaristes** **paraissaient** contenir efficacement les pressions » (RDM/90, p. 8).

« Pour redresser la situation *il fallait freiner la consommation et réduire les dépenses publiques*. Des mesures particulièrement draconiennes *s'imposaient* à cet égard dans les pays lourdement tributaires de leurs exportations de produits primaires... » (RDM/90, p. 12).

« ...[les pays] *se devaient*, pour faire progresser à terme la croissance de leur économie, d'adopter une politique **d'ajustement** axée sur la **réforme des institutions** et la **réaffectation des ressources** [...] la réforme du **régime fiscal**, celle du secteur **financier** et celle du cadre **réglementaire** de l'activité économique sont des éléments essentiels d'une telle restructuration » (RDM/90, p. 12).

« ...mais **il est** non moins essentiel de renforcer l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (**GATT**)... » (RDM/90, p. 24).

Nous avons dans ces exemples tout d'abord le mécanisme expliqué plus haut de déplacement de l'instance qui prend en charge l'énoncé vers les faits eux mêmes. Ce n'est pas la Banque qui impose des mesures d'austérité mais un « il » impersonnel qui représente l'évidence des choses: les mesures *s'imposent* d'elles mêmes (« inévitable » ; « il fallait » ; « s'imposaient » ; « se devaient » ; « il est » ; etc.) ; Ce n'est pas la Banque qui donne des ordres (*modalisation déontique*) mais *l'impératif des faits*⁴⁷. Ainsi, les mesures monétaristes et libre-échangistes,

⁴⁷ Dans le cas présent, la Banque utilise des tours impersonnels pour déplacer l'instance qui prend en charge l'ordre vers les faits eux-mêmes.

les coupures dans les dépenses publiques, la lutte contre l'inflation, etc. n'ont pas à être assumées par l'énonciateur, s'effaçant derrière la nature même des choses au sein des *énoncés descriptifs*⁴⁸. Ce phénomène peut également être identifié à travers la distinction établie par Benveniste entre discours et récit en fonction des marques de prise en charge des énoncés à travers des embrayeurs de personne (je ou nous). Contrairement au discours le récit ne contient aucune référence à l'instance d'énonciation et se caractérise par l'usage de la non-personne (on ou il). Bien entendu, le RDM/90 n'est certainement pas un pur récit. Cependant, en fonction des principes de *l'hétérogénéité constitutive* et de *l'effet de brouillage*, il est possible de caractériser ce « discours » en fonction de ses nombreux usages du genre énonciatif du « récit ».

L'effet de scientificité est essentiel pour donner la crédibilité à ces *descriptions performatives* énoncées à partir d'une position d'autorité. Mais pour que cet effet de scientificité ne vienne pas remettre en question l'effet d'évidence, il est nécessaire que celui-ci soit construit à travers *l'ethos*⁴⁹, c'est-à-dire à travers son *ton* ou la manière d'énoncer –et non pas à travers des démonstrations scientifiques. Cet *effet d'évidence* ou de consensus, est atteint par l'absence de citations, l'effacement des marques de l'interdiscours, l'absence de prise en charge directe des assertions (ou le déplacement de l'instance assertive vers les faits eux-mêmes), l'insertion en présupposé des postulats théoriques ou idéologiques. L'effet d'évidence tend ainsi à éliminer la distance entre les mots et les choses ; les mots doivent paraître aussi limpides que l'air qu'on respire, pour que le sens du monde devienne équivalent à la parole de la Banque. La position énonciative que se donne la Banque, tout comme celle qu'elle attribue à son co-énonciateur⁵⁰, lui permet alors d'énoncer les choses comme si tout le monde s'entendait sur l'essentiel (*effet de consensus*).

⁴⁸ Nous pouvons apprécier ici le principe dont nous avons parlé plus tôt, selon lequel la distinction entre énoncés performatifs et énoncés descriptifs n'empêche aucunement que ces énoncés puissent avoir une force illocutoire énorme. En représentant le monde d'une certaine manière, l'énoncé descriptif n'est pas moins en train de générer un effet de sens qui construit un rapport au monde particulier.

⁴⁹ Gilles Declercq, *L'art d'argumenter. Structures rhétoriques et littéraires*, Paris, Éditions Universitaires, 1992, pp. 47 et suivantes.

⁵⁰ Ce co-énonciateur n'est pas considéré comme l'égal ou l'*alter ego* de l'énonciateur, puisqu'on refuse d'entretenir un débat avec lui, voir même d'entreprendre une « démonstration » face à lui. La place du co-énonciateur dans le discours de la Banque est celle de l'élève qui écoute les enseignements du maître. Nous aborderons plus loin en détail cette position énonciative prescrite par l'archive.

3.5.1- La Banque en tant que juge universel

Cette position énonciative d'autorité, dans laquelle la Banque énonce à partir de la position de la *Vérité révélée*, lui permet de s'ériger en *judicature universel*. La Banque va ainsi statuer sur le bon et le mauvais, le probable et l'improbable, l'inutile et l'impératif, etc., sans avoir à argumenter outre mesure. Comme on peut le constater dans les exemples suivants :

« ...une période d'ajustement macro-économique douloureuse était **inévitable**... » (RDM/90, p. 3).

« Gonflement **excessif** des dépenses publiques » (RDM/90, p. 11).

« Bien que les données soient rares, ce que l'on sait montre que la pauvreté a reculé là où les résultats économiques ont été **bons**. » (RDM/90, pp. 10 et 11).

« ...l'aide n'est vraiment efficace que lorsqu'elle vient étayer une stratégie de développement **bien** conçue » (RDM/90, p. 5).

« **L'amélioration** des relations commerciales... » (RDM/90, p. 24).

« Pour que cette projection se vérifie, il est indispensable que les pays appliquent une politique **appropriée**... » (RDM/90, p. 24).

« ... de **saines** stratégies de développement... » (RDM/90, p. 28).

« ...consacrer une part **disproportionnée** de leur budget... » (RDM/90, p. 90).

Dans tous ces extraits, la Banque ne fait pas que décrire le monde, elle se permet de statuer sur le futur, sur l'intensité ou la qualité des efforts ou encore des résultats économiques, etc. Sa parole est tout aussi limpide que dans les *descriptions performatives* mais cette fois-ci, elle s'applique dans le domaine beaucoup plus subjectif et aléatoire de la *modalisation évaluative axiologique*⁵¹ des énoncés. Ce type de modalisation se caractérise par le fait d'introduire un jugement de valeur dans la relation qui unit l'énonciateur à l'objet. Ces politiques sont « appropriées », les dépenses « excessives », les résultats ont été « bons », etc.

L'énonciateur de ces énoncés modalise également ses énoncés de manière *déontique*, c'est-à-dire qu'il statue sur un « devoir faire » :

« Pour redresser la situation **il fallait** freiner la consommation et réduire les dépenses publiques. Des mesures particulièrement draconiennes **s'imposaient** à cet égard dans les pays lourdement tributaires de leurs exportations de produits primaires... » (RDM/90, p. 12).

« Pour que cette projection se vérifie, **il est indispensable** que les pays appliquent une politique **appropriée**, mais il est non moins **essentiel** de renforcer l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)... » (RDM/90, p. 24).

⁵¹ Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation...*, p. 83 et suivantes.

L'usage de verbes comme *falloir* ou *imposer*, assumés par un « il » impersonnel se rapportant aux événements, ou d'adjectifs comme *indispensable* ou *essentiel*, modalisent ces énoncés, non plus en fonction du bien et du mal ou du bon et du mauvais, mais du devoir.

La modalisation déontique peut également porter sur des conditions *sine qua non* de réussite:

« ...l'aide **n'est** vraiment efficace **que** lorsqu'elle vient étayer une stratégie de développement **bien** conçue » (RDM/90, p. 5).

« **Si** l'adoption de la stratégie préconisée ici progresse un peu, le monde en développement pourrait... » (RDM/90, p. 5).

« ...effort qui n'aboutira **que si** les gouvernements s'engagent plus résolument sur la voie des réformes et si les bailleurs de fonds font d'avantage pour les aider » (RDM/90, p. 6).

La négation sous la forme « ne ... que » (*l'aide n'est vraiment efficace que lorsqu'elle*) produit comme effet de rejeter en bloc toutes les autres positions qui ne sont pas posées en explicite ; tandis que l'usage du conditionnel « si » pose une condition nécessaire à la réussite du posé. Toutes ces conditionnalités incontournables affirment la position énonciative d'autorité du locuteur (Banque), capable de déterminer sans appel ce qui a causé les bonnes performances économiques et ce qui a causé les mauvaises. Ainsi, la Banque établit des relations causales qui donnent sens aux événements, les inscrivent dans des relations de nécessité et reproduisent une représentation particulière du monde, tout en affirmant *de facto* son droit ou sa capacité à le faire (*ethos*).

Ces relations de nécessité qui établissent, pour une communauté de discours donnée, les relations causales qui expliquent le sens du monde, s'appliquent également dans une lecture rétrospective des événements litigieux ou aléatoires:

« Les grandes redistributions de terre ont **parfois** donné de bons résultats [...] **Mais** ce genre de réformes suscite d'énormes résistances politiques. Dans la **plupart** des pays, la stratégie que nous proposons, qui voit dans l'investissement éducatif le meilleur moyen d'accroître les actifs des pauvres, a plus de chances de réussir »⁵².

« Nombre de pays [...] se sont **finalement** résolus à dévaluer fortement leur monnaie et à entreprendre de profondes réformes de leur politique commerciale et de leur politique économique intérieure (certains [...] montraient **déjà** des signes de reprise de la croissance). Cependant, les exportations et les investissements n'ont dans bien des cas

⁵² Ailleurs pourtant, les «résistances politiques» conduisent à préconiser une action rapide qui empêche ces résistances de s'organiser. Il est intéressant de noter que les résistances des **propriétaires terriens** sont incontournables tandis que les résistances de «puissants groupes d'intérêt», (entendre **syndicats** et organisations **populaires**) doivent être éliminées.

réagi que **lentement** à ces mesures, peut-être parce que des **doutes** subsistaient quant à la détermination des gouvernants » (RDM/90, p. 13).

« Il est vrai que des industries compétitives se sont **parfois** développées à l'abri des barrières protectionnistes [...] **mais** de tels succès sont **rare**s et les exemples d'échecs **surabondants** » (RDM/90, p. 26).

Les cas de réussite dans l'application des réformes donnent toujours raison à la position défendue par la Banque, tandis que les cas d'échec lui donnent... également raison!, puisque la Banque, en tant que *judicateur universel* peut déplacer la cause de l'échec vers un autre élément, en général une insuffisance dans l'application de la réforme. C'est dans ce sens que la Banque se donne une place énonciative qui correspond, non seulement à une position d'autorité mais à une sorte de dieu, à un juge universel, seul capable d'établir avec exactitude et sans contestation possible, les causes des problèmes qu'elle aborde⁵³.

Ainsi, si l'absence de démonstrations, de problématisation et de débat avec la communauté scientifique pouvait être perçue comme une faiblesse vis-à-vis des critères de scientificité, ce défaut se dévoile en fait comme une vertu sur le plan de la stratégie illocutoire. En effet, en énonçant d'une certaine manière (*ethos*) le discours est immédiatement en train de signifier son droit à le faire. En se donnant une place énonciative d'autorité, capable de dire le Vrai, de trancher du bien et du mal, de l'impossible, du souhaitable et de l'impératif ainsi que du probable et de l'improbable, la Banque est en train de construire la légitimité d'un pouvoir omniscient. En énonçant de la sorte, la Banque se représente en tant que souverain de la communauté internationale⁵⁴. Et, comme nous le verrons dans les trois prochains chapitres, cette position énonciative se verra confirmée par l'ensemble des énonciateurs qui entreront en débat avec la Banque ou qui chercheront à lui disputer cette position énonciative privilégiée.

3.5.2- La position énonciative du maître vis-à-vis de ses élèves

Bien que la Banque possède un certain pouvoir institutionnel lui permettant de contraindre les gouvernements des pays débiteurs au nom du principe de conditionnalité et de son rôle central dans le processus de rééchelonnement des dettes des pays du Tiers monde, ce

⁵³ C'est dans ce sens que nous parlons d'une « Vérité révélée » et non pas déduite, induite, argumentée ou justifiée.

⁵⁴ Dominique Maingueneau, « Les rapports des organisations internationales : Un discours constituant ? », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 119-132.

pouvoir coercitif ne saurait être pérenne et surtout, ne saurait structurer les scènes politiques du continent, sans une légitimation plus acceptable. Le savoir, sur la pauvreté et plus globalement sur l'économie (auquel s'ajoutera plus tard celui sur la bonne gouvernance) joue donc un rôle fondamental de *distributeur de valeur modale*⁵⁵, c'est-à-dire de capacité d'action. C'est au nom de ce savoir (implicitement ou explicitement) que la Banque mondiale peut se permettre de trancher entre les bonnes et les mauvaises politiques, de statuer sur les conséquences de certaines décisions, etc. C'est également au nom de ce même savoir que le gouvernements « devront » (modalisation déontique) modifier leurs politiques. Or, ce savoir, comme nous venons de le voir, s'énonce d'une manière particulière : à travers l'effacement des marques de polémique, l'effet d'évidence et l'insertion en implicite des postulats théoriques et idéologiques de l'énonciateur. La position énonciative du locuteur (Banque) correspond ainsi à celle d'un maître vis-à-vis de ses élèves. Conséquemment, la position des co-énonciateurs est celle d'élèves recevant le savoir d'un maître. L'expression consacrée des « bons élèves », pour désigner les gouvernements se pliant aux réformes, est symptomatique de cette position.

Cette forme d'énonciation s'appuie sur le mépris ou l'annulation du savoir ou de la compétence des élèves. Les États ou gouvernements du Tiers monde (*élèves*) n'ont pas appliqué de « bonnes » politiques macroéconomiques (d'où les problèmes structurels), manquent de connaissances pertinentes pour établir qui sont les pauvres et comment les atteindre, sont corrompus, inefficaces, etc. C'est donc le rôle ou la vocation de la Banque (*maître*) que de les instruire et les guider dans la voie de la connaissance et de la réussite. C'est également à la Banque de statuer sur leur succès ou leurs échecs (*judicateur*). Nous parlons ici de « la Banque » mais en fait, le registre énonciatif pédagogique-doctrinal et la position énonciative du maître peuvent être tenus par plusieurs autres locuteurs. Nous verrons ainsi au prochain chapitre comment cette institution discursive ou cette contrainte énonciative se trouve au cœur du débat sur les « bonnes » politiques de développement, de lutte contre la pauvreté ou de gouvernance. Loin de nous l'intention de « dénoncer » un quelconque machiavélisme de la Banque ; ce qui compte pour l'analyse de l'événement discursif c'est

⁵⁵ Éric Landowski, « Les discours du pouvoir, le discours politique », in *Sémiotique, L'école de Paris*, Paris, Hachette, 1982, pp.151-172.

uniquement de comprendre comment la position énonciative pédagogique-doctrinale qui se dégage de l'effet combiné de l'effet de scientificité et de l'effet d'évidence engendre la figure de légitimation d'un savoir qui, en neutralisant la parole d'un Autre (effacement des traces de l'interdiscours), nie aux co-énonciateurs leur capacité à s'inscrire dans un débat, les plaçant dans la position passive de l'élève qui reçoit cette connaissance et cette compétence.

3.6- Un savoir nécessaire à la lutte contre la pauvreté

Après ces quelques précisions sur la manière à travers laquelle est énoncé le RDM/90, nous pouvons reprendre l'analyse du mécanisme de dépassionnalisation ou de quantification de la pauvreté. Car, si l'effet de compassion servait à rendre impérative la lutte contre la pauvreté, sa dépassionnalisation⁵⁶ rend le succès de cette lutte conditionnel à sa quantification. Comme on peut l'apprécier dans les deux prochains exemples :

« S'ils veulent faire **reculer la pauvreté** ou juger des effets de leur politique économique sur la pauvreté, les **gouvernements doivent** être **bien informés** sur les pauvres » (RDM/90, p. 34) ;

« Une **politique** directement **ciblée sur les pauvres** peut **difficilement réussir** si ceux qui gouvernent **ne savent pas qui sont les pauvres** et comment ceux-ci **réagissent** aux interventions des pouvoirs publics et à leur environnement » (RDM/90, p. 34) ;

« Dans une large mesure, on aura d'autant **plus de chances de faire reculer la pauvreté** **selon que** l'on sera **mieux informé sur les pauvres** –**combien** ils sont, **où** ils vivent et, surtout, **pourquoi** ils sont pauvres » (RDM/90, p. 30).

En utilisant les connecteurs logiques ou argumentatifs⁵⁷ « à condition », « ne... que si » « plus de chances... selon que » ou simplement « si », qui, comme nous l'avons vu plus haut, empêchent une *conséquence* d'advenir sans la présence de la *condition*, le RDM/90 rend conditionnelle la réussite de la lutte contre la pauvreté à l'usage de « bonnes » mesures pour la saisir. Notons également dans ces exemples la présence d'une modalisation axiologique de la mesure, distinguant entre les « bonnes » et les « mauvaises » mesures (« bien informé », « mieux informé », etc.), qui s'inscrit dans le registre énonciatif pédagogique-doctrinal, dont nous venons de parler, à travers lequel la Banque occupe la fonction de *judicateur*.

⁵⁶ Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale... »

⁵⁷ Le concept de connecteur argumentatif désigne les mots ayant la fonction de mettre en relation deux éléments dans une relation logique ou argumentative. Maingueneau, *L'analyse du discours...*, p. 234-235. Voir également O. Ducrot et J.-C. Anscombre, « Note sur l'argumentation et l'acte d'argumenter », in *Cahiers de linguistique française*, n° 4, 1982, p. 157.

Il ne s'agit donc pas de n'importe quelle forme de quantification : il faut disposer de « bonnes » mesures (*modalisation axiologique*). Le RDM/90 s'inscrit alors dans le débat sur la bonne mesure de la pauvreté, dont nous avons parlé au premier chapitre, entre les mesures basées sur les revenus et celles basées sur des dimensions dites subjectives, structurelles ou politiques. Cependant, puisque cette participation au débat se déroule au sein du registre énonciatif pédagogique-doctrinal, les marques de polémique et d'interdiscours seront systématiquement occultées. Ainsi, le RDM/90 établit :

« Un seuil de pauvreté fondé sur la **consommation** peut se concevoir comme formé de deux éléments : d'une part, ce qu'il faut dépenser pour se procurer un niveau minimum de **nutrition et autres nécessités** de la vie et, d'autre part, ce qu'il faut dépenser, et dont le montant varie d'un pays à l'autre, pour pouvoir **participer à la vie quotidienne de la société**. La première partie est relativement simple : le coût minimum de calories à absorber et des autres nécessités de la vie peut se calculer en considérant le prix des aliments dont se nourrissent les pauvres. La seconde relève beaucoup plus d'une appréciation **subjective** : dans certains pays, le sanitaire est un luxe ; dans d'autres, c'est une nécessité. » (RDM/90, p. 31).

Dans cette citation, on semble accepter le caractère problématique d'une mesure de la pauvreté ; on évoque des éléments provenant des approches dites subjectives relatives à l'Approche des nécessités de base (*Basic Needs Approach*) ou de l'Indice de développement humain (IDH) du PNUD (*autres nécessités de la vie ; participer à la vie quotidienne de la société*). Cependant, ces éléments seront immédiatement abandonnés sans aucune forme de justification. La mesure de « ce qu'il faut dépenser pour se procurer un niveau minimum de nutrition et autres nécessités de la vie » se réduit au « prix des aliments dont se nourrissent les pauvres ». En ce qui concerne « participer à la vie quotidienne de la société », cette variable sera abandonnée du fait de sa « subjectivité ». Toutes ces précisions ne conduisent qu'à l'établissement d'un indicateur monétaire unique basé exclusivement sur le minimum vital pour la survie, ne tenant aucunement compte des autres éléments prétendument constitutifs de ce seuil.

En fait, plus le RDM/90 cherche à définir qui sont les pauvres et moins il reste de pauvres pouvant entrer dans cette définition. Ainsi, évoquant le caractère « arbitraire » d'une mesure unique de la pauvreté par rapport aux différences culturelles entre les pays, le RDM/90 questionne le seuil de pauvreté d'un dollar par jour par personne. Cette remise en question le conduit cependant à incorporer un nouveau seuil, de 275 dollars par personne par année, pour les pays les plus pauvres... :

« Les **revenus** des ménages et les **dépenses** par personne sont **acceptables** comme **indicateur** du niveau de vie **dans la mesure** où cela comprend aussi ce que l'on **produit soi-même**, et qui est très important pour la grande majorité des pauvres du monde [...] les besoins de la comparaison internationale et de l'agrégation obligent à utiliser un tel seuil de pauvreté a forcément quelque chose d'un peu arbitraire. Plutôt que de s'en tenir à un seul chiffre, le présent chapitre en utilise deux : 275 et 370 dollars par personne et par an. » (RDM/90, p. 31).

Un ménage de paysans sans terre dans un pays « extrêmement pauvre », peut donc gagner moins que 370\$ par année par personne et être considéré comme « non-pauvre », s'il a accès à l'usufruit d'une petite parcelle.

3.6.1- Ciblage et restriction du rôle de l'État

Cependant, le problème engendré par le débat autour de la mesure ne se situe pas tant au niveau de son exactitude que de ses effets sur la redéfinition de l'État. Comme nous venons de le voir, en ajoutant des dimensions non-monétaires (« ce que l'on produit soi-même ») ou culturelles (« dans certains pays, le sanitaire est un luxe ; dans d'autres, c'est une nécessité »), il devient possible de réduire le nombre de personnes entrant dans la catégorie de pauvres. À l'inverse, comme nous l'avons vu au premier chapitre et comme nous le verrons plus loin, une mesure de la pauvreté qui augmenterait les dimensions de la pauvreté ou qui établirait un seuil de pauvreté plus élevé, n'altérerait pas substantiellement l'effet principal du mécanisme de la dépassionnalisation de la pauvreté, qui consiste à circonscrire les responsabilités de l'État vis-à-vis de sa population en les limitant aux pauvres (ciblage) plutôt qu'aux citoyens, au peuple, aux travailleurs, à la demande sociale, ou à une quelconque autre priorité que pourrait se donner un pays. Ainsi, indépendamment du contenu ou de la définition de la pauvreté qui évoluera dans le temps, comme nous le verrons au prochain chapitre, le mécanisme discursif qui ressort de cette manière particulière de restreindre le rôle de l'État c'est l'effet combiné de l'impératif moral induit par l'effet de compassion jumelé à l'*impératif des faits*, introduit par la « nécessité » des « bonnes » mesures de la pauvreté (*modalisation axiologique, effet de scientificité, effet d'évidence*, etc.). La connaissance sur la pauvreté devient ainsi un distributeur de valeur modale et de *compétence énonciative*⁵⁸ qui,

⁵⁸ Dominique Maingueneau, « Une compétence discursive », in *Genèse du discours*, Paris, Minuit, 1984, p. 45-79 ; Patrick Charaudeau, « De la compétence sociale de communication aux compétences de discours », in Luc Collès, Jean-Louis Dufays, Geneviève Fabry et Costantino Maeder (dirs.), *Didactique des langues romanes, le développement des compétences chez l'apprenant*, Louvain-la-

comme nous l'analyserons au prochain chapitre, entre en contradiction avec d'autres figures de légitimation présentes dans l'espace discursif occupé par le RDM/90 (c'est-à-dire la redéfinition normative du développement et les réformes de l'État).

Si la quantification de la pauvreté n'était qu'un indicateur pour mesurer les progrès des stratégies de développement, les enjeux de cette mesure ne seraient pas aussi politiques et aussi concrets que ce qu'ils ne le sont. Par contre, au sein du système de sens construit par le RDM/90, le seuil de pauvreté devient un principe excluant (*ne... que si*), à partir duquel on détermine les « bénéficiaires » légitimes (et exclusifs) de l'investissement social de même que les sphères dans lesquelles cet investissement doit se cantonner. S'il est à ce point nécessaire de mesurer la pauvreté, c'est que la stratégie pour la combattre pose que les dépenses publiques ne doivent aller qu'aux pauvres :

« ...L'**idéal** serait de pouvoir **identifier les pauvres** sans qu'il n'en coûte rien et en faire les **bénéficiaires exclusifs** des **aides** » (RDM/90, p. 106) ;

« Un bon moyen d'améliorer le rapport coût-**efficacité** est de faire en sorte que les prestations **ne profitent qu'aux pauvres** » (RDM/90, p.106).

La notion de *ciblage* s'avère centrale pour opérer cette limitation du rôle de l'État. Le RDM/90 établit une relation de nécessité entre un ciblage rigoureux des dépenses sociales sur les plus pauvres et la réussite de la lutte contre la pauvreté. Comme on peut le voir dans les extraits suivants :

« Il **faut** donc, **si** l'on veut mener une **guerre totale contre la pauvreté**, compléter la stratégie de base par un programme de transferts et de filets de sécurité **bien ciblés** » (RDM/90, p. 3).

« Des dépenses publiques **bien ciblées** avec **précision** peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté » (RDM/90, p. 4).

« Les transferts doivent être **ciblés avec soin particulier** pour que les pauvres puissent être protégés à un **coût raisonnable**. » (RDM/90, p. 62).

« Il est possible de **mieux cibler** les subventions lorsqu'on **sait** où vivent les pauvres » (RDM/90, p. 108).

On constate dans ces extraits la présence du connecteurs logique « si » et de la modalisation déontique (« il faut » ou « doivent ») dont nous avons parlé plus tôt en analysant comment la « bonne » mesure de la pauvreté était « nécessaire » à la réussite de la lutte contre la pauvreté. La nécessité d'une « bonne » mesure se précise ici, au moment où la stratégie illocutoire du

RDM/90 établit une nouvelle relation logique restrictive articulée aux politiques sociales. La nécessité d'une définition statistique précise, d'une quantification ou d'une localisation des pauvres ne se justifie pleinement qu'en tant qu'outils pour le ciblage. Partant du présupposé⁵⁹ que les ressources sont trop rares (pour offrir des droits à tous les citoyens, pour répondre aux demandes des « puissants groupes de pression », pour maintenir une lourde bureaucratie, pour soutenir l'industrie nationale, etc.), le RDM/90 établit que la pauvreté ne sera jamais éliminée si l'État ne limite pas son action aux « besoins précis des pauvres » :

« Pour que le **coût** en soit véritablement **justifié**, il ne faut pas que les interventions soient **bien ciblées** : il faut encore qu'elles soient **soigneusement calculées** pour répondre aux **besoins précis des pauvres** » (RDM/90, p.4).

« Les interventions **autociblées**, qui **excluent les non-pauvres** dans la mesure où elles ne présentent d'avantages que pour les pauvres, sont une autre formule riche de promesses » (RDM/90, p.4) etc.

En présentant cette restriction du rôle de l'État comme une mesure technique visant l'utilisation la plus *efficace* des rares ressources de l'État, il devient possible de présenter une baisse des dépenses dans l'éducation secondaire et universitaire ou dans les soins hospitaliers comme une augmentation des ressources pour les pauvres :

« Une augmentation des droits de scolarité dans le **secondaire** et le **supérieur** dégagerait des ressources qui pourraient servir à améliorer la qualité de l'enseignement en général et, au besoin, de développer l'enseignement **primaire** » (RDM/90, p. 101) ;

« On devrait en outre faire payer les types de soins (notamment les soins **hospitaliers**) qui profitent surtout aux particuliers ; on libérerait ainsi des ressources pour l'application de mesures de santé publique et les soins **préventifs** » (RDM/90, p.101)

Ainsi, le rôle de l'État n'est pas seulement circonscrit à sa population la plus pauvre, mais également aux « besoins précis des pauvres » qui découlent de la mesure restrictive de la pauvreté. Les pauvres qui sont encore une responsabilité pour l'État n'auront pas droit à des soins hospitaliers ou à une éducation secondaire et encore moins universitaire : ils n'ont droit qu'à une aide « bien » ciblée, sur l'éducation et la santé « de base ». Les *droits* (à l'éducation, à la santé, au logement, etc.) se transforment en *besoins* pouvant être comblés par des

⁵⁹ Nous avons vu, plus tôt, en abordant le cas de l'ajustement structurel, comment l'implicite permettait de le présenter comme une évidence allant de soi. On retrouve ici le même mécanisme faisant de l'austérité budgétaire une évidence du fait de sa position en présupposé. Les co-occurrences des « ressources de l'État » sont systématiquement des termes ou des expressions qui réfèrent au manque ou à la petitesse : *maigres, trop rares, faibles*, etc. Comme dans l'exemple suivant : « L'État pourra, en faisant davantage appel au **secteur privé**, consacrer une plus grande part de ses **trop rares ressources** à l'éducation des pauvres » (RDM/90, p. 97).

services offerts par des compagnies privées, limitant ainsi la responsabilité des pouvoirs publics aux « aides » ciblées sur les besoins des plus pauvres.

3.6.2- Opposition pauvres/non-pauvres : Aide aux pauvres ou droits citoyens ?

Il s'établit alors une nouvelle division sociale qui oppose les pauvres aux non-pauvres autour de l'accès aux ressources de l'État. La figure des « non-pauvres » se présente comme une sorte d'anti-sujet⁶⁰ possédant tout ce que ne possèdent pas les pauvres :

« Comme elles [les politiques de lutte contre la pauvreté] signifient une **plus grande part de revenu et d'avantage de dépenses publiques pour les pauvres**, le principal **arbitrage** surtout dans l'immédiat, consiste à choisir entre les intérêts des **pauvres** et ceux des **non-pauvres** » (RDM/90, p.4) ;

Cette opposition entre pauvres et non-pauvres traduit (sert d'euphémisme pour) une autre opposition, moins avouable, entre une « aide bien ciblée sur les besoins précis des plus pauvres » et les droits sociaux à vocation universelle, les demandes sociales, les services publics, les subventions étatiques, etc. Selon le RDM⁹⁰, si l'État (*populiste, nationaliste, clientéliste, bureaucratisé, corrompu, centralisé*, etc.) ne parvient pas à lutter efficacement contre la pauvreté, ce serait dû au fait qu'il privilégie les non-pauvres (droits à vocation universelle) au détriment des pauvres (aides ciblées). Comme on peut le voir dans les exemples suivants, où sont évalués des programmes universels par rapport au critère de « favoriser les plus pauvres » :

« Dans le secteur de l'éducation également, la politique des gouvernements a **favorisé l'enseignement supérieur** par rapport aux **services** qui auraient **profité aux pauvres** » (RDM/90, p. 90) ;

« Nous savons, par contre, que les **non-pauvres** ont habituellement **accès aux services sociaux** avant les **pauvres** » (RDM/90, p. 49) ; etc.

« Le **crédit à bon marché** est devenu un **programme de transfert aux non-pauvres** » (RDM/90, p. 76) ;

Le RDM/90 transforme ainsi toute dépense qui profite aux « non-pauvres » en une dépense inefficace. En effet, un programme universel qui est évalué par rapport à son efficacité en relation au critère de « favoriser les plus pauvres » n'a qu'un taux d'efficacité de 20%, en admettant que seulement 20% de la population nationale soit considérée comme extrêmement pauvre. Inversement, un programme « bien ciblé », qui ne toucherait qu'aux *plus pauvres*

⁶⁰ En fait, il ne peut s'agir d'un anti-sujet puisque les pauvres ne sont pas les sujets de la lutte. Il s'agit plutôt d'opposants.

parmi les pauvres aurait un taux d'efficacité de 100%. Par contre, si ce taux était calculé par rapport à la notion de droit, le programme universel aurait un taux d'efficacité de 100% (en admettant qu'il parvienne à toucher l'ensemble de la population)⁶¹ tandis que l'autre n'en aurait un que de 20%.

Mais, dans le RDM/90, les non-pauvres ne sont pas que des récipiendaires illégitimes de l'aide de l'État ; plus encore, ils sont également les agents de son détournement :⁶²

« S'il est possible de définir des **stratégies socio-économiques** ayant le double effet de **réduire la pauvreté** et de **contribuer à la croissance**, pourquoi n'y a-t-il pas eu d'avantage de pays à l'adopter ? Parce que **politiquement** cela n'était pas possible. Les choix que font les gouvernements expriment à la fois des préoccupations **économiques** et des préoccupations **politiques**. [...] Les **non-pauvres** sont généralement **politiquement puissants** et ils exercent une forte influence sur le choix des orientations » (RDM/90, p. 60) ;

« Les **exigences formulées** par divers **groupes de population** et leur capacité à faire **pression** sur les autorités sont souvent plus déterminantes que les **calculs économiques** du gouvernement » (RDM/90, p. 107) ;

« Il faudrait en effet **transférer au moins 15% du PIB** courant pour **éliminer la pauvreté** au Bangladesh —et cela suppose qu'il n'y ait pas, comme cela arrive généralement, des “**fuites**” au profit de la **classe moyenne des villes** » (RDM/90, p. 57).

Dans ces extraits, il est possible d'identifier une opposition (*relation antonymique*) entre, d'une part, l'État et le politique (arbitraires et corrompus) et, d'autre part, le marché et l'économie (naturels et rationnels), sur laquelle nous reviendrons en détail plus loin. Sur ce couple d'opposition se greffe l'opposition entre pauvres et non-pauvres. Les non-pauvres sont « politiquement puissants », tandis que les pauvres, eux, n'ont pas la capacité de se faire

⁶¹ À ce sujet, Lautier précise que la critique des programmes de sécurité sociale mutualiste que les gouvernements latino-américains ont cherché à appliquer au cours du XX^{ième} Siècle, ne doivent pas être critiqués en fonction de leur incapacité à cibler mais plutôt en fonction de leur incapacité à atteindre leurs objectifs universalistes. Bruno Lautier, « Une protection sociale mutualiste et universelle: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », in Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions “macro” de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », CEPAL – SERIE *Financiamiento del desarrollo* N° 140, pp. 45-70.

⁶² « Les **non-pauvres** sont généralement **politiquement puissants** et ils exercent une forte influence sur le choix des orientations. » (RDM/90, p. 60); « Les **exigences formulées** par divers groupes de population et leur capacité à faire **pression** sur les autorités sont souvent plus déterminantes que les **calculs économiques** du gouvernement » (RDM/90, p. 107); « Il faudrait en effet transférer au moins 15% du PIB courant pour éliminer la pauvreté au Bangladesh —et cela suppose qu'il n'y ait pas, comme cela arrive généralement, des “**fuites**” au profit de la **classe moyenne des villes** » (RDM/90, p. 57) ; etc.

entendre. Les « préoccupations économiques » ou les « calculs économiques » se présenteront ailleurs comme une manière d'« entendre la voix des pauvres ». Ils se trouvent ici dans un rapport d'opposition entre les considérations politiques (c'est-à-dire arbitraires) des gouvernements (*élèves*) dont les capacités de discernement leurs sont niées au profit du savoir exact (*calculs économiques*) transmis par la Banque (*maître*). Les revendications ou des « exigences formulées » par les non-pauvres – présentée comme un détournement (« fuites ») de fonds censés se rendre exclusivement aux plus pauvres d'entre les pauvres – perdent ainsi toute légitimité. La représentation et le regroupement sur la base d'intérêts communs, pourtant fondamentaux même dans une conception libérale de l'État moderne, se voit ici remplacée par une nouvelle figure de légitimation et une nouvelle instance assertive : le savoir (inéquivoque) sur la pauvreté et les équilibres macro-économiques (caractère doctrinal du registre énonciatif).

La formulation de demandes constitue même le critère de démarcation entre les « bons » non-pauvres et les « mauvais » non-pauvres. En effet, dans le RDM/90, les non-pauvres ne sont considérés comme un problème qu'à partir du moment où ils sont organisés politiquement. Car ce ne sont pas tous les non-pauvres qui sont en conflit avec les pauvres. Les propriétaires terriens, par exemple, doivent être préservés d'une expropriation :

« Les **redistributions de terre** provoquent une **perte** immédiate et permanente de consommation pour les **non-pauvres** et c'est pour cette raison qu'elle rencontre une si vive **résistance**. [...] plutôt que de redistribuer le stock de ressources existant, il sera probablement plus facile de faire accepter que les **pauvres** soient **favorisés** dans la répartition des **investissements nouveaux** » (RDM/90, p.61).

De même, les investisseurs peuvent se voir avantagés par les politiques de lutte contre la pauvreté :

« En outre, il en est parmi les **non-pauvres** comme ceux qui **investissent** dans des activités à forte intensité de main d'œuvre, qui trouveront probablement leur compte à la disparition des préventions hostiles à la main d'œuvre... » (RDM/90, p. 62).

Alors que les pressions politiques des non-pauvres (propriétaires terriens) sont suffisantes pour exclure l'idée d'une réforme agraire, les pressions politiques des « groupes politiquement puissants » s'opposant au « changement » doivent être neutralisées :

« Une **réaction rapide** rend le programme crédible, laisse moins de temps à ceux qui voudraient s'y **opposer** pour s'**organiser**... » (RDM/90, p. 133).

« ...les crises peuvent grossir les partisans de la réforme, affaiblir les **groupes d'intérêt opposés au changement** et inciter les dirigeants à faire d'avantage appel aux technocrates » (RDM/90, p. 133).

« les **préoccupations politiques** [...] conduisent à vouloir modérer les pertes subies par les **groupes politiquement puissants** (comme les **travailleurs du secteur moderne**) » (RDM/90, p. 133).

Le droit d'association se voit ainsi limité et l'État se départit de mécanismes d'acheminement (encadrement) des demandes. Les effets du DLCP n'affectent donc pas uniquement la structure de l'appareil d'État mais aussi l'ensemble des conditions dans lesquelles se déroule l'action politique et civique. La notion de demande sociale, qui implique un destinataire et un destinataire, est remplacée par celles de « besoins » et « d'aides » qui, elles, n'ont pas besoin d'être formulées par aucun destinataire mais, au contraire, comme nous l'avons vu dans la partie sur la définition précise de la pauvreté, doivent être déterminées par un savoir technique autonome et à l'abri des « détournements » exercés par de « puissants groupes de pression » (formulant des demandes sociales).

3.7- Promouvoir l'action de l'État afin de mieux la restreindre

Comme nous l'avons montré au début de ce chapitre, le RDM/90 surgit à un moment où les Programmes d'ajustement structurel sont critiqués tant par les gouvernements, à qui ils sont imposés comme une conditionnalité pour un rééchelonnement de leur dette extérieure, que par des organismes internationaux comme le PNUD, l'OIT et l'UNICEF. Plutôt que de contester cette critique, la stratégie illocutoire de ce *Rapport* consiste à la récupérer ; à se l'approprier de manière à fixer le sens que l'on doit donner à la pauvreté et déterminer les « bonnes » manières de la combattre. Aux critiques portant sur la promotion d'un retrait indiscriminé de l'État (interdiscours), la stratégie illocutoire du RDM/90 répond par un plaidoyer en faveur de l'intervention étatique, ce qui permet d'en contrôler le sens, de déterminer les zones d'interdiction ou de restriction. Ainsi, tout comme pour la quantification de la pauvreté, plus le RDM/90 parle de l'État et moins il lui reste de sphères d'action légitimes.

3.7.1- La nécessité de l'intervention de l'État

Le premier moment de cette stratégie consiste donc à présenter l'État comme un facteur clé dans la LCP. La Banque se fait ainsi le promoteur de l'intervention étatique :

« ...l'État doit être responsable des **interventions d'intérêt public** (pureté de l'air et sécurité routière, par exemple) ou qui, en plus des avantages qu'elles ont pour les particuliers, **profitent à la collectivité** (comme la vaccination contre les maladies contagieuses). Ensuite, dans le domaine de la médecine curative, le rôle principal de l'État en tant que **prestataire de services** devrait consister à fournir des **services de base** aux régions qui ont peu de chances d'être desservies par le **secteur privé**. Enfin, lorsqu'un **système privé** est en place, l'État devrait s'assurer que les pauvres ont accès aux soins de base » (RDM/90, p. 98).

« L'État a donc un **rôle à jouer** en venant en **aide** aux ménages ou aux communautés dans les **périodes d'insécurité** et en assurant un **minimum aux laissés-pour-compte** » (RDM/90, p. 105).

En se faisant le promoteur de l'intervention de l'État, la Banque institue une limite : « L'État doit intervenir, en faveur des pauvres, là où le marché ne peut le faire⁶³ ou dans des périodes d'insécurité (c'est-à-dire limitées dans le temps) ». Pour l'instant cette limite n'est pas restrictive, dans la mesure où, bien que les exemples donnés soient extrêmement réducteurs (*pureté de l'air et sécurité routière ; vaccination contre les maladies contagieuses ; services de base ; assurant un minimum aux laissés-pour-compte*) on ne dit pas que l'État ne puisse pas intervenir ailleurs. Ceci accorde une plus grande légitimité à la stratégie visant le retrait de l'État dans la mesure où la Banque ne se présente pas comme étant hostile à celle-ci. Le reste de l'argumentation en faveur de la LCP se chargera de préciser cette contrainte⁶⁴.

3.7.2- L'intervention de l'État n'est pas toujours efficace

Un deuxième moment de cette stratégie concernant le rôle de l'État consiste donc à montrer l'inefficacité de celui-ci à atteindre les pauvres :

« Dans l'ensemble, **l'action des gouvernements n'atteint pas les pauvres** des campagnes. Même en milieu urbain, les quartiers pauvres sont moins bien desservis que les autres » (RDM/90, p. 43).

« Ce que **l'État** dépense en **services sociaux**, il le fait de manière **inefficace** à bien des égards. Surtout, il ne va pas en général à **ceux qui en ont le plus besoin**, à savoir les **pauvres** » (RDM/90, pp. 89-90).

« Dans le secteur de **l'éducation** également, la politique des **gouvernements a favorisé l'enseignement supérieur** par rapport aux **services** qui auraient **profité aux pauvres** » (RDM/90, p. 90).

⁶³ « *fournir des services de base aux régions qui ont peu de chances d'être desservies par le secteur privé* »

⁶⁴ Précisons immédiatement que l'État est défini (paraphrasé) en tant que « prestataire de services ». Modalisé de manière déontique (*le rôle principal de l'État en tant que prestataire de services devrait consister*), le rôle de l'État se voit alors également défini de manière normative (doctrinale) au sein d'une scénographie mercantile qui, comme nous le verrons plus bas, tend à définir l'ensemble des éléments de l'énonciation en tant que figures du marché.

Les éléments identifiés plus haut concernant la limitation des prérogatives de l'État en fonction du critère du ciblage sur les besoins précis des plus pauvres se voient ici articulés directement à des énoncés évaluatifs statuant sur l'inefficacité de l'État ou des gouvernements. En d'autres termes, l'État idéal devrait se concentrer sur les plus pauvres, mais les gouvernements concrets ne le font pas. Le critère de « favoriser les pauvres » devient de plus en plus contraignant, puisque les politiques sont évaluées exclusivement par rapport à ce critère et tendent alors à exclure explicitement une série d'actions (*enseignement supérieur* ; services qui profiteraient aux non-pauvres) et à caractériser l'action de l'État comme généralement (*Dans l'ensemble*) inefficace.

La délimitation de la sphère légitime d'intervention de l'État va se préciser également en ce qui concerne le marché :

« Quand les pouvoirs publics **interviennent sur les marchés** des capitaux et du travail, ils **aggravent** souvent ce que la **protection a d'hostile à la main-d'œuvre** » (RDM/90, p. 71-72).

« ...les prélèvements parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés [...] tendent à élever le coût de la main-d'œuvre dans le secteur moderne » (RDM/90, p. 72).

« Les **gouvernements peuvent** stimuler la création d'emploi en milieu urbain en **prévenant les distorsions graves sur les marchés...** » (RDM/90, p. 64).

« L'État peut quand même **limiter ses engagements financiers à long terme** à l'égard du programme tant qu'il peut fixer le **taux de salaire approprié** [mais parfois] les salaires doivent être payés au **taux minimums prévu par la loi** qui sont **supérieurs à ceux du marché...** » (RDM/90, p. 116).

Le rôle de l'État est donc de se retirer... pour laisser la place au marché ou, alors, de mettre de l'avant des politiques pour le favoriser. Cette valorisation hiérarchique plaçant l'État et le politique en-dessous et en relation subordonnée vis-à-vis du marché est atteinte de manière implicite grâce au fonctionnement du registre énonciatif pédagogico-doctrinal et de la *scénographie mercantile* que nous analyseront plus bas. De manière plus locale, il est immédiatement possible de noter dans ces derniers extraits comment l'action de l'État, « les prélèvements parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés » ou simplement le salaire « minimum prévu par la loi » sont associés à des distorsions aggravant les difficultés rencontrées par le marché pour créer de l'emploi. Il s'établit donc un

réseau d'antonymie⁶⁵ où l'État et le politique (systématiquement associés à des termes péjoratifs comme « distorsion », « artificiellement », « aggrave », « hostile ») se trouvent en parfaite opposition au marché qui, lui, se voit invariablement placé dans la vertueuse position inverse.

3.7.3- Restructurer l'État en faveur des pauvres

Dans les extraits que nous venons d'aborder cette opposition se trouve dans l'implicite, dans le mouvement général instauré par le système de sens dans son ensemble. Il est possible cependant d'identifier des moments du texte où cette opposition est assumée de manière plus explicite :

« S'il est possible de définir des stratégies socio-économiques ayant le double effet de **réduire la pauvreté** et de contribuer à la **croissance**, pourquoi n'y a-t-il pas eu d'avantage de pays à l'adopter? Parce que **politiquement** cela n'était pas possible. Les choix que font les gouvernements expriment à la fois des préoccupations **économiques** et des préoccupations **politiques**. [...] Les **non-pauvres** sont généralement **politiquement puissants** et ils exercent une forte influence sur le choix des orientations » (RDM/90, p. 60).

« Dans le passé, les programmes de ration alimentaire ont souvent été mis en place pour des **motifs politiques** et rarement **ciblés sur les plus nécessiteux** » (RDM/90, p. 109).

Les « préoccupations économiques » fonctionnent ici comme des équivalents de « stratégies socio-économiques ayant le double effet de réduire la pauvreté et de contribuer à la croissance », tandis que le politique, lui, représente les raisons particularistes (clientélistes, corrompues, etc.) empêchant les gouvernements de prendre les décisions rationnelles et moralement impérative qui s'imposent. Ce n'est donc pas exclusivement la bureaucratie pléthorique de l'État qui se voit mise au rancart mais toute la sphère du politique (et avec lui des revendications sociales) qui se voit remplacée par les lois universelles et vertueuses du marché, dévoilées et mises en application par une technocratie à prétention rationaliste. C'est ainsi que l'argumentation en faveur des pauvres deviendra dans le RDM/90 un plaidoyer en faveur d'une représentation du monde où le marché est synonyme de justice, d'efficacité et de prospérité (*scénographie mercantile*) et où le politique ou l'acheminement de demandes,

⁶⁵De même que pour les réseaux de synonymie, le discours peut instituer des relations d'antonymie entre deux termes qui ne sont pas des antonymes dans la langue mais dans le système de sens particulier dans lequel ils se trouvent mobilisés.

signifiera un détournement de l'État de sa vocation qui ne devrait concerner que les besoins précis des plus pauvres.

3.8- Scénographie mercantile et dépolitisation du domaine public

Cette manière d'exclure une partie de la population de l'accès aux ressources publiques et de leur enlever leur légitimité à revendiquer, repose sur la prétention à un savoir inéquivoque (*registre énonciatif pédagogique-doctrinal*), à partir duquel les décisions des pouvoirs publics peuvent être traitées de manière technique, et les décisions dites politiques considérées comme arbitraires. C'est donc sur la base de cette position d'autorité et de l'*inéquivocité* de ce savoir que les demandes des non-pauvres⁶⁶ et le politique en général⁶⁷ deviennent des détournements de fonds ou des décisions arbitraires, par rapport à la *nature* (marchande) des choses⁶⁸. Les politiques sociales, fiscales, budgétaires et économiques peuvent ainsi être retirées du domaine du débat public pour ne relever que d'une ingénierie sociale universelle. De même, les demandes n'ont plus à être formulées par des citoyens, mais établies par des technocrates⁶⁹ en fonction des besoins précis des plus pauvres.

Nous avons insisté jusqu'ici sur le caractère pédagogique du registre énonciatif pédagogique-doctrinal, laissant en implicite le caractère doctrinal. Ce dernier est toutefois central pour la compréhension de la stratégie illocutoire du RDM/90. En effet, le « savoir » que cherche à transmettre le locuteur (Banque mondiale) à travers sa position énonciative du maître vis-à-vis de ses élèves, n'est pas tant un savoir qu'une doctrine ou une vulgate, comme le qualifie Béatrice Hibou. Ainsi, en fonction d'un ensemble de notions tenues pour vraies et organisées en système, la Banque mondiale « prétend fournir une interprétation des faits [tendant à] orienter ou diriger l'action de l'homme »⁷⁰.

⁶⁶ « Les **exigences formulées** par divers groupes de population et leur capacité à **faire pression sur les autorités**... » (RDM/90, p. 107).

⁶⁷ « Dans le passé, les programmes de ration alimentaire ont souvent été mis en place pour des **motifs politiques** et rarement ciblés sur les plus nécessiteux » (RDM/90, p. 109).

⁶⁸ « ...sont souvent plus déterminantes que les **calculs économiques** du gouvernement » (RDM/90, p. 107).

⁶⁹ « ...inciter les dirigeants à faire davantage appel aux **technocrates** » (RDM/90, p. 133).

⁷⁰ Rubrique « doctrine », *Le grand Robert de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2001, tome 2, p. 1615.

Nous aborderons cette dimension à travers le concept de *Scénographie mercantile* qui cherche à rendre compte d'une manière de représenter l'ensemble des rapports sociaux en les référant à une conception mythique du marché. Comme nous l'avons expliqué au deuxième chapitre, le concept de *scénographie* sert à rendre compte de la cohérence qui existe entre les repères de la situation d'énonciation construits par le discours et sa *stratégie illocutoire*. En d'autres termes, il sert à montrer comment les temps, les espaces et les personnes de l'énonciation convergent pour créer une scène de représentation cohérente au sein de laquelle tous les éléments qui pourraient sembler des ancrages du discours au sein d'une situation d'énonciation « extralinguistique » sont pourtant solidaires les uns des autres et tendent à construire une représentation normative du monde, conforme aux visées idéologiques du discours.

Dans le cas de la scénographie mercantile du RDM/90, nous parlons de conception mythique du marché dans la mesure où celui-ci est représenté comme étant ontologiquement bon ; il est mis en scène ou signifié en tant que mécanisme naturel d'optimisation des ressources. Par exemple, dans le RDM/90, jamais on ne retrouve une critique de la répartition des ressources générée par le marché, comme c'était pourtant le cas dans les Rapports des années 1970 de cette même Banque mondiale. En effet, dans les rapports antérieurs à 1980, la Banque spécifiait qu'elle n'accorderait pas de subvention aux projets d'irrigation ou d'élargissement de l'infrastructure qui profiteraient à des grands propriétaires⁷¹. Ceux-ci, loin d'être des adjuvants de la lutte contre la pauvreté, étaient alors présentés comme faisant partie du problème :

Le problème de la **misère rurale** était aggravé d'avantage encore par le manque de terres agricoles, les **inégalités du régime agraire**, et l'inadéquation des services publics " (BM, Rapport annuel /74, p. 52) ;

« La **répartition** de la terre agricole est toujours **défectueuse** et des multitudes de campagnards pauvres végètent à grand peine en cultivant de maigres lopins de terre ou en qualité d'**ouvriers agricoles** qui **n'ont que leurs bras**. Dans les villes, le chômage, le **sous-emploi** et le **travail peu productif et mal payé** sévissent toujours " (RDM/80, p.51)⁷².

⁷¹ « La Banque n'apportera pas son soutien aux projets où les titres de propriété sont tels qu'une forte part des bénéfices ira aux groupes à **revenu élevé...** » (Banque mondiale, *Rapport annuel*, Washington, Banque mondiale, 1974, p. 78).

⁷² Tout comme pour le Rapport sur le Développement dans le monde 1990, tous les Rapports sur le Développement dans le monde seront cités par leur abréviation « RDM », suivie de l'année, comme

Les « *inégalités du régime agraire* », la « *répartition [défectueuse] de la terre agricole* », « *le sous-emploi et le travail peu productif et mal payé* », etc. sont autant de « réalités » inévitables au sein de cette scénographie mercantile, puisque les niveaux d'emploi, les taux de salaires, et la répartition des terres (et des ressources en général) procèdent de l'attribution optimale des ressources par un marché qui, par définition, ne peut qu'engendrer la meilleure et plus efficace allocation des ressources.

L'avantage de cette scénographie est que le discours n'a pas à expliciter ces principes. Ceux-ci se dégagent à travers les fonctions occupées par la figure du marché dans le discours ainsi que par les relations qui s'établissent entre les différentes figures, temps, espaces et personnes de l'énonciation qui apparaissent comme étant liées entre elles par un marché immanent et ontologiquement bon. Comme nous l'avons vu précédemment, les co-occurrences du lexème « marché » ne sont que positives : « efficace », « optimum », « juste » (par rapport aux distorsions), « naturel » (par rapport aux salaires artificiellement élevés par les lois)⁷³, etc. Ce même mécanisme se constate dans d'autres exemples, lorsque le RDM/90 établit que les subventions à l'agriculture, au crédit ou à la consommation, vont « biaiser » les prix qui seront « artificiellement » bas (par rapport aux prix naturellement justes du marché) :

« En outre, le maintien des taux d'intérêt à des niveaux **artificiellement bas** et les réglementations du crédit **faussent** la répartition des ressources et ouvrent la porte au clientélisme et à la corruption » (RDM/90, p. 76).

Cette dichotomie entre les lois « artificielles » des gouvernements et les lois « naturelles » du marché se dévoile avec un dogmatisme particulièrement frappant dans le plaidoyer que le RDM/90 fait en faveur du secteur informel. Les bas salaires et l'absence de réglementation de secteur informel, jadis considérés par la Banque elle-même comme des conditions

« RDM/80 » dans l'extrait ci-haut, les années étant cependant écrites au long à partir de 2000 (RDM/2000).

⁷³ « L'État peut quand même limiter ses engagements financiers à long terme à l'égard du programme tant qu'il peut fixer le **taux de salaire approprié** [mais parfois] les salaires doivent être payés au **taux minimums** prévus par la loi qui sont **supérieurs à ceux du marché...** » (RDM/90, p. 116; « Les gouvernements peuvent stimuler la création d'emplois en milieu urbains en prévenant les **distorsions graves sur les marchés des produits et des facteurs...** » (RDM/90, p. 64); etc.

infrahumaines que les programmes et politiques devaient chercher à éliminer⁷⁴, sont maintenant considérés comme un objectif à poursuivre :

« ...les prélèvement parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés [...] tendent à élever le coût de la main-d'œuvre dans le secteur moderne » (RDM/90, p. 72) ;

« Dans la plupart des pays en développement, le **secteur informel** est une **source majeure d'emploi et de revenus**. [...] Elles [les entreprises du secteur informel] **échappent** à la **réglementation du travail** et aux **restrictions d'établissement** » (RDM/90, p. 72) ;

« La plupart des pays ont **nui** encore d'avantage au **secteur informel** en adoptant des **réglementations pesantes** » (RDM/90, p. 73) ;

« Outre la **suppression** des **dispositions qui favorisent les grandes entreprises**, l'allègement de la **réglementation** et la mise en place des équipements d'infrastructure urbaine appropriés sont le meilleur moyen de promouvoir la croissance dans le **secteur informel** » (RDM/90, p. 73).

« les *prélèvement parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés* » ; les « *réglementation du travail et [les] restrictions d'établissement* » ; et les réglementations (*pesantes*) en général, sont ici présentées comme des limitations imposées au secteur informel qui se dévoile comme la consécration des mécanismes naturels et optimaux du marché.

Cette naturalisation des mécanismes du marché fait en sorte que les notions d'équité ou d'inégalité ne puissent s'appliquer aux rapports de production. La notion d'équité ne s'applique qu'au niveau de la répartition des ressources étatiques, autonomisées des rapports de production ; le seul mécanisme acceptable pour remédier aux inégalités est alors une réduction des dépenses de l'État envers les non-pauvres qui, comme nous l'avons vu, équivaut à un retrait de l'État de la sphère des droits sociaux, des subventions et de la réglementation des relations de travail, augmentant ainsi la proportion de dépenses allant aux besoins précis des plus pauvres.

3.8.1- L'État en tant que prestataire de services

Dans ce contexte, l'action de l'État se verra traduite dans les mêmes termes marchands présidant à l'ensemble de l'énonciation. L'État se voit ainsi resignifié en tant qu'agent du

⁷⁴ « Dans les villes, le chômage, le sous-emploi et le travail peu productif et mal payé sévissent toujours » (RDM/80, p.51).

marché, en tant que « prestataire de services », au même titre que n'importe quelle compagnie privée :

« ...le rôle principal de l'État en tant que **prestataire de services** devrait consister à fournir des **services de base** aux régions qui ont peu de chances d'être desservies par le **secteur privé** » (RDM/90, p. 98) ;

« L'État doit jouer le rôle d'un **organisme de financement** pour les projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés par des **entreprises privées** » (RDM/90, p. 137).

Par conséquent, l'État sera évalué le plus naturellement du monde avec un critère d'efficacité comptable :

« Un bon moyen d'améliorer le **rapport coût-efficacité** est de faire en sorte que les prestations ne profitent qu'aux pauvres » (RDM/90, p.106).

« Les transferts doivent être ciblés avec soin particulier pour que les pauvres puissent être protégés à un **coût raisonnable** » (RDM/90, p. 62).

Il est important de souligner que l'efficacité d'un État ne se mesure pas « nécessairement » en fonction des coûts et des bénéfices. C'est la stratégie du RDM/90 qui réduit la notion d'efficacité à cette seule et unique acception et l'applique à des situations qui lui sont, ou plutôt qui lui étaient, « étrangères », comme nous l'avons vu plus tôt avec l'exemple de l'application du critère de ciblage pour l'évaluation de l'effectivité de droits à vocation universelle. Cette même resignification de l'État pour le soumettre aux mêmes contraintes que celles d'une entreprise privée doit également être mise en relation avec la circonscription de son rôle aux sphères que le marché ne peut desservir (*régions qui ont peu de chances d'être desservies par le secteur privé*) ou encore à la promotion et l'expansion de mécanismes privés d'allocation des ressources, que nous avons analysés plus haut. De même, le *couple d'opposition* ou le *réseau d'antonymie* entre le politique et l'économique, que nous avons traité précédemment, converge également avec ces autres mécanismes partiels pour produire le mécanisme général de la scénographie mercantile.

En effet, comme nous l'avons vu plus tôt, le marché et l'économique se trouvent insérés dans un réseau de synonymie qui les relie à des termes connotés positivement dans la langue comme *efficace, souple, juste, équitable*, etc. Ce réseau est également constitué de termes connotés positivement dans le système de sens construit par le discours lui-même comme *déréglementé, initiative* ou *entreprise privée, investisseurs, informel*, etc. Inversement, l'État ou le politique se trouvent liés à des termes connotés négativement, aussi bien dans la langue (*inefficace, arbitraire, corrompu, clientélisme, bureaucratise, rigide*,

etc.), que dans le système de sens du DLCP (*centralisé, réglementé, protections, formel, secteur moderne*). C'est en fonction de cette scénographie signifiant l'ensemble des termes en fonction du critère d'un marché mythique que des mots en apparence *péjoratifs* comme « déréglementation » ou « secteur informel » se voient valorisés positivement et que d'autres comme « protections » « prélèvements sociaux » ou « secteur moderne », se transforment en d'odieuses distorsions des vertueux mécanismes du marché.

3.8.2- Le pauvre comme vendeur de sa force de travail

Il n'y a pas que l'État qui se retrouve resignifié en tant qu'élément du marché. Lorsque le pauvre est mis en scène dans le RDM/90, les termes utilisés pour le décrire sont issus de l'analyse microéconomique. Notons que la description des caractéristiques des pauvres à partir des mêmes paramètres que ceux de leur définition statistique produit des tautologies pour le moins amusantes :

« Les **pauvres** manquent généralement d'**actifs** aussi bien que de **revenus** » (RDM/90, p. 34).

« Les **pauvres** souffrent fréquemment de faim et de malnutrition et des maladies qui en sont la conséquence. **Leur force de travail** —qui est souvent leur principale, voir leur seule **ressource**— **s'en ressent** » (RDM/90, p. 38).

« Tout comme ils ont des **revenus** inférieurs aux non-pauvres et moins d'**actifs** qu'eux, les pauvres se distinguent aussi souvent par leurs **moyens de subsistance** » (RDM/90, p. 38).

Les pauvres manquent généralement d'actifs aussi bien que de revenus ; ils ont des revenus inférieurs aux non-pauvres et moins d'actifs qu'eux : Les pauvres sont pauvres parce qu'ils sont pauvres... Mais ces tautologies servent à engendrer un *effet de bouclage*⁷⁵ permettant de formuler les critères qui ont servi à construire la catégorie statistique de pauvreté comme s'il s'agissait de simples observations empiriques. En « décrivant » les pauvres à partir des notions micro-économiques de « revenus », « d'actifs », de « ressources », etc. la nature même des pauvres devient microéconomique. Puisque les pauvres « manquent de revenus » et « d'actifs », une stratégie pour combattre la pauvreté doit chercher à valoriser leur unique « ressource » : leur « force de travail ». L'unité linguistique qui s'établit entre la description des pauvres (en des termes microéconomiques) et la description de l'économie en général,

⁷⁵ Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, pp. 202-205.

permet de rendre parfaitement compatibles et substituables la lutte contre la pauvreté et les solutions macroéconomiques, basées sur des présupposés néoclassiques.

La déréglementation, la flexibilisation de la main d'œuvre, l'allègement de l'assiette fiscale, deviennent ainsi des politiques de lutte contre la pauvreté⁷⁶, puisque ces mesures réduisent les « préventions **hostiles à la main d'œuvre** ». Le RDM/90 fait ainsi coïncider les intérêts des pauvres avec ceux des investisseurs en rendant substituable la figure du pauvre par celle de « main d'œuvre » et en faisant fonctionner cette figure au sein d'une scénographie mercantile dans laquelle la vente de cette ressource sur le marché est ce qu'il y a de plus efficace et souhaitable. Cette acceptation inconditionnelle des mécanismes de marché conduit même le RDM/90, comme nous venons de le voir un peu plus haut, à considérer le secteur informel comme un secteur dynamique duquel les pauvres tirent la plupart de leurs revenus et dont les gouvernements devraient rechercher la croissance⁷⁷.

3.8.3- Facteurs de développement humain et gestion des ressources humaines

Dans cette perspective, le fait d'offrir une sécurité sociale, de se soucier de la santé et de la sécurité au travail, d'offrir un salaire minimum, etc. constitue une entrave à l'utilisation efficace de la force de travail par le marché⁷⁸. À l'inverse, les bas salaires, et la déréglementation des relations de travail se présentent comme d'efficaces politiques de lutte contre la pauvreté ouvrant aux pauvres des perspectives d'emploi et une optimisation de leur productivité :

« Comme leur **force de travail** est la seule **ressource** sur laquelle puissent compter tous les pauvres qui sont valides, le moyen le plus efficace est de lutter contre la pauvreté est d'en **accroître la productivité** » (RDM/90, p. 93).

⁷⁶ « ...les prélèvements parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés [...] tendent à **élever le coût de la main-d'œuvre** dans le secteur moderne » (RDM/90, p. 72).

⁷⁷ « Dans la plupart des pays en développement, le secteur **informel** est une source majeure d'emploi et de revenus. [...] Elles [les entreprises du secteur informel] **échappent à la réglementation du travail** et aux restrictions d'établissement » (RDM/90, p. 72); « Outre la suppression des dispositions qui favorisent les grandes entreprises, l'allègement de la réglementation et la mise en place des équipements d'infrastructure urbaine appropriés sont le meilleur moyen de promouvoir la croissance dans le secteur informel » (RDM/90, p. 73).

⁷⁸ « ...les prélèvements parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés [...] tendent à **élever le coût de la main-d'œuvre** dans le secteur moderne » (p. 72) ; « ...préventions **hostiles à la main d'œuvre**... » (p. 62) ; etc.

« ...les pays qui ont le mieux **réussi à faire reculer la pauvreté** ont recherché un type de **croissance** qui **utilise efficacement** la main-d'œuvre ... » (RDM/90, p. 58).

« ...schéma de croissance et de valorisation des ressources humaines véritablement réducteur de pauvreté » (RDM/90, 139).

« ...les **salaires** offerts étaient **bas**, ce qui en renforçait le **ciblage par autosélection** » (RDM/90, p.137).

De même, les facteurs de développement humain, comme l'éducation, la santé et l'accès aux infrastructures se trouvent signifiés au sein de ce système de sens mercantile en tant que moyens pour optimiser la gestion des ressources humaines⁷⁹. Comme on peut le voir dans la stratégie générale de lutte contre la pauvreté proposée par le RDM/90 :

« L'expérience du développement nous montre que le plus sûr moyen d'améliorer rapidement, et à des conditions politiquement supportables, la vie des pauvres est de poursuivre à cette fin une stratégie à deux volets : pratiquer tout d'abord un **type de croissance** qui **mette à profit** ce qui est la plus abondante des **ressource du pauvre**, à savoir sa **force de travail** ; lui donner, ensuite, largement accès aux **services sociaux de base**, et en particulier à l'**instruction primaire**, aux **soins de santé primaires** et au **planning familial**. D'abord donc, **ouvrir des perspectives** ; ensuite **donner aux pauvres les moyens d'en tirer parti** » (p.iii)

Ayant défini les pauvres de manière micro-économique en fonction de leurs revenus, de leurs actifs et de leurs ressources (*Comme leur force de travail est la seule ressource*), toute politique tendant à « *accroître la productivité* » ou à utiliser « *efficacement la main-d'œuvre* » en abaissant les salaires, par exemple (*les salaires offerts étaient bas*), sera considérée comme un « *schéma de croissance et de valorisation des ressources humaines véritablement réducteur de pauvreté* » ou comme un « *type de croissance qui mette à profit ce qui est la plus abondante des ressource du pauvre, à savoir sa force de travail* ». Les facteurs de développement humain (*services sociaux de base ; instruction primaire ; soins de santé primaires ; planning familial*) sont ainsi traités par le discours de la Banque comme des facteurs de production, comme des ressources humaines que l'État doit gérer de manière à « *donner aux pauvres les moyens [de] tirer parti* » des « *perspectives ouvertes* » par la déréglementation et l'ouverture des économies.

Les pauvres, chosifiés en tant que ressources humaines, sont mis en relation avec leur aptitude au travail ou leur capacité à être utilisés par le capital. Ils se transforment ainsi en

⁷⁹ « Les pauvres souffrent fréquemment de faim et de malnutrition et des maladies qui en sont la conséquence. Leur **force de travail** —qui est souvent leur principale, voir leur seule **ressource**— s'en ressent » (p. 38).

facteur de production –doté d'une rationalité microéconomique tenue pour universelle– qui doit être maintenue dans des conditions de vie minimales permettant sa mise à profit par les investisseurs :

« L'effet que la **migration** vers les villes a sur la pauvreté est éminemment lié aux chances plus ou moins grandes que l'on a de **trouver un emploi**. Les observations recueillies tendent à montrer qu'elles sont plus grandes, d'où l'on peut conclure que, dans l'ensemble, l'urbanisation contribue à faire **baisser la pauvreté** » (RDM/90, p. 36).

« La diversification des **sources de revenu** est une autre manière de parer à l'incertitude. [...] Le ménage pourra adapter son **offre globale de main-d'œuvre** aux circonstances, soit par le **nombre d'heures** de travail faites, soit par une **participation différente au marché du travail**. Certains membres du ménage pourront aller **vivre ailleurs** à la recherche d'un travail » (RDM/90, p. 42).

« Les **individus** et les ménages **redistribuent** et **ajustent** leur **consommation**, diversifient leur **source de revenu**, **migrent**, et font ou reçoivent des **transferts** » (RDM/90, p. 104).

La neutralité de ces descriptions contraste avec le dispositif passionnel qui donnait l'impression d'un intense intérêt (affectif) pour le sort des pauvres. Ici, pourtant, la migration économique, les heures supplémentaires, la déchirure des familles, le travail informel (généralement précaire et dangereux), la baisse de la consommation, etc. sont présentés comme des formes « normales » voir même souhaitables de diversification des sources de revenu. Ce qui est « outrageant » dans la pauvreté, ce n'est donc pas tant que les pauvres souffrent de ces contraintes affectant leur dignité⁸⁰. Non : ce qui est outrageant c'est qu'ils ne soient même plus en mesure de rendre leur force de travail utilisable (*Leur force de travail [...] s'en ressent*).

3.9- Captation-subversion des thèmes du développement

Cette resignification des facteurs de développement humain (comme la santé, l'éducation et les services sociaux de base) du fait de leur incorporation dans le système de sens mercantile s'inscrit dans un mécanisme général de captation-subversion des thèmes du développement. Ce mécanisme général consiste à capter la légitimité de ces thèmes, tout en altérant substantiellement leur sens. Il se déploie dans une série de domaines que nous aborderons les uns après les autres dans cette section.

⁸⁰ André Corten, *Planète misère : chroniques de la pauvreté durable*, Paris, Autrement, 2006.

3.9.1- « Élargir » pour restreindre l'accès à la terre, au crédit, à l'infrastructure et aux facteurs de production.

La Banque possède une longue tradition dans la subvention de projets de développement. Cependant, cette tradition entre en contradiction avec les Programmes d'ajustement structurel axés sur la libéralisation de l'économie. Plutôt que de nommer comme des « changements » les modifications apportées aux conceptions antérieures du développement, la stratégie illocutoire que l'on retrouve dans le RDM/90 consiste à revendiquer les anciennes politiques de développement (captation) tout en changeant radicalement le sens qu'il faut leur attribuer (subversion). En 1974, par exemple, la Banque déclarait dans son Rapport annuel :

« Certains éléments essentiels d'un programme destiné à améliorer le sort des paysans pauvres sont bien connus : **réforme agraire et réforme du régime foncier, accès au crédit plus facile, fourniture d'eau assurée...** » (RDM/74, p. 16).

En 1990, dans son *Rapport sur le développement dans le monde*, la Banque feint de poursuivre les mêmes objectifs, de manière à procéder ensuite à leur resignification, à les vider de leur sens antérieur pour les remplir ensuite de nouveaux contenus. Elle déclare ainsi vouloir :

« élargir l'accès des pauvres à la terre, au crédit, à l'infrastructure et aux facteurs de production » (RDM/90, p. 64).

Cependant, en cherchant à établir les moyens les plus « efficaces » pour atteindre les pauvres, le RDM/90 va incorporer chacun de ces éléments de sa *deixis fondatrice* dans sa *deixis instituée*⁸¹ articulée à la scénographie mercantile, établissant pour chacun d'eux de nouvelles limites et obligations. « Élargir l'accès à la terre », par exemple, devient son parfait opposé :

⁸¹ Le concept de deixis fait référence à l'ensemble des déictiques de lieu, de temps et de personne ainsi que les embrayeurs qui constituent la scénographie d'un discours ou la mise en scène de sa situation d'énonciation : *Dictionnaire de linguistique*, Paris, Larousse, 1973, p. 137. Le concept de deixis fondatrice, quant à lui, fait référence aux situations d'énonciations antérieures, revendiquées par le discours pour fonder sa légitimité : Maingueneau, *L'analyse du discours...*, p. 112. Il est opposé à la notion de deixis instituée qui fait référence à la scénographie, que se donne le texte lui-même. Dans le cas du discours de la Banque mondiale du Rapport de 1990, nous pourrions dire que la deixis fondatrice est une scénographie du développement dans laquelle les acteurs, les espaces et le temps sont des déictiques du développement. La Banque mondiale revendique partiellement cette deixis pour lui substituer une deixis instituée construite autour du marché. Cette deixis instituée est en fait une deuxième deixis fondatrice dans laquelle les déictiques de personne, de lieu et de temps sont situées par rapport au marché et la deixis instituée par la Banque serait la scénographie des relations «concrètes» qu'elle entretient avec les pays et les pauvres.

« La **redistribution aux pauvres du stock de ressources** s'est parfois révélée efficace, mais c'est plutôt là l'exception que la règle. Les vastes **redistributions de terres** ont provoqué une réduction rapide de la pauvreté, mais elles n'ont eu lieu qu'en des périodes de profondes **transformations politiques**. La **distribution de capitaux nouveaux** (c'est-à-dire l'investissement) **en faveur des pauvres** a été chose plus courante. En particulier, l'**investissement en capital humain** sous forme de soins de **santé** et d'**instruction primaire...** » (RDM/90, pp. 55-56) ;

« Les **redistributions de terre** provoquent une **perte** immédiate et permanente de consommation pour les **non-pauvres** et c'est pour cette raison qu'elle rencontre une si vive **résistance**. [...] plutôt que de redistribuer le stock de ressources existant, il sera probablement plus facile de **faire accepter** que les **pauvres** soient **favorisés** dans la répartition des **investissements nouveaux** » (RDM/90, p.61).

« La **dévaluation** et autres mesures tendant à relever les **prix agricoles** accroîtront le **revenu** de certains éléments de la population rurale pauvre, en particulier des petits paysans » (RDM/90, p. 123).

« Pour réussir le développement rural, il faut **éviter de taxer excessivement** l'agriculture, fournir un gros effort en faveur de l'**infrastructure** et ouvrir aux petits agriculteurs l'**accès aux innovations techniques** » (RDM/90, p. 64).

« L'adhésion des pouvoirs publics au **développement agricole** [correspond en partie à une fiscalité qui] doit nécessairement tenir compte à la fois des **impôts directs** qui frappent les produits agricoles et des **impôts indirects** implicites que constituent la **protection de l'industrie** et la **surévaluation du taux de change** » (RDM/90, p. 65).

Dans ces exemples, nous voyons comment « élargir l'accès à la terre » devient une dénégation de l'ancienne politique de promotion de la réforme agraire⁸², en invoquant ses coûts politiques et fiscaux, pour la remplacer par la dévaluation de la monnaie, l'élimination des protections à l'industrie, l'allègement de l'impôt aux agriculteurs (qui, pourtant, n'ont rien de pauvres) et distribution de capitaux nouveaux en faveur des pauvres⁸³. La stratégie de la Banque pousse à son comble la transmutation du sens de « l'élargissement de l'accès aux pauvres à la terre » en le rendant équivalent à une politique de privatisation des terres communales :

« ...des **droits fonciers clairement définis** là où les **systèmes traditionnels échouent** » (RDM/90, p. 73).

⁸² Cette dénégation est effectuée par l'usage des marques de paraphrasage (« mais » et « plutôt »), qui servent à rectifier un premier énoncé accepté rhétoriquement dans le but de le nier en tout ou en partie par la suite.

⁸³ C'est-à-dire par un retrait de l'État dans le domaine de la promotion de l'agriculture (soit par des subventions, de la formation ou par la redistribution de terres) et son remplacement par des politiques ciblées qui, comme nous l'avons vu plus tôt, signifient une baisse absolue de l'investissement public tout autant qu'une augmentation relative de la part de cet investissement allant aux besoins précis des plus pauvres.

Élargir l'accès à la terre équivaut donc maintenant à la privatisation de terres communales plutôt qu'à la redistribution de terres concentrées entre un nombre limité de propriétaires... Le mécanisme de captation-subversion de l'ancien discours doit ainsi être compris comme une vraie « subversion », comme une transmutation des valeurs, où *ce qui fût* jadis doit *cesser d'être* pour se transformer en son contraire. Il s'agit d'un discours construit en « opposition » (et non pas seulement en contradiction) avec une ancienne conception du monde.

Cette étonnante subversion du sens se réalise à travers l'usage de mécanismes relatifs au registre énonciatif pédagogique-doctrinal consistant à déplacer l'instance qui prend en charge l'énoncé vers les faits eux-mêmes⁸⁴ ; à s'appuyer sur sa position d'autorité ou de juge pour établir de manière univoque les effets de phénomènes pourtant complexes et problématiques⁸⁵, et à émettre, à partir de ce diagnostic implacable, des conclusions impératives⁸⁶ ; à remplacer un élément de l'énoncé par ses effets positifs (ou négatifs) escomptés⁸⁷ ; etc. De cette manière, il devient possible, par exemple, de présenter la dévaluation de la monnaie comme une mesure « tendant à relever les prix agricoles ». Ayant d'abord construit une équivalence entre pauvres et ruraux, de même qu'entre les intérêts des pauvres et ceux du marché, il apparaît parfaitement naturel de conclure qu'une augmentation des prix relatifs agricoles entraînera une augmentation de revenus pour les pauvres⁸⁸.

⁸⁴ Effet engendré par de simples « descriptions » (*performatives*) des faits : « s'est parfois révélée efficace, mais c'est plutôt là l'exception que la règle » « a été chose plus courante » ; « redistributions de terre provoquent une perte immédiate » ; etc.

⁸⁵ « La dévaluation et autres mesures tendant à relever les prix agricoles **accroîtront** le revenu de certains éléments de la population rurale pauvre » (*judicateur universel*).

⁸⁶ « **il faut** éviter » ; « **doit** nécessairement tenir compte » ; etc.

⁸⁷ « La **dévaluation** et autres mesures **tendant à relever les prix agricoles** ».

⁸⁸ Pourtant, les paysans pauvres sont des salariés ou des consommateurs de produits agricoles. Or, comme le montre Marie-France L'Héritau, dans « Endettement et ajustement structurel : la nouvelle canonniers », (Revue Tiers-Monde, vol. XXII, no 91, juillet-septembre 1982, pp.519-549), une baisse du taux de change profite principalement aux exportateurs (au sein desquels il ne doit pas y avoir beaucoup de pauvres!) du fait de leur accès privilégié aux devises étrangères (surévaluées par rapport à la devise nationale), au détriment de l'industrie nationale (dont les importations d'intrants ou de technologie se voient limités par l'augmentation des leurs coûts en monnaie nationale) et des salariés dont la valeur du salaire baisse (abaissant par la même occasion le coût du capital variable pour l'exportateur). La production pour le marché interne se voit alors détournée vers les marchés d'exportation élevant ainsi le prix des denrées alimentaires pour des salaires dont le pouvoir d'achat a été dévalué en même temps que la monnaie... Les effets de la dévaluation sont donc très positifs pour la balance des paiements. Cependant, il est difficile de prétendre qu'il en va de même pour les revenus des pauvres des campagnes.

De la même manière, alors qu'en 1974 la Banque spécifiait qu'elle n'accorderait pas de subvention aux projets d'irrigation ou d'élargissement de l'infrastructure qui profiteraient à des grands propriétaires⁸⁹, en 1990 « élargir l'accès à l'infrastructure », n'est rien d'autre que le développement d'infrastructures sans égard à qui cela peut profiter :

« Une **meilleure infrastructure** peut entraîner une **hausse de productivité**, une **évolution des techniques** et un **renforcement des liens avec le marché**. L'irrigation et la **régulation des eaux** ont joué un rôle fondamental dans l'obtention de rendements plus élevés... » (RDM/90, p.68).

« Hausse de la productivité », « évolution des techniques » et « renforcement des liens avec le marché » et « rendements élevés » sont pourtant des facteurs qui influent surtout sur le « profit » généré par des non-pauvres. Cependant, comme nous l'avons montré plus haut, les non-pauvres ne sont un problème qu'à partir du moment où ils s'opposent aux réformes ou qu'ils revendiquent des droits ou des salaires. En ayant construit les intérêts des pauvres comme étant équivalents à ceux du marché (*effet de bouclage*) – ce dernier ne pouvant qu'optimiser leur rendement – toute amélioration de l'infrastructure équivaldra à un « élargissement de l'accès des pauvres aux infrastructures ». Même si la « régulation des eaux » équivaut généralement à une privatisation et donc à une restriction de l'accès à cette ressource par l'exclusion de la demande non-solvable (c'est-à-dire celle des pauvres), elle se présente comme un mécanisme pour élargir l'accès des pauvres aux infrastructures, étant donné le fait qu'en augmentant la productivité et le rendement du capital, leur seule et unique ressource (leur main d'œuvre) pourra être mise à profit (quitte à ce que cela se réalise avec des salaires inférieurs à ceux définis par la loi qui, comme chacun sait, « distorsionne » les justes prix du marché).

Le même mécanisme de *captation-subversion* du sens s'applique également à l'élargissement de « l'accès au crédit ». « Élargir l'accès au crédit » se transforme, une fois inséré dans la scénographie mercantile, en une critique aux politiques de subvention de crédit, considérées jadis par la Banque comme un moyen d'améliorer le sort des pauvres. On reprochera ainsi aux politiques de crédit subventionné de ne pas avoir atteint

⁸⁹ « La Banque n'apportera pas son soutien aux projets où les titres de propriété sont tels qu'une forte part des bénéfices ira aux groupes à revenu élevé... » (RDM/74, p. 78).

« prioritairement » les plus pauvres⁹⁰, pour finalement établir une équivalence entre « un plus grand accès au crédit pour les plus pauvres » et les mécanismes privés d'attribution du crédit :

« **En dépit, ou en raison**, du fait que l'on s'est efforcé, pendant de nombreuses années, d'orienter une **plus grande part du crédit** institutionnel vers les **pauvres**, 5% seulement des **exploitations agricoles** en Afrique et 15% en Asie et en Amérique latine y ont eu **accès** » (RDM/90, p. 76).

« En outre, le maintien des taux d'intérêt à des niveaux **artificiellement bas** et les **réglementations** du crédit **faussent la répartition des ressources** et ouvrent la porte au **clientélisme** et à la **corruption** » (RDM/90, p. 76).

« Le **crédit à bon marché** n'a donc pas aidé les **pauvres**. Mieux vaudrait consacrer les fonds publics aux dépenses d'**infrastructure** et de services du type **vulgarisation agricole et information sur les marchés**. Un secteur financier **viable, exempt de distorsions**, contribuera à tirer meilleur parti de ce type d'investissement » (RDM/90, p. 77).

Quelques détails sont intéressants à noter sur ces citations. Premièrement, dans l'affirmation « ...ouvrent la porte au clientélisme et à la corruption » tout comme dans le paraphrasage « En dépit, ou *en raison*, du fait... », nous retrouvons le mécanisme analysé plus haut consistant à valoriser systématiquement l'État comme inefficace et corrompu et à le placer dans une relation antonymique avec un mythique marché, ontologiquement bon ; relation au sein de laquelle toute intervention de la part de l'État, peu importe ses résultats, représente une « distorsion » par rapport à la juste allocation des ressources (*faussent la répartition des ressources ; secteur financier viable, exempt de distorsions*). L'argumentation fonctionnant dans un registre énonciatif pédagogico-doctrinal, ce critère ne sera jamais rendu explicite. Il est *effectif* ; il se manifeste en s'appliquant, sans jamais avoir à se justifier, en affichant sa légitimité à travers son application. C'est ainsi que les taux d'intérêts subventionnés sont « artificiellement bas », puisque ceux du marché sont « naturellement justes ». De même, les subventions « faussent la répartition des ressources », puisque seul le marché peut établir leur vraie et bonne répartition. Que la répartition des ressources dans le marché ne favorise en rien les pauvres ne semble pas poser problème. Cette question est imprononçable au sein de la scénographie mercantile, puisque le marché est la seule forme juste et naturelle d'organisation de la production et que ses effets sont toujours optimaux.

⁹⁰ Alors que tel n'était pas nécessairement leur propos, puisque, dans une conception du développement qui vise à élever les niveaux de vie des populations au-delà du strict minimum pour leur survie, les pauvres ne sont pas aussi pauvres que ceux du Rapport de 1990 et que le crédit subventionné vise justement à ce que les individus ne soient pas menacés de tomber constamment dans des situations de pauvreté.

3.9.2- Les Programmes d'ajustement structurel comme forme de participation des pauvres à la croissance

Toute la section du RDM/90 que nous venons d'analyser, portant sur l'idée d'« élargir l'accès aux pauvres... », est intitulée : « Accroître la participation des pauvres à la croissance » (RDM/90,p.73). Ainsi, il est possible de considérer l'ensemble des mécanismes identifiés plus haut comme autant de stratégies servant à montrer les politiques de déréglementation du marché du travail⁹¹ d'abaissement des salaires⁹², de privatisation, de dévaluation de la monnaie... bref, les programmes d'ajustement structurels, comme une manière privilégiée de participation des pauvres à la croissance. Il existe cependant plusieurs autres moments dans le texte où cette participation est explicitée. Nous avons vu plus haut comment la stratégie illocutoire du RDM/90 substitue les réformes économiques et les mécanismes du marché par leurs effets positifs escomptés. C'est exactement ce qui se produit dans le cas de la participation, comme on peut le voir dans les exemples suivants :

« Les **pauvres** peuvent, moyennant des **politiques appropriées**, **participer** à la **croissance** et y contribuer » (RDM/90, p. 59) ;

« La **participation** et la contribution des pauvres à la **croissance** nécessitent l'adoption de **politiques** et de mesures **économiques** générales et sectorielles **destinées à aider les pauvres à saisir les nouvelles possibilités** qui s'offrent à eux de gagner davantage » (RDM/90, p. 62).

Ayant préalablement défini les « politiques appropriées » ou les « nouvelles possibilités qui s'offrent à eux » comme des synonymes de la réforme, il n'est plus nécessaire pour le RDM/90 de le préciser à nouveau. Au contraire, en paraphrasant l'ajustement structurel par ses effets positifs escomptés (*politiques appropriées ; politiques et mesures économiques générales et sectorielles destinées à aider les pauvres...*), il devient possible de ne parler que de « politiques de lutte contre la pauvreté », de « la participation des pauvres à la croissance », ou d'« élargir l'accès des pauvres à la terre, au crédit, à l'infrastructure et aux facteurs de production », etc. pour imposer néanmoins les même politiques de déréglementation, d'ouverture économique et de retrait de l'État. En d'autres termes, il s'agit de référer au *contraire* de ce qui est évoqué.

⁹¹ « ...les prélèvements parafiscaux de sécurité sociale, la réglementation du travail et les salaires élevés [...] tendent à élever le coût de la main-d'œuvre dans le secteur moderne » (RDM/90, p. 72).

⁹² « L'État peut quand même **limiter** ses **engagements financiers à long terme** à l'égard du programme tant qu'il peut fixer le **taux de salaire approprié** [mais parfois] les salaires doivent être payés au **taux minimums prévu par la loi** qui sont **supérieurs à ceux du marché...** » (RDM/90, p. 116).

Nous verrons plus loin comment le thème de la participation peut être interprété comme un *point nodal* autour duquel convergeaient, et convergent encore, une série de positions politiques et sociales en Amérique latine, parmi lesquelles on peut mentionner les partis politiques et mouvement de gauche, les mouvements populistes, les chrétiens engagés, les mouvements d'éducation populaire, la CEPAL, la DESAL, etc. Évidemment, tous ces groupes ne s'entendent pas sur le sens exact qu'il faut donner au terme « participation » et encore moins sur les actions qu'il faudrait entreprendre pour atteindre l'objectif de participation populaire, de base, citoyenne ou encore pour accéder à la démocratie participative, au budget participatif ou alors pour permettre la participation des marginaux à la société moderne. Rappelons également que la notion de participation revêt une grande importance dans les fondements du libéralisme politique et de la théorie démocratique⁹³ et qu'elle subit à partir des années 1960 une profonde remise en question au sein du courant théorique de la *Stable Democracy* à partir duquel se déploie l'idée d'un excès de participation⁹⁴. Il existe ainsi une lutte pour le sens du terme participation et c'est justement ce qui fait de la notion de participation un point nodal. L'usage de ce terme par le RDM/90 n'est donc aucunement dû au hasard : il s'agit pour la stratégie illocutoire du RDM/90 de s'inscrire dans le débat tout en masquant les traces de l'interdiscours, de manière à en contrôler le sens et de prévenir, par prolepse, d'éventuels usages de l'idée de participation à des fins politiques contraires à celles de l'investissement privé.

Ainsi, alors que dans le Rapport annuel de la Banque mondiale de 1974, la participation était entendue comme une intégration au secteur formel et moderne de l'économie et que « le sous-emploi et le travail peu productif et mal payé » (RDM/1974, p. 51) étaient perçus comme des formes d'exclusion. Aujourd'hui, toute forme de vente de leur force de travail (indépendamment du taux de salaire, des conditions de travail ou des protections sociales qui y soient attribuées) est entendue comme une « participation des pauvres à la croissance ». Ayant réduit le seuil de pauvreté à sa plus simple expression et ayant naturalisé et même sublimé les mécanismes du marché, « le sous-emploi et le travail

⁹³ Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 (19ème réimpression).

⁹⁴ Pour une articulation centrale de cette conception, voir : Michel Crozier, Samuel P. Huntington, Joji Wanatuki, *The Crisis of Democracy*, Trilateral Commission, Task Force Report no 8, New York University Press, 1975.

peu productif et mal payé » se transforment dans le RDM/90 en une intégration (participation) au très dynamique secteur informel, développant des « activités à forte intensité de main d'œuvre » (RDM/90, p. 62), « source majeure d'emploi et de revenus. [échappant] à la **réglementation du travail** et aux restrictions d'établissement, [aux] prélèvement parafiscaux de **sécurité sociale**, [à] la **réglementation du travail** et [aux] **salaires élevés** » (RDM/90, p. 72)...

3.9.3- Participation des pauvres aux prises de décision :

Retrait de l'État et mobilisation forcée du travail et de « l'épargne » des pauvres

Bien qu'en apparence purement économique, cette participation à la croissance comporte une dimension politique dans la mesure où elle se trouve en relation dialogique avec la conception (d'inspiration structuro-fonctionnaliste) des politiques d'intégration des marginaux aux structures modernes (politiques, économiques, culturelles, psychologiques, etc.). En limitant cette participation ou cette intégration à la sphère strictement économique, le RDM/90 accomplit ainsi un acte éminemment politique (de langage). Par ailleurs, le RDM/90 s'appuie également sur une deuxième forme de participation : la participation des pauvres aux prises de décision ou à la recherche de solutions à leurs problèmes. Cette forme de participation, davantage politique qu'économique, reste cependant solidaire de l'ensemble de la scénographie mercantile :

« Les non-pauvres sont généralement politiquement puissants et ils exercent une forte influence sur le choix des orientations. Une plus forte participation des pauvres à la prise de décisions aux échelons local et national aiderait à rétablir l'équilibre » (RDM/90, p. 60).

« Les projets **d'infrastructure** qui ont réussi ont généralement **délégué** le plus de **responsabilités** possibles à l'**échelon local** pour l'administration et l'entretien. Il a fallu pour cela **créer** des **institutions locales**, **obtenir** la **participation** des intéressés et concevoir l'infrastructure en fonction de leurs **besoins** » (RDM/90, pp. 80-81).

« Une politique bien inspirée tiendra compte de ce que les **individus** et les **ménages** **peuvent faire** pour se protéger et ce qu'ils ne peuvent pas faire. Les pouvoirs publics devront en outre s'efforcer de faire **participer** les intéressés à la **recherche de solutions** à leurs **problèmes** et éviter de les traiter en assistés passifs » (RDM/90, p. 105).

Tous ces extraits parlent d'une « participation des pauvres aux décisions » et pourraient laisser croire qu'ils appellent à une organisation de ceux-ci pour l'acheminement de leurs demandes ou pour l'élaboration autonome de politiques. Il s'agit cependant de présenter une déconcentration et un désengagement de l'État (centralisé) en reléguant à l'échelon local l'administration et l'entretien de politiques conçues « *en fonction de leurs besoins* », c'est-à-

dire établies par une ingénierie abstraite portant sur les seuils de pauvreté. Comme nous le verrons immédiatement, la participation « *à la recherche de solutions à leurs problèmes* » ou la délégation de « *responsabilités* » (sans nécessairement transférer de budgets) « à l'échelon local », revient à faire payer les pauvres pour des services publics, à mobiliser leur épargne ou à mobiliser leur main d'œuvre dans l'exécution de travaux d'infrastructure. L'opposition entre pauvres et non-pauvres que l'on retrouve dans le premier exemple⁹⁵, fait en sorte que seuls les programmes de lutte contre la pauvreté seront considérés comme des espaces acceptables de participation. Si des pauvres s'avisait d'exiger des politiques ne priorisant pas les besoins précis des plus pauvres, il entreraient immédiatement dans la catégorie des non-pauvres qui, comme nous l'avons vu plus haut, est davantage définie par les caractéristiques de leurs *revendications* que de leurs revenus.

Les pauvres ayant été chosifiés dans les catégories de la pauvreté ou du besoin, leur participation aux prises de décision au niveau local revient à court-circuiter les canaux d'acheminement de demandes en les remplaçant par des enquêtes à questions fermées cherchant à déterminer les niveaux de consommation des ménages dans le but d'établir le type d'aide chirurgicale « en fonction de leurs besoins ». Le remplacement des politiques sociales à visée universelle (s'appliquant à tous les citoyens) par des programmes ciblés sur les besoins précis des pauvres se présente alors comme une délégation de responsabilités à l'échelon local :

« Certains pays auraient plutôt intérêt à adopter un **système de transferts à base d'indicateurs du besoin** dont on pourra suivre l'évolution au moyen des **structures sanitaires et sociales locales** » (RDM/90, p. 117).

« Les **programmes qui ont réussi** n'ont pas fait appel exclusivement à des *organismes officiels*, lesquels, s'ils sont dotés au niveau *central* d'un pouvoir d'intervention efficace, n'ont souvent ni le personnel de terrain ni la souplesse nécessaire pour agir au niveau **local** » (RDM/90, pp. 81-82)

« ...la **délégation des responsabilités publiques** à des organisations **locales** peut accroître l'**efficacité** des projets d'équipement et jouer en faveur des **pauvres** » (RDM/90, p. 81).

« Dans de nombreux pays, les programmes de soins primaires sont conçus et appliqués par des administrations fortement **centralisées** [alors que] la prestation de services exige une **gestion décentralisée** » (RDM/90, p. 98).

⁹⁵ Réactivant le couple d'opposition créé entre *politique* (arbitraire, clientéliste, corrompu, etc.) et *marché* (optimal, rationnel, juste, etc.), au sein duquel se retrouve également l'opposition entre *demande* et *aide* (ou *besoin*).

Sans revenir sur les mécanismes du registre énonciatif pédagogique-doctrinal qui permettent à l'énonciateur de statuer, sans l'ombre d'un doute, en fonction de son expérience, sur les causes et les effets de la décentralisation et d'établir par là les politiques que les pays du Tiers monde « auraient intérêt à adopter », il est important de noter comment la valorisation du local, la décentralisation et la participation des pauvres sont ici opposées aux « organismes officiels » et « centralisés », en fonction de leur plus grande efficacité et souplesse en ce qui a trait à l'adoption d'un « *système de transferts à base d'indicateurs du besoin* ». L'« efficacité » (marchande) de ces politiques décentralisées est effectivement beaucoup plus grandes que les « anciennes » ou « mauvaises » politiques centralisées, puisque l'État a moins de responsabilités, ce qui lui permet de restreindre son investissement et que, lorsqu'il « investit », les « coûts » se trouvent substantiellement réduits par la « mobilisation de l'épargne » et de la main-d'œuvre des pauvres.

La décentralisation évoque un gain de pouvoir pour les populations locales puisqu'elles sont censées pouvoir décider pour les questions qui les concernent ou bien être plus proche du centre de décision. Par contre la Banque parle de « décentralisation » pour des politiques de « déconcentration ». C'est-à-dire qu'elle nomme « décentralisation » des actions qui ne concernent que l'exécution de projets élaborés à un niveau central ou même international, en fonction d'une conception techniciste et restrictive des besoins de base et de la pauvreté ou de l'extrême pauvreté, sans qu'aucun pouvoir décisionnel ou budgétaire ne soit relégué au niveau local. Ces besoins de base se trouvent non seulement placés au-dessus des demandes des non-pauvres ; ils se trouvent également au-dessus, des demandes, du désir ou de la volonté des pauvres. Ainsi, dans un registre parfaitement illustrateur de sa scénographie mercantile, le RDM/90 parle même de « créer la demande » :

Créer la demande : Même lorsqu'il existe des services sociaux peu coûteux ou **gratuits**, les **pauvres** peuvent **ne pas en profiter** [...] il se peut qu'ils ne **comprennent** pas les avantages de ce qui leur est offert » (RDM/90, p. 101).

Il ne s'agit donc pas tant d'« écouter ce que les pauvres ont à dire » que de développer des politiques sociales ciblées sur les besoins des pauvres qui prendront valeur d'une « *plus forte participation des pauvres à la prise de décisions aux échelons local et national* ».

Cette décentralisation permet alors de réduire les responsabilités de l'État vis-à-vis de sa population aux besoins précis des plus pauvres, et contraint les « bénéficiaires » à

« participer » à leur exécution s'ils veulent profiter d'un quelconque transfert. Les pauvres peuvent donc *participer* aux politiques de lutte contre la pauvreté mais uniquement au niveau de l'exécution ou du financement des « aides » qui leur sont imposées. En outre, les services qui devaient jadis être fournis par l'État devront maintenant être assumés (du moins en partie) par les « bénéficiaires ». Ainsi, « *faire participer les intéressés à la recherche de solutions à leurs problèmes et éviter de les traiter en assistés passifs* » revient à mobiliser leur travail et/ou leur épargne ou à les faire payer pour des services jadis considérés comme des droits pour les citoyens et des responsabilités des pouvoirs publics :

« Les institutions **locales** peuvent mobiliser les **ressources** comme **l'épargne et la main-d'œuvre** » (RDM/90, p. 81).

« ...en s'efforçant davantage de **recouvrer** auprès des utilisateurs le **coût de certains services** » (RDM/90, p.100-101).

« ...rembourser les frais de construction... » (RDM/90, p. 81).

Il est curieux que la Banque parle de mobiliser l'épargne des pauvres alors que, selon sa propre définition statistique, ceux-ci ont moins que le strict minimum pour se nourrir. Quelle épargne y aurait-il à mobiliser? Il s'agit donc moins de « mobiliser » l'épargne que de « contraindre à l'épargne ». Cette contradiction permet de préciser la hiérarchie des valeurs du système de sens du RDM/90, puisque le principe de « favoriser les plus pauvres » fonctionne comme un impératif catégorique (inquestionnable) au moment de retirer des droits à l'ensemble de la population pour les remplacer par des programmes ciblés mais il ne représente plus une contrainte aussi rigide lorsqu'il s'agit d'incorporer les pauvres à des mécanismes de marché à travers l'épargne ou l'exécution des projets d'infrastructure par des compagnies privées financées en partie par les usagers ou les « bénéficiaires ». Il semble donc que le retrait de l'État et la marchandisation (privatisation) de la sphère publique soient plus déterminants que le principe de favoriser les pauvres...

3.10- Nouvelle scène, nouveaux acteurs : ONGs, secteur privé et acteurs internationaux

Ainsi, dans cette machine narrative servant à capter la légitimité de certains termes connotés positivement pour en subvertir le sens, la délégation de responsabilités à l'échelon local, la décentralisation ou la participation des pauvres, signifie l'exécution, à des salaires de misère (en-dessous du minimum permis par la loi et parfois même inexistants), avec des ressources provenant des pauvres eux-mêmes, de projets définis par des organismes

internationaux en fonction d'une définition abstraite et restrictive de la pauvreté. On élimine alors une partie de la fonction publique ou des travailleurs du secteur formel autrefois chargés de l'élaboration et de l'exécution des projets pour les remplacer par des ONGs, des institutions privées ou ecclésiastiques de charité, de même que par des compagnies à but lucratif⁹⁶. Cette valorisation du local permet donc de court-circuiter les gouvernements réfractaires à la réforme⁹⁷, de légitimer et rendre opérationnelle une réduction de la fonction publique et des dépenses de l'État et de s'assurer d'un traitement technocratique de la gestion sociale.

Nous assistons alors à une « privatisation » de la sphère publique, à une technicisation des décisions politiques et à une internationalisation de la scène de représentation des forces, puisque le référent principal de cette forme de représentation du politique n'est plus tant la population, les citoyens ou les demandes mais les pauvres, chosifiés ou surdéterminés en fonction de leur définition statistique à partir de critères abstraits définis par les organismes internationaux de développement. Cette perte de souveraineté de l'État, en ce qui a trait à la définition de sa politique économique, budgétaire et sociale, implique ainsi l'entrée en scène d'une série de nouveaux acteurs qui viennent prendre la place du citoyen (évidée par l'opposition entre pauvres et non-pauvres), de l'État et de la fonction publique. Comme nous venons de le mentionner, le RDM/90 crée une place privilégiée aux ONGs qui ont justement l'avantage de modeler leur action en fonction des priorités des organismes qui les subventionnent :

« Dans les pays où l'**action des pouvoirs publics** (en matière de prix et de dépenses publiques, par exemple) **ne va pas dans le sens de la lutte contre la pauvreté** [...] Fournir **directement** une **aide modérée** aux **catégories de population très fragilisées** paraît être la **meilleure** réponse (RDM/90, p.5).

« Mais on sait d'expérience, depuis les années 70, que même des programmes ciblés sur les pauvres **n'atteignent pas toujours leur but**. Les **organisations non gouvernementales** ont joué, ici, un rôle important » (RDM/90, p. 4).

« il est essentiel d'opérer en collaboration avec des **organisations** – associations locales, ONG et particuliers – qui **connaissent leurs besoins** » (RDM/90, p. 81).

⁹⁶ « L'État doit jouer le rôle d'un organisme de financement pour les projets à forte intensité de main-d'œuvre exécutés par des **entreprises privées** » (RDM/90, p. 137).

⁹⁷ « Dans les pays où l'action des pouvoirs publics (en matière de prix et de dépenses publiques, par exemple) ne va pas dans le sens de la lutte contre la pauvreté [...] Fournir directement une aide modérée aux catégories de population très fragilisées paraît être la meilleure réponse (RDM/1990, p. 5).

Nous voyons ici comment l'action des pouvoirs publics est toujours suspecte, même lorsqu'ils se plient aux critères du ciblage (*même des programmes ciblés sur les pauvres n'atteignent pas toujours leur but*). Tandis que l'action des ONGs, des associations locales ou des particuliers, elle, se présente comme « essentielle », dans la mesure où elles « connaissent [les] besoins [des pauvres] », c'est-à-dire dans la mesure où elles se plient aux indicateurs de développement humains définis pas les organismes internationaux comme étant « leurs besoins ». Notons que dans le premier exemple, où la Banque s'appuie sur la légitimité de l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté pour court-circuiter les États ne luttant pas contre la pauvreté, il n'est pas question d'ONGs. La Banque, cependant, ne peut agir localement sans passer par l'entremise de ces groupes⁹⁸.

Ayant créé une équivalence parfaite entre la lutte contre la pauvreté et les politiques de déréglementation, de privatisation et de retrait de l'État, le RDM/90 peut se permettre également de valoriser positivement l'exécution des projets par des entreprises privées :

« L'État *doit* jouer le rôle d'un **organisme de financement** pour les **projets à forte intensité de main-d'œuvre** exécutés par des **entreprises privées** » (RDM/90, p. 137).

Dans cet exemple, nous voyons comment le rôle de l'État est modalisé de manière déontique (*doit*) en fonction de sa valorisation au sein de la scénographie mercantile permettant de le rendre équivalent à un « *organisme de financement* ». Cette cohérence ou cette solidarité entre les différents personnages de l'énonciation se voyant systématiquement mis en scènes en tant qu'éléments d'un marché immanent, permet de présenter des subventions à l'entreprise privée comme une manière de lutter contre la pauvreté, puisque les pauvres ont préalablement été construits en tant que « main-d'œuvre ». Tout cela se produit dans l'implicite ; le discours ne fait que tirer les conséquences qui s'imposent à partir du système de sens construit préalablement et simultanément.

⁹⁸ Comme nous l'avons déjà mentionné, cet argument est partagé par Oxfam qui, à la fin des années 1980, critiquait la Banque en fonction du fait qu'elle subventionnait des gouvernements ne respectant pas leurs engagements en matière de lutte contre la pauvreté. L'argument semble couler de source ; il prend cependant un éclairage nouveau, lorsqu'on considère qu'une « action des pouvoirs publics (en matière de prix et de dépenses publiques, par exemple) [n'allant] pas dans le sens de la lutte contre la pauvreté » peut très bien équivaloir à l'éducation universitaire, à une politiques sociale universalisante ou mutualiste ou à une subventions de l'agriculture et de l'alimentation populaire.

Dans cette même ligne, la stratégie illocutoire du RDM/90 incorpore en présupposé une hiérarchie d'acteurs privilégiés dans laquelle le citoyen est écarté, non seulement au profit de la figure du pauvre, mais surtout de celle des investisseurs, du secteur privé, du système bancaire, etc. :

« L'aide peut servir à alléger les **pressions exercées par le secteur public** sur le **système bancaire**, ce qui atténuera à son tour les **contraintes financières** qui pèsent sur l'**investissement privé** » (RDM/90, p. 155).

« Il est *essentiel* que les mesures de stabilisation macro-économiques qui seront prises soient crédibles. Un effort de stabilisation *s'impose* pour redonner confiance aux investisseurs » (RDM/90, p.162).

« ...il *faudra*, pour prévenir une nouvelle dégradation des conditions de vie, mobiliser de plus gros apports de **capitaux extérieurs** » (RDM/90, p. 129).

Ainsi, au nom de la lutte contre la pauvreté (*prévenir une nouvelle dégradation des conditions de vie*) on peut légitimer l'entrée de « *capitaux extérieurs* » qui, comme nous le verrons aux chapitres 7, 8 et 9, occupent une position soit d'ennemi, soit d'apport subordonné aux lois et aux plans de développement de l'État, dans forme populiste et nationaliste de représentation du politique, caractéristique de l'Amérique latine dans les années antérieures à l'événement discursif paupériste. De manière générale, étant donné le fonctionnement de la scénographie mercantile, cette relation entre le « bon » fonctionnement du marché et la baisse de la pauvreté ne sera pas nécessairement établie explicitement mais laissée en sous-entendu. Ainsi, « *alléger les pressions exercées par le secteur public sur le système bancaire* », « atténuer [...] les *contraintes financières* qui pèsent sur l'*investissement privé* » ou « *redonner confiance aux investisseurs* » apparaissent comme des objectifs en soi. La figure des investisseurs se présente alors, comme nous le verrons en abordant le *programme narratif de base* de ce *Rapport*, non seulement comme un adjuvant de la lutte mais également comme un *judicateur*, dans la mesure où l'entrée de capitaux ou l'investissement privé représentent la preuve ou l'*épreuve glorifiante*, permettant d'attester de la réussite de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Les institutions financières et de développement deviennent également des acteurs légitimes de la scène politique nationale de chaque pays endetté. Tout le chapitre 8 du RDM/90, intitulé « aspects internationaux de la lutte contre la pauvreté », définit les nouveaux acteurs de cette lutte. Ces acteurs sont : le GAT (et avec lui le commerce mondial),

l'OCDE, les pays industrialisés, et surtout la Banque mondiale, réunis sous le label « communauté internationale ». Comme on peut le voir dans la citation suivante :

« ...leur apporter une **aide concessionnelle accrue**. Mais pareil effort devrait être **subordonné à la mise en place de réformes** par ces pays car, en absence de cadre macro-économique approprié, ni l'aide ni l'allégement de la dette ne seront d'aucune utilité » (RDM/90, p.146).

La lutte contre la pauvreté permet ainsi de donner une légitimité au principe de conditionnalité, qui limite radicalement le principe de souveraineté. À travers elle, se développe une représentation normative de l'État où celui-ci, en étant subordonné à l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté se trouve par le fait même subordonné à l'« aide » discrétionnaire des organismes internationaux, aux réformes structurelles et de l'État, à l'investissement privé étranger, à l'entreprise privée en général, etc.

3.11- Synthèse des principaux mécanismes du RDM/90

Le RDM/90 peut maintenant être rapporté à quelques mécanismes de base qui, comme nous l'avons vu tout au long de l'analyse, s'appuient mutuellement pour générer une équivalence entre l'œuvre « philanthropique » de lutte contre la pauvreté et les programmes d'ajustement structurel. Avant de débiter cette synthèse de la stratégie illocutoire du RDM/90, nous aborderons brièvement les principales fonctions narratives du programme narratif de base qui se dégage de ce Rapport.

3.11.1- Les fonctions narratives de base

Comme nous l'avons dit au deuxième chapitre, Greimas⁹⁹, en s'inspirant de l'analyse de la structure des contes russes proposée par Propp, va développer un modèle canonique censé rendre compte des fonctions nécessaires à toute production de sens. Pour qu'il y ait sens, il faut qu'un sujet soit uni à un objet. Ainsi, le mot « Jean » n'a aucun sens en soi. Lorsqu'il est en relation avec un objet, « richesse », par exemple, nous avons un sens qui est généré : « Jean est riche ». Ce sens, par contre, n'implique aucune action : il s'agit d'un énoncé d'état. Pour qu'il existe un énoncé d'action, ou une narration, le sujet doit être séparé d'un objet, dans un état premier, pour chercher à être en relation avec celui-ci dans un second état. Ces deux moments du « programme narratif » impliquent déjà les autres fonctions narratives de base.

⁹⁹Algirdas-Julien Greimas, *Du sens, II*, Ed. Du Seuil, Paris, 1983.

En effet, le sujet doit être mis en relation avec l'objet (du désir) par un axe du désir et se mettre en mouvement à travers la mission que lui confère la fonction narrative du Destinateur. Cette fonction peut être remplie par le même actant qui assume la fonction du sujet actantiel ou narratif, dans le cas, par exemple, d'une action engendrée par sa volonté propre. Mais, au niveau des « fonctions narratives », la fonction de sujet et celle de Destinateur sont nécessairement distinctes. Par ailleurs, dans l'état premier, l'objet du désir est possédé par un anti-sujet qui gagnera, tout au long de la narration, tout ce que le sujet narratif perd et perdra tout ce que ce sujet gagne. Au cours de son parcours, le sujet rencontrera des obstacles et des facilités, des opposants et des adjuvants, mais surtout, il devra accumuler les modalités du pouvoir. Car s'il se trouve disjoint de l'objet du désir dans l'état premier, c'est bien parce qu'il n'est pas habilité à le joindre. Ces modalités logiques seront le *vouloir faire* (induit par la fonction du Destinateur), le *savoir faire*, et le *pouvoir faire*. La réalisation du programme narratif étant la quatrième modalité du pouvoir, le *faire*, c'est-à-dire la réalisation de la mission. À ces modalités logiques, Greimas ajoute une dernière modalité « anthropologique », dans la mesure où elle n'est pas nécessaire à la réalisation du programme narratif mais qu'elle se rencontre néanmoins systématiquement dans la plupart des récits : *l'épreuve glorifiante*, qui consiste en une reconnaissance par une communauté sociale élargie de la réussite par le sujet de sa mission.

Ces fonctions narratives peuvent être tenues par plusieurs « acteurs » ou figures du discours. De même, comme nous venons de le mentionner pour la fonction du Destinateur syntaxique, un même acteur peut jouer plusieurs fonctions. Dans la trame du discours de lutte contre la pauvreté, le sujet (gouvernements), se trouve, dans un état premier, disjoint de l'objet « élimination de la pauvreté » (ou en lien avec l'anti-objet pauvreté) ; il se fait instituer en tant que sujet du désir par le Destinateur moral « compassion ». Cette fonction de Destinateur est également et principalement interprétée par la Banque mondiale qui, en tant qu'énonciateur de ce savoir, est l'actant qui révèle la mission en se confondant avec les faits eux-mêmes (par l'effet d'évidence). L'anti-sujet est l'État interventionniste, qui en favorisant les non-pauvres, empêche les gouvernements de réaliser leur mission. Ainsi, la figure discursive de l'État peut tout autant remplir la fonction de sujet que celle d'anti-sujet, selon les modalités du pouvoir qu'elle cumulera. S'il se plie à la mission dévoilée par la Banque, l'État deviendra le sujet actantiel de la lutte ; sinon, il restera l'anti-sujet, opposé à la mission.

Les modalités du pouvoir seront donc toutes les étapes de l'ajustement structurel ou de la stratégie à deux volets révélée par le Destinateur-judicateur Banque mondiale. Les opposants seront les « puissants groupes d'intérêts », les non-pauvres, les politiques à vocation universelle (non-ciblées), le politique en général, etc. tandis que les adjuvants seront les investisseurs, les ONGs, les organismes internationaux, le commerce, et les investisseurs, etc. Rappelons que les investisseurs tiennent également une fonction de *judicateur* puisque ce sont eux qui, par leur investissement, vont cautionner la stratégie de lutte contre la pauvreté¹⁰⁰. Notons également que l'opposition entre pauvres et non-pauvres ne fait pas de ces derniers des anti-sujets puisque, comme le fait remarquer Corten¹⁰¹, les pauvres ne sont pas les sujets de la lutte mais des objets. À la rigueur, les pauvres peuvent devenir des adjuvants, s'ils participent au marché et aux programmes d'aides bien ciblées. Ainsi, les non-pauvres ne seront que des *obstacles*, des *opposants* ou des *adjuvants*, selon leur attitude vis-à-vis des réformes de l'État, mais pas des *anti-sujets* comme tels.

3.12- Conclusions du troisième chapitre :

Principaux mécanismes de la stratégie illocutoire du RDM/90

Avec ces quelques précisions, nous sommes prêts à exposer l'ensemble du discours de lutte contre la pauvreté présent dans la stratégie illocutoire du RDM/90. Comme nous l'avons montré en début de chapitre, le macro-acte directif autour duquel sont structurées les autres stratégies ou actes locaux, consiste à présenter les Programmes d'ajustement structurel comme des politiques de lutte contre la pauvreté. Ce renversement ou cette transmutation des valeurs sera rendue possible à travers la manière de construire l'objet sémantique « lutte contre la pauvreté », notamment à grâce à la *scénographie mercantile* et au *registre énonciatif pédagogique-doctrinal*. La stratégie du RDM/90 consiste alors à rendre impérative la lutte contre la pauvreté, à travers l'effet de compassion, de manière à pouvoir y subordonner toute autre considération et ainsi renier (sans avoir à le faire explicitement) une série d'éléments jadis constitutifs du développement, comme par exemple la souveraineté des

¹⁰⁰ « Cependant, les **exportations** et les **investissements** n'ont dans bien des cas **réagi** que **lentement** à ces mesures, peut-être parce que des **doutes** subsistaient quant à la **détermination** des **gouvernements** » (p. 13).

¹⁰¹ Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale...

États (inscrite jusque dans les statuts de cette institution), le rattrapage des sociétés modernes, l'industrialisation, la réforme agraire, etc.

Cependant, à lui seul, l'effet de compassion n'est pas en mesure d'assurer la cohérence et le succès de cette stratégie. Il doit nécessairement être suivi de son pendant nécessaire : la dépassionnalisation de la pauvreté, à travers la contrainte constitutive de quantification. Cette modalité du pouvoir, transmise par le *Destinateur-judicateur* Banque mondiale, est essentielle pour le renversement de situations permettant de rendre substituable la lutte contre la pauvreté par l'ouverture et la déréglementation des marchés ainsi que le retrait de l'État. En établissant une définition précise et particulière de la pauvreté, dans laquelle celle-ci se voit réduite à un manque de revenus et d'opportunités (de ressources et d'actifs) et en établissant qu'elle ne pourra être éliminée qu'à condition que l'État cible l'essentiel de ses « maigres ressources » sur la satisfaction des besoins précis des plus pauvres, la stratégie illocutoire du RDM/90 permet de réduire les sphères d'intervention légitimes de l'État. Toute action des pouvoirs publics qui ne soit pas ciblée sur les besoins des plus pauvres se présente ainsi comme un détournement de fonds ou un détournement de la « véritable » vocation de l'État.

Et pourtant, même à travers le double mécanisme de passionnalisation-dépassionnalisation ou de compassion-quantification, il n'est pas encore possible d'expliquer entièrement les effets engendrés par le système de sens (discours) du RDM/90. En effet, ces deux mécanismes existaient déjà dans l'Approche des nécessités de base (*Basic Needs Approach*), sans pour autant engendrer les mêmes effets de sens. Ce qui se présente comme un élément relativement nouveau faisant de ce Rapport un exemple paradigmatique de l'oscillateur sémantique ou de la version narrative active qui fera éclater le noyau idéologique de la pauvreté, c'est la scénographie mercantile à partir de laquelle il procède à une resignification, à une captation-subversion des termes du développement et, de manière plus générale, de la représentation du politique. En effet, en énonçant le monde au sein d'une *scène de représentation* « mercantile » où tous les éléments de l'énonciation (temps, lieux et personnes) se présentent comme des éléments d'un marché mythique ne pouvant, par définition, qu'optimiser les ressources, le RDM/90 tendra à valoriser l'État, les pauvres, les politiques sociales, la participation, la décentralisation, les ONGs, les entrepreneurs, l'aide

internationale, etc. en fonction de ce critère discriminant qui altèrera leurs sens « antérieur », concomitant ou concurrent. De cette manière, la Banque réussit à créer un système de sens dans lequel la lutte contre la pauvreté devient un équivalent sémantique de l'ajustement structurel, lui permettant alors de substituer l'un par l'autre et de légitimer, approfondir et pérenniser les réformes de l'État entreprises dans les années 1980.

Cependant, au-delà des *effets de sens* engendrés par cet oscillateur sémantique, il est encore nécessaire d'analyser les effets sociaux, institutionnels, politiques, idéologiques et historiques découlant de cette version narrative active de par son effet de récit, son processus de mise en acceptabilité (de circulation). C'est là le travail des trois prochains chapitres.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE IV

LES POSITIONS D'ÉNONCIATION DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ :

LE MAÎTRE ET SES ÉLÈVES

4.1- Introduction au quatrième chapitre

Après avoir établi les principaux mécanismes de la stratégie illocutoire du *Rapport sur le développement dans le monde 1990* (RDM/90), interprété comme un exemple paradigmatique de l'oscillateur sémantique de la pauvreté, il est maintenant nécessaire de mettre en lien cette stratégie avec le champ discursif dans lequel elle surgit et dans lequel circule cette version narrative particulière de la lutte contre la pauvreté, de manière à établir ses conditions de possibilité et, par là, la présence (ou non) d'une formation discursive et d'un événement discursif paupériste. La formation discursive paupériste n'a pas à être parfaitement équivalente à la stratégie illocutoire du RDM/90. Au contraire, en traitant l'événement discursif paupériste comme une formation discursive, nous cherchons à voir quelles sont les règles de dispersion qui permettent la convergence (stratégique) d'énoncés contradictoires. Ainsi, comme nous l'avons mentionné plus tôt, la plupart des éléments permettant de lier la lutte contre la pauvreté et les Programmes d'ajustement structurels se trouvent déjà dans la critique de ces mêmes programmes que l'on retrouve dans « *Adjustment*

With a Human Face». On retrouve également plusieurs des mécanismes discursifs du RDM/90 dans l'Approche des besoins de base (*Basic Needs approach*) dans les années 1970, de même que dans les *Indicateurs de développement humain* du PNUD. L'analyse du processus de mise en acceptabilité de cette version narrative et de ses effets structurants sur les langues politiques du continent implique donc de voir jusqu'à quel point et comment les énoncés de base de la *version narrative active* (mettant en équivalence la lutte contre la pauvreté et les PAS) seront ou non repris (ou anticipés) par d'autres locuteurs de la scène politique, non pas pour les retrouver intacts à la fin du processus, mais pour voir leurs modes d'apparition, de dispersion de transformation et même de subversion.

Pour rendre compte de cette circulation et de ses règles de dispersion (formation discursive) nous aborderons les uns après les autres les principaux mécanismes de la stratégie illocutoire du RDM/90 en les confrontant au fonctionnement des différentes pièces du corpus de la formation discursive paupériste que nous avons détaillé au chapitre 2 (section 2.5.1.1). Ces pièces de corpus proviennent :

Des **Institutions financières et de développement international**, notamment de la Banque mondiale, du PNUD, de l'OCDE, de l'UNICEF et de l'OIT ; des **déclarations des Sommets internationaux**, abordés à partir des déclarations du Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995), du Millénaire (2000) et de Monterrey (2002) ; de même qu'à travers les déclarations des Sommets et Contre-Sommets des Amériques : à partir des Déclarations de Miami (1994), de Santiago (1998), de Québec (2001) et de Mar del Plata (2005) ; ainsi que des Déclarations des Sommets des Peuples de Santiago, de Québec et de Mar del Plata ; des **gouvernements latino-américains**, abordés à travers les cas des discours présidentiels à la nation du Chili, du Mexique et du Vénézuéla, entre 1989 et 2005 ; des **partis politiques d'opposition**, abordés à partir des plateformes électorales de la coalition de droite *Alianza por Chile* ; de la coalition de centre-gauche *Por el bien de todos* (Mexique) et de la coalition pluripartite *Atrévete* (Vénézuéla) ; des **ONGs internationales et nationales**, abordés à travers les cas d'Oxfam international et de la campagne *Action mondiale contre la pauvreté*, de la *Fundación Pobreza* (Chili), de la *Fundación Vamos* (Mexique) et de la *Asociación Nacional de Organizaciones de la Sociedad Civil / Sinergia* (Vénézuéla) ; et finalement des **déclarations de la Conférence des évêques latino-américains (CELAM)**, notamment celle de Santo Domingo (1992).

Devant l'ampleur d'un tel corpus, il est évident que nous ne pourrions aborder de manière aussi détaillée que pour le RDM/90 les différentes stratégies illocutoires qui se retrouvent dans chacune de ces pièces de corpus. Ce qui sera exposé ne concernera donc que les convergences, les écarts, les transformations et les subversions des mécanismes de base de la version narrative active. L'organisation de cet exposé s'articulera autour des mécanismes

discursifs identifiés au chapitre 3. Nous verrons alors comment l'*effet de compassion* – et son rôle d'impératif catégorique (*modalisation déontique*)¹ élevant la lutte contre la pauvreté au rang de priorité fondamentale du développement et de critère d'évaluation normatif de l'action des États – s'institutionnalise à travers son investissement par une série d'acteurs politiques et institutionnels. Nous aborderons ensuite la contrepartie de ce mécanisme, c'est-à-dire la *dépassionnalisation* ou la *quantification* de la pauvreté – en tant que condition *sine qua non* pour son éradication ou diminution – afin de montrer comment cette contrainte énonciative est partagée, non seulement par le PNUD et les autres institutions internationales productrices de statistiques et d'indicateurs, mais également par les ONGs et groupes militants, les partis politiques et les gouvernements qui mobilisent les chiffres de la pauvreté afin de chercher à influencer, eux aussi, le comportement des acteurs politiques. Ce qui nous conduira à montrer comment ce savoir quantitatif mais également qualitatif (technicisé) sur la pauvreté, l'économie et la bonne gouvernance se présente comme une *figure de légitimation distributrice de valeur modale*, c'est-à-dire comme la source du droit à la parole des locuteurs de la pauvreté et des capacités d'action des acteurs représentés par ce discours. Nous aborderons ensuite le fonctionnement du registre énonciatif pédagogico-doctrinal (qui attribue au locuteur de la pauvreté la position privilégiée d'un Maître vis-à-vis de ses élèves) au sein d'un champ discursif où le locuteur-Maître se transforme en élève dans les énoncés de ses co-énonciateurs (élèves) devenus locuteurs (Maîtres) à leur tour, afin de montrer comment la figure du savoir assure une certaine unité à ces renversements de rôles puisque, en dernière instance, tous se soumettent à son autorité. En d'autres termes, le savoir (technique) sur la gestion de la pauvreté se présente comme un objet de lutte autour duquel s'affrontent plusieurs positions divergentes. Seulement, cette confrontation se déroule au sein de certaines règles énonciatives communes (règle de dispersion) imposées par les caractéristiques propres à ce savoir.

À partir de ces éléments, nous serons en mesure d'aborder, aux cinquième et sixième chapitres, des éléments plus controversés de la formation discursive paupériste (où les écarts apparaissent de manière plus évidente) en analysant la dimension sémantique des discours de

¹ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, p. 122.

lutte contre la pauvreté. Nous verrons alors comment la scénographie mercantile, qui rend parfaitement compte du fonctionnement de la stratégie illocutoire du RDM/90, ne se retrouve pas intégralement dans plusieurs des pièces du corpus. Nous développerons alors le concept de *scénographie gestionnaire*² qui permettra de rendre compte de la dispersion d'énoncés autour des temps, des espaces et des personnes de la lutte contre la pauvreté. Il est à noter que la scénographie gestionnaire n'invalide pas la dimension mercantile de celle du RDM/90 : elle la subsume et la postule. En détaillant cette scénographie gestionnaire (postulant le marché et la mondialisation) nous aborderons de manière détaillée, au sixième chapitre, les principales figures de la formation discursive paupériste, soit : l'égalité, la croissance favorable aux pauvres, le ciblage, la bonne gouvernance et la participation. À partir de ces figures nous aborderons l'autonomisation de l'économie vis-à-vis du politique ; la restriction du rôle de l'État à une action palliative des insuffisances des mécanisme d'une économie de marché libéralisée ; et son cantonnement dans l'investissement social ciblé sur les besoins des plus pauvres, ce dernier étant conçu comme le principal, sinon le seul mécanisme de réduction des inégalités. Nous verrons également, à partir du fonctionnement du syntagme de la Bonne gouvernance – impliquant la décentralisation, la participation, l'État de droit et l'efficacité – comment ces figures fonctionnent en tant que principes directeurs d'une ingénierie politique (scénographie gestionnaire) surdéterminant l'espace d'action légitime, non seulement de l'État, mais de l'ensemble des acteurs politiques. Cette analyse, qui restera toujours en lien avec le registre énonciatif pédagogique-doctrinal, nous conduira à montrer comment la figure du savoir permet d'inverser le sens des *conditionnalités* par l'internalisation par les acteurs (co-énonciateurs/élèves du discours de lutte contre la pauvreté) des contraintes énonciatives de ce discours normatif.

Finalement, nous aborderons, en conclusion de cette partie portant sur la formation discursive paupériste, les différentes fonctions du programme narratif de base de la lutte contre la pauvreté. L'ensemble de cette analyse nous permettra de montrer comment l'événement discursif paupériste tend vers la technicisation (professionnalisation,

² Au sujet du caractère gestionnaire du discours des institutions internationales influençant en grande partie le discours de lutte contre la pauvreté, voir Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale, Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement*, Paris, PUF, 2002. Notamment, Rist, « Le prix des mots », p. 10.

dépassionnalisation), la privatisation et l'internationalisation des langues politiques du continent. Que nous mettrons ensuite en relation avec la formation discursive populiste, abordée au cours des chapitres 7, 8 et 9, à partir des discours présidentiels du Chili, du Mexique et du Vénézuéla, de 1910 à aujourd'hui.

4.2- L'institutionnalisation de l'effet de compassion par l'effet de circulation

Au troisième chapitre, nous avons vu comment la stratégie illocutoire du Rapport sur le développement dans le monde 1990 (RDM/90) consistait à susciter un effet de compassion en modalisant de manière affective³ le rapport unissant le locuteur à la pauvreté. Ce n'est certainement pas à ce niveau que devraient surgir des écarts entre les différentes pièces du corpus. Qui pourrait rester insensible face à la misère humaine ? Pourtant –comme conséquence de l'effet de circulation– l'effet de compassion est en général plus ténu dans les autres pièces du corpus que dans le RDM/90. Sans doute que l'interdiscours précis au sein duquel est situé ce Rapport –devant répondre à des critiques sur les effets paupérisants des Programmes d'ajustement structurel– incitait à un discours plus intense sur la relation (affective) unissant le locuteur institutionnel Banque mondiale à l'objet pauvreté. À l'inverse, dans un contexte où le consensus autour de la lutte contre la pauvreté a déjà engendré une série de déclarations et d'engagements institutionnels contraignants (*effet de circulation*), l'importance de l'effet de compassion est moindre. S'appuyant sur ses propres effets pragmatiques, le discours n'a plus besoin de répéter les raisons pour lesquelles la lutte contre la pauvreté devrait devenir l'enjeu principal du développement ; il n'a plus qu'à évoquer les engagements internationaux contractés notamment lors du Sommet mondial pour le développement social⁴ (Copenhague, 1995) ou la Déclaration du Millénaire⁵ (Objectifs du millénaire pour le développement). L'effet de compassion est loin d'avoir disparu ; cependant l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté semble actuellement reposer davantage

³ Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation, De la subjectivité dans le langage*, Paris, A. Colin, 1980, notamment, pp. 79 et suivantes.

⁴ Sommet mondial pour le développement social, *Déclaration de Copenhague sur le développement social*, New York, Nations Unies, A/CONF.166/9, 19 avril 1995.

⁵ Assemblée Générale des Nations Unies, *Déclaration du Millénaire*, New York, Nations Unies, A/RES/55/2, 13 septembre 2000.

(ou également) sur des engagements déjà contractés par les États et les institutions financières et de développement international, que sur la modalisation affective de la pauvreté.

4.2.1- La priorité des besoins de base : Un objectif qui vient de loin

On se souviendra comment, dans l'analyse du RDM/90, l'effet de compassion servait à rendre impératif et urgent le changement de politique de développement. Ce mécanisme n'a aucunement été inventé par la Banque mondiale et encore moins par le RDM/90. Il existe depuis les premières formulations du *Basic-Needs Approach* et des *New Development Strategies*. Face à ce qu'on nommait déjà (dans les années 1970) la crise du développement, on remet en question le modèle de rattrapage fondé exclusivement sur la croissance (du fait de son incapacité à atteindre les pauvres), pour proposer un nouveau modèle de développement axé sur les résultats évalués en fonction de l'élévation des conditions de vie des « masses »⁶ pauvres. Comme le souligne le document *The Basic-Needs Approach to Development* (OIT), l'Approche des besoins de base se distingue des Nouvelles stratégies de développement (*New Development Strategies*) du fait de son insistance sur les « besoins non-matériels », tels la participation, les services publics ou les rapports de force⁷. Pour rendre compte de ces stratégies habituelles du développement (« qui n'ont de nouvelles que le nom »), Dharam Ghai, parle de la pauvreté de la pensée développementaliste, centrée exclusivement sur :

« Capital accumulation ; availability of foreign exchange ; industrialization, first of the import substitution variety and then export-oriented ; rural development ; population

⁶ Il est à noter que la notion de « masses » (pauvres, populaires, etc.) est pratiquement disparue des discours sur la pauvreté, au profit d'une conception plus « précise », basée sur les indicateurs de pauvreté (monétaire ou humaine). Les conséquences de ce changement seront abordées au chapitre 7. Précisons toutefois immédiatement que cette « précision » de la mesure (contrainte constitutive de quantification) tend à segmenter le social en fonction de tranches ou de seuils de pauvreté qui limitent ou brisent les relations de solidarité (potentielles ou concrètes) pouvant exister entre différents groupes sociaux. Voir à ce sujet section 3.6.2. « Opposition pauvres/non-pauvres : Aide aux pauvres ou droits citoyens ? » ; voir également André Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n°85, septembre 1998, pp. 6-24.

⁷ Bien entendu les rapports de force ne sont pas de prime abord un besoin ; néanmoins, dans la perspective des BNA qui sera en partie reprise par les Indicateurs de pauvreté humaine, la liberté d'association et la participation et les dimensions politiques en général, tendent à être définies comme des besoins (non-matériels) non satisfaits.

control ; human resource development ; unemployment-oriented strategies ; redistribution with growth. »⁸.

Plus loin, l'auteur poursuit :

« ...redistribution with growth strategies seek to gradually eliminate poverty through marginal transfers of income and assets. ».

Selon Ghai, l'*Approche des besoins de base* (BNA) se distinguerait par son insistance sur la rapidité et la profondeur des transferts de revenus et des richesses, visant la création d'une société égalitaire ; par le rôle clé attribué aux services publics dans la lutte contre la pauvreté ; par une analyse de la structure du pouvoir des sociétés et la promotion de la participation des personnes au processus de prise de décision ; par l'importance accordée aux besoins non-matériels comme la participation et les libertés civiques et politiques ; par son usage du principe de « self-reliance » (développement endogène ou auto-soutenu) et sa critique de la dépendance des pays du Tiers monde vis-à-vis des pays industrialisés ; ainsi que par l'approche globale envisageant l'ensemble de ces éléments, tous en même temps.

Comme on peut le constater dans cette mise en contraste des particularités de la BNA par rapport aux *New Development Strategies*, la plupart des termes du débat sur la définition de la pauvreté opposant actuellement le PNUD et la Banque mondiale se trouvaient déjà présents au milieu des années 1970. Cependant, il existe d'importantes différences entre les débats de l'époque et ceux que nous retrouvons aujourd'hui. Dans les années 1970, par exemple, le rôle de l'État dans la production ou la planification économique, ou encore dans la protection de ses industries nationales, est reconnu d'emblée, et ce, même par les approches plus libérales utilisant l'argument de l'incapacité de la stratégie d'industrialisation par substitution d'importations à atteindre les pauvres⁹, pour plutôt promouvoir une nouvelle approche de développement fondée sur l'usage intensif de main d'œuvre. De plus, dans les années 1970, l'analyse des structures ou des causes de la pauvreté incorpore une conception des rapports de forces qui inclut les rapports de production et les relations de « dépendance » entre centre et périphérie. Alors que dans le débat actuel, comme nous le verrons au cours de

⁸ Dharam Ghai, Azizur Rahman Khan, E.L.H. LEE et Torkel Alftan, *Basic-needs Approach to Development: Some Issues Regarding Concepts and Methodology*, Genève, OIT, 1977.

⁹ Comisión Económica para América Latina (CEPAL), Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), Sergio Molina S. (Coordinador), *¿ Se puede superar la pobreza? Realidad y perspectivas en América Latina*, Proyecto CEPAL/PNUD "La Pobreza crítica en América Latina", Santiago de Chile, 1980.

l'analyse, on évacue d'emblée un quelconque rôle économique (productif, de planification ou de protection des industries nationales) pouvant être attribué à l'État, réduisant son espace d'action légitime à l'encadrement (simple et transparent) de l'activité privée et à la fourniture de certains services sociaux « de base ». Conséquemment, les causes « structurelles » de la pauvreté se voient réduites à un manque d'investissement social ou à l'inefficiente allocation des ressources publiques du fait de lacunes dans les mécanismes de ciblage ou de la faiblesse des institutions de la gouvernance, sans jamais questionner en profondeur la libéralisation de l'économie (qui se trouve postulée comme le contexte naturel au sein duquel doivent être aménagées les réformes de l'État).

Par cette brève évocation du débat des années 1970 sur les Besoins de base, nous cherchons à mettre en évidence le fait que le discours de lutte contre la pauvreté et l'*effet de compassion*, ne surgissent pas dans les années 1980 sous l'effet de l'augmentation des niveaux de pauvreté mais plutôt dans les années 1970, sous l'effet d'une crise (de crédibilité) de l'idée de développement. Il est d'ailleurs intéressant de rappeler qu'à cette époque les indicateurs de pauvreté n'avaient jamais cessé de s'améliorer¹⁰. L'effet de compassion ne dépend pas tant du taux de pauvreté (accablant, inquiétant, inacceptable...) que de sa fonction de légitimation permettant de rendre impératif un changement dans la conception et les pratiques du développement, indépendamment du contenu de ce changement. Ne serait-ce qu'en mobilisant les positions que l'on vient d'évoquer, on peut noter comment le même constat (« le modèle de développement axé exclusivement sur la croissance ne parvient pas à atteindre les pauvres ») sert tout autant à la CEPAL pour remettre en question le modèle d'industrialisation par substitution d'importation qu'au Dag Hammarskjöld Report¹¹ (1975) pour questionner l'inégalité dans répartition du pouvoir et des moyens de production (tant au niveau national qu'international). Ce même constat permet actuellement à la Banque mondiale ou à l'OCDE de promouvoir une croissance « favorable aux pauvres » (c'est-à-dire ouverte, flexible et déréglementée) tout autant qu'il sert au PNUD pour promouvoir un investissement social axé sur les indicateurs de développement humain.

¹⁰ CEPAL/PNUD, *¿ Se puede superar la pobreza? ...*, notamment, p. 19.

¹¹ Dag Hammarskjöld Report, « What now, another Development », The 1975 Dag Hammarskjöld Report on Development and International Cooperation, prepared on the occasion of the Seventh Special Session of the United Nations General Assembly, New York, 1 au 12 septembre 1975, http://www.dhf.uu.se/pdf/filer/75_what_now.pdf

L'effet de compassion fonctionne ainsi comme une règle de dispersion et de circulation qui permet la cohabitation et la convergence stratégique de positions divergentes. C'est autour de débats et de luttes pour l'appropriation du sens de la lutte contre la pauvreté que se déroulera le processus de mise en acceptabilité de l'événement discursif paupériste. Bien entendu, comme nous l'indiquent les exemples que nous venons d'évoquer, les divergences de conceptions en ce qui a trait à ce qui doit changer peuvent être suffisamment marquées pour annuler le caractère unificateur de ce mécanisme commun. Comme nous l'avons montré au dernier chapitre, c'est dans la manière de contrôler l'excès de sens du dispositif passionnel que réside la force stratégique de l'effet de compassion, qui ne se comprend pleinement qu'une fois abordé sa contrepartie nécessaire : la *dépassionalisation*.

La relative vacuité de l'effet de compassion, qui n'est pas étrangère à sa capacité à engendrer des consensus, ne doit cependant pas être considérée comme exempte d'effets. Le changement de la conception du développement et avec lui, des formes d'organisation sociale qu'il comporte, aurait tout aussi bien pu se justifier au nom de désastres environnementaux, de la justice sociale (entendue autrement que comme l'atteinte de niveaux minimaux de bien-être), de la lutte de classes, de la modernisation, de souveraineté nationale ou populaire, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'identité ethnique ou d'une quelconque autre raison. Le fait que la justification des changements dans la conception du développement soit faite au nom de la pauvreté est, en soi, une donnée capitale qui fixe déjà un certain domaine et qui, en fonction de l'effet de circulation, tend à se consolider indépendamment ou plutôt, du fait même, des positions diverses qui se disputent le privilège de la fixation de son sens.

Cependant, cette convergence autour de l'effet de compassion n'est pas suffisante pour montrer l'existence d'une formation discursive. Si tel était le cas nous aurions situé le début de l'événement discursif dans les années 1970 plutôt que dans les années 1980. L'effet de compassion est une des conditions de possibilité de l'événement discursif paupériste, mais il ne permet pas de rendre compte des déplacements des frontières de l'acceptable qui font en sorte que, si dans les années 1970, la remise en question des « anciennes » conceptions du développement au nom des nécessités de base non satisfaites, pouvait appeler une lutte anti-coloniale, une critique de la division internationale du travail et des relations de propriété et de production, un renforcement du rôle de l'État dans l'économie, et ainsi de suite,

aujourd'hui, cette même remise en question des « anciennes » conception du développement au nom de la lutte contre la pauvreté, conduit à restreindre le rôle de l'État à une aide ciblée sur les besoins des plus pauvres et à ne penser les réformes qu'au niveau de l'adaptation de l'État aux impératifs d'une économie libéralisé. Mais pour aboutir à de telles conclusions au sujet de la conception contemporaine de la pauvreté, il faut encore aborder énormément d'autres dimensions qui rendront acceptable ou évidente cette conception particulière de la pauvreté.

4.2.2- Effet de compassion et impératif catégorique

Ainsi l'importance de l'effet de compassion provient de son rôle dans la prise en charge du caractère impératif et urgent du changement dans la conception et les pratiques du développement. Ce rôle se constate dans une infinité d'exemples¹², parmi lesquels nous n'en montrerons que quelques uns pour les besoins de la démonstration :

« Supprimer l'**énorme** accumulation de **misère** humaine reste le **défi** des années 90 » (PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain* 1990, p. 2)¹³.

« Pourtant, aujourd'hui encore, un **quart des habitants** de la planète demeure dans une **pauvreté extrême**. Dans une économie mondiale qui représente **25 000 milliards** de dollars, c'est un **scandale**, en même temps que le reflet d'**inégalités inqualifiables** et des **échecs inexcusables** des **politiques** entreprises à l'échelle **nationale et internationale**. » (PNUD, RMDH/90, p. 1).

« Si nous formons partie d'une communauté humaine mondiale, les **préoccupations morales** relatives aux **inégalités inacceptables** ne sauraient être confinées aux frontières nationales. » (PNUD, RMDH/05, p. 40)¹⁴.

¹² Il est impossible d'analyser chacun des énoncés et stratégies présentes dans l'ensemble du corpus. Les exemples que nous prendrons ne visent qu'à illustrer des mécanismes discursifs se reproduisant à profusion, non seulement dans l'ensemble du corpus, mais également dans chacune des pièces en particulier. Nous avons généralement donné la priorité aux exemples issus des documents officiels du PNUD, étant donné sa place privilégiée dans le débat entre la conception monétaire et la conception humaine de la pauvreté mais également du fait du caractère englobant de ses documents, couvrant l'ensemble des mécanismes du discours de lutte contre la pauvreté et rendant explicites des justifications qui ne sont incorporées qu'en implicite par d'autres pièces du corpus.

¹³ Programme des Nations unies pour le développement PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1990. L'abréviation utilisée sera : PNUD, RMDH/90, de même que, pour les années suivantes : PNUD, RMDH/année.

¹⁴ Programme des Nations unies pour le développement PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, Paris, Economica, 2005.

« Ces déséquilibres mondiaux sont **moralement inacceptables et politiquement intenable**s. Un **changement** est **nécessaire**... » (OIT, *Une mondialisation juste*, 2004¹⁵, p. xi).

« Il est **intolérable** du point de vue politique et **inacceptable** du point de vue moral que certaines couches de nos sociétés soient marginalisées et qu'elles ne **bénéficient** pas pleinement des **avantages de la croissance** ». (*Déclaration de Principes*, Sommet des Amériques Miami/94, p. 5)¹⁶.

« Un **imperativo moral** exige avanzar hacia un Chile donde exista cada vez **mayor justicia social**. Tenemos un **compromiso solemne** de hacerlo. » (Aylwin, 1990, p. 11)¹⁷.

Indépendamment de la manière à travers laquelle est engendrée la *modalisation affective*¹⁸ de la pauvreté, ce que nous voulons souligner ici c'est surtout la manière à travers laquelle cette « énorme accumulation de misère humaine » ou ces niveaux « inacceptables » d'inégalités (modalisation affective), servent à rendre impératifs ou « nécessaires » (modalisation déontique) les changements. Mentionnons au passage que le changement peut se trouver en implicite, comme dans la *Déclaration de principes* du Premier Sommet des Amériques qui, en qualifiant « d'inacceptable » le fait que « que certaines couches de nos sociétés soient marginalisées et qu'elles ne bénéficient pas pleinement des avantages de la croissance », postule les avantages de la croissance et induit un changement de politiques cherchant à faire profiter les pauvres des bénéfices de l'ouverture économique. Ces questions au sujet des bénéfices implicites de la croissance et du type de politiques pour que les pauvres « en tirent pleinement parti » seront détaillées dans les deux prochains chapitres. Contentons-nous de noter pour l'instant comment, en construisant le caractère dramatique de la pauvreté à travers des indicateurs numériques (*un quart des habitants*) ou économiques (*25 000 milliards de dollars [...] c'est un scandale ; ne bénéficient pas pleinement des avantages de la croissance*), il se génère un effet de bouclage qui permettra ensuite de rendre évidente et nécessaire la quantification de la pauvreté et la libéralisation de l'économie.

¹⁵ Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*, Genève, OIT, 2004.

¹⁶ Premier Sommet des Amériques, *Déclaration de Principes*, Miami, 11 décembre 1994, p. 5.

¹⁷ Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de mayo 1990.

¹⁸ Dans ces quelques exemples illustratifs, la modalisation affective se constate dans l'usage d'adjectifs affectifs ou évaluatifs (« inacceptable »), de superlatifs (« énorme »), de noms (« misère ») laissant paraître la relation émotive unissant l'énonciateur avec l'objet énoncé (pauvreté). Pour plus de détail sur les marques permettant d'identifier cette modalisation affective, se référer au chapitre 3 (section 3.3.1). Voir également, Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation*...

4.2.3- Institutionnalisation de l'impératif catégorique

Cependant, devant la relative évidence de la modalisation affective de la pauvreté et la quantité d'autres éléments à prendre en considération, nous voudrions surtout insister sur la manière à travers laquelle l'impératif catégorique (moral) se transforme ou se double du poids (également moral mais d'un autre ordre) de la « parole engagée » lors de la signature de déclarations internationales comme celle du Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995) ou la *Déclaration du millénaire* (Objectifs du millénaire pour le développement – OMD). Comme on peut le voir dans les citations suivantes :

« Nous **ne ménagerons aucun effort** pour **délivrer** nos semblables – hommes, femmes et enfants – de la **misère**, phénomène **abject** et **déshumanisant** qui touche actuellement **plus d'un milliard** de personnes. » (Déclaration du millénaire, ONU/2000, p. 4)¹⁹.

« Réduire l'inégalité dans la distribution des possibilités de développement humain est une **priorité politique** de plein droit : elle est importante pour plusieurs **raisons intrinsèques**. Cela serait également un élément crucial de l'accélération de la progression vers les **OMD**. (PNUD, RMDH/05, p. 6).

« Nous notons avec **inquiétude** que selon les estimations les plus récentes, les **ressources mobilisées** sont tout à fait **insuffisantes** pour **réaliser les objectifs** de la communauté internationale en matière de développement, notamment ceux énoncés dans la **Déclaration du Millénaire** » (Monterrey/2002²⁰), p. 2.

« **Déclaration du Millénaire**, appelle un **nouveau partenariat** entre les pays développés et les pays en développement. » (Monterrey/2002, p. 2).

« Ces huit **objectifs** [du millénaire] **essentiels**, à réaliser d'ici à 2015, sont devenus des **objectifs capitaux à atteindre** pour **tous les pays**, les organismes des **Nations Unies**, notamment l'UNICEF, et pour les **donateurs bilatéraux** et les **institutions financières internationales**. » (UNICEF/05²¹, p. 7).

Les pays doivent également satisfaire leurs **obligations internationales** en matière **d'équité**, instaurer des **programmes sociaux** et intensifier la **coopération internationale** pour atteindre cet objectif. (Sommet des peuples, Santiago, 1998²², p. 14).

L'effet de compassion ou la modalisation affective de la pauvreté n'est pas annulé par son institutionnalisation. Au contraire il se trouve renforcé et cohabite avec les engagements

¹⁹ Assemblée Générale des Nations Unies, *Déclaration du Millénaire*, New York, Nations Unies, A/RES/55/2, 13 septembre 2000, p. 4.

²⁰ Conférence Internationale sur le financement du développement, *Rapport sur la Conférence Internationale sur le financement du développement*, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002, New York, Nations unies, A/CONF.198/11, 2002.

²¹ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2005, L'enfance en péril*, New York, UNICEF, 2005.

²² Premier Sommet des peuples, Santiago, Chili, 1998.

internationaux. D'un côté, le caractère inacceptable ou infamant de la pauvreté se retrouve au sein même de ces Déclarations internationales, comme dans la citation de la Déclaration du Millénaire, ci-dessus : « la **misère**, phénomène **abject** et **déshumanisant** »). Elle se trouve donc réactivée à chaque évocation de cette déclaration, dans les autres exemples. D'un autre côté, la modalisation affective et l'engagement institutionnel peuvent cohabiter dans les mêmes énoncés, se renforçant mutuellement. Ainsi, lorsque le RMDH/05 (PNUD) parle des « raisons intrinsèques » pour faire de la réduction des inégalités dans la distribution des possibilités de développement humain une priorité politique, il est en train d'évoquer les raisons antérieures ayant servi à rendre impératives et prioritaires ces possibilités de développement humain. En juxtaposant ces « raisons intrinsèques » aux OMD, le RMDH/05 évite de ne réduire cette priorité qu'à une simple question d'engagements internationaux. De même, lorsque la Déclaration de Monterrey (2002) note avec « inquiétude » que les « ressources mobilisées sont tout à fait insuffisantes pour réaliser les objectifs du millénaire », elle se trouve à modaliser de manière affective son rapport à un éventuel échec.

Encore une fois, l'évidence de ces mécanismes et leur dispersion un peu partout dans le texte nous poussent à délaisser le détail de l'analyse de la modalisation affective pour nous concentrer plutôt sur la *modalisation déontique* de ces énoncés. Les possibilités de développement humain sont une « **priorité** politique » ; la Déclaration du millénaire « appelle » un nouveau partenariat ; les objectifs « essentiels » des OMD sont « devenus des objectifs **capitaux** » ; « nous ne ménagerons aucun effort »²³, etc. Ainsi, comme pour la stratégie illocutoire du RDM/90, la modalisation affective (effet de compassion) de la pauvreté, au-delà de la sincérité du sentiment pouvant être exprimé par les institutions qui l'énoncent, doit également être mise en relation avec son effet ou sa fonction pragmatique

²³ Comme nous le verrons plus loin en abordant le registre énonciatif pédagogico-doctrinal, l'analyse de la formation discursive nous pousse à aborder les positions d'énonciation indépendamment des sujets énonciateurs concrets qui s'y inscrivent. En analysant les textes des institutions internationales, l'impératif catégorique contraint les gouvernements. Dans ce cas précis de la Déclaration du millénaire, les gouvernements signataires s'assument comme étant contraints. Ils acceptent donc la position de « bons élèves » qui leur est dévolue dans ce registre énonciatif. Notons encore que cette manière de se déclarer « soumis » à un impératif moral supérieur, engage également les organisations internationales participant à ce Sommet. Le même locuteur peut ainsi tenir tout autant le rôle de maître ou d'élève dans ce registre énonciatif pédagogico-doctrinal.

consistant à rendre impératifs et prioritaires les changements dans la conception et les pratiques du développement.

En mettant ici à distance la « sincérité » du sentiment, nous ne voudrions pas insinuer que les fonctionnaires, les gouvernements ou les partis politiques exprimant leur consternation face à la pauvreté n'utilisent ce sentiment que dans l'objectif machiavélique de tromper leur auditoire. En nous plaçant « au-delà » de cette question nous voulons signifier justement que le procès d'intention sur la bonne foi des institutions n'a pas lieu d'être, puisque l'effet de sens et la fonction énonciative de ce « sentiment » (modalisation affective) reste la même, indépendamment du degré de sincérité, de crédibilité ou de cohérence des locuteurs qui s'en servent. La remise en question de la sincérité des acteurs de la lutte contre la pauvreté est même un autre des mécanismes de circulation et de mise en acceptabilité de la lutte contre la pauvreté, puisqu'il permet de déplacer l'instance qui prend en charge les « échecs » des deux décennies de lutte contre la pauvreté vers le manque de volonté ou de sincérité (ou d'aptitudes) de ces acteurs plutôt que vers la conception même des stratégies de lutte contre la pauvreté, rendant alors les changements d'autant plus contraignants et concrets. Voyons comment cela se produit dans quelques extraits :

« ...quels **progrès** les **pays** ont-ils **réalisés** pour **s'acquitter** des engagements qu'ils ont pris en **1995** ? » (PNUD-*Vaincre la pauvreté humaine/2000*²⁴, p. 19).

« Nous sommes la **première génération** qui peut regarder la pauvreté extrême en face et dire avec conviction : nous **avons l'argent, nous avons les médicaments, nous avons la science**. Mais avons-nous la **volonté** de tirer un trait sur la pauvreté ? » (Bono, septembre 2004, cité par Oxfam/2005²⁵, p. 5).

« En 2000, les **pays riches** se sont engagés à faire leur partie du travail en vue **d'atteindre** les **OMD**, mais ces **promesses** sont **restées lettre morte**. Cinq ans plus tard, ils **devraient tout faire** pour qu'une nouvelle fournée de sommets internationaux devienne une véritable **plate-forme d'action**. » (Oxfam/2005, p. 5).

« Imaginer des politiques pour les pauvres est un bon début, **mais** ces politiques doivent être **mises en oeuvre**. C'est à ce stade que le **budget** prend une **importance capitale**. C'est là la meilleure opportunité pour un gouvernement de prouver la **sincérité** de ses engagements » (Oxfam/2005, p. 79).

« Si la **guerre contre la pauvreté** est une **priorité**, les gouvernements **ne sont simplement pas crédibles** en attachant si peu d'importance aux **budgets** d'aide destinés à **sauver des vies humaines**. » (PNUD, RMDH/05, p. 100).

²⁴ Programme des Nations Unies pour le développement PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine, Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000.

²⁵ Oxfam, *Le prix à payer, Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans la guerre contre la pauvreté*, Oxford, Oxfam international, 2005.

« Au moment où les gouvernements se préparent pour le sommet des Nations Unies de 2005, la projection pour 2015 lance un **avertissement** sans équivoque. Pour **parler franchement**, le monde se dirige tout droit vers une **catastrophe annoncée** au niveau du développement humain, dont les coûts se compteront en **décès évitables**, en **enfants non scolarisés** et en **occasions perdues de réduire la pauvreté**. Cette catastrophe est tout aussi **évitable** que **prévisible**. Si les gouvernements veulent être **à la hauteur de leur engagement envers les OMD**, ils **ne peuvent rester sans réagir**. » (PNUD, RMDH/05 p. 5).

Ces exemples nous permettent d'aborder un phénomène nouveau dans le champ des discours de lutte contre la pauvreté. Malgré l'effet d'évidence et de consensus²⁶ engendré par l'effacement des traces de polémique, un certain malaise ou un certain doute surgit néanmoins au sein de ce champ, notamment à partir de 2005, face au manque de résultats relatifs aux *Objectifs du millénaire* et le pousse vers une forme de polémique interne. Nous verrons plus loin comment cette « polémique » parvient tout de même à s'énoncer en masquant les marques d'interdiscours. Ce que nous voulons mettre en évidence actuellement c'est comment ce questionnement²⁷, plutôt que de pousser vers une remise en question des stratégies de lutte contre la pauvreté²⁸, appellent au contraire à leur renforcement par un engagement de plus en plus profond et précis. En opposant le discours à la réalité, la rhétorique à l'action, les promesses à l'engagement « sincère »..., la remise en question ne frappe aucunement les stratégies de lutte contre la pauvreté mais l'*efficacité* des acteurs de cette lutte à parvenir à traduire en des résultats concrets leurs engagements. Ainsi, ce questionnement ne fait que renforcer le consensus et le caractère impératif de la lutte.

Plus encore, il permet de pousser plus loin la contrainte en exigeant des engagements concrets sur le plan de la « mise en œuvre », des « budget », de la « volonté politique », des « plates-formes d'actions »... et, comme nous le montrent les prochains exemples, sur le plan du développement des « capacités » et de l'« efficacité » des institutions, de l'État et du marché, des « buts et objectifs » et des « délais », de l'augmentation et de la prévisibilité de l'aide, etc. :

²⁶ Que nous aborderons plus loin mais dont nous avons vu le fonctionnement au chapitre précédent.

²⁷ Qui, (autre nouveauté) frappe tout autant les pays riches que les institutions internationales et les pays « en développement ».

²⁸ Qui semblent pourtant, d'après les aveux mêmes des organismes responsables ou les accusations des ONGs internationales, s'être soldé par des échecs retentissants.

« Les capacités **doivent** être considérablement accrues dans les pays partenaires et un **engagement à long terme** en la matière est **indispensable** si l'on veut atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. » (OCDE/2005²⁹, p. 9).

« Une tâche **prioritaire** pour l'examen quinquennal est de **renforcer les engagements** de **réduire** sensiblement la **pauvreté générale** et **d'éradiquer l'extrême pauvreté** en soulignant qu'il importe de déterminer des **buts** et **objectifs** assortis de **délais** » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 21).

Dans les deux séries d'exemples que nous venons d'aborder, nous voyons encore une fois comment la modalisation déontique³⁰ de la lutte contre la pauvreté s'appuie sur le caractère absurde, inacceptable, scandaleux, catastrophique... (modalisation affective) de la situation. Nous voyons également comment les OMD ou les « engagements » viennent renforcer le caractère contraignant de cette lutte. Ce qui est nouveau ou qui s'ajoute à cette modalisation déontique s'appuyant sur une modalisation affective de la pauvreté c'est le détail des modalités « nécessaires » pour atteindre ces objectifs prioritaires : « plate-forme d'action » ; « capacités [...] considérablement accrues » « engagement à long terme en la matière » ; « buts et objectifs assortis de délais » ; etc.

Évidemment, si l'on accepte le postulat que la pauvreté est une réalité abjecte, d'autant plus inacceptable que l'on possède les capacités techniques l'argent, les médicaments, la science³¹... pour éliminer cette « catastrophe [...] tout aussi évitable que prévisible », on ne peut qu'être d'accord avec l'exigence de résultats et d'engagements concrets. C'est justement en fonction de cette force de l'évidence que le discours de lutte contre la pauvreté parvient à déplacer les frontières de l'acceptable, non seulement en ce qui concerne la représentation de pauvreté mais surtout en ce qui concerne la représentation normative de l'État et du politique.

²⁹ Rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Faire reculer la pauvreté, Le rôle de l'OCDE dans le partenariat pour le développement*, 00 2005 1T 2 P, Paris, OCDE, 2005.

³⁰ « ils **devraient** tout faire » ; « Si la guerre contre la pauvreté est une **priorité** » ; « **doivent** être » ; « **indispensable** » ; « Une tâche **prioritaire** » ; « **ne peuvent** rester sans réagir » ; etc.

³¹ Notons que cette déclaration de Bono, accepte dans l'implicite que, si la pauvreté n'avait pas pu être réduite auparavant, ce serait dû à un manque de capacités techniques d'argent, des médicaments, ou de connaissances. Il n'y a donc aucune place pour l'analyse des relations sociales, politiques ou économiques pouvant engendrer la pauvreté. Son éradication dépendrait seulement de la volonté politique des dirigeants à mobiliser ces techniques, ce savoir et ces richesses pour le compte des plus pauvres. Comme si elles n'étaient pas produites au sein du même système qui a engendré cette pauvreté...

Mais pour saisir ce déplacement, il est nécessaire d'aborder le mécanisme de *dépassionnalisation* de la pauvreté.

4.3- Dépassionnalisation de la pauvreté

Nous l'avons amplement signalé, l'effet de compassion et l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté ne se comprennent complètement qu'en fonction du contrôle du sens que l'on peut donner à la force émotive (excès de sens) qui se dégage du dispositif passionnel. Nous avons vu comment la stratégie illocutoire du RDM/90 parvenait à contrôler cet excès de sens en rendant conditionnelle la réussite de l'impérative lutte contre la pauvreté au fait de disposer des « bonnes » informations sur ce qu'est la pauvreté, ses causes, sa localisation, etc. Ce contrôle du sens de l'effet de compassion est d'autant plus facile à atteindre que ce dernier a préalablement été engendré par l'évocation des chiffres de la pauvreté et des inégalités (*effet de bouclage*). Dans les autres pièces du corpus du champ des discours de lutte contre la pauvreté, on constate la présence de ce même mécanisme, bien qu'il soit souvent orienté vers d'autres objectifs. Ainsi, alors que la stratégie du RDM/90 consistait à présenter le politique comme une simple distorsion des vertueux mécanismes du marché, la plupart des autres locuteurs du discours de lutte contre la pauvreté (à l'exception de l'OCDE) insistent davantage sur les dysfonctionnement du marché et la nécessité d'une intervention politique pour les rectifier. Cependant, il ne faudrait pas exagérer cette distinction puisque, comme nous allons le voir aux chapitres 5 et 6, les interventions étatiques se voient fortement encadrées par la présupposition des « effets positifs de la croissance » ou de la mondialisation au sein d'une conception techniciste du politique, réduisant ce dernier à une « saine » gestion des ressources humaines dans le cadre d'une économie de marché, ouverte et efficace. Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier que le contrôle du rôle de l'État dans le RDM/90 se fait également au sein d'une rhétorique reconnaissant d'emblée la nécessité et les bienfaits de l'intervention étatique.

Les variations au sein de ces différents « savoirs » sur la pauvreté représentent alors une autre règle de dispersion au sein de laquelle il faudra montrer comment ces divergences finissent par converger autour de règles énonciatives communes. Dans les prochaines pages, nous verrons comment le savoir, tout autant quantitatif que qualitatif sur la pauvreté, se présente invariablement comme un distributeur de valeur modale, distribuant (prescrivant) les

places et les formes d'action légitimes des acteurs, de même que le droit à la parole des locuteurs. Nous verrons également comment, en ayant construit l'effet de compassion à travers des indicateurs de développement précis, les « solutions » présentées ne pourront faire autrement que de répondre convenablement à ce miroir légitimant (effet de bouclage).

4.3.1- Contrainte constitutive de quantification

Comme pour le RDM/90, le contrôle du sens de l'effet de compassion procède, dans les autres pièces du corpus, en rendant conditionnelle la réussite de la lutte contre la pauvreté à la disposition de « bonnes » mesures et indicateurs (quantitatifs) permettant de suivre son évolution et de prendre les bonnes décisions politiques. Comme on peut le voir dans les quelques exemples illustratifs suivants :

« Il est **essentiel** de disposer d'**indicateurs sociaux pertinents** et d'**aider** les pays en développement à formuler leurs **propres** plans de développement humain » (PNUD, RMDH/90, p. 7).

« Un troisième moyen est d'allouer des ressources aux zones ou aux communautés pauvres. Pour que cette troisième approche soit **efficace**, il faut disposer d'une **carte de la pauvreté** basée sur un ensemble **fiable** d'**indicateurs de la pauvreté humaine**. » (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 13).

« El desafío más importante que tenemos como sociedad y como nación es la **superación de la pobreza**. [...] Para contar con una **guía clara** en las tareas de **combate** a la pobreza y la marginación, hace menos de un año, mi gobierno dio a conocer y se comprometió con un **mecanismo de medición de la pobreza**. Dimos, así, un **paso decisivo** para poder **evaluar periódica y objetivamente** los **avances** en esta materia. » (Fox /2003³², p. 16).

« Algunos gobiernos diseñaron programas serios y comprensivos para combatirla, pero en cierta forma todos ellos **navegaban a ciegas** porque no tenían más que una **vaga noción** de las **dimensiones del fenómeno** o de sus **características** [...] Hace unos meses se dio a conocer la nueva **metodología** para **definir** la pobreza y para **medirla**. El anuncio constituye un **cambio cualitativamente fundamental** hacia un nuevo estadio en la **conformación** de la **política social** en el país. »³³.

Il est malheureusement impossible d'analyser la masse d'exemples que l'on pourrait mobiliser pour illustrer ce mécanisme (tout comme les autres, d'ailleurs). Pas plus qu'il n'est possible, sans alourdir la démonstration, de signaler tous les mécanismes présents dans chacun des énoncés retenus. Par exemple, nous pourrions signaler la présence de la

³² Presidente Vicente Fox Quesada, *Medición del Desarrollo en México, 2000-2002*, Cuadernos de Unión, n°1, Secretaría de Desarrollo Social, México D.F., juillet 2003.

³³ Luis Rubio dans *Idem*, pp. 12-13.

modalisation axiologique des indicateurs effectuée par le PNUD (RDHM/90) qui, en les qualifiant de *pertinents*, s'attribue la position privilégiée du *judicature*³⁴. La seule chose que nous voulons mettre en évidence par ces exemples c'est la valeur privilégiée³⁵ (condition *sine qua non*) que prend la mesure de la pauvreté dans la réussite de la lutte, elle-même préalablement construite comme étant impérative³⁶. Sans une bonne mesure et de bons indicateurs, la lutte contre la pauvreté se présente comme étant impossible³⁷.

Ce n'est pas le rôle de l'analyse que nous développons ici de statuer sur la véracité de cet énoncé, sur la « nécessité d'une mesure pour la réussite de la diminution de la pauvreté ». Mentionnons seulement au passage que les pays occidentaux ont éliminé la pauvreté (telle que définie statistiquement par l'indicateur monétaire d'un dollar par jour par personne) sans avoir développé une quelconque mesure spécifique de celle-ci³⁸. Mais, le point n'est pas là : ce qui importe pour l'analyse discursive de cette manière de rendre conditionnelle la réussite de la lutte contre la pauvreté à la disposition des « bons » indicateurs, c'est la fonction que cette figure du savoir sur la pauvreté va jouer, par la suite, dans l'établissement des « bonnes » politiques pour la combattre³⁹. C'est ainsi que ce savoir prend valeur de distributeur de valeur modale, dans la mesure où ce sera en fonction de ses conclusions que l'on jugera et appliquera les politiques pertinentes. La valeur fondamentale de ce savoir « prescriptif » fera en sorte que les locuteurs de la scène politique et/ou du développement

³⁴ Que nous avons vu au chapitre 3 et que nous aborderons un peu plus loin dans ce chapitre.

³⁵ « Il est **essentiel** de disposer d'**indicateurs sociaux pertinents** » ; « Pour que cette troisième approche soit **efficace**, il faut disposer d'une **carte de la pauvreté** basée sur un ensemble **fiable** d'**indicateurs de la pauvreté humaine** » ; « *contar con una guía clara en las tareas de combate a la pobreza* » ; « *cambio cualitativamente fundamental* » ; etc.

³⁶ « *El desafío más importante que tenemos como sociedad y como nación es la superación de la pobreza* » .

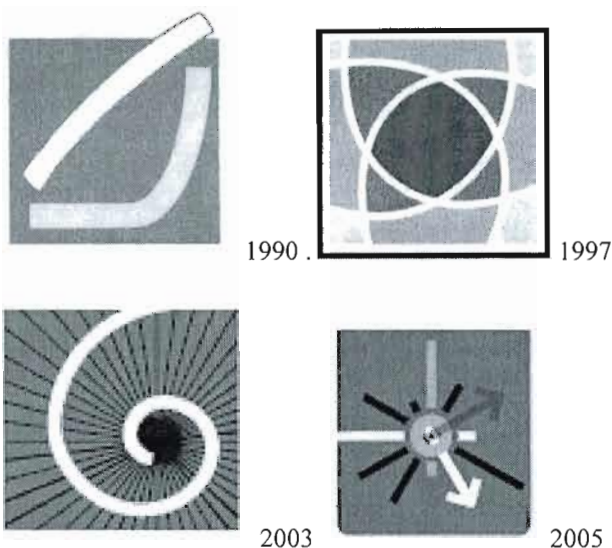
³⁷ « *todos ellos navegaban a ciegas porque no tenían más que una vaga noción de las dimensiones del fenómeno o de sus características* ».

³⁸ Voir à ce sujet, Bruno Lautier, « Une protection sociale mutualiste et universelle: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », in Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions "macro" de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », *CEPAL – SERIE Financiamiento del desarrollo* N° 140, pp. 45-70.

³⁹ « **aider** les pays en développement à formuler leurs **propres plans de développement humain** » ; « *guía clara en las tareas de combate a la pobreza y la marginación* » ; « *evaluar periódica y objetivamente los avances en esta materia* » ; « *nuevo estadio en la conformación de la política social en el país* ».

tireront leur droit à la parole de leur capacité à produire ou du moins à mobiliser de la connaissance. Et ce, indépendamment du contenu de cette connaissance.

Il est intéressant de noter au passage comment la contrainte constitutive de quantification se constate jusque dans le traitement iconographique des pages couverture des RMDH du PNUD. Voyons quelques exemples de ces illustrations de couverture :



Ces dessins abstraits qui peuvent parfois rappeler fleurs ou colimaçons sont en fait des représentations simplifiées de graphiques ou diagrammes montrant différentes corrélations. Celui de 1990, par exemple, « illustre une classification des pays selon deux critères différents. La courbe supérieure représente leur classement selon l'indicateur composite du développement humain, et la courbe inférieure leur classement selon le PNB par habitant »⁴⁰. Le dessin de couverture de 1997, lui, représente le chevauchement entre les différentes dimensions de la pauvreté (qui dans le cas présent sont réduites à quatre, soit : la brièveté de la vie, l'analphabétisme, l'exclusion et le manque de ressources matérielles⁴¹). Le diagramme veut exprimer les différentes combinaisons pouvant exister entre ces dimensions. En 2003, la

⁴⁰ PNUD, RMDH/90, p. ii. « Les deux courbes révèlent que la disparité entre les pays est beaucoup plus grande sur le plan du revenu par habitant que sur celui du développement humain. Il n'y a pas de corrélation automatique entre le revenu par habitant d'un pays et son niveau de développement humain ».

⁴¹ Voir PNUD, RMDH /97, p. 4.

couverture est illustrée par une spirale représentant « le champ toujours plus vaste des opportunités offertes aux pays à mesure qu'ils avancent vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ». Et ainsi de suite, il serait possible de passer en revue l'ensemble des illustrations de couverture des RMDH pour dégager comment le choix éditorial de ces illustrations indique, dès le premier abord de ces documents, la place fondamentale qu'occupe la traduction des différentes dimensions humaines en de multiples et variés indicateurs. À l'inverse, cette simplification et esthétisation des diagrammes permet de les « humaniser », de les rendre plus « sympathiques » et de les rapprocher des « profanes ».

4.3.1.1- Savoir quantitatif et qualitatif sur les causes de la pauvreté

Par contre, ce n'est pas parce qu'il existe un consensus sur la nécessité de disposer d'indicateurs « pertinents »⁴² qu'il y a consensus sur le contenu de ces indicateurs. Si l'on constate le travail sur le sens opéré par la modalisation axiologique « pertinents », c'est bien parce qu'il y aurait des mesures ou des indicateurs qui ne le seraient pas. Le débat entre le PNUD et la Banque mondiale porte justement là dessus. S'opposant à une conception du développement (et de la pauvreté) axée exclusivement sur la croissance, le PNUD s'efforcera de produire de nouveaux indicateurs axés, eux, sur les *capacités* ou sur les *potentialités humaines*, sur les dimensions politiques, sociales et culturelle ou encore sur la *multidimensionalité de la pauvreté*.

Cependant ces nouvelles et multiples dimensions du développement ne pourront être énoncées (audibles, crédibles ou « efficaces ») qu'une fois traduites en indicateurs quantitatifs, confirmant ainsi le rôle du savoir quantitatif quant à la crédibilité et aux capacités d'action des acteurs de la pauvreté et du développement. Cette contrainte « constitutive » de quantification (Cf. chapitre 1) devient d'autant plus évidente lorsque l'on cherche à y introduire des dimensions particulièrement difficiles à traduire en termes quantitatifs :

« ...Et une **mesure quantitative de la liberté humaine** reste encore à définir. Toutefois, l'indicateur a le mérite d'englober des possibilités humaines autres que

⁴² « Il est **essentiel** de disposer d'**indicateurs sociaux pertinents**... », PNUD, *The Social Dimensions of Adjustment Project : an Interim Evaluation*, New York, 1990, p. 7.

le revenu, et constitue donc un pas dans la bonne direction. En outre, il peut être affiné au fur et à mesure que seront **quantifiés un plus grand nombre d'aspects du développement humain** et donc des **choix** qui s'offrent à chacun » (PNUD/90⁴³, p. 1).

S'il est à ce point essentiel de traduire en indicateurs le « plus grand nombre d'aspects du développement humain », c'est justement en fonction du fait que, sans cette traduction, ils ne pourront être ni audibles, ni crédibles ; ils ne pourront s'insérer dans les raisonnements économétriques rendant « objectives », « neutres » et par le fait même, contraignantes, les déductions (projections, modélisations, etc.) auxquelles ils parviennent. Dans cette guerre des chiffres ou des indicateurs de développement, on peut questionner la pertinence de certaines définitions ou mesures concrètes de la pauvreté, mais jamais la relation de nécessité entre la disposition d'indicateurs et la réussite de la lutte contre la pauvreté. La contrainte constitutive de quantification se trouve par le fait même renforcée du fait même de l'existence de débats (règle de dispersion), comme on peut le constater dans les exemples suivants :

« Le développement et le **dénuement humains** comportent de **multiples facettes**. Pour refléter cette complexité, tout indicateur du progrès humain doit donc **agrégier différents indicateurs**. Or, si ceux-ci sont **trop nombreux**, l'indicateur offre une image moins nette et donc plus **difficile à utiliser et interpréter**. D'où la **nécessité d'un compromis**, qui allie les avantages d'une approche **multidimensionnelle** avec la **nécessité** de rendre compte des **privations** les plus **significatives**. » (PNUD, RMDH/90, p. 13).

« De plus, les objectifs en matière de **pauvreté** qui ont été fixés lors du Sommet mondial sont basés sur des **mesures monétaires**, tandis que la plupart des **spécialistes** du développement reconnaissent à présent que la **pauvreté ne se limite pas au revenu** et qu'elle a un caractère **multidimensionnel**. Pour cela, les pays **devraient** commencer à incorporer des **objectifs explicites** en matière de **pauvreté humaine**—tels que la réduction de l'incidence de la malnutrition, l'alphabétisation et l'augmentation de l'espérance de vie—dans les programmes de lutte contre la pauvreté. (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 8).

« Debido a que la Secretaría reconoce que la **pobreza** es un concepto **multidimensional** ha desarrollado, además, una agenda de trabajo para explorar alternativas para mejorar la **medición del desarrollo humano** en un sentido **más amplio**. »⁴⁴.

Le travail du PNUD, depuis 1990, consiste à produire un indicateur composite de développement humain qui ne repose pas seulement sur le revenu, mais qui tient également compte de « l'espérance de vie, du niveau d'alphabétisation et de ressources permettant de jouir de conditions de vie décentes »⁴⁵, « de telle sorte que ces indicateurs du développement

⁴³ PNUD, *The Social Dimensions of Adjustment Project : an Interim Evaluation*, New York, 1990.

⁴⁴ *La Jornada*, « La Medición de la Pobreza en México al año 2001 », Lunes 19 de Agosto de 2002, <http://www.jornada.unam.mx>.

⁴⁵ (PNUD, RMDH/90, p. 1).

[humain] viennent progressivement à faire autorité tant pour les analyses au niveau national qu'au niveau mondial »⁴⁶. De toute évidence, cet objectif a été largement atteint. L'immense consensus obtenu par les concepts mis de l'avant par cette institution –comme le caractère multidimensionnel de la pauvreté et du développement, de même que l'importance à accorder aux capacités, à la Bonne gouvernance ou à l'effectivité des institutions démocratiques, à l'État de droit et aux droits humains– attestent de son influence ou de son « autorité ». La question qui persiste est de savoir si, en humanisant la conception purement économétrique du développement et de la pauvreté, le PNUD –et l'immense quantité de chercheurs, militants, journalistes, gouvernements et partis politiques se servant de ses données– ne seraient pas en même temps en train d'« économétriser » ou du moins de techniciser l'humain. Autrement dit, si en gagnant perpétuellement des batailles contre la conception simpliste, monétaire et néolibérale de la pauvreté, ce « camp » ne serait pas fait imposer la guerre ou du moins le terrain de bataille. L'analyse des prochains mécanismes de la formation discursive paupériste nous aidera à répondre à cette question.

4.3.2- Effet de bouclage (miroir légitimant)

De ces derniers commentaires, il ressort que, indépendamment du contenu des mesures et des indicateurs de la pauvreté (humaine ou monétaire), on constate la présence d'une contrainte constitutive de quantification qui s'explique par la fonction de distribution des valeurs modales jouée par le savoir (technique) sur la pauvreté. Le naturel avec lequel on procède à cette quantification des multiples dimensions de la pauvreté est en grande partie assuré par ce qu'on appelle un *effet de bouclage*, c'est-à-dire, dans le cas concret de la lutte contre la pauvreté, par la construction ou la génération de l'effet de compassion à travers les mêmes chiffres de la pauvreté qui serviront plus tard à construire les solutions, les objectifs ou les politiques. Les descriptions de l'inacceptable pauvreté deviennent ainsi des miroirs légitimants des méthodes qui serviront « ensuite » pour en rendre compte. Comme on peut l'apprécier dans les exemples suivants :

« Supprimer l'énorme accumulation de **misère humaine** reste le défi des années 90. Aujourd'hui encore, plus d'un **milliard d'êtres humains** vivent dans la **pauvreté absolue**, près de **900 millions** d'adultes ne savent ni lire ni écrire, **1,75 milliards** de

⁴⁶ *Ibid*, p. iv.

personnes n'ont pas accès à l'eau potable, près de **100 millions** sont sans abri, **800 millions** ont faim... » (PNUD, RMDH/90, p. 2).

« ...la **misère**, phénomène **abject et déshumanisant** qui touche actuellement plus d'un **milliard de personnes**. » (Déclaration du millénaire, ONU/2000, p. 4).

« Les Objectifs du Millénaire pour le Développement, choisis parce qu'ils étaient **réalistes et réalisables**, sont un engagement des dirigeants du monde à **réduire de moitié** la pauvreté et la faim... » (Oxfam/2005, p. 5).

« De esta forma, las **ayudas asistenciales** juegan un rol fundamental en el acceso a activos generadores de **capacidades**, donde es necesario destacar la **focalización** del gasto público, el cual permite reducir la relación de ingresos entre el **20% más rico** y el **20% más pobre** de la población desde **14 veces** a sólo **8 veces**. » (Piñera/2006⁴⁷, p. 4).

En construisant l'effet de compassion (« misère ») à partir des mêmes termes ou des mêmes chiffres qui serviront ensuite à proposer les solutions ciblées sur les besoins précis des pauvres ou à réduire les inégalités exclusivement par la redistribution des nouveaux « investissements » (scénographie gestionnaire postulant le marché), en les concentrant sur les secteurs les plus pauvres, il se crée une unité ou une univocité autour de la manière de nommer, de dénombrer et de traiter la pauvreté. On ne peut pas prétendre « réduire de moitié » la pauvreté ou la cibler (« focalización »), si on ne l'a pas d'abord quantifiée en fonction de critères discriminants à valeur scientifique.

Et pourtant, il n'y a pas que les chiffres de la pauvreté. En investissant les « multiples » dimensions de celle-ci, ses locuteurs n'ont-ils pas abordé directement ses dimensions politiques comme la participation, la décentralisation, la liberté, les droits humains, etc. ? Malgré la tendance (contrainte constitutive) à la quantification de la pauvreté, n'y a-t-il pas des considérations autres que quantitatives dans leur élaboration et leur justification ? La réponse est, sans aucune équivoque, oui ! Nous ne voudrions pas donner l'impression que les personnes et institutions engagées dans la lutte contre la pauvreté ne sont que des technocrates parfaitement aveuglés par leurs méthodologies et postulats théoriques. Ce dont nous voulons rendre compte, et ce que permet l'analyse du discours, c'est de la présence d'une contrainte énonciative. C'est-à-dire du fait que, indépendamment des conceptions et des intentions des auteurs, il se dégage des positions énonciatives à partir desquelles peut et doit être énoncée la pauvreté ; positions qui tendent à surdéterminer, sinon le contenu, du moins la

⁴⁷ Sebastián Piñera, *Un Chile libre, grande y justo: Se Puede*. Programme de Sebastián Piñera, candidat au deuxième tour (15 janvier 2006) des élections présidentielles au Chili, appuyé par la coalition des partis de droite *Alianza por Chile*.

forme de leur discours. Parmi ces contraintes énonciatives se trouve celle de la quantification ou, pour le dire de manière plus générale, de la technicisation de la pauvreté.

Ainsi, d'une manière plus générale –englobant en cela la contrainte constitutive de quantification– se trouve la contrainte de technicisation. Une technicisation de la pauvreté qui conduit à une réification ou à une naturalisation et à une autonomisation du marché vis-à-vis du politique. Nous verrons plus loin comment procède cette autonomisation du marché. En ce qui concerne l'effet de bouclage, celui-ci est engendré par la construction tautologique de la pauvreté. En définissant la pauvreté en tant que manque d'actifs, de ressources, de capacités ou alors en fonction de taux de mortalité, morbidité ou analphabétisme élevé, le raisonnement conduit le plus naturellement du monde à des solutions prônant l'élévation des actifs, des ressources et des capacités des pauvres ou à la diminution des taux de morbidité ou analphabétisme.

Nous avons vu comment fonctionne ce mécanisme dans la stratégie illocutoire du RDM/90. On se souviendra que l'effet de bouclage permettait de définir le pauvre et la pauvreté dans des termes microéconomiques permettant leur parfait arrimage aux politiques macroéconomiques des Programmes d'ajustement structurel. Il va sans dire que l'effet de bouclage ne s'appuie pas sur le même contenu dans les déclarations du PNUD, d'Oxfam ou du Sommet des peuples⁴⁸. La construction de la pauvreté en tant que miroir légitimant ne s'appuiera pas sur une représentation micro-économique des pauvres mais plutôt sur une définition de la pauvreté à partir des mêmes indices de développement ou de pauvreté humaine qui serviront ensuite à « imposer » (au nom d'un impératif moral) des solutions ciblées sur ces critères :

« La pauvreté, c'est aussi la négation des opportunités et des possibilités de choix les plus essentielles au développement humain: longévité, santé, créativité, mais aussi conditions de vie décentes, liberté, dignité, respect de soi-même et d'autrui. Pour les décideurs, la pauvreté en termes de choix et d'opportunités est souvent un concept plus

⁴⁸ Il importe de préciser que le Sommet des peuples n'incorpore que partiellement le discours de lutte contre la pauvreté. D'un côté il reprend plusieurs de ses règles énonciatives et s'en sert, par exemple, pour promouvoir des objectifs d'investissement social, mais d'un autre, il tend à les subvertir et à les faire entrer dans une logique de lutte, non pas contre la pauvreté mais contre le néolibéralisme, les « spéculateurs, les multinationales et leurs associés », qui en subverti partiellement le sens. Ce commentaire s'applique surtout pour la déclaration de Santiago. Il s'applique moins pour celle de Québec et absolument pas pour celle de Mar del Plata, où on ne retrouve pratiquement plus aucune trace du discours de lutte contre la pauvreté.

pertinent que la *pauvreté monétaire*. Ce concept se concentre en effet sur les causes de la pauvreté, et débouche directement sur des stratégies visant à donner aux individus le contrôle de leur destinée et sur d'autres actions destinées à accroître les opportunités de chacun. (PNUD, RMDH/97, pp. 4-5).

« De plus, les objectifs en matière de **pauvreté** qui ont été fixés lors du Sommet mondial sont basés sur des **mesures monétaires**, tandis que la plupart des **spécialistes** du développement reconnaissent à présent que la **pauvreté ne se limite pas au revenu** et qu'elle a un caractère **multidimensionnel**. Pour cela, les pays **devraient** commencer à incorporer des **objectifs explicites** en matière de **pauvreté humaine**—tels que la réduction de l'incidence de la malnutrition, l'alphabétisation et l'augmentation de l'espérance de vie—dans les programmes de lutte contre la pauvreté. (PNUD-*Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 8).

« Les enquêtes traditionnelles ne mettent pas en lumière les **causes** de la pauvreté et ne produisent pas suffisamment d'**informations utiles pour les politiques**. Pour cette raison, de grandes enquêtes sur les revenus et les dépenses devront être complétées par des enquêtes de suivi rapides **axées sur la pauvreté humaine**, accompagnées d'évaluations participatives. » (PNUD-*Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 15).

Ayant défini la pauvreté (abstraite) à partir des mêmes paramètres que ceux des Indicateurs de développement humain (IDH)⁴⁹, il est assuré que ceux-ci seront plus pertinents que les indicateurs « monétaires » pour en rendre compte, mais aussi qu'ils permettront une approche qui « débouche directement » sur les stratégies proposées par le PNUD.

Mais cet effet de bouclage faisant de la pauvreté un miroir légitimant pour les IDH et les politiques concrètes proposées par le PNUD, doit également être interprété en fonction de ses effets quant à la représentation particulière de la pauvreté qu'il tend à produire et les institutions et politiques qu'il tend alors à « imposer » en fonction de l'impératif catégorique. Car l'équivalence entre la pauvreté en tant que telle et les IDH n'est pas « parfaite ». Il existe un décalage assumé entre la définition générale de la pauvreté « multidimensionnelle » et les IDH. Cette définition « abstraite » de la pauvreté incorpore, en plus des variables constitutives des indicateurs comme la *longévité*, la *santé* et les *conditions de vie décentes*, d'autres notions plus difficiles à quantifier comme la *créativité*, la *liberté*, la *dignité*, le *respect de soi-même et d'autrui*, la *participation politique*, les *droits humains*, etc. Le passage de cette définition générale⁵⁰ vers l'élaboration des indicateurs est justifié par la nécessité

⁴⁹ D'abord, on définit la pauvreté comme une « négation des opportunités et des possibilités de choix », pour ensuite justifier un indicateur qui « débouche directement sur des stratégies visant à donner aux individus le contrôle de leur destinée » (choix) et « à accroître les opportunités ».

⁵⁰ Qui, comme le font remarquer Gilbert Rist (*Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996) ou Frédéric Lapeyre (dans « Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des

d'un système de mesure simple⁵¹... Sans nous attarder à savoir si cette simplification se justifie autrement que par des contraintes institutionnelles (c'est-à-dire s'il y aurait des raisons scientifiques ou méthodologiques justifiant cette simplification), il est important de noter le rôle joué par ces indicateurs. Ceux-ci « **[débouchent] directement sur des stratégies...** » ; ils contraignent (moralelement) : « les pays **devraient** commencer à incorporer des **objectifs explicites** en matière de **pauvreté humaine** » ; « **informations utiles pour les politiques** ». Or, ce qui contraint, ce n'est donc pas la liberté, la participation, la créativité, comme tels mais les indicateurs dérivés de ces principes. C'est-à-dire un savoir « simple » et instrumentalisable, pouvant servir « immédiatement » à l'élaboration de politiques. Grâce à l'effet de bouclage, il devient possible d'énoncer à profusion une série de principes abstraits parfaitement souhaitables par quiconque (*créativité, liberté, dignité, participation politique, droits humains*, etc.), dans la mesure où leur sens concret sera établi à travers le mécanisme de réduction-instrumentalisation à travers la contrainte constitutive de quantification, qui permettra à ces principes de s'insérer parfaitement dans les stratégies particulières des énonciateurs institutionnels.

Notons que c'est ce même effet de bouclage qui permet aux virulentes remises en question des résultats (échecs) de deux décennies de lutte contre la pauvreté de se déployer sans jamais remettre en cause les mêmes stratégies ayant pourtant amplement fait la preuve de leur incapacité à éliminer la pauvreté. Puisque les solutions techniques basées sur le ciblage des pauvres se trouvent préalablement incorporées dans l'implicite de l'énonciation des échecs.

Encore une fois, précisons que ce mécanisme du bouclage fonctionne indépendamment du contenu ou de l'évaluation normative que nous puissions attribuer à ce contenu. Il ne s'agit pas d'établir si les indicateurs de la BM ou de l'OCDE sont plus pertinents que ceux du PNUD ou de *Appel mondial à agir contre la pauvreté (Global Call for Action Against Poverty)*, mais simplement d'identifier le rôle joué par le savoir sur la pauvreté et plus précisément par un savoir fortement contraint à se traduire en indicateurs permettant

politiques néolibérales? », *Alternatives Sud*, Vol. XIII, 2006, n° 1), est davantage une liste de bonnes intentions qu'une définition comme telle.

⁵¹ « Des efforts particuliers doivent être faits pour mettre au point un système de mesure quantitative simple qui englobe les multiples aspects de la liberté humaine. » (PNUD, RMDH/90, p. 14).

l'établissement des « bonnes » politiques pour la combattre. Le détail du fonctionnement du système de sens à travers lequel se crée le contenu de ce savoir sera abordé aux chapitres 5 et 6. Ce n'est qu'en fonction de cette analyse sémantique que nous pourrions identifier plus précisément ses effets politiques. Pour l'instant, l'intérêt de ces chiffres et des corrélations qu'ils permettent d'établir entre et la réduction de la pauvreté et l'éducation, la santé, l'infrastructure, les institutions, etc., réside dans l'établissement des positions énonciatives qui s'en dégagent. En d'autres termes, la contrainte constitutive de quantification tend à attribuer au savoir sur la pauvreté (mais également à celui sur la croissance et la bonne gouvernance), une valeur de figure de légitimation. Indépendamment du contenu qui puisse être attribué à ce savoir, l'ensemble des énoncés contemporains sur la pauvreté devront d'une manière ou d'une autre s'y référer. Ainsi, bien qu'il existe une différence notoire entre, d'un côté, la manière à travers laquelle le RDM/90 (Banque mondiale) utilise la « définition et la mesure précise de la pauvreté » pour circonscrire les sphères d'action légitimes de l'État et, d'un autre côté, la manière à travers laquelle le PNUD, Oxfam ou le Sommet des peuples de Santiago cherchent à l'inverse, à promouvoir une conception expansive des droits sociaux, dans les deux cas ce sera la même instance assertive ou de légitimation (le savoir) qui prendra en charge les politiques « recommandées », qui attribuera au locuteur son droit à la parole ou qui lui garantira l'effectivité ou l'acceptabilité de son propos. Cette convergence polémique-consensuelle autour de diverses mesures et conceptions « multidimensionnelles » de la pauvreté, permet non seulement l'existence d'un débat (et surtout d'un consensus) international, mais elle tend également à engendrer un type particulier de scène politique où la légitimité et la capacité d'action de ses intégrants dépend de leur plus ou moins grande conformité au savoir sur la pauvreté (*distribution des valeurs modales et technicisation du politique*).

Encore une fois, cette convergence autour du savoir en tant que figure commune de légitimation pourrait être trop générale pour que l'on puisse parler d'une règle de dispersion. En effet, le savoir joue cette même fonction dans une série de discours qui ne se structurent pas autour de la lutte contre la pauvreté et qui ne convergent pas nécessairement autour des règles de fonctionnement concrètes de ce savoir. Pensons simplement à la distinction entre socialisme utopique et socialisme scientifique dans la légitimation du marxisme en tant que théorie et pratique hégémonique des mouvements révolutionnaires du XIX^{ième} et du XX^{ième}

Siècle, ou encore à l'importance du positivisme social⁵² dans la légitimation du pouvoir dans les jeunes républiques latino-américaines. Pensons également à l'ensemble de la réflexion foucaldienne sur le savoir-pouvoir s'appliquant tant à la médecine qu'à la sexualité ou aux régimes carcéraux. Nous conviendrons alors que la figure de légitimation du savoir, en elle-même, ne peut constituer un critère suffisant pour parler d'une règle de convergence ou de dispersion.

Sans une interprétation du « type » de savoir construit autour de cette figure de légitimation distributrice de valeur modale, il n'est pas possible d'établir avec précision le sens de l'événement discursif paupériste. Déjà la contrainte constitutive de quantification ou l'incitation à la production d'indicateurs⁵³, nous indique largement une des caractéristiques particulières de ce savoir. Mais, encore, cette caractéristique n'est pas suffisante. Ne serait-ce que l'opposition (du moins apparente) entre la conception monétaire de la pauvreté basée sur les revenus, et la conception multidimensionnelle de la pauvreté appelant une conception expansive des libertés humaines, nous indiquent la possibilité d'une divergence suffisamment grande entre les différentes manières d'utiliser ces indicateurs pour nous interdire de parler immédiatement d'une seule formation discursive. Cette convergence autour du double mécanisme de passionalisation/dépassionnalisation de la pauvreté est sans aucun doute central dans l'établissement des règles de dispersion mais il faut encore poursuivre l'analyse des autres conditions de possibilité pour rendre parfaitement compte de l'unité et de l'identité de la formation discursive paupériste.

4.4- Registre énonciatif pédagogique-doctrinal : Maître et... élèves

Un autre point de convergence, ou une autre règle de dispersion du discours de lutte contre la pauvreté, se situe au niveau du registre énonciatif pédagogique-doctrinal, qui n'est pas sans rapport d'ailleurs avec la figure légitimante et distributrice de valeur modale du savoir. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, ce registre énonciatif particulier

⁵² Michael L. Conniff, « Introduction: Toward a Comparative Definition of Populism », in, Michael Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1982, pp. 3-30.

⁵³ Insérables dans des raisonnements économétriques visant à établir des corrélations vertueuses entre différentes variables (éducation, santé, espérance de vie, institutions, etc.) et la croissance ou l'indice de développement humain...

repose sur un effet de scientificité attribuant une position d'autorité à l'énonciateur du discours qui, à partir de cette position, peut se permettre de statuer sur les « bonnes » politiques (contraignantes) permettant d'atteindre l'objectif (impératif catégorique) de l'élimination de la pauvreté. La particularité de ce savoir « scientifique » est qu'il ne se donne pas comme co-énonciateur la communauté scientifique mais plutôt une série d'interlocuteurs (gouvernements, institutions internationales, opinion publique, société civile, ONGs, etc.) ayant comme position énonciative commune (co-énonciateurs) celle d'un élève recevant le savoir univoque du maître⁵⁴. Ces deux positions énonciatives solidaires, celle du maître et celle des élèves (bons ou mauvais), sont construites par l'*effet d'évidence* qui consiste en l'effacement des marques de l'interdiscours (ou de polémique), le déplacement de l'instance assertive vers les faits eux-mêmes éliminant ainsi toute distance entre les mots et les choses et la position énonciative (et la fonction actantielle) du juge, permettant à l'énonciateur-maître de statuer sur le bon et le mauvais, le souhaitable et l'impossible... à travers une modalisation axiologique des événements. Cette position énonciative permet de déplacer l'instance prenant en charge la modalisation impérative des politiques nécessaires à la réduction de la pauvreté vers les faits eux-mêmes (impératif des faits).

En abordant un à un ces différents mécanismes permettant de construire la position énonciative pédagogique-doctrinale, nous serons à même de mieux comprendre la convergence des positions polémico-consensuelles de la formation discursive paupériste.

4.4.1- Effet de scientificité

En tant que distributeur de valeur modale, le savoir sur la pauvreté est sans équivoque la pierre angulaire de la formation discursive paupériste. C'est en fonction de ce savoir que les locuteurs légitimes de la pauvreté seront identifiés. Que ce soit en produisant de la connaissance ou en se l'appropriant, c'est-à-dire en la faisant circuler, suivant des objectifs qui peuvent tout aussi bien converger que diverger de ceux des institutions productrices de ces connaissances. Le savoir devient un objet de valeur qu'on se dispute et à travers lequel on cherche à donner une place privilégiée à sa propre position ou à discréditer les positions de ses adversaires.

⁵⁴ Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale...

Cette position privilégiée contraint le locuteur. Il ne s'agit pas tant d'un choix personnel mais d'une règle énonciative, d'une institution sociale et discursive qui stipule que pour être audible ou crédible, pour entrer dans le débat ou dans la communauté épistémique des locuteurs de la pauvreté, il est nécessaire de montrer sa *compétence discursive*⁵⁵ en se référant au savoir sur la pauvreté. Or, ce savoir ne s'improvise pas. Il est créé à coup d'enquêtes nationales et internationales extrêmement coûteuses et précises sur le plan méthodologique. Que vaut l'opinion d'un groupe militant s'exprimant au nom « des pauvres et des opprimés » face aux enquêtes « participatives » menées par la Banque mondiale auprès de 80 000 personnes, un peu partout dans le monde ; ou encore, face aux enquêtes réalisées par les Instituts de statistique nationaux sur d'immenses échantillons de la population et en fonction d'un cadre théorique et d'une méthodologie parfaitement bien justifiée et structurée ?

Le fait de ne pas disposer des capacités techniques, institutionnelles ou économiques pour produire de la connaissance sur la pauvreté n'empêche pas que l'on puisse utiliser ce savoir préalablement construit par les organisations internationales, nationales ou par des chercheurs indépendants⁵⁶. Dans cette lutte pour le sens où les données statistiques semblent être le nerf de la guerre, la position du PNUD semble remporter le plus d'adhésion, tant sur le plan des organisations de base que des chercheurs critiques s'opposant à une conception dite néolibérale de la lutte contre la pauvreté et du développement⁵⁷. Cela n'empêcha pas d'autres positions influentes, comme l'hebdomadaire financier *The Economist* de prendre position en

⁵⁵ On se souviendra que la compétence discursive selon Maingueneau (*Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984, p. 53) fait référence à l'aptitude d'un sujet historiquement défini à produire et interpréter des énoncés.

⁵⁶ Mentionnons, à titre anecdotique, l'article intitulé « Mieux vaut être une vache japonaise qu'un Africain » paru dans le n° 794 (19 janv. 2006) du *Courrier international*. Cet article de Mia Couto, écrivain mozambicain de gauche, met en parallèle le fait qu'une vache européenne est subventionnée à raison de 2,5 \$ US par jour et qu'une vache japonaise l'est à valeur de 7\$, alors que la moitié des africains vivent avec moins de 1\$ par jour. Nous détaillerons ce cas de captation-subversion au chapitre 7. Rappelons néanmoins que cette idée n'est en rien nouvelle. Elle avait déjà été évoquée par Mark Malloch Brown, Administrateur du PNUD, dans un article du *Monde* du 31 mai 2003 : « un monde où chaque vache reçoit une subvention annuelle moyenne de plus de 900 dollars, alors qu'un Africain sur deux vit avec moins de 1 dollar par jour est injuste et non viable ». Cet exemple montre non seulement les capacités d'appropriation des chiffres de la pauvreté par des acteurs autonomes, il montre surtout les capacités de circulation du discours de lutte contre la pauvreté, indiquant ainsi une de ses règles de dispersion.

⁵⁷ Lapeyre, « Objectifs du millénaire pour le développement... », p. 10.

faveur des thèses monétaristes réduisant le problème de la pauvreté à une question d'efficacité économique dépendant exclusivement de l'ouverture et la flexibilisation des économies du Tiers monde⁵⁸. Mais, indépendamment de ces positions, ce qui se trouve confirmé par l'usage généralisé des chiffres de la pauvreté c'est la position privilégiée du savoir quantitatif dans le champ discursif de la pauvreté.

Or donc, pour pouvoir s'inscrire au sein de cette position énonciative privilégiée du maître possédant le savoir, il est nécessaire de montrer les marques de cette légitimité en se référant aux études, aux enquêtes, aux spécialistes, aux experts, aux statistiques, aux données, en élaborant des graphiques, des courbes, des équations, des corrélations, etc.

« Nous disposons de **statistiques** globales sur de nombreux aspects économiques de la mondialisation, comme les échanges, la circulation des personnes et les flux de capitaux, mais elles sont **insuffisantes**. Elles **doivent** être **développées** et **complétées** par des **informations de meilleure qualité** sur des sujets sur lesquels les **statistiques** sont relativement **rares**. (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. 156).

« **Nous nous appuyons** ici sur les **travaux** de plusieurs autres **commissions** et de **nombreux spécialistes** ayant examiné le système de gouvernance mondiale et formulé des recommandations pour sa réforme et sa modernisation. » (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. 130).

« Des **analyses récentes** ayant utilisé "l'**indice de sélectivité des politiques**" de la Banque mondiale— une mesure de **corrélation** entre l'**aide** et la **qualité des institutions** dans les pays bénéficiaires—**suggèrent** que le développement des apports d'aide sont de plus en plus sensibles à la qualité des institutions (**telles que définies par l'indice**). » (PNUD, RMDH/05, p. 97).

Inutile de prolonger outre mesure cette série d'exemples. La surabondance de marques de scientificité dans l'ensemble des documents portant sur la pauvreté fait en sorte que l'enjeu ou l'intérêt pour l'analyse ne réside pas tant dans ces marques que dans leur co-habitation avec d'autres marques (celles de l'effet d'évidence) qui empêchent de pouvoir considérer le discours de lutte contre la pauvreté comme un discours scientifique⁵⁹. Ceci n'est aucunement une tare, puisque ce discours ne s'adresse pas tant aux scientifiques qu'aux gouvernements,

⁵⁸ Par exemple, « Poverty and inequality, A question of justice? », *The Economist*, 11 mars 2004; ou encore, « Does Inequality Matter ? », *The Economist*, 16 juin 2001.

⁵⁹ Comme nous l'avons vu pour le RDM/90 au chapitre 3 et comme nous le verrons plus loin, le discours de lutte contre la pauvreté ne présente pas les marques du genre discursif scientifique. Cela est particulièrement notoire dans la position du co-énonciateur qui n'est aucunement un pair avec lequel on discute mais un élève auquel on transmet une leçon. L'absence de citations, l'effet d'évidence, de même que ces modes de diffusion sont autant de mécanismes discursifs qui le distinguent du discours scientifique.

aux institutions internationales, aux bailleurs de fonds, à l'opinion publique, à la société civile, aux ONGs...

À ce sujet, il est intéressant de noter que les marques de scientificité ne se retrouvent pas avec la même vigueur dans les discours proprement « politiques » portant sur la pauvreté. Les gouvernements et partis politiques, par exemple, ne se référeront pratiquement pas, dans leurs discours politiques, à la construction méthodologique des données de la pauvreté. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'incorporent pas ce savoir pour autant mais, tout simplement, qu'ils se contentent de l'appliquer. Cette distinction n'est pas étrangère à la position énonciative du co-énonciateurs (élève) que les gouvernements sont appelés à tenir. Tant les gouvernements que les aspirants à devenir des gouvernements doivent se contenter de réciter la leçon. Toutefois, la position du co-énonciateur-élève n'explique pas tout. La justification scientifique se retrouve en implicite dans l'usage des mesures et des pourcentages exprimant la croissance ou la diminution de la pauvreté. Elle s'exprime de manière plus explicite dans des documents techniques relatifs aux différents ministères ou bureaux de statistiques ou d'assistance sociale.

Cette particularité attire cependant l'attention sur une des fonctions du savoir dans le discours international mis en lumière par Gilbert Rist⁶⁰ : en l'absence (ou en remplacement) d'un pouvoir coercitif de commandement, ces institutions en appellent à leur savoir, à leur expertise et à la sanction morale pour agir sur les gouvernements. Ainsi, il devient intéressant de noter comment les ONGs tendent à s'approprier ce même savoir pour s'attribuer le même pouvoir (ou l'apparence de pouvoir) que « possèdent » ou cherchent à s'attribuer ces institutions internationales⁶¹. Elles deviennent alors des sortes de chiens de garde, veillant localement à l'application de ce même savoir-pouvoir par les gouvernements. Elles tiennent alors parfaitement le rôle que leur assigne le discours des institutions internationales, c'est-à-dire celui de la société civile ou des organisations locales (contre pouvoir, *check and balance*) dans les énoncés portant sur la décentralisation, la participation et la transparence. Voyons comment cela se produit dans le cas des ONGs que nous avons retenu dans notre corpus :

⁶⁰ Rist, « Le prix des mots... », p. 19.

⁶¹ Voir également à ce sujet, Dominique Maingueneau, « Les rapports des organisations internationales : Un discours constituant ? », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, pp. 119-132.

Il est nécessaire de **réévaluer** cette **littérature académique** à trois niveaux. Tout d'abord, de **nombreuses études** se sont concentrées sur **l'analyse** du **lien** entre aide et croissance, au détriment d'autres **méthodes** de réduction de la pauvreté, comme les dépenses consacrées aux services de base, et sans accorder beaucoup d'attention au fait que la croissance n'entraîne pas nécessairement une réduction de la pauvreté. Ensuite, de **récentes analyses** de la **littérature** sur le sujet, comme celles menées par **Hansen et Tarp**, ont **montré** que seule une minorité des **études** consacrées à la relation entre aide et croissance a **montré** des **résultats** négatifs. Enfin, une **réévaluation** des anciennes **recherches** pessimistes avec de **nouvelles techniques** a **inversé les conclusions**, démontrant en fait une **relation positive** entre aide et croissance. (Oxfam/2005, p. 28).

« Se concibe el Observatorio Social como la instancia encargada de operar un **sistema de monitoreo de indicadores** del desarrollo de Programas Sociales. La creación de esta instancia se sustenta en la necesidad de contar con **instrumentos** para la **observación (recolección, procesamiento, análisis y divulgación) de información** que permita a las autoridades locales, a las organizaciones de la Sociedad Civil y, en forma progresiva a las comunidades y ciudadanos en general, **monitorear** los avances en materia de **cumplimiento** de los **compromisos adquiridos** en los **Programas de gobierno** con la implementación de los Programas Sociales. » (*Sinergia-Venezuela* /2004⁶², p. 6).

« En él presentamos a la discusión pública una **alternativa** para avanzar en la **construcción de un país más equitativo**, donde todos los habitantes tengan **iguales oportunidades**. El acento del **estudio** está puesto en la **definición** de “mínimos sociales garantizados” para cada uno de los chilenos, en las áreas tradicionales de salud, educación, vivienda y subsidios monetarios, adecuados a la realidad y las posibilidades d un país como Chile. » (*Fundación Pobreza-Chili/99*⁶³, p. 3).

« La propuesta a veces incluye **términos y conceptos** poco usuales en nuestro lenguaje corriente. Debido a que no siempre se pueden evitar, cuando aparecen por primera vez en el texto, los hemos destacado con letra *cursiva* para indicar al lector que encontrará su significado o definición en el Anexo 2, “**Definición de términos y conceptos**”. » (*Fundación Pobreza-Chili/99*, p. 4).

Nous voyons dans ces exemples comment les ONGs peuvent s'approprier des études scientifiques pour les mobiliser dans une argumentation qui leur permet de mettre de l'avant leurs objectifs. Mais également, la possibilité qu'elles ont de produire leurs propres études qui ne manquent pas de recueillir les indicateurs, concepts et définitions des institutions internationales.

Ainsi, en cherchant à s'approprier la position privilégiée de l'énonciateur (et du producteur) du savoir – à travers la manipulation de la terminologie et de la méthodologie scientifique – les ONGs tendent à confirmer le rôle de ce savoir, en tant que distributeur de valeur modale. L'objectif explicite de ces études étant de « monitorer » (contrôler) les

⁶² Asociación Nacional de Organizaciones de la Sociedad Civil / Sinergia (Venezuela), <http://www.sinergia.org.ve>

⁶³ Fundación Pobreza, *Podemos superar la pobreza y lograr mayor equidad. Una propuesta de política social para Chile*, Santiago, Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, 1999.

politiques gouvernementales, elles placent les gouvernements dans la même position de l'élève (co-énonciateur) que l'on retrouve dans la stratégie illocutoire du RDM/90, dans le principe de conditionnalité ainsi que dans le discours des institutions internationales en général. Même si les objectifs particuliers de ces ONGs peuvent être de « donner à la société les outils pour intervenir dans la discussion publique », en le faisant à travers le savoir sur la lutte contre la pauvreté, c'est d'avantage à ce savoir qu'à la société qu'ils donnent des capacités d'action et d'influence. De cette manière, les ONGs, pour locales, humanistes, de gauche et proches des populations qu'elles soient, ne tendent pas moins à confirmer et à permettre l'internalisation, par les sociétés concrètes, de cette internationalisation, privatisation et technicisation du politique à laquelle procède le savoir sur la lutte contre la pauvreté⁶⁴.

4.4.2- Effet d'évidence

Cependant, bien que l'effet de scientificité soit fondamental pour l'établissement de la position d'autorité permettant à l'énonciateur (maître) de faire la leçon à ses co-énonciateurs (élèves), il n'est pas possible de trouver dans le discours de lutte contre la pauvreté les marques permettant de l'insérer dans le *genre discursif scientifique*⁶⁵. Nous pensons notamment à une des caractéristiques fondamentales des discours scientifiques qui consiste à « faire coïncider le public de ses producteurs et celui de ses consommateurs : on n'écrit que pour ses pairs, lesquels à des communautés restreintes au fonctionnement rigoureux »⁶⁶. Bien entendu, ce commentaire ne s'applique pas aux études scientifiques qui participent de plain pied à l'événement discursif paupériste mais qui, elles, se trouvent fortement encadrées par les règles énonciatives propres à ce genre. Nous ne reviendrons pas sur les critiques

⁶⁴ Pour une analyse critique du rôle des ONGs dans la redéfinition des rapports entre l'État et la société civile, voir Joachim Hirsch, « The State's New Clothes, NGOS and the Internationalization of States », *Rethinking Marxism*, Vol. 15, number 2, April 2003, pp. 237-262; voir également MacDonald, L. « NGO's and the problematic discourse of participation : cases from Costa Rica », in Moore, D.B. et Schmitz, G.J. (éds.), *Debating Development Discourse : Institutional and Popular Perspectives*, New York, St Martin's Press / Londres, Macmillan, 1995 pp. 201-229.

⁶⁵ Voir Maingueneau, *L'analyse du discours...*, pp. 190 et suivantes. Voir également Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, 1976, pp. 88-104 ; Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, pp. 31 et suivantes ; Algirdas Julián Greimas, *Sémiotique et sciences sociales*, Paris, Éditions du Seuil, 1976 ; voir également Greimas *et al.*, *Introduction à l'analyse du discours en sciences sociales*, Paris, Hachette, 1979.

⁶⁶ Maingueneau, *L'Analyse du discours...*, p. 191.

formulées par Béatrice Hibou à l'égard de la simplification à outrance du cadre théorique des études produites par les spécialistes de la Banque mondiale⁶⁷. Nous ne reviendrons pas non plus sur les critiques épistémologiques que nous avons signalées au premier chapitre indiquant la trop grande proximité entre le savoir scientifique sur la pauvreté et les institutions particulières, praticiennes de la lutte contre la pauvreté. À ce niveau de l'analyse, ce qui nous importe ce ne sont que les traces discursives de scientificité. Or, formellement, ces traces se retrouvent dans les études scientifiques susmentionnées.

L'analyse de l'effet d'évidence porte sur les pièces de corpus au sein duquel ne figurent pas les études scientifiques, étant donné leur traitement particulier au chapitre premier, mais également en fonction de leur règles énonciatives particulières qui auraient nécessité un traitement à part, ce qui, par ailleurs, pourrait parfaitement être réalisé dans des études ultérieures⁶⁸. En ce qui concerne l'étude de l'effet de circulation que nous entreprenons ici, les études scientifiques ont un rôle en amont (dans la production de connaissances qui se transformeront ensuite en vulgate⁶⁹, mais elles ne participent pas directement à l'effet d'évidence. Ce mécanisme, qui consiste à occulter les traces de l'interdiscours de manière à ce que les faits se racontent d'eux-mêmes, donne au locuteur la place privilégiée de la Vérité (révélée) et le rôle du juge universel, capable de statuer sur le bien et le mal, le probable et l'impossible...

4.4.2.1- Déplacement de l'instance assertive vers les faits eux-mêmes

Alors que pour générer l'effet de scientificité, il était nécessaire que la véracité de l'énoncé soit prise en charge (instance assertive), non pas directement par l'énonciateur, mais par une étude, un auteur ou encore par la figure des études (en général), de la littérature sur le

⁶⁷ « le discours proposé par les institutions de Bretton Woods est construit autour de trois principes plus ou moins implicites : l'introduction de la norme libérale de l'Etat minimum et notamment de la norme libre-échangiste ; la recherche de la simplicité à tout prix ; et la volonté de circonscrire le politique ». Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne, Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les Études du CERI*, N° 39 - mars 1998, pp. 4-5, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude39.pdf>

⁶⁸ Sur le lien entre connaissance et intérêts institutionnels, voir Bourdieu, « Le champ scientifique... »

⁶⁹ « Ce discours offre, et tente parfois d'imposer, une certaine vision de la réalité économique ; il cherche à transmettre une *vulgate* économique. », Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale... », p. 5.

sujet, des spécialistes ou des statistiques, l'effet d'évidence, lui, exige exactement le contraire. L'énonciateur du discours avance des vérités, des causes et des effets, sans les référer à quoi que ce soit d'autre que les faits eux-mêmes. Comme on peut le constater dans les exemples suivants :

« Cet appauvrissement est dû principalement à la **stagnation économique des années 80**. Si, malgré un revenu moyen élevé, la pauvreté est à ce point répandue en Amérique latine, **c'est en raison de la mauvaise répartition du revenu** dans de nombreux pays. » (PNUD, RMDH/90, p. 24).

« Como país, **hemos construido** un camino que **nos llevará al progreso económico** y a la **plena armonía social**, siempre y cuando seamos capaces de ofrecer reales **oportunidades** de futuro a las chilenas y a los chilenos más carentes. » (Frei 1994⁷⁰, p. 6).

« La pauvreté monétaire connaît des évolutions très différentes dans des pays en développement affichant pourtant des taux de croissance économique similaires, **situation qui s'explique** en partie par la **disparité des conditions initiales** et en partie par la **mesure dans laquelle la croissance intervient dans des secteurs où les pauvres ont une activité économique** et dans des **régions** où ils vivent. (OCDE/2006⁷¹, p. 3).

Nous voyons dans ces exemples comment des événements, qui sont pourtant reconnus ailleurs comme étant multidimensionnels et problématiques, semblent n'avoir que des causes simples et univoques. En affirmant, par exemple, que l'augmentation de la pauvreté dans les années 1980 est due « principalement à la **stagnation économique des années 80** »⁷² ou encore que la persistance de la pauvreté malgré la présence de taux de croissance significatifs s'explique par « la **mauvaise répartition du revenu** », « la **disparité des conditions initiales** », par le type de croissance (favorable ou non aux pauvres) ou le manque d'engagements concrets des gouvernements ou des bailleurs de fonds, l'énonciateur se permet d'énoncer des vérités sans avoir à négocier sa place au sein d'un interdiscours parsemé de positions contradictoires. Formellement celui qui se porte garant de la véracité de ce qui est avancé reste l'énonciateur, mais l'effacement des marques de prise en charge

⁷⁰ Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1994.

⁷¹ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Réseau du CAD sur la réduction de la pauvreté (POVNET), *Croissance favorable aux pauvres, Déclaration de principe*, 5 avril 2006.

⁷² Soulignons au passage que le PNUD participe et constitue une des conditions de possibilité de la stratégie illocutoire du RDM/90 qui consistait à répondre par prolepse aux accusations pesant sur les PAS quant à leur responsabilité dans l'augmentation de la pauvreté. En ne parlant que de la stagnation économique, cette description performative occulte l'interdiscours et présente cette interprétation particulière comme la seule possible.

(« selon nous », « des études ont montré », etc.) engendre un effet d'évidence donnant l'impression qu'il n'existe qu'une seule interprétation possible des faits. Comme si celle-ci appartenait à la nature-même des choses ; comme si le langage était aussi limpide que l'air qu'on respire ; comme si les faits se racontaient d'eux-mêmes. Ainsi, l'instance assertive, qui prend en charge la valeur de vérité des faits, n'est donc pas directement l'énonciateur ou encore des études sur le sujet, mais les faits eux-mêmes.

L'instance assertive reste tout de même le savoir puisque c'est au nom de leur expérience, de leur expertise ou d'études, que l'énonciateur de la pauvreté peut ensuite se permettre de tirer les conclusions qui s'imposent, sans avoir à les expliquer. L'effet d'évidence se trouve donc également traversé par la contrainte constitutive de quantification ou de technicisation, puisque c'est au sein de cette réduction de la pauvreté à sa dimension instrumentale, à travers son insertion dans des indicateurs (« multidimensionnels » ou non), que sont produites ses *descriptions performatives*⁷³. En cela, il peut être considéré comme un effet de bouclage, puisqu'il permet aux définitions et aux indicateurs de la pauvreté d'apparaître comme étant parfaitement conformes à la réalité même de la pauvreté. Cependant, si nous l'abordons séparément, c'est pour isoler et identifier l'effet particulier qu'engendre la convergence de tous ces mécanismes. En effet, au sein de la circulation discursive, ce qui circule n'est pas tant le débat méthodologique ou même les indicateurs, mais leurs conclusions synthétiques sous forme d'évidences ou de consensus. Nous l'avons noté pour les partis politiques ou les discours présidentiels, qui ne participent pas directement à l'effet de scientificité, mais qui incorporent leurs conclusions pour élaborer des politiques parfaitement conformes à ce savoir.

Nous pouvons alors parler de l'effet d'évidence comme l'*envers* de l'effet de bouclage, puisque, au lieu de légitimer l'exactitude des mesures⁷⁴ en *décrivant* le monde dans les mêmes termes que ceux des indicateurs (effet de bouclage), l'effet d'évidence s'appuie sur l'*exactitude* de ce savoir pour trancher sur des sujets polémiques. Cette circularité ne fait

⁷³ Rappelons la note du chapitre antérieur (section 3.2.3) qui met en évidence comment, en décrivant le monde d'une certaine manière, et en étant reprises de la sorte, ces « descriptions » accomplissent un acte de parole, « font-faire ».

⁷⁴ Dans les deux sens du terme : étant donné que la *mesure* de la pauvreté conduit à l'adoption de *mesures* pour l'enrayer.

donc que renforcer l'effet d'évidence qui permet à une conception particulière de s'imposer comme la seule manière d'appréhender la pauvreté, le développement et, en dernière instance, le politique.

4.4.3- Modalisation déontique : l'impératif des faits

L'effet d'évidence entretient également des rapports privilégiés avec l'impératif catégorique de lutter contre la pauvreté. En effet, au sein de ce mécanisme, on ne retrouve pas seulement des descriptions performatives mais aussi des prescriptions, qui s'énoncent également sans aucune marque de prise en charge. Comme nous pouvons le constater dans les prochaines citations :

« Tout cela devrait et peut être réalisé dans le contexte d'économies ouvertes et de sociétés ouvertes. » (OIT, *Une mondialisation juste*, 2004, p. xi).

« **Il faut** adopter de nouvelles conceptions audacieuses pour garantir le respect de tous les droits de l'homme pour tous les individus et dans tous les pays au XXI^e siècle. Ces conceptions doivent être **adaptées aux opportunités** et à la **réalité** de la **mondialisation**, à ses **nouveaux acteurs** et à ses **nouvelles règles planétaires**. » (PNUD, RMDH/2000, p. 6).

« Une telle **restructuration** des priorités budgétaires **exigera** un formidable courage politique. Mais **il n'est guère d'alternatives** et les avantages peuvent en être immenses. » (PNUD, RMDH/90, p. 5).

« **Vivimos, en la era de la globalización, mi deber** como Presidente es trabajar para que Chile **entre al mundo global**, aprovechando al máximo sus **oportunidades** que se nos ofrecen, disminuir los **riesgos** y cuidar que los **beneficios** de esa globalización, esos **beneficios se distribuyan equitativamente** entre todas las familias. » (Lagos 2002⁷⁵, p. 3).

« ...la **reforma integral del Estado**, una definición más **contemporánea** de sus funciones, una **adaptación** de su **papel** a los **nuevos tiempos** y a los **nuevos retos**, es sencillamente **apremiante** » (Lusinchi 1984⁷⁶, p. 19).

Cette manière d'énoncer des ordres ou des obligations (modalisation déontique)⁷⁷, en les faisant prendre en charge par la force des choses (impératif des faits)⁷⁸ permet donc aux

⁷⁵ Presidente Ricardo Lagos Escobar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 2002.

⁷⁶ Jaime Lusinchi, *Programa de gobierno de Jaime Lusinchi*, Caracas, Express Print, 1984.

⁷⁷ « devrait et peut être réalisé » ; « Il faut » ; « doivent être » ; « exigera » ; « il n'est guère d'alternatives » ; « *mi deber* » ; « *es sencillamente apremiante* ».

⁷⁸ « dans le contexte d'économies ouvertes et de sociétés ouvertes » ; « adaptées aux opportunités et à la réalité de la mondialisation » ; « *il n'est guère d'alternatives* » ; « *Vivimos, en la era de la globalización* » ; « *definición más contemporánea de sus funciones, una adaptación de su papel a los nuevos tiempos y a los nuevos retos* » ; etc.

énonciateurs de la lutte contre la pauvreté de s'attribuer toute la force de l'évidence et du consensus existant autour de la lutte contre la pauvreté pour statuer sur de profondes réformes de l'État et des scènes politiques, sans avoir à prendre en charge directement la responsabilité ou l'odieux de l'impératif. Notons que ces modalisations déontiques prises en charge par les faits eux-mêmes impliquent également l'effacement du locuteur derrière un récit des faits qui semble se raconter de lui-même. Cet effacement ne porte pas nécessairement les marques distinctives d'un récit (Benveniste) (passé simple, absence d'embrayeurs), mais il engendre un effet semblable du fait de la réduction de la distance entre les mots et les choses (tout se passe comme si « les événements se racontaient eux-mêmes »⁷⁹), du fait de l'absence de prise en charge directe par le locuteur de la véracité de ses dires.

4.4.4- Effacement des marques de l'interdiscours :

Un débat peut en cacher un autre

Pour que les faits s'énoncent d'eux-mêmes, il ne doit pas y avoir de traces d'un débat. Il faut donc éviter d'énoncer de manière polémique⁸⁰. Il ne faut pas mobiliser la parole d'un autre pour montrer comment sa propre position est meilleure. Il faut au contraire que la position défendue apparaisse comme étant la seule. La manière la plus efficace pour réussir cet effacement est, comme nous venons de le voir, de procéder par de simples *descriptions performatives* (qui accomplissent quelque chose, qui créent une nouvelle réalité en la décrivant). Néanmoins, malgré cette contrainte du consensus, il arrive parfois que le débat s'impose de lui-même et laisse ne serait-ce que de faibles marques dans le processus d'énonciation. C'est le cas, par exemple du débat entre le PNUD et la Banque mondiale autour de la mesure et/ou de la définition de la pauvreté (humaine versus monétaire). C'est aussi le cas des critiques surgies au tournant du millénaire au sujet du manque de volonté des acteurs (gouvernements et aide internationale), à partir du moment où les politiques de lutte contre la pauvreté et les engagements pris à Copenhague (1995) ou lors de la Déclaration du millénaire montraient de sérieux signes d'échecs. Nous avons vu cependant que ces deux polémiques devaient être considérées comme des relations polémico-consensuelles plutôt que comme des oppositions entre deux positions s'excluant mutuellement. Ainsi, bien que ces

⁷⁹ Émile Benveniste, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966, p. 241.

⁸⁰ Catherine Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation, De la subjectivité....*

polémiques (consensuelles) affichent clairement les traces d'un certain interdiscours, elles tendent néanmoins à masquer d'autres positions ne participant pas au débat et se trouvant alors exclues, ignorées, évacuées de la sphère du pensable.

Pour exemplifier ce principe, attardons nous quelques instants sur le débat entre le PNUD et la Banque mondiale. On se souviendra de la stratégie du RDM/90 consistant à répondre par prolepse à une critique qui, du fait de cette prolepse, restait « absente » de l'énonciation. Cette critique « absente » ne se manifestait « concrètement » qu'à travers l'évocation de l'UNICEF. Nous avons fait remarquer alors qu'il y avait plusieurs autres critiques beaucoup plus radicales, dont celles des pays débiteurs qui critiquaient les PAS en fonction de l'ingérence que ceux-ci représentent par rapport à leurs sphères de souveraineté (et qui, de plus, demandaient que les responsabilités pour la crise de la dette des années 1980 soient partagées entre les débiteurs et les créanciers en non pas assumées exclusivement par les gouvernements et les populations du Tiers monde)⁸¹. La stratégie du RDM/90 pour effacer cet interdiscours dérangeant consistait à ne répondre qu'à la critique onusienne portant sur les effets paupérisants des PAS, tout en déplaçant la responsabilité de cette augmentation de la pauvreté vers la récession économique et les mauvaises politiques des gouvernements. En entrant en polémique avec la Banque mondiale au sujet de la définition de la pauvreté, le PNUD est en train de consolider cette même occultation de l'interdiscours. Cela le conduit à reproduire exactement les mêmes stratégies que celles du RDM/90, postulant la nécessité de l'ajustement et déplaçant les causes de la pauvreté vers la crise économique des années 1980, ou encore vers les mauvaises politiques des gouvernements, plutôt que vers les PAS :

« Cet appauvrissement est dû principalement à la **stagnation économique des années 80**. Si, malgré un revenu moyen élevé, la pauvreté est à ce point répandue en Amérique latine, **c'est en raison de la mauvaise répartition du revenu** dans de nombreux pays. » (PNUD, RMDH/90, p. 24).

« Étant donné que les possibilités de **réaffectation des dépenses** dans les budgets existants sont considérables, les coûts humains des mesures d'ajustement structurel de leurs économies entreprises par de nombreux états sont souvent un **choix et non une contrainte**. » (PNUD, RMDH/90, p. 5).

⁸¹ Paul Mosley, Jane Harrigan, John Toye, « World Development and International Finance since 1970, in *Aid and Power. The World Bank and Policy Based Lending* vol.1, Londres et New York, Routledge, 1991, pp. 3-26.

Dans le premier de ces exemples, le PNUD déplace l'instance prenant en charge l'augmentation de la pauvreté vers « la stagnation économique des années 80 » et sa persistance malgré la reprise économique, vers « la mauvaise répartition des revenus ». Dans le deuxième exemple, la responsabilité des « coûts humains des mesures d'ajustement structurel » est déplacée vers les gouvernements qui n'ont pas fait les bons choix au sein des « possibilités [considérables] de **réaffectation des dépenses** dans les budgets existants ».

Dix et même quinze ans plus tard, ces mêmes postulats fonctionnent encore, mais cette fois-ci pour expliquer l'incapacité des programmes de lutte contre la pauvreté à réduire la pauvreté :

« Le consensus actuel sur l'importance d'une croissance favorable aux pauvres continue de pâtir de l'incapacité de recommander des actions concrètes et des réformes concrètes des programmes d'ajustement structurel. Une partie du problème est la confusion qui règne concernant ce qui constitue une croissance favorable aux pauvres et les moyens de la mesurer. » (PNUD-*Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 10).

« Si la **guerre contre la pauvreté** est une **priorité**, les gouvernements **ne sont simplement pas crédibles** en attachant si peu d'importance aux **budgets** d'aide destinés à **sauver des vies humaines**. » (PNUD, RMDH/05, p. 100).

Les programmes d'ajustement structurels sont toujours postulés dans des énoncés portant sur les « réformes concrètes » que l'on pourrait y apporter, sans qu'ils soit imaginable que l'on puisse les remettre en question dans leurs fondements. La « stratégie d'une croissance favorable aux pauvres », qui équivaut essentiellement à la « stratégie à deux volets » du RDM/90⁸², n'est pas non plus remise en question par cette « polémique » autour de sa définition et de sa mesure. Au contraire, ses échecs sont expliqués en fonction de ces erreurs de mesure ou de définition, pour ainsi poursuivre sur la bonne voie malgré les sérieux cumuls de signes d'échecs. De même, en cherchant à expliquer les échecs des *Objectifs du millénaire*, le PNUD déplace la responsabilité vers les gouvernements, qui « ne sont simplement pas crédibles ».

Nous avons vu plus haut (section 4.2.3) comment cette critique du « manque de volonté politique » de « sincérité » ou de « crédibilité » était également partagée par Oxfam

⁸² Consistant à « pratiquer tout d'abord un **type de croissance** qui **mette à profit** ce qui est la plus abondante des **ressources du pauvre**, à savoir sa **force de travail** ; lui donner, ensuite, largement accès aux **services sociaux de base**, et en particulier à l'**instruction primaire**, aux **soins de santé primaires** et au **planning familial**. D'abord donc, **ouvrir des perspectives** ; ensuite **donner aux pauvres les moyens d'en tirer parti** » (BM, RDM/90, p. iii).

et, plus généralement, par la coalition *Global Call for Action Against Poverty*, au sein de laquelle se retrouvent plusieurs réseaux d'ONGs nationales et internationales, des syndicats du Nord comme du Sud, des communautés religieuses et des personnalités artistiques et politiques, et qui jouit d'une notoire reconnaissance dans les médias et les forums internationaux. Ce que permet cette « occultation » des marques de l'interdiscours à travers des polémiques consensuelles, c'est donc de surdéterminer les termes du débat public en reconnaissant un nombre restreint de positions et d'acteurs, tendant ainsi à traduire l'ensemble des polémiques et des critiques pouvant exister dans le champ discursif de ces énoncés au sein d'un seul et même système de valorisation qui annule ou neutralise les questionnements de fond, externes au consensus sur la lutte contre la pauvreté.

4.4.5- Modalisation axiologique et judiciaire universel

En déplaçant l'instance de l'assertion vers les faits eux-mêmes, l'énonciateur de la pauvreté se donne une position énonciative privilégiée. Cette équivalence parfaite entre le savoir, les faits et l'énonciateur, produite par l'effet d'évidence, construit une position d'énonciation particulière : celle du *judicature universel*. S'il est capable de dire le monde tel qu'il est, s'il n'a pas besoin de négocier sa place dans un interdiscours tissé de positions divergentes, c'est que sa position d'énonciation se confond avec celle de la *Vérité révélée*. Comme on peut le voir dans les extraits suivants cette position d'énonciation privilégiée lui permet également de statuer sur le bien et le mal, sur le souhaitable et l'impossible :

« Et des gouvernements **fonctionnant correctement** et accordant la priorité à la lutte contre la pauvreté sont évidemment les **mieux** à même d'utiliser **efficacement** l'aide fournie. » (Oxfam/2005, p. 11).

« Dans de **bonnes conditions**, le commerce peut être un **excellent catalyseur** pour le développement humain. » (PNUD,RMDH/05, p. 3).

« Seré promotor del nuevo modo de vida campesino, donde su trabajo se traduzca en **ingresos justos** y bienestar. A ellos los convoco a un esfuerzo adicional en el empeño de producir más y **mejor**, y de asumir de manera plena y **responsable** el control de sus organizaciones. » (Salinas, 1988⁸³, p. 9).

« Nous savons qu'il n'existe pas de recette miracle pour vaincre la pauvreté, mais nous connaissons les conditions de la réussite du développement : programmes d'éducation et de santé **susceptibles de renforcer les capacités humaines** des pays ; **bonnes pratiques**

⁸³ Carlos Salinas de Gortari, *Toma de posesión*, 1988, Instituto Nacional de Estudios Políticos, México D.F., <http://www.inep.org>

de gestion et gouvernement intègre ; système de justice **efficace** ; et système financier **bien organisé** et surveillé. » (Monterrey/2002, p. 93).

Dans ces exemples, on peut apprécier comment l'objet (*gouvernements, politiques, environnement économique, dépenses publiques, décisions*, etc.) est modalisé par des adjectifs axiologiques (*correctement, bonnes, appropriées, excellent, bien, transparent...*) qui, comme l'a montré Catherine Kerbrat-Orecchioni⁸⁴, impliquent un jugement de valeur, c'est-à-dire une relation normative entre l'énonciateur et l'objet découlant de leur positionnement sur un axe hiérarchisé. Ainsi, tout comme pour le RDM/90, l'énonciateur des autres pièces du corpus tient une position de juge universel (judicature) à partir de laquelle il peut établir quelles sont les « bonnes » (modalisation axiologique) politiques que les gouvernements « doivent » (modalisation déontique) appliquer en fonction des causes de la pauvreté ou des conséquences *univoques* des politiques (déplacement de l'instance assertive vers les faits eux-mêmes). Cette position n'est d'ailleurs pas exclusive aux organisations internationales : les ONGs les groupes militants et les gouvernements peuvent également se saisir de cette position pour statuer sur la qualité des actions menées par les gouvernements, les organismes internationaux ou par les populations (pauvres ou non).

L'abstraction de cette position énonciative est tout à fait éclairante pour l'interprétation de la circulation du discours de lutte contre la pauvreté, puisque c'est cette *place d'autorité* qui est en jeu. Les débats qui se déroulent au sein de ce discours ne peuvent porter *sur* la légitimité de cette relation d'autorité suprême dévolue à l'énonciateur puisque cette position est constitutive de ce discours. On ne peut que contester la légitimité d'un groupe, d'un pays ou d'une institution à occuper cette place mais jamais remettre en question cette place que l'on cherche à occuper. C'est cette position de juge (ou, comme nous le verrons immédiatement, du *maître*) qui incite au discours sur les indicateurs puisque, en dernière instance, c'est ce savoir qui accorde aux énonciateurs de la pauvreté leur capacité à trancher entre le bien et le mal, le vrai et le faux, le probable et l'improbable, l'essentiel et le superficiel, l'inéluctable l'impératif et l'impossible.

⁸⁴ Kerbrat-Orecchioni, *L'énonciation, De la subjectivité...*, p. 83.

4.5- Position énonciative du Maître

En énonçant d'une certaine manière, l'énonciateur d'un discours est immédiatement en train d'engendrer un acte de langage, en train d'affirmer sa légitimité à parler de la sorte. Ce qui n'empêche pas que cette position d'énonciateur compétent soit également protégée par une série d'institutions. Comme nous venons de le dire, c'est en fonction du savoir sur la pauvreté, sur les équilibres économiques et sur la bonne gouvernance que l'énonciateur de la pauvreté peut se permettre de statuer sur les politiques qu'il faut mettre en place. Cependant, comme nous l'avons dit plus haut, ce savoir ne s'exprime pas au sein d'un registre énonciatif scientifique qui traiterait le co-énonciateur comme un pair avec lequel on discute (occultation des traces de l'interdiscours). La position énonciative qui se dégage de l'ensemble des mécanismes constitutifs de l'effet d'évidence est plutôt celle d'un maître qui transmet sa connaissance à ses élèves sans leur reconnaître la capacité à questionner ou à débattre des fondements de cette connaissance. En fait, dans les conceptions contemporaines de la pédagogie ou alors dans une perspective d'éducation populaire, on pourrait dire qu'il s'agit d'un bien mauvais maître. Ce pourquoi nous précisons qu'il s'agit, non seulement d'une position énonciative pédagogique, mais bien « pédagogico-doctrinale ». Comme nous l'avons dit au troisième chapitre, le caractère doctrinal vient de la position d'autorité détenue par l'énonciateur qui, en fonction d'un ensemble de notions tenues pour vraies et organisées en système, « prétend fournir une interprétation des faits [tendant à] orienter ou diriger l'action de l'homme »⁸⁵.

Il est pour le moins étonnant de constater la présence de cette position énonciative dans l'ensemble des pièces du corpus. Si l'on avait pu croire que la Banque mondiale cherchait à masquer son pouvoir coercitif lié au principe de conditionnalité en appuyant ses « recommandations » sur un savoir « inéquivoque » sur la pauvreté, il devient nécessaire de revoir cette interprétation de manière à pouvoir la lier à l'ensemble beaucoup plus large de locuteurs, n'ayant rien à « cacher » mais qui tiennent néanmoins cette même position énonciative. Si cette position n'était tenue que par les organismes internationaux, on pourrait encore dire, avec les auteurs de l'ouvrage *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la*

⁸⁵Rubrique « doctrine », *Le grand Robert de la langue française*, Paris, Dictionnaires le Robert, 2001, tome 2, p. 1615.

*rhétorique internationale*⁸⁶, qu'il s'agit d'une particularité de ce type d'organismes. Mais, lorsque nous constatons sa présence jusque dans les déclarations des ONGs, les articles de journaux, les déclarations des partis politiques et dans les discours présidentiels, il n'est plus possible de restreindre cette position énonciative à un seul espace institutionnel. *Il faut considérer cette position énonciative comme étant propre au discours de lutte contre la pauvreté.*

Certainement, ce discours trouve ses origines dans un débat international sur le développement et, pour cette raison, comporte plusieurs caractéristiques particulières du discours de ces institutions⁸⁷. Mais, puisque l'événement discursif paupériste procède de la circulation de ce discours dans un espace public élargi, l'effet de circulation que nous constatons est la généralisation de ses règles énonciatives à un ensemble beaucoup plus large de positions. Il faut alors considérer cette colonisation des langues politiques par le discours techniciste international comme un déplacement des frontières du politique, comme une *technicisation* et une *internationalisation* des scènes politiques.

4.6- Locuteur local, énonciateur international :

ONGs et position énonciative du maître

Comme nous l'avons noté en abordant l'effet de scientificité, les ONGs assument pleinement la position énonciative du maître. Non seulement elles produisent et interprètent la connaissance, mais comme on peut l'apprécier en recueillant les exemples déjà cités, elles participent à l'effet d'évidence en tous points : elles produisent des *descriptions performatives*⁸⁸ ; elles utilisent l'impératif des faits pour prescrire des actions⁸⁹ ; elles

⁸⁶ Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*

⁸⁷ Rist, « Le prix des mots...

⁸⁸ Par exemple : « La corresponsabilidad es una **fórmula probada** que permite alcanzar resultados más **eficientes** en menos tiempo. **Por ello**, y bajo la premisa de que **los gobiernos no lo pueden todo y la sociedad no puede sola**, *Vamos México* realiza acciones de enlace y canalización directa de recursos para apoyar cuatro programas enfocados a la **apertura de oportunidades**: dos de **salud** [...] y dos de **educación**... », (Fundación Vamos México, http://www.vamosmexico.org.mx/docs/portal/f_contenido_a.jsp?FID=3 p. 1). Dans cet exemple, nous voyons comment l'énonciateur fait référence à un savoir sur la pauvreté (*fórmula probada*), sans aucune distance critique, récitant les prémisses ou lieux communs de ce savoir auquel il se soumet et qui prend en charge ses actions (*Por ello, y bajo la premisa de que los gobiernos no lo pueden todo y la sociedad no puede sola, Vamos México realiza acciones...*).

modalisent de manière axiologique les politiques et les actions, non seulement des gouvernements, mais aussi des institutions internationales⁹⁰... Cette dernière caractéristique, consistant à demander des comptes tout autant aux gouvernements des pays en développement qu'aux bailleurs de fonds n'est pas propre aux ONGs. Nous l'avons déjà noté en référant à l'autocritique des institutions internationales qui débute en 2000 avec l'évaluation des cinq premières années suivant le Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995) et qui se confirme et se renforce en 2005 avec les évaluations des résultats obtenus après cinq ans de la signature des Objectifs du millénaire pour le développement. Nous avons également vu comment cette remise en question ne concernait que la volonté politique ou les capacités des signataires, tendant ainsi à renforcer plutôt qu'à questionner les mécanismes du discours de lutte contre la pauvreté.

4.7- Co-énonciateur : le bon élève et la récitation de la leçon

Le cas des partis politiques et des discours présidentiels est un peu plus complexe. Comme nous l'avons également mentionné à la section 4.4.1 sur l'effet de scientificité, ce type de discours ne s'attarde pas à créer ou à interpréter outre mesure la connaissance sur la pauvreté. Assumant leur place d'élèves dans le registre pédagogique-doctrinal, les discours présidentiels et les plates-formes électorales des principaux partis d'opposition vont se contenter de réciter la leçon. En cela, ils participent pleinement de l'ensemble des mécanismes de l'effet d'évidence : ils énoncent des causes et des effets de leur politique de lutte contre la pauvreté sans laisser de place à une quelconque autre interprétation possible (effacement des marques de l'interdiscours)⁹¹, ils se soumettent à la réalité⁹², ils modalisent

⁸⁹ « El acento del estudio está puesto en la definición de “mínimos sociales garantizados” para cada uno de los chilenos, en las áreas tradicionales de salud, educación, vivienda y subsidios monetarios, **adecuados a la realidad** y las **posibilidades** de un país como Chile. Por debajo de estos mínimos, cualquier política **debería ser considerada inadecuada**. » (*Fundación Pobreza-Chili/99*, p. 3).

⁹⁰ « Et des gouvernements **fonctionnant correctement** et accordant la priorité à la lutte contre la pauvreté sont évidemment les **mieux** à même d'utiliser **efficacement** l'aide fournie. » (*Oxfam/2005*, p. 11).

⁹¹ « Como país, hemos construido un camino que nos llevará al progreso económico y a la plena armonía social, siempre y cuando seamos capaces de ofrecer reales oportunidades de futuro a las chilenas y a los chilenos más carentes » (Frei 1994, p. 6).

⁹² « **Vivimos, en la era de la globalización**, mi **deber** como Presidente es trabajar para que Chile **entre al mundo global**, aprovechando al máximo sus **oportunidades** que se nos ofrecen, disminuir los

axiologiquement leurs actions ou les comportements de leurs sociétés⁹³... Ainsi, malgré le fait qu'ils assument leur place de bons élèves dans l'énonciation contemporaine de la société, ils peuvent également occuper la place du maître, en faisant la morale à leur population ou même aux pays étrangers, lors des négociations de l'OMC ou de la ZLEA, par exemple. Dans les deux cas, cependant, le référent politique tend à s'internationaliser et à se techniciser, puisqu'il repose sur un savoir technique produit principalement dans un débat entre des institutions internationales impliquant une scène politique qui « institue » ces organismes et leurs intérêts en tant qu'acteurs et thèmes fondamentaux des scènes nationales.

4.8- Conclusions du quatrième chapitre

En passant en revue les principaux mécanismes et positions d'énonciation de l'ensemble des pièces du corpus destiné à établir la présence et le fonctionnement de la formation discursive paupériste et de l'effet de circulation de la version narrative active symbolisée par le RDM/90, apparaît une grande convergence entre ces pièces qui semblent s'appuyer mutuellement. Il ne s'agit aucunement de prétendre que le discours de lutte contre la pauvreté fonctionne comme un « code » faisant en sorte que tous les énonciateurs de ce discours ne font que répéter inlassablement les mêmes énoncés ou les mêmes positions énonciatives. Au contraire, ce que nous avons voulu mettre en évidence est comment, malgré ou à travers les oppositions et les polémiques pouvant exister entre les diverses positions présentes au sein du champ discursif de la pauvreté, il se dégage certains mécanismes communs rendant possible ces débats ou cette dispersion d'énoncés.

Ainsi, nous avons vu comment l'effet de compassion et l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté que nous avons identifiés lors de l'analyse du RDM/90, existent également dans les autres pièces du corpus mais qu'ils se sont institutionnalisés comme effet de leur circulation, c'est-à-dire du fait de l'investissement de ce discours par un réseau de plus en plus large de positions. Cette institutionnalisation nous a permis de confirmer la fonction assumée par l'effet de compassion dans le RDM/90, c'est-à-dire celle de prendre en charge le

riesgos y cuidar que los beneficios de esa globalización, esos beneficios se distribuyan equitativamente entre todas las familias. » (Lagos 2002, p. 3).

⁹³ « Seré promotor del nuevo modo de vida campesino, donde su trabajo se traduzca en **ingresos justos** y bienestar. A ellos los convoco a un esfuerzo adicional en el empeño de producir más y **mejor**, y de asumir de manera plena y **responsable** el control de sus organizaciones. » (Salinas 1988, p. 9).

caractère impératif de la lutte ou du changement dans les conceptions de l'État et du développement, puisque son importance s'amenuise en fonction du renforcement de l'institutionnalisation de l'impératif catégorique. En d'autres termes, il est de moins en moins nécessaire de faire appel au caractère outrageant de la pauvreté étant donné que son effet légitimant s'est institutionnalisé ou pétrifié au sein des *engagements internationaux* qui sont maintenant évoqués en remplacement ou en complément du dispositif passionnel.

Nous avons vu également comment la contrainte constitutive de quantification fonctionne aussi dans les autres pièces du corpus, engendrant un contrôle de l'excès de sens du dispositif passionnel en le dirigeant vers la légitimation de diverses politiques concrètes ciblées sur les besoins des pauvres. Il y a bien un débat sur la teneur de ces politiques, entre une conception monétaire et une conception « humaine », mais ce débat s'effectue au sein d'une seule et même économie politique des énoncés quantitatifs ou des indicateurs de développement. Il s'ensuit une forme de *fétichisation* des indicateurs qui, par un effet de bouclage et de miroir légitimant, finissent par prendre valeur de la pauvreté en soi, surdéterminant le rapport que l'ensemble des énonciateurs aura avec la pauvreté. Ces indicateurs « *débouche[nt] directement sur des stratégies visant à donner aux individus le contrôle de leur destinée et sur d'autres actions destinées à accroître les opportunités de chacun* »⁹⁴. En d'autres termes, la pauvreté mais également la participation, la liberté, la créativité, la culture, etc. tendront à se confondre avec les indicateurs de développement qui, pour « multidimensionnels » qu'ils soient, ne tendent pas moins à réduire et à simplifier le sens que l'on peut (ou que l'on doit) attribuer à ces termes qui sont, en fait, des points nodaux, dont le sens n'est ni simple, ni univoque, ni quantifiable, mais constitue plutôt l'objet d'une lutte au sein de laquelle s'insère le discours de lutte contre la pauvreté. Cette lutte sera abordée de manière plus précise au cours de prochains chapitres, notamment à partir du septième.

La contrainte constitutive de quantification se relie à la figure du savoir sur la pauvreté qui assume une fonction de légitimation et de distribution de la valeur modale des locuteurs et des actants de ce discours. Comme nous le verrons plus en détail au sixième chapitre, ce savoir sur la pauvreté est également un savoir sur l'économie et sur la bonne gouvernance.

⁹⁴ (PNUD, RMDH/97, p. 5).

Bien que ce savoir ne soit pas en tous points quantitatif, il se trouve néanmoins fortement contraint par cette dimension dans la mesure où il se relie à des raisonnements économétriques cherchant à contraindre ou à diriger le comportement, non seulement des États, mais également de l'aide internationale et des acteurs politiques et sociaux, en fonction de l'impératif catégorique. S'ils veulent se saisir de la position privilégiée du locuteur de la pauvreté, pouvant influencer au nom de ce savoir le comportement d'autrui, les divers groupes qui investiront le discours de lutte contre la pauvreté doivent montrer les marques de leur compétence discursive ou énonciative. Ils sont donc tout autant, sinon davantage, contraints par le discours que les acteurs sur lesquels ils cherchent à agir. Ce paradoxe s'explique par le principe du *Prince possible* et du *Prince réel*, mis en lumière de manières distinctes par Michel de Certeau, Louis Marin et André Corten, qui montrent comment le Prince réel est captif de son récit, dont il tire son pouvoir et sa légitimité.

Bien entendu, il s'agit ici d'un Prince abstrait, d'une position d'énonciation de Souverain, pouvant être occupée par plusieurs sujets parlants distincts, voire même opposés. Cependant, puisqu'ils se trouvent tous contraints par une même règle énonciative, ces divers locuteurs de la pauvreté tendront à confirmer la même position énonciative, le même *Prince possible*. Nous avons conceptualisé cette position énonciative particulière du discours de lutte contre la pauvreté comme étant la « position du maître » au sein d'un registre énonciatif pédagogique-doctrinal. Pour détailler cette position énonciative, nous avons abordé ses divers mécanismes constitutifs, que nous avons déjà identifiés lors de l'analyse du RDM/90. Le premier de ces mécanismes est l'*effet de scientificité*, engendré par la mobilisation d'études, de tableaux de chiffres, d'indicateurs et l'usage ostentatoire d'une méthodologie scientifique, mais ne pouvant pas être identifié comme un discours scientifique du fait de son jumelage à une autre contrainte énonciative nécessaire à la construction du registre énonciatif pédagogique-doctrinal : l'*effet d'évidence*. Cet effet d'évidence ne se comprend pas sans la construction préalable de l'effet de scientificité et *vice versa*. Ce n'est qu'en fonction de la figure de légitimation du savoir de laquelle on s'approprie par l'effet de scientificité que l'on pourra ensuite énoncer, sans l'ombre d'un doute, le monde *tel qu'il est* et, en fonction de ce savoir évident, établir les différentes vérités impératives auxquelles devraient se plier les acteurs sociaux et politiques.

Comme nous l'avons vu, l'effet d'évidence n'est aucunement une tare. S'il empêche d'identifier le discours de lutte contre la pauvreté en tant que discours scientifique, c'est toutefois à travers lui que se déploiera l'*effet de consensus* permettant de surdéterminer le sens de la scène de représentation des forces, de déplacer les frontières du politique et donc d'opérer le changement de l'*acceptable*, qui fait de ce discours un événement discursif. En déplaçant l'instance assertive vers les faits eux-mêmes, en s'appuyant sur ces « faits » univoques (évidents) pour modaliser de manière déontique ou axiologique (*judicateur*) les différents événements et comportements des acteurs, en effaçant les marques de l'interdiscours, l'effet d'évidence permet d'exclure du débat une série de positions idéologiques, jadis considérées comme incontournables, sans avoir à entrer en confrontation directe avec elles, c'est-à-dire en les faisant tout simplement disparaître de la scène, du débat. Notons qu'en entretenant un débat avec une position, même antagonique, on lui reconnaît, sinon une légitimité, du moins une existence. La force de l'effet d'évidence, qui s'appuie sur le truisme de la lutte contre la pauvreté et sur son caractère impératif, réside dans sa capacité à être particulièrement autoréférentiel, « positif » ou prescriptif, ce qui est atteint par la position énonciative du Maître, ne reconnaissant pas à ses interlocuteurs (élèves ou disciples) la capacité de participer sur un pied d'égalité à la création et à la discussion de la connaissance.

Si nous parlons d'un registre énonciatif pédagogique-doctrinal, c'est en fonction de cette annulation de la capacité des co-énonciateurs à entrer dans un débat scientifique ou simplement public. Les actions que « doivent » accomplir les États, l'aide internationale ou les acteurs politiques ne sont pas sujettes au débat. Elles sont établies en fonction d'un savoir abstrait à valeur universelle qui « doit » simplement être appliqué. Même, lorsque l'on parle explicitement de la « nécessité » d'une participation des pauvres ou d'un débat public au sujet de la définition des besoins ou des priorités, cette « nécessité » est déduite d'un savoir ou d'une ingénierie politique surdéterminant les acteurs et les comportements légitimes de la scène politique. Il s'agit ainsi, plutôt que d'un savoir, d'une doctrine qui s'énonce et qui « doit » être appliquée sans discussion. Ces conclusions sont déduites de la manière à travers laquelle l'énonciateur Maître peut se permettre de trancher sur un nombre de sujets litigieux en niant, *de facto* (par sa manière d'énoncer), aux co-énonciateurs la positions de pairs pouvant participer au débat ou, pour le dire de manière positive, en leur imposant la position

de co-énonciateurs élèves devant se soumettre au savoir ou à la doctrine qui s'énonce *devant*, et non pas *avec*, eux. Dans l'analyse du processus de circulation, nous avons vu comment cette position du Maître pouvait être tenue par les ONGs ou les groupes militants tout autant que par les gouvernements ou les institutions internationales, mais également comment la position de l'élève soumis à la force de l'évidence ou de la réalité était également acceptée par ces différentes positions, et notamment par les gouvernements.

Jusqu'à maintenant nous avons surtout insisté sur des positions énonciatives abstraites qui pourraient très bien laisser place à de sérieux écarts sémantiques en ce qui a trait au contenu qu'il faudrait attribuer à la lutte contre la pauvreté. Nous avons vu, en début de chapitre que la plupart de ces positions énonciatives pouvaient se trouver dans le débat des années 1970 au sein des organismes de développement entre l'Approche des nécessités de base et les *New Development Strategies*. Nous avons alors fait remarquer que cette convergence des positions énonciatives ne se traduisait pas nécessairement par son équivalent sur le plan du contenu. Ainsi, bien que ces positions énonciatives communes soient une condition de possibilité de la formation discursive paupériste et de ses règles de dispersion, il est encore nécessaire de pousser plus loin l'analyse en abordant, au cours des deux prochains chapitres, la scénographie (chapitre 5) ainsi que les principales figures du discours de lutte contre la pauvreté (chapitre 6).

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE V

LA SCÉNOGRAPHIE :

TEMPS, ESPACES ET PERSONNES DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

5.1- Introduction au cinquième chapitre :

Une scénographie gestionnaires postulant le marché

Le concept de scénographie¹, nous l'avons dit précédemment, permet de montrer l'interrelation existant entre la situation d'énonciation et la stratégie illocutoire d'un texte. En cessant de considérer la situation d'énonciation comme un « contexte » extra-discursif au sein duquel le discours doit se situer, pour la traiter plutôt comme une construction interne au discours lui-même, il devient possible d'interpréter les déictiques de temps, d'espace et de personne comme des stratégies à travers lesquelles le discours proclame son droit à la parole (deixis fondatrice) et instaure des nouvelles relations (deixis instituée). On se souviendra des exemples déjà utilisés. Le temps n'est pas le même s'il est considéré comme « une époque remplie d'espoirs »² que s'il est signifié comme « inquiétant »³. De même, l'interlocuteur du

¹ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, pp. 112-114.

² « Nous sommes la première génération qui peut regarder la pauvreté extrême en face et dire avec conviction : nous avons l'argent, nous avons les médicaments, nous avons la science. » (Bono,

discours ne sera pas le même s'il est reconnu comme un pair (discours scientifique) que s'il est désigné comme un élève (pédagogico-doctrinal). En situant son dire dans un contexte en apparence extra-discursif, le discours est donc en train de créer le simulacre de ses conditions d'énonciation. Il construit une scène d'énonciation à partir de laquelle sa parole apparaîtra comme légitime et au sein de laquelle le droit à la parole des partenaires de l'énonciation (co-énonciateurs) recevra une valeur ou une position hiérarchisée. Une scène peuplée de certains objets, d'une certaine chronologie et de certains acteurs significatifs.

Le concept de scénographie nous permet donc également de rendre compte de la cohérence ou de la solidarité pouvant exister entre le temps, l'espace et les personnes de l'énonciation. Cette cohérence n'est en rien surprenante puisque cette subdivision des déictiques des lieux, des temps et des personnes n'est qu'une manière de décortiquer (analyser) un seul et même processus d'énonciation. Néanmoins, en les traitant à travers leur cohérence, il devient possible d'identifier la logique de l'ensemble par l'établissement des points communs qui les relient les uns aux autres. Bien que cette cohérence soit tout à fait normale au sein d'un seul *texte*, il en va tout autrement pour l'interprétation d'un ensemble discursif plus large. Rien ne nous permet de déduire, *a priori*, qu'en fonction d'une convergence lexicale autour de la pauvreté l'ensemble des discours de lutte contre la pauvreté va nécessairement partager la même scénographie.

Nous avons vu au chapitre 3, avec l'analyse du RDM/90 (Banque mondiale), comment la scénographie de ce document pouvait être qualifiée de mercantile dans la mesure où l'ensemble des éléments de l'énonciation concourait à une représentation du monde structurée par le marché. Bien que l'on retrouve cette scénographie dans la plupart des autres pièces de corpus, elle n'est pas propice pour rendre compte des points de convergence de l'ensemble. Plusieurs positions, notamment celles du PNUD, des ONGs et, plus particulièrement, celle des déclarations du Sommet des Peuples, s'opposent explicitement à cette « marchandisation » du monde.

septembre 2004, cité par Oxfam, *Le prix à payer, Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans la guerre contre la pauvreté*, Oxford, Oxfam international, 2005. [Oxfam/2005], p. 5).

³ « ...le monde se dirige tout droit vers une **catastrophe annoncée** », Programme des Nations unies pour le développement PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 2005 [PNUD,RMDH/2005], p. 5).

On aurait pu penser de prime abord qu'il s'agirait là d'une *subversion* brisant la cohérence de la formation discursive paupériste, entraînant une remise en question suffisamment grande de ses règles de dispersion obligeant alors à parler de deux positions qui s'affrontent. Cependant, comme nous le verrons au cours de ce chapitre, cette divergence n'est pas suffisamment marquée pour que l'on ait à parler d'autre chose que d'une règle de dispersion. En effet, tout en s'opposant à la marchandisation du monde, ces positions divergentes ne procèdent pas moins à des « concessions rhétoriques » qui les réinscrivent au sein de la même scénographie qu'elles dénoncent explicitement. Ces concessions peuvent être ramenées à l'énoncé type : « la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante pour réduire la pauvreté ». Nous aborderons plus loin le détail des diverses modalités de cette maxime. Néanmoins, on peut immédiatement remarquer comment, en reconnaissant que la « croissance est nécessaire », cette position ne tend pas à faire sortir la pauvreté de sa conception économique mais à y surajouter un nouvel élément. Ce nouvel élément est constitué des politiques sociales (ou des clauses sociales) en fonction desquelles cette croissance (atteinte par la libéralisation des échanges) pourra faire profiter de ses fruits l'ensemble de la population.

Ainsi, s'il n'est plus possible de parler d'une scénographie mercantile, étant donné la prédominance d'un discours portant d'avantage sur les politiques sociales que sur la marchandisation du monde, on peut cependant parler d'une *scénographie gestionnaire* qui subsume et (mais) postule la scénographie marchande. Dans ce chapitre, nous chercherons à montrer le fonctionnement de cette scénographie commune à l'ensemble des discours de lutte contre la pauvreté en répertoriant les principaux déictiques de temps, d'espace et de personne que l'on retrouve dans les diverses pièces de notre corpus. Nous montrerons alors comment le temps s'organise entre un passé où prédomine la pauvreté, un présent marqué par une prise de conscience et une ouverture de possibilités pour son élimination annonçant un futur sans pauvreté. Cette trame, assez évidente pour un discours de lutte contre la pauvreté, prend son sens et son intérêt pour l'analyse, en abordant les faits ou les personnes qui permettent de faire advenir cette téléologie et ceux qui la retardent. Elle nous dévoile une partie de la logique d'ensemble de la scénographie qui conditionne cette chrono-logie (logique du temps) à la croissance économique, à l'aide internationale, aux échanges commerciaux, à la réduction des inégalités et plus particulièrement à un investissement social ciblé sur les

besoins des pauvres. De même, la topographie de ces discours divisera l'espace entre le local, le régional, le national et le mondial, en fonction des diverses modalités d'une stratégie de lutte contre la pauvreté basée sur la décentralisation, la participation et l'investissement ciblé. Finalement, les principaux acteurs de cette scène seront les gouvernements, l'aide internationale, les investisseurs, les individus et la société civile et, dans une moindre mesure, les pauvres, les femmes, les mouvements sociaux et les syndicats. Au-delà de la priorité donnée aux entreprises et aux individus, au détriment des pauvres et des mouvements sociaux, cette liste d'acteurs ne se comprend pleinement qu'en fonction de la logique qui les interrelie.

C'est cette logique unissant temps, espaces et personnes de l'énonciation qui sera abordée dans ce chapitre à travers le concept de *scénographie gestionnaire postulant le marché et la mondialisation*. Cette argumentation ne prendra toute sa valeur qu'après avoir abordé, au sixième chapitre, le fonctionnement des principales figures du discours de lutte contre la pauvreté, dans la mesure où le sens donné à la lutte contre les inégalités, à la croissance favorable aux pauvres, à la décentralisation ou à la participation, ne peut pas être déduit de ces termes, comme si les mots étaient « transparents » et univoques. Ce ne sera qu'après avoir analysé l'ensemble du système de valorisation que plusieurs des implicites contenus dans la représentation du temps de l'espace ou des personnes de la scène de représentation pourront être pleinement compris et analysés.

5.2.1- Les temps de la lutte contre la pauvreté

On ne surprendra personne en affirmant que la chronologie du discours de lutte contre la pauvreté est ponctuée par les événements qui font avancer ou reculer la pauvreté. Un « passé » dans lequel le nombre de pauvres ne diminue pas malgré la croissance, les progrès technologiques, les ressources et les opportunités, précède un « présent », marqué par la « prise de conscience » du problème de la pauvreté, déclenchant un processus de lutte⁴ qui augure un futur sans pauvreté :

⁴ D'abord un objectif de réduction de 300 000 le nombre de pauvres entre 1990 et 2000, puis ensuite, dans la Déclaration du millénaire, un objectif de réduction de moitié entre 2000 et 2015. Il est intéressant de noter que malgré le fait que le premier agenda de lutte contre la pauvreté n'ait donné aucun résultat tangible (le nombre de pauvres étant passé d'un milliard deux cent mille en 1990 à un milliard trois cent mille en 2000, c'est-à-dire un écart négatif de quatre cent mille par rapport à

« Les *inégalités et l'extrême pauvreté* n'ont pas cessé de **progresser depuis dix ans** dans les Amériques. Les **nouvelles règles devraient réduire ces inégalités** et encourager une *meilleure répartition de la richesse*, des terres et des ressources naturelles. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998⁵, p. 14).

« **Jamais auparavant** les *conditions de vie de populations* aussi nombreuses ne s'étaient ainsi **améliorées**. Toutefois, ces **progrès** ne doivent pas conduire à l'autosatisfaction. Supprimer l'énorme **accumulation de misère** humaine reste le défi des **années 90**. **Aujourd'hui encore**, plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans la pauvreté absolue... » (PNUD, RMDH/90, p. 2).

« Le **temps** prévu pour atteindre les **OMD** s'écoule mais les **progrès** ont jusqu'à présent été d'une **lenteur** impardonnable. » (Oxfam/2005, p. 6).

« **A long terme**, c'est la **croissance économique** qui détermine si un pays peut **poursuivre les progrès accomplis** en matière de développement humain. » (PNUD, RMDH/90, p. 4).

« Cependant, comme le déclare ce rapport de manière assez convaincante, ce programme ne pourra être un **succès** que si nous nous attelons à résoudre le problème des goulots d'étranglement qui **empêchent le progrès d'avancer au rythme et à l'échelle voulus** en ce qui concerne trois vastes domaines : **l'aide, les échanges commerciaux et les conflits** » (PNUD, RMDH/2005, pp. v-vi).

Nous voyons dans ces exemples comment les déictiques de temps réfèrent à la lutte contre la pauvreté. « Depuis dix ans » / « les inégalités et l'extrême pauvreté n'ont pas cessé de progresser » ; « Jamais auparavant » / « les conditions de vie de populations... » ; « A long terme » / « développement humain »... Nous voyons également les éléments qui font avancer ou ralentir le temps (progrès) sont la réduction de la pauvreté ou des inégalités⁶, mais également la « croissance économique »⁷, « l'aide, les échanges commerciaux »⁸ et les conflits », etc.

Dans d'autres textes ou dans d'autres parties de ces mêmes textes, les « goulots d'étranglement », qui ralentissent le temps ou l'avancement téléologique des événements,

l'objectif de 1990), la stratégie de lutte contre la pauvreté se maintient, inébranlable, avec les mêmes méthodes, les mêmes mesures, les mêmes schèmes explicatifs, les même thérapeutiques.

⁵ Premier Sommet des peuples, Santiago, Chili, 1998.

⁶ « réduire ces inégalités » ; « meilleure répartition de la richesse » ; « Supprimer l'énorme accumulation de misère » ; etc.

⁷ « A long terme, c'est la croissance économique qui détermine si un pays peut poursuivre les progrès accomplis... »

⁸ Il est à noter que les échanges commerciaux se retrouvent également dans le premier exemple, tiré de la première déclaration du Sommet des peuples (Santiago, 1998), en incorporant les accords de libre échange (ZLEA) comme un fait inéluctable à travers une stratégie visant à modifier « les nouvelles règles » plutôt qu'à remettre en question l'ensemble du processus, comme ce sera le cas plus tard, notamment dans la *Déclaration de Mar del Plata*.

seront la corruption, l'inefficacité, le manque de capacités, la mauvaise gouvernance... À l'inverse, d'autres facteurs qui permettront au temps de s'accélérer seront l'investissement social, les choix budgétaires, la crédibilité ou l'efficacité des institutions, la bonne gouvernance, la croissance pro-pauvres, etc.

Notons que les quelques exemples illustratifs que nous venons de voir auraient pu également servir à montrer l'effet de bouclage, le déplacement des marques de l'assertion et/ou des impératifs vers les faits eux-mêmes, l'effacement des marques de l'interdiscours, etc. Mais, puisqu'il s'agit là de mécanismes généraux de ce discours, il n'est pas étonnant de les retrouver dans pratiquement tous les exemples. Ce qui apparaît comme nouveau dans l'analyse des déictiques de temps, c'est la convergence des discours autour de *certaines* figures comme la croissance économique, l'aide, les échanges commerciaux et la réduction des inégalités, la mondialisation, etc. Nous aborderons plus loin le détail de cette convergence. Pour l'instant, il est important de noter la cohabitation entre ce qui pourrait être une scénographie mercantile, comme celle du RDM/90, où tout se voit « valorisé »⁹ en tant qu'élément du marché (*c'est la croissance économique qui détermine...*) et une scénographie que nous avons qualifiée de « gestionnaire », c'est-à-dire une scène où les éléments du discours (y compris le marché) se voient valorisés en fonction de leur contribution à la réduction de la pauvreté dans le cadre des rapports socio-économiques (et politiques) préexistants¹⁰.

Bien que cette trame allant d'un état (initial)¹¹ de pauvreté vers un autre état (final) de non-pauvreté puisse paraître une évidence, rappelons que la pauvreté pourrait très bien être signifiée comme une raison suffisante pour, par exemple, légitimer un soulèvement populaire ou une révolution ou encore, fonder un discours « romantique » comme celui des pentecôtistes¹² ou de la théologie de la libération, au sein duquel le pauvre est non seulement

⁹ Au sein d'un seul et même système de différence, c'est-à-dire de valorisation.

¹⁰ Bruno Lautier, « 'Les malheureux sont les puissants de la terre' : Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, N° 42, avril-juin 1995, p. 390.

¹¹ Nous voyons ici la concordance entre le programme narratif de base et les repères temporels de l'énonciation. Cette trame narrative sera analysée dans la conclusion de la partie sur la formation discursive paupériste (chapitres 4, 5 et 6).

¹² André Corten, *Le pentecôtisme au Brésil, Émotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995.

un acteur de sa libération¹³, mais fonde également une perspective théologique à la lumière de laquelle doivent être interprétés les Évangiles et la Bible¹⁴. Cette trame particulière de la « réduction » de la pauvreté à travers la croissance et la réduction des inégalités est donc en soi significative. Cependant, pour l'interprétation de l'ensemble du système de dispersion que représente la formation discursive paupériste, il faut encore montrer comment les éléments qui font progresser le temps ou qui le ralentissent, convergent également, sur le plan sémantique, en fonction de leur manière d'être construits dans et par un système de sens particulier.

5.2.2- Les espaces de la lutte contre la pauvreté

Comme les déictiques de temps, les déictiques de lieu servent également pour créer une représentation du monde conforme à la stratégie illocutoire des textes ou, pour le dire dans les termes de Jean-Michel Adam, à leur macro-acte directif. Bien entendu, la topographie des textes varie en fonction des situations d'énonciation concrètes. Par exemple, les déclarations des forums internationaux auront une prédominance de déictiques de lieux qui situeront leur dire dans un espace mondial ou planétaire et, à l'inverse, les discours présidentiels se situeront plutôt dans un espace national. Cependant, ces variations d'un texte ou d'un contexte à l'autre n'empêchent pas l'identification d'une topographie commune, traversant l'ensemble de la formation discursive paupériste, attribuant une signification aux espaces de la scène de représentation, indépendamment des situations concrètes d'énonciation. Cette topographie du discours de lutte contre la pauvreté réfère au mondial, au national mais également au local, au municipal et au « décentralisé », indépendamment des situations concrètes d'énonciation. Ces espaces seront à leur tour signifiés comme « plus » ou « moins » pauvres mais également comme des espaces économiques et politiques :

¹³ L'idée des pauvres prenant conscience de leur situation d'opprimés et portant le potentiel de leur libération est centrale dans l'ouvrage « Pédagogie des opprimés » de Paulo Freire, fondateur du courant latino-américain de l'éducation populaire, lui-même fortement influencé par le travail des communautés ecclésiales de base (cebs) (courant catholique « progressiste »).

¹⁴ Voir, par exemple l'ouvrage du théologien péruvien Gustavo Gutiérrez, *La force historique des pauvres*, Paris, Cerf, 1986 ou celui du théologien brésilien Leonardo Boff, *Qu'est-ce que la théologie de la libération ?*, Paris, Cerf, 1987.

« **En el campo** la estrategia de **microrregiones y microcuencas** está dotando de **infraestructura social** a las **localidades** de más alta marginación en los 1,340 **municipios más pobres del país**. » (Fox 2004¹⁵, p. 20-21).

« Mettre fin à l'exploitation irrationnelle des ressources en eau, en formulant des stratégies de gestion de l'eau aux **niveaux régional, national et local**, permettant notamment d'assurer aussi bien un accès équitable qu'un approvisionnement adéquat. » (Déclaration du millénaire, ONU/2000¹⁶, p. 7).

« **Integración internacional** no es sinónimo de pérdida de identidad. Los chilenos y los ciudadanos de muchos países queremos hoy más **identidad regional y local**, más **descentralización** del poder, más **cercanía** de la autoridad y más **participación**. Nada de esto ocurre automáticamente en una **economía de mercado globalizada**. Hay que corregir ese modelo. » (Bachelet, Programme électoral 2005¹⁷, p. 10).

« À l'opposé, nous proposons une **économie mondiale réglementée** à l'échelle **nationale et supranationale** » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 11).

« Le **libre-échange** et une **intégration économique accrue** comptent parmi les éléments clef de l'**amélioration du niveau de vie**, des conditions de travail des **populations des Amériques...** » (*Déclaration de Principes*, Sommet des Amériques Miami/94, p. 4)¹⁸.

« A l'échelle **mondiale**, les **avantages de la libéralisation** seront probablement **supérieurs** aux **coûts** qu'elle engendrera. » (PNUD, RMDH/97, p. 90).

Ainsi, comme on peut le constater dans ces exemples, la plate-forme électorale de Michèle Bachelet (Présidente du Chili) peut tout aussi bien référer à « l'intégration internationale » que la Déclaration du millénaire peut référer « aux niveaux régional, national et local ». Ces lieux nous permettent d'apprécier les espaces dans lesquels le discours de lutte contre la pauvreté transite ou aspire à transiter et les effets qu'il tend à engendrer en leur sein. Car, en « signifiant » l'espace d'une certaine manière, le discours l'intègre dans un système de valorisation qui lui donnera une cohérence et un sens. Ainsi, en situant leur dire par rapport à l'intégration internationale, Bachelet et le Sommet des peuples tendent à s'inscrire au sein de la *même topographie* que celle de l'instance concurrente du Sommet des Amériques, ou de la Déclaration du millénaire. Même si ces espaces semblent s'exclure mutuellement (local/national, national/mondial, etc.) ils sont néanmoins intégrés dans un seul système de sens valorisant le local, le régional, le national et le global, selon un seul et même critère les

¹⁵ Vicente Fox, *Informe de gobierno*, México D.F., septembre 2004.

¹⁶ Assemblée Générale des Nations Unies, *Déclaration du Millénaire*, New York, Nations Unies, A/RES/55/2, 13 septembre 2000.

¹⁷ Michelle Bachelet, « Estoy contigo », *Programa de Gobierno 2006-2010*, Santiago, 18 octobre 2005.

¹⁸ Premier Sommet des Amériques, *Déclaration de Principes*, Miami, 11 décembre 1994, p. 5.

inter-reliant. En effet, comme nous le verrons plus en détail au prochain chapitre en abordant la figure de la décentralisation, ces différentes dimensions géographiques se trouvent insérées au sein d'une même logique d'intégration harmonieuse à l'ouverture des marchés.

Ces précisions sont essentielles car, sans connaître l'entière du système de sens, il n'est pas possible d'établir la valeur particulière de ces termes. Par exemple, en mettant à distance l'intégration internationale, on pourrait croire que Bachelet s'éloigne d'un principe d'ouverture économique pour promouvoir un nouveau modèle de démocratie participative tourné vers l'intérieur. Nous verrons cependant que ce que permet le discours de lutte contre la pauvreté c'est plutôt une harmonisation des politiques nationales avec les normes internationales. Le local, la décentralisation, et la participation sont des thèmes élaborés en grande partie par le PNUD pour qui « À l'échelle mondiale, les avantages de la libéralisation seront probablement supérieurs aux coûts ». Et cela se reflète dans le programme de Bachelet qui, d'ailleurs, doit préciser « ce que ne signifie pas l'intégration économique » du fait qu'elle en fait par ailleurs la promotion¹⁹. Ce que nous indiquent les déictiques d'espace du discours de lutte contre la pauvreté, c'est donc la présence d'une logique commune permettant d'unir ces différents niveaux (mondial, national, local) autour de la pauvreté, l'économie et le politique.

5.2.3- Les acteurs de la lutte contre la pauvreté

Il en va de même pour les « personnages » de la scène d'énonciation. On y retrouve, bien évidemment, les pauvres mais, comme le fait noter Corten dans son analyse du discours de la Banque mondiale²⁰, ces derniers se trouvent effacés derrière la pauvreté. Celle-ci, sans être une personne, pourrait être tout de même traitée comme un « actant »²¹, dans la mesure

¹⁹ « A medida que hemos seguido profundizando la plena integración de Chile al mundo » (p. 10) ; « Continuaremos fomentando la integración financiera de la economía chilena con el mundo. » (p. 38) ; « contribuir a la integración económica de Chile en el continente. » (p. 70) ; etc.

²⁰ André Corten, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n°85, septembre 1998, pp. 6-24.

²¹ Dans le champ de la linguistique, Lucien Tesnière définit les « actants » comme étant les êtres ou les choses qui participent au procès, par opposition aux « circonstants » de temps ou de lieu. Lucien Tesnière. Parmi les actants, Tesnière distingue encore entre l'*agent* (agissant comme responsable de l'action), l'*objet* (subissant l'action) et le *bénéficiaire* (désignant celui au bénéfice ou au détriment duquel se réalise l'action). *Éléments de syntaxe structurale*, Paris, Klincksieck, 1965 (1^{ère} édition 1959), notamment pp. 100 et suivantes.

où elle agit et fait agir, ou encore en tant que fonction actantielle²², mais là n'est pas le propos. Ce que nous voulons souligner ici, c'est surtout que les pauvres, subsumés par la pauvreté, ont davantage un statut d'*objet* (pauvreté) que de *sujet* et ne sont qu'accidentellement des *acteurs* de l'énonciation. Pour ne donner qu'un exemple, prenons la plate-forme électorale d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), qui a été désigné par la presse comme le « candidat des pauvres ». Sur les trente occurrences des termes « pauvres » (*pobres*) ou « pauvreté » (*pobreza*), non seulement les pauvres (*sujets* ou *personnes*) n'apparaissent que trois fois – comparativement à 27 pour la pauvreté (*objet*) – mais, en plus, ils occupent, à chaque fois, une position passive :

« De la misma manera, las **mujeres pobres soportan una doble discriminación**: la que **sufren** por ser **mujeres** y la que **padece**n por ser **pobres** » (AMLO, Programme électoral/2006)²³, p. 13).

« En la actualidad la mitad de los mexicanos **no tiene acceso a la seguridad social** y se trata de los **más pobres**, que son los que **más se enferman y mueren** debido a sus **condiciones precarias de vida**. » (AMLO, Programme électoral/2006, p. 22).

« El propósito de estos **nuevos programas** debe ser **apoyar a los pobres**, eliminando restricciones y **dotándolos** de elementos y de recursos para "**poder hacer**" e interactuar en mejores condiciones con otros **agentes económicos**. » (AMLO, Programme électoral/2006, p. 25).

Les femmes pauvres « endurent » une double discrimination, les plus pauvres « tombent » plus souvent malades, et les nouveaux programmes « appuient » les pauvres. Pour reprendre les distinctions de Tesnière, les pauvres se trouvent toujours en position d'*objet* ou de *bénéficiaire*, jamais d'*agents* de l'action. Cet exemple ne signifie pas qu'AMLO ne soit pas honnête dans ses prétentions vis-à-vis des pauvres. Cela signifie simplement que, dans le discours de lutte contre la pauvreté dans lequel il s'inscrit, les *actants* ne sont pas les pauvres.

Alors qui sont ces actants ? Nous en avons déjà croisé quelques-uns dans les exemples précédents. Il s'agit principalement des gouvernements et des organismes internationaux, qui « doivent respecter leurs engagements », mais qui « s'engagent » et « combattent » la pauvreté. Puisque l'énonciateur se met toujours en scène dans son discours, nous ne nous étonnerons pas de retrouver les locuteurs respectifs de chacune des pièces du corpus

²² Algirdas Julien Greimas, *Du sens II : essais sémiotiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1970 ; voir également, Jacques Fontanille et Algirdas-Julien Greimas, *Sémiotique des passions : des états de choses aux états d'âme*, Paris, Éditions du Seuil, 1991.

²³ Andrés Manuel López Obrador, *Plataforma Electoral 2006, Coalición "Por el bien de todos"*, México D.F., 2006, p. 22.

(gouvernements, institutions internationales, partis politiques, ONGs, groupes militants etc.) dans la position d'actants et de locuteurs légitimes du discours de lutte contre la pauvreté. Notons, cependant, qu'en fonction de la distinction qu'établit Ducrot entre auteur et locuteur, même si un document est rédigé par un gouvernement, une ONG ou un groupe politique précis (auteur), rien ne dit que le « personnage » au nom duquel ils énoncent (locuteur) ne sera pas celui de « la société civile », d'un « mouvement populaire », d'un « nous » aux frontières variables pouvant embrasser toute une communauté nationale, continentale et même mondiale. Par ailleurs, le discours ne fait pas qu'attribuer une place à l'énonciateur ou au locuteur. Comme nous l'avons expliqué au deuxième chapitre, le discours prescrit également les places des co-énonciateurs, qui seront considérés comme des interlocuteurs, mais également comme des acteurs valides ou légitimes de la lutte contre la pauvreté. Voyons un premier exemple :

« **Nous** ne ménagerons aucun effort pour **délivrer nos semblables** – hommes, femmes et enfants – de la **misère**, phénomène **abject** et **déshumanisant** qui touche actuellement **plus d'un milliard de personnes**. » (Déclaration du millénaire, ONU/2000, p. 4).

L'embrayeur de personne « nous » de la déclaration du Millénaire désigne bien sûr les chefs d'État et les organisations internationales participant à l'Assemblée générale des Nations unies²⁴. Il institue ainsi les gouvernements et les institutions internationales en tant qu'acteurs principaux de la lutte contre la pauvreté. Cette position d'acteurs privilégiés, qui s'explique simplement par le fait qu'ils sont les locuteurs précis de cette déclaration, leur sera cependant reconnue par la suite, par d'autres locuteurs comme les ONGs ou les Déclarations des Sommets des peuples. Bien que cette reconnaissance se fasse au sein du registre énonciatif pédagogique-doctrinal, en attribuant aux gouvernements et aux institutions internationales la position de l'élève qui doit se soumettre au « savoir » ou à la « morale » de la lutte contre la pauvreté, ils ne sont pas moins reconnus en tant qu'acteurs nécessaires de la lutte. Par exemple :

« Les **gouvernements** nationaux **doivent** absolument **protéger les initiatives locales** visant à assurer aux collectivités une économie durable et l'autosuffisance alimentaire, aussi bien en zone urbaine que rurale » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 13).

²⁴ Il est intéressant de noter comment les pauvres (nos semblables...) sont, encore une fois, placés dans la position passive de ceux qui seront délivrés.

Par ailleurs, ces deux acteurs principaux (États et institutions internationales) seront accompagnés par d'autres acteurs légitimes dans leur entreprise de lutte contre la pauvreté, comme on peut le voir dans les deux prochains exemples :

« **Individus, pouvoirs publics, organisations non gouvernementales (ONG), entreprises, décideurs, organisations multilatérales**, tous ont un rôle à jouer pour transformer les ressources potentielles de la *planète* et les promesses de la technologie, du savoir-faire et des réseaux en dispositifs sociaux aptes à promouvoir véritablement les libertés fondamentales *partout dans le monde*, plutôt que de se contenter d'en parler. » (PNUD, RMDH/2000, p. 1).

« Les **acteurs de la mondialisation – États, société civile, entreprises, syndicats, organisations internationales et individus** – doivent être inspirés par ces valeurs²⁵ pour accepter les responsabilités qui leur sont propres et ils doivent être comptables de la manière dont ils les respectent dans la pratique. (OIT, *Une mondialisation juste*/2004²⁶, p. 10).

Notons d'abord l'absence des syndicats, des organisations populaires ou des mouvements sociaux, dans l'énumération provenant du *Rapport mondial sur le développement humain*. Dans cette énumération des principaux acteurs appelés à développer des « *dispositifs sociaux aptes à promouvoir véritablement les libertés fondamentales* », ces « *absents* » sont « *remplacés* » par des « individus », des « entreprises » et des « ONGs », ce qui n'est pas sans rappeler la scène de représentation construite pas le RDM/90... Dans l'autre énumération, provenant d'un document d'analyse sur les dimensions sociales de la mondialisation, produit par l'Organisation internationale du travail, on notera l'apparition des syndicats mais toujours à côté des entreprises, des individus, de la société civile et des organisations internationales. Ces caractéristiques des acteurs de la lutte contre la pauvreté prendront toute leur signification à mesure que nous avancerons dans l'analyse de l'ensemble du système de valorisation. Elles indiquent déjà une tendance à la technicisation, à la privatisation et à l'internationalisation de la scène de représentation des forces.

²⁵ Notons que ces valeurs ont préalablement été définies comme suit : « Des valeurs et des principes universellement partagés doivent constituer la base d'une **gouvernance démocratique de la mondialisation**. Cela inclut des **valeurs essentielles pour une économie de marché ouverte et efficace : responsabilité, initiative, respect de la loi, honnêteté, transparence.** » (Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*, Genève, OIT, 2004, p. 9).

²⁶ Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*, Genève, OIT, 2004.

D'autres acteurs comme les autochtones, les noirs, les paysans ou les femmes apparaissent également mais, en étant traités comme des équivalents sémantiques de « pauvres », ils se trouvent dans la même position passive (ou d'objet) que nous avons vue dans le programme électoral d'AMLO. Ils peuvent cependant parfois apparaître en tant qu'agents (celui qui accomplit l'action), notamment dans les déclarations sur la participation :

« Nous réaffirmons notre engagement de respecter les droits des peuples autochtones. [...] Le « Nous réaffirmons notre engagement de respecter les droits des **peuples autochtones**. [...] Le **plein exercice de ces droits** est indispensable pour l'existence, le bien-être et le développement intégral des peuples autochtones, et pour leur **pleine participation aux réalités nationales**, d'où la nécessité qui nous est faite de créer les conditions nécessaires pour leur **faciliter l'accès au travail décent** et à des **conditions de vie** qui permettent de vaincre la **pauvreté**, **l'exclusion** et les **inégalités sociales**. (Sommet des Amériques, *Déclaration de Mar del Plata*, 2005²⁷, p. 7).

« En Bolivie, le soutien financier aux **populations indigènes** a amplifié leur **participation** à la vie politique – en particulier lorsque ce soutien est consacré aux groupes de **femmes** qui **surveillent l'application par les gouvernements** locaux des **politiques de promotion de l'égalité** entre hommes et femmes. » (Oxfam/2005, p. 8).

Dans le premier de ces exemple, le sens de la « pleine participation [des peuples autochtones] aux réalités nationales » se voit contrôlé par un *paraphrasage*²⁸ venant corriger ou préciser ce qu'il faut entendre par participation : « leur faciliter l'accès au travail décent et à des conditions de vie qui permettent de vaincre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités sociales ». Non seulement l'agent de cette participation est représenté par les gouvernements des Amériques qui « facilitent l'accès au travail décent... » mais, en plus, cette participation se voit contrôlée et circonscrite à « l'accès au travail et à des programmes de lutte contre la pauvreté »²⁹. Le mode d'existence des mouvements autochtones (mais aussi populaires, de femmes, etc.) tend alors à se confondre avec les objectifs de la lutte contre la pauvreté au

²⁷ Quatrième Sommet des Amériques, *Déclaration de Mar del Plata : Créer des emplois pour faire face à la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique*, Mar del Plata (Argentine), 5 novembre 2005.

²⁸ Rappelons que le paraphrasage consiste en une reformulation d'un énoncé dans le but d'en contrôler le sens, tant par rapport à la polysémie relative à toute langue qu'à la polyphonie d'un interdiscours particulier. Le paraphrasage permet ainsi d'établir des relations d'équivalence qui ne sont pas données par la langue mais établies par le discours.

²⁹ Nous ne pouvons malheureusement pas aborder tous les éléments du système de sens en même temps. Les mécanismes qui permettent de créer un réseau de synonymie entre « vaincre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités sociales » et « des programmes de lutte contre la pauvreté ciblés sur les besoins des pauvres » seront abordés au prochain chapitre. De même, pour le prochain exemple, le processus général de contrôle du sens des figures de la bonne gouvernance, de la transparence ou de la participation ne pourra être abordé qu'au prochain chapitre.

détriment de leurs caractéristiques propres. Dans le deuxième exemple, les femmes autochtones sont, pour une fois, des agents, qui réalisent une action, mais cette dernière est subordonnée au principe de *transparence* et de *comptabilité*³⁰ à travers le paraphrasage de « la participation des populations indigènes » qui la réduit à « surveillent l'application par les gouvernements locaux³¹... ». En d'autres termes, même en devenant agents, les pauvres, les femmes ou les autochtones doivent se transformer en agents de la lutte contre la pauvreté. Ce qui donne une unité et une cohérence au système de valorisation, en plus de permettre d'étendre son emprise sur des personnes et espaces toujours plus élargis et d'incorporer dans son système de différences des éléments qui pouvaient se trouver à l'extérieur ou qui pourraient être ou devenir antagoniques.

Le même processus se produit avec les « mouvements sociaux ». Alors que l'on pourrait croire que le surgissement de figures comme celle de la société civile, des mouvements populaires, autochtones ou de femmes représentent une rupture avec la dimension techniciste du discours de lutte contre la pauvreté, il semble plutôt que ce soit l'inverse qui se produit. C'est-à-dire que les éléments potentiellement antagoniques se voient neutralisés par leur incorporation dans un seul et même système de différences :

« L'amélioration des communications a entraîné une prise de conscience des droits et des identités et permis à des **mouvements sociaux** de **mobiliser l'opinion** et de renforcer la **transparence démocratique**. Il en résulte qu'une véritable conscience planétaire est en train d'émerger, **sensible à l'injustice** que représentent la **pauvreté**, la discrimination entre les sexes, le travail des enfants et la dégradation de l'environnement, où que ce soit dans le monde. » (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. 3).

« Tengo una visión incluyente sobre el trabajo de los **movimientos sociales**. Tendrán todo el respaldo de mi gobierno, **en particular** las organizaciones que, en gran pasión y **vocación de servicio**, han hecho de la **atención a los grupos vulnerables** un proyecto de vida. » (Fox, Toma Posesión, 2000³², p. 3).

« Au XX^e siècle, ce sont les **mouvements sociaux** qui ont fait avancer l'humanité vers l'**égalité**... » (PNUD, RMDH/2000, p. 3).

Dans ces exemples, nous voyons le même mécanisme de paraphrasage que celui observé dans le cas de la participation politique des populations indigènes. Ce sont maintenant les

³⁰ Tant vis-à-vis de leur population que des bailleurs de fonds.

³¹ Notons que l'agent des politiques est encore « les gouvernements locaux », que l'*action* ou la *participation* des autochtones doit *surveiller*.

³² Presidente Vicente Fox, *Toma de Posesión*, México D.F., 1er Décembre 2000, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

mouvements sociaux qui se voient placés en position d'adjuvants de la lutte contre la pauvreté en « mobilisant l'opinion publique » et en renforçant la « transparence », en prêtant des services aux « groupes vulnérables » ou en faisant avancer l'humanité vers l'égalité. Ces paraphrases prendront tout leur sens une fois que nous aurons analysé le fonctionnement des figures de la transparence et de l'égalité au sein du système général de valorisation. Pour l'instant, contentons-nous de remarquer que les mouvements sociaux sont mis en discours en tant qu'éléments internes de la lutte contre la pauvreté. Leur sens « propre »³³ se voit surdéterminé et contrôlé par leur incorporation à celle-ci. Ainsi, en les incorporant dans le discours de lutte contre la pauvreté on leur assigne une place, celle d'adjuvants de la lutte contre la pauvreté, une représentation normative de leur existence ou du sens de leur action.

Une dernière remarque, au sujet du RMDH 2000. Il est intéressant de noter qu'il s'agit du seul de tous les Rapports mondiaux sur le développement humain qui mentionne les mouvements sociaux. Cette particularité s'explique par le thème du Rapport de cette année-là, qui cherchait à établir des liens entre les Droits humains et le développement durable :

« La **liberté** est l'objectif et l'ambition communs des **droits de l'homme** et du **développement humain**. Les **mouvements pour les droits de l'homme** et le **développement humain** ont nourri des traditions et des stratégies **distinctes**. **Unis** au sein d'une large **alliance**, chacun peut néanmoins insuffler un regain d'énergie et de dynamisme à l'autre. » (PNUD, RMDH/2000, p. 2).

Dans le Rapport mondial sur le développement humain 2000 (PNUD, RMDH/2000), les mouvements sociaux traversent l'ensemble du texte. Leur absence, en tant que figure ou acteur, dans les autres Rapports du PNUD ainsi que dans la plupart des autres pièces du corpus, nous indique que la figure des mouvements sociaux est plutôt étrangère à la logique de la lutte contre la pauvreté. L'exemple ci-dessus rend d'ailleurs explicite cette différence (« ont nourri des traditions et des stratégies distinctes »). Ce surgissement d'un « autre »

³³ Bien entendu il n'existe pas de sens « propre » à un quelconque mouvement ou groupe social. Seulement, les organisations autochtones ne s'organisent pas et ne se représentent pas nécessairement elles-mêmes comme des acteurs d'une lutte contre la pauvreté. En les signifiant de telle sorte que ces mouvements n'apparaissent plus que comme des adjuvants de la lutte contre la pauvreté, le discours de lutte contre la pauvreté tend ainsi à surdéterminer leur sens et leur mode d'intégration à la scène politique. De plus, en mettant en disponibilité ces nouvelles catégories de représentation, il peut même en venir à modifier l'identité ou l'identification de groupes autochtones qui tendront à s'inscrire dans le cadre de ce discours de manière à se rendre audibles. Au sujet des stratégies d'incorporation des critères internationaux par les organisations autochtones, voir Pierre Beaucage, « Parcours de l'indianité : théologie, politique, anthropologie », *Cahier des imaginaires*, Vol. 3, n° 3, janvier 2005.

discours dans le discours s'inscrit dans la problématique de la *polyphonie*³⁴ et de l'*hétérogénéité constitutive*³⁵ des discours. Il ne représente pas une altération du discours mais une stratégie qui nous permet de mieux saisir son identité en fonction de la manière à travers laquelle il incorpore ces « autres » voix. Or, comme nous l'avons vu plus haut, cette incorporation des mouvements sociaux dans le discours de lutte contre la pauvreté conduit à leur resignification en tant qu'acteurs de cette lutte.

Indépendamment de ces considérations sur les mouvements sociaux, ce qui ressort de cette analyse sommaire des acteurs de la scène énonciative du discours de lutte contre la pauvreté, c'est qu'elle est habitée de manière prépondérante par les institutions internationales et les gouvernements qui seront accompagnés dans leur actions par des entités telles que les individus, les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile, les syndicats, et les entreprises ou le secteur privé, les citoyens, les médias, etc. Cette scène constituée d'un nombre restreint d'acteurs peut incorporer des « figurants » (femmes, indiens, mouvements sociaux, etc.) qui, généralement, n'auront pas un rôle protagonique mais auront plutôt le statut d'objets de la lutte. Autrement, lorsqu'ils se verront attribué un rôle³⁶, ce ne sera que celui d'un acteur de la pauvreté. Ils seront surdéterminés, neutralisés par leur incorporation dans le discours.

Il importe de spécifier que ce processus de « traduction » est propre à tout discours. Il n'est pas question ici de dénoncer un processus d'occultation « d'acteurs » qui « seraient » ou « existeraient » ailleurs sous leur forme « authentique ». Ce qui importe dans ce processus de « traduction » opéré par le discours ce n'est pas la « réalité concrète » qui serait altérée, mais bien le processus de « traduction » lui-même, surdéterminant la réalité de manière à ne faire entrer en scène qu'un certain type d'agents qui ne prennent sens, légitimité et existence qu'en autant qu'ils participent à l'entreprise de lutte contre la pauvreté, indépendamment de toute

³⁴ Oswald Ducrot, « Esquisse d'une théorie polyphonique de l'énonciation », in *Le dire et le dit*, Paris, Minuit, 1984, p.171-223.

³⁵ Jacqueline Authier-Revuz, Hétérogénéité montrée et hétérogénéité constitutive : éléments pour une approche de l'autre dans le discours », *DRLAV*, n° 26, 1982, pp. 91-151.

³⁶ Patrick Charaudeau, « Rôles sociaux et rôles langagiers », in *Modèles de l'interaction verbale*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1995, pp. 79-96. Voir également : Oswald Ducrot, « De Saussure à la philosophie du langage », Préface à *Les Actes de langage*, de John R. Searle, Paris, Hermann, 1972, p. 4.

autre qualité que puissent avoir ces groupes par ailleurs. Cette forme particulière de surdétermination prendra une valeur particulière lorsqu'elle sera mise en relation avec d'autres formes de surdétermination de la scène de représentation des forces, dans les chapitres 7 à 9. Notons immédiatement que les catégories d'individu, de société civile ou d'ONGs et, *a fortiori*, de marché et d'entreprises privées ou investisseurs étrangers ne sont pas d'emblée des catégories politiques. Ce n'est qu'en entrant dans le discours de lutte contre la pauvreté qui tend à établir les « bonnes » politiques non seulement pour combattre la pauvreté mais également pour atteindre la « bonne » gouvernance et les équilibres sociaux, politiques et économiques « nécessaires » à sa réduction qu'il recouvreront une valeur au sein d'une forme particulière de représentation de la scène politique. Les conséquences relatives à l'incorporation de ces nouveaux acteurs tendant à privatiser et à internationaliser les scènes politiques ne seront traitées plus loin, après avoir exposé plus en détail, lors du sixième chapitre, les manières à travers lesquelles ces figures se trouvent sémiotisées et mises en scène.

5.3- Scénographie mercantile ou gestionnaire ?

En abordant les unes après les autres ces trois dimensions de la scénographie, est apparue une difficulté d'interprétation relative au fait que nous n'avons pas encore montré la valeur de certains termes dans le système de sens qui les valorise. C'est là un problème relatif à l'analyse de tout « système » de sens, puisqu'en énonçant une seule phrase les énonciateurs possèdent en implicite l'ensemble du système. Et c'est là tout l'enjeu de l'analyse de ce système. Il ne suffit pas de savoir que tout le monde se proclame en faveur d'une réduction des inégalités, ou que dans cette entreprise on attribue une place à la participation, à la société civile ou aux mouvements sociaux. Il faut savoir ce qu'on entend par là et, dans le cas de l'analyse d'une formation discursive, il faut encore savoir s'il existe un système commun de dispersion d'énoncés, permettant la convergence stratégique de positions contradictoires. En abordant la logique interne permettant d'inter-relier les différentes dimensions de ces déictiques, nous serons mieux à même de dégager cette règle de dispersion.

Rappelons immédiatement que la scénographie mercantile du RDM/90 (BM) ne semble pas suffisante pour rendre compte de cette dispersion d'énoncés puisque, comme nous avons pu le remarquer dans les exemples utilisés jusqu'ici, c'est la lutte contre la pauvreté en

tant que telle, définie en fonction des principes d'égalité, de liberté, de démocratie, de participation et de d'intégration des groupes vulnérables, qui sert de point de référence commun et de règle de « traduction » ou de resignification des autres termes (femmes, autochtones, mouvements sociaux, etc), plutôt que la figure d'un marché immanent et ontologiquement bon. Bien entendu, les exemples, nécessairement partiels, que nous avons utilisés jusqu'ici ne nous permettent pas, encore, de savoir si la figure du marché ne se trouve pas dans l'implicite de cette lutte, de cette liberté ou de cette démocratie. La suite de ce cinquième chapitre aborde donc la question de la logique inter-reliant non seulement les temps, les espaces et les personnes de chaque texte mais surtout les différents textes entre eux, en articulant cette réflexion autour de la tension pouvant exister entre la scénographie mercantile et la scénographie gestionnaire.

5.3.1- Scénographie mercantile

La scénographie mercantile aurait été tout à fait adéquate pour rendre compte du discours techniciste international et en grande partie des discours présidentiels ainsi que des programmes des partis politiques d'opposition. Dans ces cas, on constate que les conceptions « humaines » « structurelles » ou « subjectives » du développement ne trouvent leur sens qu'en fonction de leur apport à la croissance basée sur l'ouverture des marchés, comme on peut le voir dans les quelques exemples suivants :

« La **liberté** est essentielle au développement humain. Les **individus doivent être libres** d'opérer des **choix** sur des **marchés** fonctionnant **convenablement...** » (PNUD, RMDH/90, p. 1).

« Les mesures prises pour **stimuler la croissance**, et notamment garantir la **stabilité macro-économique**, la qualité des institutions, une gouvernance démocratique et efficace et un **climat propice à l'investissement**, doivent rehausser **l'incitation des pauvres à trouver un emploi** ou à **créer leur propre entreprise** ainsi que leurs possibilités et leur capacité de le faire, de telle sorte que ces derniers soient étroitement **associés à la croissance économique**. » (OCDE/2006³⁷, p. 3).

« Le **libre-échange** et une **intégration économique** accrue comptent parmi les éléments clef de l'amélioration du **niveau de vie**, des **conditions de travail** des populations des Amériques et d'une meilleure protection de **l'environnement**. » (Sommet des Amériques, Miami/94, p. 4).

³⁷ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Réseau du CAD sur la réduction de la pauvreté (POVNET), *Croissance favorable aux pauvres, Déclaration de principe*, 5 avril 2006.

« Dans ces pays, Les peuples commencent à prendre en main leur propre destinée. Les **interventions inutiles de l'État diminuent**. Tous ces éléments témoignent du triomphe de L'esprit humain. » (PNUD, RMDH/90, p. iii).

« Les **obstacles artificiels** ont quant à eux été atténués par l'assouplissement des barrières douanières (droits de douane, quotas, et ainsi de suite) et du contrôle des changes. » (PNUD, RMDH/97, p. 91).

« Si hoy nos dejamos llevar por el **miedo a la incertidumbre**, nuestras **capacidades competitivas** se verán irremediabilmente debilitadas, y el resultado será **más pobreza, mayores desigualdades y una peor convivencia** » (Lagos, 2000³⁸, p. 3).

Dans ces exemples, la « liberté » est réduite à la possibilité « d'opérer des choix dans des marchés fonctionnant convenablement » ; les pauvres se transforment en de potentiels investisseurs, ou des vendeurs de leur force de travail se voyant favorisés par la « stabilité macroéconomique » ; « l'amélioration du niveau de vie » (lutte contre la pauvreté) passe par « le libre-échange et une intégration économique » ; l'émancipation des peuples équivaut à un retrait de l'État qui doit s'abstenir d'élever des « obstacles artificiels » (aux lois naturelles du marché) ; la peur des incertitudes (c'est-à-dire des réformes) conduit à une perte de compétitivité et à une augmentation de la pauvreté et des inégalités... Nous retrouvons donc la même scénographie mercantile que nous avons identifiée lors de l'analyse du RDM/90. À la différence que maintenant, les paramètres de cette scénographie ne sont plus assumés par une position trop rapidement taxée de néolibérale mais sont désormais assumés par un ensemble beaucoup plus large, au sein duquel se trouvent le PNUD, l'OIT, ainsi que le candidat de gauche aux dernières élections présidentielles mexicaines, Andrés Manuel López Obrador³⁹ ou l'ancien président du Chili (2000-2005) Ricardo Lagos⁴⁰, pourtant considérés comme des positions « humaines » au sein des débats sur la pauvreté.

³⁸ Presidente Ricardo Lagos Escobar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 2000.

³⁹ Candidat de gauche à l'élection présidentielle du Mexique en 2006.

⁴⁰ Président (Socialiste) du Chili entre 2000 et 2005. Lagos cumule, en fait, deux affiliations politiques. L'une étant celle du Parti socialiste et l'autre, celle du Parti pour la démocratie (PPD), qu'il crée pour des raisons instrumentales dans la conjoncture des négociations avec la dictature du Général Pinochet (1973-1990), mais qu'il refuse de dissoudre après la fin du régime dictatorial, car le PPD ne rassemblait pas exclusivement des militants socialistes mais un large spectre de petites formations de gauche (modérée). De plus, il s'est présenté sous la bannière de la Concertation de partis pour la démocratie (centre-gauche).

5.3.2- Postulat des effets bénéfiques de la mondialisation et de la croissance

Les conditions de possibilité de cette apparente contradiction se situent au niveau de *l'implicite*. Comme nous l'avons vu précédemment, en abordant le cas du programme électoral de l'actuelle Présidente du Chili, Michelle Bachelet⁴¹, l'incorporation de la scénographie mercantile dans des positions qui se présentent par ailleurs comme étant explicitement opposées à la libéralisation et à la mondialisation néolibérale, se fait en incorporant en présupposé les éléments de contenu qui n'auront pas à être assumés explicitement. Voyons un autre exemple, tiré de la Déclaration du Sommet des peuples de Santiago (1998) :

« Nous ne nous opposons pas à l'établissement de règles qui s'appliqueraient aux échanges et aux investissements internationaux. Notre critique de la **forme dominante de mondialisation**, telle qu'elle nous est **imposée de l'extérieur**, n'implique pas non plus pour autant que nous souhaitions revenir en arrière, **fermer nos économies** et établir des **barrières protectionnistes**, voire pousser pour des **politiques commerciales isolationnistes**. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 11).

Le posé dans cet énoncé concerne la « critique de la forme dominante de mondialisation », assumée explicitement par le locuteur collectif « nous » désignant les participants au Sommet des peuples. Toutefois, cette critique est fortement contrôlée. Elle doit aménager sa place au sein d'un interdiscours peuplé de critiques implicites que l'on cherche à neutraliser. D'abord par la négation (*Nous ne nous opposons pas*) qui répond à une critique implicite, un énoncé prononcé par un énonciateur absent qui affirmerait : « le Sommet des peuples s'oppose à l'établissement de règles... ». Ensuite en limitant la critique de la mondialisation à sa « forme dominante », « imposée de l'extérieur », ce qui laisse la porte ouverte à la promotion d'un *Alter*-mondialisme. Et, finalement, par une autre négation qui répond à une éventuelle critique au sujet du fait que le Sommet des peuples voudrait « fermer les économies, établir des barrières protectionnistes, voire pousser pour des politiques commerciales isolationnistes. ». S'il est à ce point nécessaire à cette position critique du libre-échange, de la ZLEA et de la mondialisation de préciser tout ce qu'elle n'est pas, et d'assumer ainsi une large part des postulats de ses « adversaires » (concessions), c'est qu'elle est contrainte par une série d'énoncés qui la précèdent et établissent la place (énonciative) à partir de laquelle peut et doit être formulée une critique « audible », acceptable ou légitime. En d'autres termes,

⁴¹ Président(e) (également Socialiste) du Chili, depuis janvier 2006.

le Sommet des peuples est contraint, afin de garantir sa place de locuteur légitime au sein de la communauté discursive au sein de laquelle s'inscrit cette déclaration, de montrer sa compétence énonciative en procédant à des concessions à des positions opposées.

Cette contrainte énonciative obligeant les locuteurs de la pauvreté à énoncer des professions de foi en faveur de l'ouverture économique provient du fait que la plupart des autres énonciateurs « légitimes » énoncent explicitement leur adhésion à ces principes. Comme on peut le voir dans les extraits suivants :

« **Vivimos, en la era de la globalización, mi deber como Presidente es trabajar para que Chile entre al mundo global, aprovechando al máximo sus oportunidades que se nos ofrecen, disminuir los riesgos y cuidar que los beneficios de esa globalización, esos beneficios se distribuyan equitativamente entre todas las familias.** » (Lagos 2002⁴², p. 3).

« En los tiempos actuales de creciente **globalización** se hace **necesaria** una amplia interrelación con la **economía mundial** para lograr pleno **aprovechamiento** de las **ventajas competitivas del país** a fin de asegurar la rentabilidad de las inversiones, la creación de empleos y la elevación sostenida de los **niveles de vida**. No hay duda, la **protección** privilegia al capital y **concentra el ingreso** ; la **apertura favorece el empleo y la redistribución del ingreso.** » (Salinas 1994⁴³, p. 31).

« Nous sommes convaincus que le principal défi que nous devons relever aujourd'hui est de faire en sorte que la **mondialisation devienne** une force positive pour l'humanité tout entière. Car, si elle **offre des possibilités immenses**, à l'heure actuelle ses **bienfaits** sont **très inégalement répartis**, de même que les **charges** qu'elle impose. » (Déclaration du millénaire, ONU/2000, p. 2).

« Ces conceptions **doivent être adaptées aux opportunités** et à la **réalité de la mondialisation**, à ses **nouveaux acteurs** et à ses **nouvelles règles planétaires.** » (PNUD, RMDH/00, p. 6).

« A l'échelle mondiale, les **avantages** de la **libéralisation** seront probablement **supérieurs aux coûts** qu'elle engendrera. » (PNUD, RMDH/97, p. 90).

« Tout cela **devrait et peut être réalisé** dans le contexte **d'économies ouvertes** et de **sociétés ouvertes.** » (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. xi).

Nous ne pouvons malheureusement pas entrer dans le détail de l'analyse de tous ces exemples. On remarquera cependant comment, dans ces extraits, la mondialisation se présente comme une évidence⁴⁴, qui contraint⁴⁵ mais qui offre des opportunités, des bienfaits,

⁴² Presidente Ricardo Lagos Escobar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 2002.

⁴³ Carlos Salinas de Gortari, *Informe de gobierno*, México D.F., septembre 1994.

⁴⁴ « *Vivimos, en la era de la globalización* » ; « offre des possibilités immenses » ; « réalité de la mondialisation » ; etc.

⁴⁵ « *mi deber* » ; « *se hace necesaria* » ; « charges qu'elle impose » ; « *doivent être adaptées* » ; « *devrait et peut être réalisé* », etc.

des bénéfices⁴⁶. Même en critiquant le fait que « à l'heure actuelle ses bienfaits sont très inégalement répartis », on n'est pas moins en train de postuler les bienfaits. Ces postulats, ces impératifs des faits ou ces descriptions performatives, prenant en charge les prescriptions des organismes internationaux ou les actions des gouvernements (qui se soumettent à la mondialisation ou à l'ouverture économique), situent également le lieu⁴⁷ le temps⁴⁸ et les personnes⁴⁹ au sein desquelles « doit se dérouler la lutte contre la pauvreté⁵⁰ »

Le même mécanisme se constate pour des énoncés postulant les fruits de la croissance économique et de la stabilité politique et macro-économique :

« Aux fins d'obtenir **plus de justice sociale pour tous**, nous nous engageons à œuvrer, à titre individuel et collectif, afin d'améliorer l'accès à un **enseignement** et à des services de **santé** de qualité et de supprimer l'**extrême pauvreté** et l'**analphabétisme**. Il faut que toutes les personnes, sans distinction de race, de sexe, d'origine nationale, ou d'obédience religieuse, aient **accès aux fruits de la stabilité démocratique** et de la **croissance économique**. » (Sommet des Amériques, Miami/94, p. 5).

« Una **economía nacional bien manejada** es un **medio**, solamente un medio para alcanzar lo que más cuenta para este Gobierno y eso es, vuelvo a decirlo, el **bienestar** de los mexicanos de hoy y de mañana. » (Zedillo 1999⁵¹, p. 18).

« **L'efficacité des États** est une condition nécessaire à l'**efficacité des marchés**. Si les pays veulent bénéficier de la mondialisation, il leur faut un État capable de développer les capacités institutionnelles, tant **sociales** qu'économiques, qui sont indispensables pour avoir une croissance économique saine et équitable. » (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. 8).

En plus de l'effet d'évidence, déjà mentionné, la fonction du *judicateur* s'avère ici essentielle puisque ce qui permet d'établir une distinction entre la bonne ou la mauvaise mondialisation, ou d'établir qu'un État est « efficace » ou qu'une économie nationale est « bien conduite », c'est la capacité que possède l'énonciateur dans le registre pédagogique-doctrinal de trancher entre le bien et le mal, entre le probable et l'impossible, l'efficace et l'inefficace.

⁴⁶ « *aprovechando al máximo sus oportunidades* » ; « *beneficios se distribuyan equitativamente* » ; « *la apertura favorece el empleo y la redistribución del ingreso* » ; « offre des **possibilités** immenses » ; « adaptées aux **opportunités** » ; « les **avantages** de la libéralisation » ; etc.

⁴⁷ « *para que Chile entre al mundo global* » ; « *economía mundial* » ; « *ventajas competitivas del país* » ; « A l'échelle **mondiale** » ; etc.

⁴⁸ « *En los tiempos actuales* » ; « *la era de la globalización* » ; « devons relever **aujourd'hui** » ;

⁴⁹ « **nouveaux acteurs** et à ses nouvelles règles planétaires ».

⁵⁰ « *distribuyan equitativamente* » ; « *redistribución del ingreso* » ; « inégalement répartis » ; etc.

⁵¹ Ernesto Zedillo, *Informe de gobierno*, México D.F., 1999.

Bien que l'on pourrait croire que cette fonction du juge offre au locuteur un parfait pouvoir arbitraire pour décider ce qui lui paraît être le mieux, il ne faudrait pas oublier que, pour tenir la position de l'énonciateur légitime de ce discours, le locuteur doit se plier à un ensemble de règles. L'aune de l'efficacité ne sera donc pas laissée à la discrétion du locuteur puisqu'elle est construite au sein du savoir ou de la dogmatique de la lutte contre la pauvreté. Pour pouvoir tenir la place de l'énonciateur-maître, les locuteurs doivent se plier, du moins en partie, à certaines règles qui montrent leur *compétence discursive*. Autrement, leurs propos manqueront de crédibilité dans la communauté discursive dans laquelle ils s'inscrivent. Dans la mesure où ce savoir-pouvoir est principalement produit dans le débat entre la Banque mondiale et le PNUD, l'ensemble des autres énoncés sur la pauvreté tendront à se positionner par rapport à lui.

5.3.3- Inefficacité des marchés et action correctrice du politique

L'apparente opposition entre une vision « néolibérale » et une vision « humaine » de la pauvreté procède d'une stigmatisation de la position de la Banque mondiale, du FMI et de l'OCDE, ou encore du Consensus de Washington. En faisant une caricature de cette position, n'importe quelle promotion d'un quelconque rôle pour l'État se présente comme une conquête idéologique et un progrès pour l'humanité. Pourtant, comme nous l'avons mentionné au premier chapitre et comme nous l'avons vu lors de l'analyse du RDM/90, ledit Consensus de Washington, tout comme le discours de la Banque mondiale, ont toujours attribué un rôle à l'État. Or, ce rôle dévolu à l'État dans la conception néolibérale est justement de lutter contre la pauvreté, en investissant en infrastructure et en capital humain, tout en se délestant de ses fonctions productives, de planification, de régulation, de médiation et de distribution⁵². Rappelons l'analyse de John Williamson qui, en synthétisant le Consensus de Washington, dit :

« Policy reform with regard to public expenditure is thus perceived to consist of switching expenditure from subsidies toward education and health (especially to benefit the disadvantaged) and infrastructure investment. »⁵³.

⁵² « Reducing the Role of the State in the Economy : A conceptual Exploration of IMF and World Bank Prescriptions », *International Studies Quarterly*, n° 34, pp. 477-492.

⁵³ John Williamson, « What Washington Means by Policy Reform », in Williamson (dir.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened*, Washington, Institute for International Economics, 1990, p. 9.

C'est en faisant de la mondialisation néolibérale un épouvantail, un « ennemi de paille », que l'application de principes internes à ce même courant de pensée apparaît non seulement comme présentant d'audacieuses⁵⁴ réformes mais aussi comme constituant une farouche opposition. Voyons quelques exemples :

« Es evidente que, para superar esa dualidad, la llamada política del “derrame” no constituye un camino viable ni eficaz. Que el crecimiento por sí mismo mejore la situación de los más destituidos puede tardar varias décadas [...] Chile necesita una acción positiva del Estado para progresar hacia la justicia » (Aylwin 1990⁵⁵, p. 11).

« Hemos aprendido que el camino más eficiente para combatir la pobreza, es el crecimiento económico acelerado. Pero al mismo tiempo hemos aprendido que hay una proporción de nuestra pobreza que no puede ser superada por el simple impulso al crecimiento. » (Lagos 2002, p. 30).

« L'histoire démontre bien que le marché laissé à lui-même n'engendre pas le développement, encore moins la justice sociale. À l'opposé, nous proposons une économie mondiale réglementée à l'échelle nationale et supranationale dans l'intérêt de la paix, de la démocratie, du développement durable et de la stabilité économique. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 11).

« El centro de la cuestión venezolana está en el tema social. La idea de que el crecimiento económico pueda por si solo crear bienestar social, es falsa. Puede haber crecimiento económico y, mediante la concentración de la riqueza, puede también haber crecimiento de la pobreza en la sociedad. » (Velásquez, 1994⁵⁶, p. 15).

« La libéralisation des marchés devrait offrir davantage d'opportunités aux créateurs d'entreprises. Cependant, pour bien des individus, en particulier les plus pauvres, le marché ne fournit pas l'égalité d'accès aux opportunités que devraient offrir ces politiques nouvelles - ou aux infrastructures nécessaires pour tirer parti de ces opportunités. » (PNUD, RMDH/97, p. 85)

Nous voyons dans ces énoncés comment on met à distance le repoussoir du « néolibéralisme »⁵⁷ pour ensuite présenter les « nouvelles politiques » ou « l'action positive de l'État » comme un chemin vers la justice. Or, ces politiques proposées comme profondément novatrices sont pourtant pratiquement les mêmes que celles proposées par la

⁵⁴ « Il faut adopter de nouvelles conceptions audacieuses pour garantir le respect de tous les droits de l'homme pour tous les individus et dans tous les pays au XXI^e siècle. Ces conceptions doivent être adaptées aux opportunités et à la réalité de la mondialisation, à ses nouveaux acteurs et à ses nouvelles règles planétaires. » (PNUD, RMDH 2000, p. 6).

⁵⁵ Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de mayo 1990.

⁵⁶ Presidente Ramón J. Velásquez, « Sesión Solemne del día viernes 28 de enero de 1994 », Congreso de la República, República de Venezuela, *Gaceta del congreso*, Tomo XXIV, volumen 1, Enero 1994-Junio 1994.

⁵⁷ « la llamada política del “derrame” no constituye un camino viable ni eficaz. Que el crecimiento por sí mismo... » ; « ...no puede ser superada por el simple impulso al crecimiento ».

Banque mondiale dans son RDM/90 et les mêmes que celles contenues dans le Consensus de Washington, c'est-à-dire des politiques ciblées sur les plus pauvres qui, comme nous l'avons vu au cours de ce chapitre, postulent le marché. Le marché est postulé par le fait même de dire que la croissance « en elle-même » n'engendre pas le bien-être social. La croissance est « nécessaire » mais non suffisante. Les politiques sociales ne sont pas opposées ou en contradiction avec une croissance économique engendrée par le secteur privé. Elles se surajoutent à celle-ci et tendent même à la favoriser.

5.4- Conclusions du cinquième chapitre :

Une scénographie gestionnaire qui postule le marché

Pour synthétiser les éléments abordés dans cette section sur la scénographie, nous utiliserons un long extrait du document de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (OIT), intitulé *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*, qui condense l'ensemble des mécanismes analysés :

« [La comparaison entre les expériences de réforme menées en Europe orientale et en Asie de l'Est] souligne le rôle important de l'État dans la gestion du processus d'intégration dans l'économie mondiale et dans la réalisation des objectifs à la fois économiques et sociaux. Ce rôle consiste notamment à fournir les biens collectifs classiques qui génèrent des externalités positives, comme la santé, l'éducation et le maintien de l'ordre, à surveiller les marchés et à en corriger les défaillances et dysfonctionnements, à corriger les externalités négatives comme la dégradation de l'environnement, à fournir une protection sociale et une protection pour les groupes vulnérables, et enfin à investir dans les domaines d'intérêt public délaissés par le secteur privé. Ces fonctions essentielles de l'État doivent être maintenues dans le contexte de la mondialisation. Dans bien des régions du monde, le problème provient de la faiblesse de l'action de l'État dans ces domaines et de l'absence d'anticipation réaliste du fait que le secteur privé peut compléter l'action de l'État. Un autre rôle important de l'État consiste à limiter l'impact de la mondialisation en termes d'inégalité des revenus, par une imposition progressive, des politiques salariales adaptées, des programmes sociaux et d'autres mécanismes. » (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. 62).

Nous voyons dans cet extrait comment, en insistant sur le rôle de l'État, on tend à contrôler celui-ci en le contraignant à gérer le processus d'intégration dans l'économie mondiale⁵⁸ (effet d'évidence) et en jouxtant l'économique au social⁵⁹. On constate la fonction jouée par

⁵⁸ « Rôle important de l'État dans la gestion du processus d'intégration dans l'économie mondiale ».

⁵⁹ « génèrent des externalités positives » « surveiller les marchés et [...] corriger les défaillances et dysfonctionnements, [...] corriger les externalités négatives » ; « investir dans les domaines d'intérêt public délaissés par le secteur privé » ; « le secteur privé peut compléter l'action de l'État ».

la scénographie mercantile, qui décrit l'acteur État et ses fonctions « classiques » sur le plan social et des biens collectifs, en des termes économiques (génèrent des externalités positives). La reconnaissance d'externalités négatives de la part du marché offre à l'acteur État un rôle « régulateur » mais celui-ci se trouve également circonscrit aux domaines « délaissés par le secteur privé » (comme pour le RDM/90) et, encore une fois, « dans le contexte de la mondialisation ».

La dernière partie de cette citation est celle qui fait en sorte que l'on ne puisse plus parler de scénographie mercantile mais bien d'une *scénographie gestionnaire qui postule le marché*. En effet, elle insiste sur le fait qu'il faut limiter l'impact de la mondialisation en termes d'inégalités « par une imposition progressive des politiques salariales adaptées, des programmes sociaux et d'autres mécanismes ». Bien qu'on aurait pu s'attendre, de la part du BIT, à ce que les intérêts des travailleurs trouvent une place beaucoup plus prépondérante et que, dans cette citation, ces mécanismes arrivent bien tard et se trouvent subordonnés aux premiers, d'autres positions au sein de notre corpus, comme les déclarations des Sommets des peuples ou les ONGs, insistent beaucoup moins sur le rôle directeur du marché pour se concentrer d'avantage sur la lutte contre les inégalités, le renforcement des budgets sociaux et les politiques destinées à fournir des salaires dignes aux travailleurs. Cependant, à travers les exemples fournis nous avons vu que ces mêmes positions incluent tout de même en implicite la centralité de la croissance. Cette croissance a beau être durable, favorable aux pauvres et transparente, elle n'en reste pas moins « sous l'égide du privé »⁶⁰, dans des économies ouvertes, etc. Nous avons vu également que le fait de se trouver en implicite n'enlève rien à son efficacité. Au contraire, l'implicite permet d'autant plus efficacement de naturaliser le marché, de le déproblématiser (effet d'évidence) et de le faire fonctionner en tant que cadre général inéluctable, au sein duquel tout doit être dit et fait.

Le problème de ce postulat ne réside pas tant dans la reconnaissance de la légitimité, et même de la nécessité, de la croissance « sous l'égide du privée », mais dans le fait qu'il tend

⁶⁰ « promouvoir un **développement juste et durable** des activités économiques engagées **sous l'égide du secteur privé**. » (Premier Sommet des peuples, Santiago, Chili, 1998, p. 9) ; « *El propósito de estos nuevos programas debe ser apoyar a los pobres, eliminando restricciones y dotándolos de elementos y de recursos para "poder hacer" e interactuar en mejores condiciones con otros agentes económicos.* » (AMLO, Programme électoral/2006, p. 25).

à structurer et à surdéterminer la valeur des autres positions du discours : que l'État, les pauvres, les acteurs sociaux et politiques et l'objectif même de l'*être ensemble* tendent à se définir en fonction de ce marché autonomisé, subsumant l'ensemble des relations sociales. Pour reprendre un commentaire de Charles Taylor :

« Nous ne pouvons pas abolir le marché mais nous ne pouvons pas non plus nous organiser exclusivement grâce au marché »⁶¹

En apparence, les réformes proposées dans le cadre du discours de lutte contre la pauvreté contestent l'efficacité du marché au nom de ses incapacités à réduire les inégalités et la pauvreté. Cependant, les réformes proposées ne concernent que l'adaptation de l'État et de la société aux prérogatives d'un marché mythique, ne pouvant engendrer que l'optimisation des ressources, l'efficacité et le plus grand bien-être pour tous. Les « ratés » ou les « échecs » de ce marché sont alors attribués aux interventions *inefficaces, arbitraires, corrompues, clientélistes, politiques* !, de l'État et ne semblent pouvoir se régler que par un renforcement ou une « libération » (*libéralisation*) de ce principe vertueux de ses carcans étatiques et politiques (les demandes, les manifestations, les instabilités politiques, sociales et économiques, etc.) qui l'empêchent de produire ses effets ontologiquement bons. Le problème n'est donc pas inhérent à la reconnaissance d'une place au marché mais à la reconnaissance de cette place particulière qui le situe au centre et qui, à partir de là, s'étend à l'ensemble du social. Ce qui vient limiter profondément la sphère politique dans la mesure où cette dernière ne peut plus statuer sur les relations de propriété, de production, de commerce et de finance ainsi naturalisés, autonomisés.

L'analyse détaillée des stratégies illocutoires des pièces de corpus qui insistent davantage sur la dénonciation de la « marchandisation du monde » et la « naturalisation du marché »⁶² aurait pu nous conduire à considérer que ces implicites ne sont que des

⁶¹ Charles Taylor, *Le malaise de la modernité*, Paris, Cerf, 2005, p. 117.

⁶² Nous aborderons plus en détail cette question des « concessions rhétoriques » et des stratégies de la subversion du sens en traitant de la question de la polyphonie au dernier chapitre. Mentionnons immédiatement que les déclarations du Sommet des peuples, de Chávez ou de Manuel Andrés López Obrador font cohabiter deux discours contradictoires (populiste et paupériste) au sein d'un même texte, rendant problématique l'établissement du discours dominant l'ensemble. Cette cohabitation de plusieurs discours au sein d'un même discours (polyphonie) n'empêche pas que l'on puisse isoler l'effet du discours de lutte contre la pauvreté fonctionnant en leur sein. En d'autres termes, même dans les discours qui ne se trouvent pas structurés entièrement autour de la lutte contre la pauvreté, au

« concessions rhétoriques », visant une subversion du sens qui leur est généralement accordé. Cependant, pour rhétoriques qu'elles soient, ces concessions ne sont pas moins lourdes de conséquences, puisque cette naturalisation du marché et de la mondialisation constitue l'une des principales conditions de possibilité et de légitimité des positions que ces déclarations prétendent combattre. En concédant la nécessité d'une croissance (durable et favorable aux pauvres), « sous l'égide du marché » et dans des économies ouvertes⁶³, c'est l'ensemble des interventions étatiques et de l'action politique qui se voit limité à des interventions sociales ciblées sur les plus pauvres, là où le marché et la mondialisation ne peuvent le faire. Et de manière plus générale, ce sont l'ensemble des acteurs politiques qui tendent à se constituer en fonction de cette scénographie gestionnaire postulant le marché et la mondialisation.

Le rôle joué par cet implicite (postulat du marché et de la mondialisation) est fondamental car, sans cet implicite, le discours sur les droits, la participation, les salaires dignes et l'équité ne pourrait pas circuler dans les mêmes milieux et avec la même « efficacité » qu'il ne le fait actuellement. Ce n'est qu'au prix de la traduction des multiples dimensions de la pauvreté humaine dans une scénographie gestionnaire postulant le marché⁶⁴ que la pauvreté a pu être investie d'une telle manière par les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI, OCDE) et les gouvernements appliquant les réformes centrées sur le marché, engendrant alors une *incitation au discours sur la pauvreté* et, par là, l'événement discursif paupériste. Inversement, ce n'est qu'en fonction de l'insistance ou de l'emphase mise sur des termes connotés positivement au sein d'une conception « progressiste » de la liberté, la démocratie, l'État de droit, les droits humains, la lutte contre les inégalités, la décentralisation et la participation, que le discours de lutte contre la pauvreté peut circuler dans des milieux pourtant *explicitement* opposés à la marchandisation du monde. C'est là toute l'importance de la *contrainte constitutive de quantification* et de l'effet de miroir, contrôlant l'excès de sens de l'effet de compassion. Car

moment où les règles énonciatives de ce discours apparaissent, elles engendrent nécessairement les effets de sens analysés ici.

⁶³ « ...n'implique pas non plus pour autant que nous souhaitions revenir en arrière, **fermer nos économies** et établir des **barrières protectionnistes**, voire pousser pour des **politiques commerciales isolationnistes**. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 11).

⁶⁴ C'est-à-dire, une scénographie qui encourage l'action de l'État mais seulement dans des domaines où il ne nuira pas à la libre circulation des marchandises et du capital ; une intervention qui, au contraire fournira le cadre nécessaire pour optimiser les rendements et la croissance du secteur privé.

ce qui permet cette cohabitation stratégique entre des positions en apparence opposées, c'est cette traduction de la pauvreté en des indicateurs permettant de l'insérer dans des raisonnements économiques (effet de bouclage), techniques ou gestionnaires. En d'autres termes, ce qui permet l'existence d'un débat ou l'inclusion d'un immense spectre de positions au sein des *mêmes* règles de dispersion, ce n'est pas tant la *scénographie mercantile* mais l'*oscillateur sémantique* que constitue la *scénographie gestionnaire qui postule le marché*. C'est-à-dire la mise en exergue des dimensions sociales, politiques, psychologiques..., bref du caractère « multidimensionnel » de la pauvreté.

Cependant, l'implicite n'est pas un phénomène que l'on puisse postuler ou déduire immédiatement et directement de ces quelques exemples. Au contraire, ce qui nous a permis de développer le concept de *scénographie gestionnaire postulant le marché* c'est la connaissance que nous avions du sens que pouvaient avoir des expressions comme « *acción positiva del Estado para progresar hacia la justicia* », « justice sociale », « démocratie », « développement durable » ; « *concentración de la riqueza* », « égalité d'accès aux opportunités », etc. au sein du système de valorisation que constitue le discours de lutte contre la pauvreté. Aussi, le prochain chapitre s'attardera sur quelques-unes des principales figures de cette formation discursive, soit : la réduction des inégalités, la croissance favorable aux pauvres, le ciblage des pauvres, la bonne gouvernance et la participation.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE VI

LES PRINCIPALES FIGURES DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ :

ÉGALITÉ, BONNE GOUVERNANCE ET PARTICIPATION

6.1- Introduction au sixième chapitre :

Oscillateur sémantique, égalité, bonne gouvernance et participation

Au cours de l'analyse réalisée dans les deux derniers chapitres, nous avons pu constater comment les différentes pièces du corpus pouvaient converger autour du double mécanisme de compassion et de quantification, ou de passionnalisation et de dépassionnalisation de la pauvreté, qui rend *impérative* la lutte, tout en contrôlant son sens à partir d'un savoir technique sur les « bons » moyens pour la combattre. Cette convergence stratégique de positions en apparence opposées (règle de dispersion) est également assurée par le registre énonciatif pédagogique-doctrinal, qui attribue au locuteur de la pauvreté la position énonciative privilégiée du maître, lui permettant de faire la leçon à ses co-énonciateurs, en autant que ce locuteur se plie aux contraintes énonciatives de ce registre, c'est-à-dire en autant qu'il montre les marques de sa compétence énonciative en se pliant à la contrainte constitutive de quantification et de technicisation contenue dans le savoir ou la dogmatique sur la pauvreté. Nous avons vu également comment cette règle de dispersion conduisait les divers locuteurs de la pauvreté à partager une même scénographie gestionnaire postulant les effets bénéfiques du marché et de la mondialisation. Nous avons alors précisé

que, bien que cette scénographie postule le marché et la mondialisation, sa capacité de circulation dans des milieux explicitement opposés à la libéralisation du marché et à la mondialisation réside dans le fait qu'elle insiste sur des dimensions qui n'ont pas, de prime abord, de lien explicite avec cette libéralisation postulée mais qui semblent plutôt la remettre en question.

L'analyse que nous entreprenons maintenant dans ce sixième chapitre, qui clôt cette première partie sur la formation discursive paupériste, consiste à montrer le fonctionnement de ces mécanismes dans la construction des figures de l'égalité¹, de la bonne gouvernance² et de la participation. Étant donné le fait que les mécanismes que nous avons identifiés jusqu'ici sont les plus abstraits et généraux, ils recouvrent une immense série de lieux communs ou de figures stéréotypées du discours de lutte contre la pauvreté comme celles de l'annulation de la dette (des pays les plus pauvres), de l'environnement (développement durable), de la transparence, la consolidation démocratique, de la sécurité, des droits humains, de la lutte contre la corruption ou contre les drogues, etc. Cependant, étant donné la relative circularité des systèmes de sens, l'analyse de ces multiples exemples ne ferait que confirmer la règle déjà identifiée et nous entraînerait dans de lassantes répétitions. À partir de ces trois figures fondamentales que sont l'« égalité », la « bonne gouvernance » et la « participation », nous serons en mesure d'accéder à l'ensemble des autres figures et dimensions du discours de lutte contre la pauvreté, puisque toutes ces figures se réfèrent les unes aux autres dans un seul et même système de signification.

Nous avons choisi ces trois thèmes ou figures discursives en fonction de leur centralité, mais également en fonction de leur importance en ce qui a trait au processus de circulation, du fait de leur fonctionnement « oxymorique », ou de leur valeur d'oscillateurs sémantiques, permettant de rendre acceptables les postulats des « effets bénéfiques de croissance sous l'égide du secteur privé », du « commerce international », de la « mondialisation », de « l'aide internationale », etc. En effet, bien que les thèmes de la lutte contre les inégalités, de la bonne gouvernance et de la participation se présentent comme des critiques à ces postulats,

¹ Au sein de laquelle se trouve la croissance favorable aux pauvres et le ciblage.

² À partir de laquelle nous accédons à celle de l'efficacité, de la décentralisation et du renforcement des capacités et des institutions.

nous verrons comment le discours de lutte contre la pauvreté parvient à insérer ces derniers dans l'implicite des énoncés servant à les critiquer.

Ces trois figures constituent également une des principales conditions de possibilité du discours de lutte contre la pauvreté puisqu'elles permettent d'« expliquer » les échecs des politiques concrètes appliquées depuis une vingtaines d'années en déplaçant la responsabilité de ces échecs vers d'autres instances. Ainsi, alors que l'on pouvait retrouver ces mêmes thèmes – de la lutte contre les inégalités, du renforcement de l'État de droit et de la participation – dès les années 1970 et que, vingt ans plus tard, ils se voyaient encore réinvestis (bien que subvertis) dans le RDM/90 (Banque Mondiale), leur « surgissement » au tournant du millénaire³ se présente néanmoins comme une « découverte » expliquant, comme nous venons de le dire, les échecs des politiques néolibérales d'ajustement structurel ainsi que ceux des politiques de lutte contre la pauvreté ciblées sur les plus pauvres entreprises jusque-là. Ainsi, si la pauvreté persiste malgré le retour de la croissance, de la stabilité macro-économique et des politiques ciblées sur les plus pauvres, ce serait dû au maintien des inégalités, aux faiblesses institutionnelles et au manque de participation des pauvres aux décisions politiques. On comprendra aisément que la plupart des chercheurs, militants, ONGs, partis politiques et gouvernements de gauche adhèrent à ce bilan, produit par les organismes onusiens de développement international (PNUD, CEPAL, UNICEF, etc.), dans la mesure où il semble confirmer leurs diverses critiques en ce qui concerne les effets néfastes des politiques d'ajustement structurel, des réformes néolibérales de l'État et des politiques de lutte contre la pauvreté *imposées de l'extérieur*. Cependant, ce discours est également partagé et même produit par les institutions (Banque mondiale, FMI, OMC, OCDE) auxquelles semblent s'opposer ces autres organisations.

Ainsi, comme nous chercherons à le montrer au cours de ce chapitre, ces notions et concepts en apparence progressistes s'avèrent être en fait des « chevaux de Troie » (que nous

³ Les premières formulations explicites de la bonne gouvernance, marquant une thématization ou une insistance sur l'idée plus générale du renforcement de l'État et des institutions démocratiques, datent de 1997. L'intensification de la critique de la première génération de politiques de lutte contre la pauvreté en fonction de la persistance des inégalités et du manque de participation des populations concernées (assistanatisme ou paternalisme), survient en 2000, autour de l'évaluation des résultats des Accords de Copenhague après cinq ans de sa signature, puis redouble d'ardeur face à l'évidence d'un échec dans l'application des Objectifs du millénaire.

appellerons des *Mots de Troie*), transportant en leur sein une série d'implicites permettant de consolider, d'approfondir et de pérenniser les réformes néolibérales tant décriées. Si cela était déjà perceptible pendant l'analyse de la scénographie gestionnaire postulant le marché, l'analyse des articulations concrètes de cette scénographie à ces termes fortement connotés de manière « progressiste » nous permettra de détailler le processus de mise en acceptabilité de ces réformes au sein d'un espace de circulation de plus en plus large. Cela nous permettra de montrer que la stratégie illocutoire du RDM/90 – tendant à rendre substituables les Programmes d'ajustement structurel par leur équivalent sémantique « lutte contre la pauvreté » – a bien réussi. Cependant, il ne faut pas oublier que le RDM/90 ne représente qu'un *exemple paradigmatique* d'une position idéologique ou d'une chaîne de discours beaucoup plus large, qui le précède et se poursuit au-delà de lui. Ce pourquoi, il convient de parler d'une manière beaucoup plus abstraite ou moins « personnifiée » (*absolutiste* dirait Foucault⁴) d'une technicisation, d'une privatisation et d'une internationalisation des langues politiques du continent. Car, comme nous le verrons plus en détail au cours des chapitres 7, 8 et 9, cette stratégie se retrouve aussi dans les discours présidentiels de Pinochet (dès 1980)⁵, de De la Madrid (Mexique, 1982-1988) et de Lusinchi (Vénézuéla, 1984-1989). Elle ne découle donc pas de la Banque mondiale ou du RDM/90 mais se trouve présente avec antériorité dans diverses conjonctures.

Cependant, ces discours (Banque mondiale, FMI, OMC, OCDE, Pinochet, de la Madrid, Salinas, Lusinchi, Pérez, etc.) sont trop fortement marqués par le dogme néolibéral, ce qui conduit trop souvent à les discréditer en fonction leur « manque de sincérité », ou à les traiter comme un double discours contradictoire. L'intérêt de l'analyse du processus de circulation des énoncés contemporains sur la pauvreté réside alors dans la mise en lumière de l'incorporation, par la critique, des postulats de cette position « néolibérale ». Ces

⁴ Michel Foucault, *Histoire de la sexualité* v.1 : *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, pp. 107-120.

⁵ « Me asiste la profunda convicción de que el **progreso material** de un país, si bien es **necesario**, es **solo un medio** para alcanzar el **progreso social**. », Presidente de la República y General de ejército Augusto Pinochet Ugarte, *Discurso Presidencial 11 de Marzo de 1981 con ocasión del inicio del periodo presidencial establecido en la Constitución Política de la República de Chile del año 1980*, Santiago, 11 mars 1981, p. 7.

« contradictions » inhérentes à des discours de libéralisation de déréglementation, d'ouverture des marchés et de réduction de la taille de l'État, faisant la promotion de la lutte contre la pauvreté, s'avèrent donc productives, puisqu'elles semblent engendrer un effet de consensus leur donnant raison à travers le processus même de leur remise en question. Il s'agira donc au cours de ce chapitre de montrer comment, après avoir incorporé, au sein des notions d'égalité, de bonne gouvernance et de participation, les postulats de la réforme de l'État ou de sa nécessaire et perpétuelle adaptation aux impératifs du marché et de la norme internationale, il devient possible de laisser circuler librement ces énoncés sur le renforcement du rôle de l'État et même d'inciter à leur énonciation « autonome » – déliée de la justification explicite en fonction de la réforme – puisqu'ils la porteront en leur sein et reproduiront ses effets à travers l'implicite.

Par exemple, après avoir construit les figures de la « réduction des inégalités » ou de « l'effectivité (ou l'universalité) des droits », comme des équivalents sémantiques des « politiques ciblées sur les besoins des plus pauvres », il n'est plus nécessaire de parler de politiques ciblées. Au contraire, on pourra faire la critique du ciblage en proposant à sa place des « politiques tendant à réduire les inégalités », c'est-à-dire... ciblées sur les pauvres ! De même, après avoir élaboré une critique de l'incapacité des mécanismes de marché à réduire par eux-mêmes les inégalités, en des termes qui ne conduisent qu'à des réformes de l'État visant son adaptation à une impérative libéralisation économique, il devient possible de laisser circuler ces critiques exigeant une stratégie « globale » s'attaquant aux causes « structurelles » et « multidimensionnelles » de la pauvreté. Et ainsi de suite, après avoir construit la bonne gouvernance comme une adaptation de l'État aux prérogatives d'un marché efficace, prévisible, transparent et stable ; après avoir réduit la notion de participation à une participation aux programmes de lutte contre la pauvreté ou aux mécanismes du marché ; etc. il devient possible d'exiger des politiques visant le renforcement de l'État et des institutions démocratiques (bonne gouvernance), la réduction des inégalités, l'exigibilité et l'effectivité des droits (universels et indissociables) ou la participation des pauvres aux décisions, sans que cela n'entraîne une quelconque remise en question des structures ou des institutions attaquées.

6.2- L'équité dans et par le marché :

La croissance favorable aux pauvres

Comme nous venons de le dire, la persistance des inégalités se présente comme la raison explicative des échecs des « anciennes » politiques de lutte contre la pauvreté. Cela conduit à montrer l'incapacité de la croissance à engendrer, par elle-même, une réduction de la pauvreté⁶. Devant l'incapacité de la croissance à engendrer, par elle-même, une réduction substantielle de la pauvreté, des réformes s'imposent (modalisation déontique). Seulement, ces réformes, bien qu'induites par des problèmes relatifs au marché, n'appelleront pourtant que des réformes de l'État. Cela se perçoit particulièrement bien dans la figure de la « croissance favorable aux pauvres » :

« S'attaquer aux **inégalités** persistantes **entre les sexes** et promouvoir un **secteur privé** et un **secteur agricole dynamiques**, et encourager le développement des **infrastructures** constituent les principaux axes du programme à l'appui d'une **croissance favorable aux pauvres**... » OCDE/2005⁷, p. 6).

« Pour tirer parti de la réussite économique et faire progresser le développement humain, les responsables devront mener des politiques publiques ciblées visant à amplifier la distribution des bénéfices de la croissance et de l'intégration mondiale, un accroissement des investissements publics dans les zones rurales et dans le secteur des services et, surtout, une volonté politique de mettre fin à la *mauvaise* gouvernance et de s'attaquer aux véritables causes de l'inégalité entre les sexes. » (PNUD, RMDH⁸/2005, p. 33).

⁶ Rappelons simplement quelques exemples utilisés au dernier chapitre : « Que el **crecimiento por sí mismo** mejore la situación de los más destituidos puede **tardar** varias décadas [...] Chile **necesita una acción positiva del Estado** para progresar hacia la justicia » (Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1990, p. 11) ; « l'histoire démontre bien que le **marché laissé à lui-même** n'engendre pas le **développement**, encore moins la **justice sociale**. À l'opposé, nous proposons une **économie mondiale réglementée** à l'échelle **nationale** et **supranationale** dans l'intérêt de la **paix**, de la **démocratie**, du **développement durable** et de la **stabilité économique**. » (Premier Sommet des peuples, Santiago, Chili, 1998, p. 11) ; « El centro de la cuestión venezolana está en el **tema social**. La idea de que el **crecimiento económico pueda por sí solo** crear bienestar social, es falsa. Puede haber crecimiento económico y, mediante la **concentración de la riqueza**, puede también haber crecimiento de la **pobreza en la sociedad**. », Presidente Ramón J. Velásquez, « Sesión Solemne del día viernes 28 de enero de 1994 », Congreso de la República, República de Venezuela, *Gaceta del congreso*, Tomo XXIV, volumen 1, Enero 1994-Junio 1994, p. 15.

⁷ Rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Faire reculer la pauvreté, Le rôle de l'OCDE dans le partenariat pour le développement*, 00 2005 1T 2 P, Paris, OCDE, 2005.

⁸ Programme des Nations unies pour le développement PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 2005. On fera référence à tous les autres rapports annuels par l'abréviation « PNUD, RMDH/années ».

« Plus largement, la **croissance favorable aux pauvres** requiert que les **investissements publics** s'orientent vers les **marchés** sur lesquels opèrent les **individus pauvres**. » (PNUD, RMDH/2005 p. 75).

« Pour **créer des opportunités** il faut prendre des mesures complémentaires visant à **stimuler la croissance** en général, à rendre le fonctionnement des **marchés favorable aux pauvres** et à **développer leurs actifs**. Cela englobe la **réduction d'inégalités** profondément ancrées dans la **répartition d'avantages** tels que **l'éducation**. » (Banque mondiale, RDM/2000, p. 8) ;

Dans ces exemples, nous pouvons apprécier comment l'idée de croissance favorable aux pauvres tend à lier, dans une seule et même figure, la lutte contre les inégalités⁹ et la promotion de mécanismes de marché¹⁰. Bien qu'en apparence cette notion (de croissance favorable aux pauvres) semble promouvoir un réengagement de l'État, elle ne procède pas autrement que la stratégie du RDM/90 qui faisait la promotion de l'intervention étatique pour mieux en délimiter la sphère d'action légitime. Ainsi, cette action étatique est décrite comme la promotion d'un « *secteur privé et un secteur agricole dynamiques* », un « *développement des infrastructures* », « *un accroissement des investissements publics dans les zones rurales* » ou dans « *les marchés sur lesquels opèrent les individus pauvres* ». Procédant à travers le mécanisme des *descriptions performatives*, le discours n'a pas à montrer l'ampleur des interventions étatiques qu'il « récite » (ou plutôt, qu'il omet) : il ne s'agit que d'énoncés « positifs », n'impliquant pas la négation d'un autre type d'intervention. Néanmoins, toutes les interventions décrites tendent à exclure une action productive de l'État ou une remise en question, au nom des inégalités, des relations de production et de propriété qui pourraient les engendrer¹¹. En d'autres termes, les causes « structurelles » de la pauvreté auxquelles prétend s'attaquer le PNUD ne se situent pas au niveau des « structures » socioéconomiques mais exclusivement sur le plan de l'adaptation de l'État aux mécanismes d'un marché « naturalisé » qu'il faut, au contraire, « appuyer », renforcer, développer.

⁹ « S'attaquer aux inégalités persistantes entre les sexes » ; « faire progresser le développement humain » ; « s'attaquer aux véritables causes de l'inégalité entre les sexes » ; « réduction d'inégalités profondément ancrées dans la répartition d'avantages tels que l'éducation ; etc. ».

¹⁰ « promouvoir un secteur privé et un secteur agricole dynamiques, et encourager le développement des infrastructures » ; « distribution des bénéfices de la croissance et de l'intégration mondiale » ; « requiert que les investissements publics s'orientent vers les marchés sur lesquels opèrent les individus pauvres » ; « visant à stimuler la croissance en général, à rendre le fonctionnement des marchés favorable aux pauvres et à développer leurs actifs ».

¹¹ Nous verrons aux chapitres 7, 8 et 9, que ce type d'intervention était un lieu commun (*topos*) des discours présidentiels latino-américains entre 1910 et 1980.

Bien entendu, dans ces énoncés, il n'est pas question exclusivement du marché. Il y a bien la référence à l'« *accroissement des investissements publics dans [...] le secteur des services* » ou « *dans la répartition d'avantages tels que l'éducation* ». Cependant, il s'agit justement de la répartition « d'avantages » (comme l'éducation, la santé, ou la nutrition) qui sont considérés comme des moyens de « *développer [les] actifs* » des pauvres. C'est-à-dire « *des politiques publiques ciblées visant à amplifier la distribution des bénéfices de la croissance et de l'intégration mondiale* ». En d'autres termes, en faisant la promotion des politiques sociales, on leur impose un sens¹² qui prescrit des politiques « ciblées » excluant donc des politiques mutualistes ou à vocation universelle. Remarquons par ailleurs que cet énoncé sur les politiques ciblées postule également les effets bénéfiques « *de la croissance et de l'intégration mondiale* ». Bénéfices dont il ne manquerait que la distribution, assumée par l'État, à travers des politiques ciblées. En d'autres termes, le marché produit de la richesse (et non de la pauvreté) que l'État doit distribuer. Les causes « structurelles » de la pauvreté ne peuvent donc se trouver qu'au niveau des problèmes de « re-distribution » auxquels l'État ne s'attaque pas, du fait de la « mauvaise » (*modalisation axiologique, judiciaire*) gouvernance. S'attaquer aux incapacités du marché et de la croissance à réduire les inégalités et la pauvreté équivaut ainsi à réformer l'État pour que celui-ci promeuve le marché et la croissance...

Si la croissance dans une économie de marché ouverte (mondialisée) se présente comme un moyen de lutter contre les inégalités, inversement (effet de bouclage), la lutte contre les inégalités se verra à son tour justifiée en fonction de ses effets sur la croissance (ainsi que sur la stabilité économique, sociale et politique) :

« Avanzar hacia una mayor **equidad** es también una condición de la **estabilidad política y económica** del país. » (Aylwin 1990¹³, p.11).

« L'**inégalité extrême** peut agir comme un **frein à la croissance**. Cet effet est particulièrement fort pour l'inégalité dans les biens. L'accès limité aux **biens de production** ou la capacité limitée de faire valoir ses **droits légaux** peuvent restreindre la capacité des individus pauvres à **emprunter** et à **investir**, ce qui **ralentit la croissance**. » (PNUD, RMDH/2005, p. 68).

¹² À travers l'*impératif des faits*, c'est-à-dire des descriptions performatives modalisées de manière déontique : *devront mener* ; *requiert* ; *il faut* ; etc.

¹³ Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de mayo 1990.

À cette justification marchande de la lutte contre les inégalités, s'ajoute une justification « politique » portant sur le « renforcement des institutions de la gouvernance démocratique » (toujours définie comme « pro-pauvres »), censé permettre une participation des pauvres aux processus de décision (*empowerment*) :

« Des études montrent que les programmes et les politiques [de croissance favorable aux pauvres] doivent être axés sur la **lutte contre la pauvreté, associer les populations pauvres au processus** en faisant en sorte que les **marchés les prennent en compte** et accompagner une **stratégie locale de réduction de la pauvreté**. La question de l'**égalité hommes-femmes** est essentielle au **partage de la croissance** et à la réalisation des OMD » (OCDE/2005, p. 18).

« **Donner aux pauvres des moyens d'action** est essentiel pour que voient le jour les politiques et les investissements voulus pour instaurer une **croissance favorable aux pauvres** et remédier aux **multiples facettes de la pauvreté**. Pour qu'il en aille ainsi, il faut un État et des **processus de décision ouverts, transparents et comptables** des intérêts de pauvres. Les politiques et les ressources doivent être mis au service de l'élargissement des **possibilités d'activité économique des pauvres**. » (OCDE/2006¹⁴, p. 2).

Nous pouvons apprécier comment les thèmes de la lutte contre les inégalités, la croissance favorable aux pauvres, la bonne gouvernance et la participation sont intimement liées les uns aux autres. Nous verrons le détail de leur fonctionnement respectif tout au long de ce chapitre. Ce que nous voulons mettre en évidence pour l'instant c'est la manière à travers laquelle la figure de la croissance favorable aux pauvres permet de tinter les dimensions politiques comme la lutte contre les inégalités¹⁵, la gouvernance¹⁶ et la participation¹⁷ d'une dimension intrinsèquement marchande¹⁸. Ainsi, non seulement « lutter contre les inégalités » que la croissance et le marché ne peuvent réduire par eux-mêmes revient-il à promouvoir la croissance par le marché et l'adaptation de l'État à ses vertueux mécanismes générateur de richesse mais, en plus, cela permet d'incorporer à cette scénographie gestionnaire les

¹⁴ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Réseau du CAD sur la réduction de la pauvreté (POVNET), *Croissance favorable aux pauvres, Déclaration de principe*, 5 avril 2006.

¹⁵ « Avanzar hacia una mayor equidad » ; « L'inégalité extrême » ; « La question de l'égalité hommes-femmes » ; etc.

¹⁶ « estabilidad política » ; « faire valoir ses droits légaux » ; « processus de décision ouverts, transparents et comptables des intérêts de pauvres » ; etc.

¹⁷ « associer les populations pauvres au processus » ; « Donner aux pauvres des moyens d'action » ; etc.

¹⁸ « estabilidad política y económica » ; « biens de production ; emprunter et à investir, ce qui ralentit la croissance » ; « faisant en sorte que les marchés les prennent en compte » ; « élargissement des possibilités d'activité économique des pauvres » ; etc.

multiples facettes de la pauvreté. C'est-à-dire, les dimensions politiques et sociales liées à la bonne gouvernance à l'action sociale de l'État (ciblage) et à la participation politique des pauvres et des non-pauvres.

Par ailleurs, la croissance favorable aux pauvres ne fait pas que postuler le marché libéralisé ; elle est également postulée comme étant « favorable aux pauvres », grâce au mécanisme – identifié plus tôt en analysant l'effet d'évidence – consistant à *qualifier ou à remplacer un terme par ses effets positifs escomptés*. Ainsi, la croissance favorable aux pauvres : « crée des emplois dignes », « attribue le double des bénéfices de la croissance aux secteurs les plus pauvres »¹⁹, « associe les populations pauvres au processus en leur donnant des moyens d'action », « stimule le secteur privé, agricole et les marchés sur lesquels opèrent les individus pauvres », etc. En aucun moment on ne cherchera à montrer comment cette croissance favorable aux pauvres engendre tous ces effets positifs. Elle est intrinsèquement définie ou décrite comme porteuse de ces effets. Or, malgré le fait que l'on ait pratiqué des politiques de « croissance favorable aux pauvres » depuis le début des années 1990 (sans nécessairement les appeler ainsi)²⁰, et que ce type de croissance n'a pas réussi à diminuer les inégalités ni à générer un développement durable, on persiste à croire qu'elle constitue une solution « novatrice » aux problèmes des inégalités engendrés par le marché ou la croissance.

Comment est-ce qu'une croissance favorable aux pauvres pourrait défavoriser les pauvres ? Si elle ne les a pas favorisés jusqu'à maintenant, c'est qu'elle n'était pas réellement favorable aux pauvres : ce ne peut être dû qu'au *manque de volonté politique*, d'*efficacité*, de *capacités* ou de *sincérité* des gouvernements... Nous voyons ici à l'œuvre le même mécanisme qui permettait au RDM/90 de déplacer l'instance prenant en charge les effets paupérisants des Programmes d'ajustement structurel vers les gouvernements eux-mêmes ou vers la crise économique. Cela est rendu possible grâce au registre énonciatif pédagogico-doctrinal qui permet à l'énonciateur (maître et juge) d'établir les causes, les effets et les

¹⁹ « ...un modèle de croissance dans lequel les **pauvres absorbent** dans la **croissance future** le **double** de leur part actuelle du revenu national. ». (PNUD, RMDH/2005, p. 6).

²⁰ La stratégie à double volet du RDM/90 (BM) pour combattre la pauvreté consistait à « d'abord créer des opportunités et, ensuite, donner aux pauvres les capacités pour en tirer parti ». Qu'est-ce que cette stratégie sinon une « croissance à large assise et une redistribution des revenus à travers des programmes ciblés sur les pauvres (cherchant à élargir leurs potentialités, leurs capacités ou leurs opportunités) ?

conséquences des situations ou des politiques au sein de descriptions performatives, effaçant les marques de l'interdiscours, en établissant une « vérité » en fonction de son savoir ou de sa dogmatique sur la lutte contre la pauvreté. En effet, nous ne voyons pas l'énonciateur de ces déclarations disputer sa place contre d'autres interprétations possibles de ces politiques, elles n'ont qu'un seul sens qui s'impose comme l'évidence des faits²¹. Mais ce qui permet à l'énonciateur de s'effacer devant ces évidences c'est qu'elles ont préalablement été justifiées selon les principes de la dogmatique. Pour comprendre comment de tels énoncés peuvent être produits, il faut poursuivre l'analyse, point par point du système de valorisation de ces termes.

6.2.1- L'égalité par la libéralisation du commerce

Brièvement, avant de passer à la relation entre la lutte contre les inégalités et les politiques ciblés sur les plus pauvres, nous aimerions souligner un dernier point qui concerne le lien entre l'égalité et le marché. Au risque de paraître redondant, il faut noter la présence d'un lieu commun du discours de lutte contre la pauvreté et les inégalités qui circule avec une très grande efficacité, tant dans les milieux opposés à la mondialisation tout que dans les cercles ultra-libéraux. Il s'agit de l'idée selon laquelle les barrières protectionnistes que représentent les subventions à l'agriculture dans les pays industrialisés seraient une cause d'inégalité :

« Pour que l'**expansion du commerce** puisse être **bénéfique** aux pauvres, il faut rendre les règles du jeu internationale **plus équitables**. Une priorité en la matière est d'éliminer le **protectionnisme** qui est entaché de **partialité** à l'encontre des pays en développement. Pour cela, il convient de renforcer la **capacité** de ces derniers de **négoier des accords commerciaux mondiaux et régionaux**—autre domaine important pour l'aide publique au développement. » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*²², p. 11).

« Une des principales raisons en est l'**absence d'une véritable égalité des chances**, puisque les pays **industrialisés protectionnistes** déniaient aux autres le droit d'emprunter

²¹ Ce que Hibou nomme, pour le discours de la Banque mondiale, une « vulgate économique » ou un catéchisme. Béatrice Hibou, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne, Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les Études du CERI*, N° 39 - mars 1998, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude39.pdf>

²² Programme des Nations Unies pour le développement PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine, Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000.

la voie qu'eux-mêmes ont suivie pour parvenir à la **croissance**.» (OIT, *Une mondialisation juste/2004*²³, p. 20).

« Plus que l'aide au développement, les **échanges commerciaux** ont le potentiel **d'augmenter la part occupée** par les **pays les plus pauvres** dans la **prospérité mondiale**. Une restriction de ce potentiel par le biais de **politiques commerciales inéquitables**, n'est pas compatible avec un engagement d'atteinte des OMD. Au-delà d'être incompatible, cela est injuste et hypocrite. » (PNUD, RMDH/2005, p. 3).

« De telles normes, bien que nécessaires pour garantir des choses comme la qualité, la santé, la protection de l'environnement ou les droits syndicaux, se sont aussi avérées des **obstacles sournois à la libre circulation des biens** issus de **pays moins développés** vers les **nations industrialisées**. On les impose **unilatéralement** et ceux-ci répondent parfois aux intérêts des grandes sociétés et aux pressions de leurs agents de lobbying qui cherchent à imposer des mesures **protectionnistes** à l'encontre de biens ou services étrangers. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998²⁴, p. 51).

Inutile d'insister outre mesure sur les mécanismes qui rendent possible la production de tels énoncés. Ils ne sont que la conséquence de la scénographie gestionnaire postulant l'efficacité d'un marché ouvert et de la contrainte constitutive de quantification²⁵. Ainsi, en abordant les inégalités au sein du commerce international, plutôt que de remettre en question la norme libre-échangiste, le discours de lutte contre la pauvreté ne fait que la renforcer. Entre cette position et les théories néo-classiques les plus orthodoxes soutenant que le commerce international conduit à une égalisation des rémunérations et des facteurs de production entre tous les pays²⁶, il n'y a qu'un pas... que n'hésitent pas à franchir, le discours sur l'égalisation des opportunités. Que signifient ces réformes sinon une manière de corriger les incapacités du marché à atteindre les postulats (irréalistes) de ces théories, à savoir : l'homogénéisation des fonctions de production (technologie, conditions de vie, infrastructure...) et la libre circulation des marchandises ? Que la Banque mondiale, l'OMC ou l'OCDE soutiennent de

²³ Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*, Genève, OIT, 2004.

²⁴ Premier Sommet des peuples, Santiago, Chili, 1998.

²⁵ Rappelons l'article de Mia Couto « Mieux vaut être une vache japonaise qu'un Africain » (évoqué en note de bas de page à la section 4.4.1). Cet exemple montre l'appropriation de ce type de raisonnement (l'égalité par le libre échange) par des auteurs de gauche cherchant à montrer les incongruités de l'exigence unilatérale de libéralisation des économies du Tiers monde.

²⁶ Nous pensons, par exemple, aux thèses de Paul A. Samuelson sur le commerce international (« International trade and the equalization of factor prices » (*Economic Journal*, juin 1948, pp. 163-184), ainsi qu'à celles de Bertil Ohlin (*Interregional and International Trade*, Cambridge, Harvard University Press, 1933) ou à celles d'Eli Hecksher (« The Effect of Foreign Trade on the Distribution of Income », *Readings in the Theory of International Trade*, Philadelphia, Blakiston, 1949, pp.272-300).

tels propos n'étonnera personne, mais que le PNUD, l'OIT, les gouvernements de gauche²⁷ et les mouvements d'opposition à la mondialisation néolibérale utilisent ce type d'argumentation montre l'envergure du résultat du *changement des frontières de l'acceptable* que produit la circulation du discours de lutte contre la pauvreté. C'est-à-dire l'incorporation, au sein même d'énoncés en apparence opposés à la libéralisation des marchés, de postulats tendant à naturaliser le marché et la libéralisation économique.

6.2.2- Égalité et ciblage : Prioriser les pauvres

Le thème de la réduction des inégalités comporte plusieurs enjeux que nous n'avons pas encore analysés de manière détaillée. L'un d'eux se rapporte à la nécessité d'un ciblage. Au troisième chapitre, nous avons vu comment le RDM/90 utilisait la notion de ciblage pour restreindre le rôle de l'État à l'assistance des plus pauvres parmi les pauvres dans des domaines minimaux précis, et seulement lorsque le marché ne parvenait pas à atteindre ces objectifs par lui-même. Dans les autres pièces du corpus, le ciblage fonctionne d'une manière différente, allant jusqu'à une apparente remise en question de ces politiques ciblées, au profit d'une conception plus large des droits, des inégalités, et du caractère multidimensionnel de la pauvreté. Il se produit alors une forme d'argumentation paradoxale, puisque l'on affirme, d'une part, que les programmes ciblés sont insuffisants tant que l'on ne s'attaque pas aux causes « réelles » ou « structurelles » de la pauvreté à travers une lutte contre les inégalités²⁸. Alors que, d'autre part, cette lutte contre les inégalités et cette croissance favorable aux pauvres sont construites comme un ciblage des ressources sur les pauvres et un

²⁷ Comme Lula qui, lors de son discours à la 61^{ème} assemblée générale de l'ONU, déclarait : « La lutte contre la faim et la pauvreté implique aussi la création d'un **ordre mondial** qui accorde la priorité au **développement social** et économique. Il n'y aura des solutions permanentes à l'indigence que lorsque les pays les plus pauvres seront capables d'avancer grâce à leurs propres efforts. Une fois que le **commerce international** sera **libre** et **juste**, ce sera un outil de grande valeur pour générer de la **richesse**, **distribuer** des revenus et créer des **emplois**. Il est essentiel que nous romptions les entraves du **protectionnisme**. Les subventions accordées par les pays les plus riches, en particulier dans l'agriculture, sont des chaînes oppressantes qui **freinent le progrès** et **condamnent les pays pauvres à l'arriération**. ».

²⁸ Et une « croissance favorable aux pauvres », c'est-à-dire une croissance où « les pauvres absorbent dans la croissance future le double de leur part actuelle du revenu national ».

investissement ciblé sur les régions et domaines économiques d'où les pauvres tirent leurs revenus²⁹...

Voyons comment cela s'opère dans le cas d'un Rapport du PNUD³⁰ intitulé « Vaincre la pauvreté humaine » :

« Mais pour que ces plans puissent être efficaces, ils doivent être **globaux et ne pas se limiter** à quelques projets “ciblant” les pauvres. [...] Un **grave défaut** qu'ont la plupart des programmes de lutte contre la pauvreté est d'avoir un caractère trop étroit, **se limitant** à un ensemble d'interventions **ciblées**. » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 9).

« Dans les pays où la pauvreté est généralisée, **trop de programmes** continuent de s'appuyer, **à tort**, sur des **interventions ciblées**. Il est en effet préférable de concentrer les efforts sur le **renforcement de la capacité nationale d'élaborer des politiques favorables aux pauvres** et sur les **réformes institutionnelles**— domaines où l'assistance extérieure devrait aussi concentrer ses ressources. » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 10).

Cette critique, se trouve contredite dans le même Rapport qui, du même souffle, établit :

« La plupart des gouvernements éprouvent des difficultés à indiquer le montant des ressources consacrées à la réduction de la pauvreté, car ils sont **incapables de distinguer** les activités qui ont un **rapport avec la pauvreté** et celles qui **n'en ont pas**. Ils confondent souvent les **dépenses sociales** et les dépenses ayant un **rapport avec la pauvreté**. Mais une grande partie des dépenses gouvernementales pourraient être considérées comme **favorables aux pauvres** si ceux-ci en **bénéficiaient de façon disproportionnée** » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 9).

« De nombreux donateurs continuent de ne pas considérer la réduction de la pauvreté comme une priorité, ou de ne pas savoir **comment cibler leurs ressources sur les pauvres** ou **suivre leurs effets**. » (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 11).

« Des institutions de la **gouvernance** qui soient **adaptées et responsables** sont souvent le chaînon manquant entre les efforts de lutte contre la pauvreté et la réduction de la pauvreté. Même lorsqu'un pays cherche à appliquer des **politiques nationales en faveur des pauvres** et à **cibler ses interventions**, la **mauvaise gouvernance** peut réduire à néant leurs effets. Aussi est-il souvent nécessaire pour que les campagnes de réduction

²⁹ « ...les responsables devront mener des **politiques publiques ciblées** visant à amplifier la **distribution des bénéfices de la croissance** et de l'**intégration mondiale**, un **accroissement des investissements publics** dans les **zones rurales** et dans le **secteur des services**... » (PNUD, RMDH/2005, p. 33).

³⁰ Notons que le même exercice aurait également pu être réalisé avec le Panorama social 2005 de la CEPAL. Voir notamment les pages 29 à 35, où une critique du principe de ciblage n'empêche aucunement la CEPAL de le maintenir en tant que principe directeur et d'évaluation des politiques sociales : « *mejorar la focalización y el efecto positivo del gasto público social, sobre todo del gasto orientado a poblaciones vulnerables o en situación de pobreza* ». Commission économique pour l'Amérique latine CEPAL, *Panorama social de América Latina 2005*, Santiago du Chili, CEPAL, 2006, p. 29.

de la pauvreté puissent démarrer de mettre l'accent sur des réformes des institutions de la gouvernance. » (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 11).

Ainsi, pour dépasser les politiques ciblées, il faut... des politiques ciblées! Cette contradiction peut très bien s'expliquer, comme le fait Gilbert Rist, en fonction du besoin des organismes de développement de toujours présenter la répétition des mêmes conceptions du développement comme étant à chaque fois de grandes innovations permettant de résoudre les problèmes qu'elles n'ont pas réussi à régler jusque-là³¹. Et c'est sans aucun doute le cas. Néanmoins, cette contradiction est productive, elle ne fait pas que reproduire « exactement » le même discours, elle y ajoute un oscillateur sémantique qui permet d'élargir la sphère de circulation, de reproduction et d'acceptabilité de ces politiques.

En mettant à distance le ciblage et en renvoyant les donateurs à leurs responsabilités, le PNUD est en train de répondre à des critiques formulées à l'encontre des programmes de lutte contre la pauvreté, tant par les gouvernements qui les recevaient comme de nouvelles formes de conditionnalité, que par la critique académique ou militante qui dénonçait la « pauvreté des programmes de lutte contre la pauvreté »³². Mais la réponse à cette critique procède à travers l'effet d'évidence, c'est-à-dire par l'occultation des marques de l'interdiscours. Comme nous l'avons vu au quatrième chapitre³³, en assumant lui-même la critique, le PNUD peut se permettre de la reformuler dans des termes qui la neutralisent (paraphrasage) et de choisir son interlocuteur (Banque mondiale, plutôt que la critique plus radicale). Ainsi, en assumant que les politiques ciblées ne fonctionnent pas, le PNUD peut se permettre d'en établir lui-même les causes. En situant ces dernières du côté des « erreurs de ciblage », des faiblesses institutionnelles ou de gouvernance, ou encore de l'incapacité des gouvernements ou de l'aide extérieure à « bien » cibler, du manque de coordination entre l'aide extérieure et les politiques nationales ou du manque vision globale et

³¹ « ...chaque théorie ou déclaration cherche à se faire passer pour la solution enfin découverte des "problèmes du développement". Or, à y regarder de plus près, on constate que ces apparentes innovations constituent de simples variations sur le même thème, qui permettent aux divers acteurs présents dans le champ du développement de réaffirmer leur légitimité ». Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, p. 15.

³² Alberto Barbeito, Laura Pautassi et Corina Rodríguez, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999.

³³ Section 4.4.4, intitulée « Effacement des marques de l'interdiscours : Un débat peut en cacher un autre ».

multidimensionnelle de la pauvreté, non seulement le PNUD donne-t-il raison à ses propres politiques « ciblées » sur les indicateurs de développement humain, mais surtout, il approfondit la capacité d'intervention de l'énonciateur de la pauvreté en ce qui concerne la définition normative de l'État : « renforcement de la capacité nationale » ; « réformes institutionnelles » ; « institutions de la gouvernance qui soient adaptées et responsables » ; « mettre l'accent sur des réformes des institutions de la gouvernance »... Le principe du ciblage ne se trouve donc aucunement remis en question mais plutôt renforcé et amplifié, puisqu'il s'applique maintenant, non seulement « à quelques projets "ciblant" les pauvres », mais aussi à l'ensemble des politiques gouvernementales et aux structures institutionnelles ainsi qu'aux relations bilatérales et multilatérales.

Il ne s'agit pas d'amoindrir les différences existant entre les premières conceptions du ciblage et les conceptions contemporaines. La différence réside dans le fait que les premiers « projets "ciblant" les pauvres » ne visaient que des « besoins minimaux » ou « de base » (écoles primaires, dispensaires, etc.), alors qu'aujourd'hui, en s'appuyant sur l'idée de l'exigibilité et l'effectivité des droits (universels et indissociables), ce ciblage se justifie en fonction du principe selon lequel : si on ne concentre pas les ressources sur les populations pauvres, ces droits resteront à jamais sur le papier. Ainsi, alors que dans le premier cas, que nous avons pu voir au cours de l'analyse du RDM/90, les responsabilités de l'État ne concernent que les « besoins précis des plus pauvres » – le poussant à se départir de ses responsabilités en ce qui concerne l'enseignement secondaire et universitaire, la santé curative, les pensions de vieillesse ou les services publics, pour les léguer à l'initiative privée – dans l'autre cas, on tend au contraire à élargir les responsabilités sociales de l'État. Mais attention ! À les élargir par rapport à cette conception étroite et somme toute « irréaliste »³⁴ du ciblage. Par rapport à la conception « mutualiste » ou « universelle » des droits sociaux qui a caractérisé une grande partie des gouvernements latino-américains,

³⁴ Irréaliste dans la mesure où aucun gouvernement ne pouvait, sans risque d'émeutes ou d'une crise de légitimité profonde, se départir de l'ensemble de ses fonctions. De fait, les années 1980 ont été marquées en Amérique latine par les « émeutes de la faim », comme celle du *Caracazo* que nous aborderons au chapitre 9, qui surgissaient en réaction aux thérapies de choc ou aux programmes d'austérité appliqués par les gouvernements de la région. Pour une recension de ces émeutes, voir Serge Cordellier et Hélène Arnaud (Eds.), *Le Nouvel état du monde : bilan de la décennie 1980-1990*, Montréal, Boréal, 1990.

notamment dans l'après guerre³⁵ mais parfois dès le début du XX^{ème} Siècle (et dont il reste encore quelques bribes aujourd'hui malgré les nombreuses tentatives de privatisation), cet « élargissement » représente en fait une sérieuse « restriction ». En effet, les nouvelles formes de ciblage, censées permettre la réalisation des droits ou les rendre effectifs « pour tous », reproduisent le même raisonnement du RDM/90 selon lequel, s'il existe de la pauvreté et des inégalités, c'est à cause du détournement des ressources de l'État par les non-pauvres, les classes moyennes, les élites locales ou les riches.

Ainsi, malgré une exigence d'augmentation des budgets sociaux, on constate la même opposition entre demandes ou droits des non-pauvres (conçus comme un détournement de fonds) et les « droits » des pauvres (conçus comme des aides ciblées sur leurs besoins). Ce qu'on obtient n'est alors (même si c'est déjà ça) qu'une amplification de la conception des « besoins », transformés en capacités « expansives »³⁶. Mais on maintient la même autonomisation du marché³⁷ et la même ouverture de sphères publiques à l'investissement privé (dans la santé, l'éducation, les assurances, les services, etc.). Et donc, le même retrait de l'État, la même privatisation de l'espace public que l'on avait dans le RDM/90, avec seulement plus de légitimité et de capacité de circulation (contamination).

³⁵ Sur « l'État providence » latino-américain voir Bruno Lautier, « L'État-providence en Amérique latine: utopie légitimatrice ou moteur du développement ? » in Bérengère Marques Pereira (Coord.), *L'Amérique latine: vers la démocratie ?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1993, pp. 97-128.

³⁶ Par exemple, la Fundación Pobreza au Chili s'exprime ainsi, en relation à l'« ancien » seuil de pauvreté : « La superación de la pobreza, definida como carencia de ingresos, ha sido el gran objetivo de política social de los últimos gobiernos. [...] Estando de acuerdo en que superar la pobreza debe seguir siendo el principal objetivo de la futura política social, parece necesario revisar el método que actualmente se usa para definir cuál es la línea que separa la pobreza de la no pobreza. [...] la pobreza es una condición que varía de un país a otro de acuerdo a las condiciones de vida de cada uno de ellos [...] En el caso específico de Chile, la línea de pobreza que se aplica hoy día es la misma que se usaba en los años 80, cuando el ingreso *per capita* del país era aproximadamente la mitad que el de ahora. Corresponde, por tanto, adecuar la definición de pobreza a las nuevas condiciones de vida del país. », Fundación Pobreza, *Podemos superar la pobreza y lograr mayor equidad. Una propuesta de política social para Chile*, Santiago, Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, 1999, pp. 9-10. Abréviation: (Fundación Pobreza, Chili, 1999).

³⁷ Qui, comme nous venons de le voir un peu plus haut, ne peut être tenu responsable des inégalités, puisqu'il engendre la richesse nécessaire à son éventuelle redistribution. Cependant, avec la « nouvelle » définition de la lutte contre les inégalités, on inverse le sens ou le moment des redistributions, puisqu'on présente l'investissement social comme un élément essentiel à l'élargissement et à l'efficacité du marché.

Voyons comment cela procède. D'abord, le ciblage se voit justifié en fonction sa nécessité pour rendre « effective » l'universalité des droits :

« La mayor **focalización** del **gasto social** en los estratos más pobres depende tanto del esfuerzo de inversión y provisión de servicios sociales a estratos de bajos ingresos como del **efectivo acceso** de estos a los beneficios. » (CEPAL, Panorama social, 2005, p. 40).

« Pour les **pays riches donateurs**, mettre ces **moyens financiers** à disposition n'est pas un simple acte de **charité** : il s'agit d'une **obligation morale** et d'une question de **justice** née d'un **devoir collectif** de *garantir les droits de tous les citoyens...* » (Oxfam/2005³⁸, p. 5).

« Ces **droits** – à l'éducation, à l'égalité des sexes, à la survie infantile et à des conditions de vie décentes – sont **par nature universels**. Pour cette raison, la progression vers les **ODD** devrait être destinée à **tous, sans critère de revenus**, de sexe et de situation géographique. Cependant, les gouvernements mesurent le progrès en référence aux **moyennes nationales**. Ces moyennes peuvent dissimuler les **profondes inégalités** de progression ancrées dans les **disparités** fondées sur la richesse, le sexe, l'identité raciale ainsi que sur d'autres facteurs. » (PNUD, RMDH 2005, p. 5).

Ainsi pour rendre « effectifs » les droits³⁹, il est nécessaire de cibler⁴⁰. Ces exemples ne parlent pas nécessairement de « ciblage » comme tel. Néanmoins, en fonction de la *cohérence* interne des textes, le ciblage se trouve en implicite dans la figure de la réduction des inégalités ou dans celle de l'aide internationale⁴¹.

Cette justification en fonction du principe de « rendre les droits effectifs *pour tous* », permet par la suite l'affirmation du « lieu commun » (*topoi*)⁴² du ciblage sans qu'on ait à le justifier :

« Continuaremos **focalizando** Chile Solidario en las familias en **extrema pobreza**. » (Programme électoral Bachelet 2005⁴³, p. 32).

³⁸ Oxfam, *Le prix à payer, Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans la guerre contre la pauvreté*, Oxford, Oxfam international, 2005.

³⁹ « efectivo acceso de estos a los beneficios » ; « garantir les droits de tous les citoyens » ; « Ces droits sont par nature universels »...

⁴⁰ « mayor focalización del gasto social » ; « profundes inégalités » ; « mettre ces moyens financiers à disposition ».

⁴¹ « L'aide a également des avantages intrinsèques : si elle est bien gérée, elle peut cibler les populations qui en ont le plus besoin » (Oxfam/2005, p. 9).

⁴² Voir à ce sujet, Jean-Claude Anscombe (éd.), *Théorie des topoi*, Paris, Kimé, 1995. Nous élaborerons plus loin cette catégorie des *topoi*. Elle fait référence au contenu implicite (idéologique) que l'on peut déduire à partir des relations de nécessité qui s'établissent entre deux propositions sans que cette nécessité ait été justifiée ou démontrée, c'est-à-dire en utilisant un lieu (*topos*) commun des lieux (*topoi*) communs.

⁴³ Michelle Bachelet, « Estoy contigo », *Programa de Gobierno 2006-2010*, Santiago, 18 octobre 2005.

« **L'aide** a également des **avantages intrinsèques** : si elle est **bien gérée**, elle peut **cibler les populations** qui en ont **le plus besoin** et entraîner de manière stable et prévisible des investissements à long terme dans les soins de **santé, l'éducation, l'eau potable**, les installations **sanitaires** et d'autres **infrastructures essentielles**. » (Oxfam/2005, p. 9).

« Una de nuestras preocupaciones permanentes es que el **gasto social** efectivamente **favorezca a quienes lo necesitan**, y que ese beneficio se otorgue **eficaz y eficientemente** » (Aylwin 1991⁴⁴, p. 29).

Bien que l'on puisse affirmer l'universalité des « droits », dans le discours de lutte contre la pauvreté, cette universalité se transforme en une « aide » ciblée sur les besoins des pauvres. Le raisonnement qui soutient cette conversion des droits en aide est que, si la pauvreté n'a pas diminué malgré la croissance, ce serait dû au fait que les gouvernements ou l'aide internationale n'ont pas su bien cibler les pauvres. À l'inverse, pour montrer sa bonne foi et ses bonnes intentions, on affirme que les dépenses sociales vont « favoriser ceux qui en ont besoin »⁴⁵.

6.2.2.1- Opposition pauvres / non-pauvres et besoins / demandes

Surgit alors une opposition implicite (et parfois explicite) entre les pauvres et les non-pauvres. Bien que l'expression « non-pauvres » soit caractéristique de la Banque mondiale et qu'il soit tout aussi particulier à cette institution d'instaurer une relation antagonique entre ces deux catégories sociales créées par son discours, les conditions de possibilités de cette relation se trouvent dans les notions de ciblage et de lutte contre les inégalités qui, elles, sont colportées par l'ensemble des autres discours du champ de la lutte contre la pauvreté. Car, pour « favoriser ceux qui en ont besoin », on doit bien négliger ceux qui n'en ont pas réellement besoin⁴⁶. Ce raisonnement implicite est parfois assumé explicitement, à travers le repoussoir des classes moyennes, du clientélisme, du corporatisme, de l'opportunisme ou du populisme :

⁴⁴ Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de mayo 1991.

⁴⁵ « Impulsaremos un gasto público *eficiente* y centrado en *reducir la desigualdad* y promover el empleo y el crecimiento económico. » (Programme électoral Bachelet 2005, p. 38); « Nos esforzaremos para ser más eficientes en la entrega oportuna y focalizada de estos recursos » (Programme électoral Bachelet 2005, p. 70).

⁴⁶ Par exemple : « ...dans les dotations budgétaires qui **favorisent l'alimentation en eau des classes moyennes urbaines** au détriment des bidonvilles. » (PNUD, RMDH/2000, p. 8).

« Mais les résultats sont rarement à la hauteur des attentes: même les logements les moins chers le sont encore beaucoup trop pour **les plus pauvres** et sont souvent **accaparés par les classes moyennes**, qui **tirent la couverture à elles**. » (PNUD, RMDH/1996, p. 29).

« Esto significa también que los **sindicatos** y los **gremios** deben comprender que hay que dedicar una **parte sustancial** de los **recursos públicos** a los **programas sociales** y no tanto a las **reclamaciones** de contrato [...] Olvidarse de los **pobres** es olvidarse de la **democracia** y del **progreso económico**, en un régimen de **libertad y democracia**. » (Velásquez, janvier 1994, p. 15).

« Uno de los más socorridos recursos para disminuir el empuje y dinamismo del proyecto nacional, es **refugiarse en intereses corporativos**. La situación de **postergación relativa** de un **determinado grupo** en el contexto de los diversos sectores de la **producción** y los **servicios**, sólo se corregirá con una política perseverante, veraz y coherente. No existe otro modo de revertir el proceso histórico que condujo a su debilitamiento. **Cada chileno** debe saber en qué consiste esta **nueva oportunidad**. Es el modo de **frenar a los oportunistas**, a los del **populismo prematuro**, a los **nostálgicos de la polarización y de la violencia**. Todos los chilenos deben saber que la **estabilidad política** es una indispensable condición para el **crecimiento económico**. Todos, especialmente los **más pobres**, deben saber de qué manera el desarrollo social depende del crecimiento económico. La gente más humilde y sencilla debe distinguir a **los que están al lado del progreso**, de **aquellos que tan sólo provocan falsas querellas** » (Frei 1994⁴⁷, p. 31).

« Por desgracia, a ratos, los **intereses corporativos**, los **intereses particulares**, llevan muchas veces a que algunos pierdan de vista el **horizonte superior** » (Lagos 2003⁴⁸, p. 23).

« Romper con las prácticas **clientelares**, **excluyentes**, **corporativistas**, caciquiles que han permitido **manipular la pobreza** para fines políticos como primer paso para avanzar en la **justicia** ; hacer que la **ley sea para todos** y fortalecer las **políticas públicas de desarrollo**. » (Fox, Programme électoral 2000⁴⁹, p. 5).

Sans chercher à analyser tous les mécanismes à travers lesquels se construit cette opposition entre pauvres et non-pauvres, mentionnons comment il ne s'agit pas seulement d'une contradiction objective entre les intérêts des pauvres et ceux des non-pauvres. Comme dans le RDM/90, les non-pauvres sont les *agents* des détournements de l'État de sa vocation « primordiale » de favoriser les plus pauvres⁵⁰ ; ils sont ainsi responsables du maintien ou de

⁴⁷ Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1994.

⁴⁸ Presidente Ricardo Lagos Escobar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 2003.

⁴⁹ Vicente Fox, *Compromisos para un Gobierno de Transición Democrática*, Instituto Nacional de Estudios Políticos INEP, México D.F., 2000.

⁵⁰ « *accaparés* par les classes moyennes, qui tirent la couverture à elles » ; « *dedicar una parte sustancial de los recursos públicos a los programas sociales y no tanto a las reclamaciones de contrato* » ; « *los intereses corporativos, los intereses particulares, llevan muchas veces a que algunos pierdan de vista el horizonte superior* » ; etc.

l'aggravation de la pauvreté⁵¹ et même en lutte contre les réformes qui chercheraient à les favoriser⁵². Encore une fois, le critère pour que les non-pauvres deviennent des éléments antagoniques est celui de la « revendication »⁵³. Ce n'est que lorsqu'ils revendiquent, que les non-pauvres entrent en contradiction avec les pauvres. Et cette limitation de la demande ou de la mobilisation ne concerne pas exclusivement le détournement des ressources de l'État vers des « bénéficiaires » indus. Elle concerne toute forme de revendication. En effet, les grèves, négociations de contrat de travail, ou mobilisations politiques des non-pauvres apparaissent comme des menaces à la stabilité politique et économique, à la démocratie, à la justice, au développement, etc⁵⁴. Étant donné l'idée que les intérêts des pauvres seraient intimement liés à ceux de la croissance et de la stabilité politique, les revendications des non-pauvres, qu'elles soient sociales, économiques ou politiques, deviennent ainsi irrecevables.

Cette relation antagonique se perçoit également dans l'implicite de déclarations liant directement le manque de ressources des pauvres à leur faible poids politique vis-à-vis des autres groupes :

Les individus pauvres et les groupes défavorisés manquent souvent des capacités d'influencer les institutions contrôlées par des élites. Plus largement, le désavantage est perpétué par les **inégalités** dans ce que l'on peut considérer comme les facteurs modelant les **capacités politiques des pauvres** : confiance en soi, capacité d'influencer les processus et reconnaissance du reste de la société. (PNUD, RMDH/2005, p. 65).

« Si l'on se débarrassait de la **corruption** alors que les **pauvres s'organisent**, de nombreux programmes nationaux de lutte contre la pauvreté obtiendraient de meilleurs résultats en **dirigeant leurs ressources vers les gens qui en ont besoin**. » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 12).

⁵¹ « Mais les résultats sont rarement à la hauteur des attentes » ; « Todos, especialmente los más pobres, deben saber de qué manera el desarrollo social depende del crecimiento económico » ; etc.

⁵² « Uno de los más socorridos recursos para disminuir el empuje y dinamismo del proyecto nacional, es refugiarse en intereses corporativos » ; « frenar a los oportunistas, a los del populismo prematuro, a los nostálgicos de la polarización y de la violencia ; aquellos que tan sólo provocan falsas querellas » ; « prácticas clientelares, excluyentes, corporativistas, caciquiles que han permitido manipular la pobreza para fines políticos » ; etc.

⁵³ « accaparés » ; « reclamaciones » ; « nostálgicos de la polarización y de la violencia » ; « provocan falsas querellas » ; etc.

⁵⁴ « Olvidarse de los pobres es olvidarse de la democracia y del progreso económico, en un régimen de libertad y democracia » ; « disminuir el empuje y dinamismo del proyecto nacional » ; « la estabilidad política es una indispensable condición para el crecimiento económico » ; « el desarrollo social depende del crecimiento económico » ; « primer paso para avanzar en la justicia » ; « hacer que la ley sea para todos y fortalecer las políticas públicas de desarrollo » ; etc.

Cette opposition entre, d'un côté, les intérêts corporatistes, particuliers, clientélistes, des classes moyennes, la corruption, etc. et, d'un autre côté, les intérêts généraux de la nation, de l'économie et, bien entendu, des pauvres, ne fait que tirer les conclusions des *topoi* de l'équité et du ciblage. Néanmoins, en rendant explicite cette opposition, on ferme l'espace politique aux demandes sociales qui se voient taxées de « corporatistes ». Cette opposition entre la nécessité du ciblage (pour rendre effectifs les droits) et le détournement des ressources de l'État par les non-pauvres en vient donc à questionner l'effectivité des droits de l'ensemble de la population, qui ne sont plus considérés comme des droits, mais comme des privilèges indus. Les droits se transforment ainsi en besoins pouvant (et devant) être comblés dans et par le marché, pour les non-pauvres et, dans le cas des pauvres, devant être comblés par des aides (ponctuelles ou structurelles) leur permettant d'acquérir des « capacités » et de sortir de la pauvreté par leur insertion dans le marché.

L'espace public tend ainsi à se techniciser, puisque ce qui établit la légitimité d'une demande n'est pas le droit d'association, les droits socio-économiques ou les « justes demandes du peuple »⁵⁵ mais les déductions abstraites de la dogmatique de la lutte contre la pauvreté. Au nom des « demandes » abstraites des pauvres (c'est-à-dire des besoins établis en fonction d'indicateurs objectifs, puisque les pauvres n'ont pas la capacité de s'exprimer), on récuse les demandes concrètes des non-pauvres. L'espace public tend également à se privatiser, puisque ce qui était jadis un droit citoyen et un devoir étatique se transforme en un besoin devant être comblé par le marché. Les entreprises se transforment ainsi en *adjuvants* de la lutte contre la pauvreté, non seulement en fonction de leur rôle de « génératrices de la richesse » (que l'État doit ensuite redistribuer), mais également en fonction de leur capacité à combler efficacement tout autant les besoins des non-pauvres que ceux des pauvres :

« Este Fondo, mediante la participación con **capital de riesgo** o emitiendo garantías, permitirá atraer, sobre bases sanas, **recursos privados** para la **construcción de infraestructura básica** en favor de un **desarrollo regional** más equilibrado. » (Zedillo 1995⁵⁶, p. 12).

⁵⁵ Comme c'était le cas dans la formation discursive populiste que nous analyserons dans la deuxième partie de cette thèse (chapitres 7, 8 et 9).

⁵⁶ Presidente Ernesto Zedillo, *Informe de gobierno*, México D.F., 1995.

« Nuestro país debe alcanzar un consenso en torno a un modelo de **salud** que combine lo **público y lo privado**, con armonía y **equidad**, lo que hoy no existe. » (Frei 1999⁵⁷, p. 12).

« Esta fórmula ha generado una **positiva competencia** entre establecimientos **municipales y privados** que ha favorecido la **calidad y eficiencia de la educación**. » (Fundación Pobreza-Chili/99⁵⁸, p. 14).

On se souviendra comment, pour pallier les incapacités du marché et de la mondialisation, il fallait « créer des opportunités », c'est-à-dire stimuler la croissance en investissant dans les secteurs où opèrent les « individus » pauvres et augmenter leurs « capacités » ou leurs « actifs » (éducation, santé, infrastructure, etc.), de manière à les faire participer à la croissance, développer des possibilités d'emploi... Bref, comment, pour pallier les incapacités du marché, il fallait le renforcer. Ce qui s'ajoute avec le ciblage, c'est que le secteur privé devient également fournisseur de services, tant pour les non-pauvres – qui n'ont pas droit aux « aides » de l'État et doivent donc subvenir à leurs « besoins » (jadis considérés comme des droits) à travers le marché – que pour les pauvres, qui doivent également combler leurs besoins à travers le marché ou semi privé⁵⁹ mais qui jouissent d'une « aide » de l'État, qui peut tout aussi bien être une « aide » aux compagnies de construction, aux institut privés d'enseignement ou de santé. La privatisation de la santé, de l'éducation⁶⁰, de la sécurité sociale, ou alors la concession de parcelles de souveraineté territoriale à des compagnies privées (construction d'autoroutes ou d'infrastructures portuaires, par exemple), se présentent alors comme des moyens pour rendre l'État plus efficace et plus efficient et donc comme une condition nécessaire à la lutte contre les inégalités. L'égalité c'est le marché! Seulement, peut-être que certains seraient plus égaux que d'autres...

6.3- Bonne gouvernance et ingénierie politique

Tout comme pour l'égalité et la croissance favorable aux pauvres, l'apparition du thème de la bonne gouvernance se présente comme une réaction face aux échecs des politiques de lutte contre la pauvreté qui ont, non seulement été incapables de réduire

⁵⁷ Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1999.

⁵⁸ Fundación Pobreza, *Podemos superar la pobreza y lograr mayor equidad. Una propuesta de política social para Chile*, Santiago, Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, 1999.

⁵⁹ « modelo de salud que combine lo público y lo privado ».

⁶⁰ « Esta fórmula ha generado una positiva competencia entre establecimientos municipales y privados que ha favorecido la calidad y eficiencia de la educación ».

substantiellement la pauvreté, mais qui, de plus, ont été critiquées comme de nouvelles formes de conditionnalités⁶¹. Cette réaction procède, de la même manière que pour les deux autres thèmes, en assumant la critique de manière à en contrôler le sens, en l'insérant dans la scénographie gestionnaire postulant le marché et en déplaçant l'instance qui prend en charge ces échecs vers le manque de capacités des gouvernements et/ou des organismes internationaux. Puisque l'on part de l'évidence que les politiques de lutte contre la pauvreté ne peuvent engendrer de la pauvreté, il faut bien que le problème se situe ailleurs. La bonne (ou la mauvaise) gouvernance se présente comme l'explication de ces échecs, le « chaînon manquant » qui expliquerait pourquoi la croissance favorable aux pauvres et les politiques ciblées sur les plus pauvres n'ont pas donné les résultats escomptés : si les politiques de lutte contre la pauvreté échouent, ce serait dû aux faiblesses des institutions dans les pays du Tiers monde⁶².

Ce thème des faiblesses institutionnelles n'est pas nouveau. Déjà, en 1990, la Banque mondiale identifiait les mauvaises politiques des gouvernements comme la cause de l'augmentation de la pauvreté dans les années 1980⁶³. Sans être en reste, le PNUD partageait le même diagnostic :

« Dans bien des cas, plus de la moitié du budget de l'État est absorbée par l'armée, le remboursement de la **dette**, des **services para-étatiques inefficaces**, des **contrôles gouvernementaux inutiles** et des **aides sociales mal ciblées**. Si les autres possibilités de financement sont limitées, il convient de mettre à l'ordre du jour la **restructuration des priorités budgétaires** de façon à **équivaloir** dépenses **économiques** et dépenses **sociales** au bénéfice du développement dans les années 90. » (PNUD, RMDH/90, pp. 4-5).

« Étant donné que les possibilités de **réaffectation des dépenses** dans les budgets existants sont considérables, les coûts humains des mesures d'ajustement structurel de leurs économies entreprises par de nombreux états sont souvent un **choix et non une contrainte**. » (PNUD, RMDH/90, p. 5).

⁶¹ Voir Bruno Lautier, « Sous la morale, la politique, La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique Africaine*, n°82, juin 2001, pp. 169-176.

⁶² Mais également, comme nous le verrons plus loin, ce serait aussi dû à un manque de compréhension des bailleurs de fonds de la nécessité de renforcer l'aide et les institutions de même qu'à l'influence corruptrice de certaines compagnies transnationales. Cependant, ces deux autres dimensions ne sont que des modalités ou des explications de la faiblesse des institutions.

⁶³ Par exemple : « Handicapés par des **événements extérieurs défavorables** et par une **politique économique inadaptée**, certains pays ne parviennent pas à remonter la pente » (RDM/90, p. 17) ; « lorsque les **problèmes structurels** sont passés au premier plan, **on** ne s'est pas beaucoup préoccupé des conséquences que cela pouvait avoir pour les **pauvres** » (RDM/90, p. 119).

Bien entendu, ces deux exemples ne portent pas sur la bonne gouvernance comme telle. Ils auraient pu servir à illustrer l'importance du ciblage comme mécanisme de lutte contre la pauvreté ou encore pour montrer comment l'ajustement structurel est postulé (présupposé), tel un fait inéluctable, alors que le posé ne concerne que les choix de réaffectation des dépenses. Néanmoins, cette manière de postuler l'ajustement (effet d'évidence) permet le déplacement de la responsabilité de l'augmentation ou de la non-diminution de la pauvreté vers les gouvernements du Tiers-monde. Conséquemment, en s'appuyant sur l'impératif moral de lutte contre la pauvreté, ce déplacement permet de diagnostiquer des choix budgétaires (*restructuration des priorités budgétaires ; réaffectation des dépenses*), un certain type de politiques sociale (*services para-étatiques*) et des politiques douanières, commerciales ou économiques (*contrôles gouvernementaux inutiles*) qui constituent la bonne manière de gouverner.

Le thème de la Bonne gouvernance permet de pousser encore plus loin ce principe. En s'appuyant sur le caractère « multidimensionnel » de la pauvreté et sur l'inefficacité et l'incompétence des gouvernements, c'est l'ensemble du politique qui se trouve à pouvoir être « monitoré » par les organismes internationaux ou, plus précisément, par l'énonciateur⁶⁴ (maître et juge) de la lutte contre la pauvreté. Ce mécanisme se relie également à l'accusation de manque de volonté politique que nous avons abordé au quatrième chapitre. La différence entre les deux réside dans le fait que l'un s'appuie sur une accusation morale ou éthique portant sur le manque de volonté politique et que l'autre « forme » ou « informe » de manière technique, sans porter d'accusation, sur les meilleures manières pour rendre les gouvernements efficaces et efficients. Ces deux mécanismes (accusation morale et formation technique) fonctionnent conjointement au sein du registre énonciatif pédagogique-doctrinal, puisque l'accusation morale (doctrinale), fondée sur l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté, assume la légitimité ou la nécessité d'une profonde intervention dans l'ensemble des secteurs du gouvernement et des institutions.

⁶⁴ Car, comme nous l'avons montré, cette position énonciative peut être occupée par n'importe quel locuteur de la pauvreté. C'est justement ce qui permettra aux ONGs ou aux groupes altermondialistes de « faire la leçon » aux gouvernements ou aux organismes de financement et de développement international.

Voyons concrètement comment se présente le principe de bonne gouvernance dans une déclaration du PNUD :

« Le PNUD s'est engagé à fournir une assistance plus ciblée, visant essentiellement à aider les pays à améliorer *leur* processus d'élaboration des politiques nationales et de réforme des institutions de la gouvernance [...] ces programmes doivent être multisectoriels et globaux. La pauvreté humaine est, après tout, un problème multidimensionnel qui touche aux responsabilités sectorielles des différents services gouvernementaux. » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 5).

Le locuteur institutionnel (PNUD) se met en scène dans cet extrait comme étant soumis à ses engagements. Nous avons vu comment l'effet de compassion et l'impératif catégorique de lutter contre la pauvreté s'étaient incorporés ou institutionnalisés au sein des engagements internationaux. Ainsi, ce sont ces engagements (ou l'impératif catégorique institutionnalisé) qui prennent en charge l'action ou l'assistance⁶⁵ du PNUD. Ensuite, cette « aide » est censée aider à améliorer des « processus d'élaboration des politiques nationales et de réforme des institutions de la gouvernance » élaborés par les gouvernements eux-mêmes (« leur » processus). Finalement, en s'appuyant sur le caractère multidimensionnel de la pauvreté, on justifie le fait que cette assistance technique « doit » porter sur l'ensemble des institutions.

Bien que présentée comme une « aide », il ne s'agit pas moins d'une modalisation déontique (ces programmes *doivent*) de la bonne gouvernance. Elle se trouve donc potentiellement menacée par la critique, qui voit dans ces « réformes des institutions », une nouvelle forme de conditionnalité. On constate alors un travail sur l'interdiscours qui, comme d'habitude, est soigneusement masqué par une prolepse :

« **Mais l'assistance** que les donateurs extérieurs fournissent aux réformes ayant trait à la gouvernance **ne saurait constituer une nouvelle forme de conditionnalité**. Compte tenu des **engagements** pris lors du Sommet mondial, **les pays fixent leurs propres objectifs** en matière de réduction de la pauvreté et par la suite mettent en œuvre **leurs propres plans** de lutte contre la pauvreté. » (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 5).

« Il est vital que les programmes de lutte contre la pauvreté soient **définis par le pays et non par les donateurs**. Souvent la raison pour laquelle ils n'ont pas de lien les uns avec les autres est que les donateurs extérieurs assurent une grande partie du financement des différents projets sans **utiliser les mécanismes gouvernementaux habituels**. Nous

⁶⁵ En se montrant comme étant soumis à des engagements institutionnels et moraux, le PNUD n'est pas moins en train d'appliquer ses propres politiques, puisqu'il est à l'origine du savoir sous-tendu par ces engagements. Au sujet de l'idée selon laquelle le pouvoir ne se montre jamais aussi manipulateur qu'au moment où il se présente comme étant manipulé par un tiers, voir Eric Landowski « L'opinion publique et ses porte-parole », in *La société réfléchie*, Paris Seuil, pp.21-56.

devrions plutôt nous efforcer de **renforcer les capacités des pouvoirs publics**, tant au niveau national qu'au niveau local, afin qu'ils **aient la maîtrise de leurs propres initiatives** de lutte contre la pauvreté et puissent les diriger. Cette action visant à **renforcer les capacités** revêt une importance vitale et constitue une priorité pour l'aide extérieure. » (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 5).

C'est justement là tout l'enjeu du discours de lutte contre la pauvreté : présenter les réformes qui, sous leur forme de conditionnalité, rencontraient (et rencontrent) de vives résistances, en les présentant comme des « aides » techniques visant à combattre la pauvreté et/ou à améliorer l'État de droit et l'efficacité des institutions... Et ce discours y parvient avec tant de succès que ses contraintes se voient assumées, non seulement par les gouvernements liés aux « aides »⁶⁶, mais également par une série d'autres acteurs pourtant explicitement opposés à ces conditionnalités. Comme on a pu le constater avec l'exemple d'Oxfam international et de *Global Call for Action Against Poverty* (GCAAP) qui, tout en dénonçant l'ingérence de la Banque mondiale, n'en appellent pas moins à un renforcement des institutions et des capacités des pays :

« ...l'inquiétude actuelle que les pays pauvres ne seront tout simplement pas capables de dépenser des montants supérieurs d'aide parce qu'ils manquent de "**capacité d'absorption**" – le **personnel** et les **institutions** capables de fournir cette aide aux **destinataires choisis**. Mais les **donateurs** et les **gouvernements peuvent investir dans l'amélioration de cette capacité**. » (Oxfam/2005, p. 29).

Dans cet extrait, Oxfam cherche à répondre aux « sceptiques » du développement⁶⁷, qui affirmeraient que l'aide n'est pas efficace étant données les faiblesses institutionnelles. L'ensemble du texte duquel est tiré cette citation est construit autour d'une relation polémique avec l'aide internationale (bilatérale et multilatérale) pour la contraindre à modifier ses comportement et à respecter ses engagements. Cependant, en « exigeant » un investissement plus grand dans « l'amélioration des capacités », Oxfam et l'ensemble du mouvement GCAAP dans lequel s'insère cette ONG ne fait rien d'autre que de rendre plus acceptable l'ingérence des organismes internationaux dans la définition des politiques internes des pays débiteurs. À travers la notion de bonne gouvernance, l'aide internationale non seulement peut, mais « doit » « aider » les pays du Tiers monde à définir leurs politiques.

⁶⁶ Qui, comme le montre Lautier dans « Sous la morale, la politique..., se dirigent prioritairement vers les pays ayant démontré une « réelle » volonté politique de la combattre.

⁶⁷ C'est-à-dire les gouvernements des pays « riches » qui non seulement ne respectent pas leur engagement (du millénaire) à fournir 0,7% de leur PIB en aide au développement mais surtout ont parfois réduit leur aide depuis.

Et qui pourrait bien s'opposer à la bonne gouvernance ? Alors qu'elle promeut l'État de droit, le renforcement des institutions, la transparence, la lutte contre la corruption, l'obligation de rendre des comptes (*accountability*), l'efficacité et l'effectivité de la réduction des inégalités, une croissance favorable aux pauvres, la participation populaire (ou des pauvres) aux processus de prise de décision et le renforcement de leur poids politique, etc. D'aucuns ont cherché à discréditer ce discours en mettant en évidence les incongruités existant entre ses prétentions et la « réalité des faits ». Bien que cela soit possible et très instructif, l'analyse du fonctionnement du discours dévoile le contraire. Le problème ne réside pas dans le fait que ce discours ne réalise pas ce qu'il prétend, mais plutôt dans le fait qu'il le réalise effectivement : c'est-à-dire dans sa capacité à contraindre une adaptation de l'État et des acteurs politiques aux exigences d'un utopique marché mondialisé.

6.3.1- Savoir préalable et modalités du pouvoir :

Efficacité, renforcement des capacités et registre énonciatif pédagogique-doctrinal

Nous avons vu, au troisième chapitre, comment la Banque mondiale parvenait à présenter les programmes d'ajustement structurel en les qualifiant ou en les substituant par leurs effets positifs escomptés. Ce type de paraphrasage permet de créer des réseaux de synonymie ou des chaînes d'équivalence qui ne sont pas données par la langue ou la culture, mais qui sont construites par le discours lui-même. La question n'est donc pas de savoir si les programmes de renforcement des institutions renforcent ou non ces institutions, s'ils permettent une « réelle » participation ou une réduction des inégalités, mais de savoir de quel type d'égalité, d'institutions et de participation il est question. Or, comme tous les autres éléments du discours de lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance fonctionne au sein d'une scénographie gestionnaire, qui postule les effets bénéfiques de la mondialisation et de l'économie de marché. Voyons quelques exemples :

« Les mesures prises pour stimuler la croissance, et notamment garantir la stabilité macro-économique, la *qualité des institutions*, une *gouvernance démocratique et efficace* et un climat propice à l'investissement, doivent rehausser l'incitation des pauvres à trouver un emploi ou à créer leur propre entreprise ainsi que leurs possibilités et leur *capacité* de le faire, de telle sorte que ces derniers soient étroitement associés à la croissance économique. » (OCDE/2006, p. 3).

« En fait, ce qui est nécessaire, c'est une série de changements coordonnés sur un **large front**, depuis la réforme de certaines parties du **système économique mondial** jusqu'au renforcement de la **gouvernance au niveau local**. Tout cela devrait et peut être réalisé dans le contexte **d'économies ouvertes et de sociétés ouvertes**. » (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. xi).

Les réseaux de synonymie que nous voyons se construire ici vont relier la qualité des institutions », la « gouvernance démocratique et efficace » ou le « renforcement de la gouvernance au niveau local », à la « stabilité macro-économique », à un « climat propice à l'investissement », à « l'incitation des pauvres à trouver un emploi ou à créer leur propre entreprise », au « système économique mondial » et ainsi de suite. Bien entendu, il ne s'agit pas ici d'une relation de synonymie parfaite, mais plutôt d'une énumération. Néanmoins, articulée autour de « mots-clé », de « termes-pivots »⁶⁸, auxquels seront associés systématiquement ces syntagmes, il se crée une certaine proximité, une interdépendance et, finalement, une relation d'équivalence, une *chaîne d'équivalences*, permettant, à terme, la substitution de l'un par l'autre.

Ainsi, même lorsqu'on dénonce les injustices, l'asymétrie de pouvoirs ou de richesse au sein des nations ou entre celles-ci, les déficits démocratiques, la corruption ou le manque de transparence, les changements proposés pour les corriger devront nécessairement s'inscrire au sein de ces contraintes énonciatives liant la bonne gouvernance à un climat propice pour l'investissement :

« Ces règles et politiques sont le produit d'un système de **gouvernance mondiale** en grande partie voulu par les **pays et acteurs puissants**. Il existe un **grave déficit démocratique** au cœur de ce système. La plupart des **pays en développement** n'ont encore qu'une **influence très limitée** dans les **négociations mondiales** au cours desquelles les règles sont définies ainsi que sur les politiques des principales institutions financières et économiques. De même, les **travailleurs** et les **pauvres** n'ont pas ou peu **voix au chapitre**. » (OIT, *Une mondialisation juste*/2004, p. xi)

« Pour que **l'expansion du commerce** puisse être **bénéfique** aux pauvres, il faut rendre les règles du jeu international **plus équitables**. Une priorité en la matière est d'éliminer le protectionnisme qui est entaché de partialité à l'encontre des pays en développement. Pour cela, il convient de renforcer la **capacité** de ces derniers de négocier des accords commerciaux mondiaux et régionaux—autre domaine important pour l'aide publique au développement. » (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 11).

« Notre critique de la forme dominante de mondialisation, telle qu'elle nous est **imposée de l'extérieur**, n'implique pas non plus pour autant que nous souhaitions revenir en arrière, fermer nos économies et établir des **barrières protectionnistes**, voire pousser pour des **politiques commerciales isolationnistes**. Sauf que les règles actuelles n'ont aidé en rien nos pays à surmonter, ou même atténuer, nos problèmes économiques. Nous proposons des **règles alternatives** pour régler les économies du globe et du continent en fonction d'une logique simplement différente : que le **commerce** et **l'investissement** ne soient pas des fins en soi, mais plutôt des **instruments** devant

⁶⁸ Nous mettons entre parenthèse les concepts de mot-clé et de terme-pivot car nous n'avons pas développé ici une analyse lexicométrique ou harissienne.

permettre un **développement juste et durable**. Notre proposition avance aussi une logique sociale qui inclut des secteurs comme le **travail**, les **droits humains**, **l'égalité** entre les hommes et les femmes, **l'environnement** et les **minorités**, c'est-à-dire des problématiques et des **groupes** auparavant **exclus**. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 12).

Face au fait que la « gouvernance mondiale » ou la « mondialisation » est « imposée de l'extérieur » par des « pays et [des] acteurs puissants », on propose de démocratiser ces processus en donnant une voix au chapitre aux travailleurs, aux pauvres, aux femmes, aux exclus. Seulement, cette voix se trouve fortement contrôlée. Il est hors de question de proposer un « retour en arrière » (régression dans la chronologie ou l'avancement téléologique du temps) ; on ne peut que chercher comment rendre « l'expansion du commerce » favorable aux pauvres et/ou aux pays pauvres. Or, comme nous l'avons vu plus tôt, des « règles commerciales plus équitables » équivalent à une dénonciation du protectionnisme des pays industrialisés et à un plus grand multilatéralisme. Autrement dit, à un renforcement des processus d'ouverture menés sous l'égide de l'OMC ou d'un autre type d'accord de libre échange (ZLEA, en l'occurrence). Par ailleurs, pour s'insérer dans la définition de ces règles de la gouvernance mondiale, il est nécessaire d'avoir les « capacités », c'est-à-dire d'avoir préalablement « internalisé » ou incorporé les « dogmes » du savoir (ou de la doctrine) sur les meilleurs moyens de réduire la pauvreté par la croissance (pédagogico-doctrinal). De la même manière, comme nous le verrons plus bas, le manque de pouvoir des pauvres procédera par cette même « pédagogie », consistant à les « former » (*capacitar*) pour qu'ils puissent tirer les fruits de la mondialisation et de la croissance et donc contribuer, comme les autres acteurs économiques, à la prospérité générale⁶⁹.

Énoncé à partir du registre énonciatif pédagogique-doctrinal, le renforcement des capacités ou de l'efficacité des gouvernements ou des institutions se dévoile plutôt comme une puissante contrainte (morale), poussant à l'adaptation des gouvernements et des populations à un savoir technique sur les meilleures manières de réduire (gérer) la pauvreté

⁶⁹ « Para una nueva política de **desarrollo social**, se requiere un **mínimo de condiciones sociales y económicas** que hagan que la **población pueda exigir sus derechos y participar en el juego económico del mercado**, en la medida de que pueda contar con un empleo remunerador que satisfaga sus **necesidades** y desarrolle sus **capacidades**. », Andrés Manuel López Obrador, *Plataforma Electoral 2006, Coalición "Por el bien de todos"*..México D.F., 2006, p. 22, (AMLO, Programme électoral/2006).

dans le cadre d'une économie de marché ouverte. Puisque le « savoir faire » et le « pouvoir faire »⁷⁰ des gouvernements (élèves) est insuffisant pour parvenir à faire baisser la pauvreté⁷¹, il est nécessaire de les former (*capacity building*). De même, en assumant la position du bon élève, les gouvernements s'engagent à être plus efficaces, transparents et décentralisés. Assumant ensuite le rôle du maître vis-à-vis de leurs populations, les gouvernements développeront également des programmes de « *capacitación* » (formation) de la main d'œuvre ou d'augmentation des capacités humaines (santé, salubrité, éducation, planning familial, etc.) ou de leurs actifs, les transformant ainsi en « ressource humaine » intégrable dans et par le marché.

Il est important de noter que cette contrainte de bonne gouvernance s'applique également aux institutions internationales, aux pays industrialisés et aux investisseurs, ce qui augmente d'autant plus la capacité de circulation, de colonisation ou de contamination de la formation discursive, puisque, d'un côté, elle permet aux organismes internationaux d'interpeller les pays donateurs qui contribuent à leurs fonds et consolide la légitimité de l'aide. Et, d'un autre côté, elle permet à des groupes de gauche ou des ONGs de s'inscrire dans la formation discursive pour dénoncer les manquements des gouvernements, des organismes internationaux ou des compagnies transnationales. Cette manière de surdéterminer les énoncés acceptables, audibles ou énonçables, neutralise d'éventuelles prises de parole où l'on poserait, par exemple, que la persistance de la pauvreté est causée le néocolonialisme, les relations de dépendance, la division internationale du travail, l'aide au développement, les politiques de lutte contre la pauvreté, les transnationales, etc. En démontrant leur compétence énonciative, les « opposants » à la mondialisation ou à la marchandisation du monde qui s'inscrivent dans le discours de lutte contre la pauvreté voient du même coup se rétrécir leur champ d'énonciation.

6.4- Décentralisation et participation

Il serait encore possible de passer en revue une série de points se reliant à la pauvreté tels le remboursement de la dette (des pays les plus pauvres), l'égalité entre les hommes et les

⁷⁰ Nous utilisons ici deux formules provenant de l'analyse actantielle. Nous y reviendrons au prochain chapitre.

⁷¹ Rappelons que cette formule constitue un déplacement de la prise en charge des échecs des politiques de lutte contre la pauvreté vers les gouvernements qui les ont appliqués.

femmes, l'environnement, la transparence, la consolidation démocratique⁷², la lutte contre la corruption ou contre les drogues⁷³, la sécurité⁷⁴ ou les droits humains⁷⁵ pour montrer comment, à chaque fois, du fait de leur insertion dans une scénographie gestionnaire postulant le marché, le sens de ces thèmes se voit traduit en fonction de leurs implications sur la croissance économique et réduit, en fonction d'une conception technique, abstraite et générale du politique. Toutefois, ces démonstrations ne feraient que confirmer ce dispositif central et aboutiraient à de constantes répétitions. Contentons-nous d'aborder le thème de la participation, dont l'importance en tant que point nodal est centrale, pour comprendre non seulement la capacité de circulation de la formation discursive paupériste, mais également ses effets sur les déplacements des frontières du politique.

⁷² « Nous réaffirmons qu'une **gouvernance démocratique** se fondant sur le respect de l'**État de droit** et qui soit **stable, transparente, effective, inclusive, et responsable**, contribue à créer un environnement facilitant et **attirant l'investissement**, à édifier la **prospérité économique**, à encourager la création d'emplois décents et à **réaliser la justice sociale**. », Quatrième Sommet des Amériques, *Déclaration de Mar del Plata : Créer des emplois pour faire face à la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique*, Mar del Plata (Argentine), 5 novembre 2005. (Mar del Plata/2005, p. 13).

⁷³ « La **lutte à la production, au trafic et à la consommation de drogues** doit être un élément des **accords d'intégration**. Par contre, au lieu d'emprunter une approche purement militaire, cette lutte doit se faire par le biais de vastes campagnes de sensibilisation, par **l'élimination de la pauvreté** qui sert de moteur à ce commerce lucratif, par la lutte à la **corruption** et à la participation des plus hautes autorités au narcotrafic, ainsi que par d'autres mesures qui s'attaqueront aux racines du problème. (PNUD-Vaincre la pauvreté humaine/2000, p. 8).

« La **lutte à la production, au trafic et à la consommation de drogues** doit être un élément des **accords d'intégration**. Par contre, au lieu d'emprunter une approche purement militaire, cette lutte doit se faire par le biais de vastes campagnes de sensibilisation, par **l'élimination de la pauvreté** qui sert de moteur à ce commerce lucratif, par la lutte à la **corruption** et à la participation des plus hautes autorités au narcotrafic, ainsi que par d'autres mesures qui s'attaqueront aux racines du problème. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 13).

⁷⁴ « La **pauvreté** et les **inégalités** fondamentales entraînent de nouvelles **menaces pour la paix et la sécurité**. Les **réseaux criminels** et terroristes ont plus de chances de se développer là où les **institutions publiques sont faibles**. (Oxfam/2005, p. 14).

« La coopération internationale à la croisée des chemins **L'aide, le commerce et la sécurité** dans un monde marqué par les **inégalités** » (PNUD, RMDH/2005, page couverture).

⁷⁵ « Notre proposition avance aussi une logique sociale qui inclut des secteurs comme le travail, les **droits humains, l'égalité** entre les hommes et les femmes, **l'environnement** et les minorités, c'est-à-dire des problématiques et des groupes auparavant exclus. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 13). Notons au passage que c'est cette manière de considérer les problèmes de l'égalité entre les hommes et les femmes, les droits humains, l'environnement, etc. comme étant exclus des conceptions « néolibérales » de la mondialisation qui permet la circulation des « mots de Troie » au sein des positions « critiques » du processus que tendent à consolider ces notions.

Comme nous l'avons mentionné au chapitre 3, le thème de la participation est au cœur d'une série de représentations ou d'imaginaires politiques. En commençant par les fondements de l'État libéral⁷⁶, jusqu'à son questionnement au sein des théories de la *Stable Democracy*⁷⁷, en passant par les conceptions fonctionnalistes des théories de la marginalité en Amérique latine, parlant de la participation des marginaux aux structures modernes (psychologiques, culturelles, politiques et économiques), qui se sont traduites dans les actions et déclarations des gouvernements latino-américains des années 1960, comme par exemple dans le programme de « *Promoción Popular* » ou les « *Juntas de Vecinos* » du gouvernement Démocrate chrétien d'Eduardo Frei Montalva⁷⁸. La participation est également au centre des imaginaires de « la base »⁷⁹ faisant des « conscients » (au sein des groupes populaires) les protagonistes de la scène politique. Sans épuiser cette liste, mentionnons encore le large spectre des conceptions de la démocratie directe ou participative, s'opposant, du moins partiellement, à la démocratie procédurale, représentative, ou encore, « délégative »⁸⁰.

Nous avons vu comment la stratégie illocutoire du RDM/90 consistait à capter la légitimité inhérente à ce principe de participation, tout en subvertissant son sens en le référant

⁷⁶ Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 (19ème réimpression).

⁷⁷ Issu de la mythique Commission trilatérale, le Rapport « The Crisis of Democracy », de Michel Crozier, Samuel P. Huntington, Joji Wanatuki, (*The Crisis of Democracy*, Trilateral Commission, Task Force Report no 8, New York University Press, 1975) allait tracer la voie à tout un courant de pensée faisant de la participation politique élargie (au-delà de la participation électorale) un danger pour la stabilité politique, désormais conçue comme qualité principale de la démocratie. Voir notamment à ce sujet les restrictions apportées à l'idée de société civile dans l'Introduction (« In Search of consolidation ») de l'ouvrage *Consolidating the Third Wave Democracies* (Larry Diamond, Marc F. Plattner, Yun-han Chu, Hung-mao Tien (ed.), Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, 1997., p. xxxi et suivantes. Pour une analyse de cette littérature contemporaine sur la démocratie stable, voir également Marie-Christine Doran, « Mondialisation, post-populisme et démocratie: enjeux et conséquences d'un nouveau contexte politique international vus à la lumière du cas de l'Amérique latine », *Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique*, Montréal, novembre 2001, disponible à l'adresse suivante : http://www.unites.uqam.ca/philo/UNESCO/programme_automne2001.htm

⁷⁸ Que nous aborderons au Chapitre 8.

⁷⁹ Voir à ce sujet, André Corten, « Brésil : le peuple avec ou sans populisme », in Victor Armony (éd.), *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2007 (à paraître); voir également, *Le pentecôtisme au Brésil : Émotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995, notamment, pp. 99 et suivantes.

⁸⁰ Notion introduite par Guillermo O'Donnell dans l'article du même nom : « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, Vol. 5, no 1, 1994, pp. 55-69.

à la participation à un marché déréglementé (secteur informel), ainsi qu'aux programmes de lutte contre la pauvreté (à travers leur main d'œuvre et leur épargne). Cette « participation » se voyait renforcée par un appel à la « décentralisation », qui n'est autre chose qu'une déconcentration et un transfert de responsabilités du gouvernement central vers les municipalités ou les organisations communautaires, sans contreparties décisionnelle ou budgétaire. Ce modèle de décentralisation a rencontré de sérieuses critiques étant donné les contraintes budgétaires qu'il fait peser sur les municipalités, mais également en fonction des disparités sociales qu'il renforce entre les municipalités pauvres et les plus fortunées :

« Toutefois, la **décentralisation** nécessaire à l'autonomie des programmes pédagogiques dans certaines communautés spécifiques **ne doit pas** amener les États à se **démettre de leur responsabilité** face aux **financements** de l'éducation et à la **distribution** des ressources. L'accès à l'éducation est un **droit** qui ne doit pas être lié à la capacité de payer. » (Sommet des peuples, Santiago, 1998, p.)

« [En Chine] La **décentralisation fiscale** a renforcé la transition vers un système basé sur le **marché**. Les **districts plus pauvres** n'ont pas pu lever des **fonds suffisants** par le biais de la taxation, et ont donc intensifié la pression sur les prestataires de soins de santé. Cela englobe les vaccins de base et d'autres services préventifs. **Faire payer les services qui relèvent du bien public est économiquement inefficace et inéquitable.** » (PNUD, RMDH/2005, p. 67).

Dans ces deux exemples, nous voyons comment, tout en assumant le principe de décentralisation (concession), la critique des programmes d'ajustement structurel ou des premières générations de programmes de lutte contre la pauvreté tend à contrôler, par prolepse, les « mauvaises » formes de décentralisation. Si l'on doit préciser que la décentralisation « *ne doit pas amener les États à se démettre de leur responsabilité face aux financements de l'éducation et à la distribution des ressources* », c'est bien parce qu'un second énonciateur, présent dans l'implicite de la négation, affirme que la décentralisation implique un délaissement des responsabilités de l'État central. Le second exemple rend explicite cet implicite, en citant l'exemple de la Chine.

Toutefois, tout comme pour les autres cas d'occultation des marques de l'interdiscours, le discours de lutte contre la pauvreté va s'approprier de cette critique et la traduire en ses propres termes. Ce questionnement de la décentralisation ne viendra donc pas remettre en question le principe. Il permettra, au contraire, de le conserver en établissant une distinction entre la bonne et la mauvaise décentralisation, tout en conservant le postulat des limitations de l'État central (bureaucratisé ou corrompu) et de la plus grande efficacité des structures décentralisées :

« Lorsque les gouvernements n'acceptent pas de **rendre des comptes** ou sont **corrompus**, les programmes de lutte contre la pauvreté **ne réussissent guère à cibler les avantages**. Les pauvres [...] ne peuvent avoir accès aux services publics d'une **bureaucratie centrale passive** [...]. **Même** lorsque les services sont **décentralisés**, les pauvres peuvent ne pas en bénéficier si l'**élite locale détourne les ressources** afin de servir ses **propres intérêts**. » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 56).

« Dans chaque cas, des **programmes décentralisés** à l'échelle **locale** ont intégré des programmes de **santé infantile et maternelle** (vaccination, traitement contre la diarrhée et soins anténatals notamment) à la fourniture de services de santé. Ils ont également investi dans la **formation de personnel** de santé et de sages-femmes et dans la **prise en charge des populations vulnérables**. Même les pays peu avancés dans ce domaine ne sont pas sans démontrer un potentiel d'amélioration. » (PNUD, RMDH/2005, p. 35).

« Pour que les programmes de réduction de la pauvreté **réussissent**, il faut **renforcer les collectivités locales** – et elles doivent **rendre des comptes** à la fois au **gouvernement** sur la gestion des fonds qui leur ont été alloués et à leurs **mandants** sur l'usage qu'elles en font. Le gouvernement doit continuer à **jouer un rôle**, en **surveillant** la façon dont les collectivités locales exercent leur nouveau pouvoir et décaissent les fonds – et en aidant à empêcher que les **élites locales n'accaparent le pouvoir**. » (PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine/2000*, p. 12).

Indépendamment du fait que ces nouvelles formes de centralisation apportent ou non davantage de budgets aux organes décentralisés, il n'est pas pour autant question de leur donner plus de pouvoir décisionnel. Il s'agit de la même exécution (déconcentration) des programmes ciblés sur les besoins des pauvres (*cibler les avantages ; santé infantile et maternelle ; prise en charge des populations vulnérables ; etc.*). Le transfert de pouvoir semble ne reposer que sur la « capacitation » (formation de personnel) et surtout sur le paraphrasage de ce type de « décentralisation » comme un « renforcer les collectivités locales » (effet d'évidence). En faisant la promotion de cette décentralisation, nous voyons se confirmer la représentation de l'État comme étant « corrompu », « centralisé », « bureaucratique » et « inefficace »⁸¹, justifiant donc sa réforme et sa mise sous tutelle, de même que la définition (surdétermination) de son rôle par un savoir technique international

⁸¹ Remarquons que cette vision de l'État n'est pas exclusive aux organismes internationaux. L'ONG chilienne *Fundación Pobreza* s'exprime ainsi au sujet de la gestion publique des hôpitaux : « **Problemas actuales del sector público de salud** : También es necesario modificar el actual sistema de proveedores públicos de salud que adolece al menos de las siguientes deficiencias : Las funciones están **centralizadas** ; Se asignan recursos a los establecimientos sobre la base de criterios de oferta (en vez de considerar las **necesidades** de las población), lo que favorece la organización **burocrática** donde los procedimientos y las formas son más importantes que los resultados. No existen mecanismos de **rendición de cuentas hacia los beneficiarios**. Uso de **tarifas y precios distorsionados** ; Falta de **disciplina financiera** en un contexto de **restricciones presupuestarias** ; Gestión de tipo **burocrático** con **baja autonomía** y claras restricciones en el uso de los insumos... ». (*Fundación Pobreza-Chili/99*, p. 26-27).

au sujet des meilleures manières de faire reculer la pauvreté (*Le gouvernement doit continuer à jouer un rôle, en surveillant...*). L'opposition entre pauvres et non-pauvres se retrouve également ici dans la figure des « élites locales », responsables du « détournement de ressources » et de « l'accaparement du pouvoir » qui explique (et prend en charge) les échecs des (anciennes) politiques de lutte contre la pauvreté.

Ce raisonnement pourra ensuite s'exporter à satiété grâce à l'implicite, que nous avons abordé jusqu'ici à travers ce que nous avons appelé les « mots de Troie » – ce que Rist appelle les « mots valises »⁸² – ou à travers l'effet d'évidence et les *topoi*, ou encore du paraphrasage, consistant à remplacer un élément par ses effets positifs escomptés. C'est ainsi que les formules toutes faites et parfaitement acceptables de la décentralisation, du rapprochement du pouvoir et des citoyens, de l'efficacité, de la co-gestion, du renforcement des communautés et de la participation citoyenne, pourront circuler librement et même faire l'objet d'une incitation au discours, puisqu'elles porteront en elles les réformes de l'État en fonction de la norme internationale :

« Los chilenos y los ciudadanos de muchos países queremos hoy más **identidad regional y local**, más **descentralización** del poder, más **cercanía** de la autoridad y más **participación**. » (Programme électoral Bachelet 2005, p. 10).

« Promoveré una **eficaz** relación con los gobiernos de los **estados y municipios**, alentando la **descentralización** de **funciones, recursos y actividades**. » (Salinas 1988⁸³, p. 1).

« Es el cambio del **asistencialismo** a una **política social de inclusión y equidad**. "Contigo" significa el tránsito de decisiones **centralizadas** a formas **innovadoras** de **colaboración** entre los tres órdenes de gobierno y con la **sociedad civil**. » (Fox 2002⁸⁴, p. 9).

Bien que généralement en implicite, il arrive que des discours présidentiels, notamment au Chili, rendent explicite l'opposition qui peut exister entre cette forme de décentralisation et une réelle capacité des instances locales, municipales ou régionales à élaborer leurs propres objectifs :

⁸² Rist appelle aussi ces mots des « mots-fétiche » ou des « mots-plastique ». Voir Rist, *Le développement...*, p. 23.

⁸³ Carlos Salinas de Gortari, *Toma de posesión*, 1988, Instituto Nacional de Estudios Políticos, México D.F., <http://www.inep.org>

⁸⁴ Vicente Fox, *Segundo Informe de gobierno*, México D.F., septembre 2002.

« La **transferencia** de servicios públicos desde el ámbito **central** al **regional** y **municipal** significa comprometer a las comunidades directamente interesadas en la **satisfacción de sus necesidades públicas**. Implica al mismo tiempo, como lo demuestra la experiencia de los servicios de salud y educación, la necesidad de dotar a los órganos regionales y comunales de los **recursos** indispensables y que ellos, por su parte, asuman con **eficiencia** la responsabilidad de su gestión. Creo mi deber decirlo con la mayor franqueza: sería **fatal** que esta **experiencia democrática** se tradujera en un **desborde de reivindicaciones** regionales y locales frente al Estado nacional ; su éxito depende fundamentalmente de la **madurez, eficiencia y sentido de la realidad** con que cumplan sus funciones las autoridades regionales y locales, que, como todos los órganos y magistraturas públicas, no tendrán otras atribuciones que las que expresamente les confieren la Constitución y las leyes. » (Aylwin 1993⁸⁵, p. 14)⁸⁶.

On peut apprécier ici l'opposition entre besoins (« *satisfacción de sus necesidades públicas* ») et demandes (« *desborde de reivindicaciones* »), déjà observée en abordant le fonctionnement de la figure de l'égalité. Nous constatons également la fonction limitative exercée sur les possibles actions d'un pouvoir « décentralisé » par une contrainte d'efficacité, de maturité et du sens de la réalité⁸⁷. Ainsi, la participation ou le renforcement des collectivités locales (« *comprometer a las comunidades directamente interesadas* ») se voit réduit à la « *satisfacción de sus necesidades públicas* ». Tout comme dans le cas du PNUD, abordé plus tôt, on a beau attribuer les « ressources indispensables » pour rendre *effective* la décentralisation, celle-ci n'en reste pas moins une exécution de programmes ciblés sur les besoins (*necesidades*) des pauvres, fortement contrôlés quant à leurs budgets, objectifs et modalités.

6.4.1- Participation au marché

Comme on peut le voir, il existe une tension entre l'incitation à la participation et le fait de déterminer de manière précise les formes que « doit » prendre la lutte contre la pauvreté. Cette tension se trouve neutralisée par le discours à travers l'effet de bouclage. Les

⁸⁵ Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1993.

⁸⁶ Pour une analyse détaillée du contrôle du sens de la participation dans le discours présidentiel chilien entre 1990 et 2005, voir troisième partie (chapitres 9 à 13) dans Marie-Christine Doran, *Processus démocratiques et légitimité, De la stabilité à la justice, le cas du Chili 1990-2005*, Thèse de doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal, Montréal 2006.

⁸⁷ « asuman con **eficiencia** la responsabilidad de su gestión. Creo mi deber decirlo con la mayor franqueza: sería **fatal** que esta **experiencia democrática** se tradujera en un **desborde de reivindicaciones** regionales y locales frente al Estado nacional ; su éxito depende fundamentalmente de la **madurez, eficiencia y sentido de la realidad** ».

pauvres ou les citoyens – fonctionnant comme des figures de ce même savoir abstrait – ne peuvent que désirer l'application des réformes. Cet effet de bouclage se fait de deux manières, par ailleurs identiques à celles de la stratégie illocutoire du RDM/90. D'une part, on paraphrase la participation pour la rendre équivalente à une participation au marché et, d'autre part, on incite à une participation « politique » en la rendant équivalente à une participation aux programmes de lutte contre la pauvreté. Voyons d'abord comment procède le contrôle du sens de la participation en la décrivant comme une participation au marché :

« C'est seulement si les **libertés politiques** – c'est-à-dire le droit des hommes et des femmes de **participer** de manière **égale** à la société – sont garanties que les **individus** peuvent réellement tirer parti des **libertés économiques**. Et le pas le plus important vers le mode de **croissance économique** nécessaire à cette fin est l'instauration de **dispositifs institutionnels** et juridiques reposant sur la **transparence**, la **responsabilité** et l'**efficacité**. Pour se lancer à corps perdu dans le développement, les **individus** doivent impérativement avoir le sentiment qu'ils ont la possibilité de **participer** et de **s'exprimer**. Dès lors qu'ils **disposent de droits**, ils sont de **meilleurs acteurs économiques**. » (PNUD, RMDH/2000, p. iii).

« El Gobierno ha definido su política hacia la pobreza a través del concepto de **integración al desarrollo**, que busca enfrentarla en todas sus dimensiones, lo cual exige una **coordinación de Ministerios, servicios y reparticiones**. Nuestro propósito es **superar el asistencialismo estatal**, alentando la **participación** de los afectados en la **búsqueda de soluciones** y estimulando el **desarrollo de la pequeña y microempresa** como los mejores caminos para reducirla. » (Aylwin, 1991⁸⁸, p. 29).

« Para una nueva política de **desarrollo social**, se requiere un **mínimo de condiciones sociales y económicas** que hagan que la **población pueda exigir sus derechos y participar en el juego económico del mercado**, en la medida de que pueda contar con un empleo remunerador que satisfaga sus **necesidades** y desarrolle sus **capacidades**. » (AMLO, Programme électoral/2006, p. 22).

Les « libertés politiques », le « droit des hommes et des femmes à **participer** de manière **égale** à la société », « l'intégration », la « participation des pauvres à la recherche de solution », « l'exigence de droits », etc. se voient ainsi mis en relation directe avec le fait de devenir de « meilleurs acteurs économiques », « tirer parti des libertés économiques », « le développement de la petite et de la micro-entreprise » ou la « participation au jeu économique du marché ».

Nous pouvons parfaitement reconnaître, dans ces mises en équivalence, le raisonnement d'Amartya Sen qui, en reformulant la notion de « dotations minimales de

⁸⁸ Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1991.

départ» de Rawls, en vient à établir que, sans « *un mínimo de condiciones sociales y económicas* », les autres libertés politiques ou civiques ne peuvent s'exercer. On se souviendra comment Sen reprenait le raisonnement à l'envers, pour montrer que ces libertés sociales, économiques et politiques engendraient à leur tour davantage, et de croissance, et de développement⁸⁹. Cette nouvelle forme d'utilitarisme substituant les « potentialités » à l'utilité (laissant donc ouvert, en théorie, le champ des actions pouvant être réalisées au sein de ces possibilités), conserve néanmoins le même individualisme méthodologique qui, pour élaborer des raisonnements généraux sur le social et le politiques, est tenu de postuler une forme particulière de rationalité, censée être commune à tous les individus ou au genre humain. Cette rationalité, comme on peut le voir également dans ces exemples, est une rationalité marchande. Ce qui tend à fermer tout autant, sinon plus, ou de manière plus sournoise, le champ des « possibilités ». Les Hommes (et les femmes bien entendu) ne peuvent que désirer l'intégration aux « jeu économique du marché » à travers leurs « micro-entreprises » ou le salariat. Que pourraient-ils bien vouloir faire d'autres avec leur liberté ?

6.5.2- Promouvoir la participation aux décisions politiques (à travers les programmes de lutte contre la pauvreté...)

Mais la participation n'est pas toujours ou nécessairement mise en relation avec le marché. Bien que, par proximité ou à travers l'implicite, cette relation se perpétue dans les énoncés n'y faisant pas explicitement référence. La participation se présente par ailleurs comme la dimension proprement politique de la lutte contre la pauvreté. Voyons quelques exemples :

« L'État a l'obligation de mettre en œuvre les mesures et les processus les mieux à même de garantir le respect des droits économiques, sociaux et culturels des plus démunis et de leur permettre de *participer à la prise de décision*. Revendiquer le droit au **logement** ou à la **santé**, par exemple, **ne revient pas à mendier des services gratuits** ou à tendre la main en attendant la distribution. Il s'agit, bien au contraire, de **réclamer des dispositifs** et des **politiques** de nature à **favoriser l'accès à ces services** à la fois via le **marché** (logement) et **l'État** (gratuité de l'enseignement **primaire**). » (PNUD, RMDH/2000, p. 8).

« Solidaridad dio respuesta directa al **reto social de superar la pobreza**. Estableció una nueva relación entre sociedad y Gobierno, basada en la iniciativa comunitaria, en la

⁸⁹ C'est exactement ce qu'affirme le PNUD dans la citation donnée en exemple : « C'est seulement si les **libertés politiques** – c'est-à-dire le droit des hommes et des femmes de **participer** de manière **égale** à la société – sont garanties que les **individus** peuvent réellement tirer parti des **libertés économiques** ».

corresponsabilidad, en la *participación democrática* y en el **uso transparente de los recursos**. Solidaridad es el balance moral de la modernización. A lo largo de estos seis años se ejercieron recursos del Gobierno Federal, de los gobiernos estatales y de los propios beneficiarios, por 52 mil millones de nuevos pesos, para llevar a cabo más de **523 mil obras de solidaridad** que **resolvieron grandes carencias** y rezagos en todo el país. Cada día, nuevas **comunidades se sumaron a solidaridad**; se formaron **250 mil comités** en todo el país y se capacitaron más de 228 mil vocales de control y vigilancia. » (Salinas 1994⁹⁰, p. 48).

« El Observatorio Social es parte de esa **tarea ciudadana**, de ese esfuerzo por practicar una labor de apoyo a la **consolidación de las instituciones democráticas** y que persigue impulsar la *participación* de la **Sociedad Civil** en la **planificación pública** de los **Programas Sociales**. » (*Sinergia-Venezuela* /2004⁹¹, p. 6).

« ...las políticas sociales [...] deben asegurar la *participación* activa de los **beneficiarios**, de manera que se conviertan en **agentes protagónicos y responsables** de su **propio desarrollo**. » (*Fundación Pobreza-Chili*/99, p. 3).

On a beau appeler les pauvres à la « participation à la vie politique » « à la prise de décisions » ou à devenir des « *agentes protagónicos* », cette participation est contrôlée par sa description performative (paraphrasage) qui la réduit à : « réclamer des dispositifs et des politiques de nature à favoriser l'accès à ces services à la fois via le marché (logement) et l'État (gratuité de l'enseignement primaire) » ; à « 250 mil comités » ; « planification pública de los Programas Sociales » ; au statut de « beneficiarios » ; à des actions « responsables » ; etc.

Comme nous l'avons montré au troisième chapitre, la description performative fonctionne comme une *réfutation propositionnelle*⁹² (comme la négation sous la forme ne... que), c'est-à-dire qu'elle laisse dans l'implicite ce à quoi elle s'oppose pour ne faire mention que de la (seule) chose qui puisse être. Cependant, comme nous l'avons vu dans le cas de la décentralisation, ainsi que de l'opposition entre pauvres et non-pauvres, cette participation s'oppose implicitement et explicitement aux demandes et, plus généralement, au conflit :

« En 1947 y 1948 ocurrió lo mismo. Cada cuál creía tener la razón, a su modo, y el resultado fue una feroz **dictadura** de una década. [...] **todos los sectores** de la sociedad pueden y merecen ser **interlocutores** [...] La pretensión de juzgar quiénes pueden **participar**, conduce a una cadena de **exclusiones** que pulveriza toda posibilidad de

⁹⁰ Carlos Salinas de Gortari, *Informe de gobierno*, México D.F., septembre 1994.

⁹¹ Asociación Nacional de Organizaciones de la Sociedad Civil / Sinergia (Venezuela), <http://www.sinergia.org.ve>

⁹² J. Moeschler, *Dire et contredire, pragmatique de la négation et acte de réfutation dans la conversation*, Berne, Peter Lang, 1982, pp. 87-103 ; Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, p. 133.

acordarse. [...] el **acuerdo nacional** no puede hacerse sobre una base de una **interminable cadena de peticiones sociales** que lo harían nugatorio. [...] Se trata de cuestiones **básicas** y la emergencia nacional **exige** considerar **éstas y no otras.** » (Velásquez, janvier 1994, pp. 15-16).

« La protesta es el desahogo de quienes con razón se sienten víctimas de **injusticias** y no encuentran modo ni manera de verlas **remediar.** [...] aspiro a que una “cultura de la protesta” nos lleve a garantizar toda **protesta pacífica** y a cuidar que no se infiltren en ella elementos provocadores que sólo buscan **promover la violencia...** » (Caldera 1994⁹³, p. 28).

« Confío en que el sentimiento de estos jóvenes va más allá del pase escolar o del crédito universitario, y que aquello que los inspira es un **interés por los asuntos públicos**, un deseo de **participación**, un espíritu de **solidaridad.** Quiero hoy decir aquí con plena conciencia de mis palabras: prefiero mil veces a jóvenes que se **movilizan para mejorar las condiciones educacionales de todos** que a una juventud apática e individualista. Espero, sin embargo, que **cuando protesten** procuren que sus **actos** estén a la **altura de la causa** que los convoca. Luchar por una causa requiere **capacidad de dialogar, de construir acuerdos.** La **intransigencia** conduce a una situación en la que **todos pierden.** » (Lagos 2001⁹⁴, p. 5).

Ces exemples, qui se comprendront encore mieux une fois mis dans leur contexte national, aux chapitres 8 et 9, appellent à la participation des pauvres ou alors concèdent la légitimité de la mobilisation, mais cette concession sert à restreindre leur sens, leur forme et leur espace de légitimité. Ainsi, en évoquant les années 1947 et 1948, Velásquez est en train d'évoquer les dangers d'un coup d'État (celui de Jiménez en 1948), contenus dans le fait de « trop » revendiquer (*interminable cadena de peticiones sociales*). En défendant la « participation » des pauvres (*cuestiones básicas*)⁹⁵ au détriment des demandes corporatistes, Velásquez peut

⁹³ Presidente Rafael Caldera Rodríguez, « Sesión Solemne del día miércoles 2 de febrero de 1994, Discurso de Toma de juramento de Ley del ciudadano Rafael Antonio Rafael Caldera Rodríguez, Presidente electo de la República », Congreso de la República, República de Venezuela, *Gaceta del congreso*, Tomo XXIV, volumen I, Enero 1994-Junio 1994.

⁹⁴ Presidente Ricardo Lagos Escobar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 2001.

⁹⁵ Comme toujours, l'implicite est difficile à montrer à partir d'extraits, étant donné qu'il implique la connaissance de l'ensemble du système de sens et de la cohérence du texte ainsi que du savoir préalable que possède le co-énonciateur (interlocuteur idéal) des discours. La participation des pauvres n'est évoquée que par la référence aux « *cuestiones básicas* » et par le repoussoir des demandes corporatistes. Cet extrait cherche par ailleurs à subvertir le sens attribué à la période 1945-1948, dans la mesure où les groupes représentés comme étant exclus du pouvoir à l'époque du Triennat (*La pretensión de juzgar quiénes pueden participar, conduce a una cadena de exclusiones*) étaient les corporations professionnelles, patronales, syndicales, l'Église, les militaires et les partis politiques, auxquels Velásquez demande désormais de mettre en veilleuse leurs demandes au profit des pauvres. Le surgissement de la figure de la lutte contre la pauvreté (événement discursif) procède ainsi à une relecture historique, à un déplacement du sens des figures stéréotypées du discours politique, sans toutefois chercher à les éliminer.

se permettre de faire la promotion d'un débat public où « *todos los sectores de la sociedad pueden y merecen ser interlocutores* », tout en excluant de ce débat toutes les *interminable cadena de peticiones sociales*. Dans le second exemple, on concède le droit à la « protesta » (manifestation), mais on se laisse le loisir d'établir ce qui sera considéré comme violent. Tout comme au troisième exemple, où le Président Lagos incite à la mobilisation des étudiants tout en imposant le sens que doit avoir cette mobilisation (*para mejorar las condiciones educacionales de todos*) et la forme qu'elle doit avoir (*Luchar por una causa requiere capacidad de dialogar, de construir acuerdos...*). Ce dernier commentaire sur l'éducation « de tous » ne se comprend parfaitement qu'après avoir analysé, comme nous l'avons fait plus tôt, la relation de nécessité entre l'effectivité et l'universalité des droits et le ciblage des ressources, construite par le discours de lutte contre la pauvreté. Autrement dit, les étudiants ont le droit de se mobiliser... pour soutenir les programmes gouvernementaux ciblés sur les besoins des pauvres, qui, comme l'ensemble du système chilien, maintient un système privé et prohibitif⁹⁶ tout en concédant quelques bourses pour les étudiants les plus pauvres. De plus, toute mobilisation qui ne va pas dans le sens défini par cette ingénierie politique sera définie comme intransigeante, voir même violente et dangereuse (*La intransigencia conduce a una situación en la que todos pierden ; elementos provocadores que sólo buscan promover la violencia*).

Ainsi, en faisant la promotion d'une participation surdéterminée par un savoir sur les besoins (opposés aux demandes), sur la bonne gouvernance (opposée aux conflits) et sur la croissance sous l'égide d'un marché ouvert et libéralisé, on est tout autant en train de rendre inénonçables et irrecevables les autres formes de participation. C'est ce que met en lumière l'analyse des *descriptions performatives* fonctionnant comme des *réfutations propositionnelles* qui s'opposent à l'ensemble des énoncés n'étant pas formulés explicitement. Les conséquences de ce type de « description » de la bonne participation seront parfois assumées explicitement – comme dans les trois derniers exemples de discours présidentiels – censurant certaines formes de participation au nom de l'intégration « de tous » (c'est-à-dire des pauvres). Ainsi, au nom de cette intégration de « tous », au nom d'une

⁹⁶ Voir à ce sujet Augusto Samaniego (Coord.), *Las Universidades públicas. ¿Equidad en la educación superior chilena?*, Santiago, LOM Ediciones, 2001.

conception « pluraliste » au sein de laquelle il serait interdit de « *juzgar quiénes pueden participar* » afin d'éviter la formation d'une « *cadena de exclusiones que pulveriza toda posibilidad de acordarse* », on définit de manière extrêmement restrictive ce que « devrait être » la participation et on « exclut » l'ensemble des autres formes de conceptions de la participation.

6.5- Conclusions du sixième chapitre

À partir de l'analyse de ces trois grands thèmes du discours de lutte contre la pauvreté que sont l'égalité, la bonne gouvernance et la participation, nous pouvons apprécier comment fonctionne la machine narrative du discours de lutte contre la pauvreté. Engendré dans une conjoncture fortement marquée par des considérations d'équilibre économique et par des institutions ayant comme objectif la préservations de ces équilibres sur le plan international, le discours de lutte contre la pauvreté rend possible l'universalisation de cette position particulière en permettant la phagocytation de tous les thèmes ou termes abordés (absorbés) à partir de ses règles. Les revendications poussant pour une définition plus large de la pauvreté, pour une reconnaissance de son caractère multidimensionnel, politique, institutionnel, structurel, social, etc., plutôt que de questionner les fondements de cette machine narrative, tendent à l'inverse à lui permettre une colonisation de domaines de plus en plus étendus. En d'autres termes, rien ne sert de critiquer le discours de la Banque mondiale, des institutions internationales ou des gouvernements en fonction du fait qu'ils « négligeraient » la pauvreté, les inégalités ou encore les dimensions sociales ou politiques du problème, au profit d'une conception simpliste, économiciste ou néolibérale.

Le problème réside à l'inverse dans le fait que ces institutions s'intéressent de plus en plus à ces dimensions et à un nombre toujours croissant de domaines du social et du politique, tendant par là à en altérer le sens. Si cela ne concernait que le discours des institutions internationales, cela n'aurait pas d'effet direct sur les scènes politiques qui se reproduiraient alors sur d'autres bases, indépendamment de ces discours internationaux. Ce que permet le discours de lutte contre la pauvreté et, plus précisément, la manière par laquelle il surdétermine le sens de ces thèmes ou de ces points nodaux qui se rapportent à la représentation du politique, c'est justement la colonisation de ces scènes, la technicisation, internationalisation et privatisation des référents politiques, du fait de la circulation de ce

discours, de sa réappropriation ou de son investissement par un large spectre de positions en principe opposées à ce triple mouvement. Cette réappropriation n'est rendue possible que par l'incorporation, dans l'implicite, des dimensions contradictoires (oscillateur sémantique). Cependant, pour implicite qu'elle soit, cette incorporation n'en est pas moins efficace. Au contraire, comme nous l'avons vu au deuxième chapitre en abordant l'ironie, pour être efficaces certaines stratégies illocutoires doivent nécessairement masquer les marques explicites d'une contradiction ou d'une subversion du sens. Si l'on veut changer le sens de la participation, de la décentralisation, de la démocratie ou de l'égalité, la manière la plus efficace de le faire c'est de ne surtout pas dire que l'on est en train de le changer. Il s'agit alors d'énoncer ce « non-changement » sous la forme d'une description performative, comme si tout le monde s'entendait sur l'essentiel (effet de consensus), comme s'il était dans la nature même de ces notions d'exclure la partie réfutée, réduite au silence, à la non existence (occultation des marques de l'interdiscours).

Par contre, les figures abordées jusqu'ici – que ce soit la pauvreté, l'égalité, la démocratie, la décentralisation, la participation mais également la justice, la sécurité, etc. – n'ont pas de sens en soi. L'altération dont il est question ici ne se réalise pas en fonction d'un sens « inhérent » à ces concepts. Loin de nous la prétention – que nous avons reprochée à l'effet de consensus – de pouvoir accéder « immédiatement » au sens des mots, comme si les phénomènes sociaux et les référents politiques ou les symboles pouvaient être définis de manière positive et objective. Si nous parlons de transformation, et si l'événement discursif possède une valeur politique, c'est justement parce ces termes ne possèdent pas un sens univoque et déterminé ; c'est parce que leur définition fait l'objet d'une lutte et que, dans cette lutte, le discours de lutte contre la pauvreté possède une place particulière qui le situe au cœur de ces combats et de ces rapports de force. Toutefois, pour situer ces enjeux, pour situer le discours de lutte contre la pauvreté au sein de ce « champ de bataille », il faut encore pouvoir rendre compte des autres forces en lutte. C'est ce qui constitue l'objet des prochains chapitres.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

LA FORMATION DISCURSIVE PAUPÉRISTE : UNE FORME ANTI-POLITIQUE DE REPRÉSENTATION DU POLITIQUE

Cette analyse des principaux mécanismes de dispersion de la formation discursive paupériste nous a conduit à identifier comment pouvaient co-habiter, au sein des mêmes règles énonciatives, des positions diverses et divergentes. Nous avons ainsi voulu identifier les mécanismes discursifs qui rendaient possible cette convergence polémique-consensuelle, de même que les effets de sens qu'ils tendent à générer comme ensemble, par delà leur insertion dans des stratégies illocutoires divergentes. La partie suivante de la thèse portera sur la formation discursive populiste que vient « chasser » l'événement discursif paupériste, et en fonction de laquelle nous pourrions montrer les « déplacements » des frontières du politique opérés par ce dernier. Mais avant d'aborder cette dimension essentielle à la compréhension des enjeux politiques de la formation discursive paupériste et des luttes politiques qui peuvent se dérouler autour d'elle, il convient de faire la synthèse des différentes parties de l'analyse abordées cette première partie.

Nous avons vu comment la lutte contre la pauvreté se présente comme un impératif catégorique (moral), construit à travers un effet de compassion engendré par la modalisation affective de la pauvreté. Cet effet de compassion prend en charge le caractère impératif (modalisation déontique) de la lutte. En d'autres termes, c'est parce que la pauvreté est « intolérable », « inacceptable », « outrageante », etc. que tous les acteurs politiques et sociaux auront le devoir moral de tout mettre en œuvre pour en finir avec ce « *flagelo* » (flagellation). En fonction de la circulation du discours de lutte contre la pauvreté et du large

consensus qu'il est parvenu à engendrer, cet effet de compassion s'estompe ou s'institutionnalise au sein des « engagements internationaux ». Ce qui ne lui enlève en rien sa fonction et sa force pour légitimer les stratégies illocutoires des divers locuteurs de la pauvreté qui s'en saisiront. Au contraire, cette consécration au sein de déclarations ou d'accords internationaux ne fait que le renforcer et le confirmer. Mais en même temps, cela permet de mieux situer sa fonction pragmatique, c'est-à-dire de « faire-faire » aux gouvernements ou aux institutions internationales des actions données, ou de légitimer des changements ou des exigences de changements dans la conception et l'action de l'État.

On comprendra aisément qu'autant de positions divergentes puissent tenter de se saisir de cette légitimité pour promouvoir des stratégies diverses et contradictoires (règle de dispersion). Cependant, l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté ne fonctionne pas de manière isolée des autres contraintes énonciatives du discours. On ne peut se saisir de cette légitimité sans importer au moins une partie du dispositif général. Déjà, le fait que l'on s'appuie désormais tout autant sur les accords internationaux que sur l'évocation des souffrances des pauvres et du rapport « affectif » qui unit l'énonciateur de la pauvreté à cette souffrance, est une preuve de la réussite du dispositif idéologique de la lutte contre la pauvreté pour légitimer la « nécessité » des institutions internationales et leurs différents agendas politiques. En d'autres termes, ces institutions parviennent à s'instituer¹ en acteurs légitimes des scènes politiques nationales en fonction de la reconnaissance par une série d'autres acteurs. En s'appuyant sur les « engagements internationaux » pour pousser les gouvernements à adopter telle ou telle politique, les ONGs ou les groupes militants qui se saisissent de cette arme rhétorique se trouvent, non seulement à reconnaître la légitimité de ces institutions internationales, mais surtout à incorporer, en tout ou en partie, les principes et postulats idéologiques qui se trouvent dans ces accords, « altérant » ainsi leurs positions et

¹ À ce sujet, Dominique Maingueneau parle de « discours constitutants » pour référer à la caractéristique des « rapports » des organismes internationaux qui, comme d'autres discours d'autorité, se donnent à voir comme fondement, Constitution ou institution du social. « Les rapports des organisations internationales : un discours constituant ? », in Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale / Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 13, Paris, PUF, 2002, pp. 119-132.

leurs identités² de groupe, incitant par la même occasion d'autres positions à s'inscrire dans cette même forme particulière de représenter la scène politique.

Parmi ces postulats qui accompagnent l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté, se trouve la contrainte constitutive de quantification qui, à travers l'effet de bouclage, tend à construire l'effet de compassion à partir des mêmes chiffres qui serviront ensuite à sa thérapeutique. Or, comme nous l'avons vu en abordant la figure de l'égalité (inégalités et équité), s'il est aussi essentiel de détenir des données « précises » sur le nombre, les besoins et la localisation des pauvres, c'est bien parce que le discours de lutte contre la pauvreté postule que l'éradication de la pauvreté ne sera possible que si l'État augmente la part des pauvres dans les dépenses publiques. Il institue alors implicitement ou explicitement une opposition entre besoins et demandes ou droits à vocation universelle ou encore, entre pauvres et non-pauvres. La figure des droits citoyens n'est certes pas reniée. Seulement, en fonction du principe selon lequel « si l'État veut rendre « effectifs » ces droits, il doit concentrer ses ressources sur les besoins des pauvres », les « droits » (ou les demandes) des non-pauvres se trouvent relégués au rang de besoins devant être satisfaits par eux-mêmes à travers les mécanismes du marché. Toutefois, ce raisonnement fonctionne la plupart du temps dans l'implicite. Il ne sera pas nécessairement professé par les positions opposées à la « mondialisation néolibérale ». Cependant, puisqu'il se trouve dans intrinsèquement lié à la figure de l'équité, des droits « effectifs » et « pour tous » ou de l'efficacité de l'aide ou des politiques, que sous-tend le principe du ciblage, il se trouve réactivé à chaque fois qu'un quelconque groupe exige le respect des engagements internationaux ou même lorsqu'ils évoquent les chiffres de la pauvreté et des inégalités.

² Ernesto Laclau, « Existe-t-il une clôture du politique ?, André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, p. 55. Rappelons que, selon Laclau, les identités ne peuvent pas être établies en fonction d'une structure sociale qui leur seraient sous-jacente et qui les déterminerait « en dernière instance ». Les identités, tout comme les intérêts, sont toujours et nécessairement surdéterminées. Cette « altération » des positions ou des identités des acteurs politiques ne se réalise donc pas en fonction d'une position nécessaire ou objective des acteurs ou des groupes sociaux mais en fonction de leurs positions antérieures. Il n'est pas question ici d'établir laquelle de ces deux positions serait la « meilleure » mais simplement de rendre compte des différences qui peuvent être établies sur le plan de leurs effets. Nous montrerons un peu plus loin comment cette différence montre une nette tendance à la dépolitisation des relations sociales. Cette dépolitisation advient indépendamment du fait que l'on attribue ou non au politique une valeur supérieure à la gestion pacifiée des rapports sociaux.

Cette contrainte constitutive de quantification se comprend en fonction de la notion de *compétence énonciative*. Si un individu ou un groupe veut se saisir de la légitimité et de la force contraignante de l'impératif catégorique et de la position du maître dans le registre énonciatif pédagogique-doctrinal, il doit montrer les marques qui attestent de sa capacité à s'inscrire dans la communauté discursive qui produit cette position d'énonciation. Sans la référence aux chiffres ou aux indicateurs de développement, les évocations du caractère outrageant de la pauvreté ne donneront pas à un locuteur donné le statut d'énonciateur-maître, capable de faire la leçon aux co-énonciateurs-élèves, ou encore celle du juge, capable de trancher entre le bien et le mal, entre le probable, l'impossible et le nécessaire. C'est donc à partir de ce savoir-pouvoir, qui s'affirme plus qu'il ne se démontre (*topoi* effet d'évidence et registre énonciatif pédagogique-doctrinal), que seront distribuées les places de la scène d'énonciation (scénographie), mais également que se distribue la compétence énonciative des locuteurs. C'est ce qui fait de ce savoir particulier un distributeur de valeur modale ou de *capacité d'action*, tant pour les acteurs ou actants du récit que pour ses locuteurs. Et c'est ce qui explique que « somme toutes, si peu de choses sont dites » ou *peuvent* être dites, au sein de la formation discursive paupériste.

Or ce savoir ou cette dogmatique est construite principalement par les institutions internationales. Bien que d'autres groupes puissent se saisir de la position énonciative du maître en produisant ou en interprétant ce savoir, ils ne pourront le faire qu'en imitant sa forme (pastiche). Bien des stratégies peuvent être entreprises pour en subvertir le sens mais, à la lumière des pièces de corpus que nous avons analysées, il semble que les possibilités d'une telle subversion soient fortement limitées. Ces stratégies indiquent plutôt l'efficacité d'une règle de dispersion. L'exemple de l'*Appel mondial à agir contre la pauvreté*, qui se saisit de la position de l'énonciateur-maître pour chercher à inverser le sens des exigences de résultats et de bonne gouvernance en les dirigeant vers les gouvernements des « pays industrialisés », des bailleurs de fonds et des firmes transnationales, tout en reproduisant l'ensemble des conceptions quant au ciblage des pauvres, au postulat des effets bénéfiques de la mondialisation et de la croissance dans des économies ouvertes, et en reconnaissant au

savoir, à l'aide internationale et même aux conditionnalités³, un rôle central dans la scénographie, atteste des limites des possibilités de subversion.

À partir du double mécanisme de compassion/dépassionnalisation, nous accédons donc à l'ensemble des règles de dispersion de la formation discursive paupériste, puisqu'en fonction de l'effet de bouclage, le savoir technique est intrinsèquement lié à l'effet de compassion et que c'est à partir de ce *savoir* que se crée ou se structure l'ensemble des autres énoncés (figures, acteurs, scénographie...). Cependant, ce n'est qu'en constatant les effets de cette instance de légitimation et distributrice de valeur modale dans la construction des différentes scénographies et figures discursives des textes que l'on peut apprécier les implications de ce mécanisme central. D'abord, nous avons vu comment la scène d'énonciation de la formation discursive paupériste pouvait être qualifiée de scénographie gestionnaire postulant le marché. Cette scénographie, commune à l'ensemble des énoncés produits au sein des règles de dispersion de la formation discursive, est identifiée à partir de la cohérence entre le temps, l'espace et les personnes des énoncés (déictiques).

Le temps se structure en fonction d'un « passé » – dans lequel le nombre de pauvres ne diminue pas malgré la croissance et les progrès technologiques, les ressources et les opportunités – qui précède un « présent » – marqué par la prise de conscience et le déclenchement d'un processus de sortie de la pauvreté – et débouche sur un futur sans pauvreté. Ce temps « régresse » en fonction des inégalités, des conflits, de l'instabilité (politique et économique), de la corruption, de l'inefficacité ou de la mauvaise gouvernance ; inversement, il « progresse » en fonction de la croissance économique, de l'aide, des échanges commerciaux, de l'investissement social, des choix budgétaires « éclairés », « raisonnables » ou « responsables » (judicateur, modalisation axiologique), de la crédibilité ou de l'efficacité des institutions, de la bonne gouvernance, de la croissance pro-pauvres, etc.

³ « Limiter l'utilisation de **conditions** aux exigences de responsabilité financière et aux objectifs largement acceptés de réduction de la pauvreté et d'égalité des sexes. », Oxfam, *Le prix à payer, Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans la guerre contre la pauvreté*, Oxford, Oxfam international, 2005, p. 12.

L'espace dans lequel se déroule l'énonciation de la pauvreté est, quant à lui, découpé selon les niveaux mondial, national, régional, municipal et local, inter-reliés en fonction de leur place ou de leur valeur particulière dans l'entreprise de réduction de la pauvreté. On affirme la nécessité de « réformer » certains mécanismes de la mondialisation (ou du marché), mais ces modifications, qui peuvent se faire tant « à l'échelle nationale [que] supranationale »⁴, doivent impérativement se faire « dans le contexte d'économies ouvertes et de sociétés ouvertes »⁵. On « doit » « décentraliser » mais cette décentralisation, qui implique une participation des pauvres à la prise de décisions, doit se faire au sein des programmes ciblés de lutte contre la pauvreté, dont les paramètres sont largement définis au niveau international. Ainsi, indépendamment des déictiques d'espace directement liés à la situation d'énonciation, les déictiques propres à la scénographie du discours de lutte contre la pauvreté tendront à assurer une cohérence entre les niveaux local, municipal, régional, national et international, au sein de laquelle ils convergeront pour assurer une ouverture harmonieuse des économies nationales et des relations sociales, c'est-à-dire vers une internationalisation et une privatisation des espaces publics.

Les personnes ou les acteurs de cette scène d'énonciation sont principalement les institutions internationales (ou l'aide internationale) et les gouvernements. Ces deux acteurs principaux seront accompagnés dans leur action essentiellement par les « individus », les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile, les syndicats, et les entreprises ou le secteur privé. La valeur de ces acteurs principaux peut varier selon les stratégies des divers locuteurs de la pauvreté. Ainsi, les organismes internationaux pourront tout autant être placés dans la position de l'élève, qui se fait rappeler ses devoirs par un groupe militant, que dans celle, plus fréquente, du maître qui montre aux gouvernements la voie à suivre pour éliminer la pauvreté. Cependant, puisque ces organisations internationales sont également les principaux producteurs du savoir sur la pauvreté, même lorsqu'un groupe ou une coalition de la « société civile » les interpelle, c'est invariablement dans des termes qui tendent à confirmer leur nécessité et à reconnaître à leurs priorités ou à leur découpage du social une large part de véracité et d'évidence. Rappelons simplement comment, en demandant à être

⁴ Premier Sommet des peuples, Santiago, Chili, 1998, p. 11.

⁵ Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*, Genève, OIT, 2004, p. xi.

reconnus comme des « interlocuteur valable dans le dialogue sur la mondialisation »⁶, les syndicats et autres mouvements populaires signataires de la première « déclaration » des Sommets des peuples, finissent par concéder une série de points à leurs « opposants » (ou figures d'opposition), dont le caractère incontournable de l'intégration continentale, la nécessité d'une croissance « sous l'égide du secteur privé »⁷ et dans des économies ouvertes (anti-protectionnisme)⁸.

Rappelons également la présence des « compagnies privées » (au sein des déictiques de personne) qui se trouvent élevées au rang d'acteurs (adjuvants) de la scène d'énonciation du fait de la centralité de la croissance dans cette scénographie. La figure des « individus », quant à elle, est symptomatique de la dépolitisation de l'espace public en fonction d'une conception gestionnaire⁹ de celui-ci dans lequel il y aurait moins des forces et des intérêts qui s'affrontent que des volontés qui se rencontrent dans le consensus de la gestion de la pauvreté. Rappelons finalement les « figurants », c'est-à-dire les pauvres eux-mêmes ou leurs équivalents discursifs comme les femmes, les indigènes, les noirs, qui n'auront pas tant un rôle de protagonistes que d'« objets » de la lutte ou alors qui se verront attribuer un rôle qui n'est pas le « leur ». Ils seront surdéterminés, neutralisés, par leur incorporation dans le discours, en tant qu'agents de la lutte contre la pauvreté.

Toutefois, cette approche du discours à partir de sa scénographie, bien que fort utile pour rendre compte de la cohérence des textes et de la solidarité qui peut exister entre les différentes dimensions de l'énonciation, était encore trop générale. Pour bien rendre compte

⁶ Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 11.

⁷ « promouvoir un développement juste et durable des activités économiques engagées sous l'égide du secteur privé. » (*Ibid.*, p. 9).

⁸ « ...n'implique pas non plus pour autant que nous souhaitons revenir en arrière, **fermer nos économies** et établir des **barrières protectionnistes**, voire pousser pour des **politiques commerciales isolationnistes**. » (*Ibid.*, p. 11).

⁹ À ce sujet, voir Marcel Gauchet, *La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005, notamment, pp. 536-542. Par exemple : « En regard de ses idéaux de transparence contractuelle et de rigueur procédurale, il [l'universalisme fondationnel, c'est-à-dire la politique des droits individuels] n'aperçoit que l'arbitraire de l'autorité et de l'abus de la force dans ces appareils de pouvoir venus du fond des âges [c'est-à-dire les États-nations]. Loin de cet héritage obsolète qu'il aspire à dissoudre, il œuvre à la constitution d'une société civile mondiale de purs individus, sans politique, ou sans autre politique que la gestion juridique des la coexistence des individualités et des particularités, la seule figure de l'être-ensemble où il puisse se reconnaître. » (p. 540-541). Nous y reviendrons dans la conclusion de cette thèse.

des règles de cette formation discursive, il fallait encore aborder la dimension « sémantique » des figures utilisées. Abordée dans leur dimension pragmatique, ce qui nous intéressait n'était évidemment pas le sens « en soi des termes » (sèmes), mais leur manière d'être construits au sein d'une communauté discursive donnée (praxèmes). C'est ainsi que nous avons abordé quelques-unes des principales figures de cette formation, soit : la réduction des inégalités, le ciblage des pauvres, la bonne gouvernance et la participation. Fonctionnant au sein d'un système de sens qui postule les effets bénéfiques de croissance sous l'égide du secteur privé, du commerce international, de la mondialisation et du financement international (renforcement de l'*aide*), le sens de ces quatre figures sera évidemment fortement contrôlé.

Nous avons alors pu observer comment la figure de l'égalité ne pouvait fonctionner qu'au sein d'un marché ouvert. Comment, pour corriger les incapacités du marché à réduire la pauvreté et les inégalités, il fallait renforcer ses mécanismes, soit : investir dans le capital humain de manière à permettre aux pauvres de tirer parti des opportunités (en tant que salariés ou entrepreneurs), investir dans les secteurs où les individus pauvres opèrent ainsi que dans l'infrastructure, stimuler la croissance, resserrer les liens économiques internationaux et mobiliser des investissements, etc. En d'autres termes, pour corriger les dysfonctionnement du marché, il faut réformer l'État, de manière à ce que ce dernier puisse fournir un environnement transparent et sécuritaire et une main d'œuvre suffisamment nourrie, en santé et formée pour participer au marché... Le rôle de l'État se voit ainsi limité, de la même manière que dans le RDM/90, à des interventions sociales ciblées sur les plus pauvres, là où le marché (et la mondialisation) ne peut le faire. En laissant aux forces du marché le soin d'assurer le développement, en enlevant à l'État ses fonctions productives et de planification, et en redéfinissant ses fonctions de régulation, de médiation et de distribution¹⁰, le discours de lutte contre la pauvreté procède encore une fois à une privatisation de l'espace public et de la scène de représentation des forces.

¹⁰ En contraignant la régulation à ne s'exercer que dans le cadre d'une économie de marché mondialisée ; en ne considérant pas que les intérêts ou les demandes des travailleurs (non-pauvres) soient suffisamment légitimes pour pouvoir faire l'objet d'autre chose que d'une « concertation » d'intérêts avec (subordonnés à) ceux des entrepreneurs (anti-demande) ; en ne considérant plus les subventions du crédit, de l'agriculture, de l'alimentation ou du logement populaire, comme des formes efficaces de lutte contre la pauvreté ; etc.

À cette lutte contre les inégalités dans et par le marché, s'ajoute l'égalité dans et par le libre échange. Nous avons vu comment l'exigence de réciprocité dans les exigences d'ouverture des économies, c'est-à-dire l'exigence d'une levée des barrières protectionnistes des pays industrialisés empêchant une pénétration des produits du Tiers monde dans ces économies, tend à confirmer la norme libre-échangiste et les institutions qui en font la promotion (OMC, ZLEA, etc.). Autrement dit, les causes de la pauvreté ne viendraient pas des politiques d'ouverture ou de l'économie de marché, mais du manque d'adaptation des politiques nationales (bonne gouvernance) à ces deux mécanismes. Aussi, la « critique » de la mondialisation ou de l'ouverture des économies formulée au sein des contraintes énonciatives du discours de lutte contre la pauvreté en est réduite à demander des « réformes » ne pouvant se réaliser qu'au sein de ce même contexte ouvert et mondialisé, tenu pour seul horizon ou seule « réalité » envisageable. Le temps, les espaces et les acteurs de la scène politique tendent ainsi à s'internationaliser, en plus de se privatiser.

Rappelons également que la lutte contre les inégalités permet de rendre indispensable l'aide internationale, allant jusqu'à cautionner le principe de conditionnalité, au nom de cette lutte. En ayant inséré en implicite la nécessité d'une croissance favorable aux pauvres et de l'investissement ciblé sur les besoins des pauvres, le contrôle extérieur exercé par l'aide se voit renforcé (légitimé) jusque dans les déclarations d'ONGs ou de groupes militants qui critiquent pourtant cette aide ou ces conditions. En effet, comme nous l'avons dit un peu plus haut, en occupant la position énonciative du maître dans le but de contraindre l'aide internationale ou les firmes transnationales à une plus grande transparence et efficacité (bonne gouvernance), ils ne font que reproduire les mêmes principes sur lesquels se base le pouvoir de ces instances. Ils tendent ainsi à confirmer la fonction de distributeur de valeur modale (capacité d'action) dévolue au savoir-pouvoir sur la pauvreté (technicisation des langues politiques), produit par ces mêmes institutions, et donc à exiger le renforcement de l'aide (internationalisation des langues politiques)¹¹.

¹¹ Il faut peut-être rappeler qu'avant la crise de la dette des années 1980, ces organismes n'avaient que très peu de pouvoir d'ingérence dans la définition des politiques nationales. Ce n'est qu'avec les programmes d'ajustement structurels que la Banque mondiale en vient à assumer un rôle jusque là dévolu au FMI, en imposant des conditions précises au rééchelonnement et à la multilatéralisation des dettes.

L'analyse du praxème de l'égalité nous a également permis d'apprécier l'équivalence qui s'établit entre celui-ci et le ciblage, engendrant une opposition entre les besoins (intérêts ou droits) des pauvres et les demandes ou les droits des non-pauvres. Cela engendre une nouvelle frontière politique (et sociale), qui a plus à voir avec une opposition entre l'économique et le politique qu'entre niveaux de richesse. Les intérêts des pauvres étant équivalents à ceux de la croissance, la figure des non-pauvres sert alors à mettre sur la touche les forces pouvant s'opposer aux réformes de l'État. Rappelons, encore une fois, que cette opposition n'est pas nécessairement explicitée dans l'ensemble des pièces du corpus. Elle se trouve cependant dans l'implicite de la nécessité du ciblage. Sans chercher ici à montrer si ce mécanisme est efficace ou non pour réduire les inégalités¹², on doit remarquer les effets idéologiques engendrés par le fait de signaler les « privilèges » (droits acquis ou demandes) des classes moyennes ou des travailleurs (paraphrasés à travers des termes péjoratifs comme « clientélistes », « corporatistes » ou « élites locales ») comme étant la cause de la persistance des inégalités. D'autant plus que, du fait de leur énonciation à travers des descriptions performatives –qui, en effaçant les marques de l'interdiscours, tendent à ne montrer qu'une seule position possible au sein d'un champ pourtant traversé de positions contradictoires (effet d'évidence)– ces politiques de ciblage se présentent comme les seules (ou les meilleures) formes de réduction des inégalités. Ainsi, ce mécanisme permet, par la suite ou « par ailleurs », de ne référer qu'à la réduction des inégalités, sans avoir à préciser les modalités. (*topoi* ou « mots de Troie »).

Le même mécanisme se produit avec la « bonne gouvernance », la « décentralisation » et la « participation ». Comme nous l'avons vu, en faisant fonctionner ces figures au sein d'une scénographie gestionnaire qui postule le marché, le renforcement des institutions, la décentralisation et la participation en viennent à signifier une adaptation de l'État (central), des pouvoirs locaux et de la société civile dans son ensemble, aux mécanismes d'une économie de marché mondialisée. Cependant, une fois créées, ces figures pourront s'exprimer de manière autonome en ne référant qu'à leurs effets positifs, soit rendre les

¹²Bruno Lautier, « Une protection sociale mutualiste et universelle: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », in Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions "macro" de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », *CEPAL – SERIE Financiamiento del desarrollo* N° 140, pp. 45-70.

gouvernements efficaces et respectueux des droits humains, démocratiser la mondialisation, faire participer les pauvres, etc. Cependant, comme nous l'avons vu, en faisant la promotion d'une participation au processus de prise de décision, on tendra à surdéterminer le type de participation (aux programmes de lutte contre la pauvreté) qu'on entend et à engendrer la figure de la « mauvaise » participation. Bref, en faisant la promotion de la participation, le discours de lutte contre la pauvreté se trouve à contrôler son sens et à évacuer de la sphère publique une série de formes de participation concrètes s'opposant à son projet d'harmonisation consensuelle des intérêts (technicisation, professionnalisation et dépassionalisation des langues politiques).

Le double mécanisme de passionnalisation/dépassionalisation de la pauvreté s'avère ici fondamental. Il permet de multiplier à l'extrême les énoncés dénonçant la pauvreté, le manque de volonté ou de sincérité des gouvernements ou de l'aide internationale, la corruption, les inégalités ou le manque de participation, renforçant à chaque fois le pouvoir de l'énonciateur à imposer des changements, tout en contrôlant leur sens dans des descriptions performatives (effet de bouclage) qui s'insèrent dans l'implicite de ces « praxèmes ». C'est là une condition de possibilité de la formation discursive paupériste, puisque sa circulation dans des milieux explicitement opposés à la mondialisation ou à la marchandisation du monde n'est possible qu'en fonction du fait que la lutte contre les inégalités, la démocratisation de la mondialisation, la participation, etc. puissent s'énoncer de manière autonome de leur justification en fonction du marché.

Nous touchons ici à la problématique des *topoi* ou, pour le dire en français, des « lieux communs ». La réflexion autour des *topoi* part du constat que les règles argumentatives qui régissent les enchaînements entre les énoncés ne découlent pas tant de déductions logiques que du passage d'un lieu commun à un autre. Selon Jean-Claude Anscombe, les *topoi* sont des « principes généraux qui servent d'appui au raisonnement »¹³, comme tels « ils ne sont jamais assertés » mais « utilisés », puisqu'ils se présentent comme « allant de soi ». Ces lieux communs peuvent provenir de la culture générales ou des dictons (« qui trop embrasse peu étreint » « qui se ressemble s'assemble »/ « les contraires s'attirent », etc.) mais peuvent également, et sont généralement, créés par le discours lui-même.

¹³ Jean-Claude Anscombe (éd.), *Théorie des topoi*, Paris, Kimé, 1995, p. 39.

Dans le cas du discours de lutte contre la pauvreté les *topoi* types sont :

La pauvreté persiste malgré la croissance :- il faut donc combattre les inégalité ;

Et pour combattre les inégalités il faut :

- cibler sur les besoins de plus pauvres
- renforcer la bonne gouvernance
- augmenter l'aide
- une croissance favorable aux pauvres
- investir dans capital humain
- rendre le commerce international moins protectionniste et arbitraire ou davantage ouvert et multilatéral (OMC)

Tout ce que nous avons identifié comme faisant partie de l'effet d'évidence entre dans cette catégorie des *topoi* ; si nous l'utilisons maintenant, c'est pour mettre en évidence la charge idéologique qui se glisse dans ces lieux communs qui circulent librement, indépendamment de leur justification dans des raisonnements plus complexes. Car pour assurer le passage entre « la pauvreté persiste... » ou « combattre les inégalités » et l'une de ces conclusions évidentes, il est nécessaire qu'un principe implicite assume ce passage. Ce principe implicite est que la croissance est nécessaire à la diminution de la pauvreté et celle-ci ne peut se réaliser autrement que dans un contexte de mondialisation, dans des économies ouvertes et intégrées, sous l'égide du secteur privé et des investissements étrangers¹⁴. C'est en fonction de ces contraintes implicites que les déclarations intempestives sur la lutte contre les inégalités, l'augmentation des dépenses publiques dans le secteur social ou la participation des pauvres aux processus de décision politique peuvent par la suite, lors de leurs processus de circulation, s'énoncer librement sans entraîner de réactions de panique du côté des investisseurs ou des institution gardiennes de l'ordre international. Pensons, par exemple aux déclarations sur la lutte contre la pauvreté, professées par le Président brésilien Luiz Inacio

¹⁴ Car, à l'énoncé « la pauvreté persiste malgré la croissance » aurait très bien pu correspondre un autre *topoi* affirmant qu'il faudrait des politiques protectionnistes, la nationalisation des compagnies étrangères ou une lutte populaire pour la sortie de la division internationale du travail engendrant exploitation, misère et inégalité. Bien entendu, cet autre *topoi* n'est pas plus juste ou démontré, il suppose seulement un implicite idéologique différent.

Lula da Silva, qui récoltent une large reconnaissance tant sur le plan national (*fome zero*) que sur le plan international (Davos) et dans les milieux d'affaires¹⁵.

L'effet d'évidence ou les *topoi* exemptent l'énonciateur de la nécessité de *démontrer* et permettent ainsi la circulation de « mots valise » ou « de Troie », qui n'évoquent que des effets bénéfiques mais transportent en leur sein une panoplie de prescriptions (*descriptions performatives* et *impératif des faits*) qui modèlent, non seulement les politiques des gouvernements, mais aussi le rapport du social au politique. Car l'impact du discours de lutte contre la pauvreté ne réside pas dans le fait qu'il soit prononcé par la Banque mondiale, les Nations unies ou des gouvernements. Il réside dans le fait que, en circulant, en étant réapproprié par la presse, les ONGs, les partis politiques, des groupes militants, etc. ce discours prescrit des places, fixe des possibilités et des interdictions, incite au discours mais censure également... Il surdétermine le sens du social et du politique. En acceptant de s'inscrire au sein des règles énonciatives de ce discours, l'identité même des acteurs sociaux ou politiques se voit altérée¹⁶ par celui-ci. Ces acteurs ne se situeront pas sur la même scène, n'établiront pas les mêmes enjeux, ne s'adresseront pas aux mêmes interlocuteurs que s'ils s'inscrivaient au sein d'une autre formation discursive¹⁷.

¹⁵ Voir par exemple le Dossier « Un Brésil moins inégalitaire : l'atout maître de Lula », publié dans le Cahier Économie de *Le Monde*, le mardi 26 septembre 2006, pp. I-III. Entre plusieurs autres éléments, Laurence Caramel note dans son article « Une conversion assumée au libéralisme », comment la probable réélection de Lula était vécue comme un « non-événement » sur les marchés financiers internationaux. (p. II).

¹⁶ Rappelons encore une fois la relation inversée qui s'établit entre représentant et représenté du fait de la surdétermination du sens par les catégories articulant l'action publique. Les « représentés » ne se trouveront jamais « représentés » mais « traduits » dans les catégories des « représentants ». Voir à ce sujet, Laclau « Existe-t-il une clôture... Ce phénomène est propre à toute représentation politique. Le discours de lutte contre la pauvreté ne fait rien de nouveau à ce sujet. Seulement, la forme à travers laquelle il tend à « re-présenter » le social, se fait de telle sorte qu'il annule la légitimité d'une série de positions sociales et politiques à poursuivre leurs objectifs ou demandes ; et, ce d'une manière d'autant plus paradoxale qu'elle menace les positions des mêmes acteurs qui s'en réclament.

¹⁷ Bien entendu, de la même manière que le discours de lutte contre la pauvreté contrôle le sens du terme « équité » ou « participation », « État de droit », etc., il est également possible pour d'autres discours de chercher à en subvertir le sens ou de revenir au sens « initial » du terme. Nous analyserons les implications de ce processus de subversion au chapitre suivant. Cependant, mentionnons immédiatement que cette capacité est extrêmement limitée du fait de la compétence discursive dont doivent faire montre les locuteurs de ce discours de manière à en devenir les énonciateurs légitimes. La part d'implicite qui se glissera dans la scénographie fondatrice limitera énormément les capacités de subversion.

Programme narratif de base de la formation discursive paupériste

Avec ces éléments de connaissance sur le processus d'énonciation de la lutte contre la pauvreté, il devient possible d'en tirer une synthèse, à travers le modèle actantiel. Cette synthèse facilitera l'analyse, aux prochains chapitres, des rapports dialogiques pouvant exister entre la formation discursive paupériste et les discours populistes, en fonction des différences entre les rôles ou fonctions actantielles existant entre ceux-ci.

Comme nous l'avons vu au deuxième chapitre, le modèle actantiel cherche à rendre compte du processus de génération des « récits »¹⁸ à partir des fonctions logiques de base nécessaires à l'établissement du sens. Le programme narratif de base implique : un *état initial* dans lequel le *sujet narratif* est séparé de l'*objet du désir* ; un *axe du désir* instauré par un *Destinateur syntaxique* qui attribue sa mission au sujet ; un *état final* dans lequel le sujet atteint l'objet du désir ; un *anti-sujet* qui acquière tout ce que le sujet perd et vice-versa ; ainsi que des *opposants* et des *adjuvants* qui nuiront ou aideront le sujet narratif dans son passage de l'état initial à l'état final. De manière à compléter son programme narratif, le sujet doit cumuler les modalités de sa compétence (*épreuves qualifiantes*), c'est-à-dire le *vouloir* faire, le *savoir* faire, le *pouvoir* faire et le *faire*, qui n'est plus une question de compétence mais de *performance*. À ces déductions logiques s'ajoute une dernière épreuve (davantage sociale ou culturelle que logique) : l'épreuve *glorifiante*, qui vient confirmer la réussite du programme narratif par la reconnaissance que lui fournit le *judicateur*.

Le « rôle » (ou la fonction narrative) du sujet (narratif) de la lutte contre la pauvreté est principalement tenu par les gouvernements du Tiers monde. D'autres acteurs peuvent occuper cette place, comme l'aide internationale ou la « société civile » (co-responsabilité) mais, puisque le discours de lutte contre la pauvreté concerne principalement les réformes de l'État, les autres acteurs de la lutte seront davantage ses adjuvants, ses opposants ou ses Destinateurs-judicateurs que les sujets en tant que tels. L'axe du désir ou le programme narratif de base consiste en un passage entre un état initial de pauvreté vers une situation de non-pauvreté (éradication) ou, du moins, de diminution de la pauvreté (réduire de moitié...). Cet axe du désir est institué par l'impératif catégorique (moral) qui, comme nous le savons, s'est institutionnalisé et s'exprime donc également à travers les engagements internationaux.

¹⁸ Dans un sens large, englobant tout passage d'un état à un autre.

Plusieurs acteurs peuvent occuper la fonction actantielle du Destinateur. L'État ou les partis politiques peuvent s'auto-instituer en se déclarant profondément préoccupés par les niveaux de pauvreté ; les organisations internationales ou les groupes militants peuvent en appeler à l'impératif catégorique pour inciter les gouvernements (ou les organismes internationaux ou la société civile) à assumer leur rôle ; et ainsi de suite. C'est pourquoi la fonction narrative du Destinateur syntaxique est attribuée à l'actant (abstrait) de l'impératif catégorique et non pas à un acteur ou un locuteur concret, qui variera selon les situations d'énonciation et les stratégies illocutoires.

Pour assurer son passage de l'état premier (pauvreté) à l'état final (éradication de la pauvreté), le sujet (gouvernements) doit devenir « compétent » (*vouloir, savoir, et pouvoir faire*). Si le sujet « les gouvernements » avait déjà ces compétences (comme les pays développés, par exemple), il n'y aurait pas de récit. Le sujet serait d'emblée à l'état final et n'aurait aucune épreuve à franchir. Cependant, il se peut que le sujet possède la plupart de ces compétences et qu'il ne lui en manque qu'une seule, ou que des « opposants » l'empêchent de réaliser la dernière et décisive étape du *faire* (il lui manquerait alors le *pouvoir faire*). L'accusation de manque de volonté politique est également symptomatique de ce cas de figure. Comme l'exprime le chanteur Bono : « Nous sommes la première génération qui peut regarder la pauvreté extrême en face et dire avec conviction : nous avons l'argent, nous avons les médicaments, nous avons la science. Mais avons-nous la volonté de tirer un trait sur la pauvreté ? ». Autrement dit, nous avons le savoir faire et le pouvoir faire, mais avons-nous le vouloir faire ? Cependant, plus souvent qu'autrement, le problème du manque de compétence du sujet est posé comme un manque de savoir-faire. C'est ce qui justifie que le Destinateur, tout en transmettant la mission (vouloir faire ou axe du désir) transmette également le savoir sur les « bonnes » manières de combattre la pauvreté (ciblage, croissance, ouverture, bonne gouvernance, participation). Le discours sur la bonne gouvernance cherche justement à répondre à ce paradoxe selon lequel, malgré la croissance et les politiques ciblées (ancienne connaissance sur la lutte contre la pauvreté) le sujet ne parvienne pas à réaliser sa mission. L'accusation du manque de volonté joue pour chercher à

contraindre l'acteur « gouvernements » à quitter sa position actantielle d'anti-sujet¹⁹ afin de l'inciter à devenir sujet de la lutte. Tandis que le savoir sur la bonne gouvernance s'adresse à des sujets déjà institués qui, malgré leur vouloir faire, n'ont pas encore les compétences requises pour assurer leur *performance*.

Mais en fonction du consensus international, on peut postuler qu'au moins une partie des acteurs-sujets possède tout autant le vouloir et le savoir faire. Les gouvernements font montre de cette volonté et de ce savoir en « récitant la leçon », en montrant comment ils ont modernisé leur économie et leur société, comment ils ont développé un savoir (statistique) sur les pauvres, comment ils exécutent des programmes ciblés et une croissance favorable aux pauvres, comment ils font participer ces derniers à la prise de décision, etc. De même, les partis politiques affirment la même chose, mais en montrant comment les gouvernements en place ne le font pas vraiment et comment, eux, vont mieux le faire. Il ne manquerait donc que le pouvoir faire. C'est là qu'interviennent les fonctions actantielles des opposants et des adjuvants ainsi que celle de l'anti-sujet. Quels sont donc les obstacles qui empêchent les gouvernements d'atteindre son objectif? Formellement, il s'agit des inégalités et de la mauvaise gouvernance. Cependant, à ces principes désincarnés correspondent également des acteurs (opposants). Il s'agit alors, comme nous l'avons vu, des non-pauvres, c'est-à-dire des élites locales, des clientèles politiques issues de l'ancienne forme de faire de la politique (anti-sujet), des demandes « corporatistes » des non-pauvres, c'est-à-dire des syndicats ou organisations populaires ne s'exprimant pas dans le cadre des espaces prévus (surdéterminés) de participation. Ces obstacles peuvent alors être situés de manière plus générale dans les réminiscences de l'anti-sujet : un état populiste, clientéliste, corporatiste, centralisé, interventionniste, protectionniste, dépensier, qui incite à l'excès de demandes conduisant à une surchauffe du système politique et à l'instabilité économique...

À l'inverse, les adjuvants du sujet, ceux qui, dans la chronologie, faisaient avancer le temps (progrès), sont : l'aide internationale, les entrepreneurs et les investisseurs (nationaux

¹⁹ Nous n'insisterons pas ici sur cette fonction narrative. Rappelons-nous cependant comment, dans l'analyse du programme narratif de base du RDM/90, au sujet gouvernements (ou État idéal) correspondait un anti-sujet représenté par l'État populiste, clientéliste, centralisé.

ou internationaux)²⁰, les entreprises ou le secteur privé, les individus, les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile. Notons que les syndicats ou les mouvements sociaux peuvent également devenir des adjuvants en autant qu'ils renoncent à leurs demandes et s'inscrivent dans le cadre des accords consensuels²¹. Les pauvres, les femmes, les paysans (pauvres), les indiens, ou les noirs, lorsqu'ils ne sont pas placés simplement en tant qu'objets à traiter, peuvent également devenir des adjuvants en participant aux programmes de lutte contre la pauvreté.

En d'autres termes, l'ennemi de la lutte contre la pauvreté, c'est le politique, puisque l'État n'est institué en tant que sujet de la lutte qu'en autant qu'il renonce à intervenir ailleurs que dans la lutte contre la pauvreté et dans l'établissement de conditions propices à l'investissement, et que ses adjuvants se transforment en opposants aussitôt qu'ils portent leurs propres projets ou demandes. À l'inverse, s'il n'y avait pas ces interventions « arbitraires » des États, s'il s'en tenaient à des politiques « réalistes », « prudentes », « raisonnables », etc. il n'y aurait plus de pauvreté. Les investissements étrangers et entrepreneurs nationaux trouveraient enfin un « climat propice à l'investissement »²², une main d'œuvre en santé et « bien » formée²³ grâce à l'abandon, par l'État, de ses prétentions

²⁰ Ces derniers peuvent également jouer le rôle de juges puisque leur affluence est la preuve d'une stratégie de lutte contre la pauvreté bien réussie.

²¹ Bien entendu, nous excluons partiellement de ce commentaire les déclarations plus militantes qui ne participent que partiellement à la formation discursive paupériste et donc l'intégration polémique à travers le mécanisme de captation-subversion sera abordé au prochain chapitre.

²² « ...une gouvernance démocratique et efficace et un **climat propice à l'investissement**, doivent rehausser l'incitation des pauvres à trouver un emploi ou à créer leur propre entreprise ainsi que leurs possibilités et leur capacité de le faire, de telle sorte que ces derniers soient étroitement associés à la croissance économique. », Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Réseau du CAD sur la réduction de la pauvreté (POVNET), *Croissance favorable aux pauvres, Déclaration de principe*, 5 avril 2006, p. 3.

²³ Nous n'avons pas insisté sur ce point, mais l'amélioration des capacités des pauvres implique un délaissement des subventions à l'enseignement universitaire « humaniste » (inutile) pour se concentrer sur un enseignement technique (utile). Par exemple : « los alumnos de 4º medio que no logran entrar a las **universidades que cuentan con crédito fiscal**, quedan sin acceso a otros centros de formación técnica o profesional por falta de medios, lo que los obliga a incorporarse al trabajo sin ninguna capacitación. La ampliación del financiamiento a centros de formación **profesional y técnica** permitiría no sólo elevar la calidad de este tipo de establecimientos, sino también **ampliar las oportunidades laborales de los jóvenes** », Fundación Pobreza, *Podemos superar la pobreza y lograr mayor equidad, Una propuesta de política social para Chile*, Santiago, Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, 1999, p. 19.

« irréalistes » de fournir des droits et services à l'ensemble de sa population, pour en venir enfin à favoriser les pauvres.

Le tableau suivant donne une vue d'ensemble de ces fonctions narratives et servira au moment de la comparaison entre le discours de lutte contre la pauvreté et la formation discursive populiste.

Tableaux des fonctions narratives de base du paupérisme :

Fonctions narratives	Paupérisme
Sujet	Gouvernements Aide internationale
Anti-sujet	État populiste Instabilité Politique (arbitraire)
Destinateur	Compassion (impératif catégorique) et Savoir sur pauvreté
Adjuvants	Secteur privé capital étranger ONGs
Opposants	non-pauvres demandes corporatistes

Modalités du pouvoir	Paupérisme
Vouloir-faire	Élimination de la pauvreté Favoriser les pauvres
Savoir-faire	Indicateurs de pauvreté et Savoir sur bonne gouvernance et équilibres
Pouvoir-faire	Argent (aide), Technologie Programmes ciblés
performance (Faire)	Investissements privés Ouverture économique Programmes ciblés
Épreuve glorifiante	Entrées de capitaux Participation des bénéficiaires Élimination de la pauvreté

**Version narrative active et déplacement des frontières de l'acceptable :
Une langue politique anti-politique**

Nous pouvons constater l'extrême ressemblance entre le programme narratif de base du RDM/90 et celui de l'ensemble des autres pièces du corpus. Cette « proximité » se constate également en ce qui a trait aux positions énonciatives, à la scénographie ainsi qu'aux principales figures (praxèmes), comme nous avons pu le voir au cours des chapitres 4, 5 et 6.

À la lumière de tous ces éléments, nous devons conclure que la stratégie illocutoire du RDM/90 a porté ses fruits, qu'elle ou, pour le dire de manière plus exacte, la position idéologique illustrée par cette stratégie, a engendré les effets perlocutoires recherchés, puisque, en étant reprise ne serait-ce que partiellement par la critique, elle est parvenue à engendrer un effet de récit. Elle est parvenue à faire en sorte qu'une immense chaîne de positions contradictoires se situe en fonction de ses paramètres. Elle a ainsi pu engendrer l'événement discursif paupériste. Celui-ci n'est évidemment pas « identique » à la version narrative illustrée par le RDM/90. Pour circuler, pour être réinvestie par des positions diverses et divergentes, il fallait que cette version se modifie, comme condition de sa circulation et de son procès de mise en acceptabilité. Mais c'est justement grâce et à travers ces modifications que ses effets, concernant la technicisation, l'internationalisation et la privatisation des scènes de représentation des forces, ont pu se propager dans des aires géographiques et des espaces idéologiques aussi étendus, sans perdre leur capacité à surdéterminer ou à neutraliser le politique.

Dans la prochaine partie de la thèse (chapitres 7 à 9) nous aborderons le cas des discours populistes ayant marqué au cours du dernier siècle la représentation du politique en Amérique latine, de manière à montrer les effets de l'événement discursif paupériste en fonction de scènes politiques concrètes. Il y a cependant des conclusions générales pouvant être déduites de la *technicisation*, *internationalisation* et *privatisation* de la représentation du politique en tant que telles. En d'autres termes, bien que dans le cas concret de l'Amérique latine, ce triple mouvement engendre des déplacements en fonction d'une représentation du politique *passionnelle* (fondée sur la mobilisation des masses), *nationaliste* et *étatiste*, les effets de la technicisation, de l'internationalisation et de la privatisation du politique s'appliqueront de manière relativement indépendante des situations particulières au sein desquelles elles engendreront des « déplacements ». En surdéterminant les positions

(énonciatives) des acteurs politiques, en fonction d'un savoir particulier sur les « bonnes » manières de réduire la pauvreté, ainsi que sur la « bonne » gouvernance et les équilibres économiques, politique et sociaux, le discours de lutte contre la pauvreté engendre un mouvement de *dépolitisation de l'espace public*, indépendamment du fait que celui-ci ait préalablement été signifié de manière populiste ou non. Ce sur quoi nous voulons insister avant de passer à la prochaine partie, c'est donc sur le caractère profondément *anti-politique*²⁴ de ce discours s'opposant ainsi à toute forme de politisation et non pas exclusivement à la forme populiste que nous aborderons par la suite.

Bien que, comme nous l'avons mentionné au deuxième chapitre, toute langue politique possède un caractère paradoxal – dans la mesure où, en surdéterminant les positions des acteurs politiques et la représentation du social dans son ensemble, elle tend nécessairement à neutraliser leur autonomie et leur valeur de force – le discours de lutte contre la pauvreté tend à exacerber cette caractéristique dans la mesure où il déproblématise, naturalise ou positivise l'enjeu de la lutte. En référant le politique à un savoir technique ou instrumental et à un « consensus »²⁵ mondial, le discours de lutte contre la pauvreté ne cherche pas tant à convaincre qu'à contraindre. Ceci se constate de manière particulièrement frappante dans le registre énonciatif pédagogique-doctrinal au sein duquel le co-énonciateur n'est pas placé en position d'égalité au sein d'un débat mais dans la position d'un élève qui reçoit un savoir « révélé », un dogme qui n'a pas à être débattu mais uniquement appris et appliqué.

Du fait de son énonciation sous la forme de *réfutations propositionnelles* (« **Il ne peut y avoir**, pour les gouvernements du monde entier, de **tâche plus urgente que** de faire reculer la pauvreté » (RDM/90, p. 6)) ou de descriptions performatives, le discours de lutte contre la pauvreté s'oppose à toute forme d'action qui ne conduise pas à la stabilité, à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Ce discours ne s'oppose donc pas à une mobilisation en particulier, mais à la mobilisation et au politique comme tels. Chose que l'on constate, par exemple, dans la l'opposition entre « demandes » et « besoins » (ou « aides ») ; ou encore

²⁴ James Ferguson, *The Anti-Politics Machine: « Development », Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

²⁵ De fait, il réfère à un « effet de consensus » plus qu'à un « consensus » comme tel, puisque, si le consensus était effectif, il n'y aurait pas d'opposition contre laquelle chercher à imposer ce dit consensus.

entre « pauvres » et « non-pauvres », dont le critère de démarcation, comme nous l'avons vu, n'est pas tant une différence de revenus que la mobilisation ou la revendication²⁶. Chose que l'on constate, également, dans le couple d'opposition qui s'établit entre d'un côté les « obstacles artificiels »²⁷ qu'établiraient les « barrières douanières », les « distorsions » des prix ou encore les « prélèvements hostiles à la main d'œuvre »²⁸ qu'engendreraient les lois encadrant les relations de travail et, d'un autre côté, les justes prix du marché qui seraient même un moyen pour combattre les inégalités sur le plan des relations commerciales²⁹.

Cette opposition au politique dérive principalement du fait que ce dernier est posé de manière morale à travers l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté. Comme nous l'avons également vu au premier chapitre, cette manière de poser le problème tend à instituer un savoir purement et immédiatement instrumental. On ne se questionne pas – en fait, on ne peut absolument pas se questionner – sur les *fin*s mais exclusivement sur les *moyens* de réduire la pauvreté. Et, puisque cette *fin* ne constitue pas un objectif abstrait, dénudé de fond et de forme, mais qu'elle se trouve construite au sein d'un discours reposant sur une *scénographie gestionnaire postulant le marché*, ce ne sont pas seulement les positions ne cherchant pas à réduire la pauvreté qui seront exclues de la scène de représentation des forces mais toutes les positions (qu'elles cherchent ou non à réduire la pauvreté) *externes* aux consensus précis des *techniques* de réduction de la pauvreté.

Ainsi, toute tentative d'attribuer un contenu à l'*être-ensemble* – qu'elle soit populiste ou non –, pourra être taxée de populiste ou discréditée en fonction de ses dangers de déstabilisation, entraînant une perte de croissance et une détérioration des conditions de vie³⁰.

²⁶ Voir même la jouissance d'un « droit », dans la mesure où ce dernier se trouve resignifié comme un « privilège », comme un « détournement » des ressources de l'État en faveur des « non-pauvres » qui n'en ont pas « réellement » besoin.

²⁷ PNUD, RMDH/97, p. 91.

²⁸ BM, RDM/90, p. 62.

²⁹ Voir section 6.2.1 : « L'égalité par la libéralisation du commerce ».

³⁰ Par exemple : « Todos los chilenos deben saber que la **estabilidad política** es una indispensable condición para el **crecimiento económico**. Todos, especialmente los **más pobres**, deben saber de qué manera el desarrollo social depende del crecimiento económico. La gente más humilde y sencilla debe distinguir a **los que están al lado del progreso**, de **aquellos que tan sólo provocan falsas querellas** », Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1994. p. 31.

Autrement, lorsqu'ils ne seront pas combattus explicitement, les groupes populaires, les mobilisations ou les demandes, seront resignifiés, surdéterminés, comme des modalités des programmes de lutte contre la pauvreté, comme on a pu le voir avec les mouvements de femme, paysans, autochtones ou les associations de quartier. Leur seul mode d'incorporation dans la scène de représentation des forces est alors celui de la neutralisation de leurs problématiques potentiellement antagoniques, à travers leur incorporation dans un seul système pacifié de gestion des différences³¹.

Cette caractéristique, qui est propre à tout discours d'État³², n'en est pas nécessairement une de la *représentation du politique*. Comme nous l'avons montré au deuxième chapitre, les discours présidentiels n'instituent pas la scène ou la langue politique, mais se trouvent, au contraire, contraints et institués par celle-ci. En abordant le procès de circulation du discours de lutte contre la pauvreté, nous cherchions justement les manières à travers lesquelles ce discours parvient à devenir acceptable ou énonçable, au-delà de la sphère étatique ou institutionnelle. Or, à la lumière de cette analyse, il est apparu qu'en se saisissant de l'impératif catégorique de lutte contre la pauvreté, même dans le but de remettre en question les gouvernements, l'État, le marché, le néolibéralisme, la mondialisation ou le *statu quo*, ce sont les acteurs politiques et sociaux eux-mêmes qui tendent à confirmer et à prolonger cette forme paradoxale de langue politique anti-politique. La manière même de remettre en question le *statu quo* tend ainsi à le confirmer et à le reproduire...

³¹ Ernesto Laclau, et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy, Towards a Radical Democratic Politics*, Londres : Verso, 1985.

³² « ...tendance de tout État à accaparer la sphère commune et à la dépolitiser » Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 79.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉVÉNEMENT DISCURSIF PAUPÉRISTE
LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET REDÉFINITION DU POLITIQUE EN
AMÉRIQUE LATINE :
CHILI, MEXIQUE, VENEZUELA (1910-2006)

THÈSE

PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

VOLUME II

PAR
RICARDO PEÑAFIEL

JANVIER 2008

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	xiv
Introduction	1
Apparition ou transformation du thème de la pauvreté ?	8
Des discours de lutte contre la pauvreté à la formation discursive paupériste	12
Discours de lutte contre la pauvreté et langue politique.....	16
Conditions de formation du discours de lutte contre la pauvreté	18
La formation discursive populiste	25
Du populisme au post-populisme	31
Énoncé de thèse et plan de l'argumentation	39
Plan de l'argumentation.....	41
 Chapitre I	
L'augmentation de la pauvreté : Les chiffres et les choses	45
1.1- Introduction au premier chapitre.....	45
1.2- « Ce qui est abject va de soi » :	
Fétichisation et déproblématisation de la pauvreté	50
1.2.2- L'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté :	
Naturalisation et déproblématisation.....	53
1.3- Précision de la mesure :	
Une forme de « problématisation non-problématique »	55
1.4- Pauvreté humaine : Une conception « qualitative » de la pauvreté?	60
1.4.1- Le développement en tant qu'expansion des libertés :	
Divergences et convergences entre les indicateurs du PNUD et la pensée Sen	64
1.4.2- Approches en termes d'exclusion	70
1.4.3- Induction des besoins à partir d'enquêtes participatives	72

1.5- Pauvreté et redéfinition du politique : Bonne gouvernance et transitologie	73
1.6- Études de la pauvreté ou ingénierie sociale ?.....	78
1.7- Le surgissement du thème de la pauvreté dans les années 1980 : Augmentation de la pauvreté ou changement de paradigme ?.....	79
1.8- Conceptions antérieures de la « pauvreté » dans la littérature scientifique latino-américaine	81
1.8.1- Représentations et conceptualisations de la pauvreté selon les époques.....	83
1.8.2- Pauvreté, citoyenneté et développement	84
1.9- De la réification de la pauvreté et de l'incapacité du savoir contemporain à situer le changement	86
1.10- Conditions de possibilité du savoir sur la pauvreté.....	90
1.11- Conclusions du premier chapitre : De l'étude de la pauvreté à l'analyse du discours de lutte contre la pauvreté.....	95

Chapitre II

Événement discursif, relations hégémoniques et langue politique :

Cadre théorique et méthodologie.....	100
2.1- Introduction au deuxième chapitre : Lutte contre la pauvreté et luttes pour le sens ..	100
2.2- Les événements discursifs.....	104
2.2.1- L'événement discursif paupériste	106
2.2.2- Événement discursif, conditions de possibilité et champ discursif.....	106
2.2.3- L'événement discursif paupériste : une formation discursive.....	109
2.2.4- Analyse de discours et formations discursives : Hétérogénéité et interincompréhension constitutive	111
2.2.5- Marques de dialogisme	112
2.3- Analyse discursive des rapports de force	112
2.3.1- Ernesto Laclau : Hégémonie et pratiques articulatoires	114
2.3.2- Discours et représentation du politique.....	123
2.3.3- Effet de récit, processus de mise en acceptabilité, version narrative et langue politique	125
2.3.4- La langue politique.....	127
2.3.5- La langue politique : un système de sens auto-référentiel	128
2.3.6- Exclusion constitutive de la langue politique et son extérieur	130
2.4- Articulation du cadre théorique à l'analyse de l'événement discursif paupériste.....	132

2.4.1- La formation discursive paupériste	133
2.4.2- La formation discursive populiste	141
2.5- Méthodologie	146
2.5.1- Construction des corpus nécessaires à la démonstration.....	147
2.5.1.1- Premier Corpus : La formation discursive paupériste.....	147
2.5.1.2- Deuxième Corpus : le changement de langue politique	152
2.5.2- Formations discursives, positions énonciatives et modèle actantiel	156
2.5.2.1- Théories de l'énonciation Entre langue et parole : le discours.....	157
2.5.2.2- Principe dialogique, transtextualité et polyphonie	158
2.5.2.3- De la polyphonie à l'interdiscours	165
2.5.2.4- Auto-dialogisme, modalisation et paraphrasage	169
2.5.2.5- Scénographie et institution discursive.....	171
2.5.3- Le modèle actantiel et le programme narratif	173
2.5.3.1- Les fonctions narratives de base	176
2.6- Conclusions du deuxième chapitre.....	179

Première partie

La formation discursive paupériste (Chapitres III à VI) 181

Introduction à la première partie La formation discursive paupériste..... 181

Première partie Chapitre III

L'oscillateur sémantique du discours de lutte contre la pauvreté :

L'exemple paradigmatique du

Rapport sur le développement dans le monde 1990..... 188

3.1- Le Rapport sur le développement dans le monde 1990 en tant qu'exemple paradigmatique de l'oscillateur sémantique	188
3.2- La légitimation des Programmes d'ajustement structurel en tant que macro-acte directif du RDM/90.....	193
3.2.1- Subversion de la critique aux PAS : Prolepse, effet d'évidence et occultation des traces de l'interdiscours	195
3.2.2- Un ajustement, nécessaire, qui va de soi et qui ne peut que produire de bons résultats	200
3.2.3- L'ajustement en tant que stratégie de lutte contre la pauvreté	202

3.3- La lutte contre la pauvreté :	
Un impératif moral assumé pleinement par la Banque mondiale	203
3.3.1- Effet de Compassion	204
3.3.2- Modalisation déontique : l'impératif des faits	205
3.4- Dépassement de la Pauvreté	206
3.5- Registre énonciatif pédagogique-doctrinal	209
3.5.1- La Banque en tant que juge universel	213
3.5.2- La position énonciative du maître vis-à-vis de ses élèves.....	215
3.6- Un savoir nécessaire à la lutte contre la pauvreté	217
3.6.1- Ciblage et restriction du rôle de l'État	219
3.6.2- Opposition pauvres/non-pauvres : Aide aux pauvres ou droits citoyens ?.....	222
3.7- Promouvoir l'action de l'État afin de mieux la restreindre	225
3.7.1- La nécessité de l'intervention de l'État	225
3.7.2- L'intervention de l'État n'est pas toujours efficace	226
3.7.3- Restructurer l'État en faveur des pauvres	228
3.8- Scénographie mercantile et dépolitisation du domaine public.....	229
3.8.1- L'État en tant que prestataire de services	232
3.8.2- Le pauvre comme vendeur de sa force de travail.....	234
3.8.3- Facteurs de développement humain et gestion des ressources humaines	235
3.9- Captation-subversion des thèmes du développement.....	237
3.9.1- « Élargir » pour restreindre l'accès à la terre, au crédit, à l'infrastructure et aux facteurs de production.	238
3.9.2- Les Programmes d'ajustement structurel comme forme de participation des pauvres à la croissance.....	243
3.9.3- Participation des pauvres aux prises de décision : Retrait de l'État et mobilisation forcée du travail et de « l'épargne » des pauvres	245
3.10- Nouvelle scène, nouveaux acteurs :	
ONGs, secteur privé et acteurs internationaux.....	248
3.11- Synthèse des principaux mécanismes du RDM/90	252
3.11.1- Les fonctions narratives de base	252
3.12- Conclusions du troisième chapitre :	
Principaux mécanismes de la stratégie illocutoire du RDM/90	254

Première partie Chapitre IV

Les positions d'énonciation de la lutte contre la pauvreté :

Le maître et ses élèves 257

4.1- Introduction au quatrième chapitre	257
4.2- L'institutionnalisation de l'effet de compassion par l'effet de circulation	261
4.2.1- La priorité des besoins de base : Un objectif qui vient de loin	262
4.2.2- Effet de compassion et impératif catégorique	266
4.2.3- Institutionnalisation de l'impératif catégorique	268
4.3- Dépassionnalisation de la pauvreté	273
4.3.1- Contrainte constitutive de quantification	274
4.3.1.1- Savoir quantitatif et qualitatif sur les causes de la pauvreté.....	277
4.3.2- Effet de bouclage (miroir légitimant).....	279
4.4- Registre énonciatif pédagogique-doctrinal : Maître et... élèves.....	285
4.4.1- Effet de scientificité	286
4.4.2- Effet d'évidence	291
4.4.2.1- Déplacement de l'instance assertive vers les faits eux-mêmes	292
4.4.3- Modalisation déontique : l'impératif des faits.....	295
4.4.4- Effacement des marques de l'interdiscours : Un débat peut en cacher un autre	296
4.4.5- Modalisation axiologique et judicateur universel	299
4.5- Position énonciative du Maître.....	301
4.6- Locuteur local, énonciateur international : ONGs et position énonciative du maître	302
4.7- Co-énonciateur : le bon élève et la récitation de la leçon.....	303
4.8- Conclusions du quatrième chapitre	304

Première partie Chapitre V

La Scénographie :

Temps, espaces et personnes de la lutte contre la pauvreté 309

5.1- Introduction au cinquième chapitre : Une scénographie gestionnaires postulant le marché.....	309
5.2.1- Les temps de la lutte contre la pauvreté	312
5.2.2- Les espaces de la lutte contre la pauvreté	315
5.2.3- Les acteurs de la lutte contre la pauvreté	317

5.3- Scénographie mercantile ou gestionnaire ?	325
5.3.1- Scénographie mercantile	326
5.3.2- Postulat des effets bénéfiques de la mondialisation et de la croissance	328
5.3.3- Inefficacité des marchés et action correctrice du politique	331
5.4- Conclusions du cinquième chapitre :	
Une scénographie gestionnaire qui postule le marché	333

Première partie Chapitre VI

Les principales figures de la lutte contre la pauvreté :

Égalité, Bonne gouvernance et participation..... 338

6.1- Introduction au sixième chapitre :	
Oscillateur sémantique, égalité, bonne gouvernance et participation	338
6.2- L'équité dans et par le marché : La croissance favorable aux pauvres	343
6.2.1- L'égalité par la libéralisation du commerce	348
6.2.2- Égalité et ciblage : Prioriser les pauvres	350
6.2.2.1- Opposition pauvres / non-pauvres et besoins / demandes	356
6.3- Bonne gouvernance et ingénierie politique.....	360
6.3.1- Savoir préalable et modalités du pouvoir : Efficacité, renforcement des capacités et registre énonciatif pédagogique-doctrinal	365
6.4- Décentralisation et participation	368
6.4.1- Participation au marché.....	374
6.5.2- Promouvoir la participation aux décisions politiques (à travers les programmes de lutte contre la pauvreté...).....	376
6.5- Conclusions du sixième chapitre.....	380

Conclusion de la première partie

La formation discursive paupériste :

Une forme anti-politique de représentation du politique..... 382

Programme narratif de base de la formation discursive paupériste	395
Version narrative active et déplacement des frontières de l'acceptable :	
Une langue politique anti-politique.....	400

Deuxième partie

La formation discursive populiste :

Mexique, Chili et Vénézuéla (chapitres VII à IX)..... 404

Introduction à la deuxième partie	404
Analyse des discours présidentiels : Chili, Mexique Vénézuéla 1910-2006	407
Populisme et discours populistes.....	410
Populisme politique et populisme d'État :	
Logiques de l'équivalence et de la différence.....	413
Demande, désir et surinvestissement.....	418
La formation discursive populiste en Amérique latine	
Généalogie du peuple : La mémoire des mots	421
Le populisme : une période historique en Amérique latine ?	423
La légitimité du peuple et celle du <i>demos</i>	425
La formation discursive populiste :	
Une forme hégémonique de représentation du politique ?.....	426
Les transitions démocratiques et l'éclipse de la formation discursive populiste.....	428

Deuxième partie Chapitre VII

Le discours populiste de la Révolution mexicaine :

Peuple en armes, gouvernement pour le peuple et institutionnalisation

de l'action protagonique du peuple 430

7.1- Le peuple et la révolution mexicaine	430
7.2- De Villa et Zapata à Carranza : L'institutionnalisation du peuple	435
7.3- Lázaro Cárdenas :	
Du gouvernement pour le peuple au gouvernement par le peuple	441
7.4- Le discours populiste au Mexique.....	448
7.4.1- L'appel à l'insurrection populaire	448
7.4.2- Le constitutionnalisme et le gouvernement pour le peuple.....	452
7.4.3- L'action du peuple institutionnalisé	455
7.5- L'événement discursif paupériste	
au sein de la langue politique populiste mexicaine	456
7.5.1- La pauvreté dans le discours populiste.....	457
7.5.2- La thématization de la pauvreté dans les discours présidentiels mexicains	458

Deuxième partie Chapitre VIII

La figure du peuple protagoniste au Chili :

Léthargie, irruption, répression et disparition..... 469

- 8.1- Introduction au huitième chapitre 469
- 8.2- Les références au peuple dans les discours présidentiels au Chili 472
- 8.3- *El pueblo lo llama Gabriel* : La figure de légitimation du peuple 477
- 8.3.1- La peur de l'insurrection et le retour de l'Unité nationale 481
- 8.4- De Frei à Allende en passant par *Patria y Libertad* et Pinochet :
Une langue politique populiste..... 483
- 8.4.1- Révolution en liberté et Promotion populaire :
L'organisation du peuple pour sa libération..... 484
- 8.4.2- Confrontation entre Démocratie chrétienne et Unité populaire :
Règles de dispersion et relations polémico-consensuelles 492
- 8.4.3- L'exploitation : Axe de la *prolétarisation* du peuple..... 495
- 8.4.4- Le peuple contre la violence des institutions 499
- 8.5- *Patria y Libertad*, Pinochet et les *Protestas* :
Hégémonie et langue politique populiste 506
- 8.6- Changement de langue politique :
La dénonciation de la violence et le dépérissement de la figure du peuple 512
- 8.7- Le retour de la démocratie
et le surgissement d'une langue politique post-populiste..... 516

Deuxième partie Chapitre IX

L'éternel retour du peuple : Le passage du populo-consociationnisme

au populo-paupérisme dans la représentation du politique au Vénézuéla 525

- 9.1- Introduction..... 525
- 9.2- Le peuple-nation et le gouvernement au service du peuple (1936-1945) 530
- 9.3- Le peuple-Nation-électorat de la « Révolution » d'octobre (1945-1948)..... 532
- 9.4- Du Triennat au *puntofijismo* :
Renforcement de la figure du Peuple-Nation-électorat..... 537
- 9.5- La figure du peuple au sein du *puntofijismo* :
Le peuple-Nation-électorat et la consolidation démocratique..... 540
- 9.5.1- Les besoins populaires et l'action sociale de l'État..... 543
- 9.5.2- La souveraineté nationale et la frontière interne/externe 545

9.6- Crise de la dette, lutte contre la pauvreté, réformes de l'État et remise en question de la frontière interne/externe.....	547
9.6.1- La lutte contre la pauvreté et la réforme de l'État.....	549
9.6.2- De Pérez à Caldera : Dernières chances du puntofijismo et consolidation des réformes de l'État.....	554
9.7- Le discours populo-paupériste d'Hugo Chávez : Le surgissement du « peuple-pauvre » dans la scène politique vénézuélienne.....	561
9.7.1- Programme narratif du bolivarisme : La révolution populaire.....	564
9.7.2- Scénographie révolutionnaire.....	566
9.7.3- Le Peuple en tant que figure de légitimation	569
9.7.4- Peuple en tant que distributeur de valeur modale	572
9.7.5- Peuple en tant qu'acteur.....	574
9.7.6- Glorification du Peuple	575
9.7.7- L'instrumentalisation du peuple.....	579
9.7.8- Le besoin et la demande	581
9.7.9- Figures d'opposition	584
9.8- Le discours populo-paupériste de la révolution bolivarienne	586
9.8.1- Le populo-paupérisme et les discours présidentiels vénézuéliens	587
Conclusions de la deuxième partie	591
Le peuple en tant que figure de légitimation distributrice de valeur modale	595
Protagonisme populaire (armé ou civique).....	595
Institutionnalisation du protagonisme populaire	596
Le gouvernement en faveur du peuple	597
Dimension sémantique des invariants et des règles de dispersion	597
Le peuple travailleur : équivalents semi-corporatistes du peuple.....	599
Le bien-être populaire, la demande et les catégories des besoins ou de l'aide.....	599
Étatisme, ouvriérisme et industrialisation par substitution d'importation.....	602
Scénographie du populisme : la libération du peuple.....	604
Programme narratif des discours populistes.....	607
Tableau des fonctions narratives de base	610

Conclusion Le passage du populisme au post-populisme.....611

Introduction à la conclusion	611
La topologie de l'événement discursif paupériste : Technicisation, internationalisation et privatisation des scènes politiques	613
Le paupérisme : un imaginaire politique engendrant des « effets de réalité »	617
La topologie de l'événement discursif paupériste	624
Positions d'énonciation et rapports de force	630
Au-delà de l'opposition entre populisme et post-populisme	636

Bibliographie 642

Pièces de Corpus..... 676

Institutions internationales	676
Sommets et contre-sommets des Amériques	678
ONGs, organisations privées et religieuses	679
Partis, organisations et plate-formes politiques.....	679
Discours ou déclarations présidentielles	681
Chili	681
Mexique.....	684
Venezuela	686
Sous corpus contextuel	690

DEUXIÈME PARTIE

LA FORMATION DISCURSIVE POPULISTE : MEXIQUE, CHILI ET VÉNÉZUÉLA (chapitres VII à IX)

Introduction à la deuxième partie

Jusqu'à maintenant nous avons surtout insisté sur les règles de dispersion de la formation discursive paupériste. Nous avons donc privilégié les règles de convergence stratégique entre des positions différentes et divergentes. Cependant, comme nous l'avons noté au chapitre 2, cette manière de procéder, nécessaire pour établir la présence d'une formation discursive, a tendance à neutraliser la dimension politique ou contingente du discours. Il s'agit là d'un certain paradoxe de la proposition foucauldienne des formations discursives puisque tout en affirmant le caractère contingent des discours, il n'est pas moins nécessaire, pour rendre compte de leur fonctionnement, d'en fixer, ne serait-ce que partiellement, leurs règles. Cependant, nous n'aurions fait que la moitié du chemin si nous nous arrêtons à ces règles. Pour rendre compte des discours « exclus » par cette formation discursive ainsi que pour montrer les relations politiques, antagoniques ou contre-hégémoniques, c'est-à-dire pour rendre compte du politique, de l'extérieur, de la frontière ou de la limite de ce système de sens, il est nécessaire de mobiliser d'autres discours que ceux qui se rapportent directement à la formation discursive paupéristes¹.

¹ Ce qui n'est d'ailleurs pas en contradiction avec la théorie foucauldienne qui exige, pour situer le caractère événementiel (l'instance) des énoncés, de considérer « quelle[s] autre[s] forme[s] d'énonciation il exclut ». Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 40.

En tant que consensus, en tant qu'élément constitutif de « l'objectivité sociale »², ou d'une forme « hégémonique » de représentation du politique, le discours de lutte contre la pauvreté se trouve menacé théoriquement par la *négativité constitutive*³ de toute positivité. Par définition, cette négativité ne peut être immédiatement « positivée » sans risque d'opposer une conception « vraie » de ce que serait ou devrait être le politique ou la pauvreté à son objet d'étude. Il est donc nécessaire de se référer aux autres discours qui donnent un contenu et une forme à cette négativité. Mais, malgré cette réduction du principe abstrait de la négativité, le nombre de discours externes ou contradictoires avec la formation discursive paupériste est encore trop grand pour pouvoir en rendre compte de manière méthodologiquement contrôlée. Par ailleurs, dans cet univers de discours ne partageant pas les mêmes règles que le discours de lutte contre la pauvreté, la plupart des discours lui seront indifférents, c'est-à-dire n'entretenant pas de rapports avec lui, ni de contradiction, ni de confirmation et encore moins d'antagonisme. Ainsi, au sein de cet immense *univers discursif*, il faut encore identifier un *champ discursif* constitué par les positions qui entretiennent des relations directes de convergence, de concurrence ou d'antagonisme. Ici encore, bien que beaucoup plus limités et identifiables, il est nécessaire de restreindre et de justifier les discours concrets qui seront analysés afin d'éviter un trop grand étalement. C'est-à-dire, suivant les distinctions établies par Maingueneau, de délimiter un *espace discursif*⁴ concret. Suivant ces principes nous avons opté pour une analyse des relations dialogiques pouvant exister entre l'événement discursif paupériste et les discours se donnant le peuple comme fondement de la légitimité politique. C'est seulement pour des raisons de contrôle et de réduction méthodologique que nous avons choisi ces discours « populistes » afin de dégager quelques uns des enjeux politiques liés au surgissement de la figure de la pauvreté dans l'espace public latino-américain. Après cette étude, il restera encore à analyser ultérieurement une masse d'autres enjeux relatifs à l'événement discursif paupériste et nous ne voudrions

² En tant qu'élément de l'ordre symbolique, c'est-à-dire d'un type de *formation discursive* plus large et plus général qui, dans les termes de Laclau, serait constitutif de l'apparente unité et objectivité du social.

³ Sur le concept de négativité constitutive, voir Ernesto Laclau, *New Reflections on the Revolution of Our Time*, 1990, notamment, le chapitre « The impossibility of society », pp. 89-93.

⁴ Au sujet de la distinction entre univers, champ et espace discursif, voir Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984, notamment, pp. 27-29.

pas donner l'impression que le populisme jouirait d'une position privilégiée ou centrale pour la conceptualisation ou l'analyse des enjeux politiques de l'événement paupériste.

Il y a cependant des raisons intrinsèques à l'objet d'étude (paupérisme) qui nous conduisent à privilégier les discours populistes. D'abord en fonction des marques implicites de dialogisme⁵. En effet, la dénegation de la demande du corporatisme, du protectionnisme ou de l'interventionnisme étatique, que l'on retrouve dans le discours de lutte contre la pauvreté peut et doit être interprété comme des traces d'une relation dialogique et antagonique fondamentale, reliant négativement le paupérisme au populisme. Ce repoussoir implicite est par ailleurs assumé explicitement au sein du discours de lutte contre la pauvreté qui, comme nous le verrons plus loin au cours de l'analyse, incite l'énonciateur à renier le populisme⁶.

Le privilège méthodologique attribué aux discours populistes, se justifie ensuite pour des raisons « historiques » relatives à l'événement discursif paupériste. En effet, le discours de lutte contre la pauvreté, on s'en doute, ne surgit pas dans le champ vierge de la pauvreté ignorée ; il surgit principalement dans le champ densément peuplé des discours sur le développement et plus précisément sur la définition normative de l'État en ce qui a trait à ses relations avec sa population, avec son économie interne et externe, sa projection historique (téléologique), etc. En fonction de ce champ discursif, il s'inscrit donc également dans le champ de la représentation du politique, fixant des places et des enjeux à la scène de représentation des forces. Or, ce champ (de la représentation du politique) semble avoir été occupé auparavant (de manière notoire bien que non exclusive) par la figure du peuple, que vient remplacer celle de la pauvreté.

On aurait tout aussi bien pu parler, pour rendre compte de la période antérieure à l'événement discursif paupériste, de nationalisme ou d'industrialisme, d'interventionnisme et

⁵ Mikhaïl Bakhtine, *Le principe dialogique*, Paris, Seuil, 1981. C.f., chapitre 2, section 2.5.2.3 « De la polyphonie à l'interdiscours ».

⁶ Par exemple : « Tenemos perfecta conciencia de estos problemas. Y los afrontamos como siempre lo hemos hecho: con responsabilidad, **sin populismos** de ninguna especie y sin caer en recetas fáciles. Gobernamos con **seriedad** y con la mirada puesta en la **vida cotidiana de la gente**, especialmente de las **familias más humildes**, y **no hipotecamos las perspectivas de crecimiento del país**. », Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 mai 1999, p. 4.

de protectionnisme... Car, de la même manière que la figure de la pauvreté se relie à une conception « mondialisée » de l'économie et « consensuelle » (anti-politique) de la démocratie, la figure du peuple, elle, semble intrinsèquement liée à ces principes de souveraineté nationale (et populaire), d'industrialisation volontariste menée par l'État et d'une conception plus ou moins conflictuelle des relations entre forces. Cependant, ces deux séries de discours –qui correspondent au passage d'une conception du développement basée sur le principe de la souveraineté de l'État et sur des conceptions économiques inspirées par (ou ayant inspiré...) la conception cépalienne de l'industrialisation par substitution d'importation, vers une nouvelle conception monétariste ou néolibérale du développement– ne permettent pas de rendre compte de leur articulation idéologique et de leurs manières de construire les scènes politiques concrètes en nommant les forces légitimes et les enjeux qui les interrelient.

Ainsi, tout comme le discours paupériste ne peut pas être réduit à un discours néolibéral, qu'il postule néanmoins en partie, de la même manière, le discours populiste postule une certaine conception de l'économie et de l'État tout en incorporant une série d'autres dimensions en ce qui concerne les places légitimes d'énonciation. L'ouvriérisme ou le corporatisme, l'incitation à la demande, la mobilisation « passionnelle » des masses, par exemple, sont des éléments constitutifs du discours populiste qui ne peuvent être simplement déduits de ces conceptions normatives de l'État et de l'économie.

Analyse des discours présidentiels : Chili, Mexique Vénézuéla 1910-2006

En restreignant volontairement – de manière méthodologique et suivant des hypothèses concrètes – l'espace discursif analysé, il devient possible de suivre l'évolution et le fonctionnement de la formation discursive populiste à travers un siècle de discours présidentiels. Sans cette restriction, l'analyse se perdrait dans les détails des différentes stratégies et conjonctures propres à chacune des interventions. Cela implique cependant de négliger l'analyse d'autres éléments discursifs ou de contexte qui pouvaient à certaines époques être beaucoup plus déterminants que la formation discursive populiste en ce qui a trait à la structuration des scènes politiques. De manière à restituer un tant soit peu l'influence de ces éléments et à situer le contexte dans lequel surgit et fonctionne le discours populiste, nous avons opté pour un mode de démonstration qui suivra l'évolution chronologique des

discours présidentiels, abordés pays par pays, plutôt que de structurer directement la démonstration sur les règles communes de dispersion. Ainsi, le chapitre 7 portera sur les discours présidentiels mexicains, le huitième chapitre portera sur ceux du Chili et le neuvième sur le Vénézuéla. La synthèse de ces analyses, en termes de formation discursive, se fera en conclusion de cette deuxième partie.

Comme nous l'avons expliqué au Chapitre 2, nous avons construit ce deuxième corpus visant à rendre compte de la formation discursive populiste en recueillant tous les discours d'investiture et de fin de mandat prononcés par les Présidents (élus ou non) du Chili, du Mexique et du Vénézuéla, entre 1910 et 2006⁷. Bien entendu, ces discours ne sont aucunement suffisants pour rendre compte des langues politiques au sein desquelles ils fonctionnent. Ils ne constituent qu'un maigre indice de l'ensemble des enjeux concrets et conjoncturels au sein desquels ils se trouvent plongés. Néanmoins, ils représentent des indices suffisamment significatifs pour pouvoir situer quelques enjeux relatifs à leur fonctionnement, dispersion et disparition ou neutralisation sous l'effet du surgissement de la figure de la pauvreté en lieu et place de celle du peuple.

Dans les trois prochains chapitres nous chercherons à montrer comment, malgré d'immenses différences pouvant exister entre diverses manières de nommer le peuple tout au long du XX^{ième} Siècle, il se développe malgré tout certains points communs autour desquels gravitent ou s'affrontent différentes forces politiques cherchant à le définir. Mentionnons, par exemple, la différence notoire pouvant exister entre d'un côté, les discours qui tendent à brouiller la distinction entre l'action de l'État ou d'un mouvement politique et les actions du peuple (*par le peuple*) et, de l'autre, les discours qui tendent à légitimer l'action de l'État ou d'un Parti en fonction de son orientation en faveur du peuple (*pour le peuple*). Malgré cette distinction, qui dans le contexte de l'époque pouvait paraître fondamentale, il se développe néanmoins une convergence autour de quelques lieux communs (*topoi*). Ces *topoi*, dont nous avons fait mention un peu plus haut, concernent les frontières public/privé et interne/externe à partir desquelles s'affirme la souveraineté populaire ou nationale. Même dans les déclarations faisant la promotion de l'investissement privé et/ou étranger, l'énonciateur est contraint – par les règles du discours dans lequel il s'inscrit – de justifier cette position en

⁷ Pour plus de détails, se référer à la partie méthodologique du chapitre 2, section 2.5 et suivantes.

fonction du critère de subordination du capital (privé ou étranger) aux lois et aux intérêts nationaux.

En conséquence de l'existence de cette frontière plus ou moins conflictuelle entre l'interne et l'externe et entre le public et le privé, le discours populiste latino-américain se montre également profondément étatiste. Puisque l'extérieur apparaît comme hostile ou du moins défavorable au développement national, la frontière entre interne et externe ou encore la frontière entre public et privé ou entre les intérêts du peuple et ceux du secteur privé ou du statu quo, exigent l'action souveraine, correctrice, planificatrice et productive de l'État. Bien entendu, puisque notre corpus est constitué principalement de discours présidentiels, il va de soi que les différents discours construiront une figure du locuteur (Président, gouvernement ou État) au sein de laquelle celui-ci aura le rôle principal. Pourtant, si on compare la position énonciative du locuteur-Gouvernement du populisme avec celle que ce même locuteur assume dans le discours de lutte contre la pauvreté, on constatera qu'au sein de ce dernier, loin d'être souveraine, l'action gouvernementale se voit encadrée par une série de contraintes « extérieures » assumées par le locuteur-gouvernement : savoir ou accords sur lutte contre la pauvreté, mondialisation, équilibres, forces du marché... Dans le cas du discours populiste, le locuteur-gouvernement est également contraint mais pas par des forces externes ; l'action des gouvernements populistes est subordonnée à la figure du peuple. Bien entendu, puisque par effet de bouclage le peuple est construit comme un miroir légitimant de l'action de ses locuteurs, le peuple n'exigera jamais autre chose que les stratégies proposées par celui-là.

Néanmoins, face à cette image de manipulation (qui peut de toute façon être imputable à tout discours politique), il ne faut pas négliger le principe selon lequel le *Prince réel* est tributaire du *Prince possible*⁸. Ainsi, pour produire les marques de sa soumission au peuple (compétence énonciative), le locuteur populiste est contraint d'adopter une série de mesures et de positions, de figures stéréotypées, prédisant cette « volonté populaire » indépendamment des intentions concrètes des Présidents. L'analyse des différentes formes de construction de la figure du peuple montre alors comment celui-ci est construit, d'une part de

⁸ Rappelons que le couple conceptuel du *Prince possible* et du *Prince réel*, développé de manières distinctes mais convergentes par Michel de Certeau, Louis Marin et André Corten, réfère au fait que le *Prince réel* est captif ou tributaire de son *récit*, dont il tire son pouvoir et sa légitimité. Pour plus de détails, se référer au chapitre 2, section 2.5.1.2

manière semi-corporatiste en fonction de catégories ou d'équivalents sémantiques du peuple référant d'un côté au processus de production (travailleurs, paysans, ouvriers, employés, etc.), d'un autre aux « nécessités » ou aux besoins populaires (logements populaires, éducation du peuple, alimentation populaire, etc.) et finalement, au pouvoir ou à la participation populaire. Le contraste avec la forme paupériste de légitimation du pouvoir est encore une fois frappant. En outre, on notera l'absence d'une frontière entre pauvres et non-pauvres, puisque les besoins populaires, le pouvoir populaire ou les intérêts du peuple embrassent l'ensemble de la population, ne laissant à l'extérieur de leurs frontières de signification ou d'acceptabilité qu'un nombre limité de « privilégiés » (oligarchie ou usurpateurs) et surtout d'intérêts étrangers.

Populisme et discours populistes

Avant d'aborder l'analyse du processus d'énonciation des discours se donnant le peuple comme figure de légitimation, il est essentiel d'établir une distinction théorique entre la notion particulièrement galvaudée de *populisme* en tant que régime ou mouvement politique et celle que nous développons ici de *discours populistes*. Sans cela, ce dernier concept engendrerait une série de confusions empêchant la compréhension du phénomène idéologique que nous voulons mettre en lumière. Nous ne chercherons pas ici à produire une reconceptualisation du populisme. Cette prétention impliquerait un travail sur les problèmes épistémologiques liés aux différents usages du concept que nous ne pouvons entreprendre ici sans nous éloigner de notre propos. Nous chercherons plutôt à justifier l'introduction d'une « autre » manière de conceptualiser le phénomène. Une manière qui ne cherchera pas tant à résoudre les problèmes de conceptualisation des régimes ou des mouvements populistes qu'à déplacer le champ de son usage : à importer la notion dans le champ de l'analyse des discours et des langues politiques.

En effet, la notion de « populisme » connaît un usage prolifique, directement proportionnel à l'imprécision de sa définition. Utilisé tout autant pour désigner les mouvements d'extrême droite en Europe, basés sur l'ethnicité, que les mouvements anti-establishment des agriculteurs de l'ouest étasunien au début du siècle ou, à la même époque, le mouvement romantique d'intellectuels russes exaltant les vertus du peuple (*narodnik*) ou encore les mouvements de modernisation stato-centrés des républiques latino-américaines

entre les années '30 et '50, les politiques sociales « trop » généreuses (populisme économique) ou une forme émotive, personnaliste et charismatique d'interpellation des masses... À force de référer à trop de phénomènes contradictoires, le populisme ne réfère plus à rien de concret. Désignant une chose et son contraire, il devient hasardeux, voire même impossible de fixer des balises au phénomène.

Comme le note Laclau⁹, les théorisations « classiques » du populisme posent le caractère hétérodoxe du phénomène (gauche-droite, multiclassiste, pluri-idéologique, modernisateur-traditionaliste, rural-urbain, etc.) pour aboutir à des définitions tout aussi éclectiques qui ne permettent que de définir négativement le populisme en fonction de son inconsistance, de l'équivocité ou de l'ambiguïté de son référent ou encore du caractère manipulateur de ses dirigeants. Ces conceptualisations reprochent à leur objet d'étude l'absence d'un principe de non-contradiction qu'elles ne parviennent pourtant pas à se donner elles-mêmes. Cette inconsistance théorique conduit à deux tendances opposées aux effets communs. D'un côté nous avons des *taxonomies évasives*¹⁰ ou des *énumérations descriptives*¹¹ des diverses caractéristiques des populismes, sans qu'il se détache de principe abstrait permettant de justifier l'usage commun d'un seul et même concept pour en rendre compte ; et, de l'autre, une restriction tellement grande du sens attribué au concept de populisme¹² que les analyses concrètes ou les exemplifications se voient contraintes à faire appel à une série d'exceptions dont les critères justifiant leur incorporation dans la définition restreinte du populisme ne sont pas plus explicités que ceux ayant conduit aux taxonomies évasives.

⁹ Ernesto Laclau, « Populism : What's in a Name? », in Francisco Panizza (Ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres et New York, Verso, 2005, pp. 32-49. Voir également, dans le même ouvrage, l'article de Chantal Mouffe « The "End of Politics" and the Challenge of Right-wing Populism », pp. 50-71.

¹⁰ Ce que Kurt Weyland appelle les « conceptualisations radiales » (*Radial Concept*). In « Clarifying a Contested Concept : Populism in the study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, Vol. 34, n° 1, Oct. 2001, pp.1-22.

¹¹ Comme exemple de ces « typologies » descriptives, voir Margaret Canovan, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1981 ; voir également Guy Hermet, *Les populismes dans le monde : Une histoire sociologique, XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2001.

¹² Que Weyland appelle, cette fois-ci, les « conceptualisations cumulatives » (*Cumulative concept*).

Laclau explique cette tendance à l'éclatement ou à l'étalement en fonction du fait que les tentatives de conceptualisation du populisme cherchent l'unité conceptuelle dans le « contenu » social ou idéologique des expériences populistes, alors que ces dernières se caractérisent justement par leur hétérogénéité. Plutôt que de jeter le blâme sur l'objet d'étude en le traitant péjorativement comme une aberrante manipulation de l'irrationalité des masses ou de retraire face à la diversité de phénomènes pouvant entrer dans la catégorie populiste, Laclau propose de chercher l'unité conceptuelle du phénomène dans la particularité de ses pratiques articulatoires. Indépendamment de son contenu, soutient Laclau, le populisme se caractérise par la manière de lier ensemble une série de demandes insatisfaites autour de chaînes d'équivalences établissant une frontière interne et antagonique au sein de la représentation du social. Comme nous l'avons vu au deuxième chapitre, Laclau établit une distinction significative entre les demandes différentielles (dites *démocratiques*) adressées à un État (ne le remettant aucunement en question) et les demandes (*exigences*) populistes, établissant des chaînes équivalence entre diverses demandes insatisfaites autour de *signifiants vides*¹³. Cette manière de conceptualiser le populisme permet à Laclau de montrer comment, loin d'être une tare, l'ambiguïté relative au référent populiste est une de ses conditions d'existence ou de possibilité. Elle permet également de donner une unité et une cohérence à l'analyse du populisme, sans avoir à recourir à des exceptions arbitraires au moment d'aborder des cas concrets.

Cependant, cette forme de conceptualisation du populisme semble encore se buter à deux problèmes. D'un côté, elle tend à confondre politique et populisme, au point de les dissoudre l'un dans l'autre. Et, d'un autre côté, elle présuppose l'existence de demandes différentielles. Bien en tendu, pour Laclau les demandes ne sont pas « naturelles », elles ne découlent pas directement du besoin. Néanmoins, en les présupposant, on tend à déproblématiser les processus par lesquels sont construites ces demandes et, par le fait même, à postuler une trop grande partie du lieu du politique ou de son processus de formation.

¹³ Ernesto Laclau, « De l'importance des signifiants vides en politique », in *La guerre des identités, Grammaire de l'émancipation*, pp. 93-105.

**Populisme politique et populisme d'État :
logiques de l'équivalence et de la différence**

Attardons-nous d'abord au problème de la confusion entre politique et populisme. Est-ce que tout mouvement politique est nécessairement populiste ? Et, est-ce que tout mouvement populiste est nécessairement politique ? Les mouvements latino-américains habituellement considérés comme populistes semblent parfaitement entrer dans cette définition du populisme. Pensons par exemple à l'aprisme au Pérou des années vingt, aux premières années du péronisme en Argentine, au getulisme au Brésil, à la Révolution du 18 octobre 1945 et au triennat (1945-1948), marqué par la figure de Betancourt, au Venezuela, ou encore, actuellement, au chavisme. Cependant, alors que cette définition convient pour décrire la spécificité de ces mouvements au moment de leur ascension ou de leur remise en question radicale de l'ordre établi, nous restons démunis face à d'autres cas, tout aussi importants, de *populismes d'État*, comme ceux du cardénisme (Mexique), du péronisme institutionnalisé ou du *puntofijismo*¹⁴ (Vénézuéla, 1958-1998). Si l'élément central de la définition du populisme se situe au niveau des pratiques articulatoires établies par les chaînes d'équivalence réactivant le social, que faire devant des mouvements entreprenant, après un certain temps, le travail inverse d'institutionnalisation à travers la logique de la différence ?

Cette question est abordée de front par Laclau¹⁵ en faisant référence à l'institutionnalisation ou à la pétrification des mouvements populistes. Sa réponse ne laisse aucun doute. L'institutionnalisation des mouvements populistes signifie leur déclin, étant donné le dépérissement de la frontière antagonique constitutive du populisme. Laclau parlera alors, pour décrire ces populismes institutionnalisés, d'une *langue de bois* de moins en moins capable d'articuler le politique. Cohérent avec son système théorique, Laclau nous conduit néanmoins au curieux paradoxe où des gouvernements qui sont pourtant à la base du

¹⁴ Le *puntofijismo* fait référence au système de partis et de clientèles issu du pacte du *Punto Fijo*. Signé entre les principaux partis politiques du Venezuela, peu avant la chute de la dictature de Pérez Jiménez (1948-1958), le Pacte du *Punto Fijo* engage ces derniers à former un gouvernement d'unité nationale peu importe la formation qui remporterait d'éventuelles élections. Dans ce même esprit de consensus on cherche à intégrer de manière institutionnelle dans l'appareil d'État, les principaux protagonistes de la crise politique qui conduira au coup d'État de Pérez Jiménez en 1948, soit l'Église, les militaires, les syndicats (CTV) et le patronat (FEDECAMARAS).

¹⁵ Ernesto Laclau, « Populism What's in a Name », in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso, 2005.

questionnement pour l'établissement d'une définition du populisme (comme ceux de Cárdenas, de Perón¹⁶ ou de Betancourt (1958-1963)) ne sont plus considérés comme tels à partir du moment où ils ne sont plus constitutifs d'une activation antagonique du social ; et où des mouvements politiques qui n'ont rien de populistes (comme le bolchevisme, les mouvements socialistes ou ouvriéristes, etc.) tombent dans cette catégorie étant donné leur capacité à articuler des demandes différentielles derrière des chaînes d'équivalence constitutives d'un antagonisme social. En d'autres termes, cette manière de conceptualiser le populisme en fonction de sa force articulatoire nous conduit à dissoudre le populisme dans le politique et à ne plus pouvoir identifier un critère de démarcation nous permettant d'établir la spécificité du populisme.

Pour résoudre ce problème nous proposons d'incorporer une unité minimale de sens qui permette d'incorporer ces deux types de populisme (*politique* et *d'État*) dans une seule et même conceptualisation tout en permettant de distinguer entre populisme et politique. Cette unité minimale de sens est déduite simplement du fondement étymologique ou paradigmatique du concept de populisme : le *peuple*. Cette avenue conceptuelle peut présenter un danger de re-substantialisation de la définition du populisme, à laquelle Laclau attribue, avec raison, la responsabilité de l'éclatement et de l'étalement des définitions du populisme. Pour le dire dans les termes heideggeriens utilisés par Laclau, nous serions en train de traiter à nouveau le populisme en fonction de son contenu *ontique* et non plus en fonction de sa forme *ontologique*. Cependant, l'unité minimale d'analyse que nous proposons en la figure du peuple est moins une unité lexicale ou sémantique que syntagmatique ou énonciative. Le critère discriminant de la figure du peuple ne s'applique pas à tout discours politique ayant dans son lexique le terme peuple¹⁷, il sert plutôt à désigner une forme particulière de *représentation du politique*¹⁸ articulée autour du « praxème »¹⁹ peuple.

¹⁶ Une fois l'institutionnalisation de son régime assumée.

¹⁷ La figure du peuple peut apparaître dans plusieurs discours politiques en tant que synonyme d'électorat, de population ou de nation, sans jouer un rôle central ou déterminant dans la légitimation du pouvoir.

¹⁸ André Corten, « Discours et représentation du politique », version originale, en français, de : "Discurso e Representação do Político", in Indursky, Freda, Leondro Ferreira, Maria Christina (eds.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999, pp. 37-52. disponible sur le site du GRIPAL, <http://gripal.ca>

L'identification ou la qualification d'un mouvement ou d'un régime comme populiste dépend alors de la valeur ou de la fonction de légitimation jouée par la figure du peuple et de ses effets structurants pour l'ensemble du système de sens qui la porte. La conceptualisation du populisme à partir de la figure du peuple se situe ainsi au niveau des règles énonciatives abstraites des discours du peuple et non pas au niveau du contenu (hétéroclite ou polysémique) de ces discours. Le populisme peut ainsi être appréhendé théoriquement à travers la notion de *formation discursive*²⁰ et instrumentalisé, non pas exclusivement mais notamment, à travers les mêmes outils méthodologiques que nous avons utilisés jusqu'ici pour rendre compte de la formation discursive paupériste.

Un régime peut ainsi continuer à être interprété comme étant populiste, même après son institutionnalisation et son inscription dans une logique de la différence (ou plutôt, sa transformation en surface d'inscription des positions différentielles), s'il maintient cette centralité du peuple qui implique également son opposition à une quelconque figure d'altérité. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Laclau dans « *Populismo y transformaciones del imaginario político en América latina* »²¹, en évoquant l'exemple de la révolution française qui aurait perpétué la division antagonique du social, entre Révolution et Réaction, pendant plus de cent cinquante ans, jusqu'à Vichy. Il faut, par contre reconnaître que cette dichotomisation du social ne remplit plus la fonction politique de réactivation (remise en jeu) du social. Cette dichotomie ritualisée (Révolution/réaction, mais qui peut très bien être également, peuple/oligarchie, nation/impérialisme, bas/haut, etc.) assume une fonction, paradoxalement, anti-politique : elle agit en tant que système de différence et non plus en tant que pratique articulatoire de chaînes d'équivalence²². La réactivation du social a beau reposer sur l'établissement d'une frontière antagonique au sein du social, cela ne fait pas de tout

¹⁹ Le concept de « praxème » marque le déplacement de l'analyse du mot en tant que lexème (sémantique) à son analyse en tant qu'unité de base du processus de production du sens. Voir à ce sujet le modèle praxématique développé Robert Lafont, dans, *Le travail et la langue*, Paris, Flammarion, 1973. Voir également Françoise Gardes-Madray et Paul Siblot dans « Conflits d'identité, conflits sur le sens », *Mots*, n°13, 1986, pp. 39-64.

²⁰ Foucault, *L'archéologie du savoir...*, p. 53.

²¹ Ernesto Laclau, « *Populismo y transformaciones del imaginario político en América latina* », *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 42, juin 1987, pp. 25-38.

²² Laclau, « *Populism What's in a Name...*

couple d'opposition l'emplacement et la forme d'une réactivation (remise en question) du social.

Cette manière de re-poser le problème du populisme nous rapproche de Worsley qui définit le populisme comme une dimension de la *culture* politique²³. La référence à des mouvements considérés comme populistes, en tant que manifestation paroxystique de cette dimension de la *culture politique*, peut ainsi servir à rendre compte de cette « culture » mais elle ne peut pas prétendre rendre compte de cet univers de référence dans son ensemble. L'analyse du discours ou de la formation discursive populiste doit donc également incorporer des mouvements politiques qui, sans être considérés comme « populistes » (par les définitions classiques), partagent néanmoins ce cadre général de référence structuré autour de la figure du peuple²⁴. Cette manière d'interpréter le populisme, non plus en référence à des régimes ou des mouvements, mais plutôt en tant que dimension abstraite du politique, devient de plus en plus courante dans la littérature contemporaine sur le sujet. Canovan²⁵, par exemple, met en lumière la dimension populiste présente au cœur même de la démocratie, qui ne saurait être considérée d'une manière purement procédurale. La dimension populiste concernerait alors le domaine des passions²⁶, de l'interpellation, de la « rédemption » et de la participation des masses ou de « la base » (*grass roots*) en politique. Cette conceptualisation n'est pas sans rappeler celle de Victor Armony qui parle, lui, d'un « code populiste », tendant à donner aux gens ordinaires un certain accès à la scène politique à travers un rapport empathique entre dirigeant et dirigés et un contact entre leurs expériences subjectives et la raison ultime de l'*être-ensemble*²⁷. Mentionnons finalement les rapprochements pouvant être faits entre notre définition du discours populiste et l'analyse qu'en fait Corten en tant qu'imaginaire plutôt que comme système politique : « Imaginaire souvent positif qui pousse

²³ Peter Worsley, « The Concept of Populism », in, Ernest Gellner &, Ghita Ionescu, *Populism : Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1969, p. 245.

²⁴ Carlos M. Vilas, « Estudio preliminar. El populismo o la democratización fundamental de América latina », in Carlos M. Vilas (compilador), *La democratización fundamental. El populismo en América Latina*, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1994, pp. 13-14.

²⁵ Margaret Canovan, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy, *Political Studies*, Vol.47, no 1, pp. 2-16.

²⁶ Sans que ce terme possède un sens nécessairement péjoratif, opposé à la raison.

²⁷ Victor Armony, Populisme et néo-populisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem, *Politique et Sociétés*, vol. 21, n° 2, 2002, pp. 51-77.

symboliquement ou matériellement les milieux populaires à l'action directe croyant ainsi combler le fossé entre gouvernants / gouvernés »²⁸. En nous appuyant sur ces auteurs, nous chercherons à pousser plus loin l'analyse de manière à rendre compte des règles de dispersion pouvant exister entre divers discours n'ayant en commun que l'usage de la figure de légitimation du peuple.

Cet élargissement de l'acception du populisme à des mouvements politiques n'étant habituellement pas considérés comme populistes²⁹ présente cependant un danger semblable à celui de la dilution du concept de populisme dans celui de politique que nous avons reproché à Laclau : la perte pour le concept de populisme de toute spécificité. Il semble pourtant y avoir une spécificité propre à la figure du peuple. En effet, la politisation (réactivation) du social ne produit pas les mêmes effets selon qu'elle repose sur la catégorie de peuple ou, au contraire, sur celle de prolétariat, de citoyen, de démocratie, des « autres mondes possibles » (altermondialisme), de l'indianité³⁰, de libéralisation des marchés³¹ ou des multitudes³²... De même, la gestion du social dans le cadre d'une logique étatique de la différence ne sera pas la même selon qu'elle repose sur la catégorie de peuple ou, en l'occurrence, sur celle du marché, de lutte contre la pauvreté, de bonne gouvernance. Les symboles et institutions, les acteurs et les enjeux, la scène de représentation des forces produite et reproduite ne sera donc pas la même, selon la figure de légitimation autour de laquelle elle est construite.

²⁸ André Corten, « Une langue politique post-populiste : l'épilogue de l'affaire Pinochet », *Politique et société*, Vol. 22, n° 1, 2003, p. 8.

²⁹ Comme, par exemple, l'Unité populaire ou les mouvements de libération nationale, comme le Mouvement 26 juillet, les Sandinistes ou les Tupamaros ou encore les partis démocrates chrétiens ou la théologie de la libération, qui ont tous en commun de s'appuyer sur la figure de légitimation du peuple, tout en n'étant pas considérés généralement comme des mouvements populistes.

³⁰ Pierre Beaucage, « Parcours de l'indianité : théologie, politique, anthropologie », *Cahiers des imaginaires*, Vol. 3, n° 3, janvier 2005.

³¹ Bien que la libéralisation des marchés puisse paraître contradictoire avec l'idée de réactivation ou de politisation, cette contradiction n'existe qu'au sein d'une conception du politique ne pouvant aller que dans le sens des luttes pour l'émancipation. Or, comme le fascisme a pu faire de l'Ordre un objet de désir permettant de cumuler des forces et des désirs derrière lui, de la même manière, la mondialisation et la libéralisation a pu être présentée dans les années 1980 (par Menem, Péres ou Salinas, par exemple) comme une solution à la crise de solvabilité de l'État (interventionniste, paternaliste, etc.).

³² Antonio Negri et Michael Hardt, *Multitude, Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

Demande, désir et surinvestissement

Revenons maintenant au deuxième point de notre critique à la conceptualisation du populisme effectuée par Laclau, c'est-à-dire le postulat de la demande en tant qu'unité minimale d'analyse. Plutôt que d'asseoir sa conceptualisation du populisme sur la figure du peuple, Laclau opte pour l'unité minimale de la demande. Rappelons l'argumentation de Laclau, selon laquelle les besoins particuliers des citoyens se traduiraient, dans un premier temps, en demande dite *démocratique* (que nous préférons appeler partielle), reconnaissant à l'État son rôle de médiateur universel ; face à l'absence de réponse satisfaisante à ces demandes, surgirait la possibilité de l'établissement de chaînes d'équivalence antagoniques entre ces différentes demandes frustrées. Pourtant, cette antériorité de la demande est en contradiction avec d'autres principes théoriques établis ailleurs par Laclau. Rappelons nous comment, dans *Hegemony and Socialist Strategies*³³, Laclau montre, avec Chantal Mouffe, comment les auteurs marxistes abordant la question de l'idéologie et de l'hégémonie aboutissent inmanquablement à une forme de dualisme, reconnaissant d'un côté le caractère contingent des luttes idéologiques mais stipulant également le caractère nécessaire de la lutte de classe, établissant en dernière instance le contenu et le cadre des luttes hégémoniques. Laclau et Mouffe établissent alors avec raison que, si l'incorporation dans l'analyse du changement social de la dimension hégémonique montre l'absence de nécessité dans l'existence, les formes et les contenus des luttes, alors il n'existe aucun argument valable pour subordonner cette lutte à la nécessité des rapports de classe. Ce raisonnement permet à Laclau et Mouffe d'incorporer à l'analyse des relations hégémoniques, des luttes jusque là ignorées ou subordonnées à la logique de la lutte des classes comme les luttes féministes, écologiques, nationalistes, populistes, pacifistes, identitaires, etc., en leur reconnaissant la même validité qu'aux luttes prolétariennes. C'est également sur ce raisonnement que repose toute la pertinence du changement méthodologique et épistémologique opéré par ces deux auteurs en situant l'analyse politique au niveau des modes d'articulation plutôt que sur le plan d'un contenu ontologiquement nécessaire des rapports de force. Or, de la même manière que Laclau et Mouffe nous mettent en garde contre les dangers de la réification de la lutte de classe comme substrat déterminant en dernière instance le contenu des luttes idéologiques

³³ Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, Londres, Verso, 1985.

contre-hégémoniques, il faut se garder d'une réification des demandes en tant que processus nécessaire et unité minimale de l'analyse du populisme et/ou du politique, car à tout *besoin* ne correspond pas nécessairement une *demande* et à toute réactivation du social ne correspond pas nécessairement une série de « demandes » insatisfaites. Il faudrait donc parler, de manière beaucoup plus abstraite de *désirs*³⁴, qui peuvent être d'un tout autre ordre que celui de la demande. Le *désir politique de Dieu*³⁵, le refus de la souffrance³⁶ ou de la terreur d'État, l'unité fusionnelle des pauvres³⁷ ou la recherche d'une *communauté perdue*³⁸ ou, comme le dit Laclau, d'une plénitude absente, pour ne donner que quelques exemples, sont autant de mobiles politique qui ne peuvent aucunement être traduits en une logique de la demande ou déduits d'elle.

D'un autre côté, dans son article « Existe-t-il une clôture du politique ? »³⁹, Laclau montre comment dans la relation entre le représentant et le représenté, ce dernier se voit *surdéterminé* par le représentant qui établit de nouveaux liens, de nouveaux rapports « d'identité » pour les particularismes représentés au sein de catégories plus générales. Cette délinéarisation du processus de représentation peut et doit être poursuivie et approfondie jusqu'à la remise en question de la demande en tant qu'unité et fondement du politique. Bien que la réactivation (politisation) du social procède en grande partie par l'articulation de demandes, elle ne procède pas exclusivement de ce type d'articulation. La demande est d'ores et déjà une pratique « articulatoire » dans la mesure où elle contraint une série de

³⁴ Gilles Deleuze et Félix Guattari, *L'anti-Œdipe, Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Éditions de Minuit, 1972.

³⁵ Pierre Legendre, *Leçons VII : Le désir politique de Dieu*, Paris, Fayard, 1988.

³⁶ André Corten, *Le pentecôtisme au Brésil, Émotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995 ; voir également, *Alchimie politique du miracle, Discours de la guérison divine et langue politique en Amérique latine*, Montréal, Balzac, 1999.

³⁷ Marie-Christine Doran et Ricardo Peñafiel, *Discours fusionnel et représentation du politique: les pobladores dans le mouvement des protestas au Chili (1983-1989)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1997.

³⁸ Norbert Lechner, « In search of the Lost Community », in Albala-Bertrand, Luis (Coord.), *Democratic Culture and Governance: Latin America on the Threshold of the Third Millennium*, Paris, UNESCO/ Hispanomerica, 1992, pp. 63-67.

³⁹ Ernesto Laclau, « Existe-t-il une clôture du politique? », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006.

désirs et de frustrations à se rapporter à une seule demande⁴⁰. L'articulation de plusieurs demandes se situe sans doute à un niveau supérieur d'articulation ou de politisation (remise en question de l'ordre établi par une force contre-hégémonique) que la simple formulation de demandes à un État, mais elle agit sur un monde préalablement « politisé » ou policé par la raréfaction des énoncés en fonction de leur inscription dans l'axe de communication de la demande entre une population et son État.

Si l'articulation peut se faire sur n'importe quel type de désir (et non pas exclusivement des demandes) et que ses catégories sont autonomes (arbitraires) par rapport à la diversité de positions particulières qu'elle articule, alors, à quoi bon donner une valeur fondamentale à une catégorie partielle, procédant d'un autre mécanisme de raréfaction (articulation) du possible ? L'unité de base de l'analyse d'un processus d'articulation antagonique ou contre-hégémonique (comme le populisme tel que conceptualisé par Laclau) devrait donc plutôt partir des principes constitutifs de cette même articulation⁴¹ et non pas d'un élément qui lui serait externe et contingent. En d'autres termes, ce ne sont pas les demandes insatisfaites qui constituent le fondement ou la condition de possibilité d'un mouvement politique mais le mouvement politique qui constitue le mode d'existence de la demande, qui établit ce qui aura valeur de demande insatisfaite (ou, plutôt, de désir inassouvi, ou d'*être* aliéné).

Que le populisme articule des demandes sectorielles ou différentielles à des chaînes d'équivalence, au moment de sa fondation ou de son existence en tant que version narrative

⁴⁰ Ce commentaire oblige la reconnaissance du caractère politique ou hégémonique de ce que Laclau appelle la logique de la différence ou l'objectivité (objectivation) sociale. En se présentant comme la réalité ou l'objectivité-même des choses, la logique de la différence se trouve en lutte permanente – bien que souvent implicite – contre toute autre prétention à l'objectivité. À l'inverse, comme nous l'avons montré (dans « Le discours d'Hugo Chávez au Venezuela : Imaginaire populo-paupériste et suture d'un système politique disloqué », in André Corten (dir.), *La clôture du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006), la force contre hégémonique qui dévoile le caractère contingent de l'objectivité, est elle-même clôturée, elle est également un système de sens et donc une logique de la différence, remplissant une fonction différente au moment de la réactivation du social, mais retrouvant tendanciellement cette autre fonction « objectivante » (toujours déjà là) au cours de son processus d'institutionnalisation. C'est dans ce sens qu'il faut traiter la demande sociale comme une pratique articulatoire commune, tant à la logique de la différence qui cherche à prédire l'événement ou l'avènement de volontés imprévues et déstabilisantes, qu'à la logique de l'équivalence qui cherche à les ré-articuler dans un nouveau système de différences désaxé (ayant un nouveau centre).

⁴¹ Dans le cas du populisme, cette unité est la figure centrale et structurante du peuple.

active⁴², ne pose aucun problème. Ce qui pose problème, c'est de savoir si l'articulation ne peut être effectuée que sur la base des demandes sectorielles insatisfaites, si le populisme est la seule forme d'articulation de ces demandes et si le populisme n'existe qu'en autant qu'il articule ces demandes au sein de chaînes d'équivalence antagoniques, constitutives d'une frontière interne au social. À partir des commentaires précédents, nous croyons pouvoir affirmer que *le populisme n'est pas la seule forme de politisation (et donc que le critère discriminant pour sa reconnaissance ne peut être celui de l'articulation), que le populisme existe tout autant en tant que système de différence qu'en tant que pratique articulatoire et que ce qui est articulé ne correspond pas nécessairement à des demandes mais bien à des désirs*. La spécificité du populisme ne se situerait donc pas, comme le dit Laclau, au niveau de sa forme articulatoire, mais au niveau de sa façon particulière de représenter l'ensemble social à partir d'une figure emblématique (métaphysique ?) du peuple.

La formation discursive populiste en Amérique latine **Généalogie du peuple : la mémoire des mots**

Avec ces quelques commentaires théoriques nous avons suffisamment d'éléments pour entreprendre une étude de quelques uns des discours populistes qui ont jalonné l'histoire du continent tout au long du XX^{ième} Siècle. En traitant le discours populiste latino-américain en tant que formation discursive nous lui donnons, bien entendu, une valeur méthodologique d'événement⁴³. C'est-à-dire nous l'analysons à partir de règles énonciatives particulières qui peuvent tout aussi bien être reproduites qu'altérées, subverties ou oubliées. Comme tout signifiant⁴⁴, le peuple n'est pas relié par une relation de nécessité à un signifié donné. La relation qui peut être établie entre le signifiant et le signifié est une relation « arbitraire » constituée dans le processus de signification. Cette relation peut en tout temps être remise en

⁴² Déplaçant les frontières de l'acceptable et s'imposant en tant que récit véridique de l'histoire, faisant l'histoire par son récit au quotidien. Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972.

⁴³ Nous parlons alors d'événement dans un sens plus strictement lié à sa définition foucaldienne. Bien que l'on puisse parler d'un événement discursif populiste en Amérique latine dans la première moitié du XX^{ième} Siècle, dans un sens plus large ou substantiel, comme nous le faisons avec l'événement paupériste, nous ne chercherons pas ici à en tracer toutes ses conditions de possibilité mais seulement à esquisser à grands traits ses principales caractéristiques de manière à pouvoir développer une analyse comparée qui nous permette de situer ce qui a pu changer avec l'avènement de la figure de la pauvreté au sein de l'espace public latino-américain.

⁴⁴ Ferdinand de Saussure, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1982.

question par et dans le jeu infini des significations⁴⁵. Ces considérations s'appliquant au domaine de la langue ou du langage ne s'appliquent cependant pas de la même manière sur le plan discursif. Le processus de signification n'opérant pas en vase clos, il est possible de le référer aux pratiques discursives antérieures ou archives⁴⁶ se reproduisant avec une certaine régularité (ou une régularité certaine) dans des communautés discursives, de croyance ou épistémiques données. Le jeu infini des significations se voit alors momentanément interrompu au sein des règles énonciatives constitutives des discours. La prégnance de la catégorie de peuple dans diverses traditions politiques latino-américaines tout au long du vingtième siècle, et sans doute au-delà, peut ainsi être référée aux discours qui en ont fixé historiquement et socialement le sens.

L'analyse d'une formation discursive populiste en Amérique latine ne peut donc pas être exportée pour comprendre d'autres types de populismes. Sans doute, une analyse comparée incorporant d'autres discours populistes du tiers monde nous permettrait d'identifier plusieurs points en commun entre ces divers lieux de production ; peut-être même s'en trouverait-il également avec des discours populistes européens ou occidentaux. Mais cette relation ne peut pas être postulée ou induite à partir des quelques cas latino-américains que nous analyserons ici. Tout comme la pauvreté « en soi » (en tant qu'objet) ou même le thème de la pauvreté ne peut servir de fondement pour comprendre le discours de lutte contre la pauvreté tel qu'il se développe actuellement, de la même manière, la thématisation du peuple par une série de discours ne permet pas de postuler ou déduire la présence d'un système de sens commun. Ce n'est qu'en fonction de l'établissement de règles communes d'apparition, de dispersion et de transformation que nous pourrions parler de l'existence d'une formation discursive populiste en Amérique latine⁴⁷. Ce sont ces règles particulières et non

⁴⁵ Ludwig Wittgenstein, *Tractatus logico-philosophicus* ; suivi de *Investigation philosophiques*, Paris, Gallimard, 1986.

⁴⁶ Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, pp. 21-24.

⁴⁷ Seulement à titre illustrateur et sans doute superficiel, notons la distinction pouvant être établie entre un populisme européen, référant le peuple à une tradition ethnique, fondée sur le sang, la race et la pureté des peuples originaires (comme le Volk) et le populisme latino-américain fondé sur une tradition politique républicaine dont le couple d'opposition constitutif du politique (nous/eux ou ami/ennemi) repose moins (ou pas du tout) sur un rapport ethnique que sur un rapport social ou de pouvoir hiérarchisé (bas/haut ou peuple/oligarchie). Même le *topoi* interne/externe, présent dans une

pas le lexème et encore moins la « réalité » du peuple qui donnent son unité, sa cohérence et son identité à la formation discursive populiste.

Le populisme : une période historique en Amérique latine ?

Sans chercher à retracer toutes les conditions de possibilité de la formation discursive populiste, il est possible de tracer à grands traits quelques balises permettant de la situer dans le temps. Les discours populistes apparaissent à divers moments dans l'histoire des langues politiques du continent. Ils sont précédés par une forme de représentation du politique marquée par le positivisme social, le spencerialisme ou le néo-darwinisme⁴⁸, au sein de laquelle les républiques oligarchiques, ou agro-exportatrices, cherchaient à légitimer leur pouvoir en fonction de leur rôle civilisateur⁴⁹, scientifique⁵⁰, progressiste⁵¹ ou modernisateur, sans référence au peuple autrement que de manière péjorative⁵² ou neutralisée par la référence au sacrifice pour la Patrie. Le passage de cette forme positiviste et patriotique⁵³ de représentation du politique à une nouvelle forme de représentation du politique ne s'opère pas simultanément. Alors qu'au Mexique la figure d'un peuple protagoniste de son histoire apparaît dès 1910⁵⁴ et qu'au Pérou ou au Brésil, cette figure se développe dans le discours de l'APRA ou de Getulio Vargas, dans les années vingt⁵⁵, au Chili et au Venezuela il faudra

forme anti-impérialiste de nationalisme latino-américain, se réfère à des rapports de force internationaux plutôt qu'à un rejet de l'étranger.

⁴⁸ Michael L. Conniff, « Introduction: Toward a Comparative Definition of Populism », in, Michael Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1982, pp. 3-30.

⁴⁹ Laclau, « Populismo y transformaciones del imaginario político...

⁵⁰ Dont le cas emblématique est celui du gouvernement dit des *Científicos* sous Porfirio Díaz (1877-1910) au Mexique.

⁵¹ Comme l'illustre le lemme « Ordem e Progreso » inscrit sur le drapeau brésilien, attestant de l'influence du positivisme dans les milieux intellectuels et politiques au milieu du XIX^{ème} Siècle.

⁵² À ce propos, nous pouvons évoquer les exemples de Sarmiento, l'un des pères fondateurs de l'Argentine, qui voyait dans le suffrage universel le « triomphe de l'ignorance universelle » (cité par Alain Rouquié, *Amérique latine, Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1998, p. 131), ou de Bolívar qui affirmait « Tout régime s'appuyant sur le peuple provoquera notre ruine » (cité par José del Pozo, *Historia de América latina y del Caribe, 1825-2001*, Santiago, LOM, 2002, p. 41).

⁵³ Frédérico Mauro, « L'imaginaire politique en Amérique ibérique (1700-1914) », *Cahiers des Amériques latines*, 2ème série n° 9, 1990, pp. 25-28.

⁵⁴ Voir Jean Meyer, *La révolution mexicaine 1910-1940*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, en particulier chapitre 1 « La fin du Porfiriat », pp. 11-54.

⁵⁵ Laclau, « Populismo y transformaciones del imaginario político...

attendre les années 1940 avant que la figure de légitimation du peuple n'apparaisse dans les discours présidentiels.

Toutefois, comme nous l'avons indiqué au chapitre 2, étant donné la place qu'occupe l'étude de la formation discursive populiste dans l'analyse, nous avons volontairement limité les pièces de corpus aux discours présidentiels. Ces discours n'ont valeur que de révélateurs d'un processus beaucoup plus large qui les précède mais dont nous ne pourrions rendre compte de manière adéquate sans entreprendre une nouvelle étude qui nous éloignerait de notre propos. Bien entendu, une analyse détaillée des conditions de possibilité de ces énoncés présidentiels nous permettrait de tracer les énoncés périphériques (comme ceux de l'APRA) qui déclenchent le processus de mise en acceptabilité de cette figure, bien avant qu'elle ne s'impose jusqu'aux discours présidentiels. Au Chili, la référence au travail militant de Luís Emilio Recabarren⁵⁶, des organisations syndicales du début du siècle, du Parti socialiste ouvrier, du radicalisme⁵⁷, etc., est essentielle pour rendre compte de la mise en disponibilité et en circulation de ce référent politique qui ne s'élèvera jusqu'à la sphère très contrôlée des discours présidentiels qu'à partir de 1938 avec la montée au pouvoir du Front Populaire et ce, de manière très timide, pour ne devenir centrale que dans les années 1960. De même, au Venezuela, l'aboutissement de la Révolution du 18 octobre 1945 ne peut être compris sans la référence aux manifestations étudiantes de 1928 et la création en 1936 du Mouvement d'organisation vénézuélienne (ORVE) et du Parti démocratique national (PDN) qui se transformera en 1941, suite à sa mise hors la loi et à l'exil forcé de ses dirigeants, en Parti Action démocratique (AD), auto-désigné comme « le parti du peuple ». Il serait également possible de remonter jusqu'aux guerres d'indépendance et par là jusqu'à la Révolution Française ; ou encore de situer ces discours populistes par rapport aux influences des

⁵⁶ « ...surcar el espacio el grito revolucionario de todo un pueblo que en medio de sus hambres y sus miserias se hace justicia por sus propios esfuerzos, perdida ya toda esperanza de que otros vengan en su ayuda. » (« Protesta practica », *La Voz del Pueblo*, Valparaíso, 16 mai 1903) ; « Pero los capitalistas han inventado la farsa del patriotismo para engañar al pueblo y calificar de criminal y antipatriota toda propaganda que se haga para abrir los ojos al pueblo. » (« ¿Para que sirve el ejercito? », *La Voz del Pueblo*, Valparaíso, 9 juin 1904).

⁵⁷ Notons qu'en Argentine il se produit un phénomène semblable avec la montée du Parti Radical et du discours réformateur d'Yrigoyen qui rend disponible la figure du peuple et prépare le terrain pour la radicalisation qu'en fera Perón dans les années 1940. David Tamarin, « Yrigoyen and Perón : The Limits of Argentine Populism », in Michael Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, University of New Mexico Press, 1982, pp. 31-45.

mouvements socialistes européens mais également du fascisme, du romantisme allemand, etc. Cependant, puisque notre objectif n'est pas tant de situer les conditions de possibilité ou d'émergence de la formation discursive populiste que de rendre compte de sa présence et de son fonctionnement, de manière à permettre une analyse comparée avec la formation discursive paupériste, nous n'entrerons pas dans le détail de cette analyse.

La légitimité du peuple et celle du *demos*

On pourrait, par ailleurs, être porté à croire que cette forme de légitimation du pouvoir en fonction de la figure du peuple, de sa volonté ou de son bien, est commune à tout discours démocratique. La démocratie étant, du moins selon la vulgate, le gouvernement du peuple par le peuple, il serait logique que tout mouvement démocratique cherche à légitimer ses actions en fonction de la volonté populaire. Par contre la légitimité démocratique peut s'articuler tout autant sur la figure du peuple que sur celle du citoyen ou sur celle des personnes (*la gente*⁵⁸), sur la société civile, le suffrage universel, les procédures législatives, le bien commun, la modernisation, etc. La figure du citoyen ou de la société civile peut, par ailleurs, tout autant être employée dans un réseau de synonymie avec celle de peuple qu'au sein d'une stratégie concurrente, dans laquelle le peuple serait un tabou énonciatif ou même un anti-sujet, assimilable à la populace, à l'émeute, à la barbarie⁵⁹... Ainsi, tout discours émanant d'institutions « démocratiques » ne fait pas nécessairement reposer sa légitimité principalement sur l'assentiment populaire. La légitimité peut être légale-rationnelle, morale, patriotique... ou, comme nous l'avons vu dans le discours de lutte contre la pauvreté, la légitimité de l'action démocratique peut reposer sur la prétention à un savoir technique et univoque sur la bonne gouvernance. Finalement, le critère de *popularité* peut également servir à fonder un pouvoir autoritaire et même dictatorial (comme l'*Estado Novo* de Vargas au Brésil entre 1937 et 1945). Le concept de formation discursive populiste que nous cherchons à élaborer, ne peut donc pas être référé à la nature démocratique ou dictatoriale d'un régime. Il ne réfère pas non plus à une distinction gauche-droite dans la mesure où la

⁵⁸ Comme dans le cas du slogan référendaire du Non, opposé à la reconduite de Pinochet à la présidence du Chili : « Gana la gente », où l'absence volontaire d'une quelconque référence au peuple anticipe la période post-populiste qu'ouvre ce référendum.

⁵⁹ Voir à ce sujet, Guy Hermet, *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Fayard, 1989 ; voir aussi Catherine Colliot-Thélène, « L'ignorance du peuple », in Gérard Duprat (éd.), *L'ignorance du peuple : essais sur la démocratie*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, pp. 17-40.

figure du peuple peut et a été utilisée par des mouvements et des gouvernements de toute tendance. Il est cependant important de noter qu'en Amérique latine, les discours sur le peuple se retrouvent principalement dans des mouvements de gauche ou alors de centre, disputant à la gauche la « conduction » du peuple.

La formation discursive populiste :

Une forme hégémonique de représentation du politique ?

En abordant les discours populistes en tant que formation discursive, c'est-à-dire en tant que *système de dispersion*⁶⁰ réglant l'apparition, le fonctionnement et la transformation des énoncés politiques, nous cherchons à rendre compte de la cohabitation stratégique entre des positions contradictoires. L'existence de cette formation discursive populiste s'explique par la référence à une lutte pour le sens faisant de la figure du peuple un *objet de valeur* que la plupart des acteurs politiques cherchent à s'approprier en le nommant, en le pré-disant. Cette formation discursive populiste a été à ce point hégémonique que la négation généralisée du politique par les régimes dictatoriaux s'est définie en opposition à cette politique du peuple, arrêtant, séquestrant et terrorisant indistinctement toute forme de construction du peuple et non pas exclusivement les militants des partis communistes ou des organisations subversives⁶¹. Plus encore, les dictatures ont également cherché à capter la légitimité de la figure du peuple, en la resignifiant, comme nous le verrons plus loin avec le cas de Pinochet, à travers son insertion dans un discours sur l'ordre et la paix sociale⁶². Il ne s'agit donc pas de placer les discours sur le peuple en Amérique latine sur un axe gauche/droite ou démocratique/autoritaire mais, tout au contraire, de montrer comment une série de positions

⁶⁰ Foucault, *L'archéologie du savoir...*, p. 53

⁶¹ Le coup d'État de 1964 au Brésil contre le gouvernement Goulart ou celui de 1976 en Argentine contre le gouvernement d'Isabel Martínez de Perón, peuvent servir d'exemple, mais on peut également constater cette opposition à une politique fondée sur la mobilisation populaire comme telle et non pas strictement au communisme, dans la « récession » des partis politiques de centre et de droite (s'ajoutant à l'interdiction des partis de gauche) décrétée par le régime de Pinochet en 1973 puis dans l'interdiction de tous les partis politiques en 1978.

⁶² Par exemple : « En ese día tan solemne, quiero recordar con el corazón y la mente esa fecha histórica [11 septiembre de 1973] que protagonizó el pueblo de Chile, porque las Fuerzas Armadas y de Orden no son otra cosa que su pueblo en armas. », Presidente de la República y General de ejército Augusto Pinochet Ugarte, *Discurso Presidencial 11 de Marzo de 1981 con ocasión del inicio del período presidencial establecido en la Constitución Política de la República de Chile del año 1980*, Santiago, 11 mars 1981, p. 6.

divergentes sur le plan idéologiques pouvaient converger autour d'un certain objet de dispute pour produire des règles de dispersion communes.

Par ailleurs, le maintien pendant la période dictatoriale de la figure légitimante du peuple ne procède pas tant de sa présence dans le discours des dictateurs que dans son usage au sein des mouvements de résistance à ces régimes taxés à juste titre d'anti-populaires. Ainsi, on peut dire que la période dictatoriale est négativement liée à la période populiste puisque même en dirigeant la répression contre les catégories significatives de ce discours (syndicats, étudiants, partis politiques, quartiers populaires, etc.)⁶³ elle maintient pratiquement intactes, voir même renforce, ces catégories signifiantes de la scène politique populiste. En interdisant les institutions politiques et sociales sur lesquelles était projetée la figure du peuple, ces régimes n'ont fait qu'amplifier la légitimité de cette forme populiste de représentation du politique chez un large secteur de la population ne reconnaissant pas la légitimité des régimes imposés par la force. Les scènes politiques, brutalement fermées par les militaires, se sont assez rapidement reconstituées (dans le cadre même de ces dictatures et malgré la terreur d'État) à travers notamment le développement de vastes coalitions structurées autour de l'opposition Peuple/Tyrannie. « Para el Pueblo lo que es del Pueblo » (Piero), « El pueblo unido jamás será vencido » (Inti Illimani), entonnaient les foules latino-américaines lors des gigantesques manifestations de répudiation des dictatures. Autour de leur reconnaissance, au-delà des différences de classe ou de projets politiques, dans la catégorie de peuple en lutte contre la tyrannie, de vastes mouvements sont parvenus à reprendre l'espace public.

Cependant, cette représentation « populaire » des rapports de force⁶⁴ n'était pas la seule. Nous voyons également surgir à cette époque des discours sur les Droits humains, sur l'autonomie des mouvements sociaux ou encore sur la démocratisation qui dépassent largement la figure du peuple. Nous ne pouvons entreprendre ici l'analyse des relations entre ces discours et ceux du peuple. Il est cependant nécessaire de les évoquer pour ne pas donner

⁶³ Tout en cherchant à resignifier la figure du peuple en l'opposant aux partis et mouvements politiques l'ayant construite dans la période précédente.

⁶⁴ Qui jouit de la reconnaissance du « récit » de la révolution française et plus globalement de son inscription dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme, dans le « suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression ».

l'impression que la figure du peuple occupe nécessairement tout l'espace de représentation. D'autant plus que ce sera autour de cette cohabitation du discours populiste avec d'autres formes de représentation (hétérogénéité constitutive) que surgira la possibilité de son dépassement, non seulement par l'événement discursif paupériste mais également par d'autres discours n'appartenant à aucune de ces deux formations discursives (droits humains, société civile, mouvements sociaux, etc.)

Les transitions démocratiques et l'éclipse de la formation discursive populiste

Paradoxalement, ce qui marque l'éclipse ou la marginalisation de la formation discursive populiste sera le retour des régimes électoraux un peu partout sur le continent. La figure de légitimation d'une série de discours politiques cesse alors d'être le *peuple* pour être remplacée par celle de la *stabilité*, autour de laquelle gravitent celles de l'efficacité (marchande), de la coopération (concertation, conciliation, consensus), de la réconciliation, de la mondialisation, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté, des mécanismes du marché, de la société civile, etc. Nous reconnaissons bien là les principales figures du discours de lutte contre la pauvreté. Cependant il ne faudrait pas que cette trame historique que nous venons de brosser à grands traits, vienne aplanir ou masquer la diversité de positions et de discours cohabitant avec les discours populistes et paupéristes.

Si nous parlons d'une période populiste ou d'un événement discursif paupériste et que nous insistons sur les lieux et les moments où ces discours deviennent hégémoniques c'est surtout pour mieux les repérer. Mais il serait totalement contradictoire avec les principes théoriques que nous avons développé pour appréhender le social, de prétendre qu'un seul discours ou même une seule formation discursive puisse servir pour rendre compte de l'ensemble des discours concurrents s'affrontant ou se renforçant mutuellement au sein de langues politiques concrètes. Ainsi, s'il est possible de parler d'une période populiste en Amérique latine, c'est uniquement en généralisant de manière métonymique un trait distinctif et particulier à un ensemble beaucoup plus vaste d'énoncés sur lesquels le discours populiste n'a souvent aucune emprise. De la même manière, en parlant d'événement discursif paupériste et en montrant son immense influence, nous ne prétendons pas que tous les discours politiques se réfèrent uniquement ou nécessairement à la pauvreté.

Si les discours ne sont pas déterminés « en dernière instance » par la réalité structurelle, mais qu'ils impriment à ces réalités extra-discursives des balises interprétatives qui surdétermineront leur sens et la reproduction d'actions, d'énoncés, d'événement ou de réalités nouvelles, il serait vain de chercher une trame historique s'appliquant de manière simultanée et nécessaire à toute une ère géographique et à des époques données. Déjà, nous pouvons voir dans les exemples cités précédemment comment, alors qu'au Mexique le discours populiste apparaît dès 1910 dans les discours présidentiels, au Chili, il n'apparaîtra qu'à partir des années 1940 et ne s'imposera qu'entre 1964 et 1973. Au Vénézuéla, nous pouvons même dire que le discours populiste, présent depuis 1941, ne parviendra jamais à devenir aussi central que le discours sur la stabilité démocratique issu du Pacte du *Punto Fijo* et qu'il ne s'imposera qu'à partir de 1998 avec Hugo Chávez. De la même manière, alors qu'on pourrait croire que toute transition démocratique implique nécessairement un discours sur la stabilité institutionnelle, l'analyse concrète de la transition vénézuélienne (1958) et de la transition chilienne (1990) montre qu'il ne s'agit pas dans les deux cas du même type de discours sur la stabilité. Une différence marquante repose justement sur le fait que la première (Vénézuéla) repose sur les mêmes postulats que ceux des autres discours populistes de l'époque (bien que neutralisés par l'impératif de la conciliation), c'est-à-dire sur un nationalisme politique et économique, un interventionnisme étatique, une conception semi-corporatiste de la société et une action sociale dirigée vers les droits du peuple, alors que la deuxième (Chili) s'appuie, au contraire, sur les mêmes postulats que le discours de lutte contre la pauvreté, c'est-à-dire sur l'ouverture, la déréglementation, le retrait de l'État des sphères économiques et une action sociale ciblée sur les besoins de base des plus pauvres.

L'analyse concrète des différents discours présidentiels se succédant au cours du XX^{ième} Siècle au Mexique, au Chili et au Vénézuéla, que nous entreprendrons immédiatement, nous donnera l'occasion de montrer plus en détail ces différences tout en cherchant à situer et à isoler les effets engendrés par les deux formations discursives (populiste et paupériste) sur lesquelles nous avons axé l'analyse.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VII

LE DISCOURS POPULISTE DE LA RÉVOLUTION MEXICAINE :

PEUPLE EN ARMES, GOUVERNEMENT POUR LE PEUPLE ET INSTITUTIONNALISATION DE L'ACTION PROTAGONIQUE DU PEUPLE

7.1- Le peuple et la révolution mexicaine

Bien que l'on puisse faire remonter beaucoup plus loin le surgissement de la figure du peuple en tant qu'acteur politique (Révolution française et guerres d'indépendance), dans la période analysée ici c'est avec la révolution mexicaine que cette figure s'impose dans les discours présidentiels du XX^{ième} Siècle en Amérique latine. Rappelons ici le fameux plan de San Luis, où Francisco Madero, le candidat déchu aux élections présidentielles de 1910 déclare illégal le gouvernement de Ramón Corral¹ et appelle le peuple à prendre les armes pour défendre sa souveraineté. Discours de transition entre une époque marquée par le patriotisme et une nouvelle époque « populaire » qui s'ouvre, ce texte charnière dispute la

¹ Candidat désigné par Porfirio Díaz et vainqueur des élections qualifiées de frauduleuses.

légitimité de la figure de légitimation de la paix et la patrie² en les montrant comme la propriété exclusive (patrimoniale) d'un petit groupe, s'imposant par la force :

« En cambio de esta **tiranía** se nos ofrece la **paz** , pero es una paz vergonzosa para el **pueblo** mexicano, porque no tiene por base el **derecho**, sino la **fuerza**; porque no tiene por objeto el engrandecimiento y prosperidad de la **Patria** , sino enriquecer un **pequeño grupo** que, abusando de su influencia, ha convertido los **puestos públicos** en fuente de **beneficios exclusivamente personales**, explotando sin escrúpulos las concesiones y contratos lucrativos. Tanto el poder Legislativo como el Judicial están completamente supeditados al Ejecutivo... » (Madero, *Plan de San Luis*/1910³, p. 1).

Les critères servant à dénigrer le porfiriat pourraient n'être considérés que comme uniquement procéduraux. Ils opposent l'usage patrimonial du pouvoir, de la force et de la tyrannie au droit et à la division des pouvoirs ou à la prospérité de la patrie (patriotisme). Pourtant, un élément nouveau se glisse dans cette opposition « libérale » à la dictature : la figure du peuple mexicain. Celle-ci ne joue pas dans cet énoncé d'autre rôle que celui joué dans la période antérieure, marquée par un discours patriotique-civilisationnel (engrandecimiento y prosperidad de la Patria). Pourtant, en se référant aux éléments de cohérence interne du texte (macro-acte directif), il est nécessaire de lier cette subtile présence du peuple à l'ensemble du système de sens qui se trouve déployé.

Dès la première phrase, le texte oriente sa lecture :

« Los **pueblos**, en **su** esfuerzo constante porque triunfen los ideales de libertad y justicia, se ven precisados en determinados momentos históricos a **realizar** los mayores sacrificios. (Madero, *Plan de San Luis*/1910, p. 1).

Nous voyons dans cet extrait comment le peuple est placé en tant qu'acteur ou protagoniste de son histoire (*su esfuerzo ; realizar*). Bien entendu, en nommant le peuple (qui ici est désigné de manière générale dans un énoncé portant sur une loi universelle), on tend à lui assigner un rôle normalisateur. En l'occurrence à le contraindre (modalisation déontique : *se ven precisados*) à un sacrifice suprême (*mayores sacrificios*). Néanmoins, en attribuant au peuple ce rôle protagoniste, c'est toute une série de positions énonciatives qui apparaîtront. Une nouvelle manière d'énoncer et de diviser la scène politique ainsi qu'une nouvelle forme

² Comme le faisait à la même époque Recabarren au Chili. « Pero los capitalistas han inventado la farsa del **patriotismo** para **engañar al pueblo** y calificar de **criminal** y **antipatriota** toda propaganda que se haga para **abrir los ojos al pueblo**. » (« ¿Para que sirve el ejercito? », *La Voz del Pueblo*, Valparaíso, 9 juin 1904).

³ Francisco I. Madero, *Plan de San Luis*, San Luis Potosí, 5 octobre 1910.

d'interpellation ; un nouveau co-énonciateur (le peuple) et une nouvelle instance de légitimation.

Les actions des acteurs politiques vont ainsi acquérir leur légitimité en fonction de cette nouvelle instance de légitimation populaire :

« ...**nos lanzáremos** a la lucha, intentando reconquistar la **soberanía del pueblo y sus derechos** en el terreno netamente democrático. ». (Madero, *Plan de San Luis*/1910, p. 1).

« El pueblo **mexicano secundó** eficazmente a ese partido [PNA] y, **respondiendo** al llamado que se le hizo, **mandó** a sus representantes a una Convención, en la que también estuvo representado el Partido Nacional Democrático [PND], que asimismo **interpretaba los anhelos populares**. » (*Idem*).

« Yo he comprendido muy bien que si **el pueblo me ha designado** como su candidato para la Presidencia, no es porque haya tenido la oportunidad de descubrir en mí las dotes del estadista o de gobernante, sino la virilidad del **patriota** resuelto a **sacrificarse**, si es preciso, con tal de conquistar la **libertad** y **ayudar al pueblo a librarse** de la odiosa **tiranía** que lo oprime. » (*Idem*).

Dans ces extraits, les acteurs politiques (Madero, le PNA⁴ ou le PND) se présentent comme étant habilités à agir en fonction de leurs objectifs populaires (*intentando reconquistar la soberanía del pueblo y sus derechos ; interpretaba los anhelos populares*), en fonction de leur reconnaissance directe par le peuple (*El pueblo mexicano secundó ; el pueblo me ha designado*) ou encore en montrant leurs actions comme étant celles du peuple lui-même (*[el pueblo] mandó a sus representantes*) en fonction desquelles ils ne sont que des adjuvants (*ayudar al pueblo a librarse*).

Dans des descriptions performatives qui offrent au peuple (co-énonciateur) une représentation normative de son action concrète⁵, Madero se présente, de même que les représentations à la *Convention* ou le PND, comme étant désignés par le peuple qui tient ainsi le rôle privilégié de l'instituant. Il va de soi que le peuple « concret » ne peut pas agir de la sorte, il ne peut se réunir et exprimer la « volonté générale » dans un lieu physique et un moment concret. Mais, comme nous l'avons maintes fois répété, c'est moins la sincérité ou l'authenticité qui intéressent l'analyse des discours que les effets engendrés. Indépendamment du fait que le peuple « concret » (si jamais une telle chose existe) ait ou pas

⁴ Parti national anti-réélectionniste

⁵ Eric Landowski « L'opinion publique et ses porte-parole », in *La société réfléchie*, Paris Seuil, pp.21-56.

désigné Madero ou le PNA ou le PND comme ses légitimes représentants, sur le plan de la représentation du politique, une nouvelle figure de légitimation est en train d'apparaître. Il ne s'agit plus de revendiquer le rôle civilisateur, modernisateur ou patriotique de son action mais plutôt de déterminer quel est l'acteur qui interprète le mieux la volonté populaire.

Et, encore, s'il ne s'agissait que de représenter les intérêts ou les aspirations populaires... Le fait de représenter le peuple en acte, de se montrer comme étant désigné par le peuple, de placer le peuple dans la position actantielle du Destinateur syntaxique, c'est-à-dire dans le rôle de celui qui donne sa mission au sujet narratif (Madero, PNA, PND ou qui se donne à lui-même son propre objectif), fait de celui-ci la figure principale de légitimation de ce discours. Nous pouvons immédiatement observer le contraste avec le discours de lutte contre la pauvreté, chez qui la figure de légitimation et la fonction narrative du Destinateur sont jouées par le savoir et l'impératif catégorique de la lutte contre la pauvreté. Nous y reviendrons plus loin, car il reste encore beaucoup d'autres éléments à aborder afin de comprendre le fonctionnement de la formation discursive populiste.

Avant de passer aux autres pièces du corpus sur les discours présidentiels mexicains, il y aurait encore quelques remarques à faire sur ce texte de Madero. D'abord, précisons que le peuple n'est pas seulement Destinateur syntaxique mais également objet du désir (*soberanía del pueblo ; librarse*) et qu'il joue également le rôle de son propre libérateur, faisant alors de Madero, du PNA et du PND ses simples adjuvants (*ayudar al pueblo a librarse*). Voyons deux autres exemples où les actions de Madero (locuteur) ou de son parti sont présentées comme les actions du peuple :

« Por este motivo [fraude electoral y represión de los candidatos del PNA] **el pueblo** mexicano **ha protestado** contra la ilegalidad de las últimas elecciones; y queriendo emplear sucesivamente todos los recursos que ofrecen las leyes de la República en la debida forma, **pidió** la nulidad de las elecciones ante la Cámara de Diputados, a pesar de que no reconocía al dicho cuerpo un origen legítimo y de que sabía de antemano que, no siendo sus miembros representantes del pueblo, sólo acatarían la voluntad del general Díaz, a quien exclusivamente deben su investidura. » (Madero, *Plan de San Luís*/1910, p. 1).

« ...**el pueblo mexicano**, en vez de **lamentarse** como un cobarde, aceptará como un **valiente** el reto, y ya que el **general Díaz** pretende apoyarse en la **fuerza bruta** para imponerle un yugo ignominioso, el **pueblo recurrirá** a esa misma **fuerza** para sacudir ese yugo, para arrojar a ese hombre funesto del poder y para **reconquistar su libertad**. » (*Ibid*, pp. 3-4).

En brouillant volontairement la distinction entre les actions d'une personne ou d'un mouvement politique concret et les actions du peuple lui-même, le discours tend à engendrer un effet de participation. Plutôt que de professionnaliser la scène politique, en faisant d'elle la chasse gardée des « représentants » d'intérêts ou de spécialistes des besoins ou de l'économie, la représentation normative du peuple en action est une incitation à son implication directe dans l'espace public. Dans le cas présent, il s'agit de d'une implication suprême, celle qui pour Schmitt⁶ était le critère du politique (et de la guerre), c'est-à-dire celle de risquer sa vie. Par contre, d'autres discours s'appuyant sur le protagonisme populaire, dans d'autres conjonctures que celle d'une révolution armée, engendreront ce même effet de participation sans avoir à exiger un tel sacrifice. Cet effet de participation devra, plus tard dans l'analyse, être mis en relation avec les discours « sur » la participation qui, plutôt que de susciter un effet de participation, engendrent une délimitation serrée des espaces légitimes de participation (professionnalisation et technicisation de l'espace public).

Une dernière remarque révèle la grande actualité que peut encore avoir ce texte, ou du moins ce type de discours, pour l'interprétation de la conjoncture contemporaine. En conséquence du caractère frauduleux et anti-populaire des élections de 1910, Madero déclare :

« En tal virtud, y haciéndome eco de la voluntad nacional, **declaro ilegales las pasadas elecciones**, y quedando por tal motivo la República sin gobernantes legítimos, **asumo provisionalmente la Presidencia de la República** , mientras el **pueblo** designa conforme a la **ley** sus gobernantes. » (Madero, *Plan de San Luis*/1910, p. 2).

Opposant la légitimité *de facto* du gouvernement à la « légitimité populaire » de son mouvement, Madero s'auto-proclame Président, de la même manière que, 96 ans plus tard, Andrés Manuel López Obrador (AMLO) s'auto-proclamera Président légitime du Mexique, en s'appuyant sur cette même idée de « légitimité populaire » qui, loin d'être opposée à la loi (conforme a la ley), s'oppose à une légalité strictement formelle cautionnant un mensonge et une usurpation. En effet, le 20 novembre 2006, dans une cérémonie dite de « Prise du pouvoir » (*Toma de protesta*) AMLO déclare :

« Es un honor ser **Presidente legítimo** de México y, sobre todo, es un honor ser dirigente de hombres y mujeres **libres** como ustedes. También celebro de que nos reunamos en esta fecha tan importante y significativa, hoy 20 de noviembre, cuando

⁶ Carl Schmitt, *La notion du politique : Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972.

conmemoramos el aniversario de la **Revolución Mexicana**, que **liberó a nuestro pueblo** de la **dictadura porfirista** y conquistó derechos sociales para todos. Con este acto fortalecemos la defensa de la **voluntad popular** y, al mismo tiempo, rendimos homenaje a quienes, a lo largo de la historia han **luchado por la libertad**, la democracia, la justicia y la soberanía nacional. Estamos aquí congregados porque ante el **fraude electoral** del 2 de julio, **decidimos declarar abolido el régimen de corrupción y privilegios**, y comenzar la construcción de una nueva República » (AMLO, *Toma de protesta* 2006)⁷.

Sans entrer ici dans une analyse approfondie de cette déclaration, il est intéressant de noter comment la « légitimité populaire » est opposée à la « légitimité des institutions » dépeintes comme étant corrompues⁸ et comment, à partir de cette *instance de légitimation* qui permet à AMLO de se Proclamer « Président *légitime* » du Mexique, ce dernier assume et accomplit un acte de souveraineté suprême en « déclarant aboli le régime de corruption et de privilèges ». Les parallèles historiques entre cette situation, cette énonciation, et l'époque madériste ne sont d'ailleurs pas uniquement le fruit de l'analyse que nous pouvons en faire. Ils sont revendiqués, mobilisés ou investis, sciemment par cet énoncé qui non seulement évoque la Révolution mexicaine mais directement la « dictature porfiriste » établissant des parallèles, et donc une lecture du moment présent en fonction de ce moment historique.

7.2- De Villa et Zapata à Carranza : L'institutionnalisation du peuple

Pour revenir à la situation de la révolution mexicaine. Il faut rappeler que Madero restera toujours un libéral, que son appel au peuple s'est fait « en dernier recours » et que ses autres déclarations entretiendront une tension entre une légitimité « populaire » (effet de participation) et une légitimité procédurale et patriotique qui va se solder en faveur de la deuxième, une fois que les élections de 1911 l'auront porté au pouvoir. Le peuple qui se trouvait en position de protagoniste dans le Plan de San Luis va vite se transformer en citoyen au service de la patrie, dès son discours d'investiture, « face au peuple » sur le balcon présidentiel, le 7 novembre 1911 :

⁷ Andrés Manuel López Obrador, *Discurso de toma de protesta como presidente legítimo*, 20 novembre 2006, www.inep.org

⁸ Plus loin dans le texte, AMLO évoque une phrase qui lui valut son lot de critiques « ¡Al diablo con sus instituciones! », pour préciser immédiatement « Pero no fuimos nosotros quienes las hechamos a perder. Fueron "ellos". Quizá debí ser más preciso y decir ¡Al diablo con las ruinas de instituciones que nos quieren imponer, luego de envilecerlas y desmantelarlas ». (AMLO, *Toma de protesta* 2006, p. 1).

« **Ciudadanos:** Si me siento orgulloso de ocupar la Primera Magistratura, es porque el **voto popular** me ha hecho llegar a ella. Para llevar á cabo **mis** difíciles labores necesito que cada **ciudadano** sea un guardián de los **derechos** de los demás y que **me ayuden todos** para el **engrandecimiento de la Patria**, por cuya **prosperidad** debemos luchar siempre unidos. »⁹.

Dans cette seule phrase, nous pouvons apprécier comment le terme choisi pour s'adresser à la foule est « citoyens » qui viendra « individualiser » la fusion engendrée par la catégorie de peuple (*que cada ciudadano sea un guardián de los derechos de los demás*) ; comment l'action du peuple est réduite à l'exercice du droit de vote et que l'action du citoyen sera d'aider (adjuvant) le Président (*que me ayuden todos*) qui redevient l'acteur (sujet) principal d'une action dont l'objectif (axe du désir) est la même « grandeur et prospérité de la Patrie » qui servait à l'époque du porfiriat pour légitimer l'action du gouvernement.

Seulement, Madero avait réveillé un géant qu'il ne pourra pas contrôler. Au nom de cette même légitimité du peuple qui avait servi à Madero pour appeler au soulèvement populaire, les insurgés, ne se reconnaissant pas dans les tractations faites avec Porfirio Díaz lors du Traité de Ciudad Juárez (qui laissaient intactes les structures sociales et une grande partie de l'administration porfiriste ainsi que l'odieuse armée fédérale) vont poursuivre leur lutte au nom de ce même peuple (lutte pour le sens) :

« Todas estas bellezas democráticas, todas esas grandes palabras con que nuestros abuelos y nuestros padres se deleitaron, han perdido hoy su mágico atractivo y su significación para el **pueblo**. Este ha visto que con elecciones y sin elecciones, con sufragio efectivo y sin él, con **dictadura porfiriana** y con **democracia maderista**, con prensa amordazada y con libertinaje de la prensa, siempre y de todos modos él sigue rumiando sus amarguras, padeciendo sus **miserias**, devorando sus **humillaciones** inacabables, y por eso teme, con razón, que los **libertadores de hoy** vayan a ser **iguales a los caudillos de ayer**, que en Ciudad Juárez abdicaron de su hermoso radicalismo y en el Palacio Nacional echaron en olvido sus seductoras promesas. (Zapata, *Al pueblo de México*/1914¹⁰, p. 2).

Cette lettre de Zapata au peuple du Mexique est écrite après l'assassinat de Madero par le général Victoriano Huerta, mais, contrairement à Villa, il ne cherche pas à revendiquer la démocratie maderiste ou la cause des « Constitutionnalistes » (Carranza), par opposition à

⁹ Presidente Francisco I. Madero, *Discurso de toma de posesión*, México D.F., 7 Novembre 1911, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>).

¹⁰ General en Jefe del Ejército Libertador Emiliano Zapata, *Al Pueblo de México*, Campamento revolucionario de Milpa Alta (Mexique), août 1914. (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>)

Huerta. Au contraire, il s'appuie directement sur la légitimité et le protagonisme populaire¹¹, pour s'opposer tant aux « *libertadores de hoy* » qu'aux « *dictadores de ayer* » :

De même, Francisco Villa, qui participe au mouvement des constitutionnalistes (mené par Carranza), bien qu'il cherche à capter la légitimité du madérisme, ne fait que le paraphraser en tant qu'œuvre révolutionnaire du peuple :

« Al **Pueblo Mexicano**: Al derrocamiento del gobierno democrático del señor **Madero**, obra grandiosa del movimiento revolucionario de 1910, el **pueblo mexicano se lanzó** de nuevo a la conquista de **sus libertades**, demostrando a la nación y al mundo entero que han terminado para siempre en nuestro país los gobiernos impuestos por la fuerza y que sólo **aceptará y respetará** a los emanados de la **voluntad popular**. » (Villa, *Manifiesto de Francisco Villa al Pueblo de México*/1914¹², p. 1).

Il ne s'agit pas tant de reconnaître à Madero une quelconque vertu que de subordonner son œuvre à la figure du peuple pour s'en approprier, pour déterminer le sens historique et social qu'il faudra lui donner. De même, dans ce manifeste, Villa reconnaît la justesse du constitutionnalisme (captation) mais dans le but d'en contrôler le sens, en le subordonnant aux intérêts du peuple, en se déliant de Carranza (chef des constitutionnalistes) et en appelant le peuple à une nouvelle insurrection contre un nouvel usurpateur (Carranza) :

« La palabra **CONSTITUCIONALISMO** grabada sobre los colores de nuestra bandera, encierra todo el programa político de la Revolución, dentro del cual serán resueltas sobre bases **legales** y por ende **estables**, las **reformas** encaminadas al **mejoramiento social y económico de nuestro pueblo**. Aunque el plan de Guadalupe, lanzado por el C. Venustiano Carranza, ofrecía solamente el **restablecimiento del Gobierno Constitucional**, fue aceptado sin embargo por los jefes revolucionarios, porque confiaban en que el Primer Jefe de la Revolución era partidario de establecer no sólo un **gobierno democrático** sino las **reformas económico-sociales indispensables para asegurar el mejoramiento de las clases desheredadas**. Desgraciadamente, los actos del señor Carranza, y sus **declaraciones**, engendraron en el ánimo de muchos revolucionarios el **temor de no ver realizados los compromisos que la revolución había contraído con el pueblo**. ».

« Es muy doloroso para mí **exigir del pueblo mexicano** un nuevo sacrificio para que la Revolución pueda definitivamente realizar sus caros ideales, pero tengo la seguridad de que todo ciudadano honrado comprenderá que sin este **último esfuerzo del pueblo**, se derrumbaría toda la obra revolucionaria, porque **habríamos derrocado una dictadura para sustituirla por otra**. » (Villa, *Manifiesto de Francisco Villa al Pueblo de México*/1914, p. 2).

¹¹ « el **pueblo mexicano ha sacudido** su indiferencia, **ha recobrado** su brío y **no será él** quien permita que a sus espaldas se fragüe la erección de **su propio gobierno** » (Zapata, *Al pueblo de México*, 1914, p. 1).

¹² General Francisco Villa, *Manifiesto al Pueblo de México*, Septembre 1914, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>).

Face à ces accusations et à ces soulèvements, Carranza ne pouvait faire autrement que de les reprendre à son compte. Il ne pouvait pas simplement éliminer Villa et Zapata. Il devait également chercher à capter la légitimité de leurs causes. Sans quoi son discours et ses actions n'auraient pas pu bénéficier de la légitimité du mouvement duquel il cherchait à prendre le contrôle. Loin de remettre en question la figure du peuple et des demandes de réforme agraire (deixis fondatrice), il cherchera à les faire fonctionner dans son propre système de sens, à les intégrer dans sa propre stratégie illocutoire (deixis instituée).

« Todos los actuales **diputados** están animados de los más grandes deseos de **combatir** con toda energía a los **grandes terratenientes, nacionales y extranjeros**, que de distintas maneras **se han apoderado de la gran extensión territorial** de este nuestro querido México, y ya se manifiestan ideas muy elevadas para **proteger, dentro de la ley, al pequeño agricultor**, porque saben que la agricultura constituye una de las más grandes y estables **riquezas** para la vida de **nuestro pueblo**. » (Carranza, *Primer Informe/1917*¹³, p. 40).

« A la justicia, **anhelo histórico del pueblo mexicano** y preocupación constante de la **Revolución Constitucionalista**, ha seguido consagrado el Gobierno la dedicación singular que exige esa apremiante **necesidad de la Nación**. » (Carranza, *Primer Informe/1917*, p. 55).

Comme on peut l'apprécier dans ces deux exemples, le peuple n'est plus placé en position d'acteur mais plutôt de bénéficiaire de l'action des députés ou du gouvernement. Les députés vont « protéger, dans le cadre de la loi, le petit agriculteur » ; le Gouvernement se consacre à la Justice : « *anhelo histórico del pueblo mexicano y preocupación constante de la Revolución Constitucionalista* ». Le macro-acte directif de ce texte est d'institutionnaliser la Révolution, de l'enchâsser « dans le cadre de la loi » et de la « Constitution » (de 1917). C'est donc la loi, plutôt que le peuple qui représente la figure de légitimation de ce discours. Mais, il ne peut en même temps lui être hostile. Au contraire, en traduisant les « *anhelos del pueblo* » et de la révolution dans un cadre constitutionnel, en s'opposant au désordre¹⁴ de

¹³ Presidente Venustiano Carranza, « Primer Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Venustiano Carranza », 1^o de septiembre de 1917, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, XXVII Legislatura, tomo II, número 1.

¹⁴ « para afianzar el orden y asegurar las conquistas revolucionarias » (Carranza, *Primer Informe/1917*, p. 8); « El orden se implanta firmemente y, con él, la confianza y la normalidad muestran sus benéficos resultados. » (*Ibid*, p. 12).

ceux qui « *han tenido interés en crear dificultades al Gobierno* »¹⁵ Carranza est obligé d'institutionnaliser le discours populiste.

Ce faisant, il incorpore des dichotomies sociales entre les « *grandes terratenientes, nacionales y extranjeros* » et le « *pequeño agricultor* », entre les puissants et les faibles, entre la souveraineté nationale et l'étranger :

« estaremos condenados a permanecer en la más completa **miseria**, a pesar de estar colocados sobre **PIRÁMIDES de oro**, plata y muchos riquísimos minerales, que con tristeza los vemos **caminar hacia países extranjeros**, quedando a nuestro Gobierno una pequeña cantidad como impuestos y a **nuestros obreros** unos cuantos **centavos** producto de su **salario**, y que no les basta para las **necesidades más urgentes** de la vida, mucho menos para **vestir con decencia**, como lo exige todo país civilizado. (p. 36) « impúsose, asimismo, el impuesto de un 40 por 100 a los productos **extranjeros** similares sobre los **derechos de importación**, sin incluir los adicionales. (Carranza, *Primer Informe/1917*, p. 18).

Carranza doit détourner l'opposition préexistante entre détenteurs (usurpateurs) du pouvoir d'État et le peuple. Mais il ne peut pas non plus entrer en opposition frontale avec ses opposants directs qui ont encore une grande assise et poursuivent leurs actions contre le gouvernement « constitutionnaliste » jusqu'à son renversement en 1920 par les forces d'Obregón unies à celles des Zapatistes, poursuivant leur lutte après l'assassinat de leur chef en 1919. Il développe alors de nouvelles figures d'opposition : les puissants et le capital ou l'interventionnisme étranger. Il développe également une alliance avec les ouvriers de la *Casa del Obrero Mundial*, qui lui permet d'occuper le terrain urbain délaissé par Villa et Zapata¹⁶. Le discours populiste devient alors ouvriériste et nationaliste :

« En Tampico, los **marinos Obreros Mundial** se declararon en **huelga** el mismo julio, solicitando el aumento de jornal y la disminución de horas de trabajo, resolviendo, por fin, todos los obreros del puerto el **paro general**. La **Junta de Conciliación y Arbitraje** **solucionó el conflicto**, auxiliada con los buenos oficios del Gobierno local, y restableciéndose las condiciones normales. En Agujita y Rosita, Coahuila, han surgido problemas de igual índole. En todos estos conflictos las autoridades han intervenido, ciñéndose a los **principios constitucionales** y a la **necesidad social**. » (Carranza, *Primer Informe/1917*, p. 12).

« ...deseos que tenemos muchísimos diputados de que la pequeña minería se **proteja ampliamente en nuestro país** para poder **contrarrestar** esa **gran influencia** que ejerce

¹⁵ Carranza se réfère ici à Villa et Zapata, mais il doit masquer les marques de l'interdiscours, du fait de la grande popularité de ces figures, (*Ibid*, p. 1).

¹⁶ Allant même jusqu'à utiliser les « bataillons rouges » dans la bataille de Bajío en 1915 contre les troupes villistes insubordonnées. Voir à ce sujet Jean Meyer, *La révolution Mexicaine, 1910-1940*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, pp. 61-67.

en nuestro país la **gran minería**, la minería en grande escala que en su mayoría es **extranjera** y que está **perjudicando** altamente los **intereses nacionales**. » (Carranza, *Primer Informe*/1917, p. 33).

Bien que le droit de grève soit ici contrôlé (comme il le sera également dans le discours des autres gouvernements mexicains issus de la révolution) par l'action médiatrice de l'État, il ne s'agit pas du même contrôle qu'exerce le discours de lutte contre la pauvreté. Plutôt que de présenter les conflits ouvriers comme des demandes irrecevables provenant de groupes privilégiés opposés aux intérêts des pauvres, l'État se pose en médiateur, permettant de régler les litiges « à la faveur des ouvriers » et de la paix sociale. De même, l'investissement étranger dans les mines n'est pas présenté comme une forme de développement ou d'entrée de devises et de « savoir-faire », mais plutôt comme un pillage ou une spoliation des richesses nationales, laissant derrière lui misère et préjudice.

Ces déclarations n'ont pas empêché Carranza de réprimer très durement les grèves¹⁷ et les tentatives de construction d'un mouvement ouvrier national autonome¹⁸, malgré l'article 123 de la Constitution qui donnait aux ouvriers le droit de se syndicaliser, ni de ménager les intérêts de compagnies étrangères ou des nouveaux *hacenderos* issus du pillage et de la répartition des terres entre les chefs des bandes armées révolutionnaires. Cependant, puisqu'il doit négocier sa légitimité au sein d'un interdiscours ou d'une langue politique révolutionnaire qui contraint à l'énonciation – et donc également à l'application de gestes (symboliques) – en faveur du peuple, des paysans, des ouvriers et de la nation, médiatisée par l'action souveraine de l'État (ce qu'on appelle aujourd'hui de manière péjorative, interventionnisme et protectionnisme), Carranza, comme tous les autres énonciateurs issus de cette période révolutionnaire, n'est pas libre de dire ou de faire ce qu'il veut. Le *Prince réel* a besoin du *Prince possible* (c'est-à-dire de son récit) pour pouvoir exercer son pouvoir. Il se trouve donc contraint par ce récit révolutionnaire et doit produire, ne serait-ce que de manière rituelle ou symbolique, des gestes conformes à ce récit.

¹⁷ Voir Jacqueline Covo-Maurice, *La révolution mexicaine, Son passé et son présent*, Paris, Ellipses, 1999, pp. 75 et suivantes

¹⁸ Le gouvernement de Carranza opère ainsi un double mouvement de contrôle du syndicalisme autonome : répression et création d'un organe central, la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine (CROM), qui travaille à empêcher toute possibilité d'organisation syndicale autonome, engendrant une lutte acharnée avec les anarco-syndicalistes ayant formé la Confédération Générale des Travailleurs en 1921 (et coupant court aux velléités du syndicalisme chrétien inspiré de l'Europe). *Idem*.

7.3- Lázaro Cárdenas :

Du gouvernement pour le peuple au gouvernement par le peuple

C'est ainsi que s'instaure la formation discursive populiste au Mexique qui poussera tous les gouvernements issus de la révolution, d'Obregón ou Calles, jusqu'à de la Madrid ou Salinas, en passant par Cárdenas, Alemán ou Díaz Ordaz, à reproduire systématiquement un discours sur le peuple, la réforme agraire, les ouvriers et le nationalisme interventionniste. Indépendamment des diverses stratégies et politiques concrètes, tous ces gouvernements seront contraint de les énoncer au sein de cette forme particulière de représentation et donc de produire des gestes et des institutions qui en attestent et de reproduire la fonction de légitimation jouée par de celle-ci.

Ce qui ne veut pas dire que tous les présidents mexicains répètent toujours exactement le même discours, tel un « code ». Alors que dans la période qui va de Carranza (1917) jusqu'à Rodríguez (1934), le souci de pacification et d'institutionnalisation de la Révolution l'emporte sur l'exaltation du peuple, à partir de Cárdenas, le peuple redevient protagoniste, bien que de manière tout aussi institutionnalisée. Les dangers de révoltes caudillistes ayant été neutralisés par Obregón et Calles – par la répression mais également par l'alliance avec les Gouverneurs des États, les militaires et les chefs agraristes et syndicalistes –, Cárdenas n'a plus à se battre contre les factions armées au sein de la « famille révolutionnaire ». Il entreprend au contraire de prendre le contrôle sur le Parti national révolutionnaire, fondé par Calles en 1929 (après avoir écrasé les obrégonistes). Pour ce faire, Cárdenas s'approprie la figure du peuple protagoniste, jusqu'ici utilisée par les opposants au régime ou aux « usurpateurs », mais pour la faire fonctionner tout autrement, c'est-à-dire comme un équivalent de l'action du Parti et du gouvernement :

« En nuestro país, la **voluntad** de mantener en el poder al **Partido Nacional Revolucionario**, nace del **impulso** constante **del pueblo** por **realizar** las **transformaciones sociales y económicas** que establezcan progresivamente planos más altos, mejores y más amplios en la vida nacional. Mientras exista un Partido Revolucionario que **garantice al pueblo** el **ejercicio del gobierno**, la revolución se realizará en la forma **pacífica y creadora** de la **acción política**. Cuando no exista ese **Partido**, la revolución volverá a manifestarse, por medio de la **violencia**, en la guerra civil. » (Cárdenas, *Plan Sexenal*/1933¹⁹ p. 1).

¹⁹ Lázaro Cárdenas, *Plan Sexenal*, México D.F., 1933 (Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>).

« La **Revolución** es el fenómeno histórico que consiste en el hecho de que el **pueblo asuma activamente** la empresa de realizar una nueva concepción de la **vida en sociedad**, transformando las **instituciones públicas** y el **régimen de la producción**. El **Partido** es el órgano mediante el cual la **Revolución se manifiesta en acción política y social...** » (Cárdenas, *Plan Sexenal*/1933, p. 1).

Il ne s'agit plus de présenter les actions du gouvernement comme étant réalisées en faveur du peuple mais de les montrer comme étant les actions du peuple lui-même : « *impulso constante del pueblo por realizar las transformaciones ; el pueblo asuma activamente la empresa de realizar...* ». C'est sans doute sur ces relations d'équivalence (paraphrasage) établies entre l'action du peuple et celles du parti ou du gouvernement, que repose l'efficacité, la « dictature parfaite »²⁰ du PRI (Parti-État). Mais pour être « parfaite », pour pouvoir neutraliser l'opposition sans « trop » de répression, il faut encore que cette « dictature » offre des marques de « popularité ». Pour que l'État reste le monopole d'une classe dirigeante, il fallait créer les symboles pour que le co-énonciateur « peuple » assume sa position de « protagoniste » subordonné à l'œuvre réformatrice du Parti-État.

Le retour de la figure du rôle protagonique du peuple s'accompagne d'une plus grande insistance sur la distinction établie par Zapata et Villa, entre les réformes politiques (*instituciones públicas*) et les réformes sociales (*transformaciones sociales y económicas ; régimen de la producción*). Sans ces transformations structurelles, le peuple est hypothétiquement (en l'absence du Parti) habilité à avoir recours à la violence (*la revolución volverá a manifestarse, por medio de la violencia, en la guerra civil*). Cárdenas en vient ainsi à radicaliser la réforme agraire, l'ouvriérisme et le nationalisme déjà présents dans le discours de ses prédécesseurs mais neutralisés, jusque là, par un discours portant d'avantage sur l'ordre constitutionnel et la loi :

« En representación de los **intereses superiores del pueblo**, el **Gobierno** ostenta como esencial contenido de su programa, un propósito inequívoco de **mejoramiento económico y social de las masas**. Su marcha se ha ajustado fielmente a los principios señalados por la **Revolución** y su máximo esfuerzo ha sido dedicado ha **completar la distribución de las tierras**, y a **promover y facilitar la organización de los trabajadores del campo y de la ciudad** a fin de que, **mejor capacitados** para la

²⁰ Selon la formule, désormais célèbre, de l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa pour décrire le régime du PRI au Mexique. Voir, par exemple « 69 Congreso del "Pen Club": Vargas Llosa desgana su ideario político », <http://elmundolibro.elmundo.es/elmundolibro/2003/11/25/internacional/1069761449.html>

defensa de sus derechos, estén en condiciones de **eleva su nivel de vida**. » (Cárdenas, *V Informe de Gobierno/1939*²¹, p. 1).

« Para ayudar a resolver este serio problema [de **pobreza, miseria, cesantía o malos sueldos**], tenemos el reciente programa que aparece en la plataforma del movimiento revolucionario: **fomentar y organizar la explotación de nuestros recursos naturales** bajo las normas y sistemas de **socialización**, iniciados claramente en el Plan Sexenal. Las grandes riquezas inexploradas en el país nos esperan. Si el **trabajo** y el **entusiasmo de nuestro pueblo se apresta a explotarlas directamente, en colaboración con el Gobierno**, creando **empresas constituídas por organizaciones de trabajadores**, vendrá como consecuencia una **poderosa economía nacional** y la **positiva revolución económica y social** de México. » (Cárdenas, *Toma de protesta/1934*²², p. 2).

Dans ces deux extraits, on peut apprécier le glissement entre l'action du peuple et celle du gouvernement. Le gouvernement cherche un « *mejoramiento económico y social de las masas* » ou encore à résoudre des les problèmes de pauvreté et de sous emploi, ce qui en fait l'acteur principal des énoncés. Mais pour réussir ces changements, il est nécessaire que le peuple ou les travailleurs (ruraux et urbains) « défendent leurs droits », qu'ils « exploitent les richesses » ou qu'ils « constituent des entreprises ». Le contraste est frappant avec le discours de lutte contre la pauvreté qui fait émaner la richesse du secteur privé et ne donne pratiquement aucune place aux travailleurs ou au secteur public dans le processus de production.

Inversement, cette parfaite opposition entre le populisme et le paupérisme se constate dans la mise à distance de l'entreprise privée dans le discours populiste qui, loin de l'assimiler à la solution des problèmes de développement y voit leur source :

« ...la subordinación de todo programa de mejoramiento social a la **conservación de las riqueza organizada**, solución preferida por las **clases conservadoras** que cerrando los ojos a la **miseria** y a las **necesidades del pueblo** han perseguido un **interés lucrativo individualista**. El Gobierno de la Revolución no desconoce la importancia de la **ayuda** que puede presentarle la **inversión privada**, la cual tiene legítimo campo de acción para **fortalecer la economía nacional**, y juzga que su actuación no es incompatible con la del Gobierno si se **adapta a las exigencias de su programa** de cuyos beneficios resultados

²¹ Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Lázaro Cárdenas, « V Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Lázaro Cárdenas del Río 1º de septiembre de 1939 », México D.F., *Diario de los Debates de la Cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Año III, Período ordinario XXXVII Legislatura, Tomo IV, número 2.

²² Presidente Electo de la República General de División Lázaro Cárdenas, « Toma de protesta de Ley y Mensaje a la Nación », Sesión Solemne del Congreso de la Unión efectuada el día 30 de noviembre de 1934 en el Estadio Nacional, México D.F., *Diario de los Debates de la Cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Año I, Período ordinario XXXVI Legislatura, Tomo 1, número 30.

a la postre disfrutará también. [...] si para algunos elementos no existe otra mira ni propósito que obtener de sus inversiones al máximo de **utilidades para beneficio propio exclusivamente**, no sería concebible que la Revolución nacida de una **protesta del país entero en contra de un sistema económico** estrictamente individualista y utilitario, [...] detuviera su marcha ante la consideración de que sus actos pudieran promover momentáneos trastornos, contribución insignificante cuando se trata de alcanzar una **organización económica** que, descansando sobre bases humanas y de justicia, provoque **permanente bienestar...** » (Cárdenas, *V Informe de Gobierno/1939*, p. 2).

L'entreprise privée n'est certes pas abolie, loin de là, on reconnaît explicitement l'aide qu'elle peut apporter, mais son action se trouve subordonnée aux objectifs du gouvernement et non l'inverse. Plus spécifiquement, c'est la recherche du profit privé en tant que mobile économique qui est présentée comme incompatible avec l'intérêt général et l'élévation permanente du bien-être. La misère, la pauvreté ou les besoins du peuple (et non pas des pauvres) sont ainsi présentés comme la conséquence de cette recherche d'intérêt lucratif individualiste que veulent défendre les « classes conservatrices »²³.

Le même contre-parallélisme entre le discours de lutte contre la pauvreté et le discours populiste peut être noté en ce qui a trait à l'investissement étranger :

« Conocidas son las causas que obligaron a mi Gobierno a la **expropiación** de las empresas **petroleras**, de años atrás instaladas en nuestro suelo, y que siempre significaron un caso de **explotación en provecho extraño**, mucho más que un **enriquecimiento para el pueblo** llamado a disfrutar de tales recursos. » (Cárdenas, *V Informe de Gobierno/1939*, p. 14).

« Se impedirá que las **empresas extranjeras** continúen **acaparando** yacimientos minerales [...] Se impedirá, cuando sea **ventajoso para el país**, la exportación de todos aquellos productos que, después de ser sometidos a los primeros procesos de su elaboración en el **extranjero**, son reimportados. (Cárdenas, *Plan Sexenal/1933*, p. 9).

Plutôt que de voir dans l'investissement étranger une condition essentielle à la croissance, elle-même nécessaire pour l'abaissement de la pauvreté, les compagnies étrangères sont mises en discours comme étant les agents du détournement de la richesse nationale. Ce ne sont donc pas les « privilèges » des non-pauvres qui se présentent comme la cause de la misère ou du sous-développement mais la recherche du bénéfice privé et les compagnies étrangères. Ceci a pour conséquence de légitimer l'intervention de l'État²⁴ dans une série de

²³ Représentées par Plutarco Elías Calles et son administration qui seront chassés du pouvoir en juin 1935.

²⁴ « ...la doctrina intervencionista es coherente con las condiciones reales de nuestra estructura económica » (Cárdenas, *Plan Sexenal/1933*, p. 2).

sphères économiques touchant la propriété (publique ou privée) des moyens de production, la planification et la protection de l'industrie nationale, trois tabous du discours de lutte contre la pauvreté.

Comme nous avons pu le constater dans les quelques exemples utilisés, le lexème pauvreté ou des équivalents sémantiques (comme misère, chômage, sous-emploi, exploitation, etc.), sont présents dans le discours populiste. Par contre, comme nous l'avons précisé au deuxième chapitre, ce n'est pas le thème ou l'objet « pauvreté » qui donne son unité, sa cohérence et son identité au discours de lutte contre la pauvreté mais les règles énonciatives particulières à partir desquelles la pauvreté se trouve actuellement signifiée. Or, la pauvreté dont il est question dans le discours populiste n'est pas liée à sa mesure statistique et n'établit pas de frontière entre pauvres et non-pauvres. Au contraire, elle tend à lier ensemble la nation (pauvre ou appauvrie sous l'effet de la domination étrangère ou oligarchique) à sa population (masses pauvres) et à lier entre eux les paysans et les ouvriers (exploités). Si l'on peut trouver un parallèle entre le populisme et le paupérisme en fonction de leur légitimation commune à travers la référence au caractère inacceptable de la pauvreté²⁵, il faut reconnaître qu'il ne s'agit pas de la même pauvreté. L'une est construite en relation à l'exploitation, c'est-à-dire en référence directe aux relations de production et d'échange international, embrassant ainsi l'ensemble des travailleurs du pays et légitimant l'interventionnisme, tandis que l'autre se construit en fonction de la répartition des budgets sociaux entre tranches de revenu, ce qui a pour conséquence de situer les « changements qui s'imposent » au niveau des réformes de l'État plutôt que des réformes de la structure sociale ou de production.

Nous avons vu comment le discours de lutte contre la pauvreté oppose les besoins des pauvres aux demandes « corporatistes » ou « effrénées ». Voyons maintenant comment le discours populiste traite les demandes et les besoins :

« ...estableceré una hora fija **diariamente** para que, mediante el radio o un hilo telegráfico **directo a las dependencia presidenciales, me dirijan** los ciudadanos o las agrupaciones, sus **quejas, sus necesidades, sus conflictos**, y así poder concurrir en su **auxilio, solidarizándome** con su situación. » (Cárdenas, *Toma de protesta* 1934, p. 5).

²⁵ « el Estado actuará en todo momento en la medida en que lo reclamen las **necesidades inexcusables** de la sociedad. » (*Ibid*, p. 2).

« Mi Gobierno [ha] puesto toda su fe en **mejorar la situación de nuestro pueblo**, cuyas **justas demandas** he podido aquilatar **directa y personalmente**, recorriendo para ello el territorio de la República en su vasta extensión. » (Cárdenas, *V Informe de Gobierno*/1939, p. 3).

Dans ces exemples, nous voyons bien la présence de la figure du besoin (*necesidades*). Cependant, à la différence du discours de lutte contre la pauvreté, ces besoins ne sont pas établis de manière abstraite et universelle, à travers un savoir technique, statistique ou « objectif », mais bien plutôt à travers l'incitation à la demande. La forme (directe) de cette demande tend à établir une relation personnelle entre le Président et les demandeurs (*directo a las dependencia presidenciales ; me dirijan ; poder concurrir en su auxilio ; directa y personalmente ;* etc.) ou, dans les termes de Victor Armony, à établir un rapport empathique entre dirigeant et dirigés²⁶.

Mais cette relation personnaliste, directe, non médiatisée, n'est pas la seule forme d'incitation à la demande. Le discours populiste n'est pas nécessairement anti-institutionnaliste. Au contraire, cherchant à renverser un système, il cherche tout autant à en instituer un nouveau. Il se développe ainsi tout un appareil d'État structuré autour de la satisfaction de la demande (réforme agraire et médiation dans conflits de travail, subvention des biens de consommation populaires) et, comme nous l'avons vu plus tôt, une incitation à l'organisation en syndicats ouvriers et paysans pour la défense de leurs droits et l'acheminement des demandes. Cette forme de représentation du politique fondée sur l'*énoncé originaire de la demande*²⁷, est sans aucun doute tout aussi « surdéterminée » que celle qui s'appuie sur les besoins de base non-satisfaits. Seulement, il s'agit d'une toute autre forme de surdétermination qui produit des scènes politiques radicalement différentes. La « demande » dans le discours de lutte contre la pauvreté n'a pas de destinataire dans la mesure où le destinataire se formule à lui même une demande au nom d'un destinataire fictif représenté par les indicateurs de pauvreté. Ainsi, « entendre la voix des pauvres », leur

²⁶ Victor Armony, *Populisme et néo-populisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem, Politique et Sociétés*, vol. 21, n° 2, 2002, pp. 51-77; voir également : Pierre Ostiguy, « Populisme et démocratie : différences sociales et représentation en Amérique latine », *Égalité*, numéro 44/45, automne 1998/printemps 1999, pp. 35 à 52.

²⁷ André Corten, *Discours et représentation du politique* (version originale, en français, de : "Discurso e Representação do Político", in Indursky, Freda, Leandro Ferreira, Maria Christina (eds.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999, pp. 37-52), p. 8 et suivantes. Disponible sur le site du GRIPAL, <http://www.gripal.ca>

donner plus de poids ou de pouvoir ou les faire participer à la prise de décision, revient à donner plus de poids aux programmes de lutte contre la pauvreté, opposés aux demandes concrètes de la société (indépendamment du fait qu'elles émanent de non-pauvres ou de pauvres)²⁸. Dans le discours populiste la demande est également surdéterminée par l'État, mais dans un sens qui tend à la multiplier plutôt qu'à la restreindre, car c'est à travers elle qu'il acquiert sa légitimité et son emprise sur la société.

En effet, dans cette forme populiste de représentation du politique, l'énoncé se présentant comme *originnaire* dans la justification rétrospective de l'État, n'est pas le *contrat*, comme dans le récit hobbesien sur l'origine du Léviathan, mais la *demande*. L'État populo-corporatiste se présente moins comme le renoncement mutuel des contractants à leur souveraineté individuelle dans le but d'une sécurité commune, que comme le destinataire de toutes les demandes émanant de catégories « nommées » par lui²⁹. L'incitation à la demande permet ainsi à l'État de se légitimer en tant que destinataire universel, tout en pré-disant le surgissement du dangereux événement de « demandes » autonomes ou spontanées surgissant de l'univers sauvage (incontrôlé) des besoins. La légitimité de cet *État nourricier* dérive de sa capacité à assumer la reproduction biologique de sa population (*bio-pouvoir*³⁰), notamment, à travers une multiplication massive des sources d'emploi³¹. Tout comme le père nourricier cherche à conjurer le pouvoir féminin d'enfanter, cet *État nourricier* pose la nourriture (et le

²⁸ Par exemple, au Chili, la prise de terrain (*toma de terreno*) par les pauvres n'est pas reconnue comme une forme légitime de « participation » et reçoit le même rejet de la part de l'État que les demandes de justice (contre l'impunité) ou que les demandes « corporatistes », toutes trois assimilées à des dangers passésistes de retour au conflit. Voir, par exemple, les déclarations du Ministre du logement et de l'urbanisme sous Lagos en 2001, Jaime Ravinet, qui face à la prolifération de prises de terrain affirmait : « La energía del gobierno para controlar y **reprimir** las tomas antes que se consoliden. [...] Por lo mismo la política del presidente Lagos ha sido evitar que las tomas se consoliden y de hecho, de los tres años que llevo de Ministro, no ha habido ninguna toma de terreno que haya perdurado más de 24 horas. ». Francisco Martorell, « Entrevista a Jaime Ravinet, Ministro de Vivienda y Urbanismo : "Me ha chocado lo que he visto en Peñalolen" », julio 2001, disponible sur le site www.elperiodista.cl

²⁹ André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier: Mexique/Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1988.

³⁰ Michel Foucault, *Histoire de la sexualité I : La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976 ; notamment, le chapitre V, « Droit de mort et pouvoir sur la vie », pp. 177-211.

³¹ André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier, Prolétariat et population, Mexique/Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1988.

travail) comme le « fondement du lien social » et se pose lui-même comme principal pourvoyeur (responsable absolu) de celle-ci³².

7.4- Le discours populiste au Mexique

Dans les quelques cas que nous avons traités jusqu'à maintenant nous avons pu voir comment la figure de légitimation du peuple est utilisée tant par les mouvements insurrectionnels opposant la légitimité et la mobilisation du peuple contre les usurpateurs (Madero –Plan de San Luis– Zapata, Villa) que par les gouvernements cherchant à s'institutionnaliser, soit en délaissant le rôle de protagoniste dévolu au peuple à travers une légitimation légale ou constitutionnelle (Madero, Carranza, Obregón, Calles, etc.) où le gouvernement agit en faveur du peuple (pour le peuple), soit en faisant la synthèse de ces deux dimensions à travers une mise en équivalence entre l'action du peuple, celle du Parti et celle de l'État (Cárdenas). Ces trois formes du discours populiste mexicain peuvent être considérées comme trois archétypes.

7.4.1- L'appel à l'insurrection populaire

Bien entendu, la première forme, appelant à un soulèvement populaire contre le pouvoir, est d'emblée exclue des discours présidentiels. Cependant, on la retrouve dans le champ discursif de ces discours, par exemple, dans le programme du Movimiento de Liberación Nacional (1961)³³ ou, comme nous le verrons plus bas, dans les Déclarations de la selva Lacandona (EZLN) :

« La **independencia** no se conquistó *contemporizando* con la metrópoli española, sino mediante la **insurgencia revolucionaria**. La **Reforma** no fue el resultado de la *alianza* entre los liberales y los conservadores, sino el **triunfo aplastante** de los de Juárez sobre los hombres de Maximiliano. La **Revolución** no se abrió paso *transigiendo* con sus enemigos, sino en una **lucha a muerte** con ellos. **Campesinos, obreros, maestros, estudiantes, intelectuales**: Nuestra tarea es muy grande. Los peligros y obstáculos que habremos de encontrar son numerosos. Con la **participación de todos los sectores**

³² Corten et Tahon, *L'État nourricier...*, p.14.

³³ Fondé par ni plus ni moins que Lázaro Cárdenas en 1961, suite à la victoire de la révolution cubaine. Ce mouvement, loin d'être marxiste, ou communiste, cherche à embrasser un large spectre de gauche au sein de la tradition révolutionnaire mexicaine, qui comprend l'aile gauche du PRI, et les organisations syndicales et ouvrières plus ou moins cooptées.

democráticos confiamos firmemente en las posibilidades de **triunfo**. » (Programa del Movimiento de Liberación Nacional (MLN)/1961³⁴, p. 17).

Dans ce premier exemple (MLN), nous pouvons constater une mise à distance des compromis (*contemporizando* ; *alianza* ; *transigiendo*) contrastant avec l'appel à la lutte (*insurgencia revolucionaria* ; *triunfo aplastante* ; *lucha a muerte*), accomplie en remémorant les grands événements fondateurs de la nation mexicaine (*independencia* ; *Reforma* ; *Revolución*). Ce réinvestissement du passé (*chronologie*), cette réédition d'anciens énoncés (deixis fondatrice) dans un nouveau contexte, leur attribue un nouveau sens. Entre autres, l'évocation de la violence révolutionnaire (*insurgencia revolucionaria* ; *lucha a muerte* ; etc.) ne sert pas à fonder un mouvement armé mais à en appeler à la lutte démocratique dans le cadre des acquis de la révolution. Au contraire, dès le début de ce texte, on cherche à s'appropriier du constitutionnalisme pour capter sa légitimité³⁵ :

« de acuerdo con el artículo 39 de la **Constitución de la República**, "La **soberanía nacional** reside esencial y originariamente en **el pueblo**. Todo poder político dimana **del pueblo** y se instituye para **beneficio de éste**. El **pueblo** tiene en todo tiempo el inalienable derecho de **alterar o modificar la forma de su gobierno**". » (Programa del MLN/1961, p. 1).

Ce réinvestissement d'un discours insurrectionnel dans un contexte « démocratique » et constitutionnel engendre comme principal effet celui de redonner au peuple un rôle protagonique : « *Campesinos, obreros, maestros, estudiantes, intelectuales: Nuestra tarea es muy grande* » ; « *El pueblo tiene en todo tiempo el inalienable derecho de **alterar o modificar la forma de su gobierno*** ». Il ne s'agit pas d'inciter à la demande et encore moins de participer à des programmes de lutte contre la pauvreté mais d'appeler le peuple à lutter, de le « mobiliser » au sein d'une lutte nationale qui dépasse les intérêts particuliers ou la satisfaction de besoins. Notons que dans ce premier extrait il n'est pas question du peuple

³⁴ Movimiento de Liberación Nacional, « Programa del Movimiento de Liberación Nacional » (Aprobado por unanimidad en la Asamblea Nacional celebrada en la ciudad de México, los días 4 y 5 de agosto de 1961.), publicado en *Política*, México, 15 de septiembre de 1961, año II, núm. 34, p.1-XVIII, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>)

³⁵ C'est d'ailleurs cette légitimité (également assurée par la présence dans ce mouvement de ce monstre sacré de la révolution qu'est Cárdenas) qui empêche le Président Adolfo López Mateos de s'opposer trop ouvertement à ce mouvement ou de le réprimer comme un groupe d'infiltrés communistes. Les membres de ce mouvement subiront menaces, répression et arrestations de la part de l'État, mais pourront poursuivre une activité publique et légale. Par ailleurs, la présence de ce référent dans l'interdiscours de Mateos obligera ce dernier à montrer des signes d'autonomie vis-à-vis des États-Unis, d'appui aux *barbudos* et de défense des intérêts du peuple.

mais de catégories socio-professionnelles (*Campesinos, obreros, maestros, estudiantes, intelectuales*). On comprendra que le peuple puisse avoir des équivalents sémantiques dont l'analyse nous dévoile l'identité et les effets de sens.

En effet, en référant le peuple à ces catégories socio-professionnelles on situe son action –et donc les acteurs et les enjeux de la scène politique qui se construit en fonction de cette figure de légitimations– sur le plan des relations de travail et de propriété³⁶. Ces équivalents socio-professionnels du peuple ne sont pas seulement propres au discours du MLN. Le discours zapatiste fonctionne d'une manière semblable ; seulement, les zapatistes incorporent un spectre de plus en plus large et varié à ces équivalents semi-corporatistes du peuple :

« Llamamos a los obreros de la República, a los trabajadores del campo y de la ciudad, a los colonos, a los maestros y estudiantes de México, a las mujeres Mexicanas, a los jóvenes de todo el país, a los artistas e intelectuales honestos, a los religiosos consecuentes, a los militantes de base de las diferentes organizaciones políticas a que, en su medio y por las formas de lucha que consideren posibles y necesarias, luchen por el fin del sistema de partido de Estado... » (EZLN, *III Declaración de la Selva Lacandona* /1995³⁷, p. 5).

Dans cette description particulière il manque bien entendu les peuples indiens, qui sont mentionnés ailleurs dans le texte mais qui sont traités de manière différente puisqu'il s'agit de la manière à travers laquelle le *locuteur* se représente lui-même en appelant les autres secteurs à se joindre à sa lutte. Il manque également les « periodistas, [...] los pequeños comerciantes, los deudores, [...] los discapacitados, los seropositivos, los homosexuales, las lesbianas, los hombres, de las mujeres, los niños, [...] los ancianos, [...] las organizaciones sociales, etc. »³⁸ qui seront incorporés par le zapatisme à une nouvelle forme de représentation du peuple, par son insertion dans un nouveau système de sens (deixis instituée) se rapportant à un imaginaire de la société civile et des mouvements sociaux. Cette sortie du corporatisme sera abordée plus loin. Notons immédiatement qu'il s'agit d'une sortie de

³⁶ Plutôt que dans le strict champ des politiques sociales d'assistance, comme c'est le cas avec la lutte contre la pauvreté.

³⁷ Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN), *III Declaración de la Selva Lacandona*, México, janvier 1995, <http://www.ezln.org/documentos>.

³⁸ Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN), *V Declaración de la Selva Lacandona*, México, juillet 1998, p. 9, <http://www.ezln.org/documentos>.

l'étatisme lié au discours populiste par une redéfinition de la figure de la demande, mais que cette redéfinition ne fait pas tomber le zapatisme dans la convergence implicite entre les discours anti-étatiques de gauche comme de droite au sein du paupérisme.

Les parallèles entre le zapatisme et la version insurrectionnelle du discours populiste mexicain ne s'arrêtent évidemment pas à ce simple réseau de synonymie. Les références au passé révolutionnaire mexicain sont fondatrices du discours zapatiste qui tire jusqu'à son nom du prestigieux Zapata (deixis fondatrice). Au-delà du nom, les Zapatistes reprennent les mêmes allusions historiques que nous avons pu voir dans le premier extrait du MLN, renvoyant non seulement à la révolution mais également aux guerres d'indépendance, et au mouvement de lutte pour la Réforme constitutionnelle menée par Juarez :

« Somos producto de **500 años de luchas**: primero contra la esclavitud, en la guerra de **Independencia** contra *España* encabezada por los insurgentes, después por evitar ser absorbidos por el *expansionismo norteamericano*, luego por **promulgar** nuestra **Constitución** y **expulsar** al *Imperio Francés* de nuestro suelo, después la *dictadura porfirista* nos negó la aplicación justa de leyes de Reforma y **el pueblo se rebeló formando sus propios líderes**, surgieron Villa y Zapata » (EZLN, [Primera] *Declaración de la Selva Lacandona* 1993³⁹, p. 1)⁴⁰.

Ainsi, indépendamment du fait que l'on appelle ou non à la lutte armée, le réinvestissement de l'archétype insurrectionnel du discours populiste issu de la révolution mexicaine conduit à donner à la figure du peuple un rôle protagonique (*el pueblo se rebeló formando sus propios líderes*). Il s'agit d'une lutte *par* le peuple et non pas *pour* le peuple, ce qui engendre un effet de participation beaucoup plus intense et large que l'incitation à la demande ou les descriptions performatives de la participation des pauvres aux programmes de lutte contre la pauvreté.

À ce sujet, rappelons comment AMLO revendiquait également le passé révolutionnaire dans ses attaques contre la « fraude électorale » formulées dans sa « *Toma de protesta como*

³⁹ Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN), *Declaración de la Selva Lacandona*, México, 1993, <http://www.ezln.org/documentos>.

⁴⁰ D'autres signes, plus subtils mais tout aussi importants sont perceptibles dans l'interpellation initiale et la manière de signer les déclarations qui reprennent la même formule que les déclarations de Zapata ou de Villa : « Al pueblo de México » et « ¡Democracia! ¡Libertad! ¡Justicia! Desde las montañas del Sureste mexicano. Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación Nacional ». Zapata, lui, termine sa déclaration « Al pueblo de Mexico », d'août 1914 de cette manière : « Reforma, Libertad, Justicia y Ley Campamento revolucionario Milpa Alta »...

presidente legítimo » et comment cette évocation était liée à la construction d'une *instance de légitimation* populaire, appelant à l'implication directe du peuple dans les affaires publique.

Voyons deux autres exemples :

« ...solo disponemos de lo mero principal: la **voluntad** de cambio de millones de personas libres y concientes » (AMLO, *Toma de protesta* 2006, p. 1)

« Un gobierno **divorciado de la sociedad** no es más que una fachada, un cascarón, un aparato burocrático. Por eso propongo que el **gobierno legítimo** sea el **pueblo organizado** » (*Ibid.*, p. 4)

Le contraste entre d'un côté, le Programme électoral d'AMLO, rédigé (comme nous l'avons vu aux chapitres 4 à 6) en fonction de critères paupéristes, « objectivant » ou chosifiant les pauvres dans des catégories de la pauvreté, ou encore en leur attribuant un rôle de *bénéficiaires*⁴¹ de l'action gouvernementale et d'un autre côté, les déclarations faites quelque mois plus tard, après sa défaite électorale, dans des termes populistes appelant le peuple à une action directe, permet de mettre en évidence les différences entre ces deux discours ainsi que l'actualité de leur lutte et des enjeux qu'elle comporte quant à la compréhension des scènes politiques se structurant autour d'eux.

7.4.2- Le constitutionnalisme et le gouvernement pour le peuple

Comme nous venons de le voir dans ces cas de réinvestissement du discours populiste insurrectionnel, la référence au constitutionnalisme n'est pas exclue mais, au contraire, captée et subvertie, de la même manière que pouvait le faire Zapata ou Villa. À l'inverse, les discours plus institutionnels des gouvernements du PRI, vont s'approprier la figure des insurgés pour la faire fonctionner comme origine et fondement de la Constitution, ce qui, sur le plan de la circulation, réactive et laisse disponible cette figure pour d'autres types de réinvestissements comme ceux que nous venons d'aborder. Voyons un premier exemple :

« Nuestra organización política, el respeto a la dignidad humana y los principios de **justicia social**, son la consecuencia de una **lucha secular**, y constituyen el compendio de los anhelos de la **colectividad mexicana**, que expresados a través de nuestros **tres grandes movimientos libertarios, la Insurgencia, la Reforma y la Revolución**, se

⁴¹ Rappelons les catégories établies par Lucien Tesnière pour analyser les « actants » de l'énonciation en distinguant entre l'*agent* (agissant comme responsable de l'action), l'objet (subissant l'action) et le bénéficiaire (désignant celui au bénéfice ou au détriment duquel se réalise l'action). *Éléments de syntaxe structurale*, Paris, Klincksieck, 1965 (1^{ère} édition 1959), notamment pp. 100 et suivantes.

concretaron en la Carta Fundamental de 1917 que nos rige. (Ruiz Cortinez, *Toma de posesión*, /1952⁴², p. 1).

Ce qui caractérise cette dimension constitutionnaliste du discours populiste mexicain, c'est la marginalisation de la figure du peuple (remplacée ici par « *colectividad mexicana* ») au profit de l'attachement à la loi et aux procédures. Ce qui n'annule pas les références à la justice sociale, à la lutte ou à la Révolution. Cependant, la légitimité de ces principes doit nécessairement conduire à leur traduction dans la loi (*Carta Fundamental de 1917*). Voyons d'autres exemples :

« Estamos seguros de que la **conciencia nacional** reiterará su **posición revolucionaria**, consagrada en los preceptos de nuestra **Constitución Política**. Como, por otra parte, se ha comenzado a hablar –contra mis deseos expresos– de mi **reelección** como Presidente de la República, quiero afirmar, una vez más, mi decisión inquebrantable tomada por propia voluntad, de **no aceptar dicho intento**. » (Alemán Valdés, *IV Informe de Gobierno*/1950⁴³, p. 53).

« La ampliación del número de **electores**, el fortalecimiento de los **partidos políticos**, el principio de la **no reelección** y la **sucesión pacífica** de los hombres en los cargos públicos han sido y seguirán siendo garantía de **estabilidad política y de libertad**. » (Echeverría Álvarez, *Primer Informe de Gobierno*/1971⁴⁴, p. 8).

Nous voyons dans ces exemples, comment la légitimité des dirigeants ne se réfère plus directement au peuple mais à l'attachement à la constitution et au principe de non réélection originaire du discours madériste. Cependant cette occultation n'est que partielle. S'il n'y avait aucune référence au peuple, il ne s'agirait pas d'une dimension d'un discours populiste. Il s'agit en fait de neutraliser le rôle protagonique du peuple en faisant de l'État le seul *agent* des actions dans les énoncés.

La figure du peuple joue encore une fonction de légitimation, mais strictement comme *bénéficiaire*⁴⁵ de l'action de l'État. Le peuple, cependant, sera défini en fonction du même

⁴²Presidente Adolfo Ruiz Cortines, *Toma de posesión de Adolfo Ruiz Cortinez*, México D.F., 1er décembre 1952, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>).

⁴³Miguel Alemán Valdés, IV Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Miguel Alemán Valdés, 1º de septiembre de 1950, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año II, XLI Legislatura, Tomo 1, número 2.

⁴⁴Presidente Luis Echeverría Álvarez, « Primer Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Luis Echeverría Álvarez », 1º de septiembre de 1971, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año II, Período ordinario, Año II, XLVIII Legislatura, Tomo II, número 3.

⁴⁵Tesnière, *Éléments de syntaxe structurale*...

découpage semi-corporatiste que nous trouvons dans les deux autres dimensions, ce qui donne à l'État un rôle régulateur et planificateur, au service du peuple et de la nation, à travers la satisfaction des demandes :

« ...se creó la **Nacional Distribuidora y Reguladora**, cuyas actividades se incrementaron con la apertura de dos mil quinientas **tiendas populares** en la capital y lugares más poblados que contribuyeron, **compitiendo en el mercado libre**, a frenar el **alza inmoderada de los precios** de los artículos de primera necesidad. [...] También le fue encomendado sostener los **precios de garantía**, con particular **beneficio de los agricultores**. (Ávila Camacho, *VI Informe de Gobierno*, 1946⁴⁶, p. 26).

« La Junta Federal de Conciliación y Arbitraje resolvió las mayorías de las **demandas** que le fueron **presentadas en términos legales**. (Alemán Valdés, *VI Informe de Gobierno*/1952⁴⁷, p. 13).

« Al equilibrio monetario externo han contribuido, durante los últimos años, las inversiones y empréstitos de **capital extranjero**. Por **motivos evidentes**, México sólo acudirá a los empréstitos del exterior por exigencias financieras indeclinables y para inversiones de **inmediato beneficio colectivo**. » (Ruiz Cortines, *I Informe de Gobierno*, 1953⁴⁸, p. 22).

Dans ces exemples, on notera que l'agent des actions est l'État et non le peuple, mais que cette action doit se faire « à l'avantage » des secteurs populaires, des paysans et des travailleurs, présentant des demandes de manière « légale ». Dans le dernier de ces exemples, on peut noter comment la frontière interne/externe est maintenue, et même affirmée comme allant de soi (*por motivos evidentes*) mais comment, en même temps, celle-ci n'est plus aussi antagonique que dans le discours de Cárdenas, de Carranza ou de Calles. Bien que ces énoncés cherchent à rendre « acceptable » l'investissement et l'endettement (finance) étrangers, la contrainte énonciative de la souveraineté et de l'intérêt national (opposé à l'intérêt étranger) pousse l'énonciateur du discours populiste à justifier des comportements « contradictoires » (avec les critères de légitimité populiste) en renforçant l'effectivité du

⁴⁶ Presidente Manuel Ávila Camacho, « VI Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo Ruiz Cortines », 1^o de septiembre de 1946, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, XL Legislatura, Tomo I, número 12.

⁴⁷ Miguel Alemán Valdés, « VI Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Miguel Alemán Valdés », 1^o de septiembre de 1952, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, XLII Legislatura, Tomo I, número 9.

⁴⁸ Presidente Adolfo Ruiz Cortines, « I Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo Ruiz Cortines », 1^o de septiembre de 1953, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año 2, Legislatura XLII, número 2.

principe violé ou contredit. C'est exactement l'inverse des cas des déclarations de groupes opposés à la mondialisation néolibérale se sentant néanmoins obligés de préciser que cette opposition ne signifie pas un retour au protectionnisme. Dans le cas présent, les stratégies illocutoires des gouvernements mexicains faisant de plus en plus appel au capital étranger, doivent néanmoins réaliser ces stratégies en se pliant à la contrainte énonciative de souveraineté et d'intérêt national.

7.4.3- L'action du peuple institutionnalisé

Bien que le discours du PRI se situe dans cette tendance paternaliste dans laquelle l'État intervient en faveur du peuple tout en neutralisant le protagonisme populaire, on constate également le maintien de la dimension « cardéniste » consistant à rendre l'action du Parti et de l'État équivalente aux actions du peuple lui-même :

« Un mandato constitucional concluye, pero su término reanima el **impulso popular de renovación**. La **no reelección absoluta del Poder Ejecutivo** es clave de nuestro sistema político. Lo es también la fortaleza de un **Partido Revolucionario** que otorga coherencia y continuidad a nuestro **proyecto histórico**. Partido que enlaza el quehacer de las generaciones y **mantiene en el poder** de la República a los **obreros**, a los **campesinos** y a los **sectores populares** de México. » (Echeverría Álvarez, *Sexto Informe de Gobierno* /1976⁴⁹, p. 121).

« Los **sectores del pueblo** que iniciaron y acometieron la obra revolucionaria, o los que han **surgido a su amparo**, son los que **siguen defendiéndose** con energía y dedicación. Las **fuerzas armadas** de tierra, mar y aire, guardianes de las instituciones y de la **soberanía** del país, que cumplen abnegadamente su misión fundamental; los **campesinos** y los **obreros** que, con el crédito, la nueva técnica y las medidas que tutelan su **organización** y les prestan los servicios que requieren, **mejoran** sus procedimientos y sus resultados; los **industriales** mexicanos, cada día más conscientes del progreso del país y la estrecha relación que hay entre sus **actividades** y los **propósitos revolucionarios**; los **profesionistas e intelectuales**, los **trabajadores del Estado** y **todos los sectores populares** cuya **labor** es cada vez más amplias en el concierto de la vida nacional; todos ellos aman y **defienden** a la **Revolución librando diariamente una batalla** para engrandecer a la República, dentro de la proyección que a su destino le ha trazado la Revolución Mexicana. » (López Mateos, *II Informe de Gobierno*/1960⁵⁰, p. 62).

⁴⁹ Presidente Luis Echeverría Álvarez, « Sexto Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Luis Echeverría Álvarez », 1^o de septiembre de 1976, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, L Legislatura, Tomo I, número 13.

⁵⁰ Presidente Adolfo López Mateos, « II Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo López Mateos », 1^o de septiembre de 1960, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año III, XLIV Legislatura, Tomo I, número 2.

L'agent de ces énoncés n'est pas le gouvernement mais le peuple. Il s'agit de son « élan » (*impulso*) de rénovation qui s'exprime au terme d'un mandat constitutionnel ; l'action du Parti consiste à maintenir au pouvoir les ouvrier, les paysans et les secteurs populaires ; les secteurs du peuple ont initié et accompli l'œuvre révolutionnaire ; les militaires, les paysans, les ouvriers, les industriels, les professionnels, intellectuels et employés d'État ainsi que tous les secteurs populaires, défendent la Révolution et livrent quotidiennement une bataille... Bien entendu, ce rôle « protagonique » est tout aussi surdéterminé que ce qu'on peut trouver dans la figure de la participation dans le discours de lutte contre la pauvreté. Ce qu'il faut noter c'est la différence dans la scénographie qui se dégage. D'une part nous voyons les mêmes catégories semi-corporatistes déjà identifiées plus tôt auxquelles s'ajoutent les militaires et les industriels⁵¹. Le rôle de tous ces acteurs est subordonné à la Révolution et à la grandeur de la République. Il ne s'agit donc pas de réduire la pauvreté dans un contexte postulant le libre marché mais bien plutôt de montrer la légitimité de l'action du secteur privé en montrant « *la estrecha relación que hay entre sus actividades y los propósitos revolucionarios* ». En énonçant cette relation au sein d'une description performative constatant une « réalité » déjà accomplie, le discours réduit la tension qui pouvait exister au moment où Cárdenas énonce cette même subordination du secteur privé aux objectifs de la révolution. La même chose peut être notée vis-à-vis de toutes les autres catégories. Ce qui donne une scénographie où tout doit s'énoncer en fonction de la Révolution qui cautionne ou plutôt prescrit un interventionnisme étatique.

7.5- L'événement discursif paupériste au sein de la langue politique populiste mexicaine

Précisons que ce constat ne cherche pas à établir si cet interventionnisme est bénéfique ou pas, pas plus que nous avons cherché à établir l'efficacité relative des politiques ciblées comparativement aux politiques à visée universelle. Ce travail critique a été élaboré minutieusement par Bruno Lautier qui montre que le problème des politiques mutualistes à visée universelle appliquées en Amérique latine ne provient pas de leurs visées mais plutôt de leur incapacité à les réaliser. Leur solution ne résiderait pas dans le ciblage mais bien plutôt dans le renforcement du principe mutualiste universel. Mais, là n'est pas le propos de

⁵¹ Qui, tous deux, n'ont jamais été absents auparavant. Seulement, ils ne sont pas apparus dans les exemples utilisés jusqu'ici.

l'analyse des dimensions idéologiques et politiques des discours. Indépendamment de la sincérité et/ou de l'efficacité des politiques universelles ou ciblées, se dégagent des séries contrastées de faits énonçables et inénonçables, que nous avons déjà mis en lumière précédemment en montrant le *contre-parallélisme* pouvant exister entre populisme et paupérisme. Il s'agit maintenant d'analyser de manière dynamique le moment de l'apparition dans cette *langue politique populiste*⁵² de l'événement discursif paupériste.

7.5.1- La pauvreté dans le discours populiste

Nous l'avons déjà noté, la figure de la pauvreté est présente dans le discours populiste mexicain. Seulement, cette pauvreté n'est pas « thématifiée », elle ne fonctionne pas comme un discours autonome et concurrent vis-à-vis des catégories populistes. Au contraire, la pauvreté n'est qu'un *rhème*⁵³ de plus au sein des catégories du peuple :

« Durante mucho tiempo, la gran masa trabajadora de **nuestro pueblo** no dispuso - ni disponen todavía quienes no están incorporados al régimen de **seguridad social** - de otros medios de amparo en las **contingencias de la vida**, que su propio salario y, en algunos casos, de la **asistencia pública**. Esta **inseguridad** minaba la confianza del mexicano en su destino y **enrarecía sus fuerzas creadoras** en vastos sectores de la población. En la lucha por liquidar esa nefasta situación hemos puesto grandes empeños, que se han traducido en la expansión y afianzamiento de un **sistema nacional de seguridad** que en el menor lapso ponga a cubierto a **todos los mexicanos**, ofreciéndoles cabal cuadro de prestaciones para garantizar sus **bienestar** y rodear de optimismo sus **esfuerzos**. » (López Mateos, *IV Informe de Gobierno*/1962⁵⁴, pp. 43-44).

Dans cet exemple, c'est le peuple qui souffre du manque d'un système de sécurité sociale et non pas les pauvres. Cette absence de thématification de la pauvreté fait en sorte que la solution au problème de pauvreté est d'emblée présentée comme un problème d'universalisation de la couverture sociale et non pas comme un problème de ciblage⁵⁵.

⁵² Nous parlons de langue politique à partir d'une induction faite à partir de la présence généralisée du discours populiste à travers l'histoire mexicaine. Celle-ci a cependant connu plusieurs langues politiques différentes selon les périodes et l'interaction entre des forces idéologiques que nous ne pouvons aborder dans le détail au cours de cette analyse.

⁵³ Au sujet de la distinction entre thème et rhème, voir Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, pp. 218-221.

⁵⁴ Presidente Adolfo López Mateos, « IV Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo López Mateos », 1^o de septiembre de 1962, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año II, XLV Legislatura, Tomo 1, número 2.

⁵⁵ Principe qui vient d'être « découvert » par les éminences grises de la lutte contre la pauvreté... En effet, comme nous l'avons vu, au chapitre 6, ce n'est qu'à partir de 2000 que l'on constate une remise

Comme nous l'avons dit précédemment, l'événement discursif paupériste ne découle pas de l'apparition de la pauvreté au sein de l'espace public latino-américain mais de l'apparition d'une nouvelle forme de la nommer, de la traiter. S'il fallait synthétiser la « stratégie populiste de lutte contre la pauvreté » il faudrait noter que celle-ci passe par une réponse de l'État aux demandes des travailleurs, par une législation du travail comprenant l'établissement d'un salaire minimum, par l'organisation des travailleurs de la ville comme des campagnes en syndicats et coopératives, par une intervention publique dans la production, la planification et la protection des industries nationales et par le développement d'une couverture sociale universelle. C'est justement toutes ces interventions qui seront remises en question à partir de l'apparition du discours de lutte contre la pauvreté dans le champ discursif des représentations populistes du politique.

7.5.2- La thématization de la pauvreté dans les discours présidentiels mexicains

L'apparition d'un discours de lutte contre la pauvreté au sein du discours populiste mexicain remonte au gouvernement de la Madrid. Avant lui, le thème de la pauvreté qui apparaît dans les nouvelles conceptions du développement⁵⁶ n'atteint pas les catégories fondamentales du populisme en ce qui concerne la frontière interne/externe ou public/privé ou encore riches/pauvres, puissants/ faibles :

El país crecía en la **desigualdad**. Los esfuerzos **productivos** se nutrían del desequilibrio y en vez de reducirlo, tendían a consolidarlo. La injusticia y el contraste social comenzaban a ser aceptados, bien como fatalidad, bien como precio que había que pagar en función del progreso. [...] El empeño nacional de renovación correspondió a una preocupación universal sobre los efectos del **colonialismo económico**. La **marginación** y la **dependencia** aparecen, hoy día, no como *fenómenos inevitables*, menos aún como fruto de la *incapacidad intrínseca* de ciertos *pueblos*. Sabemos que resultan de un prolongado proceso de **explotación internacional** que sirve de apoyo al **colonialismo interno**. La tradición revolucionaria de México nos llevaba al encuentro de aquellas

en question du principe de ciblage et une insistance sur la notion de droits sociaux pour tous (qui ne peut être atteint que par un ciblage des dépenses sociales). Cette présence de la pauvreté dans le discours populiste, qui remonte au moins à Lázaro Cárdenas, vient par ailleurs contredire la thèse consensuelle selon laquelle si la pauvreté n'a pas diminué de manière satisfaisante malgré la croissance, ce serait dû à une conception du développement centrée strictement sur la croissance et sur le *trickle-down effect*. Ce syllogisme est nécessaire pour présenter les politiques de lutte contre la pauvreté comme une innovation qui résoudra enfin le problème du développement. Il découle de la stigmatisation du néolibéralisme qui conduit à une amnésie relative aux anciennes formes de lutte contre la pauvreté à travers l'intégration et le développement de droits sociaux et économiques.

⁵⁶ Comme la *Basic Needs Approach* ou les *New Development Strategies*, dont nous avons parlé au quatrième chapitre.

comunidades que sólo pueden realizarse en la **lucha común** contra la **discriminación** y el **despotismo** de los **más fuertes**. (Echeverría Álvarez, *Sexto Informe de Gobierno* /1976, pp. 119-120).

« **No es suficiente la igualdad**, que se deriva del reparto. Se puede repartir miseria igual. Necesaria es la justicia que sólo se da si hay **producción** con qué mejorar. De ahí nuestro recio esfuerzo en elevarnos del **reparto**, al fomento de la **producción**. Está ya probado que, con las formas de **tenencia de la tierra**, aliadas entre sí y con el **Estado**, se puede llegar a formas superiores de **organización del trabajo agrícola**. Esta es la **real revolución** que se inicia, claro, con la satisfacción del **reparto**; pero que sólo se conforma con la **producción**, que es la garantía real de **justicia al campesino** y la **seguridad** de la **soberanía** para la **nación**. » (López Portillo y Pacheco, *VI Informe de Gobierno*/1982⁵⁷, p. 32).

Nous voyons dans ces exemples comment l'inégalité (*desigualdad*) est liée au processus même de production, notamment à la dépendance et à la marginalité issues du colonialisme économique interne, de l'exploitation internationale et du despotisme des plus forts. Nous voyons également comment cette inégalité, plutôt que de remettre en question l'action productive de l'État, vient la renforcer au sein d'une lutte révolutionnaire du peuple (en fusion avec l'État) pour une juste répartition de la terre et contre la discrimination. Bien entendu, ces appels à la révolution authentique (*real revolución que se inicia*) peuvent très bien être considérés comme purement rhétoriques, dans la mesure où le « despotisme des plus forts » peut parfaitement bien être considéré comme celui des alliés du PRI, qui énonce ces constants appels à la conquête d'une justice qu'il n'a jamais offerte. Cependant, la même chose peut être dite des appels à la lutte contre la pauvreté qui ne réduisent pas plus la pauvreté que les anciennes formes mutualistes, productivistes, nationalistes et étatisantes. Nous avons déjà fait mention de l'étude de Bruno Lautier qui montre la plus grande efficacité de ces dernières⁵⁸ par rapport aux politiques ciblées. Cependant, indépendamment de la plus ou moins grande efficacité de l'une ou de l'autre méthode de « lutte contre la pauvreté », ce que nous voulons mettre en lumière par ces exemples c'est l'absence d'un lien de nécessité entre le thème de la pauvreté et des inégalités et la remise en question des interventions étatiques.

⁵⁷ Presidente José López Portillo y Pacheco, « VI Informe de Gobierno, 1982 del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos José López Portillo y Pacheco », 1° de septiembre de 1982, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, LII Legislatura, Tomo I, número 16.

⁵⁸ Bruno Lautier, « Pauvreté et politiques de la pauvreté au Mexique », in Richard Poulin et Pierre Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde, Économie et sociologie de la pauvreté*, Hull, Vents d'Ouest, 1998, 159-211.

Cette remise en question de l'interventionnisme étatique et du protectionnisme survient en conséquence de la crise de la dette après 1982. Mais cette crise n'est pas suffisante en soi pour expliquer la remise en question. De la même manière que le paupérisme peut continuer à resignifier ses échecs à partir de ses propres catégories, qui tendent à le confirmer plutôt qu'à le remettre en question, le populisme procède de même à une interprétation de la crise à partir de ses propres catégories, comme on peut l'apprécier dans les deux citations suivantes :

« en consecuencia [he expedido] dos decretos: uno que **nacionaliza los bancos privados** del país, y otro que establece el **control generalizado de cambios** [...] Ya nos **saquearon**. México no se ha acabado. **No nos volverán a saquear**. ». (López Portillo y Pacheco, *VI Informe de Gobierno*/1982, p. 66).

« Ese contexto **internacional**, y las **presiones** que de él emanaban, planteaban a México, una estrategia substancialmente diferente, que **no aceptamos**; pero que **sufrimos como presión** : a) Primero, utilizar los recursos del petróleo para la importación de los alimentos y los productos industriales cuya **producción interna se reduciría** como consecuencia de una **apertura drástica e indiscriminada** del mercado externo. Con eso se contribuiría a la recuperación de la economía de los **países avanzados deprimidos**. Nos **negamos a ello**. **No ingresamos al GATT**. Los **transnacionalizados** nos imputan ese grave pecado. b) Después y en consecuencia, **frenar** aquí la **expansión de la planta industrial** y de aquellos **productos agrícolas** abundantes en el mercado internacional. Se pretendía que contribuyéramos así a **utilizar la capacidad ociosa existente en los países avanzados**, lo que concurriría al fortalecimiento de un **mercado neutro**, calificado como **más racional** y no a que fortaleciéramos **nuestra producción interna, agrícola e industrial**, calificada de **ineficiente**, se llama por los **poderosos**, favorecer "**mezquinos intereses nacionales**". c) Por último, reducir al máximo la **acción pública** sacrificándola al concepto de **equilibrio pasivo** de finanzas públicas. Lo anterior afectaría principalmente los servicios de **Salud, Educación y Combate a la Marginación** y se reducirían, entre otros, los **subsidios a los alimentos básicos** y al **transporte colectivo urbano**. Nos **opusimos a ello**. **Ortodoxas tecnocráticas** nos imputan este grave pecado: se llama **gasto público romántico**, orientado al **absurdo de combatir la pobreza, la marginación, la ignorancia, la insalubridad y el desempleo**. Como si éstas no fueran las **justificaciones finales de nuestro proyecto nacional**. Es cierto, aquella opción alternativa "**fácil**" que hubiera seguido la línea de menor resistencia a los **intereses de poderosos y reaccionarios** y que ha sido adoptada por otros países... » (*Ibid*, pp. 22-23).

Sans pouvoir analyser ici tous les mécanismes discursifs par lesquels les pressions extérieures sont mises à distance (*sufrimos como presión*), notons simplement le réseau d'antonymies qui est ici construit : le marché extérieur est opposé au marché interne ; l'ouverture et la libéralisation sont opposées à l'industrialisation et la croissance économique nationale ; les institutions internationales sont opposées à la souveraineté nationale ; les politiques de contraction de la demande interne et de la taille de l'État sont opposées au projet national de *lutte contre la pauvreté*!, la marginalisation, l'ignorance et le chômage ; l'orthodoxie technocratique est opposée aux dépenses publiques, etc. On notera également la charge

axiologique des termes utilisés pour désigner les assauts et l'ingérence de l'économie et des institutions internationales : « Ya nos *saquearon*. México no se ha acabado. No nos volverán a *saquear* » ; « *Ortodoxas tecnocráticas* » ; « *poderosos y reaccionarios* ». Cette mise à distance des pressions extérieures et de l'orthodoxie technocratique est également atteinte par la dérision : « los transnacionalizados nos imputan ese *grave pecado* » ; « *gasto público romántico*, orientado al *absurdo* de combatir la pobreza ». « *mercado neutro*, calificado como *más racional* » ; « *nuestra producción interna, agrícola e industrial calificada de ineficiente* ».

Bien que l'on puisse voir surgir dans le deuxième exemple une référence directe à la lutte contre la pauvreté (*combatir la pobreza*), celle-ci n'est pas encore organisée en un système de sens s'opposant à l'interventionnisme étatique et à la protection de l'industrie nationale. Au contraire, c'est au nom de cette même lutte contre la pauvreté que l'on cherche à justifier le maintien d'un projet national (révolutionnaire et populaire⁵⁹). Loin de déduire – à partir des *topoi* du discours de la lutte contre la pauvreté – que « face à la crise et à la pauvreté » il est nécessaire de « stimuler la croissance par une insertion dans l'économie mondialisée et le dynamisme du secteur privé complétée par une redistribution de revenus », l'affirmation de nécessité de la lutte contre la pauvreté s'insère ici dans un discours qui s'oppose au « *sacage* » du Mexique réalisé par la *fuite de capitaux* (anti-patriotisme des investisseurs nationaux et abus de pouvoir de la finance internationale). La lutte contre la pauvreté énoncée dans un discours populiste conduit ainsi à une série d'interventions étatiques comme la *nationalisation des Banques* et le *contrôle des changes* dans le but de freiner le « *libertinaje cambiario* » et la « *histeria especulativa* ». Ces interventions étatiques s'opposent au libre-échange (GATT) assimilé à une limitation de l'économie nationale ne profitant qu'aux pays industrialisés capables ainsi d'écouler leurs marchandises (*utilizar la capacidad ociosa existente en los países avanzados*).

La figure de la pauvreté n'est donc aucunement en relation antinomique avec l'interventionnisme étatique ou le discours populiste. C'est la raison pour laquelle l'événement discursif paupériste doit être référé à ses règles énonciatives historiquement situées en fonction de leurs conditions d'énonciation et non pas à un lexème ou une

⁵⁹ « ...prioridad de alimentar a su **pueblo** sin menoscabo de su **soberanía nacional** » (López Portillo y Pacheco, *VI Informe de Gobierno*/1982, p. 32).

« réalité » donnée à partir de laquelle on pourrait en déduire son sens et son unité. Les pressions ou le principe de conditionnalité utilisé par le FMI et plus tard par la Banque mondiale ne sont pas non plus suffisantes pour expliquer le changement idéologique puisque, comme on le voit dans ces exemples, il est toujours possible pour l'énonciateur d'un discours (populiste, nationaliste, etc.) de présenter ces pressions et ces conditions pour ce qu'elles sont et de persister dans le même sens qu'au par avant. Il lui est également possible déplacer la prise en charge des responsabilités vis-à-vis de la crise vers des causes externes ne remettant pas en question les politiques interventionnistes. Comme on peut le voir dans la citation suivante :

« la **elevación de las tasas de interés** explica gran parte del **deterioro económico**: entre 1978 y 1981, la **tasa de interés de los préstamos internacionales** pasa del 6% hasta el 20% y esto explica, parcial, pero fundamentalmente, el que el pago por intereses de los países en desarrollo que en 1978 alcanzaba a 14 mil 200 millones de dólares, se eleva en 1981 a 38 mil millones de dólares. En el caso de México el pago de los intereses de la deuda pública y privada, documentada, alcanzaba en 1978 a 2 mil 606 millones de dólares, mientras que en 1981 correspondía 8 mil 200 millones de dólares. De este modo, los pagos por intereses, registraron un crecimiento prácticamente exponencial y se convirtieron en el **principal elemento de presión de la cuenta corriente de la balanza de pagos**. (López Portillo y Pacheco, *VI Informe de Gobierno*/1982, p. 47)

Sans entrer ici dans une analyse des mécanismes discursifs impliqués dans cet énoncé, notons simplement comment la responsabilité de la crise est ici attribuée « fondamentalement » à l'élévation des taux d'intérêts de la dette extérieure et non pas aux interventions exponentielles de l'État.

C'est là un des éléments de l'interdiscours que doit masquer le discours de lutte contre la pauvreté afin que les « changements impératifs » qu'il introduit à travers des descriptions performatives ne concernent pas la libéralisation des échanges mais seulement les réformes de l'État. Sans un déplacement préalable des frontières de l'acceptable, la crise de la dette ou la détérioration des conditions de vie de la population ne conduiront pas *par eux-mêmes* à une impérative réforme de l'État. Ce déplacement se produit très tôt dans les discours présidentiels mexicains ; en fait, dès le discours d'investiture de Miguel de la Madrid et se consolide, comme nous le verrons un peu plus bas, avec Carlos Salinas de Gortari. Voyons d'abord comment le présente de la Madrid :

« La lucha por la **igualdad** es acción dinámica para lograr la equidad en los procesos **productivos y distributivos**, para ampliar las **capacidades** y las **oportunidades**. Rechazo al **populismo** que cede ante lo inmediato y hace retroceder a la sociedad.

Lucharemos contra la desigualdad de manera **realista**, permanente y duradera. [...] Fortaleceremos a los más débiles mediante su **capacitación**, sin falsos **paternalismos** y sin **demagogia**. Revisaremos todos los instrumentos de política económica y social, atendiendo a su impacto **distributivo**. Cuidaremos de la **eficacia del gasto social**, evitando **tratamientos especiales** que incidan en **injusticias**. Con todos los medios a nuestro alcance, haremos frente a la **desigualdad** más grave del país, la que se da entre el **campo** y la **ciudad** » (de la Madrid, *Mensaje de Toma de Posesión*/1982⁶⁰, pp. 4-5).

Dans ces exemples, on voit apparaître les figures du discours de lutte contre la pauvreté, comme les capacités et les opportunités, le rejet du populisme et de la démagogie, le réalisme, l'efficacité et la lutte contre les inégalités par la remise en question d'un traitement spécial qui amplifierait les inégalités (non-pauvres). Sur le plan de la responsabilité de la crise, il n'est plus question de facteurs extérieurs mais d'une adaptation de l'économie interne aux impératifs de la concurrence extérieure :

« Atacaremos las **fallas**: ahorro interno insuficiente, baja productividad, escasa competitividad de nuestros productos en el exterior, desigualdad social. » (de la Madrid, *Mensaje de Toma de Posesión*/1982, p. 6).

De même, la réforme agraire est resignifiée à travers sa mise en équivalence avec une industrialisation de l'agriculture et une diversification des opportunités par le travail salarié, la privatisation des terres *ejidales*, etc. :

Atenderemos prioritariamente al **campesino** mexicano. Diversifi caremos las **oportunidades** de **empleo** impulsando la **agroindustria**. Aprovecharemos **racionalmente** los productos de la agricultura... » (*Ibid.*, p. 6).

« Los **campesinos** cuentan ahora con **plenos derechos sobre sus tierras** a raíz de las reformas al artículo 27 constitucional. Cuentan también con **instituciones renovadas** e **instrumentos de apoyo directo**. En conjunto, estas reformas fortalecen la **capacidad productiva de los campesinos** en un marco de **libertad**. Hay un nuevo trato con el Gobierno; el **paternalismo burocrático** cede el paso al respeto y al apoyo a las **iniciativas individuales** y comunitarias; los campesinos pasaron a ser **sujetos de su propia transformación**. » (Salinas, *VI Informe de gobierno*/ 1994⁶¹, p. 33).

Alors que l'appui aux paysans dans le discours populiste mexicain a toujours été lié à la réforme agraire même lorsqu'on cherchait à développer l'agro-industrie, cette dimension est abandonnée par de la Madrid au profit de la « création d'opportunités d'emploi » et elle se trouve totalement subvertie par Salinas qui transforme la réforme agraire en l'élimination des

⁶⁰ Presidente Miguel de la Madrid, *Mensaje de Toma de Posesión*, México D.F., 1982, Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>

⁶¹ Presidente Carlos Salinas de Gortari, « VI Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Carlos Salinas de Gortari », 1^o de septiembre de 1994, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, LVI Legislatura, número 2.

terres communales (*ejidos*) : *plenos derechos sobre sus tierras a raíz de las reformas al artículo 27 constitucional*. On voit ici l'application du mécanisme de captation-subversion que nous avons identifié au troisième chapitre en faisant l'analyse du Rapport sur le développement dans le monde 1990 (RDM/90). Cette resignification de l'appui aux paysans est négativement liée aux anciennes formes d'appui, qualifiées de « paternalisme bureaucratique ».

Dans ces déclarations, la figure de légitimation du peuple ne disparaît pas. Au contraire, ce qui assure la légitimité du changement c'est la capacité de faire fonctionner les catégories populistes au sein de ce nouveau système de sens qui postule l'ouverture et le désengagement de l'État au profit du marché. Déjà dans les exemples ci-dessus, la paysannerie étant une des modalités du peuple, on peut voir comment la privatisation des *ejidos* et l'arrêt des subventions à l'agriculture (remplacée par des crédits et la libéralisation des prix) se présente comme « *los campesinos pasaron a ser sujetos de su propia transformación* ». Dans d'autres cas, ce sera directement la figure du peuple qui assumera cette privatisation, cette libéralisation et cette ouverture de l'économie :

« El **pueblo** se declaró en favor de una estrategia de desarrollo, empleo y combate a la inflación. » (de la Madrid, *Mensaje de Toma de Posesión*/1982, p. 6).

« Para enfrentar estos retos necesitamos **crecer con equidad**, hacer más **efectivo al Estado**, aumentar la **productividad general**, desatar la energía de la comunidad, enraizar la **participación popular**. Necesitamos, en pocas palabras, **modernizar** la política, la economía y la sociedad. » (Salinas, *Mensaje de Toma de Posesión*/ 1988⁶², p. 2).

Le peuple se déclare en faveur des mesures de développement énoncées dans le discours d'investiture qui impliquent justement, comme nous venons de le voir dans les citations précédentes, une remise en question des politiques interventionnistes de même que de la frontière interne/externe, faisant de ces mauvaises politiques la cause de la crise et reconnaissant de facto le caractère inéluctable des équilibres du marché et les vertus de l'ouverture. La participation populaire se connecte maintenant avec la croissance, avec l'équité, l'efficacité de l'État, la productivité et la modernisation.

⁶²Presidente Carlos Salinas de Gortari, *Mensaje de Toma de Posesión*, México D.F., 1988, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>.)

Or, ce qui assure ce changement, cette redéfinition de l'action de l'État, c'est justement l'impératif de la lutte contre la pauvreté. On le voit dans des phrases déjà mentionnées : *crecer con equidad ; hacer más efectivo al Estado ; capacidades y las oportunidades ; evitando tratamientos especiales ; etc.* Voyons cependant un autre exemple dans lequel Salinas reprend intégralement la trame de la lutte contre la pauvreté :

« El propósito medular de la **Revolución Mexicana**, que es el de la **justicia social**, no ha sido alcanzado. Recobremos la capacidad de **indignación ante la pobreza y la desigualdad** que todavía extienden su sombra en diversas partes del país. La **pobreza** casi siempre se retroalimenta, no sale de sí misma sino con un impulso de **ruptura y de cambio**. Para revertir la baja en los niveles de vida hay que actuar ya y hacerlo decididamente. Pondré de inmediato en marcha el **Programa Nacional de Solidaridad Social**, con acciones **eficaces** en las regiones rurales y en las zonas urbanas **con niveles de vida más deprimidos**. Asimismo, se **enfocará** hacia los grupos **indígenas**, quienes exigen respeto, nuestro máximo apoyo y trato justo. Si bien es cierto que aumentando el empleo y elevando la cobertura y la calidad de la educación crearemos los medios estructurales para revertir la **inequidad** y la creciente concentración del ingreso, necesitamos complementarlos con este programa de **solidaridad social**. » (*Ibid.*, p. 6)

L'indignation face à la pauvreté et l'inégalité (modalisation affective) « exige » des changements (impératif catégorique). Exigence à laquelle se soumet volontiers Salinas en lançant son Programme national de Solidarité sociale (première mesure assumée par son gouvernement), puisqu'elle est construite comme un miroir légitimant (effet de bouclage) des réformes néolibérales de l'État qu'il cherche à légitimer. Ce programme, défini comme *efficace et ciblé sur les plus pauvres*⁶³ cherche à renverser la tendance à l'*inégalité* et à la concentration des revenus par des programmes ciblés sur les besoins des plus pauvres. Le plus important en ce qui concerne la capacité de l'événement discursif à induire le changement (oscillateur sémantique), c'est la capacité de montrer ces nouvelles politiques qui excluent d'emblée l'interventionnisme étatique et postulent l'efficacité des mécanismes du

⁶³ Notons au passage le mécanisme que nous avons identifié au chapitre 6 consistant à resignifier les « autochtones » (*grupos indígenas*) – tout comme n'importe quel autre groupe social ou politique – en tant qu'élément ou moment des politiques de lutte contre la pauvreté. Ce processus de resignification ou de surdétermination n'est pas propre au paupérisme. L'indigénisme des gouvernements précédents tendait à traduire les autochtones en termes de « paysans » ou de « Mexicains », leur annulant toute spécificité ethnique ou culturelle. Seulement, la forme de surdétermination n'est pas la même d'une période à l'autre. Au sujet de l'indigénisme mexicain, voir Pierre Beaucage, « Fragmentation et recomposition des identités autochtones dans quatre communautés des régions caféicoles du Mexique », *Recherches amérindiennes au Québec*, Vol. 31 n°1 : 9-19. Pour une vision plus générale au sujet du rapport entre les « auto » représentations des « indiens » d'Amérique et les formes de représentation issues du pouvoir, voir Beaucage, « Parcours de l'indianité, Théologie, politique, anthropologie », *Cahiers des imaginaires*, n° 3, Montréal, GRIPAL, 2005.

marché, comme la réalisation du propos central (*medular*) de la Révolution mexicaine : la justice sociale.

C'est ainsi que l'on parvient à énoncer ce qui se présentait comme inénonçable au sein du discours populiste mexicain : la privatisation et l'ouverture, qui se présentent maintenant comme des modes « adéquats » (judicateur) de « régulation ».

« Si necesitábamos como país una **vinculación eficiente con la economía mundial**, qué mejor manera de lograrla que mediante una **apertura efectiva y recíproca**, debidamente calendarizada, con la mayor economía del planeta. Si el objetivo era sustentar el **dinamismo productivo** sobre la **competencia** entre particulares y la **adecuada regulación gubernamental**, qué mejor manera de lograrlo que **privatizar** áreas públicas no estratégicas, abatir con estos recursos la deuda interna, **liberalizar mercados** y dar un **nuevo fundamento al marco regulador**. » (Salinas, *VI Informe de gobierno* 1994, p. 51).

Cet exemple, parmi tant d'autres, postule le caractère inéluctable et potentiellement positif de l'insertion dans l'économie mondiale, cherche l'égalité de traitement au niveau international à travers la réciprocité de la norme libréchangiste (et non plus à travers l'exercice de la souveraineté de l'État) et présente une privatisation des entreprises du secteur public comme la meilleure manière d'assurer le dynamisme de la production (postulant la concurrence privée entre individus). Tout ce désengagement de l'État est présenté comme la nouvelle et adéquate forme de régulation étatique. Comme dans le reste des discours de lutte contre la pauvreté, l'État doit intervenir en se retirant... Par la suite, avec Ernesto Zedillo (dernier Président issu du PRI), et encore davantage avec Vicente Fox, la figure du peuple disparaît presque totalement. Dans le cas de Fox, il est possible de trouver plusieurs discours où elle est absolument disparue. À sa place se trouvent, bien entendu, les catégories déjà analysées de la lutte contre la pauvreté : lutte contre les inégalités, efficacité, libéralisation, modernisation, etc. L'événement discursif paupériste est ainsi parvenu à s'instituer en langue politique, c'est-à-dire en syntaxe distribuant les places légitimes des acteurs politiques. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne subisse pas, par ailleurs, des pressions de la part de contre-discours ou d'imaginaires contradictoires refusant ce changement, comme, par exemple, celui des Zapatistes qui, comme nous l'avons vu, maintiennent les catégories populistes tout en leur ajoutant des changements non négligeables du fait de leur juxtaposition avec des dimensions issues d'un discours sur la société civile, très présent au Mexique depuis 1985. Nous ne pouvons analyser ici toutes les implications de ce discours sur la société civile au Mexique.

Mentionnons simplement que le tremblement de terre de 1985 fonctionne comme une date symbolique, une sorte d'acte inaugural, à partir de laquelle la société civile (les « conscients »⁶⁴) aurait pris conscience de son autonomie vis-à-vis de l'État, instaurant une relation antinomique⁶⁵, sinon antagonique, avec celui-ci. Autour de ce signifiant vide convergent diverses formes comme le zapatisme, la base du PRD, le Barzón, le MUP, le mouvement étudiant (notamment la grève de 1999), des centrales syndicales autonomes (UNT), etc. De la même manière que le zapatisme cherche à capter la légitimité de cette catégorie de manière, entre autres, à offrir à ses sympathisants une représentation normative de leur existence réelle⁶⁶, chacun de ces groupes peut également chercher à s'approprier la légitimité de l'ensemble. C'est ainsi que l'on peut interpréter le conflit ou la concurrence stratégique existant entre les zapatistes (qui ont traité le PRD comme un parti comme les autres) et les stratégies d'AMLO qui est parvenu à mobiliser de manière extraordinairement efficace cette « société civile » dans la défense de sa candidature puis de sa « victoire » électorale.

À travers cette bataille ou cette concurrence stratégique se développe un jeu de contaminations. Dans le cas présent, cette contamination atteint principalement le discours d'AMLO qui, contraint par la conjoncture, passe d'un discours de campagne où l'on retrouve encore une forte influence paupériste de contrôle du sens de la participation (justifiant les critiques des zapatistes à cet égard) à un nouveau discours, plus proche de celui de « *La otra campaña* » des zapatistes. Comme nous l'avons vu plus haut dans ce chapitre, AMLO se

⁶⁴ Fonctionnant comme le discours sur « la base » que Corten a décrit pour le cas du Brésil. André Corten, « Brésil : le peuple avec ou sans populisme », in Victor Armony (éd.), *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine : Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, à paraître.

⁶⁵ Ce commentaire est formulé à partir de l'analyse d'un matériel de recherche (entrevues semi-dirigées et récits de vie) recueilli en 1998 auprès des populations paupérisées de la ville de Mexico ainsi que de l'État de Oaxaca et du Chiapas. À partir de ces récits de vie, il est possible d'identifier et montrer l'importance symbolique du tremblement de terre de 1985, à partir duquel s'instaure une rupture vis-à-vis de l'État mexicain, une séparation entre « gouvernement » et « société » ou « société civile », notamment chez les répondants « de gauche », appartenant à des groupes de lutte pour le logement (Frente Popular Francisco Villa, Movimiento Urbano Popular, Asambleas de Barrio, etc.), à certains mouvements étudiants ou à des Communautés ecclésiales de base (CEB). Ces répondants rattachent aussi leur utilisation de l'expression « el mal gobierno » (le mauvais gouvernement) aux événements de 1985, où le gouvernement est perçu comme ayant abandonné sa population, tandis que cette dernière est vue comme « s'étant prise en main ».

⁶⁶ Landowski « L'opinion publique et ses porte-parole... »

rapproche alors de l'archétype « insurrectionnel », appelant le peuple à une action directe, non médiatisée par les catégories de gestion de la demande ou des besoins.

Retour du populisme ? Sans doute ; mais d'une nouvelle forme de populisme qu'il faudra interpréter, dans des études ultérieures, en fonction de ses nouvelles conditions d'énonciation, beaucoup moins étatistes et corporatistes que dans la période antérieure. Sans doute, dans le cas d'AMLO, retrouvons-nous encore, et pour longtemps, une composante paupériste, qui n'appartient pas au discours zapatiste. Reste à savoir si cette figure de la pauvreté persistera en tant que système de sens (discours dans le discours) à engendrer ses effets relatifs à la scénographie gestionnaire postulant le marché et l'ouverture ou bien si, dans ce jeu dialogique ou dialectique, surgira une nouvelle synthèse, un populo-paupérisme qui ne sacrifie pas l'autonomie du social vis-à-vis de l'État à une autonomisation du marché. Nous verrons plus tard, au dernier chapitre, comment le discours d'Hugo Chávez peut être interprété comme populo-paupériste. Il ne s'agit pas cependant d'une loi universelle ou d'une nécessité historique. La nouvelle synthèse, si elle advient, pourra être celle d'un populisme civil ou ne pas être populiste du tout (un peuple sans populisme, propose Corten dans son analyse du discours de Lula⁶⁷). Cela dépendra des discours ou imaginaires qui chercheront à dépasser la forme contemporaine de représentation du politique autour du marché, de la stabilité et de la pauvreté. Mais ces considérations débordent du cadre de notre étude. Elles ne cherchent qu'à indiquer les lieux les plus évidents du dévoilement de la clôture du politique dans la scène politique contemporaine au Mexique⁶⁸. Si nous voulons poursuivre l'analyse du passage d'une forme générale de représentation du politique axée, du moins partiellement, sur la figure du peuple, vers une nouvelle forme paupériste ou post-populiste de représentation, il est nécessaire de passer à l'analyse des discours présidentiels du Chili et du Vénézuéla.

⁶⁷ Corten, « Brésil : le peuple avec ou sans populisme...

⁶⁸ Voir à ce sujet Margarita Zires, « Les imaginaires du miracle et la politique (Mexique) », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine*, Paris, Karthala, 2006, pp. 219-237.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VIII

LA FIGURE DU PEUPLE PROTAGONISTE AU CHILI :

LÉTHARGIE, IRRUPTION, RÉPRESSION ET DISPARITION

8.1- Introduction au huitième chapitre

La précocité et la pérennité de la révolution mexicaine ainsi que l'homogénéité des discours présidentiels assurée par le monopole exercé par le PRI sur la scène politique, font en sorte que le discours populiste y apparaisse comme une sorte de code ou une langue de bois, semblable à celle des régimes totalitaires où il fallait systématiquement affirmer son attachement à des énoncés fétiches, sans que cela semble avoir un lien direct avec la situation d'énonciation¹. Cette langue de bois n'est pourtant pas exempte d'effets. Bien que l'on puisse lui reprocher de servir à travestir un pouvoir autoritaire et une accapARATION de la richesse par un petit groupe lié au Parti, ce reproche peut être fait à n'importe quelle idéologie d'État. Ce que nous cherchons à voir plutôt, ce sont les différences qui s'établissent sur le plan de la constitution de scènes politiques concrètes lorsque celles-ci sont représentées en fonction de

¹ Sans que toute langue de bois puisse être considérée comme le fondement d'un système totalitaire, cette autonomisation de la pensée vis-à-vis de son contexte a été analysé par Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Seuil, Paris, 1972 ; notamment au chapitre IV, « Idéologie et terreur : Un nouveau type de régime », pp. 203-232.

la pauvreté plutôt que du peuple. Nous avons vu comment cette formation discursive déborde du strict cadre des discours présidentiels permettant une convergence stratégique entre ces discours du pouvoir et des discours concurrents tendant à influencer ou à contraindre l'exercice du pouvoir en fonction de certains signes rituels mais effectifs.

Dans le cas chilien, comme nous le verrons au cours de ce chapitre, la cohabitation entre un discours populiste et d'autres types de discours est beaucoup plus complexe. Cela n'empêche pas de pouvoir identifier la présence de ce discours populiste et de rendre compte de ses effets. Au contraire, en disputant sa place avec d'autres types de discours, patriotiques, nationalistes, économistes, presidentialistes, etc., le discours populiste tend à se démarquer de manière d'autant plus tranchée. On le constate de manière particulièrement évidente à partir de 1946 avec l'élection de Gabriel González Videla mais surtout dans la période 1964-1973, où la confrontation entre la Démocratie chrétienne et l'Unité populaire autour de la définition du peuple occupera toute la scène politique, laissant en marge les positions ne se pliant pas aux contraintes énonciatives des discours populistes. À cette époque – et au Chili en général – le discours populiste ne peut aucunement être considéré comme une « langue de bois » : ses effets quant à la mobilisation des masses sont directement liés à une situation d'énonciation concrète et se montrent d'une effectivité et d'une matérialité indéniable. Tant et si bien que même le discours pinochétiste devra chercher à incorporer ne serait-ce qu'une partie de ce discours populiste, de manière à en capter la légitimité, tout en le subvertissant grâce à son incorporation dans un nouveau système de sens pouvant être qualifié de « gremialiste », au sein duquel apparaît de manière notoire l'influence du discours de lutte contre la pauvreté, comme nous le verrons au cours de ce chapitre.

En ce qui concerne la *langue politique*, cependant, la période dictatoriale ne parvient pas à déplacer le discours populiste. La scène politique, abolie par « décret » en 1973, resurgira avec force autour des *Jornadas de Protesta Nacional*², au sein desquelles la figure

² Ce mouvement d'opposition au régime de Pinochet débute en 1983 et ne s'éteint totalement qu'en 1989, bien que, formellement, certains auteurs situent son déclin et sa fin entre 1984 et 1986. À ce sujet voir Marie-Christine Doran et Ricardo Peñafiel, *Discours fusionnel et représentation du politique: les pobladores dans le mouvement des protestas au Chili (1983-1989)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1997; voir également Marcelo Solervicens, *Mouvement sociaux et représentation du politique. Le discours sur la participation dans la transition du régime militaire au*

du peuple joue un rôle central en ce qui a trait à la représentation du politique partagée par la plupart de ses protagonistes. Il est intéressant de rappeler ici les métaphores que nous avons utilisées dans l'introduction de cette thèse au sujet du « magma », de la « sédimentation », de « l'entrechoquement entre plaques tectoniques » (imaginaires) et la résurgence du refoulé tel un « volcan », un « raz de marée » ou un « tremblement de terre ». En effet, le retour du politique à partir de 1983 sous la forme des *protestas* ne peut être expliqué sans la prise en considération du maintien d'un imaginaire populiste entre les années 1973 et 1983. Si le régime dictatorial de Pinochet semblait pouvoir se consolider à partir d'un processus auto-désigné de « transition démocratique » à partir de la loi d'amnistie de 1978 et l'approbation par référendum de la Constitution de 1980, les *protestas* viendront mettre en évidence le caractère factice de ce processus et son absence d'enracinement au sein des « forces » politiques qui en étaient exclues. En d'autres termes, ce processus ne parvient pas à devenir une langue politique (syntaxe distribuant les places légitimes des acteurs politiques) mais représente son absolue négation. La langue politique de la période dictatoriale doit donc être considérée en fonction des imaginaires – refoulés mais non abolis – qui parviennent, au moment du coup de force des *protestas*, à trouver une forme d'inscription et à menacer les fondements de l'ordre dictatorial.

La Constitution de 1980, qui régit encore le Chili³, parviendra tout de même à s'imposer mais, paradoxalement, au sein de la période dite de « transition démocratique » (qui symptomatiquement porte le même nom que le processus ouvert par la loi d'amnistie de 1978...). Sans qu'il ne soit le seul discours à permettre ce passage du populisme vers le post-populisme, nous verrons comment le discours de lutte contre la pauvreté permet ce dépassement de la forme populiste de représentation du politique dans la période

régime civil au Chili dans les années 90, Thèse de doctorat en Science politique, Université du Québec à Montréal, 1995.

³ Malgré les modifications adoptées en juillet 2005 et le projet de réforme de la loi électorale (notamment en ce qui a trait au système binominal à un tour) par le gouvernement de Bachelet, la constitution de 1980 demeure le fondement de la légalité politique chilienne. Voir à ce sujet, Marie-Christine Doran, *Processus démocratiques et légitimité, De la stabilité à la justice, le cas du Chili 1990-2005*, Thèse de doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal, Montréal 2006.

contemporaine au Chili, en abordant également ses relations dialogiques « positives »⁴ vis-à-vis du « paradigme transitologique »⁵.

8.2- Les références au peuple dans les discours présidentiels au Chili

Bien que l'on puisse trouver de fortes références au peuple dans les discours de Balmaceda⁶ (Président du Chili entre 1888 et 1891), et de manière moins prépondérante dans les discours d'Alessandri⁷ ou d'Ibañez⁸ (dans la période trouble des années vingt où se succèdent des Putschs ou des révolutions de palais, toujours censés restaurer la volonté populaire face à la politicaillerie ou à l'incapacité des « usurpateurs »⁹), les discours présidentiels chiliens sont surtout structurés autour de la figure légitimante de la Patrie (la Nation, la République, le bien commun) de l'ordre et du bon gouvernement :

« Quienes aman el **progreso**, aman a la **República** y a la **Patria** y, siendo grandes y **prósperas** las provincias, es también grande y **próspera** la República » (Alessandri, *Discurso Convención Liberal* 1920, p. 3)

⁴ C'est-à-dire de revendication ou d'investissement plutôt que de rejet.

⁵ Au sujet du paradigme transitologique, voir, Thomas Carothers, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, Vol. 13, N°1, January 2002, pp. 5-21 ; voir également, Michel Dobry (dir.), *Les transitions démocratiques : Regards sur l'état de la transitologie*, *Revue française de science politique*, Vol. 50, N° 4-5, août-octobre 2000 ; ou encore, Bérengère Marques Pereira (éd.), *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, Cahiers GELA-IS N° 1, 2001.

⁶ Un exemple parmi tant d'autres : « los partidos no derivarán su fuerza o su existencia de los **poderes constituidos**, sino del **pueblo** en donde deben encarnar su origen, su fuerza moral y su legítimo mandato. ». José Manuel Balmaceda, « Mensaje Presidencial de 1890 », in *Fuentes para la historia de la República, Volumen II, Discursos de José Manuel Balmaceda*, Santiago, Dirección de Bibliotecas archivos y museos, Centro de investigación Diego Barros Arana, p. 351.

⁷ « Todos los **pueblos** han luchado por sus libertades, y ante todo por la libertad de conciencia. El nuestro no se quedó atrás en esta lucha. » Arturo Alessandri, *Discurso de Arturo Alessandri Palma, Pronunciado en la Convención Liberal de Santiago*, Santiago de Chile, 25 de Abril de 1920, p. 2. (www.bicentenariochile.cl)

⁸ « Si los recursos lo permiten, se creará la Dirección General de Subsistencias, destinada a **controlar las ventas y consumos** de los artículos alimenticios de **primera necesidad**; a **impedir la especulación** con ellos y a **reglamentar las exportaciones y las importaciones** en forma que permita eliminar para siempre la posibilidad de que **el pueblo** carezca de alimentos sanos, abundantes y a precios módicos. », Presidente Carlos Ibáñez del Campo, *Mensaje presidencia en la apertura del Congreso Nacional el 21 de Mayo de 1927*, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, Imprenta Nacional, 1927, p. 3.

⁹ Par exemple: « La miseria del **pueblo**, la **especulación**, la **mala fe** de los **poderosos**, la **inestabilidad económica** y la falta de **esperanzas** de una regeneración dentro del régimen existente, habían producido un fermento que irritaba las entrañas de las **clases** cuya lucha por la vida es más difícil... », Junta Militar, *Manifiesto de la Junta Militar*, Santiago, 11 Septiembre 1924, (www.bicentenariochile.cl).

« Labor primordial del Ejecutivo ha sido fortalecer su **autoridad y equilibrar los gastos públicos**. [...] Entre otras medidas de **buen gobierno...** » (Ibañez, *Mensaje Presidencial*, 1927, pp. 3-4)¹⁰

« Esta acción restablecedora del **orden** fue secundada por la Nación toda, dispuesta a no permitir el **desorden y la anarquía**, sobre todo en el momento en que se requiere un espíritu de **patriótica unión** para restañar las heridas **morales y económicas** que ha sufrido el país » (Juan Esteban Montero, *Mensaje Presidencial*/1932¹¹, p. 5).

Dans ces exemples, nous voyons comment l'autorité du gouvernement (face à un parlement hostile ou aux manifestations de mécontentement) se justifie par elle-même en fonction de sa capacité à assurer l'ordre face au désordre et à l'anarchie. Mais cette légitimité décisionniste ou de performance¹² se rapporte tout de même à un élément externe ou transcendant, en la figure de l'Unité et la prospérité de la Patrie.

Même dans le cas de Pedro Aguirre Cerda (Parti Radical) qui arrive au pouvoir grâce à une coalition de gauche (*Front Populaire*), c'est encore la légitimité patriotique et du bon gouvernement qui se retrouve de manière prépondérante dans ses discours :

« En todo momento se ha tratado de fortificar la **unión de la familia chilena**, y de proporcionar nuevas situaciones de **posibilidades** para que el **hombre modesto** eleve constantemente su **bienestar social y económico** » (Pedro Aguirre Cerda, 1941, p. 3)

« Innumerables **injusticias sociales**, **quejas** de insuficiencia del progreso, **rebeldías injustificadas** en un país de limitadas posibilidades de bienestar se **evitarían** si el **Gobierno** tuviera **facultad** para desarrollar una acción más **efectiva** frente a las **perturbaciones económicas**, **imponer el trabajo productor**, la **conciliación obligatoria**, una orientación **científica** a la producción. » (*Ibid.*, p. 4).

« Pero la **paz espiritual** [...] no podrá alcanzarse en la amplitud que el **país necesita** si el concepto **nacional** no penetra hondamente la idea de que no puede haber **cooperación patriótica** sin un intenso espíritu de **trabajo**, sin el convencimiento de que un individuo no puede decirse **patriota** si no pone todas sus energías al **servicio del país**, si no practicamos la **jerarquía** y la **disciplina**, sino desterramos el **egoísmo** para reemplazarlo por la **cooperación**. » (*Ibid.*, p. 4).

L'unité nationale, assurée par un gouvernement effectif et « scientifique », est ici opposée aux « rébellions injustifiées », et tend à légitimer un pouvoir présidentiel¹³ « fort » capable

¹⁰ Voir référence complète note 7.

¹¹ Juan Esteban Montero, *Mensaje Presidencial*, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, 1932. On notera que les références bibliographiques des différents discours présidentiels, presque tous des documents d'archives non unifiées sous forme électronique, varient beaucoup.

¹² Comme la désigne Marie-Christine Doran en analysant les formes actuelles de légitimité politique en Amérique latine et les discours présidentiels chiliens de la période contemporaine : Doran, *Processus démocratiques et légitimité...*

¹³ Nous ne pouvons entrer dans le détail de l'analyse de ce type de discours. Il faut cependant noter que tous les discours présidentiels de cette époque (1920-1946) opposent l'autorité présidentielle au travail

d'imposer la conciliation et le travail. L'ordre et le progrès assurés par une conception scientifique et corporatiste des relations économiques et sociales, n'est possible qu'à travers une abnégation patriotique, une soumission à la hiérarchie, la paix sociale et spirituelle et l'unité nationale.

On notera ainsi dans ces déclarations l'influence encore palpable d'un positivisme social, doublé d'une interprétation libre de l'organicisme durkheimien et des encycliques de Léon XIII¹⁴, appelant à une intégration des marginaux, sans laquelle le corps social serait la proie de la révolte, l'anomie ou la révolution. On met ainsi à distance les mobiles égoïstes et l'individualisme du capitalisme pour y opposer une valorisation de la famille de la morale (civique ou religieuse) et par la mise en évidence des rapports de dépendance de tous les métiers les uns vis-à-vis des autres (corporatisme) :

« Pero contrarrestar **egoísmos** e incomprendiones significa dar ejemplo, sobre todo por las **clases cultas** : el **especulador**, el **propietario agrícola** que no administra directamente su fundo, el **capitalista** que se limita a recibir **dividendos**, no son **cooperadores sociales**, sino **aprovechadores de fuerzas ajenas**. El simple **aprovecho del capital** sólo es concebible en elementos **carentes de amor patrio**. » (*Ibid.*, 1941, p. 4).

Malheureusement, nous ne pouvons entrer dans le détail de l'analyse de cette forme patriotique, positiviste et « néo-durkheimienne »¹⁵ de légitimation du pouvoir. Notons simplement que cette conception s'éloigne du populisme dans la mesure où le « corps social » n'est pas représenté en fonction d'une généralisation métonymique des intérêts de « du peuple » mais plutôt en fonction d'une conception organiciste de l'harmonisation des divers intérêts à travers l'action correctrice et planificatrice de l'État, elle-même légitimée en fonction d'une prétention à la gestion scientifique du social.

On pourrait alors considérer que ce discours techniciste de gestion sociale participe du discours de lutte contre la pauvreté. Il y a cependant plusieurs différences qui font en sorte que l'on doive les distinguer. D'abord, la référence à la patrie est pratiquement absente du

déstabilisant et contreproductif des partis politiques et du parlement, dénigrés (à des degrés divers) comme de la politicaillerie, de l'esprit de clocher ou de bande, du prosélytisme, et même du patrimonialisme.

¹⁴ À ce sujet voir, Michael L. Conniff, « Introduction: Toward a Comparative Definition of Populism », in, Michael Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1982, pp. 3-30, notamment, pp. 6-7.

¹⁵ *Idem.*

discours de lutte contre la pauvreté. D'autre part, la dimension morale présente dans ces deux discours n'est pas orientée de la même manière. Dans le discours de lutte contre la pauvreté, cette dimension morale ne concerne pas la distinction entre bons pauvres et mauvais pauvres (refusant de travailler)¹⁶ mais entre vrais pauvres et faux (ou non) pauvres ; on ne cherche donc pas tant à élever la morale des pauvres qu'à leur donner des possibilités au sein du marché, au sein duquel il ne peuvent faire autre chose que de saisir les opportunités, puisqu'on postule leur rationalité micro-économique. On touche là à la différence fondamentale entre ce discours néo-durkheimien et le discours de lutte contre la pauvreté : bien qu'en apparence ces deux discours refusent l'idée que « laissées à elles seules les forces du marché engendreront la cohésion sociale nécessaire à la prospérité », le premier discours engage un interventionnisme étatique beaucoup plus marqué et généralisé que le deuxième qui postule l'universalité d'une rationalité marchande.

Cet interventionnisme concerne d'abord les stratégies d'industrialisation par substitution d'importations :

« Parte importante, pues, del **dinero** que hoy **enviamos** al **extranjero** puede **quedarse en el país** si adoptamos un programa de amplia mira **industrial** y de **coordinación** efectiva de los elementos **industriales** y **bancarios**... » (Juan Esteban Montero, *Mensaje Presidencial*/1932, p. 8).

Mais également, comme nous venons de le dire, une action sur le plan de l'élévation matérielle et culturelle des classes « *desamparadas* » (sans recours) qui ne sont pas représentées comme des pauvres, en fonction d'un seuil de pauvreté, mais plutôt comme une masse sociale ou alors comme des travailleurs (ouvriers et employés) :

« basta para ello **educar al pueblo**, y seremos así una democracia verdadera, consciente, grande y **próspera**. » (Alessandri, *Mensaje presidencial*/1921¹⁷, p. 47).

« La **educación primaria**, base fundamental destinada a **fortalecer el alma colectiva** de un **país** ha experimentado trascendental progreso y, sus resultados sobresalientes alcanzados, auguran el ingreso a la **masa social** de una generación de **ciudadanos** que **cooperarán** en forma **eficaz** a la **prosperidad** y la **grandeza** de la **República**. » (Alessandri *Mensaje Presidencial*/ 1939¹⁸, p. 228).

¹⁶ « Hay que **asistir al realmente necesitado** e **imponer el trabajo** al que se debate **voluntariamente** en la **ociosidad** » (Alessandri, 1933, p. 79).

¹⁷ Presidente Arturo Alessandri, *Mensaje leído por S.E. el Presidente de la República, en la apertura de las sesiones ordinarias del Congreso Nacional*, Santiago, 1 de Junio de 1921, Santiago, Imprenta fiscal de la penitenciaría, 1921.

¹⁸ Presidente Arturo Alessandri, *Mensaje de S.E. el Presidente de la República*, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, 21 mai 1938.

« Dos fuerzas se **oponen** al Gobierno actual: la una, compuesta de respetables elementos **tradicionalistas** que desearían la conservación de **patronato** sobre los **trabajadores** para continuar **juzgando con su criterio personal** las **aspiraciones de bienestar social y económico del empleado y obrero**, y la otra que pretende perturbar la solución de los problemas nacionales » (Aguirre Cerda, *Mensaje Presidencial* 1939¹⁹, p. 3).

Ces quelques exemples ne prétendent pas épuiser l'ensemble des éléments constitutifs et des règles de dispersion de cette forme patriotique de représentation du politique que l'on trouve dans les discours présidentiels à la nation jusqu'en 1946 et même jusqu'en 1964. Ils ne visent qu'à montrer quelques différences empêchant de parler d'un discours populiste tout autant que d'un discours paupériste pour caractériser les discours présidentiels de cette époque. Cependant, certains éléments, en ce qui concerne la problématisation de la frontière interne/externe, l'émergence de la question sociale et la représentation du peuple en tant que masse de travailleurs souffrant de carences (absence de frontière entre pauvres et non-pauvres) sont des éléments qui préparent le surgissement d'un discours sur le protagonisme populaire.

¹⁹ Presidente Pedro Aguirre Cerda, *Mensaje de S.E. el Presidente de la República, en la apertura de las sesiones ordinarias del Congreso Nacional*, República de Chile, Santiago 21 de Mayo de 1939.

8.3- *El pueblo lo llama Gabriel :*

La figure de légitimation du peuple

*Desde la arena hasta la altura,
desde al salitre a la espesura,
el pueblo lo llama Gabriel,
con sencillez y dulzura.*

*Como hermano, hermano fiel
y entre todas las cosas puras
no hay como este laurel:
el pueblo lo llama Gabriel*

Pablo Neruda, 1946

Comme on peut le voir dans ces quelques lignes du poète communiste Pablo Neruda, la légitimité du Président Gabriel Videla s'établit à partir d'une proximité entre le pouvoir et le peuple (*Con sencillez y dulzura, el pueblo lo llama Gabriel*). Cette proximité ne découle pas seulement du fait que le peuple appelle le Président par son prénom, mais également du fait qu'il le nomme dans son propre langage, simple, et avec affection (*dulzura ; Como hermano fiel*). Au-delà de cette exaltation poétique, qui se verra de toute façon déchantée à partir de 1948 avec la mise hors la loi (par ce même « Gabriel ») du Parti communiste (alors membre de la coalition de gauche qui porta Videla au pouvoir), ce qui importe pour l'analyse que nous développons ici, c'est de voir comment la figure du peuple fonctionne au sein du discours de Videla lui-même. Ce qui n'est pas étranger à l'inspiration de Neruda mais qui va beaucoup plus loin dans ses effets politiques. Avec Videla, en effet, nous assistons à la première thématization du peuple au sein des discours présidentiels chiliens. La figure du peuple se trouve alors placée au dessus de la légitimité patriotique et tend ainsi à produire une nouvelle scène ou un nouvel échiquier politique, avec de nouvelles règles et de nouvelles figures.

Dans son discours de clôture de campagne électorale, par exemple, Videla, qui s'y décrit (locuteur) comme le « Candidat du peuple », ne parle pas tant des actions que son gouvernement pourrait poser pour la grandeur de la patrie ou de la nation ou pour améliorer le sort des classes « *desfavorecidas* ». Il décrit sa victoire prochaine comme un

accomplissement du peuple qui ne se contente pas de lui fournir un vote (démocratie délégative) mais qui se transforme en acteur suprême de la scène politique :

« Hoy tengo la certeza de la **victoria**. La disciplina, el vigor y la entereza del **pueblo** han llegado a ser una **fuerza espiritual y material invulnerable** » (González Videla, *Discours*

*de clóture de campagne électorale/ 1946*²⁰, p. 30).

« Para los que no se limiten a combatir al **candidato del pueblo** con las armas que la ley los franquea, para esos malos chilenos (sí los hay) yo digo en este instante: **OID AL PUEBLO**. **OIDLO JURAR LA BANDERA DE SU CONVICCIÓN**. Y a vosotros, amigos, os pregunto : Por vuestro honor de hombres, por el amor de vuestros seres queridos, por el derecho de vuestros hijos a ser **libres y dignos**, por vuestra conciencia ¿Juráis **defender** con vuestra **palabra**, con vuestra **acción** y vuestra **sangre** el **triumfo del pueblo**? » (*Ibid.*, p. 32).

Le peuple est ici décrit comme *actant*. C'est lui, avec sa discipline, sa vigueur et son intégrité qui s'est transformé en une force spirituelle et matérielle invulnérable. Il ne s'agit plus d'éduquer le peuple, pour lui permettre d'accéder aux bienfaits de la culture et de la modernisation économique mais de glorifier ses vertus propres et de le présenter comme la raison fondamentale des *forces populaires* qui défendent ses victoires. Les acteurs politiques se mettent alors au service du peuple ou plus précisément, se subordonnent à sa volonté (*defender el triunfo del pueblo*). Les opposants de Videla sont montrés comme étant sourds à la voix du peuple (*oid al pueblo*) tandis que les forces politiques appuyant la candidature de Videla se présentent comme « *genuinamente populares* »²¹, tout comme son administration qui se présente prospectivement comme une « administration populaire »²².

Évidemment, il s'agit toujours d'une stratégie illocutoire consistant à représenter le peuple d'une manière parfaitement conforme aux objectifs de l'auteur (effet de bouclage). Mais cet effet de bouclage n'est pas le même lorsqu'il repose sur la figure du peuple que lorsqu'il repose sur celle de la patrie, de la loi, de l'ordre ou de la pauvreté. Il ne s'agit pas d'endosser le discours de Videla ou des autres populistes et de croire qu'il s'agirait

²⁰ Gabriel González Videla, *Discours de clóture de campagne électorale (1946)*, in « En el Estadio Nacional juró defender su triunfo », *Suplemento de En Viaje*, Santiago, 1946, pp. 30-32.

²¹ « la voluntad de triunfo, repito, de todas estas fuerzas **genuinamente populares**, es demasiado intensa... » (González Videla, *Discours de clóture de campagne électorale/ 1946*, p. 30).

²² « ...es un deber perentorio para una **administración popular**, el de asegurar a estos abnegados servidores de la nación... » (González Videla, *Discours de clóture de campagne électorale/ 1946*, p. 31).

effectivement du peuple qui agit et qui prend le pouvoir, mais d'analyser les effets de sens engendrés par cette forme particulière de représentation du politique. Or, pour prétendre à la position énonciative du « candidat du peuple » ou de l'exécutant du peuple, il est nécessaire pour le locuteur de montrer certains signes (compétence énonciative) qui n'appartiennent pas à la tradition des discours présidentiels chiliens mais à la gauche (PS et PC) et aux syndicats qui appuient sa candidature. D'un côté nous voyons un renforcement de la politique de substitution d'importations induite par une radicalisation de l'opposition vis-à-vis du capital étranger :

« Su más vigoroso anhelo consistía en suprimir toda manifestación de **economía semi colonial**, esto es recuperar la **libre disposición de la riqueza del país**, **independizándolo** de los **grandes monopolios internacionales**. » (González Videla, *Discurso presidencial*/1952²³, p. III).

« El Estado debe **conducir el proceso económico** de la Nación » (*Ibid.*, p. V).

Cette radicalisation, qui attribue un rôle plus prépondérant à l'État dans la planification du développement, s'accompagne d'une incitation à la demande et de l'organisation syndicale. Elle crée des figures jusque là impensables comme le « délit économique », faisant de la spéculation sur les prix des biens de consommation un acte illégal sanctionné par la loi. Elle rend énonçable l'idée d'une réforme agraire (qui sera abandonnée par la suite), etc. :

« Ellos, los **proletarios** y los miembros heroicos de nuestra **clase media**, virtuosa y abnegada, son los que tienen **urgencia en el cambio social**. [...] Por eso tengo el derecho y el deber de conducir el proceso evolutivo de Chile hasta **satisfacer los anhelos** de los que esperan una **mutación fundamental del sistema económico** y de los métodos de gobierno » (González Videla, Discours de clôture de campagne électorale/1946, p. 32).

« **El delito económico** : En cuanto a la distribución de los productos nacionales e importados, e insistido en que es preciso depurarla de los intermediarios que los **encarecen artificialmente** [...] los **agiotistas** y **especuladores** que, injertados en nuestros sistemas de producción y distribución, cercenan la justa utilidad del productor pagando **precios de usura** y cercenan los salarios del consumidor al imponer **precios exorbitantes** » (*Ibid.*, p. 31).

« Para lograr este objetivo iremos a una **reforma agraria** » (*Ibid.*, p. 30).

« El régimen actual de **seguro social** para los **obreros** es absolutamente deficiente. No es posible obtener un estado de **salud medianamente aceptable** de la población obrera sin que se extienda la atención médica de la Caja de Seguro Obligatorio a las **familias de los asegurados** » (*Ibid.*, p. 31).

²³ Gabriel González Videla, *Discurso Presidencial*, 21 de Mayo 1952, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, 1952.

Dans ces quelques exemples, nous voyons comment le gouvernement (locuteur) se place dans une position subordonnée aux « aspirations » (*anhelos*) du prolétariat et de la classe moyenne (équivalents sémantiques du peuple), plutôt qu'à « *el alma colectiva de un país* » ou à « *la prosperidad y la grandeza de la República*. » (Alessandri 1938) ou encore à la « *unión de la familia chilena* », à la « *cooperación patriótica* » ou à la « *orientación científica a la producción* » (Cerdeña 1941). Cette subordination aux aspirations populaires engage alors l'énonciateur à en montrer les signes, les marques, en incorporant les revendications des salariés au sein de son action (*mutación fundamental del sistema económico* ; *reforma agraria* ; *seguro social para los obreros* ; *salud medianamente aceptable*, aspirations auxquelles il faut ajouter aussi la sécurité contre le chômage, les accidents de travail, la retraite, etc.), ce qui a pour effet d'inciter à la demande sociale et à l'organisation syndicale²⁴. En contre partie, l'action du pouvoir public se renforce face au secteur privé (et comme nous l'avons vu plus haut, face au capital étranger) engendrant une remise en question de l'activité commerciale (*delito económico*) et de la propriété privée (réforme agraire). Cette remise en question n'est possible qu'à partir du moment où la figure de légitimation cesse d'être la prospérité nationale (dans un cadre de gestion efficace et scientifique) pour se déplacer vers les aspirations populaires. Notons en passant comment le lexème « artificiel » dans l'énoncé sur l'épuration de la production et la distribution des produits des intermédiaires qui la « *encarecen artificialmente* », fonctionne en parfaite opposition avec le discours de lutte contre la pauvreté. En effet, au sein de ce dernier, c'est l'action gouvernementale qui élève artificiellement les coûts (par rapport aux justes prix du marché) tandis que dans le cas présent c'est la libre action des commerçants dans un contexte social qui leur est favorable qui rend les prix artificiellement élevés en fonction d'un critère politique de justice et d'une action correctrice des pouvoirs publics.

Ce n'est pourtant pas Videla qui invente la « question sociale ». Celle-ci se présente, dès 1920, comme une question « populaire » et/ou « ouvrière » : « *la educación del pueblo* » ; « *la Caja de Seguro Obrero Obligatorio* » ; « *la Caja de Habitación Popular* » ;

²⁴ « En el momento actual existen en el país 1 mil 929 sindicatos con un total de 264 mil 456 sindicatos. Estos sindicatos, que obtuvieron en 1947, una participación en los beneficios de las industrias, ascendentes a 21 millones 285 mil 312 pesos, recibieron en 1951, una participación por la misma causa, de 54 millones 888 mil 142 pesos. » (González Videla, *Discurso presidencial*/1952, p. LIV).

« *la alimentación del pueblo* » ou les « *restaurants populares* » ; etc. sont autant de termes et de mesures appliquées par les gouvernements antérieurs à Videla. Ce qui se produit avec la nouvelle articulation discursive opérée par Videla, c'est la thématization du peuple, engendrant la généralisation et la radicalisation de ces considérations. Il ne s'agit plus de mesures complémentaires visant à assurer l'ordre et la prospérité mais de la raison primordiale du gouvernement. La figure du peuple, qui se trouvait jusque là subordonnée à celles de la Patrie, de l'ordre et de la prospérité nationale, se déplace vers le centre de l'échiquier politique et éclipse pour un certain temps ces autres considérations.

8.3.1- La peur de l'insurrection et le retour de l'Unité nationale

Cependant, cette exaltation de l'action protagoniste du peuple ne durera pas très longtemps. Fruit d'une négociation entre les partis de gauche (Socialiste *Auténtico* et Communiste) et des partis de centre et de droite (Radical, Démocratique et Libéral), le discours de Videla tempère l'anti-impérialisme, l'ouvriérisme et le syndicalisme revendicateur des premiers par l'action modernisatrice et étatiste des autres. Cette alliance est rendue possible par la malléabilité ou l'ambiguïté de la figure du peuple. Elle se verra cependant brisée par Videla qui, en 1948, face au danger d'un débordement par sa gauche, va rendre illégal le Parti communiste par une *Loi de Défense de la démocratie*. Il ne s'agit pas seulement d'exclure le Parti communiste du pouvoir. Sur le plan de l'énonciation du politique, ce changement dans l'équilibre des forces internes de la coalition va se traduire par un retour aux anciennes figures de l'ordre, de la discipline et de la prospérité nationale, un abandon du discours sur le peuple protagoniste (ainsi que de la réforme agraire), d'une volte-face en ce qui a trait à l'anti-impérialisme (maintenant dirigée contre l'impérialisme soviétique) et une restriction de l'exercice du droit de grève.

Voyons d'abord l'argumentation à partir de laquelle Videla justifie la mise hors la loi du Parti communiste :

« ...repudio a **cualquiera forma de imperialismo** » (González Videla, *Discurso presidencial*/1952, p. V).

« ...aunque el Partido Comunista había prestado en los últimos diez años una decidida **colaboración** en la acción pública de los partidos democráticos de la Izquierda de Chile, no podía olvidarse que había surgido como una **organización sectaria de obediencia extranjera** que mediante una acción **táctica** se había incautado del **control** de la principales **organizaciones de trabajadores**, para imprimirles una orientación a menudo

coincidentes con sus intereses específicos, pero siempre **subordinada** a las **directivas** y a las **conveniencias internacionales** de una **potencia extranjera** » (*Ibid.*, pp. VII-VIII).

« ...en vez de procurar esa **tranquilidad social** que es indispensable a todo gobierno que se inicia, [los comunistas] se dieron a la tarea de promover una ola de **agitación social**, **sustrayendo los conflictos del trabajo** de sus **quicios legales**... » (*Ibid.*, p. IX).

« Llegué a adquirir el convencimiento pleno de que su actitud nada tenía que ver con las **conveniencias de las clases populares** y los **intereses de la Nación**. (*Ibid.*, p. IX).

En s'appuyant sur la figure de l'anti-impérialisme, cet argumentaire tend à altérer son sens initial (orienté contre les ingérences du grand capital, notamment étasunien) pour le diriger contre l'impérialisme soviétique représenté par l'action du PC (*de obediencia extranjera ; subordinada a las directivas y a las conveniencias internacionales de una potencia extranjera*). À cette transformation du PC en ennemi interne (infiltration d'un ennemi externe) s'ajoute une opposition entre la tranquillité sociale et l'agitation sociale de même qu'entre l'action légale et illégale²⁵. La combinaison de ces éléments conduit à considérer l'action du PC et par le fait même les mouvements de grève générale organisés par les syndicats « infiltrés » par ce parti, comme étant contraires à l'intérêt populaire et national. La figure du peuple et celle de la nation (frontière interne/externe) ne sont donc pas abandonnée mais altérées pour ne plus donner pied à une action politique ou syndicale autonome.

Tirant les conséquences de ces déplacements, le texte du dernier Rapport gouvernemental de Videla au Congrès applique cette opposition entre ordre (intérêt national) et agitation à toute forme d'action revendicative :

« En esta época de **urgencia impostergables** y donde existe por parte del **trabajador** el **justo anhelo** de obtener mejores condiciones de vida, era indispensable ejercitar la mayor prudencia, para poder **encausar** estos movimientos de reivindicación, sin permitir que hubiera **desbordes**, ni tener que recurrir a **lamentables represiones**. » (González Videla, *Discurso presidencial/1952*, p. LIV).

La figure du peuple ne disparaît pas mais elle se trouve, comme dans les autres discours présidentiels du Chili, subordonnée à l'ordre et à l'intérêt national ou patriotique²⁶, ce qui implique que les changements structurels (socio-économiques) annoncés redeviennent les mêmes objectifs antérieurs de renforcement de l'économie nationale :

²⁵ Notons que ce qui rend illégale les grèves organisées par le PC est moins leurs caractéristiques propres que leur mise hors la loi par Videla...

²⁶ « Su disposición patriótica de unirse a otras fuerzas progresistas » (González Videla, *Discurso presidencial/1952*, p. III).

« ...robustecer [...] la economía nacional para dar a nuestro pueblo, a lo menos ese mínimo de bienestar que es el derecho inalienable de todo ser humano » (*Ibid.*, p. III).

« En materia agrícola : mecanización de los cultivos, ejecución acelerada de los planes de regadío, difusión de los procesos científicos de la técnica e incremento y estandarización del crédito... » (*Ibid.*, p. IV).

Nous voyons dans le premier exemple comment, en plus de mettre en équivalence la robustesse de l'économie nationale et les intérêts du peuple, ce dernier n'occupe plus la position d'actant qu'il pouvait avoir dans le discours électoral. Dans le deuxième exemple, la réforme agraire se trouve simplement abandonnée pour être remplacée par une politique d'appui aux agriculteurs (*latifundistas*), réduisant le problème agraire à une question technique et de scientificité. José del Pozo parle d'une « culture du *compromiso* » pour rendre compte de cette « entente tacite » caractérisant le gouvernement du Front populaire (1938-1941) et les autres subséquents (Juan Antonio Ríos et Gabriel Gonzalez Videla), « consistant à limiter les demandes sociales » malgré la participation au pouvoir de groupes ayant « une idéologie théoriquement révolutionnaire »²⁷.

8.4- De Frei à Allende en passant par *Patria y Libertad* et Pinochet : Une langue politique populiste

Ainsi, dans les discours présidentiels du Chili de cette période qui s'étend de l'arrivée au pouvoir du libéral Arturo Alessandri en 1920 jusqu'au gouvernement de son fils Jorge Alessandri (1958-1964), la figure du peuple occupe la fonction relativement marginale. D'un côté, une référence rituelle à l'origine « démocratique » des gouvernements (vote ou volonté populaire) et de l'autre, la « question sociale » (logements populaires ou ouvriers, cantines populaires, éducation du peuple, etc.). La raison d'être de ces gouvernements réside davantage dans leur efficacité administrative dans le but d'engendrer l'ordre, le progrès, la prospérité et la grandeur de la Patrie. L'épisode du discours populiste de Videla ne semble avoir été qu'un soubresaut. Aussitôt surgi, il se verra neutralisé par le même discours patriotique et positiviste (civilisateur) que nous retrouvons depuis Diego Portales²⁸.

²⁷ José del Pozo, *Le Chili contemporain, quelle démocratie ?*, Montréal : Éditions Nota Bene, 2000, pp. 29-32.

²⁸ Portales est considéré comme le chef des conservateurs au Chili et représentant de cette tendance au niveau latino-américain. Voir José del Pozo, *Historia de América Latina y del Caribe 1825-2001*, Santiago, LOM Editores, 2002, pp. 40 et 45.

Une analyse des différentes langues politiques qui ont pu se succéder au cours du XX^{ème} Siècle au Chili nous montrerait comment le discours populiste est en fait l'apanage de la gauche. Comme on a pu le voir avec les deux exemples concernant le discours de Recabarren dans l'introduction de cette deuxième partie. Il est donc tout à fait normal que le discours institutionnel ou présidentiel cherche à le neutraliser. La présence du Parti radical en tant qu'élément nécessaire à la prise du pouvoir tant de la gauche que de la droite assure cette étonnante stabilité de la représentation du politique malgré la montée des positions populistes tendant à déplacer la figure de légitimation de la Patrie vers le peuple.

Ce ne sera qu'après la victoire à l'arrachée d'Alessandri (fils) face au candidat du Front d'action populaire, Salvador Allende, en 1958 la montée en puissance du Parti démocrate-chrétien à partir d'un discours populiste et l'appui inconditionnel des libéraux et conservateurs à la candidature d'Eduardo Frei Montalva en 1964, face au danger d'une victoire de la gauche, que la figure du peuple deviendra hégémonique, occupant le centre de la représentation du politique, se transformant en langue politique²⁹. En effet, c'est seulement à partir du moment où le discours populiste cesse d'être la caractéristique distinctive de la gauche que nous pouvons en parler en tant que langue politique. Cette généralisation du référent populaire à l'ensemble des acteurs politique (qui advient au Mexique en 1910) n'est pas déductible à partir du simple fait qu'il soit réinvesti par la Démocratie chrétienne. Elle se constate par le fait que la figure du peuple est également reprise par les mouvements d'extrême droite comme *Patria y libertad* et même par Pinochet. Le peuple devient alors l'objet de valeur principal de la scène politique et tous les acteurs cherchent à se l'approprier, à s'approprier de son sens.

8.4.1- Révolution en liberté et Promotion populaire :

L'organisation du peuple pour sa libération

Face à cette « culture du compromis » dont parle del Pozo, il devient impératif pour les acteurs politiques de se montrer fermes dans leurs convictions et leurs actions, de manière à espérer capter et conserver une certaine crédibilité :

²⁹ À l'élection présidentielle de 1958 le candidat indépendant de droite Jorge Alessandri (appuyé par les partis Libéral, Conservateur et Radicaux) l'emporte avec 31,6% des voix, contre 28,9% pour Allende et 20,7% pour Frei, Tandis qu'en 1964, Frei (avec l'appui, sans conditions des libéraux et des conservateurs) l'emporte avec 55,5%, contre 39,5% pour Allende et 5% pour Durán (Parti Radical).

« Si alguno cree que mis palabras fueron banderas para **conseguir el poder y guardarlas después**, se equivocan ; las banderas responden a una fe y a una convicción y **no serán guardadas**. [...] Estoy aquí para **realizar y cumplir**, no para *tranzar* ni *debilitar* mi posición » (Frei Montalva, *Discurso de asunción*/1964³⁰)

L'interdiscours ou l'implicite de ces déclarations répond à une critique de la gauche taxant Frei de populiste, en l'accusant de tromper le peuple en lui faisant miroiter des changements tout en cherchant à préserver les intérêts d'une minorité possédante. L'appui des partis Conservateur et Libéral³¹ que reçut la candidature de Frei joue ainsi contre sa propre crédibilité. Il doit donc affirmer qu'il gouvernera selon son programme de *Promoción Popular* de la *Revolución en Libertad* et non pas en fonction des considérations et des pressions qu'il pourrait subir de la part de ces « alliés ». Et de fait, la Démocratie Chrétienne (DC) gouvernera seule. Fait inédit dans le contexte chilien où aucune force ne semblait capable de prendre le pouvoir sans une alliance (d'où la culture du compromis). Cette attitude finira, selon plusieurs, par lui coûter le pouvoir, puisqu'elle se sera coupée de son électorat de droite (se sentant menacés par les réformes sociales) et de son électorat de gauche, considérant que ces mêmes réformes n'allaient pas assez loin ou assez vite³².

Sur le plan de l'énonciation, cependant, nous pouvons dire que Frei « ne pouvait faire autrement ». Il était contraint par les catégories constitutives de sa position (de son pouvoir) de montrer des marques d'autonomie et de changement. En effet, ce qui porte la DC au pouvoir ce n'est pas un discours institutionnaliste s'attachant simplement à la tradition chilienne mais sa capacité à capter la légitimité de la catégorie du peuple tout en l'enchâssant au sein de cette tradition et de ces institutions. Ce qui est résumé dans le lemme de son gouvernement : la « Révolution en Liberté ». L'implicite de ce lemme étant que les changements proposés par la gauche (Révolution) bien que nécessaires et justifiés dans leur contenu, représentent une menace de totalitarisme et de soumission à des idéologies

³⁰ Presidente Eduardo Frei Montalva, « Discurso pronunciado por el Presidente Eduardo Frei Montalvo el 3 de noviembre de 1964. », *Presidencia de la República, Secretaria de Prensa*, República de Chile, 3 novembre 1964.

³¹ Se trouvant absolument discrédités et même menacés d'extinction face à la montée du référent populaire. Comme le montre le maigre 5% d'appui reçu par le candidat du Parti Radical cherchant justement à attirer le vote de la droite dépourvue de candidat présidentiel.

³² À ce sujet, voir del Pozo, *Le Chili contemporain...*, pp. 44-52. Rappelons simplement comment en 1969 un nombre important de militants de gauche de la Démocratie chrétienne quittera le parti pour fonder le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) pour se joindre à l'Unité populaire en 1970.

« étrangères », que la DC cherche à combattre en réalisant les changements « révolutionnaires » au sein de la tradition démocratique chilienne (Liberté) :

« Hace seis años ofrecimos a Chile un camino para **transformar las estructuras económicas y sociales** con pleno **respeto al sistema democrático**. Ella fue la **Revolución en Libertad**, que apareció como un método político nuevo frente a las **viejas estrategias liberales o totalitarias**. Sin **violencia** ni espectacularidad los chilenos han ido cambiando la visión que tenían de sí mismos y de su Patria. » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial/1970*³³, p. 88).

Yo sé que la **revolución con sangre, dramática y totalitaria**, ejerce fascinante atracción sobre algunos. Yo sé que hay quienes no son capaces de **concebir su Patria** sino como una **copia de otras experiencias**, porque no saben mirarla, porque no la entienden. Pero ellos están de **espaldas a nuestra Historia** y no comprenden el carácter esencial de **nuestro pueblo** que los mira con desdén, como a **extraños**. (*Ibid.*, 90-91).

Le discours de Frei pourrait ainsi s'apparenter à celui de Videla, en ce qui a trait à cette manière de délégitimer les propositions de la gauche révolutionnaire en les assimilant à une idéologie « étrangère ». Cependant, à la différence de celui-ci, Frei n'abandonnera jamais la dimension mobilisatrice du peuple. Non seulement le peuple restera au centre de son discours au cours de ses six années de mandat (il ne sera pas déplacé par les figures de l'ordre) mais surtout, la figure du peuple protagoniste perdurera au-delà de sa campagne électorale :

« El **protagonista no es un hombre** sino el **pueblo entero** » (Frei, *Discurso de asunción/1964*, p. 6).

« El legado profundo de nuestra **Revolución en Libertad** ya **no es nuestro**, porque ha sido **hecho por el pueblo chileno**. » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial/1970*, p. 89).

Cet effacement de la figure présidentielle ou partisane derrière celle du peuple se constate également chez le successeur de Frei, le candidat à la présidentielle de 1964, Radomiro Tomic :

« Al **pueblo**, al **pueblo** señor de Chile, al **pueblo** padre nuestro, le decimos: En vano construye quien quiera construir sin tu **participación**. El **pueblo** hace la historia. **Tú**, no el **territorio** ni las **fronteras**, ni la **bandera patria** ni la **canción nacional**, **tú eres Chile**. El alma y el cuerpo y la sangre de Chile. A ti la Democracia Cristiana **te** ofrece avanzar resuelta y alegremente en la construcción de una nueva sociedad, **popular** y democrática, que sólo **tú** puedes hacer posible. » (Tomic, *Discurso candidatura a la presidencia/1969*³⁴, p. 2).

³³ Presidente Eduardo Frei Montalva, *Mensaje del Presidente Eduardo Frei al Congreso Nacional 21 de Mayo de 1970, Seis años de Gobierno*, Congreso Nacional, República de Chile, 1970.

³⁴ Radomiro Tomic, *Discurso de Aceptación de la candidatura a la presidencia de la República de Radomiro Tomic*, Santiago, 1969, (www.bicentenariochile.cl). À titre d'information, notons la phrase d'interpellation débutant ce discours, où Tomic s'adresse dans ces termes à ses auditeurs « Chilenas y

On peut constater l'effet de participation, poussé à son paroxysme dans ce dernier extrait où Tomic interpelle directement et personnellement son co-énonciateur, à travers l'usage de l'embrasseur de personne « tu », qui se trouve inséré dans la méta-catégorie du peuple à travers un paraphrasage implicite (*El pueblo hace la historia. Tú, no el territorio...*). Dans les deux autres cas, où le dialogue n'est pas direct, les descriptions performatives de l'action du peuple ne sont pas moins en train d'offrir au co-énonciateurs une représentation normative et glorifiante de son existence concrète. En train de faire entrer symboliquement les masses dans la scène politique, de leur attribuer un rôle et une position dans l'échiquier politique, de construire une représentation du politique qui ne se déroule plus devant le peuple³⁵ mais avec lui et à travers lui.

D'aucuns diront que cette « participation populaire » n'est que symbolique. Et elle l'est sans aucun doute. Mais le symbolique n'est pas dépourvu de matérialité. Au contraire, comme l'ont montré Durkheim et Mauss le symbolique est constitutif de la matérialité sociale³⁶. Sans une représentation « symbolique » de la scène politique, sans l'attribution d'une place en son sein, comment mobiliser qui que ce soit (faire-faire), comment accomplir (faire) quoi que ce soit ? Ce n'est pas en opposant le discours à la réalité que nous pourrions voir les limites ou les vertus (ou, de manière plus neutre, les modalités) de cette « participation populaire ». C'est, encore une fois, en analysant les catégories de sens constitutives de cette représentation normative de l'action populaire.

Notons d'abord que, pour vertueux ou glorieux qu'il soit, le peuple construit par le discours démocrate-chrétien ne semble pas avoir la capacité de s'organiser par lui-même. Sur le plan d'une analyse actantielle, nous dirions que le *sujet* (peuple) manque des modalités du pouvoir que doit lui transmettre l'État (*Destinateur syntaxique*). Voyons quelques exemples :

chilenos ; **camaradas** democratacristianos », alors qu'il est aujourd'hui parfaitement impensable d'utiliser le mot « camarade » pour un démocrate-chrétien chilien.

³⁵ Jürgen Habermas, *L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1988, p. 22.

³⁶ Voir à ce sujet, Alain Caillé (dir.), *Plus réel que le réel, le symbolisme*, Paris : La Découverte/M.A.U.S.S., 1998.

« ...organizar la participación del pueblo en todos sus niveles. » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial*/1970, p. 85).

« El pueblo necesita del estímulo estatal para salir de la marginalidad. Si pudiera hacerlo solo, no habría marginados [...] Ser marginal consiste precisamente en encontrarse **imposibilitado para cambiar de suerte...** » (*Los 7 misterios de Promoción Popular*/1965³⁷, p. 5).

« **Estoy aquí para dar educación** a todos los niños de Chile y **abrirles** todas las oportunidades, sin otro límite que su propia capacidad, en la certeza de que **un pueblo que derrota la ignorancia, inevitablemente derrota la miseria y la servidumbre** » (Frei Montalva, *Discurso de asunción*/1964, p. 3).

À partir de ces exemples, nous pouvons mettre en évidence un élément que nous avons négligé lors de l'analyse de l'effacement de la figure du Président derrière celle du peuple. Contrairement à d'autres discours –où le locuteur (Président) s'efface totalement en assumant une position énonciative de narrateur pour raconter, sous la forme d'un récit³⁸, les victoires du peuple– le discours de Frei donne au locuteur la position d'un actant distinct qui, plutôt que de se fusionner avec le peuple, instaure une relation avec celui-ci dans laquelle les actes de l'un ne sont pas équivalents à ceux de l'autre. Dans ces exemples, le principe dynamique, l'impulsion première, est donnée par Frei ou l'État (*organizar ; estímulo estatal ; Estoy aquí para...*). Ce n'est qu'une fois cette impulsion donnée, que l'actant peuple peut devenir sujet de son histoire et actant du discours (*un pueblo que derrota la ignorancia...*). Tous les énoncés du discours de passation du pouvoir (1964) sont construits sur ce même modèle : « *Estoy aquí para que de una manera creciente los campesinos sean dueños de sus tierras* » ; « *Estoy aquí para realizar y cumplir* » ; « *Estoy aquí para lograr el desarrollo del bienestar humano y familiar* » ; « *Estoy aquí para quebrar las rigideces de un orden social...* » ; etc.

Nous verrons plus tard comment cette mise en discours contraste avec celle de l'Unité populaire ou du MIR. En ce qui concerne les effets engendrés par ce discours, nous pouvons noter que *Promoción Popular* ne consiste pas tant à potentialiser ou à légaliser les organisations populaires autonomes ou préexistantes mais à « *encausar* » l'action des couches populaires (marginalisées et donc inaptes à se sortir par elles-mêmes de leur

³⁷Presidencia de la República de Chile, Consejería Nacional de Promoción Popular, *Los 7 misterios de Promoción Popular*, (pamphlet destiné à la promotion du programme gouvernemental dit de Promotion populaire), non daté, approximativement 1964 ou 1965.

³⁸ Émile Benveniste, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966.

situation)³⁹. En d'autres termes, ce programme cherche à prévenir le dangereux événement de l'organisation « autonome » (ou dirigée par la gauche), en lui aménageant des espaces de participation « pré-scrivant » son action. Ce que Corten et Tahon appellent, en référence au modèle mexicain de l'État nourricier, la peur du prolétariat en tant qu'univers autonome des besoins⁴⁰. Cette peur d'un univers autonome —où les besoins « sauvages » (non signifiés) appellent à la révolte, conduisent à l'anomie ou tendent à laisser les masses sous l'influence d'idéologies étrangères et totalitaires— conduit, dans le cas mexicain, à redistribution de la manne pétrolière à travers la multiplication des sources d'emploi⁴¹. Dans le cas de Frei, c'est moins la multiplication des sources d'emploi (très peu d'entreprises d'État seront créées) ou même l'incitation à la demande (corporatiste) que l'incitation à l'organisation et à la participation au sein des structures politiques « locales » créées par l'État en fonction des besoins objectivés :

« - ¿Que est Promoción Popular? -Es un proceso por el cual el **pueblo capacitado y organizado** se va **integrando** en el desarrollo general del país al **participar** activamente en la **solución de sus propios problemas**. En otras palabras: es lo contrario del **paternalismo**. » (*Los 7 misterios de Promoción Popular*/1965, p. 3).

« - ¿En qué consiste ese programa? - Consiste en **integrar al pueblo al pleno ejercicio de sus derechos**, mediante una **colaboración** sistemática con el **sector público** : Son puntos esenciales des programa: 1- el acondicionamiento de las estructuras y mecanismos estatales para hacer posible la **incorporación del pueblo al ejercicio del poder** ; 2- la **organización del pueblo en Juntas de Vecinos, Centros de Madre y demás agrupaciones comunitarias** [...] 3- la **capacitación de los líderes populares** a fin de facilitar su actividad y su contacto con los **servicios públicos** ; 4- la **elevación del nivel de vida** (material y espiritual) del **pueblo** a través de la acción combinada de este con los **poderes gubernativos**. De aquí sale la **pavimentación** de la calles en las poblaciones, la instalación de **alcantarillado y luz, escuelas, policlínicas, retenes de policía, teléfonos públicos, mercados y locales comunitarios**. » (*Los 7 misterios de Promoción Popular*/1965, p. 6).

Dans le premier de ces deux extraits, nous voyons comment la stratégie illocutoire du document de propagande *Los 7 misterios de Promoción Popular*, cherche implicitement (effacement des marques de l'interdiscours) à répondre à une accusation de paternalisme portée contre ce programme. Cette réponse n'est pas argumentative mais simplement

³⁹ « *imposibilitado para cambiar de suerte* ».

⁴⁰ André, Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier, Prolétariat et population, Mexique/Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1988.

⁴¹ Ce que Corten et Tahon (*Ibid.*) appellent la prolétarianisation de la population, c'est-à-dire son contrôle à travers l'objectivation des besoins, de la population, du territoire, des machines, de la nourriture, etc. en fonction de la formulation de demandes sur la base d'intérêts corporatistes.

descriptive. Elle affirme que le programme de Promotion populaire est une forme d'intégration, de formation (*capacitacion*), d'organisation et de participation du peuple à la solution de ses propres problèmes. Cependant, cette organisation populaire est systématiquement modalisée par son incorporation dans des structures légales, en lien direct avec le gouvernement (*colaboración sistemática con el sector público ; estructuras y mecanismos estatales ; contacto con los servicios públicos ; acción combinada de este con los poderes gubernativos ; etc.*).

Nous pouvons également remarquer dans ces exemples un certain parallèle avec le discours de lutte contre la pauvreté, étant donné leur insistance sur les besoins de base et la dimension locale (*alcantarillado y luz, escuelas, policlinicas, retenes...*). Nous avons déjà montré que l'événement discursif paupériste ne correspond pas à l'apparition du thème de la pauvreté mais à la forme particulière de l'énoncer. Nous pourrions cependant croire, à la vue de ces exemples qui appellent à la participation du peuple (que nous appellerions aujourd'hui des pauvres ou des bénéficiaires) aux *Juntas de Vecinos, Centros de Madre y demás agrupaciones comunitarias*, destinées à combler une série de besoins à travers la mobilisation de l'épargne et la main d'œuvre du peuple (pauvres)⁴², que le discours de la DC constitue un précurseur des programmes de lutte contre la pauvreté. Cependant, en parlant du peuple plutôt que de pauvreté, le discours démocrate-chrétien n'est aucunement en train de construire la même représentation de la pauvreté : il n'établit pas le même découpage social, ne postule pas les mêmes *topoi*, n'engage pas l'État dans les mêmes politiques et ne conduit pas à la même forme de participation que le discours de lutte contre la pauvreté. En effet, dans le discours sur la Promotion populaire, on n'établit pas de frontière antagonique ou d'arbitrage entre les besoins des pauvres et les demandes des non-pauvres. Au contraire, les demandes des syndicats, des coopératives, des classes moyennes, des fonctionnaires, des employés, etc. se voient mises en équivalence, à travers la catégorie de peuple, au sein d'un seul et même processus de lutte pour les droits et de récupération de la souveraineté nationale :

⁴² El pueblo aporta lo que puede : la mano de obra, terrenos, materiales, incluso dinero, productos del ahorro y de fondos reunidos en Cooperativas » (*Los 7 misterios de Promoción Popular*/non daté (1965), p. 7).

« El país ha vivido una etapa de **organización popular**: juntas de vecinos, sindicatos, cooperativas, centros de madres y muchas otras manifestaciones de la **comunidad organizada...** » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial*/1970, p. 85).

« La necesidad de una **reforma agraria** dentro del espíritu de la ley, la **igualdad de oportunidades** para todos los chilenos para llegar a los más altos niveles del saber y la cultura, la dignidad de cada hombre y mujer chilena para **organizarse libremente y luchar en defensa de sus legítimos derechos**, la batalla por el perfeccionamiento de nuestra **soberanía nacional** y su **real independencia** al **recuperar el dominio de sus riquezas básicas.** » (*Ibid.*, p. 89).

« Ganaremos, porque, tal como dijimos en 1964, queda una inmensa tarea por cumplir para que el **pueblo y no la minoría** asuma el **rol de conductor de Chile** y sea el motor que **multiplique la riqueza**, afirme la dignidad esencial del **campesino**, del **obrero**, del **empleado**, del **funcionario**, del **técnico**, del **científico** y desencadene su **prodigiosa capacidad**, cuando ellos saben que están **al servicio del pueblo** mismo y no de un **pequeño grupo.** » (Tomic, *Discurso candidatura a la presidencia*/1969, p. 1).

L'effet de participation n'est pas le même, lorsqu'on parle d'une participation à des programmes de lutte contre la pauvreté que lorsqu'on parle d'une intégration à un mouvement politique national redéfinissant les orientations générales du pays et des rapports de production⁴³. Ce ne sont pas les mêmes politiques qui sont énonçables ; ce ne sont pas les mêmes présupposés qui établissent ce que le gouvernement ou les « pauvres » ou les travailleurs pourront faire et ne pas faire, selon que l'on définit cette participation en termes populaires ou paupéristes. Dans les exemples ci-dessus, nous pouvons constater l'unité qui s'établit entre d'un côté les syndicats, les coopératives l'ouvrier, le paysan, l'employé, le fonctionnaire, le technicien et le scientifique (niveau des rapports de production) et de l'autre côté les organisations communautaires (relatives aux besoins, à la vie quotidienne, à l'espace local et aux services publics) au sein d'une « lutte » pour la défense des droits et d'une « bataille » pour la récupération de la souveraineté nationale et l'atteinte d'une « réelle indépendance » grâce au contrôle national sur ses richesses fondamentales. Cette unité des divers niveaux (besoins, production et souveraineté) est assurée par la figure du peuple qui les subsume (*etapa de organización popular ; todos los chilenos ; al servicio del pueblo*). En conséquence, le principe d'altérité de ce référent populaire n'est ni l'action « arbitraire » de l'État, ni le protectionnisme, ni les demandes des non-pauvres, mais les privilèges d'une minorité (*pequeño grupo*) et le contrôle des richesses par des groupes étrangers

⁴³ « ...nuevas formas de participación de los trabajadores en los mecanismos mismos de la producción y en la estructura de las empresas. » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial*/1970, p. 85).

(perfeccionamiento de nuestra soberanía nacional y su real independencia al recuperar el dominio de sus riquezas básicas).

8.4.2- Confrontation entre Démocratie chrétienne et Unité populaire : Règles de dispersion et relations polémico-consensuelles

Il n'est pas nécessaire ou opportun d'« expliquer » cette différence entre ces deux discours portant sur la pauvreté. Cela présupposerait que la pauvreté « appelle » par elle-même un type de discours, enlevant toute qualité d'événement aux différents processus de signification sociale (mises en discours). En d'autres termes, il ne s'agit pas de montrer comment le discours populiste de la DC ne parviendrait pas à traiter correctement la pauvreté du fait d'un manque de connaissances ou de données empiriques sur le nombre de pauvres, leurs caractéristiques ou leurs localisation ; pas plus qu'il ne s'agirait de montrer comment le discours de lutte contre la pauvreté pervertit l'unité naturelle des pauvres ou du peuple en établissant des frontières « artificielles ». Toute mise en discours est nécessairement artificielle dans la mesure où il n'existe pas de nécessité ou de naturalité sociale, dans la mesure où le social se crée de lui-même à travers ses propres processus idéologiques de signification, établissant pour une époque, un lieu et/ou une collectivité donnée, ce qui aura valeur de réalité. Ce pourquoi nous cherchons plutôt à établir les conditions de possibilité qui constituent les « nécessités » sociales engendrées par les discours à travers leur circulation et leurs relations polémico-consensuelles.

Nous avons vu plus tôt, en analysant la formation discursive paupériste, comment les groupes militants et les ONGs opposés à la mondialisation néolibérale tendaient néanmoins à confirmer une série de postulats « néolibéraux » se trouvant dans l'implicite des règles d'énonciation de la lutte contre la pauvreté. Dans le cas de la DC, il s'agit du même processus qui s'applique mais de manière inversée. Alors que son principal repoussoir, sa principale figure d'opposition, se situe moins du côté des minorités (latifundium, oligarchie) et de l'impérialisme ou du capital étranger, que du côté du totalitarisme de gauche, en entrant en concurrence avec cette gauche pour neutraliser son influence « néfaste » sur « le peuple » elle se trouve contrainte à concéder une série de présupposés ou de lieux communs (deixis fondatrice), qu'elle cherchera à articuler autrement mais qu'elle ne tendra pas moins à confirmer.

Par ailleurs, la DC n'a pas un discours purement réactif, cherchant à « neutraliser » une « vérité » ou une « réalité » sociale que la gauche aurait « courageusement » mise en évidence pendant des années de lutte. L'investissement de la dimension des besoins dans la représentation du peuple protagoniste constitue une innovation de la DC par rapport aux discours sur le peuple qui proliféraient dans la gauche chilienne avant les années 1960. Non pas que la gauche n'ait pas parlé des besoins ou de la misère du peuple ; seulement, cette représentation de la misère était subordonnée à la catégorie du prolétariat, des travailleurs et des rapports de production. En centrant son action sur le logement, les tâches ménagères (*Centros de Madres*), les services publics, l'organisation de la vie quotidienne des quartiers, etc., le discours sur les besoins populaires de la DC, forcera la gauche chilienne à investir ce terrain qu'elle « leur » « dérobait ». En fait, elle ne leur dérobait rien, puisque cette gauche ne s'était jamais intéressée à ces espaces autrement que comme les lieux où habitaient les prolétaires ou comme la conséquence (une preuve de plus) de leur exploitation.

En effet, comme le montre Vicente Espinoza dans son livre sur *L'histoire des pauvres des villes*⁴⁴, les premières grandes « prises de terrain » sont organisées spontanément par les *pobladores* qui tendent à s'approprier des programmes de construction de logements du gouvernement Frei (*Operación Sitio*). Les partis de gauche ne font alors que réagir, en appui, face à un mouvement qu'ils n'ont pas prévu et encore moins stimulé. Ce n'est qu'après plusieurs prises de terrain « spontanées » que les partis de gauche (principalement le MIR, qui n'est pas un parti mais un mouvement, et le PC) vont « organiser » des prises de terrain. Il s'agit là d'un effet de circulation ou de la cohabitation stratégique de deux positions contradictoires au sein de la formation discursive populiste, puisque cette pratique n'est déductible ni de l'organisation institutionnalisée de *Promoción Popular*⁴⁵, ni du discours

⁴⁴ Vicente Espinoza, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, ECO, Santiago, 1987.

⁴⁵ De fait, la débâcle électorale de la DC (qui passa de 55,5% en 1964 à 27,8% en 1970) est en partie liée à une tuerie (dix morts) engendrée par la répression d'une *prise de terrain* à Puerto Montt en 1969. La réaction répressive de la DC face à l'organisation ou aux revendications autonomes « du peuple » a été présentée (par la gauche tout autant que par ses propres dissidents) comme une preuve de son incohérence ou de son double discours. Or, il ne s'agit pas tant d'un double discours que d'une conséquence de cette forme de mobilisation contrôlée proposée par la DC. Car il ne s'agissait pas de stimuler n'importe quelle organisation ou revendication mais de « *encausar* » la mobilisation au sein de structures « légales ». Les « débordements » sont ainsi aisément assimilés à une manipulation par des groupes « aliénés à des idéologies étrangères » et réprimés avec toute la force que l'on prévoit contre un ennemi externe.

ouvriériste des partis de gauche. En devenant un objet de valeur, la mobilisation du peuple rend possible de nouvelles situations, de nouvelles actions, de nouvelles formes de « participation » inconcevables dans les années précédant la transformation de cette formation discursive en langue politique (hégémonie).

Au-delà des prises de terrain, qui concernent tout de même la mobilisation de centaines de milliers de *pobladores*, et qui constituent un symbole pour l'ensemble de la population des mal logés (évaluée à plusieurs millions de personnes)⁴⁶, les forces de l'Unité Populaire vont également chercher à prendre le contrôle des *Juntas de Vecinos* en se présentant aux élections de leurs représentants et vont créer quelques mois avant les élections de 1970 les *Comités de Unidad Popular* (CUP), cherchant à mobiliser les sympathisants de l'UP autour de la candidature de Salvador Allende sur une base territoriale plutôt que partisane ou syndicale (où se déroulait habituellement l'activité de ces partis). De même, au cours des trois années de l'expérience socialiste de l'UP, face au problème de l'approvisionnement alimentaire et du boycott de la production et de la distribution (*acaparamiento*) de la part de la bourgeoisie, il se développera une nouvelle action territoriale autour des *Juntas de Abastecimiento Popular* (JAP)⁴⁷. Cependant, comme le mentionne del Pozo, cet élargissement de l'aire d'action des partis politiques liés à l'UP ne parviendra jamais à dépasser le discours ouvriériste. Les *pobladores*, les femmes, les classes moyennes, les professionnels, etc. étaient conviés à se joindre à la lutte du prolétariat et non pas à investir leur espace de vie sur d'autres bases que la lutte des classes. Par exemple, alors que l'on dénonçait la manière par laquelle le discours et les pratiques de la DC définissaient les femmes en reproduisant leur « rôle » de mères et de ménagères à travers les *Centros de Madres*, le discours de l'UP ne parvient pas à leur donner

⁴⁶ L'imprécision de la mesure est symptomatique du discours populiste qui ne partage pas la contrainte constitutive de quantification du discours de lutte contre la pauvreté. Ainsi, selon les contextes on parlera tantôt d'un déficit habitationnel d'un demi million de maisons, tantôt d'une situation de marginalité touchant la moitié de la population, tantôt de quatre millions de personnes etc. Loin d'être un problème, cette imprécision permet d'englober dans une même catégorie de peuple, de pauvres ou de marginaux l'ensemble de la population, y compris les professionnels, les employés, les militaires et les carabiniers (police, qui au Chili est intégrée aux Forces armées) qui bénéficient eux aussi de programmes de construction de logements et qui sont décrits comme ayant des conditions de vie insuffisantes.

⁴⁷ Voir à ce sujet, Del Pozo, *Le Chili contemporain...*, pp. 59 et suivantes.

un rôle plus significatif, dans la mesure où elles n'avaient d'autre fonction que de s'incorporer à la lutte des hommes :

« Venceremos cuando la **mujer chilena** sepa de nuestro llamado y se **incorpore** a la **lucha** de su **hombre**, de su **padre** y de su **hijo**, de su **hermano**. » (Allende, *Un año de Gobierno popular/1971*⁴⁸, p. 20).

8.4.3- L'exploitation : Axe de la *prolétarianisation* du peuple

La convergence stratégique de positions contradictoires et mêmes opposées au sein de règles de dispersion communes n'enlève rien à l'identité ou aux particularismes de chaque position. Ainsi, bien que ces deux positions au sein du champ discursif du peuple partagent une série de topoï en ce qui concerne les couples d'opposition interne/externe, public/privé, peuple/minorité, etc. cela n'empêche pas qu'il puisse y avoir de profondes différences dans la manière de les signifier. Alors que, pour la DC, ces couples d'opposition ne servent pas à créer de frontière antagonique⁴⁹ au sein du social mais plutôt à « parfaire » les institutions, dans le discours de l'Unité populaire il en va tout autrement. La différence entre ces deux discours réside principalement dans la figure de *l'exploitation*. Totalement absente du discours de la DC, l'exploitation est une catégorie de signification centrale (un praxème) dans le discours de l'UP :

« La *explotación imperialista* de las economías atrasadas se efectúa de muchas maneras: a través de las **inversiones en la minería** (cobre, hierro, etc.), y en la **actividad industrial, bancaria y comercial**; de los **préstamos norteamericanos** en condiciones usurarias". Los **monopolios norteamericanos**, con la *complicidad de los gobiernos burgueses*, han logrado *apoderarse* de casi todo nuestro cobre, hierro y salitre. **Controlan el comercio exterior y dictan la política económica por intermedio del F.M.I.** y otros organismos. **Dominan** importantes ramas **industriales y de servicios**. » (Programme de l'Unité populaire/1969⁵⁰, p. 1).

« De los **trabajadores** es la victoria. Del **pueblo sufrido**, que **soportó** por siglo y medio, bajo el nombre de **Independencia**, la *explotación* de una **clase dominante** incapaz de asegurar el **progreso** y, de hecho, **desentendida de él**. La verdad, lo sabemos todos, es que el **atraso**, la **ignorancia**, el **hambre** de **nuestro pueblo** y de todos los

⁴⁸ Presidente Salvador Allende, *Un año de Gobierno popular*, Estadio Nacional de Santiago, Santiago de Chile, 4 novembre 1971.

⁴⁹ L'antagonisme du discours démocrate-chrétien, comme nous l'avons déjà noté, se développe en opposition au totalitarisme et au communisme.

⁵⁰ Unidad Popular, *Programa Básico de Gobierno de la Unidad Popular, aprobado por los Partidos Comunista, Socialista, Radical y Social Demócrata, el Movimiento de Acción Popular Unitaria MAPU y la Acción Popular Independiente el 17 de Diciembre de 1969 en Santiago de Chile*, Santiago, Décembre 1969, (www.bicentenariochile.cl).

pueblos del Tercer Mundo, existen y persisten porque resultan *lucrativos para unos privilegiados*. » (Allende Toma de posesión/1970⁵¹, p. 1).

Au même diagnostic sur la nécessité de « *transformar las estructuras económicas y sociales* »⁵², aux mêmes affirmations sur le protagonisme populaire ou sur la participation au pouvoir des groupes « *postergados* », « *negados* », « *marginados* », que l'on peut retrouver dans le discours de la DC, correspondent de nouvelles causes et de nouvelles solutions dérivant d'une différence de conception du lieu du politique. Alors que pour la DC, comme nous l'avons vu précédemment, les changements « nécessaires » se situent à un niveau politico-institutionnel, pour l'UP ces changements s'orientent vers l'altération des rapports de production, de propriété et de pouvoir au sein des relations sociales et internationales.

Il s'agit toujours de la même catégorie de peuple (*Del pueblo sufrido*), se déployant avec les mêmes équivalents sémantiques (travailleurs, ouvriers, paysans, etc.) remplissant la même fonction de légitimation ou de délégitimation des adversaires (*desentendida de él*). Cependant ce peuple n'est plus placée au sein d'un système de sens ou d'une scénographie de la marginalité (sociale, économique et culturelle), appelant à l'intégration d'un groupe dans les structures préexistantes. Il s'agit plutôt de le signifier au sein d'un système de sens structuré autour de la figure de l'exploitation (*y demás capas explotadas ; explotación imperialista ; apoderarse ; Controlan ; dictan ; Dominan ; explotación de una clase dominante ; etc.*). La transformation de « *las estructuras económicas y sociales* » ne peut donc pratiquement pas conduire à l'intégration des « couches exploitées » à ces mêmes processus d'exploitation, au sein desquels elles se trouvent déjà submergées. Il s'agit plutôt de leur permettre de s'extraire de cette exploitation en s'appropriant l'entièreté de ce qui « leur appartient »⁵³, pour le faire fonctionner à leur avantage plutôt qu'en bénéfice d'une minorité au service de l'impérialisme (*Los monopolios norteamericanos, complicidad de los gobiernos burgueses ; lucrativos para unos privilegiados*). Les frontières interne/externe,

⁵¹ Salvador Allende, *La Gran Tarea, Discurso al Tomar posesión del Gobierno, 5 de noviembre 1970*, novembre 1970, (www.bicentenariochile.cl).

⁵² Frei Montalva, *Mensaje Presidencial/1970*, p. 88. Voir supra.

⁵³ « **El pueblo de Chile ha recuperado lo que le pertenece. Ha recuperado sus riquezas básicas de manos del capital extranjero. Ha derrotado los monopolios pertenecientes a la oligarquía...** » (Allende, *Un año de Gobierno popular/1971*, p. 2).

public/privé, peuple/minorité, n'impliquent donc plus une simple contradiction mais une relation clairement antagonique.

Bien entendu, ces distinctions pouvaient très bien être déduites de l'opposition classique entre réformisme et révolution ou entre les théories de la marginalité et celles de la dépendance. Leur analyse discursive à partir de la notion de formation discursive permet cependant de rendre compte de la cohabitation stratégique de deux positions en apparence antinomiques (l'anti-communisme démocrate-chrétien et l'anti-réformisme de l'UP) qui développent, du fait même de leur confrontation ou de leur concurrence, des règles énonciatives (de formation, de transformation et de dispersion) communes. Le point de convergence de ces règles de dispersion communes est justement la lutte pour la définition et le contrôle du sens de la figure du peuple.

Nous avons vu comment la figure dans le discours démocrate-chrétien établissait une unité entre les marginaux, l'action sociale de l'État (santé, éducation, logement, etc.), les travailleurs, ouvriers et paysans, les couches moyennes, les professionnels et employés de la fonction publique, etc. et la récupération de la « réelle indépendance » (souveraineté). Il en va exactement de même pour le discours de l'UP, qui reprend même la catégorie des marginaux pour la faire fonctionner au sein de son propre système de sens postulant la lutte des classes :

« Sabemos que ensanchar la base y dar acceso a sectores **marginados** traerá algunas dificultades [...] Pero vamos avanzando y el **pueblo** nos comprende. Si nos hemos preocupado de los **obreros, campesinos y empleados, técnicos, profesionales y estudiantes**, tampoco hemos dejado de mirar hacia los **pequeños y medianos productores, comerciantes o agricultores**. Queremos que termine la *extorsión de las empresas monopólicas*. Han aumentado las **ventas** con la mayor capacidad adquisitiva del **consumidor** y con las mayores **adquisiciones** de las empresas estatizadas. Hemos firmado convenios de **producción** en la línea blanca, en conservas, en equipos ferroviarios, en viviendas; la **política crediticia los beneficia...** » (Allende, *Un año de Gobierno popular*/1971, p. 7).

Si, à partir des exemples précédents, on aurait pu croire que l'UP n'utilisait que des catégories strictement « prolétaires » (travailleurs, ouvriers et paysans) comme équivalents du peuple, ce dernier exemple nous montre jusqu'à quel point la catégorie de l'exploitation (impérialiste) peut être extensible et englober l'ensemble des catégories significatives du

social de l'époque (*sectores marginados*⁵⁴; *obreros, campesinos y empleados, técnicos, profesionales y estudiantes*; *pequeños y medianos productores, comerciantes o agricultores*) pour les regrouper derrière la méta-catégorie de peuple (*el pueblo nos comprende*). Cependant, cette « unité populaire » ne s'articule plus à un processus de *Promoción Popular* ou d'organisation populaire⁵⁵ mais plutôt à une lutte contre la « *extorsión de las empresas monopólicas* ». Notons que la frontière antagonique construite par le discours de l'UP ne tend pas à opposer les chiliens entre eux, puisqu'elle s'établit principalement en opposition à l'exploitation impérialiste. Le seul groupe de Chiliens « exclus » du camp populaire est constitué par leurs « complices » internes qui perdent alors le statut de Chiliens. Nous y reviendrons plus bas.

Cette capacité des discours, de faire entrer des éléments en apparence « externes » dans leur propre système de sens, produit un curieux paradoxe. Alors que le discours de la DC se caractérise par son investissement de la dimension des besoins, on ne retrouve jamais le mot « pauvreté » ou « pauvres ». Tandis que dans le discours de la gauche révolutionnaire qui, lui, est orienté vers les rapports de production, les termes pauvres ou pauvreté apparaissent constamment et ce jusque dans les déclarations du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) :

« Esto sólo será resuelto por un **enfrentamiento** entre los **pobres del campo y la ciudad** con los **dueños del poder y la riqueza**. » (MIR, *Declaración pública*/1970⁵⁶, p. 1).

« Chile vive una crisis profunda que se manifiesta en el **estancamiento económico y social**, en la **pobreza generalizada** y en las **postergaciones** de todo orden que sufren los **obreros, campesinos y demás capas explotadas**. » (Programme de l'Unité populaire/1969, p. 1).

⁵⁴ Notons, dans cette chaîne d'équivalence construite à partir du lexème « marginaux », l'absence des catégories constitutives de la figure des marginaux dans le discours de la DC, tout autant que dans les théories latino-américaines de la marginalité, qui réfèrent aux *pobladores*, au secteur informel, aux travailleurs précaires ou saisonniers, aux femmes pauvres, aux jeunes sans emploi, etc. Cette absence de ce qui apparaîtrait comme évident est symptomatique de cette possibilité que possède tout système de sens d'altérer le sens habituel des termes en les faisant fonctionner au sein de ses propres règles. Dans le cas présent, nous parlons d'une « prolétarianisation » des marginaux.

⁵⁵ « ...organizar la **participación del pueblo** en todos sus niveles. El país ha vivido una etapa de **organización popular**: juntas de vecinos, **sindicatos, cooperativas**, centros de madres y muchas otras manifestaciones de la **comunidad organizada**. » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial*/1970, p. 85).

⁵⁶ Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), *El MIR a los obreros, campesinos, pobladores, estudiantes y soldados*, *Declaración pública*, *septiembre 1970*, Santiago, 1970, (www.bicentenariochile.cl).

« Tal es la esperanza de construir un mundo que supere la división entre **ricos y pobres**. Y en nuestro caso, edificar una sociedad en la que se **proscriba la guerra de unos contra otros** en la competencia económica; en la que **no tenga sentido** la lucha por **privilegios profesionales**; ni la **indiferencia hacia el destino** ajeno que convierte a los **poderosos en extorsión** de los **débiles**. (Allende, *Mensaje Presidencial*/1971⁵⁷, p. VIII).

Comme pour les besoins, les marginaux, les *pobladores*, le local, les femmes, les classes moyennes, les entrepreneurs, les commerçants, etc., la catégorie de pauvre ou de pauvreté fonctionne dans le discours de la gauche révolutionnaire au sein d'un système de valorisation construit autour de l'exploitation⁵⁸ qui lui donne un sens particulier, parfaitement compatible avec ses propos (effet de bouclage) : « *la pobreza generalizada* » est subie (soufferte) par les « *obreros, campesinos y demás capas explotadas* » ; « *los pobres del campo y la ciudad* » sont en lutte contre « *los dueños del poder y la riqueza* » ; on cherche à dépasser « *la división entre ricos y pobres* »...

8.4.4- Le peuple contre la violence des institutions

Si le discours de la gauche révolutionnaire se caractérise par sa « prolétarianisation » des différents équivalents sémantiques du peuple, et que le discours de la DC, lui, se caractérise par leur encadrement au sein de structures étatiques, ce qui permet l'existence d'une formation discursive, ce n'est pas le prolétariat ou les nouvelles institutions étatiques mais la convergence de ces deux discours autour de la catégorie de peuple. Leur convergence stratégique issue de cette lutte pour le sens engendre des règles de dispersion. Nous avons déjà vu comment l'investissement par la DC du domaine des besoins, de la vie quotidienne, des quartiers populaires, des femmes (*dueñas de casa* ou mères) etc. contraint le discours de l'UP à investir également ces lieux et ces personnes, tout en les intégrant dans son système de sens structuré autour de la lutte contre l'exploitation impérialiste. Nous avons également vu comment la DC incorpore, du moins partiellement, sous la forme d'une concession, les

⁵⁷Presidente Salvador Allende, *Primer Mensaje al Congreso Pleno, La Via Chilena hacia el socialismo*, Congreso de la República de Chile, el 21 de Mayo de 1971, Santiago, mai 1971, (www.bicentenariochile.cl). Le *Mensaje presidencial* constitue le traditionnel discours des Présidents chiliens pour l'ouverture des travaux du Congrès à tous les 21 mai : à ne pas confondre avec le discours « Un año de gobierno popular » prononcé par Allende également en 1971 mais en novembre et au stade national (voir *supra*).

⁵⁸ Nous l'avons amplement répété : la pauvreté n'est pas un lexème ou un thème nouveau que l'événement discursif paupériste aurait mis en lumière. Cette « prolétarianisation » de la pauvreté n'est pas une altération de son sens propre mais une autre de ses significations sociales.

catégories révolutionnaires, s'attaquant à la propriété privée de la terre, au contrôle exclusif des propriétaires sur le processus de production et au contrôle des compagnies étrangères sur les ressources naturelles, pour les faire entrer au sein d'un discours institutionnaliste.

Mais la contamination ou le partage de référents communs entre ces deux discours ne s'arrêtent pas là. Un autre point nodal sur lequel se fixe la lutte pour le sens concerne la figure de la « tradition démocratique chilienne » :

« Si nos detenemos a meditar un momento y **miramos hacia atrás en nuestra historia**, los chilenos estamos orgullosos de haber logrado imponernos por **vía política**, triunfado sobre la **violencia**. Esta es una **noble tradición**. Es una **conquista imperecedera**. En efecto, a lo largo de nuestro **permanente combate por la liberación**, de la lenta y dura lucha por la **desigualdad y por la injusticia**, hemos preferido siempre **resolver los conflictos sociales** con los recursos de la **persuasión**, con la **acción política**. » (Allende Toma de posesión/1970, p. 2).

« Esta **tradición republicana y democrática** llega así a formar parte de nuestra **personalidad**, impregnando la **conciencia colectiva de los chilenos**. El respeto a los demás, la tolerancia hacia el otro, es uno de los **bienes culturales** más significativos con que contamos. » (*Ibid.*, p. 3).

« La **voluntad popular** nos legitima en nuestra tarea. Mi gobierno responderá a esta confianza haciendo real y concreta la **tradición democrática de nuestro pueblo**. (*Ibid.*, p. 4).

Ces déclarations sont énoncées dans le contexte immédiat de l'assassinat du général René Schneider, et des conspirations de la droite pour empêcher l'arrivée au pouvoir du gouvernement « populaire ». Cependant, elles s'inscrivent dans des règles énonciatives générales empruntées à ce discours (ou cette mythologie)⁵⁹ sur la tradition démocratique chilienne. Le fait de lier le dénouement de la crise de succession, à l'Histoire, à la « *noble tradición* » « *democrática de nuestro pueblo* » de résolution des conflits par la voie politique et la persuasion, plutôt que par la violence, le fait de présenter cette « conquête » comme « impérissable », permet de briser la dichotomie établie par la DC entre la gauche révolutionnaire et la démocratie en projetant sur la droite séditeuse cette accusation, avec d'autant plus d'efficacité qu'on place la DC (et les autres partis acquis au pluralisme et au

⁵⁹ S'il est nécessaire de parler de « mythologie » c'est que les massacres d'ouvriers, les putschs et la répression aux organisations politiques dissidentes ponctuent l'histoire du Chili, sous un émail d'institutionnalité et de démocratie. La période trouble entre 1924 et 1936, la mise hors la loi du PC par Videla, jusqu'au massacre de dix *pobladores* à Puerto Montt en 1969 et les différentes formes de conspiration et de sédition qui prépareront le coup d'État du 11 septembre 1973, ne sont que quelques exemples, dont nous avons pu faire mention au cours de cette analyse, de ce que del Pozo appelle une « culture de la répression ». Pour une recension systématique des principales limites répressives de la démocratie chilienne, voir del Pozo, *Le Chili contemporain...*, pp. 33 et suivantes.

constitutionnalisme) face aux conséquences de leur propre discours. De fait, hors contexte, ces énoncés pourraient aisément être confondus avec ceux de la *Révolution en liberté*.

S'il ne s'agissait que d'un exemple directement destiné à neutraliser les dangers de la sédition de droite, il ne serait pas possible de parler d'une règle énonciative. Or, la lutte pour la définition de la « tradition » et de la « violence » traverse l'ensemble des déclarations d'Allende⁶⁰ jusqu'à son discours final, diffusé par la radio, alors que les Forces armées bombardaient la Moneda (Siège du pouvoir) ainsi que les stations de radio qui diffusaient ce message :

« El *capital foráneo*, el *imperialismo*, unidos a la *reacción*, crearon el clima para que las Fuerzas Armadas rompieran su *tradición* : la que les señaló Scheider y que reafirmara el Comandante Araya, *víctimas del mismo sector social* que hoy estará en sus casas esperando, con *mano ajena*, reconquistar el poder para seguir defendiendo sus *granjerías y sus privilegios*. » (Allende, *Grandes alamedas* 1973⁶¹, p. 2).

Dans ces dernières paroles publiques d'Allende, on peut encore percevoir la captation de la figure de la tradition démocratique ou constitutionnelle des forces armées tout en les faisant fonctionner au sein des catégories propres à la gauche révolutionnaire de l'impérialisme et l'exploitation. Les Forces armées chiliennes ne sont donc pas accusées directement, puisque la responsabilité de leur geste est portée par « *el capital foráneo, el imperialismo, unidos a la reacción* ». Jusqu'à la toute fin, Allende cherchera à incorporer les Forces armées dans le projet révolutionnaire en vantant « *la firmeza democrática de las Fuerzas Armadas y de Carabineros* »⁶². Il s'agit moins là d'une naïveté que l'on pourrait attribuer au Président en ce qui concerne la croyance en la « réalité » de cette mythologie nationale que d'une autre condition de possibilité de ce discours révolutionnaire démocratique qui cherchait à tout prix à éviter le dénouement violent vers lequel voulaient le conduire la sédition de droite tout

⁶⁰ Par exemple: « Si la violencia no se desata contra el pueblo, podremos transformar las estructuras básicas donde se asienta el sistema capitalista en democracia, pluralismo y libertad. » (Allende, *Mensaje Presidencial*/1971, p. XIV).

⁶¹ Presidente Salvador Allende, « De nuevo se abrirán las grandes alamedas », Adresse à la nation prononcée sur les ondes de *Radio Magallanes*, Santiago, 11 septembre 1973.

⁶² « La *resuelta actitud del Gobierno*, la *energía revolucionaria del pueblo*, la *firmeza democrática de las Fuerzas Armadas y de Carabineros*, velaran porque Chile avance con seguridad por el camino de su *liberación*. » (Allende, *Mensaje Presidencial*/1971, pp. XIV-XV).

autant que le verbe révolutionnaire de certains sympathisants « critiques » (MIR) ou forces de gauche présentes au sein même du pacte de l'Unité Populaire⁶³.

La stratégie illocutoire permettant d'incorporer les militaires, tout autant que les petits entrepreneurs, les professionnels, et d'autres groupes *a priori* externes au projet révolutionnaire, se fait donc par la construction d'une frontière antagonique, pas tellement entre les classes qu'avec une « minorité » de privilégiés auxquels on enlève le statut de Chiliens ou de patriotes en les mettant en récit comme les représentants des intérêts étrangers (*mano ajena*) et de leurs mesquins privilèges (*defendiendo sus granjerías y sus privilegios*) opposés à ceux du peuple et de la nation. Cette stratégie ne fait que s'appuyer sur des distinctions déjà construites ou « concédées » par le discours démocrate-chrétien (conditions de possibilité) en ce qui concerne la double nécessité des changements, tout autant que d'un respect critique de la tradition⁶⁴. La lutte pour le sens ne réside d'ailleurs pas exclusivement sur la dispute autour de la définition de la « tradition démocratique chilienne ». Elle s'étend également à la définition de la violence, de la frontière interne/externe de même qu'entre public et privé. Voyons d'abord comment fonctionne la redéfinition de la violence :

« El desarrollo del *capitalismo monopolista* niega la ampliación de la **democracia** y exacerba la *violencia antipopular*. Las formas *brutales* de la *violencia* del Estado actual, tales como las acciones del Grupo Móvil, el apaleo de **campesinos** y **estudiantes**, las matanzas de **pobladores** y **mineros**, son inseparables de otras no menos brutales que afectan a **todos los chilenos**. Porque *violencia* es, que junto a quienes *poseen viviendas de lujo*, una parte importante de la población habite en *viviendas insalubres* y otros no dispongan siquiera de un sitio; *violencia* es que mientras algunos *botan la comida*, otros no tengan cómo **alimentarse**. » (*Programme de l'Unité populaire/1969*, p. 1).

⁶³ « Lenin, en pleno combate, se expresaba así, refiriéndose a los **verbalistas de la revolución**: La frase revolucionaria es la repetición de consignas revolucionarias que **no guardan relación con las circunstancias objetivas de un momento**. Consignas excelentes, estimulantes, embriagadoras, pero **sin base**, ésa es su esencia. Y además, agregaba: guerra a la frase revolucionaria, para que no pueda decirse algún día esta amarga verdad: **la frase revolucionaria**, sobre la lucha revolucionaria, **perdió a la revolución**. » (Allende, *Un año de Gobierno popular/1971*, p. 10).

⁶⁴ « Hace seis años ofrecimos a Chile un camino para **transformar las estructuras económicas y sociales** con pleno **respeto** al **sistema democrático**. Ella fue la **Revolución en Libertad**, que apareció como un método político nuevo frente a las **viejas estrategias liberales o totalitarias**. » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial/1970*, p. 88). Dans cet exemple, déjà cité précédemment, on peut retenir le reset du totalitarisme (gauche) mais on doit également remarquer que la « tradition » se voit également remise en question par la référence aux « *viejas estrategias liberales* ». La DC rend ainsi disponible cette relecture critique de la tradition.

« Una sociedad en que la **violencia** está incorporada a las **instituciones mismas**, y que condena a los hombres a la **codicia insaciable**, a las más **inhumanas** formas de **crueledad e independencia frente al sufrimiento ajeno**. » (Allende, *Toma de posesión*/1970, p. 2).

« El pueblo de Chile ha **recuperado lo que le pertenece**. Ha recuperado sus **riquezas básicas** de manos del **capital extranjero**. Ha derrotado los **monopolios** pertenecientes a la **oligarquía**. Ambas actitudes son los **únicos medios y caminos** para romper las cadenas que nos atan al subdesarrollo, único medio de **acabar con la violencia institucionalizada**, que **castiga** y castigaba más fuertemente a la **inmensa mayoría del país**. » (Allende, *Un año de Gobierno popular*/1971, p. 2).

Au déniement des pratiques revendicatives (syndicales, prises de terrains, manifestations) ou de l'objectif révolutionnaire en fonction de son caractère « violent », le discours de l'UP répond, par prolepse, en mettant en évidence la violence des institutions que ces pratiques cherchent à renverser. Le gouvernement de la DC se trouve directement accusé, en référence à « *las acciones del Grupo Móvil, el apaleo de campesinos y estudiantes, las matanzas de pobladores y mineros* » mais il s'agit d'une accusation beaucoup plus générale faite au nom de la souffrance endurées par le peuple (« *independencia frente al sufrimiento ajeno* »⁶⁵); une accusation à la violence de l'État répressif (*violencia antipopular*), au capital étranger, aux monopoles de l'oligarchie, à l'avarice (*codicia insaciable*), à l'insensibilité face à la souffrance d'autrui, aux contrastes et inégalités sociales, etc. Bref, une accusation à la « violence anti-populaire » des institutions.

De même, à l'accusation de l'origine étrangère des idéologies révolutionnaires, le discours de l'UP répond en montrant l'aliénation de la bourgeoisie, de l'oligarchie ou, plus directement, du Gouvernement Frei, aux intérêts de l'impérialisme, du FMI et des compagnies transnationales :

« En Chile las recetas “reformistas” y “desarrollistas” que impulsó la **Alianza para el Progreso** e hizo suyas el gobierno de Frei no han logrado alterar nada importante. En lo fundamental ha sido un nuevo **gobierno de la burguesía al servicio del capitalismo nacional y extranjero**, cuyos débiles intentos de cambio social naufragaron sin pena ni gloria entre el estancamiento económico, la carestía y la **represión violenta contra el pueblo**. » (Programme de l'Unité populaire/1969, p. 1).

« Ellos son los representantes, los mercenarios de las **minorías** que, desde la Colonia, tienen la agobiante responsabilidad de haber **explotado** en su **provecho egoísta** a **nuestro pueblo**; de haber **entregado nuestras riquezas al extranjero**. Son estas **minorías** las que, en su desmedido afán de **perpetuar sus privilegios**, no vacilaron en

⁶⁵ Autre exemple : « *el pueblo sufrido soportó por siglo y medio, bajo el nombre de Independencia, la explotación de una clase dominante* » (Allende, *Toma de posesión*/1970, p. 1).

1891⁶⁶ y no han titubeado en 1970 en colocar a la nación ante una trágica disyuntiva⁶⁷. ¡Fracasaron en sus designios **antipatrióticos**! ¡Fracasaron frente a la **solidez de las instituciones democráticas**, ante la firmeza de la **voluntad popular**, resuelta a enfrentarlos y a **desarmarlos**, para asegurar la **tranquilidad**, la **confianza** y la **paz de la nación**, desde ahora bajo la responsabilidad del Poder Popular!» (Allende, Toma de posesión/1970, p. 4).

« Los **monopolios norteamericanos**, con la **complicidad de los gobiernos burgueses**, han logrado apoderarse de casi todo nuestro cobre, hierro y salitre... » (Programme de l'Unité populaire/1969, p. 1).

Nous ne pouvons entrer dans le détail de l'analyse de ces citations sans nous éloigner de notre propos. Mentionnons simplement les renvois de sens aux autres éléments déjà mentionnés sur l'exploitation, la violence et les institutions démocratiques. Ce que nous voulons mettre en évidence par ces exemples dans le cas précis, c'est la subversion de la frontière interne/externe construite par Frei et avant lui par Videla autour de l'« étrangéité » des positions de la gauche révolutionnaire, en mettant en équivalence les positions réformistes et les anciennes pratiques coloniales, autour de leur même complicité avec l'étranger, de leur antipatriotisme, de leur anti-populisme (*represión violenta contra el pueblo*). L'imbrication des différents niveaux de redéfinition : de la violence (de la tranquillité, la confiance et la paix nationale), de la tradition démocratique, du patriotisme, du peuple, etc. reste essentielle, non seulement pour comprendre le système de sens de l'UP, mais surtout pour rendre compte des règles de dispersion qui se développent autour de cette lutte pour le sens.

Dans cette lutte pour le sens, personne ne cherche à remettre en question la frontière interne/externe ou la souveraineté de l'État (de la nation ou du peuple)⁶⁸ puisqu'elle est l'objet de la lutte. La Démocratie chrétienne (tout comme Videla) n'utilisent pas l'argument anti-communiste (anti-impérialisme soviétique) autrement qu'en se référant à un anti-impérialisme préalablement construit contre les compagnies étrangères, principalement étasuniennes⁶⁹. Pour mettre en contraste cette formation discursive populiste avec

⁶⁶ Guerre civile contre Balmaceda.

⁶⁷ Il s'agit ici d'une allusion à l'assassinat du général de Schneider qui cherchait à déclencher un affrontement violent de manière à justifier l'intervention des Forces armées.

⁶⁸ Pas plus que les institutions démocratiques, le rejet de la violence, ou la nécessité des réformes socio-économiques.

⁶⁹ « ...perfeccionamiento de nuestra **soberanía nacional** y su **real independencia** al **recuperar el dominio de sus riquezas básicas**. » (Frei Montalva, *Mensaje Presidencial*/1970, p. 89); « ...suprimir

l'événement discursif paupériste, nous pouvons faire remarquer comment les solutions à la pauvreté ou au sous-développement énoncées à partir du postulat d'une ouverture et d'une libéralisation économique résulteraient inénonçables dans ce système de sens ; ils constitueraient une parfaite aberration⁷⁰. Le débat dans la langue politique populiste du Chili des années 1960 et début 1970 n'est pas entre ouverture et protectionnisme ou entre libéralisation et interventionnisme mais entre degrés d'interventionnisme.

Comme nous l'avons dit plus tôt, si on peut considérer que par son action, le Gouvernement Frei tend à préserver les intérêts de latifundistes et des compagnies étrangères ou monopolistiques, en proposant de mièvres réformes n'affectant pas leurs fondements, il n'est pas moins en train de rendre énonçable l'expropriation⁷¹ le contrôle des compagnies étrangères⁷², des « *nuevas formas de participación de los trabajadores en los mecanismos mismos de la producción y en la estructura de las empresas.* »⁷³, etc. Tout cela est rendu possible par la figure du peuple (protagoniste ; en faveur du peuple ; participation populaire ; souveraineté populaire ; promotion populaire ; etc.) qui se trouve au dessus des autres considérations (notamment du droit de propriété, des privilèges d'un minorité égoïste et des compagnies étrangères) et force les énonciateurs de la scène politique à présenter les marques de leur compétence énonciative en proférant des déclarations et en commettant des actes qui les rendent crédibles au regard de ce nouveau critère de légitimité.

toda manifestación de **economía semi colonial**, esto es recuperar la libre disposición de la riqueza del país, independizándolo de los **grandes monopolios internacionales**. » (González Videla, *Discurso presidencial*/1952, p. III).

« ...repudio a **cualquiera forma de imperialismo** » (González Videla, *Discurso presidencial*/1952, p. V).

⁷⁰ Tout comme dans le cas mexicain abordé plus haut où la justification de l'appel aux capitaux étrangers devait se faire dans le cadre de ces critères de légitimité qui rendent « évidente » leur inopportunité : « Al equilibrio monetario externo han contribuido, durante los últimos años, las inversiones y empréstitos de **capital extranjero**. Por **motivos evidentes**, México sólo acudirá a los empréstitos del exterior por exigencias financieras indeclinables y para inversiones de **inmediato beneficio colectivo**. » Presidente Adolfo Ruiz Cortines, « I Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo Ruiz Cortines », 1^o de septiembre de 1953, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año 2, Legislatura XLII, número 2, p. 22).

⁷¹ Des *latifundios* et de terrains urbains pour la construction de logements.

⁷² Par le transfert de 51% des actions des compagnies de cuivre vers le secteur public.

⁷³ Frei Montalva, *Mensaje Presidencial*/1970, p. 85.

8.5- *Patria y Libertad*, Pinochet et les *Protestas* :

Hégémonie et langue politique populiste

La formation discursive populiste est à ce point hégémonique dans les années précédant le coup d'État que même les forces séditeuses ou putschistes sont contraintes à s'inscrire en leur sein. Comme le mentionne Armand Mattelart dans son documentaire sur l'Unité populaire et le coup d'État de 1973, *La Spirale*, la droite se dote elle aussi d'une ligne de masse et cherche à disputer à l'UP et à la DC la légitimité de représenter le peuple en occupant la rue (*cacerolazos*), les lieux de travail et même les stades⁷⁴ (organisant de grands rassemblements « populaires » qui jusque là étaient le propre des forces de gauche). Ces actes symboliques laissent des traces jusque dans le discours du groupe armé d'extrême droite *Patria y Libertad* :

« ...el Estado no está adecuado al **auténtico sentir** y las **inquietudes del pueblo**. [...] Por lo mismo, aspiramos al establecimiento de una **democracia moderna y funcional**, en que tengan cabida todas las expresiones de los **intereses** y las **inquietudes nacionales**; en que la estructura del Estado recoja la **voluntad de los sindicatos, de los gremios, de las organizaciones estudiantiles y juveniles no politizadas, de los colegios profesionales** y de otros organismos que deben nacer al calor de una legislación que una a los **trabajadores** y los hombres **progresistas** en torno de sus aspiraciones comunes. » (Frente Nacionalista Patria y Libertad, *Discurso de fundación* /1971⁷⁵, p. 3).

« Somos anti-marxistas porque repudiamos para **nuestro pueblo** una **revolución devastadora** que nos destruya y nos empequeñezca. Revolución significa **violencia**, muerte, enfrentamiento fratricida, transformaciones inorgánicas **al margen de la ley**. » (*Ibid.*, p. 2).

« Nos oponemos a todas las medidas del Gobierno, porque [...] terminará por destruir los **mejores valores de nuestro pueblo**. » (*Ibid.*, p. 3).

« El camino de Chile es el camino **nuestro** porque nosotros sentimos, **amamos a nuestro pueblo** y aspiramos a **resolverle sus problemas**. » (*Ibid.*, p. 5).

Bien entendu, il ne s'agit pas de la même figure du peuple que celle qu'on peut retrouver dans les textes de la DC ou de l'UP. Entre autres, nous ne retrouverons jamais la figure du peuple protagoniste. Au contraire, le locuteur (*Patria y Libertad*) se met en scène comme l'interprète de la volonté populaire et la solution à ses problèmes (*nosotros sentimos, amamos a nuestro pueblo y aspiramos a resolverle sus problemas*). Cependant, la légitimité de cet actant (*Patria y Libertad*) lui vient tout de même de la figure de légitimation et distributrice

⁷⁴ Nous ne faisons pas ici référence à l'« occupation » des stades par « le peuple » incarcéré en leur sein...

⁷⁵ Frente Nacionalista Patria y Libertad, *Discurso de fundación pronunciado por su presidente, Pablo Rodríguez Grez, el 1° de abril 1971, en el estadio Nataniel*, Santiago, 1971, (www.bicentenariochile.cl).

de valeur modale qu'est le peuple (*auténtico sentir y las inquietudes del pueblo ; mejores valores de nuestro pueblo ; sentimos, amamos a nuestro pueblo y aspiramos...* ; etc.). Plus encore, l'énonciation de cette figure du peuple repose sur les même catégories corporatistes que le reste de la formation discursive populiste (*voluntad de los sindicatos, de los gremios, de las organizaciones estudiantiles y juveniles no politizadas, de los colegios profesionales*) ; ce texte de Patria y Libertad participe également au débat autour de la violence (*Revolución significa violencia, muerte, enfrentamiento fratricida*) et sur la légitimité institutionnelle de la tradition démocratique chilienne (*democracia moderna y funcional ; al margen de la ley ; mejores valores de nuestro pueblo*).

Bien entendu, le fait de devoir passer à travers les critères de légitimité de la formation discursive populiste n'empêche aucunement la stratégie illocutoire de ce texte de chercher à engendrer de nouveaux sens (deixis instituée). Sans pouvoir entrer dans le détail, mentionnons seulement au passage la référence à la démocratie « moderne et fonctionnelle » qui altère le référent de la « tradition républicaine » pour mettre de l'avant une conception « grémialiste » (corporatiste, organiciste et autoritaire)⁷⁶ de la démocratie où les partis politiques sont neutralisés au profit d'une représentation institutionnalisée des intérêts socio-professionnels. Les indices de cette nouvelle « démocratie » moderne et efficace se trouvent dans certaines inflexions ou précisions comme « *organizaciones estudiantiles y juveniles no politizadas* », « *transformaciones inorgánicas al margen de la ley* », ou dans « *organismos que deben nacer al calor de una legislación que una a los trabajadores y los hombres progresistas en torno de sus aspiraciones comunes* ».

À côté du néolibéralisme promu par les conseillers économiques de Pinochet qui seront désignés comme les *Chicago Boys*, le grémialisme sera l'un des principaux fondements idéologiques de la dictature de Pinochet. L'une des figures de proue de ce courant de pensée, Jaime Guzmán, sera justement le rédacteur de la Constitution de 1980 adoptée sous le régime dictatorial (et toujours en vigueur aujourd'hui). Cette conception corporatiste et autoritaire (anti-politique⁷⁷) des rapports sociaux permet à la dictature de maintenir un discours fondé

⁷⁶ Pour plus de détails sur le « grémialisme », voir Renato Cristi et Carlos Ruiz, *El pensamiento conservador en Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1990, pp. 103 et suivantes.

⁷⁷ Le caractère explicitement anti-politique du régime militaire chilien est analysé par de nombreux auteurs. Voir notamment Brian Loveman et Thomas Davies, (éds), *The Politics of Anti-Politics. The*

sur la figure légitimante du peuple, tout en retirant aux partis politiques et aux organisations syndicales ou populaires toute capacité d'action, en les rendant responsables du désordre et de la division ayant nécessité l'intervention militaire. Comme on peut le voir dans ces quelques exemples :

« El 11 de Septiembre de 1980 el **pueblo de Chile**, libre y soberanamente, **eligió** su destino. Hoy, 11 de Marzo de 1981, seis meses después, este mismo **pueblo** cruza el umbral de un nuevo sistema político, y lo hace lleno de fe, esperanza y confianza en su futuro... » (Pinochet, *Discurso Presidencial 11 de Marzo de 1981*⁷⁸, p. 3.).

« El **pueblo de Chile** **exigió** la intervención de las Fuerzas Armadas y del Orden », (*Ibid.*, p. 5).

« En ese día tan solemne⁷⁹, quiero recordar con el corazón y la mente esa fecha histórica⁸⁰ que **protagonizó el pueblo de Chile**, porque las Fuerzas Armadas y de Orden no son otra cosa que su **pueblo en armas**. » (*Ibid.*, p. 6).

Fidèle aux principes grémialistes, le discours pinochétiste identifie l'action des partis politique comme étant la cause des dérives violentes et totalitaires imputables aux marxistes. Il ne s'agit donc pas de simplement combattre les communistes mais de neutraliser (encadrer) l'ensemble des partis politiques afin d'éviter les perversions faites à l'*Être National* :

« Alejamiento de nuestras **raíces históricas**: En nuestra **Patria**, un primer síntoma de ese proceso fue el debilitamiento del **poder presidencial**, poder que es símbolo de esa autoridad fuerte y justa que el **pueblo de Chile** a buscado frente a **frondas** u **oligarquías** del más variado género. El *sistema parlamentario* con que se pretendió sustituir nuestro **tradicional régimen presidencial** se malogró y, si bien la Constitución de 1925 significó un serio esfuerzo por retornar al **presidencialismo tradicional**, fracasó por no haber **reglamentado** de manera eficaz la acción de los *partidos políticos*. » (Pinochet, *Discurso Presidencial 11 de Marzo de 1981*, pp. 3-4).

« El país había sido esclavo y víctima de su *Congreso* hasta 1925. Ahora es esclavo y víctima del *régimen de partidos políticos*, que originaban *nuevas oligarquías* que empezaron a disputar y a *repartirse el poder* con el *antiguo sector dominante*. » (*Ibid.*, p. 4).

« Cerradas oligarquías partidistas o sindicales » (*Ibid.*, p. 4).

« en mil días de **oprobio, violencia** y caos generalizado, [la UP] colocó al país al borde mismo de la **guerra civil**, en su **propósito** de llegar a establecer **por la fuerza** el Estado

Military in Latin America, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 1978, pp. 3 et suivantes ; voir également, Brian Loveman et Elizabeth Lira, *Las ardientes cenizas del olvido, Via chilena de Reconciliación Política 1932-1994*, tomo 2, Santiago : LOM Ediciones, 2000, notamment, pp. 450 et suivantes.

⁷⁸ Presidente de la República y General de ejército Augusto Pinochet Ugarte, *Discurso Presidencial 11 de Marzo de 1981 con ocasión del inicio del período presidencial establecido en la Constitución Política de la República de Chile del año 1980*, Santiago, 11 mars 1981.

⁷⁹ Entrée en vigueur de la nouvelle Constitution de 1980.

⁸⁰ 11 septembre 1973.

marxista, y con ello **ceder la soberanía** de Chile al **imperialismo soviético**. » (*Ibid.*, p. 5).

Ainsi, Pinochet puise dans la tradition présidentialiste et « autoritaire » (Ibañez 1927) du Chili pour asseoir sa nouvelle position de Président (locuteur) à partir de laquelle il énonce un discours anti-démocratique ou du moins anti-politique. Cette position énonciative (présidentialiste) s'appuie également sur la figure du peuple, sur le rejet de la violence et l'anti-impérialisme (soviétique). Il s'agit donc de réinvestir ou capter la légitimité des « anciennes » catégories du débat populiste pour en subvertir le sens. Ce mécanisme de captation-subversion est d'autant plus évident lorsque le locuteur (Pinochet : le nouveau Président Constitutionnel du Chili) reprend à son compte la figure antagonique de l'oligarchie pour y faire entrer en son sein ceux-là mêmes qui l'utilisaient auparavant contre leurs adversaires de droite (*frondas u oligarquías del más variado género ; nuevas oligarquías que empezaron a disputar y a repartirse el poder con el antiguo sector dominante*).

Cette resignification de la catégorie de l'oligarchie n'est pas exempte d'effets, puisque Pinochet ne fait pas que restaurer l'*Ancien régime*. Il établit de nouveaux rapports sociaux basés sur de nouveaux secteurs et de nouveaux rapports économiques (notamment à l'avantage du secteur financier international au détriment de l'industrie nationale protégée). En incorporant dans ces « nouvelles oligarchies » non seulement les partis politiques et les syndicats (politisés) mais également d'autres secteurs comme les compagnies protégées par l'État et de manière plus générale l'interventionnisme étatique, il prépare le terrain pour un renversement (subversion) de l'ancienne conception de l'État :

« Los años de *demagogia* favorecieron al *estatismo socializante*, cuyas concepciones doctrinarias provenían de una profunda *desconfianza* frente al ejercicio práctico de la **libertad personal** y de la consiguiente creencia en la supuesta necesidad de *someter* la **acción económica y social** de los **individuos** a toda suerte de *controles y regulaciones estatales*... » (Pinochet, *Discurso Presidencial 11 de Marzo de 1981*, p. 5).

« ...los propósitos de **justicia y equidad** que tal intervencionismo estatal proclamaba, se desvirtuaron en **beneficio de otros grupos de poder** —ahora empresariales y gremiales— que forzaron la cesión en su favor de **franquicias y privilegios** tan **arbitrarios** en sus fundamentos como **nefastos** en sus consecuencias. (*Idem*).

Nous pouvons reconnaître dans ces exemples l'une des caractéristiques fondamentales du discours de lutte contre la pauvreté qui oppose l'arbitrarité et l'inefficacité de l'action politique (*demagogia ; estatismo socializante ; controles y regulaciones estatales ; beneficio*

de otros grupos de poder ; franquicias y privilegios tan arbitrarios ; nefastos ; etc.) à l'action pratique et bénéfique des individus et du secteur privé (ejercicio practico de la libertad personal ; acción económica y social de los individuos ; empresariales y gremiales).

Cependant, il ne s'agit pas ici simplement d'un discours néolibéral ou paupériste. L'élément nouveau ou propre au discours pinochétiste se situe sur le plan du grémialisme, qui n'oppose pas tant les intérêts des pauvres à ceux des non-pauvres que les intérêts des travailleurs, des corporations, des entrepreneurs et de la nation (bien commun) à ceux des groupes *politisés* déviant ces groupes de leurs intérêts légitimes :

« De este modo, se han establecido las bases para el desarrollo de **organizaciones sindicales verdaderamente autónomas y auténticamente representativas**, inspiradas en el **sindicalismo** y no en la *lucha de clases*, y concebidas dentro de principios de **despolitización** gradual y de **libre afiliación** a las **organizaciones gremiales**... » (*Ibid.*, p. 7).

« Los **trabajadores** han alcanzado el **mejoramiento de sus remuneraciones** sin que ello haya significado *perjuicio* para los **demás integrantes de la relación laboral**, vale decir, los **empleadores** y también los **consumidores**, y sin que haya sido necesaria la *intromisión* de la **autoridad estatal** en estas materias. » (*Ibid.*, p. 7).

« Promoveremos la vigencia efectiva de la **libertad de trabajo**, eliminando las *trabas* a la **contratación de mano de obra** y estableciendo una **liberalización progresiva de este mercado**. » (*Ibid.*, p. 10).

Cette caractéristique du grémialisme qui maintient et valorise les catégories corporatistes de l'ancienne langue politique populiste, tout en affirmant ouvertement son opposition au politique, n'est aucunement incompatible avec le discours de lutte contre la pauvreté. Il ne fait que mettre l'emphasis sur d'autres dimensions que celle de la pauvreté. En d'autres termes, la figure d'opposition du discours pinochétiste est directement le politique (*lucha de clases ; despolitización ; intromisión de la autoridad estatal ; etc.*). Il ne requiert pas de périphrases pour aboutir à ce même résultat. Ce faisant, il peut se permettre un discours investissant directement les catégories corporatistes pour leur inoculer un sens nouveau : grémialiste ou dépolitisé (*organizaciones sindicales verdaderamente autónomas y auténticamente representativas ; libre afiliación a las organizaciones gremiales ; mejoramiento de sus remuneraciones ; etc.*).

Cette dimension « corporatiste » n'est pourtant pas étrangère au discours de lutte contre la pauvreté qui parle abondamment d'augmentation des opportunités de travail, de liberté syndicale et d'association, de croissance favorable aux pauvres, d'augmentation des

revenus et des salaires dignes, etc. Comme on peut le voir dans les exemples ci-dessus, le discours grémialiste du pinochétisme n'en fait pas autrement (*mejoramiento de sus remuneraciones ; eliminando las trabas a la contratación de mano de obra y estableciendo una liberalización progresiva de este mercado ; etc.*). Les traces du discours de lutte contre la pauvreté dans le discours pinochétiste ne s'arrêtent pas là, loin s'en faut. On l'y retrouve de manière quasi intégrale. Au-delà de la mise à distance des « puissants groupes de pression » et la remise en question de l'interventionnisme étatique (arbitraire et inefficace) à la faveur de la libre entreprise et de l'individu, dont nous avons déjà parlé, on peut noter l'apparition de la catégorie de l'extrême pauvreté et du ciblage des indicateurs de pauvreté (humaine!) comme l'analphabétisme la mortalité infantile, la sous alimentation, etc :

« Nuestra política **educacional** procurará incorporar a la enseñanza prebásica el máximo de población de **extrema pobreza**. El principal objetivo es lograr que **toda la población** reciba **educación básica completa** y disminuir a su mínima expresión el **analfabetismo**. En tal sentido, aseguraremos la disponibilidad de **subvención completa** para niños de **extrema pobreza**, incluyendo el costo de la atención complementaria de **nutrición y salud**. » (*Ibid.*, p. 11).

« Esto ha permitido cifras igualmente significativas en el descenso de las tasas de **mortalidad y desnutrición infantil**, en el aumento de la **escolaridad** y en la ampliación y mejoramiento en la atención de **salud pública**. » (*Ibid.*, p. 7).

Nous retrouvons même l'argument paupériste – qui se présente actuellement comme une grande avancée en ce qui concerne la réhabilitation de l'action étatique face au discours néolibéral... – consistant à affirmer que la croissance n'est pas un objectif en soi mais un moyen pour atteindre le développement humain :

« Me asiste la profunda convicción de que el **progreso material** de un país, si bien es **necesario**, es **solo un medio** para alcanzar el **progreso social**. » (*Ibid.*, p. 7).

Et ainsi de suite, il serait possible de montrer comment la réforme agraire et le droit au logement se trouvent resignifiés, de la même manière que dans le discours de lutte contre la pauvreté, comme une « *regularización de la propiedad agrícola y urbana* » ; comment on fait la promotion de la décentralisation et de la participation à travers une incorporation graduelle de la « *comunidad en la administración de estos servicios* » et un « *traspaso de la administración de los establecimiento de educación de propiedad del Estado a organizaciones intermedias de participación, como son las Municipalidades* » ; etc. Cependant, l'objectif de cette analyse n'est pas tant de montrer le détail des stratégies illocutoires et des mécanismes discursifs de chacune des pièces du corpus, que de chercher à

établir les relations significatives qui s'établissent entre elles. Dans cette perspective, il faut noter que le discours de Pinochet participe pleinement à l'événement discursif paupériste. Comme le discours de Miguel de la Madrid et de Carlos Salinas au Mexique, il s'agit d'un discours de transition qui maintient des éléments du populisme tout en introduisant des éléments du paupérisme, en plus de posséder ses caractéristiques propres comme celles du grémialisme ou du présidentialisme (hétérogénéité constitutive des discours).

8.6- Changement de langue politique :

La dénonciation de la violence et le dépérissement de la figure du peuple

Cependant, comme nous l'indique la présence encore palpable de la légitimité populaire dans le discours pinochétiste, nous ne pouvons pas encore affirmer que l'événement discursif paupériste ait encore réussi à déplacer totalement les frontières de l'acceptable⁸¹. Cet élément ressort de manière encore plus évidente lorsque nous incorporons à l'analyse des éléments du contexte d'énonciation ou du champ discursif dans lequel se déroule ce discours. En effet, dans le domaine des déclarations publiques des partis et des mouvements expulsés de la scène politique, le discours populiste conserve encore toute sa vigueur. Nous nous référerons ici à une étude que nous avons développée entre 1996 et 1997 sur le mouvement des *Protestas Nacionales* (1983-1989⁸²). Ce mouvement débute le 11 mai 1983, suite à une convocation de la *Confederación de Trabajadores del Cobre* (CTC)⁸³ qui, ne pouvant exercer son droit de grève dans le cadre des nouvelles relations de travail

⁸¹ D'autant plus que le discours de Pinochet prend place dans un contexte répressif au sein duquel il ne se trouve pas en concurrence ouverte avec d'autres positions pouvant lui disputer la légitimité énonciative sur un même pied d'égalité.

⁸² Il est difficile de dater la fin des *protestas*, dans la mesure où leur convocation par Alianza Democrática, (une coalition de partis politiques formée principalement par Démocratie chrétienne) se termine dès 1984, que des regroupements de la gauche modérée comme le Bloque Socialista, mettront fin à cette pratique à partir de 1986 et que la gauche plus radicale (PC, MIR, et certaines factions du PS) coalisée dans le Movimiento Democrático Popular, poursuivront ce type de mobilisation jusqu'en 1988. Cependant, une des caractéristiques principales des protestas est d'être convoquée de manière autonome des partis politiques. Or, dans notre étude de ce mouvement, nous avons constaté des convocations *poblacionales* à la *protesta* jusqu'en 1989 et même au-delà (à chaque 11 septembre, par exemple).

⁸³ Il s'agit du syndicat le plus important du Chili de par le nombre de membres et surtout de par sa position stratégique dans un secteur clé de l'économie qui apporte la majeure partie des revenus de l'État. Il est à noter que sans la tolérance vis-à-vis de l'organisation syndicale permise par le grémialisme, cette confédération n'aurait pas pu exister, même dans sa position précaire, avec un droit de grève limité et un harcèlement ou une répression constante vis-à-vis de ses dirigeants.

imposées par la Constitution de 1980 et dans le contexte d'une militarisation des mines, convoque à une « *jornada de protesta nacional* »⁸⁴ contre la dictature et pour le retour immédiat à la démocratie.

Les formes proposées pour manifester sont d'une grande créativité. Devant la répression appréhendée de tout rassemblement des masses, le syndicat demande à tous les citoyens de ne pas sortir de leur quartier, de ne pas envoyer les enfants à l'école, de ne pas effectuer de transaction légale, etc., et de manifester par le bruit par des *caceroleos*⁸⁵, ou par les klaxons des voitures qui ne devaient circuler qu'à 30 km/hrs, partout dans la ville, pour ensuite éteindre toute lumière et appareil électrique à neuf heures trente (*apagón*)⁸⁶. La massivité de la première protesta, où même dans le très « chic » quartier de *Las Condes*, on pouvait entendre des caravanes de klaxons prendre part à cette expression de mécontentement « multiclasse »⁸⁷, va créer une légitimité pour une forme politique beaucoup plus radicale protagonisée par les *pobladores*⁸⁸. Cette première *Protesta* déclenche un processus où chacun cherchera à s'en approprier le sens : partis politiques (pour la plupart, clandestins et

⁸⁴Le terme « *jornada* » correspond au mot journée en français, mais désignait en fait dans le vocabulaire chilien une « période » de protestation, une sorte d'espace temporel assez peu précis mais dépassant pour sûr le cadre fixe d'une journée.

⁸⁵Le *caceroleo* est une forme de manifestation qui consiste tout simplement à frapper sur une casserole pour symboliser le manque de nourriture. Inventé d'abord par la droite qui voulait créer un climat de chaos économique pendant l'Unité populaire, il se retrouve ici réédité dans un sens nouveau par l'opposition à la dictature.

⁸⁶Consejo Directivo Nacional de la Confederación de Trabajadores del Cobre, « Declaración pública », publiée quelques jours avant le 11 mai. Documents d'archive recueillis lors des recherches-terrain de 1993, 1996 et 1997. Plusieurs des documents cités dans les notes qui suivent constituent du matériel de source primaire, recueilli durant les recherches-participatives réalisées dans 12 poblaciones de la zone de Santiago en 1990, 1993, 1996, 1997, 2003 et 2005. Nous remercions toutes les organisations populaires et personnes nous ayant généreusement prêté leurs documents, ainsi que la Corporación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo (CODEPU) qui nous a ouvert ses archives. Pour une analyse approfondie de ces documents, voir Marie-Christine Doran et Ricardo Peñafiel, *Discours fusionnel et représentation du politique: les pobladores dans le mouvement des protestas au Chili (1983-1989)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1997.

⁸⁷Eugenio Tironi, « La acción colectiva de obreros y pobladores », in Jaime Gasmuri (ed.), *Chile en el umbral de los noventa: 15 años que condicionan el futuro*, Planeta, espejo de Chile, Santiago, 1988, p.73-93.

⁸⁸Gonzalo de la Maza et Mario Garcés, *La explosión de las mayorías*, ECO, Santiago, 1985. Sans la participation massive des pobladores aux protestas, celles-ci ne seraient pas parvenues à avoir l'impact qu'elles ont eu. Non seulement ces habitants des quartiers marginaux constituaient le gros du contingent des protestas mais ils parvenaient également à rendre le « *Paro Nacional* » (grève générale) effective en rendant les rues impraticables à la circulation et en rendant le pays ingouvernable.

morcelés), mouvements d'avant-garde révolutionnaire, syndicats, associations étudiantes, Églises (principalement catholique mais également protestante), mouvements de *pobladores*, etc., chacun y allant de sa propre convocation, tout en « participant » aux grands rassemblements convoqués par des Coalitions politiques ou fédérations syndicales élargies (à un rythme d'une protesta par mois pendant la première année), mais en leur donnant une inflexion particulière en fonction de leurs propres objectifs. Ainsi, la scène politique, que la dictature avait voulu abolir par décret, se reconfigure autour de la définition et du contrôle du sens des protestas.

Nous ne pouvons pas entrer dans le détail de l'analyse de ces protestas. Il s'agit simplement de mettre en évidence l'effectivité de la figure du peuple pour rassembler un immense spectre de positions politiques contradictoires. En effet, au-delà des partis politiques, qui maintiennent le discours populiste d'avant 1973, la catégorie du peuple est utilisée tout autant par les groupes d'avant-garde révolutionnaire qui présentent les protestas comme la lutte du peuple contre la dictature⁸⁹, que par les *Coordinadoras poblacionales* qui reprennent exactement cette dichotomie (peuple/dictature) tout en ajoutant la figure de « la base »⁹⁰ au réseau de synonymie du peuple et en lui enlevant la connotation strictement militaire du peuple en armes⁹¹. Même l'église catholique (de base) participe à cette communauté discursive du peuple⁹² et cherche à définir le sens des protestas, du peuple et du politique.

⁸⁹ « *las Milicias de la Resistencia Popular son el poder militar del pueblo* » (Milicias de la Resistencia Popular, 1984, document d'archives) ; « *Las masas populares, nuestro pueblo ha demostrado estar dispuesto a terminar con la dictadura* » (Juventud Rebelde Miguel Enríquez, 1986, document d'archives) ; « *de cara al pueblo chileno* » (Frente Patriótico Manuel Rodríguez 1987, document d'archives) ; etc. Tous les documents d'archive ont été recueillis lors de recherches de terrain au Chili entre 1990 et 2005-2006, voir note 85.

⁹⁰ « *Debemos dar cauce al poder de las bases* » (Pamphlet de la Coordinadora Campamento Fresno, *Periférico*, (document d'archives non daté : un an ou deux après la *toma* "Monseñor Fresno", zone de La Pintana, en septembre 1983).

⁹¹ « *se deben desarrollar como instrumentos donde el pueblo pueda discutir, analizar y buscar[...] la solución a la contradicción Pueblo-Dictadura* » ; « *Estas organizaciones que se ha dado el pueblo[...] se han unido en Comandos y Coordinadoras poblacionales o populares* » (Comando de Organizaciones Sociales y Populares, *Avance Popular*, décembre 1983, document d'archives) ; « *sólo habrán elecciones libres una vez que nuestro pueblo alcance la victoria y sea gobierno...* » (Coordinadora Caro-Ochagavía, *La Calle*, octobre 1987, document d'archives).

⁹² « *Y hace 9 años, Señor, que soportamos lo mismo que soportaste tú en tu pueblo de Israel* » ; « *A esta queja tú me has respondido [...] Me llenas de una confianza que hoy quiero comunicar al pueblo:*

Cette convergence autour de la figure du peuple et de la stratégie des protestas n'implique aucunement qu'il y ait unanimité. Il s'agit bien d'une lutte, d'une formation discursive, c'est-à-dire de règles de dispersion, de convergence stratégique entre positions opposées. Cet appel à la mobilisation du peuple a pu paraître consensuel en 1983, en fonction du fait que la protesta permettait d'ouvrir un espace politique (mais également de négociation) au sein d'un régime dictatorial qui avait réduit au silence les forces de l'opposition à travers la terreur d'État. Cependant, au fur et à mesure que la *protesta* se montrait comme une forme d'action incontrôlable et difficilement instrumentalisable, l'éphémère « Bloc historique » qui a pu exister autour de celle-ci va rapidement se désagréger et se reconfigurer autour de nouvelles catégories de sens qui forment en grande partie la « nouvelle langue politique » du Chili contemporain⁹³.

Les premiers à remettre en question la pertinence des protestas seront l'*Alianza Democrática*⁹⁴ et l'Église catholique qui vont dénoncer la violence des pobladores lors des protestas⁹⁵, tout en récupérant leur « juste cause » pour négocier en leur nom une transition pactisée avec le régime dictatorial⁹⁶. En 1986, le Bloque Socialista se joint à cette position,

Esta es tu respuesta: Señor, esto creemos! esto esperamos! Ejerce tu fortaleza, trasmitela a **tu pueblo!** Quitale el miedo y asístelo en **su lucha** ! tu estás con nosotros! » (« Oración por el **pueblo** oprimido », *Boletín Zona Oeste* (Santiago), décembre 1982, p. 3, document d'archives).

⁹³ À ce sujet, voir Solervicens, *Mouvement sociaux et représentation du politique...*

⁹⁴ Groupe formé principalement par la Démocratie chrétienne après la troisième protesta dans le but d'entretenir un rapport d'interlocuteur direct avec le gouvernement. Cette Alliance est également intégrée par : Derecha Republicana; Partido Radical; Partido Socialdemócrata; Partido Socialista (Comité Político de Unidad). Plus tard, vont s'y incorporer le MAPU-OC (Movimiento de Acción Popular Unitario Obrero-Campesino) et Grupo por la Convergencia Socialista.

⁹⁵ Par exemple dans son éditorial du, *Boletín Zona Oeste* (Santiago), de janvier 1984 (document d'archives), le Père Olivier D'Argouges appelle à « **luchar** para conseguir **esos derechos** » et précise qu'il doit s'agir de « una lucha **sin violencia** ». Ces précisions viennent restreindre le champ des possibilités ouvert par l'appel à la lutte. Il ne s'agit plus d'appeler simplement à la lutte contre la dictature mais à une lutte « pour certains droits » et « sans violence ». Sans faire l'apologie de la violence, il convient de préciser que ce qui est décrit comme violent c'est la résistance populaire (civique) contre les forces de la répression (ou de l'Ordre). Ce qui est banni c'est la protesta comme forme d'action légitime. Un autre document, cette fois-ci du Comité permanente de l'Épiscopat s'intitule simplement : *Más allá de la protesta y la violencia*, (Santiago, Conferencia Episcopal de Chile, junio 1984). Voir à ce sujet Doran et Peñafiel, « Le discours de l'Église catholique et les protestas : Ruptures et continuités » (chapitre 7) in, *Discours fusionnel et représentation du politique...*

⁹⁶ Négociation qui ont abouti à une reconnaissance de la Constitution de 1980 et à l'échéancier prévu dans celle-ci qui prévoyait un plébiscite sur la poursuite du mandat présidentiel de Pinochet pour une période de 8 autres années. De fait, la période dite de « transition démocratique » débute, dans la

dénonçant lui aussi les dangers de glissement totalitaire⁹⁷ contenus dans l'action des protestas. En effet, voulant négocier avec le pouvoir dictatorial, la direction du Parti Socialiste liée à Altamirano⁹⁸, le MAPU et la IC trouve désormais gênantes et dangereuses les « masses incontrôlables et violentes » qui font le jeu de « la ultra »⁹⁹. C'est ainsi qu'à l'opposition entre peuple et dictature succède un nouveau couple d'opposition qui viendra déplacer les frontières de l'acceptable autour d'une nouvelle frontière entre violents et démocrates. Dans la mesure où elle accepte de « négocier », la dictature en vient à entrer dans le camp des démocrates dont la frontière antagonique se déploie davantage contre les avant-gardes révolutionnaires (terroristes) et le PC (qui refusera jusqu'à la dernière minute de participer au plébiscite de 1988, portant sur le renouvellement du mandat « présidentiel » de Pinochet et qui ne participera pas non plus aux premières élections de 1989 étant donné le fait que celle-ci se déroulaient dans le cadre des institutions dictatoriales).

8.7- Le retour de la démocratie et le surgissement d'une langue politique post-populiste

C'est dans ce contexte que s'annoncent les discours présidentiels de la période post-dictatoriale. La figure du peuple n'a certes pas disparu mais elle se trouve neutralisée en tant qu'équivalent de l'électorat dans un discours portant sur les institutions abstraites et procédurales de la démocratie, plutôt qu'en tant qu'acteur dans un discours substantialiste portant sur les droits, les demandes ou les revendications et la mobilisation :

« Desde hace setenta días, los chilenos vivimos nuevamente bajo un **régimen democrático**. El gobierno de la nación por autoridades **libremente elegidas por el**

stratégie de légitimation et d'institutionnalisation de la dictature, à partir du décret-loi 2 191 de 1978 (aussi appelé loi d'amnistie). En décrétant une amnistie non seulement pour les militaires mais également (supposément) pour les « adversaires », le régime prétend faire un geste de « réconciliation » rendu possible par l'amélioration de la situation intérieure, grâce au bon travail de la DINA (Dirección Nacional de Inteligencia). À ce sujet, voir Brian Loveman et Elizabeth Lira, *Las ardientes cenizas del olvido, Vía chilena de Reconciliación Política 1932-1994*, tomo 2, Santiago : LOM Ediciones, 2000 ; voir également Marie-Christine Doran, *Processus démocratiques et légitimité, De la stabilité à la justice : le cas du Chili 1990-2005*, Thèse de doctorat en Science politique, Université du Québec à Montréal, 2006.

⁹⁷. Solervicens, *Mouvement sociaux et représentation du politique...*

⁹⁸ Altamirano était en 1973 le président du Parti socialiste, exilé en France, il est le leader du mouvement de « renovación » (abandon du marxisme léninisme) du P.S. Il formera, avec des intellectuels de gauche, la *Convergencia Socialista*, qui deviendra par la suite le *Bloque socialista*.

⁹⁹ Groupes armés : MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), FPMR (Front patriotique Manuel Rodríguez), *Movimiento Juvenil Mapu Lautaro*, etc.

pueblo, para un plazo preestablecido, bajo un sistema que asegura a todos el pleno respeto de sus derechos y libertades personales y en que la conducta de los gobernados y el poder de los gobernantes han de sujetarse a la norma jurídica, es la forma de convivencia humana más acorde con la razón, con el progreso de la civilización y con nuestra propia idiosincrasia nacional.» (Aylwin, *Mensaje Presidencial*/1990¹⁰⁰, p. 1).

Il est difficile de trouver un énoncé politique plus désincarné que celui-ci. Premier discours présidentiel face au Congrès après 17 ans de dictature et de répression, on aurait pu s'attendre à une trame historique passionnée, parlant de la lutte contre la dictature, magnifiant le moment historique et surtout parlant de cette démocratie tant attendue sur laquelle tant d'espoirs ont été déposés. À sa place, on trouve une légitimité procédurale basée sur le respect de la durée des mandats préétablie par la loi, des droits et libertés personnelles, de la norme juridique... au sein de laquelle le fait que les autorités soient « *libremente elegidas por el pueblo* » ne représente qu'une procédure de plus.

Si Aylwin ne peut faire référence à la lutte contre la dictature comme étant un élément commun et rassembleur, c'est en fonction des relations ambiguës que le gouvernement entretient avec cette lutte pour la démocratie et avec le régime dictatorial. L'énonciation du retour à la démocratie ne doit surtout pas évoquer le protagonisme populaire puisqu'il est devenu l'ennemi ou la source de la violence¹⁰¹ dans le discours sur la remise en question des protestas auquel les forces politiques constitutives de la *Concertación de Partidos por la Democracia*¹⁰² vont adhérer à différents moments (1984, 1986, 1987). Mais ce discours sur (ou contre) la violence ne touche pas exclusivement les protestas. Il s'agit d'une relecture historique remontant jusqu'à la période de l'Unité populaire consistant à rendre responsables

¹⁰⁰Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1990.

¹⁰¹ Voir à ce sujet: Marie-Christine Doran, « Impacts des luttes pour la justice et de la réappropriation hégémonique de l'imaginaire de la violence dans le processus démocratique du Chili entre 1998 et 2005 », dans Pierre Beaucage et Martin Hébert (dirs.), *Perceptions de la Violence en Amérique latine*, Québec, Presses de l'Université Laval, à paraître en 2007.

¹⁰² Coalition de Partis quatre fois réélue depuis 1990. La *Concertación de Partidos por la Democracia* est composée par les partis suivants : Démocratie-chrétienne (DC), Parti socialiste du Chili (PS), Parti pour la démocratie (PPD), Parti radical social démocrate (PRSD) et Parti vert (PV). Elle s'oppose à la coalition de droite regroupée derrière la liste électorale *Alianza por Chile* [Alliance pour le Chili], constituée de l'Union démocratique indépendante (UDI) de Rénovation nationale (RN) et de l'Union de centre centre (*sic*) (UCC).

du coup d'État les formes « substantialistes » d'énonciation du politique (et non pas les militaires) de manière à refonder la démocratie sur de nouvelles bases :

« Un **nuevo espíritu** impera en la **convivencia nacional**. Al clima de **confrontación, descalificaciones, odios y violencia** que prevaleció por **tanto tiempo**, ha sucedido un ambiente de **paz, respeto a las personas, debate civilizado y búsqueda de acuerdos**. » (Aylwin, *Mensaje Presidencial*/1990, p. 1).

« Las actuales generaciones de chilenos y chilenas han sido testigos de cómo ese **legado** de los **padres de la patria** fue **amenazado** por la **confrontación** entre **posiciones excluyentes**, que **pretendían ser representativas de la nación en su conjunto**. La desunión llevó a grados extremos el **antagonismo** y la **desconfianza** entre los chilenos. **Se produjo entonces la mayor tragedia política** del siglo 20. » (Lagos *Mensaje Presidencial*/ 2000¹⁰³, p. 1).

Si dans le premier exemple (Aylwin), on aurait pu croire que le « climat de confrontation, mépris, haine et violence » était relatif à la période dictatoriale, du fait du brouillage temporel effectué par un déictique de temps très évasif (*por tanto tiempo*), le deuxième exemple (Lagos) précise cette temporalité en référant directement à la période antérieure au coup d'État (de manière tout aussi évasive, ne permettant pas d'établir si on se réfère à la période 1970-1973 ou à une période antérieure¹⁰⁴). Plus précisément, on identifie la confrontation entre les « *posiciones excluyentes, que pretendían ser representativas de la nación en su conjunto* » comme étant la cause du coup d'État qui, lui, se présente comme une conséquence inéluctable, sous une forme impersonnelle « *Se produjo entonces* » [Il s'est alors produit] au sein de laquelle les militaires n'ont plus à porter la responsabilité de leurs actes.

Comme le montre Doran, cette représentation du politique ou cette trame narrative n'oppose pas la démocratie à la dictature mais une « bonne » démocratie à une « mauvaise » démocratie. Or cette mauvaise démocratie est précisément une démocratie où les positions « prétendent être représentatives de la nation dans son ensemble ». Fonctionnant, comme la plupart des discours politiques, à partir de lieux communs (*topoi*), cette relation de nécessité entre une conception substantielle de la démocratie et la violence ne sera jamais argumentée. Elle ne sera qu'affirmée à satiété. Pourtant, « représenter la nation dans son ensemble » : n'est-ce pas là le fondement de tout discours politique ? Le discours « consensualiste » en

¹⁰³ Presidente Ricardo Lagos, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 2000.

¹⁰⁴ « *amenazado por la confrontación entre posiciones excluyentes* » ; « *La desunión llevó a grados extremos el antagonismo y la desconfianza entre los chilenos. Se produjo entonces la mayor tragedia política del siglo 20* »

fait-il autrement lorsqu'il prétend censurer toute forme de représentation du politique qui ne se plie pas à cette « méthode démocratique »¹⁰⁵ ou à ce pluralisme exacerbé ? Ne fonctionne-t-il pas avec la même matérialité et performativité que n'importe quelle utopie substantialiste ? Nous y reviendrons dans la conclusion à cette deuxième partie.

Pour l'instant, ce qu'il convient de mettre en lumière, c'est l'abandon de la figure légitimante du peuple et son remplacement par celle des procédures et de la recherche du consensus (*búsqueda de acuerdos*). Sans être aussi brutale que la « démocratie sous tutelle » proposée par Pinochet et la Constitution de 1980, sans interdire carrément les partis politiques et la politisation en général, cette utopie de la « démocratie stable » procède néanmoins à une incitation à l'autocensure des partis politiques et à une dépolitisation *de facto*. Elle assume et engendre les mêmes effets recherchés par la Constitution qui lui est originaire. Ce n'est pas ici le cadre pour entreprendre une analyse des relations pouvant exister entre le grémialisme et la nouvelle démocratie chilienne. Ce qui importe pour l'analyse de l'événement discursif paupériste, c'est plutôt le lien pouvant exister entre cette mise à distance de l'ancienne démocratie chilienne en fonction de ses germes de violence¹⁰⁶ et la conception du politique que l'on retrouve dans le discours de lutte contre la pauvreté. Ce lien, comme on peut s'en douter, réside dans leur référence commune aux conceptions de la Démocratie stable (*Stable Democracy*), présente tout autant dans la conception de la participation du discours de lutte contre la pauvreté¹⁰⁷ que dans le dilemme transitologique du prisonnier¹⁰⁸ que l'on retrouve dans la relecture historique des causes de la « violence ».

Symptomatiquement, cette convergence entre la trame transitologique et la représentation du politique du paupérisme conduit à un rejet du populisme et du corporatisme, opposés aux intérêts des pauvres qui, comme on a pu le voir dans l'analyse du discours de lutte contre la pauvreté, sont équivalents à ceux des investisseurs :

¹⁰⁵ Pateman, citant Schumpeter : Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, pp. 3 et suivantes.

¹⁰⁶ Qui, semble-t-il, ne peuvent faire autrement que se développer suivant leur logique interne pour aboutir inexorablement au coup d'État.

¹⁰⁷ *Cf.*, chapitre 6 de cette thèse, notamment, section 6.5 : « Décentralisation et participation ».

¹⁰⁸ Youssef Cohen, *Radicals, Reformers and Reactionaries : The Prisoner's Dilemma and the Collapse of Democracy in Latin America*, Chicago, Chicago University Press, 1994.

« Uno de los más socorridos recursos para *disminuir* el empuje y **dinamismo del proyecto nacional**, es *refugiarse* en *intereses corporativos*. La situación de **postergación** relativa de un determinado grupo [los pobres] en el contexto de los diversos sectores de la producción y los servicios, sólo se *corregirá* con una **política perseverante, veraz y coherente**. No existe otro modo de revertir el proceso histórico que condujo a su debilitamiento. Cada chileno debe saber en qué consiste esta nueva oportunidad. Es el modo de **frenar a los oportunistas**, a los del *populismo prematuro*, a los *nostálgicos de la polarización y de la violencia*. Todos los chilenos deben saber que la **estabilidad política** es una **indispensable condición** para el **crecimiento económico**. Todos, especialmente **los más pobres**, deben saber de qué manera el **desarrollo social depende del crecimiento económico**. La **gente más humilde y sencilla** debe distinguir a los que están al lado del **progreso**, de aquellos que tan sólo provocan **falsas querellas**. » (Frei, *Mensaje Presidencial* /1994¹⁰⁹, p. 31).

Dans cet exemple, que nous avons déjà utilisé au chapitre 6 pour mettre en évidence l'opposition entre pauvres et non-pauvres¹¹⁰, on oppose les intérêts nationaux (*dinamismo del proyecto nacional*) aux intérêts corporatistes, paraphrasés comme étant le propre des « *oportunistas [...] del populismo prematuro, [de] los nostálgicos de la polarización y de la violencia* ». Les intérêts corporatistes ne sont donc pas seulement en opposition avec les intérêts des pauvres ; ils menacent la démocratie en fonction de la « polarisation et de la violence » qu'ils impliqueraient et, ce faisant, menacent la croissance et la stabilité.

Sans entrer dans une analyse exhaustive des différentes acceptions de la figure du populisme dans le discours de la transition chilienne, voyons quelques exemples supplémentaires de manière à confirmer cette relation négative du populisme vis-à-vis de la croissance, qui ne se trouve qu'en implicite dans l'exemple ci-dessus :

« La experiencia demuestra que las **políticas populistas** son pan para hoy y **hambre para mañana**, terminando en **dramáticos procesos que aumentan la pobreza**. » (Aylwin, *Mensaje Presidencial* /1992¹¹¹, p. 51).

« ¿Qué pasa cuando un Gobierno, por **afanes populistas, distribuye sin crecimiento?** Produce un efecto de **bienestar** en el corto plazo, pero precipita la llegada de **males mucho peores** en el mediano plazo, como la **inflación y la recesión**. Sólo un crecimiento estable nos abre reales **oportunidades**. Es por eso que hemos sido y seguiremos siendo tenaces e inflexibles en la mantención de los **equilibrios económicos**. » (Frei, *Mensaje Presidencial* /1995¹¹², p. 3).

¹⁰⁹ Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1994.

¹¹⁰ C.f., section 6.3.1 « Opposition pauvres / non-pauvres et besoins / demandes »

¹¹¹ Presidente Patricio Aylwin Azocar, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1992.

¹¹² Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1995.

« Tenemos perfecta conciencia de estos problemas. Y los afrontamos como siempre lo hemos hecho: con responsabilidad, **sin populismos** de ninguna especie y sin caer en recetas fáciles. Gobernamos con **seriedad** y con la mirada puesta en la **vida cotidiana de la gente**, especialmente de las **familias más humildes**, y **no hipotecamos las perspectivas de crecimiento del país**. » (Frei, *Mensaje Presidencial* /1999¹¹³, p. 4).

« ...en el ámbito de la **consolidación** de nuestras **libertades** y las **instituciones republicanas**. Porque en Chile se gobierna en **democracia**, con **responsabilidad** y **sin populismo**, somos vistos como un **país confiable**... » (Lagos, *Mensaje Presidencial* /2002¹¹⁴, p. 2).

Dans ces exemples, le populisme réfère principalement à la notion de « populisme économique » qui perçoit tout interventionnisme ou toute dépense sociale jugée « excessive »¹¹⁵ comme étant du populisme (*pan para hoy y hambre para mañana* ; *afanes populistas, distribuye sin crecimiento* ; *recetas fáciles* ; etc.). L'opposé de ce populisme économique revient alors à gouverner « *con seriedad* », « *con responsabilidad* », en respectant les « équilibres économiques ». La récompense de ces efforts d'austérité est, bien entendu, la croissance (*crecimiento estable* ; *reales oportunidades*), mais également la reconnaissance, par les investisseurs étrangers, d'un statut de pays « *confiable* » (jugateurs-adjuvants). Dans ces exemples, on retrouve également la référence, plus ténue –mais tout aussi importante pour la cohérence du système de sens– à la violence (*dramáticos procesos* ; *males mucho peores*) et à la lutte contre la pauvreté (*hambre para mañana* ; *aumentan la pobreza* ; *especialmente de las familias más humildes* ; etc.). Finalement, nous voyons l'affirmation du nouveau modèle de démocratie « stable » à travers l'insertion du politique (*consolidación de nuestras libertades y las instituciones republicanas*) au sein d'un système de sens structuré autour de la croissance économique et de l'investissement privé étranger.

Nous n'insisterons pas ici sur les mécanismes du discours de lutte contre la pauvreté auquel participent pleinement les quatre présidents chiliens de la période post-dictatoriale. On aura déjà reconnu dans ces exemples la scénographie gestionnaire postulant le marché. De

¹¹³ Presidente Eduardo Frei Ruiz-Tagle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1999.

¹¹⁴ Presidente Ricardo Lagos, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 2002.

¹¹⁵ À ce sujet, le Rapport du United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) («What Choices do Democracies have in Globalizing Economies?», *Report of the UNRISD International Conference*, Genève, 27–28 avril 2000) fait remarquer que : « Democratization that does not conform to neoliberal economic orthodoxy is dismissed as populism » (p.1).

nombreux exemples provenant de ce sous corpus se trouvent aux chapitres 4, 5 et 6. Ce qu'il importe de souligner dans cette analyse diachronique des discours présidentiels, c'est comment la disparition de la figure légitimante du peuple se voit remplacée par celle du marché, de la croissance, des investisseurs et, bien entendu, de la lutte contre la pauvreté. La référence péjorative vis-à-vis du populisme ne constitue pas en elle-même une preuve du passage à une forme post-populiste de représentation du politique dans la mesure où le populisme a toujours impliqué une connotation péjorative, y compris dans ce que nous appelons la période populiste. C'est la nouvelle manière de signifier le populisme qui indique ce passage. Dans la période antérieure, où le peuple, ses demandes ou exigences et son protagonisme étaient des critères de légitimité politique, le populisme signifiait l'inverse de ce qu'il signifie actuellement :

« Tras un verbalismo **populista**, que llega al mayor desenfreno **demagógico**, está el afán de ocultar la contradicción clara a los ojos del **pueblo** derivada de la **falta de correspondencia entre lo que se dice y lo que se hace.** » (*Pacto de la Unidad Popular/1969*¹¹⁶, p. 4).

La dénonciation du populisme que l'on trouve dans cet extrait du programme électoral de l'Unité populaire, cherche à montrer la contradiction pouvant exister entre les déclarations (principalement de la DC) au sujet de changements socio-économiques et les réformes concrètes mises de l'avant, préservant la plupart des privilèges des latifundistes et du capital étranger. Tandis qu'aujourd'hui, le populisme équivaut à la prétention d'appliquer ces changements, en y opposant un principe de réalité selon lequel cette prétention conduirait inexorablement à la violence, à l'inflation, à la stagnation économique et à l'augmentation de la pauvreté.

La figure de la pauvreté recouvre alors une valeur fondamentale puisqu'elle se trouve placée à l'endroit exact où se trouvait jadis celle du peuple. Rappelons nous comment le discours populiste construisait l'action légitime ou nécessaire de l'État sur le plan économique et social en fonction du critère de favoriser le peuple –défini de manière semi-

¹¹⁶ Luis Corvalán L., Secrétaire Général du Parti Communiste ; Aniceto Rodríguez, Secrétaire Général du Parti Socialiste ; Carlos Morales A., Président du Parti Radical ; Esteban Leyton, Secrétaire Général du Parti Social-démocrate ; Jaime Gazmuri, Secrétaire Général du *Movimiento Acción Popular Unitaria* (MAPU) ; Alfonso David Lebon, Président de la *Acción Popular Independiente* ; Lautaro Ojeda, Secrétaire, *Pacto de la Unidad Popular, Santiago, 26 de Diciembre de 1969*, Santiago, 1969, (www.bicentenariochile.cl).

corporatiste, incorporant en son sein tout autant les marginaux que les travailleurs que les employés, la classe moyenne et les entrepreneurs nationaux – à travers une politique d'industrialisation volontariste planifiée par l'État et d'une promotion des droits (à vocation universelle) et de la mobilisation ou du protagonisme populaire. Or, comme nous l'avons vu, tout autant dans les quelques exemples ci-dessus que dans l'analyse générale du discours de lutte contre la pauvreté, cette même action économique et sociale de l'État, une fois construite en fonction du critère de favoriser, non plus le peuple mais les pauvres, conduit à l'établissement d'une relation antinomique et même antagonique entre les besoins des pauvres et les demandes « corporatistes ». De manière plus générale, cette action ne concerne plus la planification du processus de production mais le retrait tendanciel de l'État de toute autre sphère qui ne concerne pas le ciblage des besoins des plus pauvres, ou une action palliative aux insuffisances du marché et de la mondialisation.

Ce remplacement de la figure du peuple par celle de la lutte contre la pauvreté (au sein de laquelle se trouvent celles de la stabilité, de la bonne gouvernance, etc.) a été d'autant plus simplifié au Chili que les gouvernements de transition faisaient suite à un gouvernement militaire dénigré non seulement pour son autoritarisme et sa terreur mais également en fonction de son modèle économique « néolibéral »¹¹⁷. Bien que l'on puisse considérer que les politiques de lutte contre la pauvreté ne sont qu'une modalité d'un modèle néolibéral, sur le plan idéologique elles se présentent tout de même comme étant en opposition avec celui-ci. Cela permettra aux différents gouvernements de la *Concertación* de présenter les mêmes politiques de libéralisation et de ciblage des besoins des plus pauvres que nous avons vu dans le discours de Pinochet, comme une remise en question de ce modèle :

En los últimos años, Chile ha experimentado un crecimiento **económico y modernizaciones** importantes en diversos sectores de la actividad nacional. Sin embargo, esta situación positiva coexiste con la presencia de **desigualdades** muy profundas. [...] Es evidente que [...] la llamada *política del "derrame"* no constituye un camino *viable ni eficaz*. Que el *crecimiento por sí mismo* mejore la situación de los **más destituidos** puede tardar varias décadas. Y, como nos dijo Su Santidad Juan Pablo II, **"Los pobres no pueden esperar"**. » (Aylwin, *Mensaje Presidencial*/1990, pp. 10-11).

¹¹⁷ « Desde el comienzo **denunciamos el peligro** que entrañaba aplicar en nuestro país un *modelo económico* que **no se compadece con nuestra realidad** y tiene por objeto imponer un *sistema de sociedad contrario a los valores e intereses permanentes de la Nación*. » (Manifiesto Democrático, 14 mars 1983, p. 1)

« Hay quienes han repetido durante años que el **crecimiento de la economía** produce automáticamente la justicia social. ¡Cuánto se equivocan en estar esperando todos el así denominado *chorreo*! El *mercado distingue, discrimina* según cuanto dinero tiene cada uno para consumir. Producir **equidad y justicia social** requiere de **voluntad política**, exige diseñar e implementar **políticas públicas realistas**, que hagan que los **frutos del crecimiento** se **distribuyan** entre todas las familias chilenas. Esta es la **esencia** de nuestra **acción de Gobierno**. » (Lagos, *Mensaje Presidencial*/2005¹¹⁸, p. 8).

Comme pour le reste de la formation discursive paupériste, la stigmatisation du néolibéralisme (*política del derrame* ; *el así denominado chorro*) permet de présenter la consolidation du retrait de l'État à travers le ciblage de son action sur les besoins de plus pauvres (*más destituidos* ; *Los pobres no pueden esperar* ; *políticas públicas realistas* ; etc.), comme une politique progressiste visant l'égalité et la justice. La différence entre le Chili et les autres pays analysés réside dans le fait que cette valorisation des politiques ciblées se fait moins en fonction d'une remise en question de l'État (populiste, corporatiste, inefficace, corrompu, etc.) qu'en fonction de la dénonciation du néolibéralisme des militaires, puis de la droite. Ce qui ne signifie pas que cette dimension (anti-populiste, anti-demande, anti-corporatiste, etc.) soit négligée, comme l'attestent les exemples cités précédemment. Il s'agit simplement de légères différences relatives aux situations concrètes d'énonciation. Cependant, la présence simultanée d'une critique de l'État populiste dans une situation d'énonciation qui fait suite à 17 années de politiques néolibérales (Chili) et d'un discours anti-confrontationniste (ou concertationniste)¹¹⁹ dans des pays n'ayant pas vécu de période dictatoriale récente (Mexique et Vénézuéla) nous pousse à voir dans ces *topoi* des marques renvoyant d'avantage à une formation discursive qu'aux situations d'énonciation concrètes.

¹¹⁸ Presidente Ricardo Lagos, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 2005.

¹¹⁹ Par exemple : « En gran medida, el avance de la **democracia** depende de la fortaleza de nuestro **sistema de partidos**, depende de la capacidad que tenemos todos para privilegiar el **consenso** sobre las **diferencias**, la cuestión de **propósitos** sobre las **discrepancias**, la **unidad** sobre el **enfrentamiento**. » (Ernesto Zedillo, *Mensaje de toma de posesión*, 1^{er} décembre 1994).

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE IX

L'ÉTERNEL RETOUR DU PEUPLE :

LE PASSAGE DU POPULO-CONSOCIATIONNISME AU POPULO-PAUPÉRISME DANS LA REPRÉSENTATION DU POLITIQUE AU VÉNÉZUÉLA

9.1- Introduction

Le discours populiste des présidents vénézuéliens se trouve dans une position « subalterne », surtout à partir de 1958, par rapport à un discours sur la conciliation d'intérêts et la stabilité des institutions démocratiques. Ce qui ne l'empêche pas d'exister et de fonctionner avec une étonnante régularité, y compris dans les moments où surgit le thème des réformes de l'État dans les années 1980. Ce ne sera pourtant qu'en 1998, près de 90 ans après le Mexique, que le discours populiste deviendra hégémonique au Vénézuéla, sous le verbe d'Hugo Chávez. De 1958 à 1998, toutes les situations vécues par le Vénézuéla seront interprétées et gérées, dans le discours présidentiel, en fonction des règles énonciatives

propres au *puntofijismo*¹. Ainsi, de la même manière que ce discours puntofijiste – exacerbant la recherche d'accords et la stabilité des institutions démocratiques – a « empêché »² le développement d'un discours sur le protagonisme populaire dans lequel le peuple occuperait toute la scène d'énonciation, de la même manière, les discours de lutte contre la pauvreté ou sur les réformes de l'État devront s'énoncer au sein de ce même discours *populo-consociationniste*.

Le concept de *consociationnisme* désigne un système politique dans lequel les élites politiques s'entendent pour établir des règles visant la stabilité du régime à travers l'incorporation, dans l'appareil d'État, des dirigeants des groupes sociaux considérés comme significatifs. Contrairement au corporatisme, le consociationnisme ne se limite pas aux catégories socioprofessionnelles et laisse une part d'autonomie significative aux différents groupes représentés (partis politiques, Église, militaires, patrons, syndicats)³. Nous avons ajouté le préfixe « populo » à ce concept – à l'étimologie quelque peu hasardeuse – en fonction du fait que la figure du peuple demeure centrale dans la représentation de cette communauté nationale pacifiée.

¹ Le *puntofijismo* fait référence au système de partis et de clientèles issu du Pacte du *Punto Fijo*, signé par les trois principaux partis vénézuéliens (AD, URD, COPEI), avant les premières élections suivant la dictature de Pérez Jiménez (1948-1958). Le Pacte du *Punto Fijo* engage ces derniers à former un gouvernement d'unité nationale peu importe la formation qui remporterait d'éventuelles élections. Dans ce même esprit de consensus on cherche intégrer de manière institutionnelle dans l'appareil d'État, les principaux protagonistes de la crise politique qui conduira au coup d'État de Pérez Jiménez en 1948, soit l'Église, les militaires, les syndicats (CTV) et le patronat (FEDECAMARAS).

² Bien entendu, dans la sphère discursive, il n'existe aucune nécessité d'apparition ou de disparition d'un certain discours. Le *puntofijismo* ne peut donc pas avoir « empêché » l'apparition d'un discours qui n'avait aucune nécessité. Cependant, étant donnée son existence dans d'autres lieux de l'Amérique latine, dans la gache vénézuélienne ainsi que dans des positions dissidentes au sein du Parti Acción Democrática ; étant donné également son évocation par le discours puntofijista, il devient possible de parler d'une « neutralisation » par le *puntofijismo* d'un discours populiste dont il capte une partie de la légitimité sans intégrer plusieurs de ses caractéristiques fondamentales dont celle du protagonisme populaire.

³ Voir Arend Lipjhart, « Consociational Democracy », *World Politics*, n° 21, janvier 1969 ou Jhon A. Peeler, *Latin American Democracies: Colombia, Costa Rica, Venezuela*, Chapel Hill, University of North Carolina Press ; pour une analyse plus contemporaine du consociationnisme appliqué au cas précis du *puntofijismo*, voir, Diego Abente, « Politics and Policies : The limits of the Venezuelan Consociational Regime », in Donald L. Herman (ed.), *Democracy in Latin America, Colombia and Venezuela*, New York, Preger, 1988.

Ainsi, bien que relativement subordonné au discours *consociationniste* du *puntofijismo*, le peuple n'en est pas moins un de ses éléments constitutifs. En effet, si cette démocratie doit être stable et chercher à neutraliser les conflits, elle ne doit pas moins être populaire et répondre aux « demandes » du peuple (dans le sens de « tous les vénézuéliens »). De la même manière, lorsque, au début des années 1980, surgira un discours sur les réformes de l'État, celles-ci devront également s'énoncer au sein des règles du discours *populo-consociationniste*. Tout en captant la légitimité des figures du peuple et du consensus, le discours sur les réformes procèdera à « paupériser » le peuple (à le représenter en fonction des catégories de la pauvreté), à désétatiser et à « décorporatiser » le consensus sur la stabilité politique.

Surgi au moment de la crise de solvabilité du *populo-consociationnisme*, le discours sur les réformes peut être interprété comme une tentative de suture imaginaire (re-totalisation)⁴ de l'ordre symbolique disloqué du *puntofijismo*⁵. Suffisamment crédible au niveau de l'élite politique, cet imaginaire politique qui s'infiltré dans le *puntofijismo* à partir de 1979 mais qui ne s'impose qu'à partir de 1984, n'est pas parvenu à se constituer en *langue politique* ; il n'est pas parvenu, par *effet de circulation*⁶, à rendre acceptable l'inacceptable⁷ et à s'instituer en nouvelle « syntaxe qui règle les opérations discursives distribuant les actants d'une société en rapports de forces politiques et qui, par là, dit ce qui est acceptable et inacceptable, ce qui énonçable et non énonçable »⁸. Plutôt que de nommer la « plénitude

⁴ Ernesto Laclau, « Populismo y transformaciones del imaginario político en América latina », Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe, N°42, juin 1987, pp. 25-38.

⁵ Cette partie du chapitre 9 reprend quelques unes des thèses que nous avons développé dans « Le discours d'Hugo Chávez au Venezuela : Imaginaire *populo-paupériste* et suture d'un système politique disloqué », in in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine, Imaginaires et émancipation*, Paris Karthala, 2006, pp. 139-155. Elles se trouvent ici amplifiées et problématisées de manière différente.

⁶ Jean-Pierre Faye, *Théorie du récit: Introduction aux « Langages totalitaires »*, Paris, Hermann, 1972.

⁷ Ce qui se dévoile comme inacceptable est l'austérité budgétaire et le retrait de l'État d'une série d'activités économiques et sociales. Les « émeutes de la faim » qui ont déclenché le *Caracazo* montrent à quel point cette « solution » néo-libérale à la crise de solvabilité n'a pas réussi à atteindre des niveaux d'acceptabilité suffisants au sein d'un large pan de la population pour se présenter comme la seule ou la meilleure option face à la crise.

⁸ André Corten, « Imaginaires de la vie ordinaire en Amérique latine : cadre conceptuel », *Cahiers des imaginaires*, Montréal, Éditions du GRIPAL, 2004.

absente»⁹ et permettre la suture de l'ordre symbolique disloqué¹⁰, cet imaginaire n'a fait qu'amplifier cette dislocation, rendant irrecevables ou inacceptables les demandes ou aspirations populaires en fonction desquelles se déployaient, justement, la crise de légitimité du *puntofijismo*.

C'est dans ce contexte que surgit la candidature puis l'élection d'Hugo Chávez à la présidence. Ce n'est qu'avec Chávez que l'on peut parler d'un discours résolument populiste au Vénézuéla. Un discours au sein duquel les divers éléments du discours ne prennent sens qu'en fonction de la « Révolution bolivarienne » réalisée « par » le peuple et non plus « pour » le peuple. Ce n'est qu'avec Chávez que la figure du Président (locuteur), du Gouvernement ou de l'État (également locuteurs), s'effacera pour laisser la place à la figure du peuple (co-énonciateur) assumant le rôle protagonique de l'actant principal de l'histoire. Contrairement au discours sur la réforme de l'État qui ne parvint pas à traduire l'ensemble des frustrations engendrées par la crise du *puntofijismo* et à s'instituer en une nouvelle langue politique, le discours populiste de Chávez, lui, semble au contraire être parvenu à instituer une nouvelle scène politique structurée, non plus autour de l'urgence des réformes de l'État, mais plutôt autour d'une nouvelle figure discursive, jamais énoncée au sein des discours présidentiels vénézuéliens : le peuple-pauvre.

Ce surgissement « tardif » du discours populiste (près d'un siècle après celui de la révolution mexicaine et deux décennies après le surgissement de ce nous avons appelé une période post-populiste) pourrait laisser croire à un archaïsme ou à un anachronisme. Ce serait le cas si l'histoire fonctionnait comme un chronomètre ou un calendrier. Si nous traitons les discours en tant qu'événements, c'est précisément pour leur restituer leur pleine autonomie, leur contingence, souveraineté et « arbitrariedad ». Nous l'avons déjà noté plus haut. Si nous parlons d'une période populiste ou d'une période post-populiste en Amérique latine, ce n'est qu'en fonction d'une généralisation métonymique d'un des traits marquants et caractéristiques d'une période. Cette généralisation ne doit aucunement aplanir les

⁹ Laclau emprunte cette expression à Lacan pour montrer comment le politique consiste à nommer l'innommable, à offrir une surface d'inscription à une série de demandes ou aspirations contradictoires. Voir par exemple, « Existe-t-il une clôture du politique? », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine, Imaginaires et émancipation*, Paris Karthala, 2006, pp. 47-55.

¹⁰ Laclau, « Populismo y transformaciones del imaginario político...

différences ou nous conduire à éluder les analyses concrètes des différentes situations. Loin de remettre en question la thèse d'un événement discursif paupériste, la présence d'une forme populiste de représentation du politique dans une période caractérisée comme post-populiste permet de bien prendre la mesure du caractère « événementiel » ou contingent (arbitraire) du discours de lutte contre la pauvreté. Car s'il s'agissait d'un déterminisme historique, si les déséquilibres structurels ou l'augmentation de la pauvreté « exigeaient » un certain discours (paupériste), il ne serait plus nécessaire de faire le détour par la « déformation idéologique » d'une réalité déterminant le processus « en dernière instance ». Il ne s'agirait plus d'un « événement » mais d'une nécessité. Le surgissement d'un discours populiste au cœur même d'une période désignée comme « post-populiste » ou marquée par le « paupérisme » ne fait donc que confirmer la thèse de l'« événement » discursif paupériste et met en lumière une série d'enjeux relatifs à ces deux formes particulières (et également contingentes ou non nécessaires) de représentation du politique. Le discours de Chávez est d'ailleurs conceptualisé en tant que populo-paupérisme en fonction de l'importance que prendront en son sein les catégories des besoins de base ou de la pauvreté. Il ne peut cependant pas être considéré comme faisant partie intégrante de la formation discursive paupériste étant donné l'étrangeté de la plupart de ses mécanismes énonciatifs par rapport à celle-ci. Il se trouve cependant dans une situation privilégiée au sein du champ discursif du discours de lutte contre la pauvreté, étant donné le profond dialogisme qui les unit autant qu'il les confronte.

Au cours de ce chapitre, nous aborderons d'abord le fonctionnement du populo-consociationnisme en remontant à ses origines que l'on retrouve dans la crise du Triennat (1945-1948) où l'hégémonie du Parti *Acción Democrática* (AD) se butte aux résistances des autres partis politiques, de l'Église catholique, du patronat et des militaires et aboutit au régime dictatorial de Pérez Jiménez qui gouvernera le pays pendant une décennie (1948-1958). Nous chercherons alors à montrer comment, en fonction du type d'alliances qui se nouent autour de la chute de Jiménez, le discours populiste vénézuélien se trouvera constamment subordonné à un discours sur la paix sociale et la stabilité politique qui limitent l'hégémonie ou la centralité de la figure du peuple protagonique. Nous aborderons ensuite la crise du puntofijisme débutant en 1979 et se terminant en 1999, en montrant comment la remise en question de l'État populo-consociationniste, s'est alors effectuée à partir d'un discours sur les réformes de l'État qui procède à une resignification des catégories de base du

populo-consociationnisme en fonction des mêmes critères de légitimité que l'on retrouve dans la formation discursive paupériste, c'est-à-dire en établissant une contradiction entre les demandes des non-pauvres et les besoins des plus pauvres de manière à limiter les responsabilités et les prérogatives de l'État. Nous montrerons, finalement, comment le discours populo-paupériste d'Hugo Chávez parviendra à engendrer une nouvelle langue politique s'appuyant tout autant sur la catégorie de peuple que sur celle des besoins (pauvreté) en les faisant fonctionner dans un discours rédempteur qui ne doit rien ni au populo-consociationnisme ni au paupérisme puisqu'il engendre ses propres bases de crédibilité dépassant ces deux « anciennes » formes de représentation du politique.

9.2- Le peuple-nation et le gouvernement au service du peuple (1936-1945)

Les premières formulations d'un discours présidentiel incorporant la figure légitimante du peuple remontent à ce qu'il est convenu de désigner comme le triennat, c'est-à-dire le gouvernement de trois ans surgi d'un coup d'État désigné comme la Révolution d'octobre (du 18 octobre 1945) et que se termine, par un autre coup d'État, le 24 novembre 1948. Bien que l'on retrouve également la présence de la figure du peuple dans les discours des Présidents antérieurs, celle-ci ne remplit pas un rôle central en ce qui a trait à la légitimation de l'exercice du pouvoir. Comme on peut le voir dans cet extrait du discours de clôture du mandat présidentiel du Général López Contreras :

« **Paz y armonía** en el *pueblo* venezolano, **sinceridad y buena fe** en nuestras relaciones con los **países** que nos honran con su amistad, **normal funcionamiento** de las **instituciones patrias**, **libertad** dentro del **orden**, **trabajo** amparado por la protección moral y económica del **Estado** y coordinación de esfuerzos entre el gobierno y la **iniciativa privada** para todo lo que tienda al desarrollo social de la Nación, han sido los objetivos fundamentales de mi Gobierno ». (*Mensaje Presidencial/1941*¹¹, p. 31).

Du fait de sa qualification par « vénézuélien », peuple n'a ici d'autre valeur que celle de Nation. Il ne s'agit pas d'un secteur populaire qui donnerait son nom et son sens à la nation mais simplement d'une synonymie parfaite entre peuple et nation. De plus, ce peuple n'accomplit rien, pas plus que l'on cherche à accomplir quoi que ce soit en sa faveur. Il ne s'agit que de décrire la paix et l'harmonie sur le territoire dans un discours portant sur l'ordre et le progrès.

¹¹ General E. López Contreras, *Mensaje que el General E. López Contreras, Presidente de los Estados Unidos de Venezuela, presenta al Congreso nacional de 1945*, Congreso Nacional, Caracas, 1945.

Avec le Général Medina, qui succède au Général Contreras, la figure du peuple prendra une plus grande importance, sans toutefois remplacer l'ordre et le progrès en tant qu'objectifs fondamentaux du pouvoir. Sur le plan institutionnel, Medina va assouplir quelque peu le système politique en permettant le retour des exilés politiques, en légalisant l'action de partis politiques interdits sous Contreras (notamment Acción Democrática et le Parti communiste). Il va également chercher à moderniser l'économie et l'administration avec notamment une loi sur l'impôt sur le revenu (1942) et une loi sur les hydrocarbures (1943), qui donneront à l'État une plus grande capacité d'intervention. Ces changements sont présentés dans son discours comme des aspirations populaires auxquelles doit répondre le Gouvernement :

« Tenemos que defender los **derechos** y las **aspiraciones** de este **pueblo** para que el destino de la **nación** se realice plenamente en **progreso, grandeza y felicidad** para todas las **clases sociales**. Ningún **reclamo** más vehemente y más tenaz surge de las entrañas del **pueblo venezolano** que su sed de **libertad**, de **igualdad** y de **justicia** que constituye la esencia de su **lealtad** inquebrantable a la **democracia** » (Medina, *Mensaje Presidencial/1945*¹², p. 181).

Dans cet extrait, le locuteur Gouvernement¹³ se présente comme étant subordonné (modalisation déontique : *tenemos*) à l'objectif de « *defender los derechos y las aspiraciones de este pueblo* ». Cependant, cette figure du peuple réfère encore à un peuple-Nation (*pueblo venezolano* ; *para que el destino de la nación se realice*) également neutralisée, par rapport à la figure métaphysique de « el » pueblo, à travers sa désignation comme « este » pueblo [ce peuple]. Par ailleurs, plutôt que d'agir directement, le peuple (objet passif ou bénéficiaire de l'action) représente l'*objectif* du Gouvernement, seul véritable actant. Le peuple aspire, réclame, ou désire (*sed*) mais n'agit pas. C'est le gouvernement qui agit en faveur de « *pequeños trabajadores rurales [...] que plantean diversos problemas de tierras* » (p. 197) en décrétant des lois sur les « *arrendamientos* » « *que ya empieza a operar a favor de nuestro campesino y de la economía agropecuaria de la Nación* ». Favoriser le peuple, les *mayorías*, les paysans ou les ouvriers, ne se justifie pas seulement en fonction d'un principe de justice sociale mais également en fonction de la grandeur et la prospérité de la Nation :

¹² General Isaías Medina A., *Mensaje que el General Isaías Medina A. Presidente de los Estados Unidos de Venezuela, presenta al Congreso nacional de 1945*, Congreso Nacional, Caracas, 1945.

¹³ Identifiable à travers l'embrasseur de personne « nous » qui se trouve fusionné dans la conjugaison espagnole « *tenemos* » [nous devons].

« Una **clase obrera** fuerte, sana, técnicamente capacitada, orgullosa de su aptitud y cuidadosa de su tarea, firme en su **derecho** y abnegada en su **deber** es el mejor **instrumento de poderío económico** y de **progreso** con que puede contar el país » (Medina, *Mensaje Presidencial*/1945).

De même la démocratisation de la vie politique doit également se justifier en fonction de cet objectif de progrès et de stabilité nationale :

« [El triunfo insólito] del Partido Democrático Venezolano¹⁴, constituye la demostración más palmaria de que **nuestro pueblo** está maduro para **conocer su conveniencia** y para **decidir su destino** y que los **sistemas democráticos** no son incompatibles con el **progreso** y la **estabilidad** de la Nación » (Medina, *Mensaje Presidencial*/1945, p. 213).

Dans ces quelques exemples, on peut identifier une relation dialogique que le discours de Medina entretient avec le gomecismo ou avec le gouvernement du Général Contreras (qui l'a pourtant désigné comme son successeur mais face auquel il cherche à se démarquer en fonction de ses réformes démocratiques et modernisatrices). Les réformes « démocratisantes » qu'il introduit doivent se justifier vis-à-vis de son propre mouvement politique qui réprime et se méfie tout autant des partis politiques que des revendications sociales. En même temps, il cherche à disputer au PC et à AD la légitimité de représenter le peuple et ses aspirations. Bien qu'il ait ouvert l'espace politique aux partis politiques, le pouvoir se trouve encore entre les mains des gomecistes et le poste de Président de la République n'est toujours pas soumis au suffrage universel, faisant en sorte que ce soit l'ancien Président qui désigne son successeur.

9.3- Le peuple-Nation-électorat de la « Révolution » d'octobre (1945-1948)

C'est dans le contexte d'une crise de succession, au moment où Medina nomme son successeur, sans tenir compte des revendications des autres partis politiques (principalement AD) lui demandant un gouvernement d'Unité nationale ayant pour but de réformer la Constitution de manière à permettre l'élection de la présidence par suffrage universel et secret, que surgit le coup d'État du 18 octobre 1945. Fomenté par une partie des officiers de l'Armée (regroupés sous la bannière de l'Union patriotique militaire (UPM)), ainsi que par des membres de la direction du parti Action démocratique, ce coup d'État ouvre un processus de trois ans (désigné comme *le Triennat*) qui conduira à l'élection d'une Assemblée nationale constituante puis à la première élection directe par suffrage universel du Président de la

¹⁴ Formation politique appuyant Medina.

République. Le grand gagnant de tout ce processus sera le Parti *Acción Democrática* (AD) qui obtiendra plus de 78% des suffrages lors de ces élections, devenant ainsi pratiquement le seul acteur d'envergure de la scène politique vénézuélienne. Le discours *Adeco* (du Parti *Acción Democrática*) devient alors une langue politique, dans la mesure où même ses adversaires sont contraints de lui disputer le pouvoir en lui opposant des arguments issus de son propre système de sens¹⁵.

Par exemple, alors que, pour justifier sa participation au coup d'État contre un gouvernement démocratiquement élu, Rómulo Betancourt (Chef de l'AD et président de la junta révolutionnaire de 1945) argumentait que le PDV et Medina s'étaient appropriés de l'État pour le faire fonctionner pour leurs intérêts particuliers¹⁶, COPEI (l'un des principaux partis d'opposition) retournera cet argument contre AD pour lui nier la légitimité issue de l'élection de 1947 :

« Las Fuerzas Armadas Nacionales asumieron [...] la responsabilidad de quitar a Acción Democrática el poder que habían colocado en sus manos en octubre de 1945 y que ésta conservaba a través de **mecanismos electorales controlados por el Poder mismo**. [...] Cumplido el hecho militar de rescatar el mando de las manos **sectarias y hegemónicas** de Acción Democrática el **proceso iniciado el 18 de octubre de 1945** sólo será llevado a feliz termino cuando el **poder vuelva en forma sincera a las manos del pueblo**, para que a través de elecciones **verdaderamente limpias** las coloque en mandatarios... » (COPEI, *Comunicado ante el golpe del 24 de Noviembre, 1948*¹⁷, p. 4).

Dans l'extrait ci-dessus, nous voyons comment les coups d'État de 1945 et de 1948 sont assumés par COPEI en fonction de l'objectif de redonner au peuple son authentique souveraineté. Cependant, il est important de noter que cette souveraineté n'implique pas une

¹⁵ Dans les Termes de Betancourt : « ...aun las fuerzas políticas de oposición al régimen [de la junta revolucionaria], en beligerante actitud partidista, se cuidan bien de impugnar el hecho de fuerza generador de esta etapa de la historia nacional. Y pretenden justificar su disidencia polémica frente a nuestra conducta gobernante en una supuesta deslealtad a los ideales prístinos de la Revolución de Octubre, de los cuales se declaran abanderados con la más conmovedora abnegación », Rómulo Betancourt, *Mensaje que el Sr. Rómulo Betancourt, Presidente de la Junta revolucionaria de Gobierno presenta al Congreso Nacional de 1948*, Caracas, 12 février 1948, p. 253

¹⁶ « Una de las causas fundamentales para que el pueblo venezolano no creyera en la pregonada democracia de este régimen, era la **confusión tan totalitaria entre el partido del gobierno y el Estado**, la confusión entre el P.D.V. y el Ejecutivo ; el apoyo de presidentes de Estado y de jefes civiles a las candidaturas pedevistas ; la utilización de los dineros públicos, de los dineros de todos los venezolanos para financiar las campañas proselitistas del P.D.V. », Rómulo Betancourt, *Discurso en la víspera del golpe del 18 de octubre de 1945*, Caracas, 17 octobre 1945, p 4).

¹⁷ Comité Nacional del partido Socialcristiano COPEI, *Comunicado ante el golpe del 24 de Noviembre de 1948*, Caracas, 2 de Diciembre de 1948, (<http://www.analitica.com/biblioteca/copei/1948.asp>).

mobilisation populaire mais une action militaire et des réformes institutionnelles permettant la « représentation » (à travers le vote). Sans pouvoir entrer dans le détail de l'analyse de cette période et de l'ensemble d'enjeux idéologiques qui s'y déroulent, il est nécessaire de noter, pour l'interprétation du discours populiste vénézuélien, que la figure du peuple, bien que centrale, se voit systématiquement associée à la nation ou à l'électorat, plutôt qu'à la généralisation métonymique des valeurs et « vertus » du peuple (entendu comme *los de abajo* [ceux d'en bas]) à l'ensemble de la nation¹⁸. Ce qui distingue le discours populiste des présidents vénézuéliens de la plupart des autres cas de populisme où, du moins à leurs débuts, l'apparition de la figure du peuple s'accompagne d'un rôle protagoniste.

Cette caractéristique n'est pas propre à COPEI, elle se trouve déjà dans le discours *Adeco* qui, tout en se définissant comme « le parti du Peuple »¹⁹, en représentant le coup d'État de 1945 comme l'action combinée des militaires et du peuple²⁰ et en désignant la junte révolutionnaire issue de coup d'État comme le « Gouvernement du Peuple », et ainsi de suite, n'attribue pourtant pas au peuple un quelconque autre rôle que celui d'élire ses représentants : « ...el vehemente anhelo de los venezolanos de ejercitar su soberanía eligiendo directamente sus gobernantes » (Betancourt, *Discurso del 30 de octubre de 1945*²¹, p. 3). Par ailleurs, cette souveraineté populaire (électorale) n'est qu'un des trois objectifs explicites de la junte révolutionnaire qui sont : « Reintegrarle al pueblo su soberanía, despersonalizar el ejercicio del Poder y moralizar los negocios públicos » (Betancourt, *Mensaje Presidencial* /1948²², p. 253). Ce qui situe la scène politique au niveau des institutions et de la bonne administration, laissant en dehors de celle-ci les relations sociales ou productives.

¹⁸ Par exemple: « Y cuando digo **pueblo** no me refiero exclusivamente al hombre de **blusa y alpargatas**, sino a **todos los sectores sociales desvinculados de las camarillas de la politiquería** ».

¹⁹ « Ha venido esta noche, una vez más, Acción Democrática a decir su palabra clara y sin esguinces ; ha venido esta noche el **Partido del Pueblo a hablarle al pueblo en su mismo lenguaje sincero y tajante** de siempre », Rómulo Betancourt, *Discurso en la víspera del golpe del 18 de octubre de 1945*, 17 octobre 1945, p. 1.

²⁰ « insurgió la protesta armada de Pueblo y Ejército, fraternizando en las calles blusa y uniforme como en los días estelares de la nacionalidad, cuando las masas artesanales y agraristas, improvisadas para el heroísmo, confundían sus chamarras desflecadas con los rojos dolmanes de los tercios regulares de la milicia libertadora » (Betancourt, 30 octobre 1945, p. 4).

²¹ Rómulo Betancourt, *Discurso del 30 de Octubre de 1945*, Caracas, 30 octobre 1945.

²² Rómulo Betancourt, *Mensaje que el Sr Rómulo Betancourt, Presidente de la Junta Revolucionaria de Gobierno, presenta al Congreso nacional de 1948*, Congreso Nacional, Caracas, 1948.

Ce qui ne signifie pas que le discours sur le peuple au Vénézuéla n'incorpore pas les catégories socioprofessionnelles ou semi-corporatistes autour desquelles est construite la figure du peuple dans les autres discours populistes abordés jusqu'ici. Voyons un exemple relatif aux ouvriers :

« Los trabajadores de Venezuela tendrán abiertas siempre las puertas de Miraflores y de los Despachos ministeriales para **exponer sus anhelos**. *Pero* creemos que un régimen previsivo no debe esperar a que las naturales contradicciones entre las clases sociales lleguen a extremo *conflictivo* para entonces intervenir. **Adelantarse a esos conflictos, evitarlos haciendo justicia rápida y eficaz** a quien la tenga, debe ser su función *tutelar* [...] Tenemos tranquila confianza en que por esa vía se logrará una **armónica** conjunción de **patrones y obreros en beneficio del pueblo** y para impulso de nuestra raleada, deficitaria, **producción autóctona** » (Betancourt, *Discurso del 30 de octubre de 1945*, p. 10).

Les demandes des travailleurs sont d'emblées reconnues comme étant légitimes, pour être aussitôt neutralisées à travers le connecteur argumentatif « mais », qui fonctionne comme une négation rectifiant les éléments erronés de ce premier énoncé « concédé ». Le conflit est reconnu (concédé) dans le but de le neutraliser. Il s'agit de contrôler l'action des travailleurs en l'enchâssant au sein de mécanismes institutionnels de concertation d'intérêts plutôt que d'inciter à la mobilisation ou même à la formulation de demandes²³.

Malgré les accusations de « communistes » et de « propagateurs de haine et de la division sociale » lancées contre les dirigeants d'AD par ceux du COPEI²⁴, le Gouvernement du Triennat se caractérise au contraire par la recherche constante de la « *paz social* »²⁵, dans

²³ À ce sujet, on peut noter la différence avec Cárdenas, chez qui l'ouvriérisme a conduit à une croissance exponentielle du nombre de grèves (passant de 41 grèves impliquant 4 110 travailleurs, entre 1925 et 1934, à 478 grèves impliquant 61 422 travailleurs, entre 1935 à 1940) et qui a chassé du pouvoir les Calles et ses partisans en fonction de leur oppositions aux grèves, tandis que Betancourt s'est toujours vanté du nombre restreint de grèves pendant le triennat ou pendant son mandat 1959-1964. Pour plus de détails sur les relations entre les régimes populistes et le mouvement ouvrier, voir Carlos Vilas, « Estudio preliminar, El populismo o la democratización fundamental de América Latina », in Vilas (éd.), *La democratización fundamental, El populismo en América Latina*, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1995, pp. 80 et suivantes, notamment p. 91, pour les chiffres sur les grèves au Mexique.

²⁴ « El origen **comunista** de los principales dirigentes del Partido, se reflejó en la continua **propaganda de la división y del odio social** »

²⁵ Voir à ce sujet, Steven Ellner, *Los partidos políticos y la disputa por el control del movimiento sindical en Venezuela, 1936-1948*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 1980, notamment pp. 140 et suivantes.

une stratégie désignée comme celle d'un « *multi-class reformist national party* »²⁶, qui se caractérise d'avantage par sa peur du communisme et de la mobilisation populaire que par un quelconque penchant pour l'antagonisation du social :

« Estamos obligados a **combatir el comunismo** porque somos sinceros al no profesarlo y lo combatimos con procedimientos **lícitos** y además **eficaces**, los más eficaces sin duda alguna : **sustrayendo de la seducción de las promesas del marxismo el ansia de justicia y de bienestar que atormenta el alma popular** y ello por medio de **realizaciones prácticas, positivas y concretas**. Salario justamente remunerativo, protección al trabajo, solución razonable y equitativa de los conflictos obrero-patronales, seguro social [...], providencias encaminadas a la legítima posesión de la tierra por quienes puedan y deban trabajarla, asistencia social desarrollándose hasta los extremos de lo oneroso para el Estado, pero imperiosamente exigida por la colectividad, educación al alcance de todo el **pueblo** e impulso a las **industrias creadoras de riqueza** que esparzan bienestar a todas las capas sociales, es así como venimos y como continuaremos **cerrándole el paso ganándole terreno a la violencia de las convulsiones sociales** » (Gallegos, *Alocución Presidencial* 1948²⁷, p. 279).

Cet anti-communisme, amplement partagé par COPEI, mais surtout cette peur du conflit, conduisant à voir dans la mobilisation populaire des marques de « *la violencia de las convulsiones sociales* », explique en grande partie pourquoi AD n'a pas cherché, au moment du coup d'État du 24 novembre 1948, à mobiliser directement les travailleurs ou les masses qui l'appuyaient de manière stupéfiante²⁸. De manière sarcastique, Domingo Alberto Rangel²⁹ parle d'un « coup de Téléphone » (*Golpe de teléfono*) pour qualifier le renversement du Gouvernement Gallegos qui a préféré chercher à négocier avec les militaires jusqu'à ce qu'il soit trop tard, plutôt que d'appeler les travailleurs du pétrole à une grève générale comme le suggérerait Betancourt³⁰ un mois avant le putsch.

²⁶ Fernando Coronil, « The Magical State : History and Illusion, The Appearance of Venezuelan Democracy », *The Kellogg Institute Working Papers*, N° 112, Octobre 1988, p. 12. <http://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/112.pdf>

²⁷ Presidente Rómulo Gallegos, « Alocución del ciudadano Rómulo Gallegos, Presidente Constitucional de los Estados Unidos de Venezuela », Congreso Nacional, Sesión Especial y Solemne del día 15 de Febrero de 1948, *Diario de Debates, Sesiones Extraordinarias*, no 1-5, 1948, pp. 28-31.

²⁸ plus de trois quart de la population ayant voté en sa faveur.

²⁹ Ancien dirigeant AD, qui sera expulsé du parti le 13 avril 1960, du fait de ses positions trop combattives en ce qui a trait à la lutte syndicale et paysanne et qui formera par la suite le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Rangel est également l'auteur de nombreux essais sur la politique vénézuélienne. Ce commentaire sur le « coup de Téléphone » est rapporté par Coronil, « The Magical State... », p. 12.

³⁰ Notons que Betancourt utilisait l'argument pour dissuader mais qu'il n'a pas non plus appelé à Aucune sorte de résistance populaire et qu'au contraire, il s'est opposé, comme l'ensemble de la haute

Contrairement aux autres cas de populisme, AD ne cherche pas à conquérir l'État à travers la mobilisation des masses mais à conquérir les masses à travers la mobilisation des ressources de l'État. En étant catapulté au pouvoir par les militaires et en utilisant à partir de là les ressources abondantes d'un État pétrolier en faveur, non plus des routes et des édifices, mais des masses et des travailleurs³¹, AD est parvenu à se doter d'une écrasante base électorale, aux pieds d'argile cependant, dans la mesure où on ne cherchait pas à la mobiliser autrement qu'à travers le vote ou alors au sein d'institutions étatiques de concertation d'intérêts.

9.4- Du Triennat au *puntofijismo* :

Renforcement de la figure du Peuple-Nation-électorat

Malgré le fait que sur le plan discursif AD ne se donnait (ou ne donnait au peuple-Nation-électorat) aucun autre ennemi que l'autoritarisme, l'absolutisme ou le gomecisme, ce Parti est tout de même parvenu à s'aliéner l'ensemble des forces politiques du pays, du fait de son écrasante suprématie électorale. Il s'est aliénée les autres Partis politiques, se voyant nié un quelconque accès à l'appareil d'État (et à la rente pétrolière surchargée symboliquement) et, dans le cas du PC, en fonction de son hégémonie sur les syndicats nouvellement créés sous son administration³² ; il s'est aliéné l'Église catholique, du fait de sa réforme éducative

direction de son Parti, aux appels de sa base syndicale et de ses cadres moyens qui demandaient avec insistance le recours à cette stratégie.

³¹ Betancourt se plaisait à railler le gomecisme (Gomes, López et Medina) en ridiculisant leur forme de légitimation en fonction des tonnes de béton armé déversé dans des œuvres grandioses d'infrastructure, de manière à présenter la nouvelle démocratie issue de la révolution d'octobre comme un changement radical en faveur du bien-être des masses : « ...descentralizar la obra del Estado y a cambiar radicalmente su centro de gravitación. La política *suntuaria*, *ostentosa*, la del *hormigón* y del *cemento armado*, fue grata al régimen, como lo ha sido a todo gobierno *autocrático* que en piedra de edificios ha querido siempre dejar escrito el testimonio de su gestión, no pudiendo estamparlo en el *corazón* y la *conciencia del pueblo*. Nosotros, por lo contrario, haremos de la defensa de la *riqueza-hombre del país* el centro de nuestra preocupación. No edificaremos *ostentosos rascacielos*, pero los *hombres, las mujeres y los niños* venezolanos comerán más, se vestirán más barato, pagarán menos alquileres, tendrán mejores servicios públicos, contarán con más escuelas y con más comedores escolares... » (Betancourt, *Discurso del 30 de octubre de 1945*, pp. 7-8) ; « ...no abusando de vuestra atención para escuchar el recuento, hecho con morosa delectación del número de kilómetros de tubería enterrado en vías urbanas durante estos dos años de gobierno o de la cantidad de metros cúbicos de concreto vaciada en obras y edificios públicos... » (Betancourt, *Mensaje Presidencial* /1948, p. 252).

³² Uniquement au cours de l'année 1946, la Junte révolutionnaire de 1945 permettra l'enregistrement de 531 syndicats, ce qui est plus du double des 252 syndicats enregistrés jusqu'en 1945. En tout, le *triennat* a reconnu et incité à la création de plus d'un millier de syndicats agricoles et ouvriers. John D.

jugée trop laïque ; il s'est aliéné le patronat, qui se voyait menacé par un discours jugé trop ouvriériste ; et, finalement, il s'est aliéné les militaires, se voyant relégués à leurs casernes après qu'ils lui aient donné le pouvoir. Il ne restait à AD qu'une immense légitimité populaire et l'appareil d'État qui, comme il ne tardera pas à s'en apercevoir, n'équivaut pas à détenir « le pouvoir ».

Le 24 novembre 1948, le gouvernement Gallegos est renversé par une junte militaire composée par les mêmes officiers qui avaient donné à AD les clefs du pouvoir. Applaudie par l'ensemble des forces susmentionnées, la junte se présente comme une rectification de la révolution d'octobre visant à fonder la démocratie sur de nouvelles bases, équitables pour toutes les forces et Partis politiques vénézuéliens. Contrainte par cette légitimité « démocratique », la junte conservera la figure du Peuple-Nation-électorat, tout en renforçant cependant l'importance de l'ordre, en identifiant au chaos l'« hégémonie totalitaire » d'AD, et en revenant à un discours « développementaliste » sur l'infrastructure (béton armé) et la bonne administration. Obnubilée par ses « colossales » réalisations, par la croissance et la modernisation du pays, la junte se prend à croire sa propre rhétorique et organise, pour novembre 1952, des élections « libres » (dans lesquelles AD et le PC sont interdits) pour élire une Assemblée constituante qui devait ensuite organiser des élections générales. Certains de l'appui populaire, après quatre ans de « bon gouvernement », les partisans de Pérez Jiménez³³, n'ont pas cru nécessaire d'organiser une fraude électorale. Alors que les premiers résultats préliminaires annoncent une cuisante défaite³⁴ pour le FEI (*Frente Electoral Independiente* : parti politique créé par la junte pour ces élections), les membres de la junte

Powel, *Political Mobilisation of the Venezuelan Peasant*, Cambridge, Harvard University Press, 1971, pp. 44-64.

³³ Pérez Jiménez est devenu la principale figure de la Junte militaire du 24 novembre 1948, suite à l'assassinat du Lieutenant-colonel Carlos Delgado Chalbaud, ancien Ministre de la défense de Gallegos, devenu président de la Junte qui renversa ce gouvernement. Bien que tout indique que cet assassinat ait été organisé par Jiménez, étant donné le fait qu'il en est le principal bénéficiaire, il n'existe pas de preuve tangible à ce sujet.

³⁴ Les premiers résultats préliminaires du 30 novembre 19h se lisent comme suit: URD (*Unión Republicana Democrática*) 294 573 voix ; FEI 147 528 ; et COPEI 89 095. Le lendemain, les derniers résultats préliminaires publiés (par le New York Times) donnaient 450 000 voix à l'URD, suivie par COPEI avec 206 000 et un nombre inconnu de voix pour le FEI, étant donné le fait que la publication des résultats a été interrompue par les militaires. Les résultats officiels, rendus public après le coup de palais (*golpecito* ou petit Coup), donnent gagnant le FEI avec 578 000 votes, suivi par l'URD avec 463 708 et COPEI avec 138 003...

démissionnent afin que les Forces armées prennent le contrôle du gouvernement, en défense de la Patrie, et nomment Jiménez comme Président, en argumentant que les partis politiques d'opposition (URD et COPEI) avaient collaboré avec des formations politiques illégales (AD et PC)³⁵.

Pendant la période présidentielle de Pérez Jiménez (1952-1957), la figure du peuple disparaît presque complètement du discours présidentiel. N'ayant plus à se justifier vis-à-vis de quiconque, assumant pleinement une légitimité de performance (basée sur ses bons résultats administratifs et économiques), Jiménez met de l'avant un discours sur la modernisation, l'investissement privé et étranger et, de manière plus générale et emblématique, sur la « *transformación racional del medio físico* ». Mais cette période aura de profondes conséquences en ce qui concerne le retour de la figure du peuple-Nation-électorat dans le discours présidentiel. En effet, pour parvenir à retrouver l'institutionnalité démocratique, les hauts dirigeants de l'AD sont paradoxalement contraints d'endosser la version narrative ayant conduit à la rupture institutionnelle de 1948, condamnant l'hégémonie d'un seul parti (et d'un secteur social : les ouvriers) sur l'appareil d'État.

Ces concessions sont faites dans un contexte où l'opposition au régime atteint son paroxysme : l'Église catholique dénonce ouvertement la dictature de Jiménez en fonction des inégalités et de la pauvreté du « peuple »³⁶ ; en juin 1957 est créée *Junta Patriótica*, un mouvement dirigé par des personnalités de l'URD et du PC mais formé par un très large spectre d'organisation, appelant l'ensemble de la société (et plus précisément les partis politiques, les entrepreneurs, les travailleurs et les militaires) à mettre de côté leurs intérêts particuliers pour le bien de l'Unité de la lutte contre la dictature ; même la Chambre de

³⁵ Voir à ce sujet le fameux télégramme envoyé par Jiménez à l'URD et à COPEI le 2 décembre 1952. www.analitica.com

³⁶ Voir par exemple, la lettre du 1^{er} mai 1957, lue par l'Archevêque de Caracas, Rafael Arias, lors de manifestations massives un peu partout dans le pays. Dans cette lettre, l'Archevêque dénonce le fait qu'une « immense masse de notre peuple vit dans des conditions ne pouvant pas être considérées comme humaines » ; il dénonce également « les bas salaires » les manques de services sociaux, la violation des lois du travail, etc. Notons au passage que, bien que l'on parle de pauvreté, il s'agit de la pauvreté du peuple et qui, elle, ne se trouve aucunement en opposition avec les salaires, les lois du travail ou les travailleurs. Au contraire, les pauvres sont encore définis comme la classe ouvrière... Pour plus de détails concernant cette lettre et la positions de l'Église vis-à-vis de la dictature de Jiménez, voir, Helena Plaza, *El 23 de enero de 1958*, Caracas, Garbizu & Todtmann Editore, 1978, pp. 74 et suivantes.

commerce de Caracas emboîte le pas et dénonce ouvertement le régime, en décembre 1957, encouragée par des rencontres à New York avec les dirigeants de l'AD, de l'URD et du COPEI, qui lui garantissent une reconnaissance institutionnelle au sein d'un futur État démocratique ; et finalement, l'ingrédient essentiel mais non suffisant pour que se produise le coup d'État du 23 janvier 1958, les militaires, notamment les Forces de l'air et la Marine mais également l'ensemble des officiers laissés à l'écart du petit cercle d'amis du dictateur, se mettent à conspirer contre le régime³⁷.

C'est dans ce contexte, et après que la *Junta Patriótica* (issue du coup d'État du 23 janvier) eut convoqué à des élections, qu'est signé le Pacte du Punto Fijo où les trois principaux Partis de l'époque, c'est-à-dire AD, URD et COPEI (excluant volontairement le PC), s'engagent à former un gouvernement d'unité nationale, indépendamment du gagnant du scrutin et du pourcentage de voix qu'ils aient pu obtenir. La transcendance historique de ce Pacte réside moins dans l'arrangement électoral comme tel que dans l'engagement pris à produire perpétuellement des pactes. C'est en fonction de cet esprit le système politique vénézuélien, qui fonctionnera pendant quarante ans (1958-1998) sans subir de modifications substantielles, sera désigné comme le *puntofijismo*. Même pendant sa longue crise ou agonie (allant de 1979 à 1998), le *puntofijismo* se montrera incapable de se renouveler, traduisant ses problèmes et ses « solutions » (inspirées par les recettes néolibérales) dans les mêmes termes du pacte sur les pactes.

9.5- La figure du peuple au sein du *puntofijismo* :

Le peuple-Nation-électorat et la consolidation démocratique

Ainsi, si le discours populiste d'AD pendant la période du triennat était opposé aux conflits, cette caractéristique se trouve exacerbée dans la période *puntofijista* par une incitation généralisée aux accords afin de préserver la paix sociale et permettre la consolidation démocratique :

« La cooperación de los organismos profesionales gremiales, cívicos y culturales, de la prensa y de personalidades independientes, con los fines así precisados, consolidarán la convivencia nacional y permitirán el desarrollo de una constitucionalidad estable que tenga en sus bases la sinceridad política, el equilibrio democrático, la honestidad

³⁷ Pour plus de détails sur cette période, voir Fernando Coronil, *The Magical State : Nature, Money and Modernity in Venezuela*, Chicago, Chicago University Press, 1997, pp. 201-235.

administrativa y la norma institucional que son la esencia de la voluntad patriótica del pueblo venezolano. » (*Pacto del Punto Fijo* 1958³⁸, pp. 3-4).

Dans cet extrait du Pacte du Punto Fijo, on peut apprécier comment la figure du peuple, est contrôlée par les co-occurrences de « volonté patriotique » et surtout « vénézuélien » qui, comme nous l'avons vu plus tôt, définit un peuple-Nation plutôt qu'un peuple « populaire » (d'en bas). Nous voyons surtout comment les catégories semi-corporatistes constitutives de la figure du peuple (*organismos profesionales gremiales, cívicos y culturales, de la prensa y de personalidades independientes*) se trouvent subordonnées à une logique de la coopération, de la *convivencia* (bonne entente) nationale, de la stabilité constitutionnelle, etc.

Cette image du système démocratique comme une réalité précaire constituant l'objectif en soi et pour soi de la société, au nom de laquelle les acteurs sociaux et politiques doivent contenir leurs aspirations, se maintiendra intacte au cours des quarante années du puntofijismo. Cette précarité, qui pouvait sembler une évidence dans les premières années, va pourtant s'institutionnaliser en fondement même de la démocratie et du peuple vénézuélien. De Betancourt³⁹ à Caldera⁴⁰, en passant par Leoni⁴¹ ou Pérez⁴², tous les Présidents

³⁸ Pacto del Punto Fijo: Acción Democrática, Partido Social Cristiano Copei y Unión Republicana Democrática, *Pacto del Punto Fijo*, Caracas, 31 de octubre de 1958.

³⁹ « ... «Unión sagrada: la Patria en peligro», así los venezolanos sellamos un **pacto de unidad nacional**, escrito en la conciencia de todos, para preservar la libertad recién recobrada. **Patronos y obreros** llegaron a formulas de avenimiento, y ni una sola **huelga** de envergadura ha **entorpecido** en los últimos tiempos el normal proceso de la producción », Presidente Rómulo Betancourt, « Mensaje Presidencial presentado por Ciudadano Rómulo Betancourt, Presidente Constitucional de la República, el 13 de Febrero de 1959 », *Congreso Nacional*, Miraflores, 13 février 1959, pp. 350-351.

⁴⁰ « La **paz** política y social, para superar la angustia y la zozobra y para encontrar **convergencia** fecunda a la **pluralidad democrática** », Rafael Caldera, « Discurso de Rafael Caldera al Asumir la Presidencia », 1969, *Congreso de la República de Venezuela*, vol. XVII, 1969-1974, p. 291) ;

« ...mucho se puede realizar cuando por sobre las **diferencias partidistas** logra predominar el **interés del pueblo** a quién se **sirve y representa**. » (*Ibid.*, p. 292) ;

« inteligencia que existió en la dirigencia política de **sepultar antagonismos y diferencias** en aras al **interés común** de fortalecer el **sistema democrático** », Rafael Caldera, « Discurso de la sesión conjunta del Congreso de la República », *Documentos del Golpe de Estado del 4 de Febrero de 1992*, <http://www.analitica.com>, 4 février 1992, p. 2).

⁴¹ « La experiencia de **coalición** subsistirá siempre como una ejemplar lección de **pedagogía política** » (Leoni, *Alocución Presidencial* 1964, p. 121) ; « gobierno de equilibrio político » ; « gobierno de amplitud » ; « en Venezuela nadie quiere gobiernos exclusivistas » ; etc.

⁴² « De esta manera aspiro a procurar eficazmente el **concurso de todos** los venezolanos en la búsqueda del **consenso** mayor que sea posible... », Presidente Carlos Andrés Pérez, « Discurso de Toma de Juramento de Ley al Presidente electo de la República, Señor Carlos Andrés Pérez », 1974,

vénézuéliens sont contraints de présenter leurs projets ou réalisations au sein de cette puissante contrainte énonciative du consensus, indépendamment des conjonctures ou des différences idéologiques pouvant exister entre eux.

Cette contrainte du consensus, constitutive du discours puntofijista, se double d'un institutionnalisme ou d'un procéduralisme fétichisant la démocratie, allant jusqu'à faire du respect de la Constitution et des Lois l'objectif suprême et suffisant du gouvernement :

« Hacer **cumplir la Constitución** y las **Leyes** es en si mismo un **ambicioso programa de gobierno**, sobre todo cuando aquella recoge y consagra, como lo hace la nuestra, las **aspiraciones fundamentales del pueblo todo**. » (Leoni, *Alocución Presidencial* 1964⁴³, p. 119).

Dans cet exemple, le peuple est bien une figure de légitimation (*aspiraciones fundamentales del pueblo todo*). Il qualifie la Constitution de manière à lui donner une plus grande légitimité (*sobre todo*). Ce faisant, cependant, le peuple (ou plutôt ses aspirations) n'a plus d'autre existence que celle de la Constitution, des lois et des procédures. Par ailleurs, il s'agit encore de l'entière du peuple (*pueblo todo*) et non pas des couches populaires, ce qui confirme le fonctionnement de la figure du peuple-Nation-électorat. Comme on peut le constater dans d'autres déclarations de l'époque :

« Al compadecer ante el Poder Legislativo, auténticamente expresión del pueblo porque el pueblo así lo eligió –por el sistema democrático del sufragio directo universal y secreto... » (Betancourt, *Mensaje Presidencial* /1959, p. 347).

« ...en la vida **moderna** es a través de los **partidos** como los **pueblos intervienen directamente** en los procesos que conducen al desarrollo integral de las **naciones** y a la plena realización de la personalidad humana, que debe ser la medida de toda revolución encaminada en forjar sistemas **democráticos** transidos de hondo **contenido social**. » (Leoni, *Alocución Presidencial* 1964, p. 122).

Ce qui rend « populaire » le pouvoir législatif c'est le fait d'avoir été élu par suffrage universel (procéduralisme) et non pas, comme dans les cas chiliens et mexicains, le « contenu » (substantialisme) populaire de ses actions ou de ses membres. Il y a bien une référence au « contenu social » de la démocratie de même qu'aux « *aspiraciones fundamentales del pueblo todo* » mais il s'agit justement de « l'entière du peuple » et d'un

Gaceta del Congreso, Tomo IV, Marzo-Diciembre 1974-Enero-Febrero 1975, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela, 12 mars 1974, p. 23).

⁴³ Dr Raul Leoni, « Ahora que por Mandato Popular asumo la Presidencia de la República, Alocución Presidencial pronunciada ante el Congreso Nacional, luego de haber prestado el juramento constitucional como Presidente de la República », 1964, *Congreso de la República de Venezuela*, art. 166, vol. XVI, 1964-1969, pp. 119-145.

contenu « social » plutôt que populaire, médiatisé par l'action des partis politiques. Cette action médiatisée est présentée comme l'intervention « directe » des peuples dans leur devenir « national ».

9.5.1- Les besoins populaires et l'action sociale de l'État

Au-delà du procéduralisme, la figure du peuple sert également à désigner les besoins « populaires » :

« **Atender el clamor de los barrios populares** será una prioridad inmediata. Un ambicioso programa de **viviendas populares** será preocupación central del Gobierno del Cambio... » (Caldera, *Discurso al Asumir la Presidencia* 1969, p. 300).

Cependant, dans ces acceptions « populaires » du peuple, c'est encore l'État qui constitue l'agent. La peur du *peuple en mouvement* se maintient comme repoussoir, que l'action sociale de l'État doit contenir en bénéfice de la démocratie :

« Una política concertada de creación de fuentes permanentes de trabajo, de reforma agraria, de educación, de vivienda, de salud pública, la está exigiendo Venezuela en imperiosa forma, y *desatender* esas necesidades significa no sólo *criminal renuncia* por la sociedad y por el Estado a sus deberes hacia las partes menos favorecidas en la distribución de la renta nacional, sino un seguro riesgo de que el país se vea sacudido dentro de plazos más o menos largos por un desbordamiento de masas de pueblo desesperadas... » (Betancourt, *Mensaje Presidencial* /1959, p. 359).

« ...mientras más equitativos sean los salarios, más justas las condiciones de trabajo, más elevada la educación y más alto el nivel de salud ; en fin, mientras mejores sean las condiciones generales de vida de toda la población, más halagüeñas serán las perspectivas y más seguras las posibilidades de que en Venezuela podamos edificar una democracia representativa sobre los fundamentos inquebrantables de la democracia social » (Leoni, *Alocución Presidencial* 1964, p. 126).

« afianzado el sistema [democrático] en la conciencia nacional, el período que me corresponde conducir como Jefe de Estado de ser el comienzo de una era de **auténticas realizaciones populares**, que hagan posible la **democracia económica y social** » (Carlos Andrés Pérez⁴⁴, *Discurso de Toma de Juramento*/1974, p. 22).

Dans le premier de ces trois exemples, le travail, la réforme agraire, l'éducation, le logement, et la santé publique sont une exigence du Vénézuéla (dans son ensemble). Le peuple, qui peut être identifié aux couches « *menos favorecidas* », ne se manifeste qu'en tant que « *desbordamiento de masas de pueblo desesperadas* ». Dans le deuxième exemple, la figure du peuple n'apparaît qu'à travers son équivalent sémantique « *toda la población* » (symptomatique du *pueblo todo* ou du peuple-Nation-électorat) et cette action sociale de

⁴⁴ Afin d'empêcher toute confusion avec Pérez Jiménez, la référence sera toujours faite avec le nom complet du président (Carlos Andrés Pérez).

l'État (démocratie sociale) se trouve instrumentalité en tant que solide fondement pour la démocratie représentative. Dans le dernier exemple où Carlos Andrés Pérez cherche à mettre de l'avant un ambitieux programme de développement intensif de l'investissement étatique et où le peuple apparaît d'une manière un peu plus substantielle (*auténticas realizaciones populares*), il est encore nécessaire de justifier cette nouvelle étape en fonction de la consolidation du système démocratique (*afianzado el sistema en la conciencia nacional*).

Ce dernier commentaire nous donne une certaine clé d'interprétation pour la contrainte énonciative de la stabilité des institutions et nous donne un indice pour l'identification du co-énonciateur de ces énoncés. En effet, s'il est à ce point nécessaire à l'énonciateur du peuple (dans le contexte vénézuélien post-dictature) de désubstantialiser et de « nationaliser » le peuple, c'est qu'il s'adresse en premier lieu aux organisations patronales, aux militaires et à l'Église, de manière à maintenir « l'alliance sacrée » qui permet à AD d'accéder au pouvoir sans se faire destituer. De ce fait, on constate une plus grande liberté d'interpellation populaire chez Caldera (COPEI) que chez Bétancourt et Leoni (AD). En effet, à partir de Caldera, qui représente la première alternance démocratique⁴⁵ dans l'histoire du Vénézuéla, on voit apparaître plus librement des références à des changements structurels : « *anhelo de cambio que impulsa nuestra dinámica social* » ; « *renovación de estructuras* » ; « *participación efectiva en la dirección de la comunidad* » ; « *mejoramiento de las clases populares* » ; « *dominar también las relaciones sociales* »⁴⁶ ; etc. Ce qui pose un certain paradoxe dans la mesure où COPEI (Démocratie chrétienne) s'est toujours démarquée par des positions plus conservatrice que celles d'AD (socio-démocrates et « Parti du peuple »). Mais c'est précisément pour cette raison que Caldera n'a pas besoin de constamment contrôler le sens de ses propositions en faveur du peuple, en les référant systématiquement à la paix sociale. Bien entendu, Caldera parle également de « *paz política y social* » ou de « *convergencia fecunda [de] la pluralidad democrática* ». Seulement, il est d'avantage contraint de montrer sa soumission au peuple que de montrer son attachement au patronat ou à l'Église catholique. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit là que de légères différences d'emphasis qui ne changent rien au fonctionnement de la formation discursive populiste vénézuélienne.

⁴⁵ C'est-à-dire le passage du pouvoir d'un Parti vers un autre.

⁴⁶ Ces exemples proviennent des pages 291 à 293 discours de prise du pouvoir de Caldera en 1969.

Indépendamment de la plus ou moins grande insistance sur la stabilité démocratique, la figure du peuple représentera —entre 1958 et 1984, dans le discours présidentiel vénézuélien— l'entière de la nation, l'électorat et les besoins ou les droits collectifs (travail, santé, éducation, habitation, alimentation), présentés en tant que responsabilité de l'État. Comme nous le verrons plus loin, cette caractéristique ne sera pas remise en question par la figure de la *lutte contre la pauvreté* qui apparaît en 1974 dans le discours de Carlos Andrés Pérez — puisque cette lutte fonctionne comme un équivalent des mesures sociales en faveur du peuple. Elle ne sera pas non plus remise en question par les premières formulations de politiques néolibérales en 1979 ou avec le surgissement du thème et du problème de la crise de la dette en 1983, dans le discours de Luís Herrera Campins. Ce n'est qu'avec la consolidation d'un discours sur les réformes de l'État et l'opposition entre demandes sociales et besoins de base, à partir de la présidence de Jaime Lusinchi (1984-1989), que cette figure du peuple guidant normativement l'action sociale de l'État se verra altérée par la modification de la représentation du lien unissant l'État à sa population.

9.5.2- La souveraineté nationale et la frontière interne/externe

La première modification de la représentation du peuple concerne la frontière entre interne et externe en fonction de laquelle les intérêts nationaux apparaissent comme distincts et même antagoniques avec les intérêts étrangers. Bien que la frontière entre interne et externe pourrait être considérée comme faisant partie d'un discours nationaliste ou étatiste plutôt que populiste, il importe de la prendre en considération dans la mesure où le nationalisme et l'étatisme sont postulés par le discours populiste vénézuélien. Et ce, avec d'autant plus de pertinence que la figure du peuple se confond avec celle de la nation et de l'action de l'État. Ainsi, bien que la référence au peuple ne soit pas toujours présente dans les énoncés concernant l'indépendance économique et la souveraineté politique de l'État vis-à-vis de puissances étrangères (politiques ou économiques), elle se trouve en implicite dans les références à la nation. Cette relation implicite est par ailleurs rendue explicite, dans d'autres énoncés⁴⁷, ce qui nous permet d'aborder ce discours nationaliste comme une dimension du discours populiste.

⁴⁷ Par exemple, au moment d'annoncer l'entrée en vigueur de la loi sur la nationalisation du pétrole, Pérez en parle comme l'exécution de la volonté populaire : « Como jefe del Estado soy el afortunado

La frontière interne/externe se trouve présente depuis le *Triennat* qui, malgré une position conciliante vis-à-vis du capital étranger, ne manque pas d'affirmer la souveraineté de l'État et la prédominance des lois nationales sur l'action des compagnies étrangères :

« ...defenderemos la **independencia** [de nuestra economía] contra toda *maniobra* encaminada a someterla a *preponderancias extrañas*, sin que esto implique de ningún modo actitud hostil o injustificadamente recelosa ante el **capital extranjero** que **lícitamente** venga a contribuir al desenvolvimiento de nuestra riqueza. » (Gallegos, *Alocución Presidencial* 1948, p. 30).

Après une pause marquée par le discours de Jiménez, ouvertement complaisant avec le capital étranger, cette même affirmation non conflictuelle de la souveraineté politique et de l'indépendance économique⁴⁸ se poursuivra sans altération jusqu'au boom pétrolier de 1973 à partir duquel, sans devenir hostile, l'affirmation de la souveraineté nationale développera une conception plus négative de l'environnement extérieur :

« ...la decisión de **exigir** por [el petróleo] ese producto tan valioso, escaso y no recuperable, un **precio más justo** que el que *situaciones de prepotencia hablan impuesto* y que, a cambio de *mezquina contraprestación* que se nos daba, pretendían *exigirnos* además *agradecimiento y sumisión* [...] Ya Venezuela está madura para manejar directamente su actividad petrolera [...] Ya pasó el tiempo del **colonialismo** [...] aquí esta hoy el punto crítico de la **lucha contra el colonialismo** » (Caldera, *Discurso presidencial* 1974⁴⁹, pp. 6-7).

Habilement, Caldera n'attaque personne directement. En parlant d'une « situation » d'arrogance, le « ils » du « *pretendían*⁵⁰ *exigirnos* » fonctionne alors comme un « on » impersonnel à partir duquel il est impossible d'établir à qui l'on réfère. Concrètement, ce « ils » réfère à des « situations » qui « avaient imposé » et donc à qui que ce soit en particulier. En diluant la figure d'opposition à travers la référence à une situation ou à une époque (*situaciones de prepotencia* ; *el tiempo del colonialismo*), Caldera peut se permettre d'augmenter la charge péjorative de ses accusations : *prepotencia* ; *mezquina*

intérprete y ejecutor de esta voluntad de todo el pueblo de Venezuela. », Presidente Carlos Andrés Pérez, *Discurso del Presidente Carlos Andrés Pérez con motivo de la ley de nacionalización del petróleo*, Salón Elíptico, agosto 29, 1975, <http://www.analitica.com>, p. 1).

⁴⁸ « Políticamente soberana y económicamente independiente » (Leoni, *Alocución Presidencial* 1964, p. 144).

⁴⁹ Presidente Rafael Caldera, « Discurso del Presidente Constitucional de la República de Venezuela, Dr. Rafael Caldera, *Gaceta del Congreso*, Tomo IV, Marzo-Diciembre 1974-Enero-Febrero 1975, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela.

⁵⁰ En espagnol l'embrayeur de personne se trouve incorporé dans la conjugaison du temps de verbe, sans besoin de redonder. La traduction française de « *pretendían* » est « ils prétendaient ».

contraprestación ; pretendían exigirnos además agradecimiento y sumisión ; lucha contra el colonialismo.

Cette représentation péjorative de l'environnement extérieur va se renforcer⁵¹ et s'internationaliser avec le discours résolument tiers-mondiste de Carlos Andrés Pérez (1974-1979) :

« todos los **pueblos explotados** en sus materias primas y en el esfuerzo mal pagado de su trabajo, **maltratada o sojuzgada su soberanía económica**, quieren **paz** que no sea **regodeo de privilegiados** sino convivencia en el **bienestar**, para que el desarrollo económico internacional no se reduzca al crecimiento de las **grandes naciones** » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de Juramento/1974*, p. 22).

: « Como jefe del Estado soy el afortunado intérprete y ejecutor de esta voluntad de todo el pueblo de Venezuela. América Latina y todos los países víctimas del totalitarismo económico de las grandes naciones industrializadas, nos acompañan y celebran con nosotros este paso de audacia y serena responsabilidad. Porque está enmarcado dentro de la coyuntura histórica de las reivindicaciones fundamentales del Tercer Mundo. » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso con motivo de la Ley de nacionalización del petróleo/1975*, p. 1).

« ...las demás naciones que **sufren** como nosotros la **injusticia** de la actual **división internacional del trabajo**. » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de Juramento/1974*, p. 23).

Il ne s'agit plus seulement de l'intérêt de la nation vénézuélienne qui serait en contradiction avec celui du colonialisme mais de la « volonté du peuple » et de l'intérêt de « tous les peuples exploités », de l'Amérique latine, du Tiers monde ou de « tous les pays victimes du totalitarisme économique des grandes nations » qui « souffrent » de la « division internationale du travail, qui se trouve interprété ou réalisé à travers la décision de nationaliser le pétrole. De manière plus large, la nationalisation des mines de fer ou l'industrialisation par l'action productive ou planificatrice de l'État se présente également comme l'exercice de la souveraineté politique et de l'indépendance économique du pays.

9.6- Crise de la dette, lutte contre la pauvreté, réformes de l'État et remise en question de la frontière interne/externe

Le contraste est frappant entre ce discours sur la souveraineté politique et l'indépendance économique, et le discours de lutte contre la pauvreté appelant à profiter des

⁵¹ Sans que cela n'entraîne pour autant une relation ouvertement hostile vis-à-vis du capital étranger. Par exemple : « Los intereses del Estado pocas veces coincidirán con los de [las empresas multinacionales] pero será inteligencia y conveniencia de ellas y de nosotros buscar acuerdos, áreas de entendimiento. » (Pérez, *Discurso de Toma de Juramento/1974*, p. 23).

opportunités offertes par la mondialisation à travers une ouverture économique et une déréglementation de l'économie de manière à la libérer des distorsion (artificielles) engendrées par l'action arbitraire de l'état et des lourdes charges hostiles à la main d'œuvre. Est-ce que l'environnement économique international serait devenu moins hostile après la crise de la dette, les programmes d'ajustement structurels et la mondialisation financière ? Bien sur que non. Ce qui a changé c'est la forme de représentation du politique. Ce changement idéologique, évident pour n'importe quel observateur de l'Amérique latine et du Tiers monde, pose cependant le problème de son processus de mise en acceptabilité. Qu'est-ce qui peut expliquer le passage abrupt entre une période marquée par l'action hégémonique de l'état et une autre où celui-ci se trouve remplacé par des lois inéluctables du marché mondialisé ? La crise de la dette, les programmes d'ajustement structurels et le néolibéralisme sont bien entendu des éléments essentiels pour comprendre ce passage ; par contre, ils ne peuvent expliquer par eux-mêmes la manière à travers laquelle leurs postulats, inénonçables quelques années auparavant, sont subitement devenus les fondements mêmes de l'énonciation du politique.

La crise de la dette et les programmes de stabilisation et d'ajustement structurels peuvent bien faire pression sur les dirigeants politiques sans que ceux-ci aient à s'en porter garants. Nous avons vu avec le cas mexicain comment José López Portillo déplace la responsabilité des problèmes économiques subis sous son mandat vers l'augmentation des taux d'intérêts ainsi que vers l'action prédatrice des spéculateurs nationaux et internationaux ; et comment les programmes d'ajustement sont présentés par ce dernier comme des pressions externes, comme des « orthodoxies technocratiques », visant à dépouiller la nation de ses richesses et à écouler l'excédant productif des économies industrialisées. De la même manière, au V  n  z  la, le Président Herrera Campins (1979-1984)⁵² réagira face à la crise de la dette en utilisant les armes rhétoriques du tiers-mondisme construites par son pr  d  cesseur :

⁵² Qui, pourtant, présente en 1979 un programme néolibéral de réduction de la taille de l'  tat, en réaction aux dépenses indiscrimin  es de la période précédente : «   l pueblo tiene que saber que concluyó el tiempo del gasto administrativo alegre, de las inversiones insaciables y del consumismo a ultranza » Luis Herrera Campins, « Discurso de Toma de Posesión, 1979 », *Congreso de la República de Venezuela*, vol. XIX, 1979-1984, p. 482).

« El problema de los niveles de **endeudamiento** están íntimamente vinculados a la **estructura de la economía mundial** que ha transformado la **dependencia tradicional** basada en el comercio de manufacturas por una **nueva dependencia de carácter financiero**, en razón de las necesidades que impone la adquisición de bienes de capital para impulsar el proceso de industrialización. Estamos enfrentados a un “**colonialismo financiero**” **peligroso y agresivo** » (Herrera Campins, Discurso Presidencial/ 1984⁵³, p. 8).

Plutôt que de conduire à une remise en question de la « souveraineté politique et de l'indépendance économique », la crise de la dette radicalise ou confirme la frontière interne/externe, indépendamment du fait que le locuteur concret de ce discours (Herrera Campins) eut proféré pendant tout son mandat des politiques néolibérales de réduction de la taille de l'État.

9.6.1- La lutte contre la pauvreté et la réforme de l'État

On aurait tort, par ailleurs, de croire que ce qui marque le début d'une période paupériste ou post-populiste serait l'apparition du thème de la pauvreté. Nous l'avons amplement précisé, ce n'est pas la pauvreté en soi qui donne son unité et son identité au discours de lutte contre la pauvreté mais les particularités de son processus d'énonciation. Ainsi, au Vénézuéla –comme dans les deux autres cas que nous avons analysé– le thème de la pauvreté et même de la « lutte contre la pauvreté » est présent avec antériorité à l'événement discursif paupériste. Cependant, il fonctionne au sein d'un discours populo-consociationniste, ne connaissant pas de frontières entre pauvres et non-pauvres et ne voyant pas de contradiction entre l'action économique de l'État et la lutte contre la pauvreté. Au contraire, la première formulation explicite de la lutte contre la pauvreté⁵⁴ au Vénézuéla date du premier mandat de Carlos Andrés Pérez marqué par un interventionnisme étatique sans bornes :

⁵³ Presidente Luis Herrera, « Discurso del Presidente Constitucional de la República de Venezuela », *Gaceta del Congreso*, Tomo XIV, Volumen I, Enero-Mayo 1984, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela, pp.

⁵⁴ Avant Pérez, on ne parlait pas de lutte contre la pauvreté comme tel mais on parlait tout de même de lutte contre la marginalité, et d'incorporation du peuple à l'ensemble des structures considérées comme modernes : « ...ambicioso programa de desarrollo de **todo el hombre** y de **todos los hombres**. Por ello nos empeñamos a **incorporar masivamente a nuestro pueblo** a la educación **hasta sus más altos niveles** [...] Creemos que elevar la **capacidad** de la población es la mejor forma de sembrar el petróleo y que **educar** a los hijos de los venezolanos de menores ingresos constituye la mejor forma de **luchar contra la marginalidad** » (Caldera, *Discurso presidencial* 1974, p. 7).

« Punto programático esencial de mi Acción de Gobierno será la **lucha contra la pobreza**. » (Carlos Andrés Pérez, Discurso de Toma de Juramento de Ley/1974, p. 27).

« El **poder económico del Estado** se está **ensanchando** como consecuencia de la **nacionalización de las industrias básicas** y habrá de **acrecentarse aún más** con la producción de los complejos básicos para la exportación y la substitución de importaciones [...] es a través del manejo por el Estado de esta **participación** tan significativa [**del país al PNB**], como hemos venido impulsando las **modificaciones de la distribución interna de las riquezas y de los ingresos**. » (Carlos Andrés Pérez, Mensaje Anual/1978⁵⁵, p. 12).

Dans ces exemples, la lutte contre la pauvreté n'est aucunement opposée à l'action productive de l'État ou sa souveraineté. Au contraire, c'est au nom de cette même lutte contre la pauvreté (*modificaciones de la distribución interna de las riquezas y de los ingresos*) que l'on justifie la récupération par l'État des concessions des compagnies pétrolières étrangères et que l'on promeut l'industrialisation par substitution d'importations, dirigée par l'État.

Cette forme de lutte contre la pauvreté, qui rejoint certaines conceptions du développement endogène ou auto-soutenu (*self-reliance*) des positions anti-colonialistes au sein de l'Approche des nécessités de base (*Basic needs Approach*), est également reprise par Herrera qui l'insère directement au sein de son réquisitoire contre le « colonialisme financier » :

« Venezuela como país en vías de desarrollo, está concientemente ubicada del lado de quienes **luchan** por un **Nuevo Orden Económico** más justo, que permita en primer lugar, la satisfacción de las **necesidades fundamentales** —comenzando por la **libertad**— de las **grandes masas de población de los países del Tercer Mundo**, muchos de ellos sumidos en estadios de **pobreza** y de hambre, de enfermedad y de ignorancia atentatorios a la dignidad de la persona. [...] es evidente que un **Nuevo Orden Económico internacional** incluirá la revisión del **orden financiero** que ha venido **beneficiando** desde su firma en Betton Woods a los **países desarrollados** » (Herrera Campins, Discurso Presidencial/ 1984, p. 8).

La pauvreté, la faim, la maladie et l'ignorance ne sont pas ici dirigées contre l'action d'un État interventionniste qui aurait privilégié certains groupes au détriment des plus pauvres mais bien, au contraire, contre l'ordre financier (et commercial) qui aurait privilégié les pays développés au détriment de ceux du Tiers monde. Pourtant, en développant son réquisitoire à partir de l'argument de la pauvreté (articulé sur la santé, l'éducation et

⁵⁵ Presidente Carlos Andrés Pérez, « Mensaje Anual del Presidente de la República, 1978, *Gaceta del Congreso*, Tomo VIII, Marzo-Diciembre 1978-Enero-Febrero 1979, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela.

l'alimentation) Herrera Campins n'est-il pas en train de mettre en place les éléments nécessaires à la redéfinition ultérieure du rôle de l'État ?

Face aux immenses pressions que subit le Vénézuéla, du fait de la fuite des capitaux, de la hausse des taux d'intérêts sur sa dette extérieure et des pressions de la part des créanciers internationaux pour une intervention du FMI, il apparaît presque « naturel » qu'Herrera Campins en appelle au Nouvel ordre économique international promu par le Groupe des 77 depuis plusieurs années, malgré la tiédeur que ce dernier avait affiché envers le tiers-mondisme dans les années antérieures. Ce n'est pourtant pas le cas du Président suivant (Lusinchi) qui se trouve face à la même situation, qui arrive au pouvoir après la débâcle du gouvernement Herrera Campins et de ses très impopulaires politiques d'austérité et qui, de plus, est issu des rangs de la même formation politique (AD) que celle de Pérez. En effet, à partir de Lusinchi, il n'y aura plus aucune allusion à une quelconque responsabilité du système financier (ou économique) international dans la crise de solvabilité de l'État vénézuélien. Il parle au contraire de « payer la dette jusqu'au dernier centime » en récupérant la confiance des créanciers, des investisseurs, et en procédant à une réforme de l'État pour le rendre plus « efficace » et « démocratique », c'est-à-dire en concentrant ses dépenses sur la satisfaction des besoins de base :

« Venezuela **pagará** todo lo que debe. Pero estimo que este propósito tiene que cumplirse sin menoscabo de los de los **deberes permanentes de cualquier gobierno**, y mucho más de los del mío, cuyo origen está íntimamente **vinculado con justas e insatisfechas aspiraciones de bienestar popular**. » (Lusinchi, *Discurso de Toma de Posesión*/1984⁵⁶, p. 15).

« Tengo la convicción de que **nosotros y nuestros acreedores coincidiremos** en la idea de que el **mejor pagador** es un **pueblo que trabaja y produce** y no una colectividad **agotada** por la **dureza** de los **sacrificios que se le impone**. » (*Ibid.*, p. 15).

« **No se trata** por cierto de buscar el **bienestar** a través de **incesante dispendio del gasto público** en experiencias fugaces, pues el *Estado paternalista* contribuyó a **deformar la sociedad** y a **corroer** sus principios morales [...] **sustituyamos el alienante "consumismo"** por la **satisfacción genuina de las necesidades básicas** » (*Ibid.*, p. 17).

Dans ces exemples, nous pouvons voir comment la figure du peuple se maintient au sein d'un discours paupériste (*bienestar popular ; un pueblo que trabaja y produce*). De la même manière que le populisme peut utiliser le lexème « pauvreté », il est tout aussi possible pour

⁵⁶ Jaime Lusinchi, « Discurso de Toma de Posesión », 1984, *Congreso de la República de Venezuela*, vol. XX, 1984-1989, rubrique 271.

le paupérisme d'investir le lexème « peuple ». Ce qui permet de distinguer le paupérisme du populisme c'est la manière à travers laquelle on cherche à contrôler l'action de l'État (*incesante dispendio del gasto público ; Estado paternalista*) en la référant à la « *satisfacción genuina de las necesidades básicas* » ou, comme le dit Lusinchi « Tenemos un Estado sin control » ⁵⁷ (Lusinchi, *Discurso de Toma de Posesión*/1984, p. 19). Alors que dans le populisme, le bien-être des couches populaire signifiait un plus grand engagement de l'État dans l'économie et l'universalisation de certains droits sociaux (*Seguro Social Obligatorio*⁵⁸, travail, logement, santé, éducation), il signifie à partir de Lusinchi, un retrait de l'État des domaines qui ne concernent pas « strictement » (*genuinamente*) les besoins de base.

Nous verrons plus loin comment cette frontière implicite entre les besoins des pauvres et les « privilèges » des non-pauvres (*alienante "consumismo"*) se verra confirmée dans les déclarations des autres Présidents subséquents au sein d'un même discours sur les réformes de l'État. Il faut encore noter, cependant, dans les exemples ci-dessus, comment le remboursement de la dette est postulé, tel une contrainte inéluctable, plutôt que questionné dans sa légitimité, comme c'était le cas avec Herrera Campins. On peut bien percevoir une prise de distance vis-à-vis de « *la dureza de los sacrificios que se le impone* » mais cette concession survient dans un énoncé cherchant à corriger une « fausse » idée qu'on aurait des créanciers, pour affirmer plutôt la convergence d'opinion entre ceux-ci et le gouvernement, autour de l'idée qu'en ayant de meilleures conditions de développement (*un pueblo que trabaja y produce*) le Vénézuéla sera un « *mejor pagador* ». Nous voyons donc apparaître

⁵⁷ Cette vision d'un nécessaire « contrôle de l'État » inspire tout un ensemble de travaux récents sur la *redevabilité horizontale*, la nécessité de « *check and balance* », de même que celle de mécanismes de « *locking-in* », ces derniers engageant les États à des réformes visant leur « auto-contrôle » (*self-restraint*). Pour une vision d'ensemble de ces conceptions de la nécessité d'un contrôle de l'État voir : Schedler, Andreas, Diamond, Larry, Plattner, Marc F. (eds), *The Self-restraining State. Power and Accountability in New Democracies*, Boulder et Londres, Lynne Rienner Publishers, 1999, et en particulier l'article de Paul Collier: « Learning from Failure : The International Financial Institutions as Agencies of Restraint in Africa », pp. 313-332.

⁵⁸ Ce type d'assurance est basée sur le principe mutualiste-universaliste qui – selon le principe normatif explicitement assumé par Lautier, dans une formule volontairement paradoxale visant à renverser les termes du débat actuel sur les politiques ciblées – représente « la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté ». Bruno Lautier, « Une protection sociale mutualiste et universelle: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », in Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions «macro» de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », *CEPAL – SERIE Financiamiento del desarrollo* N° 140, pp. 45-70.

dans le discours présidentiel vénézuélien une nouvelle instance de légitimité en la figure des créanciers qui s'exprimera de manière plus générale dans le *topoi* de la nécessaire adaptation de l'État aux nouvelles conditions exigées par les temps nouveaux :

« ...la **reforma integral del Estado**, una definición más **contemporánea** de sus funciones, una **adaptación de su papel** a los **nuevos tiempos** y a los **nuevos retos**, es sencillamente **apremiante** » (Lusinchi, *Discurso de Toma de Posesión*/1984, p. 19).

Loin d'affirmer sa souveraineté politique et son indépendance économique, l'État se décrit lui-même comme étant intrinsèquement contraint par des conditions extérieures qui le dépassent et auxquelles il ne peut que se soumettre (modalisation déontique : *apremiante*). C'est d'ailleurs à partir de Lusinchi que l'investissement étranger sera présenté comme un objectif en soi, sans avoir besoin de tempérer cet objectif par une référence à la subordination de cet investissement aux lois et intérêts nationaux⁵⁹.

Ainsi, tout en maintenant en vigueur les figures du populo-consociationnisme (le peuple et la stabilité des institutions démocratiques), à partir de Lusinchi on voit apparaître dans le discours présidentiel une nouvelle figure de légitimation se trouvant à l'extérieur des frontières et à l'extérieur de l'État. En d'autres termes on assiste alors à un déplacement des frontières entre l'interne et l'externe mais également entre le public et le privé. La stratégie de Lusinchi était de payer rubis sur l'ongle la dette extérieure, de manière à négocier de meilleures conditions de paiement auprès des créanciers. En 1986, il parvient à négocier un rééchelonnement de la dette incluant une « clause de sauvegarde », permettant de nouvelles discussions advenant le cas d'une baisse des revenus du pétrole. Cette chute du prix du baril advint effectivement, sans que pour autant les banques étasuniennes, européennes ou japonaises ne concèdent une quelconque révision des modalités de paiement. Résultat : en 1988, le Vénézuéla paya pour 5,6 milliards de dollars, alors que ses entrées en devise ne s'élevaient qu'à 7 milliards... En tout et partout, le Vénézuéla remboursa 28 milliards de dollars entre 1984 et 1988, en capital et intérêt, tout en doublant en cinq ans le montant total de sa dette extérieure qui s'élevait en 1988 à plus de 40 milliards de dollars!

⁵⁹ « Estimularemos también las inversiones extranjeras... » (Lusinchi, *Discurso de Toma de Posesión*/1984, p. 23).

9.6.2- De Pérez à Caldera :

Dernières chances du puntofijismo et consolidation des réformes de l'État

Face à cette désastreuse stratégie, la candidature de Carlos Andrés Pérez se présente comme une salvation. Alors qu'avant son départ (1979) on raillait son programme de dépenses intempestives, qui cherchait à « semer le pétrole » à travers la créations d'industries d'État (*Petroven, Maraven, Llanoven, Lagoven*), en traitant Pérez de *Locoven*⁶⁰, au cours de sa campagne électorale (1988) on inversa le sens du radical et du suffixe pour produire « *ven, loco* » (viens [a notre secours, le] fou). Pérez promet de transformer le pétrole en « progrès », désigne le FMI comme la Bombe (« *solo mata gente* » [elle ne fait que tuer des gens]⁶¹) et promet de faire passer la croissance nationale et le bien être social des vénézuéliens avant le remboursement de la dette. En votant pour lui, l'électorat pouvait croire à un retour de l'ancien modèle. C'était se tromper sur le changement du sens des termes « progrès », « croissance » et « bien-être »...

On peut facilement soutenir que Carlos Andrés Pérez, en bon démagogue, a sciemment trompé l'électorat. Le fait de dénoncer le FMI pendant sa campagne électorale, et d'entreprendre immédiatement après son élection des négociations (secrètes) avec cette institution pour la négociation d'un prêt de 4,3 milliards de dollars U.S., est sans doute une preuve de sa mauvaise foi. Cependant, ce qui a changé, c'est moins la stratégie que Pérez présente lors de sa campagne électorale que le sens des termes. En mettant fin au contrôle des prix (de l'essence et de la nourriture), en dévaluant le bolívar, en éliminant les subventions à l'agriculture et restructurant ce secteur pour l'ouvrir à la libre concurrence⁶², privatisant les compagnies d'État, tout en dirigeant les fonds libérés par ces désengagements à améliorer l'infrastructure et à cibler directement les besoins des plus pauvres et en impliquant le secteur privé dans la « solution » à ces problèmes⁶³, Pérez et son équipe de technocrates ne font qu'appliquer le mot d'ordre de la campagne électorale, c'est-à-dire « prioriser la croissance

⁶⁰ C'est-à-dire Fou-Ven ou le fou du « Ven », surnom attribué en fonction du nombre pharamineux d'industries d'État (dont le suffixe distinctif est « ven », pour Vénézuéla) créées sous son mandat.

⁶¹ Coronil, *The Magical State...*, p. 375.

⁶² Jonathan Coles, « Reforming Agriculture », in Goodman et al. (éd.), *Lessons of the Venezuelan Experience...*, pp. 193-219.

⁶³ Janet Kelly, « The Question of inefficiency and Inequality : Social Policy in Venezuela », in Goodman et al. (éd.), *Lessons of the Venezuelan Experience...*, pp. 306-309.

nationale et le bien être social des Vénézuéliens avant le remboursement de la dette ». Ce qu'on perçoit mal, à l'époque, c'est que ces politiques de déréglementation, de privatisation et de désengagement de l'État puissent être considérées comme des politiques favorisant la croissance nationale, étant donné qu'on les jugeait en fonction d'« anciens » critères. De même, face à la montée vertigineuse des prix de l'essence, du transport et de la nourriture, résultant du « Grand virage » (paquet de politiques conçues comme une « thérapie de choc » annoncé le 12 février 1989), les politiques de lutte contre la pauvreté pouvaient difficilement être perçues comme des politiques favorisant le bien-être.

C'est avec orgueil que Carlos Andrés Pérez présente ses trois premières années de gouvernement, montrant comment le Venezuela était passé de la banqueroute à posséder une des meilleures cote de crédit du continent (avec le Chili et le Mexique), comment l'inflation avait baissé pendant ces trois années de même que le chômage, et comment le PIB affichait une croissance record de 10,5 et de 7,3 pour les années 1991 et 1992. Il vantait également le succès des privatisations d'entreprise déficitaires, la décentralisation des pouvoirs de l'État vers les localités et l'investissement massif dans la lutte contre la pauvreté⁶⁴. Selon les principes de crédibilité internes au discours techniciste international ou du discours de lutte contre la pauvreté, toutes les conditions étaient réunies pour une réforme exemplaire. Toutefois, cette évaluation ne tenait pas en considération les critères de la société vénézuélienne.

Le 27 février, trois semaines après l'entrée en fonction de Pérez (élu Président avec 53% des votes), et deux semaines après l'annonce du « Grand virage » ou du « *Paquetazo* », se produit le *Caracazo*. Des centaines de milliers de personnes envahissent les rues et pillent les supermarchés pendant deux jours. Cette émeute a été affrontée en suspendant les garanties constitutionnelles et en décrétant l'État de siège pendant cinq jours. Le bilan officiel fait état de 350 morts, mais certains groupes de défense des droits humains parlent plutôt d'un millier, voir même de plusieurs milliers⁶⁵. Quatre mois après le *Caracazo*, et malgré la répression

⁶⁴ Moises Naim, *Paper Tigers and Minotaurs, The Politics of Venezuela's Economic Reforms*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1993, pp. 9-12.

⁶⁵ Il est pour le moins étonnant que la brutale répression du *Caracazo* n'ait pas conduit à la destitution de Pérez et qu'il ait fallu des accusations de corruption pour y parvenir. Cette relative tolérance face à la répression peut s'expliquer en fonction de la peur de la mobilisation ou de la violence du peuple (ou

violente qui s'était abattue sur la population, surgissent des manifestations dénonçant la « trahison » du gouvernement, impliquant les syndicats de l'éducation, et de la fonction publique, les ouvriers⁶⁶ et les étudiants. Ces manifestations, surgissent plusieurs fois par année et dans plusieurs villes du pays⁶⁷. Par la suite, Pérez s'est confronté à deux tentatives de coup d'État, dont celle très médiatisée du 4 février 1992, menée par le futur Président Hugo Chávez. En mars 1993, Escovar Salóm présente des charges contre le président Pérez ainsi que deux de ses collaborateurs pour malversation de 17 millions de dollars de fonds publics ; deux mois plus tard (le 26 mai), la Court Suprême suspend son immunité parlementaire ; le lendemain, le Congrès le suspend de ses fonctions, ce qui déclanchera des manifestations de joie populaire⁶⁸.

Il serait simple d'imputer à Carlos Andrés Pérez (et à la corruption) la responsabilité de tous ces événements. Ils ne sont pourtant que le paroxysme d'une crise, beaucoup plus profonde et antérieure, du *puntofijismo* dans son ensemble, qui perd tendanciellement toute crédibilité, à force de renier systématiquement ses propres bases de légitimité (soit la redistribution de la manne pétrolière par l'intervention étatique et la satisfaction des demandes populaires⁶⁹). Plutôt que de sonner un signal d'alarme, conduisant à une remise en question profonde des stratégies de Lusinchi et de Carlos Andrés Pérez, la destitution de ce dernier va conduire à un renforcement du discours sur les nécessaires réformes de l'État pendant le gouvernement intérimaire de Ramón José Velásquez (1993), puis celui de Caldera (1994-1999). Ainsi, alors que Pérez justifiait son programme de réformes en parlant d'une

des masses) que nous avons noté dès le Triennat. Les accusations de corruption, elles, s'inscrivent par contre parfaitement dans ce discours institutionnaliste.

⁶⁶ Pendant le gouvernement de Pérez (1989-1993), la CTV a organisé trois grèves générales, alors qu'elle avait appuyé sa candidature et qu'elle ne possédait aucune tradition de confrontation avec l'État et encore moins contre un gouvernement d'Acción Democrática.

⁶⁷ María-Victoria Murillo, *From Populism to Neoliberalism : Labor Union and Market-Oriented Reforms in Argentina, Mexico and Venezuela*, Cambridge Mass, (Ph D in the Subject of Political Sciences) Harvard University, 1997, pp. 167 et suivantes.

⁶⁸ George W. Schuyler, « Perspectives on Venezuelan Democracy », *Latin American Perspectives*, Vol. 23 N° 3, été 1996, p. 17.

⁶⁹ Cette situation est mise en lumière dès 1989 —c'est-à-dire avant les événements dont nous venons de parler— par Juan Carlos Rey, dans, *El futuro de la democracia en Venezuela*, Caracas, Colección IDEA 1989, 249-323. Voir également : « La democracia venezolana y la crisis del sistema populista de conciliación », *Revista de estudios políticos*, N° 74, 1991, pp. 533-578.

nouvelle relation, plus participative et décentralisée entre l'État et la société, les deux Présidents suivant ne proposeront pas autre chose :

« Al Estado hay que despojarlo de **innumerables cargas**. La primera de ellas, la de ser el **benefactor poco responsable** que crea y genera y alimenta **hábitos negativos** en la **sociedad**. Es **indispensable** plantear la relación entre el **Estado y la sociedad civil**. La **participación** de las comunidades en la **gestión de los servicios sociales**, para lograr que los vecinos **participen** en las **decisiones de los entes públicos**. » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de posesión*/1989⁷⁰, p. 8).

« Ante Miraflores siguen desfilando, en **interminable** sucesión, los representantes de todas las áreas del quehacer nacional para **exigir el cumplimiento de compromisos reales o supuestos**. Este es el centro del **deterioro de los gobiernos** [...] cuando se extiende la mano hacia el Estado y éste no da una pronta respuesta, se va produciendo una sensación de que aquel no cumple con sus responsabilidades. La verdad es que **ya no puede hacerlo** al viejo modo y **ya no podrá jamás**. La sociedad venezolana está en la obligación de extraer alternativas de su propio seno y **solventar sus demandas a través de sus propios mecanismos** » (Velásquez, *Discurso Presidencial Anual* /1994⁷¹, p. 13).

« Me propongo ser a la vez optimista y prudente. Entre las dos opciones radicales, la **populista** y la **neoliberal**, opto por comprometerme a buscar un compromiso de **solidaridad** con acento **social**. Quiero confiar en la **racionalidad de los factores económicos** del país y en la comprensión y soporte de la colectividad. Aspiro a que los **diversos sectores** no sean **sordos** al angustioso llamado de **deponer los intereses egoístas** del corto plazo por una visión de **largo aliento** que reclama el **sentido común**. El objetivo de este compromiso de **solidaridad** es alcanzar una **economía competitiva y moderna** dentro de un marco de **solidaridad social**, donde la **economía social**, donde la **economía privada** sea el **motor del crecimiento** y comience a asumir parte de la responsabilidad social que hasta ahora ha descansado sobre el **Estado y la economía petrolera** » (Caldera *Discurso de Toma de Juramento de Ley* /1994⁷², p. 25).

Dans ces trois exemples, nous voyons l'expression d'un seul et même discours paupériste basée sur une scénographie gestionnaire postulant le marché : qui postule une rationalité micro-économique des acteurs⁷³ ; où l'économie sociale ou la société civile se voient

⁷⁰ Carlos Andrés Pérez, « Discurso pronunciado al tomar posesión como Presidente Constitucional de la República de Venezuela, 2 de Febrero de 1989 », República de Venezuela, *Ministerio de la Secretaría de la Presidencia, Oficina de Publicaciones, División de Archivos Históricos*.

⁷¹ Presidente Ramón J. Velásquez, « Discurso Presidencial Anual, 1994 », Sesión Solemne del día viernes 28 de Enero de 1994, *Gaceta del Congreso*, Tomo XXIV, Enero 1994-Febrero 1994, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela.

⁷² Rafael Antonio Caldera Rodríguez, « Discurso de Toma de Juramento de Ley, 1994 », Sesión Solemne del día miércoles 2 de Febrero 1994, *Gaceta del Congreso*, Tomo XXIV, Enero 1994-Febrero 1994, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela.

⁷³ « *racionalidad de los factores económicos* » ; « *donde la economía privada sea el motor del crecimiento* » ; etc.

paraphrasés comme étant l'économie privée⁷⁴ ; où les demandes sociales⁷⁵ sont vues comme des détournements de l'État de sa réelle vocation, orientée vers la stricte satisfaction des besoins de base⁷⁶ ; où le désengagement de « *el Estado benefactor* » se justifie en fonction d'une décentralisation et une participation de la société à son propre devenir⁷⁷ ; et ainsi de suite.

Nous n'insisterons pas ici sur les mécanismes du discours de lutte contre la pauvreté au sein desquels se situent ces exemples que nous avons par ailleurs utilisés dans les chapitres 4 à 6. Mentionnons simplement et schématiquement quelques uns des principaux mécanismes du discours de lutte contre la pauvreté présents dans le discours présidentiel de Pérez, de Velásquez et de Caldera. D'abord, nous voyons comment le discours incorpore en présumé les politiques d'austérité et d'ajustement structurel en insistant sur le critère de « favoriser les plus pauvres » :

« La **política económica** no está divorciada de la **política social**. Ambas serán un todo integrado. Sencillamente no puede haber **ajustes** en lo económico cuyos efectos sólo se sientan en los **grupos de menores ingresos**. » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de posesión*/1989, p. 14).

« El **déficit fiscal** se reducirá como proporción del PTB, pero los **gastos fiscales** se **incrementarán** para atender **preferentemente el gasto social**, especialmente los programas de subsidios para población de **menores ingresos**, mientras dura el proceso de **ajuste a las nuevas condiciones de la economía**. » (*Ibid.*, p. 15).

« El centro de la cuestión venezolana está en el **tema social**. La idea de que el **crecimiento económico pueda por si solo** crear bienestar social, es falsa. Puede haber crecimiento económico y, mediante la **concentración de la riqueza**, puede también haber crecimiento de la **pobreza en la sociedad**. » (Velásquez, *Discurso Presidencial Anual* /1994, p. 15).

⁷⁴ « donde la economía social, donde la economía privada sea el motor del crecimiento » ; « La sociedad venezolana está en la obligación de extraer alternativas de su propio seno y solventar sus demandas a través de sus propios mecanismos ».

⁷⁵ « hábitos negativos en la sociedad » ; « exigir el cumplimiento de compromisos reales o supuestos » ; « deponer los intereses egoístas » ; etc.

⁷⁶ « compromiso de solidaridad con acento social » ; « sordos al angustioso llamado » ; « solidaridad social » ; etc.

⁷⁷ « participación de las comunidades en la gestión de los servicios sociales, para lograr que los vecinos participen en las decisiones de los entes públicos » ; « solventar sus demandas a través de sus propios mecanismos ».

Tout comme la Banque mondiale qui affirme que les ajustements (postulés) doivent tenir en considération leur impact sur les populations les plus pauvres⁷⁸ ; tout comme le PNUD qui, à la fin des années 1990, présente comme une grande innovation l'idée selon laquelle les politiques économiques ne devraient pas être dissociées des politiques sociales⁷⁹ et que la croissance ne peut, à elle seule, réduire la pauvreté (alors qu'il s'agit d'un lieu commun énoncé par Pinochet, Aylwin, Frei, Lagos, Salinas, Zedillo, Fox, etc.) ; de la même manière, ces trois gouvernements successifs reprennent le même argumentaire consistant à mettre à distance une figure stigmatisée du néolibéralisme pour présenter l'énoncé négatif du retrait de l'État sous la forme positive de l'augmentation (relative) des dépenses envers les plus pauvres.

Nous voyons également apparaître dans le discours présidentiel vénézuélien une subordination de l'État à une logique extérieure à travers ce que nous avons appelé précédemment *l'impératif des faits*, conduisant à une naturalisation ou à une fétichisation d'un marché mondialisé :

« visión más moderna, más **contemporánea** » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de posesión*/1989, p. 2).

« No porque le hagamos concesiones a la utopía, sino porque simplemente desciframos los signos de la **realidad** » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de posesión*/1989, p. 3).

« La **sociedad mundial** avanza a ritmos impresionantes. La magnitud y cuantía de las **exigencias** de una cada vez mayor y mejor preparación de sus **recursos humanos** en América Latina no puede ser ignorada. Innovar o perecer, pareciera ser el dilema de nuestros días. » (*Ibid.*, p. 21).

Cette subordination à une logique extérieure implique alors une remise en question de la frontière interne/externe, constitutive de la représentation politique du populisme-consociationnisme ou, pour le dire de manière positive, elle conduit à une internationalisation de la figure de légitimation et de la scène de représentation des forces :

« El crecimiento de los **porcentajes** de familias que viven en **situación de pobreza crítica**, se ha acentuado en América Latina en grado tal, que **organismos multilaterales** como el **Banco Mundial** y el **Banco Interamericano de Desarrollo** comienzan a otorgar **prioridad** en sus **programas a la lucha contra la pobreza**. El Gobierno que

⁷⁸ « no puede haber ajustes en lo económico cuyos efectos sólo se sientan en los grupos de menores ingresos » ; « subsidios para población de menores ingresos, mientras dura el proceso de ajuste a las nuevas condiciones de la economía ».

⁷⁹ « serán un todo integrado ».

pueblo de Venezuela eligió para gobernarlo en estos años cruciales **no puede perder de vista este hecho.** » (Caldera, Discurso de Toma de Juramento de Ley/ 1994, p. 27).

Bien que l'on conserve la figure du peuple, celui-ci se trouve subordonné à l'impératif catégorique induit par les organismes internationaux, conduisant également à incorporer un langage technique et quantitatif (*porcentajes de familias que viven en situación de pobreza crítica*).

Cette incorporation du critère techniciste et économétrique des organismes financiers et de développement international conduit également à un questionnement de la frontière entre public/privé non seulement en ce qui a trait à la production de richesses⁸⁰ mais également en ce qui concerne la responsabilité publique vis-à-vis des droits sociaux. De manière positive cela équivaut à ce que nous avons appelé la privatisation de l'espace public :

« El problema social es tanto más acucioso y urgente cuanto los recursos del Estado se han visto severamente disminuidos. De ahí que la **cuestión social no pueda ser abordada exclusivamente por el Estado** » (Velásquez, Discurso Presidencial Anual /1994, p. 15).

Nous voyons également apparaître les thèmes de la bonne gouvernance, de la décentralisation et de la participation :

« más **transparente** gestión pública » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de posesión*/1989, p. 3).

« Por eso son impostergables la **descentralización** [...] la mayor **democratización** de los partidos y de los gremios, la **drástica reducción de las dimensiones del Estado** y la plena **honestidad** en los procedimientos administrativos y judiciales » (Velásquez, Discurso Presidencial Anual /1994, p. 10).

Mais surtout l'opposition entre pauvres et non-pauvres ou entre demandes et besoins qui viendra briser la figure du peuple-Nation :

« No se puede seguir imponiendo sacrificios a los que **menos tienen**, con prescindencia de los que corresponden a los sectores con **mayores recursos.** » (Carlos Andrés Pérez, *Discurso de Toma de posesión*/1989, p. 9).

« Esto significa también que los **sindicatos** y los **gremios** deben comprender que hay que dedicar una parte sustancial de los recursos públicos a los programas sociales y no tanto a las reclamaciones de contrato. Esto significa, sobre todo, que la **sociedad civil organizada** debe dar una **demonstración** de su **vocación solidaria** al promover mecanismos que permitan afrontar de una manera mejor las condiciones que la **pobreza** genera. **Olvidarse de los pobres** es olvidarse de la **democracia** y del **progreso**

⁸⁰ « donde la **economía privada** sea el **motor del crecimiento** » (Caldera, Discurso de Toma de Juramento de Ley/ 1994, p. 25).

económico, en un régimen de libertad y democracia.» (Velásquez, Discurso Presidencial Anual /1994, p. 15).

L'introduction de ces profonds changements est rendue possible par la polysémie des termes qui permettent d'évoquer un maintien ou le renforcement des objectifs octobristes ou puntofijistes comme la question sociale ou de la lutte contre la corruption, tout en « corrigeant » leur sens, en les faisant fonctionner au sein de nouvelles règles d'énonciation. Voyons un dernier exemple, dans lequel Velásquez procède à une relecture historique permettant d'établir une continuité ou une équivalence entre les réformes de l'État et le discours puntofijiste :

« En 1947 y 1948 ocurrió lo mismo. Cada cuál creía tener la razón, a su modo, y el resultado fue una feroz **dictadura** de una década. [...] **todos los sectores** de la sociedad pueden y merecen ser **interlocutores** [...] La pretensión de juzgar quiénes pueden **participar**, conduce a una cadena de **exclusiones** que pulveriza toda posibilidad de **acordarse**. [...] el **acuerdo nacional** no puede hacerse sobre una base de una **interminable cadena de peticiones sociales** que lo harían nugatorio. [...] Se trata de cuestiones **básicas** y la emergencia nacional **exige** considerar **éstas y no otras**. » (*Ibid.*, pp. 15-16).

La convergence entre le procéduralisme du type *Stable Democracy* et le procéduralisme du puntofijismo rend d'autant plus facile ce révisionnisme. Il y a tout de même une série de glissement de sens nécessaire pour assurer le passage entre l'un et l'autre. Lorsque Velásquez parle d'incorporer tous les secteurs en tant qu'interlocuteurs au sein de l'Accord national, il ne parle plus des partis politiques et des corporations patronales et ouvrières, pas plus que des militaires ou de l'Église catholique, il parle de l'exclusion des plus pauvres⁸¹. Ceci devient évident au moment où Velásquez exclue de l'accord national la « *interminable cadena de peticiones sociales* » pour ne parler que des « *cuestiones básicas* ». Drôle de manière de ne pas prétendre « *juzgar quiénes pueden participar* »...

9.7- Le discours populo-paupériste d'Hugo Chávez :

Le surgissement du « peuple-pauvre » dans la scène politique vénézuélienne

Il est possible d'interpréter ce discours de lutte contre la pauvreté comme une projection imaginaire cherchant à suturer l'ordre symbolique disloqué du puntofijismo. En effet, face à sa crise de solvabilité, du fait de la contraction de la manne pétrolière et de

⁸¹ Dans le même sens que le discours de lutte contre la pauvreté parle « d'entendre la voix des pauvres » pour incorporer la réduction des sphères légitimes d'action publique aux besoins précis des plus pauvres.

l'augmentation du poids de la dette externe, limitant sa capacité à assurer la stabilité du système politique par une croissante implication de l'État dans la sphère économique et sociale, le discours paupériste sur les réformes de l'État propose une reconfiguration (imaginaire) de la valeur des « anciennes » catégories politiques, disloquées, mobilisées ou rendues disponibles par cette rupture du canal de communication de la réponse à la demande. Suffisamment crédible au niveau de l'élite politique, elle-même remaniée par l'introduction par Pérez dans l'appareil d'État, ainsi que dans les postes clés de son parti, de technocrates extra-partisans⁸², cet imaginaire n'est pas parvenu, comme nous l'avons dit dans l'introduction à ce chapitre, à se constituer en *langue politique*. Plutôt que de nommer la plénitude absente et permettre la suture de l'ordre symbolique disloqué, cet imaginaire n'a fait qu'amplifier cette dislocation, rendant irrecevables ou inacceptables les demandes ou aspirations à l'origine de la crise de légitimité du *puntofijismo*.

À l'inverse, le discours bolivarien de l'actuel Président vénézuélien et de son Mouvement pour la V^e République (MRV) semble être parvenu à condenser l'ensemble de ces frustrations, aspirations ou *imaginaires*⁸³ derrière ce que Laclau appelle des *chaînes d'équivalence*, instaurant une lutte hégémonique et une frontière antagonique entre le peuple et l'Ancien régime (*puntofijismo*, *partidocracia*, oligarchie, etc.), déplaçant radicalement les frontières et les catégories de sens de l'« ancienne » scène politique et engendrant la configuration d'une *nouvelle langue politique* articulée autour de la catégorie du peuple ou, plus précisément, du peuple-pauvre (*populo-paupérisme*). Pour devenir la force hégémonique ou antagonique qu'il est devenu, le chavisme a dû créer ses propres catégories qui ne sont pas déductibles de la crise comme telle, pas plus que des demandes, aspirations ou imaginaires particuliers qu'il parvient à articuler à ses chaînes d'équivalence.

Premier discours « pleinement » populiste, où l'État et les acteurs politiques s'effacent totalement derrière la figure légitimante du peuple, le discours de Chávez ne signifie pas un retour au *populo-consociationnisme* vénézuélien qui aurait résisté à près de trente années de reconfigurations paupéristes. En instaurant une frontière antagonique entre le peuple et

⁸² Gómez Calcaño, Luís, « Existen nuevos liderazgos en la sociedad civil venezolana ? » *Cuestiones políticas*, n° 17, 1996: 12-13.

⁸³ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

l'ancien régime, il se distingue clairement de la syntaxe contractuelle ou concertationniste du puntofijismo. Il n'est pas non plus une simple réédition du populo-corporatisme⁸⁴, du populisme « prolétarien » (comme celui de l'UP au Chili) ou insurrectionnel (de la révolution mexicaine). Il s'agit d'un populo-paupérisme, relativement inédit, dans la mesure où il articule les catégories du besoin à une trame révolutionnaire tendant à incorporer les pauvres, à travers un effet de participation (ou de pitié), au sein d'une lutte pour l'émancipation ou la rédemption sociale. En ce sens, le discours chaviste s'apparente surtout à celui de la Démocratie chrétienne chilienne des années 1960. Mais ce type de rapprochements restera toujours hasardeux dans la mesure où le contexte intra-discursif, c'est-à-dire les relations dialogiques établies entre le discours chaviste et le simulacre de ses conditions d'énonciation, n'est pas le même que celui de la démocratie chrétienne chilienne de cette époque.

Le caractère « paupériste » (articulé autour des catégories des besoins de base ou de la pauvreté) du chavisme ne peut pas non plus être « directement » déduit du « contexte » de pauvreté de masse (on parle de taux de pauvreté allant jusqu'à 85%, selon les sources et les méthodes) dans lequel surgit ce discours, dans la mesure où les discours présidentiels antérieurs, de Lusinchi (1984-1989) à Caldera (1994-1999), étaient confrontés à des taux de pauvreté équivalents sans pour autant produire le même discours sur la pauvreté. Nous venons de voir un peu plus haut comment la pauvreté est thématifiée par ces présidents au sein d'un discours techniciste internationalisé et privatisé, conduisant à une désétatisation, à une dénégaration des demandes sociales, à un appel à l'auto-limitation de la souveraineté des acteurs politiques (à commencer par l'État) et conséquemment, à un dépérissement du politique. Nous verrons, au cours de l'analyse qui suit, comment Chávez, sans entrer dans un discours et des pratiques d'incitation à la demande (corporatiste), sans réengager l'État dans la sphère productive, sans engendrer de déséquilibres macro-économiques (directement causés par son intervention), etc. en arrivera néanmoins à revaloriser l'action étatique (en la concentrant sur l'assistance aux plus pauvres) et la souveraineté nationale (en fonction de son autonomie vis-à-vis des soi-disant contraintes extérieures) et surtout à réactiver le politique

⁸⁴ André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier : prolétariat et population : Mexique/Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1988.

par une implication symbolique (aux effets extrêmement concrets) des masses sur la scène de représentation des forces.

Le cas du chavisme intéresse particulièrement notre analyse de l'événement discursif paupériste et de sa mise en relation avec le discours populiste « antérieur » dans la mesure où il montre clairement le caractère contingent de chacun d'eux. D'un côté il montre comment le peuple peut être construit d'une manière non corporatiste et de l'autre, il montre comment la pauvreté peut être le fondement d'une passion politique qui, plutôt que d'appeler un traitement technique et subordonné à des impératifs marchands et externes, conduit à un engagement profond des masses en politique (que ce soit pour appuyer ou pour s'opposer à Chávez). Ainsi, étant donné l'importance du chavisme en tant que changement radical de langue politique au Vénézuéla, de même qu'en fonction de son impact idéologique continental et de sa position privilégiée en tant que révélateur ou cristallisation de divers enjeux qui ont trait à la lutte pour le sens pouvant exister entre populisme et paupérisme, nous allons l'aborder de manière plus détenue que les autres discours présidentiels de notre corpus.

9.7.1- Programme narratif du bolivarisme : La révolution populaire

Le discours bolivarien se caractérise par un *programme narratif*⁸⁵ saturé par la figure du peuple. En effet ce programme narratif de base de ce discours consiste en un passage d'un état de corruption nationale vers un état de rédemption dans lequel l'actant par excellence est le Peuple qui cumule les fonctions de *Destinateur syntaxique*, de *Sujet narratif*, d'*objet du désir* et d'*état final*. En effet, le peuple, dans l'état premier, est *empêché d'être* (aliéné) par l'anti-sujet *puntofijismo* (*cogoyos*, élite, oligarchie, *partidocracia*, corruption, etc.) ; il s'auto-institue (*Destinateur*) en sujet du désir, en se donnant pour mission sa pleine réalisation (*objet du désir*) par l'élimination de l'oppression de la *partidocracia* (*anti-sujet*). Chávez et les forces politiques liées au projet bolivarien sont alors les adjuvants, lorsqu'ils ne sont pas simplement synonymes du peuple lui-même⁸⁶. Les actions de l'opposition sont autant d'obstacles et d'*opposants* empêchant la réalisation du programme narratif. On peut constater la présence de ce programme narratif dans des déclarations comme :

⁸⁵ Algirdas-Julien Greimas, *Du sens II...*, Paris, Éditions du Seuil, 1983.

⁸⁶ Chávez est constamment accusé de personnalisme. Bien que la magnanimité de ses actions attestent cette interprétation, il est important de souligner que la rhétorique bolivarienne n'attribue aucune vertu exceptionnelle à Chávez ou au mouvement qu'il dirige, tous deux effacés devant la figure du peuple.

« ...il s'agit d'un **peuple** [*sujet narratif*] qui a **décidé** [*Destinateur syntaxique*] d'**être libre** [*objet du désir*] et qui **va être libre** [*état final*] »⁸⁷.

« ...un projet historique engagé avec la **révolution démocratique** et la **rédemption sociale du peuple** [*objet du désir*], appuyé sur les **grandes majorités de Vénézuéliens appauvris** [*sujet narratif*] par la faute de la **corruption**, du **gaspillage** et des **mauvaises politiques de la partitocratie des élites et du système clientéliste et populiste** [*anti-sujet*] »⁸⁸.

« Je ne suis déjà plus moi-même, je suis un peuple [*Chávez en tant que modalité du peuple*] qui est ici **debout**, avec son **courage** et sa **dignité** [*modalités du pouvoir*] écrivant à nouveau son histoire, le peuple de **Bolívar** [*sujet*] »⁸⁹.

Ce type de programme narratif (oppression/libération menée par le peuple) se retrouve en Amérique latine tout autant dans un *imaginaire* patriotique républicain lié aux guerres d'indépendance que dans un *imaginaire* révolutionnaire socialiste, nationaliste et anti-impérialiste. Cela nous permet de lier le chavisme à cette tradition et expliquer une certaine part de sa crédibilité nationale et internationale. Inversement, la sympathie que récolte le projet bolivarien dans certains milieux permet d'évaluer le degré de crédibilité de cette trame particulière de la révolution du peuple qui semblait éclipsée par l'avènement d'une période *post-populiste* en Amérique latine⁹⁰. Toutefois, cette manière de synthétiser le discours bolivarien n'est pas suffisamment précise. Le chavisme peut, par exemple, être rejeté par des milieux désirant une révolution populaire mais n'attribuant pas le même contenu au terme « révolution » ou « peuple » ou à leur articulation. Il peut également engendrer un vif intérêt chez des acteurs politiques déçus, en manque d'un référent populaire et révolutionnaire concret, et ainsi contaminer ces discours de nouvelles figures instaurées par le discours

⁸⁷ « ...es un **pueblo que decidió ser libre y va a ser libre** ». Hugo Chávez, « Palabras de Hugo Chávez el Encuentro de Solidaridad con la Revolución Bolivariana, en el marco del Foro Social Mundial », *Ministerio de la Secretaría de la Presidencia de la República Bolivariana de Venezuela*, 26 janvier 2003.

⁸⁸ « ...un proyecto histórico comprometido con la revolución democrática y con la redención social del pueblo, con énfasis en las grandes mayorías de venezolanos empobrecido a causa de la corrupción, del despilfarro y de las erradas políticas de la partidocracia de las cúpulas y del sistema clientelar populista ». Chávez, Hugo, « Carta del presidente Chávez a los venezolanos », *El Universal*, Caracas, 22-06-99.

⁸⁹ « Ya yo no soy yo, yo **soy un pueblo que aquí está de pie** con su coraje y su dignidad escribiendo de nuevo su propia historia el **pueblo de Bolívar** ». Chávez, Hugo, « Gran concentración "Día del pueblo heroico" », *Presidencia de la República Bolivariana de Venezuela*, discurso del 13 de abril del 2003.

⁹⁰ Voir Ricardo Peñafiel, « Le post-populisme en Amérique latine : Une réflexion théorique pour une périodisation historique », in Victor Armony, *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2007 (à paraître).

bolivarien. Si nous voulons pouvoir lier ce discours à son contexte et évaluer l'effet qu'il produit, il est encore nécessaire d'établir la valeur pragmatique des principales figures et mécanismes à travers l'analyse de son procès d'énonciation.

9.7.2- Scénographie révolutionnaire

Lorsqu'on quitte le modèle actantiel pour analyser plutôt les traces du processus d'énonciation, il n'est pas étonnant de trouver la contre partie de ce programme narratif dans une *scénographie révolutionnaire*. Le discours chaviste est sans équivoque « révolutionnaire ». Peu importe le fait que les actions concrètes de la V^{ème} République puissent être considérées comme de timides réformes⁹¹, ces réformes sont présentées comme révolutionnaires et engendrent des effets totalement différents que si elles se présentaient simplement comme des réformes. Tous les éléments du discours sont structurés autour de la révolution bolivarienne :

« **Desde** la instauración del **Gobierno Revolucionario** en febrero de 1999, la **reacción** ha intentado dar al traste con la **consolidación del proceso** y ha buscado los mecanismos para **abortar** cualquier intento de **avance, expansión y fortalecimiento de la Revolución Bolivariana** ». (Fuerza Bolivariana de Trabajadores, 2003)⁹².

« Este **paso** de la creación de la **Fuerza Bolivariana de Trabajadores**, es el **primer paso** de la **nueva etapa** de la **Revolución Social**. ¡Organización del **Pueblo!** ¡Organización de la **Sociedad Civil!** ¡Organización de las **masas populares!** Para que más nunca ; para que más nunca **echemos atrás**, Para que **más nunca nos dividan** » (Chávez, *constitución de la Fuerza Bolivariana de Trabajadores*, 2000)⁹³.

⁹¹ James Petras considère que les réformes chavistes sur le plan interne sont « socio-libérales ». James Petras, « James Petras on how the U.S. tried to topple Hugo Chávez "The coup was directed by the White House" ». *Socialist Worker Online*, 10 mai 2002. <http://www.socialistworker.org>.

⁹² « **Depuis** l'instauration du **Gouvernement révolutionnaire** en février 1999, la **réaction** a chercher à botter le derrière de la **consolidation du processus** et a cherché les mécanismes pour faire **avorter** n'importe quelle tentative **d'avancée, d'expansion** et de **renforcement** de la **Révolution bolivarienne** » (Fuerza Bolivariana de Trabajadores-Dirección Nacional, "Breve análisis de la coyuntura política actual", 2003, http://es.geocities.com/fbtcaracas/documentos/090203_BREVEANALISIS.htm

⁹³ « **Ce pas en avant** que représente la création de la **Force bolivarienne des travailleurs** est le **premier pas** de la **nouvelle étape** de la **Révolution sociale**. Organisation du **peuple!** Organisation de la **société civile!** Organisation des **masses populaires!** Pour que **plus jamais** ; pour que plus jamais **nous** ne **reculions**, pour que plus jamais **on** ne **nous** **divise** » (Hugo Chávez, *Palabras pronunciadas por el Presidente Hugo Chávez Frías, en el acto de constitución de la Fuerza Bolivariana de Trabajadores*, Sala Plenaria de Parque Central, Caracas, 3 septembre 2000, http://www.fbt.org.ve/fbt_prop.htm)

« Aquí viene [el pueblo] a la **puerta de Palacio** o a la **puerta de La Casona...** ». (Chávez, *Primer año de gobierno*, 2000, p. 8)⁹⁴.

« ...lo que en **Venezuela** ha ocurrido no es sino el preludio de lo que en este **continente** ha comenzado a ocurrir y ocurrirá, nada ni nadie podrá evitarlo, no habrá fuerza en **este mundo** que pueda frenar el impulso de los **pueblos del continente** de la **América Latina caribeña**, de la **América mestiza, morena o india** como queramos llamarla ». (Chávez, *Día del pueblo heroico*, 2003)⁹⁵.

La *chronologie*⁹⁶ générale divise le temps entre l'avant et l'après révolution, faisant coïncider l'oppression avec l'avant et la libération avec l'après, ou le maintenant⁹⁷ ; de même, le passage du temps marque des avancées⁹⁸ ou des ralentissements causés par ses opposants⁹⁹ dans une pragmatique du temps qui se montre parfaitement solidaire de la stratégie générale de rédemption nationale. L'espace (*topologie*) est également signifié selon son rapport à la révolution : le continent, le Venezuela, Caracas, la rue, les quartiers populaires (*barriadas*), la campagne, le palais présidentiel, etc. ne prennent sens qu'en fonction du rôle qu'ils jouent en tant que symboles de la révolution¹⁰⁰. De même, les personnes et les organisations sont qualifiées de révolutionnaires ou de réactionnaires selon leur position par rapport au projet de révolution bolivarienne et seront intégrées dans la communauté du « nous »¹⁰¹ (populaire, caribéen, métisse, moreno, indien) opposés à un « on » désignant les forces de la réaction. La figure de la révolution (bolivarienne, populaire, sociale, continentale) n'est donc pas un terme

⁹⁴ « Le voici [le **peuple**] à la porte du **Palais** [présidentiel] ou à la porte de la **Grande maison** » (Chávez, « Cadena nacional, Alocución del Presidente Hugo Chávez Frias con motivo del primer año de gobierno, balance de gestión y perspectivas del año 2000 », *El Universal*, 3 février 2000, p. 8).

⁹⁵ « ...ce qui est **arrivé** au **Vénézuéla** n'est rien d'autre que le **prélude** de ce qui a **déjà commencé** à advenir et de ce qui **arrivera** à ce **continent** ; rien ni personne ne pourra **l'éviter** ; il n'y aura pas de force en ce monde capable de **freiner** l'élán des **peuples du continent**, de l'**Amérique caribéenne**, de l'**Amérique métisse**, de l'**Amérique noire** ou indienne ou comme on voudra l'appeler » (Hugo Chávez, « Gran concentración "Día del pueblo heroico" », *Presidencia de la República Bolivariana de Venezuela*, 13 avril 2003).

⁹⁶ Paul Ricœur, *Temps et récit, l'intrigue et le récit historique*, Tome I, Paris: Éditions du Seuil, 1991.

⁹⁷ « Desde la instauración del Gobierno Revolucionario » ; « en Venezuela ha ocurrido » ; etc.

⁹⁸ « avance, expansión y fortalecimiento de la Revolución Bolivariana » ; « primer paso » ; « nueva etapa de la Revolución Social » ; « ocurrirá » ; etc.

⁹⁹ « abortar » ; « [echar] atrás » ; « frenar el impulso » ; etc.

¹⁰⁰ « Aquí » ; « la puerta de Palacio » ; « la puerta de La Casona » ; « continente » ; « América Latina caribeña » ; « América mestiza, morena o india ».

¹⁰¹ Groupe «Droites», « Le nous à droite », *Mots*, n° 10, 1985, pp.147-165.

parmi tant d'autres dans la rhétorique chaviste. Il s'agit d'un discours entièrement structuré autour de celle-ci, qui n'existe que pour la nommer, que pour la faire advenir en la narrant¹⁰².

Que le bolivarianisme de Chávez parle constamment de Révolution, et qu'il organise son discours autour de ce thème, n'est pas une découverte en soi. Ce qu'il convient de mettre en perspective, c'est l'effet pragmatique qu'engendre cette manière de nommer le monde sur un mode révolutionnaire. L'élection de Chávez, par exemple, aurait très bien pu être présentée comme un simple changement d'administration. De même, le processus constitutionnel ou les réformes sociales mises de l'avant par le chavisme auraient pu être présentés comme des nécessités techniques visant à lutter contre la pauvreté, à améliorer la gouvernance¹⁰³, l'efficacité et la prospérité de l'économie nationale, comme l'ont fait les gouvernements précédents. Si tel avait été le cas, il n'y aurait probablement pas eu de polarisation de la scène politique, pas de grève générale (ou lock-out politique)¹⁰⁴ ni de tentative de coup d'État¹⁰⁵ ou de plébiscite révocatoire¹⁰⁶. Par contre, sans cette trame révolutionnaire, il n'y aurait sans doute pas eu de chavisme. L'efficacité du discours bolivarien ne peut pas être évaluée à partir

¹⁰² Faye, Jean-Pierre, *Théorie du récit: Introduction aux "Langages totalitaires"*, Paris, Hermann, 1972.

¹⁰³ La proposition d'une réforme constitutionnelle qui redonnerait une certaine crédibilité aux institutions, par exemple, date des années 90. À cette époque, un groupe d'intellectuels et de militants de partis d'oppositions forment le *Frente Patriótico*, qui demande la convocation d'une assemblée constituante. À la place, Pérez puis Caldera vont chercher à procéder à une réforme constitutionnelle à partir de Commissions parlementaires sans lendemains. Steve Ellner, « The Radical Potential of Chavismo in Venezuela, The First Year and a Half in Power », *Latin American Perspective*, Vol. 28 N° 5, Septembre 2001, pp. 5-32.

¹⁰⁴ Nous pensons principalement à la grève générale de deux mois qui paralysa partiellement l'industrie pétrolière, le commerce, les médias privés entre le 2 décembre 2002 et le 3 février 2003. Mais plusieurs autres « grèves » politiques ont ponctué les gouvernements de Chávez à partir du 10 décembre 2001 où la CTV et la Fedecamaras (patronat) convoquent à une première grève générale pour s'opposer aux 49 lois décrétés par Chávez cette même année – parmi lesquelles on trouve notamment les lois sur les hydrocarbures, la réforme agraire, la pêche, les banques, le micro-crédit et la fiscalité.

¹⁰⁵ Rappelons brièvement que Chávez a été chassé du pouvoir pendant 72 heures par une tentative de coup d'État qui se déroula entre le 11 et le 14 avril 2002.

¹⁰⁶ Le 15 août 2004, après plusieurs mois de luttes politiques diverses (grèves, manifestations, putsch, pétitions, etc.) l'opposition parvient à tenir un référendum révocatoire contre Chávez. L'option du Oui (à la destitution) parvint à obtenir presque quatre millions de voix (3 989 008), ce qui est davantage que ce que Chávez n'avait obtenu pour son élection présidentielle (3 757 773), mais étant donné l'augmentation de la participation électorale qui atteint 70%, cette votation ne représente que 40,64% des votes, contre 59,06% pour le Non (5 800 629 voix). Cette hausse de la participation électorale représente un élément important pour la légitimité du système politique vénézuélien qui n'avait pas atteint de tels niveaux depuis 1988.

de ce critère de *bonne gouvernance*, car il lui est étranger. Sans la force illocutoire engendrée par le discours rédempteur des bolivariens, il n'aurait pas été possible pour cette nouvelle force politique de se présenter comme une alternative face au système politique en crise.

Si Chávez a été perçu comme une sortie viable et souhaitable à la crise du *puntofijismo*, c'est qu'il a été en mesure de se présenter comme une rupture radicale et authentique. Ce faisant, le chavisme se construit comme une force *antagonique*¹⁰⁷, c'est-à-dire une force souveraine, antinomique avec ses opposants. Il n'est pas un acteur de plus dans le système de différence constitué par le *puntofijismo*, il est le nouveau cadre de référence, qui par définition ne peut pas cohabiter avec l'ancien. Les *anciens* acteurs doivent accepter les termes du nouveau cadre ou disparaître¹⁰⁸. Et, de fait, ils ont été contraints de disputer la légitimité du nouveau gouvernement sur le même terrain que celui-ci leur imposait¹⁰⁹. Ainsi, le néo-bolivarisme n'est pas révolutionnaire uniquement dans ses prétentions ; du fait de la force qu'il a réussi à accumuler derrière sa proposition politique antagonique, il est devenu révolutionnaire dans ses effets, même si le type de changements auquel il procède ne se situe nécessairement pas au niveau de la structure sociale ou les rapports de propriété à l'aune de laquelle d'aucuns jugent les révolutions.

9.7.3- Le Peuple en tant que figure de légitimation

L'agent central et structurant de cette révolution bolivarienne est le Peuple. La figure du peuple remplit de nombreuses fonctions qui indiquent sa valeur, non seulement dans le système de sens construit par le discours chaviste, mais aussi dans d'autres discours qui le précèdent ou avec lesquels il doit disputer le prestige de nommer légitimement le monde. En nommant le peuple, le discours bolivarien aspire bien sûr à agir sur lui, mais il doit en même temps être perçu comme étant habilité à le faire, sans quoi sa force illocutoire ne sera pas suivie des effets perlocutoires escomptés.

¹⁰⁷ Ernesto Laclau, « Populismo y transformaciones del imaginario político... »

¹⁰⁸ Daniel Castro Aniyar, « Hugo Chávez : Una descripción antropológica de lo contemporáneo », *Espacio Abierto*, Vol. 9 n°1, Mars 2000, p.41 et suivantes.

¹⁰⁹ «Le registre de la dénonciation légitime de l'action présente du président Chávez doit puiser dans le stock de ses actions passées ». Temir Porras Poncelón, « Venezuela : Les ambiguïtés de la "révolution bolivarienne" », *Problèmes d'Amérique latine*, N°39, oct-déc 2000, p. 15.

La figure du peuple remplit ainsi une fonction de légitimation. Le peuple, ou bien son adjectif « populaire » juxtaposé à la « démocratie », par exemple, permet de modaliser cette dernière et de distinguer entre, d'une part, la mauvaise démocratie des « cúpulas » (élites politiques) et, d'autre part, la bonne démocratie : la démocratie populaire. Dans ce cas particulier, du fait de l'importance du lexème « démocratie », les stratégies illocutoires tendent à nier l'appellation de « démocratie » au système bipartite que Chávez vient renverser, pour le transformer tout simplement en non-démocratie : en *partitocracia*¹¹⁰. Ce n'est donc pas le suffrage universel ou le respect des procédures qui donne à la démocratie son authenticité mais son caractère « populaire »¹¹¹. Le même effet légitimant se produit avec « l'éducation populaire », le « pouvoir populaire » ; la « participation populaire », la « représentation populaire », la « souveraineté populaire », « marchés populaires », etc. Si le peuple sert ainsi pour méliorer les mots auxquels il est juxtaposé, c'est qu'il possède une valeur positive dans d'autres discours que le bolivarien. Si la figure du peuple avait perdu de son efficacité dans la société vénézuélienne, les interventions des chavistes n'auraient pas réussi à convaincre. Ainsi, l'usage de la figure du peuple n'a pas comme simple effet de légitimer une institution, un processus ou un système au sein des mécanismes internes au système de sens bolivarien. Il permet également au chavisme d'être reconnu comme un discours crédible et désirable par les milieux dans lesquels fonctionne l'*imaginaire populiste*¹¹², confirmant ce dernier tout en cherchant à le diriger dans des dynamiques qui sont davantage liées à ses propres stratégies illocutoires.

Parmi les marques d'« authenticité » populaire, notons simplement au passage les origines paysanne, populaire, indienne et africaine que Chávez revendique tout autant que l'opposition les lui reproche¹¹³ ; le vocabulaire et les formes d'expression utilisées par

¹¹⁰ Le système que Chávez vient renverser est présenté, non pas comme une démocratie mais comme une « partidocracia » (le Pouvoir entre les mains des partis) corrompue et clientéliste.

¹¹¹ Notons la profonde différence existant entre cette forme de valorisation de la démocratie populaire et celle du *puntofijismo* qui réduisait le caractère populaire de cette démocratie au suffrage universel.

¹¹² André Corten, « Imaginaires de la vie ordinaire en Amérique latine : cadre conceptuel », *Cahier des imaginaires*, Vol. I, no I, novembre 2003.

¹¹³ Parmi les insultes avec lesquelles l'opposition fustige Chávez on retrouve « el mono » [le singe] ou « el negro » [le noir]. En pensant dénigrer Chávez du fait de son appartenance aux milieux populaires, l'opposition ne fait que renforcer l'alliance entre le peuple (populace) et Chávez dans une lutte de plus

Chávez lors de ses discours et plus particulièrement lors de son émission hebdomadaire « Alló Presidente »¹¹⁴, sont également des signes qui permettent aux sympathisants boliviariens de pouvoir identifier Chávez et son mouvement comme « authentiquement » populaires ; l'usage de figures étrangères au discours politique moderne, comme Dieu, Jésus, la Bible, l'Esprit, la résurrection, le cœur, l'amour¹¹⁵ ou la souffrance ; etc. Le chavisme s'adresse ainsi au *vulgum pecus* dans son propre *vulgo*. Cette caractéristique aurait très bien pu miner sa crédibilité, car pour gouverner il faut avoir les attributs du pouvoir. Mais le discours chaviste instaure (en les utilisant) de nouveaux critères de légitimité. Plutôt que de discréditer le mouvement bolivarien, les marques de « popularité »¹¹⁶ sont au contraire essentielles pour rendre crédibles les déclarations sur le peuple¹¹⁷. Elles tendent également à

en plus concrète contre l'élite. Souvenons nous de la manière à travers laquelle le discours chaviste qualifiait l'Amérique « latine » et par là la Révolution : « *América mestiza, morena o india* ».

¹¹⁴ Cette émission diffusée partout dans le pays et enregistré dans divers hameaux ou petites villes de l'Intérieur peut être vue comme une mise en scène de l'*écoute des besoins* de la population, qui tend à engendrer un effet de proximité entre pouvoir et population. Dès la campagne électorale de 1998 Chávez s'est distingué de ses concurrents en fondant sa stratégie électorale sur la visite de petits hameaux dans tous le territoire national, malgré le fait que ceux-ci ne représentent plus depuis longtemps une force électorale significative. Alors que les autres candidats dépensaient des millions dans des publicités télévisuelles et dans les villes, Chávez se promenait auprès des paysans, dans le « Venezuela profond », parmi la misère qui, bien qu'elle fut rurale, semble avoir réussi à « représenter » la misère de tous.

¹¹⁵ Aniyar, « Hugo Chávez : Una descripción antropológica de lo contemporaneo... », p.41.

¹¹⁶ Parmi ces marques, une des plus célèbres et controversées est sans doute le bruyant rot émis devant les caméras du monde entier par le Général Luis Felipe Acosta Carles, Commandant de la garnison de Carabobo, lors de la prise de contrôle des hangars de distribution de boissons gazeuses et de bières par le gouvernement le 18 janvier 2003. Avalant en deux gorgées une canette de bière, le Général prononce en rotant « Esto es a-ca-pa-ra-mien-to » [ceci est de la rétention], en référence au boycott de la distribution mené par certaines compagnies dans le cadre de la grève de plus de deux mois contre le gouvernement entre décembre 2002 et février 2003 et en fonction duquel le gouvernement prenait possession des stocks pour les distribuer.

¹¹⁷ Thaïs Gutiérrez et Maribel Barboza, « Chávez : Una entidad numinosa », *Espacio Abierto*, Vol. 9 N° 1, pp. 79-96. À partir d'une perspective ethnographique, ces auteures cherchent à rendre compte de la *génélique* et des conditions de production du sens quotidien que les secteurs populaires urbains ont construit autour de Chávez, en ayant recours à ce qu'elles appellent des observations participatives anonymes, dans des espaces ethnographiques de libre accès (taxis collectifs). De ces débats publics provoqués, les auteurs arrivent à quelques énoncés de base comme : « Va a gobernar para el pueblo » [il gouvernera pour le peuple] ; « El gobernará para todos » [il gouvernera pour tous] ; « Es el presidente de los pobres » [c'est le président des pauvres] ; « El se está sacrificando por uno » [il se sacrifie pour nous] ; « Chávez tiene las mismas ideas que Bolívar » [Chávez a les mêmes idées que Bolívar] « Por fin tenemos un presidente que se ocupa de los niños de la calle » [en fin nous avons un Président que se préoccupe des enfants de la rue] ; etc.

réduire la distance (symbolique) entre le pouvoir et les gouvernés¹¹⁸ et donc à rendre effective la confusion volontaire que le discours chaviste cherche à établir entre le peuple et le mouvement bolivarien.

9.7.4- Peuple en tant que distributeur de valeur modale

Puisque *ce qui est populaire est bon*, toute action qui émane du peuple, qui représente sa volonté ou qui cherche son bien, se trouve discursivement légitimée. La figure du peuple sert alors à habilitier forces politiques liées au chavisme et à discréditer celles qui ne le sont pas. Les actions de Chávez, de son gouvernement, de l'Assemblée constituante, ou bien des partis formant la coalition *Polo Patriótico* seront mises en scène comme l'exécution de la volonté populaire, comme dans l'extrait suivant :

« Por este motivo los títulos de **legitimidad** de dicha asamblea y de su obra derivan de la relación directa que exista entre ella y el **pueblo**, o sea, de la auténtica representación **popular** que ostente. Sin esa relación directa o faltando la representación, la obra constitucional, por más perfecta que se suponga, tendrá un vicio de origen : su carácter **espurio** o **ilegítimo** » (Movimiento V° República (MVR), *Asamblea Constituyente*)¹¹⁹.

Nous voyons ici comment la légitimité de l'Assemblée constituante, au sein du discours bolivarien, ne provient pas tant du fait d'avoir été élue formellement (de la « représentation ») et absolument pas de la perfection technique de ses lois, mais de la « relation directe » qui existerait entre elle et le peuple. C'est cette relation qui rend « authentique » la représentation et légitime l'œuvre constitutionnelle. Ainsi, la figure du peuple¹²⁰ est également distributrice de valeurs modales ; elle attribue aux différents actants leur capacité d'agir. C'est le discours chaviste qui crée le critère de « popularité » et c'est lui qui détermine qui est « authentique » et qui ne l'est pas. La question n'est pas de savoir si l'Assemblée constituante ou le MVR ou Chávez est authentiquement populaire, mais de

¹¹⁸ Victor Armony, « Populisme et néo-populisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem », *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 2, 2002, pp. 51-77.

¹¹⁹ « Pour ces raisons, les titres de **légitimité** de cette **Assemblée** et de son œuvre dérivent de la **relation directe** qui existera entre **elle** et le **peuple**, c'est-à-dire, de l'**authentique représentation populaire** qu'elle affiche. Sans cette **relation directe**, en l'absence de cette **représentation**, l'**œuvre constitutionnelle**, malgré toute la perfection à laquelle elle puisse prétendre, aura un vice d'origine : son caractère **fallacieux** ou **illégitime** » Movimiento V° República (MVR), *Asamblea Constituyente*, document de propagande, édité sur internet par Victor A. Carrizales, 1998, retiré depuis.

¹²⁰ Nous ne mentionnons ici que la figure du peuple car c'est elle qui est la plus fréquente. La nation — ainsi que d'autres équivalences comme l'opinion publique, le Venezuela, les citoyens, la Patrie, etc. — se trouve incorporée dans la figure du peuple à travers le réseau de synonymie instauré par le discours.

constater que la crédibilité des acteurs politiques, leur vient du caractère populaire de leur action.

Ce critère de « popularité » va contaminer le discours de l'opposition qui tout en conservant terme de « société civile » pour s'auto-désigner, va incorporer de plus en plus celui de peuple. Comme on peut le constater dans ces extraits de la « Déclaration de principes pour la lutte démocratique du peuple vénézuélien » :

« ...es la tarea que nuestro **pueblo ha asignado** a la Coordinadora Democrática » ; « Convocamos al **pueblo** a referendo revocatorio » ; « La **gesta** que **protagoniza** nuestro **pueblo** para reestablecer la convivencia libre y democrática ha entrado en una **nueva etapa** » ; « Será el gran triunfo del **pueblo** unido para cerrar este lamentable episodio de nuestra historia y comenzar la construcción del futuro de desarrollo democrático que todos esperamos » ; etc. (Coordinadora democrática, « Declaración de Principios para la lucha democrática del **pueblo** venezolano ») ¹²¹.

Nous ne pouvons malheureusement pas nous étendre, dans le cadre de cette analyse du discours chaviste, sur toutes les marques de dialogisme contenues dans ces extraits. Contentons-nous d'attirer l'attention sur l'incorporation de plusieurs éléments propres au discours chaviste tels que : une trame épique (*gesta*) ; une position de soumission à la volonté du peuple (*tarea que nuestro pueblo ha asignado a la Coordinadora Democrática*), qui remplit ainsi la fonction de distributeur de valeur modale ; un protagonisme populaire (*gesta que protagoniza nuestro pueblo* ; *Será el gran triunfo del pueblo unido* ; *lucha democrática del pueblo venezolano*) ; etc. Cette contamination du discours de l'opposition par les catégories chavistes nous permet d'établir que le chavisme est parvenu à créer une *nouvelle langue politique* ¹²². Nous y reviendrons.

¹²¹ « ...c'est la **tâche que notre peuple a assignée** à la Coordinadora Democrática » ; « nous convoquons les **peuple** à un plébiscite révocatoire » ; « L'**épopée** que **protagonise** notre **peuple** pour rétablir la convivialité libre et démocratique est entrée dans une nouvelle étape » ; « Ce sera la grande victoire du **peuple** uni pour fermer ce lamentable épisode de notre histoire et commencer la construction de l'avenir démocratique que nous espérons tous » (Coordinadora democrática, « Declaración de Principios para la lucha democrática del **pueblo** venezolano », *El Universal*, 28 mars 2003, <http://www.eluniversal.com/deinteres/coordinadorademocratica.shtml>).

¹²² Faye, Jean-Pierre, *Théorie du récit: Introduction aux "Langages totalitaires"*, Paris, Hermann, 1972. Voir également, Corten, André, « Imaginaires de la vie ordinaire en Amérique latine... », ainsi que Corten, « Discurso e Representação do Político... ».

9.7.5- Peuple en tant qu'acteur

En plus de méliorer, légitimer et distribuer des valeurs modales, la figure du peuple agit également, dans le discours bolivarien en tant qu'acteur. Plutôt que de légitimer une institution en lui apposant le sceau de popularité, ou de la discréditer en lui niant son caractère populaire, la figure du peuple sert pour présenter les actions du gouvernement, de l'Assemblée, ou du MVR, comme des actions du peuple lui-même :

« Mediante el ejercicio de su poder soberano, el **pueblo** puede romper revolucionariamente con el régimen jurídico, político o socioeconómico que no se adecue a **sus** aspiraciones o que sea obstáculo para **su** progreso¹²³ » (MVR, *Asamblea Constituyente*).

Mais le peuple se présente également comme un acteur séparé du gouvernement auquel ce dernier se soumet :

« Aquí hay un **pueblo** que le ha conseguido la esencia a lo que es la soberanía, que ha descubierto **su** propia fuerza. Y allí lo tenemos. Ahora lidiemos con **él**, ahora no **le** tengamos miedo. Aquí vienen a la puerta de Palacio o a la puerta de La Casona [...] ahora que hemos revivido al **pueblo**, pues vamos, vamos con **él**, con ese **pueblo** está amarrado nuestro destino, con ustedes, queridos compatriotas¹²⁴ ».

Les effets pragmatiques de cette figure du peuple ne se limitent pas à la légitimation de l'exercice du pouvoir. Le peuple concret (la population vénézuélienne) qui est le co-énonciateur¹²⁵ de ce discours, est appelé à se reconnaître dans la représentation glorifiée de son existence et donc à désirer la réalisation du projet bolivarien et à participer dans sa

¹²³ « À travers l'exercice de son pouvoir souverain, le **peuple** peut rompre de manière révolutionnaire avec le régime juridique, politique ou socio-économique qui ne s'accorde pas à **ses** aspirations ou qui soit un obstacle à **son** progrès ».

¹²⁴ Ici, il y a un **peuple** qui a trouvé l'essence de ce que c'est que la souveraineté, qui a découvert **sa** propre force. Et maintenant nous l'avons devant nous. Maintenant soyons à **ses** côtés, n'ayons pas peur de **lui**. Ici, ils viennent, devant la porte du Palais présidentiel ou de la Maison présidentielle [...] maintenant que nous avons réveillé le **peuple**, hé bien, nous avançons avec **lui**, c'est avec ce **peuple** que notre destin est lié, avec vous mes chères compatriotes » Hugo Chávez, *Cadena nacional, Alocución del Presidente Hugo Chávez Frias con motivo del primer año de gobierno, balance de gestión y perspectivas del año 2000* [Chaîne nationale, Allocution du Président, Hugo Chávez, à l'occasion du premier anniversaire de son gouvernement, compte rendu de gestion et perspectives pour l'année 2000], archives électroniques de *El Universal*, Caracas, 3 février 2000., p.8.

¹²⁵ Le concept de co-énonciateur est utilisé de manière à mettre en évidence le fait que le destinataire d'un discours est également construit par celui-ci et inversement comment ce destinataire idéalisé impose des contraintes énonciatives du fait de son anticipation. Étant parti prenante du processus d'énonciation, au même titre que l'énonciateur, le destinataire est conceptualisé comme une position énonciative interne au discours et non pas comme une réalité extra-discursive. Il est donc co-énonciateur.

réalisation. Ce faisant, le discours bolivarien offre au peuple une *représentation normalisée de son existence politique*¹²⁶. Le détail des diverses formes d'existence sémiotique de l'action du peuple nous informe alors sur la cohérence et la base de reproduction des actions collectives concrètes menées au nom du bolivarianisme.

9.7.6- Glorification du Peuple

En signifiant chaque action des sympathisants boliviariens comme une action du peuple, le discours donne une profondeur historique et une polarisation proprement politique¹²⁷ aux événements de la conjoncture. La campagne électorale pour le plébiscite révocatoire, par exemple, est assimilée par Chávez à la « campagne de Santa Inés » en référence à l'une des plus importantes batailles paysannes de ladite Guerre fédérale (1859-1864) où le populaire caudillo libéral Ezequiel Zamora a battu les forces conservatrices en leur concédant les premières lignes pour les attirer jusqu'à ses retranchement les plus forts. De même, lorsque des sympathisants du chavisme sont descendus dans la rue pour défendre leur gouvernement, il s'agissait du « peuple et de l'armée réunis pour défendre la révolution contre ses ennemis ». Le couple Peuple-Armée (civilo-militaire), abondamment utilisé par le bolivarianisme, permet au discours de relier les gestes du quotidien à l'Histoire glorieuse et fondatrice des Libertadores¹²⁸, en plus de s'inscrire en continuation avec la Révolution d'octobre (1945) et le renversement de Jiménez (1958) qui, comme nous l'avons vu, ont également été présentés par l'histoire officielle comme des « actions communes du peuple et de l'armée ». En se présentant comme l'authentique héritier de ce glorieux passé, le mouvement bolivarien en capte la valeur positive, construite par presque deux cents ans de

¹²⁶ Eric Landowski « L'opinion publique et ses porte-parole », in *La société réfléchie*, Paris Seuil, pp.21-56.

¹²⁷ Carl Schmitt, *La notion du politique : Théorie du partisan*, Paris, Calman-Lévy, 1972 ; Ernesto Laclau, *New Reflections on the Revolution of Our Time*, Londres, Verso, 1990.

¹²⁸ Le programme du MVR, par exemple, se présente comme un retour aux idéaux de Simón Bolívar, Simón Rodríguez et Ezequiel Zamora. Le premier, évidemment le plus glorieux, sert pour fonder les réformes politiques. Le second, qui fut tuteur du premier, sert pour parler des réformes éducatives. Et le troisième, chef d'une révolte paysanne quelques années après l'indépendance, sert à fonder les réformes sociales. République bolivarienne, système d'éducation rodriguiste et Plan Zamora. Ces personnages sont connus de tous et servent à créer un référent commun en plus d'exalter la créativité et l'originalité nationale

patriotisme, en plus de bénéficier d'un référent commun (connu par tous les Vénézuéliens) sur lequel fonder une nouvelle Unité politique.

Cependant, ces personnages et ses symboles étaient disponibles pour tous les partis politiques et aucun ne s'en privait ; surtout en ce qui a trait à la figure emblématique du *Libertador* Simón Bolívar¹²⁹. L'efficacité du dispositif bolivarien réside dans l'épaisseur transcendante qu'il parvient à donner aux événements. Il ne s'agit pas de simplement revendiquer la figure de Simón Bolívar, mais de se situer en parfaite continuité avec son projet politique, de s'incérer constamment et systématiquement dans la même trame historique malgré une coupure de près de deux cents ans. Ainsi, à chaque fois que Chávez agit et surtout, à chaque fois qu'il convie le peuple à se mobiliser, il s'investit ou il investit le peuple d'une mission historique qui insiste sur les parallèles entre la conjoncture et la fondation originaire de la nation. Comme on peut le voir dans la citation suivante :

« En esta hora **estelar** para la nación entera, ocupando como ocupo, este sitio de compromiso y de lucha por **designios supremos del pueblo** de **Simón Bolívar**, sintiendo con **angustia** terrible los dolores de nuestro negro pasado reciente, he querido dirigir esta carta a todos mis compatriotas. Y lo hago con la certeza de que el **Dios** nuestro de todos los días me permitirá, como siempre, llegar al corazón de ese **pueblo glorioso**, para llamarles a la **Batalla** del 25 de julio y la victoria de nuestras banderas patrias. Y los llamo optimista y dichoso, como diría el Libertador el 15 de febrero de 1819 en el Congreso Constituyente de Angostura, cuando dijo: "**Dichoso** el ciudadano que bajo el **escudo de las armas** de su mando, convoca la **soberanía nacional**, para que ejerza su **voluntad absoluta**". » (Chavez, *Carta a los Venezolanos*, 1999)¹³⁰.

Le fait de participer à de simples élections se transforme, dans le discours bolivarien, en une bataille historique qui conduira le peuple à exercer sa souveraineté absolue. En fait, tous les événements politiques quotidiens se racontent comme la fidèle interprétation et exécution des

¹²⁹ Germán Carrera Damas, *El Culto a Bolívar : Esbozo para un estudio de la historia de las ideas en Venezuela*, Caracas, UCV 1969. Voir également, Luis Castro Leiva, *De la patria boba a la teología bolivariana*, Caracas, Monta Avila Ed., 1991.

¹³⁰ « En cette heure prestigieuse pour la nation toute entière, occupant comme je l'occupe, ce lieu d'engagement et de lutte pour les desseins suprêmes du peuple de Simón Bolívar, sentant avec une terrible angoisse, les douleurs de notre passé récent, j'ai voulu adresser cette lettre à tous mes compatriotes. Et je le fais avec l'assurance que notre Dieu de chaque jour me permettra, comme toujours, d'arriver au cœur de ce glorieux peuple, pour l'appeler à la bataille du 25 juillet et à la victoire des étendards de notre Patrie. Et je vous appelle optimiste et heureux, comme dirait le *Libertador* le 15 février 1819 au Congrès constitutionnel d'Angostura, lorsqu'il a dit : Heureux le citoyen qui, sous le bouclier des armes sous son commandement, convoque la souveraineté nationale pour qu'elle exerce sa volonté absolue » (Hugo Chávez, "Carta del presidente Chávez a los venezolanos", *El Universal*, Caracas, 22-06-99).

principes boliviens rodriguistes ou zamoranos. Le fait de se référer à toute une époque ainsi qu'à plusieurs personnages plutôt qu'à un seul¹³¹, contribue à créer cette rencontre symbolique entre le présent et le passé, tous deux glorieux. L'insistance quasi caricaturale avec laquelle Chávez cite le passé, le ton solennel avec lequel il s'y réfère, la manière de faire coïncider les dates des actions politiques de la conjonctures avec les anniversaires des événements importants de l'indépendance ou de la vie de Bolívar¹³², etc. sont autant d'éléments qui contribuent à créer l'effet d'authenticité qui permet à Chávez d'utiliser des symboles qui dans la bouche des autres personnages politiques ne résonnent que comme de la pure propagande¹³³.

Les origines militaires de Chávez, tout comme celles de plusieurs membres de son gouvernement et de son mouvement (facteurs qui auraient pu jouer contre lui, et qui ont effectivement été utilisés par l'opposition pour chercher à le discréditer), perdent ici toute charge péjorative. Au contraire, ils viennent pratiquement parfaire le montage de mise en relation de la conjoncture avec l'Histoire :

« Lo que estamos haciendo es, volviendo, estamos volviendo al concepto y a la praxis originaria del proyecto bolivariano. Que era el Ejército Unido Libertador? ¿Quiénes lo conformaban? ¿Era una casta? ¿Era que los militares que hicieron la Batalla de

¹³¹ « Nuestra doctrina es la síntesis del pensamiento de SIMON BOLIVAR y del maestro SIMON RODRÍGUEZ, así como la concepción de justicia social del General del Pueblo Soberano, EZEQUIEL ZAMORA. De aquí que nuestro compromiso histórico sea la continuación de la acción de los constructores de la Patria, y se expresa en el diseño, propuesta y lucha por realizar proyectos que conlleven la elevación sustantiva de la calidad de vida de nuestro pueblo en los niveles más significativos de lo material y lo espiritual, así como en el rescate de la soberanía nacional » [Notre doctrine est la synthèse de la pensée de SIMON BOLIVAR et du maître SIMON RODRIGUEZ, de même que de la conception de justice sociale du Général du Peuple souverain EZEQUIEL ZAMORA. D'où notre engagement historique pour la poursuite de l'action des constructeurs de la Patrie, et il s'exprime dans le dessein, proposition et lutte pour réaliser des projets qui impliquent l'élévation spirituelle, de même que le sauvetage de la souveraineté nationale], *Movimiento V República...*

¹³² Le Mouvement bolivarien aurait été fondé le 17 décembre, jour de la mort du Libertador ; Chavez présenté sa candidature pour la présidence le 24 juillet, date de naissance de Bolívar ; etc. Emilia Bermúdez et Gildardo Martínez, « Hugo Chávez : La articulación de un sentido para la acción colectiva... », p. 72.

¹³³ « [Chávez], à la différence des candidats d'opposition et du reste des acteurs politiques connus, est le seul doté du droit de parler et d'être écouté avec les paroles du « peuple », « d'amour du peuple », ainsi que de citer Bolívar avec une proximité émotive. L'usage et connotation de ces mots, tout simplement impardonnables dans la bouche des autres acteurs du moment, sont parmi les signes les plus importants de son leadership » (traduction libre), Castro Aniyar, « Hugo Chávez : Una descripción antropológica de lo contemporáneo... », p. 45.

Carabobo y la Batalla de Junín, de Boyacá y de Ayacucho, eran una casta especial? Era el mismo pueblo. » (Chávez, Primer año de gobierno, 2000, p. 11) ¹³⁴.

Issue également de la doctrine de l'armée vénézuélienne, l'affirmation publique de l'unité entre le peuple et les militaires a également joué un rôle politique de premier plan. En effet, sans la neutralité des forces armées face au processus politique, les appels répétés de certaines personnalités de l'opposition pour une sortie militaire à la « crise », le projet bolivarien se serait résolu dans le sang, comme la plupart des autres tentatives de changement du continent. Cette neutralité a même été jusqu'à l'engagement actif pour la restauration de l'ordre constitutionnel après la tentative de coup d'État du 11 avril 2002.

Il faut finalement ajouter que l'implication des militaires dans la politique vénézuélienne est protégée par une certaine « normalité » et même d'un certain prestige, relatif, notamment au rôle central qu'ils ont joué en 1945 et en 1958. Selon deux enquêtes menées sur plus de 1 400 personnes en 1973 puis en 1983 par Enrique A. Baloyra ¹³⁵, plus de 50% des répondants considéraient que, selon les circonstances, un coup d'État peut être justifié, alors que seulement 32% considèrent que l'intervention militaire ne se justifie jamais. La raison invoquée pour justifier une intervention militaire est « respect de la Constitution et de la volonté populaire lorsque celle-ci n'est pas prise en compte par le régime » ¹³⁶. 72,7% des répondants considèrent que le coup d'État de 1958, contre la dictature de Pérez Jiménez, est justifié ¹³⁷. Selon une autre étude, intitulée « Culture et démocratie au Venezuela » de la *Fundación Pensamiento y Acción* ¹³⁸, 57% des répondants faisaient très confiance (13%) ou

¹³⁴ « Ce que nous faisons c'est revenir au concept et à la praxis originaire du projet bolivarien. Quel était l'Armée unie libératrice ? Qui la formaient ? Était-ce une caste ? Est-ce que les militaires qui ont fait la bataille de Carabobo et la Bataille de Junín, de Bogotá et d'Ayacucho, étaient une caste spéciale ? C'était le peuple lui-même. ».

¹³⁵ « Public Opinion About Military Coups and Democratic Consolidation in Venezuela », in Donald L. Herman (ed.), *Democracy in Latin America, Colombia and Venezuela*, New York, Preger, 1988, pp. 195-218.

¹³⁶ Enrique A. Baloyra, « Public Opinion About Military Coups... », p.198.

¹³⁷ Tandis que 75,8% considèrent comme injustifié le coup d'État de Jiménez contre le gouvernement issu de ladite *Révolution d'octobre* (1945).

¹³⁸ Études citées par Thaïs Gutiérrez et Maribel Barboza, « Chávez : Una entidad numinosa », *Espacio Abierto*, Vol. 9 N° 1, p. 92 ; par Bermúdez et Martínez, « Hugo Chávez : La articulación de un sentido para la acción colectiva... », pp. 60-61 ; et par Ronald Chacín Fuenmayor, « Hacia una evaluación del pluralismo democrático en Venezuela : Los partidos políticos y las agrupaciones sociales en el período

assez confiance (44%) aux militaires, tandis que, mis à part l'église catholique (avec 70% de taux de confiance), toutes les autres institutions de la société vénézuélienne (partis politiques, politiciens, organisations syndicales et patronales, gouvernement, système judiciaire, parlement) n'atteignaient pas les 30%.

9.7.7- L'instrumentalisation du peuple

Le dispositif de glorification du peuple semble trouver écho chez un large pan de la population vénézuélienne qui, se voyant ainsi mise en équivalence avec ce glorieux passé, en vient à s'identifier au projet bolivarien et à en désirer sa réalisation. Cette force illocutoire du dispositif de glorification a été canalisée vers deux types d'actions. Dans un premier temps le peuple acquiert une existence purement politique, mobilisé dans le processus de refondation nationale via la rédaction d'une nouvelle Constitution (1999-2000). Dans un deuxième temps, le peuple se trouve mobilisé dans des espaces de « participation » définis en fonctions de *catégories du besoin*. Alors que la plupart des mouvements latino-américains s'appuyant sur la figure du peuple ont tendu à l'instrumentaliser à travers des catégories corporatiste, le chavisme se distingue par l'usage d'un nouveau type de découpage du social consistant à segmenter les populations selon leurs manques ou leurs besoins de base non satisfaits.

En effet, dans le modèle du populo-corporatisme¹³⁹, tout autant que dans le populo-consociationnisme (avant sa crise de solvabilité), le peuple se subdivise dans des catégories socioprofessionnelles qui acquièrent une représentation institutionnelle en échange d'une relation de dépendance vis-à-vis de l'État¹⁴⁰. Les syndicats ou corporations sont alors incitées à formuler des demandes au gouvernement. Ce qui a pour effet, non seulement de légitimer l'État en tant qu'intermédiaire universel mais aussi de pré-dire le surgissement non contrôlé de demandes. Dans le discours chaviste, on retrouve la référence à des catégories socioprofessionnelles mais elles sont moins tournées vers la formulation de demandes

1989-1993, *Espacio Abierto*, Vol. 10, n°2, avril-juin 2001, p. 219. Ces auteurs mettent en lien ces statistiques avec d'autres études menées depuis 1990 qui montrent également une dégradation continue du degré de confiance dans ces institutions dans les années postérieures à 1990.

¹³⁹ André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier : prolétariat et population : Mexique/Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1988.

¹⁴⁰ Ronald Chacín Fuenmayor, « Hacia una evaluación del pluralismo democrático en Venezuela : Los partidos políticos y las agrupaciones sociales en el período 1989-1993, *Espacio Abierto*, Vol. 10, n°2, avril-juin 2001, pp. 201-227.

sectorielles que sur la réalisation de la révolution bolivarienne, de manière strictement politique. Cette autonomisation du politique a d'abord été facilitée par la lutte contre les institutions de la IV^{ème} République. Les catégories socioprofessionnelles étaient alors mobilisées autour de l'objectif non-corporatiste de refondation nationale. Les *Fronts sociaux constitutionnels*¹⁴¹, par exemple, découpent le social en fonction de catégories socioprofessionnelles : militaires ; travailleurs ; enseignants ; professionnels et techniciens ; étudiants ; etc. Cependant, ces catégories sont mobilisées derrière l'objectif non-corporatiste de rédaction d'une nouvelle Constitution, plutôt qu'autour de demandes sectorielles.

Une fois réalisées les « Méga-élections » du 30 juillet 2000¹⁴², qui ont permis de renouveler l'ensemble des institutions de l'État et de fonder la V^{ème} République, on aurait pu s'attendre à ce que Chávez cherche à légitimer son gouvernement par une classique cooptation des catégories socioprofessionnelles à travers une incitation à la demande mais, là encore, le processus est resté dans la sphère de la politique plutôt que de la mobilisation sociale à travers les syndicats ou l'incitation à la demande corporatiste¹⁴³. Devant faire face à la menace putschiste de l'opposition, c'est derrière la « défense de la Révolution » que l'on cherchera à mobiliser les différents secteurs de la population. Ainsi, la légitimité du gouvernement repose moins sur ses capacités de dépenser ou de coopter les clientèles socio-

¹⁴¹ Espaces dans lesquels la population était appelée à se regrouper pour formuler des projets de Constitution.

¹⁴² Dans lesquelles Chávez remporte pour une deuxième fois la présidence avec 60% voix, soit 3 757 773 des suffrages, qui ne représentent pourtant qu'un tiers des électeurs, étant donnée les taux d'abstention qui se maintiendront extrêmement élevées (près de 50%) jusqu'au plébiscite révocatoire du 15 août 2004 où le taux de participation atteindra les 70%. L'opposition chercha par la suite à discréditer le régime en se retirant des élections parlementaires du 4 décembre 2005, faisant chuter le taux de participation à 25% et donnant au chavisme des apparences totalitaires avec la totalité des sièges au parlement. Cependant, aux élections présidentielles du 3 décembre 2006, alors que l'opposition parvint à présenter un candidat unique en la personne de Manuel Rosales, le taux de participation remonta au niveau de celui du plébiscite alors que Chávez fut élu avec 7 161 637 voix (62,89%) contre 4 196 329 voix (36,85%) contre Rosales, après compilation du 95,24% des urnes.

¹⁴³ Il faut préciser que le mouvement bolivarien aurait difficilement pu investir d'emblée le milieu syndical puisqu'il succède à un régime fondé sur cette incorporation corporatiste des syndicats officiels, comme le montre la participation de la CTV (intimement liée à AD) dans les grèves politiques d'opposition au chavisme entre les années 2001 et 2003. Chávez ne peut cependant pas négliger les travailleurs dans sa stratégie de légitimation. Il doit donc développer des stratégies alternatives pour conquérir cet espace qui d'emblée lui est d'emblée défavorable. En décembre 2000, Chávez avait cherché à renouveler la direction des syndicats à travers l'organisation de référendums révocatoires. Ce fut la première grande défaite électorale du chavisme dans la mesure où les grandes centrales syndicales sont restées aux mains de l'opposition.

professionnelles du passé à travers la réponse à des demandes corporatistes, que sur sa capacité à maintenir vivante la division dichotomique entre la révolution et l'ancien régime. Loin de nuire à la longévité du gouvernement, le maintien d'un ennemi perpétuel dans les forces du *puntofijismo*, permet à la rhétorique « populiste non-corporatiste » (ou *populo-paupériste*) de se poursuivre avec la même intensité émotive qu'au début, sans engager l'État dans un trop grand volume de dépenses clientélistes¹⁴⁴.

Précisons tout de même que le *populo-paupérisme* du président Chávez n'est pas en totale rupture avec les autres discours populistes. Il s'agit plutôt d'une question d'emphases. Alors que les autres discours populistes insistent d'abord sur les catégories semi-corporatistes et incorporent ensuite les dimensions sociales et les besoins populaires, le *chavisme* insiste davantage sur les besoins mais n'est pas étranger aux catégories semi-corporatistes, ni à l'interventionnisme étatique dans l'économie et dans les rapports de production, comme l'attestent, par exemple la création de la *Fuerza Bolivariana de Trabajadores* en 2000 ou encore le paquet de 49 lois décrétées en 2001, parmi lesquelles on retrouve : la loi de réforme agraire, permettant une expropriation timide ou un impôt sur les terres non cultivées, de même que la loi des pêches favorisant les pêcheurs artisanaux, la loi sur les hydrocarbures plaçant la PDVSA sous contrôle direct du ministère de l'énergie, la loi sur les banques cherchant à diriger un pourcentage du crédit vers les domaines de développement socio-économique prioritaires pour le gouvernement, la loi sur le micro-crédit, etc.

9.7.8- Le besoin et la demande

Par ailleurs, il ne faudrait pas croire que le bolivarisme ne cherche pas à légitimer son existence à travers la mise en scène de la « réponse à des demandes populaires ». Seulement,

¹⁴⁴ Selon Ellner (« The Radical Potential of Chavismo in Venezuela... »), la discipline budgétaire du *chavisme* contraste avec les administrations antérieures. Entre 1999 et 2000, alors que le prix du pétrole restait bas, le gouvernement a priorisé l'accumulation de devises, a évité une flambée du taux de change et a maintenu l'inflation à 20%. Le rapport de la BID de novembre 2001, « Situación económica y perspectivas : Venezuela », va dans le même sens, montrant comment, malgré une augmentation relative des dépenses de l'État, le gouvernement de Chavez a maintenu stables l'ensemble des indicateurs macroéconomiques. Il s'agit là d'un certain paradoxe dans la mesure où l'austérité budgétaire semblait être à l'origine de la crise de légitimité du *puntofijismo*. C'est là toute l'importance d'une approche en termes d'analyse du discours, dans la mesure où deux niveaux de dépenses publiques et relativement équivalents engendreront des effets diamétralement opposés en fonction de leur manière d'être signifiés.

la manière de signifier cette demande se fait selon un modèle plus proche du « ciblage des besoins » que de celui de l'incitation aux demandes corporatistes. Cette particularité s'observe, par exemple, dans la définition de Cercles boliviariens :

« Los Círculos Bolivarianos están integrados por personas que ataquen los problemas de las diferentes áreas: salud, seguridad, educación, transporte, mantenimiento de las calles, aseo urbano, niñez abandonada, ambiente, justicia, hasta cubrir todos los problemas que aquejen su comunidad » (Círculos Bolivarianos, "Lineamientos generales")¹⁴⁵.

On la constate également dans des exemples comme ceux du *Plan civilo-militaire Bolívar 2000*¹⁴⁶, de la *Agenda Alternativa Bolivariana*¹⁴⁷ ou encore des *Misiones*¹⁴⁸, qui plutôt que de chercher à établir un axe de communication entre l'État et la population par l'entremise d'une demande semi-corporatiste (ouvriers, paysans, corporations professionnelles ou patronales, femmes, jeunes, etc.), incitent ou prédisent la formulation de demandes autour des besoins insatisfaits (santé, éducation, alimentation, alphabétisation, salubrité, urbanisme). On peut finalement constater ce caractère paupériste du discours bolivarien dans le réseau de synonymie construit autour du lexème peuple qui se déploie autour de termes connotant la pauvreté plutôt que les travailleurs : « misérables », « enfants pauvres ou malades »,

¹⁴⁵ « Les Cercles boliviariens sont intégrés par des personnes s'attaquant aux problèmes dans différents domaines : Santé, sécurité, transport, maintien des rues, propreté urbaine, enfants abandonnés, environnement, justice, jusqu'à englober l'entièreté des problèmes affectant leur communauté ». Círculos Bolivarianos, "Lineamientos generales", <http://www.venezuela.gov.ve/ns/circuitos.asp>

¹⁴⁶ Lancé en 1999, ce programme consiste à mobiliser 40 000 militaires et un nombre indéfini de civils derrière des tâches sociales comme l'acheminement de services de soins de santé de première nécessité ou de produits alimentaires subventionnés dans des régions éloignées ou fortement marginalisées socialement ou encore comme l'aide logistique et le financière de projets d'auto-construction de maisons ou de construction d'infrastructures. Pour un aperçu des différentes initiatives reliées au Plan Bolívar 2000, voir notamment Harnecker, Marta, « Venezuela: Entrevista con Hugo Chávez, Los militares en la revolución bolivariana », *ALAI*, 2 juillet 2002, <http://alainet.org/docs/2170.html>

¹⁴⁷ Un des deux axes stratégiques du projet général de développement proposé par Chávez dans l'*Agenda alternatif bolivarien*, est : « la pauvreté relative à la sécurité et les services sociaux, le niveau de vie infra-humain de la majorité de la population et la distribution régressive des revenus ». Cité par Yrayma Camejo, « Estado y mercado en el proyecto nacional-popular bolivariano », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2002, vol. 8, n° 3 (sept.-dic.) : 23.

¹⁴⁸ Lancées par Chávez en octobre 2003, les « Misiones » sont des initiatives gouvernementales visant à s'attaquer de manière « participative » aux besoins les plus urgents de la population. Parmi ces Missions se trouvent la « Misión Barrio Adentro » qui, avec l'aide de 10 000 médecins cubains, affirme avoir offert des soins de santé à 18 millions de personnes qui autrement en auraient été exclus ; la *Misión Robinson* qui aurait offert des programmes d'alphabétisation à un million de personnes ; les Missions Ribias et Sucre qui offrent un appui financier aux étudiants du secondaire et de l'université ; la *Misión Mercal*, distribuant de la nourriture subventionnée dans des supermarchés d'État ; etc.

« femmes », « personnes âgées », « paysans qui n'ont jamais vu un dentiste ou un médecin de leur vie », etc.

Paradoxalement, cette manière de s'attaquer aux besoins les plus criants de la population en stimulant la « responsabilisation » des communautés locales (sémiotisée par le discours bolivarien comme une « démocratie participative » fondée sur le « *protagonisme populaire* »), rejoint les principes d'*empowerment* ou de décentralisation et de participation tels qu'on les retrouve dans le *discours de lutte contre la pauvreté*, pour qui cette valorisation du local ne signifie pourtant qu'une déconcentration consistant à faire exécuter à peu de frais, grâce à la canalisation de l'épargne et à l'usage de la main d'œuvre gratuite de « bénéficiaires », des tâches jadis dévolues à l'État et à sa bureaucratie. Le caractère populo-paupériste du discours bolivarien ne peut cependant pas être réduit à ce simple paradoxe. Il est important de souligner que l'introduction des catégories du besoin dans la construction de la scène politique attire l'attention sur une dimension du social relativement marginalisée par les anciennes conceptions du politique. Subsumées dans les catégories des droits et du développement ou de la révolution, les souffrances quotidiennes de la privation ou de la déshumanisation¹⁴⁹ ne surgissaient sur l'espace public qu'en tant que réalité à dépasser dans un lointain ailleurs. Le fait de se concentrer sur les besoins des plus pauvres et de mobiliser les populations autour de l'amélioration concrète de ses conditions immédiates de vie, ouvre ainsi une dimension politique nouvelle faisant entrer dans la représentation du politique un imaginaire de la vie ordinaire au sein duquel « l'économie c'est la souffrance vécue au quotidien »¹⁵⁰.

L'efficacité avec laquelle les catégories du besoin peuvent interpeller une population de plus en plus dé-salariée acquière une résonance d'autant plus forte que l'abandon du modèle de développement par substitution d'importations et la désindustrialisation (tertiarisation) des économies que cela implique, a entamé le rôle socialisateur du salariat. D'autant plus qu'avec la flexibilisation de la main d'œuvre, la libéralisation des échanges et la privatisation des industries d'État, les syndicats ont cessé d'être l'appui social des États

¹⁴⁹ André Corten, *Diabolisation et mal politique : Misère, religion et politique en Haïti*, Montréal/Paris, CIDIHCA/Karthala, 2001.

¹⁵⁰ Corten, « Imaginaires de la vie ordinaire en Amérique latine...

populo-corporatistes¹⁵¹. La recherche d'une nouvelle base sociale de légitimation dans les catégories du besoin est commune à tous les gouvernements de la région qui implantent, avec des degrés d'efficacité divers, des programmes de lutte contre la pauvreté. Ce que le chavisme apporte de plus est la possibilité de s'appuyer sur ces catégories de caractère pour le moins assistancielles, pour en faire le fondement d'une mobilisation passionnelle autour d'un effet de participation, engendré par le rôle de protagoniste attribué au peuple ou plutôt au peuple-pauvre.

L'imbrication de ces catégories du besoin dans une trame révolutionnaire permet alors d'engendrer une *passion politique* que ne semble pas en mesure d'assurer ou plutôt d'assumer le *discours techniciste international*. Alors que ce dernier, au nom d'un impératif catégorique de stabilité¹⁵² cherche explicitement à limiter la participation politique à l'exercice du droit de vote et à la collaboration de la population à des programmes ciblés sur des besoins, le discours bolivarien établit un rapport à la pauvreté qui sert de fondement à un antagonisme appelant la mobilisation de la population. Bien entendu, cette mobilisation est « encadrée » par les initiatives boliviennes (élections, renouvellement de la Constitution, référendums, Cercles boliviens, manifestations d'appui au gouvernement) mais, pour encadrée qu'elle soit, cette forme d'interpellation et d'imbrication des masses dans la politique ne contraste pas moins avec la place dévolue à la population et à sa mobilisation tout autant dans le *puntofijismo* que dans le discours techniciste international de lutte contre la pauvreté.

9.7.9- Figures d'opposition

Sous le chavisme, la politique des masses et de la rue a éclipsé la politique élitiste, technocratique et professionnalisée des années antérieures. Cette « politisation » des masses (mais également du temps et de l'espace, comme le montre le concept de scénographie révolutionnaire) ne concerne pas exclusivement le mouvement bolivarien. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'opposition a été contrainte de lui disputer la légitimité à représenter

¹⁵¹ Maria Victoria Murillo, *From Populism to Neoliberalism : Labor Unions and Market-Oriented Reforms in Argentina, Mexico, and Venezuela*, Cambridge (Mass.), Thèse de doctorat, Harvard University, 1997.

¹⁵² Voir, par exemple, Marie-Christine Doran, *Processus démocratiques et légitimité...*, notamment chapitre 1 (pp. 35-45) et chapitres de la troisième partie.

l'ensemble (social) sur un terrain marqué par lui, au sein d'une nouvelle *langue politique*, réglant les rapports acceptables et inacceptables entre forces politiques. L'organisation par l'opposition de grèves générales, de manifestations successives impliquant des centaines de milliers de personnes, la mise de l'avant de programmes sociaux calqués sur les *Misiones* chavistes, l'usage d'une trame épique et la subordination des acteurs politiques à la figure du peuple protagonique attestent de cette généralisation des temps, des espaces et des personnes de la scénographie révolutionnaire à l'ensemble des acteurs politiques vénézuéliens.

Ainsi, de manière paradoxale, les mobilisations de l'« opposition » peuvent contribuer à la longévité du chavisme et à son enracinement. En plus de permettre au gouvernement de faire porter la responsabilité de toute lenteur ou inertie sur le plan de la réalisation des espoirs suscités par la révolution bolivarienne, la farouche résistance montrée par l'auto-proclamée « opposition démocratique » a permis de donner un caractère « objectivement » révolutionnaire à ce qui aurait pu se présenter comme de timides réformes et donc de maintenir et même de renforcer, après huit ans d'exercice du pouvoir, l'intensité émotionnelle de la confrontation dichotomique entre le peuple et son ennemi « oligarchique ». L'anti-sujet qui sert de repoussoir à la figure du peuple (« l'ancien régime », la corruption, la Quatrième République¹⁵³, le *puntofijismo*¹⁵⁴, AD et COPEI, les « cúpulas »¹⁵⁵, la *constitution moribonde*, la *partidocracia*, l'oligarchie, les « cogoyos »¹⁵⁶, etc.) est ainsi *négativement* solidaire du projet bolivarien. Il est anti-bolivarien, il n'est pas authentiquement populaire, il génère de la pauvreté et de l'injustice... Bref, il est tout ce que les Boliviariens ne sont pas. Les souffrances que le bolivarisme ne parvient pas à mitiger peuvent ainsi être imputées à l'ancien régime¹⁵⁷ ou à l'opposition et retarder le moment de la

¹⁵³ « ...nous sommes sortis d'une quatrième république néfaste qui avait trop duré, la République anti-bolivarienne », Hugo Chávez, *Cadena nacional, Alocución del Presidente Hugo Chávez Frias con motivo del primer año de gobierno, balance de gestión y perspectivas del año 2000...*, p. 8.

¹⁵⁴ « [...] les poches de résistance du *puntofijismo* s'entêtent à bloquer la marche de la révolution constituante », Lara, William (Directeur national d'organisation), *El MVR : De un poderoso aparato electoral a una fuerza política orgánica*, archives électroniques de *El Universal*, Caracas, 1999.

¹⁵⁵ Hautes sphères politiques

¹⁵⁶ Littéralement : « les fleurs ». Sert, au Venezuela, pour désigner l'élite politique en mettant l'emphasis sur le fait qu'ils sont au-dessus de tous.

¹⁵⁷ « [...] notre projet reconnaît pour la première fois en plusieurs années, une réalité : la dette sociale accumulée, telle est la consigne du projet social, s'acquitter de la dette sociale, cette dette accumulée

prise en charge par le nouveau système. Cette capacité à déplacer l'instance qui doit prendre en charge les lamentables conditions de vie de la population a été déterminante au moment où le chavisme a eu à affronter une terrible crise économique¹⁵⁸ comme conséquence de la grève syndicale, patronale, financière et médiatique qui a duré plus de deux mois entre décembre 2002 et février 2003. Les résultats du référendum révocatoire qui ont maintenu le mandat présidentiel de Chávez jusqu'en 2006 (avec une large majorité de 58%) montrent une étonnante capacité du chavisme à s'imposer comme la *version narrative* qui construit *le récit de l'histoire au quotidien*¹⁵⁹. Les résultats des dernières élections du 3 décembre 2006 ont confirmé cette profonde imbrication du chavisme au sein de l'électorat (passant d'environ 3 700 000 électeurs à plus de 7 millions) et renforcé la prépondérance de ses symboles au sein de la langue politique vénézuélienne. Mais surtout, cette dernière élection a confirmé l'augmentation de la participation électorale et de l'intérêt envers la politique qui n'avait cessé de décroître depuis 1988.

9.8- Le discours populo-paupériste de la révolution bolivarienne

Le discours bolivarien peut ainsi être synthétisé comme étant un discours révolutionnaire basé sur la figure du peuple. Cette figure légitimante et distributrice de valeur modale représente également le destinataire idéalisé de ce discours et devient ainsi une représentation normative et constitutive de l'action politique de ses adhérents. Cette mobilisation du peuple s'appuie sur des *catégories du besoin*, créant des objets politiques structurés autour d'une conception minimaliste de la consommation (plutôt qu'autour de la production et des relations de travail) mais mobilisées de manière passionnelle grâce à l'établissement d'un rapport antagonique à l'ancien régime et à un effet de participation engendré par la figure du protagonisme populaire. Le discours bolivarien parvient ainsi à créer un nouvel acteur politique (le peuple-pauvre), absent de l'ancien modèle de légitimation *populo-consociationniste* issu du *Pacte du Punto Fijo*, en traduisant des catégories paupéristes dans un discours politique rédempteur. Le surgissement de ce nouvel acteur

avec un pays, avec le peuple, avec la société pendant tant d'années », Chávez, ...*primer año de gobierno...*, p. 12.

¹⁵⁸ Avec des chutes de - 8,9 % du PIB en 2002 et de - 9,2 % en 2003.

¹⁵⁹ Faye, *Théorie du récit...*

contraint l'ensemble des autres forces politiques à s'adapter et engendre une nouvelle *langue politique* qui dépasse le discours bolivarien, même si elle est en grande partie définie par lui.

9.8.1- Le populo-paupérisme et les discours présidentiels vénézuéliens

Le discours de Chávez arrive à un moment où la crise de légitimité du système politique atteint son paroxysme. Cette crise de légitimité, en grande partie autonome et antérieure au discours bolivarien, représente néanmoins une de ses conditions de possibilité. Cependant, sans l'événement Chávez, il est bien probable que le système se serait perpétué par inertie ou par la force. Le discours bolivarien réussit à canaliser le mécontentement populaire contre le système politique vers la candidature de Chávez puis vers l'élection d'une Assemblée constituante et finalement vers une série d'élections successivement remportées par les forces politiques liées au chavisme. De manière plus globale et quotidienne, le chavisme parvient à se doter d'une base sociale mobilisée derrière l'objectif de la satisfaction des besoins de base. Objectif, sans doute, du discours techniciste international de lutte contre la pauvreté, cette création d'une nouvelle base d'appui auprès des pauvres se voyait cependant limitée dans ses effets perlocutoires par la conception minimaliste et techniciste de la pauvreté constitutive de ce discours. C'est donc en construisant une conception élargie des besoins et de la pauvreté –impliquant une série de symboles de « participation populaire » à partir d'une généralisation des valeurs du peuple (marques d'authenticité populaire) à l'ensemble national et en fonction de l'insertion de la figure du peuple au sein d'une trame révolutionnaire au sein de laquelle il est le principal, sinon le seul, protagoniste– que le chavisme est parvenu à opérer ce profond changement des frontières du politiques.

Ce contenu « positif » n'est pas déductible de la « négation » du *puntofijismo*. Autrement dit, le chavisme ne réussit à donner un sens *positif* à une nébuleuse de ressentiment contre l'ancien régime¹⁶⁰, qu'en créant ses propres catégories qui ne doivent rien au contexte dans lequel elles surgissent dans la mesure où elle instaurent de nouvelles mises en relation (imaginaire instituant). Le modèle populo-consociationniste de légitimation du pouvoir s'est montré incapable de trouver une sortie à sa crise de légitimité au sein de ses

¹⁶⁰ « ...se apropia de las demandas de orden, certeza y certidumbre presentes en la sociedad venezolana; y elabora un nuevo imaginario colectivo: referentes sociales, identidades políticas y códigos interpretativos, basados en invocaciones del pasado heroico ». Thaïs Gutiérrez et Maribel Barboza, « Chávez : Una entidad numinosa », *Espacio Abierto*, Vol. 9 N° 1, p. 91).

propres bases de reproduction¹⁶¹. Une première tentative de sortie de crise s'est faite à travers un discours techniciste international qui, malgré sa relative réussite à opérer un changement de conception du politique auprès de l'élite puntofijiste, n'est pas parvenue à devenir la surface d'inscription d'un ensemble d'acteurs sociaux et politiques plus élargi. Le chavisme se présente alors comme un *imaginaire* politique qui vient remplir le vide laissé par la dislocation¹⁶² de l'ancien ordre symbolique en crise.

Le bolivarisme n'est pas plus vrai ou plus authentique que le populo-consociationnisme ou que le discours techniciste international, il est seulement plus efficace dans le contexte vénézuélien actuel. Il a été capable de réactiver des figures discursives « périmées »¹⁶³ (Peuple ; souveraineté ; République ; etc.) ou externes au discours politique vénézuélien (religiosité populaire ; langage vernaculaire ; etc.). Mais il a surtout été en mesure de les mobiliser de manière durable dans un ordre symbolique nouveau. Ainsi, le surgissement du chavisme ne représente pas un retour à l'ancien modèle populo-consociationniste de légitimation du pouvoir, il n'est pas non plus la réédition de populismes classiques (corporatistes) ni une modalité de plus de la formation discursive paupériste. Il est une synthèse inédite, reprenant plusieurs éléments issus de ces diverses traditions tout en les fusionnant au sein d'une nouvelle forme de représentation « synchrétique », ajoutant de nouveaux éléments de « popularité » comme : l'usage d'un style d'oralité vernaculaire de la rue « étranger » au genre discursif présidentiel, les constantes références à une religiosité populaire interprétée librement¹⁶⁴, l'usage hebdomadaire de la télévision dans une forme proche de celle des télé-évangélistes ou du « *Talk Show* », etc.

¹⁶¹ Il était impossible pour le puntofijismo de trouver une sortie de sa propre crise, puisque, comme système de différence totalisant, il ne connaît pas (ne peut pas reconnaître) d'extériorité. Laclau, *New Reflections*...

¹⁶² Ernesto Laclau, « Populismo y transformaciones del imaginario político en América latina », *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, N°42, junio 1987.

¹⁶³ Bien que, de toute évidence, encore valides dans un imaginaire partagé par une large couche de la population

¹⁶⁴ Pour ne donner que quelques exemples : « « La voz del pueblo est la voz de Dios » (Chávez, *Alocución del Presidente Hugo Chávez Frías con motivo de presentar al país los resultados de su viaje por Asia y Europa*, Caracas, 30 octobre 1999) ; « Van a sentir la espada del rechazo de Dios, del rechazo de Cristo a través de las miradas acusadoras de un pueblo. No se atreven estos obispos embusteros a salir por una calle, a ir a un barrio pobre. Vaya usted señor Presidente de la Conferencia Episcopal a unos barrios pobres para que vea la mirada de la gente. Va a sentir la espada, la sentiría Monseñor y es triste sabe, es triste. Debería quitarse la sotana. No es digno de cargar una sotana de un

Ces nouvelles marques d'authenticité et de popularité, de même que la scénographie révolutionnaire et la glorification du peuple-pauvre et de ses actions quotidiennes sont autant de mécanismes ayant permis au chavisme de se montrer crédible au point d'engendrer un nouveau référent politique. Cependant, il n'était pas possible, avant le surgissement de l'événement Chávez, de déduire l'efficacité de ces différentes figures, mécanismes et stratégies illocutoires liées au chavisme. Ce n'est qu'à *posteriori* que nous constatons leur réception favorable et leur reproduction par un nombre considérable de vénézuéliens et de latino-américains. L'analyse du discours bolivarien sert ainsi de révélateur pour l'interprétation du champ discursif dans lequel il surgit. L'efficacité symbolique de la trame révolutionnaire fondée sur la figure du peuple nous indique que cet imaginaire n'est pas présent exclusivement chez une minorité de gauchistes nostalgiques mais qu'il peut encore constituer le fondement d'un mouvement politique de masses, structuré autour de ce référent rassembleur commun. La passionnalisation des catégories du besoin par leur introduction dans cette trame révolutionnaire indique le degré de pénétration (contamination) des catégories liées au discours de lutte contre la pauvreté mais elle indique également les possibilités de subversion ou de *phagocytation*¹⁶⁵ que peuvent réaliser d'autres discours concurrents. Le caractère dichotomique et passionnel qu'imprime le discours bolivarien à la scène politique montre également les limites du consociationnisme et de manière plus générale du pacte entre élites modérées ou du discours techniciste international qui fonde la « stabilité » des institutions sur l'interdiction des positionnements politiques substantialistes.

La crise de légitimité du politique, sans être nécessairement aussi brutale qu'au Venezuela, est commune à toute l'Amérique latine¹⁶⁶. L'origine de cette crise de légitimité peut également être située dans une internationalisation et une professionnalisation

hombre de Cristo. » (Hugo Chávez, *Alló Presidente*, n° 165, 21 septembre 2003) ; « Cristo, uno de los más grandes luchadores antiimperialista de la historia del mundo, el verdadero Cristo, el Redentor de los pobres. » (Chavez, conférence publique prononcée le 30 janvier 2005 à Porto Alegre dans le cadre du V^{ème} Sommet Social Mondial) ; etc.

¹⁶⁵ André Corten, *L'alchimie politique du miracle: Discours de la guérison divine et langue politique en Amérique latine*, Montréal, Balzac, 1999, pp. 71-80.

¹⁶⁶ Selon l'enquête annuelle réalisée par *Latinobarómetro* dans 17 pays d'Amérique latine, seulement 14% des Latino-américains feraient confiance aux partis politiques et seulement 29% confieraient en leur gouvernement. *Latino Barómetro, Informe de prensa 2002*, p. 4,

<http://www.latinobarometro.org/ano2001/prensa2002.pdf>

(dépassionnalisation) de la scène politique. L'invention par le chavisme d'un référent politique populo-paupériste risque d'avoir un immense impact dans le devenir politique de l'Amérique latine puisqu'il parvient à fondre deux des imaginaires centraux de l'hémisphère. Le syncrétisme qui s'établit entre l'imaginaire du peuple, et l'imaginaire paupériste crée une scène politique dans laquelle l'acteur (sujet) principal et les enjeux politiques sont élaborés à partir de la perspective de la *pauvreté* (absence de consommation), plutôt que de la *production* comme dans le populo-corporatisme, mais dans laquelle les pauvres sont incorporés dans une mobilisation passionnelle contradictoire avec le technocratisme du discours de lutte contre la pauvreté.

CONCLUSIONS DE LA DEUXIÈME PARTIE

Comme on a pu le voir dans les trois cas analysés dans cette deuxième partie de la thèse (Mexique, Chili et Vénézuéla), il est possible de constater la présence d'une formation discursive populiste, identifiable en fonction d'un certain nombre de règles communes aux énonciateurs du peuple, indépendamment de leur positions politiques, ainsi que de leurs situations géographiques ou temporelles. Apparue précocement au Mexique (1910), sur le plan des discours présidentiels, cette forme de représentation du politique devra attendre le milieu des années 1940 avant de s'imposer au Chili et au Vénézuéla. En restreignant à l'effacement des acteurs politiques derrière la figure du protagonisme populaire le critère d'identification des discours populistes, il devient nécessaire de préciser que ce type de discours ne devient « hégémonique » dans les discours présidentiels chiliens qu'entre 1964 et 1973 (avec l'exception de Videla entre 1946 et 1948). Au Vénézuéla, il faut attendre 1999 avant que la figure du peuple protagonique n'envahisse l'ensemble de l'espace de représentation du politique. Cependant, bien que ce critère soit utile pour pondérer la radicalité et la centralité de la figure du peuple, il n'est pas suffisant pour rendre compte de la formation discursive populiste qui, elle, s'étend au populisme-constitutionnaliste mexicain, aux diverses expériences de type Front *populaire*, au Chili de 1939 à 1952 ou au populo-consociationnisme vénézuélien qui, tout en utilisant la figure légitimante du peuple, incorporent également d'autres figures telles que le « respect des lois », « l'ordre » ou la « stabilité ».

Bien entendu, ayant circonscrit méthodologiquement notre analyse aux discours présidentiels, nous ne couvrons pas le processus d'émergence de la figure du peuple ni celui des luttes idéologiques ayant conduit à son intégration par les discours présidentiels, ce qui retarde le moment d'apparition de la figure du peuple. Cependant, puisque notre objectif était

de montrer le rôle de la figure du peuple en fonction du *champ discursif* du discours de lutte contre la pauvreté, l'analyse concrète et détaillée de tous les processus de lutte pour le sens constitutifs des différentes langues politiques ayant pu se développer dans les trois pays étudiés au cours du XX^{ième} Siècle nous aurait éloigné de notre propos. Avec l'analyse des discours présidentiels – conçus en tant que « révélateurs » des luttes sous-jacentes, en fonction du principe voulant qu'un énonciateur, même présidentiel, est contraint de négocier la légitimité de sa parole en fonction de règles énonciatives qui le dépassent – nous accédons au discours populiste au moment de son « apogée » ; c'est-à-dire, au moment où, pour une raison ou pour une autre, le discours présidentiel est contraint de l'incorporer dans ses stratégies illocutoires.

On pourrait toujours opposer la « preuve des faits » à ces déclarations en faveur du peuple, voire de soumission à son autorité : reprochant, par exemple, au syndicalisme « *charro* » (corporatiste) mexicain (ou au corporatisme vénézuélien) de ne pas respecter le droit d'association et de créer des clientèles politiques davantage soumises à l'autorité du Parti qu'à la volonté de la base (ou du peuple) ; reprochant au discours sur l'« organisation populaire » de la Démocratie chrétienne de ne chercher qu'à contenir l'organisation autonome de la société au sein d'institutions étatiques ; reprochant encore aux politiques de « participation populaire » de Chávez de ne représenter qu'un prosélytisme bolivarien, détournant les deniers publics à la faveur d'un mouvement « autocratique » ; et ainsi de suite, de la même manière qu'on a pu reprocher aux programmes de lutte contre la pauvreté (principalement de la Banque mondiale) de ne pas parvenir à réduire la pauvreté et de contredire leurs propos en imposant des politiques néolibérales réputées pour leurs néfastes effets sur le bien-être des populations.

Mais telle n'est pas l'optique que nous avons empruntée dans cette thèse et ce, pour deux raisons principales. La première est qu'en opposant le discours à la réalité, l'analyste se donne la confortable position de celui qui est capable d'établir avec exactitude la « réalité des faits » ; capable d'établir ce qu'« est » ou « n'est pas » le peuple, la participation ou la pauvreté ; capable également de sonder la conscience des acteurs pour établir leur degré de sincérité ou de conscience. Malgré les apparences, cette position s'avère « anti-épistémologique », dans la mesure où elle déproblématise ce qui posera toujours problème à

une interprétation scientifique (critique) de la réalité, c'est-à-dire la « réalité des faits ». Pour le voir d'une manière plus concrète, nous pouvons nous référer à la littérature « critique » sur la lutte contre la pauvreté (chapitre 1) qui oppose à une « fausse » conception de ce qu'est la pauvreté, une nouvelle conception, plus « vraie » ou plus précise, tendant ainsi à consolider, à réifier ou à universaliser une position idéologique particulière au sein d'un champ contradictoire et problématique de conceptions, non seulement de la pauvreté, mais aussi du développement et du politique. De la même manière, les analyses marxistes, fonctionnalistes ou libérales du populisme tendent à mépriser des expériences politiques concrètes en fonction de normes politiques réputées scientifiques ou universelles, comme la classe, l'intérêt ou le pluralisme. Pourtant, ces trois points de comparaison ne peuvent être « vrais » en même temps. Les postulats de la lutte des classes, du dualisme structurel ou de la concertation d'intérêts, qui servent de points d'appui à chacune de ces critiques du populisme, ne sont pas compatibles les uns avec les autres. Ils ne peuvent être « vrais » en même temps. Il se peut également que les trois soient « faux ». Et ils le sont sans doute en affirmant que « le réel se trompe », car il ne se comporterait pas selon des principes réputés universels.

Ce qui nous conduit à la deuxième raison d'abandonner ou de mettre entre parenthèse l'opposition entre discours et réalité. Cette raison se situe autour de l'idée que le discours n'est pas « que » du discours. En effet, avec la perspective ouverte par les théories de l'énonciation et la pragmatique¹, il devient possible et nécessaire de donner sa pleine mesure à la matérialité du discours en ce qui concerne ses effets normatifs, prescriptifs ou performatifs. Selon cette perspective, le discours ne sert pas tant à « informer », à décrire, à transmettre ou à re-présenter quelque chose qui existerait en soi (indépendamment de son processus de signification). Au contraire, en instaurant des rapports de causalité, de nécessité, de véracité, de désirabilité ou d'impérativité entre des éléments donnés, le discours leur donne une *valeur sociale* précise qui engendrera, non seulement un type particulier de « réaction » face à des événements, mais surtout qui engendrera une série d'événements et de comportements prescrits (pré-dits) par celui-ci. Comme le précise Faye dans son *Introduction*

¹ Au sujet des convergences et des différences entre, d'un côté, la perspective pragmatique ouverte par la théorie des actes de langage élaborée par Austin et complétée par Searle et, d'un autre côté, la perspective de l'énonciation ouverte par les travaux de Benveniste et Jakobson, voir Dominique Maingueneau, *L'Énonciation en linguistique française*, Paris, Hachette, pp. 7-8.

*aux langages totalitaires*², il ne s'agit pas de nier la possibilité ou la nécessité de l'étude des « réalités » historiques ou des « faits » véridiques, mais bien de prendre acte, que sur le plan de l'action politique, ce qui sera « vrai » ou qui engendrera des effets de vérité et qui construira l'histoire au quotidien, ce ne sera pas nécessairement la position objectivement véridique mais plutôt celle qui aura réussi à s'imposer comme telle. Ainsi, plutôt que d'opposer à une « prétendue » mobilisation populaire des preuves de sa limitation, nous avons cherché à caractériser les discours en fonction de leurs propres règles d'énonciation et à les contraster en fonction d'autres mises en discours concurrentes qui ne sont pas plus ou moins vraies, mais qui engendrent des convergences ou des divergences, qui tendent à consolider une règle de dispersion ou, au contraire, qui tendent à faire surgir une nouvelle forme de représentation du politique.

Si, au début des années 1970, on peut constater, dans les discours présidentiels des trois pays analysés, la présence prépondérante d'une représentation populiste du politique, il est tout aussi vrai qu'à la fin des années 1980, il ne reste pratiquement plus rien de cette « évidence » historique, de cette figure incontournable de légitimation qu'était le peuple. Ce passage d'une forme populiste de représentation du politique vers une nouvelle forme paupériste (événement discursif) sera abordé dans la conclusion de l'ensemble de la thèse. Pour l'instant, il importe de rendre compte des règles de dispersion communes à l'ensemble des discours du peuple que nous avons analysés au cours de cette deuxième partie (chapitres 7, 8 et 9). Rappelons immédiatement que le discours populo-paupériste de Chávez ne vient pas remettre en question la thèse de l'événement discursif paupériste dans la mesure où, au contraire, il confirme le caractère « événementiel » de cette mise en discours de la pauvreté, son caractère contingent (non nécessaire) et la constante possibilité de mises en discours nouvelles : le dangereux événement de la prise de parole³.

² Faye, Jean-Pierre, *Théorie du récit: Introduction aux "Langages totalitaires"*, Paris, Hermann, 1972.

³ « ...dans toute société la production du discours est à la fois contrôlée, sélectionnée, organisée et redistribuée par un certain nombre de procédures qui ont pour rôle d'en conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité. », Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, p. 11.

Le peuple en tant que figure de légitimation distributrice de valeur modale

Comme nous avons pu le voir au cours des trois derniers chapitres, il ne suffit pas qu'un discours possède dans son vocabulaire le lexème « peuple » et ses dérivés paradigmatiques (« populaire ») ou équivalents sémantiques (« ouvriers », « travailleurs », « pauvres », « nation », etc.), pour être considéré comme un discours populiste. Il ne s'agit pas non plus d'un seuil quantitatif ou relatif à partir duquel les occurrences du peuple seraient suffisamment importantes mais de la valeur ou de la fonction assumée par la figure du peuple. Le peuple doit être la raison fondamentale en fonction de laquelle on exerce le pouvoir ou en fonction de laquelle les acteurs politiques se présentent comme légitimes. Par ailleurs, il ne suffit pas de retrouver l'énoncé emblématique et rituel en fonction duquel pratiquement tous les gouvernements (démocratiques ou non) se présentent comme l'expression de la volonté souveraine du peuple. Il faut que le peuple se trouve présent un peu partout dans l'énonciation; qu'il soit un acteur ou un actant; qu'il soit la raison au nom de laquelle on exécute certaines actions ou en fonction de laquelle on en rejette d'autres (du fait de leur caractère anti-populaire). Bref, il faut que le peuple soit une figure de légitimation et de distribution de valeur modale. Le cas du *puntofijismo* est sans doute un cas « limite » dans la mesure où, malgré la limitation de la figure du peuple en fonction de l'étatisme, du nationalisme et surtout de la concertation d'intérêts et de la stabilité politique, la figure du peuple n'est pas moins présente et centrale dans la légitimation de l'action gouvernementale. Même neutralisé ou institutionnalisé, il s'agit tout de même du peuple (comme dans les expressions « Parti du peuple », « démocratie populaire », « bien-être populaire », etc.)

Protagonisme populaire (armé ou civique)

La version ou la position la plus radicale au sein de ce champ ou de cette formation discursive populiste est sans doute celle qui fait du peuple l'acteur principal de la scène politique comme dans les cas du *Plan de San Luis* (Madero), de Zapata et de Villa, de Cárdenas, du MLN (1961), des zapatistes et d'AMLO (discours post-(« fraude »)-électoral), au Mexique. C'est le cas également de Recabarren, Videla (1946-1948), du MIR, de la DC et de l'UP (1964-1973), des *Coordinadoras Poblacionales* et des avant-gardes révolutionnaires (MIR, FPMR, Lautaro, etc.) dans la période des protestas (1983-1989), au Chili et de Chávez au Vénézuéla. Dans ces discours sur le protagonisme populaire, il n'existe pratiquement

aucune distance entre les actions des acteurs politiques et celles du peuple : ou bien les actions des gouvernements se présentent immédiatement comme le « peuple en acte », ou bien elles se présentent comme étant absolument soumises à son autorité. D'un autre côté, les autres actants du récit, les paysans, les ouvriers, les pauvres, les étudiants, les classes moyennes, etc. agissent directement en tant qu'équivalent ou modalité du peuple et se trouvent, par le fait même, légitimés mais également « modelés » ou valorisés selon une certaine représentation normative de leur existence concrète. Inversement, les ennemis du peuple, du gouvernement ou de la démocratie n'auront pas les attributs de « popularité ».

Institutionnalisation du protagonisme populaire

De cette position radicale –plus proche des groupes externes à la sphère du pouvoir– découle une deuxième version du protagonisme populaire au sein de laquelle les acteurs politiques et notamment l'État, le Gouvernement ou le Parti recouvrent une certaine autonomie vis-à-vis du peuple. Il s'agit d'une « dimension » plutôt que d'une nouvelle version du protagonisme populaire puisqu'elle co-existe au sein des mêmes textes ou des mêmes discours qui emploient le protagonisme populaire non-médiatisé. Au Mexique, les archétypes de ce protagonisme institutionnalisé se retrouvent dans le discours de Cárdenas au sein duquel le peuple agit à travers l'État et le Parti et non plus « directement ». Au Chili, cette dimension du protagonisme populaire médiatisé est identifiable au discours de la Démocratie chrétienne (DC), qui établit de manière explicite le fait que l'État doit aider, organiser, intégrer et instruire les marginaux afin que ceux-ci puissent se sortir de leur état de marginalité. On retrouve également ce type de « paternalisme » dans le discours de l'UP, sous la forme de la « conscientisation », bien que cette dernière signifie alors la généralisation des valeurs du peuple à l'ensemble de la population (qui n'est pas encore « consciente »), plutôt que la formation (*capacitación*) du peuple pour son intégration dans des formes modernes, institutionnelles et pacifiées de représentation politique. Au Vénézuéla, nous retrouvons ce type de protagonisme populaire institutionnalisé dans le couple civilo-militaire, actant des coups d'État de 1945 et de 1958 ou de l'Agenda Bolivar 2000. L'institutionnalisation des syndicats ouvriers et paysans sous le Triennat, ainsi que celle de l'ensemble des corporations patronales, professionnelles et ouvrières pendant le *puntofijismo*

ou encore de la participation populaire au sein des *Círculos Bolivarianos*, sont autant de formes de ce type de protagonisme médiatisé.

Le gouvernement en faveur du peuple

Finale­ment, et de manière plus généralisée dans les discours présidentiels, on retrouve une version du discours populiste où le peuple n'est plus tellement l'actant principal que la raison d'être du Gouvernement. La figure du peuple continue de remplir sa fonction de légitimation et de distribution de la valeur modale des actants mais l'actant principal devient le Gouvernement ou le Parti qui fait une réforme agraire en bénéfice des paysans (modalité du peuple), qui légifère en faveur des syndicats ; qui construit des logements populaires, qui récupère la souveraineté nationale... Beaucoup plus administratif ou gestionnaire que politique (dans le sens d'une remise en question du *statu quo*), ce discours n'en est pas moins populiste pour autant. Non seulement il maintient la centralité de la figure du peuple en tant que distributeur de valeur modale, mais en plus il reprend le même découpage semi-corporatiste du social à partir duquel s'énonce le protagonisme populaire et les mêmes frontières entre interne et externe (nationalisme) ou entre public et privé (interventionnisme étatique) en fonction desquelles les intérêts du peuple se trouvent placés au-dessus d'autres considérations, d'ordre économique ou diplomatique.

Dimension sémantique des invariants et des règles de dispersion

Si la figure du peuple permet de regrouper une immense palette de discours allant de l'extrême droite (*Patria y Libertad*, gremialisme, etc.) à l'extrême gauche (MIR, zapatisme, etc.) c'est sans doute en fonction de sa vacuité ou son ambiguïté référentielle. Il convient tout de même de rappeler qu'aucun signifiant n'entretient de relation de « nécessité » avec un signifié donné (Saussure), c'est-à-dire que la relation entre un signifiant et un signifié s'établit de manière arbitraire dans le processus de signification, ce qui permet la prolifération de luttes pour le sens, de points nodaux et la production de signifiants vides. La vacuité référentielle n'est donc pas exclusive au peuple ; elle est tout autant caractéristique de la « démocratie », la « justice », la « pauvreté », la « classe », « l'intérêt » ou tout autre signifiant devenant un objet de lutte pour la définition de son sens et, à travers lui, du sens de l'ensemble social. C'est ainsi que le lexème « pauvreté » peut tout aussi bien être investi par

le discours populiste que par le discours paupériste et inversement. C'est pour cette raison que l'étude des formations discursives et de leurs processus idéologiques sous-jacents, ne peut pas prendre comme unité d'analyse un « thème » et encore moins un « terme » (en l'occurrence « pauvreté » ou « peuple ») mais doit plutôt s'appuyer sur l'analyse des processus d'énonciation relatifs à ces termes ou thèmes. Bien que ce processus d'énonciation soit fait de mécanismes abstraits et généraux⁴, il n'est pas pleinement compréhensible sans l'ajout d'une dimension sémantique, sans pour autant que cette dernière n'ait à nous conduire à la fixation d'un sens « nécessaire » à la figure du peuple mais bien à rendre compte de certains sens récurrents qui lui sont attribués à une époque et dans une communauté donnée.

S'il veut se saisir de la position de l'énonciateur légitime du peuple, le locuteur (candidat, président, parti, gouvernement) du discours populiste est contraint de montrer sa *compétence énonciative*, c'est-à-dire afficher les marques les symboles ou les attributs de cette position. Bien entendu, il est toujours possible de les modifier au sein de ce que Maingueneau appelle la captation (ou l'investissement) de la valeur d'une deixis fondatrice pour instaurer une nouvelle deixis : la deixis instituée. Mais, pour capter la valeur attribuée à cette deixis fondatrice, il est nécessaire d'en reproduire au moins une partie. Et, tant que cette captation n'implique pas un mouvement de subversion (du sens premier) de cette deixis, les nouveaux sens produits (deixis instituée) ne feront que la consolider ou élargir son espace de circulation et d'acceptation. Pensons par exemple à comment, en s'intégrant à une politique d'État, la figure du « peuple en arme » de la révolution mexicaine, bien qu'altérée par rapport à son sens original, n'a pas cessé de contraindre le discours et les pratiques des dirigeants mexicains à promouvoir une réforme agraire qui ne sera remise en question qu'avec le développement de nouvelles figures de légitimation (comme la croissance, les investisseurs, le savoir sur la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance) dans les années 1980. Pensons également à la manière par laquelle, au Chili, la démocratie chrétienne (tout autant que le gremialisme de Pinochet) sera contrainte d'investir la figure de la « participation des ouvriers au processus de production » pour se saisir de la position d'énonciateurs légitimes du peuple et, inversement, comment l'Unité populaire, fut contrainte par le discours populiste

⁴ Comme la fonction de légitimation de la figure du peuple qui distribue compétence énonciative et valeur modale aux différents énonciateurs et actants du discours.

de la DC à investir l'espace local et l'organisation populaire autour de l'accès à des biens de consommation collective : deux dimensions parfaitement étrangères à son discours, également populiste, mais dont la figure du peuple était construite autour de catégories « prolétariennes » de la lutte des classes.

Le peuple travailleur : équivalents semi-corporatistes du peuple

Ainsi, il devient possible et nécessaire de caractériser la formation discursive populiste latino-américaine en fonction de certaines figures récurrentes qui traversent l'ensemble des discours sur le peuple à une époque donnée. C'est ainsi que nous avons identifié, en tant que figures constitutives de celle du peuple, les catégories de la demande semi-corporatiste mais également, les catégories des besoins « populaires ». Les ouvriers, les paysans, les femmes, les jeunes, les professionnels, les employés de la fonction publique et même les entrepreneurs nationaux, les militaires et l'Église catholique, finissent par être incorporés en tant qu'équivalents sémantiques du peuple. Habituellement, la figure du peuple permet une généralisation métonymique des valeurs « populaires » (d'en bas) à l'ensemble de la Nation (excluant très peu de « nationaux », mis à part l'oligarchie ou la « classe » politique « corrompue », « tyrannique », « despotique », etc.). Bien que, comme nous l'avons vu avec le cas vénézuélien du *puntofijismo*, cette généralisation des valeurs populaires à l'ensemble de la nation puisse être neutralisée par une représentation du peuple *immédiatement* équivalente à la nation (peuple vénézuélien), l'évocation du peuple engendre tout de même un mouvement d'ascension sociale. D'où une forte présence de l'ouvriérisme et (de manière moins prépondérante) de la figure des paysans et des autres catégories socioprofessionnelles, auxquelles on offre une élévation de leurs standards de vie à travers l'action sociale, législative, planificatrice, et productive de l'État (au service des intérêts « populaires »).

Le bien-être populaire, la demande et les catégories des besoins ou de l'aide

Cette définition semi-corporatiste du peuple est solidaire d'une conception interventionniste de l'État. Il ne faudrait cependant pas réduire la définition de ce « populo-corporatisme » aux seules relations de production. Car cet engagement de l'État « en faveur » du bien-être du peuple – défini de manière extensive et même expansive en fonction de la masse ou l'immense majorité des citoyens – implique également la définition de droits

sociaux, d'une sécurité sociale mutualiste à vocation universelle, et de l'action sociale de l'État sur le plan des besoins « populaires » : maisons ouvrières, logements populaires, alimentation populaire, éducation du peuple, accès à la santé ou à l'assurance sociale « pour tous », etc. Cette présence du peuple, en lieu et place de ce qui apparaîtra plus tard (dans les années 1980) comme une « prise de conscience » de la pauvreté (qui aurait supposément été oubliée dans les périodes antérieures), n'est qu'un des éléments de la relation dialogique existant entre le populisme et le paupérisme⁵. Car le paupérisme procède en fait à la redéfinition de l'ensemble des catégories de signification du peuple. En effet, en introduisant une frontière antagonique ou contradictoire entre les pauvres et les non-pauvres, le paupérisme procède à une redéfinition de la relation entre l'État et sa population, excluant en grande partie les ouvriers, les salariés, les professionnels, les entrepreneurs nationaux, les étudiants universitaires, etc. De même, en établissant de nouvelles relations causales, déontiques ou impératives entre l'État et le capital privé ou étranger, ou encore en ce qui concerne les capacités étatiques de légiférer, planifier ou produire, le paupérisme se situe à chaque fois dans une relation dialogique avec le populisme, ce qui situe ces deux formations discursives au sein d'un même espace discursif conflictuel.

Mais ce n'est pas encore le moment de procéder à la comparaison entre le populisme et le paupérisme. Il faut encore poursuivre la définition de la formation discursive populiste en fonction de ses propres catégories et des effets de sens qu'elle engendre. La conception extensive et expansive du bien-être populaire implique une forme de légitimation de l'État en fonction d'une incitation à la demande sociale ne se limitant pas aux besoins essentiels mais prônant plutôt la protection de l'industrie nationale (étatique ou privée), à l'élèves des salaires, des conditions de travail et des protections sociales des travailleurs, à la modification des rapports de propriété (surtout en ce qui concerne la réforme agraire et urbaine), à l'organisation populaire en vue de la représentation de ses intérêts (et demandes), et ainsi de suite. Devenant le point de convergence de toutes les demandes, l'État se présente alors comme l'élément essentiel à la reproduction du social. Mais, puisque cette forme de

⁵ La présence de la figure de la pauvreté ou des catégories du besoin au sein du discours populiste ne fait que mettre en évidence le fait que l'événement discursif paupériste ne s'explique pas tant par l'apparition de la figure de la pauvreté que par le surgissement de nouvelles règles énonciatives servant à sa mise en discours.

légitimation implique l'incitation à la demande, cet État est, par le fait même, en train de nommer des acteurs et des formes acceptables d'action politique, ce qui joue sur la constitution des autres acteurs de la scène de représentation des forces.

Dans cette étude, nous avons surtout insisté sur la perspective de l'État étant donné le choix méthodologique d'une analyse circonscrite aux discours présidentiels. Cependant, comme nous l'avons noté dans l'introduction à cette deuxième partie et comme nous avons pu le voir lors des trois études particulières, les catégories de la demande semi-corporatiste seront aussi investies par des acteurs sociaux et politiques relativement autonomes qui, profitant de la normalité ou l'acceptabilité de la demande, tendront à en élargir et même à en subvertir le sens. C'est le cas, par exemple, du MLN mexicain dans les années 1960 ou du discours zapatiste dans les années 1990, de même que du vaste mouvement de prises de terrain au Chili entre 1964 et 1973, ou encore des grèves générales organisées par la CTV contre le second gouvernement Pérez, en opposition à son « Grand virage »⁶. De manière plus globale, il est important de se rappeler que les catégories de la demande sont moins « instaurées » que « captées » par les gouvernements s'appuyant sur un discours populiste. Il s'agit pour eux de neutraliser des revendications existantes, de prévenir le développement de demandes autonomes ou encore d'accéder au pouvoir en portant ces demandes. Indépendamment des situations concrètes, les catégories de la demande semi-corporatiste tendent à se « naturaliser » et à se constituer en *topoi* pour l'action sociale et politique d'un ensemble plus large (langue politique) : de la droite, – cherchant à redéfinir la demande de manière apolitique (sans remettre en question la légitimité de la formulation de demandes) – et de la gauche, cherchant à prendre le pouvoir à travers la promotion des demandes syndicales et populaires, allant jusqu'à l'extrême gauche qui s'appuie sur les « justes demandes du peuple » et sur l'incapacité des « gouvernements réactionnaires » ou « bourgeois » à y répondre, pour mettre de l'avant un État imaginaire qui pourra les satisfaire

⁶ Comme le note également Carlos Vilas (1995), les syndicats ont toujours négocié leur appui au populisme et ne l'ont accordé qu'en échange d'une intégration au mouvement et d'une représentation de leurs intérêts inimaginable dans les gouvernements antérieurs. Malgré les nombreux mécanismes de cooptation de l'élite syndicale, les syndicats ont tout de même pu conserver une certaine autonomie et une capacité de négociation au sein du populisme (dans le sens classique du terme).

après la victoire de la révolution populaire (État révolutionnaire en tant que destinataire différé de la demande)⁷.

Étatisme, ouvriérisme et industrialisation par substitution d'importation

Qu'elles proviennent de discours présidentiels ou de mouvements sociaux, les catégories semi-corporatistes de la demande tendent donc à construire des scènes politiques marquées par l'interventionnisme étatique (réel ou imaginaire, actuel ou prospectif) qui devient le médiateur universel d'intérêts divergents. Précisons que cette centralité de l'État ne dérive pas du fait que notre corpus soit constitué de discours présidentiels, puisque, comme nous venons de le mentionner, l'interventionnisme étatique est également postulé par d'autres discours populistes produits en-dehors et même en opposition aux gouvernements en place. Il ne faudrait pas croire non plus que tout État produit nécessairement un discours étatisant. En effet, c'est là un des principaux paradoxes de l'événement discursif paupériste puisque, tout en faisant la promotion de l'intervention étatique, il s'emploie à réduire ses sphères d'intervention, et ce, même lorsqu'il s'agit d'un discours émanant de l'État lui-même. L'interventionnisme étatique n'est donc pas déductible des conditions d'énonciation institutionnelles des textes de notre corpus : il naît du simulacre des conditions d'énonciation ou des contraintes énonciatives imposées par le populisme en tant que forme ayant des caractéristiques propres.

Bien entendu l'interventionnisme étatique n'est pas exclusif au populisme. Le développementalisme (*desarrollismo*) ou les politiques d'industrialisation par substitution d'importation ont été appliquées par pratiquement tous les gouvernements du Cône Sud sans que ces politiques d'industrialisation volontariste dirigées par l'État n'impliquent nécessairement un discours axé sur la figure légitimante du peuple. Cependant, cette « autonomie » des discours sur l'interventionnisme étatique n'enlève rien au fait qu'ils constituent un des postulats du discours populiste. Ils se trouvent au sein de son champ discursif revendiqué ou de sa deixis fondatrice⁸. L'articulation de ce postulat de

⁷ Doran et Peñafiel, *Discours fusionnel et représentation du politique...*, notamment le chapitre 5, « Le discours des avant-gardes révolutionnaires ».

⁸ Un peu comme le néolibéralisme ou les théories sur la *Stable Democracy* peuvent être constitutifs du paupérisme tout en fonctionnant de manière autonome par ailleurs.

l'interventionnisme à un discours s'appuyant sur la figure de légitimation du peuple ajoute cependant certaines contraintes auxquelles n'ont pas à se plier les gouvernements appliquant des politiques *développementalistes* sans une rhétorique populiste, comme celui de Pérez Jiménez au Vénézuéla (1952-1958). En effet, pour montrer les marques de sa compétence énonciative, le locuteur du peuple semble contraint de montrer des indices d'indépendance et de souveraineté nationale vis-à-vis de l'extérieur et du secteur privé. Il se développe alors une nette frontière entre l'interne et l'externe de même qu'entre l'action publique et le secteur privé.

Nous avons pu voir que ces frontières pouvaient très bien être signifiées de manière à rendre acceptable la mobilisation de capitaux étrangers et la participation de l'entreprise privée au développement national, dans le but d'un plus grand bien-être populaire. Cependant, même dans ces cas de « décharge » d'un certain tabou énonciatif, la règle se trouve tout de même confirmée dans la mesure où cette réhabilitation de l'investissement étranger s'effectue au sein des critères de véracité du discours populiste⁹. En d'autres termes, on cherche à justifier l'appel aux capitaux étrangers en fonction d'un seul et même critère de souveraineté et d'intérêt national auquel on se soumet¹⁰. Sur un plan plus strictement politique, le discours populiste implique une certaine forme d'anti-impérialisme qui, bien que

⁹ Rappelons, quelques exemples : « Por **motivos evidentes**, México sólo acudirá a los empréstitos del exterior por exigencias financieras indeclinables y para inversiones de **inmediato beneficio colectivo**. » (Presidente Adolfo Ruiz Cortines, « I Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo Ruiz Cortines », 1^o de septiembre de 1953, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año 2, Legislatura XLII, número 2, p. 22) ; « ...defenderemos la **independencia [de nuestra economía]** contra toda *maniobra* encaminada a someterla a *preponderancias extrañas*, sin que esto implique de ningún modo actitud hostil o injustificadamente recelosa ante el **capital extranjero que lícitamente** venga a contribuir al desenvolvimiento de nuestra riqueza. » (Presidente Rómulo Gallegos, « Alocución del ciudadano Rómulo Gallegos, Presidente Constitucional de los Estados Unidos de Venezuela », Congreso Nacional, Sesión Especial y Solemne del día 15 de Febrero de 1948, *Diario de Debates, Sesiones Extraordinarias*, no 1-5, 1948, p. 30).

¹⁰ Comme nous l'avons noté au cours de cette deuxième partie, cette règle de dispersion fonctionne exactement comme celle du discours de lutte contre la pauvreté en fonction de laquelle les positions « anti-mondialisation » ou « anti-libéralisation » se situant au sein du discours de lutte contre la pauvreté sont tout de même contraintes à développer leur argumentation au sein des postulats ou des lieux communs (*topoi*) relatifs à la nécessité (postulat) de la croissance sous l'égide du secteur privé, de la mondialisation et de l'ouverture économique, du ciblage, etc. L'étrangeté de ces stratégies de développement (par l'entreprise privée et l'ouverture économique) vis-à-vis des règles énonciatives du populisme, est une autre des marques du profond déplacement des frontières de l'acceptable et de l'inacceptable auquel procède l'événement discursif paupériste.

construit prioritairement en opposition à l'impérialisme ou au néo-colonialisme états-unien, n'exclut pas une resignification de cette frontière en fonction de l'impérialisme soviétique. Comme nous l'avons vu avec Videla ou Frei au Chili ou bien avec Betancourt, Gallegos ou Leoni, au Vénézuéla, la frontière interne/externe peut donner lieu à des stratégies visant à expulser du camp populaire ou national des idéologies contraires, notamment à travers la mise à distance de l'impérialisme soviétique. Mais ces stratégies doivent tout de même s'effectuer au sein de cette contrainte énonciative de la frontière interne/externe qui se trouve par le fait même confirmée. L'anti-impérialisme s'appuie par ailleurs sur l'anti-colonialisme des guerres d'indépendance (vis-à-vis de l'Espagne) et assure une certaine continuité avec le patriotisme républicain des Républiques oligarchiques (positivistes ou civilisatrices), qui plutôt que d'être éliminé par le populisme, sera revendiqué (capté ou investi) et réinterprété en fonction du critère de la souveraineté nationale ou populaire, transformant les anciens « patriotes » en usurpateurs. Ainsi, la frontière interne/externe se dévoile comme une règle de dispersion permettant une lutte pour le sens ou une relation polémico-consensuelle autour de la définition de ce qui sera l'ennemi ou la contradiction externe. Cependant, la lutte se déroule autour de la définition de la frontière. L'abolition de cette frontière et l'affirmation d'une soumission à des réalités externes dépassant la souveraineté nationale (comme dans le paupérisme) apparaît alors comme parfaitement imprononçable.

Scénographie du populisme : la libération du peuple

À partir des caractéristiques générales des discours populistes analysés dans la deuxième partie de cette thèse, il est possible de procéder à une synthèse sous forme de scénographie, de manière à faciliter la comparaison avec les discours de lutte contre la pauvreté lors du prochain chapitre. Rappelons que le concept de scénographie sert à montrer la cohérence pouvant exister entre les déictiques de temps d'espace et de personne au sein d'un discours, créant ainsi le simulacre de ses conditions d'énonciation, c'est-à-dire son contexte.

La temporalité des discours populistes est celle de la « libération » et ce, même dans les cas des discours institutionnalisés du PRI¹¹ ou de du puntofijismo¹². Cette temporalité

¹¹ Sans reprendre les exemples les plus évidents de Madero, Zapata ou Cárdenas, rappelons comment, dans les années 1960, se développe un terrain commun entre le MLN et le discours présidentiel à

s'articule à un temps historique mettant en parallèle les événements du présent avec ceux, notamment ceux des guerres d'indépendance, que l'on cherche à parachever. Cette temporalité historique situe également le terrain de la « libération » dans un contexte profondément national, dans la mesure où la deïxis fondatrice, qui se trouve ainsi captée et déplacée (altérée) pour fonctionner dans un nouveau contexte, est celle de la naissance de la nation, de l'indépendance et de la souveraineté nationale. Elle explique en partie l'importance du repoussoir de « l'oligarchie », s'appliquant encore en 2006 dans le discours de Chávez, même si cette catégorie sociopolitique a perdu pratiquement toute valeur analytique ou descriptive¹³ depuis des années.

Cependant, cette temporalité historique qui donne un rôle de sujet historique au peuple, ou du moins à la nation ou à l'État (défenseur des intérêts populaires), ne permet pas de rendre compte de l'ensemble des déictiques de temps, de lieu et de personnes. La trame de la libération n'est pas tournée vers le passé mais vers le futur. Si elle investit cette deïxis fondatrice des grands bouleversements historiques, ce n'est que pour instituer une autre deïxis articulée à des figures contemporaines. Ainsi la frontière interne/externe (déictiques de lieux) servant à mettre à distance le « néo-colonialisme », la « dépendance », ou l'« impérialisme » (principalement étasunien et soviétique) ou encore à proclamer l'indépendance ou la souveraineté nationale vis-à-vis de l'extérieur tout autant que du secteur privé, fixe des lieux qui ne sont pas ceux de l'époque des guerres d'indépendance. Ces lieux et ces frontières du politique sont ceux de l'État-nation. C'est autour du contrôle de cet État que se déroulent les luttes dans le cadre des scènes politiques construites par le discours

travers la référence partagée aux « tres grandes movimientos libertarios : la Insurgencia, la Reforma y la Revolución ». Cette trame sera reprise également par le mouvement Zapatiste et par AMLO.

¹² Moins présente dans le cas du *puntofijismo* que dans les autres discours populistes, cette trame peut être observée dans le culte à Simón Bolívar ainsi que dans la persistance de la trame épique civilo-populaire de la révolution d'octobre (1945) et du coup d'État du 23 janvier 1958. C'est d'ailleurs en fonction de l'usage puis du dépérissement de ces figures dans le discours *puntofijista* que repose une partie de l'efficacité symbolique du discours bolivarien de Chávez qui ne les « invente » pas *ex nihilo* mais réinvestit des symboles laissés à l'abandon.

¹³ Cette contrainte épistémologique qui interdirait à une analyse scientifique de la réalité sociale et politique de l'Amérique latine d'utiliser le terme « d'oligarchie » autrement que de manière métaphorique, ne s'applique aucunement sur le plan des représentations sociales. Si un groupe ou secteur social est désigné comme étant « oligarchique » et que cette désignation possède une certaine « efficacité symbolique », il devient nécessaire de considérer « l'oligarchie » comme une catégorie politique effective.

populiste. Cet État-nation ne doit pas être confondu avec l'appareil d'État, puisqu'il se trouve chargé symboliquement. Il est « constitutivement souverain »¹⁴, c'est-à-dire qu'on ne peut pas chercher à s'en approprier, dans le cadre des règles énonciatives du populisme, sans en proclamer l'inviolable souveraineté. Il est également « constitutivement interventionniste » et « expansif », dans la mesure où cette forme particulière d'État ne se présente pas comme un simple gestionnaire de ressources publiques mais comme une force historique constitutive de la nation.

À cette scène d'énonciation marquée par une trame historique épique de la libération et par un État-nation constitutivement souverain et interventionniste correspondent des acteurs (déictiques de personne) qui s'articulent à travers l'énoncé originaire de la demande. Cette forme particulière de représentation des relations entre l'État (forme d'organisation politique et historique) et sa population n'est déductible ni de la trame épique, ni de l'interventionnisme. Elle constitue une caractéristique du populisme latino-américain qui interagit avec ces deux autres dimensions, leur donnant un sens particulier qui distingue cette formation discursive d'autres formes de représentation du politique s'appuyant plutôt sur le contrat, le religieux, l'ethnicité ou la lutte contre la pauvreté, par exemple. Cet énoncé originaire de la demande institue des acteurs en fonction de leurs « intérêts » ou de leurs « demandes » semi corporatistes : ouvriers, paysans, corporations, femmes, jeunes, marginaux, Église, militaires, etc. Excluant de cette scène de représentation les forces ne formulant pas des demandes mais imposant des exigences ou des états de fait (remettant en question la souveraineté de l'État), forces au sein desquelles se trouvent, non seulement le grand capital (signifié comme l'oligarchie ou les puissants et mesquins intérêts), le capital étranger et les puissances étrangères, mais également toute forme d'énonciation qui ne se plierait pas à l'énoncé originaire de la demande, comme par exemple l'indianisme¹⁵ ou d'autres formes de mobilisation autonomistes telles les manifestations religieuses comme les *Cristeros*¹⁶ ou le discours des miracles¹⁷.

¹⁴ De la même manière que le marché se présente comme étant ontologiquement bon ou du moins efficace ou nécessaire dans le paupérisme.

¹⁵ Pierre Beucage, « Parcours de l'indianité, Théologie, politique, anthropologie », *Cahiers des imaginaires*, n° 3, Montréal, GRIPAL, 2005.

¹⁶ Jean Meyer, *La Christiade : L'Église, l'État et le peuple dans la révolution mexicaine, 1926-1929*, Paris, Payot, 1975.

Programme narratif des discours populistes

Terminons cette synthèse des discours populistes en établissant son programme narratif de base qui facilitera également la comparaison avec le paupérisme lors du prochain chapitre. Comme nous venons de le mentionner, même lorsqu'il s'agit de discours institutionnalistes – produits par des gouvernements qui se succèdent depuis des années, comme dans le cas mexicain ou vénézuélien – le programme narratif de base du populisme reste le même : il consiste en le passage d'un état « d'aliénation » ou de « *postergación* » (marginalisation, laisser pour compte) du peuple vers un état de « plénitude », de « réalisation des droits et aspirations populaires ». Au sein de cette trame peuvent s'inscrire plusieurs stratégies divergentes (ou polémico-consensuelle) sur le plan de l'énonciation (comme la libération par la lutte armée, par l'organisation populaire autonome ou sous les auspices de l'État, l'action étatique en bénéfice du peuple, l'exercice plus ou moins radical de la souveraineté nationale vis-à-vis du capital étranger ou de l'impérialisme, etc.). Sur le plan actantiel, la principale distinction se situe au niveau de l'acteur qui assumera le rôle (fonction) du sujet narratif : celui-ci sera tantôt le Parti ou le Gouvernement (au service du peuple), tantôt le peuple lui-même, de manière autonome et/ou antagonique vis-à-vis de l'État, ou encore en collaboration ou en fusion avec celui-ci.

De même, en ce qui a trait à l'instituant de l'axe du désir (*Destinateur syntaxique*), cette fonction sera occupée par le parti, le mouvement ou l'État mais aussi, et de manière plus générale, par la « *volonté populaire* », qui guidera tout autant l'action des acteurs que celle du *peuple en actes*. Bien entendu, il n'est pas question de croire qu'il s'agisse là de la volonté « effective » du peuple, mais seulement de constater que ce qui donne une légitimité et une valeur modale (capacité d'action) aux acteurs politiques – que ce soit Carranza ou Pancho Villa, l'Unité populaire ou *Patria y Libertad*, *puntofijismo* ou Chávez – provient à chaque fois d'une « soumission » à la volonté populaire plutôt que de l'efficacité marchande ou administrative, ou encore de l'adéquation à un savoir sur la pauvreté et la bonne gouvernance, ou à un quelconque autre *Destinateur syntaxique*.

¹⁷ Voir, par exemple, Margarita Zires, « Les imaginaires du miracle et la politique (Mexique) », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine*, Paris, Karthala, 2006, pp. 219-237 ; voir également André Corten, *Le pentecôtisme au Brésil, Émotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995.

Les acteurs politiques (au sein desquels se trouvent le gouvernement ou l'État-populiste mais également les catégories de la demande semi-corporatiste) se présentent alors, soit comme des *adjuvants* du peuple, soit comme le peuple lui-même (*sujets*)¹⁸, tandis que l'anti-sujet, les opposants ou les obstacles à la réalisation du programme narratif de la libération ou de la promotion populaire seront les intérêts étrangers, la division internationale du travail, l'oligarchie ou les minorités de privilégiés liées à l'impérialisme économique et politique, ou encore les politiciens corrompus, usurpateurs, despotes, ploutocrates, etc¹⁹.

Si, dans l'état premier, le peuple (ou le gouvernement populaire) n'est pas en mesure d'accomplir son programme narratif c'est qu'il lui manque les modalités du pouvoir (vouloir-faire, savoir-faire, pouvoir-faire, performance (faire) et épreuve glorifiante). Le vouloir-faire du sujet (Gouvernement populaire) lui est donné par le peuple (*Destinateur*). Lorsque le sujet narratif est interprété par le peuple lui-même, il est généralement déjà réalisé, mais il peut lui manquer la « conscience » (à mi-chemin entre le vouloir faire et le savoir faire), transmise par le gouvernement ou le parti. Cette épreuve est généralement déjà réalisée dans le discours présidentiel, puisqu'il s'agit d'un discours rétrospectif, légitimant *a posteriori* la montée au pouvoir d'un mouvement guidé par cette volonté. Dans ce récit rétrospectif intervient l'anti-sujet qui détenait le pouvoir auparavant, limitant les capacités ou la volonté du peuple par la tromperie ou la répression.

Intervient ensuite le savoir faire qui implique généralement un « savoir » spontané ou évident consistant à « sentir » les aspirations populaires. C'est sur le plan du pouvoir faire que les choses se compliquent. La volonté de changement et la conscience de ce qu'il faut faire peuvent être empêchées par un manque de ressources mais cet obstacle est levé par la récupération de ce qui a constamment été détourné au profit de l'anti-sujet oligarchique, impérialiste ou encore des gouvernements corrompus. Le pouvoir faire implique donc une récupération de la souveraineté populaire et nationale, à travers l'organisation syndicale et/ou locale (populaire), ainsi que par le contrôle national sur les ressources de base. Ce qui conduit

¹⁸ Alors que dans le paupérisme ces acteurs et ces demandes se présentent comme des opposants ou les obstacles à la réalisation du programme narratif de l'élimination de la pauvreté.

¹⁹ Encore une fois, il est intéressant de noter le contre parallélisme existe entre le paupérisme et le populisme puisque ces opposants (propriétaires terriens, bourgeoisie (*compradora*), ou capital étranger) sont considérés comme des adjuvants de la lutte contre la pauvreté...

à l'industrialisation, à la multiplication des sources d'emploi et des droits socio-économiques qui permettront, à terme, la performance de l'émancipation populaire. Bien que celle-ci ne sera pratiquement jamais atteinte, l'épreuve glorifiante annonce un monde où les organisations populaires, syndicales, les corporations professionnelles et patronales exerceront leur souveraineté sur le devenir national.

Avec ces deux synthèses, l'une établie en fonction de la scénographie et l'autre en fonction du programme narratif de base des discours populistes, nous sommes prêts à procéder à l'analyse de la topologie de l'événement discursif paupériste dans le prochain et dernier chapitre de conclusion. Pour faciliter cette comparaison, nous avons inséré, à la page suivante, un tableau synthétique des fonctions narratives qui viennent d'être analysées dans ce chapitre.

Tableau des fonctions narratives de base

Fonctions narratives	populisme
Sujet	Peuple Gouvernement populaire
Anti-sujet	Oligarchie Capital étranger, Impérialisme et Gouvernements complices
Destinateur	Peuple ou Gouvernement (en faveur du peuple)
Adjuvants	État (en faveur du peuple) Partis ou mouvements politiques « populaires »
Opposants	Minorité privilégiée État, partis ou mouvements politiques anti-populaires

Modalités du pouvoir	populisme
Vouloir-faire	Émancipation Favoriser le peuple
Savoir-faire	Sentir la volonté populaire Théorie de la dépendance ou échange inégal
Pouvoir-faire	Prise du pouvoir Organisations populaires Industrialisation par substitution d'importations
performance (Faire)	Réformes (agraire, urbaine, etc.) développement national intégré Souveraineté nationale
Épreuve glorifiante	Souveraineté nationale Participation populaire Émancipation

CONCLUSION

LE PASSAGE DU POPULISME AU POST-POPULISME

Introduction à la conclusion

Au cours de cette thèse, nous avons cherché à montrer comment le surgissement du thème de la pauvreté dans les divers espaces publics des pays latino-américains pouvait être interprété comme un événement discursif, c'est-à-dire comme l'apparition de nouvelles règles d'énonciation qui, du fait de leur apparition, altèrent les conditions de possibilité des différentes scènes politiques du continent. Pour procéder à cette analyse, il fallait cesser de considérer les discours de lutte contre la pauvreté comme une conséquence *nécessaire* de l'augmentation de la pauvreté dans les années 1980, de manière à problématiser non seulement leur apparition mais également leur fonctionnement ainsi que les réalités qu'ils tendent à produire. Il fallait référer le discours à lui-même (à ses propres règles de formation) plutôt qu'à une réalité extérieure (extra-discursive) qui lui donnerait son sens et sa cohérence. Autrement, nous courrions le risque de réifier les formes contemporaines de représentation de la pauvreté et de poursuivre l'analyse du social et du politique à partir des postulats constitutifs de notre objet d'étude, ne voyant dans les anciennes formes de représentation de la pauvreté ou du social que des erreurs à éviter ou les premiers jalons d'un savoir qui n'aurait atteint sa maturité que dans ses formulations actuelles.

Cependant, en procédant de la sorte, nous courrions le risque d'un autre type d'enfermement dans les catégories du discours analysé. En sortant de l'autoréférentialité d'un savoir fétichisant les formes contemporaines de représentation de la pauvreté, nous risquions de tomber dans un nouveau savoir qui, en référant le discours à lui-même, ne serait pas

davantage capable de voir autre chose que celui-ci. Nous aurions troqué une immédiate positivité par une immédiate négativité. Le discours de lutte contre la pauvreté n'étant qu'une forme de surdétermination – comme tout discours d'ailleurs –, nous n'aurions fait que mettre en lumière l'imposition d'un sens à la multiplicité protéiforme de la vie, sans jamais pouvoir référer cette « imposition » à autre chose qu'à une négativité qui, par définition ne peut être nommée (positivée). La *déconstruction* de l'événement discursif paupériste n'aurait alors donné aucun autre résultat que l'exaltation d'une position de principe affirmant l'impuissance ou l'inaptitude de tout savoir à nommer quoi que ce soit. Mais elle aurait donné exactement le même résultat en analysant n'importe quel autre discours.

Pour sortir de ce double enfermement, l'un positiviste, l'autre post-moderne, il fallait référer le discours à autre chose qu'à lui-même. Certes, le référer à ses règles de formation, dans un premier moment, non pas pour en rester là, mais pour le situer ensuite au sein d'un champ discursif, au sein d'un ensemble d'autres discours antérieurs ou concomitants se disputant entre eux le privilège de nommer de manière légitime et performative le social, se combattant mutuellement mais, également, s'appuyant les uns sur les autres, se référant, se repoussant, se fusionnant, se contaminant, s'altérant ou se refoulant. Plutôt que de confronter le discours de lutte contre la pauvreté à la « réalité » du social (ne pouvant être énoncée qu'à partir d'une position universelle inatteignable et sans doute inexistante) nous avons cherché à le confronter à d'autres discours entretenant avec lui des relations dialogiques privilégiées. Cependant, de la même manière que le discours de lutte contre la pauvreté ne pouvait être déduit « immédiatement » à partir de son objet, il était tout autant impossible de postuler le fonctionnement de ces autres discours. Il fallait donc se résigner à n'aborder qu'un nombre limité de discours au sein de ce champ discursif engendré par l'avènement du paupérisme, afin de pouvoir les traiter de manière adéquate, en fonction de leurs propres règles énonciatives. Il fallait cerner, à l'intérieur de ce champ, un *espace discursif*¹ privilégié, justifié en fonction d'hypothèses concrètes. C'est en fonction de cette réduction méthodologique que les discours populistes ont été incorporés à l'analyse. Les luttes pour le sens engendrées par l'événement discursif paupériste excèdent de beaucoup cette relation dialogique privilégiée. Cependant, elle s'est imposée à l'analyse du fait des nombreuses

¹ Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984, pp. 27-29.

marques de dialogisme, implicites ou explicites, que le paupérisme entretient avec le populisme, de même qu'en fonction de l'importance historique que les discours populistes ont pu avoir pour la construction de diverses scènes politiques concrètes du continent.

Rappelons que la mise en perspective du discours de lutte contre la pauvreté en fonction des discours populistes ne doit pas donner l'impression que ces derniers seraient « meilleurs » ou plus « vrais ». Ces discours populistes ne constituent qu'une autre forme de représentation du politique, en fonction de laquelle les « effets » de l'événement discursif paupériste prennent une résonance concrète. C'est en fonction de cette scène de représentation populiste que l'événement discursif paupériste acquiert une valeur politique, dans la mesure où il se montre comme une version narrative active² procédant au « déplacement » des frontières de l'acceptable. Or, pour qu'il y ait « déplacement », il faut bien qu'il y ait des « positions » antérieures en fonction desquelles procède ce déplacement. Cependant, ces positions antérieures ne peuvent pas être considérées comme la « réalité » du politique. Elles sont tout autant *surdéterminées* que les nouvelles positions *imposées* par le paupérisme. Le politique, lui, surgit et s'identifie en fonction des écarts, des déplacements et des luttes pour le sens qu'engendre le surgissement d'un nouveau discours dans le champ discursif de la représentation du politique. C'est de ces écarts et de ces déplacements dont il sera question ici.

**La topologie de l'événement discursif paupériste :
Technicisation, internationalisation et privatisation des scènes politiques**

Ainsi, le paupérisme vient déplacer radicalement les frontières du politique qui prévalaient en Amérique latine. Que ce soit la conception étatiste et productiviste, la définition semi-corporatiste du peuple, les frontières internes/externe ou public/privé, l'incitation à la demande ou la mobilisation des masses, toutes ces catégories de sens qui apparaissaient comme intrinsèquement liées à la représentation du politique dans les années 1970 vont subir un profond processus de resignification à partir des années 1980, faisant en sorte que la scène politique n'apparaisse plus au même endroit, qu'elle n'ait plus la même temporalité (chronologie), qu'elle ne soit plus peuplée des mêmes acteurs, que ceux-ci ne

² Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972.

poursuivent plus les mêmes objectifs, ne s'affrontent plus autour des mêmes enjeux et des mêmes règles du jeu...

Ce déplacement des frontières du politique en Amérique latine n'est pas assumé exclusivement par l'événement discursif paupériste. Il aurait également été possible d'aborder la question à partir de l'influence d'un certain paradigme néoclassique dans les sphères dirigeantes entraînant sur son passage des conceptions fétichisées de la mondialisation et du marché³ ; il aurait été possible également d'aborder ce déplacement à partir des processus de transitions (perpétuelle ?) vers la démocratie fondées sur le « paradigme transitologique »⁴ et une conception procédurale de la démocratie stable⁵ ; on aurait alors pu entreprendre une analyse des relations dialogiques qui s'établissent entre une certaine conception du « pacte entre élites modérées » conduisant trop souvent à l'établissement de lois de type « Punto Final » consacrant une impunité *de facto* et

³ Daniel Mato, « Des-fetichizar la "globalización": basta de reduccionismos, apologías y demonizaciones, mostrar la complejidad y las prácticas de los actores », in Daniel Mato (coord.), *Estudios Latinoamericanos sobre cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización 2*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp. 147-177 ; voir également ; Pablo Semán et Gerardo Aboy Carlés, « Repositionnement et distance du populisme dans le discours de Nestor Kirchner », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, pp. 188-190 ; ou encore, Ricardo Peñafiel, « Effets structurants de la figure de la mondialisation au sein de la langue politique internationale », cycle de conférences 2001-2002 : *Les nouvelles formes de régulation politique*, Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, sous le haut patronage de la Société royale du Canada Académie des lettres et sciences humaines, UQAM

http://www.unites.uqam.ca/philo/UNESCO/programme_automne2001.htm#effets

⁴ Au sujet du paradigme transitologique, voir, Thomas Carothers, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, Vol. 13, N°1, January 2002, pp. 5-21 ; voir également, Michel Dobry (dir.), *Les transitions démocratiques : Regards sur l'état de la transitologie*, *Revue française de science politique*, Vol. 50, N° 4-5, août-octobre 2000 ; ou encore, Bérengère Marques Pereira (éd.), *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, Cahiers GELA-IS N° 1, 2001.

⁵ Michel Crozier, Samuel P. Huntington, Joji Wanatuki, *The Crisis of Democracy*, Trilateral Commission, Task Force Report no 8, New York University Press, 1975 ; voir également, Schedler, Diamond et Plattner, *Self-Restraining State: Power and Accountability in New Democracies*, Boulder et Londres, Lynne Rienner Publisher, 1999.

engendrant une réaction de rejet et de lutte de la part des « victimes » directes ou indirectes de la terreur d'État⁶.

Ces autres cas, tout aussi importants pour comprendre les enjeux politiques se déroulant présentement sur le continent, n'ont été abordés ici qu'en fonction des liens qui les reliaient au discours de lutte contre la pauvreté en ce qui a trait, par exemple, à la naturalisation ou au postulat des effets bénéfiques du marché et de la mondialisation, ou encore à l'exacerbation du procéduralisme et de la stabilité dans les conceptions de la bonne gouvernance. Leur traitement détaillé aurait impliqué la mobilisation d'une série de nouvelles dimensions qui n'auraient pas pu être abordées de manière adéquate sans allonger davantage cette étude. Ces commentaires n'enlèvent rien à la pertinence de l'analyse de l'événement discursif paupériste. Ils ne font que situer sa sphère d'application, son influence relative. Ce pourquoi, plutôt que de parler de langue politique paupériste, nous avons cherché à comprendre la manière par laquelle cet événement discursif tendait à produire ou à consolider une forme générale de langue politique post-populiste. Ces autres discours (néolibéraux, transitologiques, etc.) sont postulés par le paupérisme : il prend appui sur eux, ils font partie de son champ discursif et de ses relations dialogiques. Pourtant, ils ne sauraient rendre compte des réinvestissements particuliers, des manières précises à travers lesquelles ils se trouvent réarticulés par le paupérisme au sein de son propre système de sens.

Or, ce qui fait du discours de lutte contre la pauvreté une force assumant le changement, ce sont précisément ses caractéristiques propres. Comme nous l'avons noté lors de l'analyse, la mise en acceptabilité ou la naturalisation d'une conception néoclassique du marché ne peut être comprise simplement à partir de l'idéologie néolibérale, dans la mesure où cette dernière rencontre de vives oppositions et des mises à distance, y compris par ceux qui l'appliquent volontiers. De même, la crise de la dette et la mise sous tutelle des pays débiteurs par les organismes multilatéraux de crédit ne peut pas non plus expliquer par elle-même l'acceptabilité, voire la désirabilité de « l'aide » extérieure et des réformes de l'État dans les représentations contemporaines du politique. Bien que la crise de solvabilité des

⁶ Voir à ce sujet, Marie-Christine Doran, *Processus démocratiques et légitimité, De la stabilité à la justice, le cas du Chili 1990-2005*, Thèse de doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal, Montréal 2006.

États populo-corporatistes⁷ engendre de sérieuses pressions et entame la base matérielle de reproduction de l'incitation à la demande, sur le plan idéologique ou discursif il n'existe pas de lien direct et nécessaire entre cette crise et sa résolution (ou sa *suture*) à travers les réformes de l'État (*Market Oriented Reforms*) entreprises dans les années ultérieures et encore moins sa consolidation au-delà de cette crise, et ce, malgré l'incapacité de ces politiques à endiguer l'augmentation exponentielle de l'endettement pas plus que l'augmentation ou le maintien de la pauvreté et des inégalités. Postuler ce lien conduirait à reconnaître le caractère inéluctable de ces réformes et à imposer au politique les mêmes contraintes comptables et positivistes que cherchent à lui imposer les institutions de Bretton Woods. Les premières réactions aux pressions extérieures se sont d'ailleurs orientées en fonction des catégories de sens du populisme, imputant la crise, non pas à l'État et ses entreprises d'élévation du niveau de vie des populations grâce à son intervention volontariste dans l'économie et le social, mais bien plutôt à la dépendance, au néocolonialisme, à la structure de l'économie mondiale, au colonialisme économique ou financier, etc., comme nous l'avons vu aux chapitres 7 et 9.

Pour que cette intervention extérieure, cette violation du principe « inaliénable » de la souveraineté nationale et pour que le retrait d'un État – conçu jusqu'alors comme le centre de l'activité politique et sociale, comme l'axe nécessaire de toutes les demandes et aspirations – se présentent comme des réalités acceptables ou même des objectifs souhaitables, il fallait un puissant dispositif idéologique qui entreprenne la dénégation des « anciens » critères de légitimité, de crédibilité et de véracité et surtout (comme condition nécessaire à ce premier moment) la création de nouveaux critères permettant de suturer cet ordre symbolique disloqué. C'est exactement ce à quoi procède le discours de lutte contre la pauvreté : en transformant une perte (austérité, contraction de la demande interne, retrait de l'État, violation de la souveraineté, etc.) en un gain ; en signifiant ce même retrait de l'État comme étant une manière de favoriser les pauvres, en tant qu'augmentation (relative) de leur part du budget social ; en rendant désirable et nécessaire l'« aide » extérieure, par un processus d'*inversion du sens des conditionnalités* à travers l'internalisation par des acteurs sociaux et

⁷ André Corten et Marie-Blanche Tahon, *L'État nourricier : prolétariat et population : Mexique/Algérie*, Paris : L'Harmattan, 1988.

politiques (co-énonciateurs/élèves du discours de lutte contre la pauvreté) des contraintes énonciatives liées aux réformes de l'État, permettant ainsi aux organismes internationaux, non pas « d'imposer de l'extérieur » ces réformes mais simplement « d'aider les pays en développement à formuler leurs **propres** plans de développement humain »⁸.

Nous ne reviendrons pas ici sur le détail de l'analyse entreprise lors de la première partie de cette thèse (chapitres 3 à 6), consistant à analyser le fonctionnement de la formation discursive paupériste. Il s'agit maintenant d'analyser de manière dynamique comment se produit le passage d'une période marquée par une forme populiste de représentation du politique vers une nouvelle forme post-populiste et de situer le rôle joué par la formation discursive paupériste dans ce processus. Pour le dire dans les termes de Faye, il s'agit d'analyser la « topologie » relative à l'effet de récit de la version narrative active que représente le discours de lutte contre la pauvreté. Rappelons que l'*effet de récit* doit être compris, d'un côté, comme étant le résultat de la circulation d'une certaine version narrative active au sein des positions d'une certaine *topographie* du champ politique et, d'un autre côté, comme les modifications de cet ensemble de positions constitutives des scènes politiques permettant de rendre acceptable « l'inacceptable ». L'analyse de l'effet de récit, du procès de circulation ou de mise en acceptabilité, ne peut donc pas être une simple étude de la topographie d'un champ discursif mais une étude des déplacements engendrés par la version narrative active, c'est-à-dire de sa *topologie*.

Le paupérisme : un imaginaire politique engendrant des « effets de réalité »

Partant du principe que les acteurs politiques, comme les discours qui les portent, ne répondent à aucune loi ou nécessité « externe »⁹, l'analyse des déplacements engendrés par l'événement discursif paupériste ne pouvaient pas postuler contre quels acteurs ou scènes politiques s'élèverait le discours de lutte contre la pauvreté. De prime abord, le repoussoir de ce discours aurait pu être identifié du côté des programmes d'ajustement structurels ou des politiques néolibérales implantées à partir de ceux-ci. Ce n'est qu'après avoir analysé le fonctionnement de ce discours qu'il est apparu que, loin de s'opposer à cette « topographie »

⁸ Programme des Nations unies pour le développement PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1990, p. 7.

⁹ Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres, Verso, 1985.

des positions néolibérales, le paupérisme les postulait et les naturalisait et qu'il se construisait plutôt en opposition (marques de dialogisme) à une « ancienne » forme d'État interventionniste et centralisé qui, en Amérique latine, a été symbolisée en grande partie par des discours populistes.

Cette identification du repoussoir du discours de lutte contre la pauvreté nous a permis de situer le champ conflictuel au sein duquel il surgit, mais cette identification du champ discursif du paupérisme ne pouvait cependant pas nous permettre l'analyse des déplacements que provoque l'événement discursif paupériste au sein de ce champ, tant que nous n'avions pas analysé son fonctionnement antérieur, à partir des discours lui ayant donné un sens et une matérialité. Ce pourquoi nous avons analysé, dans la deuxième partie de cette thèse, le fonctionnement de cette autre formation discursive que constituent les discours populistes. Les « déplacements », les « absents » ou les « refoulés » de la version narrative paupériste n'ont valeur d'« absents » ou de « déplacements » qu'en fonction de leur signification ou leur existence antérieure dans cette autre forme de surdétermination. Cependant, comme nous l'avons mentionné plus haut, il ne s'agit aucunement de prétendre que le peuple, ses équivalents sémantiques semi-corporatistes ou l'État populo-corporatiste, constitueraient les places « nécessaires » ou « universelles » du politique que le paupérisme viendrait « masquer » ou « travestir », mais bien de saisir l'ampleur du changement en fonction duquel l'événement discursif paupériste prend valeur de « force » politique.

La première fonction politique assumée par le paupérisme est celle de la *dislocation du populisme*, c'est-à-dire du dévoilement de son caractère contingent, non nécessaire et néfaste : inacceptable. En effet, en fonction de cette absence de nécessité, de cette négativité constitutive inhérente à toute « objectivité sociale », à tout ordre symbolique, il n'existe pas de moment « obligatoire », ou nécessaire, de la crise du populisme. Les catégories de sens d'une formation discursive hégémonique peuvent toujours servir à rendre compte de ses propres échecs de telle sorte que la « réalité »¹⁰ ne l'atteigne jamais, comme nous l'avons vu avec la formation discursive paupériste qui se permet de signifier les échecs à répétition des

¹⁰ C'est-à-dire les écarts entre les catégories de sens de l'ordre symbolique et l'incommensurable négativité du flux infini des significations, débordant nécessairement de cet « ordre » (d'où sa négativité constitutive et son caractère constitutivement disloqué).

politiques de lutte contre la pauvreté en tant que conséquence d'erreurs de ciblage ou du manque de volonté, de sincérité ou de capacité des gouvernements, appelant à chaque fois un renforcement de ces mêmes politiques. De la même manière le populisme pouvait – et a cherché à – signifier la crise de la dette comme le résultat de « causes extérieures » ne remettant pas en question ses catégories constitutives.

Or, pour que cette crise de la dette se transforme en crise de l'État populo-corporatiste et de la formation discursive populiste, il fallait nécessairement qu'un élément *externe* au système de sens populiste pose les termes de la crise. Rappelons comment, dans « De l'importance des signifiants vides en politique »¹¹ Laclau nous montre que, du fait de son caractère totalisant, un système de sens ne peut percevoir par lui-même ses limites. Pour percevoir ses limites, ce système devrait pouvoir percevoir son *au-delà*. Or, cet *au-delà* ne peut aucunement être « signifié » puisqu'il représente justement l'interruption du processus de signification. En même temps, cet élément « externe » ne peut pas être entièrement « étranger » au système de sens, sans quoi il n'existerait pas. Pour s'« extérioriser » il doit changer de nature. Il doit cesser d'être une différence au sein d'un système de différences, pour devenir un antagonisme. Il doit se vider de son sens « propre » (assuré par l'ordre symbolique) pour signifier l'*ensemble* à travers l'établissement de chaînes d'équivalence et d'une frontière antagonique vis-à-vis de « l'Ancien Régime ». Ainsi, nous dit Laclau, le dévoilement du caractère contingent d'un système de sens, de ses frontières ou de sa clôture, ne peut se faire qu'à travers une projection *imaginaire* (*effet spéculaire*¹²) sur des objets nécessairement partiels assumant néanmoins la double fonction métonymique et catachrétique de *re-nommer* l'ensemble¹³.

¹¹ In, Laclau, Ernesto, *La guerre des identités, grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2000 :: 93-105.

¹² Voir Corin, Ellen, « À la recherche d'une figuration : l'imaginaire-écrans », *Cahiers des imaginaires*, Vol. 2, n° 2, février 2004, 24.

¹³ Rappelons ce que nous avons montré au deuxième chapitre au sujet de cette double fonction. Elle est métonymique dans la mesure où une *partie* (le prolétariat, le peuple, la nation, la lutte contre la pauvreté, la croissance, etc.) prend valeur du *tout* ; et catachrétique dans la mesure où un terme, nécessairement « impropre », est utilisé pour représenter l'irreprésentable totalité. Rappelons également que la catachrèse est une figure de rhétorique qui consiste en l'emploi métaphorique d'un mot pour désigner quelque objet ou phénomène pour lequel la langue ne possède pas de terme littéral : les pattes d'une table, le bec d'une bouilloire, etc. Par extension, Laclau montre comment les imaginaires politiques servent à nommer l'ensemble ou la *plénitude absente* à partir de termes qui lui

Cependant, la fonction que donne Laclau à ces imaginaires politiques est celle de « suturer » un ordre symbolique « disloqué », ce qui tend à postuler la crise. Or, si l'ordre symbolique est *constitutivement disloqué*, comment établir le seuil à partir duquel cette dislocation sera « trop » grande ou flagrante pour pouvoir être éludée ? Comment la dislocation peut-elle cesser d'être la *condition constitutive d'un système de sens* pour devenir la *crise de ce dernier* ? Comme nous venons de le dire un peu plus haut, tant que les « remises en questions » de la réalité construites par une formation discursive hégémonique se font au sein de ses propres règles constitutives, ces « critiques » ne tendront qu'à renforcer sa véracité et sa nécessité ou son objectivité. La remise en question d'un ordre symbolique, d'une langue politique ou d'une « objectivité » sociale ne peut être l'effet que de *contre-discours*, de nouvelles mises en relation, bref, d'*imaginaires* permettant de dévoiler le caractère contingent de ce qui apparaît comme objectif et nécessaire. Mais ces imaginaires ne se situent pas uniquement au niveau de la *suture*, ils doivent être situés, en amont, dès le moment de la *crise*. En d'autres termes, les imaginaires politiques ne font pas que « suturer » un système de représentation « disloqué », ils doivent d'abord le « disloquer », en dévoilant son caractère contingent, non nécessaire, changeable et « inacceptable ».

Nous donnons alors au concept d'imaginaire une valeur plus proche de celle développée par Cornelius Castoriadis que de son acception lacanienne utilisée par Laclau. C'est-à-dire que nous considérons l'imaginaire comme la capacité de mise en relation nouvelle, infinie et indéfinie, comme la « capacité de voir dans une chose ce qu'elle n'est pas, de voir autre chose qu'elle n'est »¹⁴ et non pas seulement comme une *projection* spéculaire rendue nécessaire par un « manque » qui serait toujours là, bien qu'innommable. L'imaginaire n'est donc pas uniquement lié à la *suture*, en tant que manière de remplir de sens l'hiatus existant entre l'*ordre symbolique* et la *réalité* (plénitude absente), qu'à la *création* de nouveaux sens, engendrant ce sentiment de manque. Or, la *suture* (dans la conception lacanienne reprise par Laclau) présuppose un sentiment de *manque* qu'il faudrait *remplir*, une unité qui *serait* mais qui ne pourrait se percevoir autrement que de manière

seront nécessairement « impropres » mais qui sont pourtant la seule manière de le nommer. Voir à ce sujet, Ernesto Laclau, « Existe-t-il une clôture du politique », in Corten, *Les frontières du politique...*, pp. 47-55.

¹⁴ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, p. 191

aliénée¹⁵, représentée, extérieure et déformée, tandis que la capacité de mise en relation (imaginaire radical) ne suppose rien qui *serait* antérieur à lui.

« ...cela n'a rien à voir avec ce qui est présenté comme « imaginaire » par certains courants psychanalytiques : le « spéculaire », qui n'est évidemment que l'image *de* et image reflétée, autrement dit *reflet*, autrement dit encore sous-produit de l'ontologie platonicienne (*eidôlon*) même si ceux qui en parlent ignorent la provenance. L'imaginaire n'est pas à partir de l'image dans le miroir ou le regard de l'autre. Plutôt, le miroir lui-même et sa possibilité, et l'autre comme miroir, sont des œuvres de l'imaginaire qui est création *ex nihilo*. »¹⁶

Selon la conception castoridienne de l'imaginaire, il n'y a donc pas un vide entre l'ordre symbolique et le « réel »¹⁷ que l'imaginaire viendrait remplir par une projection imaginaire (déformée ou spéculaire). Il n'y a que l'imaginaire qui, en produisant des mises en relations nouvelles et contradictoires les unes vis-à-vis des autres, crée cet « écart » par leurs *contradictions*.

Ce qui se présente comme « réel » est une construction de l'imaginaire autant que l'ordre symbolique. En effet, l'ordre symbolique est une création de l'imaginaire (capacité de mise en relation nouvelle) qui, en étant sanctionnée socialement, en étant reprise par un ensemble social comme le matériel constitutif des nouvelles mises en relations, suspend momentanément le flux incessant des renvois de sens, se sédimente et fluctue lentement, tel un magma de significations instituées. Cet *imaginaire institué* n'est jamais une « règle » ou un « code » établissant une fois pour toutes et de manière univoque *LE* sens du monde. Non seulement il est le produit d'une mise en relation (imaginaire) mais, au delà de cette mise en relation « première »¹⁸, dans son mode de reproduction ou de sanction sociale, il doit être investi par chacune des psychés (imaginaire radical) qui en le sublimant, en projetant sur ces représentations sociales instituées leurs propres désirs, y altèrent constamment le sens. À partir de cette conception castoridienne de l'imaginaire, il devient possible d'aborder le

¹⁵ « L'identification du sujet *infans* à l'image spéculaire est le modèle du rapport fondamentalement aliénant où l'être de l'homme se constitue dialectiquement ». Jacques Lacan, *Écrits*, Paris, Éditions du Seuil, 1966, p. 41.

¹⁶ Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société...*, pp. 7-8.

¹⁷ Même si ce réel est conçu comme « l'au-delà du symbolique » et non pas comme une plénitude ontologique ou positive, il ne joue pas moins la même fonction, puisqu'il justifie l'éternelle quête de la plénitude absente.

¹⁸ Qui n'est jamais première ni unique, puisqu'elle est le fruit de l'imaginaire ou de la « signification » qui est flux incessant de renvois de sens.

politique en fonction de cette perpétuelle relation existant entre imaginaires instituants et institués, facilitant l'analyse du passage entre ordre symbolique, réel et imaginaire, dans la mesure où ils peuvent tous trois être traités sur le même plan.

Ces quelques commentaires au sujet de la notion d'imaginaire chez Castoriadis ne signalent pas une contradiction indépassable avec celle utilisée par Laclau. Ils ne font que préciser le rôle de l'imaginaire, sa fonction et sa position dans le processus foncièrement politique de remise en question d'un ordre symbolique donné ou, pour le dire dans les mots de Castoriadis, de remise en question d'un imaginaire institué par un imaginaire instituant, en fonction de la force désagrégeante et reconfigurante de l'imaginaire radical. Ils permettent de situer plus en amont le rôle et le surgissement de ces imaginaires et ainsi de retrouver l'unité conceptuelle que le postulat de la crise risquait de briser. En effet, ayant exclu méthodologiquement la référence à une réalité extra-discursive, l'écart entre un ordre symbolique donné et un principe de « réalité » ne peut être établi en fonction d'une réalité qui existerait de manière indépendante de sa mise en discours. Cette crise, cette dislocation, non plus constitutive mais « destitutive », ce hiatus que l'imaginaire écrans¹⁹ viendrait combler, doit donc être cherché dans l'imaginaire ou plutôt les imaginaires qui du fait de leur entrechoquements engendrent des « effets de réalité ».

En fonction de ces considérations, nous pouvons reprendre l'analyse de l'événement discursif paupériste en situant la première et sans doute la plus fondamentale articulation qui l'unit au populisme de manière constitutive : celle d'être l'un des principaux imaginaires politiques à entreprendre, et à poursuivre encore aujourd'hui, la dislocation puis la dissolution du populisme. Le paupérisme ne fait pas que suivre au populisme. Il ne vient pas « combler le vide » laissé par son effondrement face à ses incapacités à survivre aux déséquilibres structurels qu'il aurait engendré. Le paupérisme engendre le vide, l'hiatus ou la crise du populisme, en signalant comme responsables de la « crise structurelle » des années 1980 : l'État – populiste, interventionniste, paternaliste, centralisateur, hypertrophié, tentaculaire, corrompu... – ainsi que les demandes, les clientèles, les classes moyennes (non-pauvres) et l'action politique en général (source d'instabilité et de déséquilibres). Ainsi, les

¹⁹ Pour une interprétation extrêmement riche de ce concept, voir Ellen Corin, « À la recherche d'une figuration : l'imaginaire-écrans », *Cahiers des imaginaires*, Vol. 2, n° 2, février 2004.

marques de dialogisme vis-à-vis du populisme, que nous avons constaté lors de l'analyse de la formation discursive paupériste, ne doivent pas être considérées simplement comme des signes distinctifs permettant d'identifier le fonctionnement « linguistique » d'un discours mais comme ses ancrages dans une matérialité conflictuelle, comme les traces d'une lutte concrète « sur le terrain » entre deux formes historiques d'organisation politique qui ne peuvent exister qu'en s'énonçant et qui ne peuvent se dépasser qu'en se rejetant.

Si le discours de lutte contre la pauvreté apparaît aujourd'hui comme la conséquence logique de la crise du modèle populiste, s'il apparaît comme pouvant être « déduit » des conditions structurelles (extra-discursives) de l'époque (augmentation de la pauvreté et crise de l'État populiste), ce n'est qu'en fonction de la valeur de vérité ou d'évidence qu'il a atteint du fait de son propre *effet de récit* à partir duquel l'histoire contemporaine s'est écrite et s'écrit toujours²⁰. Face à cette même crise de la dette il y aurait été tout aussi envisageable d'entreprendre un mouvement de déconnection du système économique international, un moratoire indéfini et simultané du remboursement de la dette de la part de l'ensemble des pays débiteurs dans le but d'une renégociation effectuée à partir d'un rapport de forces plus favorable et d'un partage des charges et responsabilités entre débiteurs et créanciers²¹ ; la crise de la dette aurait pu conduire à la promotion d'un développement endogène auto-soutenu (« self-reliance ») ou la création d'un Nouvel ordre économique international, comme le proposait le groupe des 77 à cette époque (et avec antériorité) ou encore le Dag Hammarskjöld Report (1975)²² ; elle aurait pu donner une plus grande assise à des Mouvements de libération nationale ou anti-dictatoriaux ; etc., pour ne donner que quelques exemples des versions narratives concurrentes ou des avenues concrètes qui seront jetées aux oubliettes de l'Histoire.

²⁰ D'où la nécessité d'aborder le phénomène à partir de fondements qui ne lui soient pas internes à partir desquels il n'est possible que de le confirmer comme l'aboutissement nécessaire d'une réalité transparente et univoque.

²¹ Voir à ce sujet, Paul Morsley, Jane Harrigan et John Toye, «World Development and International Finance Since 1970» in, *Aid and Power, the World Bank and Policy Proposals*, Londres, Routledge, 1991, pp. 3-26

²² Dag Hammarskjöld Foundation, *What now? Another development*, Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1975.

La topologie de l'événement discursif paupériste

Il ne s'agit pas ici de chercher à établir laquelle de ces avenues ou versions narratives était la plus juste ou la plus appropriée pour rendre compte et agir sur les événements²³, mais plutôt de montrer laquelle de celles-ci est parvenue à s'imposer comme la vérité des faits et à construire l'histoire au quotidien. Si nous en avons évoqué quelques unes, c'est uniquement pour faire ressortir le caractère contingent du discours de lutte contre la pauvreté (comme de tout discours), son absence de nécessité « structurelle », justifiant le fait que son surgissement ne puisse se comprendre qu'à partir de ses propres conditions de possibilité, de ses propres règles d'énonciation, à partir des nouvelles réalités et de la nouvelle scène politique qu'il fait advenir. Cependant, pour émerger, pour s'imposer comme « langue politique »²⁴, pour devenir la version narrative active assumant le déplacement des positions énonciatives de la scène politique, le discours de lutte contre la pauvreté devait tout de même s'opposer à ce qui servait jusqu'alors à représenter cette « réalité ». C'est ainsi que l'événement discursif paupériste en Amérique latine se présente comme étant constitutivement lié au populisme. Les marques de dialogisme avec le populisme ne sont pas fortuites. Elles sont l'indice qui permet de situer le *rôle historique* assumé par les discours de lutte contre la pauvreté.

Ce sont ces marques de dialogisme qui font du discours de lutte contre la pauvreté une *force politique*, plutôt qu'un simple savoir technique ou scientifique, neutre et désintéressé, portant sur la pauvreté. Ce sont ces marques de dialogisme qui indiquent le terrain (de bataille) dans lequel il se situe, son espace et son mode de circulation. Et c'est ce terrain – que nous avons identifié comme étant celui de la représentation du politique²⁵ – qui se verra altéré par l'événement discursif paupériste. En effet, si le discours de lutte contre la pauvreté ne se développait pas en opposition avec le populisme, s'il ne cherchait pas à définir de

²³ D'ailleurs, il y aurait énormément d'autres versions narratives qu'il faudrait mentionner, car dans chaque pays, dans chaque contexte national ou régional, il s'est développé une série de versions narratives concurrentes cherchant à statuer sur le sens de cette crise. Comme nous l'avons mentionné aux chapitres 2 et 8, au Chili, les effets de cette crise (pas tant de la dette qu'économique) ont donné lieu aux protestas et à un discours anti-dictatorial n'ayant pas d'articulation prioritaire avec le contexte de la récession économique mondiale.

²⁴ Dans le sens que lui attribue Faye

²⁵ Mais qui peut être également nommé comme celui de l'*institution de l'être-ensemble*, c'est-à-dire celui *du* politique en tant que tel, selon la conceptualisation qu'en fait Gauchet que nous reprendrons plus loin.

manière prescriptive les politiques des gouvernements, s'il n'était pas repris par les acteurs politiques se reconnaissant et se rejetant en fonction de ses critères, etc. il ne se situerait pas sur le terrain des représentations du politique et ses effets, bien qu'ayant nécessairement un lien avec la toile des relations immanentes de pouvoir, ne concernerait qu'indirectement l'institution des scènes politiques.

Pour montrer ces altérations ou ces déplacements des positions énonciatives constitutives de diverses scènes politiques du continent nous avons cherché, tout au long de cette étude à rapporter la production protéiforme d'énoncés politiques à quelques règles énonciatives de base permettant ensuite – c'est-à-dire maintenant – leur mise en parallèle. À la lumière des écarts et des déplacements opérés par le discours de lutte contre la pauvreté il devient possible de saisir l'ampleur de ce rôle historique qu'il assume, de la force politique que constitue cette version narrative qui par son effet de récit, par sa topologie, est parvenue à rendre inénonçables et inacceptables les évidences d'hier et à rendre acceptable et souhaitable ce qui apparaissait comme une aberration. Bien que ces déplacements affectent de manière « générative »²⁶ un nombre illimité de situations, les synthèses que nous avons faites à partir des notions de scénographie et de programme narratif de base, nous permettent maintenant de rendre compte des « foyers » à partir desquels les forces des différentes scènes tireront leur sens.

La notion de foyer renvoie à l'allégorie platonicienne de la caverne. Elle permet de rendre compte du caractère semi-figuratif de la représentation du politique en ce sens que les personnes concrètes ne changeront pas mais leur sens, lui, se verra profondément altéré du fait du déplacement du foyer faisant en sorte que leurs « ombres », leurs projections sur l'écran ou le fond de la caverne, elles, changeront radicalement de forme. Dans les termes de Corten :

« La spécificité du politique, ce qui fait que les forces sont « politiques », c'est donc le montage lui-même. De l'allégorie de la caverne de Platon où sur le fond du souterrain se projettent divers objets mobiles éclairés par un foyer, on pourrait retenir l'idée que c'est le foyer plus que les objets qui animent les ombres. C'est le foyer qui change avec l'effet

²⁶ « [La langue politique] est générative dans le sens qu'elle est prospective; par contre elle n'est pas prédictive. Elle n'est pas régie par une circulation généalogique comme le discours juridique ». André Corten, *Discours et représentation du politique...*

de récit. Par ailleurs, les forces politiques découpées sur cette scène ne ressemblent à rien qui existerait par ailleurs. »²⁷

Pour donner quelques exemples illustratifs, les syndicats ou les ouvriers ne seront pas abolis physiquement par l'événement discursif paupériste mais leur fonction, leur place leur rôle sur la scène de représentation des forces, ne sera plus la même ; certaines « réalités » laissées dans l'ombre de l'ancien foyer vont apparaître – comme la pauvreté ou les besoins de base non satisfaits, les individus, l'aide étrangère – tandis que d'autres disparaîtront, ne seront plus éclairées par le foyer. Dans certains cas, ces disparitions peuvent être physiques – comme dans le cas des compagnies privatisées – mais dans d'autres cas – comme celui de demandes – leur disparition sera symbolique, c'est-à-dire qu'elles peuvent encore être formulées, seulement, elles ne trouveront pas de place ou de surface d'inscription, leur « ombre » n'atteindra pas le fond de la caverne ou sera cachée par l'ombre d'une autre figure (les besoins, par exemple) lui faisant écran.

Pour rendre compte de ces foyers, il ne s'agit pas de chercher à restituer et encore moins à prédire l'immensité d'actions, de figures ou discours qui peuvent s'élaborer en leur sein mais simplement d'identifier les règles générales à partir desquelles elles se déploient, à partir desquelles elles peuvent et « doivent » être produites. Ces règles se situent d'abord sur le plan des scénographies et de positions énonciatives.

Nous avons vu comment les discours populistes s'articulaient autour d'une conception Historique du temps, reliant une « lutte » contemporaine pour la « libération » du peuple aux grandes luttes historiques notamment des guerres d'indépendance mais également aux grands bouleversements du XX^{ième} siècle (comme la Révolution Mexicaine ou la Révolution d'octobre 1945). Nous avons vu comment, à cette trame historique de la libération, correspondaient également des lieux précis, signifiés de manière solidaire avec celle-ci, servant à instaurer la « souveraineté nationale » établie autour de deux frontières fondamentales entre interne et externe ainsi qu'entre public et privé. Nous avons vu finalement, comment à ce temps et à cet espace, correspondaient des acteurs particuliers s'établissant autour des catégories semi-corporatistes de la demande, autour de l'énoncé originaire de la demande.

²⁷ Corten, *Discours et représentation du politique...*, p. 17.

À cette scénographie populiste, le discours de lutte contre la pauvreté oppose une toute autre représentation du temps des espaces et des personnes. Une scénographie marquée par la réduction de la pauvreté où, ce qui fait avancer le temps, qui le fait passer d'une étape à l'autre, selon une chronologie (téléologie) particulière, ce ne sont pas de grands bouleversements historiques mais une bonne gestion des ressources permettant la « croissance avec équité ». Comme nous l'avons dit dans la conclusion à la première partie, ce temps *régresse* en fonction des inégalités, des conflits, de l'instabilité (politique, économique et sociale), de la corruption, de l'inefficacité ou la mauvaise gouvernance et, inversement, il *progresses* en fonction de la croissance économique, de l'aide, des échanges commerciaux, de l'investissement social, des choix budgétaires « éclairés », « raisonnables » ou « responsables », de la crédibilité ou de l'efficacité des institutions, de la « bonne » gouvernance, de la croissance pro-pauvres, etc.

À cette chronologie, correspond une topographie particulière articulant le local, le régional et le national à une logique d'ensemble structurée autour de la mondialisation. L'espace de la lutte contre la pauvreté, loin d'être celui de la « souveraineté des États » est celui de l'économie mondiale ou mondialisée. Même lorsqu'il est question de contester cette « forme dominante de mondialisation, telle qu'elle nous est imposée de l'extérieur »²⁸, les déictiques d'espace restent les mêmes. Ils tendent ainsi à briser non seulement les frontières interne/externe établies par le populisme mais également les frontières public/privé de cette topographie « nationaliste », dans la mesure où cet espace n'est plus celui de l'État-nation et de sa souveraineté mais celui de l'économie mondiale et privée, subsumant l'ensemble des relations sociales : un espace où les « réformes » ne peuvent être que des réformes de l'État dans la mesure où « le développement juste et durable » se présente comme étant constitutivement liée aux « activités économiques engagées sous l'égide du secteur privé »²⁹, qui constituent son horizon ou sa surface d'inscription indépassable.

Subséquent, les acteurs de cette scène tendront également à changer : à changer de valeur, à apparaître ou à disparaître. L'État, changera radicalement de valeur en passant du centre (foyer) vers la périphérie, en étant remplacé par le marché ou plutôt par un savoir

²⁸ Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 11.

²⁹ Sommet des peuples, Santiago, 1998, p. 9

gestionnaire postulant le marché comme centre de cette scène de représentation des forces. Les catégories semi-corporatistes de la demande (ouvriers, paysans, marginaux, corporations, etc.) se verront « éclipsées » ou se situeront dans l'*ombre* des besoins de base, limitant les capacités de regroupement sur la base des intérêts communs, au profit de la figure de l'individu, de la société civile ou des ONGs (nouveaux acteurs). Des acteurs privés et internationaux acquerront une place et un rôle concret sur cette scène allant même, pour le cas des investisseurs étrangers jusqu'à prendre valeur de juge des performances de l'État.

Voici comment se présente cette série de déplacements sous la forme d'un tableau comparatif :

scénographie	populisme	Paupérisme
Temps	Historique Libération	Gestionnaire Réduction de la pauvreté
Espaces	État-nation Frontières interne/externe et Public/privé	Mondialisé : local/régional/national/mondial Interreliés par marché immanent
Acteurs	Peuple Gouvernement Catégories semi-corporatistes de la demande	Gouvernements Institutions internationales Entrepreneurs, Individus, ONGs Société civile
Objets	Souveraineté Production (contrôle national sur économie) Droits sociaux des « travailleurs »	Pauvres ou pauvreté Consommation (minimale) Croissance (sous l'égide du privé) Droits sociaux pour les pauvres
Mode d'action	Volonté Demande Mobilisation (passionnelle)	Savoir/Morale Aide (anti-demande) Technique (dépassionnalisé)

À ces deux scènes d'énonciation correspondent également, sur le plan narratif deux parcours parallèles se présentant également comme des contre-propositions :

Fonctions narratives	populisme	Paupérisme
Sujet	Peuple Gouvernement populaire	Gouvernements Aide internationale
Anti-sujet	Oligarchie Capital étranger, Impérialisme et Gouvernements complices	État populiste Instabilité Politique (arbitraire)
Destinateur	Peuple ou Gouvernement (en faveur du peuple)	Compassion (impératif catégorique) et Savoir sur pauvreté
Adjuvants	État (en faveur du peuple) Partis ou mouvements politiques « populaires »	Secteur privé capital étranger ONGs
Opposants	Minorité privilégiée État, partis ou mouvements politiques anti-populaires	non-pauvres demandes corporatistes

Modalités du pouvoir	populisme	Paupérisme
Vouloir-faire	Émancipation libérer le peuple	Élimination de la pauvreté Favoriser les pauvres
Savoir-faire	Sentir la volonté populaire ou conscience Théorie de la dépendance ou échange inégal	Indicateurs de pauvreté et Savoir sur bonne gouvernance et équilibres
Pouvoir-faire	Prise du pouvoir Organisations populaires Industrialisation	Argent (aide), Technologie Programmes ciblés
performance (Faire)	Réformes (agraire, urbaine, etc.) Substitution des importations Souveraineté nationale	Investissements privés Ouverture économique Programmes ciblés
Épreuve glorifiante	Souveraineté nationale Participation populaire Émancipation	Entrées de capitaux Participation des bénéficiaires Élimination de la pauvreté

Ces deux séries permettent de constater très clairement l'ampleur du changement assumé par le discours de lutte contre la pauvreté. C'est dans ces écarts colossaux, dans cette transmutation des valeurs de la langue politique que se situe son rôle historique et sa valeur de force politique. Cependant, ces écarts ne seraient pas significatifs s'il ne s'agissait que d'un discours des institutions internationales ou des gouvernements. La valeur politique du

discours de lutte contre la pauvreté se situe dans sa capacité à circuler dans d'autres milieux que ces sphères privilégiées qui le rendent disponible. La matérialité du discours n'est pas immédiate. Lorsque nous affirmons que les discours construisent le réel, il ne s'agit pas de croire que parce que la Banque mondiale, le PNUD ou un gouvernement affirment quelque chose au sujet de la pauvreté ou de la scène politique que celle-ci se reproduira nécessairement selon ces termes. Ces locuteurs qui se présentent volontiers comme instituant le politique³⁰ ne seront « instituants » qu'en autant qu'on leur reconnaisse cette place. Selon la perspective que nous avons développé ici, l'instituant du *Prince*, des sujets et de la scène politique, est le discours qui n'existe qu'en tant que règle commune à une communauté discursive donnée (langue politique). La scène de représentation des forces construite par le discours de lutte contre la pauvreté (de même que son programme narratif) ne se reproduit qu'en autant qu'elle est investie par des acteurs constitutifs de celle-ci, en autant qu'ils se reconnaissent dans ces ombres et cherchent à y investir leur place. Même lorsqu'il s'agit de stratégies pour améliorer sa position relative vis-à-vis d'autres figures, comme dans le cas de la Déclaration du Sommet des peuples de Santiago, en reconnaissant la plupart des déictiques de temps, d'espace et de personne, pour ne contester qu'un élément au sein de cette scénographie, on tend à la consolider.

Positions d'énonciation et rapports de force

La question qui se pose alors, est pourquoi et comment des acteurs politiques opposés à cette logique d'un marché immanent et mondialisé en viennent à accepter et à investir – à surinvestir – ces positions contraires à leurs objectifs explicites ? C'est à ce niveau que les autres mécanismes du discours de lutte contre la pauvreté, que nous avons identifié principalement lors du quatrième chapitre, deviennent déterminants pour comprendre le fonctionnement et les enjeux relatifs à l'événement discursif paupériste. Au-delà de la force de l'impératif catégorique et de la contrainte constitutive de quantification – qui constituent les ressorts fondamentaux de cette machine narrative – il faut chercher dans le *pouvoir*, ou dans l'illusion de pouvoir, que procure ce double mécanisme de

³⁰ Voir à ce sujet, Dominique Maingueneau, « Les rapports des organisations internationales : Un discours constituant ? », in Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Cahiers de l'IUED, n° 13, Paris, PUF, 2002, pp. 119-132.

compassion/dépassionnalisation et dans les contraintes constitutives de la compétence énonciative qui s'y rattache. En effet, le discours de lutte contre la pauvreté donne l'impression que l'on peut commander les faits et gestes des gouvernements et même des institutions internationales. Cependant, il n'accorde ce pouvoir qu'en autant qu'on se soumette à ses contraintes énonciatives intimement liées à ces institutions que l'on pense pouvoir contrôler (compétence énonciative), tendant alors à les confirmer en tant qu'acteurs incontournables de la scène et à confirmer la plupart de leurs objectifs et intérêts.

C'est sans l'ombre d'un doute le même processus qui se produisait dans les scènes politiques construites autour des discours populistes. En investissant les catégories de la demandes semi-corporatiste on tendait à consolider l'État comme centre universel et destinataire obligé de la « demande » de même que le mécanisme de surdétermination des places politiques en fonction des axes de communication de la demande. Les scènes politiques ont beau être différentes, il s'agirait donc toujours du même mécanisme de surdétermination. Pourtant, bien que ce raisonnement fonctionne dans l'absolu, il ne devrait pas nous empêcher de réfléchir d'une manière plus concrète aux changements introduits par cette nouvelle forme de surdétermination paupériste ou post-populiste. Sans quoi nous n'aurions eu aucune raison de faire cette étude. Il aurait suffi de proclamer ce principe (post-moderne) selon lequel tout discours politique est nécessairement une surdétermination et à nous atteler à la tâche éternelle de montrer comment à chaque instant le discours inhibe ou empêche d'être une négativité mythique qui, ne pouvant pas exister dans le discours, n'existerait que dans un arrière-monde théorique, permettant et exigeant cette éternelle dénonciation.

Qu'est-ce qui a changé ? Au-delà de ce que nous avons déjà montré, en ce qui a trait aux déictiques et aux programmes narratifs, ce qui nous apparaît fondamental pour identifier les caractéristiques qui distinguent ces deux formes de surdétermination, ce sont les positions d'énonciation. Nous avons vu comment le registre énonciatif pédagogique-doctrinal à partir duquel s'énonce le discours de lutte contre la pauvreté repose sur un effet de scientificité qui se trouve contredit (en ce qui a trait aux règles énonciatives du registre scientifique) par un effet d'évidence ou de consensus au sein duquel le monde s'énonce sans aucune distance critique à travers des descriptions performatives statuant sur le seul sens que peut avoir le réel

de même qu'en fonction de l'effacement des marques de l'interdiscours³¹. Ce registre fonde les deux positions énonciatives de l'énonciateur maître et du co-énonciateur élève, dont la caractéristique générale est de nier à l'interlocuteur un statut de pair (comme dans le discours scientifique) mais également un statut d'adversaire (comme dans le discours politique).

En énonçant le monde à partir de l'impératif catégorique (*moral*) et d'un *savoir* positif et univoque sur les meilleurs, voir même les seuls moyens de réduire la pauvreté, le discours de lutte contre la pauvreté ne cherche pas tant à « convaincre » qu'à « commander » (modalisation déontique). Caractéristique qui s'explique par le fait que le discours de lutte contre la pauvreté est un pastiche des Programmes d'ajustement structurel et du principe de conditionnalité que l'on cherche à subvertir mais qui, ce faisant, contamine l'ensemble des processus d'énonciation en étant inscrit dans leur structure profonde et constitutive. Cette caractéristique tend à court-circuiter la nécessité de l'établissement d'un rapport de forces sur la base d'une mobilisation populaire (ou citoyenne, si l'on préfère) en faisant reposer la force sur une sanction morale (impératif catégorique) et un savoir positif sur le « bon » gouvernement. Ceci n'empêche pas le discours de lutte contre la pauvreté de servir comme base à une mobilisation populaire et même mondiale (*Global Call for Action Against Poverty*, *Marche des femmes*, *Sommet de Québec*, etc.). Cependant, en se réunissant autour des Gand Messes de la mondialisation, en interpellant les gouvernements et forces internationales au sujet thèmes qui s'y trouvent débattus, dans le but d'y acquérir une place, ce sont ces agendas politiques, ces interlocuteurs, cette scène de représentation des forces qu'ils tendent à consolider et non pas une autre.

En s'adressant aux « Sommets », même dans les but de chercher à les contraindre, par l'impératif catégorique et le savoir sur la pauvreté et la bonne gouvernance, on ne s'adresse pas à la population mais aux Sommets. On « exige » aux gouvernements et aux institutions internationales d'assumer le rôle qu'ils se sont donnés. L'interlocuteur n'est pas une population que l'on cherche à mobiliser pour construire directement, par le bas, une autonomie et des rapports de force mais les gouvernements et instances internationales auxquelles on demande de « bien » gérer leur population, placée, comme nous l'avons vu, en

³¹ Ce que Gilbert Rist appelle le « style formulaire » : « Le prix des mots », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir...*, p. 15.

position de *bénéficiaire*. Ces caractéristiques ne sont pas propres à toute lutte anti- ou alter-mondialiste, elles ne concernent que les luttes se donnant comme assise le discours de lutte contre la pauvreté. Dans le cas du Sommet des peuples, par exemple, le contraste est frappant, entre la Déclaration de Santiago, dans laquelle le discours de lutte contre la pauvreté occupe une place importante, et la Déclaration de Mar del Plata, où toute référence à ce discours semble disparue. Sans pouvoir entrer dans une analyse précise des différences et caractéristiques de ces deux documents, voyons simplement un exemple :

« Après Québec, **nous avons construit** une grande campagne et consultation populaire continentales **contre la ZLÉA**, et **nous avons réussi à l'arrêter**. Aujourd'hui, face aux prétentions de ressusciter les négociations de la ZLÉA et y ajouter les objectifs militaristes des États-Unis, au sein de ce IIIe Sommet des peuples des Amériques **nous assumons l'engagement** de redoubler notre résistance, de consolider notre unité dans la diversité, et de convoquer à une nouvelle **mobilisation continentale**, plus importante encore, pour **enterrer la ZLÉA à jamais**. Fort de cet effort, nous nous engageons à **construire** simultanément notre alternative d'une Amérique juste, libre et solidaire. »³²

Alors que la Déclaration de Santiago postulait la ZLEA, telle une fatalité à laquelle on ne pouvait qu'apporter des modifications pour y introduire du « social » et « demandait » au Sommet des Amériques d'aménager une place pour accueillir les préoccupations de la société civile sur les tables de négociation, aujourd'hui on ne demande plus rien : on s'attribue le mérite d'avoir fait échouer les négociations de la ZLEA et on s'auto-convoque à une mobilisation pour poursuivre la résistance et la construction d'une alternative.

Nous avons vu également, au septième chapitre, comment le discours d'AMLO avait pu subir un radical changement des positions des actants et des co-énonciateurs du fait de l'abandon des règles énonciatives du paupérisme. Et nous avons également vu, avec le cas de Chávez comment il était possible de passionnaliser la pauvreté et de subvertir les règles énonciatives du discours de lutte contre la pauvreté, de telle sorte que l'évocation de la pauvreté ne conduise plus à accepter béatement les positions de la scénographie gestionnaire postulant le marché. Ces contre-exemples, que nous évoquons ici, ne doivent pas donner l'impression qu'ils seraient la réalité du politique : qu'on aurait enfin retrouvé les positions naturelles du politique que le discours de lutte contre la pauvreté tendait à cacher. La croyance au fait que les mobilisations contre la ZLEA auraient fait échouer les accords est

³² Sommet des peuples, *Déclaration finale du IIIe Sommet des peuples de l'Amérique*, Mar del Plata, 7 novembre 2005.

une mystification tout aussi grande que celle de croire que la ZLEA était une réalité inéluctable, la construction d'un « gouvernement légitime » fondé sur la figure de légitimation du peuple par AMLO peut également être considéré comme une vue de l'esprit, de la même manière que le peuple-pauvre du populo-paupérisme n'existe que dans le discours chaviste. Cependant ces « autres » mystifications construisent d'autres scènes, ne s'adressent pas aux mêmes interlocuteurs, n'instituent pas les mêmes acteurs, ne poursuivent pas les mêmes objectifs et n'instaurent pas les mêmes hiérarchies entre les différentes forces de la scène.

Ces autres formes de représentation du politique ne sont d'ailleurs pas plus « politiques », dans leurs effets, que le discours de lutte contre la pauvreté. Tout le travail que nous avons réalisé au cours de cette recherche tend à montrer l'immense valeur politique de ce discours. Seulement, il s'agit paradoxalement de la valeur politique d'un discours anti-politique, d'un discours qui en s'appuyant sur une contrainte morale, sur un savoir positif et sur un « consensus » – c'est-à-dire, sur un effet de consensus, excluant de la scène politique toute position refusant d'y participer – se donne comme repoussoir, la mobilisation, les demandes, les passions, le conflit... Pourtant, c'est dans cette prétention à nier le politique, que le discours de lutte contre la pauvreté se révèle le plus politique, le plus violent et le plus autoritaire. Comme l'exprime Chantal Mouffe dans *The Democratic Paradox*³³, cette négation de l'opposition schmittienne entre amis et ennemis ou, dans ses termes, entre un « Nous » et un « Eux », conduit à l'élaboration d'une frontière d'autant plus rigide qu'elle rejette en dehors du « bien » (morale) les positions ne se pliant pas à la règle du consensus. Il n'y a pas de dialogue possible avec le « mal » : il ne peut être que combattu et rejeté en dehors de la sphère publique

Ce paradoxe ne concerne pas exclusivement la négation-exacerbation de la dimension antagonique par l'imposition d'un consensus. Il concerne également la négation de la démocratie par l'exacerbation des procédures « démocratique ». En effet, en établissant de manière positive quelle serait la « bonne » gouvernance, la « bonne » participation et les « meilleures » politiques pour atteindre la justice sociale et la liberté (individuelle) en

³³ Voir le chapitre « Carl Schmitt and the Paradox of Liberal Democracy », in Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, Londres, Verso, 2000, pp. 36-59.

fonction de seuils minimaux de consommation, conçus comme des « dotations de départ », des « potentialités », des « opportunités » ou des « fonctionnalités »³⁴, à partir desquelles les « individus » pourraient être « libres » de poursuivre leurs objectifs « personnels » à l'abri de la présence étouffante de l'État et des dangers totalitaires du politique, le discours de lutte contre la pauvreté fonctionne avec la même matérialité et performativité que n'importe quelle utopie substantialiste (censée contenir en germe le totalitarisme), en censurant toute forme de représentation du politique qui ne se plie pas à cette « méthode démocratique »³⁵ ou à ce pluralisme exacerbé.

Le paupérisme peut alors être interprété en fonction de ce que Gauchet appelle l'*universalisme fondationnel*, c'est-à-dire une forme paradoxale de fondationalisme au pied d'argile qui fait de la fondation ou des procédures minimales son seul fondement, refusant au politique la place qu'il avait eu jusqu'alors :

« En regard de ses idéaux de transparence contractuelle et de rigueur procédurale, il [l'universalisme fondationnel, c'est-à-dire la politique des droits individuels] n'aperçoit que l'arbitraire de l'autorité et de l'abus de la force dans ces appareils de pouvoir venus du fond des âges [c'est-à-dire les États-nations]. Loin de cet héritage obsolète qu'il aspire à dissoudre, il œuvre à la constitution d'une société civile mondiale de purs individus, sans politique, ou sans autre politique que la gestion juridique des la coexistence des individualités et des particularités, la seule figure de l'être-ensemble où il puisse se reconnaître. »³⁶

En interdisant la substantialisation du politique, au nom du pluralisme, de la liberté, de la justice ou en fonction des dangers totalitaires (ou du moins inhibants) de l'État et du politique, ce procéduralisme exacerbé ne fait rien d'autre que substantialiser la procédure. Celle-ci se transforme en une contrainte censurant avec une force décuplée toute autre représentation de l'ensemble, rendant inénonçables d'autres représentations concurrentes, contraignant les acteurs politiques à s'inscrire dans cette forme de représentation qui postule la nécessité et l'inéluctabilité non seulement d'un marché mondialisé mais également de l'État : d'une forme particulière d'État, d'un État efficace qui ne se berce pas d'idéaux

³⁴ Amartya Sen, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

³⁵ Pateman, citant Schumpeter : Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970, pp. 3 et suivantes.

³⁶ Marcel Gauchet, *La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005, 540-541. De manière plus générale à ce sujet, voir notamment, pp. 536-542.

inatteignables et contre-productifs, mais qui se contente de tirer parti des opportunités offertes par le marché et la mondialisation, un État, par contre, qu'il faut éduquer (pédagogico-doctrinal), qu'il faut aider, en améliorant ses « capacités ».

Surdéterminer le sens du social et chercher à s'imposer comme la seule forme de vie en société est propre à tout discours politique. Il n'est pas question ici de chercher à critiquer le discours de lutte contre la pauvreté en fonction de cette caractéristique mais simplement de mettre en lumière le fait qu'il n'est pas différent des autres formes de politique qu'il rejette et, en l'occurrence du populisme. Cependant, là où le paupérisme se distingue du populisme c'est dans la manière de rendre « implicite » le conflit et donc dans sa manière de prétendre s'accaparer de la scène. Ainsi, l'effet de consensus, l'occultation des marques de l'interdiscours ou de polémique et le registre énonciatif pédagogique-doctrinal, qui nient aux positions adverses un statut de pair ou même d'adversaire, se présentent non pas comme moins politiques (au contraire) mais simplement moins démocratiques que les positions explicitement antagoniques.

Au-delà de l'opposition entre populisme et post-populisme

Ces quelques commentaires ne prétendent pas faire le tour de toutes les implications de l'événement discursif paupériste mais simplement d'ajouter quelques éléments de réflexion aux autres éléments déjà abordés au cours de l'analyse. Nous ne voudrions pas conclure sans avoir esquissé une sortie de l'enfermement entre les deux pôles constitutifs de cette analyse. Autrement, on risquerait de créer une impression de nécessité et de linéarité des discours et de l'histoire. Même le cas du chavisme – qui prend valeur dans cette étude de cas contre-paradigmatique pour montrer la possibilité d'une production de discours ou de scènes politiques en dehors des règles énonciatives de la formation discursive paupériste – risque de nous faire tomber dans une conception, non pas linéaire mais oscillante ou circulaire : celle de l'*éternel retour du peuple*. Or, rien ne saurait être plus à l'opposé des conceptions du discours et du politique que nous avons voulu développer ici pour rendre compte de l'événement discursif. L'intérêt du chavisme ne se situe pas au niveau du retour du populisme ni même sur le plan du syncrétisme que peut représenter le populo-paupérisme. Il se situe sur le plan de la possibilité toujours constante de l'imaginaire radical et de l'imaginaire instituant

de remettre en question les règles à partir desquelles sont engendrés le social et le politique³⁷ pour en poser des nouvelles. Si nous en restions aux exemples – nécessaires, mais non suffisants – que nous avons utilisé pour rendre compte des enjeux politiques d'une manière raisonnablement justifiée méthodologiquement, nous ne serions pas parvenus à sortir du double enfermement dont nous parlions au début de cette conclusion.

En affirmant le caractère contingent et non nécessaire des événements discursifs, et donc des formations discursives qui en découlent, nous sommes tout de même contraints de les référer à leurs règles de dispersion qui bien que changeantes et contradictoires, n'en sont pas moins des règles. Nous sommes ainsi contraints, pour pouvoir parler de quelque chose, de le « réifier » d'une quelconque manière, ne serait-ce que sous forme de discours. L'avantage de cette forme particulière de « réification » réside dans le fait qu'elle rend explicite le caractère contingent et socialement construit des « objets » ainsi identifiés, mais les effets produits par ces nouveaux concepts peuvent être les mêmes que ceux qu'ils cherchaient à dépasser si on les fige ou les pétrifie dans leur synthèse et dans leurs « règles », si on ne redonne pas à la négativité la part qui lui revient. Non pas en tant que pure négativité qui, comme nous l'avons dit, restera toujours, par définition, innommable, mais plutôt en fonction de ses effets sur la positivité à travers sa manifestation sous la forme de l'imaginaire. C'est à travers cette possibilité – toujours présente et perpétuellement en action – de mise en relation nouvelle que se « positivise » la négativité, qu'elle prend corps et donne sens, qu'elle existe.

Ainsi, en traitant le paupérisme comme un imaginaire – instituant, puis institué – et en montrant comment le populisme l'est tout autant, nous cherchons à mettre l'accent sur la dimension événementielle des formations discursives, non pas sur leurs règles de permanence mais plutôt sur leur règles d'apparition, de transformation et de disparition. Pour le dire dans les termes de Castoriadis, nous cherchons à mettre en évidence l'*autonomie* du social, cette propriété des collectivités humaines à se donner elles-mêmes leurs propres règles, à s'auto-nommer, à s'auto-instituer. À s'auto-aliéner, nous rappelle également Castoriadis, puisque les représentations sociales de l'ensemble qui le présentent comme la création d'une force externe

³⁷ Ou *la* politique, selon les termes de Gauchet qui réserve la notion *du* – de *le* – politique pour les relations de pouvoir social, indépendamment de leur forme démocratique moderne qui, en les rendant explicites, en leur aménageant un espace explicitement nommé pour leur production et confrontation, engendrerait *la* politique

(que ce soit, Dieu, la nature, l'Histoire, le peuple, le progrès, l'État, la nation, le marché, etc.) sont également de créations de l'imaginaire, des mises en relation contingentes entre des termes n'ayant pas de relation de nécessité entre eux :

« ...tout se passe comme si le terrain où la créativité de la société se manifeste de la façon la plus tangible, le terrain où elle fait, fait être et se fait en faisant être, devait être recouvert par une création imaginaire agencée pour que la société puisse se voiler à elle-même ce qu'elle est »³⁸.

Le paupérisme tout autant que le populisme apparaissent alors comme deux formes d'hétéronomie, occultant toutes deux le caractère instituant de l'imaginaire, l'auto-institution de la société. Mais peut-il en être autrement ? Laclau nous signale que toute forme de « clôture du politique » sera toujours impropre à nommer la plénitude absente mais que pourtant, elle ne peut pas ne pas être. Sans hétéronomie il n'y a pas de politique :

« Tout comme le zéro et l'un, qui ne sont pas des nombres, sont néanmoins nécessaires pour donner sens à la série numérique ; tout comme l'instant, qui est la négation du temps, est constitutif de la temporalité ; tout comme la stase, qui est la négation du mouvement, est essentielle à la représentation de celui-ci ; tout comme l'investissement d'objets partiels est nécessaire à la projection de la plénitude absente... les symboles (signifiants vides), nécessairement partiels et impropres à rendre compte de l'ensemble social, sont tout aussi essentiels à la représentation et finalement à l'existence concrète d'un quelconque ensemble. »³⁹

Le politique sera hétéronome ou ne sera pas. L'illusion ou le fantasme d'une société autonome ne fonctionne que comme métaphysique, en faisant jouer à la figure de l'autonomie une fonction d'hétéronomie. Le néant ne peut néantiser, puisqu'il n'est rien. La figure du néant, par contre peut engendrer des effets « destructeurs » mais également créateurs. Par contre, il ne peut engendrer ces effets qu'en cessant d'être néant, en cessant de *ne pas être*, pour devenir quelque chose. La négativité ne peut advenir qu'en se positivant. L'autonomie ne peut exister qu'en s'« hétéronommant ». On ne peut donc pas juger le populisme, pas plus que le paupérisme, en fonction de leur hétéronomie. Ils le sont tous deux et ne peuvent être autrement. Le plus grand danger serait de croire à une société qui pourrait s'instituer toute seule, immédiatement, sans ce passage obligé par des catégories nécessairement impropres à

³⁸ Castoriadis, *L'institution imaginaire...* p. 316.

³⁹ Ernesto Laclau, « Existe-t-il une clôture du politique ? », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine, Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, p. 55.

nommer la totalité, l'ensemble, la plénitude absente, l'*être-ensemble* : on ne ferait alors que masquer, que rendre opaque ou implicite cette nécessaire hétéronomie.

N'est-ce pas là le danger de l'universalisme fondationnel contre lequel nous met en garde Gauchet⁴⁰ ? Cette société fondée en droit, sur les procédures et l'efficacité, sans autre socle que ces procédures autosuffisantes qui, en s'universalisant, en occupant l'entièreté de l'espace politique, de *la* politique – selon les termes de Gauchet –, en totalisant la scène, interdisent à quiconque de chercher à leur disputer ce privilège, non plus de nommer mais d'*être* l'ensemble ? N'est-ce pas là, également, la métaphysique de l'instrument qui, en refusant de statuer sur les *fins* (hétéronomes) réduit le monde à ses dimensions instrumentales s'imposant alors comme fin ultime et indépassable de l'humanité ? Nier l'hétéronomie conduit alors à une double occultation. Car, si l'hétéronomie masque l'institution imaginaire de la société, l'occultation de cette occultation, loin de lui permettre une ressaisie sur elle, lui impose un logique immanente qui tient lieu d'auto-institution mais qui n'est pas moins hétéronome que les représentations transcendantes de l'institution divine en d'autres époques.

À sa place, le populisme apparaît paradoxalement comme une forme plus « humaine », plus « anthropologique », moins métaphysique, plus « transparente » et plus « démocratique » de représentation du politique. Mais ce n'est pas parce que l'hétéronomie explicite apparaît comme un moindre mal qu'il faudrait pour autant en faire une vertu. Si la réification ou le surinvestissement de l'État-nation apparaît comme la forme historique concrète à travers laquelle les sociétés démocratiques modernes sont parvenues à dégager un espace pour nommer explicitement l'ensemble⁴¹ et entreprendre autour de lui une série de luttes pour sa définition (auto-nomie ?) en fonction desquelles se sont constituées des scènes politiques agonistiques⁴² permettant la concurrence entre « adversaires » ; si, même la définition de l'adversaire comme « ennemi », lui reconnaît une égalité de statut⁴³, une valeur d'*alter ego* que ne reconnaît pas la position énonciative de l'élève ou le rejet des positions

⁴⁰ Marcel Gauchet, *La condition politique*, Paris, Gallimard, 2005, notamment, p.540.

⁴¹ *Ibid.*, pp. 536-542.

⁴² Chantal Mouffe, « The “end of Politics” and the Challenge of Right-wing Populism », in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*, Londres et New York, Verso, 2005, pp. 50-71.

⁴³ Carl Schmitt, *La notion du politique : Théorie du partisan*, Paris, Callman-Lévy, 1972, p. 46.

antagonistes dans le camp (moral) du « mal » politique ou de la « mauvaise » gouvernance ; si, dans le cas du discours populiste latino-américain, l'énoncé originaire de la demande reconnaît un statut, ne serait-ce que surdéterminé, au destinataire de la demande, alors que l'énoncé de l'aide ou des besoins de base abolit radicalement ce statut..., il ne s'agit pas pour autant de formes nécessaires, ultimes ou indépassables d'organisation politique. En d'autres termes, nous ne sommes pas condamnés à nécessairement devoir passer par la figure de l'État-nation pour nommer l'ensemble ; les demandes semi-corporatistes ne sont pas les seules formes de représenter, de découper de manière signifiante et de mobiliser (faire participer) la population ; le peuple n'est pas la méta-catégorie constitutive de la démocratie ou du politique...

Le paupérisme accomplit historiquement cette remise en question des catégories constitutives du populisme. Il dévoile ce dernier comme contingent, comme non- nécessaire, en lui opposant des mises en relations nouvelles qui créent et mettent en lumière la possibilité que possède toute société de se donner ses propres règles. C'est en cela qu'il est un *imaginaire instituant*. La critique de cet imaginaire, qui s'est maintenant institué, ne peut partir des catégories du populisme. Autrement, nous serions en train de naturaliser ces catégories. Ces dernières ont servi, au cours de cette analyse, à montrer que les catégories du paupérisme n'étaient pas plus nécessaires que celles de la formation discursive ou de la langue politique qu'elle a rendu caduque, mais le politique ne peut pas être reconstruit sur ces termes. On ne peut pas postuler le lieu ou la forme à partir de laquelle surgira la remise en question d'un ordre symbolique donné et encore moins le moment de sa remise en question. Ce que nous apprend cette étude d'un cas particulier de bouleversement radical de la scène de représentation des forces, c'est qu'un tel bouleversement peut surgir de n'importe quel emplacement du social. Ce à quoi appelle l'analyse déployée dans cette thèse n'est donc pas à détourner le regard de la pauvreté en tant que forme « mystifiée » de représentation du politique pour nous tourner vers le populisme, mais bien à chercher *ailleurs* que dans les catégories évidentes et immédiates du politique, qu'elles soient paupéristes ou populistes, le surgissement des nouvelles configurations imaginaires qui les remettront en question en faisant surgir de nouveaux sens, de nouveaux rapports, et ce, malgré l'attrait obsessionnel que peuvent engendrer ces deux formes d'incitation au discours, non seulement pour les acteurs

de la scène politique, mais également et surtout pour l'analyse de celle-ci et le savoir-pouvoir ainsi engendré.

BIBLIOGRAPHIE

- ABENTE, Diego, « Politics and Policies : The limits of the Venezuelan Consociational Regime », in Donald L. Herman (ed.), *Democracy in Latin America, Colombia and Venezuela*, New York, Preger, 1988.
- ADAM, Jean-Michel, « Pour une pragmatique textuelle: l'exemple du discours giscardien », in, Kerbrat-Orecchioni, Catherine et Mouillaud, Maurice, *Le discours politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, pp. 167-211.
- ADAM, Jean-Michel, « Types de séquences textuelles élémentaires », *Pratiques*, n°56, décembre 1987, pp.54-79.
- ADORNO, Theodor, Wiesengrund et HORKHEIMER, Max, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983.
- ADORNO, Theodor W., *Dialectique négative*, Paris, Payot, 1978.
- AGENCIA FIDES, « AMERICA/BRASIL - « La V Conferencia General del Episcopado Latinoamericano tendrá por tema "Discípulos y Misioneros de Jesucristo para que nuestros pueblos tengan vida en El" », Vatican, *Palazzo di propaganda fide*, 15/07/05, http://www.fides.org/spa/news/2005/0507/15_5876.html
- AGURTO, Irene et al., *Juventud Chilena. Razones y Subversiones*, Santiago, ECO, FOLICO, SEPADE, 1985.
- ALONSO PÉREZ, Matilde, « Coopération internationale au développement et ONG. Le cas de la Bolivie », *Congrès National de l'Association Nationale de Langues Étrangères Appliquées (LEA)*, Mars 2001, Université de Lille, <http://nte.univ-lyon2.fr/~malonso/Real.pdf>
- ALONSO, Jorge et RAMÍRES SAIZ, Juan Manuel (coord.), *La democracia de los de abajo en México*, México, La Jornada, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Humanidades/UNAM, Consejo Electoral del Estado de Jalisco, 1997.
- ÁLVAREZ MAYA, María Eugenia, MARTÍNEZ HERRERA, Horacio, *El desafío de la pobreza*, Bogotá, Siglo del Hombre, 2001.

- ÁLVAREZ, Lucía (coord.), *Participación y democracia en la ciudad de México*, México, La Jornada et Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Humanidades/UNAM, 1997.
- ANGENOT, Marc, *1889 : Un état du discours social*, Longueuil: Le Préambule, 1989.
- ANSCOMBRE, Jean-Claude (éd.), *Théorie des topoï*, Paris, Kimé, 1995
- ARAHUETES GARCÍA, Alfredo, « La economía de Brasil en el primer año de Lula (1ª parte): la búsqueda de la estabilidad y la lucha contra los desafíos de la inserción internacional », *Análisis del Real Instituto* (Elcano), 24/2/2004, <http://www.realinstitutoelcano.org/analisis/418.asp>
- ARENDT, Hannah, *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972.
- ARMONY, Victor, « Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem », *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 2, 2002, pp. 51-77.
- ARMONY, Victor, *Représenter la nation : le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*, Montréal, Balzac, 2000.
- AUSTIN, John L., *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil, 1991.
- AUTHIER-REVUZ, Jacqueline, « Les formes du discours rapporté, Remarques syntaxiques et sémantiques à partir des traitements proposés », *DRLAV*, n° 17, 1978, pp. 1-78.
- AUTHIER-REVUZ, Jacqueline, « Paroles tenues à distance », in Bernard Connein *et al.*, *Matérialité discursive*, Presses universitaires de Lyon, 1981.
- AUTHIER-REVUZ, Jacqueline, « Hétérogénéité montrée et hétérogénéité constitutive : éléments pour une approche de l'autre dans le discours », *DRLAV*, n° 26, 1982, pp. 91-151.
- AUTHIER-REVUZ, Jacqueline, « Le fait autonymique : Langage, langue, discours – Quelques repères », *Actes du colloque : Le fait autonymique dans les langues et les discours*, Université de la Sorbonne Nouvelle Paris 3, France, 5-7 octobre 2000, <http://www.cavi.univ-paris3.fr/ilpga/autonymie/theme1/authierrel.pdf>
- AZOULAY, Gérard, *Les théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002.
- BAKHTINE, Mikhaïl, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Paris, Minuit, 1977.
- BAKHTINE, Mikhaïl, *Le principe dialogique*, Paris, Seuil, 1981.
- BALLY, Charles, *Linguistique générale et linguistique française*, Berne, Francke, 1965, p. 38.

- BALOYRA, Enrique A., « Public Opinion About Military Coups and Democratic Consolidation in Venezuela », in Donald L. Herman (ed.), *Democracy in Latin America, Colombia and Venezuela*, New York, Preger, 1988, pp. 195-218.
- BANFIELD, Ann, « Narrative Style and the Grammar of Direct and Indirect Speech », *Foundations of Language*, 10, 1973, pp. 1-39.
- BAÑO, Rodrigo, *Lo social y lo político*, Santiago, FLACSO, 1986.
- BARBEITO, Alberto, PAUTÁIS, Laura et RODRÍGUEZ, Corina, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999.
- BAY, Marguerite, « Depauperación y políticas de lucha contra la pobreza en Perú », *Espiral*, vol. 8, n° 24, pp. 171-204.
- BAYO FORNIELES, Francesc, « Venezuela: Chávez en su laberinto », *Desarrollo humano e institucional en América Latina* (DHIAL), n° 37, 21 janvier 2003, http://www.iigov.org/dhial/?p=37_01
- BEAUCAGE, Pierre, « Parcours de l'indianité : théologie, politique, anthropologie », *Cahiers des imaginaires*, Vol. 3, n° 3, janvier 2005.
- BEAUCAGE, Pierre, « Fragmentation et recomposition des identités autochtones dans quatre communautés des régions caféicoles du Mexique », *Recherches amérindiennes au Québec*, Vol. 31 n°1 : 9-19.
- BEAUCHEMIN, Jacques et BOURQUE, Gilles, « La société à valeur ajoutée ou la religion pragmatique », *Sociologie & sociétés*, vol. XXVI, n° 2, automne 1994, p. 33-56.
- BEAUD, Michel, DOSTALER, Gilles, *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Seuil, 1996.
- BENVENISTE, Émile, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard, 1966.
- BERMÚDEZ, Emilia y MARTÍNEZ, Gildardo, « Hugo Chávez : La articulación de un sentido para la acción colectiva », *Espacio abierto*, Vol. 9 n°1, enero-febrero 2000, pp. 53-77.
- BERMÚDEZ, Emilia, « Las identidades políticas », *Comunicación, Estudios venezolanos de comunicación*, n° 101, premier trimestre 1998.
- BERRENDONNER, Alain, *Éléments de pragmatique linguistique*, Paris, Minuit, 1981.
- BERRY, Albert, « Respuestas de política a los problemas de pobreza y desigualdad en el mundo en desarrollo », *Revista de la CEPAL*, n°79, avril 2003, pp. 101-115.
- BEY, Marguerite, « Recherches sur la pauvreté : État des lieux, Contribution à la définition d'une problématique », *Revue Tiers-Monde*, n° 160, sept.-déc. 1999, pp. 871-895.

- BHALLA, Ajit et LAPEYRE, Frédéric, *On Poverty and Social exclusion in a Global World*, London, Macmillan, 1999
- BID (Banque interaméricaine de développement), *Venezuela, Situación económica y perspectivas*, Rapport mensuel, novembre 2001.
- BOFF, Leonardo, *Jesucristo el Liberador : Ensayo de Cristología crítica para nuestro tiempo*, Santander: Editorial Sal Térrea, 1987.
- BOFF Leonardo, *Qu'est-ce que la théologie de la libération ?*, Paris, Cerf, 1987.
- BOLTVINIK, Julio y DAMIÁN, Araceli, « La pobreza ignorada. Evolución y características », *Papeles de población*, n°29, juillet-septembre 2001, pp. 21-53.
- BOLTVINIK, Julio, « Los excluidos del Progreso » *Ojarasca*, (*La Jornada*, México), n° 29, septembre 1999.
- BOOTH, Charles, FRIED, Albert (éd.) et ELMAN, Richard M. (ed.), *Charles Booth's London : a portrait of the poor at the turn of the century, drawn from his life and labour of the people in London*, New York, Pantheon Books, 1968.
- BOUDON, Raymond, *L'idéologie. L'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1992, p. 313.
- BOUDON, Raymond, BOUVIER, Alban, CHAZEL, François (eds.), *Cognition et sciences sociales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997
- BOURDIEU Pierre, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, 1976.
- BRETON-LE GOFF, Gaëlle, « Mondialisation et démocratie : évaluation de la participation normative des ONG à la gouvernance globale », présenté dans le cadre de la série de conférences *Les nouvelles formes de régulation politique*, Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, le premier novembre 2001,
http://www.unites.uqam.ca/philo/UNESCO/programme_automne2001.htm#mondialisation
- BURKE LEACOCK, Eleanor, *The Culture of poverty- a critique*, New York, Simon and Schuster, 1971.
- CAILLÉ, Alain, « Don et symbolisme », in M.A.U.S.S., *Plus réel que le réel, le symbolisme*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S., 1998.
- CAILLE, Alain (dir.), *Plus réel que le réel, le symbolisme*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S., 1998.

- CALDERÓN, Fernando et JELIN, Elizabeth, «Clases sociales y movimientos sociales en América Latina: Perspectivas y realidades», *Proposiciones*, N°14, 1990, pp. 169-187.
- CAMEJO, Yrayma, «Estado y mercado en el proyecto nacional-popular bolivariano», *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2002, Vol. 8, N° 3 (sept.-dic.), pp. 13-39.
- CAMMACK, Paul, «What the World Bank Means by Poverty Reduction, and why it matters», *New Political Economy*, Vol. 9, n° 2, juin 2004, pp. 189-211.
- CAMPBELL, Bonnie, DORAN, Marie-Christine y KAZI-AOUL, Samia, «Bonne gouvernance, réformes institutionnelles et lutte contre la pauvreté en Afrique», in Mappa, Sophia, *Le politique à l'heure de la mondialisation*, Paris, Khartala, 2003.
- CAMPBELL, Bonnie, DORAN, Marie-Christine y KAZI-AOUL, Samia, «Good Governance, Institutional Reform, and Poverty Reduction in Africa» in Haroon Akram-Lodhi, Robert Chernomas, Ardesir Sepehri (Eds), *Globalization, Neo-conservative Policies and Democratic Alternatives*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishers, 2005, p. 239.
- CANOVAN, Margaret, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1981.
- CANOVAN, Margaret, «Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy», *Political Studies*, Vol.47, no 1, pp. 2-16.
- CARDOSO, Fernando Henrique et FALETTO, Enzo, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, Presses universitaires de France, 1978.
- CARDOSO, Fernando Henrique, *Les idées à leur place, Le concept de développement en Amérique Latine*, Paris, A.M. Métailié, 1984.
- CAROTHERS, Thomas, «The End of the Transition Paradigm», *Journal of Democracy*, Vol. 13, N°1, January 2002, pp. 5-21.
- CARR, Barry, *La izquierda mexicana a través del siglo XX*, México, Era, 1996.
- CARRERA DAMAS, Germán, *El Culto a Bolívar : Esbozo para un estudio de la historia de las ideas en Venezuela*, Caracas, UCV 1969.
- CASANOVA, Pablo G., *La democracia en México*, Era, 1997.
- CASH, Katherine et SANCHEZ, Diana, *Reducing poverty or repeating mistakes? A civil society critique of Poverty Reduction Strategy Papers*, Church of Sweden Aid, Diakonia, Save the Children Sweden and The Swedish Jubilee Network, 2003.
- CASTELLS, Manuel, *La ciudad y las masas*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1983.

- CASTELLS, Manuel, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973, 131 p.
- CASTORIADIS, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
- CASTRO ANIYAR, Daniel, « Hugo Chávez : Une description anthropologique de lo contemporáneo », *Espacio Abierto*, Vol. 9 n°1, Marzo 2000.
- CASTRO LEIVA, Luis, *De la patria boba a la teología bolivariana*, Caracas, Monta Avila Ed., 1991.
- CEIRANO, Virginia, « Las representaciones sociales de la pobreza, Una metodología para su estudio », *Cinta de Moebio*, n° 9, novembre 2000, <http://rehue.csociales.uchile.cl/publicaciones/moebio/09/frames02.htm>
- CERQUEIRA, Julien et BRODIN, Claire, *La lutte contre la pauvreté : Acteurs, modalités, enjeux*, Paris, Haut Conseil de la coopération internationale, 2004, <http://www.hcci.gouv.fr/lecture/upload/lcp.pdf>
- CERTEAU, Michel (de), *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975.
- CHACÍN FUENMAYOR, Ronald, « Hacia una evaluación del pluralismo democrático en Venezuela : Los partidos políticos y las agrupaciones sociales en el período 1989-1993 », *Espacio Abierto*, Vol. 10, n°2, avril-junio 2001, pp. 201-227.
- CHARAUDEAU, Patrick et MAINGUENEAU, Dominique (dirs.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris Seuil, 2002.
- CHARAUDEAU, Patrick, « De la compétence sociale de communication aux compétences de discours », *Didactique des langues romanes, le développement des compétences chez l'apprenant*, Louvain-la-Neuve, De Boeck-Duculot.
- CHARAUDEAU, Patrick, « Rôles sociaux et rôles langagiers », in *Modèles de l'interaction verbale*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1995, pp. 79-96.
- CHAVARGNEUX, Christian, « Lutte contre la pauvreté, Les enjeux d'un slogan », *Politique Africaine*, n 82, juin 2001, pp. 161-167.
- CHEN, Shaohua et RAVALLION, Martin, « What can new survey data tell us about recent changes in distribution and poverty », *World Bank Economic Review*, vol. 11, n 2, 1997.
- CHENERY, Hollis Burnley, *Redistribution et croissance : politiques pour améliorer la répartition du revenu dans les pays en voie de développement dans le cadre de la croissance économique*, Paris, Presses universitaires de France, 1977.

- CHENERY, Hollis Burnley, *Redistribution with growth : policies to improve income distribution in developing countries in the context of economic growth*, Londres, Oxford University Press, 1974.
- CHOSSUDOVSKY, Michel, *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Éditions Ecosociété, 1998.
- CÍRCULOS BOLIVARIANOS, «Lineamientos generales», <http://www.venezuela.gov.ve/ns/circuitos.asp>
- COGNEAU, Denis, *Inégalités et développement, Quatre études économétriques*, Thèse de doctorat présentée à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2001.
- COHEN, Youssef, *Radicals, Reformers and Reactionaries : The Prisoner's Dilemma and the Collapse of Democracy in Latin America*, Chicago, Chicago University Press, 1994.
- COLES, Jonathan, « Reforming Agriculture », in Goodman et al. (ed.), *Lessons of the Venezuelan Experience*, Washington, Woodrow International Center for Scholars, 1995, pp. 193-219.
- COLLIER, Paul Collier, « Learning from Failure : The International Financial Institutions as Agencies of Restraint in Africa. », in Andreas Schedler, Larry Diamond, Marc F. Plattner, (eds), *The Self-restraining State. Power and Accountability in New Democracies*, Boulder et Londres, Lynne Rienner Publishers, 1999, pp. 313-332.
- COLLIOT-THÉLÈNE, Catherine, « L'ignorance du peuple », in Gérard Duprat (éd.), *L'ignorance du peuple : essais sur la démocratie*, Paris, Presses universitaires de France, 1998, pp. 17-40.
- COMITÉ EJECUTIVO PARA EL ESTUDIO DE LA POBREZA EN LA ARGENTINA, *Mapas de la pobreza en Argentina*, Ministerio de Economía y Obras y Servicios Públicos, Secretaría de Programación Económica, Buenos Aires, 1994, 357 pages.
- CONNIFF, Michael (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, University of New Mexico Press, 1982.
- CONNIFF, Michael L., « Introduction: Towards a Comparative Definition of Populism », in, Michael Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1982, pp. 3-30.
- COORDINADORA DEMOCRÁTICA, « Declaración de Principios para la lucha democrática del pueblo venezolano », *El Universal* (Venezuela) 28 mars 2003, <http://www.eluniversal.com/deinteres/coordinadorademocratica.shtml>
- COQUET, Jean-Claude, « L'École de Paris », in Jean-Claude Coquet (dir.), *Sémiotique : L'École de Paris*, Paris, Hachette, 1982, pp. 5-64.

- COQUET, Jean-Claude (dir.), *Sémiotique : L'école de Paris*, Paris, Hachette, 1982, pp.151-172.
- CORDELLIER, Serge et ARNAUD, Hélène (Eds.), *Le Nouvel état du monde : bilan de la décennie 1980-1990*, Montréal, Boréal, 1990.
- CORDERA CAMPOS, Rolando et LOMELÍ VANEGAS, Leonardo, *El Programa Nacional de Solidaridad y el combate a la pobreza rural, Informe sobre el Programa Nacional de Solidaridad de México, para la Oficina Regional de la FAO para América Latina, Estudios para el Seminario Latinoamericano Experiencias Exitosas de Combate a la Pobreza Rural: lecciones para una reorientación de las políticas* (RIMISP, Santiago de Chile), México (D.F.), Facultad de Economía, UNAM, junio 1999,
<http://www.rimisp.org/getdoc.php?docid=1728>
- CORNELIUS, Wayne, *Los inmigrantes pobres en la ciudad de México y la política*, Fondo de Cultura Económica, México, 1980 (primera ed. en Inglés 1975).
- CORNIA, Andrea, JOLLY, Richard et STEWART, Frances (éds.), *Adjustment With a Human Face*, Oxford, Oxford Univ. Press, 1987.
- CORONIL, Fernando, « The Magical State : History and Illusion, The Appearance of Venezuelan Democracy », *The Kellogg Institute Working Papers*, N° 112, Octobre 1988, p. 12. <http://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/112.pdf>
- CORONIL, Fernando, *The Magical State : Nature, Money and Modernity in Venezuela*, Chicago, Chicago University Press, 1997, pp. 201-235.
- CORTEN, André et TAHON, Marie-Blanche, *L'État nourricier, Prolétariat et population, Mexique/Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1988.
- CORTEN, André, « Imaginaires de la vie ordinaire en Amérique latine : cadre conceptuel », *Cahiers des imaginaires*, Montréal, GRIPAL, 2004.
- CORTEN, André, « La démocratie et l'Amérique latine : théories et réalités » in, Bérengère Marques-Pereira (cord.) *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, CELAS-IS, Les cahiers du CELA-IS n°1, Université libre de Bruxelles, p. 31-64.
- CORTEN, André, « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale », *Langage et société*, n°85, septembre 1998, pp. 6-24.
- CORTEN, André, « La démocratie et l'Amérique latine : théories et réalités » in, Marques-Pereira, Bérengère (dir.) *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine, Cahiers du CELA-IS*, n°1, Paris, L'Harmattan/CELA-IS, 2001, p. 31-64.

- CORTEN, André, « Société civile de la misère », *Chemins Critiques*, Vol.4, N°1, octobre 1998, pp. 7-31.
- CORTEN, André, « Une langue politique postpopuliste : l'épilogue de l'affaire Pinochet », *Politique et sociétés*, vol. 22, 1, 2003, pp. 3-25.
- CORTEN, André, *Alchimie politique du miracle : discours de la guérison divine et langue politique en Amérique latine*, Montréal, Balzac, 1999.
- CORTEN, André, *Diabolisation et mal politique : Misère, religion et politique en Haïti*, Montréal/ Paris, CIDIHCA/ Karthala, 2001.
- CORTEN, André, *Discours et représentation du politique*, (version française de « Discurso e Representação do Político », in Freda Indursky et Maria Cristina Leondro Ferreira (éds.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999, pp. 37-52), http://gripal.ca/IMG/pdf/CortenDiscours_Repr_2_9A937.pdf
- CORTEN, André, *Le pentecôtisme au Brésil, Émotion du pauvre et romantisme théologique*, Paris, Karthala, 1995.
- CORTEN, André, *Planète misère : chroniques de la pauvreté durable*, Paris, Autrement, 2006.
- CORTEN, André (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006.
- CORTEN, André, « Brésil : le peuple avec ou sans populisme », in Victor Armony (éd.), *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2007 (à paraître)
- CORTÉS, Fernando, « Consideraciones sobre la marginalidad, marginación, pobreza y desigualdad en la distribución del ingreso », *Papeles de Población*, n°31, janvier-mars 2002, pp. 9-25.
- COUFFIGNAL, Georges (dir.) *Réinventer la démocratie ; le défi latino-américain*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.
- COURTÉS, Joseph, *Análisis semiótico del discurso, del enunciado a la enunciación*, Madrid, Gredos, 1997.
- COURTINE, Jean-Jacques, « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, A propos du discours communiste adressé aux chrétiens », *Langages* n° 62, 1981, pp. 9-127 ; notamment, pp. 24-29.
- COURTINE, Jean-Jacques, « Analyse du discours politique », *Langages*, N° 62, 1981, pp. 9-128.

- COVO-MAURICE, Jacqueline, *La révolution mexicaine, Son passé et son présent*, Paris, Ellipses, 1999.
- CRISTI, Renato et RUIZ, Carlos, *El pensamiento conservador en Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1990.
- CROZIER, Michel, HUNTINGTON, Samuel P., WANATUKI Joji, *The Crisis of Democracy*, Trilateral Commission, *Task Force Report no 8*, New York University Press, 1975.
- CULIOLI, Antoine, « Sur quelques contradictions en linguistique », *Communications*, n° 20, 1973, pp. 83-91.
- DABÈNE, Olivier, *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Complexe, 1997.
- Dag Hammarskjöld Foundation, *What now? Another development*, Uppsala, Dag Hammarskjöld Foundation, 1975.
- DÁVILA, Luis Ricardo, *L'imaginaire politique vénézuélien : Les lieux de parole*, Paris, l'Harmattan/ALFADIL, 1995.
- DEININGER, Klaus et SQUIRE Lyn, « A new data set measuring income inequality », *The World Bank Economic Review*, vol.10, no.3, 1996.
- DECLERCQ, Gilles, *L'art d'argumenter. Structures rhétoriques et littéraires*, Paris, Éditions Universitaires, 1992.
- DE LA MAZA, Gonzalo et GARCÉS, Mario, *La explosión de las mayorías*, ECO, Santiago, 1985.
- DELEUZE, Gilles et GUATTARI, Félix, *L'anti-Œdipe, Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Éditions de Minuit, 1972.
- DEL POZO, José, *Historia de América latina y del Caribe, 1825-2001*, Santiago, LOM, 2002.
- DEL POZO, José, *Le Chili contemporain, quelle démocratie ?*, Montréal : Éditions Nota Bene, 2000.
- Centro para el Desarrollo de America Latina DESAL, *La marginalidad en America Latina : un ensayo de diagnóstico*, Barcelona, Herder, 1969.
- DESAL, *La marginalidad urbana: origen, proceso y modo*, Buenos Aires, Troquel, 1970.
- DESTREMAU, Blandine, « Comment définir la pauvreté », in POULIN, Richard et SALAMA, Pierre (dir.), *L'insoutenable misère du monde, Économie et sociologie de la pauvreté*, Hull, Vents d'Ouest, 1998, pp. 27-34.

- DESTREMAU, Blandine et SALAMA, Pierre, « La pauvreté prise dans les turbulences macro-économiques en Amérique latine », *Centre d'économie du développement*, <http://ced.u-bordeaux4.fr/SISALAMA.pdf>
- DESTREMAU, Blandine et SALAMA, Pierre, *Mesures et démesure de la pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.
- DESTREMAU, Blandine, « Approches et mesures de la pauvreté », conférence au CEFASSS, 1999, <http://www.univ-aix.fr/cefas/biblio/destremau.html>
- DESTREMAU, Blandine, « Les indices de la pauvreté dans les approches de la Banque mondiale et du PNUD : Une analyse critique », in Poulin et Salama, (dir.), *L'insoutenable misère du monde...*, pp. 65-89.
- DE VREYER, Philippe, HERRERA, Javier et MESPLÉ-SOMPS, Sandrine, « Consumption growth and spatial poverty traps: an analysis of the effects of social services and community infrastructures on living standards in rural Peru », *Document de travail DIAL / Unité de Recherche CIPRÉ*, http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2002-17.pdf
- DIAMOND, Larry, *Prospects for Democratic Development in Africa*, Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Palo Alto, 1997.
- DIAMOND, Larry, PLATTNER, Marc F., CHU, Yun-han, TIEN, Hung-mao (ed.), *Consolidating the Third Wave Democracies*, Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, 1997.
- DIETERICH, Heinz, *Hugo Chávez : Un nuevo proyecto latinoamericano*, La Habana, Éd. Ciencias Sociales, 2001.
- DOBRY, Michel (dir.), *Les transitions démocratiques : Regards sur l'état de la transitologie*, *Revue française de science politique*, Vol. 50, N° 4-5, août – octobre 2000.
- DOLLAR, David et KRAAY, Aart, « Growth is good for the poor », *Policy Research Working Paper*, n° 2587, Washington, Banque mondiale, 2000.
- DOLLAR, David et KRAAY, Aart, « Trade, Growth and Poverty », *Policy Research Working Paper*, n° 2199, Washington, Banque mondiale, 2001.
- DORAN, Marie-Christine et PEÑAFIEL, Ricardo, *Discours fusionnel et représentation du politique: les pobladores dans le mouvement des protestas au Chili (1983-1989)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1998.
- DORAN, Marie-Christine, « Banque mondiale et participation : Société civile en péril et restriction du champ politique », in Bonnie Campbell (éd.), *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs*

dans le domaine social, politique et environnemental, Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), 2000, pp. 127-147.

- DORAN, Marie-Christine, CAMPBELL, Bonnie et KAZI-AOUL, Samia, « Quelques enjeux autour de « Bonne gouvernance, lutte contre la pauvreté et réformes institutionnelles en Afrique », *Courrier du Forum de Delphes*, (Paris), no 47, avril-mai 2002.
- DORAN, Marie-Christine, « Réformes institutionnelles et espaces politiques à la lumière du cas de l'Argentine », in Bonnie Campbell (dir.), *Qu'allons nous faire des pauvres ?*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 113-137.
- DORAN, Marie-Christine, « Impacts des luttes pour la justice et de la réappropriation hégémonique de l'imaginaire de la violence dans le processus démocratique du Chili entre 1998 et 2005 », dans Pierre Beaucage et Martin Hébert (dirs.), *Perceptions de la Violence en Amérique latine*, Québec, Presses de l'Université Laval, à paraître en 2007.
- DORAN, Marie-Christine, « Mondialisation, post-populisme et démocratie: enjeux et conséquences d'un nouveau contexte politique international vus à la lumière du cas de l'Amérique latine », *Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique*, Montréal, novembre 2001, http://www.unites.ugam.ca/philo/UNESCO/programme_automne2001.htm
- DORAN, Marie-Christine, *Processus démocratiques et légitimité, De la stabilité à la justice, le cas du Chili 1990-2005*, Thèse de doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2005.
- DUCATENZEILER, Graciela et al, *La consolidation de la démocratie: nouveaux questionnements*, *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 8, n°2, 2001.
- DUCROT, Oswald, « L'Énonciation », *Enciclopædia Universalis*, 1997, pp. 8-388a – 8-391c.
- DUCROT, Oswald, « Esquisse d'une théorie polyphonique de l'énonciation », in *Le dire et le dit*, Paris, Minuit, 1984.
- DUCROT, Oswald, SCHAEFFER et ABRIOUX Marielle, Jean-Marie, *Nouveau dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.
- DUCROT, Oswald, « De Saussure à la philosophie du langage », Préface à *Les Actes de langage*, de John R. Searle, Paris, Hermann, 1972.
- DUCROT, Oswald. et ANSCOMBRE, Jean-Claude, « Note sur l'argumentation et l'acte d'argumenter », in *Cahiers de linguistique française*, n° 4, 1982.
- ELLNER Steve et HELLINGER, Daniel, *La política venezolana en la época de Chávez: Clase, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003.

- ELLNER Steve et HELLINGER, Daniel, *Venezuelan Politics in the Chávez Era: Class, Polarization and Conflict*, Boulder, Lynne Rienner, 2003.
- ELLNER, Steve, « Populism in Venezuela, 1935-48 : Betancourt and the Acción Democrática », in Michael Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, University of New Mexico Press, 1982.
- ELLNER, Steve, *Los partidos políticos y la disputa por el control del movimiento sindical en Venezuela, 1936-1948*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 1980.
- ELLNER, Steve, « The Radical Potential of Chavismo in Venezuela, The First Year and a Half in Power », *Latin American Perspective*, Vol. 28 N° 5, Septembre 2001, pp. 5-32.
- EL UNIVERSAL (Caracas, Venezuela), articles portant sur la pauvreté, années 2004-2005, <http://www.eluniversal.com>
- ESTUCHE, Antonio, FOSTER, Vivien, WODON, Quentin, « Cómo hacer que la reforma de la infraestructura en América Latina favorezca a los pobres », *Revista de la CEPAL*, n°78, décembre 2002, pp. 105-124.
- ESPINOZA, Vicente, *Para una historia de los pobres de la ciudad*, ECO, Santiago, 1987.
- Ejército Zapatista de Liberación Nacional. EZLN, *Documentos y comunicados (tome 1)*, México, Era, 1994.
- EZLN, *Documentos y comunicados (tome 2)*, México, Era, 1995.
- EZLN, *Documentos y comunicados (tome 3)*, México, Era, 1997.
- FAVRE, Henri et LAPOINTE, Marie (coord.), *Le Mexique de la réforme néolibérale à la contre révolution, La présidence de Carlos Salinas de Gortari*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- FAYE, Jean-Pierre, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972.
- FAYE, Jean-Pierre, *Théorie du récit: Introduction aux « Langages totalitaires »*, Paris, Hermann, 1972.
- FERGUSON, James, *The Anti-Politics Machine: « Development », Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- FERRACUTI, Franco, DINITZ, Simon, ACOSTA DE BRENES, Esperanza et al., *Delinquents and nondelinquents in the Puerto Rican slum culture*, Columbus, Ohio State University Press, 1975.

- FERRANTI, David de, PERRY, Guillermo, FERREIRA, Francisco H. G. et WALTON, Michael *Desigualdad en América Latina y el Caribe: ¿ruptura con la historia?*, Washington, Banque mondiale, 2003.
- FONTANILLE, Jacques y GREIMAS, Algirdas-Julien, *Sémiotique des passions : des états de choses aux états d'âme*, Paris, Éditions du Seuil, 1991.
- FONTANILLE, Jacques, *Sémiotique du discours*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 1998.
- FOUCAULT, Michel, *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard, 1966.
- FOUCAULT, Michel, BARTHES, Roland, DERRIDA, Jacques, KRISTEVA, Julia, SOLLERS, Philippe, et al., *Théorie d'ensemble*, Paris, Seuil, 1968.
- FOUCAULT, Michel, *Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.
- FOUCAULT, Michel, *L'ordre du discours : leçon inaugurale au collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard, 1971.
- FOUCAULT, Michel, *Histoire de la sexualité, Tome I : La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976.
- FRANCKE, Pedro, « Políticas públicas y pobreza en el Perú de los noventa », in Emir Sader (coord.), *El ajuste estructural en América Latina, Costos sociales y alternativas*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp. 29-50.
- FRANKEL, Jeffrey et ROMER, David, « Does trade cause growth », *The American Economic Review*, vol. 89, no.3, 1999, pp. 379-399.
- FRIEDMAN, John, « Rethinking Poverty-Empowerment and Citizen Rights », *International Social Science Journal*, vol. 48, no 2, pp. 61-172.
- FUERZA BOLIVARIANA DE TRABAJADORES-DIRECCIÓN NACIONAL, « Breve análisis de la coyuntura política actual », http://es.geocities.com/fbtcaracas/documentos/090203_BREVEANALISIS.htm
- Fundación Pensamiento y Acción, *Cultura y democracia en Venezuela*, 1990.
- FURTADO, Celso, *Politique économique de l'Amérique Latine*, Paris, Sirey, 1970.
- FURTADO, Celso, *Teoría y política del desarrollo económico*, México, Siglo XXI, 1968.
- GALBRAITH, John Kenneth, *Théorie de la pauvreté de masse*, Paris, Gallimard, 1980.
- GANGAS PIERÓ, Pilar, « Desigualdad y pobreza : América Latina y Europa desde 1950 », *Política y Cultura*, n°20, automne 2003, pp. 29-51

- GARDES-MADRAY, Françoise et SIBLOT, Paul, « Conflits d'identité, conflits sur le sens », *Mots*, n°13, 1986, pp.39-64.
- GARZA TOLEDO, Enrique (de la) (comp.), *Los sindicatos frente a los procesos de transición política*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, <http://www.clacso.org/wwwclacso/espanol/html/libros/trabajo/garza3.html>
- GARZA TOLEDO, Enrique (de la) (comp.), *Reestructuración productiva, mercado de trabajo y sindicatos en América Latina*, Buenos Aires, FLACSO, 2000, <http://www.clacso.org/wwwclacso/espanol/html/libros/trabajo2/trabajo2.html>
- GELLNER, Ernest & IONESCU, Ghita, *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1969.
- GENETTE, Gérard, *Palimpsestes*, Paris, Seuil, 1982
- GEREMEK, Bronislaw, *La potence ou la pitié, L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, Paris Gallimard, 1987.
- GERMANI, Gino, *Politique société et modernisation*, Paris: Duculot, 1971.
- GHAJ Dharam, KHAN, Azizur Rahman; LEE, E.L.H. et ALFTHAN, Torkel, *Basic-needs Approach to Development: Some Issues Regarding Concepts and Methodology*, Genève, OIT, 1977.
- GIBBON, Peter, « The World Bank and African Poverty, 1973-91 » *The Journal of Modern African Studies*, 30, 2, 1992, pp. 193-220.
- GILLY, Adolfo, *La revolución interrumpida*, México, El Caballito, 1971.
- GÓMEZ CALCAÑO, Luís, « ¿Existen nuevos liderazgos en la sociedad civil venezolana ? » *Cuestiones políticas*, n° 17, 1996.
- GONZÁLEZ NAVARRO, Moisés, *La pobreza en México*, México, El Colegio de México, 1985.
- GONZÁLEZ TIBURCIO, Enrique y ALBA, Aurelio (de), *Ajuste económico y política social en México*, México, INAP, 1992.
- GOODMAN, Louis W. y al. (ed.), *Lessons of the Venezuelan Experience*, Washington, Woodrow International Center for Scholars, 1995.
- GREIMAS, Algirdas-Julien, *Du sens II : essais sémiotiques*, Paris, Seuil, 1983, Seuil, Paris, 1983.

- GREIMAS, Algirdas-Julien et COURTÈS, Joseph, *Sémiotique, Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette, 1993
- GREIMAS, Algirdas Julián, *Sémiotique et sciences sociales*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.
- GREIMAS *et al.*, *Introduction à l'analyse du discours en sciences sociales*, Paris, Hachette, 1979.
- GROUPE «DROITES», «Le nous à droite», *Mots*, n° 10, 1985, pp.147-165.
- GUERRERO, Alexander E, « Venezuela rumbo a la ruina por falta de un acuerdo político, La economía política de una ruina anunciada », *Venezuela Analítica Editores*, 27 février 2003, <http://www.analitica.com/va/economia/opinion/5568494.asp>
- GUNDER FRANK, André, *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine*, Paris: Maspero, 1972.
- GUNDER FRANK, André, « Instabilité et intégration dans les zones urbaines d'Amérique latine », in *Le développement du sous-développement*, Paris: Maspero, 1972, p. 282.
- GUTIERREZ, Gustavo, *La force historique des pauvres*, Paris, Cerf, 1986.
- GUTIÉRREZ, Thaïs y BARBOZA, Maribel, « Chávez : Una entidad numinoza », *Espacio Abierto*, Vol. 9 N° 1, janvier-février 2000, pp. 79-96.
- HABERMAS, Jürgen, *L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1988, p. 22.
- HARNECKER, Marta, « Venezuela: Entrevista con Hugo Chávez, Los militares en la revolución bolivariana », *ALAI*, 2 juillet 2002, <http://alainet.org/docs/2170.html>
- HARNECKER, Marta. 2002. *Hugo Chavez Frías: un hombre, un pueblo*, Editado por Cuba Siglo XXI, http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/politica/harnecker24_310802.pdf
- HECKSHER, Eli, « The Effect of Foreign Trade on the Distribution of Income », *Readings in the Theory of International Trade*, Philadelphia, Blakiston, 1949, pp.272-300.
- HERMAN, Donald L. (ed.), « Public Opinion About Military Coups and Democratic Consolidation in Venezuela », in *Democracy in Latin America, Colombia and Venezuela*, New York, Preger, 1988, pp. 195-218.
- HERMET, Guy , « Une crise de la théorie démocratique ? », in Corinne Gobin et Benoît Rihoux (dirs.), *La démocratie dans tous ses états. Systèmes politiques entre crise et renouveau*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2000, pp. 139-149.
- HERMET, Guy, « L'Amérique latine face à la théorie démocratique », in Bérangère Marques Pereira (éd.), *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, *Cahiers GELA-IS N° 1*, 2001.

- HERMET, Guy, *Culture et Développement*, Paris, Presses de sciences po, 2000.
- HERMET, Guy, *Les populismes dans le monde, Une histoire sociologique du XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2001.
- HERMET, Guy, *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Fayard, 1989.
- HIBOU, Béatrice, « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique subsaharienne, Du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », *Les Études du CERI*, N° 39, mars 1998, <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude39.pdf>
- HIBOU, Béatrice, « Banque mondiale: les méfaits de catéchisme économique, L'exemple de l'Afrique subsaharienne », *Esprit*, août-septembre 1998, pp.98-140.
- HIRSCH, Joachim, « The State's New Clothes, NGOS and the Internationalization of States », *Política y Cultura*, n°20, automne 2003, pp. 7-25.
- HIRSHMAN, Albert O., *Essays in Trespassing. Economics to Politics and Beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.
- HOLMES, Malcolm, KNACK, Stephen, MANNING, Nicholas, MESSICK, Richard, RINNE, Jeffrey, *Governance and Poverty Reduction. Background paper for World Bank*, 2000. World Development Report 2000-2001: Attacking Poverty, Washington, World Bank, 2000.
- HORKHEIMER, Max et ADORNO, Theodor, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1983
- HOUTARD, François (dir.), *Comment se construit la pauvreté ?*, Paris, L'Harmattan/Centre Tricontinental, 2000.
- JALAN, Jyotsna et RAVALLION, Martin, « Geographic Poverty Traps? A Micro Model of Consumption Growth in Rural China », *Journal of Applied Econometrics*, vol. 17, n° 4, 2002, pp. 329-346.
- JAY, Martin, *L'imagination dialectique. Histoire de l'École de Francfort*, Paris, Payot, 1977.
- JELIN, Elizabeth, « Exclusión, memorias y luchas políticas », in Daniel Mato (Compilador), *Estudios Latinoamericanos sobre cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización 2*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp. 91-110, <http://www.clacso.org/wwwclacso/espanol/html/libros/mato/mato1.html>
- JOLLY, Richard, « Adjustment with a human face : A UNICEF record and perspective on the 1980s », *World Development*, vol.19, no.12, pp. 1807-1821.
- KANT, Emmanuel, *Fondement pour la métaphysique des mœurs*, Paris, Hatier, 2000.

- KELLY, Janet, « The Question of inefficiency and Inequality : Social Policy in Venezuela », in Louis Goodman et al. (ed.), *Lessons of the Venezuelan Experience*, Washington, Woodrow International Center for Scholars, 1995, pp. 306-309.
- KERBRAT-ORECCHIONI, Catherine, *L'énonciation, De la subjectivité dans le langage*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 167.
- KERBRAT-ORECCHIONI, Catherine, *Les actes de langage dans le discours, Théorie et fonctionnement*, Paris, Armand Colin, 2005, pp. 1-52 ;
- KERBRAT-ORECCHIONI, Catherine, « Déambulation en territoire aléthique », in *Stratégies discursives*, Presses universitaires de Lyon, 1978.
- KERBRAT-ORECCHIONI, Catherine, *L'Implicite*, Paris, Armand Colin, 1986.
- KLIKSBERG, Bernardo, « Enfrentando las Desigualdades en el Desarrollo: Algunas Lecciones del Judaísmo y el Cristianismo », *Biblioteca Digital de la Iniciativa Interamericana de Capital Social, Ética y Desarrollo del Banco Interamericano de Desarrollo (BID)*, http://www.iadb.org/etica/Documentos/kli_enfre.pdf
- KLIKSBERG, Bernardo, « Hacia una nueva visión de la política social en la Argentina », *Ética y Gobernabilidad*, http://www.iigov.org/etica/5/5_01.pdf
- KLIKSBERG, Bernardo, « Capital social y cultura, Claves olvidadas del desarrollo », *Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe – INTAL (BID)*, documento de Divulgación 7, junio 2000, <http://www.iadb.org/intal/publicaciones/kliksberg.pdf>
- KLIKSBERG, Bernardo, *Hacia una Economía con Rostro Humano*, México, Fondo de Cultura Económica, 2002.
- KOHEN, James (coord.), *Amérique latine démocratie et exclusion*, numéro spécial de *Futur Antérieur*, Juin 1994.
- KORNBLITH, Miriam, « La Crisis del sistema político venezolano », *Nueva Sociedad*, N°134, nov.-dic. 1994, pp. 142-157.
- KOSSAIFI, George, « Towards Comprehensive Determinants of Poverty: The Case of the Arab World », *World Bank*, 2000, info.worldbank.org/etools/pac/PAC_News_10-02.html
- KRAUZE, Enrique, « Zones névralgiques d'Amérique latine », *Le Monde*, Point de vue, 16-12-03.
- KRIEGEL, Blandine, *Cours de philosophie politique*, Paris, Librairie générale française, 1997.

- KRISTEVA, Julia, *Semeiotike : Recherches pour une sémanalyse*, Paris, Seuil, 1969.
- LACAN, Jacques, « Le stade du miroir comme formateur de la fonction du Je telle qu'elle nous est révélée dans l'expérience psychanalytique. (1949) ». in *Écrits*. Paris, Seuil, pp. 93-100.
- LACLAU, Ernesto, « Populismo y transformación del imaginario político en América Latina », *Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 42, junio 1987.
- LACLAU, Ernesto, « Hacia una teoría del populismo » *Política e ideología en la teoría marxista, Capitalismo, fascismo, populismo*, México, Siglo XXI, 1980, pp. 25-38.
- LACLAU, Ernesto, « Populism What's in a Name », in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso, 2005. La traduction française de ce texte sera bientôt disponible dans, Victor Armony (coord.), *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2006 (à paraître).
- LACLAU, Ernesto, *Política e ideología en la teoría marxista, Capitalismo, fascismo, populismo*, México, Siglo XXI, 1980.
- LACLAU, Ernesto, (traduction et adaptation de Ricardo Peñafiel), « Existe-t-il une clôture du politique? », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, pp. 47-55.
- LACLAU, Ernesto, *The Populist Reason*, Londres, Verso, 2005 .
- LACLAU, Ernesto, *La guerre des identités, Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2000.
- LACLAU, Ernesto, *New Reflections on the Revolution of Our Time*, Londres, Verso, 1990.
- LACLAU, Ernesto et MOUFFE, Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy, Towards a Radical Democratic Politics*, Londres : Verso, 1985
- LAFONT, Robert, *Le travail et la langue*, Paris, Flammarion, 1973
- La Jornada (Mexico), articles portant sur la pauvreté, années 2004-2005, <http://www.jornada.unam.mx>
- La Nación (Santiago, Chili), articles portant sur la pauvreté, années 2004-2005, <http://www.lanacion.cl>
- LANDER, Edgardo, « La utopía del mercado total y el poder imperial », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2002, vol. 8, n° 2, pp. 51-79.
- LANDOWSKI, Eric, « Vérité et vérédiction en droit », *Droit et société*, 8, 1988, pp. 47-63.

- LANDOWSKI, Eric, « Les discours du pouvoir : le discours politique », in Jean-Claude Coquet (dir.), *Sémiotique : L'école de Paris*, Paris, Hachette, 1982, pp.151-172.
- LANDOWSKI, Eric, « L'opinion publique et ses porte-parole », in *La société réfléchie*, Paris Seuil, 1989, pp.21-56.
- LAPEYRE, Frédéric, « Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales? », *Alternatives Sud*, Vol. XIII 2006 / 1, numéro thématique intitulé *Objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, Centre tricontinental et Syllepse, 2006.
- LAPEYRE, Frédéric, « Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté », *Le défi social du développement* – Projet conjoint IUED, UNRISD et SES, dans le cadre du RUIG, <http://www.unige.ch/iued/new/recherche/ruig-dsd/docs/EPO-NG-03-FL.pdf>
- La Prensa, (Venezuela) « CELAM busca soluciones a la pobreza en el continente », *La Prensa On the Web*, <http://www.laprensa.ve/natarc/9807/n01002.htm>
- LARA, William, (Directeur national d'organisation), « El MVR : De un poderoso aparato electoral a una fuerza política orgánica », *El Universal*, Caracas, mardi 28 septembre, 1999, <http://buscador.eluniversal.com/eudcontent/viewArticle.do?articleId=645737>
- LAROUSSE, *Dictionnaire de linguistique*, Paris, Larousse, 1973, 516 pages.
- LATINOBARÓMETRO, *Informe de prensa 2002*, <http://www.latinobarometro.org/ano2001/prensa2002.pdf>
- LATINOBARÓMETRO, *Informe-Resúmen, Latinobarómetro 2004, Una década de mediciones*, Santiago, Corporación Latinobarómetro, 2004 <http://www.latinobarometro.org/Upload/Informe%20LB%202004%20Final.pdf>
- LATOUCHE, Serge, *L'occidentalisation du monde : Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte, 1989.
- LAUFER, Romain, « Rhétorique et politique », in Meyer, Michel (éd.), *De la métaphysique à la rhétorique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1986, pp.189-203.
- LAUTIER, Bruno, « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », *Revue Tiers Monde*, t. XLIII, n° 169, janvier-mars 2002, pp. 137-165.
- LAUTIER, Bruno, MARQUES-PEREIRA, Jaime et SALAMA, Pierre, *Régime de croissance, vulnérabilité et protection sociale en Amérique latine. Les conditions macro de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté*. CEPAL, Serie Financiamiento

del desarrollo N°140, 2003,
<http://www.eclac.cl/publicaciones/Comercio/1/LCL2001P/lcl2001f.pdf>

- LAUTIER, Bruno, « Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », in, Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde, Économie et sociologie de la pauvreté*, Hull, Vents d'Ouest, 1998, pp. 93-123.
- LAUTIER, Bruno, « Pauvreté et politiques de la pauvreté au Mexique », in Richard Poulin et Pierre Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde, Économie et sociologie de la pauvreté*, Hull, Vents d'Ouest, 1998, 159-211.
- LAUTIER, Bruno et SALAMA, Pierre, « De l'histoire de la pauvreté en Europe à la pauvreté dans le Tiers monde », *Revue Tiers-Monde*, N° 142, avril-juin 1995,
- LAUTIER, Bruno, « 'Les malheureux sont les puissants de la terre' : Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine », *Revue Tiers-Monde*, N° 42, avril-juin 1995, p. 386
- LAUTIER, Bruno, « Sous la morale, la politique, La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique Africaine*, n°82, juin 2001, pp. 169-176.
- LAUTIER, Bruno, « Une protection sociale mutualiste et universelle: la condition de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », in Bruno Lautier, Jaime Marques-Pereira et Pierre Salama, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions "macro" de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », *CEPAL – SERIE Financiamiento del desarrollo N° 140*.
- LAUTIER, Bruno, « L'État-providence en Amérique latine: utopie légitimatrice ou moteur du développement ? » in Bérengère Marques Pereira (Coord.), *L'Amérique latine: vers la démocratie ?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1993.
- LEACOCK, Eleanor Burke, *The culture of poverty- a critique*, New York, Simon and Schuster, 1971.
- LE BOT, Yvon, *Le rêve zapatiste*, Paris, Éditions du Seuil, 1997.
- LECHNER, Norbert, « In search of the Lost Community », in Albala-Bertrand, Luis (Coord.), *Democratic Culture and Governance: Latin America on the Threshold of the Third Millenium*, Paris, UNESCO/ Hispanomerica, 1992, pp. 63-67.
- LEFORT, Claude, *L'Invention démocratique. Les Limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.
- LEGENDRE, Pierre, *Le désir politique de Dieu, Étude sur les montages de l'État et du droit*, Paris, Fayard, 1988.
- LEVINE, Daniel H., *Conflict and Political Change in Venezuela*, Princeton, Princeton University Press, 1973.

- LEWIS, Oscar, LA FARGE, Oliver, *Five families : Mexican case studies in the culture of poverty*, New York, Basic Books, 1959.
- LEWIS, William Arthur, *La theorie de la croissance economique*, Paris, Payot, 1967.
- L'HERITEAU, Marie-France, « Endettement et ajustement structurel: la nouvelle canonnière », *Revue Tiers-Monde*, vol. XXII, no 91, juillet-septembre 1982, pp.519-549.
- LIPJHART, Arend, « Consociational Democracy », *World Politics*, n° 21, janvier 1969.
- LIZCANO FERNÁNDEZ, Francisco, « Niveles de pobreza y desarrollo socioeconómico en América », *Espacio Abierto*, Vol. 11, n°2, avril-juin 2002, pp. 205-226.
- LÓPEZ OBRADOR, Andrés Manuel *Plataforma electoral 2006*. Soutenant la candidature de pour les présidentielles de Mexico, 2006.
- LOVEMAN, Brian et DAVIES, Thomas, (éds), *The Politics of Anti-Politics. The Military in Latin America*, Lincoln et Londres, University of Nebraska Press, 1978.
- LOVEMAN, Brian et LIRA, Elizabeth, *Las ardientes cenizas del olvido, Vía chilena de Reconciliación Política 1932-1994*, tomo 2, Santiago : LOM Ediciones, 2000.
- LO VUOLO, Rubén (dir.), BARBEITO, Alberto, PAUTASSI, Laura et RODRÍGUEZ, Corina, *La pobreza... de la política contra la pobreza*, Buenos Aires, Miño y Dávila Ed. / CINEP, 1999.
- LÖWY, Michael, « La théologie de la libération est-elle morte ? » in *La guerre des dieux. Religion et politique en Amérique latine*, Paris, Éditions du félin, 1998, pp. 177-201.
- MACHIAVEL, Nicolas, *Oeuvres complètes*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1952, p. 6.
- MAINGUENEAU, Dominique, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984.
- MAINGUENEAU, Dominique, *L'analyse du discours: Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991.
- MAINGUENEAU, Dominique, *Les Livres d'école de la République, 1870-1814, discours et idéologie*, Paris, Le Sycomore, 1979.
- MAINGUENEAU, Dominique, *L'Énonciation en linguistique française*, Paris, Hachette, 1999, pp. 5-17.
- MAINGUENEAU, Dominique, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Hachette, Paris, 1976.

- MAINGUENEAU, Dominique, *Sémantique de la polémique*, Lausanne, L'âge de l'Homme, 1983.
- MAINGUENEAU, Dominique, « Les rapports des organisations internationales : Un discours constituant ? », in Rist (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement, Paris, PUF, 2002.
- MAINGUENEAU, Dominique, « Une compétence discursive », in *Genèse du discours*, Paris, Minuit, 1984, p. 45-79.
- MAINGUENEAU, Dominique, « Scène d'énonciation », in Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau (dir.), *Dictionnaire d'Analyse du discours*, pp. 515-518.
- MARCUSE, Herbert, *L'homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Minuit, 1968.
- MARIN, Louis, « Pouvoir du récit et récit du pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 25, janvier 1979, pp. 23-43.
- MARQUES PEREIRA, Bérengère (éd.), *Enjeux politiques et théoriques actuels de la démocratie en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, *Cahiers GELA-IS N° 1*, 2001.
- MARX, Karl, *Le Capital*, (Livre I, Sections I à IV), Paris, Flammarion, 1985.
- MATO, Daniel, « Des-fetichizar la "globalización": basta de reduccionismos, apologías y demonizaciones, mostrar la complejidad y las prácticas de los actores », in Daniel Mato (éd.), *Estudios Latinoamericanos sobre cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización 2*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp. 91-110.
<http://www.clacso.org/wwwclacso/espanol/html/libros/mato/mato1.html>
- MATOS MAR, José, *Migración y urbanización*, « Las barriadas limeñas, un caso de integración a la vida urbana », in *Urbanización en Latinoamérica*, UNESCO, 1962
- MAURO, Frédéric, « L'imaginaire politique en Amérique ibérique (1700-1914) », *Cahiers des Amériques latines*, 2ème série n° 9, 1990, pp. 25-28.
- MAUSS, Marcel, « Essai sur le don, Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1968, p. 145-284.
- MESTRUM, Francine, « De l'utilité de la "lutte contre la pauvreté" pour le nouvel ordre mondial », in Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir, Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, PUF/Nouveaux cahiers de l'IUED, Paris 2002, pp. 67-82.
- MEYER, Jean, *La révolution mexicaine 1910-1940*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

- MIFSUD, Tony, « Realidad social y situación eclesial (1995 - 1997): una perspectiva del episcopado latinoamericano », texto presentado ante la *XXVI Asamblea Ordinaria del Consejo Episcopal Latinoamericana* (Río de Janeiro, 29 de septiembre al 3 de octubre de 1997), http://www.celam.org/secre_general/realidad_social_y_situacion_eclesial.htm
- MILNER, Jean-Claude, *De la syntaxe à l'interprétation*, Paris, Seuil, 1978.
- MOESCHLER, Jacques, *Dire et contredire, pragmatique de la négation et acte de réfutation dans la conversation*, Berne, Peter Lang, 1982.
- MOLINA, Sergio (coord.), *Se Puede Superar la Pobreza? Realidad y Perspectivas en América Latina*, CEPAL et PNUD. Santiago de Chile, 1978.
- MOORE, David B. and SCHMITZ, Gerald J (eds.), *Debating Development Discourse: Institutional and Popular Perspectives*, New York, St Martin's Press et Londres, Macmillan, 1995.
- MORSLEY, Paul, HARRIGAN, Jane et TOYE, John, « World Development and International Finance Since 1970 » in, *Aid and Power, the World Bank and Policy Proposals*, Londres, Routledge, 1991, pp. 3-26.
- MOTA DÍAZ, Laura, « Globalización y pobreza: Dicotomía del desarrollo en América Latina y México », *Convergencia*, Année 9, n°28, avril-juin 2002, pp.189-204.
- MOUFFE Chantal, *The Democratic Paradox*, Londres, Verso, 2000.
- MOUFFE Chantal, *Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism*, Political Science Series no 72, Vienna, Institute for Advanced Studies, December 2000.
- MOUFFE, Chantal « The "End of Politics" and the Challenge of Right-wing Populism », in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the Mirror of Democracy*. London: Verso, 2005, pp. 50-71.
- MUÑOZ, Eduardo, « Deux thèmes de l'indépendance : pacte social et constitution historique au Chili », *Cahiers des Amériques latines*, 2ème série n° 10, 1990, pp. 21-37.
- MURILLO, Maria Victoria, *From Populism to Neoliberalism : Labor Unions and Market-Oriented Reforms in Argentina, Mexico, and Venezuela*, Cambridge (Mass.), thèse de doctorat, Harvard University, 1997.
- NAIM, Moisés, *Paper Tigers and Minotaurs, The Politics of Venezuela's Economic Reforms*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1993.
- NARAYAN, Deepa, *La parole est aux pauvres* (Vol.1), *Écoutons-les*, Paris, ESKA/Banque mondiale, 2001.

- NARAYAN, Deepa, *Voices of the poor* (Vol. 2), *Crying out for change*, New York, Oxford University Press / the World Bank, 2000.
- NARAYAN, Deepa et PETESCH, Patti, *Voices of the poor* (Vol. 3) *From many lands*, Washington DC, Oxford University Press / the World Bank, 2002.
- NEGRI, Antonio et HARDT, Michael, *Multitude, Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.
- NELLIS, John, « Privatization in Latin America », *Center for Global Development, Working Paper 31*, août 2003.
- NIETZSCHE, Friedrich, *Le livre du philosophe : études théorétiques*, Paris, Aubier-Flammarion, 1969.
- NUN, José, « Marginalidad y otras cuestiones », *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, N°4, décembre 1972, FLACSO, p.97-127.
- NYE, Joseph, « Globalization's Democratic Deficit », *Foreign Affairs*, Vol. 80 n° 4, juillet-août 2001, pp. 2-6
- OCAMPO, José Antonio et MARTIN, Juan (éds.), *Une décennie d'ombres et de lumières, L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, Santiago du Chili, CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) / IHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine), 2003.
- ODEPLAN, Instituto de Economía Universidad Católica, *Mapa de la extrema pobreza*, Santiago, ODEPLAN, 1975-1986 (rapports annuels).
- O'DONNELL, Guillermo, « Delegative Democracy », *Journal of Democracy*, Vol. 5, no 1, 1994.
- OHLIN, Bertil, *Interregional and International Trade*, Cambridge, Harvard University Press, 1933.
- ORIOLO PRATS, Joan, « Pobreza y Desigualdad, ¿Quién miente ? », *Gobernanza*, n° 1, http://www.iigov.org/iigov/c?e=PUBLICATION_READ&do=GBZ&edi=3&pub=611
- OSTIGUY, Pierre, « Populisme et démocratie : différences sociales et représentation en Amérique latine, *Égalité*, numéro 44/45, automne 1998/printemps 1999, pp. 35 à 52.
- ORTEGA R., Eugenio y Ernesto TIRONI B. (eds.), *Pobreza en Chile*, Centro de Estudios del Desarrollo (CED) Santiago, agosto de 1988.
- PATEMAN, Carole, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 (19ème réimpression).

- PECHEUX, Michel, *Analyse automatique du discours*, Paris, Dunod, 1969.
- PECHEUX, Michel, *Vérités de la Palice*, Maspéro, 1975, p. 145
- PEELER, John A., *Latin American Democracies: Colombia, Costa Rica, Venezuela*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1985, pp. 143-44
- PEÑAFIEL, Ricardo, « Le discours d'Hugo Chávez au Venezuela : Imaginaire populo-paupériste et suture d'un système politique disloqué », in André Corten (dir.), *La clôture du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006 (à paraître).
- PEÑAFIEL, Ricardo, « Conclusion, Clôture du politique, imaginaires et émancipation », in André Corten (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, pp. 247-250.
- PEÑAFIEL, Ricardo, « Le post-populisme en Amérique latine : Une réflexion théorique pour une périodisation historique », in Victor Armony, *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2006 (à paraître).
- PEÑAFIEL, Ricardo, « Le populo-paupérisme bolivarien : Le peuple et les pauvres dans la nouvelle langue politique du Vénézuéla », in Victor Armony (dir.), *Post-populisme et néo-populismes en Amérique latine, Imaginaires, discours et identité*, Montréal, Athena, 2006 (à paraître).
- PEÑAFIEL, Ricardo, « Venezuela : Un escenario político antagonista, El pueblo y la pobreza en el discurso de Chávez », *Versión, Estudios de Comunicación y Política*, N° 13, décembre 2003, numéro thématique, *Semiótica y poder, las negociaciones del sentido*, pp. 143-185.
- PEÑAFIEL, Ricardo, « Effets structurants de la figure de la mondialisation au sein de la langue politique internationale », conférence présentée dans le cadre de la série de conférences *Les nouvelles formes de régulation politique*, Chaire UNESCO d'études des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, le premier novembre 2001, http://www.unites.uqam.ca/philo/UNESCO/programme_automne2001.htm#effets
- PEÑAFIEL, Ricardo, « Analyse du discours de lutte contre la pauvreté émanant de la Banque mondiale », in Bonnie Campbell (éd.), *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*, Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), 2000, pp. 97-126.
- PERROT, Marie-Dominique, « Mondialiser le non-sens », in Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir, Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, PUF/Nouveaux cahiers de l'IUED, Paris 2002, pp. 43-66.

- PERRY, Guillermo, "Desigualdad: el peso de la historia", *Revista Cambio.com*, <http://www.revistacambio.com/html/opinion/articulos/2126/>
- PETRAS, James, « James Petras on how the U.S. tried to topple Hugo Chávez », *Socialist Worker Online*, 10 mai 2002, http://www.socialistworker.org/20021/406/406_08_PetrasOnChavez.shtml
- PINZÓN, Martha Lucia, « La polarización en Venezuela: un paso en contra de su sistema democrático », documento internet, editado por el *Summit of the Americas Center*, 2003, http://www.americasnet.net/Commentators/Martha_Pinzon/pinzon_66_spa.htm
- PLAZA, Helena, *El 23 de enero de 1958*, Caracas, Garbizu & Todtmann Editore, 1978.
- PORRAS PONCELEON, Temir, « Venezuela : Les ambiguïtés de la "révolution bolivarienne" », *Problèmes d'Amérique latine*, N°39, oct-dic 2000, pp. 3-23.
- POULIN, Richard et SALAMA, Pierre (dir.), *L'insoutenable misère du monde, Économie et sociologie de la pauvreté*, Hull, Vents d'Ouest, 1998.
- POWELL, John Duncan. *Political Mobilization of the Venezuelan Peasant*. Cambridge, Harvard University Press, 1971, pp. 44-64.
- PREBISCH, Raúl, *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano*, México, Fondo de Cultura Económica, 1971 (c1963).
- PROCACCI, Giovanna, *Gouverner la misère, La question sociale en France, 1789-1848*, Paris, Seuil, 1993.
- PROENZA, Anne, « La Bolivie, et après ? », *Courrier International*, 22-10-03.
- Projeto Fome Zero et Instituto Cidadania, *PROJETO FOME ZERO – Uma Proposta de Política de Segurança Alimentar para o Brasil*, Ipiranga, Instituto Cidadania, Projeto Fome Zero et Fundação Djalma Guimarães, 2001, http://www.fomezero.gov.br/download/livro_projeto%20fome.pdf
- PROPP, Vladimir, *Morphologie du conte*, Paris, Seuil, 1973.
- Programa Nacional de Superación de la Pobreza, Programa Especial de Comunas, *Comité Comunal de Superación de la Pobreza La Pintana, Informe-Propuesta Inversión 1996*, documento n° 2, La Pintana, 12 de julio de 1995.
- QUIJANO, Anibal et WEFFORT, Francisco, *Populismo, marginalización y dependencia*, San José (Costa Rica) EDUCA, 1973.
- QUIJANO, Aníbal, *La Economía Popular y sus caminos en América Latina*, Lima, Mosca Azul, 1998.

- QUIJANO, Aníbal, *Imperialismo y "marginalidad" en América Latina*, Buenos Aires: Mosca azul Editores, 1967.
- RACZYNSKI Dagmar et SERRANO Claudia, *Nuevos y Viejos Problemas en la lucha contra la Pobreza en Chile*, Santiago, Asesorías para el Desarrollo, http://www.asesoriasparaeldesarrollo.cl/secciones/documentos/nuevos_y_viejos_problemas_en_la_lucha_contra_la_pobreza.pdf
- RACZYNSKI, Dagmar, « ¿Disminuyó la pobreza entre 1970 y 1982 ? », *Notas Técnicas*, n° 90, Santiago, CIEPLAN, 1986, pp.124-153.
- RACZYNSKI, Dagmar, *Estrategias para combatir la pobreza en América Latina: Programas, instituciones y recursos*, Santiago, Corporación de Investigaciones Económicas para Latinoamérica (CIEPLAN) / Banco Interamericano de Desarrollo (BID), 1995.
- RANIS, Gustav et STEWART, Frances, « Crecimiento económico y desarrollo humano en América Latina », *Revista de la CEPAL*, n° 78, décembre 2002, pp. 7-24.
- RAVALLION, Martin, « Comparaisons de la pauvreté, concepts et méthodes », *Living Standards Measurement Study Working Paper*, No. 122F, Washington D.C., World Bank, 1995.
- RAVALLION, Martin, « La mesure de la pauvreté », *problèmes économiques*, n° 2508, (numéro spécial intitulé *Pauvreté et exclusion*), février 1997, p. 4.
- RAZAFINDRAKOTO, Mireille et ROUBAUD, François, « Pensent-ils différemment?, La "voix des pauvres" à travers les enquêtes statistiques », *Document de travail du DIAL* (Développement et insertion internationale), DT/2001/13.
- REY, Juan Carlos, « La democracia venezolana y la crisis del sistema populista de conciliación », *Revista de estudios políticos*, N° 74, 1991, pp. 533-578.
- REY, Juan Carlos, *El futuro de la democracia en Venezuela*, Caracas, Colección IDEA 1989, pp. 249-323.
- RICŒUR, Paul, *Temps et récit, l'intrigue et le récit historique*, Tome I, Paris, Seuil, 1991.
- RIST, Gilbert (dir.), *Les mots du pouvoir : Sens et non-sens de la rhétorique internationale, Nouveaux cahiers de l'Institut universitaire d'études du développement*, Paris, PUF, 2002.
- RIST, Gilbert, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996/2001.
- ROACH, Jack et ROACH, Janet, *Poverty*, Baltimore, Penguin, 1972.

- RODRIK, Dani, SUBRAMANIAN, Arvind et TREBBI, Francesco, « Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development », *CEPR Discussion Papers* 3643, novembre 2002, <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksghome/institutionsrule,%205.0.pdf>
- ROEMER, Michael et GUGERTY, Mary Kay, « Does Economic Growth Reduce Poverty? », *Briefing note for Consulting Assistance on Economic Reform II, Discussion Paper*, n° 4, Harvard Institute for International Development, 1997.
- ROMAIN, Laufer, « Rhétorique et politique », in Michel Meyer (éd.), *De la métaphysique à la rhétorique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1986, pp.189-203.
- ROUQUIÉ, Alain, *Amérique Latine, Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1987.
- SACHS, Jeffrey et WAR, Andrew, « Economic reform and the process of global integration », *Brooking Papers on Economic Activity*, vol. 96, n° 1, 1995, pp. 1-95.
- SADER, Emir (Compilador), *El ajuste estructural en América Latina, Costos sociales y alternativas*, Buenos Aires, CLACSO, 2001.
- SALA I MARTÍN, Xavier. « The Disturbing Rise of Global Income Inequality », *NBER Working Papers*, n° w8904, 2002, <http://www.econ.upf.es/deehome/what/wpapers/postscripts/616.pdf>
- SALA I MARTÍN, Xavier, « Más Globalización y menos ONU y Banco Mundial », *La Vanguardia*, 17 juillet 2003, <http://www.columbia.edu/~xs23/catala/articles/2003/UNDP/UNDP.htm>
- SALAMA, Pierre, « Amérique latine, dettes et dépendance financière de l'Etat », *El Correo*, http://www.elcorreo.eu.org/article.php3?id_article=1398
- SALAMA, Pierre, « La pauvreté en Amérique latine : y-a-t-il une issue équitable ? », in James Cohen (coord.), *Amérique latine démocratie et exclusion*, numéro spécial de *Futur Antérieur*, Juin 1994, http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=859
- SALAMA, Pierre, VALIER, Jacques, *Pauvretés et inégalités dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1994.
- SALAMA, Pierre, « Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine. Les conditions «macro» de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté », *CEPAL – SERIE Financiamiento del desarrollo N° 140*, pp. 45-70.
- SALAMA, Pierre, « Des pauvretés en général et de la pauvreté en particulier dans le tiers-monde : évaluations et mesures », in Poulin et Salama (dir.), *L'insoutenable misère du monde ...*, pp. 35-64.

- SALAMANCA, Luís, « El papel de la CTV en el sistema político venezolano : La hipótesis Corporativista », *Politeia*, nº11, 1982, Instituto de Estudios Políticos, pp. 173-195.
- SAMANIEGO, Augusto, (Coord.), *Las Universidades públicas. ¿ Equidad en la educación superior chilena?*, Santiago, Chili, LOM Ediciones, 2001.
- SAMANIEGO, Augusto, « Territorio y existencia de la Nación Mapuche, ¿Derechos políticos autonómicos? », *Historia Actual*, Núm.3, Invierno 2004, pp. 83-92.
- SAMUELSON, Paul A., « International trade and the equalization of factor prices », *Economic Journal*, juin 1948, pp. 163-184.
- SÁNCHEZ, Daniela, « Instituciones y acción poblacional: seguimiento de su acción en el periodo 1973-1981 », in FLACSO, *Espacio y poder: los pobladores*, Santiago: FLACSO, 1985, pp.123-170.
- SARFATI, George-Élia, *Éléments d'analyse du discours*, Paris, Armand Colin, 2005.
- SAUSSURE, Ferdinand (de), *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1982.
- SEN, Amartya Kumar, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.
- SCHAMIS, Hector E., *Re-forming the State : the politics of privatization in Latin America and Europe*, Michigan, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2002.
- SCHEDLER, Andreas, DIAMOND, Larry y PLATTNER Marc F. (ed.), *The Self-restraining State, Power and Accountability in New Democracies*, Boulder and London, Lynne Rienner Publishers, 1999.
- SCHMITT, Carl, *La notion du politique : Théorie du partisan*, Paris, Calman-Lévy, 1972.
- SCHMITT, Carl, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1988.
- SCHTEINGART, Martha, (coord) *Pobreza, Condiciones de vida y salud en la ciudad de México*, El Colegio de México, Mexico, 1997.
- SCHTEINGART, Martha, « La urbanización popular, Interpretaciones teóricas y orientación de los estudios », in Schteingart (coord.), *Pobreza, condiciones de vida y salud en la ciudad de México*, El Colegio de México, Mexico, 1997.
- SCHUYLER, George W., « Perspectives on Venezuelan Democracy », *Latin American Perspectives*, Vol. 23 N° 3, verano 1996.
- SCHWARTZMAN, Simon, « Poverty Statistics: The Issues », *UN Expert Group on Poverty Statistics*, <http://www1.ibge.gov.br/poverty/pdf/issues.pdf>

- SEN, Amartya, Kumar, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.
- SEN, Amartya, Kumar « Poverty: An Ordinal Approach to Measurement », *Econometrica*, Vol.44, n°2, mars 1976, pp. 219-231.
- SEVERO, Gerson Egas, *O que somos e o que esperávamos ser, Estado, economia e discurso presidencial na América Latina (o pós-1929 e o pós-1989)*, São Leopoldo, Unisinos, 2003.
- SGARD, Jérôme, « Pauvreté, inégalité et politiques sociales au Brésil », *La lettre du CEPPII*, n°229, décembre 2003, <http://www.cepii.fr/francgraph/publications/lettre/pdf/2003/let229.pdf>
- SHIVA, Vandana (Traducción: Ana Elena Guyer y Beatriz Sosa Martínez), *Abrazar la vida, Mujer, ecología y desarrollo*, Montevideo, Instituto del Tercer Mundo - horas y HORAS, 1995
- SIERRA, Manuel Felipe, « Lecciones de una crisis », entrevue accordée à la BBC le 14 avril 2002, http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_1929000/1929636.stm
- SOLERVICENS, Marcelo, *Mouvement sociaux et représentation du politique. Le discours sur la participation dans la transition du régime militaire au régime civil au Chili dans les années 90*, Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1995.
- SOLLERS, Philipe, « Écriture et révolution », in Tel Quel, *Théorie d'ensemble...*, p. 75.
- SPERBER, Dan, Individualisme méthodologique et cognitivisme, in R. Boudon, F. Chazel & A. Bouvier (eds.) *Cognition et sciences sociales*. Paris: Presse Universitaires de France. (1997) 123-136.
- STIGLITZ, Joseph E., « El rumbo de las reformas, *Hacia una nueva agenda para América Latina* », *Revista de la CEPAL*, n°80, août 2003, pp. 7-40.
- STIGLITZ, Joseph E., « The Role of Government in the Economies of Developing Countries », in Edmond Malinvaud, et al., *Development Strategy and Management of Market Economy*, Clarendon Press, pour les Nations Unies, 1997, vol. 1, pp.61-109.
- SZÉKELY PARDO, Miguel, « Lo que dicen los pobres », *Cuadernos de Desarrollo Humano*, n 13, SEDESOC, Nov. 2003.
- TAMARIN, David, « Yrigoyen and Perón : The Limits of Argentine Populism », in Michael Conniff (éd.), *Latin American Populism in a Comparative Perspective*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1982, pp. 31-45.

- TAYLOR, Charles, *Le malaise de la modernité*, Paris, Cerf, 2005.
- TESNIÈRE, Lucien, *Éléments de syntaxe structurale*, Paris, Klincksieck, 1965, 1^{ère} édition 1959.
- THORP, Rosemary, *Progress, poverty and exclusion : an economic history of Latin America in the 20th century*, Washington, BID, Johns Hopkins University Press, 1998.
- TIRONI, Eugenio, « La acción colectiva de obreros y pobladores », in, Jaime Gasmuri (ed.), *Chile en el umbral de los noventa: 15 años que condicionan el futuro*, Planeta, Santiago, 1988, p.73-93.
- TODOROV Tzvetan, *Mikhaïl Bakhtin, le principe dialogique*, Paris, Seuil, 1981.
- TOPALOV, Christian, *Naissance du chômeur – 1880-1910*, Albin Michel, Paris, 1994, p. 215
- TOURAINE, Alain, « La formation du sujet », in François Dubet et Michel Wieviorka *Penser le sujet autour d'Alain Touraine: Colloque de Cerisy*, Paris: Fayard, 1995, p. 21-56.
- TOURAINE, Alain, *Actores sociales y sistemas políticos en América Latina*, Ed. PRELAC, Santiago, 1987, 255 pages.
- TOURAINE, Alain, *Critique de la modernité*, Paris: Fayard, 1992.
- TOURAINE, Alain, *La parole et le sang : politique et société en Amérique latine*, Paris, O. Jacob, 1988.
- TREILLET, Stéphanie, « Le refus du développement : réflexions sur la logique d'un courant de pensée », *Séminaire Institutions et Développement, Paris I-CNRS*, Texte du Séminaire du vendredi 7 novembre 2003, <http://matisse.univ-paris1.fr/ID/ID031107.pdf>
- TREMBLAY, Christian, « Regard sur la présidence d'Hugo Chávez au Venezuela », *Observatoire des Amériques*, CÉIM, 2003, http://www.ceim.uqam.ca/Obs_Amer/CTremblay.htm
- UTRIA, Rubén, « El problema de la vivienda y las condiciones de desarrollo latinoamericano », in *Urbanización en Latinoamérica*, Santiago: CEPAL, 1966.
- VALDÉS, Teresa, « Poblaciones y pobladores: notas para una discusión conceptual », *Material de Discusión - FLACSO*, n° 33, Santiago, FLACSO, 1982, p. 43-55.

- VARGAS LLOSA, Mario, « 69 Congreso del "Pen Club": Vargas Llosa desgrana su ideario político », <http://elmundolibro.elmundo.es/elmundolibro/2003/11/25/internacional/1069761449.html>
- VEKEMANS, Roger, et Venega, Ramón, *Marginalidad, incorporación e integración*, Santiago: DESAL, 1966.
- VÉLEZ, Felix (éd.), *La pobreza en México, causas y políticas para combatirla*, Fondo de Cultura Económica y Instituto Tecnológico Autónomo de México, México, 1994.
- VILAS, Carlos, « Estudio preliminar, El populismo o la democratización fundamental de América Latina », in Vilas (éd.), *La democratización fundamental, El populismo en América Latina*, México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1995, pp. 3-111.
- VILAS, Carlos M., ¿ Populismos reciclados o neoliberalismo a secas ? El mito del « neopopulismo », latinoamericano, *Revista de sociología e política*, no 22, Juin 2004, pp. 135-151.
- VINCENT, Gilbert, *Sujets en souffrance : L'économie de la violence dans les sociétés administrées*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1995.
- WEFFORT, Francisco et O'Donnell, Guillermo A., *New democracies, which democracies?*, Washington, D.C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, 1992.
- WEFFORT, Francisco, « L'Amérique latine fourvoyée : Notes sur la démocratie et la modernité », *Problèmes d'Amérique latine*, N° 1, avril-juin 1991, pp. 5-30.
- WEYLAND, Kurt, « Clarifying a Contested Concept : Populism in the study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, Vol. 34, n° 1, Oct. 2001, pp.1-22.
- WIEVIORKA, Michel, *La violence*, Paris, Éditions Balland, 2004.
- WILLIAMSON, John (éd.), *Latin American adjustment : how much has happened?*, Washington, Institute for International Economics , 1990.
- WILLIAMSON, John, « What Washington Means by Policy Reform », in Williamson (dir.), *Latin American Adjustment : How Much Has Happened*, Institute for International Economics, Washington, 1990, pp.9
- WILPERT, Gregory, « La Lucha de Venezuela Contra la Pobreza », *ALAI*, 16/01/2004, http://alainet.org/active/show_text.php3?key=5300
- WITTGENSTEIN, Ludwig, *Tractatus logico-philosophicus ; suivi de Investigations philosophiques*, Paris, Gallimard, 1986.

- WOLFENSOHN, James D., "Cities and Citizens", *Development OUTREACH*, Novembre 2003, <http://www1.worldbank.org/devoutreach/1>.
- WORSLEY, Peter, « The Concept of Populism », in, Ernest Gellner & Ghita Ionescu, *Populism : Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1969.
- ZICCARDI, Alicia (comp.), *Pobreza, desigualdad social y ciudadanía. Los límites de las políticas sociales en América Latina*, Buenos Aires: CLACSO, 2001.
- ZIRES, Margarita, « Les imaginaires du miracle et la politique », in Corten, *Les frontières du politique en Amérique latine : Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, 219-237.

PIÈCES DE CORPUS

Institutions internationales

BANQUE MONDIALE, *Rapport annuel*, Washington, Banque mondiale, 1974

BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington, Banque mondiale, 1980-1990-1997-2005.

BANQUE MONDIALE, Poverty Reduction and Economic Management, The World Bank, *Helping Countries Combat Corruption, The Role of the World Bank*, The World Bank, september 1997.

BANQUE MONDIALE, *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*, Banque Mondiale, Washington, 2002.

BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO, BID, *Rapport annuel*, Washington, BID, 1991-1997-2005

BID/PNUD, *Reforma social y pobreza, Hacia una agenda integrada de desarrollo*, BID/PNUD, Washington, 1993, 227 pages.

CONSEJO EPISCOPAL LATINOAMERICANO (CELAM), *Iª Conferencia General del CELAM, Conferencia de Rio de Janeiro*, Santafé de Bogotá, CELAM, 1955, <http://www.celam.org/>

CELAM, *IIª Conferencia General del CELAM, Conferencia de Medellín*, Santafé de Bogotá, CELAM, 1968, <http://www.celam.org/>

CELAM, *IIIª Conferencia General del CELAM, Conferencia de Puebla*, Santafé de Bogotá, CELAM, 1979, <http://www.celam.org/>

CELAM, *IVª Conferencia General del CELAM, Conferencia de Santo Domingo*, Santafé de Bogotá, CELAM, 1992, <http://www.celam.org/>

COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA, (CEPAL), *Panorama social de América Latina 2005*, Santiago du Chili, CEPAL, 2006.

CEPAL, *Panorama social de América Latina 2002-2003*, Santiago, CEPAL, 2003.

CEPAL, PNUD & IPEA, *Hacia el objetivo del milenio de reducir la pobreza en América Latina y el Caribe*, Santiago, Nations unies, 2003

CEPAL, *Rapport annuel*, Santiago, CEPAL, 1955-1974-1980-1990-1997-2005.

- CEPAL/PNUD, *¿Se puede combatir la pobreza?*, CEPAL/PNUD, Santiago 1980.
- CEPAL/INEGI, *Magnitud de la pobreza en México (1984-1992), informe metodológico*, México (D.F.), INEGI, 1993.
- COMMISSION MONDIALE SUR LA DIMENSION SOCIALE DE LA MONDIALISATION, *Une mondialisation juste, Créer des opportunités pour tous*, Genève, OIT, 2004.
- CEPAL, *Panorama social de América Latina 2005*, Santiago du Chili, CEPAL, 2006.
- NATIONS UNIES, Conférence Internationale sur le financement du développement, *Rapport sur la Conférence Internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002*, New York, A/CONF.198/11, 2002.
- NATIONS UNIES, *Rapport du Sommet mondial pour le développement social* [Copenhague], New York, ONU, 1995, <http://www.un.org/documents/ga/conf/166/aconf166-9fr.htm>
- NATIONS UNIES, Sommet mondial pour le développement social, *Déclaration de Copenhague sur le développement social*, New York, A/CONF.166/9, 19 avril 1995.
- NATIONS UNIES, *Déclaration du Millénaire*, New York, ONU, 2000, <http://www.un.org/french/millenaire/ares552f.htm>
- NATIONS UNIES, *Consensus de Monterrey*, New York, ONU, 2002, <http://www.un.org/esa/ffd/aac257L13F.pdf>
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, OCDE, *Rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques Faire reculer la pauvreté, Le rôle de l'OCDE dans le partenariat pour le développement*, 00 2005 1T 2 P, Paris, OCDE, 2005.
- OCDE et Réseau du CAD sur la réduction de la pauvreté (POVNET), *Croissance favorable aux pauvres, Déclaration de principe*, 5 avril 2006.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, PNUD, *América Latina: El retorno de la Pobreza, conceptos, métodos, Magnitud, características y Evolución*, PNUD, Bogotá, 1992, 504 paginas.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1990-1997-2005.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1996.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 97*, Paris, Economica, 1997.

PNUD, *Vaincre la pauvreté humaine, Rapport du PNUD sur la pauvreté 2000*, New York, PNUD, 2000.

PNUD/RLA, *Documento Técnico y declaración regional sobre la pobreza*, PNUD/RLA, Bogotá, 1989, 60 pages

PNUD, *Desarrollo humano en Chile, Nosotros los chilenos: un desafío cultural (2002)*, Santiago, PNUD, 2002.

PNUD, *The Social Dimensions of Adjustment Project : an Interim Evaluation*, New York, 1990

POVERTY REDUCTION AND ECONOMIC MANAGEMENT, THE WORLD BANK, *Helping Countries Combat Corruption, The Role of the World Bank*, The World Bank, september 1997.

UNITED NATIONS RESEARCH INSTITUTE FOR SOCIAL DEVELOPMENT, UNRISD «What Choices do Democracies have in Globalizing Economies ?», *Report of the UNRISD International Conference*, Genève, 27–28 avril 2000

UNITED NATIONS, *Report of the International Conference of Financing for Development [Monterrey]*, New York, UN, 2002,
<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N02/392/67/PDF/N0239267.pdf?OpenElement>

Sommets et contre-sommets des Amériques

Premier Sommet des Amériques, *Déclaration de Principes*, Miami, 11 décembre 1994.,
http://www.ftaa-alca.org/Summits/Miami/declara_f.asp

Troisième Sommet des Amériques *Déclaration de Québec*, Québec, 22 avril 2001,
http://www.ftaa-alca.org/Summits/Quebec/declara_f.asp

Deuxième Sommet des Amériques *Déclaration de Santiago*, Santiago du Chili, 19 avril 1998., http://www.ftaa-alca.org/Summits/Santiago/declara_f.asp

Quatrième Sommet des Amériques, *Déclaration de Mar del Plata : Créer des emplois pour faire face à la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique*, Mar del Plata (Argentine), 5 novembre 2005

Sommet extraordinaire des Amériques, *Déclaration de Nuevo León*, Monterrey, janvier 2004,
http://www.ftaa-alca.org/Summits/Monterrey/NLeon_f.asp

Réseau québécois sur l'intégration continentale, Alliance for Responsible Trade et al., *Des alternatives pour les Amériques, Vers un accord entre les peuples du continent*, Version préliminaire, Octobre 1998.

Cumbre de los Pueblos, *Declaración II° Cumbre de los Pueblos de América*, Québec, 2001, http://www.cumbredelospueblos.org/article.php3?id_article=33

ONGs, organisations privées et religieuses

Oxfam international, *Le prix à payer, Pourquoi les pays riches doivent investir maintenant dans la guerre contre la pauvreté*, Oxford, Oxfam international, 2005.

Oxfam international, Action mondiale contre la pauvreté, http://www.oxfam.org/fr/programs_camp_gcap.htm

Fundación para la Superación de la Pobreza, <http://www.fundacionpobreza.cl>

Fundación Pobreza, *Podemos superar la pobreza y lograr mayor equidad, Una propuesta de política social para Chile*, Santiago, Fundación Nacional para la Superación de la Pobreza, 1999.

Fundación Vamos, <http://www.vamos.org>

Asociación Nacional de Organizaciones de la Sociedad Civil / Sinergia, <http://www.sinergia.org.ve>

Partis, organisations et plate-formes politiques

ACCIÓN DEMOCRÁTICA, *Nuestro compromiso programático*, Venezuela, <http://acciondemocratica.org.ve/programas.php>

ATREVETE : PLAN DE GOBIERNO, Soutenant la candidature de Manuel Rosales pour l'élection présidentielle du 3 décembre 2006.

COMITÉ NACIONAL DEL PARTIDO SOCIALCRISTIANO COPEI, *Comunicado ante el golpe del 24 de Noviembre de 1948*, Caracas, 2 de Diciembre de 1948, (<http://www.analitica.com/biblioteca/copei/1948.asp>).

FRENTE NACIONALISTA PATRIA Y LIBERTAD, *Discurso de fundación pronunciado por su presidente, Pablo Rodríguez Grez, el 1° de abril 1971, en el estadio Nataniel*, Santiago, 1971, (www.bicentenariochile.cl).

- LAVIN, Joaquín, *60 medidas [Programa de gobierno de Joaquín Lavín, Candidato presidencial de Alianza por Chile]*, Primera Línea, Documentos políticos, 1999, http://www.primeraline.cl/site/c_documentos/doc_ind_doc_pol.html
- LÓPEZ OBRADOR, Andrés Manuel, *Plataforma Electoral 2006, Coalición "Por el bien de todos"*..México D.F., 2006, p. 22, (AMLO, Programme électoral/2006).
- LÓPEZ OBRADOR, Andrés Manuel, *Discurso de toma de protesta como presidente legítimo*, 20 novembre 2006, www.inep.org
- MOVIMIENTO DE IZQUIERDA REVOLUCIONARIA (MIR), *El MIR a los obreros, campesinos, pobladores, estudiantes y soldados, Declaración pública, septiembre 1970*, Santiago, 1970, (www.bicentenariochile.cl)
- MOVIMIENTO DE LIBERACIÓN NACIONAL, « Programa del Movimiento de Liberación Nacional » (Aprobado por unanimidad en la Asamblea Nacional celebrada en la ciudad de México, los días 4 y 5 de agosto de 1961.), publicado en *Política*, México, 15 de septiembre de 1961, año II, núm. 34, p.1-XVIII, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>
- MOVIMIENTO V REPÚBLICA, *¿Que es el MVR?*, document électronique de propagande diffusé en 2000.
- MOVIMIENTO V REPÚBLICA, *Asamblea Constituyente*, documento de propaganda editado en el web por Víctor A. Carrizales, 1998.
- PACTO DE LA UNIDAD POPULAR (Corvalan L. Luis, Secrétaire Général du Parti Communiste ; Aniceto Rodríguez, Secrétaire Général du Parti Socialiste; Carlos Morales A., Président du Parti Radical; Esteban Leyton, Secrétaire Général du Parti Social-démocrate ; Jaime Gazmuri, Secrétaire Général du *Movimiento Acción Popular Unitaria* (MAPU) ; Alfonso David Lebon, Président de la *Acción Popular Independiente* ; Lautaro Ojeda, Secrétaire), *Pacto de la Unidad Popular, Santiago, 26 de Diciembre de 1969*, Santiago, 1969, (www.bicentenariochile.cl).
- PACTO DEL PUNTO FIJO: Acción Democrática, Partido Social Cristiano Copei y Unión Republicana Democrática, *Pacto del Punto Fijo*, Caracas, 31 de octubre de 1958.
- PARTIDO REVOLUCIONARIO DEMOCRÁTICO (PRD), VI Congreso Nacional del PRD, *Programa*, Aprobado por su VI Congreso Nacional; 24 al 28 de abril de 2001, Zacatecas, http://www.ife.org.mx/InternetCDA/estaticos/PPP/docs_pdf/PRD_PROGRAMA_DE_ACCION.pdf
- PIÑERA Sebastián, *Un Chile libre, grande y justo: Se Puede*. Programme de Sebastián Piñera, candidat au deuxième tour (15 janvier 2006) des élections présidentielles au Chili, appuyé par la coalition des partis de droite *Alianza por Chile*.

TOMIC, Radomiro, *Discurso de Aceptación de la candidatura a la presidencia de la República de Radomiro Tomic*, Santiago, 1969, (www.bicentenariochile.cl).

UNIDAD POPULAR, *Pacto de la Unidad Popular (26-07-69)*, Centro de Estudios Bicentenario,
http://www.bicentenariochile.cl/fondo_bibliografico/fondo_datos/documentos/periodos/1964-1970/PACTO_DE_LA_UPOPULAR.pdf

UNIDAD POPULAR, *Programa Básico de Gobierno de la Unidad Popular, aprobado por los Partidos Comunista, Socialista, Radical y Social Demócrata, el Movimiento de Acción Popular Unitaria MAPU y la Acción Popular Independiente el 17 de Diciembre de 1969 en Santiago de Chile*, Santiago, Décembre 1969, (www.bicentenariochile.cl).

Discours ou déclarations présidentielles

Chili

AGUIRRE CERDA, Pedro, *Mensaje de S.E. el Presidente de la República, en la apertura de las sesiones ordinarias del Congreso Nacional*, República de Chile, Santiago 21 de Mayo de 1939.

ALESSANDRI PALMA, Arturo, *Discurso Pronunciado en la Convención Liberal de Santiago*, Santiago de Chile, 25 de Abril de 1920, p. 2. (www.bicentenariochile.cl)

ALESSANDRI PALMA, Arturo, *Mensaje de S.E. el Presidente de la República*, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, 21 mai 1938.

ALESSANDRI PALMA, Arturo, *Mensaje leído por S.E. el Presidente de la República, en la apertura de las sesiones ordinarias del Congreso Nacional*, Santiago, 1 de Junio de 1921, Santiago, Imprenta fiscal de la penitenciaría, 1921.

ALESSANDRI PALMA, Arturo. *Discurso desde los balcones de La Moneda al regresar a la presidencia. (20-03-25)*, Centro de Estudios Bicentenario,

ALESSANDRI PALMA, Arturo. *Discurso-Programa de Arturo Alessandri Palma. (1920)*, Centro de Estudios Bicentenario,

ALLENDE, Salvador, « De nuevo se abrirán las grandes alamedas », Adresse à la nation prononcée sur les ondes de *Radio Magallanes*, Santiago, 11 septembre 1973.

ALLENDE, Salvador, *La Gran Tarea, Discurso al Tomar posesión del Gobierno, 5 de noviembre 1970*, novembre 1970, (www.bicentenariochile.cl).

ALLENDE, Salvador, *Primer Mensaje al Congreso Pleno, La Via Chilena hacia el socialismo*, Congreso de la República de Chile, el 21 de Mayo de 1971, Santiago, mai 1971, (www.bicentenariochile.cl).

ALLENDE, Salvador, *Un año de Gobierno popular*, Estadio Nacional de Santiago, Santiago de Chile, 4 noviembre 1971.

ALLENDE, Salvador. *Discurso final (11-09-73)*, Centro de Estudios Bicentenario,

ALLENDE, Salvador. La gran tarea. Discurso en el Estadio Nacional al tomar posesión del gobierno. 5 de noviembre de 1970. (1970), http://www.bicentenariochile.cl/fondo_bibliografico/fondo_datos/documentos/periodos/1970-1973/LAGRANTAREASALLENDE.pdf

AYLWIN AZOCAR, Patricio, Discurso a la Nación, Plaza de la Constitución, 11 de marzo 1990.

AYLWIN AZOCAR, Patricio, Mensaje Presidencial, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile: (21 de mayo1990), (21 de mayo1991), (21 de mayo1992), (21 de mayo1993).

AYLWIN AZOCAR, Patricio, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1990.

AYLWIN AZOCAR, Patricio, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1992.

BACHELET, Michelle, « Discours de victoire électorale, 15 janvier 2006 », *Texto completo del discurso triunfal de Bachelet, La Nación* (Santiago), Domingo 15 de Enero de 2006, www.lanacion.cl

BACHELET, Michelle, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 2006.

BALMACEDA, José Manuel, « Mensaje Presidencial de 1890 », in, *Fuentes para la historia de la República, Volumen II, Discursos de José Manuel Balmaceda*, Santiago, Dirección de Bibliotecas archivos y museos, Centro de investigación Diego Barros Arana, p. 351.

FREI MONTALVA, Eduardo, « Discurso pronunciado por el Presidente Eduardo Frei Montalvo el 3 de noviembre de 1964. », *Presidencia de la República, Secretaria de Prensa*, República de Chile, 3 noviembre 1964.

FREI MONTALVA, Eduardo, *Mensaje del Presidente Eduardo Frei al Congreso Nacional 21 de Mayo de 1970*, Seis años de Gobierno, Congreso Nacional, República de Chile, 1970.

FREI RUIZ-TAGLE, Eduardo, *Discurso a la Nación*, Plaza de la Constitución, 12 de marzo 1994.

FREI RUIZ-TAGLE, Eduardo, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1995.

- FREI RUIZ-TAGLE, Eduardo, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 1994.
- FREI RUIZ-TAGLE, Eduardo, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile: (21 de mayo1994), (21 de mayo1995), (21 de mayo1996), (21 de mayo1997), (21 de mayo1998), (21 de mayo1999).
- GONZALEZ VIDELA, Gabriel, Discours de clôtüre de campagne électorale (1946), in « En el Estadio Nacional juró defender su triunfo », *Suplemento de En Viaje*, Santiago, 1946, pp. 30-32.
- GONZALEZ VIDELA, Gabriel, *Discurso Presidencial*, 21 de Mayo 1952, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, 1952.
http://www.bicentenariochile.cl/fondo_bibliografico/fondo_datos/documentos/periodos/1891-1925/DISCURSOALESSANDRI.pdf
http://www.bicentenariochile.cl/fondo_bibliografico/fondo_datos/documentos/periodos/1891-1925/Manifiesto11sept1924.pdf
http://www.bicentenariochile.cl/fondo_bibliografico/fondo_datos/documentos/periodos/1925-1932/AlessandriRegresoChile1925.pdf
http://www.bicentenariochile.cl/fondo_bibliografico/fondo_datos/documentos/periodos/1970-1973/DiscursoFinalAllende.pdf
- IBAÑEZ DEL CAMPO, Carlos, *Mensaje presidencia en la apertura del Congreso Nacional el 21 de Mayo de 1927*, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, Imprenta Nacional, 1927.
- JUNTA MILITAR, *Manifiesto de la Junta Militar*, Santiago, 11 Septiembre 1924, (www.bicentenariochile.cl)
- JUNTA MILITAR, *Manifiesto del 11 de Septiembre de 1924 (1924)*, Centro de Estudios Bicentenario,
- LAGOS ESCOBAR, Ricardo, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 2000.
- LAGOS ESCOBAR, Ricardo, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile, 21 de Mayo 2002.
- LAGOS ESCOBAR, Ricardo, *Mensaje Presidencial*, Legislatura Ordinaria, Sesión del Congreso Pleno, República de Chile: (21 de mayo2000), (21 de mayo2001), (21 de mayo2002), (21 de mayo2003), (21 de mayo2004), (21 de mayo2005).
- MONTERO, Juan Esteban, *Mensaje Presidencial*, Congreso Nacional, República de Chile, Santiago, 1932.

PINOCHET UGARTE, Augusto, *Discurso Presidencial 11 de Marzo de 1981 con ocasión del inicio del periodo presidencial establecido en la Constitución Política de la República de Chile del año 1980*, Santiago, 11 mars 1981

PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA DE CHILE, Consejería Nacional de Promoción Popular, *Los 7 misterios de Promoción Popular*, (pamphlet destiné à une large circulation au sein de la population), non daté, approx. 1965.

Mexique

ALEMÁN VALDÉS, Miguel, « VI Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Miguel Alemán Valdés », 1º de septiembre de 1952, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, XLII Legislatura, Tomo I, número 9.

ALEMÁN VALDÉS, Miguel, IV Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Miguel Alemán Valdés, 1º de septiembre de 1950, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, XLI Legislatura, Tomo 1, número 2.

ÁVILA CAMACHO, Manuel, « VI Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo Ruiz Cortines », 1º de septiembre de 1946, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, XL Legislatura, Tomo I, número 12.

CÁRDENAS Lázaro, « Toma de protesta de Ley y Mensaje a la Nación », Sesión Solemne del Congreso de la Unión efectuada el día 30 de noviembre de 1934 en el Estadio Nacional, México D.F., *Diario de los Debates de la Cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Año 1, Período ordinario XXXVI Legislatura, Tomo I, número 30.

CÁRDENAS Lázaro, *1933 Plan Sexenal*, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

CARRANZA, Venustiano, « Primer Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Venustiano Carranza », 1º de septiembre de 1917, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, XXVII Legislatura, tomo II, número 1.

CARRANZA, Venustiano, 1914 Mensaje a la Convención de Aguascalientes, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

- ECHEVERRÍA ÁLVAREZ, Luis, « Primer Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Luis Echeverría Álvarez », 1º de septiembre de 1971, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año II, Período ordinario, Año II, XLVIII Legislatura, Tomo II, número 3.
- ECHEVERRÍA ÁLVAREZ, Luis, « Sexto Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Luis Echeverría Álvarez », 1º de septiembre de 1976, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, L Legislatura, Tomo I, número 13.
- FOX, Vicente, *Compromisos para un Gobierno de Transición Democrática*, Instituto Nacional de estudios Políticos INEP, México D.F., 2000.
- FOX, Vicente, *Informe de gobierno*, México D.F., septiembre 2004.
- FOX, Vicente, *Informes de gobierno*, septiembre 2001 à 2005.
- FOX, Vicente, *Toma de Posesión*, México D.F., 1er Décembre 2000, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>
- LÓPEZ MATEOS, Adolfo, « II Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo López Mateos », 1º de septiembre de 1960, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año III, XLIV Legislatura, Tomo I, número 2.
- LÓPEZ MATEOS, Adolfo, « IV Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo López Mateos », 1º de septiembre de 1962, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año II, XLV Legislatura, Tomo I, número 2.
- LÓPEZ PORTILLO Y PACHECO, José, « VI Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos José López Portillo y Pacheco », 1º de septiembre de 1982, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, LII Legislatura, Tomo I, número 16.
- MADERO, Francisco I., *Discurso de toma de posesión*, 7 Novembre 1911, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>).
- MADERO, Francisco I., *Plan de San Luis*, San Luis Potosí, 5 octubre 1910.
- MADRID Miguel (de la), *1982 Mensaje de Toma de Posesión*, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

MADRID Miguel (de la), 1985 *Mensaje con motivo de los sismos de los días 19 y 20 Septiembre*, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

MADRID Miguel (de la), 1988, *Pacto para la estabilidad y el crecimiento económico (PECE)*, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

RUIZ CORTINES, Adolfo, « I Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Adolfo Ruiz Cortines », 1º de septiembre de 1953, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año 2, Legislatura XLII, número 2.

RUIZ CORTINES, Adolfo, *Toma de posesión de Adolfo Ruiz Cortines*, México D.F., 1er décembre 1952, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>.)

SALINAS de GORTARI, Carlos, « VI Informe de Gobierno del Presidente Constitucional de los Estados Unidos Mexicanos Carlos Salinas de Gortari », 1º de septiembre de 1994, México D.F., *Diario de los debates de la cámara de Diputados del Congreso de los Estados Unidos Mexicanos*, Período ordinario, Año I, LVI Legislatura, número 2.

SALINAS de GORTARI, Carlos, *Informes de gobierno*, septembre 1989 à 1994.

SALINAS de GORTARI, Carlos, *Mensaje de Toma de Posesión*, México D.F., 1988, (Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>.)

VILLA, General Francisco, *Manifiesto al Pueblo de México*, Septiembre 1914, Instituto Nacional de Estudios políticos, <http://www.inep.org>

ZAPATA Emiliano, 1917 *Manifiesto al pueblo*, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

ZAPATA, Emiliano General en Jefe del Ejército Libertador, « Al Pueblo de México », Campamento revolucionario de Milpa Alta (Mexique), août 1914.

ZEDILLO, Ernesto, *Informes de gobierno*, septembre 1995 à 2000.

ZEDILLO, Ernesto, *Toma de posesión*, Instituto Nacional de Estudios Políticos, <http://www.inep.org>

Venezuela

BETANCOURT, Rómulo, « Mensaje Presidencial presentado por Ciudadano Rómulo Betancourt, Presidente Constitucional de la República, el 13 de Febrero de 1959 », *Congreso Nacional*, Miraflores, 13 février 1959, pp. -347-363.

BETANCOURT, Rómulo, *Discurso del 30 de Octubre de 1945*, Caracas, 30 octobre 1945.

- BETANCOURT, Rómulo, *Discurso en la víspera del golpe del 18 de octubre de 1945*, Analítica Consulting, <http://www.analitica.com/bitbliblioteca/rbetancourt/1945.asp>
- BETANCOURT, Rómulo, *Dos años de gobierno democrático, 1959-1961*, Caracas, Imprenta Nacional, 1961.
- BETANCOURT, Rómulo, GALLEGOS, Rómulo, LEONI, Raúl et PÉREZ, Carlos Andrés, *4 presidentes : 40 años de acción*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República, 1981.
- BETANCOURT, Rómulo, *Mensaje que el Sr Rómulo Betancourt, Presidente de la Junta Revolucionaria de Gobierno, presenta al Congreso nacional de 1948*, Congreso Nacional, Caracas, 1948.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael Antonio, « Discurso de la sesión conjunta del Congreso de la República », *Documentos del Golpe de Estado del 4 de Febrero de 1992*, <http://www.analitica.com>, 4 février 1992.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael Antonio, « Discurso de Rafael Caldera al Asumir la Presidencia », 1969, *Congreso de la República de Venezuela, vol. XVII, 1969-1974*, pp. 291-310.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael Antonio, « Discurso del Presidente Constitucional de la República de Venezuela, Dr. Rafael Caldera », *Gaceta del Congreso*, Tomo IV, Marzo-Diciembre 1974-Enero-Febrero 1975, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela, pp. 5-18.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael Antonio, « Toma de Juramento de Ley, 1994 », Sesión Solemne del día miércoles 2 de Febrero 1994, *Gaceta del Congreso*, Tomo XXIV, Enero 1994-Febrero 1994, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela, pp. 20-29.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael, « Sesión Solemne del día miércoles 2 de febrero de 1994, Discurso de Toma de juramento de Ley del ciudadano Rafael Antonio Rafael Caldera Rodríguez, Presidente electo de la República », Congreso de la República, República de Venezuela, *Gaceta del congreso*, Tomo XXIV, volumen 1, Enero 1994-Junio 1994.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael, *5 años de cambio : pacificación y desarrollo, en el gobierno de Rafael Caldera, 1969-1974*, Caracas, República de Venezuela, 1975.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael, *Compromiso solidario* (t. 1. Selección de discursos del primer año de gobierno, 1994 ; t. 2. Selección de discursos del segundo año de gobierno, 1995 (2 v.) ; t. 4. Selección de discursos del cuarto año de gobierno, 1997 (2 v.) ; t. 5. Selección de discursos del quinto año de gobierno, 1998-1999 (2 v.) -), Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República, 1996-1999.

- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael, *El bloque latinoamericano* (selección de discursos de 1959 à 1970), Caracas, Oficina Central de Información, 1970.
- CALDERA RODRÍGUEZ, Rafael, *Habla el Presidente: diálogo semanal con el pueblo*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República, 1970.
- CHÁVEZ, Hugo, “Cadena nacional, Alocución del Presidente Hugo Chávez Frías con motivo del primer año de gobierno, balance de gestión y perspectivas del año 2000”, *El Universal*, Caracas, 03-02-00 febrero del 2000.
- CHÁVEZ, Hugo, “Carta del presidente Chávez a los venezolanos”, *El Universal*, Caracas, 22-06-99.
- CHÁVEZ, Hugo, “Gran concentración “Día del pueblo heroico”, Presidencia de la República Bolivariana de Venezuela, discurso del 13 de abril del 2003.
- CHÁVEZ, Hugo, “Palabras de Hugo Chávez el Encuentro de Solidaridad con la Revolución Bolivariana, en el marco del Foro Social Mundial”, *Correos para la Emancipación*, Año V, Número 192, 31 de enero del 2003, <http://www.geocities.com/correosparalaemancipacion/CE192.htm>
- CHÁVEZ, Hugo, *Aló Presidente*, nº 165, 21 septembre 2003
- CHÁVEZ, Hugo, *Alocución del Presidente Hugo Chávez Frías con motivo de presentar al país los resultados de su viaje por Asia y Europa*, Caracas, 30 octubre 1999)
- CHÁVEZ, Hugo, Conférence publique prononcée le 30 janvier 2005 à Porto Alegre dans le cadre du V^{ième} Sommet Social Mondial.
- CHÁVEZ, Hugo, *discursos*, <http://www.venezuela.gov.ve/ns/index.html>
- CHÁVEZ, Hugo, *Palabras pronunciadas por el Presidente Hugo Chávez Frías, en el acto de constitución de la Fuerza Bolivariana de Trabajadores, Sala Plenaria de Parque Central*, Caracas, Fuerza Bolivariana de Trabajadores, 03 de septiembre del 2000, http://www.fbt.org.ve/fbt_prop.htm
- GALLEGOS, Rómulo, « Alocución del ciudadano Rómulo Gallegos, Presidente Constitucional de los Estados Unidos de Venezuela », Congreso Nacional, Sesión Especial y Solemne del día 15 de Febrero de 1948, *Diario de Debates, Sesiones Extraordinarias*, no 1-5, 1948, pp. 28-31.
- GÓMEZ, Juan Vicente, *El general J. V. Gómez*, Caracas, Litografía del Comercio, 1925.
- GÓMEZ, Juan Vicente, *Juan Vicente Gómez ante la historia*, Caracas, Biblioteca de Autores y Temas Tachirenses, 1986.

- HERRERA CAMPÍNS, Luis, « Discurso de Toma de Posesión », 1979, *Congreso de la República de Venezuela*, vol. XIX, 1979-1984, rubrique 271, pp. 479-496.
- HERRERA CAMPÍNS, Luis, « Discurso del Presidente Constitucional de la República de Venezuela », *Gaceta del Congreso*, Tomo XIV, Volumen I, Enero-Mayo 1984, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela, pp. 5-14.
- HERRERA CAMPÍNS, Luis, *I mensaje al Congreso de la República*, Caracas, Oficina Central de Información, 1980.
- LEONI, Dr Raúl, « Ahora que por Mandato Popular asumo la Presidencia de la República, Alocución Presidencial pronunciada ante el Congreso Nacional, luego de haber prestado el juramento constitucional como Presidente de la República », *Congreso de la República de Venezuela*, vol. XVI, 1964-1969, art.166, pp. 119-145.
- LÓPEZ CONTRERAS, General, Eleazar *Mensaje que el General E. López Contreras, Presidente de los Estados Unidos de Venezuela, presenta al Congreso nacional de 1945*, Congreso Nacional, Caracas, 1945.
- LUSINCHI, Jaime, « Discurso de Toma de Posesión », 1984, *Congreso de la República de Venezuela*, vol. XX, 1984-1989, rubrique 271, pp. 13-34.
- LUSINCHI, Jaime, *1984-1988, informes de gestión*, Caracas, Oficina Central de Información, 1989.
- LUSINCHI, Jaime, *Programa de gobierno de Jaime Lusinchi*, Caracas, Express Print, 1984.
- MEDINA ANGARITA, General, Isaías, *Mensaje que el General Isaías Medina A. Presidente de los Estados Unidos de Venezuela, presenta al Congreso nacional de 1945*, Congreso Nacional, Caracas, 1945.
- PÉREZ JIMÉNEZ, Marcos, *Pensamiento político del Presidente de Venezuela*, Caracas, Imprenta Nacional, 1954.
- PÉREZ RODRÍGUEZ, Carlos Andrés, « Discurso de Toma de Juramento de Ley al Presidente electo de la República, Señor Carlos Andrés Pérez », 1974, *Gaceta del Congreso*, Tomo IV, Marzo-Diciembre 1974-Enero-Febrero 1975, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela, pp. 19-30.
- PÉREZ RODRÍGUEZ, Carlos Andrés, « Discurso pronunciado al tomar posesión como Presidente Constitucional de la República de Venezuela, 2 de Febrero de 1989 », República de Venezuela, *Ministerio de la Secretaría de la Presidencia, Oficina de Publicaciones, División de Archivos Históricos*, pp. 1-23.
- PÉREZ RODRÍGUEZ, Carlos Andrés, « Mensaje Anual del Presidente de la República, 1978 », *Gaceta del Congreso*, Tomo VIII, Marzo-Diciembre 1978-Enero-Febrero 1979, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela.

PÉREZ RODRÍGUEZ, Carlos Andrés, *Discurso del Presidente Carlos Andrés Pérez con motivo de la ley de nacionalización del petróleo*, Salón Elíptico, agosto 29 1975, <http://www.analitica.com>.

VELÁSQUEZ, Ramón J., « Sesión Solemne del día viernes 28 de enero de 1994 », Congreso de la República, República de Venezuela, *Gaceta del congreso*, Tomo XXIV, volumen 1, Enero 1994-Junio 1994.

VELÁSQUEZ, Ramón J., « Discurso Presidencial Anual, 1994 », Sesión Solemne del día viernes 28 de Enero de 1994, *Gaceta del Congreso*, Tomo XXIV, Enero 1994-Febrero 1994, Imprenta del Congreso de la República, Caracas, Venezuela, pp. 6-16.

Sous corpus contextuel

N.B. La plupart des documents ayant servi de « sous corpus contextuel » sont déjà cités dans la bibliographie générale

La Voz del Pueblo (Valparaíso, Chile) « Protesta practica », 16 mai 1903.

La Voz del Pueblo (Valparaíso, Chile) « ¿Para que sirve el ejercito? », 9 juin 1904.

Manifiesto democrático (14-03-83), Centro de Estudios Bicentenario, http://www.bicentenariochile.cl/fondo_bibliografico/fondo_datos/documentos/periodos/1981-1990/MANIFIESTODEMOCRATICO.pdf

Milicias de la Resistencia Popular, *La Muralla*, diciembre 1984, 13 p.

Juventud Rebelde Miguel Enríquez, *Ofensiva final: a darle con todo a la dictadura*, 1986.

Front Patriotique Manuel Rodríguez, *Cuadernillo de Seguridad*, Ediciones Rodriguistas Vanguardia, 40 p.

Coordinadora Campamento Fresno, *Periférico*, non daté: un an ou deux après la toma de « Monseñor Fresno », septembre 1983.

Comando de Organizaciones Sociales y Populares, *Avance Popular*, décembre 1983.

Coordinadora Caro-Ochogavia/ CCO, *La Calle*, octubre 1987.

Anonyme, « Oración por el pueblo oprimido », *Boletín Zona Oeste* (Santiago), décembre 1982. p.3.

D'ARGOUGES, Olivier (padre), « Editorial », *Boletín Zona Oeste* (Santiago), janvier 1984 p. 3-5.